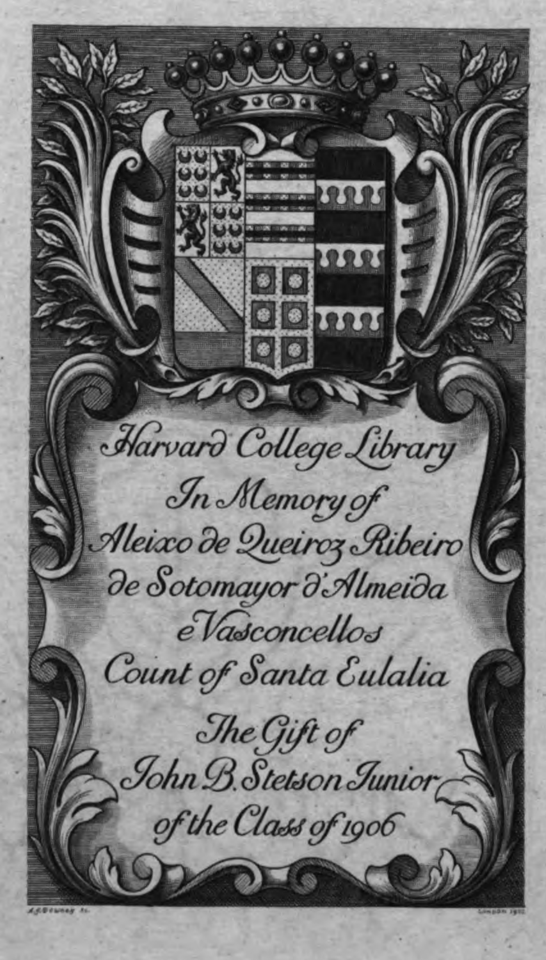
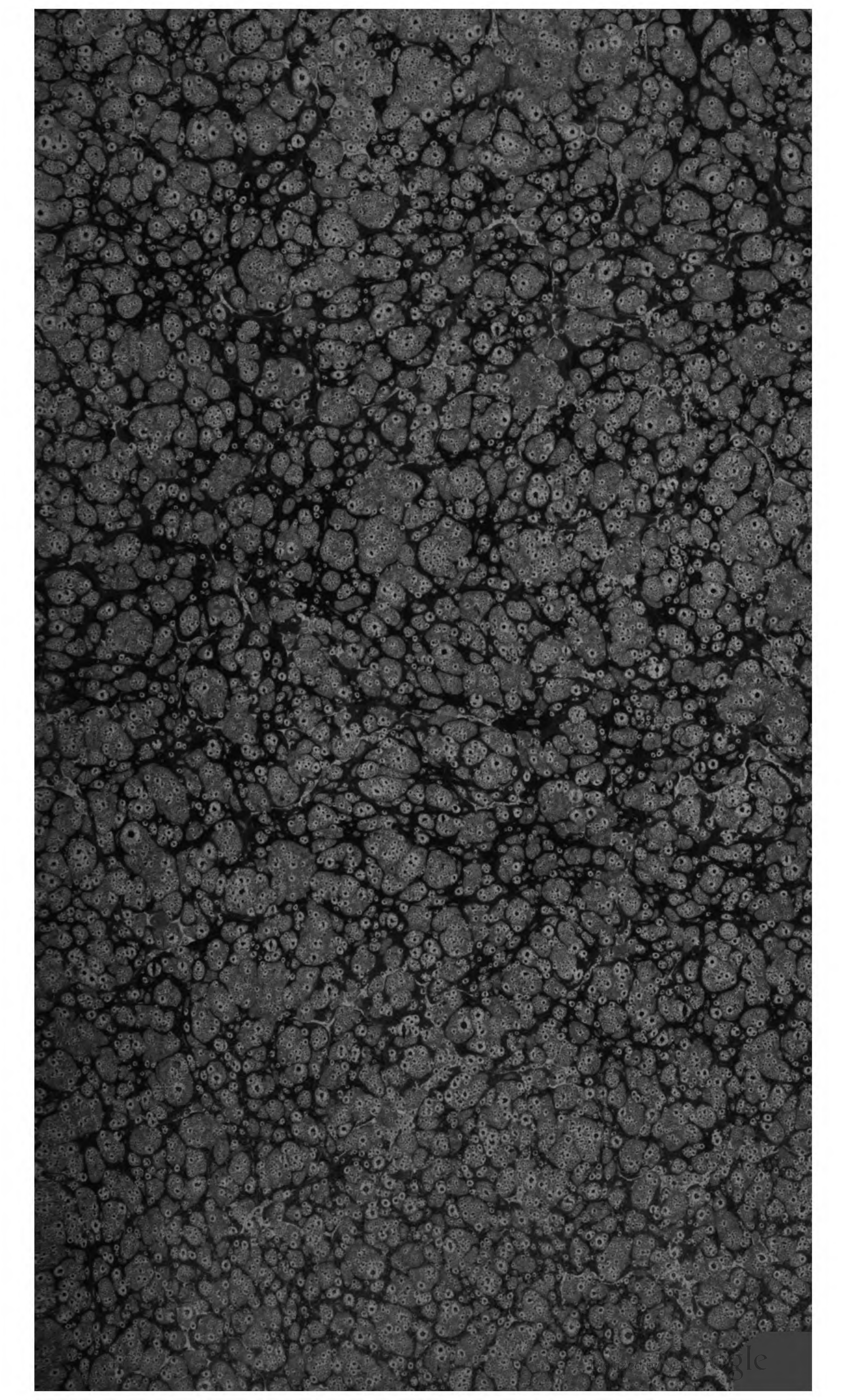
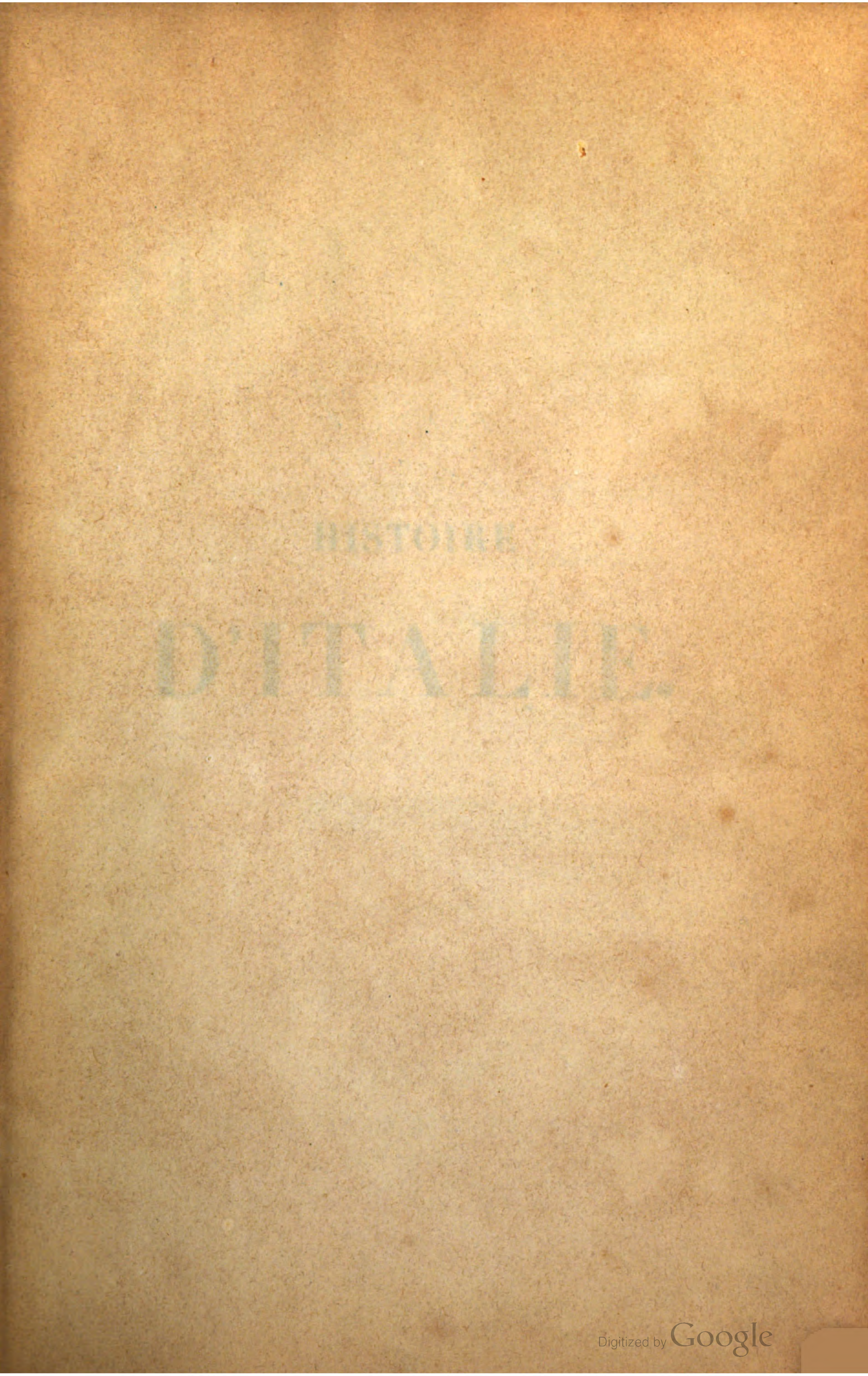

WIDENER
HN E4QC A


Harvard College Library
In Memory of
Aleixo de Queiroz Ribeiro
de Sotomayor d'Almeida
e Vasconcellos
Count of Santa Eulalia
The Gift of
John B. Stetson Junior
of the Class of 1906




HISTOIRE
D'ITALIE.

HISTOIRE

D'ITALIE.

HISTOIRE

D'ITALIE,

DEPUIS LES PREMIERS TEMPS JUSQU'A NOS JOURS,

PAR

LE DOCTEUR HENRI LEO ET BOTTA.

Traduite de l'allemand et considérablement augmentée de notes depuis le milieu du 16e siècle,

PAR M. DOCHEZ.

TOME TROISIÈME.

PARIS.

IMPRIMERIE DE BÉTHUNE ET PLON,

RUE DE VAUGIRARD, 36.

1844

HISTOIRE

D'ITALIE.

CHAPITRE IV.

HISTOIRE D'ITALIE JUSQU'AU COURONNEMENT DE CHARLES V COMME EMPEREUR ROMAIN, LE 24 FÉVRIER 1530.

§ Ier. *Jusqu'à la bataille de Pavie en* 1525.

La mort de Léon X donna aussitôt à la guerre un autre caractère ; car les cardinaux de' Medici et Schinner quittèrent sans délai l'armée papale-impériale, dont les opérations ne pouvaient avoir lieu que par leur impulsion et par l'argent de Léon. Il fallut maintenant congédier tous les soldats allemands, à l'exception de quinze cents, et les troupes de Florence retournèrent en Toscane (1). Le manque d'argent dans l'armée française put seul empêcher l'expulsion de l'armée papale-impériale de la Lombardie.

Pendant qu'on laissait interrompus les plans de Léon dans l'Italie du nord, les avantages qu'il avait obtenus dans les États de l'Église contre de puissants vassaux, se trouvaient aussi entièrement perdus. Les fils de Baglioni décapité, Horazio et Malatesta, adoptèrent rapidement les vues du duc proscrit d'Urbino, lorsque celui-ci, qui vivait à cette époque dans le pays de Vérone, leur communiqua son plan pour reconquérir sa domination, et pour les faire rentrer à Perugia. Ils trouvèrent des secours auprès d'Alfonso de Ferrare, surtout en artillerie, et réunissant une troupe de quelques centaines de cavaliers et de quelques milliers de fantassins à leur solde, ils se rendirent dans le pays d'Urbino, où ils ne rencontrèrent de résistance que dans les districts devenus florentins (1). Perugia aussi, après avoir été défendue pour la forme par Vitello de' Vitelli, revint aux Baglioni, le 5 janvier 1522.

La haine qu'inspirait le fils de Giulio de' Varani, favorisé par Léon X, et décoré par ce pape du titre de duc, fut cause que le duc d'Urbino l'expulsa aussi, et donna son appui à l'un de ses jeunes parents, Gismondo

(1) Sismondi, vol. XV, p. 8.

(1) Voyant que le peuple était plus dévoué aux Baglioni qui attaquaient, qu'au cousin, Gentile de' Baglioni, qui leur était opposé dans la ville, Vitello craignit de ne pouvoir se maintenir. Mais il ne pouvait aucunement être guidé, ainsi que le dit Sismondi, par le désir de rétablir le pouvoir des Baglioni ; car il aurait aussi atteint ce but en rétablissant Gentile dans la position de sa maison.

de' Varani (1), pour l'aider à s'emparer de la seigneurie. Le Malatesta Gismondo (fils de Pandolfo) fut ramené quelque temps après à Rimini par les partisans de sa maison, et, afin de rattacher à lui les intérêts de tous ces petits seigneurs, le duc d'Urbino avait cherché à faire rentrer aussi Lattanzio de' Petrucci à Sienne (2); mais ce projet avait échoué, principalement parce que les Florentins, c'est-à-dire le parti des Medici qui régnait, y furent trop opposés, et qu'ils soutenaient les autorités de Sienne.

Tous ces événements dans le midi de ses domaines, ainsi que le triste état de l'armée ennemie dans la Lombardie, permirent à Alfonso de Ferrare, qui non-seulement avait été expulsé de Finale et de S.-Felice, mais qui avait aussi perdu Bondeno, et du côté de la Romagne Lugo, Bagnacavello, Cento et Pieve, la Gorfagnana et Frignano, de reprendre en peu de temps tous ces points qui lui avaient été enlevés, à l'exception de Cento, qui fut bien défendu par les Bolonais.

Tandis que les impériaux et les Français se tenaient presque entièrement tranquilles en campagne, les deux partis se faisaient une guerre d'autant plus active dans le conclave commencé le 26 décembre : les Français voulaient avoir pour pape le cardinal Soderini; mais les impériaux, surtout parce qu'ils avaient à leur tête le cardinal de' Medici, qui était déterminé par les intérêts de sa maison, désiraient celui-ci ou le cardinal Pompeo della Colonna. La désunion de cette dernière fraction fut la seule cause de son peu de succès, et donna de l'espoir au parti français; mais, lorsque Adrien d'Utrecht (3), fils d'un bourgeois de cette ville, qui avait étudié à Louvain, et enseigné plus tard Charles V dans son enfance, qui était devenu ensuite évêque de Tortose, et avait été souvent employé dans les affaires publiques; lorsque cet homme, qui était conseiller du roi, et qui avait été revêtu de la pourpre par Léon X dans une grande promotion de cardinaux (1), obtint une voix le 9 janvier, tous les suffrages se fixèrent aussitôt sur lui, à cause d'intérêts divers, mais principalement parce qu'on le savait libre de préoccupations politiques en Italie, et de tout engagement de famille, circonstance importante à cette époque dans la Péninsule.

Comme Adrien, ce *pontifice barbaro*, qui conserva son nom de baptême sur le trône, ne se trouvait pas sur les lieux, et que son arrivée fut retardée jusqu'à la fin d'août, il y eut un gouvernement provisoire, qui prit pour modèle, ainsi que le dit fort bien Sismondi, les institutions des villes (2). Mais il était naturel que ce mode de gouvernement augmentât plutôt les désordres dans les États de l'Église; l'on comprend que ce fut pendant sa durée qu'eurent lieu toutes les petites révolutions mentionnées plus haut.

A Florence, un parti républicain avait été tenté de renverser l'autorité du cardinal de' Medici, qui revint dans la ville le 21 janvier; les conjurés avaient déjà obtenu l'assentiment et l'appui de la France, du duc d'Urbino et des Baglioni; ils avaient à leur tête un neveu du cardinal Soderini, Giambattista de' Soderini : mais les manières pleines de douceur du cardinal, l'espoir qu'il fit

(1) Le fort de Camerino resta toutefois fidèle à Giovan Maria, lorsqu'il se sauva à Aquila. Guicciardini, p. 83.

(2) Les deux fils de Pandolfo, Borghèse et Fabio, n'osaient pas quitter Naples; sans quoi le duc eût mis le premier à la tête du pouvoir.

(3) Son nom de famille était Van Trusen.

(1) *Sleidani Commentariorum de statu religionis et reipublicæ Carolo V Cæsare* libri XXVI (Francof., 1610), p. 72 et 73. — Cette élection précipitée fut sans doute décidée par la crainte qu'avait le cardinal de' Medici, que les révolutions des villes et territoires des États de l'Église ne s'étendissent jusqu'en Toscane.

(2) «Avevano (les cardinaux) statuito, che ciascun mese si governassero le cose per tre cardinali sotto nome di priori (on tirait au sort ces cardinaux; ils logeaient au Vatican, et étaient investis, pendant la durée de leurs fonctions, de tout pouvoir civil et militaire, comme le pape aurait pu l'être), l'uffizio dei quali era congregare gli altri e dare spedizione alle cose determinate.» Guicciardini, p. 98.

concevoir qu'il renoncerait volontairement à son pouvoir, lui gagnèrent la faction qui avait précédemment fait sortir le gonfalonier du palais, et qui préférait une nouvelle organisation bien modelée et bien discutée à un renversement violent ; ce parti chercha donc à retenir les autres mécontents de Florence ; Lescuns, qui avait dû soutenir ceux-ci, fut bientôt hors d'état de le faire, et d'autres auxiliaires, sur lesquels on avait compté, ne se présentèrent point, ou ne furent que de peu d'utilité. Le cardinal de' Medici tira à un messager français ses secrets par un espion de police déguisé en prêtre, et il apprit par ce moyen, et par la torture qu'il fit appliquer à Jacopo da Diaceto, qu'on avait voulu l'assassiner, parce qu'il n'avait pas réalisé les espérances qu'il avait données. Il détruisit tout le pouvoir du parti qui lui était contraire, soit par des punitions réelles, puisqu'il fit exécuter Luigi degli Alamanni et Jacopo da Diaceto le 7 juillet, soit par l'effet de la crainte de châtiments pareils, qui mit en fuite un autre Luigi degli Alamanni (le poëte), Lambi de' Buondelmonti, les fils de Paolantonio de' Soderini et d'autres (1).

Pendant que tout cela se passait en Italie, le roi François avait cherché à se tirer d'affaire par des négociations avec la Suisse. René, bâtard de Savoie, et Galeazzo da Sanseverino, enrôlèrent seize mille hommes, et les conduisirent, pendant le printemps de 1522, vers la Lombardie (2). Lautrec quitta ses quartiers d'hiver, rassembla toutes les troupes françaises qui restaient encore, et se réunit près de Crémone aux Vénitiens. Il traversa l'Adda au commencement de mars, et se joignit près de Monza aux confédérés. A Milan, ville qui était maintenant directement menacée, Prospero della Colonna et Alfonso d'Avalos, marquis de Pescara, se trouvaient à la tête des troupes ; le gouvernement était dirigé, pour le duc Francesco qui n'était point encore présent, par son chancelier, Girolamo Morone. Les traitements que les Milanais avaient essuyés dernièrement des Français, la crainte de leur vengeance, et les secours du moine Andrea Barbato, avaient excité en eux un enthousiasme extraordinaire, et un Adorno conduisit avec George Frundsberg cinq mille lansquenets allemands à Milan (le 23 février), avant que les Français ne parussent devant la ville, tandis qu'il y avait encore six mille Allemands rassemblés à Trente pour escorter le duc dans ses États. On envoya de Milan Filippo Torniello, afin de garder Novara, avec deux mille hommes, et Astorre de' Visconti, pour défendre Alexandrie, avec quinze cents hommes. On fit tout ce qu'on put pour fortifier Milan, en rétablissant ses anciennes murailles, et en construisant de nouveaux ouvrages (1), principalement contre la garnison française de la citadelle.

Mais les Français ne restèrent pas non plus sans recevoir des renforts ; car Giovanni de' Medici, qui trouvait la solde impériale trop modique, leur amena du pays de Parme ses troupes, qu'on appelait *bandes noires*, parce qu'elles portaient, en signe de deuil de Léon X, des drapeaux noirs. Après que Giovanni se fut joint à l'armée franco-vénitienne, campée entre les routes de Vercelli et de Como, Lautrec voulut attaquer Milan même ; mais il sentit la difficulté de l'entreprise, se retira sans avoir rien obtenu (2), et se borna à bloquer la ville. Il n'atteignit toutefois en aucune façon son but, qui était d'épuiser l'argent, les vivres et le zèle des habitants. Le duc Francesco traversait sans obstacle, avec six mille lansquenets allemands, le pays

(1) Sismondi, p. 16.

(2) Guicciardini, p. 94 et 95. Meyer de Knonau, p. 327.

(1) *Histoire de MM. George et Gaspard de Frundsberg* (Francfort, 1599), fol. 29 b.

(2) Guicciardini, p. 99 : « Ma il giorno medesimo, i sassi di una casa battuta dall' artiglieria di dentro amazzarono Marcantonio Colonna, capitano di grandissima espettazione, e Camillo Triulzio figliuolo naturale di Gianiacopo, che presso a quella casa passeggiavano insieme. »

de Vérone, et franchissait le Pô près de Casalmaggiore; le marquis Federigo de Mantoue se réunit à lui à Plaisance, et lui amena trois cents gens d'armes à la solde de l'Église; ainsi renforcé, il gagna Pavie, mais aperçut le camp franco-vénitien, qui avait été transporté à Casino et Binasco, et qui se trouvait entre lui et la ville. Lescuns arriva en même temps avec de nouvelles troupes françaises, et Lautrec envoya à sa rencontre Federigo da Bozzolo, avec de la cavalerie et quelques milliers de fantassins; ils assiégèrent ensemble Novara, et firent Filippo Torniello prisonnier.

Si les armes des Français furent heureuses de ce côté, la division nuisit à l'ensemble de leurs opérations: Lautrec ne put empêcher le duc Francesco de marcher contre Milan, et l'assaut que les Français tentèrent bientôt après contre Pavie échoua complétement. Comme l'argent envoyé de France à Lautrec était parvenu jusqu'à Arona, et qu'Anchise de' Visconti s'opposait près de Burto au transport de ces fonds au camp de Lautrec, l'armée franco-vénitienne marcha contre Monza, et les Suisses qui s'y trouvaient demandèrent impétueusement à être menés à l'ennemi, afin de s'approprier cet argent comme solde ou comme butin. Ils menacèrent de partir dès le lendemain, si l'on ne faisait pas leur volonté. Lautrec se vit obligé de céder.

Prospero della Colonna était campé à cette époque avec son armée près de la Bicocca, et se trouvait si bien placé sur ce terrain coupé par des fossés, que Lautrec n'avait d'espoir que dans un assaut livré à ce camp; il s'avança, le matin du 27 avril (1), de Monza contre lui. Il disposa l'attaque; mais l'impétuosité des Suisses ne leur permit d'écouter aucun avis; ils se précipitèrent, même avant que les autres corps de l'armée fussent préparés, sur les lansquenets de Frundsberg et sur l'infanterie espagnole de Pescara, qui les obligèrent de lâcher pied après de fortes pertes. Ils ne restèrent pas même sur le champ de bataille pour appuyer les attaques des autres divisions de l'armée, et Prospero put tourner toute son infanterie contre Lescuns, qui avait remporté d'abord des avantages importants. Celui-ci, ainsi que Lautrec qui commandait la troisième division, fut entièrement repoussé. Les bandes noires et les Vénitiens couvrirent sa retraite, que Prospero n'inquiéta pas davantage. Mais les Suisses se séparèrent à Trezzo de l'armée, et Lautrec, afin de se justifier à la cour, se rendit sous leur protection par le pays de Bergame en Suisse, et de là en France; les Vénitiens se retirèrent sur leurs frontières, et Lescuns prit le commandement supérieur et la défense des possessions françaises qui restaient encore dans la Lombardie (1).

Dans ces circonstances, il était impossible que Lescuns se maintînt longtemps. Lautrec avait mis avant son départ Federigo da Bozzolo et Bonneval avec une garnison à Lodi; mais ils se laissèrent surprendre par les impériaux, et furent enlevés; la ville fut pillée. Pizzighettone se rendit; à Crémone, où se trouvait Lescuns, les bandes noires des Medici se révoltèrent, et demandèrent à être payées, de sorte que Lescuns, qui parvint d'abord à calmer ces troubles, finit cependant par chercher à conclure une capitulation avec Prospero. Celui-ci y consentit, et tous deux tombèrent d'accord, le 26 mai, que Lescuns évacuerait toute la Lombardie, à l'exception des forts de Milan, Novara et Crémone, si toutefois une nouvelle armée ne traversait pas le Pô, et ne s'emparait pas d'une des grandes villes de la Lombardie dans le délai de quarante jours. Les quarante

(1) Comme Sismondi dit lui-même que c'était le dimanche de Quasimodogeniti, il est inconcevable qu'il cite le 29 au lieu du 27 avril. Cette date est exacte dans l'*Histoire des Frundsberg*, fol 31 b.

(1) Sismondi, p. 31. D'après Guicciardini (p. 108), Lautrec ne serait pas allé tout de suite avec les Suisses, mais se serait rendu plus tard en Suisse. Paruta (l. c., p. 344) dit la même chose.

jours se passèrent sans aucun changement de ce genre, et Lescuns, en exceptant les garnisons des trois forts, fit franchir les Alpes à toute l'armée française.

Prospero profita de la liberté que la capitulation de Lescuns procura à l'armée impériale pour faire une expédition contre Gênes. Là on était si content en général du gouvernement de Fregoso Ottaviano, qui s'exerçait sous l'influence française, que personne ne bougea dans la ville en faveur des Adorni, qui accompagnaient l'armée; les Génois ne purent cependant pas empêcher les progrès des impériaux dans le Val de Bisagno et Polcevera, car il n'y avait qu'une médiocre garnison renfermée dans les murs, à la vérité sous les ordres de Pedro Navarra, et l'on ne put décider les habitants à défendre la ville. Tandis qu'on négociait une capitulation, les impériaux, favorisés du sort, s'emparèrent de la ville, qui fut pillée d'une manière barbare. Pedro Navarra et Ottaviano Fregoso furent faits prisonniers (1), et Antoniotto Adorno fut proclamé doge. Des troupes françaises destinées pour le pays de Gênes, ayant appris la prise de Villanuova (entre Chieri et Asti), se retirèrent.

La Lombardie était si épuisée par les événements de la guerre, que Pescara fut obligé de conduire une partie des troupes dans le territoire de l'Église, où ces soldats alliés se conduisirent en vrais ennemis. Les petits États de l'Italie durent se résigner à payer à l'empereur des contributions qui furent levées sans le moindre égard pour les réclamations. Même lorsque le pape Adrien VI, évitant la rencontre de l'empereur qui se proposait de se rendre dans la péninsule ibérique, eut fait son entrée à Rome le 29 août, après avoir passé par Livourne et Gênes, la présence du premier souverain de la presqu'île n'amena qu'une légère interruption à ses maux; car il n'y avait qu'un intérêt religieux, et point du tout un intérêt politique et personnel. Il avait en horreur les statues antiques et l'ancienne licence qui régnait à Rome; et son âme allemande partageait, quoiqu'il tînt strictement au dogme de l'Église, l'indignation des réformateurs contre les mœurs du clergé romain. A ces efforts, qui le rendirent odieux aux personnages de la cour romaine, se joignit une épidémie qui se déclara lors de son entrée à Rome, et à laquelle il ouvrit partout les voies; car il considérait les mesures de la police hygiénique comme entièrement inutiles (1).

Adrien chercha, aussitôt après son arrivée, à rétablir partout la paix dans les États de l'Église. Il abolit, d'après sa promesse antérieure, le 6 octobre, toutes les condamnations de l'Église prononcées contre le duché de Ferrare et son prince, et reconnut Alfonso souverain de ses possessions de Ferrare et de la Romagne, ainsi qu'à Finale et S.-Felice; il n'y eut que Modène et Reggio qu'il ne lui rendit pas. Il se montra tout aussi bienveillant pour le duc d'Urbino, et ne se contenta pas de le confirmer dans la possession de ses contrées reconquises, mais lui céda aussi quinze cents Espagnols à pied, qu'il avait amenés à sa solde de Barcelone, et qu'on devait employer maintenant à chasser les Malatesta de Rimini (Pandolfo avait renoncé précédemment par contrat à la ville). Ce problème fut résolu sans coup férir; car le duc, se posant plutôt en médiateur qu'en général, décida les Malatesta à renoncer à Rimini; il vint ensuite lui-même à Rome, et y reçut l'investiture solennelle de son duché (2).

(1) *Histoire des Frundsberg*, fol. 132 b.

(1) Guicciardini, p. 122. Sismondi, p. 404. Lebret, vol. VII, p. 428.

(2) « Ma con la clauzula senza pregiudizio delle ragioni, per non pregiudicare all' applicazione, che era stata fatta ai Fiorentini del Montefeltro, i quali dicevano avere prestato a Leone per difesa di quel ducato ducati trecento cinquanta mila, e averne spesi, dopo la morte sua in diversi luoghi per la conservazione dello stato della chiesa, piu di settantamila. » Guicciardini, p. 127.

Le même état de choses dura quelque temps en Lombardie : les troupes impériales, qui protégeaient le duc Francesco, et qui devaient conquérir pour lui les forts occupés encore par les Français, étant mal payées, se tiraient d'affaire en pillant. La citadelle de Milan capitula enfin : si elle ne recevait pas de secours jusqu'au soir du 14 avril, elle passerait aux impériaux, et la garnison aurait libre sortie avec ses effets ; il en fut ainsi, mais les Français avaient été tellement frappés par l'épidémie, qu'il n'en sortit qu'un très-petit nombre. La citadelle fut ensuite remise au duc. L'armée impériale campa alors dans le pays d'Asti, et pilla la contrée jusqu'à Vigevano, et les Milanais, afin de ne pas succomber à cette contribution violente, préférèrent payer cent mille ducats de solde.

Adrien chercha aussi à exercer sa médiation pour les affaires générales d'Italie entre Charles et François, et fut entraîné dans les intérêts de ce dernier, surtout par le cardinal Soderini, jusqu'à ce que celui-ci prit part à un plan pour révolutionner la Sicile contre Charles V, avec le secours d'une partie de la noblesse, et par suite d'une attaque concertée par les Français contre cette île. Cette conduite, ainsi que la demande du roi François de la restitution du duché de Milan, en cas qu'il consentît à la paix, décidèrent le pape à se mettre entièrement du côté de l'empereur. Le cardinal de' Medici, que la crainte de l'influence de Soderini avait retenu à Florence, fut appelé à la cour papale, et y occupa, à côté de l'ambassadeur de l'empereur, le duc de Sessa, la place la plus importante. Le cardinal Soderini fut fait prisonnier, et ses biens furent confisqués; et Federigo Padella, comte de Camerata, ainsi que Gio Vincenzio Lofanto, et Gio S.-Filippo, furent écartelés (1).

Des négociations duraient déjà depuis quelque temps entre l'empereur et la république de Venise, qu'il cherchait par tous les moyens à détourner de la France ; mais les autorités de Venise n'étaient pas d'accord entre elles au sujet de la politique extérieure, et n'arrivaient à aucune résolution. Les hésitations venaient en grande partie du caractère des hommes qui se trouvaient à cette époque à la tête des affaires en qualité de doges; car, à la mort de Léonardo Loredano, dans l'année 1521, sa place avait été occupée par cet Antonio Grimani (1), que nous avons appris à connaître, dans la description de la guerre de la république avec la Porte, comme un homme insouciant et sans énergie, et qui était parvenu, par des services qu'il avait rendus pendant la guerre avec la France à la cour papale (surtout par le crédit de son fils le cardinal Grimani), à obtenir son rappel à Venise, et puis ensuite la restitution de ses biens; il monta enfin, à quatre-vingt-sept ans, sur le siége dogal (2), le 6 juin 1521.

Afin de gagner du temps pour recevoir une réponse définitive, le doge Grimani avait déclaré qu'il était nécessaire de fixer d'abord exactement les frontières des territoires autrichien et vénitien ; mais il mourut le 8 avril 1523, avant que rien ne fût décidé sur les relations avec Charles. Il fut remplacé, le 20 avril, par Andrea Gritti, partisan zélé des Français, qui, peut-être parce qu'il s'était prononcé auparavant trop fermement pour leur cause, ne fit, en qualité de doge, rien de ce qui aurait pu le signaler comme chef de parti; mais il n'agit pas davantage dans l'intérêt de la cause impériale, et cette conduite retarda encore toute espèce de solution, jusqu'à ce que les ambassadeurs de l'empereur eussent déclaré qu'ils quitteraient Venise, s'ils ne recevaient en trois jours une réponse décisive. Poussé ainsi à bout, le sénat se prononça, le 28 juin 1523, pour l'empereur, et conclut un traité qui devait établir entre l'empereur, l'archiduc Ferdinand d'Autriche et le duc Francesco Sforza d'une part, et la république de l'autre, une paix durable et une alliance. Dans le cas où il se-

(1) Guicciardini, p. 145, note.

(1) Voyez plus haut.
(2) Daru, vol. III, p. 530. Paruta, p. 313.

rait nécessaire de défendre le duché de Milan contre un ennemi quelconque, la république devait mettre sur pied six cents hommes de grosse cavalerie et autant de chevau-légers, avec six mille fantassins; et le même nombre pour la défense de Naples contre les puissances chrétiennes, si on l'exigeait; mais non contre les Turcs, avec lesquels elle avait renouvelé ses traités peu d'années auparavant (1). D'autre part, l'empereur était tenu à défendre également toutes les possessions vénitiennes en Italie. Quant aux exigences territoriales de l'Autriche, il y eut un arrangement d'argent; le traité fut ratifié vers la fin de juillet, et au lieu de Teodoro de' Triulzi, porté pour les Francais, on mit à la tête de l'armée vénitienne le duc d'Urbino, Francesco Maria (2).

Charles était à peine devenu tout-puissant, par cette alliance en Italie, contre les Francais, lorsqu'il reçut la nouvelle que François faisait les plus grands préparatifs pour reconquérir Milan. Adrien, qui avait horreur de la guerre, et regardait François comme la première cause des hostilités, signa, le 31 août, à Rome, un traité par lequel lui-même, l'empereur, le roi d'Angleterre et l'archiduc Ferdinand, le duc de Milan, et, au nom de la république de Florence, le cardinal de' Medici, ainsi que les républiques de Gênes, de Lucques et de Sienne, s'engageaient à défendre l'Italie avec leurs forces réunies (3). La part que prendraient individuellement les alliés à cette défense, en fournissant des troupes, des munitions de guerre, fut strictement fixée, et Prospero della Colonna fut placé comme général en chef à la tête de tous ces armements.

La marche des Français fut d'ailleurs assez lente pour faire échouer un plan tendant à leur rappel. Bonifazio de' Visconti, excité par une vengeance personnelle voulut assassiner, le

(1) Paruta, l. c., p. 357.
(2) Paruta, p. 362.
(3) Guicciardini, p. 146. Sismondi, p. 49.

25 août, le duc de Milan (1); mais il ne lui fit pas une blessure mortelle, et prit la fuite. Son complice, Galeazzo da Birago, s'empara de Valenza pour la livrer aux Français; mais, avant que ceux-ci s'en fussent rapprochés, Antonio de Leyva, avec de l'infanterie espagnole, s'était déjà ressaisi de la place. Un grand nombre de nobles milanais, que l'on soupçonnait, furent mis à la torture et exécutés (2).

La lenteur des Français était la suite d'une conspiration qui avait éclaté dans leur armée. François Ier, qui s'était procuré par tous les moyens de l'argent, avait rassemblé, au pied des Alpes, des troupes considérables, qu'il voulait conduire cette fois lui-même pour conquérir Milan. Le connétable de France, Charles III, comte de Montpensier et duc de Bourbon, se croyait depuis longtemps offensé par le roi, et avait été, tout récemment encore, blessé par les prétentions que la mère du roi élevait et poursuivait juridiquement sur la succession de sa défunte épouse. Désespérant d'obtenir un décret conforme à ses souhaits (3), il entama, pour satisfaire sa vengeance, des négociations avec un envoyé de l'empereur, Adrien Van Beuren, et promit à Charles d'exciter lui-même en France une révolution aussitôt que François aurait franchi les Alpes, et de soutenir les troupes de l'empereur dans une invasion en Languedoc et en Bour-

(1) On lui avait refusé une compagnie d'infanterie, puis une place de podestat; et il se croyait obligé de venger la mort de son oncle Astorre de' Visconti.

(2) Un autre mouvement politique moins important avait lieu à la même époque dans la seigneurie de Carpi. Charles-Quint avait pris cette seigneurie à Alberto de' Pii, à cause de son attachement pour la France, et en avait investi Prospero della Colonna; mais Leonello de' Pii, frère d'Alberto, attaqua de nouveau l'endroit, et le reprit.

(3) Le parlement fit aussitôt mettre provisoirement le séquestre sur les biens du duc de Bourbon. Cf. *François Ier, roi de France*, par A. L. Hermann, p. 150.

gogne. Aussitôt que les plans du connétable furent ébruités, François exigea qu'il l'accompagnât en personne dans son expédition en Italie, ce que le connétable refusa sous prétexte de maladie; le roi le fit surveiller de près, mais il trompa la vigilance de ses surveillants et s'enfuit, non sans peine, en Franche-Comté, d'où il se hâta de se rendre à l'armée de l'empereur en Italie.

Cette conjuration, qui s'était développée sous les yeux du roi, et à laquelle un grand nombre de nobles, avaient pris part, ne permit point à François Ier de se rendre lui-même avec son armée en Italie, ainsi qu'il en avait eu l'intention; il en confia le commandement à l'amiral de France, Guillaume de Gouffier (plus connu sous son nom de Bonnivet). Celui-ci franchit enfin, au commencement de septembre, les Alpes, tandis que Prospero della Colonna, soit par suite de maladie, soit parce qu'il ne croyait plus à l'arrivée des Français avant l'hiver, avait laissé tomber l'armée de la ligue dans un état qui ne lui permettait pas d'opposer une résistance vigoureuse. Tout l'espoir de Prospero reposait maintenant sur la possibilité de défendre les passages du Tessino. On ne put décider le général vénitien, Francesco Maria d'Urbino, à traverser l'Adda, et le porte-étendard de l'Église romaine, nommé par Adrien, le marquis Federigo de Mantoue, n'avança pas davantage, et ne dépassa point Parme, de sorte que les alliés les plus puissants de l'empereur en Italie ne soutinrent presque pas leur général; Giovanni de' Medici, seul, décidé par le cardinal de' Medici, resta fidèle avec ses bandes noires à Prospero. Lorsque l'amiral et le général impérial furent enfin campés l'un vis-à-vis de l'autre, près de Vigevano, le dernier se vit obligé d'abandonner la ligne du Tessino; car ce fleuve avait tellement diminué par la grande sécheresse, que même l'infanterie française put le traverser à gué. L'armée de Prospero retourna maintenant à Milan (1), et le 14 septembre les Français traversèrent le Tessino. Le pape Adrien mourut le même jour (1), d'une manière assez imprévue, quoiqu'il fût atteint de la fièvre déjà depuis quelque temps (2).

Le conclave s'ouvrit le 4 octobre, après l'entrée de trente-six cardinaux, et cette fois il y eut encore deux partis en face l'un de l'autre: à la tête de l'un se trouvait Prospero della Colonna, et le second était dirigé par Giulio de' Medici. Ces deux chefs étaient dévoués à l'empereur; les deux partis étaient résolus à ne plus placer d'ultramontain sur le siége de Saint-Pierre, mais chacun d'eux était aussi décidé à ne pas élire un candidat de la faction adverse, et c'est ainsi que le conclave traîna en longueur, jusqu'à ce que Franciotto degli Orsini fut proposé par le cardinal de Clermont, et que ce candidat sembla devoir attirer les votes non-seulement de quelques cardinaux neutres, mais encore du parti de' Medici : la crainte de voir la maison Orsini en possession du pouvoir papal décida enfin le cardinal Colonna à céder. Il conclut un traité avec le cardinal de' Medici, et lui assura les voix de ses adhérents. Le 18 novembre, Giulio de' Medici fut proclamé pape, et prit le nom de Clément VII (3).

Les affaires des États de l'Église se trouvaient en confusion, ainsi qu'il arrive ordinairement pendant un interrègne de pape, et le premier soin du nouveau chef de l'Église fut d'y remettre de l'ordre. Le duc de

(1) Guicciardini, p. 153.

(1) Pour cette date, voyez la note de Rosini sur Guicciardini, p. 154.

(2) Ce *pontifice barbaro* était très-peu estimé à Rome; dans la nuit qui suivit sa mort, la porte de son médecin fut garnie de couronnes, et on y lisait cette inscription : *Liberatori patriæ populus Romanus salutem dicit.*

(3) Sismondi, p. 68 : « Quelle que fût cependant l'unanimité apparente de cette élection, elle déplut tellement aux vieillards, que le chagrin s'unissant aux souffrances qu'ils avaient éprouvées pendant leur réclusion, Soderini, Grassi, Carvajal et Fieschi moururent au bout de peu de jours.

Ferrare était rentré à la fin de septembre en possession de Reggio, et la prudence et l'énergie de Guicciardini purent seules conserver Modène au siége pontifical (1), jusqu'à ce que le crédit personnel de Clément VII, nouvellement élu, eut détourné le duc de former de nouveaux plans de conquêtes. Ce crédit suffit aussi pour décider le parti français dans la Romagne à déposer les armes; et Clément avait déjà depuis quelques années si bien fondé à Florence son pouvoir par sa manière de gouverner pleine de douceur et d'équité, que la *balia* des huit, bientôt après qu'il fut monté sur le siége de saint Pierre, fit exécuter Pietro Orlàndini, pour le simple motif que celui-ci mettait en doute la régularité de l'élection du pontife. De même que précédemment Léon X, Clément VII envoya le fils naturel de Giuliano, Ippolito, à Florence, afin d'y servir de représentant de la famille des Medici; Ippolito était cependant trop jeune pour qu'on lui confiât autre chose qu'une simple représentation, et le cardinal de' Silvio Passerini avait été dépêché en Toscane le 11 mai 1524 (il arriva le 30 juillet de la même année à Florence (2), comme vicaire du souverain pontife.

Nous allons retourner, après cette courte digression, aux événements qui se passaient en Lombardie. Lorsque Prospero se retira des bords du Tessino à Milan, ne faisant garder Pavie que par une partie de ses troupes espagnoles sous Antonio de Leyva, il ne pensait pas qu'il fût possible de se maintenir; mais l'amiral resta sans motif avec son armée trois jours sur le Tessino, espérant que Prospero abandonnerait Milan, tandis que celui-ci profitait au contraire de ce délai pour mettre la ville en état de défense. Se voyant trompé dans son attente, le général français établit un camp fortifié entre la porte Ticinese et la porte Romana de Milan, près de S.-Cristofano; il occupa Monza, et fit ravitailler, par Bayard et Federigo da Bazzolo, Lodi et le château de Crémone, qui était encore occupé par les Français.

Cependant Prospero était devenu toujours plus malade; le plan de Bonnivet, qui consistait à introduire la disette dans Milan en détournant les eaux des moulins, réussit parfaitement, de sorte que la ville n'eut point de pain malgré l'abondance de grains (1); mais Morone était parvenu à exciter trop fortement l'enthousiasme des Milanais contre les Français, et Prospero avait trop bien su profiter des moments favorables au rassemblement de nouvelles forces, pour que les Français pussent obtenir quelque succès. Le système de Bonnivet, de n'agir dans toutes ses entreprises qu'avec lenteur et prudence, fournit aux généraux de la ligue de si grands avantages, qu'il fut bientôt tout aussi difficile de faire pénétrer des vivres dans le camp français, où l'on en avait grand besoin, que dans Milan, et que l'amiral se vit forcé de réunir tous ses détachements isolés, et d'établir son camp entre Marignano et Biagrasso. Sur ces entrefaites, le vice-roi de Naples, Charles de Lannoy et Pescara arrivèrent avec des troupes auxiliaires; le marquis de Mantoue amena enfin les troupes du pape à Pavie; Vitello de' Vitelli se trouvait avec des gens d'armes florentins et trois mille fantassins génois sur la route de Gênes, et le duc d'Urbino avait fait avancer l'armée vénitienne jusqu'aux rives de l'Adda.

Se voyant dans cette situation critique, Bonnivet voulut sortir d'embarras en proposant de se retirer en deçà du Tessino, et en demandant une trève jusqu'au mois de mai; il ne l'obtint pas, et fut obligé de se retirer de Milan, et de chercher vers la fin de novembre ses quartiers d'hiver sur le Tessino (2).

Lorsque Lannoy arriva enfin à Milan pour prendre le commandement à la place de Prospero, celui-ci était déjà sans connaissance.

(1) Guicciardini, p. 157 sq.
(2) Sismondi, p. 71.

(1) Guicciardini, p. 162. On se tira d'affaire plus tard avec des moulins portatifs (*molini domestici*, comme les appelle Guicciardini).
(2) Guicciardini, p. 169.

Il mourut le 30 décembre 1523. Bonnivet chercha bientôt à se procurer, par la prise d'Arona, un point de communication avec la Suisse, d'où il espérait tirer, au printemps, des troupes pour remplacer les fantassins français qu'il avait renvoyés comme inutiles; mais Anchise de' Visconti défendit si bien ce poste, que Lorenzo da Ceri, qui avait été détaché pour cette entreprise, se vit bientôt obligé d'y renoncer entièrement. Sur ces entrefaites, le connétable de Bourbon arriva avec six mille lansquenets d'Allemagne, se chargea du commandement suprême de l'armée liguée; Pescara commandait sous lui l'infanterie espagnole; Lannoy fut gouverneur civil de l'empereur en Italie. Le duc d'Urbino reçut du sénat de la république l'ordre de passer l'Adda, et de se réunir au connétable. Les forces belligérantes de la ligue étaient en très-bon état; mais le pays, manquant d'argent pour les entretenir, souffrait cruellement des exactions et du pillage des soldats, ainsi que des contributions qu'exigeaient les généraux.

L'armée française, qui s'était retirée à Biagrasso, et qui s'appuyait au Tessino, était très-démoralisée par une suite de petits revers, lorsque Pescara eut l'idée (1) de faire franchir à la plus grande partie de l'armée impériale le Tessino, et d'enfermer Bonnivet entre les troupes alliées et Milan, qui était défendu par Giovanni de' Medici. Le 2 mars, il traversa le fleuve, et l'amiral quitta aussitôt avec son armée Biograsso, où il ne laissa qu'une garnison, et se rendit à Vigevano; il perdit tant de monde pour s'emparer des points isolés sur la rive occidentale du Tessino qui étaient encore occupés par les troupes de la ligue, qu'il désira enfin lui-même en venir à une décision par une bataille; mais le connétable ne voulut point accepter d'engagement, et Bonnivet se trouva bientôt repoussé jusqu'à Novara, où il attendit les renforts qui étaient de tous côtés en route (2).

(1) Note de Rosini sur Guicciardini, p. 133.
(2) Sismondi, p. 82 sq.

Les troupes qui arrivaient du pays des Grisons pour se joindre aux Français furent rejetées dans le pays de Bergame par Giovanni de' Medici; ce chef vint ensuite au Tessino, et détruisit le pont près de Buffalara, par lequel le camp de Novara était en communication avec la garnison de Biagrasso. Le duc de Milan lui amena alors les milices milanaises, et ils attaquèrent ensemble Biagrasso, montèrent à l'assaut, et le prirent; mais ils y gagnèrent une épidémie qui régnait parmi les Français, et la rapportèrent à Milan, où elle emporta bientôt cinquante mille personnes. Cette épidémie vint aussi dans le camp français de Novara, et la désertion, qui était déjà grande parmi les simples soldats, décima les rangs de la grosse cavalerie de la noblesse. Dix mille Suisses, qui étaient venus jusqu'à Gattinara dans le Val di Sesia, ne voulurent plus avancer, de sorte que Bonnivet dut se décider enfin à leur amener les débris de son armée, ce qui lui fit perdre sur les bords de la Sesia quelques canons. Comme les Suisses ne voulaient absolument point prendre part maintenant à une attaque contre les troupes ennemies qui s'étaient avancées rapidement, l'armée française rétrograda avec eux vers Ivrea, tandis que le passage devait être défendu contre les impériaux (1) par quelques détachements corses et provençaux avec une batterie. Mais les alliés passèrent pourtant par un gué; Bonnivet fut blessé; ses gens prirent la fuite, et il perdit même sa batterie. Sa blessure fut pour lui un motif de céder le commandement supérieur à Bayard; mais celui-ci, qui se tint de sa personne à l'arrière-garde, fut bientôt blessé à mort, et rendit l'âme; et les impériaux poursuivirent l'armée

(1) Ceux-ci étaient seuls dans ces entreprises: « Non gli seguitando i Veneziani, ai quali, essendo entrati nel territorio del duca di Savoia, pareva avere trapassati gli obblighi della confederazione, per la quale non erano tenuti ad altro che alla difesa del ducato di Milano. » Guicciardini, p. 189.

dans sa retraite jusqu'à Ivrea. Après de grandes pertes, Bonnivet retourna avec son monde par le bas Valais en France. Les troupes auxiliaires françaises qui lui avaient été destinées n'allèrent que jusqu'à Suse. Giovanni de' Medici conquit Novara ; le marquis de Pescara prit Alexandrie par capitulation, et le duc d'Urbino s'empara de Lodi.

C'est ainsi que l'Italie se trouvait délivrée de ses ennemis, et Clément, qui faisait tous ses efforts afin d'obtenir la paix pour son malheureux pays, essaya de décider le roi d'Angleterre et les Suisses à se porter garants de l'état politique en Italie, pressa vivement Henri VIII de mettre par son crédit des bornes aux exactions et aux prétentions de l'empereur. D'un autre côté le connétable de Bourbon poursuivait activement le plan d'une invasion dans le midi de la France, qui n'était pas exécutable sans la continuation de la guerre générale, et l'empereur, ainsi que le roi d'Angleterre, furent si enchantés de ce plan, que le premier fournit son armée, et le dernier des subsides à cet effet (1).

Dès le mois de juillet, Bourbon et Pescara conduisirent environ seize mille hommes sur le Var (2); Lannoy voulait les suivre avec mille hommes de cavalerie ; une flotte espagnole devait soutenir l'expédition sur la côte. Nous passons sous silence les détails de cette entreprise, qui devait dépasser les frontières de l'Italie ; on sait que l'armée qui pénétrait en France ne fut point soutenue par l'empereur, ainsi qu'il l'avait promis (3) ; que Pescara ne voulut pas se hasarder à pénétrer dans l'intérieur du pays, et que le connétable, après avoir assiégé pendant quelque temps Marseille, se vit forcé, par l'arrivée du roi François à Avignon avec une armée, et par le refus de Pescara de continuer à exposer ses troupes, de se retirer vers la fin de septembre à Nice et Finale, d'une manière qui faisait ressembler cette retraite à une fuite, et qui lui causa de grandes pertes. Le même jour où Pescara, ayant quitté la côte montagneuse, arrivait à Alba, François I[er], qui l'avait devancé par une autre route, faisait son entrée à Vercelli, de sorte que Pescara fut forcé de franchir en un jour le chemin d'Alba à Voghera, afin de pouvoir défendre le duché contre le roi (1).

François I[er], par une marche rapide contre Milan, voulut éviter toutes les positions désavantageuses dans lesquelles Bonnivet avait été mis par ses hésitations. L'épidémie avait chassé le duc Francesco et son chancelier Morone de Milan, et ils autorisèrent même les habitants à se soumettre aux ennemis, s'ils se trouvaient pressés par eux (2). Pescara ne jugea pas à propos non plus de laisser une garnison dans cette ville infestée d'épidémie, et le 26 octobre les troupes impériales en sortirent, tandis que les Français y entrèrent le même jour (3). Le château seul resta occupé par les Espagnols. La Trémouille fut nommé gouverneur par François I[er].

L'armée impériale était entièrement démoralisée après son expédition malheureuse en Provence : un grand nombre de soldats quittaient les drapeaux ; la cavalerie était sans chevaux ; les chefs eux-mêmes étaient en mésintelligence, et les Français auraient pu facilement détruire leurs ennemis, si le roi n'avait cru devoir d'abord, pour sa gloire, occuper les forteresses qui étaient derrière

(1) Sismondi, p. 91.

(2) Il y avait aussi sept mille lansquenets allemands sous le comte Eitel Frederick de Zollern. *Histoire des Frundsberg*, fol. 33 b.

(3) Les états castillans refusèrent à Charles les fonds sur lesquels il avait compté. Guicciardini, p. 199.

(1) Sismondi, p. 95. Guicciardini, p. 202.

(2) *Histoire des Frundsberg*, fol. 34 a : « Franciscus Sforsia se sauva de Milan dans le château de Picegeton. Jérôme Morone engagea les habitants à ne point s'exposer au danger, mais à se rendre aux Français ; car Milan était désert, et avait perdu plus de cinquante mille hommes de la peste, qui avait fait mourir presque tous les gens de la campagne.

(3) Guicciardini, p. 205.

lui, et s'emparer du château, avant de faire son entrée dans la capitale du pays conquis. Antonio de Leyva gagna ainsi du temps pour réorganiser et ranimer ses troupes allemandes et espagnoles à Pavie; Pescara en fit autant de ses Espagnols à Lodi. Lannoy garda Soncino, et le connétable se hâta de se rendre en Allemagne pour obtenir des secours de l'archiduc Ferdinand.

La lutte principale s'engagea bientôt pour la possession de Pavie; car François établit son camp, le 28 octobre, devant cette ville, près de l'abbaye de S.-Lanfranco, et fit occuper par le seigneur de Montmorency le faubourg Saint-Antoine sur l'autre rive du Tessino. Le projet du roi, de bombarder Pavie et d'y livrer l'assaut aussitôt qu'il y aurait une brèche, dut être abandonné à la première tentative. On en vint donc à un siége régulier et de longue durée par les mois d'hiver, pendant lequel on se fatigua longtemps en vain à faire entrer le bras du Tessino qui touche à Pavie dans le lit du Gravelona (1).

Cependant Clément s'était entièrement retiré de la guerre, qui ne devait se faire que par suite de l'invasion du connétable en Provence. Les Vénitiens étaient aussi mécontents de la voir continuer, et croyaient se trouver mieux d'une alliance avec la France, puisque cette puissance paraissait favorisée par la fortune, et que l'empereur, qui avait constamment refusé l'investiture à Francesco Sforza, tait beaucoup plus dangereux que le roi pour la république. L'impuissance des généraux impériaux pour chasser François loin de Pavie décida enfin Clément, ainsi que la république, à négocier, et puis à conclure un traité avec les Français. Après que le négociateur du pape, l'évêque de Vérone, Giammat- de' Ghiberti, eut fait d'abord quelques vaines tentatives d'accommodement entre le roi et les généraux impériaux, il conclut avec le premier, pour Clément, un traité (2) par lequel les États de l'Église et la république de Florence s'engageaient à la plus stricte neutralité, et prenaient la résolution de ne plus fournir de secours à l'armée impériale. François prit en échange les États de l'Église et le pouvoir des Medici à Florence sous sa protection (1). Les négociations des Vénitiens furent conduites sur des bases semblables par la médiation du pape, et un traité entre François et la république fut conclu au commencement de janvier 1525, qui séparait Venise des intérêts de Charles.

Afin de forcer l'empereur à retirer toutes ses troupes de la Lombardie et à renoncer à la défense de Pavie, le roi François destina une petite armée (deux cents lances, six cents hommes de cavalerie légère et huit mille fantassins), sous John Stuart, duc d'Albany, à une attaque contre le royaume de Naples, où les restes du parti d'Anjou s'agitèrent aussitôt pour lui, principalement Aquila et les Abruzzes qui ne semblaient attendre que l'arrivée de Stuart. Lannoy fut averti du danger, et, sans l'avis contradictoire de Pescara, la Lombardie eût été probablement sacrifiée. Lannoy se contenta en conséquence de prendre des mesures pour trouver dans le pays de Naples de l'argent, et par ce moyen des troupes. Stuart avançait si lentement qu'on renonça d'abord à toute inquiétude. Les petits États d'Italie se mirent presque tous du parti des Français, et leur payèrent des contributions sous le nom de subsides, nommément le duc Alfonso de Ferrare (2) et les républiques de Lucques et de Sienne (3).

---

(1) Sismondi, p. 102.

(2) Paruta, p. 389 sq.

(1) Guicciardini, p. 210.

(2) Il donna soixante-dix mille florins, dont cinquante mille comptant et vingt mille en munitions pour l'artillerie. Ce fut Giovanni de' Medici, qui croyait n'avoir pas été traité dans la dernière campagne par le général impérial avec les egards qui lui étaient dus, et qui s'adressa à ce sujet à François, qui fit porter ces munitions dans le camp français devant Pavie.

(3) A Sienne, le règlement de décembre 1487, qui destituait tous les *monti*, fut de nouveau

Le connétable revint sur ces entrefaites, à la mi-janvier, en Lombardie. Quelques centaines de cavaliers, sous le comte Nicolas de Salm, et six mille lansquenets autrichiens, sous Max Sittich d'Ems, en outre quelques milliers de lansquenets de l'empire, sous George de Frundsberg, avaient déjà été envoyés par l'archiduc Ferdinand; et les Vénitiens, en qualité d'État complétement neutre, permirent le passage : mais les troupes manquaient d'argent et de tout à Pavie, hormis de pain, de sorte que Leyva fut obligé de faire frapper de la monnaie avec les vases d'église afin de pouvoir subvenir aux demandes de solde.

Malgré cette pénurie, les généraux impériaux résolurent d'attaquer le camp du roi avant que celui-ci eût reçu de nouveaux renforts de la Suisse, de l'Italie et de la France. Les fantassins allemands et espagnols se laissèrent persuader, par des considérations toutes morales, à servir encore quelque temps sans solde. Quant aux cavaliers de Lannoy, qui étaient inaccessibles à de pareils motifs, on les gagna avec l'argent qui restait encore. Enfin, le 25 janvier, l'armée impériale quitta Lodi et se dirigea vers Marignano, d'où elle suivit le cours du Lambro, et se rapprocha de Pavie. A cette nouvelle, le roi rappela la Trémouille de Milan, et, dans le conseil de guerre qui fut tenu, tous ses bons généraux cherchèrent à lui représenter qu'il devait changer son camp, et ne point attendre qu'on l'attaquât quand il se trouverait entre la garnison de la ville et l'armée assaillante.

Mais François Ier et son favori Bonnivet étaient d'avis que ce serait effleurer l'honneur du roi que de renoncer à une entreprise une fois commencée (1), et le siége fut continué : on réunit seulement l'armée de siége dans un seul camp fortifié sur la rive gauche du Tessino, près de son embouchure. On ne laissa qu'un petit corps sur l'île de Gravelona.

Pescara s'approcha lentement, conquit le château S.-Angelo sur Piero da Bozzolo, frère de Federigo; le marquis de Saluzzo, qui amenait des troupes auxiliaires au roi, fut battu par les Milanais sur le territoire d'Alexandrie; Gian Lodovico de' Palavicini, qui conduisait un autre corps auxiliaire, fut surpris, le 18 février, à Casalmaggiore, et fait prisonnier. Gian Jacopo de' Medici sortit de Milan, attaqua Chiavenna (2), et causa par là le départ de six mille Grisons du camp du roi, auxquels se joignit aussi un grand nombre de Suisses, sous le prétexte de prêter secours à leurs alliés.

Avant que ces petits revers eussent atteint les Français, les impériaux s'étaient déjà rapprochés d'eux près de Pavie; car, le 3 février, ils s'étaient établis près de S.-Giustina, à un mille du camp français (3). Entre les deux armées coulait une rivière étroite, mais d'un lit profond, la Vernacula. Pescara fut bientôt convaincu qu'il serait impossible d'attaquer avec succès les ennemis dans leurs retranchements; mais il y eut journellement de petits engagements, et Pescara était d'une activité infatigable. A la suite d'un de ces combats, Giovanni de' Medici fut si grièvement blessé à la cuisse, le

rétabli à l'approche de Stuart (comp. div. IV, p. 408), ainsi qu'une plus petite *balia* de soixante-dix-huit membres, en janvier 1525. Cette petite *balia* transférait tout son pouvoir comme commission des six membres pris dans son sein. Malavolti, l. c., fol. 124. Fabio, fils de Pandolfo de' Petrucci, avait obtenu, à l'instigation du pape la permission de rentrer; mais il fut de nouveau expulsé. Guicciardini, p. 223.

(1) Guicciardini, p. 229 et 230. C'est à ce genre d'honneur que se rapporte le mot de François, répété jusqu'à satiété par les Français, et qu'il adressait à sa mère dans une lettre après la bataille de Pavie, que *tout était perdu fors l'honneur*. Nous n'envierons pas aux Français cet honneur futile.

(2) *Histoire des alliés pendant le schisme*, de J.-J. Hottinger, t. I, p. 173 sq.

(3) Guicciardini, p. 235.

20 février, qu'il dut quitter le camp et aller à Plaisance (1).

Dans la nuit du 25 (2), Pescara parvint à introduire son neveu, Alfonso d'Avalos, marquis del Guasto, avec six mille hommes d'infanterie italienne, espagnole et allemandé, par une ouverture de la muraille, dans le parc du château de Mirabello; il le suivit lui-même avec un secours composé entièrement d'infanterie espagnole. Lannoy et le connétable conduisaient les autres troupes allemandes à la suite. Deux escadrons de cavalerie accompagnaient l'expédition. Ce ne fut que lorsque les impériaux eurent tous pénétré dans cette position si importante pour le camp des Français, que ceux-ci s'en aperçurent, et le roi empêcha maintenant, par une charge de cavalerie sur les fantassins ennemis, le jeu de sa propre artillerie. L'armée impériale put donc se développer en rang de bataille; et François, qui avait à défendre son camp contre les attaques de Leyva du côté de la ville, et dont les compagnies n'étaient d'ailleurs point complètes, se trouva dans une position très-désavantageuse. Malgré cela, sa gendarmerie obtint au commencement quelques avantages; mais, pensant qu'elle avait tout gagné par son impétuosité, elle découvrit les ailes qu'elle avait à défendre, entrava, en se portant sur toutes les parties de la ligne ennemie, les opérations de sa propre artillerie, et fut bientôt pressée si vivement par les fusiliers basques de Pescara, qu'elle se vit obligée de séparer ses gros escadrons (1).

Le neveu de Pescara attaqua maintenant avec ses cavaliers les Suisses sur leur aile gauche, sous Anne de Montmorency, et les mit en fuite. Avec les Suisses il y avait au service des Français, sous les ordres de Richard de Suffok, des lansquenets allemands portant de petits drapeaux noirs, qui étaient commandés par un Langenmantel d'Augsbourg : ceux-ci furent complétement battus par les lansquenets allemands de Frundsberg; Langenmantel périt lui-même. Mais Pescara, s'étant porté vers les troupes de Frundsberg pour les animer, fut blessé et ne se sauva qu'avec peine. L'approche des troupes allemandes de l'armée impériale décida bientôt le gain de la bataille, et comme les troupes italiennes et espagnoles réunirent leurs efforts avec Leyva, on ne se battit plus qu'autour de la personne du roi. Bonnivet, Lescuns et beaucoup d'autres de la première noblesse française tombèrent; un plus grand nombre encore fut fait prisonnier. Le roi avait reçu plusieurs blessures; entouré d'une foule d'ennemis, il se vit obligé de céder aux prières de l'un des chevaliers français qui accompagnaient le connétable, et de remettre son épée à Lannoy (2).

La nouvelle de la prise de leur roi mit fin à toute espèce de résistance de la part des Français; ils prirent la fuite, mais furent massacrés sans miséricorde par la garnison de Pavie qui les poursuivait; un grand nombre de Suisses se noyèrent, en fuyant, dans le Tessino. Le duc d'Alençon, qui comman-

(1) Sismondi, p. 120.

(2) C'était le jour de naissance de Charles-Quint. Hottinger, p. 178. C'est dans Hottinger que j'ai trouvé les détails minutieux de la bataille, que j'ai passés ici sous silence. Hottinger donne à l'action des Suisses dans l'armée française une autre place dans la série d'engagements isolés qui composèrent la bataille, et je crois qu'il a raison; mais, ne me croyant pas doué d'un jugement militaire suffisamment formé pour pouvoir fixer avec exactitude, dans la confusion des récits, la réalité des faits, j'ai suivi l'opinion la plus générale.

(1) *Histoire des Frundsberg*, fol. 42: « Les Espagnols, lestes et agiles de nature, se partagèrent, se retirèrent devant les fantassins, et formèrent sans ordre plusieurs escadrons, ainsi qu'ils avaient été enseignés à le faire par le markgraf. C'était une nouvelle stratégie; mais il était terrible de voir qu'un si grand nombre de cuirassiers et de braves chefs aient péri par les sarbacanes d'un petit nombre de fantassins dispersés. »

(2) Cf. *François Ier*, par Hermann, p. 193.

dait l'arrière-garde, se retira si ignominieusement dans le Piémont, que la honte mit fin à ses jours bientôt après. Teodoro de' Triulzi évacua Milan ; tout le duché avait été délivré d'un seul coup, et François, qu'on traitait cependant honorablement, fut transporté sous une forte escorte au château de Pizzighettone.

§ II. *Jusqu'à la prise et au sac de Rome par l'armée impériale, au printemps de 1527.*

La prise du roi de France et la défaite complète de son armée arrachèrent les petits États italiens à la position commode d'une neutralité complète ; plusieurs d'entre eux regrettèrent amèrement d'avoir sacrifié l'alliance avec Charles, qui par la nature des choses était plus puissant, à une union avec le roi, qui n'avait dû sa prépondérance momentanée qu'à une suite de hasards. Personne n'avait pu s'attendre à voir décider si rapidement la question entre les deux champions en Italie ; tout le monde avait pensé que les deux rivaux tiendraient encore longtemps la balance suspendue, et que de nouvelles circonstances imprévues, ainsi qu'il était déjà souvent arrivé, mineraient peut-être les fondements du pouvoir de Charles.

Venise, à peine sortie elle-même de la lutte, et sur ses gardes à cause du voisinage de la guerre de ses frontières, était mieux préparée, et pouvait compter davantage sur les égards qu'aurait pour elle le vainqueur. Mais le pape, malgré toutes ses mesquines parcimonies, qui d'ailleurs étaient en partie nuisibles à l'aisance publique, n'avait pas su se procurer les ressources pécuniaires nécessaires pour en imposer en cas de besoin, par sa propre puissance militaire, au vainqueur, et ne pas se sentir entièrement livré à sa merci. Cette parcimonie, qui passait pour de la cupidité, et cette habileté qui avait l'apparence de la ruse, ne servirent dans cet état de choses qu'à détourner de Clément les habitants des États de l'Église, ainsi que les Florentins. Chez ces derniers, qui voyaient toute la puissance de leur État soumise en dernière instance au pape, se réveillèrent les souvenirs des doctrines de Savonarola ; et tous les sujets du pape virent son embarras avec un certain plaisir.

Mais l'impuissance des États importants de l'Italie devait amener les plus grandes misères sur leurs sujets, et ces souffrances devaient leur servir de châtiment ; car l'armée impériale, à laquelle on ne pouvait payer même après la victoire la solde arriérée, se livra à l'insubordination la plus effrénée : tous les soldats déclarèrent qu'ils ne voulaient plus servir tant qu'on ne les payerait pas ; un grand nombre, la garnison de Pavie par exemple, se considérèrent, en attendant, comme des bandes de guerriers indépendantes. Quelques individus, contents du butin que le sort leur avait procuré, quittèrent leurs drapeaux, et retournèrent dans leur pays. L'armée entière était hors de service tant qu'il n'y avait pas d'argent, et en attendant elle ravagea la contrée, commettant mille violences ; et cet argent, ce fut encore l'Italie qui dut le fournir.

Il y avait dans l'Italie centrale encore des troupes françaises dont Clément aurait pu se servir pour se défendre : c'étaient celles de Stuart, qui pouvaient être facilement augmentées à Bracciano, où Stuart s'était retiré, puisque la famille des Orsini, portée pour les Français, avait aussi fait des enrôlements ; mais les Colonna, du parti des impériaux, avaient d'un autre côté rassemblé des soldats ; ils empêchaient l'approche des troupes italiennes vers Stuart, et attaquaient les gens d'Orsini à Rome même (1) et dans

(1) Sismondi, p. 142 et 143. Guicciardini, vol. VIII, p. 6 et 7

ses environs. Clément était livré aux plus vives angoisses par la frayeur que lui avait causée la défaite des Français, la perte de ses lettres au roi qui avaient été prises dans le camp français par les impériaux, et par les exigences des chefs impériaux, lorsque les Vénitiens lui offrirent une alliance à laquelle ils appelleraient aussi le duc de Ferrare. Ils avaient l'intention de prendre en commun dix mille Suisses à leur solde, et de faire mettre à leur disposition par la reine-mère, régente de France, la petite armée de Stuart. Les Vénitiens connaissaient le malheureux état de l'armée impériale, et désiraient, par des préparatifs rapides, imposer à ses chefs, et ne pas leur laisser le temps nécessaire pour gagner de nouveaux avantages.

Clément était déjà porté à l'adoption des plans des Vénitiens, lorsque des députés de Plaisance lui représentèrent la misère où se trouvaient Parme et Plaisance, dans le territoire desquels les généraux de l'empereur avaient conduit la plus grande partie de leurs bandes indisciplinées; mais en même temps le vice-roi de Naples, Lannoy, lui offrit, moyennant une somme d'argent, la garantie de l'empereur pour la domination des Medici à Florence, et une alliance définitive avec l'empereur. Il se laissa détourner de la seule voie qui lui restait, et que les Vénitiens lui indiquaient, pour conserver en quelque sorte son autorité politique, et il signa, le 1er avril, à Rome, un traité entre lui et la république de Florence d'une part, et le duc de Milan de l'autre, par suite duquel on devait payer pour les États de l'Église dix mille ducats à l'armée impériale, et autant pour Florence, en échange de quoi seraient restituées au pape les villes de Reggio et de Rubiera, qui étaient encore occupées par les troupes du duc de Ferrare (1).

Aussitôt que le pape se fut séparé des autres États italiens, et qu'il eut fourni par ses payements aux généraux impériaux en partie les moyens de ramener leur armée à l'ordre et à l'obéissance, ceux-ci exigèrent des autres seigneuries italiennes, en proportion, d'énormes contributions (1). En outre l'armée impériale reçut deux cent mille ducats d'Espagne, et le duc de Milan trouva ce qui manquait encore pour payer l'arriéré de solde. L'armée fut ainsi de nouveau à la disposition de ses chefs, et ceux-ci élevèrent en conséquence leurs prétentions envers le pape et Florence; ils mirent de nouvelles troupes dans le pays de Plaisance, au lieu d'en faire sortir celles qui s'y trouvaient déjà; ils exigèrent des Florentins des contributions encore plus fortes; ils garantirent au duc de Ferrare Reggio et Rubiera, qui avaient été précédemment promis aux États de l'Église, parce que l'empereur ne ratifia pas cette clause de la convention. Bref, après que Clément eut manqué, faute d'énergie, le seul rôle politique digne de lui qui lui fût resté, et que les Vénitiens lui avaient désigné,

(1) Guicciardini, p. 12 et 13.

(1) Sismondi, p. 145 : « Ils demandèrent cinquante mille ducats au duc de Ferrare, quinze mille au marquis de Montferrat, dix mille aux Lucquois, dix-huit mille aux Siennois. » Le plan du pape, de rétablir à Sienne la seigneurie des Petrucci et du *monte* des neuf, échoua maintenant; car les généraux impériaux souffrirent, en échange d'un payement fait par les Siennois, que le chef des neuf, Alessandro Bichi, fût assassiné. Alessandro avait semblé s'ouvrir les voies à la seigneurie, car il jouissait dans les commissions de la *balia* du plus grand crédit, et appartenait d'ailleurs au *monte* des neuf. Les adversaires des neuf et des Petrucci, qui assassinèrent Alessandro, s'appelaient *libertini*. Le 7 avril, l'ancienne *balia* et sa commission furent abolies, et une nouvelle *balia* de vingt-quatre membres, qui devait être renouvelée tous les trois mois, fut disposée de manière que trois *monti* (des neuf, des *popolari* et des gentilshommes) pouvaient y prendre part. Le *monte* des douze se joignit à celui des *popolari*; celui des *reformatori* resta avec la noblesse, à laquelle il avait été réuni avant l'abolition des *monti*. Malavolti, l. c., fol. 125 a.

il se vit entièrement livré à la merci des généraux impériaux ; Stuart s'était embarqué à Civita Vecchia, avec Lorenzo degli Orsini da Ceri et la meilleure partie de sa petite armée (1).

Les prétentions de Charles V pour accorder la paix et la liberté à François furent si exagérées, qu'on ne les accepta point. La prépondérance qu'avait obtenue l'empereur, par la prise du roi, dans les affaires d'Europe, et la manière dont il semblait vouloir faire valoir cette supériorité, excitèrent d'autant plus de jalousie chez le roi d'Angleterre, que Charles, en négligeant le cardinal Wolsey, favori et confident de Henri VIII, avait éloigné de lui ce monarque ; cette disposition du roi d'Angleterre eut de l'influence sur les affaires d'Italie : les Vénitiens, en étant informés, se décidèrent à refuser tout payement aux généraux impériaux, tandis qu'auparavant ils s'étaient montrés disposés à verser, sur les cent mille ducats demandés comme subsides arriérés à fournir par la république pour la défense de Milan, un à-compte de quatre-vingt mille ducats. Il était d'autant plus facile aux Vénitiens de montrer de la vigueur, que Pescara avait congédié une grande partie des lansquenets allemands, attendu qu'il n'y avait pas de guerre à faire dans ce moment, et que la caisse de l'empereur avait besoin d'être ménagée. François I[er] espérait obtenir de Charles en Espagne personnellement des conditions plus favorables que par l'entremise de son médiateur, Adrien de Beuren, sire de Roeux ; il consentit à s'embarquer à Porto-Fino, sur la proposition de Lannoy. C'est ainsi que la décision des rapports entre la maison de Habsburg et la France semblait être transportée sur un autre terrain ; mais les affaires d'Italie parurent en même temps moins importantes à François lui-même, et les négociations prirent une tournure qui semblait devoir mettre la Péninsule complétement à la disposition de l'empereur. Les États de l'Église mirent tout en œuvre pour déterminer la reine-régente à la fermeté envers Charles ; et voyant toute espérance, du côté de la cour de France, évanouie pour l'Italie, le duc Francesco Sforza de Milan se joignit aux autres puissances, dans la pensée qu'on devait agir simultanément afin de préserver l'Italie des barbares. Francesco n'était point encore formellement investi par l'empereur ; celui-ci ne le traitait point encore comme prince indépendant, et Charles ne semblait attendre que sa mort pour réunir la Lombardie aux possessions allemandes de la maison d'Habsburg.

Le connétable de Bourbon, qui croyait avoir en la personne de François une sorte de gage de l'exécution des promesses qui lui avaient été faites jadis par l'empereur, se trouva très-blessé de l'embarquement du roi pour l'Espagne d'après l'instigation de Lannoy ; la jalousie de Pescara avait aussi été excitée par la faveur dont jouissait Lannoy auprès de Charles. Le chancelier du duc de Milan, Morone, chercha à gagner pour la cause italienne, pendant l'absence de Bourbon (car celui-ci était parti en toute hâte pour l'Espagne, afin qu'on ne rendît pas au moins à Pescara les honneurs dus au vainqueur de Pavie), Pescara, qui était né lui-même en Italie, et dont la famille, quoique originaire d'Espagne, était fixée depuis des siècles à Naples (1). Morone, voyant Pescara violemment irrité contre son maître, lui offrit, au nom de Venise et du pape, la couronne de Naples, s'il voulait joindre ses efforts aux leurs pour la délivrance de l'Italie des barbares. Pescara entra avec passion dans ce projet, demanda des explications sur les intentions et les ressources des États alliés d'Italie, et les obtint de Morone, quoique celui-ci fût averti par le plénipotentiaire du pape, Giammatteo de' Ghiberti, de se tenir sur ses gardes.

Aussitôt que Pescara fut initié à cette conjuration des États contre l'empereur, il en

(1) Guicciardini, l. c., p. 11.

(1) Sismondi, p. 156. Guicciardini, p. 55.

vit apparaître toutes les difficultés. L'empereur, comme roi de Naples, était son souverain immédiat, et le pape, qui avait donné l'investiture du royaume, était son souverain suprême : mais pouvait-il manquer de foi à son souverain immédiat, pour la garder à son souverain suprême? Là-dessus il exposa ses doutes : il demanda des éclaircissements aux jurisconsultes, et voulut savoir si le pape pouvait le délier d'un serment de fidélité; et dans ce cas il demanda si, sa conscience une fois en repos, son honneur ne serait pas entaché. Le cardinal Accolti et le jurisconsulte Angelo Cesi cherchèrent, par de longues dissertations, à décider Pescara pour les désirs de l'Italie (1), tandis que le pape le faisait surveiller, tout en suivant des négociations en Angleterre, afin d'attirer le roi Henri entièrement dans son parti.

La régente de France fit déclarer sur ces entrefaites, en secret, au mois de juin, à Venise, qu'elle reconnaîtrait le duc Francesco à Milan (ville sur laquelle la France avait renoncé à toutes ses prétentions dans ses négociations avec Charles), et qu'elle soutiendrait l'Italie, si ses peuples voulaient faire eux-mêmes un effort pour reconquérir leur indépendance (2). L'évêque de Bayeux continua bientôt après à négocier, comme plénipotentiaire français, cette affaire avec la république; Alberto de' Pii da Carpi, revêtu des mêmes fonctions, négocia avec le pape. Lorsqu'on fut arrivé à la conclusion du traité, Sigismondo Sanzio fut chargé de porter à Paris les pièces du traité pour leur ratification. Des brigands le tuèrent dans le pays de Brescia, et le pape s'imagina dans sa frayeur que tout était découvert par les Espagnols, entre les mains desquels il pensait que l'envoyé était tombé. D'un autre côté il craignait que la régente, qui était même initiée au secret de la coopération de Pescara, n'abusât de cette connaissance afin de racheter plus facilement la liberté du roi en sacrifiant l'Italie; Charles-Quint fut effectivement instruit, dès la mi-septembre, des propositions que les Italiens avaient faites à Pescara, et l'on ne pouvait songer qu'à deux voies par lesquelles l'empereur eût pu se procurer ce renseignement : ce ne pouvait être que par Pescara lui-même, qui aurait fait des ouvertures à l'empereur afin de se mettre en sûreté, ou par la régente. Ces communications avaient peut-être été transmises à l'empereur des deux parts à la fois; peut-être celles de Pescara avaient-elles été motivées par des avis préalables de la cour de France : ce qu'il y a de certain, c'est qu'il y eut des avis donnés du côté de Pescara par l'entremise de Giambattista de' Castaldi (1), et que Pescara continua encore, après cette trahison, les négociations avec les Italiens.

Le duc Francesco avait cependant reçu, en août, le diplôme d'investiture du duché de Milan; mais pour cette seigneurie il y avait de nouveau des redevances considérables de toute espèce à payer. Sa santé se trouvait altérée déjà depuis quelque temps, et sa maladie semblait devoir amener bientôt la mort; Pescara prit pour prétexte la position de la Lombardie à la mort prochaine de Francesco pour réunir ses troupes espagnoles sans exciter la défiance de Morone et des autres puissances et hommes d'État conjurés; ce qui fit échouer le projet qu'ils avaient conçu de faire massacrer ses troupes en petites bandes isolées. Pescara se prononça enfin décidément pour l'empereur, jeta le masque de dissimulation dont il s'était couvert vis-à-vis de ses compagnons italiens, et atteint lui-même de maladie il fit appeler, le 14 octobre, Morone au château de Novara, où celui-ci discuta avec lui encore une fois tous les plans des conjurés, tandis que Leyva était caché derrière une tapisserie (2).

(1) *Histoire des Frundsberg*, fol. 54 b.

(2) Sismondi, p. 161: Elle voulait payer quarante mille thalers par mois.

(1) Guicciardini, p. 57.

(2) Guicciardini, p. 67.

En sortant de l'appartement, Morone fut arrêté et conduit au fort de Pavie pour être interrogé. Pescara s'y fit aussi transporter. Le duc de Milan, privé de son meilleur conseiller, et gravement malade lui-même, livra à Pescara toutes les places fortes du Milanais que celui-ci n'avait pas encore occupées, à l'exception de la citadelle de Crémone; il refusa cependant l'autorisation d'entourer le château de Milan de fortifications en cas de besoin. Francesco protégea aussi plusieurs personnes que le général autrichien voulait qu'on lui livrât, s'enferma enfin avec huit cents hommes de troupes à pied choisies dans le château de Milan, et fit tirer sur les Espagnols qui voulaient travailler aux fortifications.

La plupart des États italiens se virent, par ces événements en Lombardie, à la merci de l'empereur; mais cette terreur générale ne put détourner les Vénitiens de la voie dans laquelle ils étaient entrés, et que nul pouvoir extérieur ne pouvait les empêcher de suivre, malgré la gravité que prenait la maladie de Pescara. Le marquis mourut enfin le 30 novembre.

Dans ces circonstances, la régente renouvela sa promesse de payer quarante mille écus de France pour solder les troupes suisses. Elle promit en outre aux Italiens cinq cents lances françaises, et les Vénitiens pressaient Clément de tendre la main à une ligue contre l'empereur, avant que son armée ne fût renforcée, et que l'un de ses généraux absents ne fût retourné en Italie. Mais il n'y eut pas moyen de décider le pape à prendre une résolution hardie, soit qu'il eût, par sa nature, moins de penchant pour des entreprises audacieuses que pour les négociations diplomatiques suivies dans le mystère, soit que, parmi ses conseillers les plus intimes, l'archevêque de Capoue, Nicolas de Schomberg, fût aussi dévoué à l'empereur que Ghiberti l'était à la cause italienne. Clément était déjà tout à fait gagné pour le parti italien, lorsque le commandant Herrera débarqua à Gênes, afin de lui faire, de la part de l'empereur, de nouvelles propositions; ce qui le fit persister dans son irrésolution. C'est ainsi que se termina l'année 1525.

Le mois de janvier de l'année 1526 donna, par la conclusion des négociations pour la mise en liberté du roi François Ier, une tournure plus décidée à toutes les affaires d'Europe; cette délivrance eut lieu le 18 mars, mais avec des conditions qui, loin d'assurer la paix, devaient avoir pour suite de nouvelles luttes entre le roi François et la maison d'Habsburg, mais nullement la paix.

La délivrance du roi de France fut à peine connue, que les Vénitiens et le pape lui adressèrent des députations, en apparence pour le féliciter, mais au fond pour sonder le terrain, et, en cas qu'il fût porté à rompre le traité de Madrid qui lui avait rendu la liberté, d'en faire le point de centralisation de nouvelles alliances contre l'empereur (1). Ils l'y trouvèrent disposé. Ses ministres déclarèrent que les Français ne feraient plus la guerre en Italie pour conquérir Milan ou Naples, mais bien pour enlever ces pays à l'empereur. On convint fermement, le 22 mai 1526, d'un traité avec Clément, la république de Venise, et le duc de Milan, par lequel on forma l'alliance surnommée la sainte ligue. Elle avait pour but de procurer et de conserver au duc le duché de Milan comme principauté indépendante, et au roi, outre la liberté de ses fils qui l'avaient remplacé en qualité d'otages, le comté d'Asti et les États de Gênes. La composition des armées et des flottes qui devaient être mises en activité à cet effet fut minutieusement fixée; et en outre on décida que le royaume de Naples serait aussi enlevé aux Espagnols, et livré par l'Église romaine à un prince italien, qui, nouveau roi de Naples, aurait à payer annuellement au roi de France une somme pour le dédommager de ses droits.

Le duc de Milan était encore assiégé par les Espagnols, sous Leyva, dans le château de sa capitale, et n'avait plus de vivres pour tout le mois de juillet. La ligue devait donc venir d'abord à son secours, et les Véni-

(1) Sismondi, p. 188. Guicciardini, p. 110 et 111

tiens, ainsi que le pape, prirent à cet effet des mesures, avant même la signature du traité (1). Le duc d'Urbino, comme général en chef de la républiquo, s'était avancé, avec tous les cuirassiers et six mille fantassins, jusqu'à l'Adda; le général en chef des troupes du pape, Guido de' Rangoni, marcha en même temps, avec six mille hommes à pied, vers Plaisance, dont le territoire, ainsi que celui de Parme, avait été cruellement frappé de contributions par les Espagnols. Gian Jacopo de' Medici, dont on a déjà fait mention plus haut, et qu'on appelait communément le châtelain de Musso, parce qu'il s'était emparé, au commencement de 1525, du fort de Musso, et en sortait de temps en temps pour commettre des brigandages (2), songea à lever pour le pape six mille Suisses, et Ottaviano Sforza, évêque de Lodi, voulut en recruter autant pour Venise (3); dès les premiers jours de juin, la ligue donna à tous deux de l'argent pour mettre cette affaire à exécution. Vitello de' Vitelli conduisit en même temps les troupes florentines au général du pape; Giovanni de' Medici se trouva donc à l'armée de Rangoni, ainsi que Guicciardini, en qualité de représentant du pape. François Ier, seul, hésitait encore à donner sa ratification définitive, parce qu'il voulait gagner du temps pour les négociations avec Charles qu'on poursuivait vivement, et il exigea que Venise et le pape ratifiassent d'abord. Charles-Quint tenta encore de négocier par Ugo de Moncada, et de rompre la ligue; mais il n'y parvint pas, et la guerre allait recommencer en faveur du duc de Milan. Mais le duc d'Urbino se trouvait à la tête de toutes les opérations militaires; Guido de' Rangoni lui était même soumis, et toute la tactique du duc consistait à chercher, pour l'armée qu'il commandait, des positions inattaquables, et à éviter tout engagement. Il déclara en conséquence qu'il ne voulait pas avancer davantage, jusqu'à ce que cinq mille soldats suisses au moins fussent arrivés. Mais les enrôlements de Suisses n'eurent pas de suite; car l'évêque de Lodi était presque inconnu aux confédérés. Quant au châtelain de Musso, il ne fut pas infidèle à son caractère, et il dépensa tout l'argent qui lui avait été confié en grande partie à son profit (1).

Les généraux espagnols à Milan, Antonio de Leyva et Alfonso d'Avalos, marquis del Guasto, cherchèrent à exciter les Milanais, avec lesquels ils avaient précédemment fait un accommodement en forme de traité, à se soulever, afin de pouvoir agir, de déployer un système de terreur, et se mettre ainsi à couvert dans le cas où les soldats suisses s'avanceraient contre eux; car le peuple de Milan se montrait très-irrité contre les Espagnols (2). Ils firent tuer, le 17, un bourgeois qui ne les salua point; tout de suite après, trois autres qui plaignirent son sort; et ils atteignirent par là leur but, car le peuple prit les armes; mais, n'étant pas en force, il se vit obligé de se laisser désarmer; tous les chefs des bourgeois et toutes les autorités durent quitter la ville. La conduite des Espagnols fut la même dans presque tous les endroits de la Lombardie; mais leurs violences n'eurent toutefois pas le même succès partout; car, à Lodi, Luigi de' Vistarini s'empara, dans la nuit du 24 juin, d'une tour d'un bastion. Des gens du duc d'Urbino se trouvaient dans le voisinage, ainsi qu'on en était convenu, et Malatesta de' Baglioni arriva bientôt avec quelques milliers de soldats vénitiens dans la ville; le duc d'Urbino

(1) Guicciardini, p. 131.

(2) Comp. à ce sujet l'excellent ouvrage de Hottinger cité plus haut, t. I, p. 138 sq., 173 sq. et ailleurs.

(3) Guicciardini, p. 133 et 134.

(1) Guicciardini, p. 148.

(2) Guicciardini, p. 149. Sismondi a sans doute représenté la conduite des généraux espagnols avec des couleurs trop fortes, tandis qu'il passe sous silence les circonstances précédentes par lesquelles les Milanais y avaient donné lieu.

le suivit. Les Espagnols s'étaient retirés dans la citadelle; mais ils l'évacuèrent après avoir fait une tentative infructueuse pour s'emparer de nouveau de la ville.

Le duc d'Urbino s'opposa encore cette fois à ce qu'on s'approchât de Milan, voulant voir les Suisses sous ses drapeaux avant de s'engager dans une bataille. Il marcha lentement vers S.-Martino, à trois milles de Milan, où il arriva seulement le 6 juillet. Cinq cents Suisses se joignirent enfin à lui. Mais le connétable de Bourbon était aussi revenu d'Espagne en passant par Gênes, et amenait à l'armée espagnole huit cents fantassins, et, ce qui était encore plus important, cent mille thalers pour payer les arriérés de solde. Voyant que les troupes de la ligue s'étaient avancées, le 7 juillet, jusque sous les murs de Milan, et avaient tiré quelques coups de canon sans succès, le duc d'Urbino, malgré toutes les représentations des chefs qui l'entouraient, se retira dès la même nuit à Melegnano sans avoir éprouvé la moindre perte.

La destinée des Milanais fut excessivement dure après cette retraite, car ils étaient désormais livrés absolument aux plus terribles violences des Espagnols ; un grand nombre d'entre eux mirent fin à leurs souffrances par le suicide (1). Le duc, se voyant assiégé, et voulant se maintenir encore quelques jours avec ses vivres dans le château, renvoya, dans la nuit du 17 juillet, trois cents hommes de sa garnison, qui étaient en grande partie incapables de servir, et ils réussirent à pénétrer, à travers les ouvrages mal gardés des assiégeants, jusque dans le camp de l'armée de la ligue, où ils représentèrent la peine dans laquelle se trouvait le duc, et la facilité d'aller à son secours par le chemin qu'ils avaient pris. Cinq mille Suisses, conduits par Gian Jacopo de' Medici, étaient arrivés peu à peu, et le duc ne pouvait plus se refuser à mener l'armée de nouveau à deux milles de Milan ; mais il mit plusieurs jours à faire ce trajet de quelques heures, et ce ne fut que le 22 juillet qu'il campa entre l'abbaye de Casaretto et le Naviglio. Tous les chefs demandèrent maintenant qu'il fit une attaque vigoureuse ; mais le duc resta fidèle à son système d'hésitation, et rien n'avait encore été fait, lorsque Francesco Sforza, entièrement privé de vivres, se vit enfin obligé, le 24 juillet, de capituler avec les Espagnols, et de leur livrer le château (1). Francesco obtint avec tous les siens libre sortie ; ses droits sur Milan restèrent réservés, et on devait lui livrer Como pour résidence, ce qui n'eut cependant jamais lieu. Lorsque la garnison espagnole à Como lui eut interdit l'entrée dans la ville, il retourna dans le camp des alliés, confirma le traité de la ligue, qui avait été aussi ratifié dans l'intervalle par François Ier et qui était publié depuis le 8 juillet, et obtint que les chefs de l'armée de la ligue lui livrassent la ville de Lodi (2).

Le pape avait fait sur ces entrefaites en Toscane une tentative pour renverser la constitution de Sienne, organisée précédemment sous la protection des chefs impériaux. Virginio degli Orsini, le comte d'Anguillara, Luigi degli Orsini, le comte de Pitigliano, et Gentili de' Baglioni, avaient rassemblé sur l'Arbia un corps de troupes, et l'amenèrent le 17 juillet devant Sienne, où il se réunit à des troupes florentines ; mais ce corps, ainsi que le contingent de Florence, était composé en partie de gens peu belliqueux et fort mal disposés ; il se dispersa d'une manière si désordonnée dans les faubourgs parmi les boutiques de vivandiers (3), que Clément désespéra lui-même du succès, et fit donner l'ordre aux chefs de mettre aussitôt que possible à couvert l'artillerie qui accompagnait leurs troupes, et de se retirer eux-mêmes ; mais, avant que cet ordre ne fût exécuté, quatre cents hommes de Sienne

(1) Sismondi, p. 206. Guicciardini, p. 175.

(1) Guicciardini, p. 189.

(2) Sismondi, p. 210.

(3) Devant la *porta à Fontebranda* et la *porta à Camullia*.

firent, le 22 juillet dans l'après-midi, une sortie, mirent l'escorte de l'artillerie en fuite, et répandirent parmi les vivandiers une telle frayeur et un tel désordre, que le corps de troupes, fort de six mille hommes, fut aussi saisi d'une terreur panique, et qu'il se sauva jusqu'à la Castellina, sept milles plus loin qu'on ne le poursuivait. Dix canons florentins et cinq ou sept pièces de Perugia furent le butin des Siennois, qui se livrèrent à une joie insultante de la fuite ignominieuse et burlesque de leurs ennemis (1).

Ces mauvais résultats des efforts de la ligue en Italie inspirèrent d'autant plus de souci au pape et aux Vénitiens, que les rois de France et d'Angleterre ne se pressaient pas d'entreprendre quelque chose en faveur des affaires d'Italie et contre l'empereur. Ils envoyèrent enfin Giovan Battista Sanga en France, afin de sonder les intentions du roi, et lui offrir, en cas de besoin, pour obtenir son secours, le duché de Milan; car le pape pensait devoir au moins donner un contre-poids à l'empereur, s'il ne parvenait pas à chasser entièrement les barbares. Le résultat de la députation fut qu'on ne put plus douter de la sincérité du roi, qu'on ne fut pas dans le cas de lui offrir le duché, et que son retard à porter du secours dut être attribué aux lenteurs de ses serviteurs et à quelques autres obstacles. Le marquis de Saluzzo, Michel Angelo, fut envoyé, à l'instigation de Sanga, avec cinq cents lances françaises, en Piémont, et une flotte française de seize galères et quatre galions devait sortir des ports de Provence, et se joindre à la flotte papale-vénitienne.

Mais on armait au même temps dans les ports de l'Espagne méridionale une flotte destinée à ramener en Italie le vice-roi de Naples Lannoy, et avec lui sept à huit mille vieux guerriers, et qui était d'autant plus redoutable pour les Etats ligués, que Gênes et Sienne étaient dévouées à l'empereur, et que les côtes liguriennes et toscanes lui étaient ouvertes.

C'était André Doria de Gênes qui commandait la flotte papale; il avait onze galères romaines et treize galères vénitiennes, et il se dirigea d'abord vers Gênes, afin d'y renverser le gouvernement dévoué à l'empereur. Le duc d'Urbino devait le soutenir dans cette entreprise du côté de la terre avec son armée, qui avait été renforcée dans l'intervalle par huit mille Suisses à la solde de la France; mais celui-ci, au lieu de réparer ainsi ses lenteurs précédentes, commença le 6 août le siége de Crémone, et l'on ne put le décider à le lever jusqu'à ce que la garnison capitulât, le 24 septembre (1). Pedro Navarra avait déjà réuni à la fin d'août la flotte française à la flotte papale-vénitienne à Livourne. La première se rendit ensuite à Savona, et la seconde à Porto-Fino, d'où elle soumit la côte ligurienne, et entrava le transport des marchandises et des vivres. Mais en attendant que l'armée de la ligue, après la prise de Crémone, pût venir au secours de la Lombardie, et presser Gênes par terre, le pape fut forcé de se séparer de la ligue, par les troupes qui avaient été rassemblées dans les domaines des Colonna par Ugo de Moncada et le duc de Sessa. Il avait contracté dès le 22 août, par l'entremise de Vespasiano della Colonna (fils de Prospero), avec cette famille un traité, par suite duquel celle-ci devait conduire, en échange d'une amnistie accordée par le pape, ses guerriers sur le sol napolitain; et Clément, afin de diminuer ses dépenses, avait aussitôt congédié tous les gens qu'il avait à sa solde dans les environs de Rome. Mais les Colonna, d'intelligence avec Moncada, qui était devenu après la mort récente du

(1) Malavolti, l. c., fol. 129-131. *Lettere familiari di Niccolò Machiavelli*, nº 74. Guicciardini, p. 192.

(1) L'*Histoire des Frundsberg*, p. 76 b, prouve que le départ de la garnison allemande n'eut lieu que dix jours après la capitulation. Crémone fut livrée au duc Francesco Sforza.

duc de Sessa ambassadeur impérial à la cour du pape, s'emparèrent alors, dans la nuit du 20 septembre, de la porte de S.-Giovanni à Rome avec sept à huit mille hommes (1). Le pape leur envoya deux cardinaux, mais ils n'eurent point égard à leurs représentations; Clément fit mettre sous les armes le peuple romain pour sa défense, mais celui-ci regarda tranquillement l'entrée des Colonna avec leurs troupes dans la ville. Ils arrivèrent jusqu'au pied du Vatican, et Clément voulut les attendre revêtu de ses habits pontificaux, comme avait fait autrefois Boniface avec leurs ancêtres; mais l'énergie de Boniface lui manquait, et les cardinaux lui persuadèrent de se sauver dans le château Saint-Ange, pendant que les troupes des Colonna étaient déjà occupées à piller le palais du Vatican et même l'église Saint-Pierre (2). Elles se dispersèrent en pillant aussi dans les parties voisines de la ville; les canons du château Saint-Ange les tinrent seuls en respect (3), et ce ne fut qu'à la nuit qu'elles se retirèrent sur la rive opposée du Tibre. Clément négocia alors avec Moncada, dont dépendaient les Colonna, et qui lui arracha un armistice de quatre mois, au moyen duquel le pape se sépara effectivement de la ligue, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Guicciardini, bientôt après que la ville se fut rendue, en reçut la nouvelle dans son camp devant Crémone, la veille du jour où le marquis de Saluzzo devait se joindre à l'armée de la ligue avec ses cinq cents lances françaises et quatre mille fantassins. Il proposa de démentir de son côté l'avis qu'il avait reçu, et de faire une entreprise contre Milan; mais on ne put décider le duc d'Urbino à prendre une résolution aussi hardie, et il conduisit, le 7 octobre, les troupes papales de nouveau à Plaisance; Giovanni de' Medici, avec ses bandes (quatre mille fantassins), resta seul, soi-disant à la solde française, dans le camp de la ligue. Le duc d'Urbino n'entreprit pas la moindre chose contre la Lombardie ni contre Gênes, et se tint dans le voisinage de Crémone jusqu'à la fin d'octobre.

Malgré cette inaction du duc, l'armée de l'empereur se trouva bientôt dans la position la plus critique; car elle était dans un pays qu'elle avait ruiné elle-même, et n'avait point obtenu de secours de Charles-Quint. Gaspard de Frundsberg qui commandait dix compagnies de lansquenets allemands dans Milan, alors bloqué par les alliés, écrivit dans sa détresse à son père George à Mundelheim en Souabe, où était leur résidence, pour invoquer, ainsi que le connétable et Leyva qui avaient joint des lettres à la sienne, le secours du vieux seigneur. L'armée de l'empereur eût été sans doute perdue sans l'intervention du vieux chevalier, qui était commandant supérieur du comté de Tyrol, et capitaine général de l'infanterie impériale en Italie: les prières des guerriers bloqués à Milan, et les exhortations de l'empereur et du roi Ferdinand, lui firent endosser de nouveau le harnois, sous lequel il avait blanchi. Il emprunta sur son propre crédit, mit en gage sa seigneurie, ainsi que l'argenterie et les bijoux de son épouse (née comtesse de Lodron), et dès le 26 octobre il quitta Mundelheim avec trente-cinq détachements de lansquenets qu'il avait enrôlés, en tout douze mille hommes, et marcha par le Tyrol vers la Lombardie (1).

Le duc d'Urbino, afin d'aller à la rencontre de cette troupe allemande, établit

(1) *Histoire des Frundsberg*, p. 78: « Hugo de Moncada, Pompejus et Vespasianus de Colonna, entrèrent ainsi tranquillement le 20 septembre, par la porte de Celimontana, qui était ouverte et non gardée, à Rome, et auraient bien pu surprendre le pape Clément dans sa chambre à coucher, s'ils n'avaient attendu leur artillerie, qui arriva plus tard, traînée par des bœufs. »

(2) Benedetto Varchi, *della Fiorentina Storia*, lib. II, ap. *Græv. Thesaur.*, tom. VIII, p. 22.

(3) Sismondi, p. 222.

(1) *Histoire des Frundsberg*, fol. 81 a. Voyez la description de la marche pénible et périlleuse de Trente à la Sarca vers Lodron, puis par les montagnes entre Lago d'Idro et Lago di Guarda vers Sabbio et Gevardo.

son quartier à Vaprio, d'où il fit, le 19 novembre, des mouvements pour entraver la marche des arrivants et disperser leurs détachements isolés. Frundsberg s'avança vers le midi dans la direction de Borgoforte sur le Pô, comme s'il voulait marcher droit sur Rome, et livra, le 24, au duc d'Urbino et à Giovanni de' Medici, une bataille, par laquelle il se fraya heureusement un chemin vers Governalo. Là il eut du duc de Ferrare quelque artillerie de campagne, et, lorsque Giovanni de' Medici l'attaqua de nouveau le 25, celui-ci reçut une balle dans la rotule du genou, et mourut à Mantoue le 30 novembre des suites de cette blessure (1). Les opérations du duc d'Urbino se trouvèrent paralysées par cet accident. Frundsberg avait déjà traversé le 28 le Pô, et remonta en toute sécurité le fleuve, toujours en pillant; car le duc d'Urbino eut bientôt un motif de plus pour ne point le suivre, dans un ordre émané de Venise, qui lui défendait de franchir le Pô. Frundsberg établit son camp, à la Saint-Sylvestre, près de Plaisance.

Il avait pensé que le connétable de Bourbon y viendrait à sa rencontre avec les troupes casernées à Milan, puisque la plus grande partie de l'armée de la ligue avait quitté le voisinage de cette ville; mais celui-ci n'avait pas d'argent pour payer ses troupes, et les soldats ne voulaient pas quitter la ville avant d'être payés. Le général impérial se trouva ainsi dans un tel embarras, qu'il vendit à Morone, qui était condamné à mort, le jour de son exécution, la vie et la liberté pour vingt mille ducats, et lui fournit par là l'occasion de se mettre tellement en crédit auprès de lui par la supériorité de son esprit dans toutes les circonstances, qu'il se rendit dépendant en toutes choses des conseils de cet homme.

Avant de continuer le récit des événements dans la Lombardie, il sera bon de jeter un coup d'œil en arrière sur les relations de Clément VII avec les Colonna. Cette famille avait des motifs pour être mécontente du traité qu'on avait conclu par Moncada, et le pape, ayant vu la désunion qui régnait entre ses ennemis, s'empressa de rappeler à Rome Vitello de' Vitelli avec quelques centaines de cavaliers, deux mille Suisses et trois mille fantassins italiens, et de les envoyer contre les Colonna. Leurs terres, depuis les montagnes du Latium jusqu'aux Abruzzes, devinrent la proie des flammes (1), et le cardinal Colonna fut dépossédé de sa dignité.

Charles de Lannoy, vice-roi de Naples, avait aussi mis à la voile dans l'intervalle avec sa flotte, qui avait été armée dans les ports du midi de l'Espagne; et Clément, en ayant reçu la nouvelle, ordonna à André Doria, qu'il avait précédemment rappelé de la flotte de la ligue, d'aller la rejoindre de nouveau, et de marcher à la rencontre de l'escadre de Lannoy; mais celui-ci arriva, après avoir fait une perte légère, à Porto di S.-Stefano sur la côte siennoise (2), et puis après à Gaëte, où il reçut bientôt du pape des propositions de paix.

Telle était la position des parties belligérantes au commencement de l'année 1527 (3).

(1) On trouve le 30 décembre cité dans Varchi (l. c., p. 26).

(1) Le château de Montefortino et Rocca di Papa tinrent seuls contre les troupes du pape (Sismondi, l. c., pag. 232), ainsi que le lieu principal des fiefs des Colonna, Pagliano. Stefano della Colonna de Palestrina combattit dans toutes ces luttes contre ses parents du côté du pape. Varchi, l. c., p. 24.

(2) Paruta, p. 429.

(3) Dans les derniers jours de l'année 1526, un traité fut conclu entre le duc de Ferrare et le représentant de l'empereur en Italie, Lannoy; traité par lequel le duc se dévouait entièrement à l'empereur, était nommé par lui général, et était pris en *condotta* avec trois cents hommes de cavalerie, de toute arme. Le fils du duc devait épouser une fille naturelle de l'empereur, et le duc lui-même devait recevoir comme gage de la dot les suzerainetés de Carpi et de Novi. Si le duc faisait la conquête de Modène, il payerait à l'empereur deux cent mille ducats, et l'empereur serait tenu en tout cas de le protéger. Guicciardini, p. 248.

Le connétable, Leyva et le marquis de Guasto avaient enfin trouvé moyen de satisfaire les principales divisions de leur armée à Milan dans leurs demandes de solde, et de les envoyer au-devant de Frundsberg; ils franchirent, vers la fin de janvier, le Pô avec leurs troupes, et se réunirent dans le voisinage de la Trebbia aux lansquenets allemands de Frundsberg. Ce fut seulement après que le connétable eut perdu beaucoup de temps dans le voisinage de Plaisance, que le duc de Ferrare, auquel on avait adressé des demandes d'argent et d'armes à feu, parvint à le déterminer à marcher jusque devant Rome. Les lansquenets allemands, quoiqu'ils n'eussent reçu que de très-modiques à-compte sur leur solde, suivirent aussi volontairement que les Espagnols, et les généraux ennemis ne lui opposèrent que peu d'obstacles; car le duc d'Urbino avait formé le plan de ne point en venir à une action, mais de tenir toujours les impériaux à quelque distance entre les troupes vénitiennes et un corps franco-papal sous le marquis de Saluzzo, de leur couper les convois de vivres, et d'enlever leurs détachements isolés. Comme le marquis, ayant prévenu l'armée qui lui était opposée, avait jeté des garnisons dans les villes fortifiées, ses troupes se fondirent bientôt, et le duc d'Urbino, atteint d'une fièvre, resta bientôt dans une inaction presque complète, et séjourna jusqu'à la mi-mars dans les cantons vénitiens, le long du Pô. Il fit à la vérité franchir le Pô à ses troupes au commencement de mars, et les suivit le 18, mais il ne tarda pas à les ramener à Casalmaggiore.

Lorenzo da Ceri, qui s'était trouvé sur la flotte française, près de la côte de Gênes, était arrivé sur ces entrefaites dans les cantons romains; il était accompagné de René de Vaudemont, frère du duc de Lorraine, qu'on désignait maintenant comme futur roi de Naples, quand ce royaume serait enlevé à Charles et à la maison d'Habsburg. Le pape, enhardi par ces démonstrations du côté de la France, avait poussé de nouveaux armements, tout en négociant avec Lannoy; maintenant une armée papale, sous Vitello de' Vitelli et sous le cardinal Ascanio de' Triulzi, près de Ferentino, se trouva en face d'une armée napolitaine aux ordres de Lannoy, près de Ceperano (1), jusqu'à ce que Lorenzo da Ceri eut pénétré avec six mille hommes, dans les Abruzzes, où Aquila lui ouvrit ses portes; le corps de troupes papales sous Vitello devait marcher en même temps vers S.-Germano; la flotte papale-française devait menacer les côtes de la Campanie. Lannoy fut en effet obligé de se retirer à Gaëte, et Moncada à Naples; la flotte prit Castellamare, Stabbia, Torre del Greco, Sorrente et Salerne; Lorenzo da Ceri prit Siciliano et Tagliacozzo; Vitello et le cardinal Triulzo occupèrent S.-Germano, et l'on aurait pu espérer un résultat heureux, si les troupes papales avaient été mieux disciplinées, le pape lui-même moins avare et moins accessible aux négociations, et si la flotte ne se fût pas trouvée trop dégarnie de monde, à cause des nombreuses garnisons qu'elle avait jetées dans les villes par elle conquises. Dans cet état de choses, Vitello fut obligé de se retirer à Piperno; Lorenzo, entièrement abandonné par une partie des ses gens, revint à Rome, et, vers la mi-mars, tous les avantages acquis étaient pour ainsi dire perdus.

Cependant l'armée impériale, après avoir quitté la Lombardie (Leyva et Gaspard de Frundsberg restèrent à Milan), s'était avancée jusqu'à S.-Giovanni dans la contrée de Bologne, où elle séjourna d'abord au commencement de mars, mais où elle fut toute bouleversée par des désordres qui dégénérèrent plusieurs fois en mutineries et en attentats contre d e officiers. Le pape se trouva toujours dans un plus grand embarras, à mesure que le péril approchait de ce côté, et que la guerre napolitaine prenait une autre tournure (ainsi que nous l'avons

(1) Sismondi, p. 246. Vers la fin de l'année précédente, Lannoy avait tenté en vain avec ses troupes la prise de Frusolone. Paruta, p. 430.

vu), et il signa, le 15 mars, avec l'empereur, un traité qui lui était offert par les négociateurs du vice-roi (1). Mais, comme ce traité ne stipulait que le payement de ce qui revenait aux troupes impériales, qu'il était impossible au connétable de contenter ses soldats mutinés, et de les tirer du pays, que le connétable se trouva même en danger de vie, menacé par ses gens qui demandaient leur solde, et qu'on ne pouvait obtenir d'avances du duc Ferrare, le connétable continua sa marche (2), et l'on ne respecta plus le traité conclu par le vice-roi. Le marquis del Guasto, qui donna suite aux mesures du vice-roi, quitta avec son corps l'armée, qui, pour cette raison, le déclara traître et apostat; le reste des troupes, qui tenaient le connétable pour ainsi dire captif, brûla S.-Giovanni le 31 mars, et marcha sur Bologne. Lannoy, qui était venu à Rome après avoir conclu le traité avec le pape, n'osa pas se rendre au camp de Bourbon, de crainte de s'exposer à tomber dans la même situation que celui-ci, et voulut négocier de Florence. Le duc d'Urbino et le marquis de Saluzzo, qui devaient s'attendre, d'un moment à l'autre à la séparation des troupes papales de leurs corps vénitiens et français, restèrent entièrement inactifs, se bornant à des négociations; et, après la mi-avril, le connétable, en dépit de toutes les conférences et de toutes les médiations, marcha par Meldola vers le diocèse de S.-Stefano, non loin des sources de l'Arno, et n'accorda aux Florentins, par ses envoyés auprès de Lannoy, qu'un traité séparé, en vertu duquel il s'engageait, pour une somme considérable, à ne pas trop s'approcher de Florence; après quelques tentatives infructueuses pour s'emparer du château de S.-Stefano, il se dirigea vers Arezzo. Le duc d'Urbino et le marquis de Saluzzo avaient été enfin déterminés par Guicciardini (1) à se rendre aussi en Toscane, et se trouvaient maintenant dans le Mugello.

A l'approche de ces dangers, Clément se tint dans une sorte d'inertie paisible, à laquelle il s'était livré après la conclusion du traité avec Lannoy, et dans laquelle il avait été confirmé par les nouvelles conventions arrêtées entre le connétable et Florence. Il congédia toujours de plus en plus des troupes, et même les bandes noires fournies par Giovanni de' Medici, et fit partir le prince René de Vaudemont pour Marseille. Le cardinal Silvio de' Passerini, communément appelé cardinal de Cortone, était, depuis le mois de mai 1524, à la tête du gouvernement pour le jeune Ippolito de' Medici. Clément venait d'envoyer à son secours, vers la fin de l'année 1526, les cardinaux Cybo et Ridolfi, qui étaient ses proches parents; tous trois se préparaient, avec Ippolito, le 26 avril, à faire une visite aux généraux de la ligue, qui s'étaient rapprochés, dans leur camp près de l'Olmo, lorsque le peuple, qui précédemment avait demandé,

---

(1) Guicciardini, vol. IX, p. 29. Le pape devait obtenir un armistice de huit mois, et payer à l'armée impériale soixante mille ducats, restituer aux Colonna leurs biens et leurs dignités, et évacuer le royaume. Si la France et Venise adhéraient, dans un temps donné, à la trêve, tous les fantassins allemands devaient être éloignés de l'Italie, ou au moins du territoire papal et de la Toscane.

(2) George de Frundsberg tomba malade pendant qu'il voulait empêcher ses lansquenets allemands, par des exhortations instantes, de prendre part aux mutineries des Espagnols; il fut atteint de fièvre, et ne guérit jamais entièrement. *Histoire des Frundsberg*, p. 100. Il quitta le 22 mars l'armée, et son lieutenant, Conrad de Bemmelberg, prit sa place.

(1) Le danger immédiat dans lequel les impériaux avaient mis son duché avait sans doute contribué à décider le premier. Sismondi, p. 259. Quant aux payements florentins au connétable, c'était une affaire bien chanceuse; car le consentement du chef ne plaisait nullement à l'armée. On trouve les détails dans Varchi, l. c., p. 32. En résultat, l'accord ne fut pas tenu, et le vice-roi se trouva lui-même en danger de vie. Cf. l'*Histoire des Frundsberg*, fol. 103.

sans les obtenir, des armes pour défendre la ville en cas de besoin, prit ce voyage pour un signe que Florence était elle-même dans un danger extrême : comme le désordre causé par cette opinion fut mis à profit par les citoyens mécontents de la domination des Medici (1), les cris de *popolo, libertà!* eurent du retentissement. A la tête des autorités se trouvait, comme gonfalonier de la justice, Luigi Guicciardini, frère de l'historien, et il fut forcé, ainsi que les autres membres de la *signoria*, par le peuple soulevé, d'adopter une résolution portant que la constitution du temps de Soderini serait rétablie, et la famille des Medici exilée à perpétuité de la ville.

Les chefs du peuple voulurent alors prendre les mesures nécessaires à la sûreté de la ville : mais on ne put ramener la multitude à l'ordre, et ceux qui l'avaient excitée ne tardèrent point à voir les affaires de Florence prendre la plus malheureuse tournure; car les cardinaux, accompagnés des généraux de la ligue revinrent dans la ville. Le peuple de Florence, qui paraissait tout à l'heure si courageux, se laissa chasser de partout (1), des places et des rues. par des coups de fusil tirés en l'air par les soldats de la ligue, qui étaient entrés en ville sans rencontrer la moindre résistance. Les jeunes gens d'un rang élevé, qui formaient le noyau de la masse révoltée, tentèrent seuls (quoique privés d'armes suffisantes et réduits à se servir de pierres) de se défendre dans le *palazzo*. Lorsque les cardinaux furent près d'Or S.-Michele, que de l'artillerie fut pointée devant le palais, et que la place fut pleine de gens armés prêts à l'attaque, Federigo da Bozzolo, qui était à l'armée de la ligue, chercha à négocier, afin de ne point voir une grande partie des familles de Florence plongées dans le deuil. Il parvint à procurer une amnistie à ceux qui se défendaient dans le palais, et les chefs des troupes liguées furent caution du traité (2).

(1) Il s'était formé contre les adhérents des Medici un parti très-prononcé de jeunes hommes riches et audacieux, à la tête desquels se trouvait Piero di Alamanno de' Salvati. Varchi, l. c., p. 27. Ce furent eux qui, à l'approche de l'armée du connétable, demandèrent l'armement du peuple. Varchi, l. c., p. 32. Varchi dépeint ainsi l'émeute, p. 33 sq. : « Per le quali cose bisbigliandosi per tutto Firenze e in ciascun luogo, come è costume de' popoli e specialmente de' Fiorentini, vari cerchi e capanelli facendosi, e più che altrove sù la piazza de' signori e nel mezzo del mercato nuovo, dicendo ciascuno o meglio o peggio secondo più sperava, o temeva, si levò una voce d'intorno le diciotto ore, che i cardinali, e Ipolito erano usciti di Firenze e andati con Dio, perciocchè temendosi dell' esecito di Borbone e degli animi de' cittadini, non dava loro il cuore di poter più mantenere nella fede e devozione loro la città, etc., etc. » Une série d'événements imprévus confirma l'authenticité de cette nouvelle, jusqu'à ce que le cri, qu'on n'avait plus ouï depuis longtemps, de *popolo!* et de *libertà!* se fit entendre. Mais partout c'étaient ces jeunes hommes des Salviati qui les excitaient.

(1) A quelques exceptions près, très-peu de citoyens déployèrent un très-grand courage. Varchi, p. 37 : « Fu tanta e sì grande o la viltà del popolo fiorentino o la fortuna di quei soldati, che niuno, come se fussero altrettante pecore stati, quanti erano uomini ardì di mostrar loro il viso, e rivolgersi, anzi si diedero vilmente à gambe tutti quanti, e fuggendosi à storme, parte si rincoverorno nel palazzo, e gli altri subitamente si dileguarono, etc., etc. »

(2) Varchi, p. 41 : « Nel Garbo tra' i cimatori sopra di un bancone di una bottega si distese in un instante una scrittura, la quale detto M. Francesco Guicciardini e i cardinali col magistrato la sottoscrissero, etc. » — « Conchiusero finalmente, che tutto quello che contro i Medici si era fatto si disfaçesse, ed a ognuno fosse ogni cosa perdonata. » Francesco Guicciardini, redoutant, lors de la prise du palais, la mort de quelques proches parents et le pillage de la ville, chargea principalement Federigo da Bozzolo, qui voulait déjà abandonner à leur sort les assiégés, à cause de leur désunion et de leur hésitation, du soin de continuer les négociations. Cf. Guicciardini, l. c., p. 43.

Au reste le duc d'Urbino profita de l'intervention dans les affaires, que les circonstances lui avaient accordée, pour favoriser le désir qu'avait Florence (c'est-à-dire la *balia* médicéenne qui régnait dans la république) de se séparer du pape dans ses relations politiques extérieures, et de se joindre d'une manière indépendante (*come principale*) à la ligue de France et de Venise; ce qui lui fut accordé par un traité du 28 avril (1).

Le connétable, dont l'avant-garde quittant le pays d'Arezzo était déjà près de Figline dans le Val d'Arno, avait été soutenu dans la continuation de son expédition contre Rome par les Siennois, qui avaient des opinions antipapales; il avait ensuite fait saccager Acquapendente et S.-Lorenzo alle Gratte, avait été conduit par des exilés à Viterbo, avait occupé Ronciglione, et parut avec son corps de troupes le 5 mai devant Rome.

Lorsque enfin le danger fut sur sa tête, et à la nouvelle que le connétable avait refusé toutes les propositions de Lannoy, et confirmé de nouveau ses intentions pacifiques à l'égard de la ligue (2), Clément chercha de toute façon à se procurer de l'argent; il avait vendu trois chapeaux de cardinaux sans pouvoir faire rentrer à temps les sommes stipulées à cet effet; il avait engagé les bourgeois les plus riches de Rome à des subsides volontaires, mais il n'en avait tiré que peu de chose; il avait cherché à former une nouvelle force militaire, mais ce projet n'avait eu que peu de suite, vu le manque d'argent et de temps, lorsque l'ennemi fut aux portes de la ville. Lorenzo da Ceri avait été chargé de la défense de Rome; mais il n'avait pu se procurer de défenseurs que parmi les valets des cardinaux et dans la canaille (1); quelques retranchements élevés à la hâte du côté du Borgo devaient tenir lieu de tout ce qui manquait.

Aussitôt que le connétable fut devant Rome, il la fit sommer de se rendre; mais Clément rejeta la sommation avec mépris, et, dès le lendemain matin, le général impérial conduisit ses soldats à l'attaque de la ville. Lorenzo da Ceri avait tâché d'augmenter le nombre de ses défenseurs par une convocation des habitants sous les *caporioni;* mais le connétable, afin de convaincre ses gens de la nécessité d'une attaque décidée (2), ainsi que de sa confiance dans le succès d'un assaut sans artillerie (3), se mit lui-même à la tête d'une troupe d'Espagnols qui montaient à l'escalade (4). Les lansquenets allemands sous Conrad de Bemmelberg, au milieu du brouillard qui couvrait tous les mouvements, donnèrent d'abord dans la ligne des Espagnols; puis ils attaquèrent les retranchements à la porte de S.-Spirito. Ce fut un assaut terrible; car le feu de l'artillerie, surtout des carabines, fut entretenu dans les retranchements sans interruption, et les lansquenets n'avaient que des plan-

(1) Le duc ne voulait pas faire sortir son armée de Florence avant qu'on lui eût promis le comté de Montefeltro et les forts de S.-Leo et Majuolo, qui appartenaient encore à la république de Florence. Varchi, p. 45: « E così fu fatto, ma senza publica deliberazione e senza partito di quei magistrati, a cui secondo gli ordini della città si sarebbe appartenuto, etc. »

(2) Guicciardini, p. 45.

(1) *Histoire des Frundsberg*, fol. 104 b: « Infanterie composée des valets d'écurie, de cardinaux et d'évêques, d'artisans et autres gens sans expérience, etc., etc. »

(2) L'armée de la ligue était sur ses derrières, et une division de cette armée s'avançait à marches forcées, sous Guido de' Rangoni, au secours de Rome.

(3) Qu'on avait laissée à Sienne afin de ne point entraver la marche.

(4) Il leur donna des consolations, leur dit qu'on n'aurait pas besoin d'échelles, que les murailles étaient basses, qu'il serait le premier en avant, et qu'il monterait à l'assaut en personne avec les Allemands. Les capitaines allemands ne voulurent pas y consentir; mais les Espagnols ne s'opposèrent pas, et le livrèrent ainsi à la mort. » *Histoire des Frundsberg*, fol. 108 b.

ches d'une tuilerie voisine et des claies de jardin pour monter sur les murailles et les remparts. Le capitaine Nicolas Seidensticker, avec son grand glaive de bataille, fut l'un des premiers sur la muraille. Les Romains prirent bientôt la fuite et laissèrent aux Allemands leur artillerie, de sorte que ceux-ci purent faciliter l'assaut aux Espagnols, qui avaient reculé déjà près du Campo-Santo jusque derrière Saint-Pierre. Le connétable, cherchant à les encourager par son exemple, fut le premier sur la muraille; mais il y fut atteint d'une balle au front, et mourut bientôt après.

L'assaut des remparts et des murailles, qui furent bientôt de ce côté au pouvoir des impériaux, avait duré une heure; deux heures après toute la cité Léonine, à l'exception du château Saint-Ange, était occupée par eux. Clément ne se sauva au château que lorsque les ennemis furent dans l'église de Saint-Pierre. Les Romains, sous leurs *caporioni*, qui tombèrent au pouvoir des Espagnols et des Allemands, furent presque tous massacrés, quoiqu'un grand nombre d'entre eux implorassent leur grâce à genoux. Deux cents hommes de la garde suisse du pape tombèrent en se défendant vigoureusement, en partie dans l'église même de Saint-Pierre, à l'exception de quarante-deux qui parvinrent au château Saint-Ange. La perte du côté des Romains est évaluée en tout à six mille hommes, et du côté des impériaux à trois cents (1).

Les congés dans les troupes papales, qui avaient été donnés précédemment, les désertions de l'armée du duc d'Urbino, ainsi que l'arrivée d'un grand nombre d'aventuriers avaient élevé l'armée impériale au nombre de quarante mille hommes, dont le noyau était formé par les lansquenets de Frundsberg commandés par Conrad de Bemmelberg, et six mille Espagnols que le connétable avait amenés de Milan; mais, malgré cette quantité d'ennemis, Clément reprit courage en apprenant la mort de Bourbon; car il comptait sur l'insubordination des soldats impériaux, et sur la prompte arrivée du duc d'Urbino.

(1) *Histoire des Frundsberg*, fol. 112 a.

Mais les troupes allemandes, aussitôt après leur entrée, s'étaient rassemblées sous leur chef sur la place devant Saint-Pierre; il s'ensuivit un conseil de guerre entre tous les capitaines, et comme ils redoutaient l'approche des troupes de la ligue, ils résolurent, « pour se procurer des vivres et l'entretien, » de prendre les parties de la ville qui n'étaient point encore à eux. Ils ouvrirent à la cavalerie légère italienne, sous Philibert d'Orange et Fernando da Gonzaga, les portes de Trastevere; l'infanterie italienne et l'autre cavalerie entrèrent aussi, et marchèrent avec les Allemands vers le pont de S.-Sisto; ils le franchirent, et, passant par une porte de jardin que les défenseurs avaient négligée, les impériaux entrèrent une heure avant la nuit dans la ville proprement dite. Là les vainqueurs se livrèrent à la joie, et se mirent à piller et à satisfaire toutes leurs passions, sans avoir égard à l'état, à l'âge ni au sexe des habitants de Rome qui leur tombèrent entre les mains. La maison du cardinal della Colonna, dans laquelle un grand nombre de nobles du parti des Colonna, et la propre mère de Fernando da Gonzaga, qui se trouvait précisément à Rome, avaient cherché un asile, fut rachetée du pillage moyennant une grande somme, grâces à l'opinion connue des Colonna en faveur des impériaux, ou peut-être à cause de la lutte pénible qu'il aurait fallu soutenir pour prendre cette maison, occupée par un si grand nombre de personnes en état de porter les armes. Beaucoup d'autres nobles romains des plus considérés, et l'ambassadeur vénitien, payèrent une contribution; ensuite tout fut saccagé sans pitié (1).

(1) *Histoire des Frundsberg*, fol. 114 b : « On attacha à plusieurs cardinaux, évêques et prélats, les mains derrière le dos, et on les conduisit par les rues, jusqu'à ce qu'ils eussent payé leur rançon. Les temples et les couvents furent pillés, on enleva les vases sacrés, ornements d'église, etc., et on les fit fondre. Tous les couvents furent ouverts avec violence et ravagés, les

Deux jours après la prise de Rome, le cardinal della Colonna y fit son entrée à la tête de nombreux détachements de campagnards de ses fiefs, qui se vengèrent sur Rome du pillage qu'ils avaient éprouvé peu de temps auparavant de la part des troupes papales. Ils prirent des objets qui n'avaient nullement tenté la cupidité des soldats étrangers, des meubles, etc. Quant au cardinal lui-même, il secourut des malheureux de toutes classes, qui se trouvaient au pouvoir de la soldatesque, par des avances d'argent, des vivres et son intervention.

Le comte Guido de' Rangoni était arrivé avec un corps de cavalerie légère et huit cents arquebusiers jusqu'à Ponte-Salaro, le jour même que Rome avait été prise; mais il n'avait pas osé entrer dans la ville, et s'était retiré à Otricoli. Le duc d'Urbino ne quitta Florence avec le reste de l'armée que le 3 mai, et le marquis de Saluzzo, qui marchait plus vite, fut le 11 à Orvieto, ville que le duc n'atteignit que le 15 (1), parce qu'il avait expulsé en passant Gentile de' Baglioni de Perugia, et avait rendu le gouvernement de cette ville aux fils de Giampaolo de' Baglioni, exécuté sous Léon X (2). Lorsque le duc passa enfin en revue ses troupes à Orvieto, il ne se trouva plus dans leurs rangs que dix-sept mille combattants, qui ne semblèrent pas suffisants au prudent général pour chasser les ennemis de Rome. Les capitaines français et les Vénitiens ne demandaient plus qu'à délivrer le pape du château Saint-Ange; mais le duc, dont la haine pour la maison Medici ne se lassait pas d'ajouter à l'embarras et à l'humiliation de Clément VII, fit tous ses efforts pour empêcher cela, et n'avança avec l'armée que jusqu'à Tre Capanne, d'où il se retira le 1er juin à Monterosi, en déclarant qu'il était impossible de délivrer le pape et de le tirer du château.

L'approche du duc avait toutefois décidé Clément à retirer de nouveau les conditions de la reddition aux impériaux qu'il avait déjà accordées. L'armée victorieuse avait placé au bout de quelques jours, par l'élection de ses chefs, le prince Philibert d'Orange à sa tête; mais ce général ne put obvier aux désordres qui désolaient Rome (1), où les exactions et le pillage se prolongèrent pendant quelques semaines. Lannoy vint à Rome, mais sans pouvoir obtenir la moindre chose de l'armée et de son chef. Mécontent de ce mauvais résultat, il se dirigea de nouveau vers Naples; mais Ugo da Moncada et Fernando Alarcon le décidèrent chemin faisant, à retourner avec eux à Rome. Il n'y eut pas plus d'influence pour cela sur les négociations du pape et sur les décisions de l'armée.

---

tombeaux violés, et l'on retira au cadavre du pape Jules II un anneau d'or. Tous ces excès furent commis par les Espagnols, Italiens; les Espagnols surtout se portèrent à de grands excès sur les femmes et les filles, sous les yeux de leurs parents et amis. Les Allemands se contentèrent de manger et de boire, et de contributions modiques; mais les soldats étaient effrénés, parce qu'ils n'avaient pas de chefs. »

(1) Sismondi, p. 277.

(2) Malatesta et Orazio de' Baglioni étaient enfermés, le dernier dans le château auprès du pape, le premier auprès des troupes vénitiennes en Lombardie; mais leurs amis s'emparèrent à leur place du pouvoir à Perugia, qui avait d'ailleurs toujours été assuré à la famille des Baglioni par une *balia*. Cf. Guicciardini, p. 58. Gentile de' Baglioni était fils de Guido de' Baglioni, qui, après avoir été évêque d'Orvieto, avait ensuite épousé la sœur de Pandolfo de' Petrucci de Sienne, et en avait eu Gentile. Varchi, p. 97. Il y avait encore trois autres Baglioni opposés à Orazio et à Malatesta: c'étaient Galeotto, Sforza et Braccio, frères, fils de Griffonetto de' Baglioni.

(1) *Histoire des Frundsberg*, fol. 115 b: « On pense qu'il y eut pour dix millions d'or, d'objets en or, argent et pierreries de prix, et que les taxes dépassèrent de beaucoup cette somme. » — « Les lansquenets mirent les chapeaux de cardinaux, revêtirent les longues robes rouges, et parcoururent ainsi la ville montés sur des ânes, pour s'amuser et faire des bouffonneries, etc., etc. »

Après que le duc d'Urbino se fut retiré, le pape n'espéra plus d'autre salut que par capitulation, et il conclut, le 6 juin, un traité avec les chefs de l'armée, à peu près sur les mêmes bases qu'il avait dédaignées peu auparavant. Il s'engagea à payer à l'armée impériale quatre cent mille ducats, savoir cent mille tout de suite, cinquante mille dans le délai de vingt jours, et le reste en deux mois. Il devait rester au château jusqu'à ce qu'il eût versé les cent cinquante mille ducats, avec treize cardinaux qui s'y étaient réfugiés avec lui; il devait rester prisonnier de l'armée, puis se rendre à Gaëte ou à Naples, afin d'y recevoir les ordres de l'empereur. Il devait livrer aux troupes impériales Plaisance, Parme et Modène, et recevoir une garnison dans le château Saint-Ange, Ostia, Città Castellana et Civita Vecchia. Les Colonna devaient être réintégrés dans leur situation sous le rapport spirituel et temporel, et l'on devait donner des otages pour garantir l'observation de toutes les conditions (1). Alarcon occupa avec trois escadrons espagnols et autant d'allemands le château, immédiatement après la signature du traité.

Il était impossible, avec la meilleure volonté, de remplir toutes les conditions que le pape avait acceptées. Città Castellana était occupée par les troupes de la ligue, Civita Vecchia par l'amiral du pape, André Doria (2). Parme et Plaisance, craignant de la part des Espagnols le traitement qu'avait subi Milan, refusèrent au commissaire impérial de lui ouvrir leurs portes. Modène, où Lodovico de' Rangoni (frère de Guido) n'avait que cinq cents fantassins pour toute défense, avait été attaquée dans les premiers jours de juin par le duc de Ferrare, et s'était rendue le 6 juin; le duc considérait la ville comme appartenant à ses territoires. Les Vénitiens occupèrent tout à coup Ravenne et Cervia; Sigismonde de' Malatesta même revint et s'empara de l'ancienne seigneurie de sa famille, de la ville de Rimini (1). Bref, les relations telles qu'elles avaient existé au quinzième siècle dans les États de l'Église, semblèrent se rétablir, et une série d'intérêts jusqu'alors négligés paraissait devoir acquérir une nouvelle influence.

Au milieu de toutes ces circonstances qui tendaient à rétablir l'ancien état des choses, les événements de Florence acquéraient une haute importance. La compression dans cette ville des mouvements révolutionnaires qu'on vient de décrire fut le résultat de divers accidents, tandis que l'opinion révolutionnaire elle-même ne fut que la conséquence nécessaire de l'oppression, de la tyrannie exercée sur les Florentins par le gouvernement des Medici (2). Cette opinion fut fortifiée par la manière dont les cardinaux cherchaient à tenir les bourgeois en respect au moyen des soldats à gages après le départ de l'armée de la ligue (3). Lorsque la nouvelle de la prise de Rome, et de l'embarras du pape et de ses cardinaux, se répandit à Florence, les maîtres du pouvoir de cette ville, et nommément le cardinal de Cortona, se trouvèrent dans la plus grande peine. Peu de temps avant l'arrivée du connétable devant Rome, Filippo de' Strozzi, parent des Medici, homme riche, mais qui avait de grands griefs contre Clément, était parvenu (malgré une défense générale du pape de quitter Rome pendant ce temps) à

(1) Sismondi, p. 281.

(2) Il avait encore quatorze mille *scudi* à demander au pape, et il considérait Civita Vecchia comme un gage de cette somme.

(1) Guicciardini, p. 64. Bologne ne fut conservée qu'avec peine au pape; car Lorenzo de' Malvezzi, soutenu par tous les gens d'opinion anti-papale, et même par les restes du parti des Bentivogli, essaya de délivrer la ville.

(2) Pour les payements d'argent auxquels se virent forcés les Florentins depuis le rétablissement des Medici par leur position vis-à-vis de la politique de Léon X et de Clément VII, comparez Guicciardini, p. 66 et 67.

(3) Varchi, p. 45.

se sauver à Ostia, puis à Livourne. Là il reçut, au moment où les divisions se prononçaient hautement à Florence, des lettres du parti républicain (c'est-à-dire du chef, Niccolò de' Capponi) et du cardinal de Cortona, dont chacun cherchait à l'intéresser à sa cause. Il s'abstint pour le moment d'aller à Florence, mais y envoya sa femme, donna Clarice (fille de Pietro de' Medici, qui se considérait, elle et ses enfants, après l'extinction des descendants légitimes mâles de Cosimo le Vieux, comme ayant des droits mieux acquis au pouvoir des Medici que le bâtard Clément auquel elle était très-hostile). Elle était estimée de tout le monde dans cette ville si agitée; elle y excita tant qu'elle put à la délivrance de la ville les gens qui avaient des opinions républicaines, et dit en face au cardinal de Cortona, ainsi qu'à Ippolito, qu'ils pouvaient partir, et rendre Florence à son ancienne liberté. La position du cardinal Passerini devint on ne peut plus difficile dans ces circonstances, surtout lorsque le caissier de la maison Tornabuoni (qui avait à faire les versements à la *signoria* pour Filippo de' Strozzi) refusa à Francesco del Nero, quoiqu'il eût l'argent nécessaire entre les mains, des payements sur lesquels on devait compter pour la solde des étrangers (1). Le cardinal Ridolfi et les siens à Florence étaient portés pour la liberté, malgré leur proche parenté avec les Medici, et le cardinal de Cortona ne pouvait se fier qu'au dévouement d'Onofrio da Montedoglio, capitaine de la garnison, mais dont le zèle resta stérile faute d'argent. Dans cet état de choses, le cardinal de Cortona céda aux représentations de Niccolò de' Capponi, et de Filippo de' Strozzi, qui était aussi arrivé sur ces entrefaites dans la ville, et conclut le 16 mai avec eux et leurs amis un traité, par suite duquel Ippolito et lui renonçaient à leur position politique; l'on garantissait aux Medici la possession et la jouissance de leurs biens, et pour dix ans la franchise de tout impôt, à l'exception des *decime ordinarie*. Nous passons sous silence des dispositions secondaires de moindre importance, qui concernaient particulièrement le cardinal de Cortona et sa famille.

Les personnes d'opinions républicaines étaient d'accord, et le cardinal confirma leur décision, que l'on introduirait à Florence la constitution qui avait existé avant la restauration des Medici, et que le grand conseil reprendrait ses séances jusqu'au 20 juin. La prise de Rome par un prince français et la délivrance de la ville de Florence du règne des Medici ayant été accomplies, le nom de Savonarola fut tiré de l'oubli; le peuple le déclara un vrai prophète, et tout le monde se livra à de tels transports de joie, qu'Ippolito et le cardinal de Cortona, commençant à redouter ces mouvements pour eux-mêmes, quittèrent avec Alessandro la ville (1) le 17 mai, et se rendirent par la porte de S.-Gallo à Poggio à Cajano. La nouvelle de la fin du gouvernement des Medici fut à peine arrivée à Pistoja, que les Cancellieri et les Panciatichi s'attaquèrent les uns les autres. Filippo de' Strozzi y fut envoyé pour apaiser les troubles, tandis que Niccolò de' Capponi cherchait à empêcher le peuple à Florence de piller les maisons des Medici. La crainte des troubles en général poussa le cardinal à se rendre le lendemain, avec les personnes qui étaient confiées à ses

(1) Passerini était trop avare pour exposer son propre argent dans l'intérêt du pape, car il ne lui manquait nullement. Varchi, p. 48.

(1) Le motif que Niccolò de' Capponi et Filippo de' Strozzi mirent à la fin en avant pour décider Ippolito à partir, est si comique qu'il vaut bien la peine d'être cité :

« La città se bene non era più serva, non pareva che nè anche libera chiamar si potesse; la onde cominciando molti a mormorare per le piazze e facendo cerchioni, Niccolo e Filippo consigliarono il cardinale, che per levare quel sospetto al popolo, che di già a sollevarsi cominciava, era bene, che si ritirasse al poggio dove Ippolito, che appunto si purgava, con più agio e quiete la sua purga finire potesse. » Varchi, p. 50.

soins, à Lucques. Le peuple obtint effectivement ce jour à Florence l'abolition des autorités des *otto di pratica*, qui avaient été organisées sous les Medici ; la *signoria* devait autoriser tous les bourgeois à porter les armes. Afin d'éviter le tumulte et les excès d'un parlement, les bourgeois les plus considérés du parti républicain se réunirent, convoquèrent le *consiglio grande* pour le 21, et déclarèrent qu'ils voulaient introduire de nouveau, au lieu des autorités abolies, les *dieci di guerra*, ou, comme on les appelait aussi, *dieci di balia*, et empêcher tels autres changements considérés comme populaires, mais qui pourraient donner lieu à des empiétements de la populace. Deux mille cinq cents habitants assistèrent à la première assemblée du *consiglio grande*. Ils composèrent d'une nouvelle manière les autorités des *otto di guardia e balia* et des *dieci di guerra*, et fixèrent une seconde assemblée au 24, dans laquelle on élut pour six mois un conseil des quatre-vingts. Le lendemain on reçut la nouvelle que les gouverneurs des forts de Livourne et de Pise ne voulaient pas les livrer à la ville, mais les conserver aux Medici, attendu qu'ils n'avaient pas reçu de ceux-ci les signes convenus. Le cardinal et Ippolito offrirent d'amener par leur intervention personnelle à Pise la reddition du fort; mais le dernier, qui seul quitta Lucques, et qui parla au commandant de la citadelle de Pise, l'encouragea au contraire dans sa résolution, et se réfugia ensuite à Lucques, tandis que Filippo de' Strozzi le croyait encore à Pise. En attendant, on nomma à Florence, le 27, les vingt régulateurs du nouveau gonfalonier, qui devait se trouver, depuis le 1er juin 1527 jusqu'au 1er juillet 1528, à la tête de la république, et pourrait être ensuite réélu (1). Le dernier de mai, soixante électeurs choisirent d'abord six candidats à la dignité de porte-étendard, et dans une seconde élection parmi les candidats Niccolò di Pietro de' Capponi, qui entra en fonction le 1er juin, en même temps que la nouvelle *signoria*.

Les commandants des forts de Pise et de Livourne, voyant l'impossibilité dans laquelle se trouvait le pape de les secourir, et recevant des offres d'argent de Florence, rendirent au bout de quelque temps les places qui étaient en leurs mains. C'est ainsi que le pouvoir politique de Clément VII, pendant qu'il était au château Saint-Ange, pouvait être considéré comme détruit dans les États de l'Église, aussi bien que dans le territoire de Florence, et la maison des Medici se fût difficilement relevée, si la république de Florence avait suivi le conseil de Capponi, et si elle n'avait pas renouvelé son ancien traité avec la ligue après l'expulsion des Medici.

§ III. *Histoire d'Italie jusqu'au couronnement de Charles V par le pape, en l'année* 1530.

La prise et le sac de Rome par une armée qui avait entraîné le connétable plutôt qu'elle n'avait été conduite par lui, et qui, après sa mort, était devenue une puissance politique à part, ainsi que jadis la réunion des armées lors de l'émigration des peuples, entraient si peu dans les plans de l'empereur, furent si visiblement la suite d'une série de circonstances et de rapports de positions dont l'influence était incalculable, qu'on ne doit point s'étonner si un tel événement fut considéré alors et plus tard par un grand nombre de personnes comme un jugement et un châtiment de Dieu. Charles-Quint fut lui-même si effrayé du

(1) Les dispositions des vingt donnaient encore d'autres attributions au porte-étendard de la république : « Doverse almeno aver passati li cinquanta anni. Non potesse chi fosse eletto in modo nessuno sotto alcun colore refiutare, abitasse continuamente nel palazzo in quelle medesime Stanze, e con quelle stesse commodità. che aveva il magnifico Piero de' Soderini consa-

triomphe de l'armée qui agissait à Rome sous ses drapeaux, qu'il ordonna dans les églises des prières pour la délivrance du saint-père, et qu'il fit présenter ses excuses à tous les princes (1) dont il comptait l'opinion pour quelque chose; mais cela ne lui fit pas oublier de tirer de la position du pape tout le parti qu'il lui fut possible d'en tirer avec bienséance.

Les rois de France et d'Angleterre, auxquels Charles fit des propositions qui, selon son espoir, devaient conduire à une paix générale, se lièrent formellement, le 18 août, pour délivrer le pape et les deux princes remis à Charles comme otages; ils garantirent en outre à la maison Sforza le duché de Milan, et promirent de faire passer en Italie une armée française sous Lautrec, mais en grande partie aux frais de l'Angleterre.

Mais le cardinal Cybo, qui ne s'était pas trouvé à la prise de Rome, invita, dès la fin de juillet, tous les cardinaux qui n'étaient point captifs à une assemblée qui fut tenue plus tard à Parme, et d'où l'on négocia en faveur du pape.

La peste ravageait à cette époque toute l'Italie; les soldats que le marquis del Guasto et Moncada avaient conduits à Rome (1) s'y laissèrent bientôt gagner par la contagion de l'indiscipline de l'armée bourbonnienne, et les deux chefs qu'on vient de nommer se virent obligés de fuir, afin de sauver leur vie menacée par leurs propres gens. Lannoy quitta Rome de la même manière, et mourut bientôt après à Aversa (2). Le prince d'Orange, chef proprement dit de ces troupes indisciplinées (3), s'éloigna

lario di fiorini mille d'oro per ciascun anno, da doversi ogni due mesi dal Camarlingo del monte col solito stanziamento pagare. Quanto all'autorità, vollero che oltre al supremo grado del gonfaloniere potesse oltre il proposto ordinario de' signori (la place du *proposto* s'alternait parmi les *priori*) proporre sempre tutto quello, che giudicasse o necessario o utile in alcun modo e di più intervenire come capo e proposto di tutti gli uffizi e magistrati, dove cause criminali si trattassero e in tal caso i magistrati e uffizi in palazzo alla presenza di lui radunare si dovessero, e che durante l'uffizio suo tutti i suoi figliuoli e nipoti così de' figli, come de' fratelli avessero divieto dal magistrato de' signori.» Varchi, p. 57. On décida plus tard, mais encore avant l'élection, que le gonfalonier pourrait être jugé et même condamné à mort par les capitaines de la *parte guelfa*, par les *dieci di guerra* et les *otto di balia*, ainsi que les *conservatori de' leggi*.

(1) Paruta, p. 455. Sismondi, p. 298.

(1) Douze mille Allemands, huit mille Espagnols, quatre mille Italiens. *Histoire des Frundsberg*, fol. 122 b.

(2) Varchi, p. 96. Il ne tomba malade qu'à Aversa, et mourut à Gaëte.

(3) On trouve dans l'*Histoire des Frundsberg* la description des désordres de tous genres qu'avaient fait naître dans l'armée le manque d'un chef considéré, et l'absence de discipline, la famine et la peste. Quant à ce qui concerne le prince d'Orange, on y dit, après avoir parlé de la lenteur et du peu d'exactitude des payements du pape (fol. 132 b.) : «Philibert, prince d'Orange, trompé lui-même, ne put tenir sa promesse; il dut quitter Rome au grand galop pour sauver sa vie, et arriva avec cent cinquante chevaux dans la ville de Sienne, où il resta longtemps avant d'oser se montrer aux troupes. Il vit que le pape n'avait jamais eu l'intention d'observer le traité, et qu'il ne pouvait se procurer d'argent dans les pays étrangers, etc, etc. A Sienne, un certain nombre de jeunes hommes des *monti*, des *reformatori* et du *popolo*, avaient juré en juillet d'assassiner, le jour de l'anniversaire de la victoire contre l'armée papale-florentine, les membres du *monte* des neuf. Plusieurs des neuf les plus considérés furent effectivement assassinés, et l'on commit toutes sortes de pillages et autres brigandages. Le *monte* des neuf fut alors entièrement dissous, et le *monte* des *reformatori* rétabli comme avant 1480; au *monte* des *nobili*, après que les *reformatori* en furent séparés, furent maintenant réunis les membres du *monte* des douze, qui avaient jusqu'alors été joints au *monte* du *popolo*. Le gouvernement resta donc composé de trois *monti* (les *reformatori*, les *popolari* et les *nobili*). Le prince d'Orange vint bientôt après. Malavolti, fol. 134.

aussi, sous le prétexte de vouloir organiser la constitution de Sienne, et de maintenir cette ville dans ses opinions impériales. C'est ainsi que l'armée impériale se trouvait déjà depuis quelque temps à Rome sans chef supérieur. Cette ville, qui était pleine de cadavres depuis sa première prise, et par suite des épidémies nombreuses qui l'avaient désolée, parut enfin aux soldats un séjour trop dangereux; ils se répandirent dans la contrée, conquirent et pillèrent Narni et Terni, frappèrent de contributions Spoletto, et décidèrent, par ces mouvements vers le nord, le duc d'Urbino à se retirer toujours davantage avec l'armée de la ligue.

Les lansquenets allemands, voyant que les payements ne suivaient pas les promesses de leurs capitaines, menacèrent maintenant aussi Conrad de Bemmelberg, de sorte que celui-ci se sauva une fois pour quelque temps, et demanda une autre fois avec instance à être délivré du poste de commandant. Ils perdirent un grand nombre de leurs chefs par la peste; mais ils gardaient toujours, d'intelligence avec les Espagnols, le pape et les otages qu'il avait fournis, sous leurs yeux, et faisaient de temps en temps de nouvelles capitulations de payements avec lui (1), et de nouvelles alliances avec les Espagnols, afin de chercher à obtenir, par des efforts communs, le payement de leurs réclamations. Lorsque Gaspard Schwegler, payeur de l'armée des Frundsberg, compta les lansquenets allemands à Narni, le 1er septembre ils n'étaient plus, à l'exception de peu de troupes restées à Rome, qu'au nombre de sept mille. Ce ne fut que lorsque les otages du pape, ayant profité de l'ivresse de leurs gardiens, se furent évadés au camp de la ligue (1), et que les Allemands virent qu'un séjour plus prolongé leur serait toujours plus funeste, et qu'ils s'exposeraient par là à tout perdre, qu'ils cédèrent et accueillirent les représentations que leur fit le marquis del Guasto à son retour. Le général des franciscains et un chambellan impérial étaient en outre arrivés à Rome avec des pleins pouvoirs de Charles, afin d'y prendre des dispositions concernant le pape; les envoyés arrêtèrent, après de longues négociations, le 31 octobre, une nouvelle convention, qui n'affranchit pas Clément des payements qu'il avait encore à faire, mais le mit plus à son aise (2).

L'expédition de Lautrec en Italie était déjà commencée avant que cette convention fût faite. Il quitta lui-même la cour un mois avant la conclusion formelle de l'alliance anglo-française dont on a fait mention plus haut, et se rendit dans le pays d'Asti, où ses troupes s'assemblèrent; il y avait neuf cents gens d'armes, deux cents chevau-légers et vingt-six mille fantassins, dont six mille lans-

(1) Clément ne voulut aller ni à Gaëte, ni à Naples, ni en Espagne, ce qui lui avait été accordé au bout d'un certain délai; mais il resta, malgré la peste qui y avait pénétré, dans le château Saint-Ange, occupé par des Espagnols et des Allemands.

(1) Quand Guicciardini dit (p. 95) que cela eut lieu à la fin de novembre, il a sans doute voulu mettre la fin de septembre; car le nouveau traité du pape avec l'empereur obligeait le premier à fournir de nouveaux otages, et fut conclu dès le 31 octobre. L'*Histoire des Frundsberg* (fol. 153) donne à la vérité la date du 1er décembre; et en ce cas il devrait être question des otages fournis le 31 octobre et évadés plus tard. Varchi en parle sans fixer l'époque, p. 117.

(2) Le plus court sera de citer, pour le traité, les propres paroles de Guicciardini (p. 96 et 97): «Non avversasse il papa a Cesare nelle cose di Milano e di Napoli; concedesse gli la crociata (un impôt de l'Église) in Ispagna, e una decima dell'entrate ecclesiastiche in tutti i suoi regni; rimanessero per sicurtà della osservanza in mano di Cesare Ostia e Civita Vecchia, stata prima rilasciata da Andrea Doria; consegnassegli Civita Castellana, la qual terra aveva ricusato di ammettere gl' imperiali; consegnasseli eziandio la rocca di Furli e per statichi Ippolito e Alessandro suoi nipoti....; pagasse subito ai Tedeschi, etc.»

quenets allemands (en grande partie recrutés par Rudolphe Hall en Bavière) sous le commandement du prince de Vaudemont ; les autres étaient des Gascons et Biscayens sous Pedro Navarra, des Suisses (dix mille hommes), ou enfin des soldats français (1).

Le châtelain de Musso reparut, et, cette fois à la solde française, s'empara par ruse du château fort de Monguzzo entre Lecco et Como, et vint avec deux mille cinq cents hommes à Villa di Carato; mais il y fut surpris par Leyva, et perdit presque tout son monde; quant à lui-même, il avait pris la fuite dès le commencement de l'engagement. Outre ce chef de brigands, François prit aussi à son service André Doria, qui ne parvenait pas à se procurer son argent du pape, avec huit galères, et en mit neuf autres sous ses ordres. Avec ces dix-sept galères, Doria bloqua de nouveau Gênes, tandis que Cesare de' Fregosi s'avançait avec un détachement de l'armée de Lautrec vers S.-Piero d'Arona, où il battit Agostino Spinola. Cet avantage qu'il remporta inspira au parti des Fregosi, et à tous ceux qui étaient fatigués du blocus dans la ville de Gênes, le courage de prendre les armes; l'Adorno Antoniotto se retira dans le château, et offrit d'accueillir Fregoso dans la ville, et de replacer Gênes sous la protection de la France, à condition qu'il n'y aurait point de proscriptions ni d'autres actes de vengeance personnelle. Fregoso y consentit; Antoniotto évacua aussitôt (on était dans les premiers jours d'août) le fort, et rejoignit Leyva à Milan, où il mourut bientôt après. Teodoro de' Triulzi arriva à Gênes en qualité de gouverneur français.

Lautrec avait forcé le comte Luigi de Lodrone à Bosco à la soumission; il assiégea le comte Battista de Lodrone à Alexandrie, où celui-ci commandait la garnison allemande, et le força, avec le secours de l'artillerie vénitienne, à capituler; après quoi la ville fut livrée au duc Francesco Sforza. Mais Lautrec avait reçu pour instruction de ne point trop se presser de profiter des avantages qu'il remporterait dans l'Italie supérieure, afin de ne point inspirer trop de sécurité aux Vénitiens, ce qui les engagerait à ne plus rien entreprendre contre l'empereur (1). Il se réunit en conséquence, après la prise d'Alexandrie, aux troupes que les Vénitiens avaient au nord de l'Italie, et marcha contre Milan; mais, voyant que Leyva, pour conserver la ville, mettait Pavie à découvert, il se dirigea vers cette place, dans laquelle commandait Lodovico da Barbiano, comte de Belgiojoso, et la prit d'assaut le 2 octobre. Les Français saccagèrent horriblement pendant dix-huit jours cette ville, près de laquelle leur roi avait été fait prisonnier (2). Après ce succès, les Vénitiens et le duc de Milan exigèrent la prise de Milan et la destruction du corps de Leyva; mais Lautrec, suivant les ordres qu'il avait reçus, marcha vers le midi pour tâcher de délivrer le pape.

Lautrec rencontra à Plaisance les ambassadeurs de Federigo, marquis de Mantoue, et d'Alfonso, duc de Ferrare, dont le dernier rompit le traité qu'il venait de conclure avec l'empereur, s'allia à la France, et obtint pour son fils Ercole le consentement à un mariage avec la fille de Louis XII, Renée, duchesse de Chartres et de Montargis. Le collége des cardinaux à Parme donna en fief Ferrare à Alfonso, et lui promit aussi Modène, que le duc venait de prendre au pape. Florence entra aussi en alliance avec la France, malgré les conseils contraires de Capponi; et les restes des bandes noires de Giovanni de' Medici, que la république avait pris depuis quelque temps à sa solde, et qu'elle avait renforcés (3), furent prmois, sous le commandement d'Orazio de' Ba-

(1) Sismondi, p. 305. Du reste le chiffre donné était incomplet dans toutes ces divisions.

(1) Sismondi, p. 310.
(2) *Histoire des Frundsberg*, fol. 141 b.
(3) Varchi, p. 85 et 86.

glion, comme contingent auxiliaire au général français.

Toutes ces démarches firent revivre la ligue, et son existence fut non-seulement déclarée de nouveau le 7 décembre à Mantoue, mais le pape fut remis à sa tête, quoiqu'il se fût arrangé de nouveau tout récemment avec l'empereur, et qu'il cherchât à se procurer, par la vente de sept chapeaux de cardinaux, l'argent nécessaire pour payer l'empereur et son armée. Afin que Sa Sainteté ne se trouvât plus exposée aux demandes brutales et violentes des troupes allemandes et espagnoles qui se tenaient toujours à Rome et dans ses environs, on le fit sortir le 9 décembre, déguisé, du château Saint-Ange ; il sortit à pied par une porte du jardin du palais du Vatican de Rome, et se rendit à un endroit où on l'attendait avec un courrier; il alla ensuite à Orvieto, dans le camp de la ligue (1).

Lorsque Clément se retrouva en liberté, il ne fut d'abord pas disposé à rompre le traité avec l'empereur et à entrer dans aucune entreprise de la ligue ; mais, quand les envoyés de France et d'Angleterre le pressèrent davantage, il n'eut pas assez de fermeté pour persister dans sa ligne, et il parut vouloir se conserver de tous côtés des moyens d'évasion.

Le 21 janvier 1528 se fit une déclaration de guerre solennelle de la part de la France et de l'Angleterre contre l'empereur, qui était alors à Burgos. Nous passons sous silence la marche des négociations étrangères à l'Italie entre les monarques les plus puissants d'Europe, et nous nous bornerons à rendre compte des événements qui concernent l'Italie en particulier.

Lautrec avait déjà marché, avant cette déclaration de guerre formelle, le 9 janvier, de Bologne à travers la Romagne (1) et la Marche d'Ancône jusque vers Naples. Le 10 février, il franchit le Tronto. Toutes les villes des Abruzzes ouvrirent leurs portes au général français. Les Vénitiens l'avaient secouru avec un corps de troupes, parmi lesquelles les cavaliers épirotes se distinguèrent particulièrement ; les Florentins, avec les bandes noires. Tout était favorable, tout allait heureusement mais le roi François cessa d'envoyer de l'argent, et paralysa ainsi, au moment où tout pouvait être gagné, toute l'activité de son général. Lautrec se vit obligé de se livrer à des exactions dont l'effet immédiat fut d'éloigner de lui la population des campagnes qui l'avait accueilli comme un libérateur.

Le prince d'Orange était retourné depuis longtemps à l'armée impériale, et demandait de nouveau de l'argent à Clément, afin de pouvoir mener les troupes indisciplinées de Rome et des environs vers le royaume contre Lautrec. Clément consentit, malgré ses rapports d'amitié avec la ligue, à payer encore quarante

(1) Guicciardini, p. 98 : « Fu da Luigi da Gonzaga, soldato degl' imperiali, che con grossa compagnia ii Archi busieri l' aspettava nei Prali accompagnato in fino a Montefiascone; dove ti, cen[illegible]ti quazi tutti i fanti, Luigi medesimo l'accompagnio in sino ad Orvieto, »

(1) La marche de l'armée à travers la Romagne rendit au pape tous les points qui avaient été occupés pendant sa captivité. Giovanni da Sassatello évacua le fort d'Imola, et Sigismondo Malatesta, Rimini (quoique cette affaire ait traîné plus tard en longueur). Guicciardini, p. 105. A Camerino il y avait eu précédemment un changement; Giovan Maria de' Varani, duc de Camerino, y mourut en août, ne laissant qu'une fille qu'il avait eue de son épouse Catterina Cybo. Le duc d'Urbino et Orazio de' Baglioni spéculaient là-dessus pour leurs fils ; mais Sciarra Colonna attaqua la veuve, et livra la seigneurie à un bâtard du dernier duc Ridolfo de' Varani, qui s'était maintenu dans la Rocca de Camerino, et qui régnait maintenant sous l'influence des Colonna. Varchi, p. 100. Ridolfo était gendre de Sciarra Colonna, et fut fait prisonnier plus tard, lorsque l'armée de la ligue se trouvait sous le duc d'Urbino en Ombrie, et enfermé dans le *castello delle Presse* par les gens d'Orazio de' Baglioni. Afin de le délivrer, Sciarra évacua de nouveau Camerino. Guicciardini, p. 80.



mille ducats, afin de délivrer les États de l'Église de ce fléau. Le 17 février, Philibert fit sortir les débris de l'armée impériale de la capitale, devenue déserte, de la chrétienté catholique; l'armée était réduite, par les désertions, la peste, les combats et les désordres de tout genre, à quinze cents cavaliers, quatre mille Espagnols, deux à trois mille Italiens et cinq mille fantassins allemands (1).

Le prince d'Orange et le marquis del Guasto menèrent l'armée impériale dans la contrée de Troja, après l'avoir fait passer près de Serra Capriola; car Lautrec, afin de remédier à son manque d'argent, au lieu de pénétrer jusqu'à Naples, était resté dans les contrées limitrophes de la *Capitanata*, et avait cherché à prélever l'impôt de bestiaux payable tous les ans au mois de mars. Lautrec se réunit de nouveau près de Luceria avec une division de son armée qui avait marché par un autre chemin, par les Abruzzes, sous Pedro Navarra, et qui campait maintenant entre Luceria et Troja, vis-à-vis de l'armée impériale, bien inférieure en nombre, et dont il était séparé par un ruisseau. Le prince d'Orange évita un engagement décisif, et profita enfin, le 21 mars, d'un nuage qui couvrait la contrée, pour se retirer sans être remarqué à Arriano et Atrifalda, tandis que Lautrec s'avançait devant Melfi, dans le Val d'Ofanto, prenait, le 23 mars, la ville, puis Barletta, Venosa, Ascoli et les environs, à l'exception de Manfredonia, préparant ainsi la besogne aux Vénitiens, dont la flotte enlevait, sous Giovanni Moro, Monopoli et Trani, et assiégeait le fort de Brindisi, après l'occupation de la ville. Mais toutes ces acquisitions sur la côte occidentale ne compensaient pas l'avantage que Lautrec avait perdu en laissant marcher tranquillement vers Naples l'armée du prince d'Orange, au lieu de la détruire pendant cette marche, et en laissant prendre à Moncada (qui avait été nommé vice-roi de Naples après la mort de Lannoy) et à Orange toutes les mesures pour se défendre vigoureusement.

Vers la mi-avril, Lautrec marcha enfin contre la capitale, dont la prise seule pouvait assurer ses autres succès. Il appela bientôt la flotte vénitienne pour l'appuyer. Capone, Nola, Acerra, Aversa, se rendirent aux Français, comme presque toutes les villes devant lesquelles ils parurent. Le 29 avril, l'armée ennemie arriva devant Naples, et, le 1er mai, elle campa à Poggio-Reale, avec l'intention de forcer par un blocus la ville à se rendre. Il y eut presque journellement pendant ce blocus de petits combats (1). Les soldats impériaux commirent des brigandages à Naples, comme ils avaient fait à Rome, et les habitants se sauvèrent de tous côtés; un grand nombre des premiers nobles vinrent dans le camp français, et prêtèrent au roi François le serment de fidélité. Une division de l'armée de Lautrec, sous le Romain Simone de' Tebaldi, décida la Calabre à se détacher de l'Aragon; les Abruzzes se dévouèrent alors entièrement aux Français. D'un autre côté, des épidémies ravagèrent le camp plein de bagages des Français, et le blocus était incomplet du côté de la mer; car André Doria, mécontent des chefs français, au lieu de commander lui-même les huit galères génoises que la France avait prises à sa solde, les confia à son neveu Filippino Doria, ainsi que la flotte vénitienne sur laquelle on comptait principalement, et qui s'arrêta longtemps à Brindisi. Moncada et le marquis del Guasto, espérant pouvoir attaquer et prendre les vaisseaux de Filippo avant l'arrivée des Vénitiens, les attaquèrent en conséquence le 28 mai. Mais Moncada y trouva

(1) Guicciardini, p. 117 et 118. Rome ne devait point avoir de repos, même après le départ de cette armée; car aussitôt après l'abbé de Farfa et d'autres membres de la famille Orsini, accompagnés de troupes de paysans des fiefs d'Orsini, vinrent y glaner en pillant.

(1) Orazio de' Baglioni, chef des bandes noires, fut tué le 22 mai dans un de ces combats. Ugone de' Pepoli le remplaça. Sismondi, p. 330.

lui-même la mort : son vaisseau, ainsi qu'un autre bâtiment espagnol, furent coulés à fond, et l'escadre impériale essuya une défaite complète ; la plupart des galères tombèrent entre les mains de l'ennemi ; quelques débris échappés au désastre étaient hors de service. Le marquis del Guasto et un grand nombre d'autres officiers de distinction furent faits prisonniers. Le 16 juin, la flotte vénitienne commandée par Pietro Lando vint enfin devant Naples (il y avait vingt-deux galères), et parut vouloir couper les vivres aux assiégés du côté de la mer. Le prince d'Orange se servit de sa nombreuse cavalerie légère avec le meilleur succès pour approvisionner la ville, et intercepter l'arrivée des vivres dans le camp français ; grâce à ces troupes, presque tous les petits combats avec des détachements de l'armée française furent favorables aux impériaux, et l'armée de Lautrec commença à souffrir par les épidémies, la famine et le découragement. Depuis la mi-juin jusqu'à la mi-juillet, la malignité de la maladie ne fit qu'augmenter dans le camp de Lautrec, et les hommes les plus importants, qui ne manquaient cependant pas de moyens pour s'en préserver ou s'en guérir, en étaient souvent victimes.

Tandis que les luttes pour Naples se prolongeaient, Charles et François envoyèrent de nouvelles troupes en Italie, afin de décider la question. L'empereur y envoya Henri de Brunswick ; et le roi, le comte de Saint-Pol, François de Bourbon. Tous deux devaient se diriger d'abord sur la Lombardie, et ne marcher sur Naples qu'après le succès de la première entreprise. Le duc Henri conduisit, dès le commencement de mai, six cents cavaliers et dix mille fantassins de Trente en Lombardie, où le duc d'Urbino était revenu avec ses troupes sans changer le moins du monde son système de guerre. Les troupes allemandes, après avoir franchi le 10 mai la rivière de l'Adige, vinrent jusqu'à Lodi, qu'elles assiégèrent pendant longtemps ; mais, comme elles avaient espéré trouver en Italie autant de butin que leurs devanciers, et qu'elles ne rencontraient qu'un pays appauvri et dépeuplé par les calamités de la guerre et de la peste, furieuses de cette erreur, elles exerçaient leur rage sur ce qui leur tombait entre les mains. Le duc d'Urbino se vengea par les mauvais traitements qu'il fit subir aux prisonniers allemands. Les lansquenets allemands se révoltèrent enfin avant d'avoir rien obtenu, et le duc fut obligé d'employer la force pour ramener quelques débris de son expédition à Como ; les autres étaient rentrés en Allemagne, avaient péri, ou passé dans les troupes de Leyva (1). Ce gouverneur conserva Milan, sans recevoir le plus léger secours de l'empereur, par les plus horribles exactions. La famine était si grande, qu'un grand nombre de pauvres succombaient dans la rue.

Le comte de Saint-Pol se trouvait avec son armée dans les Alpes, lorsqu'il apprit que le duc de Brunswick rentrait dans son pays. Après son arrivée en Lombardie, il concerta ses opérations avec celles du duc d'Urbino, et ils parvinrent à prendre Pavie, qui sur ces entrefaites avait été de nouveau occupée par des troupes impériales ; mais, avec le système suivi par le duc et le manque d'argent dans lequel le roi le laissait, il était si peu en état de faire quelque chose de décisif, que lui aussi restait sans aucune influence sur les affaires de Naples.

La misère causée par la famine et les épidémies était arrivée au plus haut degré dans l'armée de Lautrec, comme dans celle du prince d'Orange, et les deux parties belligérantes semblaient devoir se consumer, lorsque André Doria, mécontent de la manière dont le roi l'employait, le paralysait dans ses entreprises, en lui adjoignant des hommes comme Lorenzo da Ceri, et, sans le payer, se réservait les rançons que lui, Doria, était en droit de réclamer, se plaignit hautement. L'expression du mécontentement personnel de Doria amena la nomination du seigneur de Barbezieux, François de la Rochefoucauld, à la dignité d'amiral dans les mers du Levant,

(1) Guicciardini, p. 148.

tandis que la capitulation de Gênes et les franchises et droits de cette ville étaient méconnus de la cour de France, et que le roi blessait ainsi l'orgueil national du héros ligurien (1). François Ier s'était proposé de ruiner Gênes en attirant le commerce à Savone, qu'il éleva au rang de ville française, et qu'il fortifia. Comme le traité de solde de Doria avec le roi de France allait expirer le 30 juin, il envoya de Gênes, où il demeurait, un député au roi, et lui fit demander satisfaction des torts, préjudices et retenues que l'on s'était permis à son égard, et en même temps justice pour Gênes, dont les habitants s'étaient adressés à lui. Lautrec, qui pénétra les vues du Génois, parce que celui-ci avait donné à son neveu Filippino l'ordre de ne plus bloquer Naples aussi rigoureusement, expédia également un message au roi pour lui représenter les suites funestes que pouvait avoir un refus opposé à Doria. Mais on était inaccessible à la cour à ce genre de représentation, et le nouvel amiral reçut l'ordre de prendre à Gênes le commandement supérieur des vaisseaux génois et français, et de faire arrêter, s'il était possible, André Doria lui-même. Mais celui-ci n'attendit pas l'arrivée de Barbezieux à Gênes, et se rendit avec la flotte à Lerici (2), où il déclara à l'envoyé français qui vint l'y trouver qu'il voulait bien remettre les galères françaises à Barbezieux, puisqu'elles appartenaient au roi, mais qu'il garderait les autres, attendu qu'elles étaient son bien. Il avait entamé en même temps avec le marquis del Guasto, qui avait été fait prisonnier par son neveu, des négociations, et il envoya enfin le 20 juillet, un messager en Espagne, chargé de transmettre à la cour impériale les conditions de son service. Il voulait prêter à l'empereur le secours de douze galères pour soixante mille ducats par an, si toutefois celui-ci reconnaissait Gênes comme Etat libre et indépendant, et comme suzerain de Savone et de toute la côte ligurienne dans l'ancienne acception du mot. Filippino quitta, dès le 4 mai, avec ses vaisseaux la baie de Naples, et aussitôt que l'empereur eut accepté les conditions d'André, celui-ci entra à son service (1).

La flotte vénitienne avait aussi quitté, le 15 juillet, le voisinage de Naples, afin de s'approvisionner sur les côtes de Calabre; et quoique Barbezieux parût dès le 18 avec ses vaisseaux, il n'apporta point à Lautrec les renforts et l'argent que celui-ci avait espérés. Le général français n'était pas en état de continuer le blocus avec la rigueur qu'on avait employée jusqu'alors. L'armée impériale à Naples se trouva bientôt dans l'abondance. Le prince de Vaudemont était près de mourir au camp français; Lautrec tomba malade, et le manque de vivres se fit sentir cruellement. Le 2 août, sur vingt-cinq mille hommes qui avaient été en état de porter les armes un mois auparavant, il ne se trouvait plus que quatre mille capables de servir. Pedro Navarra et Camillo de' Triulzi étaient aussi malades, et le marquis de Saluzzo et Guido de' Rangoni, qui s'étaient joints à l'armée, étaient les seuls chefs que l'épidémie eût épargnés. Lautrec mourut enfin dans la nuit du 15 au 16 août, et comme sa fermeté, qui tenait de l'obstination, avait seule été capable de soutenir si longtemps l'entreprise, que le commandement supérieur de l'armée française était échu en partage au marquis de Saluzzo (car le prince de Vaudemont était aussi mort sur ces entrefaites), on pouvait prévoir le prochain abandon de toute l'entreprise, quand même Doria ne fût pas arrivé à cette époque à Gaëte avec ses douze galères. Les chefs impériaux à Naples poussaient déjà leurs sorties jusque vers Capoue, Nola et Aversa, et le secours que l'armée française pouvait espérer pour se retirer sans danger devait lui venir par Lorenzo da Ceri, qui avait été envoyé avec la plus grande partie des fonds

(1) Sismondi, p. 343 et 344.
(2) Guicciardini, p. 459.

(1) Sismondi, p. 347.

apportés par Barbezieux dans les Abruzzes, afin d'y recruter des hommes à cheval et à pied.

Le marquis se hasarda enfin, pendant une nuit orageuse (c'était celle du 29 août), à lever le camp. Il se trouvait avec Rangoni à l'avant-garde. Pedro Navarra, qui s'était rétabli, commandait le centre; Pompéran et Camillo de' Triulzi menaient l'arrière-garde. On se mit en marche sans musique et sans bruit, après avoir abandonné les instruments de siége et la plus grande partie du bagage; mais, bientôt après le point du jour, l'armée française fut atteinte par la cavalerie impériale qui la poursuivait, et, quoique les bandes noires, renforcées par des secours venus de Florence, se défendissent avec courage, elles furent cependant culbutées. Un grand nombre de soldats, affaiblis par les maladies, se traînaient avec peine; le désordre fut bientôt général; le centre se dispersa également, et Pedro Navarra fut pris; l'avant-garde parvint seule sans encombre à Aversa, où l'on accueillit les fuyards. Le prince d'Orange parut bientôt avec l'infanterie impériale, et pointa ses canons sur la ville que les Français avaient abandonnée. Le marquis fut grièvement blessé au genou; on fit, à coups de canon, une brèche aux murs d'Aversa, et Capoue s'étant livrée au général impérial, Fabrizio Maramaldo, le marquis ne vit plus de possibilité à tenir dans Aversa, ni à se frayer un passage vers les Abruzzes; il donna au comte Guido de' Rangoni l'ordre de se rendre au camp ennemi, et de chercher à obtenir une capitulation. Elle fut accordée. La ville et la forteresse d'Aversa, avec toutes les munitions de guerre, avec les drapeaux et les armes de l'armée française, furent livrées au général impérial; le marquis et tous les officiers de son armée furent faits prisonniers (1); tous les simples soldats, même ceux qui avaient été pris précédemment, devaient jouir de la faculté de retourner en France, en s'engageant à ne point servir de six mois contre l'empereur. Les malades, qu'on entassait maintenant dans de sales hôpitaux, et qui étaient trop nombreux pour obtenir les soins nécessaires, mouraient en plus grand nombre que dans le camp, et l'on pouvait considérer toute l'armée de Lautrec comme détruite. Le nom des bandes noires, dont le chef, Ugone de' Popoli, mourut à Capoue, fut anéanti pour toujours. Le marquis de Saluzzo succomba aussi à sa blessure, et Pedro Navarra, comme transfuge espagnol, fut condamné par Charles à être publiquement décapité; mais le gouverneur du château à Naples, chargé de l'exécution, voulant préserver le vieillard du contact du bourreau, l'étrangla ou l'étouffa sous des matelas en secret. Le prince d'Orange devait à son armée encore huit mois de solde, lorsqu'elle eut pris et pillé Aversa; ayant été nommé vice-roi par l'empereur, il fit exécuter un grand nombre de feudataires qui s'étaient détachés du royaume pour se vouer aux Français, et fit confisquer leurs biens afin de satisfaire son armée; d'autres durent racheter leur vie par de fortes sommes. Quelques nobles, tels que le duc de Gravina, le prince de Melfi, et Federigo Caraffa, soutenus par les Vénitiens et les Français restés en garnison dans d'autres villes, continuèrent la lutte contre l'armée impériale (1). Aussitôt que, grâce à la tournure des affaires napolitaines, l'armée impériale eut obtenu un triomphe complet, et que la coopération de Doria fut devenue superflue, celui-ci se dirigea vers Gênes, où Triulzo n'avait que peu de troupes à sa disposition, et ne pouvait obtenir de renforts à cause de la crainte de la peste, qui faisait aussi ses ravages à Gênes. Le gouverneur français se vit obligé par ces circonstan-

(1) A l'exception du comte Guido, parce qu'il avait négocié la capitulation. Guicciardini, p. 168.

(1) Lorenzo degli Orsini da Ceri et l'abbé de Farfa, qui était aussi de la famille des Orsini, furent de ceux qui restèrent dans les Abruzzes. Guicciardini, p. 168.

ces de se retirer dans le *castelletto*, et il comptait, pour s'y maintenir, principalement sur la flotte de Barbezieux, qui arrivait de Naples, et amenait encore quelques détachements de troupes. Mais Doria se fut à peine laissé voir, le 12 septembre, avec ses vaisseaux devant Gênes (1), que Barbezieux se retira à Savone. Le neveu de Doria, Filippino, et Cristoforo de' Palavicini, conduisirent de nuit cinq cents hommes dans la ville; les Génois prirent les armes, et les Français se trouvèrent bientôt réduits au *castelletto*. Triulzo demandait trois mille hommes du comte de Saint-Pol à Pavie; mais le duc d'Urbino mit des retards à ce secours, et quand cent lances et deux mille fantassins arrivèrent à Gavi, les Génois avaient déjà occupé les défilés. Saint-Pol voulut au moins faire renforcer la garnison de Savone; mais cela ne lui réussit pas davantage, et Savone dut se rendre le 21 octobre aux Génois, ainsi que le *castelletto*, qui fut rasé; le port de Savone fut comblé (2).

La délivrance de Gênes était du reste l'entreprise la moins difficile; car les Génois s'étaient déjà souvent affranchis de la domination d'une manière ou d'une autre; mais ils n'avaient jamais su se créer une indépendance durable. Ce qu'il y avait de plus difficile, c'était d'organiser le gouvernement de telle sorte que les intérêts de parti et de famille se trouvassent subordonnés aux intérêts de l'État, plus élevés et plus généraux. La domination des Français, par laquelle tous les partis se trouvaient également opprimés, avait, sans contredit, facilité et même préparé l'établissement d'un meilleur ordre de choses; car on avait organisé, peu de temps avant le renouvellement de la domination française, un collége de douze *reformatori*, qui devait examiner et corriger les lois et institutions de la ville (3), et qui était resté en activité pendant la durée du

(1) Varchi, p. 167.
(2) Sismondi, p. 363, Guicciardini, p. 177.
(3) Varchi, p. 169.

pouvoir étranger. Le résultat de ces travaux pouvait devenir utile, au moins en partie, à ce nouvel Etat libre; car Barberieux eut à peine quitté le port de Gênes, que le sénat chargea le collége de proposer un mode de gouvernement qui, avant toutes choses, mît fin à toutes les divisions précédentes.

Les *reformatori* pensèrent que, pour atteindre ce but, il fallait une nouvelle organisation de tous les *casati* ou de toutes les tribus de la noblesse; car toutes les familles, même celles d'origine bourgeoise, qui avaient joué pendant quelque temps un rôle important dans les affaires de la ville, étaient non pas unies par les liens du sang, mais attachées par une communauté d'intérêts, et ces familles prenaient les mêmes noms patronymiques, les mêmes armoiries, et formaient des associations qu'on peut appeler des corporations de noblesse, comme les *alberghi* et les réunions de l'ancienne chevalerie de Gênes, puisque les familles d'origine populaire qui se mettaient à la tête de ces associations devaient jouir d'une espèce de noblesse factice. On convint maintenant que toutes les anciennes familles génoises qui possédaient des biens-fonds n'auraient pas moins de priviléges que les Guelfes et les anciens nobles. Toutes ces familles devaient former l'ensemble de la noblesse génoise, et chacune d'elles qui possédait six maisons habitées à Gênes devait composer un *albergho* ou corporation de noblesse; les races moins riches devaient se joindre à ces corporations. Les Adorni et Fregosi devaient seuls en être exclus, ne devaient point former d'*alberghi*, mais se dissoudre et se fondre dans d'autres corporations. La noblesse se partagea de cette façon en vingt-huit *alberghi* ou *casati*, dont les noms étaient les suivants (1): Doria, Calvi, Catani (ou Cattanei), Centurioni, Cibo (ou Cybo), Cicada, Fieschi, Franchi, Fornari, Gentili, Grimaldi, Grilli, Giustiniani, Imperiali, Interiani, Lercari, Lomellini, Marini, Negri,

(1) Sismondi, p. 369.

Negroni, Palavicini, Pinelli, Promontori, Spinola, Salvaghi (Salvaggi), Sauli, Vivaldi et Ususmari.

Mais, pour que cette organisation en vingt-huit *alberghi* amenât l'abolition des anciens intérêts de parti, il ne suffisait pas que les Adorni et les Fregosi fussent distribués dans les diverses corporations : l'on chercha encore à transporter à dessein les personnes qui avaient jusqu'alors eu des opinions guelfes dans des *alberghi* gibelins, et des personnes d'opinion gibeline dans des *alberghi* guelfes; on veilla à ce que chaque *albergho* eût des membres de la faction Adorni et Fregosi, de la faction gibeline ou guelfe, de la faction noble ou populaire, de sorte que si la race qui donnait son nom eût voulu conserver les souvenirs de ce temps de parti, cela lui fût devenu impossible par l'association des familles réunies sous un seul nom (1).

Dans les vingt-huit *alberghi*, on choisit plus tard un sénat de quatrecents membres, dont les divisions sortaient à des époques régulièrement fixées, et faisaient place à d'autres, de sorte que personne ne pouvait rester sénateur plus d'un an. L'influence principale de ce sénat consistait dans la faculté de nommer à toutes les autres fonctions et dignités de la république. Ces fonctions ou dignités étaient principalement : 1° celle de *doge*, qui plaçait le citoyen qui en était revêtu, à peu près comme les anciens doges, à la tête du gouvernement, et en faisait le représentant de la république; 2° l'autorité de la *signoria*, qui se composait de huit *signori*, se tenant à côté du doge, comme les *priori* de Florence à côté du gonfalonier, comme les *signori* à côté du doge de Venise, tantôt pour l'aider, tantôt pour limiter son pouvoir, et dont deux membres devaient constamment demeurer dans le palais dogal; 3° huit *procuratori del commune*, qui formaient un collége chargé de diriger spécialement l'administration intérieure, et dans lequel le doge avait également la présidence; 4° cinq *sindaci*, ou *censori*, auxquels était confié, toujours pour quatre ans, le contrôle des affaires de l'État; 5° et finalement un *conseil* plus intime de cent membres, qui ne restaient pas en place deux ans comme les autres autorités (à l'exception du sénat et des *sindaci*), mais seulement une année.

Les concitoyens d'André Doria avaient voulu le nommer premier doge pour toute sa vie; il refusa cet honneur, ainsi qu'il avait rejeté précédemment l'offre de l'empereur de lui procurer le pouvoir suprême à Gênes, et il obtint que la dignité de doge ne serait conférée que pour deux ans. Ce fut Uberto Lazario de' Cattanei qui fut le premier doge. On voulait aussi le nommer exceptionnellement censeur pour toute la durée de sa vie, mais il n'accepta cette dignité que pour quatre ans, comme les autres. Tout semblait maintenant bien organisé, à l'exception des affaires du *popolo minuto*, qui n'était pas plus admis dans ces institutions que les habitants de la campagne, dont les membres n'avaient que des droits de bourgeoisie précaire sans participation aux pouvoirs publics, et qui n'étaient par conséquent que des sujets. La seule concession qu'on eût faite aux individus de cette classe sous le rapport politique, était la faculté d'être reçus dans les *alberghi* quand ils se seraient rendus dignes de cette distinction par leur éducation et leur patriotisme.

Le gouvernement de Florence constitua une différence semblable entre les bourgeois de l'État proprement dits et les sujets de l'État parmi les habitants de la ville, mais sans attacher des honneurs de noblesse aux droits de bourgeoisie; car nulle famille qui n'eût acquis pour cela des droits antérieurement à la restauration des Medici ne pouvait prendre part au grand conseil. Tout individu qui voulait figurer parmi les candi-

(1) Aucun événement ne m'a démontré aussi clairement l'intention et l'influence de la nouvelle organisation de *Clisthènes* à Athènes, que ce partage de races des citoyens de Gênes après la délivrance de cette ville par André Doria.

dats aux dignités et fonctions publiques devait prouver qu'il était *statuale*, c'est-à-dire que le nom d'un de ses deux ancêtres les plus proches du côté du père avait été déposé dans les urnes électorales pour la *signoria*, pour les collègues, ou pour les *buonuomini* (1).

Mais il s'éleva bientôt parmi les *statuali* eux-mêmes une opposition, comme celle qui s'était déclarée parmi les partis au temps de Savonarola; car les uns cherchèrent à resserrer le pouvoir de l'État, les autres à le maintenir dans une ligne démocratique. A la tête de la première faction se trouvait le gonfalonier Capponi lui-même, qui se rappelait sans doute les suites funestes de la tendance démocratique qu'avait favorisée Soderini. On appelait ce parti des *ottimati*, et comme tous ceux qui avaient jadis été liés avec les Medici penchaient de ce côté, on les accusa du dessein secret de ramener cette famille au pouvoir. La faction opposée qui voulait, comme on disait, le *stato largo*, s'intitulait des *popolani*; son intention n'était pas de faire participer au gouvernement d'autres hommes que les *statuali*; seulement elle ne voulait pas qu'il se formât parmi ceux-ci une nouvelle oligarchie. Un grand nombre d'hommes riches et nobles de la ville se rangèrent du parti des *popolani*, ne fût-ce que par inimitié envers les Capponi et les amis des Medici. On appelait aussi ce parti *arrabbiati*, et comme la faction des *ottimatti* cherchait à attirer le bas peuple, avec lequel il ne pouvait y avoir lieu à rivalité sous le rapport politique, et que Capponi était un partisan des doctrines de Savonarola, ou voulait passer pour tel, d'anciens partis semblèrent revivre dans celui-ci. Ce fut messer Baldassari de' Carducci qui se mit à la tête des *arrabbiati* (1).

Le châtiment de Rome, l'humiliation du pape, et la nouvelle délivrance de la ville, ne servirent pas seules à ranimer à cette époque dans tous les cœurs le souvenir de Savonarola. Un nouveau prédicateur, Fra Bartolommeo de Facuja, marcha aussi sur ses traces, et la maladie pestilentielle qui rava-

---

(1) La composition et l'importance de la *signoria* sont connues. On appelait *collegi* ou *compagni de' signori* les porte-étendards des compagnies bourgeoises, dont il y avait quatre dans chacun des quatre quartiers de la ville, par conséquent seize en tout. Il y avait dans le quartier Oltrarno ou S.-Spirito les compagnies la *Scala*, *il Nicchio*, la *Sferza* et *il Drago;* dans le quartier S.-Croce, *il Careo*, *il Bue*, *il Lion Nero*, le *Ruote;* dans le quartier S.-Maria-Novella, la *Vipera*, l'*Unicorno*, *il Lion Rosso*, *il Lion Bianco;* dans le quartier de S.-Giovanni, *il Lion d'Oro*, *il Drago*, *il Vajo* et la *Chiave*. Ces noms avaient été pris des symboles de leurs étendards. On appelait *buonuomini* ou collègues les douze conseillers attachés à la *signoria*. Comp. sur la constitution de l'époque Varchi, p. 67 sq. Neumann, dans sa traduction de l'écrit de Leonardo Aretino sur les institutions de Florence, a faussement rendu, p. 81, le mot φυλαί par celui de *corporations :* il s'agissait plutôt de ces compagnies bourgeoises. On disait de toute personne qui pouvait prouver que le nom de son père ou de son grand-père paternel avait été déposé dans l'urne électorale pour la *signoria*, la dignité de porte-bannière, ou pour le collége des *buonuomini*, qu'il avait le *stato*, qu'il était *statuale*. Tous ces individus devaient payer en outre les *decime ordinarie*, et être inscrits dans les *libri del comune*. C'est pourquoi ils s'appelaient aussi *sopportanti*. On pouvait toutefois être *sopportante*, c'est-à-dire payer les impôts de la ville sans avoir le *stato*. Ceux qui avaient le *stato*, ou les *cittadini*, devaient être inscrits en outre dans les sept corporations supérieures ou dans les quatorze inférieures, dont les premières avaient droit à trois quarts, et les secondes à un quart des emplois de la république. Les premiers s'appelaient *cittadini della maggiore*, les seconds *cittadini della minore*; mais il y en avait, proportion gardée, si peu des derniers, qu'ils avaient une plus grande part aux emplois avec leur quart, que les premiers avec leurs trois quarts. Comp. Sismondi, p. 377

(1) Tous les *popolani* étaient des *piagnoni*, c'est-à-dire des partisans de Savonarola; mais tous les *piagnoni* n'étaient pas *popolani*, car Cappioni et un grand nombre de ses partisans étaient aussi *piagnoni*. Varchi, p. 72.

gea Florence en 1527 encore plus cruellement que les années précédentes, fut un motif suffisant pour ramener les hommes à des méditations religieuses. Dès les premiers jours de juillet de l'année ci-dessus mentionnée, il mourut journellement des centaines d'hommes, et pendant trois jours on en vit périr plus de cinq cents par jour à Florence et dans ses environs. Beaucoup d'habitants quittèrent la ville, et les affaires publiques semblaient en stagnation, parce qu'on ne pouvait plus rassembler le nombre de membres fixé par la loi, de sorte qu'on fut obligé soit de diminuer ce nombre, soit d'employer la force pour obliger les membres d'assister aux séances des colléges (1). Le gonfalonier profita de l'absence de ses adversaires pour se faire autant d'amis que possible, et pour disposer ceux qui penchaient déjà de son côté en faveur de ses idées. Seulement au commencement de novembre la peste cessa tout à fait. Florence avait aussi craint à plusieurs reprises l'invasion des hordes de Rome, lorsque celles-ci marchèrent vers l'Ombrie, ravageant tout sur leur passage; et quand Niccolò de' Capponi parla avec chaleur dans une séance du grand conseil, le 9 février 1528, des décrets de Dieu et de ses châtiments, les assistants, excités par les événements qui avaient eu lieu, se sentirent touchés par la grâce de Dieu, et à la fin du discours ils se jetèrent tous à genoux avec leur porte-étendard, invoquant à haute voix la miséricorde du Tout-Puissant. Dans leur exaltation, ils déclarèrent que le Christ régnerait désormais dans leur cœur, comme son esprit dans leur État, et qu'il serait leur roi éternel (1).

Malgré les railleries des personnes mondaines, dont il y avait même bon nombre dans le grand conseil, qui s'était laissé entraîner, Capponi fut réélu *gonfaloniere* l'année suivante, et le peuple honora son caractère, qui avait mené à bien plus d'une nouvelle institution bonne et utile (2). Il rendit de son côté, le 6 novembre 1528, les armes aux bourgeois, par une proposition qui fut transformée le jour même en loi (3). On chargea Stefano della Colonna de Palestrina d'organiser la nouvelle milice bourgeoise.

Toutes ces améliorations de l'état civil et militaire de Florence ne suffisaient pas pour

---

(1) Varchi, p. 90 : « Perche la maggior parte de' cittadini e specialmente de' più grandi e ricchi si erano dalla città allontanati fue una provvisione che il consiglio grande solamente due volte la settimana, se la signoria altrimente non disponesse, il mercoledì ed il venerdì adunar si dovesse, che il numero sufficiente fussero quattro centi, salvo che nel vincere le provvisioni ed in alcune altre cose di maggior importanza nelle quali il numero di ot centi necessariamente si ricercava. E perchè anco il detto numero più agevolmente avere si potesse, si mandò un bando non ostante che molti a più affezionati o più ambiziosi mai non vi mancassero sin dalle villè per intervenirvi partendosi, che tutti i capi delle famiglie dovessero nella città ritornare. »

(1) Varchi, p. 122. Sismondi, p. 383. On mit l'inscription suivante au-dessus de la porte principale du palais :

I. H. S.

Christo regi suo Domino dominantium Deo summo op. maximo liberatori, Mariæque Virgini reginæ dicavit, anno S. 1527.

S. P. Q. F.

(2) L'organisation d'une nouvelle cour d'assises criminelle, la *quarantia*, en fait partie. Comparez à ce sujet Varchi, p. 78. Cet écrivain n'est pas très-épris des institutions de Capponi, et s'en prend à sa pieuse vanité et à l'influence des moines de Saint-Marc de ce qu'il trouve à blâmer à ces nouvelles institutions. Au sujet de la nouvelle organisation des impôts, voyez Sismondi, p. 386, et Varchi, p. 140.

(3) Il s'était formé précédemment, de jeunes hommes des familles qui avaient le *stato*, une *guardia* volontaire qui faisait son service au palais, mais qui était si complétement dominée par les *arrabbiati*, que Capponi commença à la redouter, et préféra organiser une garde bourgeoise, comme celle qui avait existé sous les porte-étendards des compagnies bourgeoises.

donner à la république de la consistance contre les armes partout victorieuses de l'empereur. Les Florentins auraient dû se joindre aux forces impériales après leur délivrance; mais ils n'en firent rien, malgré toutes les représentations des Capponi, Machiavelli et Alamanni, par une singulière prédilection pour les Français, qui avaient cependant jusqu'alors presque toujours porté malheur à la république.

André Doria, qui s'intéressait à la conservation de la liberté de Florence, ne fût-ce que pour protéger celle de Gênes, fit tout ce qu'il put pour détacher encore à temps les Florentins de leur alliance avec la France; car à Charles-Quint, qui attachait un grand prix à une réconciliation avec le pape, Clément offrit cette réconciliation en échange de la restitution de la souveraineté de Florence à la maison Medici. Aussitôt que les Florentins furent instruits du danger qui les menaçait, ils expédièrent Luigi degli Alamanni à Barcelone, et il se trouva que la république ne put empêcher l'empereur de signer le traité dont il était convenu avec Clément que par des offres avantageuses brusquement présentées, tandis qu'André Doria s'engageait à procurer à la république la grâce de l'empereur, à condition toutefois qu'on ne perdrait pas de temps; mais toutes les représentations des plus sages, tous les avis des conseillers les plus considérés et des hommes les plus en crédit de Florence, furent vains, et cet État résolut de rester fidèle à son alliance avec la France, quoique le roi n'eût plus en Italie (après la destruction de l'armée de Lautrec) que les troupes commandées par le comte de Saint-Pol; et ces troupes mêmes n'étaient pour ainsi dire d'aucun service, car le roi ne leur envoyait pas les fonds nécessaires. Le comte n'administrait pas avec probité l'argent qu'il recevait (1); et le duc d'Urbino avait amené par ses hésitations une telle mésintelligence avec le général français, que celui-ci ne put gagner dans le dernier temps que les châteaux de Serravalle, S.-Angelo et Mortara.

Leyva avait reçu un renfort de deux mille fantassins espagnols; mais, comme ils étaient entièrement dénués de moyens de se vêtir et de se nourrir (1), leur présence ne fit qu'accroître, s'il était possible, les maux des Milanais, et souvent ils enlevaient aux gens qu'ils rencontraient dans les rues leurs habits et leurs chaussures. Le comte de Saint-Pol, le duc d'Urbino (2) et le duc de Milan tinrent pendant quelque temps, dans le printemps de 1529, leur monde réuni près de Marignano; s'étant convaincus ensuite de l'impossibilité d'obtenir avec l'état de leurs troupes et la divergence de leurs opinions un résultat quelconque, ils se séparèrent. Le premier alla à Landriano, où il arriva le 19 juin; le second se rendit à Cassano, et le troisième à Pavie. Un temps pluvieux qui survint, et qui empêcha le transport de l'artillerie, retint Saint-Pol à Landriano jusqu'au 21. Le lendemain matin de ce jour, il fut attaqué par Leyva, et fait prisonnier avec plusieurs de ses officiers les plus distingués (3). Les débris de l'armée française se dispersèrent ou retournèrent en France.

Dès le mois de mai, les cours de France et d'Allemagne avaient décidé que Marguerite d'Autriche (duchesse douairière de Sa-

(1) Sismondi, p. 392.

(1) Varchi (p. 172) dit de ces gens : « Questi perch' erano malvestiti e peggio calzati e in somma come gente fatta in fretta non pagata o bisognosa, di tutte le cose, furono chiamati bisogni. »

(2) Celui-ci, avant de consentir à un mouvement de troupes dans le voisinage de Milan, avait quitté pour quelque temps le camp vénitien parce qu'il avait appris qu'Orange voulait marcher contre l'Ombrie et la Toscane, expulser de nouveau les Malatesta de' Baglioni de Perugia, et ramener les Medici à Florence; inquiet pour sa propre puissance, il voulut voler à leur secours; mais, ayant appris qu'Orange avait conçu d'autres plans, il revint sur ses pas.

(3) Varchi, p. 223.

voie, tante de Charles V, et gouvernante des provinces de la maison d'Habsburg, dans les Pays-Bas) et Louise de Savoie (duchesse d'Angoulême et mère de François I[er]) négocieraient à Cambrai la paix entre l'empereur et le roi de France. Bientôt après l'anéantissement de la seconde armée française en Italie, le 7 juillet, ces deux dames arrivèrent dans la ville ci-dessus mentionnée, occupèrent deux maisons voisines, négocièrent sans témoins, et mirent le plus grand secret et la plus grande ardeur à leurs démarches. Dans l'intérêt de ces négociations, François I[er] dut éviter de paraître aussi abandonné qu'il l'était effectivement en Italie; il engagea donc le duc de Milan et les républiques de Venise et de Florence à faire de nouveaux efforts contre l'empereur, et il leur permit d'aller en personne à leur secours avec deux mille lances, mille hommes de cavalerie légère et vingt mille fantassins. Le pape, malgré la neutralité dans laquelle il était obligé de persister à cause de son dénûment, avait donné à la ligue, et en particulier à la France, les promesses les plus formelles d'attachement, tandis qu'il avait négocié avec l'empereur; de telle sorte que ses alliés devaient être victimes, d'autant plus sûrement que Florence se trouvait en outre en relations très-hostiles avec le pape, comme chef des Medici, et qu'on ne pouvait décider Venise à renoncer de nouveau à Ravenne et Cervia qu'elle occupait. L'empereur, qui trouvait assez de motifs pour désirer la paix, non-seulement dans l'état de dénûment de ses troupes en Italie malgré les avantages acquis, mais encore dans la situation des possessions de la maison de Habsburg hors d'Italie, et dans les troubles de l'empire d'Allemagne, avait conclu, dès le 20 juin, un traité avec le nonce du pape (l'archevêque de Capoue, Nicolas de Schomberg), par lequel Clément obtenait beaucoup, mais sacrifiait les Etats de la ligue d'une manière honteuse. Par ce traité, on donnait à Charles le royaume de Naples en fief, et toute redevance à payer au siége papal se bornait à une haquenée blanche. Clément reçut en échange la promesse que l'empereur obligerait les Vénitiens à rendre Ravenne et Cervia, et le duc de Ferrare à restituer Modène, Reggio et Rubiera, mais le tout sans préjudice aux droits de l'empire; que Charles aiderait à soumettre Florence à la maison de' Medici; qu'il marierait sa fille naturelle, Marguerite, à Alessandro de' Medici (1), et qu'il abandonnerait le sort du duché de Milan à la décision d'arbitres impartiaux. La conclusion de la paix négociée par les deux princesses à Cambrai suivit de deux mois (le 5 août) ce traité conclu à Barcelone; François y sacrifiait ses alliés d'une manière encore plus ignominieuse que n'avait fait Clément, et il alla même jusqu'à s'engager à ne donner à aucun des sujets de Charles qui aurait porté les armes contre son maître un asile dans ses Etats. L'empereur au contraire avait songé dans ce traité de paix à tous ses amis, aux héritiers du connétable de Bourbon, au prince d'Orange, etc., etc. Quant à ce qui concernait l'Italie, le roi de France renonçait à tous les droits qu'il avait fait valoir sur les territoires de ce pays. Il s'excusa auprès de Baldassari Cardoni, ambassadeur des Florentins (2), en

(1) Il était alors chef temporel de la maison de Medici; car Ippolito avait été élevé à la dignité de cardinal par Clément VII, lorsque celui-ci crut sa vie en danger à la suite d'une fièvre. Varchi, p. 187. Clément espérait sans doute assurer ainsi au mieux les intérêts de sa famille pour l'avenir; mais, comme Alessandro passait pour son fils, et que celui-ci devint par la suite duc de Florence, les mauvaises langues trouvèrent matière à médisance. Pour le traité de l'empereur avec le pape, voyez Varchi, p. 224 sq. On y dit au sujet d'Alessandro : « Promise la maestà Cesarea dare in matrimonio Margherita sua figliuola naturale ad Alessandro Medici con dote di venti mila ducati di rendita nel regno di Napoli con titolo di duca overo di marchese e otto mila in altri luoghi a beneplacito di sua maestà ! »

(2) Le parti des Capponi avait éloigné cet adversaire principal en lui donnant une mission en France. Varchi, p. 173.

disant que ce traité n'était qu'un simulacre de paix à l'effet de se faire restituer ses fils donnés en otage à Charles V, et qu'il ne songeait pas en réalité à abandonner les Florentins.

L'empereur avait fait venir sur ces entrefaites André Doria à Barcelone, lui avait donné en fief le duché de Melfi, puis il s'embarqua, le 29 juillet, sur une galère de la flotte génoise qui devait le transporter en Italie. Le voyage rencontra une foule d'obstacles. Le 12 août, Charles aborda à Gênes; il était accompagné de mille cavaliers et de neuf mille fantassins; huit mille lansquenets allemands l'attendaient en Lombardie, outre les Espagnols et les Allemands qui s'y trouvaient déjà établis. Une partie des débris de l'armée bourbonnienne (trois mille lansquenets allemands et quatre mille Italiens, les derniers sous le Calabrois Maramoldo), sous Orange, se réunit en même temps à Aquila. Le marquis del Guasto assiégea avec les autres débris (les Espagnols) Monopoli contre les Vénitiens.

Les Etats ligués d'Italie ne se laissèrent pas effrayer par ce déploiement de forces. Malatesta retint d'Orange, qui marchait d'Aquila vers l'Imbrie , près de Perugia, et le roi de France ne cessait de promettre des secours très-prochains. Mais l'empereur lui-même avec son immense armée se trouva dans l'embarras, à cause de la possession des Etats de la maison de Habsburg hors d'Italie, des affaires d'Allemagne et du manque d'argent. Il était donc disposé à traiter les Etats ligués avec plus d'égards que les concessions du roi ne semblaient l'autoriser à en montrer. Seulement, lorsque se trouvèrent engagés les intérêts du pape, qu'il voulait gagner, il ne se relâcha en rien. Les Florentins en firent l'épreuve; car leur ambassadeur le suivit, le 30 août, de Gênes à Plaisance, sans pouvoir obtenir d'audience.

Le marquis de Mantoue acquit la faveur de l'empereur par des sommes d'argent, dont celui-ci avait grand besoin; il fut placé à la tête de l'armée, et attaqua Venise, tandis que Leyva accablait le duc Sforza, lui enlevait Pavie, et le repoussait vers Lodi et Crémone (1).

Tandis que l'on continuait la guerre sur plusieurs points de la Péninsule, le pape et l'empereur voulurent se donner rendez-vous à Bologne, et Clément y arriva vers la fin d'octobre. Charles, qui venait de Plaisance et traversait Reggio et Modène, fut reçu à la frontière par le duc Alfonso de Ferrare, qui sut si bien s'y prendre, qu'il conquit toute sa faveur. Le 5 novembre, Charles arriva à Bologne, et les deux chefs de la chrétienté, l'empereur et le pape, cherchèrent maintenant, dans des négociations compliquées, à régler les rapports de l'Italie et de l'Allemagne, ou à s'entendre au moins à cette occasion sur leurs intérêts réciproques.

Clément ne voulait pas absolument la chute du duc de Milan, et obtint pour lui de l'empereur un sauf-conduit. Sforza parut le 22 novembre à Bologne, et ses infirmités corporelles décidèrent Charles à renoncer à son égard à toute espèce de rigueur, puisque sa mort, qui ne pouvait tarder, devait faire de son duché un fief qui retournerait à l'empire. Le 23 décembre, l'empereur rendit au duc, par un traité de paix signé de lui, son duché en fief; mais le comté de Pavie, que Leyva reçut pour sa vie comme principauté de l'empire, fut séparé du duché de Milan. La ville de Como et le château de Milan devaient rester comme gages à l'empereur, et demeurer occupés par ses troupes, jusqu'à ce qu'on lui eût payé, dans le courant de l'année 1530, quatre cent mille ducats pour ce fief (2). Ces tributs à donner à l'empereur étaient un lourd fardeau qui pesait après la guerre sur la Lombardie dépeuplée; mais la paix qui régna les années suivantes permit à ce pays fertile de se relever en quelque sorte, et à l'époque de sa mort qui arriva le 24 octobre 1538, le dernier des Sforza laissa à l'empereur son duché dans un

(1) Sismondi, p. 412.

(2) Le duc devait en outre payer pendant dix ans cinquante mille ducats par an.

état bien plus prospère que lorsqu'il l'avait reçu après la guerre.

Le même jour où le duc de Milan obtint son traité de paix, l'empereur en signa un avec Venise, par lequel la république s'engageait à restituer au pape Ravenne et Cervia, à l'empereur ses conquêtes sur les côtes napolitaines; à payer à ce dernier trois cents mille ducats; à défendre ses possessions et celles du duc de Milan en Italie contre les puissances chrétiennes; elle accordait à une partie de ses exilés leur rentrée, et à l'autre des revenus assurés. D'ailleurs elle conserva ses territoires, et procura une amnistie aux sujets de l'empereur et du pape, qui s'étaient compromis pour elle, et garantit en particulier au duc d'Urbino ses principautés.

Les négociations avec le duc de Ferrare furent beaucoup plus difficiles à conduire; car Charles, tout en favorisant Alfonso, n'osait le défendre avec vigueur de peur de blesser le pape. Ce dernier redemanda Modène et Reggio comme territoire appartenant directement au saint-siége, et Ferrare comme un fief tombé en forfaiture par la guerre d'Alfonso contre son suzerain. Après de longues négociations suivies par des chargés d'affaires, Alfonso parvint à obtenir lui-même accès au congrès de Bologne, et l'empereur, qui était lié par le traité précédent de Barcelone, eut de la peine à décider le pape à confier l'examen des droits de l'Église sur Modène et Reggio à un arbitre (1), et à terminer ainsi au moins cette affaire.

En récompense du zèle avec lequel le marquis Federigo de Mantoue avait recherché les faveurs de l'empereur immédiatement après son arrivée, il fut élevé, le vingt-cinq mars quinze cent trente, à la dignité de duc. Le duc Charles III de Savoie (1), qui avait pour épouse la sœur de Charles-Quint, qui était oncle du roi de France, et dont le pays, à raison de cette parenté, avait été considéré pendant les dernières guerres comme territoire neutre, et foulé par le passage des armées, vint à Bologne, afin de rendre hommage à l'empereur en qualité de feudataire, ainsi que le marquis Bonifazio II de Montferrat (2). Tous deux furent accueillis gracieusement.

Les républiques de Gênes, de Lucques et de Sienne furent laissées dans leur position respective, et protégées comme appartenant au parti impérial. Florence seule n'obtint rien au congrès, et de tous les côtés on vit arriver des troupes impériales qui marchaient contre cette ville, et qui furent arrêtées par la conclusion d'un traité. Le Baglione Malatesta, qui avait servi quelque temps de boulevard aux Florentins, ne fut pas en état d'op-

(1) Ce ne fut que par une convention secrète qu'on put décider le pape à faire cette concession. L'empereur lui avait promis que la décision arbitrale n'aurait lieu que si les jurisconsultes choisis pour la rédiger trouvaient les droits du pape fondés; dans le cas contraire, l'arrêt serait retardé jusqu'au delà du délai accordé à l'arbitre, et par conséquent serait nul. Ce délai était de six mois. Le duc Alfonso devait laisser tout ce temps Modène occupée par l'empereur, qui lui donna le fief de la famille de' Pii attachée à la France, appelé Carpi, moyennant cent mille ducats de droits d'investiture. Le pape finit pourtant par être trompé; le délai fut encore prolongé de trois mois, et le vingt et un décembre quinze cent trente l'empereur prononça l'arrêt suivant: Que Modène, Reggio, Rubiera et Cotignola étaient des fiefs de l'Église, et restaient comme tels au duc, ainsi que Ferrare; et que le duc payerait en échange au pape cent mille ducats pour l'investiture, et plus tard sept mille ducats par an de tribut.—A la publication de ce décret, le vingt un avril quinze cent trente et un, le pape ne voulut accepter ni la sentence ni les redevances du duc; mais l'empereur lui répondit que l'ancienne convention était détruite par les instances du nonce pontifical, qui avait demandé que ce décret fût publié. Lebret, t. VII, p. 518.

(1) Voyez plus haut.

(2) Le marquis Guglielmo III était mort en quinze cent dix-huit, laissant pour successeur ce fils Bonifazio II, qu'il avait eu de son épouse Renée d'Alençon. La mère gouverna pour Bonifazio avec le consentement des États.

poser une résistance durable à Orange. Il obtint par un traité, pour ses gens, libre sortie de Perugia; il livra cette ville aux impériaux, à condition que ses propres biens lui seraient garantis, et qu'il pourrait servir les Florentins en qualité de *condottiere*. Le prince d'Orange prit Cortona et Arezzo, et Florence fut resserrée de plus en plus. Nous réservons au prochain chapitre la description de la dernière lutte des Florentins pour leurs institutions républicaines, puisque la capitulation de la ville dépasse de beaucoup le terme que nous avons fixé pour la division présente.

Après que les affaires d'Italie furent réglées, à l'exception de celles de Florence toutefois qui marchait à la catastrophe définitive, Charles V désira vivement se rendre en Allemagne, non sans avoir reçu solennellement la couronne d'empereur et de roi des Romains, à l'imitation de plusieurs de ses prédécesseurs. Afin d'éviter les délais et les dépenses, les deux couronnements se firent, contre l'ancien usage, à Bologne, le premier dans la chapelle du palais papal, le deuxième dans la cathédrale de Bologne ou à l'église de Saint-Petronius, deux jours après, le vingt-quatre février.

L'époque de ces deux couronnements peut être considérée comme celle de la destruction complète de l'équilibre des États d'Italie, et par conséquent de la liberté des petits États. Mais comme Venise avait été abaissée par la nouvelle direction du commerce, comme le pape avait été obligé par les progrès de la réforme de chercher à établir de nouveaux rapports avec l'empereur, comme les seuls grands États en dehors des possessions de la maison de Hapsbourg en Italie se trouvaient vis-à-vis de Charles V dans une position de faiblesse inconnue jusqu'alors, on peut dire en général qu'à cette époque l'existence politique en Italie fut si mutilée, qu'elle ne conservait plus pour ainsi dire que des débris (à l'exception des petites républiques où l'opinion était impériale, où l'on n'éprouvait pas le sentiment d'humiliations subies), et qu'on ne pouvait puiser l'espoir de la voir se relever que dans une opposition victorieuse de la France aux plans et à la puissance de Charles V.

CHAPITRE V.

HISTOIRE DE TOSCANE DEPUIS LE PRINTEMPS DE QUINZE CENT TRENTE JUSQU'A L'ANNÉE QUINZE CENT CINQUANTE-NEUF.

Lorsque la république de Florence se voyait de plus en plus menacée durant le séjour de l'empereur à Bologne, ses moyens de défense consistaient en partie dans la garde du palais, forte de trois cents jeunes gens appartenant pour la plus part aux familles les plus importantes; dans les seize bannières des milices bourgeoises formées par les Capponi pour avoir une protection contre la garde du palais dévouée au parti des *arrabiati* (1); dans la *landwehr*, jadis instituée sous la constitution libre, dissoute après le retour des Medici, mais reformée depuis quinze cent vingt-sept, composée de gens de campagne de dix-huit à trente-six ans, qui étaient exercés au tir en temps de paix et qui recevaient une petite solde. Seize divisions (*battaglie ordinanze*) de cette milice de campagne étaient fournies par les habitants de la rive droite, et se trouvaient particulièrement placées sous le commandement de Babbone da Bersighella, fils de Paolo et petit-fils de Naldo da Bersighella (1); quatorze divisions s'étaient formées dans les cantons de la rive gauche, et obéissaient particulièrement à Francesco (Cecco) del Monte; en outre on prit en *condotta* cinq cents hommes d'infanterie régulière qui devaient en même temps servir d'instructeurs et de modèles à la *landwehr* (2). Le parti français à Florence avait fait décider, le vingt-cinq novembre quinze cent vingt-huit, qu'Ercole de Ferrare, fils d'Alfonso, qui avait épousé la princesse française Renée, fût placé comme général à la tête de toutes les forces militaires, et pris

---

(1) Ces seize enseignes formaient environ trois mille hommes. Il y avait mille sept cents armes de trait et mille piques; le reste avait des hallebardes, des pieux de chasse, des épées à deux mains et des pertuisanes. Environ mille de ces trois mille hommes portaient des cuirasses. Varchi, p. 190.

(1) Cette famille, et particulièrement Dionigio di Naldo, avait formé la bonne infanterie romagnole, qui a déjà été citée souvent; et du berceau de la famille elle reçut le nom de Bersighella.

(2) Sismondi, vol. XVI, p. 5. Il y a un passage important sur cette milice dans Varchi, p. 152.

à la solde de la république avec cent lances et deux cents chevau-légers (1), sous la condition que, dans le cas où la république rassemblerait une plus grande quantité d'infanterie, ce prince en fournirait une certaine partie. A ces troupes on avait joint encore les restes des bandes de Giovanni de' Medici qui avaient échappé aux dernières défaites, la plus grande partie avec Giuliano de' Strozzi; la république les utilisa en donnant la commission à Rafaello Girolami, et à huit anciens capitaines des bandes noires, de livrer cinq mille fantassins, et d'y faire entrer autant que possible des hommes de Giovanni de' Medici. En outre, après quelques difficultés, l'on prit en *condotta* Malatesta de' Baglioni avec mille fantassins (2), à condition que, revêtu du commandement, il serait cependant placé sous les ordres d'Ercole tant que durerait la *condotta* de celui-ci. D'autres *condottieri* furent engagés avec de plus faibles bandes (3). Le soin de fortifier la ville fut confié à Michel Agnuolo de' Buonarotti.

Cependant les conseils de Niccolo de' Capponi pour des négociations et une réconciliation avec l'empereur, ses bons procédés et en quelque sorte son inclination pour les Medici et leurs adhérents, le respect qu'en diverses occasions il avait montré envers le pape, avaient soulevé les répugnances d'un grand nombre de citoyens contre son autorité de gonfalonier; une lettre en chiffres que Capponi perdit, qui fut trouvée et transmise le seize avril quinze cent vingt-neuf aux colléges (1), témoigna incontestablement d'une correspondance secrète du gonfalonier avec le pape; et, quoique cette correspondance ne se rattachât qu'à l'intérêt de la république, la lettre suffit pour faire paraître Capponi comme traître aux yeux de ses adversaires. Il fut donc déposé, et Francesco di Niccolo de' Carducci occupa sa place (2). Ce choix d'un homme peu connu, jusque-là presque sans influence, et la manière dont il agit dès le commencement, ramenèrent bientôt à Capponi une infinité de ses adversaires (3). De fatales circonstances tendirent au même résultat; car les mauvaises nouvelles se succédèrent sur les désastres des Français, sur le progrès des négociations, l'arrivée de l'empereur; toutefois le nouveau gonfalonier fut inébranlable, et cette attitude retint principalement la république pour son malheur dans la cause de la France. Cette constance inflexible paraît avoir été soutenue par le fanatisme; car le Christ lui-même était souverain de l'État florentin, et l'on avait jeté des principes qui devaient aboutir à un système

(1) Varchi, p. 178 sq.

(2) En outre son fils Ridolfo avec dix-huit chevau-légers, et son neveu, fils de Braccio, Giovanni, avec le même nombre, furent pris en *condotta* (Varchi, p. 203), quoiqu'ils fussent encore enfants, et qu'ils ne pussent faire conduire ces cavaliers que par leurs lieutenants.

(3) Par exemple, Napoleone degli Orsini, seigneur de Bracciano, habituellement nommé l'abbé de Farsa (parce qu'il l'avait été jadis), avec deux cents cavaliers, et plus tard le même avec mille hommes. Ceci arriva lorsque Ercole laissa la république dans l'embarras.

(1) Varchi, p. 205 sq. Peut-être aussi Capponi ne perdit-il pas la lettre; ce fut peut-être un autre qui la fit égarer avec intention, dans un but politique.

(2) La constitution subit par là quelque changement. Il fut établi que chaque gonfalonier, après l'expiration de son année de fonctions, ne pourrait plus être élu de deux années; qu'il ne pourrait donner audience à des ambassadeurs étrangers, ou s'entretenir verbalement avec eux qu'en présence du *proposto* de la *signoria*, choisi pour chaque occasion; qu'il ne pourrait avoir de fondé de pouvoir pour ses affaires particulières auprès d'aucun prince ou d'aucun État.

(3) Niccolo se défendit fort bien devant les colléges qui siégeaient pour le juger: « Fù da ogni sospizione di tradimento con maraviglioso favore assoluto e liberato del tutto. » Seulement il lui fallut fournir caution que dans les cinq années suivantes il ne s'éloignerait pas du territoire de la république.

théocratique. Jésus-Christ fut de nouveau déclaré authentiquement chef suprême de l'État; les citoyens furent exhortés à s'aimer comme des frères, et à se pardonner leurs offenses; enfin tous les impies et les blasphémateurs furent menacés de rigoureux châtiments (1).

Aussitôt que la nouvelle de l'arrivée de l'empereur à Gênes fut parvenue à Florence, l'on fit les dernières tentatives pour obtenir ses bonnes grâces, et en même temps l'on prit des mesures pour la défense. Les compagnies déjà engagées furent complétées; de nouvelles furent formées des restes des bandes noires et d'autres mercenaires; et une résolution fut adoptée pour organiser un *offizio di banco* de seize membres au moyen de quatre-vingts électeurs, à l'effet de faire fournir à l'État par cet *offizio* quatre-vingt mille florins (cinq mille par chaque membre) jusqu'à la fin de septembre. Des dispositions furent adoptées sur l'institution elle-même et sur les conditions du prêt. De plus, cette seconde commission de quatre citoyens dut régulariser un impôt extraordinaire; enfin une troisième commission suivit le recouvrement des impôts arriérés. Tous les points tenables du territoire furent examinés et fortifiés; toutes les moissons de l'année furent transportées dans ces lieux de refuge, ou bien à Florence; bref, on eut recours à tous les moyens pour n'être point pris au dépourvu (2). Ercole, sur lequel on avait compté, fut détourné par son père de remplir envers la république les engagements qu'il avait contractés du consentement de ce vieillard. Alfonso rappela son ambassadeur, laissa ensuite une partie de son artillerie au pape, et envoya deux mille prisonniers aux impériaux, lorsque leur camp fut établi devant Florence.

L'armée du prince d'Orange, à son apparition dans l'Ombrie, comptait un peu plus de trois mille lansquenets allemands, moins de trois cents gens d'armes et de huit cents chevau-légers; à la tête de cette cavalerie était Ferdinando da Gonzaga, frère du marquis de Mantoue. Fabio Maramal de Léon amena trois mille Calabrais sans solde, qui servaient dans l'espoir du butin. Andrea Castaldo arriva plus tard de Naples avec trois mille hommes; plus tard encore vinrent des fantassins espagnols sous don Pedro Velez de Guevara, et des lansquenets sous Félix de Virtemberg, et une quantité de troupes italiennes sous divers *condottieri;* en sorte que l'armée d'Orange, qui au commencement de la campagne en Ombrie avait compté au plus quinze mille hommes, se trouva forte de quarante mille hommes devant Florence. Dès le dix septembre quinze cent vingt-neuf, Baglione conclut la convention dont il a déjà été question, et le douze il se rendit de Perugia (1) vers Arezzo et Florence. Peu de jours après, Orange enleva Cortona qui était faiblement occupée; Antonio Francesco degli Albizzi, le commissaire florentin, loin de l'attendre dans Arezzo, se retira sur Florence avec la garnison (2); tout le val d'Arno supérieur fut rempli d'effroi. Après le départ d'Albizzi, Arezzo se considéra comme

---

(1) La partie fanatisée des Florentins proposa souvent de longues lois, dont les chapitres contenaient les matières les plus diverses. Les adversaires voulaient bien approuver un chapitre, mais ils rejetaient l'autre, de sorte que l'on ne faisait rien; et aux plaintes sur cette conduite monacale, on répondait par cette formule: « La sapienza del mondo essere stoltizia. »

(2) L'on ne trouve cela que dans Varchi, p. 239. Des emprunts forcés furent plus tard levés plusieurs fois. L'argenterie des églises fut porté à la monnaie; les joyaux des églises fués. Les biens-fonds des corporations, un tiers des immeubles des églises et les biens confisqués furent convertis en argent. Sismondi l. c., p. 15.

(1) Varchi, p. 284.

(2) Toutefois dans la citadelle demeura la garnison, qui s'y maintint dans l'année suivante.

ville libre (1), et se complut dans ce rêve jusqu'à l'entière soumission de Florence. Orange occupa cette ville le dix-huit, puis les impériaux prirent Castiglione, Fiorentino, Firenzuola et Scarperia. Dans Florence même tout fut livré à l'inquiétude, et les plus timides comme ceux qui avaient le plus à espérer des Medici, abandonnèrent leur patrie; parmi eux Francesco de' Guicciardini l'historien. D'autres adhérents des Medici ne furent point assez heureux pour pouvoir s'échapper, et furent arrêtés. De ce nombre se trouva l'historien Nerli (2). Des négociations, que dans l'abattement actuel on essaya d'engager avec Clément, n'aboutirent à aucun résultat, attendu que le pontife voulait une reddition à merci.

Pendant ce temps l'on ne négligeait rien de ce qui était nécessaire pour la défense de Florence, et la protection de la partie la plus faible des fortifications, de S.-Miniato al Monte, fut confiée à Steffano della Colonna (3), avec des pouvoirs qui le laissaient maître absolu dans son commandement. En outre Orange, par un séjour de deux semaines dans les cantons supérieurs de l'Arno, laissa le temps aux Florentins de revenir de leur terreur, pour relever tous les ouvrages nécessaires autour de la ville, pour détruire les faubourgs et raser toutes les constructions à un mille aux alentours (4). Le quatorze octobre seulement, l'armée impériale parut sur le *Piano a Ripoli;* mais les batteries, qui devaient être garnies avec l'artillerie empruntée aux Siennois, ne purent être démasquées que vers le commencement de novembre, et pendant ce temps les ouvrages de fortification de Florence avaient été si complétement achevés, que les habitants ne craignirent plus un danger immédiat, quoique toutes leurs forces régulières ne consistassent qu'en treize mille hommes, dont plus de six mille étaient distribués dans Prato, Pistoja, Empoli, Volterra, Pise, Colle et Montepulciano. A Florence était Malatesta de' Baglioni avec trois mille hommes, et sous lui un officier, Pasquino, commandait deux mille Corses. Les autres troupes régulières dans la ville étaient les restes des bandes noires sous des capitaines florentins. Il y avait en outre dans Florence trois mille hommes des milices bourgeoises commandés par Steffano della Colona. Le reste des habitants fut aussi exercé, et se trouvait disposé à offrir ses secours pour la défense. Dans une infinité de petits combats entre les troupes florentines et impériales autour de la ville, et principalement dans le val d'Arno, se signala du côté des Florentins un jeune homme de noble origine, mais d'une famille pauvre, Francesco de' Ferrucci, qui avait servi dans les bandes noires et semblait né pour commander dans les petites guerres (1). Orange tenta en personne la première attaque sur Florence, mais sans succès, dans la nuit du dix novembre. Un coup de main sur le camp impérial réussit mieux; il fut conduit par Steffano della Colonna dans la nuit du onze décembre; mais nous passons ces faits particuliers, dont les détails appartiennent seulement à une histoire spéciale et longuement développée (2).

---

(1) Varchi, p. 292-293. Le gouverneur pour le prince d'Orange promit aussi la liberté aux Arétins.

(2) Sismondi, p. 25.

(3) Il n'y avait pas longtemps qu'il était revenu de France. Varchi, p. 285. Pour mettre en état les bastions de S.-Miniato, l'on travailla la nuit aux flambeaux. *Ibid.*, p. 294.

(4) Varchi, p. 300.

(1) Sismondi, p. 30 sq., où l'on raconte aussi comment il reprit S.-Miniato sur les Espagnols de l'armée d'Orange.

(2) Dans le camp impérial mourut à cette époque (le 16 décembre) Girolamo Mor e, qui jadis, par son intelligence, avait rendu de si nombreux services au duc de Mian, puis au connétable et aux généraux impériaux.

Par le progrès des négociations à Bologne, les Florentins se voyaient abandonnés de plus en plus de tous leurs alliés; chaque jour le nombre des combattants grossissait dans le camp ennemi. Les forts de Pietra-Santa et de Mutrone passèrent vers la fin de décembre aux impériaux; Pistoja et Prato ne tinrent pas non plus contre eux. Le deux décembre l'on procéda à l'élection d'un nouveau gonfalonier, attendu que Carducci ne devait exercer son pouvoir que jusqu'à la fin de l'année; et comme Capponi était mort sur ces entrefaites, l'on choisit Rafaello de' Girolami, l'un des quatre ambassadeurs jadis envoyés à l'empereur à Gênes, et le seul des quatre qui fût revenu. Il entra en fonctions le premier janvier quinze cent trente, lorsque Florence était investie de tous côtés par l'armée d'Orange. Peu à peu presque toutes les garnisons des petits forts du territoire florentin s'étaient réunies dans la capitale, et ce fut surtout à l'audace et à la résolution de Ferrucci que l'on dut le salut des magasins d'Empoli, de Volterra et de Pise, que l'on évacua sur Florence (1). Il y eut aussi un changement dans le commandement supérieur de l'armée en janvier; car le dernier jour de l'année quinze cent vingt-neuf expira la *condotta* d'Ercole, et quoique celui-ci n'eût pas rempli ses engagements, les Florentins n'avaient cependant nommé personne comme chef suprême jusqu'à ce terme. Malatesta de' Baglioni fut élevé à cette dignité le vingt-six janvier.

Plus la ville était menacée par des ennemis extérieurs, plus grande était l'influence acquise par les adhérents et les disciples de Savanarola, et surtout par les moines de S.-Marco. Parmi ces derniers l'orateur le plus signalé était Fra Zacharia, et celui-ci, avec Fra Benedetto da Fojano qui était moine à Santa-Maria Novella, enflammait par son éloquence toute la population du zèle le plus emporté. Aucun jour pour ainsi dire ne se passait sans incident. La petite guerre sous les murs durait sans interruption, de sorte que l'on commença à accuser Baglione de vouloir detruire peu à peu la garnison de Florence par cette manière de conduire les hostilités. Pâque arriva; l'empereu était retourné en Allemagne, et Orange se trouva sans argent. Les Florentins espéraient par une attaque plus heureuse déterminer l'armée ennemie à lever le siége. En conséquence Baglione conduisit le cinq mai plus de la moitié des soldats qui servaient sous lui hors de la porte du quartier d'Oltrarno contre les impériaux, et poussa si avant, que s'il eût osé appeler de plus nombreuses divisions de la garnison, Orange aurait pu difficilement conserver son camp; mais les avantages obtenus restèrent sans autres résultats.

Un mois plus tard, le dix juin, Steffano della Colonna tenta une semblable sortie contre les troupes impériales sur la rive droite de l'Arno où commandait le comte de Lodrone; il remporta encore des avantages importants; mais Pasquino ne vint pas le soutenir, et Baglione fit opérer trop tôt la retraite; un riche butin enlevé du camp ennemi fut le seul fruit de toute cette brillante valeur (1).

Lorenzo de' Carnesecchi était pendant ce temps commissaire florentin dans la Romagne, résidant dans le *Castrocaro* florentin, et faisait de là des irruptions au loin sur le territoire pontifical (2). La citadelle d'Arezzo avait dû se rendre le vingt-deux mai, parce que la garnison se révolta; les habitants d'Arezzo rasèrent aussitôt les forts.

---

(1) La ville de Volterra se rendit ensuite, en février, à une division de troupes pontificales. La citadelle tint plus longtemps.

(1) Sismondi, p. 46. Varchi, p. 389 sq.

(2) Lionello Pio da Carpi lui était opposé comme commissaire pontifical dans la Romagne.

Le vingt-neuf mai, Empoli tomba par la trahison des habitants entre les mains des impériaux. Le vingt-trois juin, Borgo S.-Sepolcro se rendit aux Espagnols. D'un autre côté Ferrucci avait repris le vingt-huit avril Volterra, dont les forts tenaient encore pour Florence, et il y fut assiégé après la chute d'Empoli, par le marquis del Guasto et don Diego de Sarmiento; mais il força ses ennemis, dans la dernière moitié de juin à lever le siége.

Aussitôt que Ferrucci se vit en quelque sorte assuré de Volterra, il chercha à réunir toutes les petites garnisons et les corps de troupes isolés des Florentins (1), pour attaquer avec cette masse le camp des impériaux devant la ville. Le quatorze juillet, il fut investi, pour l'exécution de ses plans, d'un pouvoir presque absolu, par le gonfalonier et les autres autorités de la ville (2). Florence elle-même était frappée de nouveau par le fléau de la peste, et la famine faisait sentir ses premières atteintes. Avec quinze cents hommes Ferrucci partit de Volterra, où il laissa une petite garnison, marcha vers Livourne et Pise, se réunit avec Giampaolo degli Orsini, fils de Lorenzo da Ceri, qui lui amena à peu près le même nombre de combattants; mais, saisi à Pise par la fièvre, il fut incapable de se livrer à aucune entreprise durant quinze jours. Enfin, dans la nuit du trente juillet, il put continuer sa marche à la tête d'un peu plus de trois mille fantassins et de quatre à cinq cents cavaliers. Traversant le pays de Lucques, passant par Medicina et Calamecca, il arriva dans le voisinage de Pistoja; mais là il fut enveloppé par des corps ennemis, qui en partie étaient des impériaux (commandés par Maramaldo et Alessandro de' Vitelli), ou appartenaient à Pistoja (de la faction des Panciatichi). Tout à coup Orange avec des troupes supérieures lui barra le chemin et s'avança contre lui, après s'être assuré de la trahison de Baglione qui s'entendait maintenant avec les impériaux. Clément VII avait fait promettre à Malatesta la domination de Perugia, et celui-ci avait promis de ne point attaquer le camp durant l'éloignement d'Orange de la ville. Steffano della Colonna, par confiance ou par complicité, persista dans sa conduite, et toutes les exhortations du gonfalonier pour une attaque furent inutiles. Le deux août, Ferrucci et Orange se rencontrèrent près de Gravina, et dans ce lieu même se livra le combat le plus acharné; Orange y trouva la mort (1); sa cavalerie ne se rallia que dans Pistoja. Mais, tandis que les troupes avancées de Ferrucci remportaient la victoire, Alessandro de'Vitelli battit les gens de Giampaolo degli Orsini qui formaient l'arrière-garde; et, comme Ferrucci ralliait et protégeait dans Gravina les restes des troupes d'Orsini avec leur chef, un corps de lansquenets allemands fondit à l'improviste sur la place, alors que les deux chefs florentins n'étaient entourés que d'une faible escorte composée presque entièrement d'officiers. Ferrucci se défendit jusqu'à la dernière extrémité. Blessé à mort, il se rendit à un Espagnol; mais le Calabrais Maramaldo l'arracha des mains de celui-ci et l'acheva à coups de poignard. Giampaolo fut aussi pris, mais se délivra plus tard; leur corps d'armée fut anéanti. La ville entière pleura Ferrucci, lorsque la nouvelle de sa mort parvint à Florence; sa chute parut avoir

(1) D'après l'ordre des autorités florentines; car lui-même aurait préféré marcher brusquement contre Rome, où Clément était sans appui, et il l'aurait surpris.

(2) Varchi, p. 430-431. La délégation d'un si grand pouvoir par les autorités florentines eut lieu un peu plus tôt; mais Ferrucci n'en reçut d'expédition que le 14.

(1) Dans ses vêtements les gens de Ferrucci trouvèrent un écrit de Baglione qui démontrait la trahison de cet homme. Varchi, p. 438.

enlevé à chacun sa dernière espérance (1), excepté toutefois au gonfalonier, qui aussitôt pressa Baglione de profiter de l'élévation des eaux de l'Arno par de fortes pluies, et du défaut de communication entre les deux camps ennemis, pour une attaque. Mais Baglione refusa toute obéissance dans cette occasion, et par cette conduite trouva faveur auprès d'un parti secret des Medici et de tous les esprits timides. Lorsque Malatesta de' Baglioni eut déclaré qu'il préférerait prendre son congé plutôt que d'attaquer, les dix, d'accord avec le gonfalonier, le lui adressèrent le huit d'août, ce qui l jeta dans une fureur si violente qu'il tomba sur le messager à coups de poignard (2).

Ensuite le gonfalonier voulut mener les seize bannières hors de la ville contre Baglione; mais huit seulement se réunirent, et déjà Baglione s'était saisi de la porte à S.-Piero Gattolini, et avait fait occuper par Pietro Colonna da Stipicciano les ouvrages d'Oltrarno, d'où il pointa maintenant son artillerie contre la ville. Alors Florence fut livrée au bouleversement et au désespoir (3); personne n'avait dans ce moment assez d'autorité et de prévoyance pour dire ce qui arriverait; et la *signoria*, pour ne pas laisser introduire l'armée impériale dans la ville par Baglione lui-même, se vit enfin forcée de reconnaître sa dépendance à l'égard de ce chef et de lui rendre le bâton de commandement. Environ quatre cents jeunes gens tirés en partie des familles les plus considérées de Florence se réunirent en armes, et forcèrent à mettre en liberté tous ceux qui avaient été arrêtés à cause de leur attachement à la maison des Medici.

Au milieu de la confusion et de l'abattement général, la *signoria*, qui vit l'impossibilité de tenir plus longtemps, expédia quatre députés à Ferdinando da Gonzaga, qui depuis la mort d'Orange commandait dans le camp impérial, et demanda une capitulation. Ces députés négocièrent avec Bartolommeo de' Valori, lieutenant du pape en Toscane, qui avait été déjà auprès de Baglione dans la ville, et signèrent, le douze août, le traité qui remettait à l'empereur l'organisation de Florence, mais sous la condition d'une constitution libre (1). De plus, la république devait payer à l'armée cinquante mille *thalers* en espèces et trente mille en lettres de change, ouvrir au commissaire pontifical Pise, Volterra et Livourne, et, en attendant l'accomplissement des conditions de la capitulation, remettre ses otages au général Ferdinando (2). Au reste, il devait y avoir amnistie complète.

Aussitôt revinrent les émigrés florentins. Le vingt, Bartolommeo Valori fit occuper la

(1) Sismondi, p. 63. Varchi (p. 438) fait cette remarque ironique : « A Piagnoni, i quali affermavano, che il Ferruccio era Gedeone e ch' egli doveva esser senza fallo vittorioso e liberar Firenze, non era altra speranza che quella degli angioli rimatta, i quali quanto i nemici sollecitassero di accostarsi alle mure ed offendere, tanto si affretterebbero essi di venire a difendergli. »

(2) Varchi, p. 442.

(3) Varchi, p. 443. « Nessun cittadino o soldato sapeva più che farsi o che dirsi; molti andavano ne sapevano dove, alcuni bestemmiando la crudeltà del papa, alcuno maledicendo la perfidia di Malatesta : chi cercava di fuggirsi e chi di nascondersi, altri sicriteravano in palazzo, altri si ritiravano nelle chiese, etc. »

(1) « Che la forma del governo abbia da ordinarsi e stabilir dalla maestà Cesarea fra quatro mesi, intendendosi sempre che sia conservata la libertà. »

(2) Sismondi, p. 68. Baglione et Steffano della Colonna devaient être relevés de leur serment envers la *signoria*, et en prêter un autre à l'empereur, en sorte qu'ils restèrent comme appartenant à la garnison impériale dans la ville, Baglione jusqu'à ce que l'empereur le congédiât, Colonna tant qu'il ne fut pas rappelé d'un autre côté. Varchi, p. 447. Ensuite Steffano s'en alla en France le 25 août. *Ibid.*, p. 458.

place devant le palais par des troupes corses, obligea la *signoria* à venir sur la *Ringhiera*, et fit convoquer le peuple à un parlement; mais il ne s'y rendit que trois cents citoyens de la populace. A ces gens Silvestro Aldobrandini demanda s'ils seraient contents que tout le pouvoir dans Florence fût confié à douze hommes, et ils crièrent que oui. Alors Valori nomma douze hommes de la *balia* (1), qui reprirent aussitôt le pouvoir aux autres autorités, firent désarmer le peuple, puis installèrent une nouvelle *signoria*, et traitèrent la ville selon leur bon plaisir, sans cependant que la capitulation fût formellement violée.

La *balia* gouverna Florence pendant plusieurs mois (2), et Clément VII vit d'un œil satisfait que tous les changements dans la constitution, qui abolissaient la liberté républicaine, vinssent du peuple; car de cette manière il touchait à son but sans attenter littéralement à la capitulation, qui interdisait seulement à l'empereur de supprimer la constitution libre, mais sans frapper de la même incapacité une autorité républicaine, ce que la *balia* paraissait être (3). Afin de mieux conserver encore cette apparence, à la place de la petite *balia*, une plus grande de cent cinquante membres prit la direction des affaires; et celle-ci persécuta les adversaires du gouvernement des Medici de toutes manières, par les tortures, le bannissement et les condamnations capitales. Fra Benedetto da Fojano périt lentement de faim dans le château Saint-Ange; le gonfalonier Francesco de' Carducci, Bernardo da Castiglione et quatre autres furent exécutés (1). Nombre de citoyens qui, après la capitulation, s'étaient enfuis de la ville, furent condamnés à mort par contumace; bien d'autres furent bannis. Batolommeo de' Valori, Francesco de' Guicciardini, Francesco de' Vittori et Roberto degli Acciajuoli formèrent en quelque sorte le noyau du nouveau gouvernement, et menèrent tout selon leur volonté. Les biens précédemment vendus des fondations et des corporations furent réclamés sans indemnité. Les possessions de beaucoup de condamnés furent confisquées; la plupart des bannis, par le changement du lieu de leur exil et la prolongation du terme de leur peine, furent précipités dans une suite de frais énormes, jusqu'à ce qu'ils eussent été ruinés ou poussés à la désobéissance, donnant ainsi des prétextes à la confiscation de leurs biens laissés à Florence.

Pendant que cela se passait à Florence, Alessandro de' Medici (qui portait le titre de *duca di Città di Penna*) s'occupait à la cour impériale de faire transformer en sa faveur la république en une seigneurie princière. Mais le cinq juillet quinze cent trente et un seulement les négociations furent assez avancées pour qu'Alessandro reparût dans Florence, et que l'ambassadeur impérial, Gian-Antonio Muscettola, présentât le jour suivant à la *signoria* un décret de l'empereur, du vingt et un octobre quinze cent trente, par lequel les anciennes libertés et les anciens droits de la ville de Florence furent confirmés, sous la condition que les Florentins placeraient Ales-

(1) Parmi eux était aussi le dernier gonfalonier, qui d'abord parut avoir obtenu amnistie entière, mais qui plus tard fut arrêté, banni, et enfin empoisonné à Pise. Varchi, p. 463.

(2) Ils accablèrent surtout la ville d'emprunts forcés et d'autres impôts, afin de faire face aux payements auxquels engageait la capitulation, et à d'autres besoins.

(3) Baglioni qui, en vertu de la capitulation, devait attendre à Florence jusqu'à la décision de l'empereur, se vit contraint par les obsessions de Clément de se mettre en route pour Sienne; mais au moment de son départ les soldats corses (vraisemblablement selon des mesures concertées) l'arrêtèrent en demandant le pillage de la ville, et Florence se dégagea moyennant dix mille ducats. A la place des troupes de Baglione entrèrent dans Florence, comme garnison, des lansquenets allemands sous le comte de Lodrone

(1) Varchi, p. 465.

sandro en qualité de duc hérédiraire à la tête de leur État, comme s'étaient trouvés les membres de la famille Medici avant quinze cent vingt-sept (1).

Ni Clément VII, ni ceux qui avaient assumé l'odieux de la persécution des ennemis des Medici, ne se trouvèrent satisfaits de cette souveraineté limitée d'Alessandro, et Guicciardini donna au pape le conseil de pousser tous les gens jouissant de quelque influence à se compromettre de telle sorte contre les intérêts du peuple, qu'il n'y eût pour eux à l'avenir d'autre salut que dans le pouvoir bien déterminé des Medici en qualité de princes (2). Clément forma son plan d'après cette pensée, et en confia l'exécution à Bartolommeo de' Valori, Francesco de' Guicciardini, Francesco de' Vittori, Filippo de' Nerli et à Filippo de' Strozzi, ses partisans les plus décidés à Florence. Le quatre avril quinze cent trente-deux, ils forcèrent la *balia* à la nomination de douze hommes qui, dans l'espace d'un mois, devaient réorganiser entièrement l'État de Florence (3), et dans leurs réunions le gonfalonier de la république, Giovan Francesco de' Nobili, occupa la présidence. Ces douze *reformatori* abolirent complétement la *signoria* et la dignité de porte-étendard de Florence; puis ils ajoutèrent à la *balia* quinze membres nouveaux, et à ce corps, composé de plus de deux cents membres, ils donnèrent le titre de conseil des deux cents. Ils instituèrent aussi un sénat de quarante-huit membres, qui reçurent individuellement la qualité d'*ottimati*, et déclarèrent enfin Alessandro doge perpétuel et héréditaire de la république de Florence. La distinction des bourgeois en membres des grandes et des petites corporations cessa entièrement; tous les bourgeois jouirent de droits égaux; la distribution des emplois par quartier finit aussi, et les quarante-huit et les deux cents, subordonnés au doge, formèrent les seuls corps de l'État. Aux deux cents passèrent à peu près toutes les affaires que faisaient jadis les conseillers ou *buonuomini*, les porte-bannières et les *conservadori*; aux quatre-vingts (1) furent attribués la place, l'action et le pouvoir de la *balia*, et personne ne put entrer dans ce collége, qui n'eût point déjà fait partie des deux cents et qui n'eût point passé l'âge de trente-

---

(1) Voici l'article concernant l'hérédité de cette situation : « Il detto signor duca fusse capo e proposto di tal reggimento in tutti gli uffizi e magistrati, com'era stato deliberato per legge municipale alli vingt-sept di febbrajo, mentre durarà la vita sua e dopo la morte sua tutti i suoi legittimi figliuoli eredi e successori maschi descendenti dal corpo suo, intendendosi sempre che per la primogenitura dovesse aver luogo e mancando la linea legittima di Alessandro, in tal caso il più propinquo di detta casa di Medici della linea di Cosimo e di Lorenzo fratelli con la medesima prerogativa dell'età, cioè che fusse maggiore di tempo dovesse esser successivamente in infinito primo capo del governo e reggimento di detta republica. »

(2) Sismondi, p. 83.

(3) Varchi, p. 497. Ces douze étaient : Matteo de' Niccolini, Roberto de' Pucci, Matteo de' Strozzi, Francesco de' Vettori, Jacopo de' Gianfigliazzi, Francesco de' Guicciardini, Bartolommeo de' Valori, Palla de' Rucellai, Agostino de' Dini, Ruberto degli Acciajuoli, Giovan Francesco de' Rudolfi et Giuliano de' Capponi.

(1) Ils étaient divisés en trois comités, chacun de douze *accopiatori* et quatre *consiglieri*. Ces douze *consiglieri*, sous la présidence du doge, remplacèrent en quelque sorte les *signori* sous la présidence du gonfalonier. Toutefois rien ne pouvait être proposé dans le collége des douze *consiglieri*, sinon sur la présentation du doge ou de son lieutenant. En somme, les quarante-huit avaient la nomination aux emplois importants, le pouvoir législatif et celui d'établir les impôts. Dans tous les autres colléges institués par le duc, par les quarante-huit ou par les deux cents, il devait y avoir au moins un membre des quatre-vingts. Presque personne ne pouvait avoir un simple emploi, qui ne fût pas aussi membre du conseil des deux cents.

six ans; le doge lui-même eut peine à en être nommé membre.

Jusque-là, les meneurs du parti Medici avaient toujours compté, par leur importance personnelle, tenir Alessandro dans une sorte de dépendance à leur égard; mais celui-ci, quoique à peine âgé de vingt-deux ans, se posa entièrement en seigneur souverain, et prétendit soutenir par la force le pouvoir que l'on avait placé entre ses mains. Le *palazzo publico* était presque désolé et abandonné; dans le *palazzo* de Medici tout fut évacué; Alessandro était toujours environné de ses hallebardiers, et à la tête des gardes du corps qu'il entretenait, était un vieux ennemi de la ville de Florence, Alessandro de' Vitelli de Città di Castello (1). La crainte des troubles et des émeutes fit bientôt considérer les plaisirs les plus inoffensifs pris en public comme des actes tendant au renversement de l'ordre, et provoqua maintes fois de violentes oppressions qui blessaient les esprits de tous.

Ce pouvoir nouveau exercé par le duc était moins tyrannique pour Guicciardini, qui, éloigné de la ville, résidait ordinairement à Bologne comme gouverneur pontifical; Valori, qui était lieutenant dans la Romagne, ne se sentait pas non plus trop froissé par cet état de choses, quoiqu'il ne se fût pas attendu que Florence eût été soumise si complétement à des formes toutes nouvelles de domination. Les autres personnages les plus considérables avaient à craindre la jalousie d'Alessandro, et particulièrement Filippo de' Strozzi, qui, malgré tous ses efforts, ne parvint pas à gagner les bonnes grâces du duc. En conséquence il s'en alla en France dans l'année quinze cent trente trois.

Afin de se mettre à l'abri de toutes tentatives pour le renverser, Alessandro fit jeter dans l'été de quinze cent trente-quatre les fondements d'une nouvelle citadelle, là où était jadis la porte de Faenza (1); et l'on tint si rigoureusement au désarmement des citoyens, que la peine de mort fut prononcée contre ceux chez lesquels seraient trouvées des armes cachées (2). Au reste le plus ardent ennemi d'Alessandro n'était pas dans Florence même : c'était Ippolito de' Medici, le cardinal, qui, du moment où les événements de Florence décidèrent en faveur d'Alessandro, et où celui-ci se posa comme chef de la maison de' Medici, forma une opposition décidée contre lui, et, autant que faire se pouvait, contre Clément (3); il trouva un allié dans Valori qui n'était plus content du pape.

Afin de poursuivre l'arrangement des affaires d'Italie, l'empereur était arrivé à Bologne où il rencontra encore Clément, et parut s'entendre à merveille avec lui. Là fut conclu, le vingt-quatre février quinze cent trente-deux, une nouvelle ligue des États italiens, dans laquelle tous entrèrent, à l'exception des Vénitiens et des Florentins (4). Ce n'était d'ailleurs qu'une union pour la défense commune de l'Italie, où furent fixées les sommes que chaque État aurait à payer en cas qu'une guerre éclatât, ainsi que les subsides réguliers qui devaient servir, même en temps de

---

(1) Les amours de ces gardes avec les chambrières florentines furent pour les avares Florentins, qui se voyaient trompés de tous côtés par leurs servantes au profit de leurs amants, une plus grande cause d'inquiétude que les intrigues avec leurs propres filles.

(1) Varchi, p. 544.

(2) Précédemment une distinction avait été établie entre les armes prohibées et les armes non prohibées. Aux dernières appartenaient : « Spade e pugnali, brocchiere o rotelle, targhe e targhoni. » La peine de la contravention était de cent florins d'or et du pillage de la maison.

(3) Varchi, p. 485.

(4) Les premiers ne voulurent y prendre aucune part; les autres y entrèrent en réalité, et ne furent pas nommés, afin de ne pas détruire les rapports d'Alessando avec la France.

paix, à solder les capitaines nécessaires pour toute guerre possible. Le comte de Pavie, Antonio de Leyva, fut déclaré général de la ligue, et cette ligue donna au protectorat politique de l'empereur en Italie une forme plus déterminée, en sorte que s'introduisirent dans la Péninsule des rapports analogues à ceux qui dominaient en Allemagne aux temps de la confédération du Rhin. L'empereur retourna en Espagne par Milan et par Gênes où il s'embarqua, mais si plein de soupçons contre le pape qui se rattachait de plus en plus à la France, qu'il ajourna l'accomplissement du mariage du duc Alessandro de Florence avec sa fille naturelle. Les instances de l'empereur pour un concile de l'Église avaient poussé le pape à chercher pour toute éventualité un point d'appui.

En effet, les négociations de Clément avec la cour de France conduisirent à des rapports toujours plus intimes, et la proposition du roi François d'unir la fille du duc Lorenzo de' Medici d'Urbino avec le duc d'Orléans, second fils de France, gagna entièrement le saint-père à la cour de France, en sorte qu'il promit au roi un rendez-vous. L'entrevue eut lieu à Marseille en quinze cent trente-trois, et alors fut célébré, le vingt-sept octobre, le mariage de Henri et de Catherine. Clément revint à Rome par Savonne et Civita Vecchia. Tandis qu'il était dans le voisinage de Livourne, Alessandro vint sur sa galère, et eut un long entretien avec lui. Au reste ce jeune homme violait toutes les règles d'un prudent despote, et s'abandonnait sans réserve à toutes ses passions, ne respectant aucun lien civil ou religieux (1). La dernière œuvre du pape Clément concernant Florence fut un traité qu'il amena entre le duc de Ferrare, le duc Alessandro de Florence et les gouverneurs de Bologne et de la Romagne (Guicciardini et Valori), en vertu duquel tous les rebelles (c'est-à-dire aussi tous ceux qui, fatigués des changements continuels dans le lieu de leur exil, cessaient de se regarder comme bannis et de s'inquiéter des proscriptions d'Alessandro) seraient expulsés du Bolonais, de la Romagne et des territoires de la maison d'Este, et en retour, tous les rebelles ferrarais seraient rejetés des terres dépendant de Bologne, de la Romagne et de Florence. Le duc de Ferrare saisit avidement cette occasion de se concilier la faveur du saint-père, mais il n'en recueillit pas longtemps les fruits; car, dès le mois de juin quinze cent trente-quatre, Clément tomba malade, atteint d'une fièvre lente qui l'enleva le vingt-cinq septembre (1).

Lorsque lui parvint à Florence la nouvelle de la mort de son protecteur, le duc Alessandro s'entendit avec Alessandro de' Vitelli et avec Ottaviano de' Medici, à l'effet d'enrôler six à huit cents fantassins pour toute éventualité, et de les prendre dans la ville; mais il allait être frappé d'un coup plus rude; car, à la place du pape défunt, les cardinaux qui entrèrent au conclave le quinze octobre élurent dans la nuit même le cardinal d'Ostia, Alessandro da Farnese, adversaire décidé de Clément VII, et qui prit le nom de Paul III en montant sur la chaire de saint Pierre (2). Aussitôt la plus

(1) Varchi, p. 531. Si l'on veut bien connaître comment les intérêts des particuliers et des classes de citoyens étaient blessés sous le gouvernement d'Alessandro par telles ou telles mesures administratives, l'on pourra bien se satisfaire dans Varchi.

(1) Varchi, p. 545.

(2) Clément avait conseillé ce choix, qui, en raison du grand âge de Paul (il avait soixante-sept ans), convenait aux cardinaux. Paul ne haïssait pas non plus Clément personnellement; mais il était surtout prononcé contre les Medici, et sur les débris de leur puissance il voulait élever la famille Farnèse. Pour abaisser les Medici, il favorisa tout ce qui pouvait contribuer à l'affranchissement de Florence. Varchi, p. 550.

grande partie des exilés florentins, à leur tête Filippo de' Strozzi, se rendirent à Rome, où ils trouvèrent un protecteur tout disposé dans le cardinal Ippolito d'Este. Les cardinaux de' Salviati, de' Ridolfi et de' Gaddi, tous trois Florentins, prirent aussi en main l'affaire des émigrés contre Alessandro; et à Florence même ces réfugiés trouvèrent un homme qui seconda leurs efforts, Bartolommeo de' Valori, qui, après la mort de Clément, avait perdu sa place de gouverneur de la Romagne (1).

Afin de pouvoir diriger leurs intérêts avec tout l'accord et le secret convenables, les bannis florentins placèrent enfin à leur tête six procurateurs à Rome, lesquels avaient eux-mêmes Filippo de' Strozzi pour chef. Ces procurateurs prirent la résolution d'envoyer une députation à l'empereur à Barcelone, à l'effet de lui représenter l'infamie de la conduite d'Alessandro, et de l'intéresser à leur sort qui était devenu si misérable par la violation de la précédente capitulation (2). Cette ambassade, qui partit de Rome au printemps de quinze cent trente-cinq, fut appuyée par les représentations que firent en même temps des députés envoyés par les cardinaux hostiles au duc Alessandro; mais elle fut encore plus confiante dans l'accueil favorable de l'empereur, auquel elle fut présentée un peu après la moitié du mois de mai, et fonda de grandes espérances sur les sentiments bienveillants de Doria, qui jouissait du plus grand crédit auprès de Charles, et qui, restant l'ami dévoué du système républicain, haïssait pour cela le duc Alessandro (1).

A la supplique des envoyés l'empereur répondit en général avec bienveillance; mais quant aux mesures à prendre, il les remit après la fin de son expédition contre Tunis. Le cardinal de' Medici voulut ensuite se rendre à Tunis à la cour impériale, afin d'y appuyer les représentations des députés; des exilés devaient l'accompagner; mais les préparatifs et les négociations entre les divers partis intéressés des émigrés se traînèrent jusque dans le mois d'août, et pendant tout ce temps Ippolito demeura à Itri, où le cinq il reçut du poison de Giovan Andrea di Borgo S.-Sepolcro dans un souper, et en mourut le dixième jour (2). Que l'empoisonnement se fit dans l'intérêt du duc, c'est ce que l'on pensa généralement; mais si le crime vint d'Alessandro, il aurait pu difficilement s'y prendre plus maladroitement; car c'était faire croire maintenant aux accusations les plus contradictoires des exilés (3). Cependant le jeune duc, en se rendant de sa personne à Naples en décembre auprès de l'empereur de retour de Tunis, parvint à faire répondre si bien par Francesco de' Guicciardini (qui l'accompagnait)

(1) Valori dit dans ce temps : « Ma al nome di dio ne vedremo chi potra far meglio l'uno senza altro ò il duca senza gli uomini da bene ò gli uomini da bene senza lui. »

(2) On n'avait même pas laissé une apparence de souveraineté nationale sur les monnaies. Jadis elles portaient les emblèmes de la ville; on y substitua les armes des Medici d'un côté, et de l'autre, à la place de l'image de saint Jean-Baptiste, on frappa celles de saint Cosimo et de saint Damiano, patrons particuliers de cette maison.

(1) Varchi dit, p. 558, entre autres choses sur la politique de Doria : « Questi offeriva à Cesare che se egli rendeva la libertà alla città di Firenze, che si adoprerebbe di maniera, che tra Firenze, Genova, Siena e Luca si farebbe una lega a devozione dell' imperadore e da difesa commune degli stati loro, della qual' egli sarebbe capitano, il che sarebbe una sicurtà grande delle cose d'Italia per sua maestà senza sua spesa. »

(2) Varchi, p. 566.

(3) Il est plus vraisemblable que le pape Paul, qui, s'il voulait perdre les Medici, devait se débarrasser avant tout d'Ippolito, fut le provocateur du meurtre. Sismondi, dans son aveugle haine républicaine contre Alessandro, accuse celui-ci, comme s'il n'y avait aucun doute à sa complicité. Sismondi, p. 91.

aux plaintes des émigrés, à la tête desquels se trouvait Filippo de' Strozzi, que Charles, en donnant enfin sa décision au mois de février quinze cent trente-six, ne changea presque rien aux relations publiques de Florence, et demanda seulement qu'Alessandro accueillît les émigrés dans leur patrie et leur restituât leurs biens. Le vingt-neuf février s'accomplit aussi le mariage solennel (1) du duc avec la fille naturelle de l'empereur, Marguerite; et bientôt après Alessandro revint à Florence. Ce qui lui avait été particulièrement utile auprès de l'empereur, c'est que la guerre venait d'éclater de nouveau entre la France et Charles; que ce prince pouvait compter plutôt sur le dévouement d'Alessandro que sur Florence État libre, qui déjà s'était montré ami fidèle de la France. D'ailleurs Alessandro se disait prêt à faire des payements à l'instant même (2).

Dans sa route vers la haute Italie, l'empereur Charles vint en personne le vingt-neuf avril à Florence, où sa présence fut célébrée par les fêtes les plus brillantes. Après que Charles fut allé à Gênes au mois d'octobre, Alessandro y accourut aussi pour grossir sa cour, et ne revint qu'à la fin de novembre. Bientôt après ce retour, il fut assassiné par son cousin (3) Lorenzino de' Medici, l'un de ses compagnons les plus intimes, dans la nuit qui précéda le sept janvier quinze cent trente-sept.

Ce Lorenzino, plein de talents extraordinaires, mais livré à une continuelle agitation intérieure, et impuissant contre les impressions et tous les caprices de sa fantaisie, était né en mars quinze cent quatorze, et avait déjà, comme il arrive ordinairement aux gens de cette complexion, montré un penchant décidé pour la perfidie, la dissimulation, les intrigues et les noirceurs de toute espèce; car en lui il n'y avait rien de sincère, il n'y avait de respect pour rien; il aimait à se railler de tout ce qui paraissait grave et sacré aux yeux des autres, et son goût pour les intrigues et les mystifications ne connaissait point de bornes. De telles natures se complaisent dans le monstrueux et leurs actes sont des écarts incompréhensibles considérés sous le point de vue ordinaire des hommes. Ainsi Lorenzino avait voulu tuer le pape Clément, quoique ce pontife lui accordât une préférence bien marquée et lui donnât beaucoup de témoignages d'affection (1). Il s'était tellement uni à l'existence d'Alessandro, avait pénétré en apparence si profondément dans sa manière d'être et dans ses volontés, que le prince, loin d'entretenir la moindre défiance, se servait de lui en toutes circonstances, comme du ministre complaisant de ses plaisirs. Au milieu de l'exercice d'un tel emploi, Lorenzino nourrissait un projet de meurtre. Un homme avait été sauvé par son intercession du supplice ordonné pour cause d'assassinat; il s'appelait Michel Favolaccino, ou plus communément Scoronconcolo; Lorenzino s'empara si bien de son esprit, que ce misérable le servit de son couteau, dans la persuasion qu'il s'agissait seulement de la mort d'un

(1) De nouvelles fêtes solennelles furent données à Florence le treize juin. Varchi, p. 616. Ce jour là Marguerite arriva à Florence.

(2) Varchi, p. 609. Après son retour, Alessandro rappela tous les bannis florentins qui jusqu'alors s'étaient tenus dans le lieu assigné pour leur exil; mais les autres ne furent pas rappelés.

(3) Voyez, division IV, la table généalogique. Selon les décisions de l'empereur, Lorenzino était l'héritier de la principauté d'Alessandro si celui-ci mourait sans laisser d'enfants.

(1) Le tour d'esprit érostratique de Lorenzino l'avait jadis poussé à Rome à abattre les têtes d'une quantité de belles statues antiques. Cet acte jeta Clément dans une si furieuse colère, que, malgré sa prédilection pour Lorenzino, il était sur le point de le faire pendre. Il lui fallut quitter Rome. Varchi, p. 618.

homme odieux à la cour. Par l'appât d'une aventure longtemps recherchée avec une proche parente, il amena le duc dans sa chambre, qui avait été disposée pour cette action, et là il l'immola de concert avec Scoronconcolo. Aussitôt il s'enfuit à Venise avec celui-ci et un seul serviteur, sans se livrer à une seule tentative pour faire tourner le crime à son profit ou à l'avantage de la république. En réalité cet assassinat ne paraît avoir eu aucun motif direct ou indirect que l'on puisse comprendre, et il semble avoir été le produit d'une monstrueuse perversité de l'esprit et de l'imagination (1).

Alessandro avait eu pour ministre principal de ses actes de gouvernement le cardinal Cybo. Dès que celui-ci fut informé de la disparition du duc, prolongée au delà de la nuit, ainsi que du rapide départ de Lorenzino, il se douta de ce qui était arrivé, et prévit aussi les suites que la nouvelle pourrait avoir dans la disposition hostile du peuple contre tous les Medici. Il ne se hasarda donc point à demander aussitôt l'ouverture de la chambre de Lorenzino, de crainte qu'il n'en résultât un soulèvement; il expédia des messagers aux troupes à Pise, à Arezzo, dans le Mugello, et avant tout à Alessandro de' Vitelli, qui par hasard était allé à Città di Castello. Dans le palais il prit des mesures qui ne laissèrent rien présumer d'étrange, et ceux qui voulaient faire leur cour au duc furent congédiés, sous prétexte qu'Alessandro, ayant passé toute la nuit en société, dormait encore (2).

Enfin, à l'approche des ténèbres, l'on ouvrit en secret la chambre de Lorenzino, et l'on trouva ce que l'on avait présumé; mais à peine se répandit le bruit le lendemain matin, que l'on vit entrer Alessandro de' Vitelli, et toutes les rues principales ainsi que tous les points les plus forts de la ville occupés par des troupes et de l'artillerie; car ceux même de l'ancien parti Medici qui s'étaient à la fin éloignés de plus en plus d'Alessandro devaient redouter le peuple, si sa colère venait à éclater. Déjà, avant l'ouverture de la chambre, le cardinal avait demandé conseil à Francesco de' Guicciardini, Roberto de' Acciajuoli, Matteo de' Strozzi et à Francesco de' Vettori, sur ce qu'il y avait à faire au cas que le duc fût tué ou ne se retrouvât plus; mais, regardant cette question comme un piége, ils avaient répondu qu'il fallait d'abord chercher, qu'ensuite on aviserait. De son côté le peuple, croyant qu'on voulait l'éprouver, se tint tranquille; d'ailleurs il manquait de chefs, car tous les hommes actifs, énergiques, qui n'étaient pas compromis de façon ou d'autre pour Alessandro, vivaient dans l'exil. Le parti des Piagnoni seul se montra à découvert, rappela les prédictions de Savanarola, et promit qu'enfin la liberté de la ville allait être assurée.

Après avoir pris d'abord les premières mesures de sûreté, Cybo tint une assemblée des quatre-vingts, dans laquelle chacun ouvrit un avis différent, mais où l'on s'accorda cependant sur ce point, qu'il ne fallait appeler aucune réunion de bourgeois, aucun grand conseil. L'un des assistants proposa Giulio, fils naturel d'Alessandro, âgé de quatre ans, pour successeur, et devint la risée de ses collègues. Enfin une voix parla de Cosimo de' Medici, qui alors était à quinze milles de Florence dans son domaine de Trebbio dans le Mugello; c'était après Lorenzino le plus proche héritier des Medici (1), et Lorenzino était trop mal famé

(1) Lorenzino, qui pensait déjà précédemment à tuer le duc, avait eu occasion de le précipiter du haut d'un mur élevé; il ne le fit point, de crainte que l'on ne crût que le duc serait tombé de lui-même et n'aurait point été renversé par son cousin.

(2) Varchi, p. 624.

(1) Voyez la table généalogique, div. IV.

pour qu'un homme pût penser à lui. Le nom de Cosimo ne rencontra qu'une seule opposition déclarée, celle de Palla de'Ruccellai, agissant vraisemblablement dans l'intérêt de Filippo de' Strozzi, qui, appartenant de très-près par les femmes à la ligne médicéenne de Cosimo l'ancien, pouvait avoir songé depuis longtemps à substituer sa postérité aux Medici, lorsque la descendance légitime de Cosimo l'ancien était éteinte. Comme Palla, malgré les instances de Guicciardini et de Vettori, persista à soutenir que trop d'hommes importants étaient éloignés de Florence pour que l'on pût prendre une résolution, l'on confia enfin pour trois jours toute la direction du gouvernement au cardinal. Mais le peuple était si impatient de voir une solution, qu'il appela des citoyens marquants dans les artisans et les boutiquiers auxquels il avait confiance, les quels, dans le cas où les autres n'en finiraient pas, pourraient seuls convoquer le peuple (1). Cosimo revint du Mugello. Comme il s'était toujours montré doux et bienveillant, qu'il était bel homme et fils du chef des fameuses bandes noires, la majorité lui était dévouée à lui seul de tous les Medici. Dans la nuit même de son arrivée, Guicciardini, Vettori, Roberto de' Acciajuoli et Matteo de'Strozzi tinrent conseil avec lui, avec le cardinal et Vitello, et ils résolurent de réunir encore le lendemain (lundi neuf janvier) le sénat des quatre-vingts, et de le décider à placer Cosimo à la tête du gouvernement comme *capo della republica fiorentina*. Pendant la séance du sénat, Vitello fit occuper les rues environnantes par des soldats tirés en partie des bandes noires, tout dévoués au fils de leur chef chéri, et un cri de *vivent le duc et les Medici!* leva tous les doutes à l'égard de Cosimo dans l'esprit de sénateurs (2). L'opposition obstinée de Palla eut peu d'action, et comme Cosimo accepta bien vite, en qualité de chef futur de la république florentine, les conditions que lui présentèrent le cardinal et les principaux du sénat (1), Vitello, profitant du bruit occasionné parmi les soldats par une mule entrée dans la cour, s'écria enfin : « Hâtez-vous de prendre une résolution, car on ne pourra longtemps contenir ces soldats. » Aussitôt se fit l'élection, et Cosimo sut montrer la plus grande adresse dans son discours d'installation. Florence fut remplie de joie, le jour de ce choix devint un jour de fête, et le peuple salua Cosimo comme son prince. Ensuite les soldats assaillirent sa maison, la pillèrent et la ruinèrent (ainsi que faisait le peuple de Rome dans la demeure du cardinal élu pape); mais ils traitèrent de même l'habitation de Lorenzino, où se trouvaient comme chez Cosimo beaucoup de manuscrits précieux et d'objets curieux d'antiquité; ces richesses durent être transportées par les soldats dans la demeure de Vitello.

Francesco de' Guicciardini et les autres chefs du sénat qui s'étaient rangés autour de Cosimo comme conseillers, espéraient

(1) « Se non sapete o non volete far voi, chiamate noi. » Varchi, p. 627.

(2) A Florence demeuraient encore d'autres Medici, mais qui ne descendaient pas de Giovanni l'ancien et de ses fils Cosimo l'ancien et Lorenzo ; ils sortaient de branches éloignées. A l'un de ceux-ci Vitello offrit sérieusement, ou pour l'éprouver, le pouvoir ducal ; mais celui-ci répondit qu'une pareille dignité ne lui convenait pas.

(1) Le cardinal demanda de Cosimo :

1° Qu'il gouvernât selon le droit et la loi ;

2° Qu'il restât dévoué à la politique impériale;

3° Qu'il exerçât des vengeances sur les meurtriers d'Alessandro ;

4° Qu'il prît soin des enfants naturels d'Alessandro, Giulio et Giulia.

Les sénateurs décidèrent :

1° Qu'il prendrait seulement le titre de *capo e governatore della republica fiorentina* ;

2° Que, lorsqu'il serait absent, il ne pourrait

diriger le gouvernement à sa place (1) ; car, en raison de ses dix-sept ans et six mois, ils le regardaient comme un être dépourvu de volonté ; mais ils s'étaient complétement abusés. Il chercha aussitôt à gagner les cardinaux florentins à Rome ainsi que l'empereur, et il fit examiner et mettre en état de défense tous les points fortifiés du territoire.

Immédiatement après l'élection de Cosimo, Alessandro de' Vitelli s'était mis en possession de la nouvelle forteresse de Florence; tandis qu'il la tenait en apparence aux ordres de Cosimo, et qu'il offrait à celui-ci ses enfants comme gages de sa fidélité, il écrivait en même temps à l'empereur qu'il s'était emparé de la citadelle, afin de pouvoir maintenir avec d'autant plus de sûreté Florence dans le parti de l'empereur, même contre la volonté de Cosimo.

La situation de Cosimo devint encore plus difficile, parce qu'aussitôt après la nouvelle de son élévation les trois cardinaux florentins et Bartolommeo de' Valori (qui alors demeurait à Rome) avaient marché vers Florence avec deux mille hommes et beaucoup d'émigrés, et que Filippo de' Strozzi accourut de Venise à Bologne, où il se mit à lever des soldats. Par hasard le duc Alessandro avait obtenu de l'empereur un corps de troupes pour se protéger contre le pape Paul; et justement ces troupes débarquaient à Lerici au moment où Cosimo était élu (1) ; elles pouvaient donc servir de contrepoids, dans le cas où Strozzi, dont les fils servaient le roi de France, serait soutenu par ce monarque (2). Cependant les efforts de Cosimo auprès des cardinaux florentins les amenèrent à congédier leur monde; et les bannis, après avoir obtenu un sauf-conduit de Cosimo aussi bien que de Vitello, revinrent à Florence, pendant que les troupes espagnoles s'approchaient de la ville. Vitello, voyant les impériaux à peu de distance, fit menacer les bannis par ses gens, et dès le premier février ces malheureux furent saisis d'une telle frayeur, qu'ils s'éloignèrent de nouveau presque tous. Le cardinal Salviati, frère utérin de Cosimo, qui voulut rester, fut si grossièrement outragé dans sa demeure par les gens de Vitello, qu'il se retira également.

Cependant Charles V se déclara de plus en plus pour Cosimo. Le quatorze mai furent célébrées les obsèques du duc assassiné (3);

---

faire exercer son pouvoir que par un Florentin ;

3° Qu'il se contenterait d'un revenu annuel de douze mille florins d'or fournis par l'État ;

Et enfin 4° que, dans ses résolutions, il prendrait l'avis de conseillers subordonnés.

Ces huit conseillers étaient : Roberto de' Acciajuoli, Jacopo de' Gianfigliazzi, Giuliano de' Capponi, Matteo de' Riccobini, Francesco de' Guicciardini, Francesco de' Vettori, Matteo de' Strozzi et Rafaello de' Medici. Varchi, p. 629-630. Manucci, *Vita di Cosimo I* (Pisa, 1823), p. 68 sq.

(1) « L'intenzion loro era principalmente questa : Che Cosimo attendesse con quei dodeci mila fiorini a darsi un buon tempo e si occupasse tutto in piaceri ora della caccia, ora dell' uccellare, ora del pescare, delle quali ese sommamente si dilettava, ed essi con pochi altri a governare a pappare e succiarsi lo stato, e per questo non avevan voluto, che si chiamasse duca. » Varchi, p. 631

(1) « Quell istessa notte che fu morto il duca arrivarono d'intorno à Genova vicino a tre mila Spagnoli e due insegne di Tedeschi. » Varchi, p. 633.

(2) Le résident impérial offrit aussi ses troupes contre les émigrés. Varchi, p. 637.

(3) Son meurtrier avait été proscrit à Florence. Celui qui le tuerait devait avoir quatre mille florins d'or, et cent florins d'or par année, pour le temps de sa vie; cette pension devait même passer à ses descendants en ligne directe jusqu'à leur extinction, ainsi que le droit de bourgeoisie florentine et l'affranchissement de tout impôt. Varchi, p. 642. Lorenzino alla de Venise en Turquie, puis en France; enfin il revint à Venise. Partout il chercha à vivre aussi peu

et à la fin de ce mois revinrent les députés de Cosimo auprès de l'empereur, qui rapportèrent que le monarque suprême enverrait à Florence son ambassadeur à Rome, Fernando da Sylva, comte de Sifonta, pour y notifier ses volontés. Cette déclaration fut faite le vingt et un juin dans une séance du sénat, où fut lu un décret impérial du vingt-huit février, qui instituait Cosimo duc et légitime héritier du pouvoir à Florence. D'un autre côté, Lorenzino et son frère, et en général tous les descendants de Pier Francesco, furent exclus de la succession. Les citadelles de Florence et de Livourne furent d'ailleurs occupées par des troupes impériales, et ne furent évacuées qu'en quinze cent quarante-trois.

Filippo de' Strozzi ne renonça nullement à l'espoir de renverser le pouvoir princier de Cosimo. Dans la haute Italie, le comte della Mirandola avec l'appui des Français, presque entouré de territoires qui étaient dans les intérêts impériaux, tenait pour la France. Ce fut sur ses domaines que Filippo fit des enrôlements pour son attaque contre Florence; et en effet, au commencement de juillet, quatre mille fantassins et trois cents cavaliers furent levés au moyen de l'argent de France et de Strozzi; et Pietro de' Strozzi, fils aîné de Filippo, avec Bernardo de' Salviati et Capino da Mantova, se mirent à leur tête.

Cependant le territoire de Florence avait entièrement suivi le sort de la capitale; seulement à Pistoja les anciens partis des Panciatichi et des Cancellieri s'étaient relevés aussitôt après le meurtre d'Alessandro (1). Les Panciatichi avaient massacré d'une manière atroce un grand nombre de Cancellieri (1). L'un des Panciatichi jadis bannis par le duc Alessandro, Niccolo de' Bracciolini, revint ensuite à Pistoja qui, sous le gouvernement des Panciatichi, tenait pour les Medici; il se fit des amis, et offrit ensuite à Filippo de' Strozzi de lui livrer Pistoja par trahison; mais il s'était entendu sur ce point avec Alessandro de' Vitelli, et ne voulait que tromper Filippo. En effet celui-ci se laissa entraîner, avec Bartolommeo de' Valori et beaucoup d'autres exilés, à pénétrer en Toscane. Ils vinrent avec quelques escadrons de cavalerie jusqu'à Montemurlo; les autres troupes des exilés avancèrent plus lentement. Cosimo, feignant de concevoir les plus grandes inquiétudes, appela tous ses soldats espagnols dans la ville, et trompa si bien ses ennemis que ceux-ci se crurent en pleine sécurité à Montemurlo. Dans la nuit du trente et un juillet, Vitello conduisit presque toutes les forces de Cosimo contre Montemurlo. Pietro de' Strozzi avait encore divisé la faible troupe de cavalerie avec laquelle il était arrivé à Montemurlo, et les petits postes établis dans la direction de Prato furent encore tellement coupés par l'effet d'un mal entendu, qu'ils ne furent plus en état de donner des avis. Le quartier général des exilés fut surpris à Montemurlo,

remarqué que possible; mais dans l'année quinze cent quarante-sept il fut atteint par la vengeance que Cosimo lui avait promise.

(1) Arezzo, qui avant la marche des armées impériales contre Florence se déclara État libre, avait dû, dès le dix octobre quinze cent trente, se soumettre de nouveau à la domination de Florence. Le comte Rosso de Bevignano, qui s'était donné beaucoup de mouvement pour constituer une existence politique à la ville d'Arezzo, s'enfuit dans l'État de l'Église, y fut pris, livré et pendu à Florence. A la mort d'Alessandro, Arezzo resta paisible. Cosimo fut élu, et peu de temps après, en quinze cent trente-huit, éleva une citadelle dans Arezzo et Pistoja, et désarma les habitants.

(1) Cette lutte de partis, rappelle entièrement les premières époques de la Toscane; après l'expulsion des Cancellieri de la ville, elle se poursuivit autour des manoirs de campagne et des forteresses du territoire de Pistoja, et à la suite de l'entier abattement des Cancellieri, elle amena une division des Panciatichi et des combats entre eux. On trouve tout cela décrit en détail par Varchi, p. 643 sq

Pietro de' Strozzi fut pris ; mais, comme on ne l'avait pas reconnu, il parvint à s'échapper. Son père se trouva prisonnier dans le château des Nerli à Montemurlo, avec beaucoup d'autres des plus considérables parmi les émigrés, et Vitello les conduisit à Florence. Les soldats espagnols ne vendirent pas leurs captifs aux autorités chargées par Cosimo de les acheter ; les Italiens au contraire se montrèrent tout disposés à ce marché, et justement dans leurs mains étaient Bartolommeo de' Valori et en général presque tous les chefs des exilés. Maintenant ceux-ci, tombés entre les mains de Cosimo, furent interrogés, appliqués à la question, et peu à peu en partie exécutés publiquement, en partie immolés en prison. Le vingt août, sept années après avoir mis fin par la force à la constitution libre de sa patrie, Valori, soumis d'abord à plusieurs reprises à d'horribles tortures, subit le dernier supplice. Filippo de' Strozzi était le prisonnier de Vitello; celui-ci le retint dans la citadelle (1), sans le livrer à Cosimo ; mais, comme il passait pour le plus riche propriétaire de l'Italie, Vitello lui extorqua des sommes énormes; enfin, l'empereur ayant cédé aux instances pressantes de Cosimo, il fallut encore que Vitello consentît à la torture de Strozzi ; Filippo en fut prévenu, et se coupa la gorge dans sa prison, dans l'année quinze cent trente-huit (2).

C'était en effet une entreprise difficile de fonder un pouvoir véritablement monarchique en dépit de tant de souvenirs historiques, de tant de sentiments républicains qui vivaient encore dans le peuple, particulièrement dans le parti de Savanarola, en dépit de tant de citoyens ambitieux et puissants; et en présence de l'opinion alors dominante sur l'indifférence de tant de moyens qui nous font horreur, en voyant cette espèce d'habitude de la révolte, du poison et du poignard, l'on ne peut accuser Cosimo trop sévèrement, s'il fit usage contre ses ennemis des même armes que ceux-ci pouvaient employer contre lui-même; mais il lui fut plus difficile de s'affranchir des bons avis des prétendus amis qui voulaient gouverner par son entremise.

Le premier parmi ces amis, qui dut quitter la scène, fut le cardinal Cybo (1). Il avait découvert un plan pour empoisonner Giulio, fils naturel d'Alessandro, et sans y être autorisé par aucune espèce de preuves, il en fit des reproches au duc. Ce dernier, offensé au plus haut degré, saisit l'occasion, et menaça le cardinal d'une manière si terrible, que celui-ci prit le parti de se retirer auprès de sa belle-sœur, la marquise de Massa (2).

Allessandro de' Vitelli restait avec une autorité à part comme commandant impérial de la citadelle; sur les instances de Cosimo, il en fut éloigné en quinze cent trente-huit par don Juan de Luna, que l'empereur envoya à sa place, et quitta la ville, après s'être énormément enrichi durant son séjour.

Les quatre principaux provocateurs de l'élévation de Cosimo, Guicciardini, Vettori, Acciajuoli et Matteo de' Strozzi, excitaient au plus haut point sa jalousie; il les tint de plus en plus éloignés de toutes les affaires importantes. Le sort de son

(1) Pour la construction de laquelle il avait prêté de l'argent au duc Alessandro. Varchi p. 569.

(2) Sismondi, p. 116.

(1) Innocenzo Cybo était fils de Francesco ou de Franceschetto, de la maison Cybo ou Cibo, et déjà il a été souvent question de son père. Voyez division IV et ailleurs. Ce Francesco, fils du pape Innocent VIII, avait épousé Maddalena de' Medici, fille de Lorenzo l'Illustre, et il en avait eu encore un fils, Lorenzo, qui épousa une héritière de la maison des marquis Malaspina dans la Lunigiana. Il succéda ainsi à ceux-ci dans la possession de Massa et de quelques territoires indépendants qui furent érigés en principauté.

(2) Sismondi, p. 118.

vieux ami, Filippo Strozzi, brisa le cœur de Vettori; depuis la mort de Filippo, Vettori ne quitta plus sa maison. Guicciardini se retira en quinze cent trente-neuf dans son domaine d'Arcetri, où il mourut le vingt-sept mai quinze cent quarante, de poison à ce que l'on prétendit. Acciajuoli et Matteo de' Strozzi ne lui survécurent pas longtemps.

Ainsi peu de temps après son avénement au pouvoir, Cosimo se trouva comme arbitre unique de l'État florentin, qu'il dirigea sans initier personne à ses plans plus profondément qu'il ne le jugeait à propos. Aussitôt qu'il eut bien établi son pouvoir à l'intérieur, il essaya d'attirer à lui les deux républiques voisines de Lucques et de Sienne, pour étendre son pouvoir sur toute la Toscane. Lucques, qui s'était complue si longtemps dans l'obscurité d'une existence paisible, en fut tirée par les chicanes de Cosimo; mais on n'en vint point à la guerre qu'il désirait, parce que les Lucquois, tout entourés par la puissance impériale, trouvaient des protecteurs de leur liberté et des défenseurs (en partie achetés) qui pouvaient servir au mieux les intérêts de l'empereur, si Cosimo ne se sentait pas trop indépendant et trop puissant autour de lui. Lucques fut donc fermement soutenue, et comme la république trouva dans le pape un protecteur aussi décidé qu'il était ennemi déterminé de Cosimo, les rapports se compliquèrent en se resserrant, et la petite république arrêta le duc par des débats de frontières, sans que celui-ci pût l'en punir.

Il en fut autrement de Sienne, qui fut assez imprudente pour se rattacher à la France, en voyant Florence gagnée à l'empereur, et pour abandonner le parti impérial.

Après la reddition de Florence, Ferdinando da Gonzaga, qui depuis la mort du prince d'Orange commandait les troupes impériales en Toscane, avait fait dire aux Siennois que la volonté de Sa Majesté impériale était qu'ils laissassent rentrer dans leur patrie tous les bannis et les proscrits pour des délits ou des intérêts politiques. Le gouvernement de Sienne ayant acquiescé à ce désir, Ferdinando demanda une nouvelle organisation du pouvoir lui-même, auquel le *monte* des neuf devait de nouveau prendre part (1). Sienne céda encore sur ce point; le gouvernement fut distribué entre quatre *monti*, en sorte qu'une *balia* de vingt membres se trouvait à la tête des affaires, et que dans ce corps le *capitan del popolo* avait droit de siéger et de voter. A la tête des troupes siennoises fut placé le duc d'Amalfi, fils d'un neveu du pape Pie II, Alfonso Piccoluomini, pour lequel l'empereur avait une bienveillance particulière. Mais cette disposition ne fut point accueillie par les neuf, qui auraient voulu voir disparaître toute distinction entre les *monti*, tous les citoyens appelés au partage égal des droits, et le duc d'Amalfi, que favorisaient les *reformatori* et les *popolari*, remplacé par un autre général impérial. Ferdinando da Gonzaga leur fit cette concession. Don Lopez di Soria occupa la place de Piccoluomini, et mena la garnison espagnole dans la ville. Mais cette mesure tint Sienne dans une funeste division, qui ne fut comprimée que par le séjour des troupes impériales sous Ferdinando lui-même, puis sous le marquis del Guasto, sur le territoire siennois jusqu'au mois d'avril quinze cent trente-deux. Ensuite le duc revint d'Amalfi à Sienne comme commandant de la ville, congédia la garde espagnole à l'exception de cent hommes, et fut en pleine faveur auprès du peuple. Ce ne fut que dans l'année quinze cent trente-quatre que s'élevèrent de nouveaux troubles; alors des citoyens influents excitèrent à la révolte le bas peuple exclu par le gouvernement, et poussé par la famine à des mouvements tumultueux. Mais bientôt on abolit l'association révolutionnaire de cette classe du peuple, la *compagnia de' Bardotti*. Tout resta maintenant tranquille jusqu'en quinze

(1) Malavolti, l. c., fol. 137.

cent trente-huit; à cette époque on vendit toutes les charges publiques du territoire et même quelques-unes de la ville, afin d'obtenir, par le prix de la vente, les moyens de soulager un peu la famine qui régnait alors ; il en résulta une si mauvaise administration de la justice, que personne dans le Siennois ne fut plus assuré de ses biens et de sa vie (1).

Dans la même année, le pape Paul eut une entrevue à Nice avec l'empereur; comme Charles avait besoin d'argent pour ses guerres, et qu'il ne pouvait en obtenir du clergé de ses domaines que par des moyens extraordinaires, il consentit, moyennant une concession de subsides de la part du pape, au mariage de sa fille, la duchesse douairière Marguerite de Florence, avec le petit-fils du pape, Ottavio da Farnese. Le fils du pape, Pier Luigi, fut nommé duc de Castro, et Paul lui réserva dans sa pensée le pouvoir à Sienne, où plusieurs des neuf se mirent en rapport avec Pier Luigi pour favoriser ses plans, en sorte que parmi les *popolari* se manifesta le désir de détruire les neuf, s'il était possible. L'exécution de ce plan devint impossible par la division de ses partisans mêmes, division qui entretint les prétentions de la famille de' Salvi élevée par le duc d'Amalfi, jusqu'à ce que l'empereur conçut le soupçon que cette famille était d'intelligence avec la France. Lorsque l'empereur vint à Lucques avant son expédition contre Alger (2), il se montra fortement indigné des allures violentes de la vie politique dans l'intérieur de Sienne (*il modo brutto del vivere e del governo di Siena*), et il chargea Granvelle d'organiser convenablement cette ville. Granvelle arriva à Sienne le vingt-sept novembre quinze cent quarante et un, et institua pour deux années une nouvelle *balia* de quarante membres, dont trente-deux devaient être élus par le conseil des *monti* de Sienne, et les huit autres par lui-même. La *balia* devait avoir le précédent pouvoir des *balie*, et le *capitan del popolo* y prendre place. Un membre de la noblesse n'appartenant pas à Sienne, qui aurait étudié et acquis la dignité de docteur, devait être nommé par l'empereur tous les quatre ans *capitan di giutizia* à Sienne pour comprimer l'esprit de faction. Cette constitution fut mise en vigueur le sept décembre, et plusieurs citoyens, entre autres des membres de la maison de' Salvi, furent bannis; le duc d'Amalfi fut renvoyé chez lui.

Les Siennois ne supportèrent en réalité cette limitation de leurs mouvements qu'avec répugnance (1). Alors Pietro et Leone de' Strozzi, les fils du malheureux Filippo, pour venger la mort de leur père sur le duc Cosimo, cherchèrent, durant la guerre qui venait d'éclater de nouveau entre la France et l'empereur, une place d'arme en Toscane. Le célèbre marin turc Chayreddin Barberousse leur tendit la main, et, tandis qu'ils levaient des troupes dans Mirandola, il s'empara en quinze cent quarante-quatre du hâvre de Telamone et de Porto Ercole, puis les quitta après les avoir saccagés. Pré-

(1) L'opinion de Sismondi (p. 123), que le duc d'Amalfi avait été nommé chef de la république de Sienne en quinze cent trente-huit par l'influence de l'empereur, est entièrement fausse ; et probablement elle est venue d'une lecture trop rapide du passage cité de Malavolti. Ce passage dit (fol. 1406): « Essendo in Siena il duca di Malfi creato capitano di popolo del mese di maggio e giugno 1538.

(2) Muratori, *Annali d'Italia*, Milano, 1820, vol. XIV, p. 478. Le huit septembre le pape Paul vint à Lucques; le dix l'empereur y arriva. Charles s'embarqua bientôt après dans le golfe de Spezzia.

(1) Ce qui blessa le plus, ce furent les mesures de police auxquelles elle était liée : que nul bourgeois ne pût porter les armes, et surtout avoir des armes à feu ; que personne n'allât dans les rues sans lanterne, etc. Malavolti, fol. 142. La garde espagnole et diverses mesures assurèrent d'abord l'état des choses.

cédemment, en octobre quinze cent trente-huit, le duc d'Urbino, Francesco Maria della Rovere, était mort (1); son fils Guidobaldo (l'autre, Giulio, devint dans la suite cardinal) obtint bien la collation du duché d'Urbino, mais en renonçant au territoire de Camerino, dont il avait épousé l'héritière de la maison de' Varani (2). Ce territoire avait été réclamé par Ercole de' Varani comme vassal, et il avait fini par vendre ses droits au pape Paul (3). Alors Guidobaldo ne paraissait pas entièrement éloigné d'une alliance avec la France, et Cosimo, menacé de deux côtés, offrit des secours aux Siennois contre Chayreddin; de leur côté les Siennois, soupçonnant fortement Cosimo de chercher à s'emparer de Sienne sous quelque prétexte, s'opposèrent à son intervention par des négociations qu'ils prolongèrent jusqu'à la paix de Crespy (4). La politique soupçonneuse, inquisitoriale de Cosimo donnait l'éveil à tous ses voisins, et provoqua leur défiance à un degré qui fait considérer avec une sorte de terreur les rapports de la Toscane dans ce temps. Cosimo sut parfaitement comprendre une époque où tous les liens moraux étaient rompus, étendre partout son réseau de fer à l'aide de la ruse et d'une adroite et subtile intelligence que personne n'avait déployée avant lui.

(1) De poison que lui avait donné son barbier, probablement dans l'intérêt du pape.

(2) Giulia, fille de Giammaria. Les noces se firent en quinze cent trente-quatre. Sismondi, p. 198. La mère de Giulia, Cattarina Cybo, dirigea le gouvernement dans le duché de Camerino; mais Ercole de' Varani et son fils Mattia menaçaient toujours les frontières.

(3) Le pape conféra Camerino à son petit-fils Ottavio da Farnese, qui n'était âgé que de quinze ans, et qui bientôt après épousa la veuve du duc assassiné, Alessandro de' Medici. Muratori, l. c., p. 464.

(4) La famille des d'Appiano de Piombino était encore plus que les Siennois dans l'inquiétude pour son pouvoir, redoutant Chayreddin et Cosimo; mais le Turc épargna le territoire de Piombino, aussitôt que lui eut été livré le fils d'un de ses capitaines qui s'était fait chrétien, tandis qu'il emmena en esclavage plusieurs milliers de chrétiens. Muratori, XIV, p. 497.

Après la paix de Crespy, au mois de septembre quinze cent quarante-quatre, Cosimo rendit compte à l'empereur de la politique et de l'état de Sienne. Comme en même temps le marquis del Guasto, pour laisser un peu respirer les Milanais, logea quelque milliers d'Espagnol sur le territoire de Sienne, que la garde espagnole de la ville provoqua les bourgeois par ses brigandages, que d'autres motifs de mécontentement ajoutèrent encore au ressentiment sur leur état de compression et à la crainte de voir les neuf s'ériger, avec l'aide de l'influence imperiale, en *monte* dominant, au mois de février quinze cent quarante-cinq éclatèrent des désordres sanglants où plusieurs des neuf perdirent la vie. La garde espagnole fut congédiée le quatre mars; le *capitano della giustizia*, nommé par l'empereur, don Juan da Luna, dut s'éloigner de la ville; toute participation au gouvernement fut reprise au *monte* des neuf, et à la place de la *balia* s'élevèrent neuf citoyens élus dans les autres *monti*, qui formèrent, sous la présidence du *capitano del popolo*, l'autorité dirigeante dans la ville.

A Lucques alors on était occupé de plus vastes plans pour s'assurer une situation politique plus fixe et plus déterminée. Entre autres mesures adoptées, on y forma, comme autrefois dans le pays florentin, une espèce de *landwehr*, et Francesco de' Burlamacchi fut l'un des trois commissaires choisis pour les affaires de cette *landwehr*. Il avait sous lui de quatorze cents à deux mille hommes; avec cette force, à la suite d'une revue habituelle, il se proposa de surprendre Pise qui n'avait point de garnison, et dont le commandant était d'accord avec lui. Il pouvait compter sur le concours

(1) Malavolti, fol. 145.

empressé des Pisans ; de concert avec eux, et soutenu par le mécontentement de tout le monde, il espérait également amener Florence sous son pouvoir, tandis qu'une petite division de ses troupes irait appeler Pescia et Pistoja à la liberté. Il comptait aussi sur Arezzo, si passionnée pour l'indépendance, ainsi que sur Sienne, qui, par suite de la dernière révolution, avait à craindre la disgrâce de l'empereur. La délivrance des cités de Toscane devait entraîner l'affranchissement des villes pontificales, et toutes ces cités devaient former, comme républiques libres, une ligue politique pour se protéger en toute circonstance. Les Strozzi offrirent à Burlamacchi trente mille *scudi* de la part de la France et des Florentins vivant encore dans l'exil; mais leur intervention arrêta l'exécution des plans, jusqu'à ce que tout fut trahi par un Lucquois au duc Cosimo, qui détermina l'empereur à réclamer de Lucques l'extradition de Burlamacchi. Elle ne fut pas refusée, et Burlamacchi mourut à Milan par la main du bourreau (1).

Ces événements engagèrent l'empereur à s'occuper avec plus d'attention des affaires de Sienne ; car il craignait que les Siennois ne se jetassent dans les bras des Français pour y chercher de l'appui; et afin d'empêcher cela, il résolut d'envoyer de nouveau une garnison espagnole de quatre cents hommes à Sienne sous les ordres de don Diego Hurtado de Mendoza. Ferdinando da Gonzaga, le commandant supérieur des Espagnols, ne tint nul compte de la protestation que déposèrent les Siennois, et ceux-ci convoquèrent leur *landwehr* pour repousser les Espagnols ; mais aussitôt qu'arriva la nouvelle du triomphe définitif de Charles en Allemagne, la république accepta la médiation amicale de Cosimo, et laissa entrer dans les murs, le vingt-neuf septembre quinze cent quarante-sept, les quatre cents hommes expédiés par l'empereur, dont elle devait solder trois cents (1). Mendoza n'arriva qu'un peu plus tard, en octobre, et après qu'avec l'aide de l'autorité impériale il eut peu à peu dompté les Siennois si avides de liberté, rétabli les neuf dans tous leurs droits, le quatre novembre quinze cent quarante-huit il introduisit une *balia* semblable à celle instituée par Granvelle (2). Puis il sut fortifier les troupes espagnoles à Sienne, prit sous sa garde les magasins militaires et les armes de la république; et enfin Charles conçut même le projet, pour tenir cette ville libre entièrement soumise à ses volontés, de construire un château dans Sienne. Les Siennois, qui d'ailleurs étaient tourmentés d'une manière intolérable par les brigandages et les violences de la garnison espagnole, résolurent de faire adresser des représentations à l'empereur à ce sujet et sur la construction de la citadelle ; mais cela ne leur fut d'aucun secours. Ce qui les sauva, ce fut la pénurie de l'empereur, auquel il ne restait plus d'argent pour faire exécuter si rapidement les vastes ouvrages que projetait Mendoza. La construction n'était point avancée lorsque la guerre éclata de nouveau entre l'empereur et la

(1) Sismondi (p. 127-130) s'arrête avec complaisance aux plans de Burlamacchi. Dans ce temps s'éleva aussi une guerre civile dans le petit marquisat de Massa. La marquise Riccarda Malaspina ne voulut pas remettre le marquisat à son fils aîné, Giulio Cybo, qu'elle avait eu de Lorenzo Cybo; elle prétendait faire passer cette seigneurie au second fils, Alberico. Ercole de Ferrare soutenait la mère, Cosimo de Florence était pour le fils, lorsqu'enfin l'empereur fit occuper Massa et interdit toutes les hostilités, en attendant que la question eût été décidée par lui.

(1) Malavolti, fol. 146.

(2) La *balia* devait se composer de quarante membres, dont moitié seulement serait élue par le conseil des *monti;* l'empereur devait choisir l'autre moitié. Quatre membres de la *balia* devaient présider la *signoria,* en sorte que celle-ci ne pouvait rien décider sans leur agrément. Ils étaient appelés *assistenti.*

France, et les Siennois résolurent, avec le secours de la France, de secouer le joug espagnol. Cosimo, aux espions duquel n'échapait rien de ce qui pouvait avoir de l'importance pour lui, découvrit en quinze cent cinquante-deux les fils de la trame qui s'ourdissait entre Sienne et la France; mais lui-même avait été traité trop orgueilleusement par Mendoza, pour n'avoir pas senti naître le désir d'être délivré de ce voisinage. Seulement il avait assez de force d'intelligence pour reconnaître que la fidélité envers l'empereur était la meilleure sauvegarde de sa propre puissance, tandis que de son coté Mendoza, ayant la conscience des offenses qu'il avait faites en diverses circonstances aux princes voisins, était plein de soupçons à l'égard de Cosimo; en effet, lorsque celui-ci lui offrit des renforts, retenu par la défiance, il ne les accueillit pas à Sienne (1).

Cependant Niccolo degli Orsini avait rassemblé dans ses seigneuries de Castro et de Pitigliano un corps de troupes qui était à la solde française (2); il appuya les Siennois qui s'occupaient de la délivrance de leur patrie, et à la tête desquels se trouvaient Enea de' Piccolomini et Amerigo degli Amerighi. Des seigneuries des Farnese ceux-ci entreprirent une attaque sur Sienne, où tout ce qui avait un sentiment de dignité était fatigué du joug espagnol. Alors toutes les mesures de prévoyance furent inutiles, les troupes florentines arrivèrent trop tard, encore bien qu'on les reçût dans la ville. Le soir du vingt-cinq juillet quinze cent cinquante-deux, les libérateurs avaient paru aux portes de Sienne; dans la nuit ils pénétrèrent dans la ville. Les troupes, après avoir essayé de défendre encore quelques points fortifiés, se retirèrent le ving-huit dans la citadelle encore inachevée, qui n'avait pas de suffisantes munitions de guerre et de bouche; Mendoza était à Rome. Enfin, par la médiation de Cosimo, l'on en vint le trois août à une capitulation, en vertu de laquelle les Espagnols furent renvoyés; les Florentins obtinrent libre retraite vers Florence avec tous les honneurs militaires; la citadelle fut rasée, et la liberté politique de Sienne fut reconnue par Cosimo. Maintenant la république entra ouvertement (1) en alliance avec la France. Le cardinal Mignianelli comme légat apostolique, et monseigneur de Termes comme commandant français, menèrent bientôt toutes les affaires; et sous leur influence seize Siennois durent instituer de nouveau la constitution (2); là se rencontrèrent de telles difficultés, que le cardinal mécontent partit pour Rome. Mais une partie des Espagnols logés précédemment dans le Siennois s'étant mis à défendre Orbitello, Termes fut rappelé de la ville par la nécessité de les attaquer; et ainsi l'on peut considérer la nouvelle constitution comme l'œuvre propre des Siennois. Seize citoyens élus par le conseil, la *signoria*, les porte-étendards, les conseillers du *capitano del popolo* et ce dignitaire lui-même, en tout trente-trois personnes, durent dès lors, sous le titre de «*capitan* et gouvernement de Sienne,» régir la ville avec le même pouvoir que possédait autrefois la *balia*.

Bientôt après arriva le cardinal Ippolito d'Este comme lieutenant du roi Henri II de France à Sienne, et l'on vit clairement se développer les plans des Français pour acquérir encore d'autres possessions en Toscane. L'empereur, qui d'ailleurs croyait son honneur engagé dans les affaires de Sienne, ordonna des préparatifs pour ramener cette ville à la sujétion. Don Pedro de Tolède, de la famille des ducs d'Alba, marquis de Villa-Franca et vice-roi de Naples, vint vers la fin de l'année avec des troupes espagnoles à Livourne. Le duc Cosimo avait quelques

(1) Sismondi, p. 133.
(2) Muratori, XIV, p. 566.

(1) A l'instigation du dominicain Ambrosio Cattarino, évêque de Minorca. Muratori, l. c., p. 567-568.
(2) Malavolti, p. 155.

années auparavant épousé la seconde fille de Pedro, Eléonore (1); le vice-roi visita son gendre au commencement de l'année quinze cent cinquante-trois à Florence, mais mourut en février; et Cosimo, que Charles V voulait mettre à la place de Pedro de Tolède à la tête de l'expédition contre Sienne, déclina cet honneur. Le commandement passa donc à Garcia, fils de Pedro. Ce chef était suivi de six mille Espagnols et de deux mille Allemands que son père avait amenés en Toscane, et de six mille Italiens que le neveu du pape, Ascanio della Cornia, avait réunis dans le val dChiana (2). Il réussit à dévaster au loin le territoire siennois, à prendre Lucignano, Monte-Fellenico, Pienza, et assiégea Montalcino; mais pendant ce temps une flotte turque avait paru sur les côtes napolitaines, et Garcia se vit forcé de renoncer à l'entreprise de Sienne, pour aller défendre les côtes du royaume.

Cependant les Siennois n'étaient déjà plus satisfaits du régime récemment établi, et dès la fin de l'année quinze cent cinquante-deux ils avaient négocié avec Termes et avec le cardinal Ippolito d'Este relativement à une nouvelle constitution, qui fut mise en vigueur au commencement de quinze cent cinquante-trois; au *concistoro* (c'est-à-dire aux colléges réunis de la *signoria*, des porte-étendards, des conseillers du *capitano del popolo*, furent encore nommés vingt Siennois par le conseil des *monti*, qui, avec le *concistoro*, formèrent le gouvernement de la ville. Les porte-étendards et les conseillers du capitan, ainsi que celui-ci même, devaient rester six mois en fonctions; *la signoria*, trois mois; les vingt, un an (3). Mais, tandis que le cardinal à cause de la guerre était absent, Termes, qui lui était opposé, s'était formé un parti dans la ville, en sorte qu'il n'y avait plus de paix intérieure. Enfin Termes, lorsque la flotte française jeta l'ancre à Porto Ercole, partit avec elle et l'escadre turque pour une entreprise sur la Corse (1); et le cardinal mit Cornelio de' Bentivogli à la tête de l'armée siennoise, ce qui ne put faire encore cesser les passions factieuses. L'éloignement de la flotte turque vers les eaux du Levant rendit les mouvements plus libres aux impériaux dans le Milanais et le royaume de Naples; et le cardinal, en fortifiant avec plus d'intelligence la ville de Sienne et les points les plus importants de son territoire, comprima en partie les éléments de fermentation à l'intérieur. Cependant Termes était allé avec la flotte française de la Corse à Marseille; de là il s'était rendu à la cour; et, pour se venger du cardinal, il avait représenté au roi qu'à Sienne un gouverneur expérimenté dans la guerre était plus nécessaire qu'un prêtre. Dans ces représentations il avait été appuyé par Anne de Montmorency, et Pietro de' Strozzi fut nommé général des forces françaises en Toscane.

Cette nomination attira de nouveau Cosimo dans les affaires de Sienne (2). Dans sa

(1) Muratori, p. 467. Éléonore était arrivée à Florence en mars quinze cent trente-neuf. Sur le mariage, voyez aussi Manucci, *Vita di Cosimo I* (Pisa, 1823), p. 98 sq.

(2) Sismondi, p. 137.

(3) Malavolti, fol. 156 b.

(1) Muratori, l. c., p. 580. Il prit avec lui du pays de Sienne quatre mille fantassins. En Corse, les Français avaient depuis longtemps des intelligences avec un parti opposé aux Génois. Presque toute l'île, à l'exception de Calvi, d'Ajaccio et de Bonifazio, tomba entre les mains des Français. Ajaccio même fut prise par les Français et les Turcs, et Bonifazio capitula. Andrea Doria, alors âgé de quatre-vingt-quatre ans, ne parvint que l'année suivante à reprendre Bastia et S.-Fiorenzo avec huit mille fantassins, et la guerre se prolongea encore quelques années.

(2) Voyez les lettres de Cosimo dans une note à l'extrait de la *Vita di Cosimo I*, par Manucci, p. 132 sq., où Cosimo donne ordre au capitan Giovanni Tradini de se procurer des assassins pour immoler Pietro de' Strozzi

prétendue neutralité il avait néanmoins soutenu instantanément et ouvertement les troupes impériales, s'était fait céder Lucignano par le général impérial, et avait fait tramer à Sienne même une conspiration pour l'expulsion des Français; en sorte qu'au départ de don Garcia, il ne pouvait y avoir aucun doute sur son hostilité. Seulement il avait moins redouté les Siennois que leur protecteur le roi de France, et il avait cherché à rétablir des relations pacifiques avec le roi Henri II, ce qui lui réussit par le sacrifice de Lucignano. Mais tout changea aussitôt que l'ennemi implacable de Cosimo, Pietro de' Strozzi, obtint le commandement supérieur en Toscane; car il n'était que trop assuré que celui-ci emploierait tous les moyens pour le dépouiller du pouvoir à Florence (1). Quoiqu'il eût bien des motifs d'être mécontent de l'empereur Charles, il entra néanmoins entièrement dans ses intérêts, et se chargea de la guerre contre Sienne, dans laquelle il était bien justifié, puisque les Siennois violaient une clause de la paix récemment conclue avec lui, et accueillaient sur leur territoire un banni de Florence, Pietro lui-même, dans lequel ils ne voyaient que le général du roi de France (2). Cosimo, s'apercevant que les Siennois n'avaient pas la conscience d'avoir rompu le traité fait avec lui, mais qu'ils vivaient pleins de confiance dans la paix (3), résolut de tirer parti de cette circonstance. Il plaça à la tête de ses troupes Gian Jacopo de' Medici (le châtelain de Masso), qui, au milieu de tous les changements de domination dans la haute Italie, avait su se maintenir, et se trouvait maintenant marquis de Marignano et au service de l'empereur; puis tout à coup, le vingt-six janvier quinze cent cinquante-quatre, il réunit près de Poggibonzi les troupes qu'il avait grossies considérablement, et auprès desquelles il appela encore la *landwehr* du pays florentin. Malgré des torrents de pluie effroyables, le jour suivant le marquis pénétra jusque sous les portes de Sienne avec quelques milliers d'hommes. De cette ville on n'osa pas lui opposer les bourgeois; car l'on n'était pas sûr que parmi eux il ne s'en trouvât point qui fussent d'intelligence avec Cosimo, et ainsi les troupes florentines furent bientôt en possession d'un bastion devant *la porta a Camullia*. Pietro n'était pas alors dans la ville; le cardinal voulut fuir, mais bientôt il se remit de son effroi; Pietro revint; et le marquis, ne pouvant plus faire de progrès, dut se contenter d'un blocus, qui lui promettait un résultat d'autant plus certain que la ville ne s'était nullement pourvue pour un siége, et que l'armée florentine, par l'arrivée d'un corps auxiliaire d'impériaux, fut portée à vingt-quatre mille fantassins et mille cavaliers (1). Malgré cette quantité d'hommes armés, et les cruautés que l'on exerça contre les habitants des places siennoises qui se défendaient, lorsqu'ils avaient succombé, en général les sujets siennois luttèrent avec la plus grande vaillance contre des voisins détestés et leurs auxiliaires. Ascanio della Cornia, Ercole della Penna et Ridolfo de' Baglioni, qui furent envoyés par

(1) Muratori, l. c., p. 584.

(2) Malavolti, fol. 161. Sismondi, qui déteste en général les Medici, et particulièrement l'habile et actif Cosimo Ier (qui à la vérité avait des défauts indignes d'un gentilhomme), cherche à représenter comme une suite d'infamies le commencement de cette guerre, qui était nécessaire aux intérêts de Cosimo, et qui était justifiée par la conduite des Siennois relativement au traité. P. 139.

(3) Au reste, ils agirent ainsi principalement par l'effet des calculs de Pietro, qui ne voulait pas provoquer Cosimo lui-même à la guerre, tandis que l'on avait encore les impériaux contre soi. Afin d'épargner de l'argent au roi (le commandement supérieur ne lui avait été donné que sous cette condition), Pietro réduisit les soldats français, et dégarnit ainsi les forts de leurs défenseurs.

(1) Muratori, l. c., p. 586.

le marquis contre Chiusi, se laissèrent attirer par de prétendus traîtres dans une embuscade; les deux premiers furent pris, le dernier fut tué (1). Chaque localité un peu tenable ne pouvait être enlevée que par une sorte de bataille. Mais enfin la supériorité des forces l'emporta; tous les alentours tombèrent peu à peu au pouvoir de Cosimo; la situation de Sienne devint de plus en plus pénible; toutes les communications étaient coupées, tout le pays était ravagé. A la vérité, les bannis florentins envoyèrent de Rome, de Lyon, de Venise et d'autres points, où l'on considérait Pietro comme un instrument de vengeance contre Cosimo, de l'argent pour enrôler et entretenir des troupes (2); la France aussi forma dans Mirandola une armée pour la délivrance de son alliée; mais la liberté de Sienne s'avançait vers sa fin à pas de géant.

Pietro, pour se réunir d'autant plus sûrement avec l'armée rassemblée à Mirandola, alla au devant d'elle, au mois de juin, dans le pays de Lucques, où ils firent heureusement leur jonction; mais le frère de Pietro, le duc, qui attendait une flotte française dans les Maremmes, trouva la mort devant le château de Scarlino, dans le pays de Piombino, avant que cette flotte arrivât portant dix compagnies françaises et un corps de lansquenets allemands. Après leur débarquement, ces forces marchèrent vers Sienne; Pietro se retira sur Casoli; l'armée florentine le suivit, mais s'arrêta près de Pistoja, ayant contre elle la population du val di Nievola et du Valdera, dont les points principaux tombèrent au pouvoir de Pietro (3). Durant quinze jours les Siennois eurent les communications libres, mais la dévastation du pays rendait impossible leur approvisionnement continu, et la disette continua non-seulement dans la ville, mais encore dans les deux armées. Cette situation put être cause que le marquis, lorsqu'il reparut devant Sienne, se retira tout à coup comme saisi d'une terreur panique, et donna la facilité à Pietro, pour soulager la ville, de transporter le théâtre de la lutte dans le val di Chiana. Enfin le 2 août on en vint près de Lucignano à un combat dans lequel quatre mille hommes restèrent sur le terrain, et Pietro subit une défaite complète (1).

Blaise de Montluc, qui avait amené à Sienne les troupes auxiliaires françaises, chercha désormais à tout maintenir sur le même pied dans la ville, et trouva aussi les Siennois disposés à le seconder. Mais les habitants avaient à combattre un ennemi supérieur à leurs forces et impitoyable. Tous les malheureux mis hors de l'enceinte des murailles comme inutiles à la défense furent, par ordre du marquis, refoulés dans la ville ou taillés en pièces; tous ceux qui tentèrent d'introduire des vivres furent pendus; tout ce que son armée n'employait pas à son usage, il le fit détruire ou corrompre, et le pays tout à l'entour fut transformé en un désert (2). Pietro espérait encore que les victoires des Français dans la haute Italie détermineraient l'empereur à rappeler ses troupes auxiliaires de l'armée florentine; Mais Cosimo sut tout sacrifier pour empêcher ce mouvement, et pour être plus assuré d'un résultat, il essaya d'interposer sa médiation entre Sienne et l'empereur; car, après tous les efforts employés dans l'intérêt de Charles, il pouvait facilement présumer qu'il en obtiendrait Sienne lorsqu'elle se serait

(1) Sismondi, p. 143.
(2) Lebret, t. VIII, p. 106.
(3) Muratori, p. 587. C'étaient principalement Pescia, Montecarlo, Buggiano et Montevetalino.

(1) Sismondi, p. 148.
(2) La population de la ville tomba dans cette guerre de cinquante mille à dix mille âmes. Dans le territoire moururent cinquante mille habitants à la défense ou par suite des calamités qui accompagnèrent cette guerre cruelle. Sismondi, p. 150, à la note.

soumise à ce monarque, et dans tous les cas il enlevait à la famille et à la faction des Strozzi ce point d'appui dans la Toscane. Le dix-sept avril quinze cent cinquante-cinq une capitulation fut signée, par laquelle la république se replaça sous la protection impériale, et obtint la garantie de sa constitution libre rétablie, en gardant la *signoria* et le *capitano del popolo*. Amnistie générale fut assurée, et l'on convint que nul fort ne serait construit près de la ville, et que la garnison nécessaire serait même soldée par l'empereur. Tous ceux qui ne voulurent pas rester à Sienne eurent la liberté de se transporter ailleurs. Quoique cette capitulation ne fût pas tout entière bien fidèlement observée, Cosimo entra en possession de Sienne en juillet quinze cent cinquante-sept, alors que Philippe II, auquel l'empereur Charles avait abandonné le vicariat impérial de Sienne, le transformant en quelque sorte en une dépendance de la couronne d'Espagne, eut besoin de lui contre le pape. Longtemps avant la capitulation, Pietro de' Strozzi s'était échappé vers Montalcino, et il avait enrôlé de nouvelles troupes. Il vit accourir ensuite auprès de lui, lorsque la capitulation leur laissa la faculté de la retraite, les Siennois les plus avides de liberté, formant quatre cents familles, qui prétendirent faire revivre la république de Sienne à Montalcino, et même continuèrent les hostilités contre Cosimo. Cependant Philippe avait fait installer une *balia* de vingt citoyens qui lui étaient entièrement dévoués, et désarmer tous les habitants. L'attitude des Siennois à Montalcino contraignit à des mesures plus rigoureuses que la capitulation n'avait dû le faire attendre à Sienne (1). Cosimo conserva Lucignano, Casole et Massa, aussitôt après la capitulation de Sienne, comme gages des frais de guerre, et il déclara rebelles les gens de Montalcino auprès desquels s'étaient retirés, durant les négociations pour la capitulation, la plupart des bannis florentins qui avaient combattu dans Sienne. Par Porto Ercole les Français étaient encore en communication avec Montalcino, et menaçaient ainsi toujours la domination de Cosimo. Pietro lui-même prit en main avec les émigrés florentins la défense de Porto Ercole; mais là encore il succomba devant le marquis de Marignano, et se sauva avec les siens à Civita Vecchia. Porto Ercole fut, avec Sienne et Orbitello, placée sous l'administration de François de Tolède.

Si les Siennois de Montalcino ne succombèrent pas alors, ils durent en rendre grâces à l'élection du cardinal Pietro Caraffa, Napolitain, à la papauté. Il se nomma Paul IV. C'était un homme d'une nature bouillante et emportée, qui maltraitait brutalement les principaux personnages de sa cour et même les ambassadeurs. Bientôt il entra en lutte avec Cosimo, qui avait déclaré rebelle l'archevêque de Florence, de la famille Altoviti, parce qu'il était soutenu par pietro de' Strozzi, et s'était prononcé en général contre le duc. Avec la France Paul était en meilleurs termes, et l'apparition d'une flotte turque sur les côtes occidentales de l'Italie força Cosimo à tourner plutôt ses forces vers le littoral, tandis que les Siennois de Montalcino recevaient des secours des fiefs de Pitigliano et de Castro, faisaient de petites conquêtes, menaçaient Buonconvento, pillaient le val di Chiana, et que le pape jetait hautement sur Cosimo le nom de *fils du Diable*, auquel il fallait infliger un châtiment. Paul menaçait aussi Naples, et le roi Philippe considérait le duc comme l'un de ses appuis principaux en Italie. Dans l'intervalle, Cosimo ayant déterminé le gouvernement de Sienne à se soumettre sans condition à Charles, puis à Philippe, et le pape se rattachant toujours plus étroitement à la France pour arracher Naples aux Espagnols; Philippe enfin n'ayant aucun moyen pécuniaire de faire défendre Sienne,

(1) Cette circonstance n'est point rapportée par Sismondi, auquel il suffit de représenter Cosimo sous les traits les plus odieux.

et la garnison, faute de solde, se fondant chaque jour par la désertion, tandis qu'en ce moment même Cosimo par des manœuvres adroites paraissait se rapprocher du pape, Philippe essaya d'abord de lui remettre Sienne sans la totalité du territoire, et sous certaines conditions, et Cosimo répondit à cette offre avec tant d'empressement et de soumission, que le trois juillet quinze cent trente-huit Sienne lui fut transportée avec tous les droits de souveraineté.

Les conditions de cet acte se rattachent en partie aux destinées des seigneuries appianiennes de Piombino et de l'île d'Elbe, dont il faut préalablement dire quelques mots. Dans l'année quinze cent quarante-six, Cosimo avait prêté à l'empereur, qui était alors dans l'embarras, une somme de deux cent mille *scudi*, moyennant un engagement d'investiture sur la principauté de Piombino (1). A Jacopo V d'Appiano avait succédé dans cette seigneurie, en quinze cent quarante-cinq, Jocopo VI encore mineur; la régence de tutelle avait provoqué des difficultés, et l'on avait fini par envoyer une garnison espagnole à Piombino. Il avait été décidé que la principauté serait réunie à l'empire, et qu'une indemnité serait donnée au prince mineur. Lorsque maintenant Cosimo poursuivit auprès de la cour impériale l'investiture sur laquelle il avait une garantie, la veuve de Jacopo V fit tout son possible pour empêcher l'incorporation. Mais Charles, considérant Piombino comme le point d'appui des Français et du parti Strozzi en Italie, fit remettre au duc, le vingt-deux juin quinze cent quarante-huit, l'État de Piombino par don Diego de Mendoza, mais sous la condition de subsides pour indemniser le jeune prince dépouillé. Celui-ci se rendit ensuite à la cour impériale, et il parvint à obtenir que dès le mois suivant Piombino fût repris au duc, sous le prétexte que Mendoza avait outrepassé ses pouvoirs. Cosimo se résigna, mais sans déguiser son mécontentement. Dans l'année quinze cent cinquante-deux, comme l'apparition d'une flotte turque sur les côtes occidentales de l'Italie donnait à l'empereur des inquiétudes pour la Toscane, après la chute de Sienne, Mendoza reçut la mission de remettre au duc Cosimo l'État de Piombino encore occupé par les troupes impériales, à la condition de le restituer sur la première réquisition; mais alors les frais que devait faire Cosimo pour la défense de la principauté seraient rejetés à la charge de l'empereur. En conséquence, le duc de Florence reçut Piombino le douze août, et trouva bientôt dans le duc d'Albe un défenseur décidé auprès de la cour impériale.

Lorsque fut conclu maintenant l'accord relatif à Sienne (1), l'on convint en même temps que Cosimo restituerait Piombino et l'île d'Elbe à Jacopo d'Appiano, mais conserverait Porto Ferrajo avec un petit territoire. En outre Cosimo devait renoncer à Orbitello, Talamonte, Porto Ercole, Monte-Argentaro et S.-Steffano, et s'engager à fournir, moyennant payement, aux garnisons impériales de ces places, les approvisionnements nécessaires. Philippe aussi contracta l'obligation d'appuyer le duc avec quatre mille fantassins et quatre cents cavaliers contre Montalcino et contre les Français en Toscane, et dans le cas où Sienne ou Florence serait menacée de la guerre, de le soutenir avec dix mille fantassins, quatre cents cavaliers pesamment armés, et six cents chevau-légers; de son

(1) L'empereur, qui souvent éprouvait des embarras d'argent, avait déjà, dans l'année quinze cent quarante-trois, moyennant deux cent mille *scudi* d'or, ou cent cinquante mille selon d'autres, concédé l'évacuation des forts de Florence et de Livourne, qui étaient encore occupés par les troupes impériales

(1) Charles avait donné pleins pouvoirs à son fils de conférer l'investiture de cet État, quoiqu'il fût un vicariat de l'empire, même avec tous les droits de souveraineté, sans qu'il y eût besoin ensuite de ratification impériale.

côté le duc devait, en cas de réquisition, se tenir prêt à la défense de Naples et de Milan avec quatre mille fantassins, quatre cents cavaliers et une flotte. Par des articles secrets Cosimo s'engageait à ne point marier ses fils sans l'agrément du roi. Mendoza, évêque de Burgos, qui dans l'intervalle était devenu gouverneur à Sienne, ne voulut pas remettre la ville et le territoire; mais, après que Cosimo eut payé aux soldats espagnols mutinés leur solde arriérée, l'évêque vit mépriser son opposition impuissante, et le dix-neuf juillet le duc entra en possession effective de la ville, où fut élevée une citadelle. Angelo de' Niccolini fut le premier gouverneur florentin. Les parties du territoire siennois réservées par Philippe formèrent ensuite le *Stato de' Presidi*.

Cosimo étendit nécessairement sa police d'espionnage sur Sienne; mais en même temps il introduisit là comme à Florence une bonne justice dont Sienne avait toujours été privée (1), et il désaccoutuma entièrement le peuple désarmé de ses anciennes habitudes de rixes et d'émeutes, qui maintenant avaient émigré à Montalcino avec les factieux et les partisans d'une liberté agitée. Plusieurs de ceux-ci sollicitèrent leur grâce du duc; d'autres se dispersèrent en Italie; le reste finit par former une troupe de bandits, non plus selon l'ancienne signification italienne, où le mot bandit désignait un banni; cette expression voulut dire maintenant que ces gens cherchaient leur subsistance dans le butin fait à la guerre. Lorsque enfin Francesco d'Este fut arrivé comme gouverneur français dans Montalcino, et qu'il fut entré en correspondance avec le roi pour traiter de Montalcino et de tout ce qui en dépendait encore et le vendre à Cosimo, le duc n'offrit pas assez pour que Francesco trouvât de l'avantage à ce marché. Plus les factions intérieures affaiblissaient Montalcino, plus Francesco considérait cette république comme entièrement assujettie aux Français; et les Siennois qui s'étaient réfugiés en ces lieux et y résidaient, subissaient de bien plus durs traitements de la part des Français que les autorités florentines n'en faisaient épouver aux vaincus restés dans leur patrie. Enfin, par la paix du Cateau-Cambrésis, les Français furent entièrement rappelés de la Toscane, et les citoyens de Montalcino s'imaginèrent que par cette retraite leur État se trouvait transformé en une république indépendante. Lorsqu'ils se virent arrachés à leur illusion, et s'aperçurent qu'ils étaient livrés comme une proie, ils voulurent se soumettre au pape; mais le saint-père sur ces entrefaites avait formé une laison étroite avec Cosimo, et il n'accepta pas la soumission. Ainsi, en définitive, il ne restait plus à ces républicains indociles qu'à se courber devant Cosimo; il fallait que la louve de Sienne rampât devant le lion de Florence. qui cette fois se montra généreux, et laissa encore un répit d'une année à ses plus opiniâtres adversaires. Avec Montalcino passèrent encore au pouvoir de Cosimo d'autres places qui avaient été occupées par les Français, Chiusi, Grossetto, Radicofani et Montepescali.

(1) Manucci, l. c., p. 97, où il est question de l'administration de la justice sous Cosimo.

CHAPITRE VI.

HISTOIRE DE LA HAUTE ITALIE, DU DUCHÉ DE MILAN, DES PRINCIPAUTÉS DE PIÉMONT, DE MONTFERRAT, DE PARME ET DE PLAISANCE, DES DUCHÉS DE MANTOUE ET DE FERRARE, ET DES RÉPUBLIQUES DE GÊNES ET DE VENISE, JUSQU'A L'ANNÉE QUINZE CENT CINQUANTE-NEUF.

L'année quinze cent trente-quatre fut à plusieurs égards féconde en événements pour la haute Italie. Le pape Clément, qui n'avait jamais cessé entièrement de réclamer sur Modène et Reggio une sorte de suzeraineté au profit de l'Église, et qui renonçait aussi peu à ses rapports hostiles envers Ferrare qu'à l'égard du duc d'Urbino, de la famille della Rovere (1), mourut le vingt-cinq septembre quinze cent trente-quatre, après avoir vu échouer toutes ses tentatives contre Alfonso de Ferrare, et après être rentré entièrement dans les intérêts français par suite du mariage de Catherine de' Medici avec le prince français Henri. Ainsi qu'on l'a déjà dit plus haut, il eut pour successeur Alessandro da Farnese, sous le nom de Paul III, le quinze octobre. Ce pontife avait un fils naturel, Pier Luigi, et par celui-ci un petit-fils; il essaya par tous les moyens de les pourvoir tous deux de seigneuries princières, et, comme nous le verrons, de préférence dans la haute Italie. Mais le grand adversaire de Clément ne survécut pas longtemps à ce pontife : le duc Alfonso de Ferrare mourut dès le trente et un octobre de la même année, et des trois fils qu'il avait eus de Lucrèce Borgia, l'aîné lui succéda en qualité de duc, sous le nom d'Ercole II (1). Celui-ci, lié étroitement par son épouse (2)

(1) Ce prince, général au service de Venise, était aussi de son côté ennemi décidé des Medici; et Clément s'efforça de faire passer ses États à un petit-fils du duc Federigo d'Urbino, Ascanio della Colonna; mais la république de Venise protégea della Rovere. Lebret, VII p. 320.

(1) Le second, Ippolito, fut cardinal et archevêque de Milan. Le troisième, Francesco, prit le titre de marquis, et reçut la seigneurie de Massa-Lombarda. D'une maîtresse il avait encore deux fils légitimés, Alfonso, marquis de Montecchio, et Alfonsino, seigneur de Castelnuovo près de Brescello.

(2) Voyez ci-dessus.

aux intérêts français, et protégé par les Vénitiens qui, en raison de leur opposition contre l'empereur devenu trop prépondérant en Italie, se rattachaient de plus en plus à la France, dut poursuivre, sans que Paul III laissât échapper contre lui la moindre manifestation d'hostilité, une longue et fastidieuse négociation avec le saint-siége au sujet de la suzeraineté territoriale acquise sur Reggio et Modène. La mort d'Alfonso, la haute influence des Français sur Ercole, paraissent avoir réveillé les anciens plans de la cour de France sur Milan. Un banni milanais fut mis à l'œuvre pour attirer le duc Francesco Sforza contre l'empereur; mais il paya ses manœuvres de sa tête, lorsque les négociations furent révélées à l'empereur, parce que le duc crut ainsi se laver de tout soupçon. Peu de temps après, le vingt-quatre octobre quinze cent trente-cinq, le duc succomba enfin à la maladie qui le minait depuis longues années; et quoique le roi de France fit encore des tentatives à l'effet d'obtenir l'investiture du duché pour un de ses fils, cette seigneurie resta définitivement au pouvoir de Charles V, aussitôt qu'il eut occupé toutes les places du pays qui le mettaient en état de le défendre (1).

Sur l'état de la constitution et de l'administration du duché de Milan dans les XVIe et XVIIe siècles, de précieuses recherches ont été faites tout récemment. D'après leur résultat, dans l'ancien ordre de choses, comme sous la domination espagnole, le principe militaire fut dominant dans le gouvernement, et après diverses tentatives pour séparer l'administration civile de l'administration militaire, le gouverneur militaire demeura investi des fonctions suprêmes du gouvernement civil (1). A côté du représentant espagnol, le sénat de Milan, l'archevêque, et même les communes urbaines du duché, avaient encore quelque influence sur les affaires du pays, mais presque entièrement dans l'intérêt impérial.

Le *consiglio di giustizia* et le *consiglio segreto* (2), qui s'étaient conservés dans le duché jusque sous la domination de Louis XII, avaient été par ce roi réunis en un sénat qui reçut le droit de confirmer ou de rejeter les ordres royaux (3). Mais, quoique plus tard les droits de ce sénat fussent renouvelés, à un examen attentif, on reconnaît qu'il était nécessairement dans l'intérêt de la cour d'Espagne; car trois de ses membres étaient Espagnols, et tous les autres, institués à vie, étaient nommés par le roi. Ce sénat pouvait servir d'autorité de contrôle seulement contre le gouverneur, attendu que les employés choisis par ce gouverneur avaient besoin de la confirmation du sénat, et ce corps pouvait mettre en accusation tout employé pour mauvais exercice de ses fonctions. La cour d'Espagne atteignit son but, et Charles donna raison au sénat contre des gouverneurs jouissant de la plus haute faveur, comme le marquis del Guasto et Ferdinando da Gonzaga, fit traduire le premier, sur la demande du sénat, devant un syndicat, et révoqua le second; mais bien fragile était cette barrière imposée

(1) Un fils naturel de Lodovico le More, Gian Paolo Sforza, chercha aussi à obtenir le duché, parce que l'investiture de Lodovico passait à la descendance naturelle en cas d'extinction de la ligne légitime. Muratori, l. c., p. 432. Il fut empoisonné, et Leyva fut le premier gouverneur impérial. La citadelle de Milan, que Francesco Sforza avant sa mort avait remise à la garde de Massimiliano Stampa, tint encore jusqu'en novembre quinze cent trente-six, sans se porter à des hostilités, mais sans accorder l'entrée aux impériaux. Enfin Stampa ouvrit les portes moyennant cinquante mille écus d'or et le titre de marquis de Soncina. Muratori, p. 445.

(1) *Princes et peuples de l'Europe méridionale dans les* XVIe *et* XVIIe *siècles*, par Ranke, p. 288.

(2) Voyez division III.

(3) Ranke, p. 290.

au pouvoir des gouverneurs. Philippe II (1) restreignit les droits du sénat, et investit son représentant d'une autorité presque absolue. Par sa position, l'archevêque puisait de la puissance dans le respect et le dévouement populaires, et dans l'action du ressort ecclésiastique, plutôt que par une intervention dans quelque partie du mécanisme gouvernemental; il avait plutôt une autorité sur les mœurs et les rapports avec la divinité, qu'un pouvoir sur les affaires politiques; et ce fut surtout Carlo de' Borromei qui l'exerça plus tard dans cette sphère; la rivalité entre les archevêques et les gouverneurs fut une source de pénibles débats, mais elle n'amena point de résultats importants pour la constitution.

L'administration communale demeura, quant aux formes, sur le même pied où elle était au temps de la domination des Sforza; seulement on trouve que le conseil de ville va toujours en s'amoindrissant quant au nombre de ses membres, et finit par n'être plus rempli que par les familles nobles de la cité (2). Les communes acquirent une plus haute signification par une pratique alors observée, d'après laquelle le roi confia des places de sénateurs à des citoyens des villes les plus importantes. Toutefois, en dépit de ces limites au pouvoir des gouverneurs, Milan conserva le caractère d'état militaire que lui avaient donné les derniers Visconti.

La domination de l'Espagne sur Milan, à peine établie, eut à subir la première attaque de la part de la France. Le duc Charles III de Savoie, depuis la dernière paix avec la France, s'était lié de la manière la plus intime avec l'empereur. Son épouse était sœur de l'impératrice, et possédait sur lui une grande influence; ainsi les avantages de la neutralité dont il avait joui durant la guerre précédente entre la France et la maison de Habsburg, il s'en était dépouillé, et l'explosion de nouvelles hostilités entre François I[er] et Charles V dut le jeter au milieu de la lutte aussitôt que les Français tentèrent leurs premières attaques sur le duché de Milan. De plus le roi François éleva maintenant des prétentions sur une partie des territoires de Savoie, comme héritage de sa mère, et réclama en même temps libre passage pour Milan, afin de venger la violation du droit des gens. Il voulait parler de l'exécution de Meraviglia. Le duc Charles lui accorda le passage comme par le passé; mais alors les réclamations s'étendirent sur Nice et sur d'autres possessions de Charles, et furent suivies de l'occupation de la Savoie dans l'année quinze cent trente-six. Une grande partie du Piémont tomba aussi au pouvoir des Français (1). Le marquis de Saluzzo s'unit avec eux, et les garnisons impériales purent seules protéger le reste des possessions de Charles contre l'armée de François, qui était conduite par Philippe Chabot, amiral de France. Des négociations sur l'investiture de Milan à l'un des fils du roi François arrêtèrent pour quelque temps le cours des triomphes des Français, et firent rappeler d'Italie Chabot avec une partie de l'armée. Lorsqu'ensuite l'empereur Charles en personne vint en Lombardie, et tint conseil à Savigliano avec le duc de Savoie et le gouverneur Leyva, une invasion en France fut résolue. Leyva conquit Fossano; le marquis de Saluzzo repassa du côté des impériaux (2); et comme

(1) Ranke, p. 293.

(2) Ranke décrit cette transformation successive, p. 304 et suiv. Dans l'année quinze cent quatre-vingt-neuf, Leoni nous assure que régulièrement toutes les villes du duché avaient un conseil de soixante membres chargé de veiller aux affaires publiques; mais que c'étaient en effet douze d'entre eux, appelés plus particulièrement *décurions*, qui veillaient sur le gouvernement intérieur.

(1) Nommément Turin, Pignerol, Fossano, Chieri, Alba, etc.

(2) Parce qu'un astrologue lui assura que la puissance de la France disparaîtrait devant celle

les troupes allemandes qu'il attendait arrivèrent alors en Italie, et se réunirent avec les masses espagnoles et italiennes, l'armée impériale, sous la conduite de Leyva, du marquis del Guasto, de Ferdinando da Gonzaga et du duc d'Albe, se mit en marche en trois colonnes, et fondit sur la Provence. Une flotte sous André Doria la soutenait; un corps de réserve commandé par Gian Jacopo de'Medici se tint en Piémont. Mais cette invasion dans la France méridionale eut aussi peu de résultat que celle qui avait été précédemment tentée. Des désordres dans les corps, le manque de subsistance, des maladies contagieuses enlevèrent presque la moitié de l'armée impériale, et Leyva mourut près de Marseille, accablé par la maladie et par le chagrin que lui causa le mauvais succès des armes impériales. Son successeur comme gouverneur de Milan fut le marquis del Guasto.

Tandis que l'on combattait encore dans la Provence, le comte Guido de' Rangoni de Modène enrôlait pour le compte de la France un corps de dix mille fantassins et de six cents cavaliers. Au mois d'août, il prit Tortona, et voulut attaquer Gênes durant l'absence de Doria; mais il trouva si peu d'éléments de mécontentement dans la ville, qu'il désespéra de l'enlever, et se tourna vers le Piémont, où il occupa de nouveau Carignano, Chieri, Carmagnola et Chierasco, conquit Raconigi, et força le marquis de Saluzzo et Gian Jacopo de' Medici à lever le siége de Turin.

Cependant Charles V revint par mer à Gênes, où il accommoda les affaires du Montferrat. Dans cette principauté s'était éteinte en quinze cent trente-trois la dynastie des Paléologue avec Giovan Giorgione, oncle et successeur du marquis Bonifazio (1); et outre quelques réclamations sur des parties isolées de l'État de Montferrat, des prétentions furent produites par trois princes sur la totalité: c'étaient 1° le duc Federigo de Mantoue, comme époux de deux sœurs de Bonifazio, mort en quinze cent cinquante, auxquelles il avait été marié successivement; 2° le marquis Francesco de Saluzzo, qui invoquait sa descendance de la maison des comtes Aleram, et qui, durant son attachement aux intérêts de la France, était soutenu par François; 3° le duc Charles de Savoie, qui s'appuyait sur des traités de famille avec le marquis de Montferrat.

La décision impériale adjugea, le trois novembre quinze cent trente-six, le Montferrat au premier de ces trois prétendants, laissant aux deux autres à faire valoir leurs réclamations sur la totalité ou sur des parties par les moyens de droit. Après avoir donné solennellement l'investiture à Federigo, Charles V s'éloigna de nouveau de l'Italie par mer, et ses troupes assistèrent le duc Federigo dans la prise de possession contre les Français qui cherchaient à l'empêcher. Nous passons les détails de cette guerre du Piémont, dans laquelle les diverses villes de cette contrée furent enlevées tantôt par les impériaux, tantôt par les Français. Lorsque l'armée impériale se fut fortifiée par de nouvelles troupes venues d'Allemagne, d'un autre côté arrivèrent aussi avec des renforts le prince Henri de France et le connétable Anne de Montmorency, qui prirent Suse au commencement d'octobre quinze cent trente-sept; enfin le roi François vint lui-même en Piémont, et conclut en novembre un armistice pour trois mois. L'accession des Turcs à une alliance avec François contre Charles détermina l'empereur, son frère Ferdinand, les Vénitiens et le pape à former une ligue pour la défense commune contre l'ennemi de la chrétienté. Un armement de deux cents galères, cent

---

de Habsburg. En même temps il espérait obtenir de l'empereur le marquisat de Montferrat, dont il prenait déjà le titre.

(1) Lebret, VIII, p. 12.

autres bâtiments, quarante mille fantassins et quatre mille cinq cents cavaliers, devait servir les vues de la ligue, et la flotte devait être placée sous les ordres de Doria (1). Mais, pour séparer la France des Turcs, le pape Paul crut qu'un rendez-vous à Nice avec les deux monarques serait fort à propos. Le dix-sept mai, lui-même, après bien des obstacles à l'exécution de son plan, prenant sa route par Parme et Savone, arriva près de Nice; mais il ne fut admis ni dans le château ni même dans la ville par le duc de Savoie, qui ne se confiait à personne. Charles V vint d'Espagne à Villa-Franca, et visita plusieurs fois Paul près de Nice. François aussi tint beaucoup de conférences avec Paul; mais les deux monarques ne se virent point, et à grand'peine put-on faire conclure, le dix juin, une trêve de dix années, durant laquelle chaque parti devait conserver ce qu'il avait. Le lendemain François s'éloigna du pays de Nice, et le pape avec l'empereur gagnèrent Gênes, où ils se séparèrent.

Maintenant, avec le concours des flottes de Venise et de Gênes, de l'empeur, du pape et de l'ordre de Malte, une force maritime de cent trente-quatre galères et soixante autres bâtiments se réunit sous Doria; mais les Vénitiens se plaignirent bientôt que Doria eût voulu les compromettre, et Chayreddin Barberousse remporta en effet de tels avantages, que le mécontentement éclata plus hautement contre le commandement de Doria. Le vingt-huit décembre, les Vénitiens perdirent leur doge Andrea Gritti, qui eut pour successeur, le vingt janvier quinze cent trente, un habile marin, Pietro Lando; et en même temps la mort leur enleva encore, comme on l'a déjà rapporté, leur ancien général, le duc d'Urbino. La trêve avec la France qui laissait les Turcs lutter seuls contre les puissances maritimes de l'Italie, d'un autre côté le mécontentement contre le commandement de Doria, disposèrent les deux partis à des rapports plus pacifiques. En mars quinze cent trente-neuf, les Vénitiens conclurent avec les Turcs une trêve qui plus tard fut prolongée, afin de faire négocier dans cet intervalle une paix définitive par Luigi de' Badoeri à Constantinople. La république renonçait à Napoli di Romania et à Malvasia en Morée (1), et

(1) Muratori, p. 457. Venise se serait volontiers maintenue dans sa neutralité; mais Doria usa de ruse et fit remettre à la Porte Ottomane une lettre dans laquelle il paraissait en intelligence avec l'amiral vénitien Pesaro, auquel la lettre était en apparence adressée par Doria, et avant que, par des châtiments infligés à des officiers de la flotte de Pesaro, qui s'étaient permis des hostilités contre les vaisseaux turcs, la colère du sultan eût été apaisée selon les vues de la république, les Turcs se dirigèrent contre Corfou, appartenant aux Vénitiens. L'attaque sur Corfou dut être abandonnée en septembre quinze cent trente-sept; mais les autres possessions de Venise en Grèce furent encore menacées

(1) En outre à Nadir et Urana, sur la côte de Dalmatie, à Skyros, Pathmos, Paros, Antiparos, Nios, Égine et Stampalia. Hammer, *Histoire de l'Empire ottoman.* Ce qui fit payer la paix si cher par la république, c'est que l'instruction secrète de Badoer avait été livrée par les deux frères Constantin et Niccolo Cavazza, secrétaires de la république, à l'ambassadeur français, et par celui-ci à la Porte; ce qui détermina la Porte à mettre la paix au plus haut prix. Dans ce temps, et à cause de cette trahison, la commission des trois inquisiteurs, prise dans les dix, acquit de plus en plus de l'importance, et perdit peu à peu, par la constance de sa conduite dans un grand nombre de circonstances, le caractère de tribunal exceptionnel. Elle se posa enfin comme autorité permanente, avec le titre de *inquisitori contra i propalatori d'decreti.* Puis ces magistrats, à la fin du siècle, furent revêtus du titre de *inquisitori di stato.* Siebenkee, *Essai d'histoire di l'Inquisition d'État à Venise,* p. 41. Dans la loi du grand conseil rendue à cet effet, outre la misnon de

payait à la Porte trente mille ducats dans l'espace de trois années; moyennant ces sacrifices, elle obtint, le vingt octobre quinze cent quarante, la ratification de la paix. Doria continua la lutte, et son neveu Giannettino Doria battit Dragut, un des lieutenants de Barberousse, sur les côtes de Corse, se saisit de sa personne, et le fit ramer sur les galères. André Doria, en délivrant Dragut moyennant une grosse rançon, lâcha ainsi un persécuteur d'autant plus terrible des chrétiens.

Le onze octobre quinze cent quarante, Charles V donna solennellement l'investiture du duché de Milan à son fils Philippe II. Quelques changements s'opérèrent encore dans les relations politiques de la haute Italie. Le duc Federigo de Mantoue était mort le vingt-huit juin, laissant ses États à son fils aîné, Francesco II (1). L'année suivante quinze cent trente et un, revint en Italie l'empereur qui reçut à Trente l'hommage du gouverneur de Milan, le marquis del Guasto, du duc Ercole II de Ferrare et du duc Ottavio da Farnese de Camerino; ensuite il fit une entrée pompeuse dans Gênes. Le pape l'invita à une entrevue à Lucques, dont il a déjà été question dans l'histoire de Sienne, et qui paraissait surtout nécessitée par l'attitude de la France; car le roi François soutenait que la trêve antérieurement négociée par le pape près de Nice avait été rompue par le meurtre de son ambassadeur à la Porte, l'Espagnol Rincone, qui, proscrit par l'empereur, avait osé néanmoins se rendre à Venise par les États impériaux. L'empereur et le gouverneur de Milan nièrent avoir jamais pris aucune part ou avoir jamais provoqué au meurtre de l'ambassadeur. Mais le roi se lia maintenant d'autant plus étroitement à la Porte et aux autres ennemis de l'empereur, et le pape, qui n'oubliait jamais les intérêts de sa famille, représenta à l'empereur que, s'il ne voulait pas apaiser le roi François par l'investiture de Milan à un prince français, il pouvait au moins détacher cette seigneurie de ses autres États, et la remettre à Ottavio da Farnese, qui serait obligé à payer tribut jusqu'à l'accommodement des difficultés entre les deux monarques. Charles s'en tint à l'investiture déjà conférée à Philippe II.

Dans l'année quinze cent quarante-deux recommença la guerre entre la France et l'empereur sur les frontières espagnoles et belges, et nécessairement aussi en Piémont, où les Français occupaient encore la plus grande partie du pays, nommément Turin et Pignerol. Le sieur du Bellay prit Chierasco, qui dépendait bien de la Savoie, mais qui se trouvait, comme Asti, Ivrea, Fossano, Chieri et autres lieux, au pouvoir des troupes impériales, et placées sous l'administration du gouverneur de Milan. Bientôt après arriva l'amiral d'Annebaut avec sept mille hommes de renforts; mais il ne put même enlever Cuneo, qui fut défendue par les habitants et une petite troupe d'impériaux. Le marquis del Guasto au contraire conquit sur les Français Villanuova d'Asti, Carmagnola, Carignano et quelques points insignifiants (1).

Dans l'année quinze cent quarante-trois, Charles se rendit de ses États d'Espagne à

---

rechercher ceux qui trahissent les secrets d'État, on leur conféra encore plein pouvoir de punir les infractions à la loi, et le délit pouvait être châtié, d'après la décision unanime des trois juges, par un emprisonnement de deux années et le bannissement pour le même temps.

(1) Il laissa encore trois autres fils:

1° Guglielmo, qui, après Francesco III, parvint au gouvernement de Mantoue;

2° Lodovico, qui plus tard entra au service de France, et devint duc de Nevers;

3° Federigo, dans la suite cardinal.

Muratori, p. 475-476. Francesco III épousa en quinze cent quarante-neuf la princesse Catherine d'Autriche, fille du roi Ferdinand.

(1) Muratori, p. 485.

Gênes. Le pape, qui désirait à tout prix avoir un entretien avec l'empereur, afin de poursuivre en personne auprès de lui ses plans et ses vues, vint cette fois jusqu'à Busseto entre Plaisance et Cremone ; mais auparavant, en avril, il visita à Ferrare le duc Ercole II, qui maintenant était rentré dans les relations les plus amicales avec la cour pontificale, et il ne se rencontra enfin avec Charles à Busseto que dans le mois de juin; il renouvela ses anciennes propositions pour l'investiture de Milan à un prince français, sans trouver l'empereur mieux disposé qu'auparavant. Alors il demanda Milan pour son fils Pier Luigi ou pour son petit-fils Ottavio, sans plus de succès. Charles partit pour l'Allemagne, et Paul revint à Rome, plein de ressentiment contre l'empereur.

Au mois d'août les Français assiégèrent Nice avec une flotte sous François de Bourbon, comte d'Enghien, et furent soutenus par les Turcs. La ville dut se rendre le vingt-deux; mais Charles de Savoie et le marquis del Guasto embarquèrent des troupes à Gênes, et eurent encore le temps de sauver le château. Les ennemis se retirèrent, et maintenant le duc Charles et le marquis, saisissant l'occasion, enlevèrent aux Français Mondovi et d'autres localités. L'année suivante, François de Bourbon fut envoyé avec de nouveaux renforts en Piémont; mais le marquis del Guasto reçut aussi des auxiliaires d'Allemagne, et le quatorze avril quinze cent quarante-quatre on en vint aux mains aux environs de Cerisola. Les impériaux furent battus, et le marquis del Guasto quitta le champ de bataille grièvement blessé. Le vingt-deux juillet Carignano dut se rendre de nouveau aux Français.

Dans le même été, Pietro de' Strozzi enrôla pour le compte de la France un corps de troupes à Mirandola, et se dirigea sur Milan, en passant le Lambro; mais, comme dans le Milanais aucun mouvement ne se fit en sa faveur, il lui fallut se retirer sur Plaisance, où se trouvait Pier Luigi da Farnese en qualité de gouverneur pontifical, lequel fournit à ses troupes tous les approvisionnements et les secours nécessaires. Appuyé sur un second corps que lui amena le comte Niccolo di Pitigliano, Strozzi essaya de pénétrer en Piémont ; mais, battu près de Serravalle, il ne ramena que quatre mille hommes dans le Montferrat. La paix de Crespy, en septembre, mit bientôt fin à tous ces mouvements hostiles. Par ce traité était promise au prince François-Charles, duc d'Orléans, la fille de l'empereur, Marie, avec la Flandre, ou Anne, fille du roi Ferdinand, avec Milan, en dot. Aussitôt après l'accomplissement de ce mariage et des conditions qui s'y rattachaient, le roi François devait restituer au duc de Savoie tous ses territoires qu'il avait conquis, à l'exception de Pignerol et de Montmelian. Jusque-là chaque parti conserverait en Italie ce qu'il avait possédé au moment de la conclusion de la trêve de Nice, et le duc de Savoie n'obtiendrait des Français que ce qu'ils avaient arraché depuis ce temps.

L'empereur retarda par toutes sortes de formalités l'exécution de l'article de la paix relatif au mariage, et au mois de septembre quinze cent quarante-cinq mourut le prince Charles. Les plans du pape sur Milan avaient été complétement anéantis par la paix; il résolut donc de faire un établissement à Pier Luigi da Farnese avec une partie de l'État de l'Église, avec Parme et Plaisance. Afin de gagner les cardinaux à ce projet, il leur proposa l'incorporation du duché de Camerino, politiquement plus important pour Rome, et de la seigneurie de Nepi, qu'il avait procurés à sa famille, leur remontrant que Parme et Plaisance étaient d'ailleurs séparés par les territoires ferrarais des domaines soumis immédiatement à l'Église. En dépit de l'opposition de plusieurs cardinaux, Pier Luigi reçut au mois d'août quinze cent quarante-cinq l'investiture de la principauté nouvellement formée de Parme et de Plaisance, dont il prit possession bientôt après (1).

(1) Muratori, l. c., p. 509. Varchi traite en

Le onze novembre de la même année mourut Pietro Lando, doge de Venise, qui eut pour successeur, le vingt-quatre du même mois, Francesco Donato, noble distingué par son savoir et son intelligence.

L'année suivante n'est remarquable que par le changement dans le gouvernement de Milan, qui fut donné à Ferdinando da Gonzaga, et par la participation du pape et des ducs de Florence et de Ferras aux entreprises de l'empereur en Allemagne, dans lesquelles ils le soutinrent de leurs troupes (1).

De plus grandes agitations, une plus grande effusion de sang, signalent l'année quinze cent quarante-sept. La constitution qui, sous l'influence de Doria, avait été introduite à Gênes, et la haute protection de Charles V, préservèrent la république de tout mécontentement intérieur. Cependant André Doria parvenu à l'âge de l'inaction, vivait en grande partie dans son palais, laissant le commandement de la marine à son neveu Giannettino, le vainqueur de Dragut Reis. L'influence toujours subsistante de son oncle, la faveur de Charles V, sa propre renommée militaire, inspiraient à Giannettino des sentiments d'orgueil, lui donnaient des manières hautaines que ne pouvaient supporter ses égaux dans la république, et qui réveillèrent les vieilles jalousies des Fieschi contre les Doria. Gian Luigi de' Fieschi, comte de Lavagna, et seigneur de Pontremoli sous la suzeraineté milanaise, qui avait été personnellement offensé par Giannettino, prit la résolution de renverser la constitution de Gênes, et de mettre fin à l'autorité des Doria. Pier Luigi, prince de Parme et Plaisance, et la cour de France, le soutinrent dans cette entreprise (1). Dans la république il trouva beaucoup de citoyens qui partageaient ses sentiments; de ses seigneuries il pouvait tirer un certain nombre d'hommes entièrement à sa disposition; et l'armement apparent de quelques galères contre les infidèles lui permit aussi d'enrôler environ deux cents soldats. Lorsque toutes les mesures eurent été bien prises, il invita, le soir du premier janvier quinze cent quarante-sept, à une fête, ceux des jeunes nobles qu'il croyait pouvoir intéresser le plus vivement à son projet; puis il leur exposa son plan. Ils l'adoptèrent, et, partagés en deux troupes conduites par Gian Luigi et ses frères Girolamo et Ottobuono, ils attaquèrent vingt galères de Doria dans le port, et la porte de S.-Tho-

---

Pier Luigi d'homme abominable, souillé de tous les vices et couvert de toutes les infamies. Voici ce qu'il raconte de lui, p. 668 : « Cosimo de' Gori de Pistoja, homme de vingt-quatre ans, mais pourvu de grandes connaissances dans la littérature grecque, latine et italienne, plein de sentiments chrétiens, était évêque de Fano. Pier Luigi étant allé, selon sa coutume, parcourir l'État de l'Église, où il faisait arrêter les jeunes gens qui lui plaisaient et auxquels il faisait outrage, il vint aussi à Fano, où un moine chassé de Mirandola était gouverneur. Celui-ci força l'évêque de Fano à l'accompagner pour recevoir Pier Luigi. Les premières paroles de Pier Luigi à l'évêque furent pour lui demander comment il s'amusait avec les dames de Fano. L'évêque, tout étourdi, répondit que cela ne rentrait pas dans ses fonctions. Un autre jour, Pier Luigi, comme s'il voulait s'entendre avec lui sur la réconciliation des partis de la ville, le manda auprès de lui, et lorsqu'il le vit seul dans sa chambre, voulut lui faire violence. L'évêque se défendit; mais de misérables ministres des plaisirs de Pier Luigi le lièrent, et il subit une violence complète. Quatre jours après il mourut.

(1) Comme la ligue entre le pape et l'empereur, et l'appui prêté par ce pontife au moyen des princes italiens pour l'abaissement des protestants en Allemagne, ne se rattachent pas immédiatement à l'histoire d'Italie, je passe ici les détails, et je renvoie à Muratori, p. 512 sq.

(1) La duchesse Renée de Ferrare doit avoir aussi, à l'insu de son époux, favorisé l'entreprise.

mas. Au bruit du tumulte nocturne, Giannettino courut à la ville et fut tué près de la porte. André, croyant tout perdu, s'enfuit vers Masone, château des Spinola. En effet les rebelles avaient triomphé sur tous les points; mais, en voulant sauter dans une galère, Gian Luigi était tombé à la mer dans ce port, et sa pesante armure l'avait entraîné au fond de l'eau (1); avec lui avaient disparu toute unité, tout ensemble, tout concert dans l'entreprise. Ses partisans, quoique victorieux, n'osèrent plus chasser du palais les autorités de la république, et, moyennant la promesse d'une amnistie, ils abandonnèrent tous les avantages déjà conquis. Girolamo et Ottobuono s'en allèrent à Montobbio; mais l'amnistie ne fut point respectée envers eux; toutes les seigneuries de Gian Luigi furent confisquées, et son beau palais dans la ville fut rasé. Toutefois la famille des Fieschi resta pour André Doria un objet de haine et de persécution (2) jusqu'à sa mort, arrivée en novembre quinze cent soixante.

Le rappel d'Allemagne des troupes auxiliaires pontificales à la fin de l'année précédente, et l'appui prêté à Gian Luigi de' Fieschi par Pier Luigi (3), avaient aussi indisposé l'empereur contre Paul, qui de son côté se lia plus étroitement à la France, et maria son petit-fils (fils de Pier Luigi), Orazio da Farnese, avec Diane, fille naturelle du roi Henri de France. Pier Luigi avait élevé une nouvelle citadelle à Plaisance; il mena comme par le passé dans l'Etat de l'Eglise une vie scandaleuse; ses outrages à la pudeur publique allumèrent dans le cœur de beaucoup de citoyens une soif de vengeance qui devait s'éteindre dans son sang (1). Girolamo et Camillo appartenant aux marquis Palavicini, Agostino de' Landi, Giovanni Anguissola et Gian Luigi de' Gonfalonieri se conjurèrent enfin pour l'immoler, et Ferdinando da Gonzaga vint avec un corps de troupes à Cremone, donnant ainsi un point d'appui à toute l'entreprise. Le dix septembre après midi, les cinq conjurés avec une suite de serviteurs arrivèrent l'un après l'autre dans l'ancienne citadelle où Pier Luigi résidait encore. Aussitôt qu'ils furent rassemblés, la plus grande partie se dirigea contre la garde suisse établie à la porte, et chercha à se saisir de ce poste, tandis que Giovanni Anguissola, suivi de deux serviteurs, entra dans la chambre du prince, comme il venait de s'entretenir avec Cesare Fogliano, et le tua à coups de poignard (2). Aussitôt que le bruit du tumulte élevé à la porte du château se fut répandu dans la ville, chacun courut aux armes. Les conjurés, qui pendant ce temps avaient eu le dessus à la porte et avaient abaissé le pont-levis, montrèrent au peuple

(1) «Nel voler egli passare sopra una tavola alla capitana delle galee, questa se mossè, et egli siccome armato di tutto punto, piombando nel acqua, nè potendo sorgere, quivi lasciò miseramente la vita.» Muratori, p. 518.

(2) Avec l'aide de Cosimo de Florence, André Doria fit emporter Montobico, et tous ceux qui lui tombèrent entre les mains furent exécutés.

(3) probablement même sans que ce fût à l'insu du pape, car on connaissait parfaitement la haine mutuelle du saint-père et d'Andrea Doria.

(1) Il avait surtout offensé la noblesse, l'avait désarmée, l'avait forcée, lorsqu'elle voulait s'éloigner, d'habiter la résidence du prince. Muratori, p. 527.

Il blessa plus particulièrement certaines familles par des confiscations de seigneuries: aux Palavicini il prit Cortemaggiore; aux Landi, il voulut enlever Bardi et Compiano. Il n'était cher qu'à la populace. En même temps il rivalisa de trop près avec Ferdinando da Gonzaga, gouverneur de Milan.

(2) Pier Luigi, par suite de maladies vénériennes, était incapable de se tenir ferme debout, de marcher ou de se défendre.

le cadavre, et firent crier *vive la liberté et l'empereur!* Le douze septembre parut Ferdinando da Gonzaga, qui prit possession de Plaisance et du territoire indépendant pour l'empereur, promettant en même temps de réduire les impôts sur l'ancien pied, et de restituer au sénat ses droits et à la noblesse ses possessions et ses franchises. Les Parmesans, qui n'avaient pas été aussi fortement blessés par la conduite outrageante de Pier Luigi, restèrent fidèles à la maison Farnese, et proclamèrent Ottavio, fils de Pier Luigi, pour leur seigneur. A la nouvelle de ces événements, le pape, qui se trouvait à Perugia, envoya bien vite à Parme Ottavio, et avec lui Alessandro de' Vittelli avec autant de soldats qu'il en put rassembler, et Ottavio conclut bientôt un armis-avec Ferdinando (1).

Tous ces événements, qui ajoutaient chaque jour à l'irritation du pape et du roi de France ainsi que de l'empereur, et réagissaient sur toutes les cours d'Italie, provoquèrent une suite de négociations les plus compliquées (2). Philippe vint par Gênes à Milan, où il se fit prêter hommage. Henri II de France se mit en marche de son côté avec quatre cents gendarmes et cinq mille fantassins vers les places occupées pour lui en Piémont, d'où il repassa les Alpes ensuite sans avoir rien entrepris (1). Philippe aussi quitta Milan en janvier quinze cent quarante-neuf, et partit pour Bruxelles après avoir visité Mantoue. Afin de mettre Parme en sûreté contre les impériaux qui continuaient à la menacer, Paul conçut la pensée de rendre Camerino à son petit-fils Ottavio, et de placer Parme sous l'autorité immédiate de l'Église. En effet il rappela Ottavio, et envoya Camillo degli Orsini à Parme comme général au service du saint-père. Ottavio, qui ne pouvait recevoir aussitôt l'investiture de Camerino, et qui craignait à la fin de voir s'évanouir toutes ses espérances par la mort de son grand-père, reparut tout à coup à Parme; mais Camillo sut le serrer de si près, qu'il ne put arriver à aucun résultat; et alors, de Torchiara, château de son cousin le comte Sforza Santa-Fiore, il entra en intelligence avec Ferdinando da Gonzaga, afin de se remettre en possession de Parme avec l'assistance des impériaux. Paul, croyant que chacun supposerait qu'il prêterait les mains à ses mouvements, et qu'ainsi serait entièrement anéantie son alliance avec la France, fut frappé d'un tel saisissement à la nouvelle de l'union d'Ottavio avec Ferdinando, qu'il tomba dans un profond évanouissement, et, lorsqu'il revint à lui, il fut en proie à une fièvre ardente, qui mit fin à ses jours le dix novembre quinze cent quarante-neuf.

Après une longue division du collége des cardinaux en parti français, parti impérial et parti Farnese, les voix se réunirent enfin, dans la nuit du sept au huit février quinze cent cinquante, sur Giovanni Maria del Monte, de Monte S.-Jovino, dans le pays d'Arrezzo, qui fut élu pape et prit le

(1) Outre Ottavio et Orazio, dont il a déjà été question, Pier Luigi avait encore deux fils, Alessandro et Ranuccio, tous deux cardinaux, et une fille, Vittoria, qui épousa Guidobaldo d'Urbino. Muratori, p. 530.

(2) Embarrassées surtout, parce que, si les intérêts de la France et du pape s'accordaient en général dans les détails, les plus grandes difficultés s'opposaient à la conclusion d'une alliance effective. Les Français demandaient que le pape, à cause de sa faiblesse et de son grand âge, fit garantir une ligue par le collége des cardinaux, si l'on voulait faire un tel traité avec l'État de l'Église; que le pape reprît Parme à Ottavio, époux de Marguerite d'Autriche, pour conférer cette principauté à Orazio, mari de Diane, etc. Naturellement le collége des cardinaux déclina une telle responsabilité. Ercole de Ferrare et les Vénitiens se trouvaient trop bien de leur neutralité pour y renoncer.

(1) Tout le voyage, entrepris en apparence pour des affaires particulières, fut à vrai dire une reconnaissance.

nom de Jules III. Il transporta de nouveau à Trente, pour le premier mai de l'année suivante, le concile qui avait été transféré de Trente à Bologne par son prédécesseur. Dès le vingt-quatre février, il donna à Camillo degli Orsini, à Parme, l'ordre de livrer de nouveau la ville à Ottavio da Farnese (1); puis il se retira presque entièrement de tous les intérêts politiques; et, après avoir nommé cardinal le fils d'une femme de mauvaise vie de Plaisance qu'il avait d'abord pris auprès de lui lorsqu'il était gouverneur de cette ville, pour l'élever entièrement et le faire adopter ensuite par son frère Baldovino del Monte, il abandonna toutes les affaires au cardinal Crescentio, tandis que lui-même s'occupait solitairement d'un beau jardin qu'il avait fait tracer devant la porte del Popolo, et qui aujourd'hui encore transmet au peuple le souvenir de ce pontife (Vigna di papa Jiulio). Au moment même où Jules III montait sur la chaire de saint Pierre, Francesco III, duc de Mantoue et marquis de Montferrat, se noyait près de Mantoue, le vingt et un février quinze cent cinquante; et comme il n'avait pas encore eu d'enfants de son épouse Catherine d'Autriche, il eut pour successeur son frère Guglielmo, qui régna jusqu'en quinze cent quatre-vingt-sept.

Comme Ottavio da Farnese se voyait cependant menacé dans sa domination à Parme par le gouverneur de Milan, il se tourna enfin, de même que ses frères, du côté du roi de France, qui, par une déclaration du vingt-sept mai quinze cent cinquante et un, prit la maison Farnese sous sa protection particulière (2). Le pape, qui par son abandon avait fait tomber les Farnese dans cette situation, se réveilla encore une fois de son indifférence, et se donna quelque mouvement pour rompre de nouveau l'union du prince de Parme avec la France; mais il était trop tard. Alors Jules, se livrant aux transports de sa fureur, exigea la restitution de Parme et déclara Ottavio rebelle. L'empereur prit à ce prince Novara, ainsi que le duché de Citta di Penna, qui formaient le douaire de Marguerite d'Autriche, épouse d'Ottavio; et le pape, pour enlever à Ottavio toute prétention sur Camerino, dans le cas où il serait maintenant expulsé de Parme, donna cette seigneurie à son propre frère Baldavino, et nomma le fils de celui-ci, Giovani Battista del Monte, porte-étendard et général de l'Église romaine (1). Il fit occuper militairement par Ridolfo de' Baglioni le duché de Castro qui appartenait à Orazio.

Cependant les troupes françaises promises par le traité étaient arrivées à Parme sous les ordres de monseigneur de Termes, et Ferdinando da Gonzaga ouvrit la campagne vers le milieu de juin. Du côté des Français, comme du côté des impériaux, on chercha à éviter une guerre générale. L'empereur déclara que, relativement à Parme, il agissait seulement comme défenseur de l'Église romaine; que par conséquent il n'était point partie intéressée pour lui-même, mais allié du pape; le roi voulait également être considéré comme soutien d'Ottavio, et non comme ennemi de Charles V. Ce fut seulement lorsque Ferdinando prit Brescello, placée sous la suzeraineté fer-

(1) Jules était très-disposé en faveur de la famille Farnese; il fit Ottavio da Farnese, duc de Castro, préfet de Rome, et Ottavio, porte-étendard de l'Église.

(2) « Obligandosi di mantenere ad Ottavio due mila fanti e due cento cavalli leggieri pur la difesa di Parma, e di pagargli annualmente duo deci mila scudi d'oro con promessa di maggiori ajuti nelle occorrenze, è di relievo in caso di disgrazie. » Muratori, p. 551.

(1) Jules favorisait surtout sa famille. Aux fils de ses sœurs, Ascanio della Cornia de Perugia, et Vincenzo de' Nobili, il donna des seigneuries, et aux fils de ceux-ci des chapeaux de cardinaux.

raraise, et fit arrêter deux officiers français qui, voyageant pleins de confiance dans la paix, se rendaient à Parme par le pays de Crémone, que le roi Henri déclara la paix rompue, et fit faire des enrôlements à Mirandola par Pietro de' Strozzi et Cornelio de' Bentivogli. Le pape s'unit avec l'empereur et fit rassembler à S.-Giovanni dans le Bolonais un corps de troupes (1), qui devait prendre Mirandola, tandis que Ferdinando presserait Parme. En même temps le roi envoya le maréchal de Brissac en Piémont. C'était un bel homme qui avait excité la jalousie de Henri. Mais ici, où ce galant cavalier sut obtenir des avantages en dépit de la pénurie en tout genre dans laquelle on le laissait, la lutte eut des résultats. Ferdinando fut maintenant forcé d'abandonner Gian Jacopo de' Medici dans le Parmesan et d'accourir en Piemont; et la guerre dans les cantons du Pô, dont nous passons les détails, ne fut plus qu'un objet secondaire, mais dont les frais effrayèrent si fort le pape qu'il insista vivement pour la paix (2). La médiation de Venise amena enfin à Rome, le vingt-neuf avril quinze cent cinquante-deux, entre la France, le duc Ottavio de Parme et l'État de l'Église, une trêve pour deux années, pendant laquelle Ottavio devait être laissé paisible à Parme, les troupes pontificales rappelées de Mirandola et les frères d'Ottavio réintégrés dans leurs seigneuries et dans leurs biens (3).

(1) Giovan Battista del Monte était pour le titre général du pape; mais en réalité c'était Alessandro de' Vitelli. Muratori, p. 555.

(2) Et particulièrement aussi parce que le roi de France avait interdit l'exportation de l'argent de France à Rome, rappelé ses prélats du concile de Trente, et avait fait répandre le bruit qu'il voulait séparer l'église française de Rome au moyen d'un concile national.

(3) Peu de jours auparavant (le quatorze avril) le neveu du pape, Gian Battista, avait trouvé la mort devant Mirandola. Muratori, p. 554.

L'empereur entra dans cet armistice pour Parme et Mirandola, en sorte que la guerre d'Italie se trouva limitée au Piémont. Là Ferdinando da Gonzaga et le prince Emmanuel Philibert de Savoie reprirent sur les Français le marquisat de Saluzzo, à l'exception de deux forteresses, obtinrent d'autres avantages, jusqu'à ce que l'empereur rappelât une partie de ses troupes d'Italie en Allemagne. Dans l'année suivante continua cette lutte sans résultat. Charles III mourut le seize août quinze cent cinquante-trois à Vercelli, laissant pour successeur son fils Emmanuel Philibert, qui dans l'intervalle était passé dans les Pays-Bas au service de l'empereur. Avant le retour de ce prince en Italie, les Français enlevèrent Vercelli au mois de novembre, pour l'évacuer bientôt après; et l'année suivante, lorsque Gomez Suarez de Figueroa commandait à Milan comme lieutenant de Ferdinando da Gonzago, ils reculèrent encore davantage devant ce général. Néanmoins Brissac réussit en décembre quinze cent cinquante-quatre à enlever Ivrea. Cependant l'armistice pour les cantons du Pô subsistait toujours, et ne fut pas rompu même par la mort de Jules III, le vingt neuf-mars quinze cent cinquante-cinq. Ce pontife eut pour successeur, le neuf avril, le cardinal Marcello Cervino de Montepulciano, qui prit le nom de Marcel II, et qui, âgé à peine de cinquante-cinq ans, mourut le premier mai, pour être remplacé le vingt-trois du même mois par le cardinal Giovan Pietro Caraffa, évêque de Chieti, connu sous le nom de Paul IV, dont il a déjà été question dans les affaires de Sienne.

Avant toutes ces successions sur le saint-siége, Brissac, marchant contre Figueroa qui se trouvait avec plusieurs de ses principaux officiers à Casale dans le Montferrat, tandis que ses soldats allemands s'abandonnaient à l'ivresse au milieu des joies du carnaval, l'avait surpris dans la nuit du vingt-cinq février, et l'avait contraint à fuir sur Alexandrie. Cet échec détermina surtout

l'empereur à envoyer à Milan le duc d'Albe en qualité de gouverneur; mais celui-ci, malgré les puissants renforts qu'il amena, ne put rien non plus contre les Français en Piémont, et Gian Jacopo de' Medici, le ci-devant châtelain de Masso, alors marquis de Marignano, qui devait l'aider dans cette guerre, après la conquête de Sienne, mourut à Milan au mois de novembre. Enfin les pensées qui poussaient Charles V à se délivrer des affaires du gouvernement, et le désir de Philippe de commencer son règne au milieu de la paix, agirent si puissamment, qu'au mois de février quinze cent cinquante-six une trêve fut conclue pour cinq ans à Vauxelles près de Cambrai, entre l'empereur et son fils d'une part, et le roi de France de l'autre (1). Comme Paul IV, dans l'intérêt de ses parents qu'il voulait élever et pourvoir de bons établissements, désirait la guerre et se sentait de l'éloignement surtout pour la maison de Habsburg, les apparentes négociations de paix pour lesquelles il envoya le cardinal Caraffa près la cour de France ne servirent qu'à attiser le feu. A ces causes se joignirent de pénibles débats avec l'ambassadeur espagnol à Rome; et, d'intelligence avec la France, Paul déclara, le vingt-sept juillet, le roi Philippe déchu du trône de Naples, en partie à cause du manque de payement du tribut, en partie à cause de la violation du territoire pontifical par le duc d'Albe. Ce seigneur, rappelé par les intrigues du pape de Milan dans son autre gouvernement de Naples, laissa pour le remplacer le cardinal de Trènte, Madrucci, le jeune marquis de Pescara et Gian Battista Castaldo. Ces mouvements décidèrent Philippe II à lier aussi fortement que possible à sa cause Cosimo de Florence et Ottavio de Parme. Le quinze septembre il fit remettre à Ottavio la ville et le territoire de Plaisance, sans pour cela que les droits de suzeraineté impériale sur Parme et Plaisance dussent subir aucune atteinte. La citadelle de Plaisance resta occupée par les impériaux (1).

Les Vénitiens, malgré tous les efforts du cardinal Caraffa pour les pousser l'année suivante à une ligue avec Paul IV, dans l'intérêt de la défense du pontife, ne s'y laissèrent point engager. Ensuite, le dix-sept janvier quinze cent cinquante-sept, le cardinal porta solennellement au duc Ercole de Ferrare les insignes de la dignité de généralissime au service du pape, et courut bien vite à l'armée française, à laquelle devaient se joindre aussi quatre mille Suisses enrôlés pour le compte du saint-père. Le duc de Guise amena effectivement en Italie sept mille Gascons à pied, cinq cents gendarmes et six cents chevau-légers, pour lesquels il demanda passage dans le Milanais à l'évêque de Trente; et celui-ci, ne pouvant songer à une résistance sérieuse, dut lui accorder sa requête. Mais le comte de Carpegna, qui commandait la garnison de Valenza, refusa aux Français des vivres, et poussa ainsi le duc de Guise à la résolution d'emporter la ville et d'en raser les fortifications. Près de Montecchio, dans le pays de Reggio, le duc de Guise fut joint par son beau-père, le duc Ercole de Ferrare, qui lui amena six mille fantassins, deux mille gendarmes et six cents chevau-légers. Mais, comme le cardinal Caraffa voulait une brusque invasion dans les Abruzzes, et que le duc de Guise adopta cette opinion, Ercole se sépara de l'armée afin de protéger ses propres États. Au même temps, Brissac recommença la guerre en Piémont, tandis qu'Ercole atta-

(1) Par cette trêve, les Français conservaient en Piémont tout ce qu'ils y possédaient.

(1) Muratori, p. 608. Il vendit aussi à Ottavio Novara, mais sans la citadelle, et sous la réserve de la suzeraineté milanaise. Plaisance paraît avoir été donnée par Philippe comme un fief, avec les droits de suzeraineté au duché de Savoie, de la même manière que Sienne était rattachée au duché de Florence.

quait Correggio et Guastalla, que Ferdinando da Gonzagua s'était appropriés, et qu'il laissa en effet à ses descendants (1). Enfin, au mois de juin, éclata la guerre générale entre l'Espagne et la France; mais à l'automne le pape était déjà si fatigué des hostilités, que le quatorze septembre les cardinaux de S.-Fiore et Vitelli d'une part, le duc d'Albe de l'autre, arrêtèrent et signèrent un traité, par lequel le pape renonçait à toutes ses alliances avec les ennemis de Philippe, et dans lequel ne fut nullement compris son général le duc Ercole. L'infanterie française fut ramenée par mer en Provence, et la cavalerie s'efforça de se frayer une autre voie jusque dans sa patrie. Aussitôt Ottavio reçut de la part des impériaux, dans sa guerre contre Ercole, des secours de Toscane et du Milanais, où Figueroa était de nouveau sous-gouverneur, et jusqu'à l'hiver il conquit encore Montecchio, Sanpalo, Vorano, Canossa et Scandiano.

Bientôt après la conclusion de la paix, Paul envoya le cardinal Caraffa à Bruxelles auprès de la cour de Philippe pour travailler à une paix générale, et en même temps pour ménager certains avantages en faveur de son neveu, le frère du cardinal, comte de Montario; mais là, comme à la cour de France, où le cardinal Triulzo avait été dépêché, ne se montra nulle inclination pour la paix, et les hostilités continuèrent entre Ercole et Ottavio jusque dans l'année suivante quinze cent cinquante-huit. Le prince héritier d'Ercole, Alfonso, reprit Sanpalo et Canossa, conquit sur Parme Guardasone, qu'il reperdit ensuite, et Rossena ainsi que Rossenella sur les seigneurs de Correggio. Le vingt-deux avril, enfin, Cosimo de Florence réussit à obtenir la cessation des hostilités pour ces cantons, à procurer au duc Ercole sa rentrée en grâce auprès de Philippe, et à ménager entre Ercole et Ottavio une paix conçue en de tels termes, que les possessions étaient replacées dans leur ancien état, et le duc de Ferrare renonçait à l'alliance avec la France. Un mariage entre le prince Alfonso de Ferrare et la fille de Cosimo, Lucrezia, resserra étroitement les liens entre les deux maisons jadis ennemies d'Este et de' Medici.

Dans le duché de Milan, le duc de Sessa, Fernando de Cordoue, devint gouverneur, et fit de nouveau quelques progrès contre les Français en Piémont. Sur la côte de Gênes, la ville de Finale se révolta contre son seigneur, le marquis Alfonso da Correto, et fut soutenue par les Génois. D'abord le marquis parut vouloir céder entièrement la place aux Génois; ensuite, parce que cette possession était un fort impérial, il porta l'affaire au tribunal de l'empire, qui, en quinze cent soixante-un, condamna Gênes à la restitution de la ville de Finale, des revenus et des tributs perdus dans l'intervalle par le marquis, et aux frais. Les Génois s'indignèrent de ce jugement, et poussèrent ainsi l'empereur à les déclarer, en quinze cent soixante-trois, ennemis de l'empire; mais, comme il n'y avait aucun moyen d'exécution pour l'appuyer, cette déclaration n'eut aucun effet, jusqu'à ce qu'en quinze cent soixante-onze le gouverneur de Milan, Gabriel della Curva, duc d'Albuquerque, transporta une garnison à Finale, et que le marquis Francesco Sforza, avec lequel s'éteignit cette ligue des marquis de Carreto, rendit, en quinze cent quatre vingt-dix-huit, Finale à Philippe, dont le successeur, Philippe III, en reçut l'investiture de l'empereur Mathias, en seize cent dix-neuf.

Enfin, le trois avril seize cent cinquante-neuf, se conclut entre l'Espagne et la France, la paix de Cateau-Cambresis, dont voici les conditions relatives aux États de la haute Italie : Le duc de Savoie, Emmanuel Philibert, devait épouser Marguerite, sœur du roi de France, et recouvrer tous les cantons savoyards occupés par les Français,

(1) Il mourut à Bruxelles au mois de novembre de cette année.

à l'exception de Turin, Chieri, Pignerol, Chivasso, et Villanuova près d'Asti, où le roi voulait encore laisser ses troupes, jusqu'à ce qu'il fût décidé juridiquement quelle portion la France pouvait réclamer en faisant valoir les droits héréditaires de Louise de Savoie, mère de François. Tant que les Français tenaient ces villes, Philippe pouvait avoir des garnisons dans Vercelli et Asti. Les garnisons françaises d'une partie du Montferrat devaient se retirer, et le duc de Mantoue entra en pleine possession du marquisat. La Corse aussi, dont quelques parties tenaient contre Gênes, dut être évacuée par les Français; toutefois ils stipulèrent dans la paix pour tous les sujets des États italiens qui les avaient soutenus durant la guerre contre les gouvernements prêts à rentrer maintenant dans leurs droits.

Le pape Paul, qui en janvier de cette année avait enfin ouvert les yeux sur les déréglements et les bassesses de ses neveux, le cardinal Carlo Caraffa, le comte Giovanni de Montorio et le marquis Antonio de Montebello (1), les éloigna de la cour et des affaires, reprit au cardinal la légation de Bologne, au comte la dignité de général pontifical, et au marquis tous ses emplois, et leur assigna divers lieux d'exil. Le chagrin causé par le déshonneur de sa famille, augmenté encore lorsque le comte de Montorio dans son exil à Gallese fit tuer par jalousie son épouse enceinte (2), précipita Paul dans la tombe plus rapidement encore que ne l'annonçaient son âge avancé et l'hydropisie dont il était affecté. Il mourut le dix-huit août quinze cent cinquante-neuf.

Le trois octobre expira aussi Ercole II de Ferrare, tandis que son successeur, Alfonso, se trouvait à la cour de France. Ce prince revint en toute hâte par Marseille et Livourne, et fit le vingt-six novembre son entrée solennelle dans Ferrare.

Pendant tous ces derniers temps, Venise avait vécu en paix. Sous le dogat de Pietro Lando, la république acheta Marano dans le Frioul (1). Dans l'année quinze cent quarante-cinq, Francesco Donato succéda comme doge à Pietro Lando, ainsi qu'on l'a déjà dit. Il mourut le vingt-trois mai quinze cent cinquante-trois, et eut le quatre juin Marc Antonio Trivisano pour successeur, mais pour peu de temps seulement; car, dès le trente et un mai de l'année suivante, Trivisano mourut subitement. Il fut remplacé le onze juin par Francesco Venier, qui, le deux juin quinze cent cinquante-six, fut emporté par une courte maladie. Le quatorze juin fut élu Lorenzo de' Priuli, qui, après une administration plusieurs fois af-

(1) Cette place de Montebello, que Paul donna à son neveu, était située dans le comté de Montefeltro, et appartenait précédemment à Francesco da Bagno. Les trois frères étaient fils du comte Gian Alfonso Caraffa de Montorio, frère du pape. Un fils du marquis de Montebello, Alfonso Caraffa, fut aussi fait cardinal par Paul en quinze cent cinquante-sept.

(2) Selon d'autres, ce meurtre aurait été commis durant la vacance du saint-siége, après la mort de Paul.

(1) Daru, vol. IV, p. 58 sq. La place était restée à la maison d'Autriche par la paix de Cambrai. Plus tard, les bannis florentins l'occupèrent soi-disant pour la France, et se voyant menacés par Ferdinand et par la république, menaçèrent de vendre leur conquête aux Turcs.

Cette menace décida la république à acheter Marano même en quinze cent quarante-deux, moyennant trente-cinq mille ducats. Mais il lui fallut encore payer soixante-quinze mille ducats en quinze cent quarante-quatre, ce qui donna lieu à de longues négociations.

fligée par les fléaux de la peste et de la famine, perdit la vie le dix-sept août quinze cent cinquante-neuf, ouvrant à son frère Girolamo de' Priuli l'accès au premier poste de la république, où il fut installé le premier septembre.

CHAPITRE VII.

HISTOIRE DE L'ITALIE MÉRIDIONALE JUSQU'A L'ANNÉE 1559.

Pour l'histoire de l'Italie méridionale dans l'espace qui vient d'être parcouru, nous n'avons plus pour ainsi dire qu'à donner un résumé; car les principaux traits concernant l'Église ont été déjà présentés, et Naples, ainsi que les îles de Sicile et de Sardaigne, n'ont pas à vrai dire d'histoire propre dans ce temps.

Une inondation du Tibre dans l'automne de quinze cent trente, à une élévation telle qu'on ne l'avait jamais vu, combla la mesure des maux de la capitale du monde, qui voyait à peine cicatriser les plaies causées par les dévastations de la guerre (1); la peste se déclara. Toutefois comme la puissance des papes ne reposait pas sur la ville de Rome, une telle calamité ne renversa point les plans politiques de Clément VII; nous avons déjà vu comment il s'occupa des intérêts de sa famille en Toscane. Le danger d'une attaque de la part des Turcs lui fournit les moyens de ramener sous son pouvoir immédiat la ville d'Ancône, qui avait conservé une constitution très-libre et en quelque sorte républicaine sous la suzeraineté pontificale; car, en prétendant vouloir prémunir Ancône contre tout événement, il amena dans la ville, en quinze cent trente-deux, une petite garnison, qui la nuit ouvrit la porte à un gros corps de troupes papales; et de cette manière, après l'exécution d'une partie des chefs de la république et le désarmement du reste des habitants, il devint possible d'assujettir entièrement la ville. Dans la suite on la maintint dans l'obéissance au moyen d'une citadelle bâtie sur la hauteur de Cyriak.

L'année suivante quinze cent trente-trois, Clément eut à dompter l'un de ses vassaux les plus remuants, Napoleone degli Orsini, dit l'abbé de Furfa (1), qui rassembla tout à coup un corps de troupes en Ombrie, et marcha contre ses frères, afin de se saisir de tout l'héritage paternel. Le même Luigi da Gonzaga, qui avait été employé pour

(1) Muratori, p. 391.

(1) Il était fils de Giangiordano degli Orsini, et avait encore deux frères Girolamo et Francesco.

l'occupation d'Ancône, sur l'ordre du pape, sut chasser hors du pays l'abbé de Farsa. Napoleone se rendit par Venise en France, et plus tard, par la médiation du roi, il obtint sa grâce du pape, revint à Rome, et perdit la vie dans un combat contre son frère Girolamo, par suite de débats élevés à l'occasion du mariage de leur sœur (1).

Les plus grandes souffrances de l'Italie méridionale ne vinrent plus des mouvements des villes ou des querelles de famille dans la noblesse; car l'importance de ces nobles s'effaçait de plus en plus devant le pouvoir que les princes étaient en état de déployer; elles n'étaient plus causées directement par les luttes de l'Espagne et de la France, qui n'agitaient plus guère le royaume de Naples. Les calamités de la guerre étaient apportées par une puissance qui parfois entrait en alliance étroite avec la France, et dont les armes étaient précédées par une terreur qui grossissait fabuleusement les dangers dans l'imagination des hommes. On tremblait alors d'effroi au nom des Turcs.

Venise, les chevaliers de Rhodes et les Espagnols avaient déjà plusieurs fois arrêté les pirateries des Turcs dans la Méditerranée. Maintenant Venise était fort abaissée; pour son commerce elle dépendait en grande partie des Turcs, et cherchait autant que possible à maintenir la paix avec eux, ou à la rétablir au plus tôt, quand elle était rompue. Les chevaliers de Rhodes avaient perdu leur île, et dès le vingt-quatre mars quinze cent trente ils avaient reçu de l'empereur l'investiture de Malte et de Gozo comme fiefs siciliens. Plusieurs fois ces postes ont servi de remparts avancés à la chrétienté; mais alors leur possession était nouvelle, leur occupation n'inspirait aucune confiance à l'Italie. Charles V tenait seul la croix élevée sur la mer; mais en même temps les côtes de ses États d'Espagne et d'Italie, comme celles du chef suprême de la chrétienté, restaient constamment exposées à presque toutes les attaques des infidèles.

Parmi ceux-ci se signalaient, par leurs succès dans le commandement des flottes, les fils du sipahi roumeliote établi à Mitylène, Jakub de Jenidschewardar, Urudsch et Chisr; nous avons eu déjà souvent occasion de citer le second par son nom plus connu de Chayreddin Barberousse (1). Lorsqu'Urudsch eut péri, Chayreddin poursuivit ses entreprises contre les chrétiens, lançant ses bâtiments d'Alger dont il s'était emparé, et qu'il gouvernait, revêtu du titre de *beglerbeg* à lui conféré par Selim. Dans une expédition vers Constantinople, en l'année quinze cent trente-trois, il prit devant Messine dix-huit bâtiments, pilla et brûla la ville; puis, continuant sa route, il captura deux vaisseaux d'une division de la flotte de Doria, et durant tout l'hiver suivant, à Constantinople, il fit faire sur l'ordre du sultan d'énormes armements pour une entreprise maritime. Dans l'été de quinze cent trente-quatre il parut devant Reggio, prit les châteaux de San-Lucido et de Citraro, qu'il brûla ainsi que dix-huit galères,

(1) La vie de la noblesse en Italie présentait toujours le même aspect que par le passé, lorsque s'élevaient des chefs de chevaliers, des capitaines de soldats et des seigneurs de villes qui poursuivaient leurs plans d'une manière tyrannique. Les fiefs de Mirandola et de Concordia, après avoir été plusieurs fois conférés par l'empereur pendant la guerre, les hostilités ayant cessé, revinrent en la possession de la famille Pici, de telle sorte que Galeotto de' Pici, fils de Luigi, eut Concordia, et son oncle, Gian Francesco, Mirandola. Le quinze octobre quinze cent trente-trois Galeotto surprit le dernier dans Mirandola, et le tua ainsi que son fils aîné, Alberto, ne laissant la vie qu'au plus jeune, Paolo.

(1) Joseph de Hammer, *Histoire de l'Empire ottoman.*

pilla ensuite les côtes de Naples, et tenta d'enlever à Fondi la fameuse Giulia da Gonzaga, la belle épouse de Vespasiano della Colonna (1). Pour atteindre le but principal de l'entreprise, Chayreddin quitta bientôt les côtes d'Italie, se dirigeant vers Tunis contre Mulei Hassan, de la famille de Beni Hafs. La conquête de Tunis et l'expulsion de Mulei Hassan entraînèrent la reprise de cette régence et la restauration du précédent souverain par Charles V ; puis s'étendit enfin cette guerre avec les Turcs, à laquelle Venise prit part aussi, et dont il a déjà été parlé. La paix avec Venise ne mit pas fin aux hostilités du sultan contre l'empereur, et dans l'automne de quinze cent quarante et un Charles entreprit une campagne directement contre Alger, siége du pouvoir de Chayreddin; mais elle n'eut pas une heureuse issue comme l'expédition contre Tunis. Une tempête détruisit la plus grande partie de la flotte ; les pluies, contre lesquelles l'armée n'avait aucun abri, la démoralisèrent, et conduisirent à mille désordres, tandis que les mahométans étaient persuadés que le ciel était déclaré pour eux. Charles se vit forcé de renoncer à l'entreprise, et de rembarquer son armée le dernier jour d'octobre. De nouvelles terreurs furent répandues sur la côte d'Italie par l'arrivée de Chayreddin devant Messine, dans l'année quinze cent quarante-trois, comme allié du roi François, dont l'ambassadeur auprès de la Porte, le capitaine Paulin, se trouvait sur la flotte de Chayreddin. L'opération principale, après quelques ravages sur les côtes de Sicile et de Naples, fut cette fois le siége de Nice dont il a déjà été question. Mécontent de l'insignifiance de tous les mouvements entrepris par les Français, Chayreddin finit par s'éloigner. Cinq ans après il mourut, en quinze cent quarante-huit (1).

Tandis que les côtes d'Italie étaient menacées par les Turcs, tantôt avec des escadres formidables, tantôt avec de petits armements, l'intérieur de l'État de l'Église était loin de jouir d'un calme ininterrompu. Après la mort de Clément VII, dans l'année quinze cent trente-quatre, Ridolfo de' Baglioni attaqua brusquement Perugia dont il voulait se ressaisir. Le premier jour il fut repoussé par la garnison pontificale; mais durant la nuit il fut introduit dans la ville par ses adhérents, s'empara du vice-légat et de plusieurs employés pontificaux, les fit appliquer à la torture afin de connaître le lieu où ils avaient caché leur argent; puis ils furent conduits nus sur la place et décapités. L'année suivante, le pape Paul envoya des troupes contre Ridolfo, et celui-ci avait déjà si violemment irrité les Pérugins par sa tyrannie, qu'il ne pouvait plus songer à se maintenir dans leur ville. Il abandonna de lui-même Perugia, et le pape fit alors raser les forts de Spello, Bettona, etc., appartenant aux Baglioni. Déjà l'on a exposé les destinées du duché de Camerino à cette époque ; l'on a vu les dotations de la famille Farnese qui commencèrent en quinze cent trente-sept avec la transmission de Nepi à Pier Luigi, et l'élévation de ce seigneur comme duc de Castro (*di maremma di Toscana*).

Le pape Paul dut envoyer de nouveau des troupes contre Perugia dans l'année quinze cent quarante, lorsqu'un nouvel impôt sur le sel provoqua dans l'État de l'Église une agitation générale, à Ravenne quelques troubles, à Perugia une révolte ou-

(1) De Hammer.
Les corsaires débarquèrent en si grand silence, que la belle Giulia eut à peine le temps de s'élancer à cheval en chemise, au grand péril de sa vie, accompagnée d'un seul chevalier, qu'elle fit poignarder ensuite, soit qu'il eût trop osé, soit qu'il eût trop vu dans cette nuit.

(1) De Hammer.

verte (1). Les Pérugins appelèrent Ridolfo de' Baglioni pour qu'il prît le commandement contre l'armée pontificale sous Pier Luigi; mais bientôt, ne trouvant aucune espèce d'appui à Florence, et n'ayant aucun moyen de défense préparé, il leur fallut se rendre à merci. Six nobles Pérugins furent exécutés, dix furent bannis. Le peuple fut désarmé, toute la constitution républicaine abolie, et les maisons fortifiées des Baglioni furent transformées aux frais des Perugins en citadelle pontificale. Ce ne fut que Jules III qui rendit à Perugia son ancienne constitution libre sous la suzeraineté pontificale.

A peine la résistance à l'impôt du sel fut étouffée par la force des armes, le chef de la maison Colonna, Ascanio della Colonna, souleva une telle opposition à cet impôt dont le poids écrasait également ses seigneuries, que le pape Paul crut devoir employer ainsi la violence contre lui; et il agissait ainsi d'autant plus volontiers que le triomphe sur les Colonna promettait un riche butin et magnifiques dépouilles propres à grossir l'établissement des Farnese. Pier Luigi assiégea Rocca di Papa en quinze cent quarante et un. De Genazzano, Ascanio essaya de délivrer la place; mais ses gens furent battus, et Rocca di Papa capitula. Ensuite l'armée pontificale s'avança devant Pagliano, que Fabio della Colonna défendit avec quinze cents hommes de pied, puis devant Ceciliano (2); après un assez long temps les deux forts succombèrent, ainsi que Roviano, et tous les territoires d'Ascanio della Colonna dans l'État de l'Église se soumirent. Tous les forts conquis sur les Colonna furent rasés. En dépit des nouveaux impôts (3), le pape Paul laissa encore à sa mort une partie des revenus publics engagés pour des emprunts à des marchands (1).

Durant la vacance du saint-siége, après la mort de Paul, Camillo della Colonna reprit Pagliano et les autres places arrachées à sa maison, et Ascanio obtint la confirmation de ces territoires du pape Jules III en quinze cent cinquante. Plus tard, lorsqu'en quinze cent cinquante-trois Marcantonio, fils d'Ascanio, commandait une partie des troupes impériales envoyées contre Sienne, en se retirant vers Naples, il tomba sur Pagliano et les autres forteresses de son père dans l'État de l'Église, et s'en saisit. Ascanio se prépara aussitôt pour protéger au moins Tagliacozzo et les autres seigneuries voisines contre son fils; mais le cardinal Pacheco, que Charles V, après la mort de Pedro de Tolède, avait installé vice-roi de Naples, fit arrêter Ascanio prisonnier, et celui-ci mourut ensuite dans l'un des châteaux de Naples, sans que l'on pût produire un motif à sa captivité (2).

Un nouvel orage fondit sur la maison Colonna, poussé par le pape Paul IV dans l'année quinze cent cinquante-cinq. Un frère du cardinal Guido Ascanio Sforza, Alessandro, avait trouvé occasion de se ressaisir de quelques galères que les Français avaient enlevées à son frère Carlo, et de les amener de Civita Vecchia à Gaete; le pape, irrité, fit arrêter le secrétaire du cardinal. Cet acte provoqua, entre une partie de la noblesse romaine et le cardinal Marcantonio della Colonna et les ministres de l'empereur, des négociations que le pape regarda comme des mouvements dirigés contre lui; et en conséquence il fit arrêter le cardinal Sforza, Camillo della Colonna, et

(1) Muratori, p. 472.

(2) Maintenant appelé communément Siciliano, dans les montagnes entre Tivoli et Subiaco.

(3) Un droit de mouture, un droit sur tous les contrats, etc., avaient été aussi introduits par le pape.

(1) Muratori, p. 542.

(2) Muratori, p. 579 580.

d'autres. Marcantonio s'enfuit à Naples, où son père languissait alors en prison.

Le pape le somma, ainsi que le père, de se rendre auprès de lui; mais il ne voulut et son père ne put comparaître; en sorte que le pape les excommunia et les déclara privés de leurs fiefs et de leurs charges. Toutes les seigneuries des Colonna dans l'État de l'Église passèrent au neveu de Paul, le comte de Montorio, qui fut nommé duc de Pagliano et général de l'Église (1). Alors les galères furent rendues; mais, comme Paul ne restitua pas les fiefs des Colonna, cette famille continua la guerre contre lui, et fut soutenue par les Espagnols de Naples; ce qui amena entre l'empereur et le pape toutes les complications et la mésintelligence dont il a été déjà question. Le duc d'Albe, qui cependant était devenu vice-roi de Naples, voyant que toutes les représentations officieuses auprès du pape restaient sans effet, et que, s'il ne commençait pas la lutte de son côté, Paul deviendrait un ennemi toujours plus dangereux pour Naples, rassembla en quinze cent cinquante-six, à San-Germano, une armée de quatre mille Espagnols, huit mille Italiens, trois cents gendarmes et douze cents chevau-légers, avec laquelle, au commencement de septembre, il franchit les frontières de l'État de l'Église, s'empara de Pontecorvo, Frosinone, Veroli, Alatri, Piperno, Terracina et d'autres places, et en prit possession au nom du pape futur et du concile. Ensuite Anagni, que la garnison pontificale abandonna après les premières attaques, fut pillée; Valmontone, Palestrina et Segna se rendirent, et Marcantonio poussa ses courses avec ses cavaliers jusqu'aux portes de Rome. Camillo degli Orsini dirigeait la défense de la ville, à laquelle se prêtèrent les citoyens, et que soutinrent des secours envoyés par le duc d'Urbino. Des troupes auxiliaires françaises arrivèrent aussi; mais Tivoli, Vicovaro, Nettuno et Marino passèrent au pouvoir d'Albe. Après une courte interruption des hostilités, Albe assiégea le château d'Ostia, qu'Orazio dello Sbirro défendit quelque temps, en sorte que l'hiver était arrivé au moment de la reddition. En même temps, Antonio Carraffa, le marquis de Montebello et don Francesco de Loffredo avaient lutté dans le canton d'Ascoli. Une armistice de quarante jours procura au duc d'Albe toutes les facilités pour préparer la lutte ultérieure. L'on a déjà raconté comment, à l'expiration de l'armistice, les Français ainsi que le duc de Ferrare furent enveloppés dans cette guerre du pape. L'approche de l'armée française, sous le duc de Guise, rendit le courage aux capitaines pontificaux, et ils parvinrent à reprendre une grande partie des forteresses occupées aux alentours de Rome, parce que le duc d'Albe, en raison du voisinage de l'armée française, dut songer surtout à la défense des Abbruzzes. Les Français recoururent encore à leur politique si souvent tentée en Italie, d'épouvanter toute la population du pays en exerçant d'effroyables cruautés dans la première place conquise; mais cette fois l'essai ne leur profita point; car, après qu'ils eurent commis des actes monstrueux à Campli, Teramo se rendit à la vérité; mais Civitella, dont ils commencèrent le siége le vingt-quatre avril quinze cent cinquante-sept, se défendit avec une valeur plus déterminée (1). L'approche d'Albe força le duc de Guise à lever le siége, puis à se retirer vers Macerata. Pendant ce mouvement, dont le duc de Guise attribua la nécessité principalement aux faux rapports que les Caraffa

(1) Muratori, p. 601-602.

(1) Muratori, p. 619.

« Mirabil fu la difesa fatta da que' soldati, da iterrazzani e fin dalle donne, animate dagli eccessi commessi in campli da i Francesi.

lui avaient faits sur les approvisionnements militaires et sur d'autres secours, le général français furieux jeta sa serviette au visage du marquis de Montebello. Ayant reçu de nouvelles troupes d'Albe, Marcantonio reprit bientôt tout ce qui venait d'être enlevé dans les environs de Rome, et défit complétement les troupes pontificales sous les murs de Pagliano, sans toutefois pouvoir ensuite s'emparer de cette place. Une attaque sur Rome même, tentée par Albe et Marcantonio au mois d'août, échoua également.

D'un autre côté, les habitants de Rome étaient fatigués de l'insolence et des violences des soldats du pape, et aucune raison ne pouvait décider le duc de Guise à une nouvelle expédition dans les Abruzzes. Ainsi arriva en septembre la conclusion de la paix rappelée précédemment, qui imposa la restitution de Pagliano et des autres seigneuries des Colonna à Marcantonio, et mit à la charge du roi Philippe les indemnités à donner au comte de Montorio. La remise de Pagliano se retarda jusqu'à la mort du pape, parce que Philippe avait peine à se décider à l'indemnité; puis Marcantonio s'empara de la place (1). Mais la conduite des Caraffa avait tellement irrité les Romains, que rien ne put les réconcilier avec Paul, pas même l'expulsion de ses neveux; et lorsque la mort allait se saisir du pape, la colère du peuple éclata; il délivra environ quatre cents personnes renfermées dans les prisons, prit d'assaut le palais de l'inquisition (2) à la Ripetta, délivra aussi là tous les prisonniers et brûla toutes les procédures. A grand'peine Marcantonio della Colonna et Jiuliano de' Cesarini purent préserver d'une attaque populaire le couvent des dominicains *sopra Minerva;* mais la statue du pape au Capitole fut renversée et traînée par les rues. Enfin le sénat rendit un ordre de détruire tout ce qui, sur les inscriptions publiques et les monuments, rappelait le gouvernement des Caraffa, et en quelques heures cet ordre fut mis à exécution dans toute l'étendue de Rome. Neuf jours seulement après la mort de Paul, le peuple rentra dans le calme.

Durant tout le temps écoulé depuis la la mort de Chayreddin jusqu'à la fin de Paul IV, s'étaient continuées les hostilités des Turcs contre les côtes méridionales de l'Italie. Au capitan-pacha Sinan, frère du grand visir Rustem, avait succédé le sandschakbeg Piale dans le commandement des flottes ottomanes; mais pour l'occident de la Méditerranée, le prince d'Alger avait une bien plus grande importance que l'amiral du sultan. Chayreddin avait été remplacé d'abord par son fils Hassan, mais pour quelques instants, puis par Ssalih Reis, audacieux corsaire né dans la campagne de Troie (1). Dans l'histoire d'Italie, après que Chayreddin eut disparu de la scène, revient à chaque pas Dragut Reis, plus proprement nommé Torghud, sandschak de Menteschee, qui s'était élevé des rangs de simple

(1) Muratori, p. 649.

(2) L'inquisition, à l'instar de celle d'Espagne, sur les instances pressantes du cardinal de Chieti (qui devint pape sous le nom de Paul IV), avait été introduite à Rome par Paul III; mais là elle n'était pas recommandée par le fanatisme du peuple; les sujets n'étaient pas résignés à supporter cette institution par la conviction qu'elle abaissait l'orgueil des grands ecclésiastiques ou séculiers. Ainsi elle était plus arbitraire qu'en Espagne, et n'était pas poussée par les mêmes motifs politiques. L'espionnage, les accusations secrètes, des invasions dans des choses où la religion n'avait rien à faire, enfin des arrestations et de longues captivités, sans que personne pût connaître les motifs d'une telle conduite, soulevèrent bientôt la haine implacable du peuple contre l'institution et contre celui qui l'avait conseillée, Paul IV.

(1) De Hammer.

soldat. Dans la dernière année de la vie de Chayreddin, il pilla encore le golfe de Castellamare, et obtint des succès dans ses entreprises contre les Maltais. Il parvint à s'emparer du fort de Mehdije entre Tunis et Tripoli, et de là il continua ses attaques sur le littoral appartenant au pape et à l'empereur. Contre Mehdije fut entreprise, en mai quinze cent cinquante, une expédition pour laquelle se réunirent Doria, Tolède (le duc d'Albe, vice-roi de Naples) et de Vega, vice-roi de Sicile, tandis que Dragut avait fait voile vers les côtes d'Espagne et les Baléares; il revint, mais ne put délivrer la ville, qui se rendit au mois de septembre. Des hostilités que Dragut osa poursuivre pour son compte contre les Vénitiens, alors en paix avec la Porte, provoquèrent contre lui l'inimitié du grand visir, et il se vit contraint à se retirer pour quelque temps à Maroc. Mais le sultan le rappela pour aller servir contre les chevaliers de Malte, qui s'étaient établis à Tripoli, conquête des Espagnols, sous Ferdinand le Catholique, conférée ensuite à l'ordre par Charles V. Sinan et Dragut prirent Tripoli; puis le dernier seul conquit Bastia en Corse, et emmena sept mille habitants en esclavage. Le sultan Suleiman le nomma gouverneur de Tripoli, et il occupa ce poste jusqu'à sa mort.

Il exerça ses ravages ensuite de concert avec le sandschakbeg Piale, lorsque les intérêts français ranimèrent la lutte de la Porte contre l'empereur. Dans l'année quinze cent cinquante-quatre, ils prirent ensemble Reggio ainsi que d'autres places napolitaines, et emmenèrent les habitants chargés de fers. Après une vaine tentative sur Piombino et l'île d'Elbe, Piale prit Oran en quinze cent cinquante-cinq, et pilla Majorca, ainsi que Sorrente. Enfin, dans l'année quinze cent soixante, une flotte où se trouvaient des bâtiments de l'empereur, de Gênes, de Florence, de Malte et de Monaco, entreprit une expédition sur les côtes africaines; elle échoua contre Tripoli, mais parvint à s'emparer de l'île de Zerbi, possession de Dragut. Le quatorze mars, le scheik de l'île, moyennant l'engagement d'un certain tribut, reçut l'investiture au nom de l'empereur (1).

Dans les États aragonais de Naples, de Sicile et de Sardaigne, ne se sont point produits de ces événements particuliers propres à nous intéresser, comme dans l'histoire de l'État de l'Église. Quoique les vice-rois, surtout ceux de Naples, eussent un pouvoir fort étendu, la règle de conduite envers les autres États était tracée de manière à ne laisser ressentir que faiblement le contre-coup des mouvements intérieurs de ceux-ci. En un mot, Naples, la Sicile et la Sardaigne disparaissent, comme Milan, du nombre des États ayant une existence propre, et deviennent encore moins intéressants que ce duché, car dans leur sein ne se développaient pas de nouveaux éléments. La situation qui nous est déjà connue se continue maintenant une longue suite d'années sans altération essentielle. En reproduisant encore ici les résultats des recherches déjà présentées dans l'histoire de Milan sur les États italiens dans l'époque à laquelle nous sommes parvenus, nous nous séparons en quelque sorte pour longtemps de ces royaumes aragonais; nous pourrons ensuite nous contenter de dire en passant quel effet ils ressentirent des circonstances générales qui affectèrent l'Italie, sans qu'il soit besoin de nous arrêter à un examen détaillé.

Si jadis les rois et les gouvernements de Naples avaient essayé souvent d'introduire dans ce pays un ordre de choses légal et régulier, en dépit de l'irritabilité maladive des hommes, de la nature volcanique des passions; si, employant la force à cette œuvre, ils s'étaient trouvés poussés à prendre une attitude violente, à se livrer à des mouvements tyranniques, sans avoir un point d'appui dans les mœurs ou les sentiments, donnant au contraire, par ces impuissants efforts, de la vie et de la force à l'opposition; il paraît au con-

(1) De Hammer.

traire que sous Charles V le gouvernement se pénétra de l'idée que le meilleur moyen de dominer serait de laisser, jusqu'à un certain degré, libre carrière à la nature des habitants, de ne pas les forcer par de durs traitements à embrasser un intérêt commun, de laisser agir dans de certaines limites leurs passions, leurs inimitiés de famille, leurs vanités, leur égoïsme qui élevait entre eux des divisions et des barrières, afin que de cette manière, au milieu de la séparation générale des intérêts, le pouvoir public pût suivre sa marche énergique sans empêchement. Ainsi, en négligeant un peu des choses secondaires, l'on atteignit ce qui devait être l'objet principal de la domination espagnole, mais par des voies impures; l'existence nationale fut brisée, et l'on travaillait à la dissolution des parties qui auraient tendu à se rejoindre (1).

La noblesse, on la tint dans un état de menaces réciproques au moyen de l'opposition entretenue secrètement entre les partis aragonais et angevins (2); on l'entraînait par des titres pompeux à étaler un luxe ruineux, qui la poussait ensuite à des actes d'iniquité, d'oppression envers les inférieurs et les prêtres qui dépendaient d'elle. En même temps on éleva la bourgeoisie; on attribua, comme au temps des Normands, aux sujets nés dans cet ordre, des places par lesquelles ils pouvaient devenir juges des premiers membres de la noblesse; l'on appliqua les lois, particulièrement dans les cas criminels, avec une inflexible égalité à la noblesse et à la bourgeoisie. Ainsi l'unité de la résistance des deux ordres contre les mesures du gouvernement fut à peu près détruite pour jamais (1). L'on frappa aussi le clergé dans sa puissance de corporation, à l'aide des vices de sa constitution; car, tandis que l'on protégeait les évêques dans l'illégitimité de leurs revenus contre le contrôle de la cour de Rome, on les tenait complétement enchaînés dans leurs mouvements envers le gouvernement. Une action immédiate du pape était impossible, parce que nul bref pontifical ne pouvait être publié sans un *exequatur* royal. Un *capellano maggiore* devait chaque fois décider si un décret était purement ecclésiastique, ou bien s'il touchait à des affaires temporelles, et dans ce dernier cas il était soumis à un nouvel examen. Mais au milieu des efforts pour contenir l'influence pontificale, la noblesse et le peuple, par des intérêts purement égoïstes, donnaient parfois leur concours; car la noblesse était partout en procès dans le

(1) Pierre de Tolède ne voulut pas, comme le prétend Botta dans son *Histoire d'Italie* de 1530 à 1789, imposer les coutumes espagnoles aux Napolitains. Il ne s'appliquait pas à donner une marche uniforme aux peuples des deux péninsules. Il favorisait au contraire la diversité de tous les mouvements dans les classes, afin que le gouvernement possédât seul une force constante et régulière. (*Note du traducteur.*)

(2) Ce passage et le suivant sont composés d'après l'ouvrage de Ranke, *Princes et Peuples du midi de l'Europe*, t. I, p. 266 sq.

(1) A l'instigation du même Caraffa, qui prit comme pape le nom de Paul IV, et qui avait plus particulièrement conseillé l'introduction de l'inquisition dans l'État de l'Église, Charles V fut aussi déterminé, en quinze cent quarante-sept, à l'établir dans le royaume de Naples; et Tolède, le vice-roi (qui aff l'état du royaume durant son administration de quatorze ans), ne put être décidé par aucune représentation à faire des démarches qui auraient encore pu détourner ou retarder l'adoption de cette institution. Alors une partie de la noblesse prit encore une fois les armes avec le peuple, ce qui effraya fortement le vice-roi, et d'un autre côté lui fournit l'occasion d'accorder en apparence au peuple seul ce qu'il avait précédemment refusé à la noblesse isolément, puis aux représentations réunies de la noblesse et du peuple, et de jeter ainsi des semences de jalousie deux ordres.

royaume avec les églises au sujet de droits de suzeraineté et de possession, et avait besoin de l'assistance du gouvernement, et sans cette assistance les communes n'auraient jamais pu décider le clergé à prendre aucune part aux charges publiques.

Par toutes ces circonstances se trouvaient enchaînées les forces qui, depuis les Hohenstauffen, avaient détruit la régularité dans le mécanisme du gouvernement. Les anciennes charges judiciaires et les anciennes dignités, qui s'étaient tenues en quelque sorte en dehors du mouvement de la puissance publique, furent placées dans les mêmes conditions qui déjà ont été exposées pour la Sicile (1). Tout le pouvoir réel les avait quittées pour passer aux présidents des cours royales de judicature (2). A côté du vice-roi se tenait e *consiglio collaterale* (1) et au-dessous de celui-ci le saint conseil de Santa-Chiara pour les affaires judiciaires, la chambre royale et l'administration. Les autres employés de l'État étaient nommés par ces deux corps, de telle sorte que, sur une liste de candidats proposés par eux, le vice-roi en choisissait un, ce qui portait un grand nombre d'Espagnols à ces places. Il y eut en outre plus tard une espèce particulière d'individus appelé *janissaires*, d'origine moitié espagnole, moitié italienne, qui se rattachaient entièrement au vice-roi et au gouvernement, pour lequel elle formait un un appui assez important (2).

Comme maison militaire, le vice-roi avait une garde de cent gentilshommes, moitié italiens, moitié espagnols. En outre la force publique armée consistait en cinq compagnies de gendarmes espagnols, et onze compagnies de gendarmes italiens, plus quatre cent cinquante chevau-légers. Le ban féodal n'était plus proclamé. Il y avait dans le royaume cinq mille six cents Espagnols, dé-

(1) Voyez plus haut.

(2) Ranke, pass. cit., p. 279 : « A la tête de l'organisation judiciaire était le saint conseil de Santa-Chiara. Les indigènes eux-mêmes étaient satisfaits de voir cinq conseillers espagnols siéger à côté de dix Italiens; car il arrivait par là que les uns étant dégagés de l'esprit de faction dominant dans l'île, les autres suffisamment instruits des rapports du pays, tous ensemble pouvaient travailler à rendre une justice plus exacte et plus complète. Toutes les cours du royaume, la cour du vicariat et les sept autres cours de la ville, devaient voir porter les appels de leurs décisions à ce conseil. »

P. 280 : « Les affaires qui ne se rapportaient pas au patrimoine royal appartenaient à ce même tribunal. Celles qui concernaient ce patrimoine étaient portées devant la *sommaria della camera*. Les d'Avalos possédaient encore la charge de grand chancelier; mais ils devaient se contenter, dans les marches solennelles, de porter la couronne en avant du souverain. L'apparence même de leurs liens avec la trésorerie fut rompue lorsque l'on transporta le siége de cette administration hors de leur palais. Comme les revenus des impôts et les affaires des fiefs étaient soumis à cette administration, elle a quelque ressemblance avec le conseil des finances de Castille. Au-dessus de ces deux branches était un conseil à côté du vice-roi, appelé *consiglio collaterale*, composé de deux régents espagnols et d'un Italien, conseil qui se réunissait tous les jours dans le palais du vice-roi, prenait les décisions définitives sur les cas encore douteux, auquel en référait aussi le *capellano maggiore*; c'était à lui que venaient aboutir toutes les affaires.

(1) Voyez la dernière note.

(2) Botta se trompe donc lorsqu'il pense que l'on voulait former à Naples une image de la monarchie espagnole. Les charges qui offraient quelque ressemblance avec celles d'Espagne étaient un reste des anciens établissements. Les gouverneurs espagnols s'efforçaient de les réduire à de vains titres, à de pures apparences. Ils ne cherchaient à rien créer de nouveau; ils tendaient à l'annulation du passé. (*Note du traducteur.*)

pendant tous du vice-roi ; le connétable avait une dignité vaine, sans aucune réalité. A côté des troupes de lignes se formait une sorte de *landwehr*.

Les impôts suivaient une marche toujours ascendante, pour l'entretien des employés et des troupes, l'établissement des forteresses et les dépenses du roi. Dans l'année quinze cent cinquante-huit, les revenus s'élevèrent à un million sept cent soixante-dix mille ducats ; pour l'année quinze cent soixante-quatorze, ils allèrent à deux millions trois cent trente-cinq mille ; dans l'année seize cent vingt, il fallut cinq millions de ducats.

Il a été déjà parlé longuement de l'état de la Sicile sous la domination espagnole ; il ne faut plus maintenant que peu d'observations.

Si dans cette île l'ancien ordre de choses et les priviléges de certaines familles ou de certaines corporations, ainsi que les droits du royaume en général, se maintinrent avec plus d'énergie ou faiblirent moins vite qu'à Naples, d'un autre côté l'on parvint à y introduire l'inquisition (à la vérité contenue en de certaines limites, au moins pour un assez long temps), et par la situation et les mœurs des juges, l'administration de la justice était devenue comme une proie livrée à des intérêts personnels (1) ; de pareilles considérations déterminaient tous les mouvements politiques, et entretenaient la division et la discorde.

Le nombre des troupes espagnoles maintenues dans l'île était moindre qu'à Naples, et s'élevait seulement à deux mille cinq cents hommes.

Avait-on institué en Sicile une milice comme à Naples et en Sardaigne, et suivant un mode analogue ? c'est ce dont je ne trouve de traces positives nulle part. Dans la Sardaigne, dont l'état sous Charles V et ses successeurs n'offre d'ailleurs que la continuation du tableau présenté déjà dans le second chapitre du deuxième livre, cette *landwehr* fut introduite en quinze cent trente-cinq, lorsque l'empereur visita l'île, et voulut sans grands frais se donner des moyens de défense contre les Turcs.

La constitution fixe se conserva en Sardaigne. Mais les actes des cortès ne s'appliquèrent qu'aux circonstances législatives et à l'administration de la police générale ; jamais on n'y débattit des intérêts véri-

---

(1) Ranke, pass. cité, p. 259-261, où l'on peut dire que l'invasion des intérêts de chicane dans l'entourage du vice-roi est représentée avec humeur. La nature plus positive, plus irritable, des peuples méridionaux, dans les rapports subjectifs, se manifesta beaucoup plus vivement chez les Siciliens que chez les Napolitains.

Ranke, p. 262 : « Là se montra la nature de ces Siciliens qui, tant que l'on pouvait servir leurs intérêts, étaient humbles, rampants, paraissaient nés pour l'esclavage ; puis aussitôt que l'on menaçait leurs droits, leurs priviléges, se redressaient pour les maintenir avec la plus grande vigueur. » — « Et ainsi nous avons ici le spectacle étrange d'un gouverneur s'efforçant d'égaler en ruse les indigènes, pour leur tirer de l'argent, et d'habitants entourant le gouverneur de mille artifices. »

P. 263 : « La lutte qui mettait les Siciliens en mouvement était au fond entre le pouvoir royal et les droits des états, des nationaux ; mais toute la haine que l'île, dans des combats si prolongés, aurait pu tourner contre le roi, était personnelle et retombait sur le gouverneur. En suite le roi laissait tomber le gouverneur, et la lutte recommençait de nouveau. Aussi arriva-t-il que nul de ces vice-rois ne termina sa carrière avec honneur. »

tablement politiques. Depuis quinze cent soixante, l'île reçut du roi Philippe, dans la *reale udienza*, une sorte de corps de judicature supérieure, comme à Naples le saint conseil de Santa-Chiara, en Sicile la *magna curia.*

CHAPITRE VIII.

COUP D'OEIL GÉNÉRAL SUR L'ENSEMBLE DE LA LITTÉRATURE NATIONALE EN ITALIE, DEPUIS LE QUATORZIÈME SIÈCLE JUSQU'A TASSO

Avant de nous arrêter à considérer les diverses directions principales de la littérature italienne dans le quinzième et le seizième siècle, il est nécessaire d'abord de saisir quelques conditions extérieures qui agirent sur la position et la valeur des écrivains, et n'exercèrent pas une médiocre influence sur leurs travaux. Déjà il a été souvent question des grandes dépenses publiques dans les villes importantes, dans les résidences des princes ecclésiastiques ou séculiers, de l'opinion alors fortement enracinée que le genre de luxe le plus noble, le plus élevé, était d'occuper, de soutenir les artistes et les savants. Dans cet exercice du luxe comme dans la poursuite de projets politiques, les républiques d'Italie rivalisaient avec les princes, les riches maisons de la bourgeoisie avec les familles princières. On trouve à peine quelques hommes distingués possesseurs d'une grande fortune en Italie dans la dernière moitié du quinzième siècle et dans la première du seizième, qui, d'une manière ou d'une autre, n'aient pas encouragé, honoré, soutenu des artistes et des savants.

Autour des savants eux-mêmes se formaient des cercles plus ou moins resserrés, soumis à une sorte de règlement, qui pouvaient servir de point d'appui à l'activité intellectuelle, mais qui, à cette époque d'expansion naïve des Italiens, arrêtaient l'essor des travaux littéraires faits dans la solitude.

Le cercle de Rome avait été humilié, dispersé par la rudesse de Paul II (1). A Naples une association de ce genre se maintint dans une activité ininterrompue depuis le temps d'Alfonso Ier, l'un des protecteurs les plus distingués des sciences (2). Cette académie napolitaine avait été fondée d'abord par Lorenzo Valla, Antonio Beccadelli, et leurs savants contemporains. Après la mort de Beccadelli, Jovianus Pontanus se mit à la tête de cette académie, et à côté de lui se distingue Jacopo Sannazaro, d'une famille noble d'origine espagnole. Des hommes d'une haute naissance, qui avaient le

(1) Division IV.
(2) *Ibid.*

goût ou le sentiment des productions des muses, s'y rattachaient : ainsi Andrea Matteo Acquaviva, le duc d'Atri, dont l'exemple paraît avoir agi sur sa famille et l'avoir entretenue dans son dévouement aux sciences (1) ; ainsi Cavanilla, comte de Troja, et de Montella, et d'autres. L'académie était divisée d'après les quartiers de la ville ; des poëtes et des savants étrangers y étaient affiliés ; entre cette réunion et les savants florentins seulement s'était élevée une rivalité qui prenait un caractère hostile.

Car l'académie platonicienne réunissait à Florence les amis des sciences (2). Mais à côté de cette association sérieuse se formèrent une infinité d'autres réunions de gens aimant à jouir des œuvres de l'esprit, et moins profondément instruits. Parmi toutes ces sociétés nées de la communauté de goûts ou d'inclinations, la plus importante au commencement du seizième siècle est celle qui se rassemblait dans le jardin Ruccellai ; elle était composée surtout des jeunes gens qui tirèrent du palais le gonfalonier Soderini ; elle offrait à la fois la richesse de l'intelligence, la résolution, et une direction politique bien déterminée (3).

Toutes ces réunions, qui étaient innombrables à Naples et à Florence, et par toute l'Italie, avaient pour règles de jugement des ouvrages soumis à leur appréciation certaines vues sur les motifs, les formes et les conditions littéraires, qui en partie étaient empruntées directement à l'antiquité, en partie s'étaient développées par l'étude des anciens et des trois grands poëtes de l'Italie du quatorzième siècle. L'on pouvait adopter des opinions bien diverses sur ces vues et sur les exigences qui en naissaient, et discuter sur des détails ; mais en définitive il n'y avait plus d'élan de spontanéité, l'on ne tirait plus rien de sa propre pensée, et l'on se tenait toujours à la réflexion.

Si l'on en juge par les ouvrages latins des hommes remarquables de ces réunions savantes, les écrits provoqués par l'influence des cercles littéraires, ou qui leur étaient dédiés en partie, étaient de deux sortes : dans les uns la réflexion prend le caractère de l'ironie et de l'humeur ; dans les autres elle cherche, en s'appuyant sur quelque chose de positif, à produire des poésies selon certaines exigences esthétiques. La première direction est toujours la plus animée, la plus divertissante, et la nouvelle de Machiavelli, *Belfegor*, dont le sujet est emprunté à l'Orient, est l'une des plus jolies images de l'humeur italienne, qui dans les temps postérieurs se produisit rarement avec autant de gaiete vive ; elle est devenue plus âcre et plus mordante ; aussi cette forme ironique n'a pas fait fortune. On connaît assez l'autre direction plus positive, qui tendait à réunir l'antique et le moderne dans une manière italienne ; l'on peut citer des odes rimées avec des coupes de vers et des enjambements dans le genre d'Horace, des hymnes, des chants de carnaval pliés aux formes dantesques, des imitations italiennes des comédies de Térence, des poésies de Virgile, etc., tous essais tentés par Lorenzo de' Medici, Poliziano, Sannazaro, Bembo, Machiavelli, Ruccellai, Alamanni, etc. L'on trouve beaucoup de beautés éparses dans ces jeux d'esprit, auxquels se livraient des hommes doués de hautes facultés. Mais une seule des jolies nouvelles de Sacchetti, l'une des bonnes comédies de Goldoni, quand ces habiles artistes parviennent à nous représenter la vie italienne avec des traits saisissants, comme nous apparaît la vie hollandaise dans les tableaux flamands, l'emportent sur tous ces résulats d'une poésie qui est devenue du luxe. C'est un malheur pour la littérature italienne que les locutions populaires s'écartent le plus souvent des formes et des prescriptions de la langue écrite,

(1) Roscoe, *Vie de Léon X*, vo . I, p. 72.
(2) Division IV.
(3) Voyez plus haut.

que la plupart des Italiens doivent s'exercer au maniement de cet instrument régulier, et ne s'habituent point à l'autre idiome moins savant, pour se l'approprier et le plier à un usage instantané de leurs pensées. C'est là l'explication de la marche compassée de la prose italienne, qui jusqu'à nos jours est restée emprisonnée dans la règle, enveloppée dans la période; voilà pourquoi les préceptes de la langue écrite du beau monde, à l'exception de l'emploi de quelques rares expressions, renferment tant d'affectation, de prétention à l'élégance; voilà pourquoi des langues étrangères, latine, française, deviennent de si faciles modèles pour l'expression. C'est là la raison pour laquelle une grande partie des écrivains italiens, depuis les académies du quinzième et du seizième siècle, se tient toujours attachée de la même façon à sa langue; ainsi que chez nous les *professores eloquentiæ* des universités, s'ils doivent prononcer un discours dans une occasion solennelle, se garderaient bien de ne point haranguer en latin. Comme la poésie de réflexion, que nous avons vue aussi en Allemagne partir des produits les plus nobles pour descendre par tous les degrés du mauvais goût jusqu'aux pastorales, ne porte jamais un caractère profondément national, encore bien qu'elle prétende se rattacher à des mœurs populaires, à des événements généraux, nous croyons pouvoir n'en point parler ici sans vouloir pourtant rabaisser sa valeur en général. Nous laissons les détails à des historiens littéraires proprement dits; mais nous devions citer ces directions imprimées aux esprits, parce que, dominant le développement général, elles exercèrent une influence importante sur l'expression nationale, les formes extérieures du langage, et les produits des lettres. Depuis le milieu du quinzième siècle ne se présente presque nul ouvrage entièrement libre de cette influence, et à peine le joyeux barbier florentin, mort à Rome en quatorze cent quarante-huit, Domenico di S.-Giovanni, connu communément sous le nom de Burchiello, forme-t-il une sorte d'exception, en ce que chez lui la forme ne rend plus guère hommage que de nom aux convenances littéraires; toutefois une partie de ses pièces offre de ces tours comme il s'en adopte dans chaque petit cercle, et surtout dans la boutique très-fréquentée d'un facétieux barbier italien; une infinité de personnes reçoivent des surnoms piquants d'après certaines particularités naturelles ou abstraites; beaucoup de petits faits, de petites agitations amusantes, sont désignés d'une manière toute particulière; des allusions à des jeux de mots connus, des expressions bouffonnes, sont employées proverbialement et toujours d'un ton énigmatique. Il paraît que ces tours de phrase n'ont pas survécu pour la plupart aux poésies de Burchiello, et comme il ne reste point de commentaire contemporain, les plaisirs d'une telle lecture ont été limités à un petit cercle de personnes vivant dans cette époque, et l'action du barbier n'a jamais été signalée dans la littérature.

Dans un temps postérieur, après le milieu du quinzième siècle, Baldassare de' Castiglioni, de Casatico dans le Mantouan (1), est presque le seul qui, tout en vivant habituellement dans les cercles du beau monde où les expressions recherchées étaient entrées dans les habitudes et presque dans la nature, se défendit toutefois énergiquement, et avec la conscience de ce qu'il faisait, contre le pédantisme du style, rejeta le joug du purisme florentin alors accepté partout, et maintint avec obstination son langage ferme, net, décidé, au mépris de tous les raffinements de son entourage. Si par la forme de son principal ouvrage, le *Cortigiano*, il sacrifia aussi au goût prononcé pour le genre didactique, dans le fait, toute son existence

(1) Son père, Cristoforo de' Castiglioni, était *condottiere* au service du marquis de Mantoue, et combattit Charles VIII sur le Taro. Sa mère était parente des Gonzaga; elle s'appelait Luigia di Antonio da Gonzaga.

est la plus haute expression du développement moral des populations italiennes, tel qu'il s'opéra d'abord dans ce qu'elles avaient de général et d'humain, puis en particulier dans les cours d'Italie, qui étaient alors autant de centres de belles coutumes, et même, malgré le relâchement et la corruption de la plupart des princes, autant de centres des intérêts les plus élevés de l'intelligence. Ce développement se produit ici avec un esprit parfaitement simple, avec un charme d'expression attrayant; la réflexion, anatomisant les diverses fonctions de la pensée et de la vie, se trouve dans un bien juste exercice. Certainement rien n'était plus propre que le *Cortigiano* (1) à montrer en exemple dans toute l'Europe la recherche et l'affectation des manières et des opinions, telles que le comte avait appris à les connaître d'abord dans la maison paternelle, puis à la cour du marquis Francesco da Gonzaga, des ducs Guidobaldo et Francesco Maria d'Urbino, du marquis Federigo da Gonzaga, de Henri VII d'Angleterre, de Louis XII de France, de Léon X, Clément VII et Charles V; et l'ouvrage de Baldassare exerça véritablement une influence générale (2). L'on ne peut trouver facilement une opposition plus frappante que celle du bateleur Burchiello et du digne et noble comte de' Castiglioni.

Comme Baldassare vivait habituellement dans les cours, et que certains intérêts littéraires devaient être soutenus par les princes, outre son *Cortigiano*, nous avons de lui encore une suite d'ouvrages qui appartiennent à la catégorie signalée plus haut des produits de la réflexion, et parmi lesquels nous citons seulement *Tirse*, divertissement en l'honneur de la duchesse Elisabeth d'Urbino, parce qu'il prépara le passage de l'antique églogue aux pastorales modernes, dont le goût fut répandu par la France et par les princes de Bourgogne. L'*Aminta* de Tasso et le *Pastore fido* de Guarini nous offrent des compositions de ce genre; malgré tout le charme qui s'y trouve, nous ne voulons pas nous y arrêter, parce qu'elles appartiennent à ces produits factices importés avec de grands efforts, et qu'elles n'ont jamais exercé une grande action sur les progrès de la nation.

Il nous reste à examiner des directions plus importantes et plus nationales de la littérature italienne, le développement de la poésie romantique et l'histoire.

---

(1) Le comte fut successivement au service des marquis de Mantoue, des ducs d'Urbino et de Clément VII. Il fut envoyé en ambassade auprès de Henri VII, de Louis XII, de Léon X et de Charles V. Il se trouva en rapports intimes avec les généraux, les politiques, les savants et les artistes les plus distingués; et tout devait profiter à un si grand observateur. Il était né le six octobre quatorze cent soixante-dix-huit, et mourut le deux février quinze cent vingt-neuf à Tolède. Son *Cortigiano* parut d'abord en quinze cent vingt-huit à Venise, in-folio. Le portrait de Baldassare, par Raphaël, dans la galerie de Paris, offre un visage qui peut servir de modèle pour une expression noble, fine et bienveillante.

(2) Qui conduisit souvent, au moins en Allemagne, à des caricatures; car dans l'admiration pour la civilisation italienne et pour les belles manières, l'on prescrivait pour ainsi dire aux souverains d'avoir des écuyers, des maîtres de danse, des maîtres d'armes, des écuyers tranchants lombards; et cependant l'on ne continuait pas moins à se livrer à l'ivrognerie, à conserver des mœurs grossières. A ceux qui, dans leurs calculs mercantiles, parlent des cours et des princes comme de superfétations, l'on pourrait demander comment la civilisation italienne se serait développée sans les nombreux petits princes, et cette infinité de petites cours d'Italie? comment la civilisation actuelle de l'Allemagne aurait trouvé ses bases dans une seule cour impériale, sans les nombreux petits États libres des villes et cette infinité de cours princières?

Quand nous disons que la première direction est plus nationale que les pastorales, cela ne s'applique point aux traditions qui, dans leur développement, sont aussi le bien commun de l'Europe ; mais plutôt à la substance et aux couleurs, à tout ce que la fantaisie a mis en œuvre pour individualiser les traditions ; car cela est bien italien. Comme il ne nous a pas été permis de faire des études particulières pour suivre tout le développement de l'histoire littéraire de l'Italie, nous nous référons à Ginguené, qui a traité cette partie avec le plus grand soin et une véritable prédilection. (1)

On voit, par les efforts de tant de familles et de races germaniques pour rattacher leur origine à Rome ou à Troie, quelle puissante action Virgile exerçait sur les esprits au moyen âge. Cette influence du grand poëte épique n'était que la conséquence de la place occupée par les anciens chants héroïques nationaux, les seuls connus antérieurement par les Germains ; ces chants, produits sous une forme poétique, n'avaient en réalité pour sujet que les souvenirs de la nation sur sa vie passée, et pour certaines familles nobles, pour certains peuples ils étaient le principe d'un orgueil historiquement fondé.

Il ressort clairement de la conduite de Louis le Pieux, que l'Église se mit en hostilité avec ces chants héroïques nationaux des races allemandes, dans un temps où ils soulevaient encore les sentiments populaires. Durant le neuvième et le dixième siècle, les efforts du clergé tendirent à tirer parti de la substance et de l'ensemble de l'histoire évangélique, afin d'étouffer entièrement les chants qui étaient un retentissement du paganisme ; mais si l'Evangile est plus profondément humain, le côté politique y est faible, le sentiment distinctif de la race y est effacé, et une seule famille noble allemande a pu commander assez puissamment à la vanité, sentiment d'ailleurs plus ancien que le peuple juif, pour tirer sa descendance d'un des frères du Christ ; enfin ce genre d'inspiration laissait dans la vie morale et intellectuelle des races germaniques un vide qui auparavant avait été complétement rempli. Pour les tribus frankes, burgundes, longobardes et gothiques, adopter la langue romane, ce fut en quelque sorte se plonger dans le Léthé, dont les ondes enlevèrent bien des désirs, bien des idées se rattachant aux vieux souvenirs populaires ; et l'Église réussit en quelque sorte à mettre à la place des héros nationaux des saints chevaleresques, tels que saint Martin, saint Georges et autres. La canonisation de certains rois dévoués aux intérêts de l'Église, de pieuses dames sorties des familles souveraines, remplaça les affections et les sentiments qui se rattachaient au temps antérieur du paganisme.

Cependant l'ancienne tendance des nations germaniques ne se laissa point supprimer ; et, lorsqu'à partir du onzième siècle, Karl le Grand et son puissant empire commencèrent à former un fond poëtique et traditionnel d'où l'on faisait sortir toutes les institutions (1), c'est sur ce monarque et sur tout son entourage chevaleresque que s'appuyèrent les conceptions poétiquement politiques. Lorsque les héros nationaux, comme chez les Bretons, s'étaient en même temps livrés à une activité chrétienne, ainsi qu'avait fait Artus, ils acquiéraient une importance et une signification analogues ; une empreinte plus nationale n'était réservée qu'à certains pays,

---

(1) Autorisés par cette déclaration de l'auteur, et pénétrés de l'importance des romans épiques pour la littérature romantique de l'Italie, nous avons agrandi de beaucoup les emprunts faits sur ce point par M. Leo au modeste et savant Ginguené.

(1) Dans le douzième siècle, cette tendance des esprits était complétement développée. On trouve là-dessus des notions intéressantes dans les remarques de Beneck à Wigalois, p. 494 et suivantes.

particulièrement à la France et à l'Angleterre; et la chevalerie des autres contrées présentait une physionomie poétique, selon qu'elle se conformait à des modèles tirés de ces deux pays. Les traditions orales et les chants de la Germanie survécurent seulement, altérés en partie et affaiblis, dans les pays de langue allemande.

Ces cycles de traditions générales et chevaleresques, depuis Karl le Grand et Artus, devinrent aussi durant le moyen âge la propriété poétique du peuple italien; mais en raison de l'existence communale qui se développait au milieu des luttes, en raison des sons que rendaient tout autour de lui les monuments de l'antiquité, en raison de la moralité relâchée par l'esprit trop positif des individualités, ce peuple ne pouvait offrir un développement favorable au sentiment chevaleresque, jusqu'à ce que, dans le quinzième siècle, la nature des luttes changeât en Italie. Le système de contrepoids introduit par les Medici amena plus de calme et de tranquillité dans les relations des particuliers, et en même temps la vie chevaleresque (principalement à la cour de Bourgogne, puis en France et en Allemagne) adopta des règles extérieures plus fixes, plus déterminées, plus conformes à l'étiquette, et qui faisaient paraître en partie le sentiment comme superflu. La noblesse, le clergé d'Italie et les classes bourgeoises, ayant maintenant partout la valeur de la noblesse, prenant une grande part au gouvernement des villes, se familiarisèrent chaque jour de plus en plus par les grandes assemblées avec la vie de chevaliers, telle qu'on la menait des deux côtés du Rhin; de plus, toutes les petites cours d'Urbino, de Ferrare, de Mantoue, Montferrat, etc., se distinguèrent des cours du même genre du Nord, en ce qu'elles encouragèrent la littérature classique, les arts de la représentation et les mœurs italiennes; aucun de ces princes ne pouvait se passer d'un certain entourage et d'une certaine pompe, en sorte que ce fut dans leurs palais que s'unirent la chevalerie et la civilisation pour enfanter les grandes épopées chevaleresques des Italiens.

La chevalerie en Italie et dans les poésies de ce pays est à la chevalerie antérieure, active et pénétrée d'un esprit puissant, comme les décorations du *teatro della Scala* dans *le Barbier de Séville* sont aux rues et aux maisons réelles de Séville. Tout le chevaleresque dans ces épopées consiste dans la forme et dans le costume, mais non dans l'essence.

Au reste, étant moins en état, à cause de leur nature, de pénétrer dans les développements mystiques et sous les expressions symboliques du cycle épique depuis Artus et le saint Gral, les Italiens ne réclamaient pas une poésie ayant pour objet les spéculations de l'esprit plutôt que des actions caractéristiques des individus; ils n'auraient pu même en jouir; ils prirent de préférence les traditions de chevalerie sur Karl le Grand, sans que l'autre cycle leur restât pourtant complétement étranger.

Le plus ancien fonds duquel on tira, en Italie, les matériaux et les ornements qui furent ensuite employés dans les épopées chevaleresques, était un vieux roman en prose, *i reali di Francia*, qui vraisemblablement fut d'abord emprunté du latin, et qui doit être placé au commencement du quatorzième siècle (1). Il contient la filiation

(1) La première édition imprimée fut faite à Modène, in-folio, en quatorze cent quatre-vingt-onze. La seconde est de Venise, quatorze cent quatre-vingt-dix-neuf. Toutes deux sont très-rares. La troisième, qui n'est pas commune, est un petit in-quarto, sous ce titre: *I reali di Franza nel quale si contiene la generazione de' tutti i re, ducchi, principi e baroni di Franza e de li paladini, colle battaglie da loro fatte; comenzando da Constantino imperatore fine ad Orlando comte d'Anglante*, etc. Venezia, quinze cent trente-sept. Depuis il en a été fait d'autres éditions. Ce livre est des premiers temps de la langue italienne, et mis au nombre de ceux qui font autorité. Quelques écrivains l'ont attribué

des princes de la maison royale de France, et la fait venir de l'un des fils de Constantin, nommé Fiovo, qui passa dans les Gaules où il régna. De ce Fiovo naquit Florel ou Fiorello, de Fioravante; celui-ci eut deux fils, Octavien au lion et Gisbert au fier visage; de Gisbert vint Michel, qui est Constantin surnommé l'Ange, lequel fut le père de Pepin le Bref. Karl le Grand était donc issu de la branche cadette. Octavien, frère aîné de Gisbert, eut pour fils Bovet; Bovet eut Guidon d'Antone, et celui-ci Buovo ou Beuves d'Antone, descendant, au même degré que Pepin, de Fiovo, fils de Constantin (1).

La naissance romanesque de Charlemagne, et les aventures de sa mère Berthe au grand pied, occupent une grande place dans ce vieux livre des *Reali di Francia* (2). C'est ici que l'on trouve une infinité de détails sur la jeunesse de l'empereur, détails dont l'histoire ne pourrait certainement tirer aucun parti. Ainsi Charles est obligé de s'enfuir de Paris après que le roi Pepin, son père, a été assassiné par deux bâtards qu'il avait eus de Berthe. La maison de Mayence, rivale de la sienne, soutient ces trames; elle fait couronner roi l'aîné des deux parricides, et le pape Sergius (qui était mort depuis plus de soixante ans) excommunie tous ceux qui oseraient donner asile au fugitif. Charles se sauve en Espagne; il est introduit sous le nom de Maino ou Mainetto à la cour du roi sarrasin Galafre, qui de Saragosse, sa capitale, dominait sur toute l'Espagne; il entre au service de ses trois fils, Marsilio, Balugante et Falsiron. Le roi sarrasin avait en outre une fille nommée Galérane, que Mainetto épousa secrètement après l'avoir rendue chrétienne. Il délivre Galafre et ses fils battus et faits prisonniers par un roi d'Afrique, et ses exploits excitent l'envie des jeunes princes, qui veulent l'assassiner; il s'échappe de Saragosse avec Galérane, se rend à Rome, vient en Bavière, rentre en France, tue l'usurpateur, et remonte sur le trône de son père. La naissance et les aventures de Roland ne sont pas moins merveilleuses dans ce roman italien. Karl le Grand avait une sœur appelée Berthe, qui inspira une violente passion au jeune chevalier Milon d'Aglante, arrière-petit-fils du fameux Beuves d'Antone. Il plut à la princesse; Karl les enferma dans une tour et résolut de les condamner à mort. Ils parvinrent à s'enfuir, et voulurent se rendre à Rome; Berthe accoucha d'un fils à Sutri, à huit lieues de la capitale du monde chrétien. Cet enfant était si fort en venant au monde qu'il se roula par terre, ce qui lui fit donner le nom de Roulant ou Roland par son père. Mais la misère accable cette famille. Milon prend la résolution d'aller tenter la fortune; il se rend en Calabre, passe en Afrique, entre au service du roi Agolant et de ses deux fils Trojan et Almont, sous le nom de Sventura; il fait des exploits admirables, et finit par disparaître. Quant au petit Roland, il grandit, et devint la terreur des petits garçons des environs. Un jour que l'empereur Karl, revenant de Rome après son couronnement, était arrêté à Sutri, l'audacieux enfant ose venir braver la majesté impériale; on le suit jusque dans la grotte qui lui servait de retraite; sa mère est reconnue, elle

---

au savant Alcuin. C'est une grave erreur; car là il est question de l'oriflamme, qui ne fut portée dans les combats qu'au douzième siècle. Quoi qu'il en soit, la traduction italienne est précieuse par l'antiquité des traditions fabuleuses et par la naïveté du style. On la juge de la fin du treizième ou du commencement du quatorzième siècle. Salviati en avait vu une copie qu'il jugeait écrite vers l'an treize cent cinquante. Ginguené, t. IV, p. 167.

(1) Cette descendance des deux branches de la race prétendue de Constantin, et les exploits et aventures de chacun de ces héros, remplissent les cinq premiers livres du roman des *Reali di Franza*. Ginguené, t. IV, p. 167.

(2) Elles occupent les dix-sept premiers chapitres du sixième et dernier livre. T. IV, p. 167.

obtient son pardon, et l'empereur adopte Roland pour son fils. De retour à Paris, Karl fait son neveu comte d'Anglante et marquis de Brava; Roland devint le plus ferme appui de l'empire des Franks et de la chrétienté tout entière, et reçut du souverain pontife le titre de gonfalonier de l'Église et de sénateur des Romains. Voilà des éléments qui avaient été fournis par les vieux romans français, et dont l'épopée italienne s'est emparée; l'examen de ces essais informes fera mieux comprendre quelle part le génie italien a fournie dans la création des caractères des personnages; quel développement il a donné aux fictions primitives. Le plus ancien roman épique que l'on puisse trouver dans cette classe se rapporte à la vie de Beuves d'Antone, descendant comme Karl le Grand de Constantin, et bisaïeul de Milon d'Anglante, père de Roland. *Buovo d'Antona* est le titre du poëme; il est écrit en *ottave rime*, mesure de vers régularisée d'abord par Boccacio, et qui est restée propre aux épopées chevaleresques des Italiens (1). Cet ouvrage appartient aussi probablement au quatorzième siècle; dans tous les cas il est postérieur à Dante. Au milieu de l'époque où les plus nobles productions sortirent du sein des communes et des cours de l'Italie, ce poëme, par sa naïveté, par les sentiments féroces envers les femmes infidèles, par les singulières formules de prières, par les prouesses des buveurs et les provocations à l'ivresse, et par beaucoup d'autres traits, offre le tableau de la vie plus rude encore et plus grossière de la noblesse des châteaux de la Toscane. Peut-être ce poëme de chevalerie est le seul de cette espèce où se trouve réellement une union intime de l'esprit de la noblesse italienne avec l'existence romantique des chevaliers. Brandonie, mère de Beu-

(1) Le Trissino dans sa *Poëtique*, le Crescienbeni dans son *Histoire de la Poésie vulgaire*, et presque tous les auteurs italiens, attribuent cette invention à Boccacio. Le Crescienbeni croit cependant, t. I, p. 199, que la première origine de ce rhythme est due aux Siciliens. Le Bembo, en adoptant cette opinion, fait observer que les anciens Siciliens ne composaient pourtant l'octave que sur deux rimes, et que l'addition d'une troisième rime pour les deux derniers vers appartient aux Toscans. *Prose*, Flor., quinze cent quarante-neuf, p. 70. En effet, dans le recueil de l'Allacci (*Poeti antichi raccolti da codici manuscr.*, etc., Napoli, seize cent soixante-un), on trouve un *Canzone* de Giovanni de Buonandrea, dont les quatre strophes sont de huit vers endécasyllabes sur deux seules rimes croisées. M. Baldelli (p. 33, note), en citant d'autres auteurs qui ont été de la même opinion que le Bembo, convient avec sa candeur accoutumée que l'octave avec trois rimes a été employée en France avant Boccacio par Thibault, comte de Champagne, et il rapporte tout entière une de ces octaves citées par Pasquier (*Recherches de la France*, Paris, seize cent dix-sept, p. 724; Amsterdam, dix-sept cent vingt-trois, t. I, col. 791):

Au rinouviau de la doulsour d'été
Que reclaircit li doiz à la fontaine,
Et que son vert bois, et verger, et pré,
Et li rosiers en may florit et graine;
Lors chanterai que trop m'ara grevé.
Ire et esmay, qui m'est au cuer prochaine:
Et fins amis à tort acoisonnez,
Et moult souvent de léger effreez.

Mais il ne paraît pas que ce rhythme agréable trouvé par le comte de Champagne eût été adopté communément en France. En Italie, les Toscans furent sûrement les premiers à en faire usage; et Boccacio, le premier de tous, soit qu'il connût la chanson de Thibault, soit qu'il ne la connût pas, employa dans sa *Theseide* l'octave à trois rimes, telle qu'elle est restée depuis. Ginguené, *Histoire littéraire d'Italie*, t. III, p. 45 et 46.

ver, fait assassiner son mari, duc d'Antona, par Dudon de Mayence, qu'elle épouse. Le jeune Beuves s'enfuit avec une troupe de cavaliers; mais il tombe de cheval sans qu'on s'en aperçoive, et Dudon, qui suivait de près les fugitifs, le ramasse, l'enlève et le ramène à Antona. Dans un songe il croit voir l'enfant lui plonger un couteau dans le cœur; voulant le prévenir, il l'envoie demander à sa mère qui se charge de l'empoisonner. Mais Beuves s'échappe encore une fois; et il est enlevé par des marchands qui l'emmènent en Arménie, où ils le vendent au roi. Parvenu à l'adolescence, il devient amoureux de Drusiane, fille du roi, qui partage sa passion. Dans un tournoi il renverse un des rois qui prétendaient à la main de Drusiane. Il délivre le père de sa bien-aimée fait prisonnier par le soudan de Boldraque; et ne pouvant, malgré tous ses services, obtenir la fille du roi d'Arménie, il la décide à s'enfuir avec lui. Dans une sombre forêt qui se trouve sur leur route, il lui faut exercer sa valeur et sa force contre des géants et des bêtes féroces. Au milieu de cette vie de fatigue et d'aventures périlleuses, Drusiane met au monde deux fils, qu'elle nourrit tout en continuant de suivre son époux. Enfin Beuves rencontre les serviteurs de son père qui étaient restés fidèles à lui-même; il revient à Antona, chasse l'usurpateur Dudon, se défait de tous les Mayençais, et fait renfermer sa mère dans un cachot où elle est murée jusqu'à la tête; on la nourrit de pain et d'eau pendant un an, et elle meurt après les plus cruelles souffrances. Quant à Dudon, il se réfugie auprès du roi Pepin. Mais Beuves le poursuit sur les terres de ce protecteur qu'il fait prisonnier, immole de sa main le traître Dudon, qu'il fait ensuite écarteler, et il met Pepin en liberté. Les autres exploits de Beuves sont contre les Sarrasins. Tandis quil extermine une de leurs armées en Sardaigne, des masses innombrables de ces barbares viennent assiéger Antona; il accourt, les met en fuite, leur fait ensuite lever le siége de Paris, va les combattre et les vaincre en Hongrie, convertit tout le pays à la foi chrétienne. Après avoir achevé d'autres entreprises en Europe et en Asie, il revient à Antona, couvert de gloire. Mais il perd sa chère Drusiane; et il est lui-même assassiné dans une église par un Mayençais que Raymond, chef de la maison de Mayence, avait chargé de ce crime. L'auteur de cet ouvrage est inconnu; peut-être l'a-t-il chanté dans les foires, ou comme *cortesano*, selon l'ancienne acception du mot, dans les châteaux de la noblesse. Il paraît avoir été favorablement accueilli, et avoir été cause que l'on mit aussi en lumière les sources latines de l'histoire traditionnelle de Karl le Grand. Par plusieurs locutions du dialecte florentin de ce temps-là, on voit qu'il était de Florence, ou du moins de Toscane.

Ce poëme est à peu près le seul dont l'action remonte au delà du règne de Karl le Grand; cet empereur et les douze pairs forment le sujet de presque tous les autres. Ce n'est plus dans le roman des *Reali di Francia*, mais dans la prétendue chronique de l'archevêque Turpin qu'ils sont puisés. Cette chronique ne commence qu'à la dernière expédition de Charlemagne en Espagne, et finit par la défaite de Roncevaux. Le poëme le plus immédiatement tiré de cette chronique est *la Spagna* (1), qui, malgré la rudesse de ses accents, laisse néanmoins saisir quelques rapports avec les chants homériques. Il paraît que les strophes étaient rétribuées en argent (2), et l'homme qui chantait ainsi

(1) *Questa si è la Spagna historiata.* Incomincia il libro volgare dicto *la Spagna*, in quaranta cantari diviso, dove se tracta le battaglie che fece Carle Magno in la provincia di Spagna. Milano, quinze cent dix-neuf, in-quarto.

(2) Ainsi que le prouvent les vers suivants cités par Ginguené :

Che ora vi piaccia alquanto por la mano

moyennant salaire, et tirait un tel parti de son inspiration et de son talent, se nomme lui-même Sostegno de' Zanobi de Florence. *La Spagna* comprend en quarante chants la dernière expédition de Karl le Grand en Espagne jusqu'à la bataille de Roncevaux; le dernier chant contient la vengeance tirée par l'empereur de la trahison qui avait fait périr la fleur de son armée. La cause de l'expédition n'est pas la même dans le poëme et dans la chronique. Dans celle-ci l'apôtre saint Jacques apparaît à Karl pendant la nuit, et lui propose d'aller combattre les Sarrasins; l'empereur se met aussitôt en campagne. Dans le poëme, Karl, vainqueur de tous ses ennemis, maître de la chrétienté, conçoit le désir d'aller conquérir aussi l'Espagne occupée par les Sarrasins; ses barons font serment de le suivre et de l'aider à mettre la couronne de ce pays sur la tête de Roland, auquel il l'avait promise en le mariant. Ensuite la guerre se poursuit dans le poëme à peu près comme dans la chronique. Deux épisodes peuvent donner une idée des mœurs et des opinions de ce temps. Dans une altercation entre Roland et l'empereur, celui-ci ayant jeté son gantelet de fer au visage du paladin indocile, Roland veut le tuer; puis il part et va conquérir des royaumes en Orient. De retour en Espagne, il inspire à l'empereur des craintes sur le vicaire auquel il a laissé le gouvernement de ses États, et lui montre un livre apporté d'Asie qui lui donne les moyens d'évoquer les démons. Karl ayant disparu et le bruit de sa mort s'étant répandu, l'impératrice est sur le point d'épouser le vicaire investi de la confiance de son souverain. L'époux déguisé revient dans son palais, se fait reconnaître comme Ulysse, et finit par exterminer tous ses adversaires. Mais Ganelon, reste de la famille de Mayence, trame une horrible trahison avec les infidèles d'Espagne; il en résulte le désastre de Roncevaux. Les efforts prodigieux de Roland, d'Olivier et des autres paladins surpris dans le défilé, leur mort glorieuse, la fin de Roland qui expire sur un monceau d'ennemis, après avoir brisé contre les rochers son épée Durandale, toutes ces scènes sont ici d'un puissant effet. Le combat entre Roland et Ferragus amène aussi une situation dont un grand poëte a daigné se souvenir. Quand le guerrier sarrasin se sent blessé à mort, il prie Roland de lui donner le baptême; le paladin chrétien descend au bord de la rivière, ôte son casque, le remplit d'eau, et vient baptiser le païen dont l'âme est reçue et emportée par les anges.

Au reste, la manière de Sostegno de' Zanobi est la même que celle de l'auteur de Beuves d'Antona; tout annonce qu'il appartenait aussi au quatorzième siècle, ainsi qu'un troisième poëte épique du même genre qui a mis en œuvre la matière fournie par l'histoire de Renaud de Montauban, en trente-quatre chants, réunis sous le titre de *la Regina Ancroya* (1). Guidon le Sauvage, fils naturel de Renaud, est un des principaux personnages. Renaud de Montauban, son père, revenant de la terre sainte, séduisit Constance, femme d'un roi sarrasin qui lui donna l'hospitalité, et de leur commerce naquit un fils. Le roi mourut avant que cet enfant vînt au monde; la mère le fit passer pour légitime. Mais lorsqu'il est arrivé à l'âge de porter les armes, il veut partir, et menace sa mère de lui enfoncer un couteau dans le cœur si elle s'oppose à son voyage; elle

A vostra borsa, e farmi dono alquanto
Che qui no gli finito il quinto canto.

(1) *La Regina Ancroya, nella quale si vide bellissimi istorie d'arme di amore, diverse giostre e torniamenti, e grandissimi fatti d'arme con i paladini di Francia*. Venezia, quinze cent soixante-quinze, in-octavo.

l'instruit de sa naissance, et lui donne un anneau pour se faire reconnaître de Renaud. Le jeune guerrier, sous le simple nom de lo Strano, arrive au camp de Karl le Grand, où il défie et renverse tous les chevaliers; mais dans un dernier combat la victoire se déclare pour Renaud, et lo Strano se fait connaître. Présenté au roi, il reçoit un accueil empressé; puis on le fait baptiser, et on lui donne le nom de Guidon le Sauvage. Karl était alors en guerre contre les Sarrasins, dont l'armée était commandée par la reine Ancroya, sœur du roi Mambrin, que Renaud avait tué de sa main. Cette Ancroya est invincible; elle réduit l'empereur aux dernières extrémités jusqu'à ce que Roland, jusqu'alors éloigné par divers incidents, arrive enfin et se mesure avec elle. Deux fois il est près de la vaincre, et lui propose de se faire chrétienne; mais les explications du chevalier sur les mystères de la foi ne lui paraissant point satisfaisantes, elle renouvelle le combat; Roland finit par la tuer, et termine ainsi la guerre. Les auteurs de ces poëmes étaient trop peu maîtres de leur sujet pour être en état de s'approprier quelque chose de la matière trouvée dans le latin. Leurs efforts pour amener des développements en vers les entraînent à des longueurs insipides; et néanmoins leurs œuvres ont un mérite en ce qu'elles montrent de quelle manière la connaissance et le goût de ces poëmes chevaleresques se repandirent en Italie, comment une certaine forme de vers, les *ottave rime*, et la division par chants, se fixèrent dès le quatorzième siècle; on voit que les noms de Charlemagne, de Roland, de Renaud et des autres paladins de France, et la renommée de leurs exploits étaient généralement répandus en Italie dès la fin du treizième siècle, que les places publiques de Florence avaient mille fois retenti des plates octaves de ces poëtes du premier âge. Nous nous sommes arrêtés plus longtemps sur leurs œuvres, parce qu'elles sont arrivées sous les yeux d'un petit nombre de lecteurs, et que par leur analyse on peut mieux voir le parti qu'ont su tirer d'éléments grossiers les véritables poëtes, qui ont peut-être un moindre mérite d'invention, mais dont les chants sont répétés de génération en génération, et dont les conceptions sont gravées dans tous les souvenirs.

Le triomphe complet du développement municipal en Italie à la fin du quatorzième siècle, l'admiration inspirée par des œuvres de premier ordre dans la langue nationale, firent sentir dans le quinzième siècle tous les défauts des trois poëmes que nous venons d'exposer; et comme en même temps les traditions sur Karl le Grand et les héros qui l'entouraient, maintenant connues de tout le monde, continuaient à exercer ce charme qui réside dans la véritable matière poëtique, il est facile de comprendre comment Lorenzo l'Illustre, après avoir vu le goût des Italiens si longtemps appliqué à l'étude du monde antique et aux trois grands poëtes du quatorzième siècle, tenta de les reporter sur les routes déjà parcourues par Petrarca, et put exciter Luigi de' Pulci à la solution du problème de chanter les exploits de Karl le Grand et de Roland dans un poëme héroïque italien. Politien, son ami, l'encouragea aussi dans ce dessein, et ne le laissa pas manquer des secours qui pouvaient lui faciliter les moyens de puiser à des sources précieuses; il lui en fit connaître plusieurs, entre autres Arnaud, ancien troubadour provençal, qui avait probablement composé sur ce sujet des poésies de quelque étendue que l'on n'a plus, et Alcuin, le plus ancien historien de Kar lle Grand. Pulci ne craint pas de rappeler ces détails (1), qui auront donné naissance à l'opi-

(1) Onore e gloria di monte Polciano
Che mi dette d'Arnaldo e d'Alcuino
Notizia, e heme del mio Carlo mano.

Morg. Mag. Cant. xxv, st. 169.

nion invraisemblable que le poëme sous son nom était de Politien. Une autre source que Pulci consulta souvent, c'est la chronique alors généralement attribuée à l'archevêque Turpin; il se conforme souvent à ses récits, surtout pour la bataille de Roncevaux et le dénoûment du poëme; parfois il se couvre du nom de Turpin pour faire passer les choses les plus incroyables, dont la chronique n'a pas dit un seul mot. A cette fausse chronique Pulci joignit encore toutes sortes de rapsodies sur le même sujet; aussi, à force de vouloir faire usage des productions de ses devanciers, pour lesquels il avait cependant bien peu d'estime (1), avec une force de conception bien supérieure, il ne fit que parcourir des routes déjà battues. Au reste, la forme à donner au développement épique de ces traditions était déjà si bien arrêtée, que Pulci conserva les débuts religieux, les pieuses invocations des chants; mais, ainsi que cela était naturel pour la société mondaine, raffinée, naturaliste de son temps, son ton et son langage trahissent toujours une ironie profonde. L'ensemble du poëme *il Morgante Maggiore* présente le même caractère que la peinture florentine de la dernière moitié du quinzième siècle : légèreté de travail, abaissement des motifs religieux qui descendent au rang de purs moyens mécaniques dans la composition, ironie vive, ambitieuse, affectant toutes les allures d'une imagination hardie, frondeuse, et retenue par des liens terrestres. Forcé, pour ainsi dire, d'adopter l'usage établi par des poëtes qui s'adressaient au peuple dans un temps où les croyances religieuses avaient de la puissance, Pulci, qui vivait au milieu des principaux membres de l'académie platonicienne, tourna en plaisanterie les formules consacrées par ses devanciers; le contraste singulier des débuts de chant avec les sujets traités dans les chants mêmes amusait les élégants et joyeux convives auxquels Pulci recitait ses vers. Il n'y a pas un de ses chants où il n'ait l'air de se divertir aux dépens de son héros et de ses lecteurs : il y met beaucoup d'esprit, et même une certaine naïveté fort plaisante et assez originale. Mais le sensualisme y domine à ce point que certaines considérations provoquent le dégoût, que certaines parties de la fable offrent même des obscénités, quoique l'habileté du poëte à saisir les sentiments humains lorsqu'ils se produisent l'ait mis en état de faire jaillir parfois des traits plus nobles, et de les combiner avec une convenance caractéristique; mais au fond de tout le travail on retrouve toujours la conviction de l'auteur, que chacun s'ennuierait fort d'un tel sujet, s'il l'avait conçu d'une manière sérieuse. Ainsi, pour plaire à une société d'élite, un homme doué d'un esprit étendu, orné de beaucoup de connaissances, un homme engagé dans les ordres religieux, invoque ce qu'il y a de plus sacré pour écrire ensuite des folies, et souvent des impiétés. C'est bien la meilleure preuve de l'empire d'un sensualisme superficiel auquel se livraient alors les classes supérieures, qui a continué à dominer toute cette direction de la poésie jusqu'à Wieland, et avec lequel contraste si fortement la profonde inspiration de Tasso

Morgante Maggiore, géant que Roland a converti et qui lui sert souvent de second dans ses expéditions, est un personnage dans lequel la plus basse bouffonnerie se mêle à une sorte d'héroïsme. Mais Roland, Renaud et Karl le Grand sont les véritables héros du poëme; Roland surtout occupe l'auteur qui a mis en scène sa vie tout entière. Néanmoins les exploits les plus brillants présentent toujours un côté burlesque, les efforts les plus généreux des paladins pour la conversion des

(1) E del mio Carlo imperador m'increbbe.
. . . .
E stata questa istoria, a quel ch' i' veggio,
Di Carlo male intesa e scritta peggio.

C. 1, st. 4.

infidèles, leurs prédications, leurs discussions théologiques, ne semblent tendre qu'à provoquer le rire. Toutefois la dernière partie du poëme, la défaite de Roncevaux, la mort de Roland, la vengeance qu'en tire l'empereur, tout cela est véritablement épique; mais le poëte paraît avoir été poussé contrairement à son génie, et il exprime ses regrets d'être obligé de se montrer pathétique.

Ed io pur commedia pensato avea
Iscriver del mio Carlo finalmente,
Ed Alcuin così mi promettea;
Ma la battaglia crudele al presente
Che s'apparecchia impetuosa e rea
Mi fa pur dubitar dentro alla mente
E vo colla ragion qui dubitando,
Perch' io non veggo da salvare Orlando.

C. xxvii, st. 2.

Du moins il faut reconnaître dans le *Morgante Maggiore* un grand mérite de style; c'est une des meilleures sources où l'on puisse étudier la langue toscane, et l'auteur, tout en écrivant au gré de son caprice, a servi de modèle à des poëtes dont on vante cependant l'originalité.

Les mêmes causes qui avaient agi sur Pulci se faisaient sentir ailleurs aussi, ou bien le poëme de Pulci obtint un tel succès que l'on ne souhaita plus que des distractions de ce genre, et chacun se vit invité à les imiter. Bientôt après, Francesco Bello, aveugle de Ferrare, accablé d'infortune, composa une œuvre analogue sous le titre de *Mambriano* (1), qui appartient à la même classe que le *Morgante;* il a des tours plus bizarres; et il remplace les débuts religieux des chants par des invocations classiques aux muses, à Apollon, à Mars, à Vénus. Au reste Bello se proposa d'égayer les Gonzaga, souverains de Mantoue, comme Pulci avait écrit pour charmer les loisirs des Medici de Florence. Son poëme est beaucoup moins connu que le *Morgante*, et néanmoins il mérite de l'être; plusieurs parties ne sont pas entièrement dépourvues d'intérêt. Mambriano est un roi de Bithynie, dont Renaud de Montauban a tué l'oncle Mambrin. Il s'embarque pour aller venger cette mort; une tempête le jette sans mouvement sur le rivage d'une île où régnait la belle fée Carandine dont les séductions lui font oublier quelques instants ses projets; puis, au moyen de l'art magique, elle transporte Renaud dans son île où un combat s'engage entre les deux guerriers. L'arrivée de deux troupes de Sarrasins interrompt la lutte au moment où Renaud allait triompher; et Mambriano est emmené par l'équipage d'un bâtiment parti de son pays pour aller à sa recherche. Il va reconquérir son trône qu'un traître avait usurpé, tandis que Renaud s'amollit dans les délices au milieu des nymphes formant la cour de Carandine. Mambriano équipe une nouvelle flotte pour exécuter ses anciens projets de vengeance, et il va assiéger Montauban, alors que Renaud était loin de son château, et que ses cousins, Roland et Astolphe étaient retenus par une fée dans une caverne d'Espagne. La place est défendue par les trois frères de Renaud, et par sa sœur Bradamante, qui paraît pour la première fois dans un des romans du quinzième siècle. Maugis, cousin de Renaud, va dérober à Carandine son talisman, délivre le paladin qui arrive au moment où les assiégés et l'armée de Karl le Grand allaient être défaits par Mambriano; les infidèles sont mis en fuite; Maugis, par des moyens magiques, procure une armée et une flotte à Renaud qui poursuit Mambriano. De son côté Roland est délivré par la discorde entre ses gar-

(1) Libro d'arme et d'amore nomato *Mambriano*, composto per Francesco, cieco da Ferrara. Imprimé pour la première fois vers la fin du quinzième siècle.

diens, et le bruit de sa mise en liberté détermine le roi Marsilio à faire la paix avec Charlemagne. Le chevalier court se signaler en Afrique par de nouveaux exploits; en Asie Renaud abat encore Mambriano qui se reconnaît son vassal; après une suite d'épisodes grotesques ou sérieux, tous les paladins sont réunis autour de Charlemagne, et l'auteur déclare que son poëme est fini. Néanmoins il n'eut pas le temps de l'achever, la mort le surprit avant qu'il put y mettre la dernière main, ce fut ûn de ses parents qui le publia quelques temps après, et le dédia au cardinal Ippolito d'Este, ce qui doit paraître étrange en raison des plaisanteries cyniques, des situations effrontées que l'on trouve dans plusieurs épisodes.

La fantaisie peut, aussi bien que toute autre faculté de l'homme, se modifier par l'action des circonstances et des objets qui l'entourent; comme maintenant l'imagination toute sensuelle se déployait librement dans la poësie héroïque et romantique des Italiens, elle devait naturellement arriver à quelque chose de plus parfait par l'activité d'un homme dont toute la vie avait servi à peupler son cerveau des représentations les plus riches et les plus variées, à y imprimer les formes extérieures les plus gracieuses, en le préservant des éléments qui peuvent rabaisser ou retrécir les idées. Cet homme est Matteo Maria Bojardo, comte de Scandiano, né dans le château de ce nom, près de Reggio, dans la Lombardie, vers l'an quatorze cent trente-quatre; il fit ses études à l'université de Ferrare. Entré au service des princes de la maison d'Este, et appartenant à une noble famille, porté bientôt aux premiers emplois militaires, il vécut beaucoup à la cour, et put unir par une faveur singulière les dons de la fortune avec les occupations littéraires et le développement des plus belles parties de l'imagination. Il jouit de la plus haute faveur auprès des deux ducs Borso et Ercole Ier, devint gouverneur de Reggio, puis capitaine général à Modène, et revint à Reggio, où il mourut en quatorze cent quatre-vingt-quatorze. Ce fut un des hommes les plus savants, et l'un des plus beaux esprits de son temps. Sous ses mains l'ancienne tradition s'altéra de plus en plus, et autour du squelette qui en restait il réunit les riches créations de son esprit pour lui donner un nouveau corps, en suivant toujours les formes adoptées par Pulci et Bello. Il étendit ensuite le cercle des personnages par une suite de nouveaux rois dont les caractères poétiques doivent leur existence à son imagination. C'est de sa composition que sont sortis les types de Roland et d'autres personnages. Le monde du merveilleux, qui jusque-là, domaine du paganisme, n'avait présenté qu'un aspect redoutable, dut maintenant ouvrir un large espace pour les jardins des fées et leurs prodiges. Enfin, par le charme, la grâce et la variété, la vivacité capricieuse, le poëme de Bojardo surpasse toutes les œuvres de ses devanciers; il créa, on peut le dire, une poésie chevaleresque européenne, générale, sous un costume national italien.

L'*Orlando inamorato* a fait un pas en avant dans la route des poëmes précédents; les figures et les forces surnaturelles de cette espèce de poésie étaient déjà soumises à des limites et à des emplois conventionnels; on pouvait donc suivre une marche régulière de l'ensemble, et pour ainsi dire un développement naturel de l'action. Jusqu'alors la chronique supposée de Turpin, d'autres histoires fabuleuses de Charlemagne, les poésies de quelques troubadours, et quelques vieux romans espagnols et français, avaient fourni la matière que chaque poëte avait traitée selon son caprice; les caractères qu'ils produisent sont constamment les mêmes. Karl le grand est crédule, facile à irriter et à fléchir; Roland est un prodige de force, d'intrépidité, de simplicité et de pureté de mœurs; dans le parti contraire, Marsilio est le plus sage comme le plus puissant des rois sarrasins d'Espagne. Les chefs de ces peuples se ressemblent tous par une valeur féroce et une

grande force de corps. Bojardo considéra les souverains sous un autre aspect, fit de Roland un homme agité de passions orageuses et contraires, soumis à la puissance de l'amour; il inventa de nouveaux personnages, les Agramani, les Sobrini, les Mandricardi, et le plus original de tous, le fameux Rodomont. Il se proposa d'ailleurs un tout autre but que l'auteur du *Morgante*. Pulci n'avait voulu que rire et faire rire; il avait envisagé presque tout sous le côté plaisant. L'auteur d'*Orlando innamorato* considéra plus sérieusement les choses, et nous émeut profondément par les situations où il place son héros, qui cependant, dominé par l'amour et dépourvu du don de plaire, pouvait souvent paraître ridicule. Il crut, comme Pulci, devoir suivre en plusieurs points les mauvais poëtes qui avaient traité avant eux les sujets de chevalerie. Comme eux il se met en rapport avec un auditoire supposé; il cite l'autorité de l'archevêque Turpin, lorsqu'il suit visiblement sa fantaisie; mais il se dispense d'une prière chrétienne, qui est au moins inconvenante par son mélange avec les traits et les détails les plus profanes. Souvent les débuts de ses poëmes offrent des considérations générales d'un ordre élevé, des expositions scientifiques annonçant des études sérieuses et profondes; les intrigues romanesques d'Angélique sont habilement tissues, et l'on y trouve jetés çà et là des traits d'une grande sensibilité; les rôles de Bradamante et de Roger sont légués à l'Ariosto, et c'est au milieu des complications de leur amour que le soixante-dix-neuvième chant de Bojardo a été interrompu.

Tout était préparé pour mener ce genre de poésie au plus haut point de son développement; et tandis que Niccolo degli Agostini osait continuer l'œuvre inachevée de Bojardo, et y ajouter trente-trois chants remplis des inventions les plus pauvres, écrits du style le plus plat, le génie de l'Ariosto trouva moyen, en s'appuyant sur cette base, de s'élever dans l'empire de la fiction sur un trône où nul poëte n'est parvenu à le remplacer (1).

Lodovico degli Ariosti était né à Reggio le huit septembre; son père, d'une ancienne famille de Bologne, etait entré au service du duc de Ferrare, où il devint capitaine de la citadelle de Reggio; plus tard il obtint encore d'autres emplois, des biens et des fiefs. Ayant épousé à Reggio une femme noble et riche, Daria de' Malagacci, il en eut dix enfants, cinq garçons et autant de filles. L'aîné de tous, Lodovico, manifesta tout d'abord ses dispositions pour la poésie; encore enfant il mit en vers et en scènes dialoguées la fable de Thisbé. Il la représentait dans la maison paternelle avec ses frères et sœurs. Il fit encore d'autres essais en ce genre. Dès que les parents étaient sortis, toute la petite famille se mettait à l'œuvre sous la direction du frère aîné. Envoyé très-jeune à Ferrare pour y suivre ses études, Lodovico s'y distingua entre tous ses condisciples par la vivacité de sa conception. Bientôt son père le força de s'appliquer à la jurisprudence, mais cinq années passées ainsi ne purent lui donner le goût de cette science; enfin, à l'âge de vingt ans, il obtint la permission de se consacrer entièrement aux belles-lettres, et s'attacha d'abord aux bons auteurs latins, à saisir la pensée et les tours de phrases des poëtes, et le commerce de Plaute et de Térence le conduisit à s'essayer dans la poésie dramatique; c'est alors qu'il ébaucha ses deux premières comédies, *la Cassaria* et *i Suppositi*. Le départ de son maître Gregorio de Spolete, qui suivit en France Francesco Sforza, lorsqu'il y fut emmené prisonnier, fut d'abord

(1) Tasso, dans une de ses lettres, dit en parlant de l'Arioste : « Ma l'honoro e me gli inchino, e lo chiamo con nome di padre, di maestro e di signore, e con ogni più caro ed honorato titolo che possa da riverenza o da affezione esser mi dettato. » *Lettere poetiche*, nº 47, ad Orazio Ariosto.

pour lui une cause de vive affliction ; mais bientôt la mort de son père, en quinze cent, interrompit ses études, et les embarras de sa situation ne lui laissèrent pas assez de loisir pour les reprendre avec autant de suite, ou du moins gênèrent les mouvements de son esprit par de pénibles préoccupations. Ses poésies lyriques attirèrent sur lui l'attention du cardinal Ippolito d'Este, qui le prit à son service en qualité de gentilhomme. Bientôt il s'attacha au duc Alfonso, frère du cardinal, qui l'employa dans plusieurs sortes d'affaires, et le dépêcha deux fois auprès du souverain pontife. L'Ariosto ne montra pas moins de dévouement dans la guerre du duc avec les Vénitiens, et signala sa valeur sur les rives du Pô. Dans l'intervalle des négociations et des combats, Alfonso donnait au poëte tous les moyens de déployer son talent, et il lui fit construire un théâtre où l'on représentait non-seulement les pièces de l'Ariosto, mais encore celles de Plaute et de Térence traduites en Italien. Mais la pensée principale, l'objet des véritables efforts de l'Ariosto, était un roman épique qui, pour avoir de la valeur, devait offrir un ensemble dont toutes les parties fussent artistement liées, dont la marche fût libre, vive et gracieuse, enfin qui offrît une véritable création magique de la plus riche imagination italienne, se produisant en vers polis, harmonieux, avec une allure facile. Bojardo avait poursuivi le même but dans son *Orlando innamorato*, qui occupait alors tous les esprits. Un tel succès provoquait le génie inventif et libre de l'Ariosto ; et l'effet produit par Trissino dans son *Italia liberata*, dont nous parlerons tout à l'heure, le détournait du poëme épique régulier. Il sentait que l'épopée romanesque n'était pas portée au point de perfection dont elle était susceptible. Les anciens romans espagnols et français étaient devenus son étude principale. Parmi les différents sujets romanesques, il choisit d'abord une action placée au temps des guerres entre Philippe le Bel et Edouard, roi d'Angleterre, et dont le héros était Obizon d'Este, jeune guerrier alors signalé par de brillants exploits. Il commença même ce poëme en tercets ou *terza rima*, et l'on a ce commencement dans ses poésies diverses (1). Mais ce rhythme lui parut peu convenable à la majesté de l'épopée, et peu favorable au ton d'aisance et de facilité qui était l'une des qualités éminentes de son style. Il y substitua l'*ottava rima*, forme séduisante qui prévient la fatigue du lecteur, parce que les retours périodiques ne sont pas assez fréquents pour paraître monotones, ni assez rares pour que l'on perde le sentiment du cercle harmonieux et mesuré qui les ramène, ni assez gênants pour arrêter l'élan du poëte. Après avoir hésité quelque temps entre plusieurs sujets, il se détermina pour celui de *Roland*, et résolut de reprendre et de suivre les principaux fils des trames ourdies par Bojardo. Il travailla dix ou onze ans à son *Orlando furioso*, et le publia en quinze cent seize, différent de ce qu'il est aujourd'hui, et seulement en quarante chants, mais déjà si supérieur à tout ce qui avait paru en ce genre, que toutes les opinions s'accordèrent pour le placer au premier rang. L'Ariosto le retouchait et le corrigeait sans cesse, et enfin, en quinze cent trente-deux, il le fit reparaître avec des changements et des additions considérables, en quarante-six chants, tel qu'il est resté. L'exécution typographique ne l'ayant pas satisfait, il se donna beaucoup de peine pour une troisième édition, et la fatigue lui causa la maladie dont il mourut.

En lisant l'*Orlando furioso* pour la première fois, et sans avoir ouvert les poëmes modernes qui le précédèrent, on est saisi d'admiration pour l'imagination prodigieuse qui paraît avoir créé des machines poétiques si nouvelles, un merveilleux si varié, si fé-

(1) Canterò l'armi, canterò gli affanni
D'amor, che un cavalier sostenne gravi
Peregrinando in terra e'n mar molt' anni, etc.

cond en riches descriptions, et si différent du merveilleux des poëtes grecs et latins; on se trouve en outre ébloui de la diversité des objets, de leur succession rapide; l'intérêt devient vague à force de se partager; il faut l'attrait de la curiosité pour lui redonner de la consistance; l'imagination, exaltée par des actes de l'héroïsme le plus sublime, est tout à coup distraite ou amusée par des contes plaisants, rabaissée par des objets vulgaires; en sorte que l'esprit, étranger à ces contrastes, serait presque tenté d'exclure du rang des poëmes épiques un ouvrage qui renverse les idées antérieurement conçues. Mais, si l'on arrive à l'*Orlando furioso* après avoir passé par les œuvres que nous avons examinées précédemment, en nous arrêtant plus longuement que sur les créations des grands maîtres, parce qu'elles sont peu connues, et qu'elles sont nécessaires pour l'intelligence du développement du genre, on voit que l'Ariosto fut loin d'être l'inventeur du genre dans lequel il excelle; que la route lui était tracée; que le fonds de la plupart de ses fables était trouvé; que les formes même qui lui paraîtraient exclusivement propres étaient employées avant lui; mais que tous les éléments préexistants ont été par lui coordonnés, animés par le souffle de son génie. Dailleurs, on reconnaît qu'il a fait des fables de son temps un usage aussi heureux qu'Homère des traditions et des croyances de l'antiquité, et que son œuvre est une grande et véritable épopée, malgré la modestie de son début (1). Le public était alors épris des romans; c'est un roman que le poëte annonce par le grand nombre d'objets qu'il promet de réunir. Le nom de Roland était devenu le plus célèbre des noms romanesques, et l'Ariosto s'engage à raconter de lui des choses que personne n'a encore dites ni en vers ni en prose; enfin il promet au cardinal Ippolito d'Este de chanter Ruggiero, le premier héros de sa race.

L'amante de Ruggiero, la tendre et vaillante Bradamante, est mise en scène dès le premier chant, et c'est par l'union de ces amants que le poëme se termine. Les enchantements, les malheurs et les divers obstacles qui les séparent font le nœud de l'action; l'événement heureux qui renverse tous les obstacles à leur bonheur fait le dénouement; tout le reste est épisodique. C'est à cette fable que l'Ariosto a lié toutes les prédictions faites pour flatter la maison d'Este, ou pour intéresser sa nation. Ces prédictions sont reprises quatre fois dans le cours du poëme; c'est toujours Ruggiero et Bradamante qu'elles regardent, et presque toujours à Bradamante qu'elles sont adressées pour relever son courage, et la consoler dans ses douleurs. Les trois derniers chants sont entièrement consacrés à réunir les deux amants; on ne perd plus Ruggiero de vue, on partage ses périls, on est entraîné par son incroyable générosité, on se livre avec lui au désespoir, on partage son bonheur. C'est la dernière impression qui reste du poëme, qui est clos par la victoire du héros sur le terrible Rodomont. S'il n'en était pas le véritable héros, son retour si fréquent sur la scène, sa présence presque continuelle, l'attention sans cesse ramenée sur lui, sur son amante et sur leurs descendants, offrirait des répétitions importunes, des fautes choquantes contre la convenance et le goût.

L'événement célèbre auquel l'Ariosto attache cette intrigue principale est la guerre des Sarrasins contre Karl le Grand, guerre fabuleuse, mais qui faisait alors le sujet de tous les romans. C'est avec un art admirable que, la reprenant au point où le Bojardo l'a laissée, il la conduit à sa fin, et qu'il y entrelace les amours et les exploits de Ruggiero et de Bradamante. Les Français, d'abord vaincus et assiégés dans Paris, et réduits aux dernières extrémités repoussent ensuite

(1) Le donne, i cavalier, l'arme, gli amori
Le cortesie, l'audaci imprese io canto, etc.

les Sarrasins jusqu'en Provence, et les forcent enfin de s'embarquer pour l'Afrique. Le roi Agramante, chef suprême de l'entreprise, près d'arriver dans ses Etats, voit sa capitale embrasée et détruite; une tempête l'oblige à relâcher dans une petite île, où il meurt de la main d'Orlando.

La folie de ce Roland, qui sert de titre au poëme, n'en forme à vrai dire que le premier épisode; sa passion constante pour l'ingrate Angélique, celle de cette reine pour Médor, la manière inattendue dont Roland en est instruit, les tourments qu'il éprouve, la démence qui en est la suite, la peinture énergique de cette fureur et de ses effets, le moyen extraordinaire qu'Astolphe emploie pour rendre ce chevalier à son bon sens, et les détails ingénieux qui préparent cette cure merveilleuse, font de ce long épisode, ou si l'on veut de cette troisième partie de l'action, une des plus riches productions du génie poétique. Peu d'imaginations auraient suffi pour mener ensemble, et presque de front, ces trois parties importantes de l'ouvrage; mais l'imagination de l'Ariosto était en quelque sorte insatiable d'inventions; à peine semble-t-il l'avoir satisfaite par le nombre presque infini d'épisodes répandus dans l'économie générale de son poëme, les uns qu'on pourrait appeler principaux, les autres secondaires, selon qu'ils se rattachent aux grands fils de sa triple intrigue. Son poëme abonde en situations touchantes, en même temps qu'il offre une infinité d'aventures bouffonnes. Chez lui la variété, l'abondance et la vérité des caractères, répondent à la fertilité des inventions. Karl le Grand, Roland, Renaud, Ruggiero, Brandimardo, Olivier, Astolphe, ont chacun leur manière de parler et d'agir. La valeur de Bradamante ne ressemble point à celle de Marfise, comme sa tendresse n'est point celle d'Olimpie et d'Isabelle. Entre Sacripant et Ferragus, entre l'imprudent et jeune Agramant et le vieux et sage Sobrino, entre le présomptueux Gradasse et le querelleur Mandricard, entre tous ces guerriers et l'indomptable Rodomomt, il y a des différences et des nuances infinies; tous offrent une peinture vive et fidèle des caractères et des passions, des vertus et des vices. L'histoire, la fable, la féerie sont trois sources où l'auteur puise tour à tour à son aise et comme sans projet; il ne cherche rien, tout vient à lui, tout est sous sa main, et en employant tous les genres de merveilleux, il semble à tous les instants converser avec ses lecteurs. Par tous ces mérites, par la hauteur à laquelle il a porté un genre affectionné par sa nation, par l'éclat incomparable dont il fit briller le roman héroïque, l'Ariosto a mérité le surnom de *Divino* que lui ont donné les Italiens. Le modèle idéal qu'il s'était formé, il l'exécuta si bien, il s'éleva si haut par son style et par son sujet, que nul de ceux qui tentèrent de marcher dans cette route ne put s'approcher du degré où sa nation l'avait placé.

Francesco Berni, poëte satirique, esprit fantasque et capricieux, entreprit de refaire l'*Orlando innamorato* de Bojardo, de le dégager de ses formes trop sérieuses, et de le repeindre avec des couleurs empruntées à la palette de l'Ariosto. Il s'est assujetti à suivre Bojardo chant par chant, octave par octave; et grâce au secours qu'il tirait de l'étude de l'Ariosto, il a donné une certaine valeur de style à ce travail d'arrangement; il a changé complétement l'aspect de l'original tout en lui laissant sa structure, et lui a donné de la couleur et de la vie; enfin, grâce au style de l'arrangeur, on reprit du goût pour les inventions de Bojardo, qui tombaient dans l'oubli.

Luigi Dolce, né à Venise en quinze cent huit, occupé à de grands travaux bibliographiques, trouva le temps de composer six romans épiques, dont il fut le premier à se dégoûter. Dans sa vieillese il revint à ce genre, écrivit cinq longs poëmes, dont le dernier a Roland pour héros; mais Dolce a choisi l'époque de la naissance, de l'enfance du neveu de Karl le Grand et de ses premiers exploits. Au reste la narration de

Dolce est claire et assez vive, mais ses caractères sont faibles et son style médiocre, quoiqu'il ne manque pas d'un certain naturel; toutefois la lecture de son ouvrage est nécessaire pour compléter les aventures du comte d'Angers.

Vincenzio de' Brusantini, gentilhomme de Ferrare, attaché à la cour du duc Ercole II, fit une tentative plus audacieuse: il prétendit donner une suite à l'*Orlando furioso*. Mais l'*Angelica innamorata* n'offre que des passions grossières, étalées avec cynisme et bassesse; le style est froid, lourd, et c'est en vain que l'auteur à employé les mêmes machines, les mêmes ressorts que l'Arioste; les enchantements ne peuvent causer aucune illusion.

Le cortége de Karl le Grand était épuisé; les poëtes allèrent prendre leurs héros dans la cour d'Arthus de Bretagne L'Alamanni, Florentin, mêlé à toutes les agitations de sa patrie, administrateur, guerrier, diplomate, courtisan et serviteur de François I[er] et de Henri II, rois de France, dédia à ce dernier un roman de la Table ronde, *Giron el Cortese*, écrit en vers, composition noble, raisonnable, mais froide et un peu ennuyeuse; le style en est généralement correct, mais elle manque de mouvement et de couleur; et le genre auquel elle se rattache, fondé simplement sur l'admiration, n'obtint pas un succès vif et durable.

Bernardo Tasso (1), en appliquant la manière d'Ariosto aux romans amoureux tirés de l'Espagne, parvint à émouvoir assez fortement les esprits. Son Amadis de Gaule, avec son dévouement absolu au service des dames et sa passion constante pour une seule, intéressa vivement une époque où les intrigues de la galanterie et de la politique devaient pourtant laisser peu de faveur aux sentiments d'abnégation, et faire considérer avec pitié la générosité des sacrifices. A son apparition, le poëme parut bien proportionné dans toutes ses parties, si brillant dans ses détails, et si riche en ornements de toute espèce, qu'il fut regardé comme

(1) Né à Bergame, le onze novembre quatorze cent quatre vingt treize, de Gabriel Tasso et de Catherine de' Tassi, tous les deux issus de deux branches de cette noble et ancienne famille que l'on a fait à tort descendre des Torriani, anciens seigneurs de Milan. Mais un arbre généalogique plus exact a rétabli la vérité. Omodeo Tasso, première tige de cet arbre dressé dans le dernier siècle, florissait dans le treizième siècle (en douze cent quatre-vingt-dix). Sa gloire et la source de l'illustration de sa famille viennent de ce qu'il renouvela et perfectionna l'ancienne invention des postes, abolie et oubliée pendant les siècles de barbarie. C'est ce qui, dans la suite, en fit obtenir à ses descendants l'intendance générale en Italie, en Allemagne, en Espagne et en Flandre. Cette place devint héréditaire dans la famille sous Charles V; et c'est d'un Leonardo Tasso de Bergame, petit-neveu de celui qui avait obtenu ce grand généralat des postes de l'empire, qu'est sortie la maison souveraine de Taxis. Leonardo avait deux frères; ils formèrent trois branches, qui s'illustrèrent sous Philippe II, dans les ambassades, les hauts emplois militaires et les dignités ecclésiastiques, en différentes parties de l'empire, tandis que la première de toutes restait à Bergame, et y vivait avec splendeur. Agostino Tasso, chef de cette branche, fut général des postes pontificales sous les papes Alexandre VII et Jules II, et son petit-fils Gabriel sous Léon X. Ce Gabriel, qui n'est point le père de Bernardo, laissa deux fils, dont l'aîné, Gian Jacopo Tasso, comte et chevalier, héritier des biens de sa famille, fit bâtir à Bergame le palais qui existe encore, et la magnifique villa de Zanga, à quelques lieues de cette ville. Gabriel, père de Bernardo, était fils d'un frère d'Agostino, général des postes sous Alexandre VI. Cette branche était moins riche; elle s'appauvrit encore, et Bernardo se trouva dans sa jeunesse entouré d'une famille noble et opulente, mais lui-même dans un état voisin de la pauvreté.

une des meilleures productions de la langue italienne. Mais aujourd'hui il est à peu près oublié ; l'élégance et la correction du style pourraient seules faire supporter l'ennui causé par l'uniformité des moyens, la longueur des détails et la fadeur des sentiments.

Dans ces productions de l'épopée romanesque, suivant la direction qu'elles avaient prise en Italie, il y avait toujours quelque chose de frivole ; les inventions les plus brillantes ne sortaient guère du cercle du naturalisme ; et ce sont les effets de ce principe ainsi adopté, qui provoquèrent les plaintes portées de divers côtés contre l'Ariosto. Il y avait encore un pas essentiel à faire pour le développement complet de cette poésie. Cette langue et cette versification si propres à une telle destination, ces formes fantastiques si amples et si riches, et ce merveilleux devenu lui-même un mécanisme poétique, il fallait maintenant essayer d'en tirer parti pour créer un véritable poëme héroïque dans lequel dominât un sentiment plus profond et plus pur, où agissent des motifs plus religieux que dans les épopées romanesques dont on avait si vivement salué l'apparition. Cette tentative a été faite par Trissino et Tasso, et l'on peut dire que le dernier a pleinement réussi, et qu'il a résolu le problème par un chef-d'œuvre, en réunissant des éléments entièrement hétérogènes.

Gian Giorgio de' Trissini (1), comme auteur tragique et comique, et comme poëte lyrique, appartient complétement à l'école réfléchissante, signalée plus haut, qui avait toujours devant les yeux les modèles de la littérature antique, et cette direction ne l'a pas abandonné, même dans son poëme héroïque, où il célèbre l'affranchissement de l'Italie du joug des Goths par Bélisaire. Le

(1) Né à Vicence, le huit juillet quatorze cent soixante-dix-huit, de Gaspard Trissino, issu d'une des plus anciennes familles nobles de cette ville, et de Cécile Bevicalqua, fille d'un gentilhomme de Vérone. Il commença très-tard ses études, à cause de la tendresse aveugle de ses parents. Mais, après la mort de son père, il ne tarda pas à réparer le temps qu'il avait perdu. Il fit des progrès rapides, d'abord à Vicence même, sous un prêtre nommé Francesco di Grannola, et ensuite à Milan, sous le célèbre Demetrius Chalcondylas. Des langues grecque et latine il passa aux mathématiques, à la physique, à l'architecture. Après une éducation si complète, il se maria en quinze cent trois, et se retira au milieu de ses terres, où il ne songea plus, pendant plusieurs années, qu'à jouir de ses loisirs, cultivant les sciences, les arts et la poésie, formant par ses leçons Andreas Palladio, qui devint depuis un si grand maître en architecture.

La mort de sa femme lui fit quitter sa retraite. Il se rendit à Rome pour se distraire de sa douleur. Encore tout plein de ses regrets, il composa *Sophonisbe*, la première tragédie qui offrit quelques souvenirs de l'art des anciens. Léon X lui reconnut d'autres talents, et le chargea d'ambassades importantes auprès du roi de Danemark, de l'empereur Maximilien et de la république de Venise. Trissino y acquit l'estime de ces puissances ; et dans l'intervalle des missions qui lui étaient confiées, il se lia d'amitié avec les savants et les grands hommes qui remplissaient la cour de Léon X.

Après la mort de ce pontife, il retourna dans sa patrie, et il épousa Bianca Trissina, sa parente.

Le pape Clément VII l'appela auprès de lui ; puis le députa, en différents temps, auprès de Charles V et du sénat de Venise.

De retour à Vicence, il se disposait à se livrer paisiblement à la composition de son poëme, dont il avait déjà, depuis plusieurs années, conçu l'idée et tracé le plan ; mais il trouva sa famille dans le trouble, fut accablé de chagrins domestiques, perdit sa seconde femme ; et, pour échapper aux débats pécuniaires qui l'obsédaient, il regagna Rome où il

génie de Trissino était naturellement grave; ce n'était pas celui de son siècle. Il vit le goût naissant du théâtre ne produire que des comédies où la bouffonnerie tenait trop souvent lieu de comique, et il voulut faire une tragédie à l'imitation des anciens. Il vit la passion universelle que l'on avait pour l'épopée n'enfanter dans le plus grand nombre que des extravagances, et produire dans quelques-uns des rêveries séduisantes, des êtres purement fantastiques; et il voulut faire un poëme héroïque fondé sur une action véritable, intéressante pour son pays, embellie par la fiction, au lieu de n'être elle-même qu'une suite de fictions. Il reconnut que toutes les oreilles étaient charmées par les phrases sonores de l'octave, et par l'harmonie des rimes, et il voulut adapter à l'épopée, comme il l'avait fait à la tragédie, le vers non rimé, libre, ou *sciolto*, dont quelques écrivains le regardent comme l'inventeur. Le mauvais succès de ses efforts a détourné de cette route, et l'*ottava rima* est restée en possession du poëme épique.

Les circonstances elles-mêmes semblaient favoriser un poëme qui chantait la délivrance de l'Italie; car alors l'Italie retentissait encore de la voix de Jules II, s'écriant qu'il fallait chasser les barbares. L'*Histoire de la guerre des Goths*, par Procope, venait de reparaître. Une traduction italienne de cet ouvrage fut imprimée en quinze cent quarante-quatre, trois ans avant l'édition de l'*Italia liberata*, qui se fit à Rome en quinze cent quarante-sept; et néanmoins l'ouvrage de Trissino rencontra le plus froid accueil.

L'action qu'il célébra était dans tous les souvenirs, et semblait offrir quelques rapports avec les espérances présentes. Bélisaire, général de Justinien, après avoir vaincu les Vandales en Afrique, parvenu au plus haut degré de faveur et de gloire, passe en Italie par ordre de l'empereur, et la délivre du joug des Goths qui l'opprimaient depuis près d'un siècle.

Tel est le fond historique. Le Dieu des chrétiens substitué au Jupiter d'Homère, les anges aux dieux inférieurs, des apparitions, des enchantements, des miracles, tel est le merveilleux.

Le Trissino prit pour sujet de ses vingt-sept chants un grand fait de l'histoire réelle. Il transporta dans sa composition les descriptions, les détails, tous les moyens d'Homère; et tous les esprits, agités par les événements au milieu desquels ils étaient placés, restèrent froids et indifférents devant le genre austère du poëte. Ce qui fait ressortir plus clairement encore l'opinion déjà exprimée, que le développement de l'art a sa loi historique, et que l'esprit impuissant à produire quelque chose de significatif ne saurait trouver ce qui est réclamé par ce développement, ou que, s'il le trouve, il en méconnaît les motifs et les formes fournies par l'histoire.

En donnant une allure plus sévère au poëme héroïque, Trissino conçut une idée juste, dont Tasso sut tirer parti, mais qui se perdit complétement dans l'ensemble de l'*Italia liberata*. Partout chez Trissino la fantaisie naïve, la spontanéité réelle sont étouffées par la réflexion, et les fleurs de son imagination sont artificielles ou desséchées; ou bien, si parfois elles ont de la franchise

---

termina et publia son grand poëme de l'*Italia liberata da Gothi*.

Pendant ce temps, le fils de son premier mariage le poursuivait avec un acharnement qui mit fin à ses jours en quinze cent cinquante.

Les principaux ouvrages qu'il a laissés, outre son poëme et sa tragédie, sont :

Une comédie intitulée *i Simillimi*, tirée des *Ménechmes* de Plaute;

Des poésies lyriques, italiennes et latines;

Et plusieurs traités sur la grammaire et sur la langue italienne.

Ginguené, t. v, p. 118-122.

elles sont malencontreusement placées. L'on comprend fort bien comment son poëme, en dépit de la source de sentiments patriotiques offerte par le sujet, ne put jamais arriver au succès.

Torquato Tasso parut plus que tout autre marqué fortement du sceau poétique. Fils d'un poëte, dès l'âge de sept ans il savait par cœur les plus beaux morceaux d'Homère et de Virgile dans leur langue, et il composait des vers dans la sienne; à dix-huit ans il publia le poëme de *Rinaldo*, et il conçut presque aussitôt le plan de sa *Gerusalemme liberata;* déjà les recueils du temps offraient de lui des sonnets et d'autres poésies lyriques; depuis ce moment jusqu'à sa mort il ne cessa, même dans l'accablement de ses plus tristes infirmités et de ses plus cruelles disgrâces, de produire des vers, dont la composition paraît avoir été l'un des besoins les plus impérieux de sa vie.

Les malheurs et la proscription de son père troublèrent les leçons qu'il recevait des meilleurs maîtres; mais il les suivit toujours avec la plus vive ardeur. Occupé souvent à Venise à copier des chants entiers du poëme d'*Amadigi* de Bernardo Tasso, il étudia plus profondément la langue et la littérature italienne, s'appliquant surtout à Dante, Petrarca, Boccacio, et conversant de préférence avec l'auteur de la *Divina Comedia*. L'école de droit de Padoue, que son père le força de fréquenter, n'arrêta point son élan poétique, et le succès de *Rinaldo* l'enleva entièrement à la jurisprudence. Un poëme héroïque en douze chants où les règles de l'unité étaient observées, où l'on remarquait de la sagesse dans la conduite, de l'invention dans la fable et du talent dans le style, parut merveilleux dans un jeune homme de dix-huit ans, et fut reçu en Italie avec des applaudissements universels. Ayant abandonné définitivement les lois, il se livra plus ardemment que jamais à ses études philosophiques et littéraires; et dans tous les exercices des universités, ou dans les réunions particulières, il fit voir une facilité prodigieuse pour la discussion des matières les plus élevées et les plus abstraites.

Dès le temps de son séjour à Padoue, il avait conçu l'idée d'un poëme épique dont la conquête de Jérusalem serait le sujet. Il avait fixé le nombre des personnages qu'il y voulait introduire, imaginé divers épisodes. A Bologne il commença l'exécution de quelques parties; il n'avait alors que dix-neuf ans, et dans ce premier essai se trouvent plusieurs octaves qu'il replaça ensuite dans son œuvre, et qui s'y font remarquer par cette pompe du style héroïque qui semblait être naturelle en lui. Après divers changements de résidence, il revint à Padoue reprendre son travail favori, qui était maintenant l'objet de toutes ses pensées. Le duc de Ferrare, en l'accueillant à sa cour, l'encouragea à continuer son entreprise. Au milieu de toutes les agitations si célèbres de sa vie romanesque et vagabonde, il termina son grand poëme au printemps de quinze cent soixante-quinze. En quinze cent quatre-vingt-un il en parut sept éditions. La *Gerusalemme liberata* est entre les mains de tout le monde; il est inutile d'en tracer le plan, de faire ressortir la grandeur de la conception, l'élévation et la constance des caractères, la pompe et l'énergie du style, la variété de l'invention, comme aussi le faux esprit et le mauvais goût de certains traits dans les détails; chacun a lu ce poëme, le plus populaire de l'Europe, et l'on a pu en apprécier les beautés, en reconnaître les défauts. Nous croyons donc, à l'égard de Torquato Tasso, devoir faire remarquer seulement, sous le point de vue historique, que, plus heureux que Trissino, il fit franchir le dernier degré du développement à la poésie héroïque des Italiens, et qu'il y appliqua des considérations plus sérieuses, y fit entrer des sentiments plus purs, sans détruire entièrement le caractère particulier de ce genre de composition. Mais entre cette épopée italienne dans laquelle la tradition s'altère et perd toute sa signification, et un poëme héroïque, il y a les mêmes

rapports qu'entre un opéra, dans lequel l'enchaînement de l'action n'est guère qu'un moyen mécanique plus ou moins important, une sorte de squelette auquel la musique donne un corps et une âme, et une véritable tragédie. Personne ne pourra sincèrement élever la puissance et l'action de la musique plus haut que celle de la pensée, se divisant en deux impulsions qui viennent ensuite se confondre; personne ne placera sérieusement l'opéra au-dessus de la véritable tragédie; aussi personne ne s'attaquera vivement à Jacques Grimm s'il ne peut lire les poëmes de l'Ariosto et de Torquato Tasso, ces chefs-d'œuvre de la muse italienne, avec une joie aussi profonde qu'il en éprouve en présence des Niebelungen; car dans ces chants, encore bien que la fantaisie soit moins riche et la forme beaucoup plus simple, il y a quelque chose d'infiniment plus élevé. Les Italiens manquent d'un véritable poëme héroïque dans ce genre, et d'une véritable tragédie; ils n'ont que l'affectation de la poésie héroïque et de la tragédie, et peut-être que le drame se développant avec une profondeur logique ne pourrait être que le produit d'une faculté de leur être tenue encore oisive. Pour que cette faculté entrât en action, il faudrait un épanouissement de toute la nature populaire maintenant si desséchée; et l'on ne peut guère l'espérer sans que le peuple lui-même ne représente une immense tragédie.

Tasso eut encore des imitateurs. Curzio Gonzaga, fils du prince Louis, composa en six ou sept ans *il fido Amante, poema eroico* en trente-six chants, dans lequel il se proposa de célébrer la gloire des Gonzaga, et de la relever par une origine fabuleuse tirée des anciens princes troyens; la fin du seizième siècle vit encore paraître *il Mondo nuovo*, de Giorgini, en vingt-quatre chants; la *Maltéide*, de Giovanni Fratta; la *Jérusalem détruite*, de Francesco Potenzano; l'*Univers* ou le *Polemidoro*, de Raphaël Gualterotti, espèce d'ébauche en quinze chants d'un plan beaucoup plus vaste, qui devait en effet embrasser la description de tout l'univers, et quelques autres productions de ce genre qui ne méritent pas d'être nommées. Après Torquato Tasso, il n'y avait plus de progrès possible pour le poëme héroïque des Italiens dans les formes qui lui avaient été données; en suivant les deux directions qu'il avait prises, ce mouvement littéraire ne pouvait conduire à quelque chose de nouveau que par le poëme héroï-comique, dans lequel Alessandro Tassoni de Modène (1) a obtenu la palme avec sa *Secchia rapita*, et par l'opéra héroïque.

Pour l'histoire du développement de la musique dans l'espace récemment parcouru, nous n'avons à donner que les indications suivantes :

Dans les commencements de l'essor de la musique en Italie, comme dans les premiers progrès plus libres des arts de la représentation, nous rencontrons d'anciens types religieux qui sont le point de départ sur la nouvelle route où l'on veut entrer, et dont on ne s'éloigne que lentement; si l'on s'en écarte, l'on n'obtient des succès qu'à la condition de conserver leurs motifs profonds pour arriver à une expression extérieure plus puissante. Sous ce rapport, on peut considérer comme le fond de la musique nouvelle le *Canto Fermo*, et les anciens chorals à l'unisson de l'Eglise catholique (2); grâce au développement successif du chant harmonique, ces morceaux furent renforcés par des accompagnements de voix nouvelles; mais, en vertu de règlements ecclésiastiques, on était tenu de les conserver.

(1) Né en quinze cent soixante-six, mort en seize cent trente-cinq.

(2) Voyez *Introduction historique esthétique à la science de la tonification*, par le docteur Wilhem-Chr. Muller (Leipzig, dix-huit cent trente), t. I, p. 179. Ce livre a servi pour le tableau suivant, ainsi que le petit écrit *sur la Pureté de la tonification*, seconde édition augmentée. Heidelberg, dix-huit cent vingt-six. Le passage marqué par des guillemets est tiré du dernier ouvrage.

De l'extension de la liberté dans l'accompagnement, l'on alla bientôt plus loin, comme Giotto fit un pas de plus dans la peinture ; on osa se dégager davantage des anciens types, et enfin l'on essaya de nouvelles mélodies. Un Florentin, Festa, fit quelques tentatives de ce genre vers l'an quinze cent vingt. Un maître des Etats romains, appelé simplement Palestrina, peut-être du lieu de sa naissance, est cité trente ans plus tard comme ayant une certaine importance (1). Ce dernier était maître de tonification religieuse : « Il démontrait les règles du triple accord pur, et peut-être le calme et la béatitude se trouveraient avec lui plus qu'auprès de tout autre maître. » Selon la tradition, le pontificat de Marcel II aurait été de la plus grande importance pour lui et pour la musique ; car la musique, telle qu'elle était devenue, arrivée au point que le texte sacré ne pouvait plus se reconnaître à travers les fugues et les entrelacements des canons, inspira une telle horreur à ce pontife, qu'il voulait la bannir entièrement des églises. La *Missa papalis* de Palestrina doit avoir sauvé le chant d'église, par l'impression qu'elle produisit sur Marcel.

Les représentations dramatiques de l'histoire sainte dans les églises, avec accompagnement de musique religieuse, furent le berceau d'où sortit réellement la musique d'opéra. L'on rapporte d'Eugène IV qu'il fit représenter l'histoire de la conversion de l'apôtre saint Paul sur une place publique avec accompagnement de musique ; on comprend tout de suite que cette musique dramatique profane, qui se rattachait aux divertissements de ce genre, devait être développée par les Florentins toujours adonnés au naturalisme. La première pièce lyrique profane, doit avoir été l'Orpheo de Politien, pastorale qui fut écrite par le cardinal Gonzaga, et représentée avec une grande pompe à Mantoue. Les musiciens qui, suivant cette direction, se sentaient libres d'entraves dans leur art, s'y appliquèrent bientôt de plus en plus ; et Roland's Heer Claes transporta le drame lyrique, dès quinze cent soixante, d'Italie en Allemagne. Le premier opéra proprement dit doit avoir été l'Eurydice de Rinuccini, vers la fin du seizième siècle, sur lequel Peri écrivit une partition.

Quant à la littérature historique en Italie, sa base est la chronique, où l'anedocte devait dominer, attendu que l'existence municipale donnait de l'impulsion à l'esprit et à l'action des individus. Mais cet élément primitif se développa par les écrivains ecclésiastiques, en partie à l'imitation des œuvres historiques des anciens Grecs d'une importance plus universelle, ou de quelques écrits historiques de l'Ancien Testament. Cette manière d'embrasser la matière historique dans un cercle plus étendu était devenue règle si rigoureuse, que les annales mêmes des villes, comme celles de Florence par Ricordano Malespini, devaient s'y conformer, et commencer avec Adam et Ève, ou du moins traiter de quelque division essentielle de l'histoire générale, comme la naissance du Christ. Il faut distinguer de ces chroniques proprement dites de simples souvenirs d'événements sur un temps donné ou sur un lieu déterminé ; outre le mérite anecdotique, ces souvenirs n'ont d'autre valeur que la matière ; quant à la conception, il n'y en a nulle trace. Le retour à l'étude des anciens écrivains laissa néanmoins saisir de plus vastes points

(1) Au reste, on vit rivaliser alors dans la liberté municipale, la poésie, la peinture et la musique, les Flamands, que l'on pouvait nommer les Italiens de l'Allemagne, et qui, dans le temps où la musique prenait un essor plus libre en Italie, avaient leur Josquin (quatorze cent soixante-quinze), leur Rolands' Heer Claes (Orlando di Losso, né en quinze cent vingt), et Goudimel, maître de Palestrina. Léon X reconnut le mérite singulier des musiciens flamands, puisqu'il fit venir des maîtres de Flandre pour le service des églises à Rome.

de vue, même avec la forme à laquelle on s'était plié; l'extension des transactions commerciales, et particulièrement des affaires de change des Florentins dans les cours des princes de l'Europe, avec l'Afrique septentrionale et l'Asie occidentale, agrandit en même temps le cercle de l'histoire; ainsi nous voyons déjà dans le livre de Giovanni Villani un ouvrage composé d'après un plan artistement combiné, décrivant les siècles antérieurs suivant la coutume de cette époque, mais embrassant aussi dans de justes proportions le temps auquel l'auteur appartenait, parcourant l'espace depuis la cour du grand khan des Mongoles jusqu'au Caire, et de là s'étendant jusqu'à Londres et à Bruges. Nous savons positivement que Villani avait toujours les yeux fixés sur Tite Live; néanmoins il se tient attaché à la forme déjà déterminée, cherchant seulement à l'animer, et il y réussit à un tel point que l'on put le nommer l'Hérodote italien. La continuation de la chronique de Villani par son frère Matteo, et par Philippe, fils de ce dernier, trahit de la faiblesse; l'on voit que les écrivains sont au-dessous de leur tâche, et succombent sous la masse des matériaux.

Dans le quinzième siècle, la lutte se continua de plus en plus entre la représentation des choses sous la forme de chronique, et la conception antique; et ce qui contribuait à cet état des esprits, c'est que la plupart des historiens persistaient à écrire en latin, et que le commerce intime avec les auteurs classiques de l'antiquité romaine paraissait imposer le devoir de les imiter aussi dans la forme. Nous avouons franchement qu'il nous en a coûté les plus grands efforts pour lire seulement ces ouvrages artificiels, comme ceux d'un Poggio Bracciolini, d'un Pietro Bembo et de beaucoup d'autres qui appartiennent à cette catégorie, et qui tous, à force de rechercher la forme, appauvrissaient la matière. A côté de tels auteurs, dans les écrits desquels s'éteint entièrement la vie privée, paraissent encore des historiens véritablement dignes d'estime, comme Bernardino Corio et Malavolti. Mais il y a une transition de la conception simple et naïve à l'histoire, quand l'écrivain, cessant de reproduire le mouvement spontané de la vie individuelle, ainsi qu'il l'a reconnu, applique ses observations à l'ensemble de la vie sociale, et considère le jeu des éléments sociaux et des ressorts politiques comme de purs matériaux pour une histoire de la vie publique. Cette espèce d'histoire politique, qui, sans vouloir en aucune manière sacrifier la physionomie de l'existence particulière dans le tableau général, aspire en même temps à s'élever bien au-dessus des individualités, tout en reconnaissant sous ces aspects supérieurs le développement logique de l'esprit humain, qui sait subordonner le particulier et l'individuel à la marche de l'ensemble; c'est l'idéal vers la réalisation duquel les premiers pas ont été faits en Italie; mais dans une telle route, il y a eu un temps d'arrêt inexplicable depuis Machiavelli jusqu'à Montesquieu.

Cette manière se rattachait aux ouvrages historiques de l'antiquité, dans lesquels des orateurs, se plaçant à divers points de vue pour considérer les particularités des faits, jettent des réflexions pratiques, et nous présentent la physiologie sociale. L'antiquité avait ainsi provoqué bien des imitateurs; mais cette imitation ne donnait lieu qu'à des productions auxquelles manquait la vie; ce n'était là qu'un tribut payé à une forme supérieure de l'art; plus tard les rapports sociaux se raffinèrent de nouveau et se compliquèrent fortement; alors tout homme d'Etat trouva dans sa vie un enseignement qui devait lui faire paraître l'ensemble de ses remarques sur la nature des éléments et des liens sociaux sous un aspect général plus élevé.

Le premier qui, s'affranchissant d'une imitation décolorée, et poussé par ses propres instincts, ramena ces points d'arrêt de la réflexion à la représentation historique rattachée sous certains rapports à la forme de la chronique, fut Niccolò de' Machiavelli, dont

la vie et le caractère nous ont déjà longtemps occupé. Nous manquerions à notre conscience historique, si nous élevions très-haut Machiavelli comme observateur; mais cette faculté naturelle, provoquée par les circonstances de sa vie, de pénétrer profondément dans les complications et les développements de la vie sociale, lui fait porter les jugements les plus droits et les plus dignes d'approbation sur la nature des événements à représenter, lors même que son examen ne s'est point appliqué à un champ soigneusement choisi; et quand il expose des considérations plus générales sur certains phénomènes sociaux, alors il s'élève à une hauteur infranchissable. Son histoire naturelle du pouvoir monarchique pur, ainsi que l'on pourrait appeler le livre *del Principe*, est devenue pour les princes et pour les royaumes de l'Europe d'une importance égale à celle de l'ouvrage de Castiglioni du *Courtisan* pour les cours; et son autorité est véritablement universelle. Le manque de grands intérêts publics, la circonstance que la nature des républiques placées sous les yeux de Machiavelli, et soumises à son examen, s'éloignait trop des véritables besoins républicains qui se produisent immédiatement après, ont seuls empêché que les discours sur Tite Live n'aient attiré une attention aussi sérieuse que le *Prince*.

A cette clarté, à cette vigueur et à cette audace d'esprit qui distinguent Machiavelli, Francesco de' Guicciardini n'a rien ajouté comme écrivain; peut-être la cause vient-elle de ce qu'il n'eut pas à parcourir, comme son devancier, une longue époque dans laquelle l'étude et l'application littéraire remplisaient la plus grande partie de l'existence; presque toujours, ou du moins depuis qu'il médita sa composition historique, il fut jeté dans les agitations et les relations de la politique. Ni Machiavelli ni Guicciardini n'ont laissé étouffer le caractère propre du sujet qu'ils avaient à traiter; des vues fausses, des inexactitudes dans des particularités, voilà ce qu'on peut leur reprocher; mais on trouve une large compensation dans la représentation complète du développement et de l'intérêt politique, telle qu'on ne la retrouve plus avant Montesquieu. Cette direction que prit l'histoire en Italie au commencement du seizième siècle a contribué puissamment à provoquer les progrès de notre nouvelle science politique; ceci n'a pas besoin de preuves.

LIVRE XII.

HISTOIRE D'ITALIE DEPUIS L'ANNÉE QUINZE CENT CINQUANTE-NEUF JUSQU'AUX TEMPS MODERNES.
ÉPOQUE DE L'ABSENCE D'EXISTENCE POLITIQUE POUR L'ITALIE.

CHAPITRE PREMIER.

CHANGEMENTS ENTRE QUINZE CENT CINQUANTE-NEUF ET SEIZE CENT.

Nous commencerons notre revue par les États septentrionaux de l'Italie. Aussitôt que la paix lui eut rendu la plus grande partie de ses États, Emmanuel-Philibert de Savoie revint au milieu de ses sujets (1). Il quittait les Pays-Bas, où il avait eu journellement sous les yeux le tableau d'une contrée floris-

(1) Pour son gouvernement, Emmanuel-Philibert paraît avoir pris pour modèle le duc Cosimo de Florence, ou plutôt il sembla se diriger d'après les règles de Machiavelli, adoptées dans une bonne pensée. Il se servit de son conseil d'État comme d'un organe par lequel il faisait prendre des décisions en partie sur des choses indifférentes, en partie sur des sujets dans lesquels il voulait se réserver envers certaines parties l'excuse « que ce n'était pas lui, mais le conseil d'État qui le voulait ainsi. » Il réclama l'impôt même de la noblesse, dont le service féodal fut aboli, du moins suivant le genre de prestation en usage; mais il fit déterminer la répartition et le mode de perception par le conseil d'État. Il ne consulta pour ainsi dire plus jamais ses états. Il ne pouvait et ne voulait

sante enrichie par l'agriculture, l'industrie, le commerce, embellie, animée par les arts et les sciences. Cet exemple exerça de l'influence sur son administration, et il commença par fonder une université à Mondovi (1). Il devait lui importer beaucoup de voir enfin éclaircir les prétentions que la France élevait encore contre sa maison (2); des négociations furent donc suivies des deux côtés à ce sujet dans les années quinze cent soixante et quinze cent soixante et un; mais les embarras toujours croissants où les guerres de religion jetaient la cour de France la rendirent plus disposée à consentir à l'évacuation des places encore occupées, à l'exception de Pignerol, Perosa et Savigliano. En reconnaissance Philibert promit au roi un secours de mille hommes de pied et de trois cents cavaliers. Lors même que le traité était déjà conclu, de graves difficultés surgirent encore, qui retardèrent l'exécution des mesures consenties; enfin, en décembre quinze cent soixante-deux, eut lieu l'évacuation de Turin et des autres villes restées entre les mains des Français.

Nous trouvons Emmanuel-Philibert, avec d'autres princes de la haute Italie qui tenaient des fiefs de l'empire, à une diète d'Augsburg, où l'empereur Maximilien reçut de lui l'engagement de quelques centaines de cavaliers pour la guerre contre les Turcs. L'année suivante, l'armée espagnole destinée pour les Pays-Bas se rassembla sous le duc d'Albe, entre Asti et Alexandrie, et passa par le mont Cenis avec l'agrément du duc de Savoie. En même temps Emmanuel-Philibert

---

pas détruire les divisions entre ses sujets. Les Savoyards et les Piémontais se haïssaient. La noblesse piémontaise était encore partagée en Guelfes et Gibelins. Les intérêts français ou espagnols portaient des préventions jusque dans la classe du peuple. En Piémont, l'on avait beaucoup d'inclination pour le protestantisme. Le souverain planait au-dessus de toutes ces agitations, conservant sa pleine indépendance dans ses résolutions; il dirigeait lui-même sa correspondance, et communiquait à ses conseillers seulement ce qu'il lui plaisait; tenait toutes les branches de l'administration rigoureusement partagées en ministères, et personne que lui-même n'avait la surveillance de l'ensemble.

(1) Il voulut attirer auprès de lui comme secrétaire Annibale Caro, l'un des plus fameux littérateurs de ce temps; mais Caro refusa de quitter le service des Farnesi, auquel il était attaché depuis longtemps. (*Note du traducteur.*)

(2) Le duc devait éprouver de vives inquiétudes en raison de la mauvaise grâce des Français dans l'exécution du traité de Cateau-Cambrésis. En quinze cent cinquante-neuf, Brissac avait mis des lenteurs suspectes dans la restitution des places. Il avait fallu que les ordres de cession lui fussent répétés pour qu'il se décidât à les exécuter, et il semblait, en rendant les villes, conserver l'espoir de les reprendre.

En effet, les dispositions des cités n'étaient pas toutes en faveur du duc. A Turin, Moncalieri, Ivrea, Savigliano, à l'annonce de la paix et de la restitution des villes au souverain légitime, le peuple avait laissé éclater sa joie, et poussé le cri de *Savoie! Savoie!* Mais dans d'autres lieux il n'en fut pas ainsi. A Chieri, par exemple, les habitants avaient donné des signes non équivoques de leur affection pour la France, et offert au roi leurs biens et leurs personnes. Toutefois le duc était exempt d'un autre souci qui rongeait quelques souverains italiens: ses États du moins n'étaient point remués par des questions de changement intérieur et profond de gouvernement. Il ne s'agissait point de passer de la monarchie à la république. Après une guerre obstinée, l'on songeait à guérir les maux d'une occupation militaire trop prolongée. En général, les visites du souverain national augmentèrent la satisfaction de la délivrance du joug étranger. A Nice, Emmanuel-Philibert fut accueilli avec les plus vives démonstrations de joie. Là vinrent lui prêter hommage les députés des villes, en proclamant la reconnaissance qu'ils devaient à ses victoires. (*Note du traducteur.*)

continuait à soutenir la cour de France avec des troupes contre les huguenots (1); mais en quinze cent soixante-sept il fut lui-même en danger d'être pris par ces religionnaires, tandis qu'il se trouvait dans la Bresse, pour se livrer au plaisir de la chasse. En général, nous voyons la Savoie honorée et ménagée de tous côtés : car les rois de France ont besoin de son assistance; en cas de rapports hostiles avec cette puissance, ils doivent craindre qu'elle n'appuie les huguenots; et d'un autre côté aussi, la cour d'Espagne reconnut dans cet État son meilleur boulevard pour Milan (2). L'arrivée à Venise d'Henri III de France, qui, après la mort de son frère Charles IX, avait quitté furtivement la Pologne pour regagner précipitamment son nouveau royaume, et son retour par l'Italie en quinze cent soixante-quatorze, donnèrent lieu à une succession de fêtes brillantes, de tournois, d'illuminations qui, avec les vaines disputes sur la préséance entre les ducs de Savoie, de Mantoue, de Ferrare et de Toscane, commencèrent à former les objets les plus importants dans la vie de cour; mais, comme Emmanuel-Philibert était allé au-devant d'Henri à Venise, il eut ainsi l'occasion de faire écouter favorablement ses représentations, et les dernières places du Piémont encore occupées, Savigliano, Pignerol et Perosa, furent évacuées. Ainsi le duc avait heureusement réuni les possessions italiennes de ses ancêtres, et dans l'histoire de son règne il ne se trouve ni troubles, ni soulèvements des sujets provoqués par les impôts intolérables levés pour soutenir la pompe des cours toujours de plus en plus exagérée, et dont il est question dans les États de presque tous les petits princes d'Italie à cette époque, quoiqu'il établit des taxes entièrement nouvelles dans le but d'entretenir un état de maison souveraine supérieur à tout ce que le Piémont et la Savoie avaient vu jusqu'alors (1). En résumé, l'ensemble de ses actes lui a mérité le renom d'un souverain vaillant, juste (2), pieux et prévoyant (3). Il mourut

(1) Le duc était d'autant plus disposé à fournir des armes contre les réformés de France, que les hérétiques de ses États avaient reçu des secours de leurs frères de France. Les Vaudois, jadis poursuivis impitoyablement par le parlement de Turin, sous la domination française, s'étaient relevés depuis. Ils avaient défait les troupes ducales, et réduit leur souverain à traiter avec eux, et à leur laisser le libre exercice de leur religion dans leurs montagnes. (*Note du traducteur.*)

(2) La garde du corps du duc comptait deux cents gens d'armes, dont cent Français et cent Espagnols.

(1) Ces taxes pesaient principalement sur les places qui avaient été occupées plus longtemps par les Français, parce que, durant l'occupation, elles n'avaient presque point fourni d'impôts. Pour connaître l'administration des impôts en Savoie et en Piémont, et savoir comment le duc Emmanuel-Philibert porta les revenus de ses domaines de quatre-vingt mille écus à quatre cent mille, voyez Lebret, t. VIII, p. 175.

(2) Emmanuel-Philibert donna une grande preuve de modération lorsque le maréchal de Bellegarde, gouverneur du marquisat de Saluzzo, prétendit à la souveraineté de ce pays. Le duc amena la réconciliation du maréchal avec le roi de France, et il ne chercha point à se saisir d'un canton si fort à sa convenance. Quand la mort du maréchal eut soulevé toutes sortes d'ambitions, il laissa la Valette, fameux depuis sous le nom de duc d'Épernon, rétablir l'ordre dans le marquisat. (*Note du traducteur.*)

(3) Emmanuel-Philibert peut être considéré comme le véritable fondateur de la puissance et de la monarchie piémontaises. Ses ancêtres avaient accru leurs domaines par des mariages. Il en assura la possession contre la domination étrangère au moyen d'institutions militaires qui mettaient le pays en état d'avoir une armée permanente ou promptement réunie. Chaque dis-

en quinze cent quatre-vingt, laissant pour successeur son fils Charles-Emmanuel, né en quinze cent soixante-deux, qui épousa le vingt-cinq mars quinze cent quatre-vingt-cinq, à Saragosse, l'infante Catherine, fille de Philippe II, et fit son entrée à Turin le dix août. Ce mariage unit la maison de Savoie plus étroitement à celle de Habsburg, et relativement à la France, elle entraîna Charles-Emmanuel dans la politique de Philippe II (1). Le duc se ligua avec la

---

trict fournissait et payait un certain nombre d'hommes propres aux armes, qui se distribuaient en compagnies régulières, en bataillons, et pour ainsi dire en régiments. Il y avait des temps fixés pour les revues, les armements et les exercices militaires. Les escouades se réunissaient sous leurs caporaux le dimanche après la messe; les centuries avec leurs sergents, de quinzaine en quinzaine; les compagnies, une fois par mois; les régiments, quatre fois par an dans les jours de fête. La masse totale se formait et se déployait deux fois dans l'année, à la Pentecôte et à la Saint-Martin. Les souverains du Piémont avaient ainsi à leur disposition trente mille fantassins, et il n'y eut pas de grande lutte en Europe où ils ne jouassent un rôle actif et important. Emmanuel-Philibert, par la sagesse et l'ordre rigoureux de son administration, trouva moyen de soutenir les dépenses nécessaires pour élever sa patrie à un rang supérieur; et ses sujets, foulés par les impôts, se consolaient en voyant que leur argent servait à des dépenses d'utilité générale. Quant aux institutions politiques, il abolit ce qui en restait encore. Les assemblées appelées états généraux, qui étaient devenues de plus en plus rares, se réunissaient avant lui à de longs intervalles irréguliers; il les supprima comme embarrassantes pour la marche générale des affaires, et comme tendant à faire la loi au prince. Il institua le pouvoir absolu, et afin de lui donner plus d'éclat, il créa l'ordre militaire de Saint-Maurice, auquel fut réuni celui de Saint-Lazare; et pour concentrer toujours entre ses mains plus de puissance, par une bulle du pape Grégoire XIII, en quinze cent soixante-douze, il fit attacher la grande maîtrise à perpétuité à sa personne et à celle de ses successeurs. Quoiqu'il se maintînt en bonne intelligence avec la cour de Rome, il ne se soumit point aux prétentions des souverains pontifes. Les emportements de Paul IV ne l'empêchèrent point de maintenir le traité fait avec les Vaudois. A force de prudence et de fermeté, il déjoua les manœuvres des religieux, qui taxaient sa tolérance de disposition à l'hérésie. Son orthodoxie se manifesta néanmoins par la facilité avec laquelle il donna son consentement à l'exécution de décrets émanés du saint-siége, et des mesures prises par les visiteurs apostoliques. Il ne faut pas se prononcer avec trop de rigueur contre les dispositions de ce prince, qui donnaient au conseil d'État le droit de faire déroger aux sentences rendues par les tribunaux. Dans ce temps n'étaient pas encore posés les principes de séparation entre les pouvoirs politique et judiciaire. (*Note du traducteur.*)

(1) Les artifices de Philippe II n'étaient pas nécessaires pour provoquer le nouveau souverain de la Savoie à des hostilités contre la France. L'humeur de Charles-Emmanuel le portait à des entreprises brusques et violentes. Devenu plus audacieux encore par son alliance avec un roi si puissant, il ne demandait qu'à se lancer dans les hasards de la guerre. C'est lui qui demanda le signal à Philippe. Il se plaignait que le marquisat de Saluzzo donnât toujours aux Français l'entrée en Italie; et il ne pouvait supporter la vue des bannières de France flottant au sein des Alpes. En se délivrant de la vue des canons français, il allait se jeter comme un instrument entre les mains des Espagnols; mais il ne s'arrêtait pas à cette pensée. A peine se donna-t-il le temps de recevoir les hommages de ses sujets à son retour d'Espagne. Il entra tout de suite en correspondance secrète avec le gouverneur de Carmagnola, corrompit les autres chefs militaires, se saisit facilement de cette place, puis de Centallo, de Revello, et entra enfin triomphant dans Saluzzo, où l'évêque, les magistrats et le peule vinrent à sa rencontre. Aussitôt il fit frapper de la monnaie dont un côté présentait un centaure foulant aux pieds une couronne renversée, avec

faction des Guise, et sous le prétexte d'empêcher l'hérésie de pénétrer par les armes d'Henri de Navarre en Italie, il occupa en quinze cent quatre-vingt-huit le marquisat de Saluzzo, qui, depuis l'extinction de la famille souveraine, avait été réclamé par la couronne de France en vertu de prétendus rapports féodaux avec le Dauphiné (1) et conservé jusqu'alors. Le roi Henri essaya vainement de recouvrer cette contrée au moyen des négociations; Charles-Emmanuel la retint d'autant plus obstinément qu'il savait que la reine Catherine de Médicis avait songé à la vendre à la Toscane.

L'acquisition de Saluzzo enveloppa la Savoie dans une guerre avec Genève et Berne (2). Précédemment l'extension de la réforme à Genève avait conduit à des luttes entre l'évêque et les citoyens, et en quinze cent trente-quatre le prélat avait appelé le duc de Savoie à son secours. Celui-ci avait longtemps pressé la ville, dont les confédérés s'étaient détachés; mais Berne, par une courageuse résolution, sauva la cité qui lui était unie par la communauté de croyance. En janvier quinze cent trente-six, Berne notifia au duc de Savoie la ligue qui existait entre elle et Genève; et un corps de sept mille hommes, composé de Bernois et de leurs alliés les plus proches, sous Hans Nœgeli, pénétra dans les cantons savoyards. Ils ne rencontrèrent quelque résistance que près de Morges, et le deux février ils arrivèrent à Genève. Les Valaisans prirent aussi les armes, et les deux cantons fixèrent la Dranse comme la limite entre leurs conquêtes respectives. Berne acquit la possession du Valais et d'une partie du Chablais; il y eut un traité pour lui en faire abandonner quelque chose à Freiburg. Les soupçons

---

cette devise : *Opportuné*, voulant dire par là qu'il n'avait pas voulu laisser échapper l'occasion, tandis que la couronne de France était abattue par tant de révoltes. Bien des gens pensèrent alors que le duc de Guise, de concert avec le roi d'Espagne, avait poussé le duc à cette attaque; mais Charles-Emmanuel n'avait pas besoin d'excitation pour se porter à des usurpations. Il ne faisait que céder à ses dispositions ambitieuses. (*Note du traducteur.*)

(1) Voyez antérieurement division III.

(2) Cette levée de boucliers jeta le trouble parmi les princes italiens; car ils savaient que l'Espagne l'avait provoquée, et ils craignaient que l'esprit inquiet du prince de Piémont ne les jetât sous la domination de Philippe II. Charles-Emmanuel, pour les rassurer, fit un appel à leurs sentiments religieux, et déclara qu'il avait occupé le marquisat de Saluzzo, afin de protéger ses propres États contre les huguenots, qui, pénétrant dans les Alpes, se seraient répandus dans l'Italie, où ils auraient porté les maux qui désolaient la France; qu'il retiendrait entre ses mains le marquisat, sur lequel il avait d'ailleurs des droits, jusqu'à la fin des troubles, et jusqu'à ce que des arbitres décidassent des débats entre lui et le roi de France. Comme il était le boulevard de l'Italie contre l'hérésie et contre l'étranger, il n'était pas juste, disait-il, qu'on le laissât sans appui, et il demandait un prêt d'argent à Venise et à Gênes. On lui refusa tout secours à Gênes; Venise l'exhorta à la paix, et le sénat écrivit même au pape et au roi Philippe d'Espagne pour représenter quelles graves conséquences pouvaient résulter des mouvements du marquisat de Saluzzo. En effet, en France, on ne respirait que vengeance; mais bientôt l'assassinat du duc de Guise à Blois tourna les passions sur un autre point, et lança pour longtemps la France dans une carrière où toutes ses forces s'épuisèrent. Le duc de Savoie pensa même, après la mort d'Henri III, qu'il pourrait, si l'on abolissait la loi salique, prétendre à la couronne de France, comme fils de Marguerite, sœur d'Henri II. Dans tous les cas, il appuya fortement la ligue, afin d'arracher au moins le Dauphiné et la Provence. Ses intrigues déterminèrent même le parlement d'Aix et la ville de Marseille à lui envoyer des députés pour lui offrir cette dernière province; ce qui le jeta si souvent sur les champs de bataille contre Lesdiguières. (*Note du traducteur.*)

élevés contre l'évêque de Lausanne sur ses intelligences avec le Savoyard déterminèrent aussi l'occupation des localités qui lui appartenaient, et la ville de Lausanne fut placée sous la protection de Berne. Enfin tomba le château savoyard de Chillon; après quoi, au mois d'avril, Berne établit des avoyers dans les nouvelles acquisitions, qu'elle traita comme des cantons assujettis. D'abord Berne prétendit pour elle-même, par rapport à Genève, aux droits que réclamaient le duc de Savoie et l'évêque; mais à la fin, moyennant le remboursement des frais de guerre, sous la réserve du droit d'initiative et de ratification de toutes les alliances que pourrait contracter Genève, et moyennant une suite de concessions, elle voulut bien se montrer satisfaite, et laisser Genève prendre la situation d'État libre. Ce ne fut qu'en octobre quinze cent soixante-quatre que les rapports entre Berne et la Savoie furent réglés par un traité à Lausanne (1). Lorsque ensuite Emmanuel-Philibert et Charles-Emmanuel grandirent de plus en plus en importance, ils songèrent au moins à ressaisir Genève, et le dernier se servit des ravages de maladies contagieuses régnant à cette époque comme d'un prétexte pour réunir du monde dans le voisinage de Genève; mais Berne aussi plaça des troupes dans le Valais, et fit prendre ces parties de canton, ainsi que Genève, sous la protection des confédérés. Des médiations officieuses empêchèrent les hostilités d'éclater, mais la Savoie n'abandonna pas ses plans : en décembre quinze cent quatre-vingt-huit, fut découverte à Lausanne une conspiration en faveur du duché, et Charles Emmanuel fortifia ses garnisons à Thonon, Gex et Ripaille. Alors la France, qui était irritée par l'enlèvement de Saluzzo, offrit son secours, et les Génevois commencèrent la guerre. La France rappela ses troupes, dont elle avait besoin elle-même ; mais Berne et les cantons ligués le plus étroitement avec elle envoyèrent dix mille hommes sous le commandement de Jean de Wattenwyl contre la Savoie. Les Savoyards furent battus près de Saint-Joire. Mais ensuite les Bernois ne poursuivirent plus la guerre aussi vivement; ils reperdirent Thonon, et, au mois d'octobre quinze cent quatre-vingt-neuf, des plénipotentiaires savoyards et bernois conclurent la paix (1). Les Génevois, soutenus par la France, n'en continuèrent pas moins la lutte, et le mécontentement des sujets et des alliés des Bernois au sujet de la paix amena les derniers à se déclarer dégagés de leur garantie envers Genève, en mars quinze cent quatre-vingt-dix, tout en promettant d'ailleurs d'observer les rapports de bon voisinage avec la Savoie (2). La guerre entre le duc et Genève finit en quinze cent quatre-vingt-treize par une trêve qui se prolongea jusqu'à ce que Genève fût comprise dans la paix entre la Savoie et la France.

Dans la lutte contre Genève et Berne, Charles-Emmanuel avait été soutenu par Milan, et à la tête de ses troupes italiennes était Philippe d'Este, marquis de San-Martino, appartenant à la maison de Ferrare. Lorsque

(1) Meyer de Knonau, pass. cit., p. 441. Un traité se fit, par lequel Berne conserva le Valais et Nyon, Vevay et Chillon, qui appartenaient au Chablais, cédait Gex, Thonon et Ternier, mais à la condition qu'il n'y serait fait aucune innovation dans les affaires de la religion. On s'obligeait à ne vendre ni échanger les pays acquis, et à n'élever aucune fortification à une distance d'un mille. Le milieu du lac devait servir de limite, et le commerce être libre des deux côtés. Les priviléges du Valais devaient être respectés, etc.

(1) Meyer de Knonau, p. 459.

(2) Néanmoins des Bernois s'engagèrent dans un corps de troupes levées par Sancy, qui prit l'offensive contre les Savoyards, et fit bientôt repentir le duc de ses tentatives d'agrandissement. (*Note du traducteur.*)

la paix avec Berne laissa au duc plus de liberté dans ses mouvements contre Henri IV de France et contre Genève, et lorsque les ligueurs provençaux, vivement pressés par Lavalette, général du roi, l'appelèrent à leur secours, il occupa Barcelonette, Antibes, Fréjus, et entra dans Aix au mois de novembre quinze cent quatre-vingt-dix. Comme ces places étaient trop bien disposées en faveur du duc pour que l'on pût présumer qu'il les restituât dans le cas où il y serait bien fortement établi, les chefs de la ligue eux-mêmes cherchèrent à lui opposer un contre-poids, et le trouvèrent dans le grand-duc de Toscane, lié de très-près à la maison de France. Charles-Emmanuel reçut avis du plan de cette intrusion du grand-duc, alors que lui-même était à Marseille, et il se rendit bien vite en Espagne, afin d'obtenir des secours plus puissants; mais ils ne lui furent point accordés, parce que Philippe craignait que la guerre n'en résultât. Ainsi des troupes toscanes, portant des bannières françaises, occupèrent le château d'Yf, sans que le duc pût l'empêcher, et s'engagèrent à remettre au roi de France tous les points qu'on leur donnerait à garder, aussitôt que le monarque serait rentré dans le sein de l'Eglise catholique (1). Après que Lesdiguières eut triomphé des Savoyards dans un combat en quinze cent quatre-vingt-onze, le parti du roi Henri regagna Barcelonette, et l'année suivante il ramena aussi Antibes.

Tandis que le duc ressaisissait cette dernière ville, et cherchait à protéger ses conquêtes françaises, Lesdiguières franchit les Alpes, en sorte que d'Epernon put enlever Antibes. Plus tard la lutte se poursuivit surtout autour du Pas de Suse, que le duc enleva encore aux Français. Charles-Emmanuel éleva un nouveau fort dans le Val di Perosa, et reprit le château de Lucerna sur les Français. La guerre se prolongea de la même manière en quinze cent quatre-vingt-quatorze et quinze cent quatre-vingt quinze (1); dans cette dernière année, les

(1) Le grand-duc Ferdinando agit dans un intérêt italien en acceptant l'offre que lui fit Beausset, commandant du château d'Yf. Depuis longtemps les Espagnols ambitionnaient la possession de la Provence, afin de mieux dominer les côtes d'Italie, et de tenir ainsi le continent sous le joug. Charles-Emmanuel servait leurs projets tout en voulant satisfaire sa propre convoitise, et Ferdinando crut qu'il briserait la chaîne dont on voulait serrer l'Italie en occupant un poste au milieu des îles qui regardaient Marseille. Le duc de Savoie, se flattant de voir son irritation partagée par le roi d'Espagne, courut à Barcelone pour obtenir de puissants renforts. Comme il n'entrait pas dans les vues de Philippe d'agir aussi ouvertement, les deux princes, pour se venger du grand-duc de Toscane, ourdirent une trame afin d'exclure de la succession de Ferrare Cesare d'Este, qui avait épousé la sœur de Ferdinando. Le duc régnant de Ferrare, Alfonso II, qui n'avait pas d'enfants, se montra disposé à reconnaître pour son successeur le marquis de San-Martino, et le pape était tout prêt à lui laisser ce pouvoir dans l'investiture, lorsque Ferdinando, qui avait eu avis de toutes ces manœuvres, les dénonça aux cardinaux ses amis. Les murmures qui s'élevèrent contre le pape Grégoire l'affectèrent si fortement, qu'il mourut au bout de quelques jours. (*Note du traducteur.*)

(1) Ce qui permit au duc de Savoie de balancer les forces du roi de France, c'est que indépendamment du parti de la ligue, le gouvernement de la Provence était vivement disputé par le duc d'Épernon et par Lesdiguières, qu'Henri IV envoya du Dauphiné pour ramener tous les esprits à la soumission envers l'autorité royale, et en imposer aux ennemis par ses talents militaires. Il fallut que Lesdiguières défît d'Épernon en bataille rangée, pour le décider à lui abandonner une partie de la Provence. Puis l'accommodement du jeune duc de Guise avec le roi ayant fait investir le prince lorrain du gouvernement tant envié, il en résulta encore de la part de d'Épernon des hosti-

Français enlevèrent Exilles, et le duc se ressaisit de Cavours. Cependant Vienne passa au pouvoir d'Henri IV ; déjà la Provence lui obéissait presque tout entière. Charles-Emmanuel, n'ayant plus aucune perspective de triomphe définitif, rechercha la paix, et il conclut une trève dans ce but. Néanmoins, en quinze cent quatre-vingt-dix-sept, nous retrouvons le duc engagé dans une lutte acharnée ; il vit Lesdiguières enlever Saint-Jean de Maurienne ; mais lui-même fit quelques acquisitions sur les Français, et en somme l'état des choses resta le même. Mais dans ce temps Charles-Emmanuel perdit son épouse, l'infante Catherine. Enfin, en quinze cent quatre-vingt-dix-huit, Philippe II arrêta avec la France la paix de Vervins, qui comprit le duc de Savoie, et qui mit un terme à la résistance de la ligue contre Henri IV. L'objet principal des débats entre la Savoie et la France, la succession dans le marquisat de Saluzzo, resta complétement réservé, et fut remis à la décision arbitrale du pape (1). Lorsqu'en quinze cent quatre-vingt-dix-neuf des délégués des deux princes intéressés suivirent l'affaire à Rome, le pape demanda, avant toutes choses, la remise préalable du marquisat au saint-siége, qui le ferait occuper provisoirement. Mais Charles-Emmanuel manifesta de la méfiance, ce qui arrêta toute mesure ultérieure (1). Enfin le duc vint à Paris, et mena si bien cette négociation par des conférences personnelles avec le roi, que celui-ci proposa un échange (2). Il voulut bien renoncer à Saluzzo, si le duc lui abandonnait la Bresse et quelque autre territoire, Pignerol surtout, en lui fixant un délai pour se déterminer. Charles-Emmanuel laissa passer le terme assigné, et les Français firent en Savoie une nouvelle irruption, qui eut pour conséquence l'augmentation de l'armée espagnole en Italie (3). Les Etats de

---

lités qui tournaient au profit du duc de Savoie. (*Note du traducteur.*)

(1) Le duc de Savoie avait envoyé le marquis Gasparo di Lullin pour le représenter aux conférences de Vervins. Il voulait à tout prix conserver la possession du marquisat de Saluzzo, et son envoyé avait à ce sujet des conférences particulières avec les plénipotentiaires français à l'insu des négociateurs espagnols. Il fut même question d'un accommodement en vertu duquel le duc tiendrait le marquisat en fief de la couronne de France, et tournerait ses armes contre Milan.

Ainsi Charles-Emmanuel était alors bien dégagé des intérêts de l'Espagne, et ne pensait qu'à son agrandissement, servant et trahissant tour à tour les deux puissances de premier ordre entre lesquelles il était placé. (*Note du traducteur.*)

(1) Les marquis de Saluzzo s'étaient rattachés alternativement à la France par le Dauphiné, et à la Savoie, en sorte que le cas était difficile à décider. Mais le duc, redoutant la sentence de Rome, donna pour nouvelle instruction à son représentant, le comte d'Arconos, de répandre le bruit que le pape s'était laissé gagner par les offres de la France ; que le roi Henri avait promis, s'il obtenait gain de cause, d'abandonner au saint-siége ses prétentions sur le marquisat. Le pape, indigné de ces propos, refusa de se mêler désormais à cette affaire. (*Note du traducteur.*)

(2) Le roi redoutait si fort les séductions de Charles-Emmanuel, qu'il hésita longtemps à recevoir sa visite ; et en effet le duc, par le charme de ses manières et ses libéralités, sut gagner la majorité des commissaires français, et il s'insinua si avant dans la faveur de la duchesse de Beaufort, que, si elle n'eût pas été enlevée tout à coup, il aurait obtenu Saluzzo sans compensation. Au reste il ne craignait pas même de faire dire qu'il joindrait ses armes à celles du roi pour la conquête de Naples. C'est alors que, désespéré de l'obstination d'Henri IV, qui, moins délié que son adversaire, se bornait à dire : ***Je veux mon marquisat !*** il tendit des piéges à l'esprit orgueilleux et emporté du maréchal de Biron. (*Note du traducteur.*)

(3) Le duc dut être effrayé de la désaffection

l'Italie, ne prévoyant pas un accommodement prochain de ces débats, s'intéressaient les uns pour la Savoie, les autres pour la France, lorsque tout à coup les parties belligérantes traitèrent par l'entremise du cardinal Aldobrandini, le dix-sept janvier seize cent un, à Lyon. Le roi Henri remit à la Savoie le marquisat de Saluzzo libre de tous liens féodaux; de son côté, le duc céda au roi Bugey, Valromay et Gex, avec les rives du Rhône depuis Genève jusqu'à Lyon, et en Italie les forts et la seigneurie de Castel Delfino (1).

Quant aux domaines de la maison de Gonzaga, à laquelle appartenait maintenant le Montferrat, ils avaient reçu bien des accroissements de diverse nature: car ce Ferdinando da Gonzaga, que nous avons déjà rencontré souvent agissant comme fidèle serviteur de Charles V, avait amené en sa possession la seigneurie de Guastalla, et il l'avait transportée comme héritage à son fils, le duc Cesare de Guastalla, Ariano et Molfetta, qui, par son mariage avec Camilla, de la famille des comtes Borromei d'Arona, nièce du pape Pie IV, s'était élevé à une situation plus importante que ses petites seigneuries n'auraient pu lui en assurer. Comme à tous les instants les secours du gouverneur de Milan étaient à la disposition des ducs de Mantoue et de Montferrat, pour tenir en bride leurs sujets, dans le cas où ceux-ci se seraient laissés emporter à la résistance contre des mesures de gouvernement, la souveraineté de cette maison prit peu à peu un caractère fortement monarchique, dont les traits se développèrent plutôt que dans toutes les autres petites principautés italiennes. Il y avait encore des restes considérables de l'ancienne constitution municipale; mais c'étaient des usages qui favorisaient les mouvements des princes, plutôt qu'ils ne les contenaient; ce genre de gouvernement s'étendit aussi au Montferrat, et lorsqu'en quinze cent soixante-cinq les habitants de Casale voulurent s'agiter, ils furent bientôt réduits à demander grâce (1).

Le duc Guglielmo da Gonzaga, à la diète d'Augsburg, dont il a déjà été question, en quinze cent soixante-six, s'engagea à soutenir l'empereur, et même à lui fournir des sommes d'argent. Du reste il laissa écouler son règne au milieu des amusements d'une cour qui semblait ne prétendre à aucun rôle important. En quinze cent quatre-vingt, il maria son fils unique Vincenzo avec Marguerita, fille d'Alessandro de Parme; et, lorsque Vincenzo, après un séjour de plusieurs mois à Parme, ramena son épouse à Mantoue, en mai quinze cent quatre-vingt-un, Guglielmo donna à sa bru les fêtes les plus brillantes et les plus coûteuses. Cette union ne fut pas heureuse, et des infirmités corporelles de Marguerita firent prononcer la séparation en quinze cent quatre-vingt-quatre; Vincenzo épousa Leonora, fille du grand-duc Francesco de Toscane, et, en avril de la même année, Mantoue vit célébrer les

manifestée par quelques-uns de ses sujets. Chambéry accueillit les Français au bruit des acclamations de joie; et en général les villes de Savoie opposèrent peu de résistance. D'un autre côté les Espagnols, accourus en Piémont comme pour le protéger, se montraient plutôt en maîtres qu'en alliés. L'intervention du pape fut donc pour lui une ancre de salut. (*Note du traducteur.*)

(1) Au moment de leur conclusion, ces négociations faillirent être rompues, parce que les Français et les Genevois démolirent le fort de Sainte-Catherine, situé en face de Genève, et qui devait être restitué intact au duc de Savoie.

Le légat Aldobrandini fut d'autant plus irrité de cette violation des conditions préliminaires, que ce fort était comme un boulevard contre l'invasion des hérétiques en Italie. (*Note du traducteur.*)

(1) Ces mouvements avaient été provoqués par le duc de Savoie, qui voulait aussi s'agrandir de ce côté. (*Note du traducteur.*)

nouvelles noces avec autant de pompe et de magnificence que les premières (1). Guglielmo mourut le treize août quinze cent quatre-vingt-sept à Bozzolo.

Lodovico da Gonzaga, oncle de Vincenzo, maintenant arrivé par succession à la dignité ducale (2), qui s'était signalé maintes fois au service de France comme gouverneur de Saluzzo et comme général, et qui, en vertu de son mariage avec Henriette, fille et héritière de François de Nevers, avait acquis ce duché, mourut en quinze cent quatre-vingt-quinze, laissant sa seigneurie de France à son fils Charles.

Dans la même année quinze cent quatre-vingt-quinze, le duc Vincenzo conduisit à l'empereur environ quatorze cents cavaliers en Hongrie contre les Turcs; il porta encore d'utiles secours, et remplit un service actif dans l'expédition de quinze cent quatre-vingt-dix-sept; un jour même il fut pris par les Turcs, mais parvint heureusement à s'échapper. Nous voyons Vincenzo marcher pour la troisième fois en Hongrie contre les Turcs en seize cent un, et il devient lieutenant de l'archiduc Ferdinand.

Milan ne subit aucun changement essentiel durant tout cet espace. Dans l'année quinze cent soixante-trois, l'inquisition devait être établie à Milan suivant le système espagnol, ainsi qu'elle avait été introduite à Rome. Mais la répulsion de la population se manifesta partout si énergiquement, que l'on dut craindre un soulèvement, et le duc de Sessa, Fernando de Cordova, qui était gouverneur, conseilla lui-même à la cour de s'abstenir, ou de ne point persister dans son projet (1). La cour d'Espagne se relâcha en effet.

Un fait bien remarquable encore à cette

(1) Ceux qui, sans vouloir s'enfoncer dans les détails fastidieux de ces fêtes officielles du seizième siècle, seraient bien aises d'en avoir une certaine idée, et de les considérer sous un point de vue plaisant, trouveront à se satisfaire par un article dans l'excellent *Journal d'un Solitaire*, de Louis Achim d'Arnim, du mois d'avril mil huit cent huit, sous le titre : *Malespini*. Une partie des fêtes du mariage de Guglielmo da Gonzaga lui-même avec Éléonore d'Autriche y est décrite, et l'on voit en même temps comment de telles fêtes durent conserver les images et les scènes fantastiques des poëmes héroïques et romanesques.

(2) Il en a été question plus haut dans ce livre et ce chapitre.

(1) Les souverains d'Espagne se servaient de l'inquisition comme d'un instrument politique, afin de renverser toutes les entraves que pouvaient opposer encore des débris d'institutions.

Philippe II prit prétexte des troubles religieux de la Valteline, et de l'extension des doctrines hérétiques parmi les Vaudois, sujets du duc de Savoie, pour ériger le formidable tribunal dans le Milanais. En le faisant présider par un évêque espagnol, il tenait ainsi tous les esprits courbés sous son joug. Déjà le pape allait lui donner la bulle d'institution. La Lombardie s'émut, toutes les classes s'agitèrent pour détourner ce fléau. Les villes députèrent auprès du souverain pontife Sforza Morone; auprès du concile de Trente alors assemblé, Sforza Brivio; et elles envoyèrent au roi catholique Cesare Taverna, pour supplier toutes ces puissances de les prendre en pitié. Brivio intéressa les prélats milanais qui se trouvaient à Trente. Les évêques napolitains se réunirent à eux, et ils écrivirent de concert au pape pour lui représenter qu'en établissant à Milan une autorité aussi indépendante que l'inquisition, il affaiblissait l'obéissance envers le saint-siége. Le concile se voyait arrêté dans sa marche par cet incident, qui commençait à partager les esprits. D'un autre côté, le peuple, d'abord glacé d'effroi, murmurait, et semblait bientôt prêt à éclater en menaces. C'est alors qu'à l'aspect de tous ces embarras le gouverneur de Milan promit d'employer ses offices auprès du roi catholique pour obtenir quelque concession. (*Note du traducteur.*)

époque, c'est l'influence, dans le pays de Milan de San-Carlo de' Borromei, neveu de Pie IV, qui, porté tout jeune encore dans le sacré collége par ce pontife, se distingua entre tous les hommes de son siècle par la rigueur de ses principes et son ardente charité. Comme archevêque de Milan, il maintint en ordre le clergé de son diocèse (1), surveilla sévèrement la discipline et les mœurs du clergé, et fit valoir avec un zèle aveugle les prétentions de l'Eglise même contre les autorités séculières (2).

Pendant la première partie de l'espace compris dans la revue que nous venons de faire, la république de Gênes se maintint dans la jouissance paisible de la constitution qu'elle avait obtenue sous la médiation de Doria; cet ordre intérieur était d'autant plus nécessaire, qu'elle avait à soutenir une lutte pénible avec ses sujets corses. Mécontent de la domination génoise, ce peuple se mit en pleine insurrection en quinze cent soixante-quatre, comme il avait déjà fait si souvent, et comme il le fit encore plus tard. Le chef des rebelles, San-Piero Ornano (1), essaya d'attirer un prince étranger, par l'offre de la souveraineté (2); mais il ne s'en présenta aucun, et les Génois furent assistés par l'Espagne. Néanmoins les Corses batti-

(1) D'abord Pie IV le tint tout près de sa personne, en sorte que l'on parla comme d'une chose extraordinaire de son voyage à Milan en quinze cent soixante-cinq, pour y tenir un synode provincial.

Après la mort de ce pontife, nous trouvons San-Carlo très-occupé à Milan.

Il mourut le quatre novembre quinze cent quatre-vingt-quatre, âgé seulement de quarante-six ans.

(2) Le cardinal prétendait avoir auprès de lui des serviteurs armés pour faire exécuter les jugements du tribunal ecclésiastique; ce que ne voulait pas souffrir le sénat ou corps municipal de Milan. Un sergent du prélat fut arrêté comme portant des armes défendues. Le prélat cita le président du sénat devant lui, et sur son défaut de comparution, le déclara excommunié. Le sénat de Milan écrivit au pape, l'archevêque écrivit aussi, et le roi d'Espagne lui-même s'interposa pour accommoder ces différends. (*Note du traducteur.*)

(1) Il avait servi autrefois sous Giovanni de' Medici, père de Cosimo, grand-duc de Florence; et maintenant il offrit l'île à Cosimo, parce que les Génois n'avaient pas tenu le précédent traité: « Les Corses se soumettraient aux Turcs plutôt qu'à Gênes, » disait-il.

Comme Philippe II se déclara pour les Génois, Cosimo n'osa point accueillir la proposition de San-Piero; toutefois il traita les Corses partout avec amitié, et encourut ainsi le soupçon de les soutenir secrètement dans leur révolte. (*Note du traducteur.*)

(2) Avant de faire lever en Corse l'étendard de la révolte, San-Piero avait parcouru toute l'Europe, cherchant quelque puissance qui voulût s'associer à sa haine contre Gênes. Ne trouvant nulle part un concours assez actif, il alla provoquer l'ardeur de pillage des pirates d'Alger, et obtint même des audiences du sultan Soliman à Constantinople. La crainte du roi d'Espagne retint aussi les infidèles. Comme son épouse, Vannina d'Ornano, qu'il aimait avec passion, fut sur le point de tomber dans un piége tendu par les Génois, il accourut d'Afrique à Marseille, et l'étrangla de ses propres mains. Altéré de vengeance, il débarqua dans son île, avec vingt-cinq officiers français et onze Corses dévoués. Bientôt il réunit sous son étendard les insulaires les plus déterminés, accomplit avec eux des exploits presque fabuleux, gagna deux batailles rangées, et prit Porto-Vecchio; mais, n'ayant pu rien obtenir de la France ni de la Toscane, tandis que des Espagnols et des Allemands arrivaient pour renforcer les Génois, contrarié dans ses mouvements par les divisions intestines des Corses, il subit deux défaites, se releva pour frapper Stefano Doria, et prit Corte, qu'il perdit bientôt après. Enfin les Génois, désespérant de le détruire à force ouverte, le firent assassiner par la famille des Ornani, qui nourrissait contre lui une haine héréditaire. (*Note du traducteur.*)

rent Stefano Doria en quinze cent soixante-cinq, et se rendirent maîtres de Corte pour quelque temps. Ce fut seulement après la mort de San-Piero, tué en quinze cent soixante-sept dans le voisinage d'Ajaccio, que les Corses se soumirent de nouveau à la république ; Alfonso, fils de San-Piero, se laissa gagner, et conclut en quinze cent soixante-huit un traité, en vertu duquel les Génois lui achetèrent toutes ses possessions de Corse, et lui donnèrent les moyens de se transporter et de se fixer en France.

Pendant la guerre de Corse, Gênes fit une perte considérable dans l'Archipel. Le quatorze avril quinze cent soixante-cinq, le kapudan pascha Piale parut avec soixante-dix galères devant Chios (1), prit les douze régents qui dirigeaient les affaires du pays, et s'empara de l'île; cet exploit lui valut la dignité de vesir.

Il se formait à Gênes une séparation radicale, qui remontait au temps de la conspiration de Fieschi, entre l'ancienne et la nouvelle noblesse mêlées ensemble au moyen des *alberghi* (2), mais qui n'en tournaient pas moins l'une contre l'autre un front menaçant. Leur opposition était d'une nature si hostile, que don Juan d'Autriche put concevoir la pensée, avec le secours de la flotte espagnole qu'il commandait, de s'emparer en quinze cent soixante-quinze de la ville de Gênes, et de se l'approprier en toute souveraineté. En effet, les factions se laissaient emporter à des mouvements si passionnés, que la nouvelle noblesse poussa à l'insurrection le peuple entièrement exclu des affaires publiques, ce qui détermina la noblesse ancienne à quitter la ville (1). Les bannis cherchèrent assistance auprès de l'Espagne, du pape et de l'empereur ; mais Philippe était bien éloigné

(1) Joseph de Hammer, *Histoire de l'Empire ottoman*, l. XII.

(2) Dans quelques *alberghi* on repoussa le règlement établi avec l'institution de la constitution, en vertu duquel étaient agrégés annuellement sept nouveaux membres, qui n'avaient encore aucune place dans les catégories, et par conséquent dans la noblesse. Ces agrégations ne se firent donc que dans vingt-cinq *alberghi;* dans les cinq autres, elles n'eurent pas lieu, et en général on entrava plus tard cette opération, lorsque les agrégés furent devenus trop nombreux. Un point de réunion pour les anciens nobles qui n'avaient pas eu besoin de l'agrégation pour entrer dans les *alberghi*, fut le prêt qu'ils avaient fait à la couronne d'Espagne, et auquel les agrégés n'avaient pris aucune part. De cette manière, les masses opposées de l'ancienne noblesse et de la noblesse nouvelle ou agrégée se formèrent en corporations, et tandis que la première s'attachait étroitement à la couronne d'Espagne, la seconde, dans laquelle se trouvaient les plus riches négociants, rallia les intérêts du bas peuple et du parti révolutionnaire en Corse, et chercha un point d'appui en France. Les choses en vinrent au point qu'en quinze cent soixante et onze fut formé un complot pour massacrer les membres des colléges supérieurs, le doge et tous les hommes de l'ancienne noblesse, et pour établir un régime populaire. A la tête de cette conspiration, qui avait cherché en vain de l'appui auprès de Cosimo à Florence, était Aurelio de' Fregosi; mais l'influence de l'Espagne et l'apparition de la flotte de don Juan d'Autriche arrêtèrent les mouvements des conjurés.

(1) Les anciens nobles s'opposaient à l'exécution du règlement, les nouveaux nobles en réclamaient l'application sincère. Le peuple criait que les agrégations, ainsi opérées, ne suffiraient pas encore pour lui donner une participation légitime aux affaires publiques. Il prit les armes, et le sénat accorda une grande augmentation d'inscriptions, ainsi que l'abolition du droit sur le vin. Grâce à l'intervention de la noblesse nouvelle ou du parti du milieu, le calme se rétablit. C'est alors que l'ancienne noblesse, blessée dans ses prérogatives, bravée par ses adversaires, et menacée d'ailleurs par le bas peuple, se retira dans ses domaines de la campagne, protestant contre des concessions qui avaient été arrachées par la force. (*Note du traducteur.*)

de se déclarer décidément pour eux, comme ils s'y étaient attendus : car il craignait dans ce cas que les citoyens restés dans la ville ne se jetassent de nouveau entre les bras des Français, qui pourraient encore par ce moyen acquérir une position importante en Italie. Dans cet état des choses, la cour d'Espagne désirait que le pape fît travailler à un accommodement entre les deux factions de la noblesse par le cardinal Morone ; mais, avant que l'on pût avoir arrêté quelque chose, les émigrés se saisirent de Porto Venere, Chiavari, Rapallo, Sestri et Novi. Un peu plus tard don Juan d'Autriche vint ranger la côte de Gênes avec une flotte destinée pour Naples, et se tint dans le golfe de Spezzia, sous le prétexte d'y embarquer les troupes qui avaient été rassemblées dans le Milanez. Comme il se trouva que ce prétexte n'avait aucun fondement, il vint dans la pensée des Génois restés dans la ville, que don Juan pouvait bien songer à s'emparer de Gênes avec l'assistance de l'ancienne noblesse, et à se former pour lui-même une seigneurie du territoire de la république. La cour de Rome crut aussi à des vues hostiles de la part du général espagnol, et lui déclara que, dans le cas où il entreprendrait quelque chose contre la liberté de Gênes, le pape emploierait toutes ses ressources, et se mettrait même à la tête de tous les princes italiens pour soutenir la république. L'on n'ajouta pas foi aux protestations pacifiques de Philippe ; le grand-duc de Toscane lui-même rassembla des troupes sur les frontières orientales de la Ligurie, comme le roi de France en réunit à l'ouest. Le grand-duc vendit des galères à la nouvelle noblesse, fit faire pour elle des enrôlements et des achats de munitions, et il semblait qu'une guerre générale en Italie allait éclater, lorsque Philippe adressa lui-même à don Juan des ordres qui l'arrêtèrent dans ses mouvements en faveur de la noblesse ancienne. Par l'effet de cette conduite et des habiles négociations du légat pontifical, la *signoria* de Gênes fut enfin déterminée à déclarer qu'elle était prête à se soumettre à la décision arbitrale du pape, de l'empereur et du roi d'Espagne. L'ancienne noblesse, qui de son côté voulut encore se refuser à cette proposition, fut contrainte à l'accepter par le grand-duc de Toscane ; et enfin d'une longue suite de négociations sortit, le dix-sept mars quinze cent soixante-seize, une nouvelle constitution qui devait accommoder les intérêts des deux partis qui déchiraient Gênes (1).

Cette constitution établit que désormais il ne devrait plus exister à Gênes aucune distinction entre la noblesse ancienne et la noblesse agrégée. La noblesse serait encore conférée comme récompense de services individuels ; la classe ainsi privilégiée serait libre de s'occuper comme par le passé du commerce en grand ; mais aucun noble ne pourrait tenir une boutique ouverte, ou exercer un métier. Les quatre cents sénateurs devaient être tirés du corps entier de la noblesse, et il leur appartenait d'occuper les emplois de l'État. Toutes les élections étaient réglées avec rigueur ; tous les employés étaient soumis à l'obligation de rendre compte de leurs actes. Quelques places furent aussi accordées au peuple dans l'administration publique ; l'on institua un corps spécial chargé de veiller à ce que les familles

(1) Presque toutes les puissances étrangères favorisèrent les transactions, parce que chacune se sentait arrêtée par les autres dans ses projets sur Gênes. La France craignait que l'Espagne n'étendît le bras de Milan sur la république. Philippe redoutait les inclinations du parti démocratique, qui le portaient à se jeter dans les bras des Français ; et le grand-duc de Toscane, qui aurait bien voulu réunir Sarzana et Sarzanello aux territoires de Florence, redoutait les projets des deux grands États de l'Europe occidentale. L'œuvre de pacification du souverain pontife se trouva secondée par tant de rivalités d'intérêts. (*Note du traducteur.*)

de l'ancienne et de la nouvelle noblesse s'unissent par des mariages. Le port d'armes fut interdit, et pour la juridiction criminelle l'on forma un tribunal composé de trois juges étrangers. Si cette constitution, qui abolissait les *alberghi*, fut adoptée et mise en pratique, il fallut en rendre grâce principalement à Matteo Senarega, appartenant à la nouvelle noblesse, qui fût chargé des négociations. La république rentra dans le calme (1).

Quant à la seigneurie de Parme et Plaisance, elle était bien assurée à l'épouse du

---

(1) Le dix mars, les arbitres décrétèrent :

Que toutes les distinctions de nobles anciens et nouveaux, d'*aggregati* et de *popolari*, seraient abolies ; que tous les citoyens admis à participer au gouvernement seraient compris dans un seul ordre, celui des nobles;

Que les nobles reprendraient les noms et les distinctions propres à leur famille, qu'ils avaient déposés autrefois pour recevoir la désignation commune de l'*albergo* dans lequel ils entraient;

Que dans tout l'ordre de la noblesse on choisirait cent vingt pères, et que de leurs noms, jetés dans une urne, le sort en désignerait cinq deux fois par an, dont trois remplaceraient dans le collége des *governatori*, et deux dans le collége des *procuratori*, les membres qui avaient fini leur temps;

Que le sénat serait formé de douze pères, et le collége des *procuratori* de huit, entre les *procuratori perpetui* qui avaient déjà été doges;

Que le grand conseil serait formé de quatre cents membres, et le petit de cent, choisis dans le grand, et que ces deux corps seraient choisis par trente électeurs;

Que les trente électeurs seraient choisis et nommés par le petit conseil dans tout le corps de la noblesse;

Que le pouvoir de faire des lois, de contracter des alliances, de conclure la paix, de délibérer sur la guerre, appartiendrait aux deux colléges et au petit conseil;

Qu'il appartiendrait au grand conseil d'imposer des droits, taxes et gabelles; que les deux colléges et le petit conseil pourraient chaque année créer douze nobles, sept pour la ville, trois pour la rivière;

Que les fabrications de la soie et de la laine, le tissage des draps, les professions d'avocat, médecin, notaire, la qualité de capitaine ou patron de navire, ne porteraient point atteinte à la noblesse; mais que celui qui exerçait un art mécanique y renoncerait aussitôt après son inscription dans l'ordre privilégié;

Que le doge, les sénateurs, les procurateurs, en sortant de magistrature, pourraient être mandés devant les censeurs, mais seulement pour des faits relatifs à leurs fonctions publiques;

Que les deux colléges et le petit conseil éliraient deux conservateurs des lois, dont le devoir serait de veiller à la meilleure exécution des lois, et surtout d'empêcher les fraudes dans l'élection du doge et des autres magistrats;

Que pour l'élection du doge le grand conseil proposerait quinze sujets choisis au scrutin secret; que, parmi ces quinze, le petit conseil en choisirait six, et que le grand conseil élirait le doge sur ces six candidats, à la majorité des votes;

Les arbitres choisirent pour cette première fois les premiers magistrats; mais ils déclarèrent qu'ils n'entendaient par là préjudicier en rien à la liberté de la république, dont leurs souverains désiraient la conservation entière.

Ces dispositions furent acceptées par le sénat, et publiées solennellement le dix-sept mars dans l'église de San-Lorenzo. Les bannis revinrent, et la réconciliation s'opéra entre les factions. Un chef du parti ultra-démocratique, Bartolommeo Coronato, ne put supporter le spectacle de cette union, dans laquelle se perdait son importance. Il trama des complots pour renouveler les scènes de discorde qui avaient ensanglanté la ville. Il trouva des complices, voulut

duc Ottavio, Marguerite d'Autriche, depuis qu'au mois d'août quinze cent cinquante-neuf le gouvernement des Pays-Bas autrichiens lui avait été confié par Philippe II; son fils, héritier de Parme et Plaisance, Alessandro da Farnese, se tenait presque toujours auprès d'elle. En novembre quinze cent soixante-cinq, il célébra son mariage avec dona Maria, fille du prince Edouard de Portugal, qu'il emmena ensuite en Italie; et les deux époux firent leur entrée solennelle à Parme, le vingt-quatre juin quinze cent soixante-six. L'année suivante Marguerite revint aussi des Pays-Bas à Parme (1), et le roi Philippe, afin d'adoucir ses regrets du poste qu'elle avait perdu, augmenta les revenus qui lui avaient été attribués en dot dans le royaume de Naples, et les porta à quatorze mille *scudi* annuels. Alessandro, qui avait les inclinations guerrières, et qui avait assisté à la bataille de Lépante, se rendit, dans l'année quinze cent soixante-dix-sept, avec une armée espagnole, d'Italie vers les Pays-Bas, dont Philippe II le fit gouverneur l'année suivante. Ce fut pendant quelque temps le plan de Philippe II de partager le gouvernement entre Alessandro et sa mère, de telle sorte que la princesse dirigeât l'administration civile, tandis que le duc conduirait les affaires de la guerre; mais cette division était trop contraire à la pensée d'Alessandro pour qu'elle pût bien s'établir. En quinze cent quatre-vingt-un, la fille d'Alessandro, Marguerite, épousa le prince Vincenzo de Mantoue; mais, comme on l'a vu plus haut, ce mariage fut dissous.

La citadelle de Plaisance était toujours occupée par des troupes espagnoles. Enfin, en quinze cent quatre-vingt-cinq, Ottavio obtint de Philippe l'évacuation que le roi voulait faire considérer comme une faveur accordée aux services d'Alessandro. Toutefois, au moment de cette évacuation les droits de la couronne d'Espagne et ceux de l'empire sur Parme et Plaisance furent de nouveau réservés. Au mois de février de l'année suivante quinze cent quatre-vingt-six, mourut Marguerite d'Autriche; et le dix-huit septembre de la même année elle fut suivie par le duc Ottavio, qui n'avait pas gouverné, sans acquérir quelque renommée, Parme et Plaisance dans une tranquillité profonde durant un assez long temps, et qui était parvenu à faire oublier les turpitudes de son père. Alessandro lui succéda en qualité de duc, sans que pour cela fût ralentie son action dans les Pays-Bas. Il mourut des suites d'une maladie qui avait été déterminée par ses fatigues et ses blessures, le deux décembre quinze cent quatre-vingt-douze, à Arras. Il eut pour héritier dans le duché son fils aîné Ranuccio Ier, qui se trouvait auprès de son père dans les Pays-Bas; Odoardo, le plus jeune, avait été nommé cardinal l'année précédente par le pape Grégoire. Ranuccio épousa, au mois de mai seize cent, la fille d'un neveu du pape Clément VIII, Margarita Aldobrandina; comme ce mariage n'apporta point à la maison Farnese les avantages que Ranuccio en avait attendus, bientôt s'élevèrent entre les époux de graves mésintelligences, qui finirent par éclater en inimitiés déclarées.

Ercole II de Ferrare, qui mourut le trois octobre quinze cent cinquante-neuf, fut remplacé par son fils Alfonso II. La duchesse douairière, qui était adonnée aux doctrines de Calvin, et qui pour cela eut à souffrir bien des outrages, quitta, en septembre quinze cent soixante, la cour de Ferrare, qui dès cette époque était une école

soulever le peuple contre la noblesse; mais ses manœuvres furent déjouées. Il fut poursuivi, condamné, et subit le dernier supplice. (*Note du traducteur.*)

(1) Néanmoins il paraît qu'elle se tint presque toujours séparée de son époux, et qu'elle vécut la plupart du temps dans les domaines qui lui avaient été attribués dans les Abruzzes.

de belles manières, et qui devint le véritable point central des efforts des courtisans, tendant à donner une sorte d'existence dramatique à toutes les pièces produites par la fantaisie romantique pour entretenir les loisirs des princes et embellir leurs fêtes. Là, tantôt dans une pièce chevaleresque, comme le *Castello di Gorgoferusa*, ou dans un drame, le *Monte di Feronia*, ou dans d'autres représentations, on rivalisait pour la pompe des spectacles, la richesse des costumes et des décorations, le jeu compliqué des machines avec les grands souverains, et c'est de ce côté encore que se prépara l'élément auquel devait s'appliquer plus tard l'activité intellectuelle du peuple italien, l'opéra héroïque.

L'épouse d'Alfonso, Lucrezia de' Medici, fille de Cosimo, mourut le vingt et un avril quinze cent soixante et un. De nouveaux liens se formèrent entre les maisons d'Este et de Medici, lorsqu'en quinze cent soixante-cinq le duc Alfonso II épousa l'archiduchesse Barbara, dont la sœur s'unit au prince Francesco de' Medici de Florence. Le frère d'Alfonso, le cardinal Luigi d'Este, alla chercher en grande pompe la fiancée à Trente au mois de novembre, et après des débats interminables sur la préséance de la maison Medici ou de la maison d'Este, la nouvelle duchesse fit enfin son entrée solennelle dans Ferrare le cinq décembre, ce qui fut une nouvelle occasion de fêtes et de représentations du genre chevaleresque (1). Il s'éleva entre la cour de Rome et celle de Ferrare des débats au sujet de la préparation du sel, dans laquelle les employés ferrarais étaient accusés d'avoir outre-passé la mesure accordée par les traités; mais on finit par s'entendre au moyen de négociations. La maison d'Este se rattacha toujours plus étroitement à l'Autriche. La diète d'Augsburg en quinze cent soixante-six, dont il a déjà été parlé dans l'histoire des ducs de Savoie et de Mantoue, détermina Alfonso à marcher en personne au secours de l'empereur avec trois cents nobles bien équipés et leurs serviteurs armés, tous à cheval, avec six cents arquebusiers bien montés et d'autres troupes formant ensemble quatre mille hommes.

Au commencement de l'année quinze cent soixante-huit, l'oncle d'Alfonso II, frère d'Ercole, Alfonso d'Este, conduisit aux frais de la Savoie seize cents cavaliers et trois mille fantassins au secours du roi de France. Les années suivantes la maison d'Este fut occupée de soins plus pacifiques : en quinze cent soixante-dix, Lucrezia d'Este, sœur du duc, fut mariée au fils aîné du duc Guidobaldo della Rovere d'Urbino, Francesco Maria, jeune seigneur d'une humeur chevaleresque, dont la valeur s'était signalée à la bataille de Lépante, et qui à la mort de son père, en 1574, ayant recueilli le duché d'Urbino, rappela tous les exilés qui avaient été expulsés par Guidobaldo, et restitua les biens à ceux qui avaient subi la confiscation.

L'année quinze cent soixante-dix-huit

---

(1) Muratori, vol. XIV, p. 688 :

« Era allora essa città di Ferrara riguardata qual maestra di queste arti cavalleresche. »

L'on disposa des fêtes vraiment prodigieuses en ce genre, au mois de mai quinze cent soixante-neuf, à Ferrare, en l'honneur de l'archiduc Charles, frère de la duchesse; mais quatre des chevaliers qui jouaient un rôle dans la représentation, deux Bentivogli, un Montecucculi et un Rondinelli, se noyèrent en cette occasion. Ces fêtes de cour, qui se répétèrent plus tard encore pendant toute la vie d'Alfonso, coûtèrent des sommes immenses, et nécessitèrent des impôts oppressifs, dont les suites, ainsi que celles du règne prodigue d'Alfonso Ier et d'Ercole, se firent sentir si longtemps après, que maintenant encore la population inférieure du pays de Ferrare doit être regardée comme une des plus misérables de l'Italie.

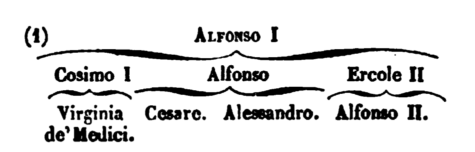
offre dans l'histoire de Ferrare une circonstance qui reporte aux temps de la vieille Italie. Alfonso Ier de Ferrare avait jadis permis aux Bolonais de conduire le Reno dans un bras du Pô. Comme ce cours d'eau se précipitait parfois en torrent furieux des montagnes, il en résulta qu'avec le temps le bras du Pô se remplit en partie, et que les constructions élevées sur ses rives furent souvent endommagées. A ce sujet Alfonso eut des débats si vifs avec Bologne, que les deux parties en vinrent souvent à des hostilités, jusqu'à ce que le pape Grégoire accommodât le différend.

L'année suivante Alfonso II convola encore à de nouvelles noces; il épousa Margarita, fille du duc de Mantoue, ce qui donna lieu à des fêtes toujours plus splendides. Mais il n'obtint point encore de fils de cette union; et lorsqu'il eut perdu tout espoir à ce sujet, au mois d'août quinze cent quatre-vingt-onze, il s'achemina vers Rome avec une suite pompeuse de six cents personnes, afin de déterminer le pape à lui permettre de se choisir un héritier s'il le voulait (1). Au milieu des négociations suivies sur cette affaire, le pape Grégoire mourut; son successeur porta quelques jours seulement la triple couronne, et jusqu'à la mort d'Alfonso, le vingt-sept octobre quinze cent quatre-vingt-dix-sept, il ne fut rien décidé sur la succession dans le duché. Dans la suite Alfonso lui-même nomma pour héritier son cousin Cesare (1), quoiqu'il ne pût le souffrir; mais la cour de Rome déclara que le père de Cesare, Alfonso, né des amours d'Alfonso Ier avec Laura Eustachia, n'avait pas été légitimé avant la mort du père, quoique la légitimation se fût faite ensuite par le mariage d'Alfonso avec Laura (2).

Avant que cette protestation pût exercer aucun effet, Cesare avait déjà reçu l'hommage de ses sujets à Ferrare; il envoya aussitôt des ambassadeurs à Rome et auprès des autres cours pour notifier le changement de souverain. Mais Clément VIII, qui s'intéressait aussi peu au marquis de San-Martino qu'à Cesare, fit déclarer maintenant que Ferrare était un fief qui avait fait retour au saint-siége, et il somma Cesare de venir dans le délai de quatorze jours se justifier à Rome, et avant toutes choses, de déposer l'administration publique du duché. Comme Cesare ne pouvait se rendre à la première de ces sommations, et qu'il ne voulut pas obéir à la seconde, le pape réunit des forces militaires assez imposan-

(1) On a vu plus haut que la démarche d'Alfonso avait été surtout le résultat des intrigues du roi d'Espagne et du duc de Savoie, qui, pour se venger du grand-duc de Toscane, voulaient exclure de la succession de Ferrare Cesare d'Este, dont il va être question plus bas, qui était l'héritier naturel, mais qui avait aux yeux de Philippe et de Charles-Emmanuel, le tort d'être le beau-frère du grand-duc. Le pape Grégoire présenta au consistoire la bulle d'investiture, qui permettait au duc de Ferrare de choisir son héritier où il lui plairait; mais Ferdinando de Florence informa de tout cela les cardinaux ses adhérents; la proposition de la bulle souleva de telles clameurs dans le collége sacré, que le pape la retira; et, pour adoucir les effets produits par sa démarche imprudente, il donna plus de force à une ancienne bulle de Pie V, qui prohibait l'investiture des domaines de l'Église. (*Note du traducteur.*)

(1)



(2) La cause d'exclusion du saint-siége contre Cesare peut paraître d'autant plus singulière, que la branche de San-Martino, dans laquelle le pape Grégoire avait permis de prendre un successeur, sortait elle-même d'un bâtard du marquis Niccola di Ferrara. (*Note du traducteur.*)

tes, et lança une bulle d'excommunication contre lui et contre tous ceux qui l'assisteraient, dût l'empereur lui-même s'exposer à ce coup (1). Le train et les pompes de la cour d'Alfonso ayant épuisé toutes les ressources, Cesare se trouva sans moyens de défense en face de la puissance pontificale; et les manœuvres du parti romain parmi le peuple lui firent enfin craindre pour sa vie dans Ferrare. Des troubles s'élevèrent même dans les fiefs impériaux de la maison d'Este, et Marco de'Pii, seigneur de Sassuolo et d'autres localités dans le Modenais, prit une attitude qui dut exciter des inquiétudes. Au milieu de ces circonstances, Cesare eut recours aux négociations, que sa tante, la duchesse d'Urbino, engagea avec le cardinal Pietro Aldobrandino placé à la tête des troupes du pape; mais ces négociations n'eurent d'autre résultat que de satisfaire les désirs du pape; elles amenèrent l'abandon de Ferrare entre ses mains. Le treize janvier quinze cent quatre-vingt-dix-huit, Cesare dut consentir à un traité par lequel il s'engageait à évacuer Ferrare et toutes ses dépendances (2), ainsi que Ceuto, Pieve et la Romagne ferraraise; mais toutes les propriétés allodiales dans ces territoires devaient lui demeurer assurées. Le gouvernement passa au saint-siége, sans que toutefois la maison d'Este eût encore renoncé à ses prétentions et à ses droits; on se réserva d'en faire un examen ultérieur; mais il ne fut jamais suivi comme Cesare pouvait le demander. Le souverain déchu de Ferrare s'intitula seulement duc de Modène et de Reggio, et fut reconnu comme tel par l'empire. Lorsque le pape se rendit dans les États nouvellement acquis, Cesare vint à sa rencontre à Rimini, pour lui présenter ses hommages. Clément, pour lui donner quelque dédommagement, nomma son frère Alessandro cardinal.

Les territoires ferrarais retranchés des possessions de la maison d'Este, on vit bientôt la misère et la solitude régner dans la résidence où se déployaient jadis la pompe de ces fêtes de cour qui l'enrichissaient aux dépens du reste du pays. La dépopulation commença par la construction d'une citadelle, à laquelle il fallut faire place en abattant des centaines de maisons.

Dans les cantons entre le Pô et l'Arno, s'étaient encore conservées, comme fiefs de l'empire, une certaine quantité de petites seigneuries, qui, comme celles des Carreto et des Malaspina Cybo, étaient sorties des anciens Gaugrafschaften; en partie, comme celles des Pici, de pures seigneuries nobles, dont les possesseurs, pour ajouter à leurs richesses, avaient obtenu de l'empereur des droits de vicariat ou des priviléges princiers. Il ne

(1) C'était une résolution irrévocable pour le pape de se saisir du duché de Ferrare. Il ne pouvait sur ce point entendre parler de transactions. Cesare fit inutilement toutes sortes de soumissions. Clément ne voulut pas de lui pour vassal; il exigeait la seigneurie directe et immédiate de Ferrare. Le duc essaya d'intéresser plusieurs souverains en sa faveur. Il s'adressa même au sénat de Venise, qui paraissait ne pas se soucier de voir les États pontificaux s'étendre jusqu'aux frontières de la république; mais le pape ne voulut souffrir aucune médiation, et prétendit prononcer en maître absolu dans l'affaire de Ferrare; et c'est pour prévenir toutes démarches des puissances séculières qu'il déploya tant d'appareil dans sa bulle d'excommunication. (*Note du traducteur.*)

(2) La chambre pontificale des fiefs y rattachait aussi Comacchio, quoique la maison d'Este soutînt que Comacchio n'était rattaché à Ferrare ni au saint-siége par aucun lien, et qu'elle en était propriétaire comme d'un fief de l'empire. Cette possession resta néanmoins à l'État de l'Église. Quant à la polésine de Rovigo, que la chambre des fiefs réclama de Venise comme dépendance de Ferrare, elle ne l'obtint pas.

peut être question que des plus importantes. Celle des Carreto de Finale, ainsi qu'on l'a vu précédemment, avait cessé d'exister, frappée par les Génois; et plus tard ses domaines étaient passés à l'Espagne (1). Celle des Malaspina de Massa était parvenue par mariage à la maison Cybo, qui en quinze cent quarante-huit subit un destin tragique. Giulio Cybo, qui avait arraché Massa à sa mère, mais s'était laissé décider par les représentations de l'empereur à une restitution (2), conçut une haine puissante contre Andrea Doria, qu'il soupçonnait principalement d'exercer une influence hostile contre lui à la cour impériale. Il complota, d'accord avec des Génois bannis, le renversement du régime établi à Gênes par ce grand citoyen; mais arrêté à Pontremoli, il fut amené, puis exécuté à Milan (2). Son frère Alberico lui succéda; la principauté de Massa Carrara demeura dans sa famille, jusqu'à ce que dans des temps tout récents elle fut apportée à Modène par la dernière héritière.

Galeotto Pico de Mirandola et Concordia, qui s'était lié toujours plus étroitement aux Français, était mort à Paris en quinze cent cinquante. Son fils Lodovico, comme nous l'avons déjà vu dans l'histoire de la domination des Farnese et dans celle de Sienne, était resté fidèle à la politique de Galeotto; et il avait persisté à se montrer le plus ferme partisan de la cour de France en Italie, jusqu'à sa mort arrivée en quinze cent soixante-huit, probablement par l'effet du poison. Ce dévouement à la France, qui permit à cette puissance de conserver au milieu de l'Italie, soumise d'ailleurs entièrement à l'influence espagnole, un point de ralliement et un lieu d'enrôlement, donna à ces princes un degré d'importance politique auquel ils ne pouvaient prétendre en raison de l'étendue de leurs domaines. La veuve de Lodovico, Fulvia, fille d'Ippolito da Correggio, resta ensuite à la tête du gouvernement jusqu'en quinze cent quatre-vingt-dix, époque de sa mort. Elle continua la politique de son époux, et se tint fidèlement attachée à la France. Mais son fils Federigo qui, après la mort du frère aîné Galeotto, en quinze cent quatre-vingt-douze, fut mis en possession du pouvoir, se tourna du côté de l'empereur, obtint amnistie pour sa longue séparation des intérêts de l'empire, reconnut de nouveau que sa seigneurie était un fief impérial, et en reçut une nouvelle investiture en quinze cent quatre-vingt-seize. Il mourut, en seize cent deux, à la suite d'un règne pacifique, mais après avoir par le changement de sa politique enlevé à sa seigneurie la seule importance qu'elle pût avoir. Son frère Alessandro, qui lui succéda, continua la race, reçut de l'empereur en seize cent dix-sept le titre ducal, et transmit en seize cent trente-sept ses États à son petit-fils Francesco Maria, fils de Francesco Maria, mort depuis seize cent quatre-vingt-neuf. En embrassant les intérêts de la France durant la guerre de la succession d'Espagne, il attira sur lui les vengeances de la maison d'Autriche, fut mis au ban de l'empire, et perdit en dix-sept cent sept le duché de Mirandola, que l'empereur déclara fief tombé en forfaiture, et qu'il vendit à la maison d'Este. Francesco Maria mourut en dix-sept cent quarante-sept à Madrid, et avec lui s'éteignit sa famille.

Comme Alberto Pio s'était montré partisan déclaré de la cour de France, la seigneurie des Pii de Carpi avait été donnée dès quinze cent trente, par Charles V, aux ducs de Ferrare, moyennant cent mille *scudi;* d'un autre côté, dans les montagnes qui se dressent entre la Toscane et la Lombardie,

(1) La seigneurie de Grimaldi à Monaco resta, comme fief impérial, indépendante de Gênes, de même qu'une infinité de petites seigneuries dans les montagnes qui terminent la côte génoise, vers le Piémont et la Lombardie.

(2) *Bonfadii Annal. Genuens.*, lib. IV, ap. *Græv. Thes.*, I, p. 1403.

séparant ces États l'un de l'autre, les Pepoli, les Montecuccoli, les Landi et autres, possédaient une suite de petites seigneuries qui avaient la propriété d'être fiefs de l'empire. En Toscane, une partie de la principauté de Piombino et l'île d'Elbe étaient toujours restées aux Appiani, et une branche collatérale de la maison Sforza était maîtresse, depuis quatorze cent trente-neuf, du comté de Santa-Fiore (1), comme d'un fief impérial; elle le vendit en seize cent trente-trois au grand-duc de Toscane. Plus tard il sera question du fief impérial des Orsini, du comté de Pitigliano.

Lorsque Paul IV mourut en quinze cent cinquante-neuf, Cosimo Ier de Florence était sur le point de commencer les hostilités contre l'État de l'Église; car Paul avait dépouillé la famille da Bagno de la seigneurie de Montebello, et même de celle de Pondo, qui, située au milieu de la Romagne papale n'était pas moins un fief florentin (2). Le duc équipa donc un corps de troupes à Castrocaro, afin de soutenir le comte da Bagno, et il poussait ce seigneur à se remettre de force en possession de ses domaines, lorsqu'il reçut la nouvelle de la vacance du saint-siége; aussitôt il changea ses plans, et il désira maintenant ne plus agir dans les affaires politiques que dans une seule et même pensée avec le futur pontife. Au milieu de ces circonstances il essaya d'acquérir de l'influence sur le conclave; ce qui lui fut d'autant plus facile, qu'il n'y avait pas moins de vingt-six membres du sacré collége aspirant à la triple couronne, et que les candidats qui avaient le plus de chances, le cardinal de Ferrare et le cardinal de Mantoue, appuyés l'un par la France et l'autre par l'Espagne, se partageaient également les suffrages. Le cardinal Farnese était opposé à tous deux, celui de Santa-Fiore était tout entier à Cosimo; le duc s'adressa donc à celui-ci afin de faire tomber la tiare sur la tête du frère de l'ancien châtelain de Musso, devenu plus tard marquis de Marignano, Giovan Angelo de' Medici. Après des longueurs infinies, le cardinal Gonzaga se déclara enfin aussi avec son parti dans le conclave pour le cardinal de' Medici; le cardinal d'Este se désista, les Caraffa furent gagnés par l'espoir de l'impunité que leur firent espérer Cosimo et l'ambassadeur d'Espagne, quant au meurtre de la comtesse de Montorio. Ainsi le candidat de Cosimo, le cardinal de' Medici finit par être élu dans la nuit du vingt-quatre au vingt-cinq décembre, et prit le nom de Pie IV. Il nomma ensuite en janvier quinze cent soixante le fils de Cosimo, Giovanni, cardinal (1), et parut en général agir sous la même impulsion que le grand-duc. Afin de faire obtenir à Francesco, héritier de Cosimo, la main d'une princesse portugaise, il alla jusqu'à donner au duc le titre de roi, voulant satisfaire ainsi l'orgueil de la maison de Portugal; mais en même temps il provoqua par là les soupçons de Philippe II, qui fut fortifié par la maison Farnese dans l'opinion que le pape, Cosimo, la république de Venise et le duc de Ferrare avaient formé le plan de poser de nouveau, avec l'aide de la France, des barrières à l'influence de l'Espagne en Italie. Tous ces projets vinrent échouer contre l'inquiétude jalouse de Philippe. Cependant le nouveau pontife châtia impitoyablement les Caraffa

(1) Bosio Sforza, frère de Francesco, qui devint plus tard duc de Milan, épousa en quatorze cent trente-neuf la fille et héritière du comte Guido degli Aldobrandineschi de Santa-Fiore.

(2) Malatesta de Sogliano (ce comté était en la possession d'une ligne collatérale de la maison Malatesta de Rimini) s'était aussi saisi de Pondo; ensuite il avait remis ce domaine à Jules III jusqu'à la décision sur certains droits qu'il croyait avoir; mais Paul IV le lui rendit.

(1) En même temps que Giovanni, il promut aussi le fils de sa sœur, San-Carlo de' Borromei, et un autre parent, Serbellone.

pour l'assassinat de la comtesse de Montorio, ainsi que pour d'autres crimes odieux (1), et poursuivit l'affaire du concile avec un zèle sincère, déterminé surtout par les instances de Cosimo, qui entreprit pour cet objet un voyage à Rome (2).

A cette époque la situation des comtes degli Orsini de Pitigliano offrit une complication toute particulière. Le comte Gianfrancesco avait été expulsé en quinze cent quarante-sept par son fils Niccolò; et celui-ci, en raison de l'appui prêté aux Français et aux Strozzi dans la guerre de Sienne, s'était vu conférer par la cour de France une ancienne possession des comtes de Pitigliano, Sovana, qui depuis longtemps était au pouvoir des Siennois, et sur laquelle Cosimo éleva des prétentions après l'achèvement de la guerre. Le comte Niccolò, dont la vie était toute couverte de souillures, voulut séduire la femme de son fils; ses poursuites poussèrent enfin Alessandro à la résolution de faire assassiner son père, ou du moins de le chasser avec l'assistance de Cosimo. Niccolò les prévint, et fit arrêter Alessandro; pour délivrer celui-ci, Cosimo commença la guerre, et le résultat des hostilités, ainsi que des négociations du cardinal Serbellone, fit que Niccolò dut abandonner Sovana à Cosimo, et laisser Alessandro se mettre en sûreté. Mais Niccolò continuant sa vie criminelle, le pape songea à lui enlever Pitigliano et Sorano, qui lui étaient demeurés, et à les faire donner à son neveu comme fiefs impériaux. Mais, tandis que Niccolò était à Sorano au commencement de quinze cent soixante-deux, la ville de Pitigliano se souleva et se donna à Cosimo, qui la conféra à Gianfrancesco encore existant, mais comme fief florentin, et se réserva pour lui-même la possession de la citadelle. L'empereur se sentit vivement irrité de cette usurpation sur les fiefs impériaux; mais la négociation du mariage d'une princesse autrichienne avec Francesco de' Medici contint sa colère, et l'empêcha de faire aucune démarche essentielle jusqu'à sa mort. Plus tard les fiançailles de Francesco et de Jeanne amenèrent une plus grande intimité dans les rapports entre la maison impériale et la famille Medici. Niccolò, poussé par les Français, fit des tentatives pour se ressaisir de Pitigliano; mais il échoua, et ne renonça pas à sa monstrueuse conduite. Le concours par lui prêté à des

---

(1) Le cardinal Carlo Caraffa fut étranglé en prison. Le comte de Montorio, le comte d'Alifa et Leonardo di Cardine furent décapités. Le cardinal Alfonso Caraffa paya cent mille *scudi*. Plus tard, par reconnaissance pour la mémoire de Paul IV, et sur les instances d'Antonio Caraffa, frère, et de Dione Caraffa, fils du comte de Montorio, Pie V fit reviser le procès, déclarer l'innocence des Caraffa exécutés, et décapiter, contre tout droit et toute vérité, leur juge Alessandro Pallautiere, comme prévaricateur et faussaire.

(2) En se rendant à Rome, Cosimo ne négligea pas d'assurer sa domination dans les lieux où elle était récemment établie. Il passa par Sienne, où il fut reçu avec de grands honneurs, et s'y arrêta plusieurs jours. Il consacra tous ses moments à reconnaître et à corriger ou fortifier l'administration. Il créa un grand conseil composé de citoyens choisis dans toutes les familles nobles, et parmi lesquels devaient être pris par le duc les fonctionnaires de la *balia*, qui resteraient en charge une année. Ce conseil devait fournir à des temps fixés la *signoria* et les quatre conseillers du capitaine du peuple, ainsi que les autres magistrats et employés relevant du gouvernement. Il institua aussi de nouveaux magistrats, appelés *conservadori dello stato*, pour administrer les revenus publics; mais il interdit l'exécution de toute sentence capitale avant l'ordre émané de son autorité ducale. Ainsi, tout en conservant les magistratures populaires, il jeta les fondements de l'aristocratie par l'établissement du *consiglio grande*, et il se réserva la puissance modératrice et monarchique. Il mit en bon état la citadelle, ainsi que tous les points fortifiés du territoire, et fit régulariser les rôles de tous les hommes propres à entrer dans la milice. (*Note du traducteur*.)

bandes de bannis fit naître à la cour pontificale, en quinze cent quatre-vingt, la pensée de transporter Pitigliano et Sorano à la maison du pape Grégoire XIII; mais Niccolò prévint ces desseins, et après qu'Alessandro l'eut entièrement expulsé, il lui abandonna réellement son droit, et Alessandro vendit la seigneurie à la Toscane.

Pour assurer ses États contre les attaques maritimes, Cosimo augmenta les fortifications de Grosseto et de Livourne, fit élever des tours partout dans la maremme, et ordonna de construire six galères. En même temps il faisait des essais pour coloniser les maremmes dépeuplées du pays de Sienne, et il exerçait dans l'administration intérieure une action toute bienfaisante (1).

La velléité du pape de conférer à Cosimo le titre de roi irrita tous les ducs italiens, jaloux du rang et des honneurs des ducs de Florence, et provoqua tous ces débats, si longtemps prolongés ensuite, relatifs à la prééminence de rang et de dignité, sur lesquels nous aurons à revenir çà et là, et dont le lecteur bienveillant nous pardonnera d'épargner les détails, quelque importants qu'ils parussent alors; car, s'ils conduisirent à des querelles scandaleuses, ainsi qu'on le vit lorsque le prince Francesco de' Medici et Alessandro da Farnese, se trouvant à la cour d'Espagne, furent sur le point d'en venir aux mains dans la chapelle royale, ils amenèrent aussi des prêtres et des légistes, même des historiens, à rédiger une longue suite de traités (1).

Le besoin de protection pour les côtes de la Toscane contre les pirateries des infidèles conduisit Cosimo, en quinze cent soixante-deux, à fonder l'ordre de chevalerie de Saint-Étienne, que le pape confirma, et pour lequel il accorda la faculté de lever des subsides sur les biens ecclésiastiques en Toscane. En intéressant ainsi l'ambition de la noblesse, le duc, avec des ressources bien plus faibles que précédemment, et réservant encore des avantages particuliers pour sa maison, parvint à entretenir une petite force maritime pour couvrir son pays. Il donna à l'ordre dix galères, qu'il plaça sous le commandement du fils naturel du dernier duc assassiné, de Giulio de' Medici. Cosimo se rendit dans les maremmes cette année, à l'automne, comme de coutume, en partie pour certains préparatifs de défense, en partie pour d'autres dispositions. Mais cette fois le voyage lui devint funeste. Les pluies périodiques n'ayant pas eu lieu, des fièvres pernicieuses se déclarèrent, qui enlevèrent

(1) Par la régularité de son administration, Cosimo se trouvait en état d'entretenir un corps permanent de mercenaires, qu'il pouvait porter à l'instant sur tous les points où il en sentait le besoin; et en outre il avait organisé une milice suivant un mode conforme à celui dont nous avons déjà parlé relativement à Emmanuel-Philibert de Savoie. Comme il n'y avait plus guère de chevalerie dans la Toscane, gouvernée depuis si longtemps par les principes démocratiques, Cosimo, ne trouvant pas d'officiers tout prêts pour cette milice dans la noblesse, lui en fournissait en les prenant dans les aventuriers engagés à son service, et ainsi toutes les forces militaires étaient mises en mouvement par sa seule impulsion. (*Note du traducteur.*)

(1) La raison principale pour laquelle le duc de Florence croyait pouvoir prétendre à la prééminence de rang, c'est que Florence même avait été antérieurement déclarée affranchie de l'empire, et avait été placée, comme république ayant une existence propre, complétement en dehors du cercle impérial. Si pour Pise, Arezzo, etc., le duc était vassal de l'empire, et arrière-vassal même à cause de Sienne, il avait au moins un territoire complétement exempt de la suzeraineté impériale, celui de Florence. Les autres ducs en Italie étaient tous vassaux de l'empire, ou du pape, ou de l'Espagne, et par conséquent avec leur qualité de princes ils étaient enveloppés dans les liens féodaux.

deux de ses fils, le cardinal Giovanni et le prince Garzia (1), et bientôt après la duchesse termina sa vie à la suite d'une pénible maladie. Le pape, qui vers le même temps avait perdu son neveu, Federigo de' Borromei, pour donner quelque consolation à Cosimo, nomma le quatrième fils de celuici, Ferdinando, cardinal en même temps que le prince Federigo da Gonzaga.

Quelque puissance que Cosimo exerçât sur ses sentiments, cette infortune domestique paraît avoir eu une grande part dans sa résolution d'abandonner presque toutes les affaires du gouvernement à son fils, quoique les douleurs que lui faisait souffrir la pierre dussent le pousser aussi à ce parti, et lui fournissent au moins un prétexte apparent. Le onze mai quinze cent soixante-quatre, Cosimo renonça, par un acte en forme, au gouvernement en faveur de Francesco, dans les limites suivantes (1) : 1° il se réservait le titre et le pouvoir suprême ; 2° l'administration et les revenus de la seigneurie de Pescaja ; 3° le choix de l'amiral et du général de terre, ainsi que de tous les officiers et du gouverneur de Sienne ; 4° les biens allodiaux et les capitaux ; 5° les revenus de l'État de Sienne et de la capitainerie de Pietra-Santa ; 6° il établit que, sans son agrément, Francesco ne pourrait rien engager ou aliéner de ce qui appartenait à l'État ; 7° que le prince ferait continuer la construction du palais Pitti et des Uffizi, et formerait à ses frères un établissement convenable (2).

Au milieu de ces circonstances, Francesco prit en main les rênes du gouvernement, au mois de juin. C'était un prince

(1) Le cardinal fut transporté à Livourne, où il mourut le vingt et un novembre quinze cent soixante-deux. Le six décembre, Garzia rendit l'âme dans le palais de Pise. Des rumeurs effrayantes coururent sur ces deux morts si rapprochées. Les princes jaloux de la supériorité de Cosimo, les nobles réduits par lui à la nullité, les républicains indignés contre son pouvoir absolu, tous se réunirent pour leur donner de la consistance. On prétendit que le cardinal avait été blessé mortellement à la chasse par son frère jaloux de son mérite supérieur ; que le duc, déjà indisposé contre Garzia, ne s'était laissé attendrir par aucune supplication, et qu'il avait immolé le fratricide dans les bras de sa mère. Quelques jours après, la duchesse était morte de douleur. Mais Cosimo n'était jamais emporté par ses passions, et n'aurait pas commis un crime inutile. On possède encore la lettre qu'il écrivit au prince Francesco, alors en Espagne, pour lui apprendre la double perte qu'il vient de faire ; et il y rend compte des progrès et de tous les symptômes de la maladie, avec des particularités qui excluent toute idée de meurtre. Il y règne un ton de calme et de résignation, qui annonce un chagrin profond plutôt que la dissimulation du crime.

(1) Cosimo n'avait rien à craindre pour lui-même par suite de son abdication. Les populations, relevées de leur misère, le protégeaient de leur reconnaissance dans sa retraite. Tous les postes militaires étaient occupés par des créatures dévouées à sa personne. Il voulait assurer la transmission d'un pouvoir tout nouveau à ses descendants. Son acte d'abandon fut lu en présence des magistrats et d'un grand nombre de gens notables. (*Note du traducteur.*)

(2) Cosimo trouvait d'ailleurs à occuper son esprit dans la retraite. Il se livrait à l'étude des sciences, des lettres, et avait un goût passionné pour les arts. On avait vu des preuves de son respect pour les grands artistes dans les honneurs qu'il fit rendre aux restes de Michel Agnolo Buonarotti, mort tout récemment à Rome à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Il ordonna que ces glorieuses dépouilles fussent ramenées à Florence. Dans cette solennité parurent tous les artistes que Cosimo avait formés en une compagnie, sous le nom d'académie de dessin. L'académie florentine vint aussi payer son tribut d'hommages. Les magistrats et le grand-duc lui-même assistèrent au service funèbre, et Benedetto Varchi prononça l'éloge de l'homme dont Florence était si fière (*Note du traducteur*).

qui aux manieres d'un Espagnol joignait la passion d'un Florentin pour l'antiquité grecque et pour les beaux-arts, et qui montrait pour les affaires publiques autant d'intérêt qu'en réclamaient ses rapports avec son père.

C'est dans cette année que la princesse Jeanne d'Autriche fut engagée à Francesco. Le pape, déjà si préoccupé de la grandeur des Medici, se sentit encouragé dans la pensée d'élever Cosimo au rang d'archiduc; et comme le maître de la Toscane avait fourni à Maximilien deux cent mille ducats à titre de subsides contre les Turcs, il crut pouvoir compter sur l'assentiment de l'empereur (1); mais jusque-là le titre d'archiduc ayant été la propriété exclusive de la maison de Habsburg, l'empereur pensa qu'il ne devait pas donner son assentiment sans consulter tous les princes de sa famille. En outre la rivalité des électeurs fut éveillée en Allemagne, et le résultat de toutes ces négociations fut que l'empereur dut se déclarer contre le projet. Toutefois le conseiller impérial Jean-Ulrich Zasius proposa comme transaction de faire décorer Cosimo par le pape du titre de grand-duc; ce qui ne porterait pas atteinte aux priviléges de la maison de Habsburg. Comme le titre n'avait pas encore été conféré avant la réception de l'archiduchesse épouse de Francesco (2), qui se fit en même temps que celle de l'autre princesse autrichienne, Barbara, unie au duc Alfonso de Ferrare, on vit se renouveler, comme on l'a déjà remarqué, entre les Medici et les Este, les débats de préséance de la manière la plus irritante. Sur ces entrefaites Pie IV tomba malade, et mourut le neuf décembre quinze cent soixante-cinq (1). Ce pontife soutint énergiquement l'empereur et l'ordre de Malte contre les infidèles, ce qui alors était considéré comme un important service; il eut encore le mérite de mener à fin les affaires du concile, et de ne pas exploiter sa haute position au profit de ses parents aussi scandaleusement que ses prédécesseurs (2). La ville de Rome elle-même lui dut beaucoup. Il fortifia le Borgo, parce que l'on redoutait toujours quelque attaque des Turcs, construisit la Porta-Pia et la rue de Montecavallo aboutissant à cette sortie, fit établir une superbe imprimerie par Paolo Manucci, et fonda d'autres établissements encore, qui se rattachent plus particulièrement à l'histoire de la ville de Rome.

Cosimo désirait mener le conclave par son

---

(1) Cosimo suivait de sa retraite tous les mouvements de la politique européenne. Il observait attentivement l'insurrection de la Corse contre Gênes; et du sein des voluptés grossières auxquelles il s'abandonnait, il ne rêvait qu'à la grandeur de sa maison. (*Note du traducteur.*)

(2) L'arrivée de la princesse fut fêtée avec la plus grande magnificence; mais au milieu de toutes les réjouissances, la cour de Florence offrait néanmoins un sombre aspect. Les plaisirs y étaient criminels, l'amour y sentait la débauche, quelquefois l'inceste; et Cosimo, en quittant ses maîtresses impures, répandait la terreur par son regard soupçonneux et sinistre.

(1) Au mois de janvier quinze cent soixante-cinq, il y eut une conspiration contre Pie IV, dans laquelle étaient entrés toutes sortes de rêveurs politiques et religieux; mais elle fut découverte avant d'éclater, et fut punie avec la dernière rigueur.

On en trouve des particularités dans Muratori, l. c., p. 682-683.

(2) Ses parents cherchèrent à profiter des derniers instants de son existence avec une avidité d'un cynisme révoltant. Au moment où il allait rendre l'âme, ils entourèrent son lit de douleur, et le forcèrent à donner cent mille écus, sur les sommes gardées dans le château, au comte Annibale Altemps, qui avait épousé la sœur du cardinal Borromeo, et cinquante mille à la fille du marquis de Marignano, sa nièce.

influence, et certaines circonstances le secondaient dans ses desseins; un de ses fils était prince de l'Eglise; le cardinal Niccolini lui était entièrement dévoué, et le cardinal Borromeo était d'accord avec lui, en sorte que les cardinaux Farnese, Este et Morone ne pouvaient guère être élus. Le secrétaire d'État de Cosimo, Concini, politique habile et délié, fut envoyé à Rome, quoique par des règlements de Pie IV tous rapports avec les électeurs fussent interdits. Néanmoins le parti dirigé par le cardinal Borromeo, assez puissant pour exclure, n'était pas en état, comme Cosimo le souhaitait, d'élever sur la chaire de saint Pierre le cardinal Ricci de Montepulciano, ou le cardinal Niccolini gouverneur de Sienne pour Cosimo. Ainsi le sept janvier quinze cent soixante-six fut proclamé chef suprême de l'Église, sous le nom de Pie V, le cardinal Ghislieri de Bosco sur le territoire d'Alexandrie, homme dur, impitoyable, sorti d'une pauvre famille, qui sous Paul IV avait été porté dans le sacré collége et placé à la tête de l'inquisition.

Le nouveau pape commença son règne par la réforme de la cour pontificale et par l'abolition des abus, et dans cette circonstance il se montra ferme et inaccessible aux représentations, tel qu'il avait été précédemment comme juge des hérétiques. Ses parents n'obtinrent par lui que des avantages insignifiants, à l'exception d'un neveu qu'il fit cardinal. Il manifesta des dispositions favorables pour Cosimo, et trouva aussi dans ce prince un fils soumis de l'Église; car ayant demandé l'extradition de Pietro de' Carnesecchi, ancien secrétaire de Clément VII, et depuis longtemps poursuivi par le soupçon d'hérésie, il ne rencontra aucun obstacle à la cour de Florence, quoique Cosimo lui-même eût une haute estime pour Carnesecchi, et l'eût protégé jadis dans ses États contre Paul IV, puis eût déterminé Pie IV à des procédés qui avaient paru délivrer l'accusé de l'état de suspicion. Pie V fit poursuivre l'enquête avec plus de rigueur, et le trois octobre quinze cent soixante-sept, Carnesecchi, condamné comme hérétique opiniâtre, eut la tête tranchée, et son corps fut livré aux flammes (1).

Dans sa solitude, Cosimo se livrait aux plaisirs de la chasse et de la pêche; il s'occupait d'agriculture, d'économie domestique, de constructions, d'affaires commerciales, et néanmoins son esprit ardent ne trouvant point assez d'aliments, il ne put se

(1) Cosimo était d'autant plus disposé maintenant à soutenir les mesures rigoureuses du souverain pontife, qu'il redoutait les progrès de la réforme religieuse dans ses États. Les esprits inquiets, qui ne pouvaient plus se livrer aux agitations politiques depuis l'établissement de la puissance véritablement monarchique de Cosimo, recherchaient la liberté de la pensée dans les principes du protestantisme. Florence, Sienne, Pise, Lucques, étaient pleines de ces novateurs; et des hommes effrénés se portaient à des outrages envers les objets de l'ancien culte.

Cosimo faisait exercer l'espionnage le plus actif pour prévenir ces excès; et, afin de connaître les progrès de la réforme par la diminution des chrétiens zélés dans l'accomplissement des pratiques du catholicisme, il plaçait des surveillants dans les églises et les chapelles pour y compter le nombre des fidèles. Il faisait même relever dans les sacristies l'état des hosties données aux communiants.

Néanmoins il ne laissait pas l'inquisition agir librement dans ses États. Des députés séculiers assistaient à toutes les procédures de ce tribunal. Le duc avait même exigé que le nonce lui en rendît compte, et il ne permettait l'exécution d'aucune sentence avant qu'elle eût été soumise à son approbation; et c'est pour ne pas éloigner le souverain pontife, déjà blessé de tant d'entraves, que Cosimo lui livra un ancien serviteur de sa maison. Au reste il essaya de sauver la vie de Carnesecchi, et obtint un sursis à l'exécution de la condamnation capitale. Mais Carnesecchi, loin de rétracter ses opinions, essaya d'y convertir le capucin qui cherchait à le ramener à l'orthodoxie. (*Note du traducteur.*)

préserver de violents écarts, comme par le passé. Les passions réclamèrent leurs droits sur cet homme doué d'une si haute intelligence, et son amour pour Eleonora degli Albizzi (1) donna bientôt à cette femme une telle influence, que Francesco craignit de voir son père entraîné à l'épouser. Ce soupçon fut entretenu par les propos et le manége d'un valet de chambre; le fils osa faire des représentations à son père, et celui-ci dans l'emportement de la passion immola le serviteur indiscret. La naissance d'un fils, Giovanni, interrompit ces rapports, car bientôt après Cosimo maria Eleonora à Carlo de' Panciatichi; mais ensuite il forma une liaison semblable avec Camilla de' Martelli; sur les représentations du pape, qui l'avertit de ne pas vivre ainsi dans le péché, il fit consacrer cette union par l'Église en quinze cent soixante-dix, avec quelque réserve néanmoins, puisque Camilla ne reçut pas le titre de grande-duchesse. Il légitima Virginia issue de son commerce avec Camilla.

Son fils Francesco, si mécontent de l'entraînement de son père pour les femmes, se livrait lui-même à des déportements bien plus condamnables. Bianca, de la noble et riche famille des Capello de Venise, s'était enfuie de la maison de ses parents au mois de décembre quinze cent soixante-trois, avec un homme qu'elle aimait, Pietro de' Bonaventuri, d'un caractère léger, d'une intelligence bornée, qui était commis dans la maison de banque des Salviati. Le conseil des dix mit à prix la tête de Pietro; celui-ci s'était réfugié à Florence, sa patrie. Sa maîtresse, qui devint son épouse, chercha pour lui protection auprès de Francesco; elle excita si vivement l'intérêt du prince, puis l'enflamma si fortement, que ses fiançailles n'interrompirent point sa liaison avec cette femme, et qu'il la continua tandis que se poursuivaient les démarches pour son mariage avec l'archiduchesse Jeanne. Aussitôt que le mariage fut accompli, il nomma Pietro grand maître de sa garde-robe, logea Bianca dans le palais, et causa ainsi une suite de mortifications à son épouse.

Tandis que les affaires de Corse, les disputes de rang et l'amour absorbaient la cour de Florence, le pape s'occupait de poursuivre les hérétiques. Par toute l'Italie il épiait les chrétiens soupçonnés de s'écarter du sentier de la foi, et tenait sous la surveillance la plus oppressive particulièrement les Juifs établis dans les États de l'Église, ne leur laissant de choix de résidence qu'entre Rome et Ancône. Les querelles de préséance entre Florence et Ferrare donnaient lieu à une vive polémique de la part de nombreux savants; bien plus, les sujets ferrarais de la Garfagnana modenaise, et les sujets florentins de la Lunigiana, se livraient aussi à de véritables hostilités les uns contre les autres. Les querelles de l'archiduchesse Jeanne avec son époux ayant produit de l'éloignement entre les cours d'Autriche et de Florence, Cosimo était d'autant plus disposé à se rendre le pape favorable. Et en effet aucun prince n'était plus cher que lui au saint-père; en sorte que Pie V fut déterminé facilement à reprendre l'ancien projet de la cour impériale, de mettre Cosimo au-dessus du duc de Ferrare, en lui conférant le titre grand-ducal (1). Il signa le décret le

(1) Cette famille, jadis plus orgueilleuse que les Medici, qui les avait rejetés par l'ammonestation, et les avait abattus sous le poids des persécutions, était maintenant descendue si bas, que le père d'Eleonora consentit à ce qu'elle devînt la maîtresse du duc.

(1) Lebret, p. 220:
« Les avantages de ce nouveau titre, outre la couronne tracée d'une manière héraldique dans la bulle, devaient consister dans une supériorité de rang au-dessus de tous les ducs et princes, placé immédiatement après les rois, en sorte que les débats de préséance se trouvaient dé-

vingt-quatre août quinze cent soixante-neuf, et le fit publier solennellement à Florence, le treize septembre, par son petit-neveu, Michele de' Bonelli. Comme il était expressément établi, dans la bulle pontificale, que le titre grand-ducal de Toscane s'appliquerait seulement à la partie des possessions de Cosimo en Toscane, qui n'étaient en relations de fief ni avec l'empire ni avec l'Espagne, la cour de Madrid ne fit aucune objection; le cabinet de Paris, qui parfois avait reçu de l'appui de Cosimo contre les huguenots, reconnut volontiers le nouveau titre; l'empereur ne manifesta pas son opinion d'une manière bien prononcée, et le duc de Savoie se laissa gagner par l'offre du grand-duc de le laisser passer avant lui. Mais les cours de Ferrare et de Mantoue se récrièrent contre cette conduite, et la première parvint même à entraîner de son côté l'empereur, qui maintenant protesta, tandis que l'empire était jeté dans la plus grande agitation par cet acte du pape. Peu à peu la cour impériale amena celle d'Espagne à ses vues, d'autant plus facilement que Pie V, qui voulut porter partout une main réformatrice sur les affaires de l'Eglise, avait envoyé Paolo de' Odeschalchi comme nonce en Sicile, et porté ainsi atteinte aux prérogatives de la couronne de ce pays.

Quoi qu'il en fût, Pie et Cosimo poursuivirent tranquillement leur marche, et le dernier se rendit en pompe solennelle à Rome au mois de février quinze cent soixante-dix, ayant une suite de cinq mille chevaux. L'ambassadeur impérial, comte Prospero d'Arco, protesta contre le couronnement solennel, qui se fit néanmoins le cinq mars. Aucun des ambassadeurs présents à Rome n'assista à cette cérémonie, à l'exception du représentant de la Savoie; l'envoyé de France était retenu par la maladie.

Les dangers dont se trouvaient menacés Venise et presque tous les Etats chrétiens de la Méditerranée de la part des Turcs, donnèrent occasion à Cosimo de déployer plus de zèle pour les affaires de la chrétienté, ainsi que pour le repos de l'Italie, et d'acquérir par là plus d'influence encore sur Pie V; il parvint donc à faire adopter une promotion de seize cardinaux entièrement selon ses vues, ce qui arrêta complétement les plans de la maison Farnese: car on pouvait maintenant présumer que l'élection du pape suivant serait faite sous la direction des Medici. En présence d'avantages si essentiels, à peine faut-il tenir compte des dispositions de l'empereur, qui déclara l'élévation de Cosimo illégale et attentatoire aux droits de l'empire, et défendit à tous les électeurs de lui donner le nouveau titre. Les débats qui se prolongèrent maintenant encore, comme s'il s'agissait d'une des circonstances les plus importantes pour la chrétienté, n'eurent pour résultat définitif que de jeter plus d'amertume sur les rapports de la cour de Ferrare avec le saint-siége. Quoiqu'au printemps de l'année quinze cent soixante et onze le roi d'Espagne protestât aussi formellement contre le titre grand-ducal, et fit fortifier les garnisons de ses places de Toscane, la crainte de voir les Français se mêler encore des affaires d'Italie, et les inquiétudes causées par la puissance ottomane, le déterminèrent bientôt à montrer la plus grande bienveillance à Cosimo, qui envoya douze galères joindre la flotte de don Juan d'Autriche. Six de ces bâtiments étaient fournis par le pape, les six autres étaient pour le propre compte du gran-duc; mais,

---

cidés. » Cosimo contracta de son côté de nouveaux engagements envers le siége de Rome, en recevant ce titre. Par exemple, il s'obligea à protéger les côtes de l'État de l'Église avec quatre galères. Cosimo avait bien mérité cette distinction par ses complaisances pour le souverain pontife, et surtout par sa facilité à laisser proclamer dans ses États la bulle *In cæna Domini*, qui abolissait la formalité de l'*exequatur* des princes séculiers pour l'exécution des ordres pontificaux, et contre laquelle s'étaient déclarés presque tous les souverains de l'Europe.

afin d'éviter dans une telle circonstance toute dispute sur les titres, ils portèrent aussi la bannière pontificale ; quant à l'empereur, il persista dans ses sentiments hostiles, et se montra satisfait de voir les rapports devenir plus pénibles, et les ennemis de Cosimo, à défaut de succès par d'autres moyens, recourir aux plus indignes calomnies. Cet acharnement devait alors blesser plus grièvement le grand-duc ; car Pie V, atteint depuis longtemps de maladie, tomba dans une si grande faiblesse au mois d'avril, que l'on pouvait regarder sa fin comme prochaine. En effet il mourut le premier mai quinze cent soixante-douze (1).

Heureusement pour le grand-duc, le cardinal Medici avait formé un parti si considérable selon les vues de Cosimo, que dès le treize mai le cardinal Ugone de' Buoncompagni, d'une famille bolonaise, fut élevé au trône de saint Pierre sous le nom de Grégoire XIII. Comme ce pontife évita d'agir ouvertement en faveur de Cosimo, sans toutefois l'abandonner, mais qu'en même temps le grand-duc tenait à entretenir personnellement des rapports de bonne amitié autant que possible avec les cours d'Allemagne, d'Espagne et de France, ses talents diplomatiques trouvèrent un champ convenable pour s'exercer (2). La nécessité où Philippe II se vit réduit, à l'aspect de l'accroissement toujours plus menaçant des troubles des Pays-Bas, de maintenir l'Italie en paix, de rattacher plus fortement à la maison de Habsburg les princes de cette contrée, et surtout de fortifier le dévouement de Cosimo, lui fit prendre une décision ; il agit auprès de l'empereur en faveur du grand-duc, et alla même jusqu'à déclarer qu'il ne souffrirait pas que l'on accordât au duc de Ferrare des priviléges égaux à ceux de Cosimo. Celui-ci, afin de se venger de Ferrare, excita Grégoire à faire valoir les droits réels ou apparents de l'Église pour se saisir des fiefs pontificaux du duc de Ferrare, et en investir Jacopo de' Buoncompagni (1). Toutefois le pape n'adopta point cette idée ; et sur ces entrefaites aux douleurs de la goutte qui visitaient Cosimo de temps en temps depuis quinze cent soixante-trois, vinrent se joindre aussi des attaques d'apoplexie en quinze cent soixante-douze. Dans l'été de quinze cent soixante-treize, une attaque de ce genre le priva de l'usage des pieds, du bras gauche et en partie de la parole. Il végéta ainsi jusqu'au premier avril quinze cent soixante-quatorze, et cessa d'exister alors après un règne de trente-huit ans, sinon glorieux, du moins conduit avec habileté et une grande intelligence. Il laissa trois fils, Francesco, qui durant les dernières années et sous sa direction avait

(1) Cette mort répandit une consternation générale. Si l'ardeur de persécution religieuse de Pie V, et son zèle pour l'inquisition, lui avaient attaché les catholiques ardents, la sainteté de sa vie, sa justice sévère, rassuraient les esprits plus timides, et son amour pour les lettres et les sciences prouvaient qu'il ne voulait point étouffer la pensée. Les circonstances étaient difficiles, et le peuple sentit bien la perte qu'il venait de faire. Les Romains s'efforçaient de faire toucher quelque objet au corps ou aux vêtements du défunt, et le conservaient ensuite comme une relique sacrée. (*Note du traducteur.*)

(2) On a dû se convaincre que Cosimo n'était point dominé par le sentiment religieux ; néanmoins, lorsque fut apportée la nouvelle du massacre de la Saint-Barthélemi, voulant gagner les affections encore trop douteuses de Grégoire XIII, il s'associa à la joie de ce pontife passionné, et envoya une ambassade extraordinaire féliciter Charles IX et la reine de France. (*Note du traducteur.*)

(1) Eliopoli, sur la frontière romagnole ; San-Martino, dans le Mugello, et Sasso di Simone. Les fortifications étaient particulièrement dans le Siennois et sur la côte. Lebret, p. 260.

déjà conduit le gouvernement, et qui devint maintenant son successeur; Ferdinando le cardinal, et Pietro, qui avait épousé Éléonore de Tolède, dont il avait un fils, Cosimo.

Sous le règne de Cosimo, la Toscane était parvenue à un état de prospérité extraordinaire. Les dettes publiques étaient éteintes. Une ligne de nouvelles fortifications avait été établie; on avait même fondé quelques places (1); les ports de Livourne et de Portoferrajo avaient reçu des accroissements et des améliorations d'une grande importance. Pour la défense du pays, une nouvelle espèce de milice avait été instituée; et sur la côte stationnaient des détachements de cavalerie pour donner aussitôt des avis en cas de descente des Turcs. La marine militaire consistait en douze galères du grand-duc, et quatre autres qui appartenaient à l'ordre de Saint-Étienne. Les revenus publics étaient portés à un million cent mille ducats. Des canaux avaient été creusés, des marais desséchés; des digues contenaient les lits des rivières, des chaussées aidaient à traverser les terrains trop enfoncés; la population de Pise s'était élevée de sept mille à vingt-deux mille hommes; enfin, si la vie publique de Cosimo peut mériter quelque blâme à cause de ses rigueurs et de ses actes arbitraires, néanmoins en résumé elle se recommande par l'amour de la justice dans toutes les circonstances où ne dominaient pas les considérations politiques, et la sagesse de son administration place le grand duc bien au-dessus de presque tous ses contemporains. Cosimo écoutait lui-même les plaintes des moindres citoyens, et répondait aux requêtes qui lui étaient adressées, sans faire intervenir d'autres autorités (1)

Aussitôt se révéla un changement bien remarquable. Le duc Francesco se sépara presque entièrement du peuple, et ne vécut plus que dans l'entourage de la noblesse. Par ses opinions et par son éducation, il était entièrement Espagnol. Quoiqu'il ne fît pas subir la moindre altération à la constitution, les conditions générales de l'existence furent affectées profondément par la manière d'être des courtisans et des favoris. Francesco abandonna aussi de plus en plus cette position de neutralité calme dans laquelle Cosimo avait su se maintenir, pres-

(1) Les actes de Cosimo, les soupçons même qui s'élevèrent contre lui, ont pu donner une idée de son caractère. La mort du serviteur indiscret immolé dans le palais, et de ses propres mains, a montré combien il s'irritait de l'attention portée sur ses amours.

Voici une circonstance qui prouve qu'il était bien décidé à n'endurer le contrôle de personne sur sa vie intérieure. Lorsqu'il eut épousé Camilla Martelli, l'archiduchesse Jeanne s'indignait d'avoir pour belle-mère une femme sortie d'une famille de petite noblesse, et s'en était plainte à son frère l'empereur, qui en lui répondant blâma la conduite du grand-duc avec amertume. Cosimo le sut, et il écrivit à l'archiduchesse : « Quanto alla parte d'aver preso moglie, sua maestà dice che non era forse in cervello; à questo io dico che quando bisognerà, mostrerò che sono in cervello. Mi si poteva dire che era fuori di cervello quando rinonziai il governo al principe con sette cento mila ducati d'entrata. Lo feci volentieri, e son d'animo di mantenerlo, se ben tutto è a mio beneplacito, perchè aveva à fare con uomini; ma il matrimonio, che ho a fare con dio, non si può gia dire così. Non sono il primo principe che ha preso una sua vasalla, nè saro manco l'ultimo; è gentildonna, edè mia moglie e ha da essere. Non cerco brighe, ma non ne fuggo, se me ne sarà date in casa mia; perchè sono risoluto, quando fo una cosa, e penso a quel che ne può nascere, e confido in dio, e nelle mie mani. » Le ton général de la lettre annonce que le grand-duc n'était pas disposé à s'humilier devant l'empereur, et la conclusion devait faire frémir l'archiduchesse; car elle avait dû voir les murs du palais souillés du sang d'Almeni, valet de chambre du grand-duc, qui avait révélé les amours de son maître; sans doute aussi elle avait entendu répéter les propos tenus en Italie sur la mort du prince Garzia. (*Note du traducteur.*)

que toujours au milieu des circonstances les plus difficiles, avec la plus grande habileté politique; il se livra par un progrès de plus en plus manifeste aux intérêts espagnols, fut considéré d'un œil plus favorable par la cour impériale, mais éloigna de lui la France, dont Ferrare maintenant se rapprocha. On en vint encore à de nouvelles contestations sur les frontières de la Garfagnana, et sans l'intervention de la cour d'Espagne la guerre aurait éclaté peut-être entre la Toscane et Ferrare.

Une conspiration se tramait, à la tête de laquelle était Orazio de' Pucci, et où étaient entrés des jeunes gens des familles les plus importantes, des Ridolfi, des Alamanni, des Machiavelli et des Capponi; elle avait pour but le meurtre de tous les hommes appartenant à la branche régnante des Medici; mais elle fut découverte en 1575; Pucci fut exécuté; ses principaux complices s'enfuirent; un grand nombre de citoyens furent frappés par la confiscation de leurs biens. La rigueur déployée dans cette circonstance, et dans laquelle se révélaient une grande convoitise, une vive ardeur de spoliation, aliéna entièrement les sujets de Francesco (1).

Les disputes de préséance se ranimèrent de nouveau, lorsque le duc de Mantoue obtint pour le Montferrat un diplôme impérial qui élevait cet état au rang de duché, en y attachant la qualification d'altesse, que Cosimo et Francesco avaient voulu prendre au lieu de celle d'excellence, qui leur était donnée précédemment. Maintenant le duc de Ferrare sollicita pour lui-même une semblable distinction de la cour de Rome; et comme les deux altesses réclamaient en même temps la prééminence sur Francesco, celui-ci se sentit blessé dans ses intérêts les plus chers. Il éleva hautement la voix; mais tous les vassaux de l'empire en Italie lui refusèrent encore le titre de grand-duc, et la république de Venise elle-même, qui l'avait donné à Cosimo, se montra plus réservée envers Francesco. Enfin la pénurie d'argent de l'empereur trancha toutes les difficultés; comme il recherchait la couronne de Pologne, il se laissa gagner par un prêt de cent mille ducats, et reconnut la dignité grand'ducale le 26 janvier 1576. Le débat de préséance fut décidé par les termes du diplôme : car cet acte déclarait bien expressément que le grand-duc devait précéder tous les ducs; et, comme la cour d'Espagne adhéra au jugement de la cour impériale, personne n'osa plus exprimer d'opposition. Mais, tandis que Francesco se complaisait dans la poursuite de vains honneurs, une séparation plus grande s'établissait entre son gouvernement et les sujets qui avaient à souffrir l'insolence et l'impunité de la noblesse, les oppressions des fonctionnaires, les désordres et les brigandages, suites nécessaires du mépris où était tombée la justice (1).

L'opposition populaire aux iniquités et aux violences des princes essaya, sur quelques points de l'Italie, de se produire selon l'ancienne forme; mais elle fut étouffée par les moyens les plus rudes. Ainsi le duc Guidobaldo II d'Urbino avait voulu, en 1572, introduire dans ses États un impôt qui ressemblait à l'*alcavala* d'Espagne. A la vente

(1) On voit que si Francesco put se saisir sans effort du pouvoir suprême après la mort de son père, tous les esprits n'étaient pas néanmoins courbés sous le joug, et que, malgré le goût bien prononcé du nouveau souverain pour la noblesse, les grandes familles n'avaient pas encore étouffé tous les souvenirs de leur ancienne importance : car cette conjuration est tout aristocratique.

(1) Dans les dix-huit mois écoulés depuis la mort de Cosimo, l'on compta dans Florence seule cent quatre-vingt-six cas de meurtres et de blessures. Lebret, p. 277.

de certaines denrees, on devait payer un droit très-élevé. Cette mesure provoqua la résistance de Cagli et d'Urbino; et, tandis que toutes les autres communes députaient auprès du duc, la ville d'Urbino adressa ses plaintes au pape comme au seigneur suzerain, en déclarant qu'elle ne se soumettrait nullement à la nouvelle charge que l'on prétendait lui imposer. Il en résulta que le duc, en 1573, révoqua ses nouveaux règlements sur ces impôts, mais en déclarant que les Urbinates seuls devraient les subir. Ainsi isolés, il ne leur resta plus d'autre ressource que d'implorer leur grâce; mais leurs douze députés furent arrêtés; neuf eurent la tête tranchée, et lorsque après de grandes humiliations le duc accorda enfin le pardon à la ville, il éleva une nouvelle citadelle, afin de prévenir de semblables tentatives d'affranchissement à l'avenir. Guidobaldo mourut dans ce temps, le 28 septembre 1574; il eut pour successeur son fils Francesco Maria II della Rovere, qui, ayant perdu son fils, fut le dernier duc d'Urbino.

Le désordre parut avoir atteint son dernier terme en Toscane, lorsque la peste se répandit sur la Lombardie et le territoire vénitien, et que la terreur interrompit les communications. Des bandes de brigands dans les Apennins, sur les frontières de la Toscane et de l'État de l'Église, dans la Romagne et le canton de Perugia, se livraient à toutes sortes d'excès monstrueux; et les crimes les plus atroces souillaient la famille grand'ducale : car Pietro tua son épouse de ses propres mains, sous prétexte d'infidélité (1). Le grand-duc, effrayé par les fléaux qui désolaient ce pays, irrité par les conspirations qui se succédaient sans inter-

(1) « Donna Eleonora di Toledo, figliuola di don Garzia, fratello della gran duchessa Eleonora, prima moglie di Cosimo, giovane graziosa e di maravigliosa bellezza si era sposata a don Pietro, fratello del gran duca Francesco. Fama poco pura aveva portato al marito, ed egli una pessima a lei. Corsero romori, e ne fu anche fatto fede dalle croniche contemporanee, che Cosimo invaghito di tanta bellezza, con scelerato amore si fosse con lei mescolato, per modo che gravida di se alle nozze del figliuolo la mandasse. Don Pietro poi oltraggiava i due sessi, l'altro abbandonando e del propio abusando. Infami tresche erano queste, nè anco celate : il pubblico lo sapeva, s'aggiungeva lo scandolo al misfatto. Pietro frequentava i bei giovani, Eleonora prestò orecchio a chi la vagheggiava. Amò un Francesco Casi da Castiglione Fiorentino, che svisceratamente l'amava. L'amatore minacciato aspramente da chi aveva potestà di fargli peggio che minacciarlo, andò per disperazione a farsi capuccino. Pietro continuava a vedere i suoi che non so con qual nome chiamare, nè Eleonora volle stare senza amante. S'accese di un cavalier fiorentino, alquale senza rispetto nè di lei, nè del grado, nè del pubblico faceva copia di se medesima e successe poi che il cavaliere per omicidio cagionato da rissa nel giuoco del calcio, fu cacciato nelle stinche. Scandalosamente la donna mentecaata s'aggirava in cocchio intorno al carcere ogni giorno : finalmente fu mandato a confine nell'Elba. I due amanti per consolar l'assenza fra di loro carteggiavano. Per tradimento di un musico venne una lettera del confinato in mano del gran duca Francesco, che pure anch' esso scandalizzava il mondo con la sua Bianca. S'infuriò, come se volesse essere egli solo adultero publico. Prima cosa, fatto venire il misero amante à Firenze, gli fece subito tagliar la testa nella prigione del bargello. Francesco e Pietro poi pensarono modo di scannar Eleonora; mandaronla nella villa di Cafaggiolo. Presaga del suo destino, perciochè conosceva i figliuoli di Cosimo, abbracciò in sul partire piangendo e singhiozzendo il suo figliuolo don Cosimo ancor bambino. Giunta la sera in sul tardi nella funesta villa, nell' entrar in camera il marito stesso a furia di pugnalate l'ammazzò. Trafitta, e nella gora del proprio sangue giacente implorò da dio misericordioso quel perdono che dai crudeli uomini le era negato...

La tragedia avvenne addi undici di luglio.



ruption, était poussé à des persécutions impitoyables, à des confiscations; et le sombre aspect de la Toscane agissant sur son humeur, rien ne pouvait le distraire que sa chère Bianca Capello, dont le pouvoir sur lui paraissait sans limite. Depuis quinze cent soixante-dix que son mari avait été assassiné (1) elle restait veuve, et vivait publiquement comme la maîtresse du grand-duc. Francesco n'ayant point d'enfant de son épouse ni de Bianca, cette dernière conçut l'idée de feindre une grossesse et de supposer un enfant. Elle y réussit en effet; mais, comme on voulut se défaire d'une personne qui était au courant de la trame, cela fut cause que le cardinal de Medici fut informé de toute l'affaire (1).

La cour impériale était aigrie par la conduite de Francesco envers son épouse, qui se voyait dédaignée et délaissée; le duc de Ferrare trouva auprès de l'archiduc Ferdinand un allié décidé contre les Medici. La mort de l'empereur empêcha seule Ferdinand d'aller prendre l'archiduchesse à Florence, et d'appeler les Florentins à la révolte contre le grand-duc. Si le cardinal de

---

Dopo cinque giorni un' altra simile ne vedeva la Toscana spaventata. Delizia della corte... era donna Isabella de' Medici, figliuola del duca Cosimo. Ma tali sorti di fiori nella medicea corte si contaminavano e si lasciavano contaminare. Portò la fama, che Cosimo stesso troppo più l'amasse che a padre si convenisse. Le fu dato per marito Paolo Giordano Orsini, duca di Bracciano. O che Paolo Giordano presto si annojasse di quanto più il doveva dilettare, o che gli amoreggiamenti dell' amabil moglie con altri (chè in ciò ella cominciò a trascorrere) lo sospingessero, lasciata la in Firenze se n'andò a vivere a Roma : diedela come in guardia a Troilo Orsini, suo parente... Troilo se ne innamorò, e per gelosià, uccise di propria mano Lelio Torello, paggio del gran duca che l'amava, ed ella lui. Molti furono gli amatori, molti i frutti degli amori, nè questi con cura si celavano... Venne Paolo Giordano à Firenze, s'accordò con Francesco, gran duca: fratello e marito destinavano Isabella a morte. Orsino traditore si mostrava tenero verso di lei, accarezzandola, e coi più dolci nomi chiamandola. Invitolla alla sua villa di Cerreto. Fu lieto alla cena, e più del solito lusinghiero, chiamolla nelle interne stanze, nell' atto di andarvi un subito terrore la prese : disse alla Frescobaldi, sua prima donna, madonna Lucrezia vado io, o non vado? Entrata, fecesele incontro amorosamente il marito, e l'abbracciava, e la stringeva con straordinaria tenerezza... Fra' le maritali carezze l'empio uomo... la cinse destramente, senza che ella se n'avedesse, il tenero collo con una corda a quest' uopo apprestata, poi subitamente la strinse, e la misera donna, lei dibattendosi alquanto spazio indarno, strangolò... » (Botta, *Storia d'Italia*, tomo quinto, p. 6-9.)

(1) Piero Bonaventuri, fier de la faveur du duc, blessait tout le monde par son insolence. Des embûches lui furent tendues, et il fut assassiné; l'on soupçonna fortement Francesco d'avoir trempé dans ce meurtre.

(1) Lorsque approcha le terme fixé par Bianca à sa grossesse, elle tint à sa disposition trois femmes qui étaient sur le point d'accoucher. Une seule mit au monde un fils, qui fut porté dans la chambre de Bianca; et celle-ci, dans la nuit du vingt-neuf août quinze cent soixante-seize, fit retentir le palais de ses cris; puis le bruit se répandit qu'elle avait donné le jour à un beau garçon. Le grand-duc accourut plein de joie. L'enfant fut appelé don Antonio. Des trois femmes qui avaient été engagées ainsi, deux furent tuées, la troisième s'enfuit. Une quatrième, qui avait conduit toute la trame, fut assaillie à coups d'arquebuse sur la route de Bologne. Elle guérit des blessures dont elle était couverte, et dévoila tout ce mystère dans un interrogatoire juridique, qui fut adressé au cardinal Ferdinando de' Medici, frère du grand-duc. Francesco, instruit de tout par les aveux mêmes de Bianca, ne montra pas moins d'amour à sa maîtresse, ni moins d'affection pour l'enfant dont il savait bien n'être pas le père. Il voulut même lui acheter une principauté dans le royaume de Naples. (*Note du traducteur.*)

Medici parvint aussi à pousser sur quelques points le pape à quelques actes hostiles contre le duc de Ferrare, le dernier, par son union avec les maisons Farnese et Gonzaga, posséda les moyens d'isoler encore son adversaire. Le parti de ce duc songea ensuite avant toutes choses à porter le cardinal Farnese sur la chaire de saint Pierre; comme pour contrarier ce plan une promotion de cardinaux dans l'intérêt des Medici était nécessaire, et que Grégoire XIII paraissait indifférent à tout autre sentiment qu'à l'amour pour son fils naturel, les Medici le gagnèrent enfin au moyen d'un mariage de Jacopo de' Buoncompagni avec une comtesse de Santa-Fiore (1). Ils parvinrent aussi à entraîner de leur côté le fils de l'archiduc Ferdinand, élevé au cardinalat (2); et l'empereur Rudolfe II leur étant favorable, ils l'emportèrent sur toutes les influences hostiles. Pour compléter la réconciliation avec la maison d'Autriche, le vingt mai quinze cent soixante-dix-sept, la grande-duchesse mit au monde un fils qui reçut au baptême le nom de Filippo.

Alors se réveillèrent encore les disputes de préséance, parce que Francesco voulut maintenant contester aussi au duc de Savoie la priorité de rang que Pie V et Cosimo lui avaient assurée à cause de la noblesse de sa race. L'empereur Rudolfe décida en faveur de la maison Medici, et laissa le représentant du grand-duc prendre place immédiatement après l'ambassadeur de Venise; mais la maison de Savoie ne renonça pas à son opposition, qui se prolongea jusque dans le dix-huitième siècle.

Aux débats avec les autres cours vint se joindre l'incompatibilité des trois frères Medici entre eux. Comme Ferdinando vivait la plupart du temps à Rome, Pietro lui était particulièrement à charge; il voulait l'éloigner en le faisant entrer au service de l'Espagne; mais ce projet rencontra un obstacle dans la haine de la famille de Tolède, à laquelle appartenait l'épouse que Pietro avait assassinée. Enfin, en quinze cent soixante-dix-huit, Pietro lui-même se rendit à la cour de Madrid afin de poursuivre cet objet; mais bientôt il souleva tout le monde contre lui par son mépris de toutes les convenances et par sa conduite désordonnée; il travailla ainsi dans l'intérêt de l'inimitié des Tolède; et ses excès finirent par altérer si fortement sa santé, que son frère le rappela en Toscane.

Toutes ces circonstances poussaient de plus en plus la cour d'Espagne vers les plans de la maison Farnese, relativement au futur pontife; la Savoie les servait aussi, et le cardinal d'Este, avec tous ceux qui étaient dans les intérêts français, paraissait également vouloir se décider pour le parti Farnese. Le cardinal Medici poursuivit donc de tous ses efforts, par le moyen du fils du pape, une nouvelle promotion de cardinaux pour laquelle Grégoire continuait à montrer de la réserve et de l'hésitation. Tout à coup la discorde s'éleva entre le grand-duc et Ferdinando lui-même. La grande-duchesse mourut en avril quinze cent soixante-dix-huit, dans le huitième mois de sa grossesse; et le cardinal, craignant que Francesco n'épousât Bianca, essaya de l'amener à un nouveau mariage avec une femme de maison princière. Les deux frères ne tardèrent pas à se trouver en opposition déclarée, et le cardinal ne s'occupa plus à la cour pontificale que de ses propres intérêts, au lieu de suivre les affaires du grand-duc. Dès le cinq juin, le grand-duc épousa secrètement Bianca, tandis que son frère cherchait auprès d'autres cours à engager des négociations pour une nouvelle alliance (1).

(1) Cette branche collatérale de la maison Sforza descendait d'un frère du premier duc de Milan venu de cette famille.

(2) Ferdinand avait deux fils illégitimes, le cardinal André et le marquis de Burgau.

(1) Il paraît que Francesco et Bianca s'é-

La conséquence de cette division dans la maison Medici fut que le cardinal Farnese gagna entièrement à lui le fils du pape. En effet, dans le premier quart du treizième siècle, les Plaisantins avaient conquis le Val di Taro dans la Lunigiana sur les marquis Malaspina, et la famille de' Landi s'était ensuite mise en possession de ce canton, qu'elle possédait encore comme fief de l'empire. Les Farnese avaient tenté tous les moyens pour se saisir de cette seigneurie, et le cardinal Farnese la signala maintenant au pape comme un État princier propre à former un établissement pour son fils. Le pape laissa liberté d'agir aux Farnese, et bientôt l'on parvint à faire soulever les sujets des Landi, à l'exception des habitants de Bardi et de Compiano. Ils se donnèrent une constitution républicaine sous la protection de la maison Farnese, et les Landi cherchèrent de l'appui auprès du grand-duc de Toscane; celui-ci reçut de Rudolfe II la recommandation de soutenir les Landi dans leurs fiefs, mais fut menacé par la cour d'Espagne amie des Farnese, et par le pape au sujet des secours prêtés aux seigneurs dépossédés. L'empereur délégua une commission pour examiner cette affaire concernant les relations féodales de l'empire; mais le pape investit le duc de Parme de pleins pouvoirs par un bref pour l'occupation du Val di Taro, et ainsi s'éleva un débat de juridiction féodale, qui nécessairement devait traîner beaucoup en longueur, et durant lequel chaque parti garda ce qu'il occupait. Enfin le besoin de troupes et d'argent qu'éprouvait la cour d'Espagne par les événements des Pays-Bas et du Portugal, la jeta entièrement du côté du grand-duc, qui promettait des soldats et de grosses sommes. A cette époque Ferdinando revint pour quelque temps à Florence, à cause d'une maladie grave de son frère, et il apprit l'union de Francesco avec Bianca; aussitôt que le roi d'Espagne se fut prononcé gracieusement sur cet objet, le grand-duc fit publier son mariage le vingt juin quinze cent soixante-dix-neuf, et la république de Venise déclara Bianca pour sa fille (1), ce qui donna lieu à une suite de

---

taient promis de se marier ensemble s'ils tombaient tous deux dans le veuvage. Pierre ayant été assassiné, et la grande-duchesse Jeanne ayant succombé à une longue maladie, aggravée par ses chagrins, Bianca réclama de Francesco l'exécution de sa promesse. Le grand-duc hésita, car il avait encore quelque crainte de l'opinion publique. Enfin, emporté par son amour, et cédant aux exhortations d'un moine gagné par Bianca, il reçut la bénédiction nuptiale dans la chapelle du palais, et le moine qui accomplit la cérémonie clandestine fut fait évêque de Chiusi. (*Note du traducteur.*)

(1) Lorsque l'année de deuil pour la mort de la grande-duchesse Jeanne fut accomplie, au mois d'avril quinze cent soixante-dix-neuf, le grand-duc s'occupa de publier son mariage avec Bianca; il le notifia aux cours étrangères; il envoya comme ambassadeur extraordinaire à Venise le comte de Santa-Fiore, pour déclarer qu'il avait épousé Bianca Capello, la regardant comme fille de la république, et qu'il espérait devenir aussi, par cette alliance, le fils de Venise. La noblesse de Venise, qui avait rejeté Bianca lorsqu'elle s'était unie à Pietro Bonaventuri, s'enorgueillit maintenant que cette femme fût sortie de son sein; quarante sénateurs allèrent au-devant du comte de Santa-Fiore, le conduisirent à l'audience du doge, et le sénat déclara Bianca *vera et particolare figliuola della repubblica a cagione di quelle preclarissime e singolarissime qualità, che degnissima la facevano di ogni gran fortuna, e per corrispondere alla stima, che aveva mostrato il gran duca tenere della repubblica in quella sua prudentissima risoluzione*. Il y eut des illuminations, des feux de joie. Le père et le frère de la nouvelle fille de Saint-Marc, créés chevaliers, reçurent le titre d'*illustrissimi*, avec le droit de précéder tous les autres. Le grand-duc envoya son frère naturel, don Giovanni de' Medici, remercier la république. Puis deux graves séna-

compliments entre le grand-duc et la république, et devint l'occasion d'un déploiement de pompe, d'un étalage de luxe insultant dans les fêtes de cour à Florence, tandis que le pays était en proie aux horreurs de la famine.

Comme le cardinal Medici ne pouvait dissimuler entièrement son mécontentement sur le mariage de son frère, la mésintelligence s'accrut entre eux. De son côté Pietro avait enfin obtenu du roi Philippe le commandement supérieur de neuf mille hommes de troupes italiennes, et maintenant il quitta la Toscane en bons termes avec Francesco. La reine Catherine de France au contraire se trouva très-irritée que le grand-duc réclamât le remboursement de sommes prêtées par son père, et lui refusât de nouvelles avances tandis qu'il en faisait au roi d'Espagne. En conséquence dans la cour de France elle fit accorder la préséance aux envoyés de Savoie et de Ferrare sur celui de Toscane; ce qui détermina Francesco à rappeler son représentant. De nouvelles sommes d'argent qui furent prêtées au roi Philippe en quinze cent quatre-vingt pour l'aider dans les affaires de Portugal, et les levées de troupes qu'on lui permit de faire en Toscane resserrèrent les liens avec l'Espagne. Bientôt Pietro par ses dissipations et ses excès fut réduit à quitter l'Espagne et à revenir en Toscane, où l'on revit aussi le cardinal dans l'automne de quinze cent quatre-vingt. Car ce prince de l'Église, dans ses embarras financiers, avait besoin de la bourse du grand-duc, et elle lui fut ouverte grâce aux instances de Bianca, qui désirait gagner son beau-frère. La réconciliation des deux frères s'opéra fort à propos pour opposer un obstacle à l'action concordante des cours de Parme, Ferrare, Mantoue et Turin dans l'élection prochaine du pape. Il y eut une circonstance qui favorisa les moyens d'opposition à cette influence si bien combinée. Plein de confiance dans la protection de la France, le cardinal d'Este permit aux gens de sa maison de se livrer aux désordres les plus scandaleux; il y eut des rixes entre ses valets et des personnes appartenant à la justice pontificale, en sorte que le cardinal dut quitter Rome, et s'en aller à Padoue. Alors le cardinal Medici lui représenta que s'il voulait se réunir à lui, tous deux étant bien d'accord seraient en état de braver le pape, qu'ils auraient en même temps en leur pouvoir l'élection future, et qu'ils pourraient ainsi contraindre leurs frères à les traiter avec plus de considération. Car le cardinal d'Este était en assez mauvais rapports avec le duc de Ferrare. Le cardinal d'Este se rendit à ces raisons, et maintenant le cardinal Medici rangea derrière lui le plus puissant parti dans le collége; de plus sa réconciliation avec son frère le grand-duc et avec Bianca amena un rapprochement entre les maisons Medici et d'Este, et l'on nourrit aussi l'espoir de gagner le cardinal Gonzaga.

Cependant le grand-duc s'éloignait toujours de plus en plus de ses sujets. Vittore Capello, frère de Bianca, se saisissait de tout le gouvernement de la Toscane. On n'écoutait plus les plaintes de personne. La famine, la peste et des bandes de brigands désolaient le pays; car nous sommes parvenus à l'époque où, par la continuité de la paix, l'Italie vit la transformation de l'ancien condottiérisme dans l'état permanent du brigandage. Pietro Leoncillo de Spoleto entretenait alors une troupe militaire de quatre cents hommes, au moyen de pillages exercés dans la Marche, dans le Pérugin et la Tos-

teurs vénitiens, avec quatre-vingt-dix nobles allèrent à Florence, où ils reçurent un pompeux accueil. Ensuite il fut question du couronnement. Un courrier du pape vint tout à coup s'opposer à cet acte, parce que le souverain pontife pouvait seul donner cette consécration. Mais on eluda la difficulté en déclarant que le couronnement signifiait seulement l'adoration de la république. (*Note du traducteur.*)

cane; d'autres bandes vivaient dans le canton de Rome et dans la maremme de Sienne. Des haines qu'il nourrissait contre la famille de' Baglioni, dont il désirait se venger, engagèrent Alfonso de' Piccoluomini, duc de Montemarciano, à réunir ces diverses bandes de l'Italie centrale sous son commandement; mais, comme le pape prononça contre lui une condamnation et confisqua ses biens, il ne lui resta plus d'autre ressource que de s'entretenir avec ses gens par le pillage. Afin de se garantir contre ces brigands, les autres seigneurs châtelains de l'État de l'Église prirent aussi des troupes armées à leur service, mais les entretinrent à peu près de la même manière. Le pape investit le cardinal Sforza du pouvoir nécessaire pour détruire ces bandits par tous les moyens; mais les ressources dont il pouvait disposer étaient trop faibles pour qu'il pût atteindre son but, d'autant plus qu'Alfonso de' Piccoluomini trouva de l'assistance et de l'appui sur le territoire de Toscane, de la part du grand-duc; et Grégoire sentit croître chaque jour ses ressentiments contre Francesco et en général contre le parti Medici. Les ordonnances du pape contre les bandits n'eurent pour résultat que de faire tomber un grand nombre de châtelains sous l'excommunication; mais les bandes se grossirent, et en définitive l'on dut accorder à Alfonso de' Piccoluomini amnistie et restitution de ses biens. Leoncillo fut sacrifié à cet accommodement : Piccoluomini, pour obtenir plus tôt la grâce du pape, le fit massacrer tandis qu'il s'enfuyait avec cent vingt hommes sur le territoire toscan; lui-même passa plus tard au service militaire de France.

A la cour de Toscane, dans l'année quinze cent quatre-vingt-un, Serguidi supplanta Vittore Capello, qui fut obligé de s'en retourner à Venise, sans qu'il y eût de grands changements dans la marche et les procédés du gouvernement. Le mal principal, la séparation du grand-duc de ses sujets, continua comme auparavant. Des embarras politiques de diverse nature naquirent, en quinze cent quatre-vingt-deux, des mésintelligences avec Venise, au sujet de captures faites par les chevaliers de Saint-Etienne de bâtiments turcs dans des eaux qui étaient sous la protection des Vénitiens, et sur lesquelles ils prétendaient avoir une sorte de juridiction. Les débats s'aigrirent et dégénérèrent presque en hostilités déclarées entre le grand-duc et la république; le respect de Venise pour l'Espagne empêcha seul la guerre d'éclater.

En général cette année ne fut pas heureuse pour Francesco; car son fils unique, Filippo, qui depuis longtemps était languissant, s'éteignit; et Bianca, qui maintenant désirait d'autant plus vivement des enfants, ruina sa santé à force de remèdes avec lesquels elle s'imaginait corriger sa stérilité. Pietro, qui, ne pouvant plus faire payer ses dettes par Francesco, détestait ce frère parcimonieux, et plus encore le cardinal dont il accusait davantage la rigueur, ne voulait plus entendre parler de mariage; et, lorsque le roi Philippe lui-même employa son intervention à ce sujet, il sut se maintenir libre de tout engagement par des moyens dilatoires et de vagues promesses pour l'avenir. Antonio, le fils supposé de Bianca, que Francesco chérissait comme son enfant, quoique son épouse lui eût avoué la réalité des choses, paraisait jouir d'une faveur toujours croissante, et il se montrait entouré de gardes du corps allemands.

D'un autre côté la cour de Toscane acquit plus de prépondérance en Italie, parce que le divorce du prince de Mantoue et d'une princesse de Parme désunit ces deux États, et rapprocha les Gonzaga et les Medici au moyen d'un mariage (1), ainsi qu'on l'a déjà

(1) Nous passons les preuves scandaleuses de virilité demandées au prince de Mantoue dans l'année quinze cent quatre-vingt-quatre, avant son mariage avec la princesse de Toscane, et

rapporté; en quinze cent quatre-vingt-trois, Cesare d'Este fut aussi fiancé à Virginia de' Medici, fille du grand-duc Cosimo et de Camilla Martelli (1). L'union des cours de Florence, Mantoue et Ferrare, enleva au cardinal Farnese toute espérance d'arriver au pontificat, et Grégoire XIII crut maintenant ne pouvoir mieux travailler aux intérêts de son fils pour l'avenir, qu'en se rattachant de nouveau à la politique des Medici (2). Au milieu de ces circonstances, Francesco étendit volontiers la main pour aider à exterminer les restes des bandes de brigands dans l'État de l'Église. Les gens qui avaient embrassé ce genre de vie n'étaient point traités d'une manière flétrissante; ils jouissaient au contraire en partie de l'espèce de considération qui entourait précédemment la profession militaire en Italie; la noblesse et même les cardinaux prenaient de ces troupes à leur solde (3), et le peuple leur donnait la qualification de *bravi*; l'on n'était d'ailleurs nullement en état de les détruire; on parvint seulement à se défaire de plusieurs de leurs chefs, ou plutôt à les éloigner.

Le retour d'Espagne de Pietro, en quinze cent quatre-vingt-quatre, ramena aussi en Toscane le chef militaire da Dovara, qui l'avait accompagné; celui-ci acquit bientôt après Bianca et Serguidi, la plus puissante influence à la cour, et ses sentiments hostiles contre le cardinal ne tardèrent pas à entrer dans le cœur du grand-duc. La cour d'Espagne était aussi opposée à Ferdinando; et les choses en vinrent au point qu'à la mort de Grégoire XIII, le dix avril, le cardinal employa tous ses efforts pour que l'élection nouvelle portât au trône de saint Pierre un souverain pontife ennemi des Espagnols.

L'activité de Grégoire n'avait pas été bien énergiquement dirigée sur la politique italienne; et, si l'on excepte les embellissements de Rome (1), ce fut surtout par le désir d'étendre la foi catholique qu'il se signala. Il favorisa fortement les jésuites, et fonda le collége des Anglais et des Maronites (2).

---

les négociations qui s'y rattachent. On trouve cela tout au long dans Lebret, p. 337-338.

(1) Les noces ne se firent qu'en février quinze cent quatre-vingt-six.

(2) Il y eut une promotion de dix-neuf cardinaux dans ce sens le douze décembre quinze cent quatre-vingt-trois. Muratori (vol. XV, p. 45) compte parmi les élus Sfondrati (plus tard Grégoire XIV), François de Joyeuse, Agostino Valerio évêque de Vérone, Vincenzo Lauro évêque de Monreale.

(3) Les excès des bandits dans Rome provoquèrent un soulèvement en quinze cent quatre-vingt-trois. Ramondo degli Orsini, Silla de' Savelli et Ottavio degli Rustici, barons romains qui voulaient protéger des bandits à Rome contre les sbires du pape, en invoquant les priviléges de leur quartier, furent tués par les sbires. Aussitôt peuple et noblesse se levèrent, et firent main basse partout sur les sbires. Ensuite des troupes de bandits vinrent de la campagne dans la ville; et Grégoire XIII, pour mettre fin à l'insurrection, dut enfin donner une sorte de satisfaction, et faire exécuter le *bargello*.

(1) Entre autres établissements, la galerie du Vatican pour les cartes géographiques, et une riche chapelle dans Saint-Pierre, sont dues à ce pape.

(2) Grégoire XIII affectait un grand rigorisme pour l'exécution des lois; mais son humeur capricieuse et altière le portait à des mesures mal combinées, qui provoquaient les esprits à l'irritation. Ainsi, voulant faire appliquer les décrets du concile de Trente, il envoya dans toute l'Italie des visiteurs apostoliques, dont les exigences blessèrent les prêtres séculiers et réguliers partout où ils portèrent leurs investigations. D'ailleurs leur surveillance prétendit s'appliquer même à des fondations de bienfaisance et à des objets qui rentraient pleinement dans l'administration civile. Francesco chargea son frère d'obtenir du pape que la Toscane fût délivrée de cette cause de perturbation; mais

Pour son fils Jacopo de' Buoncompagni, il ne forma pas un fief princier dans l'État de l'Église; mais il lui procura seulement dans le Modenais le marquisat de Vignola, et dans le royaume de Naples les seigneuries de Sora, Arpino, Aquino et Arce, avec le titre de duc.

Comme les cours de France et d'Espagne s'intéressaient vivement à l'élévation du cardinal Farnese, les cardinaux de Medici et d'Este s'entendirent pour accélérer l'élection, avant d'être obligés de céder devant les influences étrangères. Le cardinal Medici désirait le franciscain Fra Felice de' Peretti (le cardinal de Montalto (1), qui était ennemi déclaré de Farnese, et les cardinaux d'Este, d'Alexandrie et d'Altems adoptèrent ses vues; le vingt-quatre avril au matin, quelques jours après l'entrée en conclave, le cardinal Peretti fut en effet élu par acclamation, et prit comme pape le nom de Sixte V.

Ayant vécu jusqu'alors dans le calme et la tranquillité, il s'était montré si insensible aux offenses, que parfois on le nommait l'Ane de la Marche. Afin de paraître plus vieux et plus caduc, il marchait en s'appuyant sur une béquille; tout à coup il la jeta par terre, et pour la fête de l'intronisation il monta si lestement et se tint si ferme à cheval, que tous les cardinaux restèrent stupéfaits. Il donna la plus grande autorité au cardinal Medici, auquel il devait son élévation, et en fit le dispensateur de toutes les grâces ordinaires à l'avénement au pontificat.

Avant toutes choses, le nouveau pape s'occupa de la destruction des bandits, et il agit sur ce point avec la dernière rigueur (2). Il fit poursuivre ces malfaiteurs, mit à prix les têtes de leurs chefs, et parvint à de tels résultats, dès l'année suivante quinze cent quatre-vingt-six, que plusieurs des brigands les plus fameux, comme Marco Sciarra, quittèrent l'État de l'Église, et que d'autres y perdirent la vie (3). Giovanni de' Pepoli,

---

on changea seulement les délégués; les seconds furent pires que les premiers. Le grand-duc s'opposa à l'exercice de leur autorité dans ses États. La discorde s'éleva entre les prêtres réguliers et les prêtres ordinaires. On se plaignit que les transactions des visiteurs renouvelassent les abus des indulgences. Les liens de la hiérarchie se relâchèrent. Ce qui augmenta encore ces désordres, c'est que l'inquisition adjoignit à ses employés des confréries de laïques, dont les membres se permettaient toutes sortes de moyens vexatoires contre leurs concitoyens. La Toscane eut particulièrement à souffrir de toutes ces mesures, contre lesquelles protestait le souverain avec d'autant plus d'assurance, qu'il voyait le roi d'Espagne et Venise repousser les prétentions du saint-siége. Mais, si Grégoire heurta aveuglément les sentiments des princes de son temps, il faut reconnaître aussi les bienfaits de son impulsion dans plusieurs directions. Son pontificat restera consacré à jamais dans l'histoire par la réforme du calendrier, qui désormais porta son nom. Là encore il eut à lutter contre un sentiment d'indépendance, qui bien souvent s'égarait. Les Italiens et les Français acceptèrent le calendrier réformé; les Anglais et les Allemands ne voulaient pas d'abord s'y soumettre, parce qu'il leur semblait que, par ces modifications, l'autorité ecclésiastique empiétait sur le pouvoir civil. La raison finit par leur faire accepter les avantages de la nouvelle computation du temps. (*Note du traducteur.*)

(1) Il était ainsi nommé du lieu de sa naissance, de la grotte de Montalto dans la Marche, où ses parents étaient de pauvres gens.

(2) L'on fit exécuter des mères et des parents les plus proches pour avoir recueilli leurs fils ou leurs parents une nuit dans leurs maisons, ou pour leur avoir donné une fois à manger. Lebret, p. 352.

(3) Il était temps que Sixte V arrivât au pontificat pour délivrer ses sujets romains de ce fléau. Ainsi qu'on l'a vu précédemment, l'autorité publique ne possédait pas les moyens ni l'assurance nécessaires pour réprimer les tentatives des bandits. La mésintelligence qui s'était éle-

chevalier italien, tenait un chef de bandits prisonnier dans sa forteresse de Castiglione de' Gatti (qui était un fief de l'empire); l'ayant laissé échapper, à ce que prétendit le pape, Sixte V fit exécuter le chevalier, sans considérer que la juridiction dans Castiglione de' Gatti était indépendante du saint-siége.

La poursuite de cette œuvre par le pape, dut le rattacher d'abord à la maison Medici; puisque, si l'on ne s'entendait pas avec le grand-duc, il fallait renoncer à la chasse des bandits. Mais l'union de Sixte avec le grand-duc, sa disposition à embrasser les projets de ce souverain qui, sur beaucoup de points, contrariaient les vues du cardinal Medici, suffirent pour diviser de nouveau les frères; le cardinal et Pietro sentirent croître encore leur irritation contre le grand-duc en voyant grandir chaque jour la faveur d'Antonio, cet enfant supposé. Comme Pietro paraissait enfin résolu à contracter un second mariage, Bianca cherchait maintenant à l'empêcher, et il y a lieu de penser qu'elle songeait à procurer à Antonio la succession en Toscane (1), dans le cas où elle ne pourrait supposer un autre enfant avec plus d'adresse ou de succès; du moins le cardinal soupçonnait ses manœuvres, tandis que la cour parut longtemps sérieusement persuadée que Bianca était enceinte.

Cependant Jacopo VI d'Appiano (ou plutôt da Piano) était mort au mois de mai quinze cent quatre-vingt-cinq, et avec lui s'était éteinte la ligne masculine légitime des princes de Piombino. De ses six fils naturels, l'aîné, Alessandro d'Appiano, fut légitimé et déclaré habile à succéder; mais autant Jacopo avait entretenu de bons rapports avec la cour de Florence, autant Alessandro se montra disposé à heurter le grand-duc; il rompit les négociations engagées entre Jacopo et Francesco sur la cession à la Toscane de l'île de Pianosa, dévastée par Chayreddin, et ensuite adoptée comme une station ou un point de relâche par les corsaires africains; et il passait la plus grande partie de son temps à Gênes, sans se soucier beaucoup de l'état de sa principauté. Alors Francesco essaya d'obtenir, par le moyen de l'empereur, qu'Alessandro fortifiât au moins Pianosa et Montefeltro contre les Sarrasins, ou que la Toscane eût le droit d'y élever des ouvrages et d'y mettre garnison; mais le grand-duc mourut avant qu'un arrangement pût être opéré avec le prince de Piombino. Enfin, au mois de septembre quinze cent quatre-vingt-neuf, Alessandro fut assassiné, et sa veuve, Isabella de Mendoza, ne poursuivit pas les meurtriers; ensuite, comme on savait qu'Isabella avait une liaison d'amour avec le commandant de la garnison espagnole, le conseil de Piombino déclara que tous les sujets de la principauté étaient déliés de leurs devoirs envers la maison d'Appiano, et pouvaient choisir un autre prince. Le parti des meurtriers, favorisé par le commandant espagnol, don Feliz d'Aragon, procéda à une élection, et choisit cet officier, qui prit le gouvernement de la principauté, mais sous la réserve des ordres de son roi. Le grand-duc Ferdinando, qui sur ces entrefaites avait succédé en Toscane, occupa quelques points, et fit auprès de la cour d'Espagne des représentations en faveur des enfants du prince assassiné. L'empereur demanda que l'administration de la principauté se fît en son nom jusqu'à la décision de l'affaire, attendu que Piombino était un fief de l'empire; mais

---

vée entre Grégoire XIII et le grand-duc de Toscane donnait aux brigands la faculté d'échapper aux poursuites, en passant alternativement d'un État dans un autre. Sixte V commença par menacer de mort les employés de la justice de Rome qui molliraient dans l'exercice de leurs fonctions; ensuite il s'entendit avec le grand-duc pour que les criminels ne trouvassent plus d'asile, et on leur fit la chasse comme à des bêtes féroces. Le pape ne mit pas plus de temps à réduire les barons romains à l'obéissance. (*Note du traducteur.*)

(1) Dovara dut négocier à Madrid pour Antonio au sujet de sa succession dans Sienne.

don Feliz ne tint nul compte de ses ordonnances, et gouverna dans l'intérim en qualité de prince. La garnison espagnole de Piombino reçut des renforts de Naples et du *Stato de' Presidi*; mais pendant ce temps Alfonso d'Appiano fit valoir les droits du dernier prince à Madrid, où l'on essaya de le déterminer à échanger Piombino contre des seigneuries dans le royaume de Naples, ou à vendre cette principauté.

Cependant, dans l'automne de quinze cent quatre-vingt-sept, une réconciliation s'était opérée entre le grand-duc et le cardinal, qui revint encore à Florence. Durant ce séjour du carninal en Toscane, Francesco éprouva des accès de fièvre le huit octobre; et comme il ne fut point possible de le tenir à un sage régime, qu'il voulait absolument étancher sa soif avec de l'eau glacée, les prescriptions des médecins n'obtinrent aucun résultat; au bout de deux jours, Bianca fut atteinte du même mal. Le dix-neuf octobre mourut Francesco; et Bianca (1), qui avait complétement ruiné sa constitution, à force de remèdes tentés contre sa stérilité, succomba le lendemain. Le cardinal prit possession de la capitale, des forts, ainsi que de la force publique; et les Toscans se réjouirent d'être délivrés d'un prince qui, par une infinité de défauts, leur était devenu à charge.

Le nouveau grand-duc Ferdinando, qui en même temps restait cardinal, s'efforça de relever à l'intérieur les principes de force à demi détruits sous Francesco, et de se soustraire à la dépendance accablante de l'Espagne, sous laquelle son frère était tombé en y entraînant le pays (1). La Toscane était déserte en comparaison de l'état où elle se trouvait au commencement du règne de Francesco. La population de Pise était descendue sous lui de vingt-deux mille habitants à huit mille. A la vérité Livourne devait au dernier grand-duc une fondation nouvelle, et acquit un immense développement lorsque, la réunion du Portugal avec la monarchie de Philippe II ayant fait passer le commerce des Indes-Orientales entre les mains des Hollandais et des Anglais, Francesco accorda de grandes faveurs à ces derniers dans le premier port de la Toscane. Mais, en somme, le déclin de la prospérité publique était frappant sous Francesco, qui laissa seulement un trésor bien rempli. Ferdinando sut très-bien le mettre à profit; car, à tous égards, c'était un vrai Medici, bienveillant pour chacun, plein d'un goût éclairé pour les nobles travaux de l'intelligence.

Avant tout il fallait se réconcilier avec Venise, l'unique puissance italienne qui, après avoir subi tant d'infortunes, après tant d'efforts pour se saisir du monopole exclusif des

---

(1) Ces deux morts si soudaines et presque simultanées donnèrent lieu à bien des rumeurs; les tragédies dont le palais Pitti avait été précédemment le théâtre, faisaient penser que l'on ne pouvait être frappé de mort naturelle dans la maison des Medici. On se rappelait encore avec terreur la fin effroyable de l'épouse de Pietro, de la fille de Cosimo, et les vengeances implacables exercées par les divers membres de cette famille. On se hâta de dire que Bianca avait voulu empoisonner le cardinal; que celui-ci, averti d'une manière miraculeuse, s'était abstenu du mets qui devait lui donner la mort, et que Francesco, étranger au complot, avait mangé des aliments contenant des substances vénéneuses; qu'alors Bianca, désespérée, avala aussitôt de ce mets fatal.

De semblables rumeurs n'étaient appuyées sur aucun fait, sur aucune observation; mais elles sont l'expression de l'opinion populaire sur les souverains de la Toscane. (*Note du traducteur.*)

(1) Ferdinando agit avec la plus grande réserve; voulant prévenir les soupçons des protecteurs de son frère, il affecta d'abord de ne pas vouloir séparer sa politique de celle de l'Espagne, et refusa de recevoir l'ambassadeur du roi de France Henri IV, quoique la république de Venise eût formellement reconnu ce souverain.

relations avec le Levant, se sentît véritablement indépendante de l'Espagne, et trouvât au moins dans cette indépendance quelque dédommagement pour la perte du commerce des Indes-Orientales. Le rapprochement fut d'autant plus facile, qu'il n'avait été empêché précédemment que par la vanité de Francesco. Bientôt le sénat et Ferdinando agirent dans un complet accord politique. L'union étroite de la Savoie avec l'Espagne, alors que Charles Emmanuel ne renonçait point à ses prétentions relativement au Montferrat, paraissait aussi menaçante pour Mantoue que pour la liberté de Gênes, et ces deux derniers États se rattachèrent à la politique italienne de Ferdinando. Le nouveau grand-duc n'éleva de dispute de titres avec personne, soutint les intérêts de la maison d'Este dans l'affaire de la succession de Ferrare, et trouva des dispositions bienveillantes à la cour de France. La reine Catherine lui proposa un mariage avec la princesse Christine de Lorraine, et offrit, s'il voulait y consentir, de résignertoute prétention à l'héritage de certains biens desMedici et des Orsini; il fut question aussi d'une dot de six cent mille écus. Ferdinando ne put d'abord se prononcer ouvertement pour ce parti; car l'investiture de Sienne dépendait de la cour d'Espagne; et cette cour était devenue très-soupçonneuse en voyant le nouveau grand-duc éloigner tous les Espagnols que Francesco avait pris à son service et auxquels il avait confié le commandement de ses forteresses, et faire occuper ces postes par des Italiens. A l'intérieur, Ferdinando limita le pouvoir de Serguidi, et il éleva à la dignité de chancelier Pietro de'Usimbardi da Colle, homme habile et dévoué. Beaucoup de serviteurs et d'employés de Cosimo avaient été éloignés par Francesco; il les rappela, et toutefois il respecta la mémoire de son frère: car il laissa à Antonio le nom de Medici, ainsi que les biens qui lui avaient été attribués par Francesco, encore bien qu'il eût la certitude de la supposition de sa personne.

Cependant la cour d'Espagne fit dans son intérêt des propositions de mariage à Ferdinando, en rappelant la condition secrète souscrite par Cosimo au moment de l'accord au sujet de Sienne, de ne pas former d'alliance pour ses fils sans l'agrément du roi. Mais le grand-duc déclina cet engagement, qui pour lui, n'était pas obligatoire. D'un autre côté les négociations relatives au mariage de Pietro marchaient vers une conclusion, et Ferdinando sur ce point adopta les vues de l'Espagne.

Le cabinet de Madrid ne suivait pas avec moins d'inquiétude la politique du pape, qui en toutes choses se montrait entreprenant et énergique, réglait de nouveau l'administration de l'Etat ecclésiastique, amassait un trésor, faisait équiper dix galères, et se livrait à une grande activité; l'on pensait qu'il pouvait bien méditer une attaque sur Naples (1). Avec l'agrément du pape, Ferdinando céda en quinze cent quatre-vingt-huit son chapeau de cardinal à Francesco del Monte. Le quinze février quinze cent quatre-vingt-neuf se célébrèrent solennellement ses fiançailles avec la princesse de Lorraine, qui se mit ensuite en route pour Marseille, puis fut conduite par Pietro à Florence, en touchant à Gênes et à Livourne. Le mariage de Pietro avec une dame de la maison portugaise de Meneses, la fille du duc de Villaréal, éprouva des lenteurs à cause de la dot; la cour d'Espagne voulut tirer parti de ces retards pour intriguer contre Ferdinando qui, de son côté, réclama de l'Espagne les sommes empruntées jadis à Francesco. On a

(1) L'activité de ce pape ne fut pas moins grande pour l'embellissement de Rome; nous nous contenterons de rappeler qu'il fit dresser plusieurs obélisques déposés à Rome depuis longtemps, disposer le nouveau local de la bibliothèque dans le Vatican, orner le palais de Latran, décorer la colonne Antonine, relever le colosse de Monte-Cavallo, etc.

déjà raconté comment Ferdinando intervint dans les affaires du midi de la France contre la Savoie rattachée aux intérêts espagnols (1); comment les événements de Piombino lui avaient fait prendre une attitude hostile envers l'Espagne. Cependant il vivait en parfait accord avec son épouse, et tous ses rapports de famille, si l'on excepte Pietro, tournaient à sa pleine satisfaction. Pise et Livourne refleurirent par ses soins, et la dernière place devint une sorte d'État libre pour les juifs et les nouveaux chrétiens qui étaient persécutés dans la Péninsule ibérique, pour les bandits dont on faisait la chasse en Italie; la population s'accrut d'une manière extraordinaire. Les Génois assistaient aux foires de Pise; les Provençaux et les Anglais visitaient Livourne; l'union étroite avec la France fut encore fortifiée par l'avénement d'Henri IV, et le grand-duc soutint ce prince par des sommes importantes contre le parti de l'Espagne et de la Ligue. Ferdinando agit même avec succès pour rendre le pape plus favorable au roi Henri, et le poussa à entraver les plans de l'Espagne relativement à la France; les choses allèrent au point que l'ambassadeur espagnol Olivarez menaça le pape d'un concile et de la guerre; mais on lui répondit par la menace de l'excommunication de Philippe II, et de la prédication d'une croisade contre ce monarque (1). En Allemagne, Ferdinando se montra plus froid envers la cour d'Autriche, et se trouva en meilleurs termes avec les princes protestants, nommément avec les électeurs de Hesse et de Saxe. Olivarez ne voulait pas engager le roi dans une guerre d'Italie; car la politique espagnole tendait à y maintenir la paix, mais à de telles conditions, que les princes du pays, toujours en discorde entre eux, demeurassent dans la dépendance de l'Espagne, ou du moins n'acquissent pas assez de force pour être redoutables. Toutefois, afin de susciter des obstacles au grand-duc, Olivarez poussa le duc de Montemarciano, Alfonso de' Piccoluomini, qui avait quitté le service de France pour revenir en Italie, à lever une armée de bandits en Piémont et dans la seigneurie de

(1) Ferdinando montra une intelligence parfaite des intérêts italiens en cherchant à conserver une autorité puissante à la France, qui seule pouvait en imposer à l'Espagne et l'empêcher d'anéantir les restes d'indépendance de l'Italie; et plus Philippe II se montrait ardent à effacer les dernières traces de l'influence française, plus les États de la Péninsule qui tenaient encore à maintenir leur influence nationale se trouvaient disposés à se rattacher à la France. Voilà ce qui affaiblit l'effet de l'hérésie d'Henri IV; ce qui fit que Gênes, ville de catholicisme, se rallia au grand-duc de Toscane pour chercher un soutien de sa liberté dans l'ancien chef des huguenots français; car elle craignait d'être accablée entièrement par le roi d'Espagne et par le duc de Savoie; et ces deux souverains seraient intéressés à la ménager par crainte de la voir relever l'influence française. *(Note du traducteur.)*

(1) Philippe II voulait que le pontife expulsât de Rome l'ambassadeur du roi de France; mais Sixte V, malgré la rigueur de son caractère, n'était pas disposé à interdire à Henri IV tout espoir d'accommodement avec le saint-siége. Il sentait bien d'ailleurs qu'en renversant la puissance de la France, il livrerait l'Italie à la merci des Espagnols. L'orgueil et l'insolence des représentants du roi catholique étaient devenus intolérables. Quand Olivarez exigea même qu'il excommuniât les cardinaux et prélats partisans d'Henri de Navarre, le Pape s'indigna que l'on prétendit lui tracer des règles de conduite dans les affaires de la religion. Alors Philippe lui fit proposer une alliance pour donner un roi catholique à la France, et l'envoi de vingt-cinq mille fantassins des États pontificaux et de vingt-quatre mille Espagnols au secours des ligueurs de France. Sixte V fut retenu par les représentations de l'envoyé de Venise et des chargés d'affaires du grand-duc, et la mort vint le saisir au milieu de ses irrésolutions. *(Note du traducteur.)*

Milan, afin de faire une irruption en Toscane, et de s'établir fortement dans les montagnes du territoire de Pistoja. Ferdinando mit à haut prix la tête du chef des bandits, le chassa de la Toscane, et ses troupes se dispersèrent en grande partie. Alfonso s'échappa avec quelques hommes dans le pays de Plaisance. En même temps, sous divers prétexte, furent retenus par les Espagnols et par les Piémontais tous les bâtiments qui transportaient des grains des mers du Nord dans la Toscane, où se faisait sentir alors une cruelle disette. En dépit de toutes ces entraves, Ferdinando parvint à soulager la détresse de ses sujets, sut acquérir leur amour, et parut avoir obtenu pour cela les récompenses du ciel ; car le douze mai quinze cent quatre-vingt-onze son épouse lui donna un fils, qui fut appelé Cosimo.

Dans la même année (le vingt-sept août) mourut le pape Sixte V, qui s'était rendu si terrible par son énergie, que les Romains répétaient son nom comme leurs ancêtres avaient prononcé celui d'Annibal (1). Afin de réunir un trésor, et de pouvoir exécuter ses plans, non-seulement il accabla ses sujets par des impôts jusqu'alors inconnus, mais il vendit les emplois publics ; au reste son gouvernement fut empreint fortement d'un caractère monacal ; et il établit ses principes, adopta des systèmes en les considérant sous le point de vue le plus abstrait, sans égard pour les sentiments généraux et pour les rapports naissant tout naturellement du développement de l'humanité (2).

Comme peu à peu Sixte V s'était redressé contre l'influence de l'Espagne et s'était rapproché du parti d'Henri IV en France, après sa mort il se forma dans le conclave un parti espagnol et un parti indépendant, dit sixtin. A la tête du premier était le cardinal Madruzzo, le second était conduit par le cardinal de Montalto. Si le grand-duc Ferdinando, qui avait une grande influence sur le parti sixtin, voulait avoir un pape dans son intérêt, il devait essayer de décider le cardinal de Montalto à élire un candidat, qui, sans être opposé aux Espagnols, fût en rapports intimes avec la cour de Florence; et cet homme était le cardinal Castagna. Comme le cardinal de Montalto n'adopta point ces vues, les cardinaux attachés aux intérêts de Florence, passèrent pour la plupart au parti espagnol; et toutefois, le quinze septembre, l'on parvint à faire tomber la triple couronne sur la tête de Giovanni Battista Castagna ; il prit le nom d'Urbain VII, mais dès le seize du même mois il tomba malade, et mourut le vingt-sept (1).

---

(1) Muratori, vol. xv, p. 89 : « Sotto di lui tutti tremavano: tanto era il vigore della sua giustizia, quasi chè egli nulla curasse di farsi amare da sudditi suoi. Dicono che anche oggidì si fa paura a i fanciulli col suo nome ! »

(2) L'auteur ici oublie les circonstances au milieu desquelles Sixte V parvint au pouvoir, et qui rendaient son action nécessaire et providentielle. Ce n'est pas avec les moyens d'un gouvernement civil régulier qu'il aurait pu combattre les effroyables désordres nés d'une longue anarchie, et de la monstrueuse corruption des souverains d'Italie. Comment avec l'action calme de la justice séculière aurait-il détruit les bandits, puisqu'il n'y avait point de force publique? Quel concours aurait-il trouvé dans les classes les plus intéressées au maintien de l'ordre, puisque les nobles se faisaient chefs de bandits? La société politique et civile lui manquait; il fallait bien qu'il eût recours à un pouvoir supérieur. La conduite de Sixte V fut dictée par le sentiment réel de l'état des choses au milieu desquelles il était jeté. Il ne pouvait dominer que par la crainte, et sa domination était nécessaire pour le maintien de l'ordre social. (*Note du traducteur.*)

(1) Dans un règne si court, Urbain eut cependant le temps de laisser des regrets. Il se montra bienfaisant, généreux envers les cardinaux pauvres, et prompt à réprimer l'orgueil et l'avidité de ses parents, provoqués par son élévation.

Comme l'élection d'Urbain VII avait divisé Ferdinando et le cardinal de Montalto, et que l'on ne pouvait plus se flatter de trouver un homme comme Urbain, également agréable au grand-duc et à la cour de Madrid, les Espagnols acquirent une prépondérance si décisive dans l'élection, qu'ils ne se donnèrent pas la peine de la dissimuler. Mais les cardinaux opposés pouvaient encore empêcher la conclusion de l'élection; le conclave traîna donc en longueur, et sur ces entrefaites le duc de Montemarciano entra sur le territoire de l'État ecclésiastique avec une troupe de bandits; Marco Sciarra en forma une seconde dans les Abruzzes, et de là il porta le pillage sur les cantons environnants. Une troisième se réunit, sous Battistella, dans la seigneurie féodale de Castro. Enfin Olivarez menaça d'un siége les cardinaux rassemblés. Des troupes florentines vinrent au secours des cardinaux; mais la famine et les troubles de la ville, le voisinage et les menaces de Piccoluomini les avaient sur ces entrefaites déterminés à céder au parti espagnol; et le cinq décembre ils avaient élu le cardinal de Crémone, Niccolò de' Sfondrati, fils de l'ancien sénateur de Milan, qui prit le nom de Grégoire XIV (1). Pour avoir un soutien énergique prêt à subvenir à sa foiblesse physique, le nouveau pontife éleva aussitôt son neveu Paolo de Sfondrati, à la dignité de cardinal. Au reste son inaction politique répondit bien à sa constitution débile : quoiqu'il partageât les vues des Espagnols, sa conduite semblait annoncer une indifférence complète pour tous les partis; et il ne se donna du mouvement que pour la ligue de France, à laquelle il fit parvenir des sommes d'argent, et qu'il soutint par des troupes enrôlées en Suisse et en Italie (1).

Les troupes toscanes, sous Camillo del Monte, battirent près de San-Giovanni di Bieda Alfonso de' Piccoluomini, après avoir empêché sa réunion avec Sciarra, le chassèrent vers la Romagne, et le réduisirent à se rendre, le deux janvier quinze cent quatre-vingt-onze, dans Staggia près de Cesena. Le pape demanda son extradition; mais Ferdinando représenta que ce chef était sujet toscan, et le fit pendre au mois de mars. D'un autre côté le grand-duc soulagea Rome, où la famine déployait maintenant ses horreurs, et y expédia des grains de Livourne. Au reste, quant à la politique italienne, les circonstances les plus importantes du pontificat de Grégoire XIV furent les négociations, dont il a déjà été question, relatives à la succession de Ferrare (2); et, sans avoir

(1) Le conclave dura deux mois à cause des exigences de l'Espagne, qui voulait absolument pour souverain pontife le cardinal Gabriele Paleotto, son partisan déclaré, tout disposé à entrer dans une confédération contre le roi Henri de France. Le cardinal de Montalto se refusait au choix d'un homme d'une opinion si tranchée, et la France se bornait à souhaiter un pape neutre et paisible. Venise partageait des vœux si modestes. Le cardinal de Montalto, qui disposait de vingt-quatre voix, parvint à exclure Paleotto, et le parti espagnol dut se contenter du cardinal de' Sfondrati, qu'elle savait au moins disposé à se mêler activement des affaires de France. (*Note du traducteur.*)

(1) Grégoire XIV semblait avoir réservé toute sa vigueur d'esprit pour les affaires de France. Il commença par blâmer les hésitations de Sixte V vers la fin de sa vie; et, pour solder les troupes auxiliaires destinées à la ligue, il se saisit, malgré l'opposition des cardinaux, des sommes déposées par Sixte V au château Saint-Ange. Il prit des mesures financières pour assurer à la ligue des subsides de quinze mille ducats par mois, et releva un parti qui semblait abattu et prêt à se soumettre. D'ailleurs il annonçait l'arrivée prochaine de son neveu, créé par lui duc de Montemarciano, à la tête de troupes considérables d'infanterie et de cavalerie.

(2) On a vu plus haut le rôle que Grégoire joua dans toute cette affaire, et comment l'hu-

eu le temps d'accomplir rien d'important, ce pape tomba malade dans l'automne, et mourut le quinze octobre.

Durant son règne si court, la famine qui désolait le pays fit grossir les troupes de bandits ; à ces fléaux vint se joindre une maladie pestilentielle (1), et sous l'influence de ces augures sinistres on s'occupa de nommer un souverain pontife. Cette fois Ferdinando et les Espagnols s'entendirent facilement sur le choix du cardinal Facchinetti, Bolonais de basse naissance, qui s'était élevé par le crédit de la maison de Farnese. Malgré l'opposition du cardinal de Montalto, l'élection eut lieu le vingt-neuf octobre, et Facchinetti se nomma Innocent IX.

Cependant Pietro avait été gagné complétement par la cour d'Espagne, et jeté dans des intérêts opposés à ceux de son frère le grand-duc ; en voyant Ferdinando se mêler des affaires de France, et occuper le château d'If, dont le duc de Savoie s'était flatté de se saisir, Pietro prétendit que son frère soutenait Henri IV contre Philippe II, et lui fournissait même des troupes. Comme Pietro avait en Espagne une masse de dettes énorme, Ferdinando, qui lui-même avait un fils, ne pressait plus la conclusion du mariage toujours ajourné de ce prince ; il aurait plutôt désiré son élévation à la dignité de cardinal. Tout cela entraîna une infinité de démarches, une longue suite de négociations, au milieu desquelles mourut aussi Innocent IX, le trente décembre. Dans le conclave suivant, les partisans de l'Espagne, de la Toscane, et la fraction dirigée par le cardinal de Montalto, s'accordèrent pour élever sur la chaire de saint Pierre, le trente janvier quinze cent quatre-vingt-douze, le cardinal Ippolito de' Aldobrandini, fils du fameux jurisconsulte Salvestro de' Aldobrandini, qui prit le nom de Clément VIII.

Comme les Espagnols, sous le règne d'Innocent, dans le Stato de' Presidi, avaient ouvert les rangs de leur armée à la bande de Battistella et à tous les autres bandits des maremmes, il ne restait plus que les hordes de Marco Sciarra, qui maintenant se retirèrent devant les troupes pontificales, sur les Abruzzes, où elles furent engagées au service de la république de Venise, par le comte Pietro Gabuzio. Irrité de cet acte de Venise, Clément menaça la république ; et, sur le refus du sénat de livrer Sciarra, le pape agit si vigoureusement que le gouvernement vénitien, voulant se tirer de ce mauvais pas, fit mettre à mort le chef de bandits, et transporter ses gens à Candie (1). Ferdinando se trouvait en état de fournir de Livourne au pape, une assez grande quantité de grains ; les plus grandes plaies du pays commencè-

---

miliation qu'il éprouva dans le collége sacré précipita sa fin.

(1) A Rome même, en quinze cent quatre-vingt-dix et quinze cent quatre-vingt-onze, cette peste enleva soixante mille personnes. Sismondi, p. 191.

(1) Tous les États véritablement indépendants de l'Italie se sentaient disposés à seconder les efforts de Clément, et à lui donner des marques sincères de déférence. Quoiqu'il affectât d'abord de grands égards pour la couronne d'Espagne, il ne songeait en réalité qu'à remettre le saint-siége dans ses conditions de puissance médiatrice et prépondérante. Le grand-duc de Toscane et le sénat de Venise avaient bien démêlé ces vues, et voilà pourquoi ils avaient poussé à son élection ; car ils voulaient se délivrer de la tyrannie intolérable de l'Espagne. Clément mettait aussi de grandes espérances en Venise et dans Ferdinando pour l'exécution de ses plans ; mais il voyait qu'avant tout il fallait rétablir l'ordre autour de lui, reformer une administration, et il se sentit d'autant plus irrité d'être entravé dans ses premiers mouvements par la puissance qui était si fortement intéressée à ses succès. De là la vivacité de ses réclamations auprès de la république. Une vanité de gouvernement empêcha seule Venise de céder aussitôt ; mais on s'entendit bientôt, l'intérêt commun étant trop pressant pour que le malentendu pût se prolonger beaucoup. (*Note du traducteur.*)

ment à se cicatriser bientôt après l'intronisation de Clément.

Quoique la Toscane eût à souffrir aussi de la famine et de la peste, Ferdinando avait si bien réglé l'administration de ses États, qu'il pouvait encore s'occuper d'objets tout différents pour améliorer la situation du pays. Le cours de l'Arno fut dirigé d'une manière plus profitable; l'on s'occupa de dessécher les terrains jusqu'alors inondés, de peupler les maremmes. Durant cette activité bienfaisante du grand-duc, les Espagnols ne renonçaient pas à leurs perfides manœuvres; ils appuyaient particulièrement les démarches de Pietro, qui réclamait la moitié de la succession de Francesco. Ferdinando fut ainsi conduit naturellement à se rapprocher toujours davantage d'Henri IV de France, et ses représentations exercèrent une influence réelle sur la résolution de ce prince quant au changement de religion (1). L'union intime du grand-duc et de la cour de France inspira aux Espagnols l'idée de séparer le fief de Sienne du reste de la Toscane, et d'en investir Pietro; celui-ci prit aussitôt le titre de duc de Sienne; et néanmoins ces dispositions hostiles de la cour d'Espagne n'empêchèrent point Ferdinando de fournir de fortes sommes à l'empereur Rudolf en quinze cent quatre-vingt-treize, et l'année suivante de le soutenir par des troupes nombreuses dans sa lutte contre les Turcs.

Afin de ne pas soulever aussitôt contre lui les Espagnols, Clément se montra d'abord froid et sévère avec les envoyés d'Henri IV; mais il ne considérait pas moins une union étroite avec Ferdinando et un rapprochement avec Henri, par le moyen du grand-duc, comme la voie la plus sûre pour arriver à l'affranchissement du joug espagnol. Les cardinaux de Tolède et de Montalto furent également gagnés pour Henri IV, et enfin le cardinal Aldobrandini lui-même embrassa les mêmes intérêts. Toutefois il y avait encore bien des obstacles à surmonter; il fallait encore passer par de longues négociations avant qu'Henri pût être reçu ouvertement en grâce par le pape; encore ce succès fut-il dû principalement à ses triomphes en France. Le parti espagnol quitta la ville avec les cardinaux qui le dirigeaient; l'ambassadeur d'Espagne, c'était alors le duc de Sessa, appela des troupes de bandits des Abruzzes pour les lancer sur l'État de l'Église. Mais d'un autre côté les Vénitiens montrèrent franchement leur opposition aux Espagnols en se rattachant aux Français à Rome. Le huit septembre quinze cent quatre-vingt-quinze, Henri fut déclaré par Clément réconcilié avec l'Église catholique (1).

---

(1) Comme le roi d'Espagne cherchait à mettre la France sous son patronage, les gouvernements italiens, pour ne pas être écrasés par la tyrannie espagnole, désiraient vivement le triomphe d'Henri IV, et le pape ne demandait que la conversion de ce prince pour le reconnaître bien vite. Le roi, cédant à de puissantes considérations, s'ouvrit sur ses intentions nouvelles avec le grand-duc de Toscane, qui, de concert avec le sénat de Venise, agit sans relâche pour amener un si grand résultat. Le pape ne renonça point à sa rigueur apparente, de crainte de donner des soupçons aux Espagnols; il évita de voir les envoyés du roi de France à Rome; mais il autorisa secrètement les démarches du grand-duc de Toscane. Ferdinando pressa vivement Henri d'entrer dans le sein de l'Église catholique, et mit d'autant plus de chaleur dans ses exhortations, que, s'il y allait du salut du roi, il s'agissait aussi de l'affranchissement de l'Italie. Il lui montrait que la différence de religion empêchait seule les Italiens de l'appeler à leur aide pour les délivrer d'un joug odieux. Après que le roi eut embrassé la foi catholique, le grand-duc fut encore l'instrument le plus actif de sa réconciliation définitive avec le saint-siége; et dans toute cette affaire, s'il montra un grand esprit de tolérance, il fit preuve en même temps d'une profonde intelligence des intérêts de la Péninsule. (*Note du traducteur.*)

(1) Si les royalistes sincères de France se

Pendant tout ce temps Ferdinando avait fourni de l'argent à l'empereur, et des troupes au prince de Transylvanie contre les Turcs ; en même temps il avait décidé le pape à soutenir l'empereur, et à envoyer à son secours en Hongrie douze mille fantassins et mille cavaliers sous les ordres de Giovanni degli Aldobrandini. Le roi d'Espagne, qui avait vu l'opposition à ses vues prendre, dans les derniers temps, une si grande consistance en Italie, craignait encore plus d'exposer entièrement son influence dominante en ce pays aux hasards d'une guerre ; il cherchait donc d'un côté à éviter toute rupture funeste, et de l'autre à occuper le grand-duc et les Vénitiens par des débats avec leurs voisins italiens. Ferdinando se vengea pleinement, en faisant passer peu à peu au roi Henri de France, des sommes considérables pour la guerre contre l'Espagne. Mais extérieurement le grand-duc observait toutes les formes des convenances, et affectait toutes sortes d'égards pour l'Espagne (1).

Cependant Pietro était devenu extrêmement à charge à la cour d'Espagne, et à la fin on fut très-satisfait de pouvoir l'éloigner et le faire partir pour Rome. Clément le vit arriver avec chagrin, et pressa si vivement son retour en Espagne; les Florentins présents dans la capitale de la chrétienté l'évitèrent avec tant de soin, et montrèrent tant de dégoût pour sa personne, qu'après un court séjour il regagna les côtes d'Espagne. Après la mort de Philippe II, il retrouva dans ce pays un soutien actif de ses réclamations sur la Toscane, par l'intervention de Philippe III. Enfin le faible intérêt que la cour de France montra pour les affaires d'Italie et pour les vues de Ferdinando, depuis qu'elle n'eut plus besoin de lui, éloigna celui-ci du roi Henri, et lui inspira l'idée de se réconcilier autant que possible avec l'Espagne. La garnison toscane du château d'If, place laissée en gage au grand-duc pour les sommes avancées à Henri, qui avait rendu de si bons services contre l'Espagne et contre la Savoie, devint maintenant très à charge aux Français; des hostilités même s'engagèrent entre les Marseillais et les Toscans de l'île d'If; et ce ne fut guère qu'à l'époque de la paix de Vervins, au mois de mai quinze cent quatre-vingt-dix-huit, qu'un traité intervint entre la Toscane et la France, sur le payement des sommes prêtées par Ferdinando, et sur l'évacuation de l'île d'If.

Cependant les troupes mises en mouvement pour l'affaire de la succession de Ferrare étant disponibles, le cardinal Aldobrandini, d'accord avec le duc de Sessa et avec Doria, voulait les employer contre la Toscane, afin de constituer ici, aux dépens du grand-duc, une principauté à la famille Aldobrandini; mais l'entreprise échoua contre l'opposition du cabinet espagnol, qui craignait d'attirer les Français en Italie, et qui voulait éviter toute guerre dans cette Péninsule.

La mort de Philippe rendait nécessaire une nouvelle investiture de Sienne; mais Philippe III voulait différer cet acte jusqu'à ce que Pietro fût satisfait. Probablement on voulait se servir des prétentions de Pietro, seulement comme d'un moyen d'arracher de nouveaux emprunts à la Toscane; mais Ferdinando ayant refusé obstinément de faire encore des avances, les intérêts de Pietro furent soutenus avec plus d'ardeur, et l'investiture de Sienne fut encore ajournée à un plus long terme, lorsque Henri IV rechercha la nièce de Ferdinando, Maria de' Medici, qu'il épousa en seize cent (1).

---

réjouirent de voir Henri IV recueilli dans le sein de l'Église catholique, l'Italie tout entière s'émut aussi fortement de cette grande nouvelle; car le monarque français était à ses yeux le boulevard de sa liberté.

(1) On voit à quelle importance était parvenu le grand-duc avec sa conduite modeste et mesurée; il avait étendu son influence bien au delà de l'Italie. Il était devenu en quelque sorte le centre autour duquel tournait une grande partie des intérêts de l'Europe.

(1) Le pape, tout en travaillant à la paix, qui

Pendant tout l'espace que nous venons de parcourir, la république de Lucques resta dans l'indépendance à l'égard du grand duché de Toscane, continuant une existence presque inaperçue. Ce qui la protégeait, c'est que sa liberté était comme le bouclier de Gênes contre la Toscane. Sa constitution était entièrement telle que dans le passé (1) : un gonfalonier et neuf *anziani* formaient la *signoria*, qui changeait tous les deux mois; le conseil des trente-six était renouvelé tous les six mois, et le grand conseil des quatre-vingt-dix tous les ans. C'était la généralité des *signori* et des conseillers en fonctions qui, comme collége électoral constitué, nommait aux places dans la *signoria* et les conseils, en sorte qu'il se forma bientôt une aristocratie factice très-exclusive, établie dans de fortes positions (2), tandis que la république semblait régie par des principes démocratiques. Un soulèvement de peuple en quinze cent trente et un avait forcé d'admettre dans les conseils des citoyens qui n'appartenaient pas aux classes aristocratiques; mais, avec l'aide de cent soldats étrangers que prit la *signoria* pour garder le *palazzo publico*, dès l'année quinze cent trente-deux, tout était déjà remis sur l'ancien pied; et après la chute de Sienne, le gonfalonier Martin Bernardino fit adopter en décembre quinze cent cinquante-six les dispositions appelées de son nom *legge martinima*, qui exclurent des emplois publics tous les fils d'étrangers et les habitants du district, et assirent l'aristocratie sur une base solide. En seize cent, il y avait encore cent soixante-huit familles participant à cette aristocratie; jusqu'en dix-sept cent quatre-vingt-dix-sept, il en disparut un grand nombre, et alors il n'en restait plus que quatre-vingt-huit.

Les Lucquois, durant le règne de Cosimo, s'étaient rattachés au parti ennemi de ce prince, sans se porter à des hostilités ouvertes contre lui; ils firent de même pendant le gouvernement de Ferdinando, en tenant essentiellement pour Gênes et pour l'Espagne; et voilà pourquoi peut-être, tant que Ferdinando dirigea la Toscane dans un intérêt entièrement espagnol, on ne peut signaler aucune espèce d'attaque de la part des Lucquois.

Venise au contraire, à mesure qu'elle se relevait de son abattement, et que, sans recouvrer ses anciennes richesses, elle parvenait cependant à une nouvelle prospérité, Venise prenait une attitude d'opposition d'autant plus décidée à l'Espagne, que la politique espagnole tendait chaque jour da-

---

devait se conclure par le traité de Lyon, entre le roi de France et le duc de Savoie, en seize cent un, sentait bien que les conditions seraient défavorables à l'Italie, puisqu'en fermant absolument ce pays à la France elle le laissait sans protection contre la tyrannie des Espagnols. Il partageait les inquiétudes de Venise, du duc de Mantoue et du grand-duc de Toscane, en voyant les Espagnols concentrer des troupes considérables dans le Milanais. Aussi, pour rattacher le roi de France aux intérêts italiens, il seconda le projet d'alliance entre ce prince et le grand-duc, et ce fut le cardinal-légat Aldobrandini qui, en passant à Florence, bénit le mariage par procuration d'Henri IV avec Marie de Médicis. On espérait, par cette union, attirer sur l'Italie l'attention du roi, qui se portait ailleurs. Ferdinando imposa silence au ressentiment qu'il pouvait nourrir contre son ingrat allié, pour n'écouter que la voix de l'intérêt général, et d'ailleurs son orgueil devait être flatté de voir l'illustre maison de France s'unir encore une fois à la sienne. Mais il devait pressentir maintenant le mauvais vouloir de l'Espagne relativement à l'affaire de Sienne, et l'hostilité toujours plus active du duc de Savoie. (*Note du traducteur.*)

(1) Sismondi, p. 207.

(2) Toutes ces autorités paraissaient fort plaisantes aux Florentins, qui, par moquerie, donnaient aux membres des corps organisés ainsi d'une manière exclusive, le nom de *signori del cerchiolino.*

vantage à éviter toute guerre en Italie (1). Le principe le plus énergique de la vie de la république à cette époque était le commerce du Levant. Quiconque a, comme les Turcs, une influence décisive sur ce commerce, acquiert à ses yeux la plus haute importance politique ; ruiner ces relations, comme font les galères des chevaliers de Saint-Etienne, et les bâtiments des vice-rois napolitains, saisissant même les transports vénitiens lorsqu'ils sont chargés de marchandises turques, c'est attaquer en quelque sorte la république au centre de son existence. Comme, en ce qui se rattache au continent italien, la politique de Venise s'exerçait dans le cercle des négociations, des provocations et des instances secrètes, des observations ou des services clandestins, sans se hasarder à de véritables actes, si l'on excepte la reconnaissance d'Henri IV, et qu'elle consistait à maintenir le *statu quo* de l'Italie contre les prétentions de la cour de Madrid, à protéger les petits États contre l'oppression de l'Espagne et de ses alliés, nous passons ces détails et ces complications. Le résultat de toutes ses manœuvres, c'est que la république apparaît toujours comme l'adversaire des princes entièrement dévoués à l'Espagne ; aussitôt qu'ils veulent s'avancer au delà de la ligne derrière laquelle ils doivent se tenir, elle se présente comme l'amie de tous ceux qui sont menacés par l'Espagne ; par exemple de Ferdinando de Toscane et d'Henri IV. Quant à l'histoire des rapports de Venise avec la Turquie, nous la ramenons en général aux récits des attaques des Turcs sur les côtes d'Italie (1).

Il y avait quelque temps que l'Italie n'était plus aussi fortement menacée par la

(1) Depuis que Venise avait failli être prise dans le choc des grandes puissances militaires, et que son système de conquêtes sur le continent l'avait conduite si près de sa ruine, elle était effrayée de tout mouvement violent, et ne voulait plus se jeter dans les chances des batailles. Ainsi, en quinze cent quarante-sept, le sénat s'était refusé à l'alliance proposée par le pape Paul et le roi Henri de France. Il avait laissé sans secours le duc de Ferrare humilié par le pape en quinze cent cinquante-sept ; il avait employé tous ses efforts pour déterminer à la paix Henri de France et Philippe d'Espagne en quinze cent cinquante-huit. S'il avait fait une ligue avec le pape et le roi d'Espagne en quinze cent soixante-dix, c'est que toutes ses soumissions n'avaient pu détourner la colère du sultan Sélim, et que les Turcs voulaient arracher l'île de Chypre à la république; et, s'il triompha par le grand fait d'armes de Lépante, c'est qu'il voyait dans ce succès un acheminement à la paix avec les infidèles, qui en effet se conclut en quinze cent soixante-quatorze; et la même année il profita du séjour à Venise du nouveau roi de France, Henri III, pour faire disparaître les semences de discorde. En quinze cent soixante-dix-huit, il avait profité du mariage du grand-duc Francesco avec Bianca Capello, pour adopter cette patricienne comme fille de la république, et resserrer les liens de Venise et de la Toscane ; et, pour surveiller de plus près les désordres intérieurs qui auraient pu conduire à des débats avec ses voisins, il fit rentrer, en quinze cent quatre-vingt-cinq, le conseil des dix dans le pouvoir qu'il possédait avant quatorze cent soixante-huit. (*Note du traducteur.*)

(1) Quant aux doges qui, dans ces temps, furent placés à la tête de la république, voici leur ordre de succession :

Girolamo de' Priuli, 1er septembre 1559-4 novembre 1567.

Pietro Loredano, 26 novembre 1567-3 mai 1570.

Luigi Mocenigo, 9 ou 11 mai 1570-4 juin 1577.

Sebastiano Venier, 11 juin 1577-3 mars 1578.

Niccolò da Ponte, 18 mars 1578-30 juillet 1585.

Pasquale Cicogna, 18 août 1585-2 avril 1595.

Marino Grimani, 22 ou 26 avril 1595-25 décembre 1605.

puissance des Turcs. La lutte des deux parts, à l'exception de la grande entreprise contre Malte, en quinze cent soixante-cinq, ne s'était guère continuée que par de petites expéditions navales et quelques captures sur mer. Les tentatives de Dragut sur les côtes romaines et napolitaines avaient bien déterminé le pape en quinze cent soixante et un à fortifier le Borgo de Rome, à compléter les ouvrages d'Ancône et de Civita Vecchia; la côte de Ligurie avait aussi été inquiétée; en quinze cent soixante-trois, Dragut avait causé de grands dommages aux Napolitains; il avait même cette fois commis des déprédations sur la côte de Ligurie; un chef de bandits de la Calabre, Marco da Cotrone, qui osa prendre le titre royal, et fut appelé par le peuple *il re Marcone*, se mit en communications fréquentes avec ces pirates sarrasins; de sorte que le vice-roi fut obligé d'envoyer contre lui un corps de deux mille hommes; mais l'attaque, d'abord couronnée de succès, des flottes réunies d'Espagne, de Naples, de Sicile et de Gênes, commandées par Garcia de Tolède en quinze cent soixante-quatre sur le Peñon, qui fut aussi soutenue par les Maltais, les Piémontais, les Portugais et les Toscans, rappela les forces turques, poussa à une entreprise bien plus importante, à l'expédition contre Malte, sous Piale et Mustafa pacha, dont il a déjà été question en quinze cent soixante-cinq, et qui échoua complétement contre la glorieuse défense de l'île, par le grand maître Lavalette, grâce au secours opportun apporté par le vice-roi de Sicile, Garcia de Tolède. Il a déjà été question de l'entreprise de Piale contre Chios l'année suivante; il faut y rattacher aussi les nouvelles attaques contre les côtes des territoires espagnols. Mais les armements du vice-roi de Sicile mirent bientôt l'Occident à l'abri des flottes turques. Les principaux efforts des Ottomans se portèrent contre la Hongrie; et là le sultan Suleiman trouva sa fin.

Dans l'époque qui suit immédiatement, les armées turques trouvèrent de l'occupation en Arabie, jusqu'à ce que dans la cinquième année du règne de Sélim fut mûri le plan d'arracher Chypre aux Vénitiens (1). L'un des favoris de Sélim, le juif portugais Joseph Nassy, que le sultan nomma duc de Naxos et des douze Cyclades les plus importantes, poursuivait depuis longtemps ce projet; car, en vertu d'une promesse de son maître, faite au sein de l'ivresse, il espérait devenir roi de Chypre; vraisemblablement c'est à son instigation que le feu fut mis à l'immense arsenal de Venise, dans la nuit du quatorze au quinze septembre quinze cent soixante-neuf; et ce sont ses émissaires qui causèrent l'explosion du magasin à poudre. Les pertes énormes entraînées par ces désastres, les dégâts que subirent les maisons et les bâtiments relevèrent les espérances des Turcs et les excitèrent à la guerre. Il y avait encore quelques scrupules sur la violation de traités à peine conclus; le mufti les dissipa par un *fetwa*, portant que la rupture de la paix envers les infidèles était un acte méritoire. Ensuite un *tschausch* turc alla réclamer à Venise l'abandon de Chypre, comme le prix du maintien de la paix, ce qui provoqua la colère du peuple. Sur le refus bien nettement exprimé, rapporté par son messager, Sélim résolut de faire une conquête pour laquelle tout était déjà préparé. Mustafa et l'ancien capudan pacha Piale furent chargés de poursuivre cette guerre de Chypre, le premier comme *serasker* des troupes de terre, l'autre en qualité de commandant des forces navales. Des bâtiments sortirent continuellement des ports turcs; au mois de mai, l'on en comptait en tout trois cent soixante, qui devaient réunir leurs efforts contre l'île. Le premier juin, l'armée des infidèles fut débarquée dans

---

(1) Joseph de Hammer *Histoire de l'empire ottoman*.

le voisinage de Limasol (1), et lorsqu'au bout de quinze jours l'artillerie de siége eut aussi été mise à terre, l'on dirigea les attaques contre Nicosia, qui était bien fortifiée, et défendue par dix mille hommes.

Pendant le siége de Nicosia arriva la nouvelle qu'Uludsch Ali (Ochiali (2), *beglerbeg* d'Alger, avait mis fin à la domination de la maison des Beni-Hafs, qui possédaient Tunis sous la dépendance de l'Espagne, et qu'il avait fait subir des pertes considérables aux Maltais. A l'aspect des bannières maltaises élevées en triomphe par les Turcs vainqueurs, les défenseurs de Nicosia perdirent courage, et le neuf septembre la ville emportée d'assaut fut livrée à toutes les horreurs de la haine des mécréants. La chute de Nicosia (3) entraîna celle de Limasol, de Tusla et de beaucoup d'autres places. Le dix-huit septembre, le *serasker* marcha sur Famagouste; il passa l'hiver devant les murs de cette place, afin de l'investir rigoureusement, et de lui couper les vivres; néanmoins douze galères vénitiennes chargées de munitions et de vivres s'ouvrirent un passage, et se saisirent d'un bâtiment turc qui apportait de Constantinople la solde de l'armée. Au mois d'avril, Mustafa commença le siége plus rigoureusement, et poussa vivement les travaux. Le commandant de la ville, Marco Antonio Bragadino, lui opposa la résolution la plus obstinée. Il éloigna huit mille habitants comme inutiles à la défense; il lui resta sept mille hommes propres à porter les armes, en partie Grecs, en partie Italiens. Après la plus vaillante résistance contre tous les assauts, le premier août quinze cent soixante et onze, Bragadino n'avait plus que sept tonneaux de poudre; et, réduit à l'impossibilité de tenir plus longtemps, il conclut une capitulation qui lui assurait une libre retraite. La ville fut évacuée; mais lorsque Bragadino et Baglione, accompagnés du général d'artillerie Martinengo et du payeur Giovan Antonio Quirini, se rendirent le cinq au soir dans le camp turc, afin de s'entendre sur l'embarquement des défenseurs de Famagouste pour Candie, il s'éleva un débat entre Bragadino et Mustafa sur la remise des otages; le *serasker* furieux fit massacrer les compagnons du commandant vénitien, ordonna de lui couper à lui-même le nez et les oreilles, et plus tard, après les traitements les plus infâmes, il le fit écorcher vif. Une partie des chrétiens qui devaient partir passa aussi par le tranchant du sabre; les autres furent réduits en esclavage. Avec la prise de Famagouste, la conquête de l'île fut complète; les revenus ne tombèrent pas entre les mains du juif Joseph Nassy, ils restèrent au sultan, et plus tard seulement ils furent attribués à la sultane mère (1).

---

(1) Astorre de Baglioni, capitaine des troupes vénitiennes, voulait s'opposer au débarquement; mais le provéditeur Niccolò Dandolo l'en empêcha.

(2) Il était Calabrais de naissance et renégat.

(3) Les Vénitiens avaient voulu envoyer au secours de Chypre une escadre qui aurait été soutenue par des galères espagnoles, maltaises et papales, sous les ordres de Giovan Andrea Doria; mais, au moment de la chute de Nicosia, ces dernières forces étaient encore dans les ports de Candie, et Doria déclara qu'il avait seulement reçu ordre d'aller secourir Nicosia, et que cette place ne pouvant plus être sauvée, il voulait retourner en Sicile. Il réduisit ainsi les Vénitiens à revenir également. Daru, IV, p. 93.

(1) Le bruit que des richesses immenses étaient entassées à Famagouste avait attiré des guerriers de toutes les parties de l'empire ottoman. L'on prétend que plus de deux cent mille musulmans se pressèrent sur l'île de Chypre pour cette entreprise, et leur nombre se maintenait par l'arrivée continuelle de nouveaux renforts. Les Turcs parvinrent dès le milieu de mai à mettre en batterie quatre-vingt-quatre canons qui foudroyaient la ville. Les mines engloutirent de larges pans de murailles. Plusieurs assauts furieux avaient logé les assaillants dans

Les Turcs ayant été entraînés à une déclaration de guerre par leur désir de posséder Chypre, les Vénitiens n'hésitèrent point à surprendre Sopoto sur la côte d'Albanie; par représailles Uludsch Ali et le capudan pacha ravagèrent les côtes de Candie, ainsi que Cerigo, et d'autres points des territoires gréco-vénitiens furent attaqués. Dulcigno, Antivori et Budua tombèrent au pouvoir des Turcs. Uludsch Ali et Karagœs (Caracosa) pillèrent Lesina et Curzola; le capudan pacha parut devant Castelnuovo; ces trois chefs se réunirent à Valona, et menacèrent la Sicile.

Le grand vesir, toujours opposé au parti ennemi de Venise à la cour de Sélim, avait fait espérer quelques dispositions à la paix après la chute de Nicosia; les Vénitiens, qui accueillirent ces espérances, furent arrêtés dans leurs efforts, et empêchèrent la conclusion d'une sainte ligue contre les Turcs, que le pape poursuivait vivement. Mais la continuation si acharnée du siége de Famagouste rendit à la république son énergie; au mois de mai quinze cent soixante et onze, la ligue se réalisa, et Philippe II y entra aussi comme un des membres les plus actifs. A la tête des forces maritimes des

---

diverses parties des ouvrages de défense. Le trois août, il y eut encore une attaque générale qui fut repoussée; mais les chrétiens y avaient épuisé le reste de leurs forces. Il n'y avait plus que sept cents guerriers couverts de blessures, exténués de fatigue, mourant de faim. C'est alors que Mustafa offrit une capitulation honorable. Bragadino ne voulut point l'accepter; il se laissa ensuite décider par les autres officiers, et le quatre il fut convenu que les Italiens sortiraient enseignes déployées, avec armes et bagages, et qu'ils seraient transportés avec les Grecs qui voudraient les suivre sur des vaisseaux turcs à Candie; que les Grecs qui se décideraient à rester n'auraient à subir aucune offense ni dans leurs personnes ni dans leurs biens, et pourraient pratiquer librement leur religion dans deux églises. Mustafa approuva ces articles, y apposa sa signature, et en jura l'observation sur le Koran. Il invita Bragadino à lui faire visite, protestant de son admiration pour la glorieuse défense du commandant. L'entrevue fut d'abord pleine de courtoisie; mais tout à coup Mustafa se prit à dire que la nuit précédente Bragadino avait fait immoler deux cents prisonniers turcs. Bragadino se récria contre une telle accusation. C'est alors que Mustafa ordonna l'arrestation de toute l'escorte vénitienne, et le supplice de ces braves guerriers. Trois cents soldats de Famagouste, qui étaient venus comme curieux dans le camp, furent égorgés. Ceux qui s'étaient embarqués furent saisis en mer et réduits en esclavage. Deux jours après Mustafa entra dans Famagouste, et fit empaler Tiapolo, qui était resté pour lui faire remise de la place. Quant à Bragadino, voici comme sa fin est racontée : « Per ordine di Mustafa, Marcantonio Bragadino fu condotto in piazza nudo, colle mani e piedi legati, colla faccia volta alla colonna, dove si castigano i malfattori : quivi, standosene Mustafa guardando sì fiera crudeltà, fu vivo scorticato. Rifulse incredibilmente in mezzo à sì tormentoso strazio la constanza e la fortezza di quell' uomo : non trasse gemiti, non trasse lamenti; confortavanlo la pietà verso Dio, l'amore verso Cristo Salvatore, il cui nome ed ajuto continuamente invocava, nè trapassò se non quando i tagli all' ombilico arrivarono : quando là si venne, in divine lodi e preci profondendosi, rendè l'invitta anima a Dio immortale, e le mortali spolie con l'eterna e beata vita cambiò. Nè contento il barbaro dello aver mirato coi proprii occhi scarneficato e lacerato con orribil genere di tormento l'uomo fortissimo, volle anche incrudelire contro il suo cadavera. Appeso alla fune, con cui stava legata la bandiere sulla piazza, ai morsi delle fiere l'offerse; poi la pelle riempiuta di fieno, ed a guisa di vivente vacca conformata, e ad ombrello sottoposta fe' portare a ludibrio per la città. Finalmente all' antenna di una galeotta sospendendola, eda ferale spettacolo ai lidi di Silicia e di Soria mostrandola, la condusse a Constantinopoli, affinchè quasi niun luogo fosse, dove stampati si videssero i vestigi della sua perfidia e crudelta. » Botta, t. IV, l. 13, p. 213-226.

croisés, qui comptaient deux cent six galères et six galéasses, avec une infinité d'autres bâtiments, fut placé don Juan d'Autriche; et il eut pour lieutenent Marcantonio della Colonna, duc de Pagliano et de Tagliacozzo. Le chef de la partie vénitienne de cette flotte, Sébastien Venier, ainsi que don Juan, étaient d'avis que l'on fit voile pour les îles de l'Archipel; la flotte turque, forte de trois cents voiles, était à l'ancre dans le golfe de Lépante, sous les ordres du capudan pacha Mursinsade Ali, du *beglerbeg* d'Alger, Uludsch Ali, du *beglerbeg* de Tripoli, Dschafer pacha, et du fils de Chayreddin Hasan pacha. Contrairement à l'avis de ses collègues, le capudan pacha marcha à la rencontre de la flotte chrétienne, qui était postée le sept octobre à la hauteur des îles Curzolari. C'est là que l'action s'engagea. Le vaisseau du capudan pacha fut enlevé; lui-même périt en le défendant. Les galères du *serasker* des troupes de terre, Pertew et de Karagœs, furent prises aussi à l'abordage. Uludsch Ali se rendit maître de la galère du commandeur de Malte, et abattit la tête de ce dignitaire; mais en définitive il ne put sauver que quarante galères; quatre-vingt-quatorze bâtiments des infidèles furent poussés à la côte et incendiés. Cent trente devinrent la proie des chrétiens. Quinze mille esclaves chrétiens furent délivrés. Mais le *proveditore* Barbarigo, vingt-neuf autres Vénitiens des plus nobles maisons, et environ huit mille hommes des équipages des croisés, trouvèrent la mort dans ce combat. Après cette victoire Marcantonio della Colonna fit une entrée triomphale dans Rome. Des ornements religieux, de brillantes œuvres d'art rappellent encore aujourd'hui dans Rome et dans Venise la glorieuse journée de Curzola.

L'empire ottoman sut dissimuler par sa force les effets de cette défaite. Uludsch Ali fut nommé capudan pacha, et reçut du sultan le nom de Kilidsch Ali. Durant l'hiver on construisit à Constantinople cent cinquante galères, et huit galéasses. Au mois de juillet quinze cent soixante-douze, une flotte turque de deux cent cinquante bâtiments reprit la mer. La flotte chrétienne était encore puissante; mais ni à Cerigo, ni au cap de Matapan, où cela eût été possible, on ne remporta d'avantages sur les Turcs. Les Vénitiens, qui voyaient don Juan d'Autriche retenu par l'Espagne, songèrent à la paix, et l'ambassadeur français offrit sa médiation. Le sept mars quinze cent soixante-treize la paix fut signée, sous la condition que Venise payerait à la Porte trois cent mille ducats pour frais de guerre, restituerait Sopoto, livrerait comme tribut annuel pour Zante quinze cents ducats au lieu de cinq cents fixés jusqu'alors; mais en échange on lui abandonna certains points du précédent traité, et on lui fit remise du tribut fourni auparavant pour Chypre (1). L'état de possession en Dalmatie et en Albanie fut fixé comme avant la guerre, et toutes les marchandises saisies de part et d'autre durant les hostilités durent être restituées.

Don Juan, abandonné par les Vénitiens avant même la conclusion de la paix, se dirigea maintenant du côté de Tunis, où les Espagnols possédaient encore le fort de la Goulette, et avec ce qui lui restait de sa flotte, il prit la ville sans éprouver de résistance. Un fils de Mulei Hasan, jadis installé par les Espagnols, Mohamed, reçut le titre d'infant et devint vice-roi de Tunis pour l'Espagne. Mais dans l'été de quinze cent soixante-quatorze, le capudan pacha Kilidsch Ali, et le *serasker* Sinan pacha reprirent Tunis avec la Goulette, firent sauter ce fort, et transformèrent la ville en un troisième Etat de pirates turcs, sur la côte septentrionale de l'Afrique.

Après la mort de Sélim, la paix fut renouvelée par les Vénitiens avec Murad III, au mois d'août quinze cent soixante-

(1) Ce tribut avait été payé jadis à l'Égypte; après la conquête de l'Egypte par les Turcs, il fut livré à la Porte. Daru, IV, p. 75.

quinze (1); et elle ne fut point troublée jusqu'en seize cent. Dans les années qui suivirent immédiatement, la Toscane engagea aussi des relations pacifiques et commerciales avec la Porte; et la marine marchande toscane fut considérée en quelque sorte comme appartenant à une puissance tout autre que celle dont dépendaient les galères de l'ordre de Saint-Etienne. La lutte des ordres de chevalerie se prolongea seule durant une courte trève avec l'Espagne, qui eut lieu plus tard; mais les hostilités des Espagnols contre les Turcs, après la perte de Tunis, prirent de plus en plus le caractère d'une guerre de corsaires.

Les possessions espagnoles sur le continent de l'Italie, comme dans les îles, restèrent à cette époque à peu près ce qu'elles avaient été auparavant. L'intérêt particulier d'un vice-roi ou d'un gouverneur énergique pouvait bien parfois agir de manière à faire signaler telle attitude, s'écartant de la ligne politique tracée par la cour d'Espagne; mais l'allure même qu'avait pu prendre le représentant indocile était insignifiante et passagère. Les efforts qui partaient de ces États pour seconder la monarchie espagnole dans les luttes contre les infidèles étaient purement individuels. Quant à leurs mouvements propres, il ne peut guère être question que d'une fermentation des habitants de Naples, par suite d'une grande famine au mois de mai de l'année quinze cent quatre-vingt-cinq. Il y avait eu des exportations considérables de grains de Naples pour l'Espagne; la disette parut donc avoir été préparée. Le peuple massacra l'*eletto*, qui alors était Giovanni Vincenzo Starace; mais le duc d'Ossuna, qui était vice-roi, aussitôt que l'insurrection fut un peu calmée, fit saisir cinq cents hommes que l'on avait cru remarquer parmi les mutins; et les exécutions se poursuivirent jusqu'à ce que Philippe II laissa tomber des paroles de clémence du haut de son trône.

(1) Il y eut deux femmes qui contribuèrent beaucoup au rétablissement de bons rapports pour l'avenir entre Venise et la Porte: ce furent la sultane mère et la sultane Chasseki Ssafije, Vénitienne de naissance, du nom de Baffa. De son côté Venise fit aussi tout son possible pour maintenir les relations pacifiques. Toutes les plaintes de la Porte contre la conduite de particuliers vénitiens et de commandants vénitiens furent examinées, et l'on y fit droit.

CHAPITRE II.

RÉSUMÉ DES ÉVÉNEMENTS CONCERNANT L'ITALIE DURANT LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

La lutte de la Savoie et de la France au sujet du marquisat de Saluzzo fit craindre quelque temps le renouvellement de la guerre des partis espagnol et français en Italie; et au moment où la paix entre Henri IV et le duc mit fin à cette situation d'une manière si inattendue pour les cours italiennes, le gouverneur de Milan, Fuentes, et le vice-roi de Naples, comte de Lemos, avaient levé des troupes; les garnisons des places de la Toscane étaient augmentées, la flotte de Doria était équipée; d'un autre côté le grand-duc Ferdinando s'était mis en état de défense, la république de Venise avait un arsenal bien pourvu, un trésor bien rempli, des places sur le pied de guerre, et pouvait en toute assurance faire tête à une guerre continentale, car ses armées étaient composées de mercenaires, et ces troupes pouvaient alors être levées rapidement et en grand nombre.

Parmi les gouverneurs espagnols, le plus avide de combats était Pietro Enriquez, comte de Fuentes, qui, même après la fin de la guerre de Saluzzo, conserva les forces qu'il avait rassemblées comme gouverneur de Milan (1). Cette attitude détermina la république de Venise à se préparer sérieusement à la guerre; et le grand-duc de Toscane chercha à se rattacher de plus près à Henri IV (1), qui le soutint à Rome, où se poursuivaient les négociations relatives

(1) Ranke, *Conjuration contre Venise*, p. 70. De plus, on vit arriver à Milan avec une autorité absolue le vieux Fuentes, qui déclarait franchement qu'il désirait achever sa vie au milieu des combats. Il remplit la Lombardie de troupes, et chacun était dans l'attente de la guerre. Comme les remontrances étaient inutiles à Madrid, nul contre-ordre venu d'Espagne ne produisait d'effet. Souvent il fut enjoint à Fuentes d'envoyer en Flandre une partie de ses troupes, et de congédier le reste; mais il répondait orgueilleusement: « qu'il voulait agir à sa manière, et que quiconque en préférait une autre pouvait venir prendre sa place, et le laisser retourner chez lui. » Muratori (xv, p. 170) dit que l'armée du Milanais avait encore été portée à trente mille hommes, même après la guerre de Saluzzo.

(1) Malgré ses motifs de mécontentement contre la France, le grand-duc devait chercher un appui auprès de cette puissance, qui l'avait sacrifié dans le traité de Lyon, le laissant exposé aux ressentiments du duc de Savoie et des Espagnols. Venise et le duc de Mantoue avaient les mêmes craintes et les mêmes intérêts. On soupçonnait au gouverneur de Milan des projets

à l'affaire de Pietro. Néanmoins Philippe III déclara que l'apanage de Pietro avait pour lui autant d'importance que l'affaire des Pays-Bas, et repoussa toute médiation. Les garnisons dans le Stato de' Presidi furent encore augmentées en seize cent deux. Les Espagnols cherchèrent à provoquer les Siennois à l'insurrection, et Fuentes occupa le reste des domaines de ce fief.

En même temps éclataient des hostilités entre les Lucquois et le duc de Modène, sur les frontières de la Garfagnana. Les Lucquois, soutenus par Fuentes, après le retour de Ferrare au saint-siége, élevèrent des prétentions sur la Garfagnana qui, depuis la première moitié du quinzième siècle, était une possession de la maison d'Este. Le duc envoya son général Ippolito de' Bentivogli avec quelques milliers d'hommes dans la Garfagnana, et fit aussi attaquer le pays de Lucques, jusqu'à ce que Pirro de' Malvezzi, à l'instigation de Fuentes (1) vint s'interposer, et sut obtenir des parties qu'elles remissent l'affaire à la décision de l'empereur.

Mais aussitôt Fuentes se servit de certaines complications des liens féodaux dans la Lunigiana pour menacer immédiatement le grand-duc. Dans ces cantons le territoire de Pontremoli était enfin retourné à Milan. Les Génois avaient Sarzana et d'autres domaines, le grand-duc devint maître d'autres parties encore. Les Malaspina-Cibo de Massa possédaient aussi une assez grande étendue de territoire. Mais il y avait en outre vingt-quatre fiefs, dont huit sous la protection de Florence (*accomandigia*), huit autres sous la protection de l'Espagne, et huit enfin appartenaient à des seigneurs nobles, comme fiefs immédiats de l'empire. Fuentes se jeta violemment au travers de tous ces rapports, portant tout à la fois atteinte à l'empire et à la Toscane, dans l'espoir d'entraîner ainsi à la guerre qu'il désirait; mais le cabinet espagnol n'était plus animé que de sentiments pacifiques, et Ferdinando déjoua tous les artifices et toutes les provocations de Fuentes, par sa prudence et sa froideur.

La Toscane paraissait encore avoir à craindre une nouvelle cause d'inquiétude dans la mort du jeune Appiano, qu'avait favorisé Ferdinando; car après lui il n'y avait plus que des branches non légitimes de la maison, et ainsi l'époux de la sœur aînée du dernier prince paraissait devoir succéder. Dans cette occasion Ferdinando songeait à tirer parti d'un droit de retour impérial, qui à la vérité n'avait pas été mis pleinement à exécution, pour acquérir la possession de toute l'île d'Elbe, dont il n'avait qu'une partie, ainsi que de Pianosa et de Montecristo. Mais il se vit encore arrêté dans ce projet par l'Espagne, qui fit occu-

menaçants puisqu'il concentrait des forces si considérables au centre de l'Italie, au lieu d'expédier les troupes qui étaient demandées dans les Pays-Bas contre les hérétiques, et en Hongrie contre les Turcs. Les agitations redoublèrent quand on sut que le légat Aldobrandini, le duc de Savoie et le comte de Fuentes, avaient eu une entrevue à Somma, entre Pavie et Tortone. Les Vénitiens, tout en se mettant sur leurs gardes, envoyèrent des ambassadeurs au pape et au roi Philippe pour les prier de veiller au maintien de la paix. Philippe répondit qu'il la désirait et qu'il y aviserait. Clément déclara qu'il aimait la paix, et qu'il n'avait besoin ni de conseils ni d'excitations. Ferdinando, qui mettait plus de confiance dans le roi Henri, sollicita vivement ses secours; Henri lui prodigua les encouragements. Enfin la jalousie du duc de Lerme, contre l'influence italienne dans les conseils de l'Espagne, fit donner l'ordre péremptoire du départ des troupes du Milanais pour les Pays-Bas et la Hongrie, et diminua les dangers qui pouvaient venir de ce côté. (*Note du traducteur.*)

(1) Qui s'était flatté d'entraîner dans cette guerre le grand-duc de Toscane comme parent du duc Cesare, et qui se vit trompé dans ses espérances.

par le port et le fort de Longone dans l'île d'Elbe ; et il se trouva si intimidé par cette attitude des Espagnols, qu'il songeait à s'accommoder avec Pietro (1), lorsqu'heureusement celui-ci mourut le vingt-cinq avril seize cent quatre. L'empereur, mécontent de la manière dont les Espagnols intervenaient dans les affaires des fiefs impériaux, s'opposa vivement à leurs mouvements, et les Vénitiens, pour tenir Fuentes en bride, conclurent une ligue avec les Grisons (2). C'est alors que Philippe III se décida enfin à donner l'investiture de Sienne.

Pendant que ces intérêts agitaient encore l'Italie, le pape Clément VIII mourut le trois mars, et Ferdinando se rattacha aux électeurs du parti espagnol. Le collége des cardinaux donna la tiare au cardinal Alessandro de' Medici, qui, déjà faible et chargé d'années, fut tellement accablé par la fatigue des fêtes de son intronisation, qu'il mourut le vingt-sept avril. Il avait pris le nom de Léon XI. A sa place le même parti électoral qui l'avait élevé porta le seize mai Camillo Borghese, Romain de naissance, mais d'origine siennoise, qui s'appela Paul V (1). Par son caractère, Paul V appartenait aux papes les plus entreprenants ; et comme en général les successeurs de saint Pierre, depuis le concile de Trente, se montrent plus ardents dans les intérêts de l'Église, les efforts de Paul tendirent surtout à relever en face du pouvoir séculier l'Église, qui, par l'effet des guerres de religion, était devenue beaucoup plus dépendante à l'égard des gouvernements (2). C'est en poursuivant ce but qu'il

---

(1) Ferdinando, après avoir agi en vrai politique, et avoir cherché à défendre obstinément les intérêts de la Toscane et de l'Italie, abandonné par la France, négligé par l'empire, dut enfin songer à sa sûreté ; et c'est alors seulement qu'il envoya des ambassadeurs à Madrid pour entrer en arrangement. La mort de son frère vint le délivrer d'une partie de ses embarras. (*Note du traducteur.*)

(2) L'agitation de ce gouverneur porta un coup funeste à la puissance espagnole en poussant tous les États qui ne voulaient pas renoncer à l'existence à chercher des appuis de tous côtés. Les Vénitiens, qui s'étaient vu interdire la faculté de faire des enrôlements dans tous les États italiens, voulurent s'assurer les moyens de pouvoir tirer des soldats de l'étranger. A cet effet ils traitèrent avec les Grisons pour avoir un passage par ce canton, et pouvoir faire venir des mercenaires de la Lorraine ; mais Fuentes, en élevant un fort qui empêchait le transport des vivres du Milanais dans le pays des Grisons, amena bientôt une décision de leur gouvernement qui interdisait le passage des ennemis de l'Espagne se dirigeant contre le Milanais.

(1) La lutte annonçait d'abord devoir être fort vive pour cette élection. Le parti français et le parti espagnol se disposaient à combattre vigoureusement : le premier portait le cardinal Alessandro de' Medici, qui avait pris part au traité de Vervins ; il était dirigé par le cardinal Aldobrandini ; le second, ayant pour chef le cardinal Montalto, voulait élever le cardinal Baronius. A vrai dire, c'était plutôt le parti politique et le parti théocratique qui étaient aux prises ; car le cardinal de' Medici était signalé par son expérience dans les affaires plutôt que par son attachement à la France, et le cardinal Baronius, en grande faveur auprès de Clément VIII, s'était signalé par la rigueur avec laquelle il avait défendu les prétentions du saint-siége dans ses *Annales ecclésiastiques*. On sait que dans le onzième volume de cet ouvrage il attaquait les droits du roi Philippe sur la Sicile, et s'élevait contre les princes qui osaient se mêler de l'élection des souverains pontifes. Le livre avait été prohibé par le vice-roi de Sicile. Ainsi les Espagnols n'étaient nullement disposés en faveur de Baronius, et se contentaient de tout autre pontife pourvu qu'il ne fût pas dévoué à la France. C'est ainsi que l'on s'accorda bientôt pour nommer le cardinal de' Medici. Quant au successeur de celui-ci, le cardinal Borghi rencontra des opposants dans les vieux cardinaux, à cause de son âge, car il n'avait que cinquante-trois ans. (*Note du traducteur.*)

(2) En raison des atteintes qu'avait subies le catholicisme depuis la révolte de Luther ;

se mit contre Venise (1); et alors s'élevèrent entre ces deux puissances des querelles acharnées.

Durant tout le moyen âge, les Vénitiens avaient respecté les droits et les rapports de leur clergé dans le cercle religieux, mais le tenaient politiquement dans une subordination rigoureuse, suivant qu'ils jugeaient convenable au bien de l'État. Ils se permettaient de faire saisir et châtier par le bras séculier les ecclésiastiques, lorsqu'ils le pensaient nécessaire, et ils venaient de renouveler une loi qui interdisait à l'Eglise l'acquisition des biens-fonds, tandis qu'elle lui faisait un devoir de vendre ces espèces de propriétés (2). En décembre, Paul demanda la révocation de cette loi, et réclama l'extradition de deux prisonniers ecclésiastiques (3), par un bref dont le doge Grimani ne put s'occuper, car il était alors sur son lit de mort. Son successeur Leonardo Donato, qui fut élu le 10 janvier seize cent six, envoya présenter à Rome les observations de la république; mais voici le résultat de cette démarche : Paul lança l'excommunication contre lui et contre le sénat le dix-sept avril, et mit Venise sous l'interdit, pour le cas où son bref ne serait pas observé dans les vingt-quatre jours. Le sénat ne montra pas plus d'égard pour cet acte, et les prêtres vénitiens, à l'exception des théatins, des capucins et des jésuites, continuèrent le service divin comme par le passé (1). Ces ordres seuls (les capucins en

---

considérant aussi la diminution de puissance de l'Espagne, la papauté ne se bornait plus à la simple politique d'équilibre pour l'Italie. Henri IV balançait la maison d'Autriche. Il s'agissait donc pour le successeur de saint Pierre de ressaisir la direction suprême dans les affaires de la chrétienté, et de faire reconnaître l'indépendance absolue, par conséquent la supériorité du pouvoir religieux. Paul V poursuivit son but avec une vigueur qui parfois trahissait de la violence. (*Note du traducteur.*)

(1) La république de Gênes, contre laquelle Paul agit dans le même sens, était trop dépendante pour hasarder de la résistance; elle laissa établir une confrérie religieuse formée par les jésuites, dont les membres s'engageaient par le serment d'association à ne donner leur voix pour les emplois publics qu'à des citoyens faisant partie de la confrérie. Voyez Daru, IV, p. 196.

(2) Lebret, p. 465. Il y avait encore d'autres points de dispute moins importants. On les trouve dans Daru, p. 197 et suiv.

(3) C'était là ce qui avait provoqué la querelle. Les deux prêtres, accusés de crimes odieux, étaient poursuivis par la justice ordinaire, tandis que le pape avait réclamé qu'ils fussent déférés à l'évêque. Au milieu de ces débats fut renouvelée l'interdiction des acquisitions de biens territoriaux, dont il vient d'être question, et Paul crut que l'on prenait plaisir à braver son autorité. Le sénat essaya vainement de l'apaiser par des soumissions apparentes. Le pontife exigeait le respect absolu des immunités ecclésiastiques, le sénat ne voulait pas renoncer aux droits du gouvernement sur tous les sujets. Ce qui indignait Paul dans la résistance des Vénitiens, c'est que Lucques et Gênes avaient déjà cédé à ses volontés. Les Luquois avaient rendu un décret contre quelques-uns de leurs concitoyens protestants, qui étaient allés s'établir à Genève. Le pape pensa qu'en agissant ainsi la république avait usurpé sur l'autorité spirituelle, à laquelle seule il appartenait de prononcer sur les hérétiques; il exigea la radiation du décret sur les registres, et il fut obéi. A Gênes, des administrateurs de confréries avaient commis de graves irrégularités dans les comptes; le pape ne permit pas à la république de faire examiner les états de situation. Cette double condescendance donnait de grands encouragements aux entreprises du pape, qui s'essayait d'abord sur de petits gouvernements pour s'attaquer enfin à des puissances plus redoutables. L'indocilité du sénat vénitien dut l'irriter d'autant plus vivement qu'elle l'arrêtait dans une carrière où ses premiers pas étaient marqués par des succès. (*Note du traducteur.*)

(1) Le sénat fit d'abord publier une défense sévère de recevoir le décret; puis il adressa des

parties) quittèrent les territoires vénitiens, ce qui fit prononcer contre eux un bannissement perpétuel. Maintenant, tandis que les publicistes pontificaux et vénitiens se combattaient avec des traités et des pamphlets, le pape, qui pouvait espérer l'appui des Espagnols, au moins de leurs gouverneurs en Italie, fit lever des troupes. Mais de son côté la république ne resta point immobile et désarmée (1), et Henri IV déclara qu'il prendrait les armes pour Venise aussitôt que l'Espagne se prononcerait contre le gouvernement de Saint-Marc. Quoique Fuentes fît avancer aussitôt des troupes sur les frontières du territoire de la république, les partis ennemis étaient si égaux en forces, et les princes plus pénétrants étaient tellement convaincus de la détermination de la cour d'Espagne à ne pas laisser rompre la paix, en dépit de toutes les démonstrations et des passions de ses gouverneurs en Italie, que dans l'année seize cent neuf Ferdinando put songer à tirer parti d'une révolte du pacha de Damas, et d'une insurrection des Druses pour une nouvelle croisade et pour la conquête de Chypre. Il avait fortement grossi sa flotte; et, lorsque son projet échoua, il poursuivit la guerre contre les pirates africains avec beaucoup plus d'énergie qu'elle n'avait été conduite jusqu'alors par aucun prince italien. Il fiança son fils avec l'archiduchesse Madeleine, sœur de l'empereur Ferdinand. En réalité Ferdinando ne s'était pas trompé sur la politique de l'Espagne; ce furent moins les représentations du cardinal de Joyeuse faites au nom du roi de France, que celles du roi d'Espagne (1), qui amenèrent des sentiments de conciliation, en sorte que le pape

monitoires aux patriarches, archevêques, évêques et abbés, pour leur enjoindre de continuer le service divin. En même temps il exposait franchement toute sa conduite dans le débat, et protestait de son attachement à la foi catholique.

(1) La flotte fut augmentée. On créa trente provéditeurs de navire, on enróla deux mille fantassins italiens, on appela quatre cents stradiotes; les soldats corses furent portés au complet; l'on nomma un provéditeur de terre ferme

(1) La situation générale des esprits devait conduire à ce résultat. L'on avait fait appel à des intérêts qui n'existaient plus, à des sentiments qui étaient éteints. A l'exception des jésuites, des capucins et des théatins, les prêtres restaient soumis à Venise, les peuples se montraient obéissants et dévoués. Les exilés faisaient semer de sourdes accusations contre la république, et néanmoins le gouvernement exerçait librement son action, les prêtres séculiers lui prêtaient leur concours. Les fêtes religieuses se célébraient avec la plus grande pompe, le sénat et tous les employés de l'État y donnaient un nouvel éclat par leur présence. Les représentants des cours étrangères se montraient aussi dans de telles cérémonies. Le doge avait exposé l'état des choses au corps diplomatique. L'ambassadeur de France à Rome avait employé son influence pour adoucir le pape. Celui d'Espagne avait d'abord cherché à aigrir les esprits, promettant des secours de la part de son maître. A Madrid, l'envoyé de Venise avait été exclu comme excommunié de la table du roi; mais l'Espagne avait bien perdu de sa puissance. En menaçant, elle comptait encore sur l'effet du souvenir de ses grands succès passés. Philippe redoutait plus que personne les conséquences d'une nouvelle guerre en Italie; et voyant les efforts du roi de France pour amener une réconciliation entre les deux parties, il donna des instructions à ses représentants à Rome et à Venise pour prendre les devants sur les Français dans les rôles de médiateurs pacifiques. L'empereur agissait dans le même sens avec le duc de Savoie; mais rien ne décida plus promptement le pape que la nouvelle attitude des Espagnols. Les partisans les plus ardents de la suprématie pontificale se montrèrent disposés à la condescendance. Le cardinal Baronius lui-même fut d'avis qu'il fallait céder, et que Fuentes, qui avait fait avancer des troupes sur les frontières du Milanais, du côté des États pontificaux, n'avait d'autre but que de profiter des embar

donna d'abord de pleins pouvoirs au cardinal pour lever l'interdit et en venir à un accommodement; et, lorsque les Vénitiens demandèrent l'exclusion des jésuites dans le traité, il fit encore cette concession. De leur côté les Vénitiens, par exception, et sans que cela pût préjudicier à la rigueur de leurs lois, remirent les prisonniers ecclésiastiques. Au reste le pape révoqua toutes ses demandes.

A cette époque on peut signaler encore quelques circonstances importantes pour l'histoire de Toscane : les Orsini (1) de Pitigliano, déjà soumis autrefois à la suzeraineté de Florence, abandonnèrent aussi en seize cent six toutes leurs propriétés privées dans ces cantons, moyennant la seigneurie toscane de Monte San-Sovino et le payement de leurs dettes. Le mariage du prince héréditaire avec l'archiduchesse se réalisa, la lutte contre les Sarrasins fut continuée avec succès. L'année seize cent huit surtout vit enlever de riches dépouilles sur les infidèles. Dès le sept février seize cent soixante-neuf mourut Ferdinando d'une hydropisie, et il eut son fils Cosimo II pour successeur (2).

D'ailleurs l'Italie vit un grand nombre de mariages parmi ses princes dans l'année

---

ras du saint-siége. Il fallut ajourner les projets de réédification de l'autorité spirituelle. (*Note du traducteur.*)

(1) Il y avait deux frères, Bertoldo et Cosimo, fils d'Alessandro.

(2) Il laissa trois autres fils, Francesco, Carlo, Lorenzo, et quatre filles, Eleonora, Catarina, Claudia et Madalena. Le rôle de Ferdinando, dans les affaires de l'Europe, eut une si grande importance que l'on pourra trouver de l'intérêt à voir ici le portrait qu'en a tracé Botta, et l'appréciation des circonstances au milieu desquelles il se produisit :

« Di tutti i principi della stirpe medicea, ei fu il solo che i popoli abbiano compianto, non che usasse nel governare minore astuzia degli antecessori, ma i giudici non erano nè tanto parziali, nè tanto crudeli, la generosità che gli adornava l'animo, si transfondeva nei magistrati. Erano anche meno frequenti le occasionni dei giudizii aspri, perchè essendo gli spiriti repubblicani dei Fiorentini domi da tre regni lunghi e sussecutivi, di miglior voglia piegavano il collo sotto il nuovo dominio. Quando ancora cardinale essendo Ferdinando abitava in corte di Roma, molto si era mostrato inclinato alle cose amatorie; ma quando fu esaltato al seggio ducale della Toscana, mutò costume, e purgò la corte da quelle infamie, che avevano scandalizato il mondo ai tempi di Cosimo, di Francesco e di Bianca. Nè questo fu il solo cambiamento, che in lui si operò da cardinale à principe. Fiero, superbo, armigero non temeva in Roma papa che fosse, e il papa era pur Sisto. Narrasi che Sisto avesse vietato ad ognuno portare armi corte sotto pena della vita, e fosse chi si volesse, o qual nome chi le portava, avesse. Cadde per caso di tasca in quei di' ad un giovane principe Farnese una pistola corta, mentre era a udienza del papa. Sisto il voleva far impiccare : ad un'ora di notte la corda il doveva strangolare. Il cardinale Ferdinando trovò modo di far ritardare tutti gli orologi pubblici di Roma; poi andò all'ora dell' esecuzione all' udienza del papa, della grazia del Farnese supplicandolo. Sisto, che dal suono degli orologi, credeva che l'ora fosse passata, ed il fiato del giovane principe tronco, facilmente la concedè. Il Medici la mandò prestamente in Castello, dove trovò ancora il principe in vita : così fu salvo. Seppe il papa il pietoso inganno, e se ne corucciò. Tra per questo fatto e l'insolenza del suo procedere in motte uze, e specialmente in amoriggiamenti di donne, Sisto, che non era tenero al sopportare, voleva far arrestare il cardinal Ferdinando. A questo fine il chiamò un giorno al palazzo, e gli sbirri erano pronti. Ma il destinato a carcere ne ebbe sentore, s'armò d'armi corte e di corazza, adunò la sua corte, ed i suoi Fiorentini, fe' da loro occupare i capostrade e i dintorni del Vaticano; poi entrò da Sisto. Era intenzione del pontifice, che il Medici nel partir si fosse trattenuto, et pel corridore condotto in castello; ma avertito dal maestro di camera, che il palazzo era preso dagli uomini di Ferdinando, e che vi era pericolo nel tentativo, se ne rimase, e dissimulando lo accolse. Il cardinale inchinatosi profondamente al ponti-

seize cent huit; la fille de Charles Emmanuel de Savoie, la princesse Margarita, épousa Francesco, fils aîné de Vincenzo da Gonzaga, duc de Mantoue et de Montferrat, et sa sœur Isabella fut unie au fils aîné du duc Cesare de Modène, le prince Alfonso.

Les Espagnols essayèrent d'enchaîner Cosimo II à leurs intérêts, ainsi qu'ils avaient fait jadis avec Francesco; mais le fidèle serviteur et conseiller de Ferdinando, le *cavaliere* Vinta, avait aussi la confiance de Cosimo, et la cour de Florence, dirigée par la grande-duchesse mère, parvint à se maintenir sur la même ligne que précédemment (1). Le duc Francesco Maria d'Urbino,

---

fice, e lasciando a bella posta che se gli aprisse sul petto l'abito cardinalizio, si mostrò armato della corazza. A che il papa: *Cardinale, che abito è questo?* e Ferdinando alzando con le mani la porpora: *Questo,* rispose, *o beatissimo padre, è abito da cardinale;* ed aprendo poi la stessa porpora, e battendo sulla corazza: *E questo,* soggiunse, *è abito da prinsipe italiano.* Ed il papa, crollando la testa per lo sdegno: *Cardinale, cardinale,* disse, *noi vi sapremo cavar di testa il capello rosso.* E l'altro: *Se vostra beatitudine mi torrà di testa il capello di feltro, io ne piglierò uno di ferro.* Ciò detto, si partì dall'udienza, e seguitato da' suoi, traversò Roma, dove stette più giorni guardandosi, e senza essere molestato; poi se n'andò à Firenze.

» Tale fu Ferdinando de' Medici cardinale: principe, mutò l'uomo. Colui, che non aveva temuto un papa terribile, mostrossi poscia ossequente, irresoluto, timido, quando tenendo in mano il governo della Toscana, si trattò di deffinire le materie giurisdizionali, molto lontano da quella fermezza che in questo proposito si era veduta in Cosimo ed in Francesco. Le insolenze degli ecclesiastici sì nel carpire le eredità e sì nel rifiutare il pagamento delle contribuzioni, andarono al colmo; regnava la *Cœna Domini,* regnando Ferdinando. Già i tre quarti del territorio Toscano erano in proprietà de' preti e frati, e tuttavia andavan acquistando, per modo che poco mancava, che tutta la Toscana divenisse patrimonio di Chiesa. Si vede quanto fosse provvida la legge di Venezia. Si avverò, che i gesuiti erano in questa bisogna i più attivi di tutti, e davano maggior molestia al gran duca; ma di ciò non si curavano, ancorchè ei fosse stato intercessore presso il re Enrico, affinchè fossero rintegrati in Francia. I popoli si sdegnavano, e se non fosse stato il governo, che tutelava gl' Ignaziani, gli avrebbero cacciati a furor di sassi. Erano veramente solennissimi involatori di credità. A tali arti debolmente si opponeva Ferdinando, più sollicito di non dispiacere a Roma, che di avere in protezione i suoi popoli.

» Fu più benefico per la mercatura e la coltivazione. Con immense spese ampliò il porto di Livorno, e l'arricchì di fabbriche e di commodi di ogni sorte per benefizio di chi navigava o commerciava. Diede poi con una legge a posta intiera franchigia in quel porto a tutte le nazioni, specialmente ed espressamente all' Ebrea; il che vi chiamò un' ampia mercatura ed un grosso numero di commercianti. Prosciugò la Chiana, facendo in tal modo fruttificare terreni fertilissimi, i quali per lo innanzi giacevano sterili per essere o paludosi o sommersi; onde sorse anche quell' altro benefizio, che purificatasi l'aria da aliti morbiferi, fu meglio provvisto alla salute degli abitatori. Non trattò colla stessa felicità la maremma di Siena, quantunque con grave dispendio vi si fosse travagliato; ma la natura più ribelle che in val di Chiana, non si lasciò vincere dagli sforzi dell' arte. Del resto, Ferdinando fu degno successore de' Medici per la munificenza ed il patrocinio delle belle arti, non per la salvatichezza, nè per la crudeltà, tenendo più mite ed umano costume così nel governare, come nel conversare. » *Storia d'Italia*, lib. 15.

(1) L'orgueil espagnol avait blessé les princes italiens; et, malgré le manque d'union entre eux, ils éprouvaient tous le même sentiment de répulsion contre l'Espagne. Le pape, arrêté dans ses projets d'extension de la puissance ecclésiastique dans le Milanais et le royaume de Naples, nourrissait aussi de sinistres pensées contre les Castillans. Le roi de France, qui méditait alors de vastes projets contre la maison d'Autriche, se proposa de tirer parti de ces dispositions des princes italiens. Il ne doutait pas des ducs de Mantoue et de Parme. Des accroissements de territoire devaient attirer Venise à l'adoption de ses vues. Il songeait à un

qui n'avait pas eu d'enfant de sa première femme, après la mort de cette princesse en quinze cent quatre-vingt-dix-huit, avait épousé sa parente Livia della Rovere; maintenant il fiança son fils issu de cette seconde épouse, Federigo, avec Claudia, sœur du grand-duc; par cette union, la maison Medici augmenta encore sa puissance, et agissant dans l'Italie centrale de concert avec le duc de Savoie, qui dominait l'Italie septentrionale, elle acquit une telle prépondérance, qu'après l'assassinat d'Henri IV, Cosimo put se présenter comme médiateur entre la France et l'Espagne. Si son intérêt était d'accord avec les vues de l'Espagne, il lui importait aussi que le duc de Savoie n'obtînt pas une plus grande influence encore sur la cour de France, au milieu des inimitiés de la France et de l'Espagne (1). Toutes ces négociations avaient ajouté à la haine de Philippe III contre le duc de Savoie (2); le roi d'Espagne s'efforça d'empêcher une alliance de famille entre la Savoie et la Toscane; et le duc, poussé à bout, pré-

coup de main sur Savone, afin d'entraîner Gênes, et il flatta l'ambition du duc de Savoie, qui déjà était mécontent de la cour de Madrid, où ses fils avaient à subir des affronts. Lesdiguières fut envoyé à Turin pour offrir à Charles Emmanuel un agrandissement considérable de la Savoie aux dépens de l'Espagne; et en même temps une alliance avec la maison de France. La fille de Henri IV devait épouser le prince Victor Amédée. Des pensions devaient être faites au cardinal Maurice et au prince Thomas, les deux fils puînés de Charles Emmanuel. A Brussolo, près de Turin, fut publié le mariage de l'héritier de la Savoie avec la princesse française, et il fut convenu que le duc et Lesdiguières attaqueraient le Milanais avec trente-deux mille fantassins et cinq mille cavaliers. Le duc devait acquérir en pleine souveraineté l'État de Milan, à l'exception du Crémonais, réservé pour appât à Venise. Il aurait aussi le Montferrat, et tous ses États seraient érigés par le pape en royaume. Henri IV aurait eu en dépôt Montmellian, Pignerol, Valence et Alexandrie. C'est alors que le couteau de Ravaillac vint délivrer la maison d'Autriche de ce danger. Ainsi le grand instrument de la politique hostile à l'Espagne en Italie, c'était le duc de Savoie. Le grand-duc de Toscane ne s'associait pas ainsi aux projets du roi de France. Marie de Médicis, régente sous la minorité de son fils Louis XIII, fit savoir à Madrid qu'elle voulait vivre en paix avec la cour d'Espagne, et qu'elle désirait voir réaliser le projet de mariage entre son fils et la fille aînée du roi Philippe. Le duc de Savoie trembla de voir fondre sur lui la vengeance de l'Espagne. La cour de Toscane pouvait encore exercer une grande prépondérance suivant le côté où elle porterait son action. (*Note du traducteur.*)

(1) Le duc de Savoie était resté lié d'intérêts avec la France, et son appui était trop important pour que la régente l'abandonnât aux attaques des Espagnols. Des ordres étaient donnés aux troupes du Dauphiné pour le protéger. En cas de guerre, la France était disposée à suivre l'impulsion de Charles-Emmanuel: voilà pourquoi Cosimo II faisait tous ses efforts pour accommoder les différends. En agissant ainsi, il se conformait d'ailleurs aux intentions de la plupart des princes italiens. Le pape et le sénat vénitien, en apprenant les plans du roi Henri IV et du duc de Savoie, avaient aussi vivement blâmé Charles Emmanuel; car ils sentaient bien que, si une grande lutte se ranimait entre la France et l'Espagne, l'Italie resterait la proie du vainqueur. La mort d'Henri IV leur fit penser que tous les dangers allaient venir du côté de l'Espagne. Pour le duc de Savoie, il sentit au contraire enflammer encore son ambition, et se livra aux projets les plus extravagants. Il songea à épouser Marie de Médicis, et à devenir régent de France. Forcé de renoncer à cette folle espérance, il fortifia ses troupes afin de faire tête au comte de Fuentes, appela le secours des Français, qui passèrent les Alpes en grand nombre pour le soutenir. Il importait donc à Cosimo d'isoler ce prince turbulent, et pour cela le meilleur moyen était de prévenir toute rupture entre les deux grandes puissances. (*Note du traducteur.*)

(2) Comme la régente de France s'était re-

para des armements qui firent craindre une attaque sur le Milanais (1).

Au lieu du mariage du prince de Piémont avec une princesse florentine, on vit proposer en seize cent onze une union entre une sœur de Cosimo et le prince de Galles, et ce projet fut suivi des deux côtés avec ardeur ; mais le saint-siége demanda que la cour de Toscane posât comme condition du mariage la liberté religieuse des catholiques en Angleterre, et à l'instigation du cardinal Bellarmin il menaça de monitoires, si toute l'affaire n'était pas rompue. De longues négociations s'engagèrent à cet effet entre Rome et l'Angleterre, et la mort du prince de Galles, arrivée en seize cent douze, donna une solution à tant de débats.

Dans cette même année divers changements furent amenés par la mort de plusieurs membres de maisons princières : ainsi outre le doge de Venise, Leonardo Donato, qui à vrai dire ne peut être compté parmi ces personnages (il mourut le seize juillet, et il eut pour successeur le vingt-sept, Marcantonio Memmo, de l'une des premières maisons de Venise (1), le dix-huit février finit aussi le duc Vincenzo de Mantoue (2); et de

---

fusée à poursuivre l'exécution des projets arrêtés entre Henri IV et Charles Emmanuel, celui-ci avait menacé de se saisir de la Bresse, de faire la guerre aux Bernois, à Genève, et en même temps il avait voulu pratiquer des intelligences avec l'Espagne. Pour toutes ces manœuvres, un plus grand nombre d'agents avait été employé, et le roi d'Espagne avait eu connaissance du traité d'alliance fait avec Henri IV ; aussi ne désirait-il que la ruine complète du duc.

(1) Le duc se voyant en état de suspicion envers la France, et menacé par l'Espagne, voulait en imposer à force d'audace, et semblait prêt à prendre l'offensive. Toutefois il sentait bien que seul il succomberait dans sa tentative, et il cherchait maintenant de l'appui autour de lui. Il se flattait d'attirer Venise à sa cause, et il envoya son secrétaire auprès du sénat à cet effet. Le sénat s'excusa d'entrer dans une ligue avec lui ; mais il fit partir un corps de troupes, qui devait se tenir en observation sur les frontières du Milanais ; car on connaissait la haine de Fuentes contre la république. Charles Emmanuel voulait entraîner le souverain pontife dans une confédération avec la Savoie et Venise ; mais Paul V répondit qu'il était le père commun des fidèles, et qu'il ne voulait entrer en inimitié avec aucun d'eux. En même temps il exhorta le duc à la modération. Charles Emmanuel ne se découragea pas. La fortune vint à son aide. Son ennemi le plus acharné, le comte de Fuentes, mourut ; et, malgré des intrigues de l'ambassade d'Espagne à Turin pour amener le prince Victor Amédée à la révolte contre son père, le pape et les Vénitiens parvinrent à calmer l'irritation des esprits. Paul V détermina l'Espagne à se tenir en repos du côté du Milanais, et Charles Emmanuel à envoyer son second fils Philibert à la cour d'Espagne faire quelques soumissions au roi Philippe. Le jeune prince s'acquitta de sa mission avec beaucoup de fermeté ; mais l'orgueil du père était blessé d'une telle démarche. Dans sa fureur, il s'emportait à toutes sortes de menaces contre ses voisins, et il ne fallait rien moins que l'attitude imposante de la France pour l'empêcher de faire quelque entreprise sur les Suisses. Il attirait des mercenaires de tous les points, principalement de France, et comptait aussi sur l'amour de ses sujets. En effet l'affection pour lui était si vive, que le six juin seize cent onze le bruit s'était répandu à Turin qu'il avait été tué dans le parc par les Français ; le peuple tomba aussitôt sur les Français qui habitaient Turin, et il fallut, pour arrêter les excès, que le duc se montrât sur le balcon. (*Note du traducteur.*)

(1) Ceci est remarquable parce que, suivant l'observation de Daru, un certain nombre de familles nobles s'était réuni depuis longtemps pour ne pas souffrir que l'on élût un doge des maisons les plus riches et les plus considérables de la noblesse. Daru, p. 258-259. Marc-Antoine Memmo fut élu à la place de Léonard Donato, et l'on ajoute que l'un des membres de la coalition, nommé Venier, se pendit de désespoir de n'avoir pu empêcher cette élection.

(2) Mratori, p. 224, représente ce prince par les traiss suivants : « Gran giuocatore, grande

ses trois fils, Francesco qui lui succéda, Ferdinando qui était cardinal depuis seize cent six, et Vincenzo qui le devint en seize cent quinze, le premier mourut dès le vingt et un ou le vingt-deux décembre, précédé de quelques jours par son fils unique Lodovico (1). Il ne restait qu'une fille de Francesco Maria, et l'oncle de cette princesse, le cardinal Ferdinando, accourut aussitôt pour prendre le gouvernement des États des Gonzaga.

Si Vincenzo de Mantoue avait répandu les plaisirs autour de lui, le duc de Parme et de Plaisance, Ranuccio da Farnese, par ses défiances et son humeur sombre et farouche, était devenu à charge à lui-même et aux autres. Au mois de mai seize cent douze, croyant avoir découvert une conjuration contre lui de plusieurs des principaux membres de la noblesse, il fit saisir les plus suspects, puis après un procès de deux jours il ordonna leur supplice le dix-neuf mai (2). Comme les exécutions furent suivies de confiscation des fiefs, il y eut bien des incrédules qui doutèrent de la réalité de la conspiration, et la tinrent pour une invention dictée par la convoitise; les parents des victimes commencèrent des hostilités déclarées, et firent avec des bandes de brigands des irruptions dans le Parmesan. Ranuccio ayant été assez imprudent pour soutenir que le complot s'était formé à l'instigation du feu duc Vincenzo de Mantoue, la maison Gonzaga demanda une satisfaction, et fut soutenue dans cette réclamation, par la cour de Modène, qui avait aussi été offensée. On allait en venir à des hostilités, lorsque la médiation de la France et surtout celle de l'Espagne parvinrent à tout accommoder.

Mais la mort de Francesco de Mantoue, dont nous avons parlé plus haut, vint compliquer tous les rapports de la haute Italie; car le duc de Savoie soutint que le Montferrat était un héritage venu par les femmes, et que par conséquent il devait passer à la fille du feu duc Francesco, et non au cardinal Ferdi-

scialaquatore del danaro, sempre involto fra il lusso e gli amori, sempre in lieti passatempi o di feste o di balli o di musiche o di comedie. »

(1) Lodovico et son père moururent de la petite-vérole.

(2) Il y avait eu réellement conspiration. Il s'agissait de tuer le duc dans l'église pendant la cérémonie du baptême de son fils, d'immoler l'enfant même, le cardinal Farnese, d'en finir avec toute la maison Farnese. On avait gagné des soldats de la garnison de la citadelle de Plaisance; on corrompit aussi les gardes du château de Parme. De Mantoue, de la Lunigiana devaient arriver des soldats et des paysans envoyés par Malaspina, qui était au service du duc Vincenzo. Toute la famille Farnese égorgée, on devait piller Parme, Plaisance, les églises, les monastères, puis soumettre le duché à Mantoue. On changea de résolution pour le moment de porter le coup. Un des conjurés devait mener une troupe de cavaliers, tuer le duc, alors établi dans le couvent des capucins de San-Vico; et d'autres principaux complices, avec des soldats de Mantoue et de Lunigiana, devaient massacrer le petit prince nouveau-né avec tous les familiers du duc sous les yeux de la duchesse. La trame fut découverte; le duc se plut à augmenter ensuite le nombre des suspects pour remplir ses trésors; comme le complot devait tourner au profit du duc Vincenzo, dont les Parmesans aimaient l'humeur joyeuse, Ranuccio le soupçonna d'avoir encouragé ces projets de destruction contre la famille Farnese; et, l'Italie tout entière attribuant les supplices et les confiscations au caractère sanguinaire et à la cupidité de Ranuccio, celui-ci envoya dans toutes les cours des copies de la procédure suivie contre les coupables. Il irrita d'autant plus les parents et les amis des victimes, qui entrèrent à main armée sur le territoire de Parme; et le fils de Vincenzo, blessé de l'accusation portée par Farnese contre son père, aurait exercé une terrible vengeance sur Ranuccio, si l'intervention des grandes puissances n'avait pas arrêté les Italiens prêts à se déchirer pour ces odieuses querelles. (*Note du traducteur.*)

nando, oncle de cette enfant (1); en outre il détermina sa fille, la veuve de Francesco, à se supposer enceinte, ce qui empêcha le cardinal de déposer aussitôt sa dignité ecclésiastique et de se présenter comme duc de Mantoue. Tandis que Francesco de Mendoza (2), le gouverneur de Milan, fortifiait le duc de Savoie dans cette conduite, Cosimo II prit parti pour le cardinal Ferdinando, lui promit son appui, et disposa aussi la France et Venise à employer leur influence pour maintenir l'état de paix de l'Italie. Des troupes françaises filèrent vers les frontières de la Savoie; l'empereur lui-même déclara que Charles Emmanuel devait se garder d'avoir recours à la force, et que la décision appartenait au conseil aulique, qui avait seul autorité pour prononcer sur les affaires de fiefs en Italie. Mais, comme Ferdinando ne voulut point, selon la demande du duc de Savoie, remettre à la cour de Piémont ou à celle de Modène la princesse Marie, après le départ pour Turin de la veuve de Francesco, dont la prétendue grossesse n'était plus soutenable, Charles Emmanuel en seize cent treize se saisit

(1) La maison Paléologue était arrivée par une femme à la possession du Montferrat; mais de son côté Ferdinando soutenait avec raison que les femmes ne succèdent dans le Montferrat qu'après l'extinction de toute la descendance masculine.

(2) Dès l'an seize cent dix, don Juan de Mendoza, marquis dell' Unojosa, avait été nommé au gouvernement du Milanais aussitôt après la mort de Fuentes, et le duc de Savoie en avait conçu de grandes espérances, car ce marquis avait servi sous ses ordres dans ses guerres contre les Français, et il l'avait alors comblé de ses faveurs. Mendoza, qui s'occupait beaucoup des intrigues du duc de Lerme à Madrid, tarda quelque temps à venir prendre son commandement; ce qui prolongea les embarras du duc de Savoie; maintenant il affecta beaucoup de dévouement à son ancien bienfaiteur; mais en réalité il espérait que ces troubles réuniraient Casale au Milanais. (*Note du traducteur.*)

de la plus grande partie du Montferrat, et cela en vertu seulement de ses propres droits invoqués ci-dessus (1). Cosimo voulut envoyer des troupes au secours de Gonzaga, qui sur ces entrefaites avait déposé le chapeau de cardinal et pris le titre ducal; mais le pape et le duc de Modène, craignant les résultats d'une lutte déterminée, refusèrent le passage aux Toscans. Alors ceux-ci au nombre de quatre mille fantassins et six cents cavaliers, s'ouvrirent les armes à la main la route à travers le Modenais. Cependant le cabinet espagnol était effrayé déjà de la guerre qui menaçait de se déclarer en Italie(1); et, contrairement à l'opinion du gouverneur de Milan (2), il s'entendit avec l'empereur pour forcer le duc de Savoie à restituer au mois de juin les places qu'il avait occupées dans le Montferrat. Charles de Gonzaga, duc de Nevers, vint aussi de

(1) Le duc ne fit précéder son expédition d'aucune déclaration. Il porta brusquement des troupes sur les points dont il désirait le plus vivement la possession. Dans la nuit du vingt-deux avril, trois corps se mirent à la fois en mouvement. Le comte de Verrua marcha d'Asti pour occuper Moncalvo; le capitaine Alessandro Guerrino, de Cherasco, dont il était gouverneur, sur Alba; le duc en personne, suivi de ses deux fils, Victor Amédée et Thomas, se dirigea des environs de Vercelli sur Trino: cette dernière ville se rendit à l'instant. Moncalvo fut emportée à la première attaque, et saccagée avec fureur; le château ne tint pas plus de quinze jours. Alba ne résista point, et cependant fut livrée au pillage. Les petites places, effrayées, s'empressèrent d'envoyer des députés pour faire leurs soumissions, et néanmoins ce pays fut désolé par les bandes indisciplinées des Savoyards.

(2) La France armait vingt mille hommes, que Lesdiguières devait mener contre les possessions du duc de Savoie, si celui-ci ne renonçait pas à ses entreprises. C'était donc une nouvelle intervention des Français en Italie que redoutait le cabinet de Madrid.

(3) Le gouverneur de Milan espérait profiter dans l'intérêt de l'Espagne des troubles de l'Ita-

France (1) au secours de Ferdinando, suivi d'un grand nombre de Français; la république de Venise donna de l'argent à Ferdinando pour lever des soldats en Allemagne (2); en même temps le duc de Mantoue essaya de se procurer des soldats suisses (3).

Les rapports du grand-duc et du pape furent aussi troublés; car, dans leur marche par le Modenais, les troupes de Cosimo avaient plusieurs fois mis le pied sur les frontières de l'État de l'Église (1). Comme la maison de Medici recherchait un chapeau pour Carlo, l'un des frères du grand-duc, Cosimo fit tout son possible pour adoucir le pontife; mais dans ce moment il perdit son ministre dévoué, le *cavaliere* Vinta, dont la place fut occupée par le savant

lie; il se flattait de se rendre maître de Casale, place si incommode pour Milan, et d'ailleurs il voulait se venger de Ferdinando, qui, ayant été promu jadis au cardinalat par l'influence de la régente de France, s'était montré dans le sacré collége toujours opposé aux intérêts espagnols.

(1) Le duc de Nevers arriva fort à propos au moment où Carlo de' Rossi, des comtes de San-Secondo, qui gouvernait le Montferrat, ne savait plus à quels moyens avoir recours. Il était en route pour Rome, et déjà se trouvait à Savone, lorsqu'il apprit l'attaque du duc de Savoie. Il alla bien vite se jeter dans Casale, et releva le courage de la garnison.

(2) Venise relevait de plus en plus sa puissance. Charles Emmanuel sentait que cette république était en état de décider la question par son attitude envers les Espagnols, qu'elle contenait dans le Milanais, et par l'assistance qu'elle pouvait fournir à Mantoue. Il avait donc essayé de la mettre dans ses intérêts; mais le sénat, refusant tout parti périlleux, avait engagé le duc à la modération, et lui avait recommandé de ne pas provoquer de nouveaux troubles en Italie. Voyant ses conseils méprisés, et rassurée du côté de la France, la république fournit au duc de Mantoue de l'argent pour lever trois mille Allemands du Tyrol; ce qui détermina Charles Emmanuel à rappeler son ambassadeur de Venise. (*Note du traducteur.*)

(3) Le duc de Mantoue, se voyant assailli par un adversaire déterminé, et n'ayant qu'une médiocre confiance dans les promesses et dans la fermeté des cours qui voulaient le maintien de la paix en Italie, se mit à presser vivement des levées et des armements. Il enrôla trois mille Suisses, qui bientôt furent grossis par de nouveaux venus. On compta en peu de temps huit mille de ces gens soldés dans le Montferrat. On les réunit aux autres troupes déjà rassemblées, et tout cela présentait une force de seize mille fantassins et quinze cents cavaliers. Malgré tant de préparatifs de défense, et en dépit des dispositions des cours étrangères, Charles Emmanuel ne renonçait pas à ses desseins: « Risoluto d'ardere l'Italia, » selon les expressions d'un grave historien, « perchè restassero le reliquie e le ceneri al suo profitto, gonfio d'ambizione e caldo di sdegno, se vedeva l'armi spagnuole a fronte, minacciava di tirarsi l'armi francesi nel seno; se il pontefice l'ammoniva alla quiete, protestava d'inondare la provincia d'eretici; se i Veneziani soccorrevano Ferdinando, bravava di commuovere i Turchi, et di spinger nell' Adriatico corsari stranieri. »—« In somma non vi era posa con lui, e voleva quel che voleva, tanto più ostinandosi a non cessare dalle offese, quanto più era pregato o minacciato. » Botta, *Storia d'Italia*, t. v, l. 16.

(1) Lorsque les Toscans, conduits par le prince Francesco et le marquis Capizucco, voulaient se rendre dans le Mantouan, le pape ne s'était pas borné à leur défendre le passage sur ses États. Il avait fait poster des troupes abritées derrière des retranchements. Les troupes de Cosimo, en se détournant, avaient cependant suivi une bande de terrain appartenant au pape; puis elles avaient marché à travers le Modenais. La cour de Modène ne s'irrita pas de cette violence; elle accueillit très-gracieusement les excuses qu'on lui présenta, et les Toscans parvinrent sans obstacle dans le Mantouan, où ils restèrent jusqu'à l'accommodement des affaires. Si le pape montra du ressentiment, c'est qu'il s'indignait contre tout ce qui ressemblait à des hostilités; car dans ces débats il déploya le zèle le plus actif pour prévenir la guerre, écrivant des brefs, envoyant des nonces, ne négligeant aucun des devoirs de sa mission de paix.

Picchena, et celui-ci eut à côté de lui un ennemi mortel, Andrea Cioli. La situation du grand-duché se compliquait et empirait : car les succès des chevaliers de Saint-Etienne sur les mers, et particulièrement le triomphe de Jacopo de' Inghirami sur les Sarrasins ne pouvaient dédommager à l'avance des désastres intérieurs qui allaient fondre sur le pays; et en même temps, dans une autre partie de la Toscane, une guerre éclatait entre Lucques et Modène, au sujet de la possession de la Garfagnana. Les Lucquois, qui par suite de petites chicanes sur les frontières, prirent les armes tout à coup dans le mois de juin, enlevèrent brusquement Cascio, Monte Altissimo, Monte Rotondo, Marigliano et Monte Perpoli, jusqu'à ce que le duc Cesare envoya contre eux ses deux fils Alfonso et Luigi, avec le général Ippolito de' Bentivogli et quelques milliers d'hommes, les fit repousser, et ordonna d'assiéger Castiglione. Cette place allait être emportée, la garnison était impuissante à la sauver, lorsque le négociateur milanais admis dans l'enceinte des murailles finit par planter une bannière espagnole; les Modenais s'arrêtèrent enfin devant ce signe, et n'osèrent continuer l'assaut. En dépit de tous ces efforts des Espagnols pour maintenir la paix par tous les moyens en Italie, et de leur empressement à se montrer partout en médiateurs, néanmoins l'année suivante la lutte recommença avec la Savoie.

En effet Charles Emmanuel avait été menacé par l'Espagne d'une invasion dans le Piémont, s'il ne congédiait pas les corps de troupes qu'il tenait encore tout prêts à entrer en guerre; et lui, toujours énergique et orgueilleux, protestait ouvertement contre la prétention des Espagnols. Le gouverneur de Milan s'avança avec vingt-quatre mille hommes sur les frontières du Piémont; et le duc indigné (1), loin de céder devant cette démonstration, renvoya au roi l'ordre de la toison d'or. Alors le sept septembre seize cent quatorze, Mendoza se saisit de quelques points dans le pays de Vercelli; mais

(1) L'irritation de Charles Emmanuel venait d'une noble cause; en cédant à l'intervention des grandes puissances, il avait stipulé des garanties pour ses partisans du Montferrat, et le duc de Mantoue les traitait maintenant en rebelles; d'ailleurs le duc de Savoie ne pouvait désarmer tandis que le gouverneur de Milan grossissait ses troupes, et se logeait même dans le Montferrat. Il fit communiquer ses craintes à la cour de France, et Ferdinando de Mantoue se rapprocha davantage de l'Espagne. Il fut résolu à Madrid d'exiger de Charles Emmanuel qu'il désarmât complétement, qu'il s'engageât par écrit à ne préjudicier en rien au duc de Mantoue, qu'il remît à la décision de l'empereur ses prétentions sur le Montferrat, qu'il donnât sa fille Marguerite pour épouse au duc de Mantoue; en faveur de ce mariage, on promettait de pardonner aux rebelles du Montferrat, et de ne plus rien réclamer pour les indemnités de la dernière guerre. On ajoutait que si le duc ne se soumettait à ces conditions, le roi se verrait obligé d'employer la force pour la protection du Montferrat. Le duc se récria contre de telles exigences. Il voulut intéresser la cour de France à sa cause, et trouva de l'appui auprès de Lesdiguières; mais la médiation de l'ambassadeur de France blessa le gouverneur de Milan, qui prétendait faire dépendre l'Italie des ordres de l'Espagne. Charles Emmanuel envoya un négociateur à Venise pour représenter l'injuste orgueil des Espagnols, et presser la république de tenter quelques efforts pour la liberté italienne. Mais, de son côté, l'ambassadeur d'Espagne agissait auprès du sénat, en insistant sur l'humeur inquiète du duc de Savoie, qui troublait incessamment la paix de la Péninsule. Le sénat n'osa pas intervenir dans ces débats, à cause de l'union intime qui régnait maintenant entre l'Espagne et la France, et adressa des paroles de conciliation aux deux partis. Le duc consentait à désarmer, pourvu que le gouverneur de Milan désarmât en même temps; et celui-ci déclarait que le roi d'Espagne ne traiterait pas d'égal à égal avec le duc; que Charles Emmanuel devait avant tout se soumettre. Le duc fit plusieurs propositions afin de gagner du

aussitôt Charles Emmanuel attaqua Novara, et décida par là le gouverneur à un mouvement de retraite. La médiation du nonce pontifical, des envoyés de France et de l'empereur resta sans effet; une seconde attaque de Mendoza sur Asti fut repoussée avec autant de succès que la première contre Vercelli, et le prince Thomas pénétra sur le territoire de Novara. Cosimo, plongé dans l'affliction par la mort de son frère Francesco, et abattu d'ailleurs par la maladie, ne pouvait apprécier les efforts que Charles Emmanuel prétendait faire pour affranchir les États italiens de l'influence oppressive de l'Espagne (1); il resta hostile à la Savoie, et appuya le gouverneur avec quelques milliers d'hommes.

Des rencontres sanglantes près d'Asti, et les menaces de l'ambassadeur de France amenèrent enfin le gouverneur à plus de

---

temps; puis il brava les ordres apportés par un héraut impérial, et les reproches de l'ambassadeur d'Espagne. C'est alors que des deux côtés l'on recourut aux armes. Le peu de succès des Espagnols dans leurs tentatives sur Vercelli et sur Asti réjouit les Italiens, et surtout les Vénitiens. L'on sentit que la puissance de l'Espagne déclinait, et l'on cessa de la craindre. Les renforts arrivés de Naples à Gênes par mer, pour Mendoza, n'affligèrent Charles-Emmanuel que parce qu'ils avaient été dirigés par son fils Philibert, amiral au service d'Espagne. Le duc envoya des négociateurs en Angleterre et en Hollande, et rejeta la médiation de la France et du pape, déclarant ne vouloir se prêter à aucun accommodement avant que l'on reconnût préalablement qu'en sa qualité de prince libre et indépendant il traiterait d'égal à égal avec le roi d'Espagne. Malgré tous ses désirs de s'unir à Venise, il ne céda pas non plus aux conseils pacifiques du sénat. En résumé, les Vénitiens faisaient des vœux pour les armes du duc, mais ils n'osaient pas encore se déclarer contre l'Espagne, amie de la France. Le duc de Toscane seul oubliait la politique de sa maison, qui avait tendu jusqu'alors à l'affaiblissement de l'influence étrangère et au maintien de l'équilibre en Italie. (*Note du traducteur.*)

(1) Mendoza s'était porté contre Asti avec trente mille hommes. Le duc, qui avait environ quinze mille fantassins, et quinze cents cavaliers sous ses ordres, parmi lesquels beaucoup de Français volontaires, sortit de la place, et voulut défendre les bords de la petite rivière de Versa. Les divers retranchements des Savoyards furent enlevés après une vigoureuse résistance. Les Espagnols eurent encore l'avantage dans plusieurs combats sur les hauteurs qui dominent la ville. Déjà la terreur se répandait dans Asti, et gagnait Turin; mais Mendoza ne profita pas de son succès. Le duc reforma ses troupes; les maladies et la désertion affaiblirent le camp espagnol. Voilà d'abord ce qui fit plier un peu l'humeur altière du gouverneur espagnol; il avait vaincu, et il semblait avoir subi une défaite. Quant à la médiation pacifique, elle fut remplie à l'envi par la France, le pape et Venise. Les représentants de ces trois puissances arrêtèrent de concert les conditions du traité. L'article relatif au mode du désarmement montre assez la défiance qui régnait entre les deux parties belligérantes. Nous le rapportons en nous servant des termes de Botta: « L'ambasciator francese pregherebbe il duca di far uscire d'Asti mille fanti. In uscendo, scriverebbe al governatore, pregandolo di ritirarsi co' suoi alla croce bianca e a quarto. Fatto questo, lo stesso ambasciatore ripregherebbe il duca, perchè facesse uscire della città la soldatesca rimanente, e nello stesso giorno che ciò succedesse, prometteva l'ambasciatore di far uscire gli Spagnuoli dal Piemonte. Il che eseguito, il duca incontinente dovesse nel modo convenuto disarmare, con promessa però dell' ambasciatore che, effettuato il governatore disporrebbe dei soldati regj in maniera, che nè il duca nè altro principe d'Italia non potessero ricevere ombra o gelosia. » Botta, *Historia d'Italia*, l. 17. Ainsi le duc de Savoie sortit à son honneur de cette lutte si périlleuse. Il réserva tous ses droits sur le Montferrat, assura la situation de ses partisans dans ce pays, et ne s'inclina point devant la puissance de l'Espagne. Le roi Philippe se montra plus empressé que lui de faire la paix, et le nom espagnol perdit tout son prestige en Italie. (*Note du traducteur.*)

condescendance; le vingt-deux juin seize cent quinze fut signé un accommodement qui imposait aux deux partis le désarmement; mais le duc devait désarmer le premier. Les débats relatifs au Montferrat étaient réservés à la décision du conseil aulique, et la France s'engageait à se porter aussitôt au secours de la Savoie, si le traité n'était pas observé du côté de l'Espagne.

Le cabinet espagnol fut si mécontent de la conduite de Mendoza dans ces circonstances, et de ses efforts pour amener la guerre, qu'il le rappela; il envoya pour le remplacer Pedro de Tolède, dont l'attention fut bientôt attirée vers l'Orient.

Reculant devant les Turcs, des Dalmates et d'autres Slaves du littoral de l'Adriatique s'étaient réunis en une troupe de pirates, qui sous le nom d'Uscoques (fugitifs, bandits) s'établirent d'abord dans le château fort de Klis, non loin de Salona, puis furent accueillis à Segna par le comte Frangipani, et se trouvèrent bientôt placés sous la protection de l'archiduc Charles de Gratz; l'empereur les considéra comme d'utiles adversaires à opposer à des bandes guerrières de même espèce, retirées sur les frontières turques, appelées les Martoloses (1); et Venise ferma quelque temps les yeux sur leurs déprédations, quoique les Uscoques, dont la piraterie s'exerçait principalement contre les Turcs, s'attaquassent parfois aussi à la marine vénitienne. Déjà les Uscoques avaient provoqué une guerre entre l'empereur et la Porte. Enfin Venise prétendant à la domination exclusive de l'Adriatique, et exerçant une surveillance jalouse sur cette mer, ne pouvait plus rien opposer aux réclamations de la Porte, qui sommait la république de mettre un terme aux excès des Uscoques; elle se mit à poursuivre les protégés de l'Autriche (2); ceux-ci se défendirent vaillamment; ensuite un provéditeur vénitien surprit un poste d'Uscoques, puis quinze galères et trente autres bâtiments bloquèrent tous les ports et toutes les retraites de ces forbans; mais le courage des Uscoques brava encore ces attaques, et toutes les issues vers la mer étant bouchées par les Vénitiens, ils s'échappèrent du côté de terre, et pénétrèrent dans l'Istrie vénitienne. En les poursuivant, les troupes de la république dévastèrent une partie du territoire autrichien, et dès lors il fallut un traité pour détourner une guerre entre Venise et l'Autriche (1). Plus tard, lorsque les pirateries de cette tribu guerrière jetèrent la république dans une complication d'embarras, et dans une infinité de rapports désagréables à l'égard des Turcs et de l'Autriche, il fut question de disperser les Uscoques; et pour cela on songea à les enrôler pour le compte du vice-roi de Naples, du grand-duc de Toscane et de Venise. Mais la cour impériale s'opposa encore à ce projet; et comme les Uscoques répandirent partout le bruit qu'ils étaient soutenus par l'empereur, et même autorisés en secret par les Vénitiens à poursuivre la guerre maritime contre les Turcs, le sultan demanda satisfaction à Venise d'un ton si menaçant (2), qu'il ne resta plus de choix

(1) Joseph de Hammer, *Histoire de l'empire ottoman.*

(2) L'Autriche, jalouse de la prospérité commerciale de Venise, n'était peut-être pas fâchée du tort que les pirates causaient à la marine de la république; néanmoins l'empereur Maximilien avait appuyé les mesures répressives de la piraterie prises par le sénat; mais il ne voulut pas consentir à démolir Fiume et Buccari, où les Uscoques se retiraient. Il envoya des ordres à Segna pour faire restituer les prises faites sur les chrétiens et châtier les déprédateurs; mais son autorité fut méprisée au centre de la puissance des Uscoques. (*Note du traducteur.*)

(1) Daru, IV, p. 270.

(2) Un Tschausch fut envoyé à Venise pour déclarer que si les Vénitiens ne voulaient ou ne pouvaient purger la mer, les Turcs s'en charge-

au sénat sinon entre la destruction des Uscoques, aux risques d'engager des hostilités avec l'Autriche, et une guerre certaine, instante contre les Turcs (1). La prise d'une galère vénitienne et le massacre du capitaine, puis le refus du commandant de Segna de restituer le bâtiment, déterminèrent enfin les Vénitiens à bloquer toutes les côtes occupées ou fréquentées par les Uscoques (1);

---

raient. « Ou que Venise laisse la mer libre à tous, disaient les instructions du messager d'État turc, ou bien qu'elle la tienne à l'abri des pirates. » La Porte soupçonnait de la perfidie dans ces attaques audacieuses des Uscoques; et comme le sénat laissa entendre que les forbans, poursuivis par les galères de Saint-Marc, trouvaient asile dans les possessions autrichiennes, les Turcs, irrités de la tolérance de l'archiduc Ferdinand, attaquèrent la maison d'Autriche par la Hongrie. Au reste le pape, si ami de la paix, exprimait bien vivement son indignation pour le tort causé au commerce d'Ancône par ces brigandages, qui devinrent un objet de conférences graves à Venise entre les représentants des diverses puissances. Les soupçons commençaient à peser fortement sur l'Autriche, ou du moins sur l'archiduc Ferdinand. Ce prince envoyait bien des commissaires à Segna pour prévenir de nouvelles attaques contre le commerce, et demander la restitution des prises antérieures; mais ses agents se laissaient gagner par les pirates, ou bien négligeaient l'exécution des ordres. Les Autrichiens regardaient peut-être Segna comme un lieu favorable pour lever des contributions sur le commerce vénitien. (*Note du traducteur.*)

(1) Sur les pressantes réclamations de toutes les puissances maritimes, l'empereur Mathias manda l'archiduc Ferdinand à la cour de Vienne. Il y eut beaucoup de débats, et il fut convenu entre l'ambassadeur vénitien et le vice-chancelier impérial que Ferdinand promettrait à Mathias d'empêcher les courses des barques, de chasser de Segna les Uscoques les plus indociles, de châtier les coupables, de leur interdire toute retraite, de ne pas donner asile aux bannis de la république, de changer le commandant de Segna, de mettre dans cette place une garnison allemande en état d'imposer l'obéissance aux plus rebelles. L'empereur engagea sa parole pour l'exécution de ces promesses, si la république levait le blocus, peu rigoureux d'ailleurs, de Fiume, Buccari et Segna, et rendait les prisonniers. Mais les conditions de cet accommodement ne s'accomplirent point. On expulsa peu de pirates de Segna; la nouvelle garnison, faute de solde, se dissipa, et les ravages des Uscoques s'exercèrent avec plus de fureur que jamais. (*Note du traducteur.*)

(1) Les Vénitiens étaient déjà provoqués par les plaintes de tous les États maritimes, lorsqu'un acte atroce vint porter au plus haut point leur irritation. Les Uscoques entrèrent avec six barques dans Mandre, port de l'île de Pago, et surprirent la galère de Cristoforo Veniero, qui se tenait peu sur ses gardes. Ils égorgèrent tout ce qui dormait ou tout ce qui résistait, jetèrent les cadavres à la mer, firent subir les plus affreuses tortures à Veniero, et finirent par lui arracher le cœur, qu'ils dévorèrent. A cette nouvelle, Venise entière fut saisie d'horreur; il fut proposé dans le sénat de courir aussitôt à l'extermination des Uscoques, et de frapper même l'archiduc Ferdinand s'il s'opposait à l'expédition, aux risques d'entrer en guerre avec l'empereur Mathias. Les plus sages sénateurs representerent le danger d'un parti si décisif, et furent d'avis d'adresser d'abord des réclamations à Ferdinand, et de resserrer en même temps les forbans dans leurs repaires, attendant l'occasion de les saisir et de les exterminer. On adopta cette opinion. Des plaintes furent adressées à Ferdinand et à Mathias, et le sénat réclama le châtiment des coupables, ainsi que la restitution du butin. En même temps des ordres furent donnés au général de Dalmatie pour augmenter ses forces et presser les Uscoques dans Segna. Les bâtiments pris ne furent pas rendus; on laissa échapper les hommes qui s'en étaient emparés. Des commissaires autrichiens et vénitiens s'abouchèrent à Fiume sans arriver à aucune conclusion; car les seconds demandaient l'expulsion définitive des Uscoques de Segna, et les impériaux répondaient qu'ils n'avaient aucun pouvoir pour traiter de pareille chose. Les Uscoques, réduits aux dernières extrémités par les mesures des Vénitiens, se jetèrent sur les terres voisines, de

alors de leur côté les Autrichiens réclamèrent la libre navigation sur le golfe, et ne prirent aucune mesure efficace pour redresser les griefs de la république. En seize cent quinze, les Vénitiens commencèrent la guerre en se saisissant du château de Novi au comte de Frangipani, et détruisant les salines aux environs de cette place, et dans le voisinage de Trieste. Irrités de ce dernier acte, les Autrichiens envahirent le Frioul, et le gouverneur de Trieste mit à prix la tête du provéditeur qui avait causé les dégâts sur la saline de Trieste (1). La place de Palma servit de ce côté de point d'appui aux troupes de la république (2).

Aussitôt que la république eut rassemblé des forces suffisantes, elle fit attaquer de nouveau les Autrichiens, qui furent obligés de céder, et les troupes de Venise occupèrent presque tout le comté de Gœrz. L'archiduc Ferdinand se plaignit auprès de toutes les cours de la rupture de la paix sans déclaration de guerre; mais les Vénitiens, loin de s'arrêter dans leurs opérations militaires, résolurent de se porter sur Gradisca. Adam de Trautmansdorf, à la tête des troupes autrichiennes, protégea Gœrz et Gradisca; l'armée vénitienne, forte de douze mille hommes, sous les ordres du génois Pompeo de' Giustiniani, parut devant cette dernière place (3); mais elle ne put la prendre, quoique l'artillerie eût ouvert des brèches, parce que les soldats sentirent tomber leur courage lorsqu'il s'agit de livrer l'assaut (1).

Le pape et les cours de France et d'Espagne offrirent leur médiation; les Vénitiens levèrent le siége de Gradisca; mais au milieu des négociations, les Autrichiens pénétrèrent dans le Frioul, et Pedro de Tolède, marquis de Villafranca, gouverneur de Milan, qui cherchait la guerre, tandis que sa cour désirait la paix, rassembla aussi des troupes sur les frontières occidentales des territoires vénitiens; en même temps le vice-roi de Naples, Pedro de Giron, duc d'Ossuna, prit une attitude menaçante. La république, loin de s'en laisser imposer par ces démonstrations, fit attaquer et tailler en pièces des bandes d'Uscoques dans Sorissa; l'Istrie fut dévastée, tous les Uscoques que l'on put saisir dans ces cantons furent mis à mort, et Venise continua de maintenir fermement ses droits à la domination de l'Adriatique. Comme la France était alors liée étroitement avec l'Espagne, Venise chercha de nouvelles alliances; elle trouva des amis dans la Savoie et les Pays-Bas.

Loin de désarmer conformément au dernier traité, le duc de Savoie avait augmenté ses troupes (2), et don Pedro de Tolède

---

quelque puissance qu'elles dépendissent; et, comme à leurs irruptions se joignaient des sujets de nations diverses, les gouvernements respectifs se mirent sur leurs gardes, préparèrent leurs armes, et des hostilités réciproques s'exercèrent sans qu'il y eût de déclaration de guerre. (*Note du traducteur.*)

(1) Daru, p. 281.

(2) Dans cette année aussi se trouve placée la mort du doge Memo, qui au mois de novembre seize cent quinze eut pour successeur Giovanni Bembo.

(3) Daru, p. 284

(1) Sur les mouvements des troupes vénitiennes à cette époque, voyez l'ouvrage de Ranke, p. 77.

(2) Le duc était autorisé à ces mesures par la conduite du nouveau gouverneur de Milan. A l'arrivée de Pedro de Tolède, Charles Emmanuel lui avait envoyé un seigneur de sa cour pour s'entendre avec lui sur les conditions d'Asti. Pedro avait répondu dédaigneusement que son maître n'avait de règle que sa modération et sa clémence; que si Charles Emmanuel voulait se remettre à la bonté royale, il éprouverait que c'était sa plus forte garantie. Quant au désarmement, il avait dit que la dignité du roi, les mouvements des Vénitiens et la situation de l'archiduc Ferdinand, ne le permettaient pas. On pouvait conclure de la fin de cette réponse que les deux branches de la maison d'Autriche se prêtaient

crut alors être en droit d'envahir le Piémont. Il battit le duc près de Lucedio, et celui-ci parut rechercher la paix. Cependant Cosimo II s'entendit avec Tolède pour des subsides mensuels de trente mille *scudi*, et aussitôt la république remit au duc trois cent mille ducats, s'engageant à lui en fournir cinquante mille par mois pour le mettre en état de résister à Tolède. Lesdiguières, sous prétexte de vouloir maintenir contre le gouverneur de Milan le traité conclu précédemment sous la garantie de la France, vint aussi au secours du duc (1); et celui-ci pénétra dans le Montferrat, où en seize cent dix-sept il s'empara de San-Damiano, Alba et Montiglio. C'est ainsi que Tolède se trouva occupé par ces alliés de la république.

Le canton des Grisons, précédemment ligué avec Venise pour contenir Milan, était maintenant plus important pour elle que les États italiens ne permettaient pas aux commissaires de la république de faire des enrôlements sur leurs territoires, et que pour continuer la lutte elle avait besoin avant tout de soldats; pour l'argent et le matériel de guerre, elle n'en manquait pas. Les Grisons ne voulurent pas d'abord accorder la faculté de faire des levées; mais là encore l'or vénitien eut plus de pouvoir que la suzeraineté, et la république tira de ce canton près de quatre mille hommes dont elle fortifia son armée.

Une ligue de quinze ans fut conclue avec les Pays-Bas, auxquels Venise devait payer cinquante mille florins par mois dans le cas où ils seraient attaqués, et de leur côté les Néerlandais devaient fournir aux Vénitiens en pareille circonstance, de l'argent, des hommes ou des vaisseaux dans la même proportion, et selon le choix des Vénitiens. En conséquence de cette alliance, quatre mille trois cents hommes arrivèrent sous le comte Jean de Nassau, et furent employés dans le Frioul.

---

un mutuel appui, au grand péril de l'Italie. A Venise, le marquis de la Cueva, ambassadeur d'Espagne, se montrait peu disposé en faveur de la république. Le duc d'Ossuna, vice-roi de Naples, semblait protéger avec sa marine les Uscoques contre les Vénitiens dans l'Adriatique. Il y avait donc un intérêt commun entre Venise et la Savoie. Le duc était plus emporté dans sa haine contre les Espagnols, parce que Pedro de Tolède tramait contre lui un complot avec le duc de Nemours, prince de sa famille établi en France. (*Note du traducteur.*)

(1) Le duc avait pressé la cour de France de le soutenir contre les Espagnols; mais l'état du royaume ne permettait pas de songer à porter son action au dehors; d'ailleurs la reine poussait le roi Louis vers les intérêts de l'Espagne. Lesdiguières seul, jouissant d'une sorte d'indépendance dans son gouvernement du Dauphiné, laissa des volontaires passer au service de la Savoie, et repoussa toutes les offres du roi Philippe, qui voulait le détourner de prêter secours au duc. Lorsqu'il apprit sa défaite à Lucedio, et les pertes qu'il avait subies, il se mit en route avec sept à huit mille hommes, infanterie et cavalerie, dont plusieurs compagnies portaient les bannières du roi; ce qui donna un grand appui moral aux affaires du duc. C'est alors que les Savoyards se jetèrent sur le Montferrat, où ils s'étendirent à leur aise. Le départ de Lesdiguières pour la France, où le rappelaient la chute des Concini et les succès de Luynes, arrêtèrent pour un instant les progrès de Charles Emmanuel. Les Espagnols reprirent l'offensive, et Pedro de Tolède se porta brusquement sur Vercelli, qui repoussa d'abord vaillamment de furieux assauts, et capitula ensuite au moment où Lesdiguières revenait avec de nouveaux renforts de Français. Aussitôt les Espagnols cédèrent sur tous les points. Felizzano, Refrancore, Quattordici, Solere, Non, Ribaldone et la Rocca, passèrent au pouvoir des confédérés, et Pedro de Tolède, voyant les places prêtes à se soumettre aux deux grands capitaines qu'il avait en tête, se plaignit hautement de l'appui prêté ouvertement au duc par le roi de France, allié de Philippe; mais son orgueil humilié devait moins s'opposer aux projets d'accommodement que suivaient d'autres puissances. (*Note du traducteur.*)

Cependant Gradisca avait été bloquée de nouveau et resserrée étroitement; la famine commençait à se faire sentir lorsqu'arrivèrent les Néerlandais. Mais alors l'intervention de la France, qui se porta comme médiatrice, menaçant, dans le cas où les Vénitiens n'accueilleraient pas ses propositions, de se réunir avec l'Espagne pour imposer la cessation des hostilités, réduisit la république à la paix malgré la supériorité momentanée de ses armes (1). Le traité fut ratifié dans la capitale de l'Espagne, et l'accommodement fut appelé paix de Madrid (2). Certains articles obligeaient l'archiduc Ferdinand à mettre garnison allemande à Segna, à brûler les barques des Uscoques, et à faire transporter les plus indomptables de ces forbans dans l'intérieur de ses domaines (3). En échange, il obtint la restitution de ce qui avait été conquis sur lui.

(1) Il est facile de voir que cette supériorité n'était que momentanée : Tolède était déjà sur le territoire de la république pour aller faire lever le siége de Gradisca. Ossuna avait envoyé une flotte dans le golfe. Après la paix, les Vénitiens se portèrent sur Raguse, que la flotte d'Ossuna avait pourvue de vivres. Les bâtiments d'Ossuna parurent encore pour défendre les Ragusains, en novembre seize cent dix-sept, et l'amiral vénitien se retira après avoir échangé quelques coups de canon avec les Napolitains.

(2) Les négociations furent poursuivies surtout par la France et la cour pontificale; et toutes les conventions furent arrêtées à Paris le six septembre.

(3) En seize cent dix-huit, on désigna trente-trois chefs des Uscoques, les plus signalés par leurs crimes; on les déclara rebelles, et ils furent chassés de Segna. Au reste, la plus grande partie de cette race féroce fut transportée à Karlstadt et sur les autres frontières plus éloignées de la mer, du côté de la Turquie. Quelques hommes des plus audacieux se retirèrent sous la protection du duc d'Ossuna sur les terres de Naples. Des peines très-graves furent prononcées contre ceux qui oseraient revenir dans leurs anciennes demeures. On incendia leurs barques et le nom des Uscoques parut éteint.

Cette même paix de Madrid termina aussi les affaires de Montferrat (1), et garantit le maintien de l'accommodement précédent. Le duc de Savoie dut évacuer le Montferrat, et Pedro de Tolède, Vercelli avec son territoire; le désarmement était imposé à tous deux, et le duc devait remettre au conseil aulique la décision sur ses prétentions. L'exécution de la paix fut retardée encore jusque dans l'année seize cent dix-huit.

Cosimo II se rapprocha plus encore de l'Espagne, et fut conduit à embrasser plus étroitement des intérêts opposés à ceux de la Savoie, par le mariage de sa sœur Catterina avec le duc Ferdinando de Mantoue (dix-sept février seize cent dix-sept); d'autres circonstances l'encourageaient dans cette voie; la chute du parti Concini à la cour de Louis XIII, des dommages causés aux relations commerciales de Livourne par des bâtiments de Marseille, avaient amené une mésintelligence complète entre le gouvernement de Toscane et la couronne de France.

Les lieutenants du roi d'Espagne en Italie n'avaient plus à redouter que la Savoie et Venise dans cette Péninsule; et, voyant que la première puissance avait été humiliée par la supériorité des armes espagnoles dans la dernière guerre, ils devinrent d'autant plus audacieux, et les recherches les plus récentes et les plus minutieuses (2)

(1) La querelle au sujet de ce pays s'était ranimée plus vivement que jamais. Le duc de Mantoue, se sentant appuyé par Tolède, s'était montré aussi peu disposé à subir les conventions d'Asti. Il avait augmenté ses armements à Casale, et avait poursuivi rigoureusement comme rebelles les partisans du duc de Savoie, que le traité avait garantis de toutes recherches, et ses instances auprès de la cour de Madrid avaient aussi contribué à irriter les esprits. (*Note du traducteur.*)

(2) Sur la conjuration contre Venise dans l'année seize cent dix-huit, voyez Ranke. Berlin, dix-huit cent trente et un.

Botta raconte cette conjuration avec des dé

ont demontre que ni l'ambassadeur espagnol à Venise, don Alfonso de Cueva, marquis de Bedmar, ni le vice-roi de Naples, duc d'Ossuna, ne restèrent étrangers à un complot que tramèrent des officiers français à la solde vénitienne, pour s'emparer de Venise; mais ce complot n'arriva pas à maturité, parce que la république, informée à temps, se saisit des principaux complices au mois de mai seize cent dix-huit, et les fit exécuter (1). L'ambassadeur vénitien près de la cour d'Espagne, Pietro Gritti, parvint à obtenir le rappel de Bedmar ainsi que la révocation de Pedro de Tolède, gouverneur de Milan. A la place du dernier vint le duc de Feria, Gomez Suarez. Le duc d'Ossuna fut bientôt entraîné à sa ruine par les efforts de son ambition; après avoir échoué dans ses plans de surprise sur Venise, il voulut encore songer aux moyens d'acquérir la domination sur le golfe Adriatique, ou du moins continua ses enrôlements de troupes et ses armements. Pour se procurer l'argent nécessaire à ces préparatifs, il foula le royaume, qui eut encore à souffrir des logements militaires et de l'insolence des soldats. Le mécontentement devint général (2), et dans

---

tails à peu près semblables à ceux qu'a donnés Saint-Réal; seulement la forme sous laquelle il les présente est différente de l'ouvrage si travaillé de l'écrivain français. Jacques Pierre, Français de nation, qui s'était rendu fameux par ses exploits de corsaire contre les Turcs, quitta le service du vice-roi de Naples pour celui de Venise au mois d'août seize cent dix-sept; il fut accueilli avec empressement par la république, malgré les avertissements de Contarini, ambassadeur vénitien à Rome. Il s'occupa aussitôt de mettre à exécution les sinistres projets qu'il avait concertés avec le duc d'Ossuna. Celui-ci assemblait des galères, qui inquiétaient le commerce vénitien; le gouverneur de Milan concentrait des troupes sur les frontières. En même temps Jacques Pierre, qui était occupé à l'arsenal, s'entendit avec l'ambassadeur d'Espagne à Venise, Alfonso de Cueva, marquis de Bedmar. Deux autres Français, Langlade et Renault, devinrent les principaux agents de la conspiration. Avec l'argent espagnol, ils gagnèrent beaucoup d'aventuriers français, et jetèrent des semences de rébellion dans les troupes hollandaises revenues du Frioul, et qui, retenues au lazaret, à quelque distance de Venise, se plaignaient des retards apportés au payement de leur solde. Jacques Pierre, jaloux d'un Italien, Alessandro Spinosa, envoyé à Venise par le vice-roi pour surveiller la marche du complot, dénonça cet agent napolitain aux inquisiteurs d'État, qui, ayant fait saisir Spinosa, ne conçurent plus de soupçons contre les autres conspirateurs. Le sept avril, Jacques Pierre, voyant le vice-roi de Naples hésiter à lui prêter le concours demandé, lui écrivit une lettre dans laquelle étaient exposés les moyens d'exécution. Pierre prétendait avoir gagné le régiment du comte de Lievenstein, de trois mille cinq cents hommes, logés au lazaret, huit cents du régiment de Nassau, quinze cents soldats postés en d'autres lieux, et beaucoup d'aventuriers, en tout cinq mille hommes, prêts à brûler l'arsenal et les principaux palais, à faire sauter le grand-conseil réuni, pour arborer ensuite l'aigle autrichienne à la place du lion de Saint-Marc. Mais une tempête affreuse dispersa ou brisa la flotte d'Ossuna, entrée dans l'Adriatique pour appuyer les conjurés. Ceux-ci se déconcertèrent; deux d'entre eux allèrent faire des révélations au conseil des Dix. Les arrestations eurent lieu aussitôt. Les aventuriers étrangers s'enfuirent; mais on saisit beaucoup de coupables et de suspects. Il y eut plus de cinq cents exécutions. Le marquis de Bedmar, après avoir fait de vaines protestations, s'éloigna pour échapper aux ressentiments populaires. (*Note du traducteur.*)

(1) Au mois de mars mourut le doge Giovanni Bembo; il eut pour successeur Niccolò Donato, qui régna seulement vingt-trois jours, et mourut le vingt-six avril. Après lui l'élection porta à la première dignité de l'État Antonio de' Priuli, alors absent.

(2) Muratori, xv, p. 265: « Il calpestare la nobiltà, il violare la immunità delle chiese, l'imporre tutto di gravezze i Napoletani, e fino il rispettar poco gli stessi ordini della corte di

l'automne de seize cent dix-huit le père Lorenzo Brindisi (1) fut député auprès du roi, chargé de représenter l'état du royaume et d'obtenir le rappel d'Ossuna. Comme tous les moyens manquaient d'opposer à cette démarche un acte qui pût le maintenir, Ossuna entra dans la voie de la démagogie, réveilla la jalousie du peuple contre la noblesse à Naples, remit des impôts au peuple, et il vit enfin l'*eletto* du peuple, Grimaldi, envoyé en Espagne pour plaider la cause du vice-roi. Grimaldi n'obtint rien à la cour, la situation des choses devenant de plus en plus défavorable pour le vice-roi (2); alors celui-ci prit en seize cent dix-neuf des mercenaires français et wallons à sa solde, pensant avec leur assistance et l'appui d'un parti turbulent se maintenir par force et dans l'indépendance à l'égard de la cour. La France et la Savoie étaient disposées à le soutenir (1); mais Venise, tout en s'opposant partout aux prétentions et à l'esprit d'envahissement des Espagnols, voulait en général le maintien du *statu quo* pour l'Italie (2), en conséquence d'une politique toute pacifique, telle qu'était au fond celle du cabinet espagnol. La république détourna donc le duc de Savoie aussi bien que la France de toute démarche décisive, et le cinq mai seize cent vingt le successeur d'Ossuna, le cardinal Borgia, arriva à Gaëte (3). Ossuna chercha bien en-

Spagna, erano i frutti del suo bizarro ingegno. » (Il s'agit du vice-roi.) Muratori s'exprime encore plus énergiquement, p. 276.

(1) Les nobles avaient déjà fait agir leur émissaire, Gian Francesco Spinelli, auprès de la cour d'Espagne, insistant sur le prompt rappel d'Ossuna, ou du moins demandant que la vice-royauté ne lui fût pas prorogée; car les nominations n'étaient que pour trois ans, qui expiraient en seize cent dix-neuf. Ils alléguaient qu'Ossuna tyrannisait le royaume, qu'il abandonnait le pays à la licence et aux brutalités des soldats; qu'il violentait les tribunaux, attentait chaque jour à la morale et à la religion; qu'il forçait les couvents et outrageait les vierges du Seigneur, insultait chaque jour les plus honorables familles; que, s'il était laissé dans son office, Naples serait frappé de quelque catastrophe; que déjà l'on apercevait bien des signes d'orage; que l'indignation était près d'éclater; que le duc d'Ossuna continuait à exaspérer les Vénitiens par des courses armées sur l'Adriatique, et que cependant il laissait les principales forteresses dépourvues d'artillerie; qu'il avait des intelligences avec les Turcs, qu'il envoyait des présents au grand-visir; qu'il n'y avait de sécurité ni au dedans, ni au dehors, tant qu'il resterait en place. (*Note du traducteur.*)

(2) Les représentations du député de la noblesse napolitaine avaient produit peu d'effet à la cour de Madrid; mais le père Brindisi, ayant été attaqué d'une maladie mortelle, renouvela sur son lit de douleur ses dénonciations contre le vice-roi, et cette fois il fut écouté. L'on résolut d'éloigner Ossuna, et de lui donner pour successeur le cardinal Borgia, alors à Rome. (*Note du traducteur.*)

(1) Les aventuriers français qui entouraient Ossuna le pressaient de se déclarer en état de révolte. La Verrière, capitaine de ses gardes, lui faisait espérer l'appui de la France. Un négociateur fut envoyé à Paris; le cabinet de France l'adressa à Lesdiguières, puis au duc de Savoie; et l'agent revint avec des promesses de Paris, de Grenoble et de Turin. Toutefois les ministres français ne voulaient prendre aucune résolution décisive, malgré les instances du prince de Piémont, alors à Paris pour son mariage. (*Note du traducteur.*)

(2) Le vice-roi, malgré tous ses outrages à Venise, comptait encore sur la haine de la république contre l'Espagne, et il avait fait tenter les chefs du parti le plus contraire aux Espagnols; mais ces nobles ne voulurent rien entendre d'un homme signalé déjà par ses trahisons, ou bien répondirent qu'ils ne devaient pas prendre de résolution avant qu'Ossuna eût fait une déclaration publique propre à dissiper tous les doutes. La chose ne fut point portée au sénat, et resta entre les conseillers du doge. (*Note du traducteur.*)

(3) Ossuna, tout en cherchant à nouer des intrigues avec les étrangers, ne négligeait aucun moyen auprès de la cour de Madrid pour

core à se fortifier dans Naples ; et il trouva de l'assistance auprès du nouvel *eletto* du peuple, Giulio Genovino ; mais Borgia parvint sans bruit à Procida, fut reçu secrètement par le commandant du Castello Nuovo à Naples, et le duc d'Ossuna ayant appris trop tard son arrivée, il ne lui resta plus qu'à se résigner (1) ; le quatorze juin seize cent vingt, il mit à la voile pour l'Espagne (2).

Tous ces événements n'affectèrent pas la tranquillité de la Toscane, et Cosimo tourna sa principale attention sur sa marine. Le commerce refleurit, et la guerre de corsaire fut poursuivie presque toujours avec succès contre les infidèles, non-seulement par les bâtiments de l'ordre de Saint-Étienne, mais encore par les propres galères du grand-duc. Dans ces luttes, Giulio da Montauto prit de plus en plus la place d'Inghirami. La Savoie essaya de se lier plus étroitement avec la France, et le troisième fils de Charles Emmanuel, le cardinal Maurice, parvint à obtenir pour son frère aîné le prince de Piémont, Victor Amédée, Christine fille d'Henri IV. Si cette alliance servit aussi à l'affermissement des rapports d'amitié entre Venise même et la Savoie, cette dernière puissance se rapprocha en même temps de la branche allemande de la maison de Habsburg, et ces liaisons, qui ne pouvaient être l'objet des désirs de la république, avaient la plus grande importance pour le duc. Cosimo, qui redoutait l'influence croissante de Charles Emmanuel, voyait suivre des négociations pour le mariage de l'empereur avec une princesse savoyarde, et pour l'obtention du titre royal en faveur de la Savoie, fit à Madrid, à Rome et à Vienne tout son possible pour mettre des obstacles aux projets du duc.

Cependant le duc de Feria, gouverneur espagnol de Milan, avait trouvé de l'occupation dans les événements de la Valteline, qui depuis les dernières guerres d'Italie, ainsi qu'on l'a fait observer en temps opportun, était soumise aux Grisons, mais qui, au lieu d'avoir embrassé la réforme comme ceux-ci,

---

obtenir sa prorogation, et en même temps des émissaires se répandaient parmi le peuple pour vanter ses bienfaits. Il cherchait à regagner les nobles en leur donnant des charges, et le clergé par une odieuse affectation de dévotion. Il était impossible que toutes ces pratiques ne se heurtassent point entre elles. Il en attendait néanmoins d'heureux résultats, et il avait essayé de tenir son successeur éloigné, en disant qu'il était prêt à se retirer aussitôt après la réception d'avis demandés à Madrid sur des affaires importantes. A l'occasion du mariage et de l'arrivée de son fils à Naples, il donna des fêtes pompeuses, et plaça sur sa tête, comme en se jouant, la couronne royale, conservée dans le palais; mais le prince de Bisignano lui dit: *Signore, questa corona va bene, ma sulla fronte del re.* En même temps la cour de France refusa de se commettre avec l'Espagne ; et Borgia arriva à Gaëte. Ossuna fit sonder les esprits des troupes, et il sut que les soldats étaient disposés à se soumettre à la volonté royale plutôt qu'à se précipiter dans tous les périls où les jetaient les caprices d'un seigneur rebelle. (*Note du traducteur.*)

(1) Avant de se résigner, il avait eu recours aux moyens les plus odieux. Pour dégoûter le nouveau vice-roi du poste qu'il venait occuper, il avait rempli Naples de malfaiteurs, qui à chaque instant commettaient des délits ou des crimes. Borgia ne se laissa point effrayer. Les commandants des châteaux de Santo-Elmo et dell' Uovo reconnurent son autorité. Au point du jour, les trois forts saluèrent par une décharge d'artillerie l'arrivée du nouveau vice-roi. Ce fut pour Ossuna le signal de la soumission. La populace, vainement excitée, ne bougea pas en sa faveur. Il partit le quatorze juin. A la mort de Philippe III il fut jeté en prison, où il mourut au bout de trois ans. (*Note du traducteur.*)

(2) D'après Ranke, bientôt après le départ d'Ossuna les Turcs surprirent Manfredonia, qu'ils pillèrent, emmenèrent un grand nombre d'esclaves, et justifièrent ainsi en quelque sorte Ossuna, qui avait toujours soutenu qu'il avait besoin de grands armements maritimes pour protéger les côtes contre les infidèles.

étaient restés fidèles à l'Eglise catholique. Depuis la guerre de Venise avec l'Autriche, il y avait dans le canton des Grisons une violente faction déclarée contre la république, et l'esprit de division, né de ces intérêts de partis, fut nourri en secret par le duc de Feria, qui finit par prendre sous sa protection les Valtelins opprimés dans leurs rapports religieux (1). Ils se révoltèrent en juillet seize cent vingt, et se réunirent avec le parti antivénitien, s'emparèrent de Sondrio, Morbegno, Bormio, et réduisirent ainsi la faction dévouée à Venise à la nécessité de chercher du secours auprès de Zurich et de Berne, afin de conserver Chiavenna et de reprendre la Valteline. Toutefois, avec l'appui de Feria, les Valtelins se maintinrent dans leur indépendance et dans la possession du comté de Bormio (1). Les

(1) Comme les factions politiques française et autrichienne luttaient avec trop d'avantages contre eux dans la république des Grisons, les Vénitiens furent les premiers à faire appel aux passions religieuses, et ils intéressèrent vivement à leur cause le clergé protestant, en rappelant avec quelle énergie ils avaient résisté à l'autorité du pape. En seize cent dix-huit, un synode tenu à Borgogno adopta, sous forme politique, des mesures qui proscrivaient les principaux dogmes de la foi catholique dans la Valteline, pays soumis au gouvernement politique des Grisons, quoiqu'il se régît en général par ses lois municipales. Les Grisons étaient d'ailleurs excités par les rigueurs de l'inquisition sur leurs frontières, et la vue du fort élevé jadis par le comte de Fuentes pour commander le passage de leurs vallées, soulevait leur indignation. De grands excès furent commis par suite des résolutions du synode de Borgogno, des victimes furent immolées. Le pays des Grisons lui-même comptait de nombreux dissidents religieux. Les catholiques le plus vivement persécutés se répandirent dans les pays des alentours; la Valteline tout entière était bouillonnante d'indignation. Les exilés des Grisons s'entendirent avec ce pays pour une attaque commune contre le parti qui s'était saisi du gouvernement de la république. Un émissaire fut envoyé à Milan. Il arriva en même temps que divers prêtres fuyant la fureur des protestants. Le cardinal-archevêque, Federigo Borromeo, appuya toutes ces plaintes auprès du gouverneur, qui donna de l'argent et promit des soldats quand l'étendard de la révolte serait levé. (*Note du traducteur.*)

(1) Le parti proscrit et les Valtelins commencèrent par un massacre des protestants à Tirano le dix-neuf juillet et à Teglio, emportèrent d'assaut Sondrio, dont les habitants hérétiques furent aussi passés au fil de l'épée, et se saisirent de tous les passages de Chiavenna, Malenco et Puschiavo. A cette nouvelle les Grisons, furieux, oublièrent leurs divisions intérieures, et coururent aux armes pour soumettre des sujets rebelles. Ils combattirent avec des alternatives de succès et de revers; et le commissaire archiducal, qui avait fourni des Allemands pour défendre Bormio, profita de tous ces désordres pour incorporer au Tyrol Monastero, qui unissait les États italiens des Autrichiens à leurs possessions de Germanie. Les Valtelins envoyèrent des émissaires aux cantons catholiques de Suisse, au duc de Savoie, aux Vénitiens, au gouverneur de Milan. Le duc de Feria leur fit passer cinq cents soldats portant les bannières espagnoles. Alors les Grisons abandonnèrent Chiavenna, Traona et Sondrio, et se retirèrent dans leurs montagnes. Des inquiétudes s'élevèrent sur les vues de l'Espagne; un décret de Madrid déclara que les Valtelins étaient sous la protection royale, et que le roi voulait ajouter à son titre de Catholique celui de Protecteur des opprimés et de Défenseur de la foi. Feria, se sentant autorisé, envoya plus librement des secours aux Valtelins. C'est alors que deux corps de troupes de Berne et de Zurich vinrent se réunir aux Grisons, s'emparèrent de Bormio, et menacèrent Tirano. Là se livra un furieux combat, où les Bernois s'étant engagés seuls subirent d'énormes pertes. Les Zuriquois vinrent livrer l'assaut à Tirano, d'où ils furent repoussés après que les munitions leur eurent manqué; et dans la retraite les paysans catholiques en firent un grand carnage. Les Valtelins vainqueurs, pour assurer leur situation, organisèrent un gouvernement, créèrent une régence biennale de douze citoyens élus par le peuple, et dont le président possédait l'autorité suprême. Le parti français

territoires allemands autrichiens séparaient la république des Grisons, et ne lui permettaient pas d'appuyer son parti avec assez de vivacité et de suite. Cette circonstance seule, qui embarrassait les mouvements de Venise, parut doubler la puissance de la maison de Habsburg, qui, maintenant en rapports d'amitié avec Mantoue et Gênes, dominait sur une étendue presque ininterrompue de pays, à partir des côtes d'Espagne en suivant l'Italie jusqu'à la Hongrie, depuis que la Valteline lui appartenait. Le pape lui-même était contraire à l'union de la Valteline avec le territoire du Milanais, et aurait voulu que cette petite contrée fût reconnue comme canton catholique indépendant. La France poursuivit cette idée avec vivacité. Mais au milieu des négociations mourut le Pape Paul V, le vingt-huit janvier seize cent vingt et un, et dans le conclave se formèrent trois partis, Borghèse, Espagnol, et Medici; ils se réunirent le neuf février pour élire l'archevêque de Bologne, Alessandro de' Ludovisi, qui prit le nom de Grégoire XV, et, à cause de son âge avancé voulant s'assurer un appui, nomma quelques jours après son neveu Lodovico de' Ludovisi cardinal.

Cependant Cosimo était devenu d'année en année plus maladif, et, lorsqu'il mourut le vingt-huit février, il eut pour successeur son fils aîné Ferdinando II âgé seulement de dix ans (1). Le testament de Cosimo nomma la grande-duchesse Christine, et l'archiduchesse Madeleine, mère et veuve du défunt, régentes pendant la minorité, en leur adjoignant quatre conseillers. Picchena et Cioli étaient encore à la tête des affaires, mais bientôt le dernier expulsa complétement son collègue. Au printemps de seize cent vingt et un, la sœur de Cosimo II, Claudia, fut enfin mariée à son fiancé le prince Federigo d'Urbino, et le duc Francesco Maria lui remit les rênes du gouvernement, pour se livrer aux douceurs du repos dans sa vieillesse, à Casteldurante (2). Mais Federigo, emporté par sa passion pour une actrice, Argentina, monta lui-même sur le théâtre, se chargea de rôles de bas comique d'une licence provoquante, et succomba bientôt à ce genre de vie; il mourut le vingt-huit juin seize cent vingt-trois, laissant de Claudia une fille unique, Vittoria, à laquelle passèrent les droits héréditaires sur le duché d'Urbino et le comté de Montefeltro. Comme la cour de Rome contestait ces droits, l'on crut que la meilleure manière de les assurer serait de les réunir aux prétentions de la république de Florence sur une partie de ces domaines auxquels elle n'avait renoncé qu'en faveur de la maison Rovere, et de fiancer le jeune grand-duc Ferdinando avec Vittoria, du vivant même de Francesco Maria, en arrangeant les choses de telle

---

entraîné par ses préventions contre Venise, ne pouvait donner aucune impulsion aux délibérations. Pour s'opposer à Venise, le résident de France chez les Grisons contribua aux résolutions des Valtelins qui condamnèrent l'alliance vénitienne; de sorte que les Espagnols acquirent une prépondérance incontestée dans la Valteline, et devinrent maîtres de la vallée, s'étant assurés de tous les passages au préjudice de la France. Les ministres français sentirent bientôt les funestes conséquences de leur incurie; mais alors les mouvements des huguenots dans le royaume attiraient toute leur attention. Venise envoya un ambassadeur extraordinaire à Paris pour insister sur les résultats de la prépondérance espagnole dans la Valteline, et sur a nécessité de secourir les Grisons à l'occasion des mouvements excités dans la vallée si proche du Milanais. Le duc de Savoie faisait d'aussi vives représentations, inquiet de l'effet des succès Espagnols pour ses intérêts dans les affaires du Montferrat. (*Note du traducteur.*)

(1) Il laissa encore quatre autres fils, Gian Carlo, Mattia, Francesco, Leopoldo, et deux filles, Margherita, Anna.

(2) Ce lieu était la résidence favorite du du plus tard Urbain VIII l'érigea en ville, a laquelle on donna le nom d'Urbania ou'elle porte encore.

sorte que tout l'héritage d'Urbino fût assigné comme la dot de Vittoria.

Cependant l'affaire de la Valteline s'était compliquée de plus en plus (1); car, au mois de mars seize cent vingt et un, Philippe IV était parvenu au pouvoir suprême en Espagne; à peine âgé de seize ans, il se laissait diriger par des ministres tout-puissants, et le duc de Savoie sut acquérir de nouveau la faveur du cabinet espagnol. La puissance de la maison de Habsburg, qui était aussi bien fermement établie en Toscane par l'archiduchesse régente, devint ainsi visiblement menaçante pour la France et pour le pape en Italie, et ce furent ces deux cours qui insistèrent sur l'accommodement des débats dans la Valteline. Déjà le vingt-cinq avril un traité avait été conclu à Madrid à des conditions qui laissaient les rapports de la Valteline à l'égard de la république des Grisons tels qu'ils étaient dans l'année seize cent dix-sept, et qui assuraient toute protection à l'Église catholique dans le pays. Mais ni les confédérés, ni le duc de Feria ne se conformèrent à cet accommodement (1); le dernier conquit Chiavenna, et l'archiduc Léopold occupa l'Agnedina, et ramena l'évêque expulsé de Coire (2).

Ces succès des armes autrichiennes et le mariage de l'empereur avec Éléonore da Gonzaga, sœur du duc de Mantoue, en février seize cent vingt-deux, finirent par donner de nouvelles inquiétudes au duc de Savoie pour son indépendance, et il semblait que l'union naturelle des intérêts de la France, de la Savoie et de Venise devaient conduire nécessairement ces États à se liguer pour lutter contre la prépondérance espagnole. Charles Emmanuel et le prince de Piémont, Victor Amédée, se rendirent en personne à Lyon, pour déterminer Louis XIII

(1) Le nouveau pontife s'était appliqué de suite à l'affaire de la Valteline, et avait agi puissamment auprès de la France pour la déterminer à forcer, par son intervention, les Espagnols à se désister d'une entreprise qui menaçait la liberté de l'Italie. Il avait même blâmé les actes sanguinaires des Valtelins pour se mettre en liberté, et il avait adressé de vives représentations au roi d'Espagne à ce sujet. La France envoya à Madrid un ambassadeur extraordinaire pour réclamer la remise de toutes choses dans leur état antérieur. De son côté, le duc de Feria avait attiré à Milan des députés des Grisons catholiques, habitants de la partie de la ligue dite la *Grigia*, pour accommoder les différends avec ceux de la Valteline. Le six février, il fut convenu entre ces représentants de leurs cantons et le gouverneur du Milanais qu'il y aurait confédération perpétuelle entre l'Espagne et la Rhétie; qu'il y aurait libre passage pour les soldats du roi d'Espagne par la Rhétie; que des garnisons espagnoles seraient maintenues huit années encore sur les points fortifiés de la Valteline; qu'ensuite on aviserait aux moyens à prendre pour l'avenir, et que l'on s'occuperait de la démolition du fort construit par Fuentes; que la Valteline et le comté de Bormio seraient restitués aux suzerains Grisons, qui accepteraient la présente confédération; que la religion catholique pourrait seule y être exercée; que la juridiction ecclésiastique y serait libre... Les deux autres parties de la ligue des Grisons, les *Dieci Dirittare* et la *Caddè* s'armèrent contre la *Grigia*, et dans la *Grigia* même les avis étaient violemment divisés; c'est alors que se poursuivirent les négociations de Madrid, et que le roi Philippe III mourut, laissant la couronne à son fils Philippe IV. (*Note du traducteur.*)

(1) Dans la diète de Lucerne, aucun canton ne voulut se porter garant pour les Grisons, selon la condition posée dans le traité de Madrid; catholiques et protestants repoussaient cet acte en Suisse.

(2) Les protestants de la ligue des Grisons avaient repris les armes les premiers pour recouvrer la Valteline. Ils furent dispersés à l'arrivée de Feria d'un côté, et des troupes archiducales de l'autre. Feria profita de l'occasion pour se saisir de Chiavenna, et le général de l'archiduc, se frayant un passage à travers la Grigia et la Caddè, se saisit de la troisième partie de la ligue, dite des *Dieci Dritture;* il en prit possession comme d'un patrimoine héréditaire dans la maison d'Autriche.

à opposer une résistance à l'Espagne; mais le cabinet français ne voulait que l'accomplissement de l'accommodement conclu précédemment à Madrid au sujet de la Valteline (1), et auquel on fit subir quelques modifications le trois mai seize cent vingt-deux. Il fut arrêté que les places fortes dans les territoires disputés seraient remises à un prince neutre qui les ferait occuper; mais pendant toute l'année les confédérés ne continuèrent pas moins la lutte contre Léopold et Feria, avec des alternatives de succès et de revers. La remise des points fortifiés dans la Valteline se fit enfin entre les mains du pape, représenté par son frère Orazio de' Ludovisi, qui parut au mois de juin seize cent vingt-trois avec quelques milliers d'hommes, et Chiavenna ainsi que Riva furent occupées par des troupes papales. Pendant que toute la négociation sur ces affaires se transportait de Madrid à Rome, Grégoire XV mourut le huit juillet seize cent vingt-trois (1); et, après que le conclave eut été quelque temps partagé entre les Borghese et les Ludovisi, il eut pour successeur, le six août, le cardinal Maffeo de' Barberini

(1) Il était impossible que la France restât indifférente à toutes les entreprises de la maison d'Autriche de ce côté. Dès le mois de janvier seize cent vingt-deux, le duc de Feria avait arrangé une convention entre les Valtelins et les deux ligues; car il n'était plus question de celle des dix *Dirilture*, ni de l'Agnedina inférieure, qui étaient incorporés aux domaines de l'Autriche. Les Grisons, par cet acte, cédaient à jamais tous les droits qu'ils pouvaient avoir sur la Valteline et le comté de Bormio, moyennant vingt-cinq mille écus annuels. Le même jour fut stipulée une confédération perpétuelle entre les deux ligues et les Espagnols; les deux ligues renoncèrent encore en faveur de l'archiduc à toute confédération avec les dix *dirilture*, l'Agnedina inférieure et la vallée di Monastero, qu'elles reconnaissaient pour appartenir à l'Autriche. Mais les peuples soumis par l'archiduc, irrités de l'insolence des soldats autrichiens, persécutés dans la pratique de leur culte, prirent les armes simultanément. Dans la vallée de Partenzo les soldats autrichiens furent égorgés; Coire se vit réduite à capituler. Aussitôt les trois ligues se reformèrent en confédération, à l'instigation du résident français, renoncèrent aux articles de Milan, et réclamèrent le traité de Madrid. Les Espagnols du Milanais entrèrent dans la Valteline, les Allemands dans l'Agnedina inférieure; les Grisons résistèrent avec fureur. La vallée de Partenzo fut inondée du sang des assaillants et des confédérés. Les Autrichiens et les Espagnols se fortifièrent dans les positions qu'ils avaient occupées. Alors Venise et la Savoie firent de vives instances à la France pour qu'elle réclamât l'observation du traité de Madrid. Au mois de novembre, on jeta les bases d'une ligue pour le rétablissement intégral de la confédération de la Rhétie, et les conventions furent arrêtées à Paris au mois de février seize cent vingt-trois. Le roi de France s'obligeait à entretenir au service de la ligue quinze à dix-huit mille fantassins, la république de Venise dix à douze mille, le duc de Savoie huit mille; et de plus chaque puissance devait mettre sur pied deux mille cavaliers. L'entrée dans la ligue était réservée aux Suisses, ainsi qu'au roi d'Angleterre et aux autres princes d'Italie et de Germanie. Le souverain pontife devait être informé des justes causes de la ligue formée dans l'intérêt de la sécurité européenne et de la liberté du siége apostolique. La France signifia à la cour d'Espagne, par son ambassadeur, qu'à défaut d'accomplissement des articles de Madrid, il fallait s'attendre à la guerre. C'est alors que l'on en vint aux accommodements dont il est question sous la date du trois mai. (*Note du traducteur.*)

(1) Après la mort de Grégoire XV, les Ludovisi restèrent encore l'une des familles les plus considérables de la noblesse italienne. L'un des neveux de Grégoire épousa l'héritière de Venosa; le cardinal de Ludovisi, que le peuple de Rome chérissait à cause de son gouvernement équitable, et de ses soins pour entretenir toujours de grandes provisions de grains, y jouit encore après de la plus grande autorité. Muratori, p. 295. Grégoire XV est le fondateur de la congrégation *de propaganda Fide.*

de Florence, âgé de cinquante-cinq ans, qui prit le nom d'Urbain VIII (1).

Au commencement de mars seize cent vingt-deux mourut aussi le duc Ranuccio de Parme, dont l'humeur sombre avait amené des rapports difficiles et pénibles dans sa famille; d'abord son épouse Margherita Aldobrandina laissa percer son mécontentement; les parents de la duchesse partagèrent ses dégoûts, et le rapprochement était d'autant plus difficile que Margherita n'avait point d'enfants de Ranuccio. Le duc tournait toutes ses affections sur un fils naturel, Ottavio, qu'il voulut légitimer et faire déclarer pour son successeur. Dans la suite, comme Margherita lui donna des enfants, Ottavio, qui était audacieux et très-aimé des Parmesans, se mit en opposition contre lui, et selon son naturel soupçonneux le duc s'imagina qu'Ottavio formait des plans pour supplanter ses descendants légitimes. Il le fit donc arrêter et renfermer dans le château de Parme, où Ottavio mourut au bout de quelques années. Des fils légitimes de Ranuccio, l'aîné Alessandro était sourd-muet, et par conséquent inhabile à succéder; le cadet fut Odoardo; un troisième s'appelait Francesco Maria; il laissa deux filles, Maria et Vittoria. A la mort de Ranuccio, Odoardo devint duc de Parme et de Plaisance.

Urbain VIII sut obtenir du vieux duc d'Urbino une déclaration par laquelle celui-ci reconnaissait que le duché d'Urbino et ses dépendances étaient un fief pontifical; et dans le fait cette seigneurie avait été considérée comme telle en général dans le seizième siècle, quoique certaines parties pussent être déclarées fiefs de l'empire. Le cabinet espagnol favorisait les prétentions de l'État de l'Église, attendu que les choses étaient organisées ici de telle sorte qu'un accroissement de territoire n'augmentait pas au fond la puissance; en conséquence la cour de Florence, alors si faible, fit taire ses réclamations, et le grand-duc mineur confirma, de l'agrément de la régente, la déclaration du duc d'Urbino. Ce dernier se fatigua si complétement des longueurs de cette affaire, qu'il laissa tous les arrangements ultérieurs à la cour de Florence. Malgré toute sa condescendance, la régence, lorsque le pape rassembla des troupes sur les frontières urbinates, prit des mesures analogues, et alors l'Espagne, qui redoutait une rupture de la paix, déclara enfin en seize cent vingt-quatre, que si le pape et le grand-duc n'arrêtaient pas leurs préparatifs militaires dans un court délai, des armements seraient faits aussi dans le royaume de Naples. Ceci accéléra enfin la conclusion d'un traité entre le pape et le grand-duc le trente avril, par lequel il fut établi que le pape, pour indemnité des améliorations opérées dans les fiefs abandonnés, payerait une somme de cent mille *scudi;* que de plus il ferait l'acquisition de l'artillerie et de l'autre partie de matériel transportable, ou restituerait ces objets à l'héritière d'Urbino; qu'il laisserait dans leur situation actuelle les arrière-fiefs concédés par les ducs, et qu'il assurerait certains avantages à l'héritière au sujet des biens allodiaux (1).

Cependant les Vénitiens, qui étaient aussi mécontents des affaires de la Valteline que des arrangements d'Urbino, se rapprochaient toujours de plus en plus de la Savoie et de la France. Enfin le duc de Savoie, le connétable Lesdiguières et l'ambassadeur de Venise, dans une conférence à Suse, conclu-

(1) A Venise aussi, il y eut un changement dans le premier poste de l'État dans l'été de seize cent vingt-trois. Antonio de' Priuli mourut le douze août, et eut pour successeur comme doge Francesco Contarino. Giovanni lui succéda en seize cent vingt-cinq.

(1) La princesse veuve Claudia épousa dans la suite l'archiduc Léopold, qui devint évêque [illegible]ssa et de Srg[illegible]

rent une ligue des trois États (1). Cette ligue devait mettre deux plans à exécution; la Savoie et la France voulaient conquérir Gênes (2) avec le territoire de cette république, le Montferrat même et Milan s'il était possible, et partager ces conquêtes; Venise devait aider secrètement les confédérés à reprendre la Valteline (3). En même temps la cour de France insistait auprès du saint-siége sur la décision définitive des affaires de la Valteline; et comme ces réclamations restèrent sans effet, au commencement de décembre seize cent vingt-quatre, le marquis de Cœuvres parut tout à coup dans la Valteline à la tête de masses de Suisses et de Grisons. Le marquis da Bagno, Niccolo de' Guidi, commandant des troupes pontificales, fut jeté hors de toutes les places fortes, et Riva seule se maintint grâce à sa garnison espagnole.

Quant aux événements de la côte de Gênes, le duc de Savoie et Lesdiguières attaquèrent les Génois en mars seize cent vingt-cinq, près de Rossiglione, les battirent en ce lieu et près d'Ottaggio, et s'emparèrent de Gavi. Bientôt toute la *riviera* entre Finale et Villafranca fut au pouvoir des alliés, et le duc se trouva près de Savignano; mais alors de toutes les parties de la monarchie espagnole arrivèrent au secours de la république des vaisseaux, des troupes et de l'argent. Feria fut d'abord trop occupé par les affaires de la Valteline, et s'appliqua durant cette année à empêcher les progrès ultérieurs des Français et des Grisons de ce côté; enfin il put s'armer aussi vers la *riviera*, et d'Allemagne vinrent des troupes enrôlées par la république, et qui se réunirent à lui (1). Ainsi fortifié, il parut avec ses masses sur le territoire de Gênes; le duc et Lesdiguières n'étaient pas d'accord, et se retirèrent; Feria occupa Acqui; les États génois étaient déjà

(1) La France avait été irritée de voir qu'au lieu d'exécuter franchement les articles de Madrid, on réservait le passage à l'Espagne dans le pays des Grisons. De tous côtés des clameurs s'élevaient contre l'ambition de la maison d'Autriche; des envoyés de toutes les puissances de l'Europe venaient en France pour conférer sur les moyens d'arrêter des usurpations incessantes. C'était au roi très-chrétien qu'il appartenait de faire évacuer le pays des Grisons. En effet les ministres de France expédièrent en Suisse le marquis de Cœuvres, comme messager de paix, mais en réalité pour gagner les esprits à force d'argent. Aussitôt qu'il eut reçu les régiments français qu'il attendait, il les grossit d'auxiliaires suisses et grisons, et aux approches de l'hiver il descendit dans la Valteline avec une telle rapidité que les troupes papales ne purent opposer de résistance, les secours envoyés par l'archiduc et par le gouverneur de Milan n'eurent pas le temps d'arriver. La lenteur des troupes papales à défendre le dépôt remis à leur valeur et à leur foi, certains rapports du marquis da Bagno leur chef avec Cœuvres, l'indifférence du pape pour l'affront fait à ses bannières, firent concevoir le soupçon que les Barberini, dans des vues personnelles, avaient facilité au général français l'acquisition de la vallée. (*Note du traducteur.*)

(2) Charles Emmanuel avait plusieurs sujets de ressentiment contre la république : le marquisat de Zuccherello, qui était un objet de dispute entre lui et Gênes, avait été adjugé à la république par les décisions impériales, et parfois à Gênes on s'était permis contre lui des offenses personnelles. Muratori, p. 300.

(3) Les articles relatifs au partage des dépouilles des Génois furent arrêtés à l'insu de l'ambassadeur vénitien, parce que la république, sur la communication du projet, avait représenté énergiquement que l'on ne devait pas faire payer aux Génois les usurpations des Espagnols, et avait signalé au duc de Savoie le danger de faire envelopper le Piémont par les Français, qui déjà ceignaient la Savoie. Les alliés annoncèrent, pour détourner les soupçons, qu'ils allaient assaillir le Milanais. (*Note du traducteur.*)

(1) Alors s'opérait une réaction en Italie en faveur des Génois; le pape, déplorant la ruine d'une république si dévouée au catholicisme, fit réunir ses galères à celles d'Espagne; le grand-duc de Toscane, oubliant ses prétentions sur Sarzana et Sarzanella, fournit aussi des secours maritimes. (*Note du traducteur.*)

entièrement évacués, et les Génois, de concert avec les Espagnols, conquirent Ormea qui appartenait au duc. Garessio et Bagnasco se rendirent aussi à leurs armes ; enfin l'hiver sépara les combattants (1).

Au printemps de seize cent vingt-six, il semblait que la guerre de la Valteline voulût se rallumer avec plus de force. Au mois de mars, Urbain VIII envoya Torquato de' Conti, duc de Guadagnolo, avec six mille hommes de pied et six cents cavaliers en Lombardie, pour aider Feria à reprendre la Valteline ; mais il n'était pas dans l'intérêt de la cour d'Espagne de consumer des forces en Italie, et le cabinet français désirait également la paix, pourvu que fût brisé seulement le point qui menaçait d'unir les possessions de la branche espagnole de la maison de Habsburg, avec les domaines de la branche allemande. Maintenant la couronne d'Espagne céda sur ce point, et le traité que Philippe IV consentit à signer le six mars à Monçon en Aragon mit fin à cette lutte si compliquée : les Grisons rentrèrent dans leur souveraineté sur la Valteline (2) ; mais à ce canton subordonné furent assurées la liberté de religion et la faculté d'élire des magistrats catholiques. Le pape devait occuper les places fortes et les faire raser (1). Dans ce traité les intérêts de Venise, et plus encore ceux de Charles Emmanuel, furent entièrement sacrifiés par la France (2). Le duc dut également rechercher la paix, et il l'obtint à des conditions telles, que pour leurs possessions territoriales le Piémont et Gênes se retrouvèrent dans le même état qu'avant la guerre (3).

Mais quels que fussent les souhaits du ministère espagnol pour le repos de l'Italie, ce repos ne fut pas de longue durée. Le trente octobre mourut le duc Ferdinando de Mantoue ; son frère le cardinal Vincenzo (4) lui succéda ; déjà précédemment, sans avoir déposé préalablement le titre de cardinal,

(1) Pour terminer dignement la campagne, les Espagnols avaient voulu s'emparer de quelque place importante qui leur servît de base d'opérations dans le pays ennemi ; ils allèrent mettre le siége devant Verrua, pour séparer Crescentino, avec tout le comté de Vercelli, du comté d'Asti. Les Piémontais et les Français accoururent au secours de la place, à laquelle furent livrés de furieux assauts ; on se battit avec acharnement sous ses murs, et les Espagnols épuisés se retirèrent sur Novara. La défense de Verrua sauva le Piémont, comme au commencement de la campagne la résistance de Riva, à l'extrémité de la Valteline, empêcha les Français d'envahir le Milanais. (*Note du traducteur.*)

(2) La Valteline devait payer annuellement vingt-cinq mille *scudi* aux Grisons. Muratori p. 31.

(1) En effet on les rasa en seize cent vingt-sept. On trouve le traité avec son contenu dans Muratori, p. 314-315.

(2) L'Espagne seule se montra satisfaite de ce traité ; aussi, pour faire preuve de son empressement à l'exécuter, elle rappela du gouvernement de Milan le duc de Feria, qui s'était montré si passionné pour les Valtelins ; elle le remplaça par Gonzalvo de Cordova.

(3) Le duc de Savoie avait espéré que cette paix entre l'Espagne et la France ne se réaliserait pas ; il comptait sur l'explosion du mécontentement général ; il voyait le pape blessé de ce que les accords s'étaient faits sans sa participation, les Vénitiens irrités de la remise des forts de la Valteline entre les mains du pape, et de leur prochaine démolition ; mais le traité se publia à Paris au moment même où le prince de Piémont pressait dans cette capitale de nouveaux préparatifs de guerre ; les conditions s'exécutèrent dans la Valteline, en dépit des murmures des Grisons. Alors Charles Emmanuel dut se résigner ; les restitutions respectives des places prises de part et d'autre furent traitées à Turin, entre un plénipotentiaire français et un plénipotentiaire espagnol. Les négociations furent transportées à Madrid ; et le duc, toujours plus agité, méditait de nouvelles hostilités contre Gênes ; il avait renoué des intrigues avec l'Espagne, qu'il indisposait contre les Génois. (*Note du traducteur.*)

(4) « Uomo perduto ne' piaceri. »

il avait épousé secrètement la veuve d'un cousin, Ferdinando da Gonzaga, prince de Bozzolo ; mais il n'avait point d'enfants de ce mariage. Lorsqu'il mourut aussi dans la nuit du vingt-cinq au vingt-six décembre seize cent vingt-sept, le plus proche héritier du duché de la ligne collatérale française fut Charles de Nevers, fils de Louis, duc de Nevers et de Rhétel, qui avant la mort de Vincenzo avait envoyé à Mantoue son fils, le duc Charles de Rhétel, afin que celui-ci pût prendre aussitôt possession du Mantouan, et se trouvât en mesure d'épouser Maria da Gonzaga, fille de Francesco ; car les dispenses pontificales avaient été déjà obtenues; et au moyen de ce mariage il espérait voir lever tous les doutes sur ses droits à l'héritage du Montferrat (1).

Ces démarches étaient d'autant plus nécessaires, que les cours des princes de Habsburg ne se souciaient pas de voir augmenter l'influence de la France dans la haute Italie, et que le duc de Savoie, blessé des procédés du cabinet français à son égard, se rattachait entièrement aux princes autrichiens (2). Une opposition de la cour d'Espagne était d'autant plus probable, qu'il se présentait plusieurs prétendants avec des réclamations assez fondées à la succession. Parmi ces prétendants, celui qui avait les droits les plus sérieux sur Mantoue était Ferdinando ou Ferrante da Gonzaga, prince de Guastalla, fils de Cesare de Guastalla, petit-fils de Ferdinando, auteur de la ligne des Gonzaga de Guastella, et frère de Federigo de Mantoue. Marguerite, duchesse douairière de Lorraine, sœur des trois derniers ducs, élevait aussi des prétentions particulières sur le Montferrat.

Ces deux réclamations trouvèrent de l'appui, non-seulement auprès de l'Espagne, mais encore dans le pays ; le duc de Rhétel, pour prévenir les partis de Ferrante et de Marguerite, se fit rendre hommage, et prit le titre de prince de Mantoue; par là il irrita le comte Giovanni Serbellone, qui se trouvait en mission à Mantoue avec des instructions du gouverneur de Milan, et qui se résolut à quitter la ville au commencement de l'année seize cent vingt-huit (1). Le duc de Savoie sut se concerter avec le gouverneur provisoire de Milan, Gonzalez de Cordova, et réclama le douaire de sa fille, la duchesse veuve, menaçant de faire valoir ses droits sur le Montferrat par la force; l'empereur l'appuya cette fois pleinement, déclara la vacance des fiefs de Mantoue et de Montferrat, et menaça le duc de Nevers du ban de l'empire (2). Le grand-duc de

(1) Le mariage s'accomplit en effet dans la nuit même où mourut Vincenzo.

(2) Le duc de Savoie, songeant à faire valoir ses prétentions sur le Montferrat, conclut un traité d'alliance avec l'Espagne, dont les vues sur la succession du duché de Mantoue étaient différentes de celles de la France. Par ce traité fut réglé le partage du Montferrat : Trino, Alba, San-Damiano et d'autres places furent attribuées au Piémont; les Espagnols devaient avoir ce qui touchait à leurs possessions : Casale, Pontestura, Moncalvo, Nizza, Acqui, Ponzone, etc.

(1) Le duc Charles de Nevers ne vint lui-même à Mantoue que le vingt-sept janvier seize cent vingt-huit. Muratori, p. 328.

(2) L'empereur, en vertu de son autorité impériale, avait évoqué la cause à son tribunal, se réservant de prononcer sur la validité des prétentions diverses; il ordonna que le nouveau duc remît promptement son duché, et se soumît en tout point aux décisions du suzerain suprême. Mais Charles de Nevers, qui, passant par la Suisse, le pays des Grisons et la Valteline, avait gagné Mantoue, dont les habitants s'étaient empressés de le reconnaître, ne voulut point se conformer à la volonté de César. Il ne se souciait pas de voir remettre en question des droits maintenant consacrés par ses sujets. D'ailleurs il n'ignorait pas l'union intime qui régnait entre les deux branches de la maison d'Autriche. Il savait que le gouverneur provisoire de Milan employait tous les moyens pour gagner Casale aux Espagnols, et que l'empereur Ferdinand favorisait de tels projets. Un tel juge ne

Toscane, alors parvenu à sa majorité, agit personnellement en faveur de Charles de Rhétel, dans une visite qu'il fit à la cour impériale à Prague; les négociations prirent un tour plus pacifique; mais le duc de Nevers, comptant absolument sur l'assistance de la France, les traîna en longueur. Le grand-duc, de retour à Florence, prit en main les rênes du gouvernement, et le mariage du duc Odoardo de Parme avec la princesse Margherita de' Medici fut accompli. Le grand-duc Ferdinando II et Odoardo (1) étaient bien résolus à suivre une politique médiatrice opposée à l'agrandissement de la Savoie et aux prétentions de l'Espagne, sans toutefois saisir ouvertement les armes, sans se jeter dans les bras de la France. Mais la France se trouvant alors paralysée par ses embarras intérieurs, les négociations de ces princes, ni celles de la république de Venise ne pouvaient protéger le duc de Nevers dans la possession du Montferrat. En aliénant ses domaines de France le dernier se procura de l'argent, et fut en état d'enrôler des troupes pour la défense de Casale et de Mantoue. Mais, tandis que Gonzalez de Cordova était campé devant Casale, Charles Emmanuel conquit Alba, Trino, Pontestura et Moncalvo; heureusement pour Gonzaga, l'occupation des deux dernières places qui, selon l'accord fait entre les envahisseurs, devaient être immédiatement réunies à la seigneurie de Milan, provoqua les soupçons du gouverneur contre le duc qui favorisait en outre des complots contre Gênes (1). Tandis que Gonzalez, renonçant à

---

pouvait donc lui convenir. Dans sa résistance, il comptait sur l'appui de la France, et pensait bien que le pape ne verrait pas de bon œil une nouvelle intervention impériale en Italie; que les Vénitiens, malgré toute leur prudence, ne pourraient abandonner le Mantouan aux princes autrichiens. (*Note du traducteur.*)

(1) Cette année il y avait eu un changement de gouvernement dans le Modenais. Cesare d'Este mourut le onze décembre seize cent vingt-huit, laissant six fils, Alfonso III son successeur, Lodovico, Ippolito, Niccolò, Borso et Foresto. Alfonso III, depuis qu'il avait perdu son épouse, Isabelle de Savoie, en seize cent vingt-six, était tombé dans une noire mélancolie. Le vingt-quatre juillet seize cent vingt-neuf, il fit son testament, y nomma pour successeur son fils Francesco, assigna des apanages à ses autres fils, Obizzo, Cesare, Carlo Alessandro et Rinaldo; puis il se fit capucin à Trente. Lebret, p. 549. Francesco d'Este, nouveau duc de Modène, pendant tous les débats sur la succession de Mantoue, se tint dans un état de neutralité armée, de même que le duc de Parme et le grand-duc de Toscane.

(1) En raison de toutes les précautions prises dans la loi constitutive du dix-sept mars quinze cent soixante-seize, pour l'égale admission des nobles nouveaux et des nobles anciens dans les conseils et les magistratures, le pouvoir à Gênes avait fini par s'énerver. Le sénat n'avait plus qu'une autorité morale. Le besoin de contenir l'anarchie fit réprimer la trop grande facilité des admissions; et l'on supporta ce frein à cause du souvenir des maux affreux qui avaient accablé la patrie; mais bientôt la prospérité donna de l'insolence aux citoyens, et chacun se crut en droit de troubler l'État. Le sénat voulut ramener les esprits à force de condescendance; il encouragea ainsi l'audace, et bientôt les classes moyennes et inférieures réclamèrent l'égalité des inscriptions pour les emplois et les dignités publiques. Le peuple ne voulut plus rien céder à la noblesse, soutenant que toute autorité procédait de lui. Les esprits étaient irrités de part et d'autre. Le peuple était poussé aux excès par Giulio Cesare Vachero, homme perdu de débauche et souillé de crimes, et la classe moyenne dirigée par Giuliano Fornari, riche marchand de soie. Alors vint à Gênes Gianantonio Ansalda, émissaire du duc de Savoie; il excitait les mécontents au renversement de l'ordre établi, et, pour mieux déguiser ses manœuvres, il s'était fait donner un bref qui le déclarait nonce du pape. Un complot fut tramé pour abattre la noblesse; mais on avait besoin de quelques centaines d'hommes armés. Ansalda emmena Vachero à Turin, et lui fit avoir une entrevue secrète avec le duc de Savoie, qui jura de soute-

prendre Casale, se tournait contre Nizza della Pagia, intervint une déclaration impériale pour arrêter cette invasion dans les domaines de l'empire, et le duc de Savoie

---

nir l'entreprise, et de retenir dans ses fers Giacomo Spinola, Giangerolamo Doria, Carlo Salvago, un Cattaneo, et deux Gentili, ses prisonniers de la dernière guerre, qui garantiraient par leurs têtes la sûreté des nouveaux conjurés. Vachero retourna à Gênes plein d'espoir, portant beaucoup d'argent, et fit de nombreux recrutements parmi les artisans, et de grands amas d'armes. Il fut convenu que la nuit, à un signal donné, l'on irait au palais tuer les Allemands qui formaient la garde du gouvernement, que l'on égorgerait le doge, et qu'en jetant son cadavre par la fenêtre on appellerait le peuple à la liberté. En même temps Vachero, suivi de mercenaires et de bandits, devait se rendre dans les lieux publics et faire main basse sur les nobles qui s'y trouveraient. Les autres conjurés eurent pour instruction de parcourir la ville en tuant tous les membres de la noblesse qu'ils rencontreraient, sans distinction d'âge ni de sexe. Il s'agissait aussi d'ouvrir les prisons aux malfaiteurs, aux débiteurs insolvables, et de leur livrer les palais des nobles. Le mardi saint de seize cent vingt-huit fut choisi pour l'exécution. Ce jour-là le prince de Piémont, Victor, devait venir les appuyer avec douze cent cavaliers et cinq mille fantassins choisis. Il paraît que Vachero songeait à établir un régime populaire, dont il serait le chef, et que d'autres conjurés voulaient faire le duc seigneur de Gênes. Le moment fatal approchait, lorsque les conjurés voulant gagner un plus grand nombre de soldats, firent des propositions à Francesco Rodino, capitaine de trois cents fantassins, qui finit par révéler le tout au doge. Le gouvernement hésita; les conjurés furent avertis; les uns se sauvèrent à Turin, où ils furent bien accueillis par le duc. L'un d'eux fut mis à la tête de six cents hommes. Quelques chefs furent pris; deux des principaux, arrêtés dans le Milanais, furent remis aux magistrats génois par le gouverneur de Milan. Vachero voulut quelque temps faire bonne contenance; mais, voyant que tout espoir était perdu, il s'échappa et marcha vers la mer. Repoussé par les vents contraires, il revint du côté de Gênes, et tomba entre les mains des sbires. Aussitôt le procès s'instruisit contre les fugitifs et contre les prisonniers. Vachero conserva dans les fers toute sa férocité, et gagna toutes les sympathies du bas peuple. La classe moyenne approuvait les projets de changement, tout en réprouvant personnellement les conjurés. Le duc de Savoie, pour sauver les accusés, déclara que ces gens étaient ses partisans, et que, durant la guerre entre lui et Gênes, il les avait chargés de poursuivre l'exécution des plans pour lesquels ils étaient maintenant recherchés par la justice; qu'après la conclusion de la trève il leur avait recommandé de suspendre leurs entreprises; qu'ainsi l'on ne pouvait leur imputer à crime, pendant la paix, ce qu'ils avaient médité pendant la guerre. Il ajouta que si ses représentations n'étaient pas accueillies, il ferait subir aux nobles génois restés entre ses mains le même traitement qui serait infligé aux conjurés. En même temps, pour donner plus de poids à ses paroles, il fit préparer des instruments de supplice. Il alla trouver le gouverneur de Milan, qui pressait Casale, et le menaça, s'il n'intercédait pas auprès du sénat de Gênes en faveur de Vachero et de ses compagnons, de recommencer les hostilités. Gonzalez de Cordova, malgré toutes ses répugnances, fit faire des démarches auprès du gouvernement de la république. Le sénat en référa au petit conseil, où Gian Stefano Doria détermina l'assemblée à considérer la dignité de la république plutôt que les menaces du duc de Savoie. Un ambassadeur fut envoyé en Espagne pour exposer l'état des choses; et Vachero, condamné à mort avec ses complices, fut exécuté dans sa prison. Le duc de Savoie, furieux, voulut d'abord ordonner le supplice des nobles génois ses prisonniers; mais ensuite il s'apaisa, et se contenta de combler de faveurs les conjurés réfugiés dans ses États. La république de Gênes prit des mesures militaires pour assurer la tranquillité publique; et, afin de prévenir les complots, elle créa une nouvelle magistrature composée de six citoyens et d'un sénateur, avec le titre d'inquisiteurs d'État, investis de l'autorité nécessaire pour instruire contre chacun, mais n'ayant pas le pouvoir de condamner à mort sans l'assentiment

dut se diriger vers les Alpes contre un corps de quatorze mille hommes, qui avaient été levés en France pour les Gonzaga de Nevers, et qui étaient amenés par le marquis d'Uxelles. Charles Emmanuel parvint à empêcher ces troupes de franchir les Alpes; mais, sur ces entrefaites, le gouvernement français acquit la liberté de ses mouvements à l'intérieur, et s'empressa d'autant plus de porter son action dans les affaires d'Italie, que l'empereur demanda aussi que les places occupées par Gonzalez et par Charles Emmanuel dans le Montferrat fussent considérées comme étant tenues sous l'autorité de l'empire, et que les villes où Charles de Nevers dominait encore reçussent des garnisons impériales. Au commencement de l'année seize cent vingt-neuf, Louis XIII en personne amena une armée de vingt-cinq mille hommes vers les Alpes, et la république de Venise promit douze mille hommes si la guerre devait éclater. Charles Emmanuel ayant refusé le passage aux troupes françaises, elles franchirent les montagnes en dépit de son opposition, battirent l'armée du duc près de Suse, et alors Charles Emmanuel fut réduit à traiter; il consentit à ouvrir les forts de Suse et de San-Francesco, et à laisser les Français marcher librement vers le Montferrat; on lui promit sur cette seigneurie la ville de Trino, avec une étendue de territoire qui pût lui donner un revenu annuel de quinze mille écus. Après que Gonzalez eut levé le siége de Casale, et que cette place eut reçu garnison française, le roi Louis revint en France. Cependant les Vénitiens avaient aussi pris les armes ouvertement pour le duc de Nevers (1), et avec leur assistance ce prince avait pris Casaleaggioré, qui fut livrée au pillage; mais l'empereur, d'autant plus vivement indisposé par tous ces événements, fit marcher maintenant sous les ordres du comte Rambaldo di Collalto, un corps de troupes contre Mantoue; et la cour d'Espagne envoya comme gouverneur à Milan l'un de ses plus habiles généraux, Ambrosio Spinola. Celui-ci, ayant vu échouer une négociation pour le rétablissement d'une trêve, pénétra dans le Montferrat, et refoula (1) tous les Français

des colléges. La république, dégoûtée des procédés de l'Espagne, et pleine de ressentiment contre la Savoie, s'occupa d'une réconciliation avec la France. Elle accueillit un ambassadeur français au grand déplaisir des Espagnols. (*Note du traducteur.*)

(1) Les Vénitiens avaient d'abord montré peu d'empressement dans cette querelle, retenus par des embarras intérieurs. Des querelles entre les Cornari, dont un membre, Giovanni Cornaro, était doge, et Renieri Zeno, avaient amené l'intervention des dix. Les patriciens se plaignirent de l'action violente de ces inquisiteurs, et l'on parla de réformes. Cinq correcteurs, choisis pour examiner l'état des choses, proposèrent que le conseil des dix n'eût plus le pouvoir de révoquer ni altérer les décisions du grand conseil, et que les décemvirs, se contentant des affaires criminelles relatives aux patriciens, laissassent les affaires ordinaires aux magistrats compétents. Néanmoins, après des discussions orageuses, on laissa les patriciens soumis à la justice exceptionnelle des décemvirs, afin de pouvoir réprimer le pouvoir exorbitant de cet ordre. La terreur du conseil des dix parut la seule défense suffisante des faibles contre les puissants; et cette résolution de seize cent vingt-huit resta loi de Venise jusqu'à l'extinction de la république. Le sénat s'occupa aussitôt des affaires du dehors, et réunit des forces considérables sur les frontières du Milanais. De là les troupes vénitiennes se portaient facilement au secours du duc de Nevers, qui envahit le Crémonais et saccagea Casalmaggiore. (*Note du traducteur.*)

(1) Les opérations des Espagnols furent d'autant plus faciles que le duc de Savoie, voyant le roi de France parti, ne tint plus aux conditions de Suse. Il ne fut pas plus favorable à de nouvelles propositions pacifiques, parce qu'il était mécontent de tous ses alliés passés et présents, qui ne lui paraissaient point accueillir assez vivement ses projets de grandeur. Il aurait voulu ressaisi quelques parties du canton de Lau-

dans Casale, tandis que Collalto bloquait Mantoue (1).

Alors on vit reparaître au commencement de l'année seize cent trente, une armée française conduite par les maréchaux de Bassompière, de Créqui et de Schomberg; le cardinal de Richelieu se trouvait lui-même avec les troupes. Il pensait surprendre le duc de Savoie à Rivoli, et pouvoir même se saisir de sa personne; mais le coup manqua, et le résultat d'une telle tentative fut de jeter complétement le duc du côté des Espagnols (2). Aussitôt le cardinal dirigea les forces françaises contre Charles Emmanuel, fit menacer Turin, puis tout à coup occuper Pignerol le trente et un mars. Le duc ne put déterminer Spinola à une réunion de leurs forces respectives contre l'armée française; Louis XIII amena dix mille hommes de nouvelles troupes et conquit toute la Savoie, à l'exception de Montmellian, tandis que les Français occupaient aussi Saluzzo dans le Piémont. L'armée rassemblée par Venise pour secourir Mantoue prit la fuite devant les troupes allemandes, et le dix-huit juillet la place fut prise d'assaut (3). Le duc de Nevers avec sa famille obtint par capitulation la faculté de sortir librement de la citadelle de Porto, et de se retirer dans le Ferrarais, où il arriva complétement dénué d'argent, réduit à vivre des subventions des Vénitiens. Mantoue fut livrée pendant trois jours à un affreux pillage (1). Bientôt après la prise de Mantoue, le vingt-six juillet, le duc Charles Emmanuel mourut à Savigliano d'une attaque d'apoplexie (2), laissant le

sanne en Suisse, la Bresse en France, se s'emparer de Gênes, recueillir l'héritage du Montferrat, et conquérir le Milanais. (*Note du traducteur.*)

(1) Au mois de décembre seize cent vingt-neuf mourut encore Giovanni Cornaro, doge de Venise, et il eut pour successeur Niccolò Contarino.

(2) Le duc, comprenant de quelle importance était sa réunion pour les deux parties belligérantes, agissait avec beaucoup d'artifice. Il éludait les articles de la capitulation de Suse; puis, feignant de vouloir les accomplir, il faisait en même temps des propositions à Richelieu et à Spinola; et néanmoins il n'entrait en arrangement ni avec les Français ni avec les Espagnols. Il tendit des embûches aux Français, et c'est alors que le cardinal résolut de l'attaquer brusquement, afin de sortir de cette situation équivoque. (*Note du traducteur.*)

(3) Collalto était absent; Aldringer et Gallas commandaient les troupes impériales.

(1) Les Allemands avaient exercé tant de cruautés sur leur passage, que la terreur s'était répandue devant eux. Le duc de Mantoue n'eut pas le temps de réunir les garnisons dispersées dans une infinité de petites places. Venise prit mieux ses mesures, et jeta deux mille fantassins dans Mantoue. Puis, voyant la place serrée de près, le sénat réunit tous ses efforts pour former une armée chargée de s'ouvrir un chemin vers le principal boulevard de l'Italie contre l'empire. Mais à l'approche de Gallas, cet amas d'hommes appelés de tous les points s'enfuit de la manière la plus honteuse. Alors il n'y eut plus d'espoir. Le pape, épouvanté, rassemblait des troupes; mais c'était pour préserver les États de l'Église de la fureur des Allemands. Les assiégés, abattus, ne se tinrent plus sur leurs gardes. Les Allemands surprirent, dans la nuit du dix-huit juillet, la porte du château, et les assaillants entrèrent si précipitamment dans la ville, que le duc et la princesse Marie, avec leur fils enfant, eurent à peine le temps de se réfugier dans la forteresse de Porto. Alors se produisirent des scènes de dévastation et de carnage comme on en trouve dans l'histoire des exterminateurs tartares. Toutes les richesses, toutes les merveilles de l'art accumulées pendant trois siècles par les Gonzaga disparurent à jamais. Les femmes, les enfants furent massacrés sans pitié. On vit des soldats faire rôtir des membres de leurs captifs et les dévorer. (*Note du traducteur.*)

(2) La nouvelle de la prise de Mantoue fut un coup terrible pour Charles Emmanuel, qui vit l'Italie recueillir le fruit de toutes ses intrigues; il resta longtemps immobile comme frappé par la foudre; puis on le mit au lit, et il mourut au bout de trois jours. Sur la fin de sa vie, il roulait dans son esprit de sinistres projets contre la

pouvoir suprême à son fils le prince de Piémont, Victor Amédée. Celui-ci se laissa battre par les Français près de Carignano, et perdit aussi Avigliana. La mort enleva Spinola l'année suivante. Tous ces coups frappés successivement, et la tournure des affaires d'Allemagne, rendirent l'empereur plus disposé à certaines conditions de paix. Le duc Charles de Nevers était reconnu duc de Mantoue et de Montferrat, et l'on devait accorder des indemnités aux ducs de Savoie et de Guastalla; mais les Français ne voulurent point accepter ce traité, et le légat pontifical, Giulio de' Mazzarini, se donna toutes sortes de peines, et engagea bien des négociations pour arrêter une nouvelle effusion de sang, lorsque les Français voulurent chasser les Espagnols et les Allemands de Casale, où ceux-ci étaient entrés au mois d'octobre. La cour d'Espagne ne s'accommodait pas non plus de la paix telle qu'elle était proposée, et Feria, rentré en possession du gouvernement de Milan à la place de Spinola, vint jeter des obstacles à sa conclusion. Au milieu de ces circonstances, l'empereur Ferdinand, voulant avoir du repos au moins de ce côté, se résolut à négocier sur de nouvelles bases; et l'on arrêta le six avril seize cent trente et un, à Chierasco, des conditions en vertu desquelles la Savoie obtint Tino, Alba et divers bourgs et villages en dépendant dans le Montferrat, ainsi que la restitution des places piémontaises et savoyardes occupées par les Français; mais Victor Amédée, voulant gagner l'approbation de la France pour ce traité, et quelques autres faveurs, s'engagea secrètement envers Richelieu à céder à la France, Pignerol, Riva, Budenasco et Perosa (1). Mantoue et le reste du Montferrat devaient appartenir au duc Charles de Nevers. Le fils du prince Charles de Rhétel mourut bientôt après la conclusion de ce traité, ainsi qu'un second fils Ferdinando; et ainsi, de cette branche de la descendance masculine, il ne resta plus qu'un jeune fils du duc de Rhétel, Charles de Gonzaga. Des maladies contagieuses qui alors désolaient la haute et la moyenne Italie, et les désastres de la guerre avaient réduit le territoire du Mantouan en un désert, et le duc se trouvait dans une telle détresse, qu'il lui fallut prier la république de Venise de lui fournir des troupes pour occuper une partie de ses places fortes. Bientôt après la paix de Chierasco mourut, le vingt-huit avril le dernier duc d'Urbino, et ses seigneuries furent réclamées par le pape Urbain VIII, comme des fiefs ayant fait retour au saint-siége (1); dans un temps où tous les objets avaient pris un aspect lamentable sous les coups de la guerre et de la peste, la cour de Toscane ne voulut point faire valoir par la force les droits de la princesse Vittoria; de son côté le pape abandonna volontiers à la princesse les possessions allodiales et d'autres points convenus dans le traité de seize cent vingt-quatre, en sorte que cette affaire importante fut accommodée sans que l'épée eût été tirée.

Cependant les rapports les plus pénibles s'étaient établis entre le grand-duc et l'Espagne; déjà précédemment, dans la disposition de l'île d'Elbe, les intérêts de la Toscane n'avaient pas été pris en grande considération : car cette île, qui en vertu d'une convention faite avec l'empereur devait être donnée comme arrière-fief à un membre

---

maison d'Autriche, et l'on prétend qu'il avait engagé une correspondance avec le fameux Wallenstein, que l'empereur songeait à envoyer en Italie. (*Note du traducteur.*)

(1) Afin de satisfaire l'empereur et l'Espagne, il fallut bien d'abord les remettre au moins en apparence au duc de Savoie, qui les céda ensuite d'une manière indigne d'un souverain. Lebret, p. 559.

(1) Urbain donna maintenant au prince de Palestrine, Taddeo de' Barberini, son neveu, le titre de préfet de Rome, qui était passé dans la famille della Rovere. Muratori, p. 379.

de la maison d'Appiano, avait été affermée par les Espagnols (1) à un Génois dans l'année seize cent vingt-six. En seize cent trente, un projet de mariage avait été arrêté entre le prince Gian Carlo de' Medici, frère de l'archiduc, et l'héritière de la maison Caraffa, la princesse Anna Caraffa de Stigliano, qui devait peut-être recueillir la succession de Sabioneta, et avait même des droits éventuels sur Piombino. Olivarez, qui avait destiné cette dame à l'un de ses parents, retint le consentement de la cour d'Espagne jusque dans l'année seize cent trente-deux, quē l'on désira l'appui du grand-duc pour ranimer la guerre dans la haute Italie contre la France, et se trouver en état d'expulser les Français du Piémont. Mais le grand-duc, qui précédemment avait augmenté ses forces militaires pour se mettre en sûreté du côté des Espagnols, s'excusa maintenant sur la misère de son pays toujours désolé par les maladies contagieuses; et de cette manière, il aida indirectement les Français, ainsi qu'Urbain VIII et d'autres princes italiens qui voyaient dans la couronne de France la seule garantie de leur liberté contre l'Espagne, et qui recommencèrent l'ancien jeu de bascule de la politique italienne, tel qu'il se pratiquait au temps de la chute de l'empire des Karolingiens (2).

Le duc de Feria, voyant s'évanouir l'espoir de combattre les Français en Italie, conduisit dans l'année seize cent trente-trois douze mille hommes au secours de l'empereur en Allemagne. Mais il mourut dans cette campagne, à Munich, le quatorze janvier seize cent trente-quatre. Cependant la guerre d'Allemagne attirait beaucoup moins vivement l'intérêt des cours italiennes, que toutes les qualifications nouvelles, dont le pape surchargea dans ce temps les cardinaux et d'autres hauts dignitaires ecclésiastiques; que le titre d'altesse royale, dont se gratifièrent mutuellement le duc de Savoie et l'infant Fernando d'Espagne, et la couronne royale dont la Savoie surmonta ses armes.

Le pape Urbain qui, gardant une faible attitude en face des gouvernements étrangers, se sentait très-disposé en faveur de la France, excita un grand mécontentement dans le peuple par l'influence qu'il accorda sur l'administration à ses parents, les Barberini, et même au sein du collége des

---

(1) Ils avaient su obtenir de l'empereur Mathias le fief de l'île d'Elbe appartenant aux Appiano. Piombino, également arrière-fief espagnol, passa par une héritière de la maison d'Appiano, la comtesse de Binasco, au prince Ludovisi.

(2) Cette communauté de vues politiques rendit alors Ferdinando plus complaisant pour Urbain VIII, qui dans ce temps cherchait par la terreur à réprimer les écarts des libres penseurs, dont les spéculations se produisaient sans entraves à Naples et en Toscane. Alors on mettait en doute l'autorité des maîtres, et à suivre la méthode d'observation. L'expérimentation faisait d'immenses progrès surtout en Toscane, où se posaient les premières bases de la physique. Galilée étant arrivé à prouver l'immobilité du soleil comme centre du monde, l'Église craignit de voir ébranler bientôt les fondements de la croyance chrétienne, à une époque où ses dogmes étaient attaqués. Galilée, appelé à Rome en seize cent seize, avait promis devant le cardinal Bellarmino, de se conformer aux opinions de l'Église. L'impression de ses dialogues en seize cent trente ayant montré qu'il persistait à faire tourner la terre autour du soleil, il reçut l'ordre de se présenter au saint office; le grand-duc, ne voulant point heurter le pape, laissa exécuter l'ordre, et Galilée comparut à Rome en février seize cent trente-trois. Il fut condamné à la prison indéfinie; il se rétracta; on se contenta de le confiner dans un jardin près de l'ambassade de Toscane. Puis, au commencement de juillet, on lui permit de se transporter à Sienne, chez l'archevêque Piccolomini; au mois de décembre, il eut la faculté de se promener librement dans la campagne; enfin il put rentrer dans sa demeure, où il continua ses études. (*Note du traducteur.*)

cardinaux, par l'application de certaines décisions du concile de Trente. Cet état des esprits embarrassait bien ses mouvements dans certaines directions; et lorsque l'intervention de la France dans les affaires d'Allemagne parut amener aussi pour l'Italie des circonstances décisives, où il lui serait possible de secouer le joug espagnol, tous les projets d'affranchissement échouèrent contre les intérêts personnels d'Urbain (1). Déjà dans l'année seize cent trente-cinq, pour empêcher le rappel des troupes auxiliaires espagnoles d'Italie en Allemagne, les Français avaient occupé la Valteline, et le duc Odoardo de Parme s'était déclaré ouvertement leur allié; le duc de Mantoue dut aussi se rattacher à eux, et ils comptaient sur la haine du grand-duc contre l'Espagne; ce dernier, que maintenant le cabinet espagnol cherchait à regagner par tous les moyens, se rapprocha d'Urbain, et proposa une ligue dans un intérêt purement italien, à la tête de laquelle devait se placer le souverain pontife (2); mais Urbain ne fit absolument rien en faveur de ce plan, paralysa ainsi l'action du grand-duc; et Richelieu parvint au milieu de ces circonstances, à force de représentations et de manœuvres, à déterminer le duc de Savoie à embrasser l'alliance de la France (1), à prendre le com-

(1) Par intérêts personnels d'Urbain, il faut entendre ici ceux des États de l'Église; car ce pontife ne mérite pas le reproche de népotisme qui lui est adressé par quelques historiens. Ainsi, lorsqu'il rattacha Urbino au saint-siége, il rejeta toutes les instances de quelques membres de sa famille, qui voulaient se créer des souverainetés comme les Medici et les Farnese; et, quoique Taddeo Barberini sollicitât l'investiture d'Urbino, cette seigneurie passa sous l'autorité immédiate des souverains pontifes. (*Note du traducteur.*)

(2) La haine du nom espagnol semblait emporter tous les princes italiens vers la France; le duc de Parme, qui avait maintenant peu de chose à gagner par le triomphe des Français, se montrait plus violent que les autres; il s'était précipité de lui-même au-devant de toutes les propositions de Richelieu. Au milieu de cet entraînement général, Venise et le grand-duc de Toscane se montrèrent seuls préoccupés surtout de la paix de l'Italie. Venise éluda toutes les offres des Français, et le grand-duc de Toscane, voulant amener le pape à des projets qui auraient pu détourner la guerre, lui offrit les plus grands avantages s'il voulait se placer à la tête d'une ligue entre les princes italiens pour la défense commune contre les étrangers; mais Urbain ne donna que de vaines paroles. (*Note du traducteur.*)

(1) Victor Amédée sentait bien qu'en prenant Richelieu pour allié il allait se donner un maître, et il résista de son mieux aux menaces comme aux promesses des envoyés de la France, Bellièvre et Créqui; mais, comme en même temps ceux-ci agissaient auprès d'autres princes d'Italie, il craignit de se trouver enveloppé par un réseau d'ennemis, et le onze juillet seize cent trente-cinq fut conclu à Rivoli un traité d'alliance entre la France, la Savoie, les ducs de Parme et de Mantoue, à l'effet de poursuivre la guerre contre l'Espagne, et d'attaquer le Milanais. Les Espagnols étaient déclarés les ennemis éternels de la liberté italienne, et pour s'en délivrer il fallait avant tout conquérir l'État de Milan. Le roi devait fournir douze mille fantassins et quinze cents chevaux, et maintenir en outre dix mille hommes d'infanterie et cinq cents chevaux dans la Valteline; le contingent du duc de Mantoue était de trois mille fantassins et trois cents chevaux, celui du duc de Parme de quatre mille fantassins et cinq cents chevaux. Six mille fantassins et douze cents chevaux devaient être mis sur pied par le duc de Savoie; et si les Allemands descendaient en Italie, chaque membre de la confédération devait augmenter son contingent d'un quart. Après la soumission des pays ennemis, les conquêtes devaient se partager entre les confédérés en proportion des troupes fournies par chacun d'eux. Il fut convenu ensuite, qu'en échange des parties de l'État de Milan qui pourraient appartenir aux Français, le duc abandonnerait au roi Cavour et ses dépendances, jusqu'à Pignerol, Revello, Valli di Lucerna, San-Martino, Angrogna et autres lieux limitrophes de la France; que le

mandement supérieur des alliés des Français en Italie, et même de l'armée française de dix mille hommes, qui marchait en Italie sous les ordres du maréchal de Créqui. Le désaccord du duc et du maréchal empêcha le succès du siége de Valenza que l'on avait entrepris. Afin de protéger seulement le duc de Parme contre le gouverneur de Milan, Diego de Guzman, marquis de Leganez, les troupes savoyardes, malgré la neutralité de Francesco d'Este, entrèrent dans le pays de Reggio, et le parti français se trouva partout dans un état d'infériorité, excepté dans la Valteline où il se maintint avec succès (1).

Lorsqu'il avait refusé de se joindre à la ligue française, le grand-duc était dans la dépendance entière de l'Espagne, qui flattait sa famille par des titres honorifiques, et qui en échange voulait recevoir des secours d'argent. Mais ce qui blessait la cour de Toscane plus que le joug de la politique espagnole, c'étaient les prétentions du pape, qui, plein de confiance dans l'influence des proches parents du grand-duc et des principaux conseillers de ce prince, dévoués aux intérêts de Rome, s'imaginait pouvoir se permettre toutes les entreprises. La mort de la grande-duchesse Christine, du comte Orso d'Elci et de l'archevêque de Pise, qui périrent successivement dans la même année seize cent trente-six, donnèrent enfin au grand-duc le sentiment de son pouvoir, et il résolut de diriger lui-même les affaires politiques.

---

roi donnerait au duc de Mantoue Crémone et la Crémonais, et recevrait en échange le Montferrat qu'il remettrait au duc de Savoie; que le roi aurait dans le Milanais tout le lac Maggiore avec ses bords jusqu'à la sortie du Ticino, et la rive gauche de ce fleuve jusqu'à son entrée dans le Pô. On promit de plus au duc le titre de roi de Lombardie; il préférait celui de roi de la haute Ligurie. Au reste quelle que fût sa répugnance pour ces compositions et décompositions d'États, force lui fut de traiter avec les Français; car Richelieu lui disait : *Ou la ligue ou la guerre*. Quant aux ducs de Modène et de la Mirandola, les intrigues du maréchal de Créqui ne purent les détacher des Espagnols. Botta, *Storia d'Italia*, libro 21.

(1) Le cardinal de Richelieu avait pris ses mesures à l'avance dans ce pays. Depuis plusieurs années l'envoyé de France dans le canton des Grisons semait les soupçons contre les intentions des Espagnols du Milanais, et avait déterminé les montagnards à s'armer; lui-même avait fait des enrôlemens, et sur l'ordre de Richelieu il occupa militairement la Valteline dès le mois de mars seize cent trente-cinq. En même temps arriva le duc de Rohan avec des troupes de France. Des Allemands et des Tyroliens accoururent comme alliés et défenseurs des Valtelins, et pénétrèrent dans Bormio; mais bientôt les Allemands furent surpris à Mazzo par Rohan, qui les tailla en pièces et se logea dans toutes les positions qui dominaient la Valteline. Alors les cours de Vienne et de Madrid envoyèrent comme gouverneur à Milan, le marquis de Leganez qui put réunir des forces considérables, que la levée du siége de Valence mettait à sa disposition; deux généraux détachés contre la Valteline furent surpris encore par le duc de Rohan au mois de novembre. Bien assuré par ses armes, le général français voulut déterminer les Valtelins à se mettre sous l'autorité du roi de France; mais les représentants des communes convoqués en assembée invoquèrent l'ancienne capitulation de Monçon, approuvée par les deux couronnes d'Espagne et de France et par les peuples de la vallée. On était alors en janvier seize cent trente-cinq; Rohan les menaça, et le vingt février ils souscrivirent un acte par lequel ils se confiaient à la décision du roi, comme avaient fait les Grisons. Rohan décida que toutes choses seraient replacées comme avant seize cent dix-sept, et que, sous la réserve de la religion et de la justice, la souveraineté reviendrait aux Grisons; que tous les débats ultérieurs seraient décidés par l'ambassadeur de France, deux Grisons et deux Valtelins, etc... Aucune des parties ne fut contente de cette sentence. Une nouvelle déclaration du roi irrita les Grisons, qui furent exclus de la juridiction et à peu près dépouillés de la souveraineté. Botta, *Storia d'Italia* libro 21.

Cependant Francesco d'Este, duc de Modène, avec l'aide du gouverneur de Milan, avait chassé les Piémontais de ses États, et durant l'absence du duc de Parme, qui était allé en France presser l'envoi de nouveaux secours, il avait pénétré dans le Parmesan et le territoire de Plaisance, en même temps que le marquis de Leganez promenait partout le fer et la flamme. Aussitôt après le retour du duc de Parme, les Français et les Piémontais tombèrent sur le Milanais, et forcèrent ainsi les troupes espagnoles à évacuer le Parmesan; puis au mois de juin, combinant leurs mouvements avec le duc de Rohan qui s'avança de la Valteline, ils entreprirent une seconde expédition sur la rive gauche de la Sesia, passèrent le Tessino, et poussèrent jusqu'aux environs de Milan. Le gouverneur, voulant les arrêter, les attaqua vigoureusement près de Tornavento; mais il fut repoussé, et dut se retirer sur Biagrasso. Le duc de Parme, qui avait fait en même temps une irruption dans le Crémonais, l'évacua au moment où l'armée franco-piémontaise regagnait ses quartiers, et maintenant les Espagnols s'élancèrent sur le pays de Piacenza; le cardinal Triulzio occupa Borgo San-Donnino, et d'autres troupes sous les ordres de don Martin d'Aragon pressèrent la ville principale. Enfin un monitoire pontifical menaça Odoardo du retrait de son fief, attendu qu'il avait engagé la guerre avec l'Espagne sans l'agrément de son suzerain. Il était donc à craindre qu'à Rome on ne poursuivît sérieusement cette affaire, quoique d'ailleurs la politique du pape inclinât du côté des Français : car le cabinet espagnol avait fait espérer sa reconnaissance, si Urbain donnait le duché de Parme à un Barberino. Dans de telles circonstances l'épouse d'Odoardo voulut le déterminer à profiter de la médiation du grand-duc qui était offerte, afin d'obtenir la paix de l'Espagne en se détachant de la France; mais si grande était la confiance d'Odoardo en Richelieu, qu'il lui fallut voir le siége mis devant Piacenza pour prêter l'oreille à ces propositions. Le trente et un décembre seize cent trente-six enfin fut conclu un traité dont la notification se retarda jusqu'au quatre février seize cent trente-sept, et qui détacha complétement Farnese de la France pour le placer sous le protectorat de l'Espagne; mais Odoardo conserva encore les coutumes de France, son entourage français; au départ des troupes françaises, il leur donna tout l'argent dont il pouvait disposer. Ce fut seulement à l'occasion de la célébration solennelle du mariage du grand-duc avec Vittoria d'Urbino, qu'Odoardo se rendit à Florence, et alors enfin il sentit adoucir sa haine contre l'Espagne, qui maintenant employait tous les moyens pour s'attacher les petits princes de la haute Italie, et qui, entre autres appâts offerts à leur ambition, abandonna comme arrière-fief au duc de Modène la seigneurie de Correggio, séquestrée comme fief impérial durant la guerre de Mantoue, qui avait été d'abord remise en gage aux Espagnols, puis leur avait été conférée en fief. Au milieu de telles circonstances le cabinet français dut considérer comme une circonstance heureuse la mort du duc de Savoie, qui malgré la préférence donnée par lui au cabinet de Paris sur celui de Madrid, et tout en ayant pris les armes contre l'Espagne, avait néanmoins diverses fois, dans l'intérêt de la liberté italienne, arrêté les mouvements des Français. Il périt de fatigue le sept octobre seize cent trente-sept (1), laissant deux fils (2), François Hyacinthe,

(1) Les Piémontais soutinrent vigoureusement la guerre contre les Espagnols qui attaquaient le Piémont, le Montferrat. Une action assez vive s'engagea à Monbaldone dans les Lange. Les Piémontais défirent les Espagnols; Victor Amédée arriva sur la fin du combat, et décida l'avantage en faveur des siens; mais, accablé de fatigue, il se fit transporter à Vercelli, où il mourut au bout de treize jours. (*Note du traducteur.*)

(2) Et deux princesses, Louise Marie et Marguerite Violante. Muratori, p. 412.

qui devint duc à l'âge de cinq ans, et Charles Emmanuel, qui n'en avait que trois. La duchesse Christine, princesse française, fut chargée du gouvernement comme régente, et dut se rattacher d'autant plus étroitement à la France, qu'il lui fallut se maintenir contre l'influence de ses beaux-frères dévoués à la maison de Habsburg, les princes Thomas et Maurice de Savoie (1). En songeant que la duchesse pouvait se jeter entièrement dans les bras des Français; que si cette nation obtenait la prépondérance dans la haute Italie, le pape oserait embrasser le plan de faire passer la Toscane, ou du moins une partie de ce pays à sa famille (et ces idées pouvaient naître facilement de l'inimitié d'Urbain contre les Medici), le grand-duc Ferdinando prit le parti de se présenter comme médiateur de la paix; et Odoardo de Parme, à cause de ses liaisons plus étroites avec Richelieu, le seconda vivement dans ce projet. Les offres de Ferdinando furent déclinées par l'Espagne, celles d'Odoardo par la France, et les Barberini poursuivirent leurs desseins avec plus de hardiesse. Trois membres de cette famille étaient cardinaux, et toutes les affaires dans l'État de l'Église dépendaient de leur volonté. Une rupture ouverte avec Ferdinando éclata au sujet d'un impôt de mouture que le grand-duc exigea, et qui frappait aussi le grain envoyé au moulin par les ecclésiastiques et par les établissements religieux. Le nonce pontifical menaça de l'excommunication les exécuteurs de l'édit fiscal, et ceux-ci n'en tinrent nul compte, tandis que leur prince soutenait de vifs débats avec le pape au sujet des impôts. Comme le cardinal de' Medici à Rome formait maintenant un point d'appui pour le parti opposé aux Barberini, les désordres, le brigandage et les meurtres se reproduisirent avec plus d'audace à l'abri de protecteurs puissants. Dans le fait cet état de choses n'avait jamais entièrement cessé; la noblesse avait conservé en tout temps autour d'elle, comme serviteurs armés, des troupes de bandits, et cette coutume des nobles familles s'était également étendue sur la Toscane. Dans les temps qui précédèrent le développement complet de la vie de *condottieri*, beaucoup de nobles servaient isolément dans la guerre, sans se rattacher à une compagnie; un noble dans cette situation, accompagné de ses serviteurs, formait ce que l'on appelait une lance, *lancia;* mais, pour le distinguer des lances servant en compagnies et unies à des *condottieri*, on lui donna la désignation particulière de *lancia spezzata*. Cette coutume des *lancie spezzate*, du service des chevaliers comme volontaires, s'était maintenue; et ce fut sous une pareille forme qu'il devint possible à des princes comme le grand-duc d'avoir des bandits autour de soi. Livourne d'un côté, les Abruzzes de l'autre (1), étaient les lieux de refuge de tous les proscrits de l'État pontifical; et la plupart des églises, à cause de leur droit d'asile ou de protection, servaient de stations pour gagner ces points de retraite. Les Barberini eux-mêmes étaient entourés de meurtriers fameux, et à côté d'une politique générale qui poursuivait la paix, observait les faits, notait les rapports avec la plus grande patience, se posait une autre politique particulière, dis-

(1) Les Français, aussitôt après la mort de Victor Amédée, avaient tenté de s'introduire dans Vercelli; ils songeaient même à se saisir de Turin et de la personne de la duchesse, ainsi que de ses deux fils. Le gouvernement savoyard déjoua ce complot, et néanmoins dut encore s'appuyer sur des alliés qui voulaient être les maîtres, craignant que les frères du roi défunt ne fissent passer le pays sous le joug espagnol. (*Note du traducteur.*)

(1) Les vice-rois protégeaient également les bandits pour donner de l'occupation au gouvernement pontifical, et aussi pour les employer à l'occasion.

posée à satisfaire toutes les passions avec le poison et le poignard. Le résultat définitif d'une suite de petites hostilités, de manœuvres perfides et menaçantes entre les deux partis des Medici et des Barberini, fut de faire quitter la ville au cardinal Medici. Ensuite la cour pontificale menaça le grand-duc de l'interdit, à cause de l'impôt de mouture en Toscane. Castel del Rio, fief de la famille Alidosi, qui jusqu'alors était resté placé sous la protection de Florence, mais tout récemment avait été réclamé par la chambre féodale du saint-siége, fut tout à coup occupé de vive force. Une garnison nombreuse s'y logea; on construisit des ouvrages de fortifications, en sorte que le grand-duc commença à concevoir des inquiétudes pour San-Sepulcro, et y plaça des troupes. Cependant le cabinet espagnol, qui avait toujours un besoin plus pressant du secours de la Toscane dans la haute Italie, fit déclarer au pape que de nouvelles hostilités contre la Toscane auraient pour conséquence inévitable d'attirer les armes de Naples contre l'État de l'Église; de cette manière furent contenues les attaques ouvertes des Barberini sur la Toscane.

Au milieu de tous ces débats mourut, le vingt-cinq septembre, Carlo I[er] da Gonzaga, duc de Mantoue; son petit-fils, Carlo II, lui succéda sous la tutelle de sa mère Maria da Gonzaga. La guerre se poursuivait entre le gouverneur de Milan d'un côté, la Savoie et la France de l'autre. Le maréchal de Créqui périt en seize cent trente-huit près de Breme, et le cardinal de la Valette vint le remplacer. Le gouverneur conquit Vercelli sous les yeux du cardinal (1), et la régente tutrice de Mantoue se lia si étroitement avec l'Espagne, qu'elle forma le complot de faire massacrer la garnison française de Casale, qui était dans cette place dès le temps de son époux. Lorsque le plan fut découvert, elle fit trancher la tête à Monteglio son commandant dans Casale, et nia tout; mais les Français profitèrent du prétexte qu'on leur fournissait pour chasser du Montferrat tous les chefs et employés mantouans dévoués à la duchesse; et la régente de Savoie, qui maintenant était en guerre ouverte avec ses beaux-frères, se donna entièrement aux Français (1). Fran-

(1) Le fort de Breme avait été rendu honteusement par le commandant français Mongaillard, qui fut condamné à mort pour ce fait; mais Vercelli se défendit vaillamment; plusieurs assauts furent repoussés, et ce fut seulement lorsque les murailles eurent croulé par l'effet de l'artillerie et des mines, que la place capitula.

(1) La duchesse inclinait sans doute du côté de la France et du roi son frère; mais les exigences toujours nouvelles de Richelieu l'avaient fatiguée, rebutée; elle avait cédé à cause du besoin de protection, et elle aurait préféré ensuite se tenir dans la neutralité. Alors Richelieu demanda qu'elle unît les armes de la Savoie à celles de France pour attaquer la Lombardie; si elle refusait, elle était presque sans défense contre ses beaux-frères, qui employaient tous les moyens pour lui arracher la régence; lorsque le jeune Charles Emmanuel resta le seul obstacle entre ces princes et le trône, Thomas et Maurice grandirent en importance; ils trouvèrent d'autant plus de partisans qu'ils étaient rapprochés du pouvoir suprême. Les Espagnols, voulant profiter de l'occasion, excitèrent les princes à se saisir par force de la régence, et en même temps ils proposèrent à la duchesse un mariage avec le cardinal Infant; ce qui aurait fait passer entièrement le Piémont entre les mains de la maison d'Autriche. Christine rejeta un projet dont l'accomplissement eût été la ruine de son pays et de son fils; alors les Espagnols embrassèrent le parti de ses beaux-frères, et, comme la cour d'Espagne avait recommandé au marquis de Leganez de se saisir de quelque bonne place piémontaise qui pût mieux garantir le Milanais, la duchesse n'avait plus d'autre parti à prendre que d'entrer dans la ligue offerte par Richelieu. Néanmoins elle ne mit pas encore les places de Savoie à la discrétion du cardinal, elle ne prit même pas toutes les précautions nécessaires contre ses beaux-frères, et continua

çois Hyacinthe, le jeune duc de Savoie, mourut le quatre octobre, et Charles Emmanuel II, son frère, lui succéda.

Cette prépondérance que les Français avaient obtenue vers la fin de l'année seize cent trente-huit dans le Piémont et le Montferrat inspira un nouveau courage aux Barberini, en sorte qu'ils fatiguèrent de tracasseries le grand-duc là où ils le pouvaient, tandis que ce prince défendait fermement son droit contre eux et contre le nonce pontifical à Florence. Le duc de Parme au contraire, dans une visite à Rome, en flattant adroitement Urbain, en déclamant ses vers avec chaleur, et s'entretenant longuement avec lui sur des éclaircissements et des corrections au texte de Petrarca, parvint à gagner entièrement l'esprit du vieux pontife. Les relations intimes qui de cette manière s'établirent entre Urbain et Odoardo donnèrent dans la famille Barberini une grande consistance à un plan que la France accueillit aussi favorablement; il s'agissait d'unir le prince héréditaire de Parme à une fille de Taddeo de' Barberini; mais le duc, vivement offensé par cette proposition, déclara qu'il avait honte lui-même de descendre d'une Aldobrandina; il s'exprima durement sur le compte des Barberini, et quitta Rome brusquement, mais sans rompre avec le pape lui-même (1).

En novembre seize cent trente-huit, un décret impérial annula le testament du duc Victor Amédée; le peuple de Piémont fut appelé aux armes contre les Français; les princes Thomas et Maurice prirent les armes de concert avec le gouverneur, et convinrent que Leganez mettrait des garnisons

toujours des négociations avec l'Espagne, espérant encore maintenir la paix, si la cour de Madrid pouvait surtout la délivrer des attaques de Maurice, qu'elle redoutait le plus. En effet Maurice avait ourdi une trame pour se saisir de Carmagnola et de Turin, ainsi que de la personne de Christine, du jeune prince et des jeunes princesses, et il s'agissait de le faire non-seulement régent, mais souverain. Le marquis de Leganez avait envoyé des troupes vers Asti, pour soutenir la tentative. Tout fut découvert; quelques complices subirent la peine de mort. Maurice se retira à Milan, où il attendit son frère Thomas pour engager ouvertement les hostilités. La duchesse dut s'appuyer plus fortement sur les Français, puisqu'elle avait trouvé des traîtres parmi ses sujets, et c'est au milieu de ces dispositions que l'année seize cent trente-huit marchait vers sa fin. (*Note du traducteur.*)

(1) Les dédains du duc de Parme blessèrent profondément les Barberini, qui cherchèrent à se venger en suscitant toutes sortes de tracasseries à Odoardo : alors le jeune duc, cédant à son humeur violente, se laissa entraîner à la démarche la plus étrange, qui pouvait bien être considérée, non-seulement comme un acte de rupture avec le pape, mais comme une grave insulte au saint-père. Voici comme Botta raconte la chose: « I Barberini superbi ancor essi ed insofferenti, si sdegnarono, e variarono tenore col Farnese. Don Taddeo tornò a Roma, come prefetto, prese contegno, stette sul ceremoniale. Poi commettevano male tra il duca e gli Spagnuoli con pericolo, che assaltassero Parma. Odoardo, adirato e quasi furioso, deliberò di partirsi da Roma; ma prima di andarsene fece cosa simile a quella, che già fu fatta dal cardinal Ferdinando de' Medici a Sisto. Armò di pistole e di spade trenta de' suoi, andò a palazzo, entrò di forza nella camera del papa, e presolo per mano, siccome tutto sbigottito era in dubbio di se medesimo, e giaceva nel letto, lo confortò a non temere. Poi gli disse, che partiva per correre in difesa di Parma minacciata dagli Spagnuoli, cui il cardinal Barberini aveva incitato contro di lui; che questo cardinale era il più scelerato uomo, che vivesse; che per l'avvenire, quanto sarebbe ossequioso per la sua persona, tanto avrebbe disprezzato e detestato i suoi malvagi nipoti! Ciò detto, se n'andò lasciando Urbano tutto compresso di spavento e di dolore... Odoardo tornò a Parma per la Toscana passando, dove racontato l'accidente à Ferdinando fecero fra diloro le buone risa. » *Storia d'Italia*, lib. 23.

espagnoles dans toutes les places réduites par la force (1). Ils prirent Chivasso, Crescentino, Verrua, Biella, Ivrea, le Val d'Aosta, et pénétrèrent jusqu'en vue de Turin (2); alors parut le duc de Longueville avec de nouvelles troupes françaises, et il leur fallut se retirer. Mais bientôt après, le vingt-quatre juillet seize cent trente-neuf, le prince Thomas surprit Turin, et assiégea dans la citadelle la duchesse, qui avait envoyé son fils en Savoie; un armistice entre lui et le gouverneur d'une part, la duchesse et les Français d'autre part, suspendit les hostilités jusqu'au vingt-quatre octobre. Le cardinal prince Maurice n'accepta point la trêve, et soumit pendant ce temps Nizza et Villafranca. Le cardinal de la Valette mourut, et à sa place le comte d'Harcourt vint prendre le commandement de l'armée française après l'expiration de la trêve. Cependant la citadelle de Turin avait été approvisionnée; Chieri fut reprise sur les princes, les Français pénétrèrent jusqu'à Crescentino; l'on pouvait dire qu'ils étaient maîtres dans le Piémont de tout ce qui n'était pas au pouvoir des princes. Seulement la duchesse refusa longtemps avec la plus grande fermeté de recevoir une garnison française dans la citadelle de Turin, et rejeta nettement la demande du cardinal et du roi pour l'occupation des forteresses savoyardes par des Français (1). Comme le gouverneur, occupé de l'acquisition de Casale, ne soutenait plus les princes en Piémont (2), le comte

---

(1) Les princes avaient déjà fait bien des arrangements avec le gouverneur de Milan; mais ce qui mit le comble à leur honte, ce fut de reconnaître publiquement la suprématie d'une puissance étrangère, dans l'espoir d'obtenir le pouvoir dans leur patrie. Ils trouvèrent l'empereur Ferdinand assez disposé à se présenter comme seigneur suzerain du Piémont, et en cette qualité à donner des lettres monitoires par lesquelles il ordonnait à la duchesse régente de rompre son union avec la France, de chasser les Français de ses États, et de comparaître dans un certain délai pour rendre compte de ses actions devant le tribunal impérial. La démarche des deux princes indigna les Piémontais: car la maison de Savoie n'avait reconnu l'autorité de la chambre impériale que pour le petit fief du Montferrat. Mais Maurice et Thomas ne s'arrêtèrent pas en si bon chemin; le dix-sept mars seize cent trente-neuf, ils convinrent avec le gouverneur de Milan que la guerre allait s'engager pour remettre les princes en possession de la tutelle et de la régence; que les places qui se soumettraient librement resteraient au pouvoir des princes; mais que l'Espagne ferait occuper celles qui résisteraient, et qu'à la paix générale il serait décidé à qui en définitive elles appartiendraient. Ces conditions, qui conduisaient au démembrement du Piémont, ne paraissaient pas encore assez avantageuses au marquis de Leganez; il ne voulut pas s'engager par écrit à les tenir, et il ne dissimulait pas que l'invasion des États de la maison de Savoie se ferait au profit du roi d'Espagne; il se flattait de chasser bientôt les Français au delà des Alpes, et de rétablir la domination espagnole sur ses anciennes bases en Italie. (*Note du traducteur.*)

(2) La duchesse, dans sa détresse, fut pressée par Richelieu de recevoir les Français dans Cavour, Revello, Cuneo et Vernante, Savigliano, Cherasco, Carmagnola, Nizza et Monmelliano; Christine, désespérée, envoya un émissaire aux princes pour les supplier de déposer les armes et de s'entendre avec elle, plutôt que de livrer ainsi leur pays à l'étranger. Mais Maurice et Thomas repoussèrent ces avances, et lorsqu'elle livra quelques places aux Français ils s'écrièrent qu'elle trahissait la patrie, et la guerre civile devint plus furieuse. (*Note du traducteur.*)

(1) Elle résista à toutes les caresses, à toutes les menaces, dans une entrevue avec le roi et Richelieu à Grenoble.

(2) Des débats s'étaient élevés de suite entre les princes et le marquis de Leganez sur l'exécution de l'article relatif à l'occupation des places conquises. Le gouverneur avait réclamé le droit d'établir garnison espagnole dans Turin, et le prince Thomas n'avait pu se résoudre à mettre ainsi la capitale du Piémont entre des mains étrangères; dès lors le concours de Leganez avait été fort lent; il s'était plus occupé de la prise de

d'Harcourt dans l'année seize cent quarante reprit les places successivement, et finit par forcer le marquis de Leganez à revenir sur la rive gauche du Pô, en lui enlevant en même temps, le vingt-six avril, sa chancellerie, sa caisse militaire, où se trouvaient soixante mille *scudi*, et son artillerie. Le prince Thomas se vit obligé, en septembre, d'abandonner Turin devant les Français, et la duchesse rentra en novembre dans sa résidence (1).

Tandis que les Français savaient s'établir fortement dans le nord, le pape était réduit à se voir braver par la petite république de Lucques, dont le nom revient encore une fois dans l'histoire à cette occasion. Une loi de la république interdisait le port d'armes aux habitants; et l'évêque de Lucques, le cardinal Franciotti, voulant faire porter des armes à ses serviteurs, la république s'adressa au pape pour l'empêcher. Après une longue suite de messages, de requêtes et de réponses, un député de la république, chargé de suivre cette affaire, fut renvoyé de Rome; et les Lucquois furieux, pour se venger, prononcèrent une condamnation contre deux frères du cardinal, citoyens de leur ville, pour un délit dont ils étaient accusés (1). Le pape mit sous le sé-

---

Casale que de la réduction du parti de la régente; il ne seconda plus les efforts du prince Thomas contre la citadelle de Turin. L'entreprise contre Casale émut toutes les puissances italiennes, qui voyaient par là clairement que l'Espagne songeait purement à fortifier sa domination en Italie; le pape et les Vénitiens s'agitèrent beaucoup dans l'intérêt de la paix; le nonce pontifical alla du camp des Français à celui des Espagnols, sans pouvoir amener les esprits à aucune idée de conciliation. D'Harcourt attaqua les lignes de Leganez devant Casale et les emporta; les vainqueurs prirent les bagages, la caisse et les papiers du gouverneur; c'est alors que l'on saisit les preuves écrites du complot de la duchesse de Mantoue pour faire égorger les Français dans sa capitale. Les Piémontais du parti des princes qui avaient combattu dans cette action, et qui s'échappèrent vers Turin, jetèrent le découragement parmi les troupes qui assiégeaient la citadelle. Mais, d'un autre côté, la défaite des Espagnols fut favorable au Milanais: les princes d'Italie qui, jaloux de la puissance espagnole, craignant de la voir se fortifier par l'acquisition de Casale, méditaient une ligue pour envahir l'État de Milan, ne redoutèrent plus maintenant que l'accroissement des forces de la France. (*Note du traducteur*.)

(1) De gros renforts d'Espagnols avaient été jetés dans la ville de Turin, dont les troupes serraient de près la citadelle, tandis qu'elles-mêmes étaient pressées par l'armée franco-piémontaise; le marquis de Leganez, arrivant au secours du prince Thomas, assiégea le comte d'Harcourt dans son camp. Il y eut plusieurs actions sanglantes. Mais l'harmonie ne régnait pas entre le prince Thomas et Leganez. Le prince tentait des négociations avec la régente; Leganez proposait aux Français le partage du Piémont. Les attaques sur le camp des Français furent mal soutenues par le gouverneur de Milan. La ville capitula après quatre mois et demi de siége. (*Note du traducteur*.)

(1) Voici ce que Botta raconte de l'affaire de ces deux frères: « Il cardinale Franciotti aveva due fratelli molto insolenti, Bartolomeo e Nicolao, i quali, per essere per se medesimi cittadini di prima condizione, e per avere il sangue fraternale con un cardinale di santa chiesa, con un vescovo di Lucca, superavanò ogni legge, e credevano a loro essere conceduto ogni illecito. Coi loro mali procedimenti diedero sospetto, insin dal mille seicento trentotto, di tramar cose pregiudiziali allo stato. Chiamati dal magistrato, risposero arrogantemente. Per lo che Bartolomeo fu ammonito a tempo dal senato, e Nicolao, nella riforma fatta nel mille seicento trentanove, del tutto escluso. Continuarono le pratiche fraudolenti, onde moltiplicando gl'indizj contro di loro, il senato decretò che fossero carcerati, e tenuti in segreto, e si formasse contro di loro il processo conforme alle leggi. La cosa fu sentita acerbamente dal cardinale Franciotti, superbamente da Roma, dall'uno e dall'altro ingiustamente; perciocchè all'ultimo la repubblica procedeva secondo le leggi contro inquisiti di delitti di stato. Nè s'addolcirono i risentimenti

questre tous les biens des Lucquois à Rome, et déclara vouloir envoyer à Lucques un commissaire qui examinerait l'affaire, et prononcerait l'interdit contre la république, si elle ne se soumettait pas. Comme une partie de la Toscane grand'ducale dépendait du diocèse de Lucques, le souverain de Florence se prononça pour les Lucquois, et trouva dans cette occasion, comme en général dans ses plaintes contre le pape et les Barberini, de l'appui auprès des Espagnols. Le commissaire n'osa point paraître sur le territoire de Lucques, et lança l'interdit à la Poretta le vingt-neuf mars seize cent quarante contre la république, sans qu'il en résultât rien de grave.

Les obstacles que les Barberini rencontraient du côté de l'Espagne dans l'exercice de leurs sentiments hostiles contre le grand-duc, les rendaient d'autant plus passionnés dans leur haine; et, comme ils considéraient Odoardo de Parme comme un prince sans appui, ils lui firent tout le mal imaginable dans la seigneurie de Castro que les Farnese avaient conservée, de sorte que, poussé à bout, il dut considérer la guerre ouverte comme un moyen de soulagement. Le pape, poussé par ses parents à des actes d'une hostilité déclarée contre Odoardo, rejeta toutes les offres de médiation des princes voisins, et enfin dans l'année seize cent quarante et un fit enlever Montalto et Castro par Luigi de' Mattei, tandis que Taddeo de' Barberini rassemblait à Viterbe environ quinze mille hommes; en sorte que Parme et Plaisance parurent aussi menacés.

Le grand-duc, qui de son côté n'attendait rien de bon des Barberini, commença aussitôt des enrôlements et des armements; alors le pape déclara que sa seule intention avait été de satisfaire, avec la seigneurie de Castro, les créanciers du duc, qui s'était fortement endetté par suite de son attachement à la France et de ses sacrifices.

Cependant les Français conquirent Moncalvo (1); les troupes savoyardes prirent Ceva, Mondovi, Coni, Demonte, Revel, et le prince Thomas crut avoir de fortes raisons de conclure que le marquis de Leganez, en appuyant malencontreusement ses entreprises favorisait les succès des Français; le cabinet espagnol rappela ce gouverneur, et envoya pour le remplacer le comte de Siruela (2). Mais les Espagnols manquaient surtout d'argent; ils offrirent donc au grand-duc de lui vendre la seigneu-

per gli uffícj fatti a favore di lei dal marchese di Castel Rodrigo, ambasciatore di Spagna presso il pontefice. Intanto Bartolomeo Franciotti, scoperto non colpevole, venne liberato dal carcere, con che però desse sicurtà di scimila scudi di rappresentarsi. Alcun tempo dopo si pronunziò sentenza di due anni di carcere contro Nicolao.» Lib. 23.

(1) L'on avait cru un instant que la guerre allait s'apaiser après la prise de Turin; mais la régente, qui d'abord s'était montrée pleine de clémence, exerça des rigueurs contre les partisans des princes; ceux-ci ne voulurent pas traiter, à moins d'obtenir des garanties et des places de sûreté, ce qui aurait démembré l'État; les Français refusèrent de rendre les villes dont ils étaient dépositaires, à moins que les Espagnols ne leur donnassent cet exemple; les Espagnols ne se montrèrent pas plus accommodants; car alors la guerre entre les maisons de France et d'Autriche embrasait l'Europe presque entière. Richelieu soutenait la révolte de la Catalogne et du Portugal contre l'Espagne; il n'était donc pas disposé à s'entendre avec les Espagnols en Italie. (*Note du traducteur.*)

(2) A cette époque les Espagnols perdirent Monaco, où ils tenaient garnison depuis seize cent cinq avec l'agrément des possesseurs de ce fief impérial de la famille Grimaldi. Onorato de' Grimaldi fit massacrer ou arrêter les Espagnols dans Monaco, se plaça sous la protection de la France, reçut une garnison française; et, en dédommagement des seigneuries qu'il perdait dans le royaume de Naples, il obtint le duché de Valence en Dauphiné. Lebret, p. 594; Muratori p. 142.

rie de Pontremoli, ainsi que le Stato de' Presidi; mais Ferdinando n'accepta point ces propositions, sans pourtant se rapprocher des Français, qui lui faisaient de grandes avances.

Malgré ses protestations précédentes de vouloir se contenter de Castro, Urbain avait fait entrer des troupes sous les ordres de Taddeo dans le Bolonais; il frappa, le treize janvier seize cent quarante-deux, Odoardo de l'excommunication, et prononça la confiscation de tous ses fiefs. Taddeo demanda le libre passage par le Modenais, et le duc, qui était trop faible pour lui opposer la force, lui permit de traverser ses États, avec dix mille hommes de pied et mille cavaliers; il pénétra jusque sous les murs de Parme, dont le prince essaya de tenir, en dépit de la lâcheté d'une grande partie de ses troupes. Le grand-duc et Venise lui envoyèrent des subsides, et enfin ces deux puissances conclurent le trente et un août une ligue avec Modène, pour faire marcher de concert au secours du duc Odoardo douze mille fantassins et dix-huit cents cavaliers. Taddeo se résolut à se retirer sur le Bolonais, d'autant plus disposé à la prudence, que l'attitude hostile de la cour de Rome semblait avoir rempli la cour d'Espagne de sentiments de haine contre Urbain. Les ambassadeurs étrangers à Rome tenaient à leur solde des bandits, de la même façon que les barons de l'État de l'Église; comme alors le pape reçut l'évêque de Lamego en qualité d'ambassadeur de Portugal, sans pourtant que ce royaume fût reconnu par l'Espagne; et, comme les remontrances du représentant espagnol ne produisirent aucun effet, des combats de bandits s'engagèrent dans Rome entre l'ambassade d'Espagne et celle de Portugal, jusqu'à ce que toutes deux quittassent Rome.

Aussitôt que Taddeo se fut retiré sur le Bolonais, Odoardo le suivit, et pénétra dans l'État de l'Église jusqu'aux environs de Forte Urbano. L'armée pontificale était composée d'un ramas de misérables; elle se dispersa entièrement, à l'exception de quinze cents hommes qui arrivèrent à Bologne avec les officiers. Ensuite Farnese s'avança par delà Bologne vers Imola, Faenza et Forli, traversant le pays pacifiquement, songeant seulement à marcher dans la direction de Rome et à reconquérir Castro. Ni les représentations des Vénitiens, ni celles du grand-duc ne purent le détourner de ce projet, et Urbain fut saisi d'une si vive inquiétude, qu'il suspendit l'excommunication. Comme le grand-duc, dans l'état de ses rapports avec les diverses parties, ne pouvait guère refuser le passage à Odoardo, l'armée parmesane, après s'être arrêtée quelque temps, s'avança par Arezzo sur le territoire de Perugia. Cependant Taddeo avait de nouveau rassemblé deux mille fantassins et mille chevaux, avec lesquels il marcha de la Romagne contre Odoardo, tandis que le cardinal Antonio de' Barberini réunissait à Rome un second corps de troupes. Le quartier général des Parmesans était à Città di Pieva; mais leurs fourrageurs s'étendaient jusqu'à Orvieto, et quatre mille hommes allèrent encore les joindre de Parme, à travers la Toscane. Au milieu de ces circonstances, Urbain offrit au sieur de Lyonne, commissaire français dans cette affaire, de remettre la seigneurie de Castro aux puissances alliées pour protéger Parme; malgré toute sa répugnance, le duc de Parme dut se prêter à cet accommodement; un congrès fut fixé à Castello di San-Giorgio, sur le territoire d'Orvieto, pour en régler tous les détails. Toutefois bientôt il fut reconnu qu'Odoardo était trop fondé dans ses soupçons, que toutes les propositions pacifiques n'étaient que ruses des Barberini. A force de prétentions de toute nature, Urbain sut retarder la ratification du traité, jusqu'à ce que des masses de troupes plus considérables fussent réunies dans l'État de l'Église, et alors on rompit toutes les négociations. Le duc de Parme, qui pendant ce temps avait mis son armée en mouvement, médita aussitôt

une irruption dans le Ferrarais ; mais Venise et le grand-duc surent l'arrêter dans ce projet par des représentations ; et comme sur ces entrefaites le cabinet espagnol, après le renvoi de l'évêque de Lamego par les Barberini, s'était réconcilié avec la cour de Rome, le vice-roi de Naples promit sa protection à l'État de l'Église. Un nouveau congrès de représentants des trois États alliés et du duc Odoardo se tint à Venise, dans l'hiver de seize cent quarante-deux à seize cent quarante-trois, et là encore les Vénitiens et les Toscans se prononcèrent contre toute attaque ultérieure sur l'État de l'Église, jusqu'à ce qu'enfin les Barberini, au mépris des traités précédents avec Venise, logeassent des troupes dans le Ferrarais sur les rives du Pô, où ils élevèrent des fortifications. Comme dans ce moment l'Espagne et la France étaient trop occupées par leurs affaires intérieures, les alliés résolurent enfin la guerre contre l'État de l'Église, et, le vingt-six mai seize cent quarante-trois, une nouvelle ligue fut arrêtée à cet effet entre Venise, la Toscane et Modène.

Le quatorze juin de l'année précédente seize cent quarante-deux, les Français étaient parvenus à réconcilier la duchesse de Savoie avec ses beaux-frères, les princes Thomas et Maurice (1) ; le premier obtint le gouvernement dans Ivrea et Biella, le second dans Nice ; en même temps Maurice

(1) Ce résultat avait été préparé par de grands succès militaires. Le comte d'Harcourt, après un siége meurtrier, avait réduit à capituler la place de Cuneo, qui unissait le comté de Nice au Piémont ; et durant les travaux d'attaque il s'était toujours montré prêt à ménager un accommodement du cardinal Maurice avec la duchesse, tandis que les Espagnols poussaient le prince à la résistance, sans pourtant lui fournir les secours promis. Au bout d'un mois, les Français remirent Cuneo entre les mains de la régente, et le comte de Siruela exerçait dans la partie du Piémont soumise à ses armes l'autorité souveraine au nom du roi d'Espagne ; en général la conduite du gouverneur de Milan annonçait l'intention d'accabler la maison de Savoie. Les deux princes se convainquirent enfin qu'il n'y avait que désastres à attendre en s'attachant un tel allié ; ils envoyèrent trois plénipotentiaires pour traiter avec la duchesse, et le quatorze juillet seize cent quarante-deux la réconciliation fut arrêtée aux conditions suivantes : Christine restait tutrice et régente des États de Savoie et de Piémont ; les princes pouvaient assister au conseil d'État quand il leur plairait ; les édits devaient s'intituler : *Avec l'assistance des princes mes beaux-frères, et de l'avis de notre conseil ;* dans les affaires plus graves, la signature des princes était nécessaire ; le prince-cardinal serait lieutenant pour le duc dans le comté de Nice, et le prince Thomas dans les provinces d'Ivrea et de Biella ; tous les employés de la justice, de la guerre et des finances seraient nommés par la duchesse, mais parmi les nationaux, et dans le comté de Nice en particulier ils ne devraient pas être opposés au prince-cardinal ; le serment de fidélité au duc serait renouvelé avec cette clause que, le souverain mourant sans descendance mâle, la succession reviendrait au prince-cardinal, puis aux autres mâles les plus proches de la maison ; les biens confisqués étaient rendus ; oubli du passé de part et d'autre ; le prince Thomas aurait deux mille fantassins et mille cavaliers pour la garnison d'Ivrea et la défense des provinces placées sous son gouvernement. Il y eut en outre une convention particulière entre madame et le cardinal, dans laquelle fut arrêté le mariage de Maurice avec la princesse Louise Marie, sa nièce. Pour l'accomplissement de cette union, qui eut lieu bientôt après, le pape accorda des dispenses de parenté ; il n'était pas besoin d'affranchir Maurice de ses engagements religieux ; car son titre était purement honorifique, le prince n'étant pas encore entré dans les ordres. En même temps les princes s'accommodèrent avec la France : le roi approuva le mariage de Maurice avec sa nièce, reconnut le droit de succession des deux princes, en cas de mort du duc sans descendance mâle, et promit de restituer les places qu'il occupait. De leur côté les princes s'obligèrent à renvoyer les Espagnols qui étaient à leur service, à renoncer à tout traité avec le roi catholique ; le cardinal renonçait à la protection

résigna ses dignités ecclésiastiques, pour épouser une fille de la duchesse, la princesse Louise Marie. Le nouveau gouverneur de Milan, sans l'assistance des princes se trouvait trop faible pour tenir dans le Piémont, en face des Français et des Savoyards; il se vit enlever par les Français Tortona, que le roi érigea en principauté pour la conférer au prince Thomas. En seize cent quarante-trois, cette place fut reprise par le comte de Siruela; mais le prince Thomas conquit Asti, où il logea une garnison française.

La guerre des alliés contre le pape se poursuivit impétueusement; les Vénitiens s'avancèrent le long du Pô; les Parmesans envahirent le Ferrarais, et les Modenais suivirent leur exemple, tandis qu'une armée pontificale se rassemblait dans le Bolonais sous le cardinal Antonio de' Barberini. Une armée toscane sous Mattia de' Medici, composée de huit régiments italiens et d'un régiment allemand à pied, d'un régiment de dragons, de seize compagnies de cavalerie, ayant cinquante pièces de campagne, marcha par le Val di Chiana vers l'État de l'Église, et les ambassades vénitienne et florentine quittèrent Rome.

Les troupes toscanes emportèrent rapidement Pieve; la garnison désarmée s'en alla à Orvieto. Ensuite elles s'emparèrent de Castiglione, qui appartenait au duc della Cornia; ce seigneur se remit maintenant avec tous ses fiefs sous la protection de la ligue, et cette conduite le fit traiter comme rebelle par le pape. Les Toscans conquirent ensuite Passignano, et envoyèrent une petite flotte pour bloquer les ports de la côte romaine; pendant ce temps le clergé des États du grand-duc, particulièrement les prêtres réguliers, prenaient si vivement parti pour le chef de l'Église, qu'il fallut éloigner du pays tous les ecclésiastiques nés hors de la Toscane. Comme l'ordre de Malte soutenait le pape, les possessions de ces chevaliers, ainsi que celles des Barberini en Toscane, furent placées sous le séquestre, et l'on fit de même dans les autres cantons soumis aux confédérés. Cependant les Toscans et les pontificaux en vinrent sérieusement aux mains près de Mongiovino; trois mille hommes des Barberini se rendirent prisonniers; il en resta près de mille sur le champ de bataille. Les courses et le pillage s'étendirent jusqu'à Todi; mais alors les Barberini firent marcher par les montagnes de Pistoja une armée du côté de Florence; l'attaque échoua bien contre la valeureuse défense de Pistoja, et les pontificaux furent rappelés par l'invasion des Modenais dans le Bolonais; néanmoins leur mouvement força le prince Mattia de diviser son attention. Il n'y eut plus qu'une action aux approches de l'hiver, près de Pitigliano; les Toscans triomphèrent, firent six cents prisonniers, et s'emparèrent de huit canons.

Pendant ce temps les troupes pontificales avaient pénétré dans le Modenais, et elles assiégeaient Nonantola sous le commandement du cardinal Antonio lui-même. Le duc détacha contre elles le comte Ramondo di Montecucoli, qui engagé au service impérial osait bien combattre dans cette circonstance sous la bannière du duc; le comte les défit complétement. Les Vénitiens étaient restés les plus inactifs de tous les alliés (1); ils désiraient vivement la paix; la France et l'Espagne employèrent activement leur média-

de l'empire, et Thomas promettait de servir le roi contre les Espagnols, s'ils ne rendaient pas au duc les places qu'ils occupaient, et à lui sa femme et ses enfants. Botta, *Storia d'Italia*, lib. 22.

(1) Les Vénitiens avaient d'abord voulu se contenter d'effrayer le pape, et s'étaient refusés à franchir le Pô de concert avec les Modenais; ensuite ils se réunirent aux confédérés pour une entreprise sur Bologne; mais le cardinal Barberini envoya dans la Polésine un corps de six mille hommes, qui ravagèrent le pays, et réduisirent la république à se tenir sur la défensive pour protéger ses possessions continentales. (*Note du traducteur.*)

tion, et conduisirent des négociations durant l'hiver de seize cent quarante-trois à seize cent quarante-quatre. Enfin les alliés tombèrent d'accord avec le représentant français, le cardinal Alessandro Bichi, sur les bases d'une nouvelle paix, dont la conclusion néanmoins fut empêchée par l'opposition des Barberini. Il fallut reprendre les hostilités; mais les Vénitiens ayant défait une armée pontificale près de Lagoscuro, les Barberini devinrent plus souples (1), et enfin les différends furent accommodés au moyen de deux traités, dont l'un, conclu avec la France, promettait au duc de Parme la révocation de l'interdit et la restitution du duché de Castro, s'il remettait Bondeno et Stellata qu'il occupait encore dans le Ferrarais; le second, en confirmant le premier, faisait de la remise de toutes les conquêtes la condition de la paix. La France garantit l'exécution des engagements réciproques, dont les articles furent publiés le premier mai seize cent quarante-quatre. La guerre avait donné un nouvel aliment à la vie de brigandage. Deux chefs de bandits surtout étaient alors bien redoutables : Fra Paolo, ou comme il s'appelait véritablement, Tiberio Squilleti, de Naples, qui, d'abord franciscain, avait embrassé ensuite la vie de bandit, et s'était acquis une grande importance dans les *lancie spezzate* du grand-duc; et Giulio Pezzuola, également de l'Italie méridionale. Maintenant Fra Paolo pilla d'abord sous la bannière de Toscane le territoire de Perugia, puis se jeta sur les États de Naples, où il rallia toutes les petites bandes pour se porter contre l'État de l'Église. Pezzuola réunit une troupe de ce genre dans les fiefs du grand-duc dans les Abruzzes; une troisième masse se forma dans l'Ombrie. D'un autre côté, des bandits se rassemblèrent aussi dans le Siennois pour les Barberini. Des hostilités de ce genre exerçaient nécessairement une action funeste sur la paix, dont l'exécution avait d'ailleurs à subir des lenteurs de toute espèce. A peine les difficultés les plus graves étaient surmontées, et les conditions les plus importantes accomplies, qu'Urbain VIII mourut le vingt-neuf juillet seize cent quarante-quatre. Sa mort pouvait être considérée comme la fin du régime des Barberini; un tel événement excita donc la joie la plus générale dans l'État de l'Église, et particulièrement à Rome. Le conclave qui suivit se divisa en trois partis (1); Barberini, français, es-

(1) L'année précédente les troupes des Barberini s'étaient emparées d'un fort élevé par les Vénitiens à Lagoscuro; puis elles avaient construit deux redoutes sur les rives du Pô, et fortifié l'île située à peu de distance de Ferrare; les efforts des Vénitiens étaient venus se briser contre ces ouvrages. De tels exploits avaient exalté l'orgueil du cardinal Antonio, qui méprisait ses ennemis; c'est alors que les Vénitiens lui tendirent des embûches, dans lesquelles il tomba aveuglément; humilié par cette défaite, il cessa de s'opposer aux négociations de paix, qui furent poursuivies à Venise par le plénipotentiaire français. Pour amener Urbain à des concessions plus promptes, l'on convint d'employer envers lui des formes plus soumises. Le cardinal Bichi, au nom du roi de France, pria le pape d'accorder le pardon au duc de Parme, qui le sollicitait avec toute l'humilité d'un vassal; de son côté le souverain pontife, par considération pour le roi très-chrétien, voulait bien, aussitôt que le duc de Parme et les alliés auraient remis les points occupés par eux dans l'État ecclésiastique, restituer au duc de Parme l'État de Castro, et tout autre bien confisqué sur lui, pourvu que fussent démolies les fortifications nouvelles; grâce à la même intercession et aux mêmes prières, le pontife relevait le duc, ses peuples et ses États de l'excommunication et de l'interdit; les prisonniers devaient être relâchés, les forts de Lagoscuro démolis, ainsi que ceux del Bondeno et della Stellata; le roi devait poursuivre les armes à la main quiconque violerait la foi du traité, et porterait atteinte à la paix. Botta, *Storia d'Italia*, lib. 23.

(1) Avant qu'il fût question de l'élection, des

pagnol ou plutôt Medici; à la tête de ce dernier était le cardinal Medici comme protecteur de l'Espagne. Taddeo de' Barberini réunit à Rome un corps de troupes, et fortifia son palais; les ambassadeurs, la noblesse suivirent son exemple; le duc de Parme était à Castro avec une forte escorte; le cardinal Medici tenait des gens armés à Rome; tout était dans la confusion; des maladies contagieuses exerçaient d'affreux ravages, et le parti espagnol excluait chaque candidat proposé par les Barberini. Enfin les Barberini, voyant l'impossibilité de faire élire un pape entièrement dans leurs intérêts, firent des concessions afin de prévenir seulement le choix d'un candidat décidément hostile à leur parti; ainsi les voix des cardinaux portèrent, le quinze septembre, le cardinal Giovan Battista de' Panfili de Rome sur la chaire de Saint-Pierre, dans la soixante et onzième année de son âge; il prit le nom d'Innocent IX.

Le premier soin du nouveau pape fut d'imposer silence à toutes les clameurs guerrières dans Rome et autour de cette capitale; et, comme il commença par donner le bon exemple en congédiant la plus grande partie des troupes pontificales, il réussit; bientôt le duc Odoardo quitta Castro, les autres chefs congédièrent aussi une grande partie de leurs bandes armées. La belle-sœur du pape, donna Olimpia (1), avait la plus grande influence sur certaines résolutions du pape; le désir de cette dame de voir son fils Camillo de' Panfili cardinal, fit échouer le plan des Barberini, de marier ce jeune homme avec une fille de Taddeo. Camillo reçut la pourpre, et même le pape la conféra au prince Giovanni Carlo de' Medici, pour reconnaître les obligations qu'il croyait avoir à cette maison. Dans son gouvernement Innocent s'occupa toujours des objets les plus pressants, et, voulant mériter l'amour des Romains, il s'appliqua surtout à l'économie, d'autant plus nécessaire que l'administration des Barberini avait été plus mauvaise; en conséquence il montrait de la défiance à son entourage le plus proche, et n'accordait même aucune influence importante à ses neveux sur les affaires publiques. Il fit poursuivre une enquête contre les Barberini, sur leur funeste administration, et bientôt il fut reconnu qu'il y avait plus de deux millions et demi de *scudi*, dont le cardinal Antonio ne pouvait rendre compte. Ce prince de l'Église s'enfuit en France l'année suivante, avec une grande partie des trésors de sa famille, et le roi prétendit que le pape devait renoncer à l'enquête, comme étant dirigée contre un personnage placé maintenant sous la protection de la cour de France; le pape ne persista pas moins dans la ligne par lui adoptée (2).

débats s'engagèrent sur la nécessité d'une réforme. Les neveux d'Urbain VIII avaient abusé si scandaleusement de la faiblesse du vieux pontife sur la fin de sa vie, que l'on devait songer à prévenir le retour de pareils scandales. Le cardinal pensait qu'il fallait profiter de la vacance du saint-siége pour régler les choses à l'avenir, de manière que l'administration des affaires temporelles fût transportée dans le collége des cardinaux, et que le pape restât seulement en possession de la juridiction spirituelle. Le gouvernement aurait ainsi été à la fois aristocratique et absolu; mais les cardinaux qui aspiraient au pontificat suprême durent repousser un tel projet. (*Note du traducteur.*)

(1) Donna Olimpia de' Maidachini, veuve de Panfilio de' Panfili, frère du pape.

(2) Le pape avait été poussé par la clameur publique à instruire contre les Barberini; ces hommes se rattachèrent alors aux Français pour se couvrir d'un intérêt politique. La cour de France, qui avait été vivement irritée de l'élection d'Innocent, était disposée à considérer les actes de ce pontife sous un aspect hostile; à la vérité Innocent ne déguisait pas son penchant pour l'Espagne; il venait d'élever au cardinalat deux prélats attachés à cette puissance, et il avait refusé cette dignité à un frère de Mazza-

Après la paix de la ligue avec Urbain, la guerre ne continua pas moins dans le Piémont entre les Espagnols et les Français; comme les derniers n'avaient plus rien à gagner, ils se retirèrent en grande partie, ne conservèrent des garnisons que dans quelques forteresses (1), et remirent les autres places aux Piémontais; le prince Thomas, fier de son accroissement de puissance, marcha contre Arona; il échoua dans son attaque, et néanmoins maintint la supériorité de ses forces contre le gouverneur du Milanais, quoique celui-ci prît à sa solde les troupes congédiées du service pontifical. Vigevano fut prise aussi par les Piémontais dans l'année seize cent quarante-cinq, et le sénat de Milan fit à la cour des représentations pressantes contre le gouverneur, marquis de Vellada, attribuant surtout cette perte à sa conduite. Dans le temps qui suit immédiatement, cette guerre n'offre que des détails peu intéressants; le prince cherchait toujours à pénétrer de plus en plus dans le Milanais; le gouverneur voulait avant tout reprendre Vigevano, et il y parvint enfin l'année suivante; il obtint encore, à grande peine, çà et là quelque avantage. En seize cent quarante-six, il eut pour successeur le connétable de Castille, qui sut enlever Acqui et reprendre Ponzone.

Comme les Barberini trouvaient surtout de l'appui à la cour de France, le pape essaya d'attirer à lui les princes qui jusqu'alors en Italie inclinaient le plus vers les Français. Dans cette vue il nomma cardinal un frère de l'ennemi capital des Barberini, du duc de Parme, le prince Francesco de Farnese. Le procès contre les Barberini, malgré leur refus de défense ou d'acquiescement, fut poursuivi. D'énormes amendes furent levées sur les membres de cette famille qui étaient restés, Taddeo et le cardinal Francesco de' Barberini, et Palestrina fut occupée en seize cent quarante-six par des troupes pontificales. Le cabinet français conduit par Mazzarino, qui était lié aux Barberini, et n'était pas traité par le pape avec les égards auxquels il prétendait, prit enfin la résolution de menacer avec un armement maritime le pape et le grand-duc, uni très-étroitement à Innocent. Aussitôt le grand-duc ordonna des armements à Livourne et à Porto Ferrajo, et fit protéger ses côtes par dix mille hommes sous les ordres du marquis del Borro; puis, au mois de mai, conclut avec la France un traité qui lui assura la neutralité, sous la condition qu'il ne prêterait aucun secours aux Espagnols dans le Stato de' Presidi, Quant à Taddeo et Francesco, ils s'enfuirent en France.

Dans la lutte qui s'engagea maintenant, le prince Thomas de Savoie, auquel Mazzarino faisait espérer la couronne de Naples, resta dévoué à la France, et prit le commandement supérieur de la flotte française. Sous lui, le duc de Brezé donnait ses ordres comme

---

rino, alors ministre tout-puissant en France. Les Barberini exploitèrent le mécontentement du ministre, auquel ils se présentèrent comme des victimes de leur dévouement aux intérêts français; en irritant ses ressentiments personnels, et flattant son orgueil, ils l'attachèrent à leur cause et s'en firent un protecteur bien déclaré. Mais les injonctions de la cour de France ne changèrent nullement les intentions d'Innocent; il répondit que, dans l'administration de la justice à ses sujets, il n'avait à recevoir d'ordres ni de lois d'aucun prince; protesta contre l'autorité que l'on prétendait s'arroger sur lui, et rejeta de telles atteintes portées à sa dignité sur la perversité de Mazzarino. Les princes italiens applaudirent à la dignité de sa conduite et de son langage, et fort de l'approbation générale il poursuivit sa route. (*Note du traducteur.*)

(1) Muratori, p. 470: « Per chè increseeva al cardinal Mazzarino di tener tanti luoghi presidiati in Piemonte, furono fatti negoziati da madama Reale Cristina per ottenere il rilascio in sua mano di Carmagnola, Asti, Demonte e Lauset, ed anche della città di Torino, a riserva della cittadella, dove (siccome ancora in Verrua, Santià e Cavour) dovea restar guarnigione francese. »

amiral. Les Français s'emparèrent de Talamone, et assiégèrent en vain pendant deux mois et demi Orbitello, qui était défendue par Carlo della Gatta. Brezé trouva la mort dans un combat qu'il eut à livrer à une flotte espagnole arrivée sur ces entrefaites; et, après que les maladies contagieuses eurent enlevé beaucoup de soldats français, le prince Thomas quitta la côte de Toscane avec la flotte. Cependant la crainte de voir les Français pousser plus loin leurs attaques agissait sur le pape naturellement pacifique; et, comme donna Olimpia fut gagnée par des présents, Innocent, persuadé par cette dame, déclara en septembre, malgré le mécontentement hautement exprimé des Romains, qu'il levait le séquestre mis sur les biens des Barberini, et qu'il était prêt à leur rendre leurs emplois, dans le cas où ils s'établiraient dans Avignon (1). Le traité de neutralité de la Toscane et la mort du duc Odoardo de Parme, arrivée le douze septembre, avaient tellement isolé le pape, qu'en raison de la faiblesse de l'Espagne il ne lui restait plus en réalité d'autre-parti à prendre. A Parme, Odoardo eut pour successeur Ranuccio II, son fils aîné (2).

La maison d'Este aussi, qui dans les derniers temps avait pris parti contre la France, fut ramenée aux intérêts de cette puissance, et détachée de l'Espagne par la nomination du cardinal d'Este comme protecteur de la nation française. Il en résulta une violente rupture entre l'ambassadeur espagnol à Rome et le cardinal; tous deux prirent un nombre d'hommes armés à leur service, et dans une rencontre les gens de l'ambassadeur d'Espagne tirèrent sur leurs adversaires (1); le pape opéra ensuite une réconciliation. Le cabinet espagnol nourrissait une haine particulière contre le grand-duc, qui vassal de l'Espagne à cause de Sienne, et obligé de cette puissance à divers titres, avait oublié toutes ces considérations dans son traité avec la France. Comme on ne pouvait rien contre lui d'une autre manière, on chercha au moins à semer le mécontentement parmi les habitants du territoire de Sienne, et l'on fit poursuivre juridiquement son délit de vassal. De leur côté les Français équipèrent de nouveau leur flotte, et l'envoyèrent vers l'automne, sous les ordres des maréchaux de la Meilleraie et du Plessis-Praslin, contre le Stato de' Presidi; une partie des troupes fut débarquée dans l'île d'Elbe, devant Porto Longone; le reste s'empara de Piombino. Longone ne se rendit que le vingt-neuf octobre, et, après que les deux places eurent été bien occupées et fortifiées, la flotte revint dans les ports français.

Dans ces guerres et ces transactions insignifiantes, la faiblesse de l'Espagne était devenue de plus en plus frappante en Italie. Le pouvoir de cette monarchie dans le midi de la Péninsule et dans les îles paraissait encore bien fortement établi, lorsque tout à coup les événements de l'année seize cent quarante-sept montrèrent clairement sur quelles bases fragiles reposait sa domination dans ces contrées.

Un enchérissement des vivres, suite d'une mauvaise récolte, réduisit en seize cent quarante-sept la classe pauvre des habitants de

(1) Donna Olimpia, gagnée par l'or des Barberini, voulut déterminer Innocent à des concessions par des raisons politiques; elle lui représenta qu'en résistant il soulevait des tempêtes autour de lui; que le grand-duc de Toscane se tenait dans l'inaction, que les Espagnols étaient impuissants à le soutenir, qu'au moment où il s'agissait de la paix générale au congrès de Munster, il était nécessaire de s'accommoder avec la France, afin qu'il pût se présenter avec la bannière de paix devant les représentants des puissances de l'Europe.

(2) Odoardo laissa encore trois fils, Alessandro, Orazio et Pietro.

(1) Les autres, saisis de frayeur, déchargèrent aussi leurs armes, puis s'enfuirent, et laissèrent leurs maîtres regagner seuls leurs palais. Lebret, p. 621.

la Sicile aux plus dures nécessités. Les moyens dont pouvait disposer le vice-roi, don Pedro Fajardo, marquis de los Veles, pour combattre le désordre, n'étaient pas suffisants, et le vingt mai un soulèvement éclata dans Palerme contre le préteur; d'abord il y eut un engagement entre quelques centaines d'hommes du peuple et les gens du préteur; puis la promesse du vice-roi de soulager la misère apaisa le tumulte pour le moment. Quelques heures après le coucher du soleil, la populace se rassembla de nouveau, et força les prisons. Les jésuites se présentèrent précédés du crucifix pour calmer les passions, ils ne furent pas respectés; les divers bâtiments consacrés aux employés des impôts furent enlevés d'assaut; on détruisit les livres et les écritures. Le lendemain le cri: *à bas les impôts indirects*, retentit sous les fenêtres du vice-roi, et celui-ci, cédant aux instances de la noblesse, supprima les droits qui frappaient les comestibles de première nécessité; mais le peuple considéra cette concession seulement comme arrachée par la contrainte du moment, ne la crut pas garantie légalement; et en conséquence il voulut proclamer souverain Francesco Ventimiglia, marquis de Gerace (1), qui refusa un tel honneur. Enfin les nobles et même beaucoup d'ecclésiastiques vinrent avec des armes au secours du vice-roi; mais ce parti était encore pris tardivement; car les corporations se rangèrent du côté du peuple, et formèrent un noyau autour duquel purent se grouper les masses tumultueuses. L'état révolutionnaire dura pendant les mois de juin et de juillet, et se prolongea jusqu'en août. Le quinze de ce mois, un démagogue déterminé, Giuseppe da Lesi, batteur d'or, se mit à la tête des révoltés, fit enlever l'arsenal royal, et tirer sur le palais du vice-roi, qui s'enfuit à Castellamare. Mais s'il trouva le peuple prompt à le suivre lorsqu'il lui faisait franchir toutes les barrières de l'ordre, briser tous les liens sociaux, Giuseppe vit expirer son pouvoir aussitôt qu'il voulut lui-même mettre un frein aux emportements, et tracer quelques règles. Au bout de quelques jours, le peuple succomba devant la noblesse; Giuseppe périt, treize autres rebelles subirent le dernier supplice; beaucoup furent faits prisonniers; pour ramener à l'ordre le reste des insurgés, il fallut leur offrir une amnistie et la promesse de l'abolition des impôts; ces moyens réussirent en grande partie; mais par suite de tant d'agitations et de craintes, et du chagrin d'avoir encouru la disgrâce de sa cour, le bon et pacifique vice-roi mourut au mois de novembre. Son successeur, le cardinal Teodoro de' Triulzi, par son intrépidité et son activité à rechercher et soulager les besoins du peuple, étouffa les derniers germes de l'insurrection, qui de Palerme s'était étendue sur une partie de la Sicile; et, dans l'année seize cent quarante-huit, il laissa l'île calme et paisible à don Juan d'Autriche, qui fut nommé vice-roi (1).

(1) Il y avait dans ce choix un sentiment hostile à la domination des Espagnols; le peuple avait entendu dire que le marquis de Gerace descendait des premiers rois normands, et déjà il voyait en lui un souverain national, qui le délivrerait du joug des étrangers.

(1) Cette insurrection ne fut ni aussi simple dans ses éléments, ni aussi facile dans sa réduction qu'on pourrait le croire par la rapidité de ce récit. Elle commença par des désordres et des excès de populace, et les secours apportés par la noblesse et le clergé mirent fin à ces premiers mouvements; les pillards les plus signalés furent châtiés sans que des efforts fussent tentés pour les soustraire à la justice; mais bientôt les artisans, craignant les vengeances espagnoles, se réunirent en armes; les milices urbaines occupèrent certains postes présentant un point d'appui au peuple, et alors des hommes se présentèrent pour donner une direction aux efforts des masses. Giuseppe d'Alessio, et non pas a Lesi, et Pietro Pertuso, se proposèrent d'établir une nouvelle constitution sur des bases populaires;

Ce qui avait surtout été révélé dans cette insurrection, c'était l'ineptie, l'impuissance de l'administration, et par suite le mépris dans lequel était tombé le gouvernement auprès du peuple ; mais le soulèvement qui éclata la même année à Naples mit en danger l'existence même de cette domination de l'Espagne. Naples avait été traitée avec beaucoup moins d'égards encore que la Sicile ; presque tous les revenus publics étaient entre les mains des Génois, donnés à ferme, ou en garantie d'avances faites par ces traitants ; les impôts étaient élevés jusqu'à l'énormité. La prise de Porto Longone et d'Orbitello par les Français mit le cabinet espagnol dans la nécessité de frapper des taxes extraordinaires, tandis que les peuples étaient hors d'état de satisfaire aux exigences régulières (1). Pour remédier à cette détresse,

---

dans une assemblée d'affiliés à leurs projets, Pertuso fut élu chef de la sédition ; mais Giuseppe, qui avait d'autres vues, souleva les esprits aux cris de : *à bas les Espagnols ;* la multitude le proclama capitaine général, et il fit trancher la tête à Pertuso, qui réclamait l'autorité. Il forma des compagnies, occupa les principaux postes, préserva les édifices publics du pillage, et régularisa l'insurrection, convoqua une assemblée où se trouvèrent les jurés, les gouverneurs, les consuls des arts, le juge de la monarchie, l'inquisiteur et quelques seigneurs ; il demanda l'union entre toutes les classes de Siciliens pour réclamer du roi les antiques priviléges du royaume, la déposition des magistrats corrompus, et le droit de se garder eux-mêmes ; il proposa de plus l'admission du peuple dans les assemblées politiques et administratives. Aussitôt l'on rédigea les articles suivants, que l'on adressa au vice-roi pour qu'il y souscrivît : Abolition de tous les impôts introduits dans le royaume depuis la mort de Charles V ; observation des priviléges accordés par le roi Pietro au royaume ; établissement de châtelains nationaux dans toutes les forteresses ; garde d'Italiens pour le vice-roi, à l'exclusion des Espagnols ; retour au domaine public des terres vendues à des particuliers depuis seize cent, sous la réserve d'indemnités aux acquéreurs. Le vice-roi refusa d'accepter ces conditions ; et le peuple conçut de la haine contre Giuseppe, qui l'empêchait de se jeter sur les riches ; les nobles et le clergé le méprisèrent. La cherté des vivres et la pesanteur des impôts provoquèrent aussi des soulèvements à Catane, Termini, Santa-Lucia, Savocas, Pozzo di Sotho, Agrigente, etc... Messine fut contenue ; elle ne demandait que l'abolition de la gabelle, et d'ailleurs affectait la plus grande soumission pour l'autorité espagnole. Cette ville se montra en cette circonstance comme toujours en opposition avec Palerme, sa rivale. Là les choses cessèrent bientôt de marcher au gré des désirs de Giuseppe. Les adhérents de l'Espagne, dissimulant leurs sentiments, attaquèrent le chef populaire par la ruse ; ils le firent nommer syndic perpétuel de la cité avec deux mille *scudi* d'appointements annuels, ce qui lui attira l'animadversion populaire ; il s'entoura d'une certaine pompe, et les railleries l'assaillirent. Il rappela les nobles dans la ville, il invita même le vice-roi à rentrer dans ses fonctions ; aussitôt des bruits se répandirent qu'il était d'intelligence avec le représentant du roi d'Espagne ; puis on dit qu'il entretenait des correspondances avec les Français, et qu'il devait leur livrer Palerme avec la Sicile. Les soupçons et la haine étant descendus dans tous les cœurs, il ne fallait plus qu'une occasion pour faire éclater la vengeance. La punition d'un pêcheur fit soulever toute la classe à laquelle appartenait le délinquant ; l'inquisiteur, le juge de la monarchie, beaucoup de nobles se réunirent aux pêcheurs et à d'autres corps de métiers ; Giuseppe affronta les révoltés ; mais, abandonné des siens, il alla se cacher dans un aqueduc. La multitude mit en pièces son frère, puis courut à la maison du syndic perpétuel, dirigée par les nobles et les partisans de l'Espagne, qui faisaient circuler de prétendues lettres prouvant les coupables intelligences de Giuseppe avec les Français. L'on égara ainsi la haine des Palermitains contre l'étranger, et Giuseppe fut déchiré de mille coups ; l'Espagne ressaisit sa domination entière, que l'instinct populaire voulait lui arracher. (*Note du traducteur.*)

(1) Sous le gouvernement du comte de Monterey et du duc de Médina, de seize cent trente

l'on résolut à Naples, où l'on pensait avoir à rencontrer le moins d'empêchements, de mettre un nouveau droit sur les comestibles; la noblesse fut gagnée, et les *seggi* de ce corps ne mirent aucun obstacle à l'édit qui fut publié le trois janvier seize cent quarante-sept par le vice-roi don Rodrigo, prince de Léon, duc d'Arcos. Mais la mesure souleva un violent mécontentement au sein du pauvre peuple, qui se sentait géné dans la satisfaction de ses besoins les plus pressants. Alors le vice-roi songea aux moyens de donner à cet impôt une forme moins oppressive, du moins il promit de s'en occuper; mais cela était impossible. Il paraît que dans ce moment la nouvelle de l'insurrection de Palerme agit sur le peuple de Naples; car, quoique dans la nuit du même jour où la révolte éclatait à Palerme, déjà le nouvel édifice destiné à l'odieux impôt eût été réduit en cendres à Naples, ici néanmoins le mécontentement ne fit explosion et ne se traduisit en résistance armée que le sept juillet (1); alors par suite d'un débat entre un préposé à l'impôt, et des marchands de figues de Pozzuoli, une troupe de garçons, couverts de haillons et les pieds nus, se rassembla, alla détruire les bâtiments de l'impôt dans diverses parties de la ville, et, toujours grossissant, forma bientôt une masse de quatre mille personnes. Partout retentit, comme à Palerme d'abord, le cri : *Viva il re di Spagna, e muoja il mal governo!* L'un des marchands de figues était beau-frère d'un pêcheur d'Amalfi, nommé Tommaso Aniello, ou comme le peuple l'appelait, Masaniello, dont la femme en vendant de la farine avait déjà subi de durs traitements de la part des collecteurs (1), et qui depuis longtemps était compté parmi ceux qui exprimaient le plus hautement leur indignation. Au milieu de telles circonstances, Masaniello devint bientôt le chef de la masse furieuse, et l'*eletto* du peuple, qui essaya d'apaiser le tumulte, s'était vu chasser par une grêle de pierres. Après bien des désordres, la populace toujours menaçante arriva devant le palais du vice-roi, réclamant l'abolition des impôts sur les comestibles, et les priviléges de Charles V. Le vice-roi tenta de les calmer par des promesses d'allégement dans les charges; en même temps il essaya d'échapper à leur pouvoir en montant en voiture. Ils l'arrachèrent de son carrosse, et le maltraitèrent violemment, jusqu'à ce qu'il se fût engagé à confirmer ses promesses par serments prononcés sur l'Évangile dans l'église voisine de San-Francesco da Paula; à peine dans le temple, il en fit fermer les portes. Alors la populace assaillit l'église, et il fallut que le cardinal-archevêque, Ascanio Filomarino, accourût et promît d'interposer sa médiation. Son entremise amena des promesses partielles de la part du vice-roi, et tranquillisa le peuple sur quelques points; toutefois le duc d'Arcos gagna le temps nécessaire pour se réfugier dans le Castello Santo-Elmo, d'où il gagna le Castello Nuovo durant la nuit. Cependant le peuple, qui craignait d'avoir été joué par de vaines promesses, élevait toujours plus haut ses prétentions; il étendait à chaque instant le cercle de ses demandes et des garanties qui devaient en assurer la satisfaction; maintenant beaucoup de membres importants de la bourgeoisie se rattachèrent aux basses classes (2).

et un à seize cent quarante-quatre, plus de cent millions de *scudi* avaient été tirés du royaume; dans la Pouille, des familles réduites à la dernière misère s'en allèrent habiter les terres des Turcs. L'arrivée d'Arcos, homme impitoyable, plongea toutes les populations dans le désespoir.

(1) Fr. de Raumer, *Lettres écrites de Paris pour éclaircir l'histoire du* XVI[e] *et du* XVII[e] *siècles*, Leipzig, 1831, lib. II, p. 3.

(1) Lebret, p. 637.

(2) De Raumer, pass. cit., p. 5.: « Toutes les prisons avaient été forcées, les prisonniers mis en liberté; il n'y avait que la *Vicaria* à laquelle on n'eût point touché; l'on disait : Là sont les

Tout fut détruit dans les maisons des préposés aux impôts, et de ceux qui passaient pour fauteurs des odieuses mesures fiscales; il ne fut rien dérobé, assure-t-on; comme aux journées de juillet de Paris, on n'enleva que des armes et des munitions; on les déposa dans des boutiques lorsque la cloche du couvent des Carmélites convoqua le peuple. Des masses de deux et trois mille individus parcouraient les rues; une *casa di guerra* fut choisie par les chefs supérieurs, et ceux-ci instituèrent des capitaines de quartier, et forcèrent, sous peine de démolition de leurs maisons, tous les habitants à se réunir à leurs troupes ou à quitter la ville; beaucoup de nobles prirent le dernier parti.

On vit un peu d'ordre renaître à la suite d'un édit publié le dix juillet par les chefs de l'insurrection au nom du peuple, qui abolissait les droits sur les comestibles, déterminait les devoirs des capitaines de la ville, et défendait d'assaillir tumultueusement les maisons. Par la prise du cloître et de la tour di San-Lorenzo, les insurgés se procurèrent seize canons, et le cardinal-archevêque remit au capitaine général Masaniello le titre du privilége que Charles V avait donné à Naples. Le vice-roi ne pouvait rien contre le pouvoir auquel le peuple était parvenu; il offrit l'amnistie et la confirmation du privilége, et même le redressement de tous les griefs. Mais, tandis que Masaniello négociait encore avec le cardinal-archevêque dans l'église del Carmine, le duc d'Arcos eut l'imprudence de faire tirer sur lui par des bandits. D'autres peut-être ourdirent cette trame; l'on croit même qu'elle venait du duc de Matalone et de son frère Giuseppe Caraffa. Le chef populaire ne fut pas atteint; le duc de Matalone s'était enfui; mais le peuple en fureur ne fut point apaisé par le meurtre des bandits, il immola aussi Giuseppe Caraffa (1), et le vice-roi dut maintenant accorder complétement tout ce que Masaniello demanda. Celui-ci prit ensuite dans la ville les meilleures mesures d'ordre et de police, fit exécuter tous les criminels, et respecter ses règlements de la manière la plus rigoureuse. Revêtu d'un costume orné de lames d'argent, coiffé d'un chapeau à plumes (2), le pauvre pêcheur d'Amalfi, dont un signe imposait l'obéissance à tant de milliers d'hommes (3), se rendit au palais du vice-roi, qui était réduit à conclure avec lui une capitulation définitive. Comme la négociation dérobait trop longtemps le capitaine général aux regards, le peuple qui entourait le palais, craignant un assassinat, se mit à pousser des clameurs furieuses; mais tout s'apaisa à la simple *apparition*

archives royales; nous ne voulons pas porter atteinte aux intérêts de sa majesté. »

(1) Le duc de Matalone, qui avait une grande influence sur les hommes de résolution, s'était montré d'abord ami de la cause populaire; puis, offensé par Masaniello, il lui avait juré une haine mortelle; il était entré dans la ville avec trois cents bandits pour immoler le capitaine général. Ses complots échouèrent, et son frère paya pour lui, comme on vient de le voir. La tête de Giuseppe fut séparée du corps, et placée sur la place du marché avec le mot *rebelle* au-dessous. A côté de la tête on avoit cloué le pied de Caraffa, parce que dans une dispute avec le cardinal-archevêque, l'année précédente, à la procession du sang de saint Janvier, il avait donné un coup de pied au premier pasteur de la ville. Cette tentative d'assassinat fit prendre à Masaniello des mesures de sûreté; il interdit les armes courtes et l'usage d'instruments de fer même aux femmes; les nobles durent déposer leurs armes et envoyer leurs serviteurs se réunir au peuple, etc. (*Note du traducteur.*)

(2) Toutes les pièces de ce costume étaient des dons du vice-roi, que Masaniello n'avait acceptés que pour céder aux instances de l'archevêque; car il n'oubliait pas encore son ancienne fortune, et n'aspirait qu'au moment où il pourrait reprendre son commerce de poissons. (*Note du traducteur.*)

(3) De Raumer, p. 12. Alors l'armée du peuple était forte de cent mille hommes.

de Masaniello à la fenêtre. Enfin la capitulation, menée à bonne fin, fut jurée par le duc d'Arcos : le peuple devait avoir des droits égaux à ceux de la noblesse, et conserver ses armes jusqu'à la confirmation du traité par le roi ; tous les impôts établis depuis le privilége de Charles V devaient être abolis. A côté de Masaniello se signala dans toutes ces transactions pour le parti populaire, un vieillard versé dans la jurisprudence, Giulio Genovino (1).

Il semblerait que le pouvoir, dont l'éclat frappait à chaque instant les regards de Masaniello, finit par le fasciner et lui enlever peu à peu tout sentiment de sa situation et de ses rapports (2) ; le vice-roi et le cardinal de' Triulzi, qui alors était encore à Naples, paraissent avoir compté sur ce résultat, et leur conduite, leurs procédés, tendirent à provoquer ou entretenir l'orgueil de Masaniello (3). Déjà le capitaine général avait éloigné tout le monde de sa personne, et le peuple, qui avait obtenu par lui ce qu'il avait désiré, resta si indifférent à son destin, que le seize juillet le vice-roi put le faire tuer, sans que cet acte entraînât des conséquences funestes (1). Dès le lendemain de la mort de Masaniello le peuple vit ce qu'il avait perdu en lui, et lui fit de magnifiques funérailles dans l'église del Carmine (2). Comme la capitula-

(1) Selon Botta, ce Giulio Genovino joua le rôle de traître auprès des deux partis, poussa le peuple aux excès, et servit ensuite le vice-roi pour précipiter la ruine de Masaniello.

(2) L'on donne ordinairement d'autres raisons de la conduite insensée dans laquelle tomba Masaniello. De Raumer, p. 13. « On disait que c'était par suite d'une trop grande contention d'esprit et d'agitations trop violentes, ou d'excès de vin, ou de poison. » Peut-être aussi les principaux du parti, qui ne s'étaient servis de Masaniello que pour tirer les marrons du feu, favorisèrent sa chute aussitôt qu'ils pensèrent n'avoir plus besoin de lui.

(3) Après la réception si brillante que lui avait faite le duc d'Arcos, Masaniello, refusant toutes les offres de pension, tous les bijoux dont voulaient le couvrir le vice-roi et le cardinal, regagna son humble chaumière, et ne s'écarta point de la modération et de la justice. Mais le huitième jour de la révolution, il se rendit avec sa femme auprès du vice-roi qui les traita tous deux de duc et de duchesse. A partir de ce moment, la tête lui tourna, et il fit des extravagances si subites, que l'on dut les attribuer à l'ivresse du vin ou à l'effet du poison. Il jetait de poignées de *zecchini* dans la mer, il ordonnait de tailler des blocs de pierre pour y graver son nom avec le titre de capitaine général du peuple très-fidèle de Naples. Il mandait aux nobles de venir lui baiser les pieds, sous peine de voir raser leurs maisons. Il se promenait en criant : Je suis le monarque universel, et je ne suis pas obéi! Il s'abandonna à la cruauté, ordonna des meurtres et des incendies; l'amour du peuple se changea en haine. L'orgueil de Masaniello surtout avait irrité tous ses anciens compagnons. Alors le vice-roi s'entendit avec Genovino pour se défaire complétement de ce chef naguère si redoutable, maintenant privé de raison, abandonné de tous ses amis. (*Note du traducteur.*)

(1) Le vice-roi ne chercha point d'abord à faire assassiner Masaniello ; il voulait plutôt remuer la force populaire et la pousser contre le capitaine général; il comptait aussi sur le secours des galères qui s'approchaient sous les ordres de dom Juan d'Autriche. Mais les ennemis personnels de Masaniello ne pouvaient supporter un si long retard; ils entrèrent dans le couvent del Carmine, où le malheureux se promenait après avoir communié, et le tuèrent à coups d'arquebuses. Sa tête, séparée du tronc, fut portée au palais du vice-roi, au milieu des applaudissements de la populace. (*Note du traducteur.*)

(2) Voici comment Botta rapporte les circonstances qui firent regretter Masaniello, et les honneurs rendus à ses restes : « Le cose parevano posarsi; ma in quel tempo ancora tanto geloso, i direttori della città molto imprudentemente calarono il peso del pane. Di nuovo il popolo si sollevò, di nuovo diede all'arme, di nuovo voltossi all'amore del perduto Masaniello. Furiosi, e con folta calca andarono a lamentarsi a palazzo; i direttori aggiunsero la viltà all'imprudenza : dissero che non per l'ordine loro, ma per capriccio dei panattieri quel calo era succe-

tion ne fut point tenue, il y eut de nouveaux soulèvements, et Naples resta dans un état d'agitation tumultueuse, même après que Francesco Toralto, prince de Massa, eut pris la place de capitaine général avec l'agrément du vice-roi. Des maisons furent incendiées, des rassemblements désordonnés de gens armés se faisaient sous divers prétextes; les étudiants eux-mêmes demandaient des promotions à bas prix; enfin toute trace d'ordre social paraissait devoir s'effacer; il fallut faire des concessions même aux mendiants; les sœurs laïques se soulevèrent dans le couvent de Santa-Clara. Le vertige de la capitale fit tournoyer aussi les villes voisines; dans divers cantons les sujets des barons du royaume se révoltèrent, et les chefs du peuple à Naples demandèrent que, puisqu'on leur avait accordé le droit de porter des armes jusqu'à la confirmation royale, on y joignît la juridiction criminelle qui en dépendait. Le deux septembre une nouvelle capitulation confirma la première, en y ajoutant des articles, et ramena un état plus tranquille pour très-peu de temps. Lorsque s'approcha la flotte de don Juan d'Autriche, le peuple, agité de soupçons, refusa de déposer les armes, et tint investis les châteaux dans lesquels étaient des garnisons espagnoles. Le premier octobre parut la flotte, et don Juan vint dans la ville, où l'on espérait beaucoup de bien de sa présence. Mais, lorsqu'à l'instigation du vice-roi il demanda la livraison des armes, elles lui furent refusées; alors il dirigea les batteries de la flotte contre la ville, que le vice-roi fit canonner par les trois châteaux le cinq octobre. Les Espagnols opérèrent une sortie des forteresses, et l'on en vint aux mains dans la ville; durant deux jours on combattit dans les rues, jusqu'à ce qu'enfin le vice-roi vit qu'il n'y avait rien à faire; mais le peuple prit la résolution de se délivrer entièrement des Espagnols. Le capitaine général Toralto fut exécuté par le peuple, le vingt-deux octobre (1); un fabricant

---

duto. La folla frenetica corse alle case di costoro, e vi arse tutte le masserizie; si sarebbe anche sfogata col sangue, se non si fossero prestamente cansati. Qui crebbe il desiderio del capitano estinto. Misero Masaniello, gridarono; e il correre al luogo infame, dov'era stato gittato, e il levarne il cadavero, e il riunirgli la testa, e il porlo sopra un cataletto, e il celebrarlo per liberatore della patria, per sollevatore della miseria del popolo, per padre e benefattore dei poveri, fu tutto uno ed impetuoso atto. Pensarono d'onorare con solenni esequie colui che avevano portato alle gemonie. Il popolo comandò che tutto il clero secolare e regolare, nissuno eccettuato, dovesse la sera trovarsi per accompagnarlo con magnifico mortorio alla sepoltura. Il portarono per tutta la città. Mai principe alcuno non ottenne più segnalati funebri onori. Suonavano le campane delle chiese, vicino a cui passava la raccolta e trista comitiva. Era il cadavero agiato sovra un maestoso cataletto coperto di un lenzuolo di seta bianca, tenendo il bastone del generalato in mano. Precedeva la chieresia recitando le solite preci pei defunti; il seguitavano cinque mila soldati sotto trenta bandiere, strascinando le picche per terra ... il rimanente del popolo armato gli faceva ala per tutte le strade con le armi basse, piegando le insegne al passare del cataletto. A tutte le finestre erano accesi i lumi con superbissima mostra. Passò davanti al palazzo regio, dove fu incontrato da otto paggi del vicerè con le torce accese, delle quali si vedevano parimente ripiene le ringhiere del palazzo medesimo: le guardie reali con le bandiere piegate l'inclinarono. Botta, *Storia d'Italia*, lib. 24.

(1) Francesco Toralto avait été choisi par le peuple, avec l'agrément du vice-roi qui avait employé diverses manœuvres pour provoquer cette élection; ces deux personnages s'étaient concertés pour amener la ruine de la cause populaire, et Toralto, sous divers prétextes, empêcha le peuple de livrer l'assaut aux forts où se tenaient les troupes royales, et laissa même introduire des munitions de guerre et de bouche; le peuple furieux l'immola, lui arracha le cœur de la poitrine, et l'offrit en présent à sa femme. Les soupçons du peuple sur la trahison de son

d'armes, Gennaro Annese, se mit à la tête du mouvement (1); toutes les gabelles avaient déjà été abolies par un décret du peuple; les têtes de beaucoup de barons avaient été mises à prix. Mais de telles mesures ne firent qu'augmenter le trouble dans la ville et dans la campagne, et à l'aspect de la disette qui allait se faire sentir, de la discorde qui déchirait la noblesse et le peuple, on n'espérait plus de salut que dans l'assistance d'un puissant prince étranger. On s'était tourné du côté de Rome; mais Innocent, malgré sa qualité de suzerain du fief de Naples, était trop ami de la paix, resserrait ses intérêts dans un cercle trop exclusivement romain, pour que l'on pût attendre quelque chose de lui; l'ambassadeur français lui-même, le marquis de Fontenai, n'était pas très-disposé à céder aux prières qu'on lui adressait, à placer Naples sous la protection de la France; de telles offres séduisirent Henri de Lorraine, duc de Guise, qui par hasard se trouvait alors à Rome, et qui pouvait bien songer, à la faveur d'intérêts français, à se frayer lui-même un chemin au trône de Naples; mais il n'avait ni argent ni troupes pour soutenir les Napolitains. De leur côté ceux-ci pouvaient espérer attirer la France dans leurs intérêts par ce brillant seigneur; ainsi, le vingt-quatre octobre, le peuple adressa une requête au roi Louis, et Gennaro Annese écrivit aussi au duc de Guise, qui réunit de l'argent, monta sur une felouque envoyée à cet effet, et suivi de dix autres bâtiments mit à la voile au milieu de la nuit du treize novembre; il arriva le quinze à Naples, fut accueilli par des acclamations de joie, et conduit par Gennaro Annese dans sa demeure, au couvent del Carmine (1).

Le duc de Guise se trouva tout d'abord à Naples dans une position difficile; le marquis de Fontenai, soupçonnant que cet ardent seigneur pourrait bien vouloir agir pour lui seul et non pour la France, lui avait donné comme surveillant Cérisantes; Gennaro Annese et les autres, qui voyaient Guise resserrer leur autorité, cherchèrent à lui opposer ce personnage. Mais Guise sut mener à fin un traité, dans lequel lui était faite à Naples une situation semblable à celle du prince d'Orange dans les États unis des Pays-Bas, et il n'y fut nullement question des rapports de la France avec Naples (2). Contre Gennaro Annese, Guise éleva Pepe Palombo, forma des troupes, installa des officiers en son nom seul, et s'efforça de gagner à lui la noblesse et les fonctionnaires. Il tint

chef furent confirmés par les dernières paroles de la victime, qui dit en expirant : « Je meurs pour mon roi. » (*Note du traducteur.*)

(1) Annese était déjà l'un des chefs du peuple lorsque la ville fut attaquée à la fois par la flotte et par la garnison des forts; il déploya dans cette circonstance de grands talents militaires, contribua puissamment à l'expulsion des troupes royales, sut manier habilement les esprits du peuple, qui le nomma par acclamation capitaine général à la place de Toralto; son commandement marque nettement une seconde phase dans la révolution de Naples; jusqu'alors le peuple avait voulu seulement alléger le poids écrasant des impôts, mais il avait persévéré dans sa fidélité envers le roi. Sous Annese il voulut se délivrer de l'autorité royale et s'organiser en république; de là les rigueurs contre les nobles, que l'on regardait comme fauteurs de la domination espagnole. Les paroles vagues d'encouragement de la part de l'ambassadeur français à Rome déterminèrent la résolution des meneurs du peuple; ils proclamèrent la république; les emblèmes espagnols furent arrachés partout; on foula aux pieds même les images de Charles V; les nobles organisèrent la résistance en se rattachant à l'Espagne; Annese appela à Naples les députés des autres villes pour discuter les affaires publiques, à l'exemple des Hollandais; mais le parti de la noblesse prévalut dans beaucoup de cités, et empêcha leur union avec la capitale. (*Note du traducteur.*)

(1) De Raumer, p. 28.
(2) De Raumer, p. 42.

quelque temps Cérisantes en état d'arrestation; et lorsque celui-ci eut fini par lui démontrer qu'il ne devait pas le considérer comme chargé d'affaires revêtu de pouvoirs de la France, il lui donna le commandement supérieur des bandes guerrières de la Calabre.

Aussitôt après son arrivée, Guise avait détaché divers corps pour débarrasser les abords de Naples, où les troubles avaient amené la famine; les Espagnols subirent des pertes considérables; la noblesse ne trouvait en général aucune obéissance dans ses sujets; des vaisseaux français introduisirent quelques convois dans le port. Beaucoup de localités voisines tenaient pour Naples, et néanmoins au milieu des complications de tant de prétentions diverses, Guise ne fut pas en état de rétablir l'ordre et le repos (1). Le dix-huit décembre parut enfin la flotte française en vue de la ville; elle jeta l'ancre en face de celle d'Espagne; dans quelques engagements elle causa beaucoup de dommages aux Espagnols; et néanmoins elle abandonna cette côte sans avoir en réalité opéré quelque changement par son apparition. La disette se faisait plus fortement sentir, et les garnisons espagnoles devinrent plus dures et plus cruelles, surtout après que le duc d'Arcos eut abandonné, le vingt-six janvier seize cent quarante-huit, le commandement supérieur à don Juan d'Autriche, en s'éloignant définitivement de Naples (1). Le parti français ou populaire se divisa dans Naples; toutes les autres villes entrées dans le mouvement révolutionnaire furent déchirées par une faction guisarde et une faction royale française (2); et le parti espagnol grandit

(1) Le duc de Guise adopta une ligne de conduite qui pouvait être moralement bonne, mais qui provoqua contre lui la haine du parti le plus ardent. En se saisissant d'une autorité plus grande, il semblait trahir la France qui avait des prétentions sur Naples, et en même temps les républicains, qui n'avaient eu d'autre but que de le mettre à leur tête. Toutefois ses mesures ne méritent que l'approbation. Il arrêta les excès du peuple en prononçant des peines sévères contre les vols, les incendies et les meurtres. Pour maintenir l'ordre, il créa à ses frais un régiment, espérant que les nobles viendraient y recevoir des grades. Il obtint du peuple que l'on publierait un pardon général pour tous les nobles qui, se séparant des Espagnols, reviendraient se soumettre aux lois de la république. En même temps il fit agir vivement des émissaires auprès de ces nobles, leur représentant les affronts qu'ils avaient subis de la part de l'Espagne, la misère à laquelle leur patrie était réduite pour avoir soutenu de son or et de son sang les vastes entreprises des monarques espagnols, et leur faire entrevoir la place importante qui leur serait réservée dans ce nouvel état. Mais ses efforts restèrent inutiles, et il déchaîna ainsi la fureur du parti populaire, dont le chef Annese surveillait toutes ses démarches et s'appliquait à les entraver. (*Note du traducteur.*)

(1) Don Juan d'Autriche et le duc d'Arcos tentèrent un dernier moyen pour calmer les esprits. Ils publièrent un ordre royal qui donnait au duc d'Arcos plein pouvoir de terminer les différends; et en vertu de cette autorité, ils offrirent un accommodement pour la garantie duquel ils feraient intervenir l'autorité du pape; le parti populaire déclara que le vice-roi lui était odieux, et qu'il ne voulait pas traiter avec lui. C'est pour faire disparaître cet obstacle qu'Arcos déposa la vice-royauté; mais en partant, et pour faire ses adieux à Naples, il fit exécuter les chefs du peuple qui étaient restés entre ses mains; étrangler le frère de Masaniello, dont le corps fut jeté dans les fossés du château. Don Juan d'Autriche, qui trempa dans ces exécutions, n'était pas moins détesté que le duc d'Arcos par la multitude; tous les pardons offerts par lui, toutes ses promesses restèrent sans effet; et même la rage populaire alla si loin, que l'on arracha de tous les murs les copies de l'édit de pacification, et que l'on frappa de mort ceux qui les avaient affichées. (*Note du traducteur.*)

(2) Il y avait plus de complication encore; le duc de Guise avait son parti, Annese avait le sien, et l'ambassadeur de France à Rome, le marquis de Fontenay, avait manœuvré pour ressusciter l'ancienne faction angevine parmi les

chaque jour d'autant plus que Guise passait son temps auprès des dames, et provoquait ainsi contre lui des passions et des haines personnelles. Le cabinet espagnol nomma le comte d'Ognate, Inigo Velez de Guevara, alors ambassadeur à Naples, pour son vice-roi, et don Juan d'Autriche lui remit l'autorité supérieure le premier mars. Dès le dix mars, les choses en étaient venues à ce point, que Guise dut soutenir une lutte ouverte contre le capitaine général du peuple, Antonio Mazzola; la lâcheté de ses adversaires put seule l'en faire sortir triomphant. Mais alors Annese et son parti (1) s'entendirent avec le comte d'Ognate, et tandis que Guise à la tête de huit mille hommes marchait contre les Espagnols sur Nisita, les garnisons espagnoles s'emparèrent dans la nuit du cinq au six avril, de la porte et des places principales (2). Annese obtint une amnistie, et la citadelle du parti populaire, le *Torrione del Carmine* fut occupée par les Espagnols. Après une vaine tentative pour rentrer dans la ville, Guise s'enfuit dans la direction de Rome; mais il fut saisi par une division des troupes de la noblesse le sept avril, amené à Capoue et retenu à Gaëte. Dans Naples même tout était revenu à l'obéissance envers les Espagnols, et lorsque le prince Thomas de Savoie parut encore une fois dans l'été avec une flotte française aux environs de Salerne, il était trop tard pour soutenir le parti français (1). Une nouvelle

barons, au profit de la France; c'était là le véritable parti français; mais il n'avait pas assez de forces pour se soutenir par lui-même; les nobles qui avaient cédé d'abord aux excitations du marquis de Fontenay, voyant la foiblesse à laquelle ils étaient réduits, se jetèrent du côté des membres de leur ordre qui suivaient les intérêts de l'Espagne, sachant bien que le peuple nourrissait une haine irréconciliable contre le baronnage. (*Note du traducteur.*)

(1) Qui s'était considérablement grossi sous l'administration de Guise, à cause de la disette des vivres toujours croissante.

(2) Lorsque le comte d'Ognate eut gagné Gennaro Annese, celui-ci répandit que le duc de Guise voulait se faire roi; puis il disait que des lettres interceptées prouvaient une trahison concertée avec la France; on représentait aussi au peuple l'inutilité d'un tel protecteur, pour lequel la flotte française n'avait fait aucune démonstration. Plusieurs hommes influents entrèrent dans la conjuration; ils voyaient qu'il n'y avait plus de tranquillité ni de prospérité à espérer sous le régime actuel; ils soupiraient après une réconciliation. Les esprits ainsi préparés, il fut convenu entre le vice-roi et Annese que deux galères royales iraient occuper la petite île de Nisita, ce qui déterminerait une sortie de Guise. En effet, tandis que le duc marchait à la reprise de Nisita, le vice-roi, don Juan et toute la noblesse de leur parti entrèrent dans la ville par la porte d'Albe, qui leur fut livrée; ils entraînèrent avec eux l'archevêque, et parcoururent les rues en promettant au peuple pardon et abondance. Arrivés à la place du marché, ils sommèrent Annese de se rendre et de leur remettre le Torrione. Gennaro, qui avait déjà reçu le prix de sa trahison, affecta de vouloir résister, et déclara qu'il voulait attendre le bruit du canon; deux coups furent tirés, et il rendit la forteresse. Botta, *Storia d'Italia*, lib. 24.

(1) Mazzarino avait hésité longtemps sur le parti à prendre à l'égard de la révolution de Naples. Les allures indépendantes de Guise l'avaient rebuté; travaillant en France à préparer une monarchie absolue, il ne pouvait guère lui convenir de favoriser une république fondée par la révolte; il résolut d'établir un prince étranger qui, lui devant sa grandeur, favorisât de son côté la famille de son bienfaiteur. Son choix tomba sur le prince Thomas, alors très-attaché à la cause de la France, et dont l'activité, la valeur, les talents militaires, le goût pour l'intrigue avaient gagné ses affections. Un armement considérable se fit dans les ports français de la Méditerranée; dix-huit galères, des brûlots, quarante tartanes chargées de munitions furent placées sous les ordres de Thomas, qui emmenait avec lui beaucoup de bannis napolitains; mais la flotte parut en vue de Naples lorsque déjà Gennaro Annese n'existait plus; elle attendit en vain un mouvement populaire; alors elle

administration fiscale, au moyen de laquelle les impôts directs étaient élevés, tandis que l'on retranchait complétement des droits indirects la taxe sur les fruits, et que l'on abaissait les autres de moitié, redressa les griefs les plus pressants du peuple. On subvint aux besoins actuels du trésor royal, principalement au moyen de procès criminels qui furent intentés contre un grand nombre de personnes riches, à l'aide de papiers trouvés, disait-on, dans la demeure du duc de Guise. Bientôt se succédèrent rapidement les exécutions, les confiscations, et les châtiments frappèrent même sur la noblesse, en dépit de son apparente fidélité envers le roi; et Gennaro Annese, aussitôt qu'il ne fut plus à craindre, mourut sur l'échafaud (1).

Tandis qu'Espagnols et Français s'attaquaient ainsi dans le midi de l'Italie, au nord la lutte continuait toujours. Le gouverneur de Milan conquit en seize cent quarante-sept Nizza della Paglia, et le duc de Modène qui déjà, comme nous l'avons vu, avait été gagné par Mazzarino au moyen de la nomination de Rinaldo d'Este comme protecteur à Rome de la nation française, s'éloigna de l'Espagne, qui l'avait dégoûté à force de tracasseries et de chicanes relativement à Correggio. Dans l'année seize cent quarante-sept, il conclut un traité avec le ministère français, s'obligeant à poursuivre la guerre contre l'État de Milan; et les conquêtes à faire étaient réglées de telle sorte, que les villes prises sur ce territoire devaient rester à celui qui les aurait soumises; toutefois la part revenant au duc de Modène serait tenue sous la suzeraineté de la France. De Piombino occupée par les Français, quatre mille fantassins et quinze cents cavaliers marchèrent au secours du duc, qui joignit à cette force une quantité égale de troupes, et s'avança sur Crémone. Mais ses débats avec les officiers français embarrassèrent tous les mouvements, et il fit prendre à son armée des quartiers d'hiver dans Casalmaggiore. L'année suivante le gouverneur, marquis de Caracena, marcha contre l'armée franco-modenaise près de Casalmaggiore; les alliés reçurent des renforts d'auxiliaires français, arrivés sous les ordres de du Plessis-Praslin, par Lerici, et le trente juin seize cent quarante-huit les Espagnols subirent une défaite; le duc et du Plessis Praslin voulurent profiter de ce succès pour entreprendre le siége de Crémone; mais ils durent y renoncer. Bientôt les agitations intérieures de la France rendirent impossible toute intervention active en Italie; et le gouverneur du Milanais, ayant repris Casalmaggiore, pénétra dans le Modenais à la tête de neuf mille hommes. Enfin Ranuccio II, qui dans cette lutte craignait pour son propre pays, ménagea la paix le vingt-sept février seize cent quarante-neuf; le duc de Modène se retira de l'alliance de la France, le cardinal d'Este renonça à sa qualité de protecteur des Français à Rome; le duc se plaça sous l'abri de la puissance de l'Espagne, et reçut garnison espagnole dans Correggio.

D'ailleurs l'année seize cent quarante-huit fut encore signalée pour la haute Italie par une conspiration contre la duchesse Christine de Savoie et son fils le duc Emmanuel II, dans l'intérêt des princes ses beaux-frères. Les suites de ces manœuvres furent

---

se dirigea vers les provinces: le prince Thomas débarqua quelques troupes à Vietri et Angellara, et attaqua Salerne; mais les troupes espagnoles accoururent et repoussèrent les assaillants; alors la flotte française mit à la voile pour les côtes de Provence. (*Note du traducteur.*)

(1) Malgré tous les avertissements, Gennaro Annese se tint à Naples, jouissant des richesses acquises par la trahison; mais enfin il fut saisi par les sbires du vice-roi, et le bourreau lui trancha la tête sur l'esplanade du château. Quatre autres chefs populaires furent pendus, parmi lesquels Luigi del Ferro, qui avait été ambassadeur du gouvernement républicain à Rome; ces exécutions se firent la veille de l'arrivée de la flotte française. (*Note du traducteur.*)

la mort de quelques conjurés, et l'expulsion du prince Thomas du gouvernement d'Ivrea (1).

Dans l'État de l'Église, il y eut quelque changement; le cardinal Panfili (2) résigna sa dignité pour épouser la princesse de Rossano; mais donna Olimpia grandit encore en influence, et par elle les Barberini se maintinrent en crédit; il en résulta une tendance hostile de la cour pontificale contre la Toscane; mais ces dispositions ne se manifestèrent que par de petites tracasseries. La Toscane eut à souffrir aussi de la difficulté des subsistances; cette disette de vivres, jointe à des dispositions vicieuses sur le commerce de grains, amena un soulèvement dans l'ancienne ville gibeline de Fermo; mais il fut bientôt étouffé (1).

L'inimitié de la cour de Rome, l'impossibilité dans laquelle se trouvait le ministère français de prêter secours à ses amis du dehors, amenèrent en seize cent quarante-neuf une réconciliation du grand-duc de Toscane avec l'Espagne. Ce parti fut d'autant plus avantageux à la Toscane, que e pape, déterminé par les réclamations des créanciers de la maison Farnese, et poussé surtout par les Barberini et par dona Olimpia, fit occuper de nouveau le duché de Castro, à l'exception de la ville, déclarant en même temps qu'il ne voulait pas dépouiller la maison Farnese de ce fief, et que son intention était de satisfaire les créanciers; mais, comme il ne fut accordé aucune attention aux propositions faites par le duc Ranuccio dans l'intérêt de ces créanciers, il devint clair que la cour pontificale avait d'autres vues. Ranuccio réunit huit mille hommes, et mit sous le séquestre dans le Parmesan des biens de l'Église d'un revenu présumé égal à ce que pouvait produire le duché de Castro. Ensuite le pape déclina la médiation de l'Espagne et de la Toscane; et il fallut employer la

(1) Comme le jeune duc touchait à sa quatorzième année, la tutelle et la régence de sa mère arrivaient à leur fin : les princes intriguèrent auprès de la cour de France, ou plutôt Thomas agit seul; car Maurice était alors apoplectique. Mazzarino, qui favorisait le prince Thomas en tout point, exhorta la duchesse à ne rien changer à la forme du gouvernement avant d'avoir reçu un nouvel avertissement; et cependant Thomas pratiquait tous les hommes influents du Piémont pour se faire donner la curatelle de son neveu, et se saisir ainsi de la plénitude du pouvoir souverain. La duchesse, informée du complot, se mit en route de Rivoli avec son fils, comme pour une partie de chasse, entra dans Ivrea, fit occuper la place; et le lendemain, vingt juin seize cent quarante-huit, selon ses instructions, le grand chancelier, les généraux, les chefs des corps judiciaires, les ministres, les premiers officiers de l'État se rendirent auprès d'elle : un grand conseil fut tenu; là, Christine déclara que son fils étant majeur, elle lui remettait l'exercice de l'autorité souveraine; et Charles Emmanuel II en prit aussitôt possession, et reçut les serments de ses dignitaires, aux acclamations des assistants. Botta, *Historia d'Italia, lib.* 22.

(2) Il ne faut pas confondre ce cardinal Panfili, fils d'Olimpia qui avait aussi le prénom de Camillo, avec un autre qui paraît plus tard vers l'an seize cent cinquante, qui n'est en aucune façon parent du pape, mais sortait d'une pauvre famille noble, et s'appelait Camillo degli Astelli; son frère eut le bonheur d'épouser une nièce de donna Olimpia, et d'après les conseils de cette femme il acheta une charge à la cour, ce qui le fit approcher du pape. Innocent finit par le déclarer son neveu, et le décora de la pourpre, au grand dépit d'Olimpia qui n'avait pas voulu l'élever si haut, et un grand mécontentement de la famille Barberini. Lebret. pag. 648 et suiv.

(1) Le mouvement de Fermo présente ce caractère singulier, qu'il fut provoqué par la noblesse et les riches pour des intérêts particuliers; que l'on fit des efforts pour le rattacher à une organisation d'indépendance plus générale, qu'il fut dirigé par les autorités municipales, et que néanmoins il n'aboutit qu'à l'assassinat. La multitude saccagea le palais, mit le feu à la chancellerie criminelle, immola le gouverneur, ainsi qu'un gentilhomme son plus fidèle ami, et traîna les cadavres dans les rues. Mais ensuite, loin de poursuivre un but politique, les coupables députèrent à Rome

force pour empêcher Ranuccio de marcher sur le duché de Castro à travers la Toscane. Dans le Bolonais, près de San-Pietro in Casale, l'armée parmesane sous le ministre Gaufrid en vint aux mains avec l'armée pontificale, commandée par le marquis Lodovico de' Mattei, et les troupes de Ranuccio furent complétement battues. Cette défaite donna occasion aux plus proches parents du duc de lui montrer combien il avait été trompé par son ministre, et de quels crimes celui-ci s'était rendu coupable; Gaufrid paya ses fautes de la vie, et quatre cent mille *scudi* qu'il avait réunis comme ministre furent confisqués, et entrèrent dans la caisse du souverain. Castro dut se rendre aux troupes pontificales le deux septembre seize cent quarante-neuf; son siége épiscopal fut transféré à Acquapendente, et la ville elle-même fut rasée. Les habitants se dispersèrent dans les localités voisines appartenant au grand-duc. Le pape ne fut pas encore satisfait de cette vengeance; il rejeta toutes propositions d'accommodement, exigea le remboursement des frais de guerre, et menaça de confisquer la totalité du fief de Castro. Enfin Farnese parvint à obtenir sous les conditions les plus dures un accord avec le pape, qui lui imposa en outre le devoir de payer ses dettes dans l'espace de huit années.

Le besoin d'argent avait ramené dans ce temps le cabinet espagnol au plan déjà proposé de vendre Pontremoli et le territoire en dépendant (soixante-dix-neuf localités). D'abord on demanda pour prix de cette vente un million de *scudi*; mais l'on ne se souciait pas de transférer ce canton à l'un des puissants princes. Ensuite l'on se relâcha sur ces deux points. Gênes avait déjà conclu le marché pour son compte, moyennant quatre cent mille *scudi*; lorsque toute l'affaire fut rompue par l'opposition du pays dont on traitait ainsi, qui soutint qu'en sa qualité de fief impérial il ne pouvait être ainsi aliéné selon la volonté des Espagnols; mais cette circonstance ne changea pas essentiellement la marche des choses; le ministre de Philippe IV, Louis de Haro, vendit Pontremoli pour cinq cent mille *scudi*, dans l'année seize cent cinquante, à la Toscane, dont l'Espagne voulait à tout prix regagner l'amitié. Autant les habitants de la seigneurie aliénée avaient redouté la domination génoise, autant ils s'empressèrent de passer sous le pouvoir de la Toscane, qui prit possession le dix-huit septembre. L'empereur confirma l'aliénation et conféra l'investiture au grand-duc. Déjà dans l'été celui-ci avait secondé activement la flotte napolitano-sicilienne, dans une entreprise contre Piombino et Porto Longone, qui alors étaient encore entre les mains des Français; et ces deux villes étaient rentrées au pouvoir des Espagnols, la première le dix-neuf juin, et la seconde le quinze août (1). Ces bonnes relations, jadis entretenues avec tant de sollicitude par le cabinet espagnol, puis longtemps interrompues, dont la conséquence était d'assurer en Italie une influence prépondérante à l'Espagne par l'attachement de la Toscane et du pape à cette puissance, auraient été enfin complétement rétablies, si le cardinal secrétaire d'État, Panciroli, qui par son habileté avait su acquérir un aussi grand crédit sur dona Olimpia que sur le pape, était parvenu à réconcilier la famille du grand-duc avec les Barberini, presque aussi puissants que lui-même auprès d'Olimpia. Mais il échoua dans cette tentative,

pour implorer leur pardon; le commissaire pontifical, en approchant de la ville, rencontra de nouveaux suppliants; mais il entra suivi de douze cents fantassins et trois cents chevaux, rechercha les habitants les plus criminels, qui furent punis de mort ou des galères; déclara convaincus de lèse-majesté les prieurs qui avaient pris la fuite, et enleva aux nobles les commandements des milices, pour les donner à des hommes de la campagne. (*Note du traducteur.*)

(1) L'héritier de la maison d'Appiano, Niccolò de' Ludovisi, reçut ensuite ces places des Espagnols.

quoique les cardinaux Francesco et Antonio de' Barberini fussent revenus habiter Rome, que Maffeo de' Barberini fût fiancé à une petite-nièce du pape, Olimpia de' Giustiniani, que Carlo de' Barberini fût élevé bientôt après (seize cent cinquante-trois) à la dignité de cardinal, et que la famille Barberini se trouvât ainsi comblée des plus hautes faveurs à la cour de Rome; du moins le rapprochement ne s'opéra point en ce sens, que Panciroli ne put selon ses vues amener une alliance par mariage entre la maison Barberini et la maison souveraine de Toscane. L'Espagne ne renonça pas non plus à ses inimitiés contre les Barberini, et ceux-ci poussèrent nécessairement la cour pontificale dans les intérêts français.

Dans l'année seize cent cinquante et un, le gouverneur Caracena prit Castigliola dans le pays d'Asti, puis pénétra brusquement jusque devant Moncalieri; en voyant son audace, les Français qui avaient toujours dans leurs rangs le prince Thomas, conçurent le soupçon que la duchesse Christine pouvait bien être d'intelligence avec les Espagnols. L'éloignement de la duchesse pour tous les termes offerts par Caracena les convainquit bientôt du contraire, et l'arrivée de nouvelles troupes françaises détermina le gouverneur à la retraite. L'année suivante seize cent cinquante-deux, Caracena entreprit une nouvelle attaque, cette fois contre la garnison française de Casale; il prit Trino et Crescentino, et le duc Carlo II de Mantoue, dont la maison avait d'ailleurs été souvent unie par des alliances avec les princes de Habsburg, fut déterminé par ce succès à se déclarer maintenant ouvertement pour l'Espagne; Caracena et Camillo da Gonzaga occupèrent ensuite Casale, et le vingt-deux octobre les Français capitulèrent aussi dans la citadelle (1).

Le seul point de l'Italie où les Français exercèrent ensuite une influence importante en Italie (1) fut la cour de Rome, où l'âge

---

(1) La cour de France surveillait les mouvements du duc de Mantoue, et savait qu'il négociait avec les Espagnols; pour détruire leur accord, elle avait envoyé d'Argenson à Venise, afin de représenter au sénat le danger qui menaçait l'Italie, si les Espagnols se rendaient maîtres de Casale; mais la république, alors en guerre avec les Turcs, ne pouvait s'occuper de la tranquillité des États voisins. Le traité se fit donc entre le marquis de Caracena, au nom de l'Espagne, et le duc de Mantoue, qui reçut aussitôt trois mille cinq cents fantassins et trois cents cavaliers envoyés par le gouverneur dans le Montferrat: car les Milanais se portaient de grand cœur à une entreprise qui devait les délivrer du voisinage des Français; et quant aux autres États italiens, ils se rassuraient en pensant qu'il s'agissait de faire rentrer Casale sous la domination de son seigneur naturel, le duc de Mantoue. En effet le duc adressa des lettres au président du sénat de la ville pour lui ordonner de chasser les Français, et le sénat pria le seigneur de Saint-Ange, gouverneur pour la France, de remettre la place et les forts aux soldats mantouans; après quelques difficultés, le président détermina les Français à évacuer la ville, et à se retirer dans le château et la citadelle; aussitôt entrèrent à Casale Camillo da Gonzaga et les gardes du duc, avec des cavaliers et des fantassins du Montferrat. Le président sut corrompre le commandant du château, qui le vendit aux Mantouans. La citadelle fit une vaillante résistance, soutint plusieurs assauts, et ne fut rendue par capitulation qu'après la destruction des principaux ouvrages et l'épuisement de la garnison. D'abord la place ne fut occupée que par des Mantouans et des gens du Montferrat; mais au bout de quelques jours on y introduisit des Allemands à la solde de l'Espagne, et les princes italiens devinrent d'autant plus inquiets de voir les Espagnols établis dans une position si importante, que la France, alors agitée de troubles intérieurs, ne paraissait pas en état de détourner de leurs têtes la servitude qu'ils redoutaient. (*Note du traducteur.*)

(1) Le cardinal Mazzarino avait essayé, par des intrigues, de faire reprendre à la France de l'autorité à Gênes, en profitant des divisions sans cesse renaissantes entre l'ancienne et la nouvelle noblesse, le *porto vecchio* et le *portonuovo*. A la tête de ce dernier parti étaient Gian Paolo

avancé du pape, offrant la perspective prochaine d'une nouvelle occupation du saint-siége, éveillait et enflammait les passions les plus opposées dans les divers partis. Les deux cardinaux Medici, dont l'aîné était chargé du rôle de protecteur des Espagnols, se trouvaient à la tête d'une faction qui déjà se formait pour l'élection; le cardinal Anton de' Barberini dirigeait le parti français, pour lequel s'agitait aussi dona Olimpia. D'un autre côté le cardinal Panfili (degli Astalli) était pour l'Espagne, et provoqua ainsi contre lui une telle indignation de la part du pape, qu'il fut banni de la cour, et qu'Innocent lui retira le nom de Panfili et séquestra ses revenus.

Tandis que toutes ces divisions et ces efforts opposés agitaient Rome dans les années seize cent cinquante-trois et seize cent cinquante-quatre, le duc de Guise qui était sorti des mains des Espagnols (1), et qui comptait à Naples sur un parti français fortifié par la conduite cruelle du vice-roi Ognate, préparait une nouvelle expédition pour ce royaume, équipait des bâtiments dans les ports de la Provence; mais lorsqu'il la conduisit en seize cent cinquante-quatre vers les côtes napolitaines, sa flotte, assaillie par des tempêtes, subit des dommages considérables; ce qui fit encore plus de tort à sa cause, c'est qu'Ognate, changeant de système, mit tout à coup une admirable douceur dans ses procédés. Quoique le duc emportât Castellamare par un coup de main, et pénétrât jusque devant Naples, réduit à un nombre de troupes insuffisant, et manquant de vivres, attaqué par un ennemi actif et vaillant, Carlo della Gatta, il lui fallut se retirer, et il se vit obligé de se rembarquer.

Le sept janvier seize cent cinquante-cinq s'éteignit enfin le pape Innocent X. On a vu que durant les derniers temps de sa vie, tout le collége des cardinaux paraissait se partager entre les Français d'un côté, les Espagnols et les impériaux de l'autre, sous des chefs qui déjà ont été nommés; tout à coup après sa mort se forma un troisième parti, dirigé par le cardinal Francesco Barberini, qui déclara ne vouloir embrasser ni les intérêts de l'Espagne, ni ceux de la France, et se disposer à faire un choix seulement d'après sa propre conscience. Cette sorte d'indifférence ou d'indécision politique lui fit donner le nom de *squadrone volante;* il était composé de trente-trois cardinaux; il lui manquait donc huit voix pour avoir une influence décisive; mais, comme il était assez fort pour exclure les candidats proposés qui ne lui convenaient

Balbi et Stefano Reggio, qui provoquaient l'indignation des nouveaux nobles sur la prépondérance reprise toujours par les anciens. Lorsque Gênes fut en marché pour acheter Pontremoli des Espagnols, afin que l'on se procurât les fonds nécessaires à cette acquisition, la noblesse ancienne avait proposé que l'on fît entrer des familles populaires dans les rangs de la nouvelle noblesse, pour de l'argent; et celle-ci s'irrita que l'on voulût ainsi établir une distinction flétrissante entre les deux parties du même corps, par la manière dont la plus récente serait recrutée. L'affaire manqua; mais l'outrage n'avait pas moins été fait. Balbi l'exagéra; il fut banni. Alors il se mit en rapport avec le cabinet de France pour changer la forme du gouvernement de Gênes; mais il rompit bientôt les négociations, parce qu'il voulait avoir dans les Français des alliés assez puissants pour l'aider à s'élever, mais pas assez forts pour être ses maîtres. Le cardinal Mazzarino aurait préféré, d'ailleurs, un personnage plus important dans Gênes, et suivant plus aveuglément la direction de la France. Cependant le complot fut révélé; Balbi promena sa misère et ses ressentiments en Europe, et ourdit une nouvelle trame avec les Espagnols; il ne fut pas plus heureux dans cette nouvelle tentative, et Gênes se tint plus fortement sur ses gardes contre les manœuvres des étrangers. (*Note du traducteur.*)

(1) Le duc, retenu d'abord à Gaëte, avait été transporté en Espagne, où il resta renfermé quelques années. Lorsque le prince de Condé s'unit avec les Espagnols, il obtint du roi catholique la liberté du duc de Guise, espérant l'attacher à sa faction; mais Guise nourrissait

pas, le conclave traîna en longueur; les mois s'écoulèrent sans amener de résultat; enfin l'on se réunit le sept avril sur le choix du cardinal Fabio de' Chigi de Sienne, qui prit le nom d'Alexandre VII (1). Le nouvel élu commença son règne tout autrement que n'avaient fait les pontifes précédents; car il fit interdire l'approche de Rome à ses frères et à ses neveux.

Comme Francesco de' Barberini avait proposé le nouveau pape, et contribué puissamment à son élévation, son crédit auprès de lui était fermement établi; en outre le duc Francesco Ier de Modène avait épousé en troisièmes noces une Barberina (2), et le fils aîné de ce souverain, Alfonso, recherchait une nièce du cardinal Mazzarino, ami intime des Barberini, en sorte que le parti représenté par cette famille, ou politiquement parlant le parti qui adoptait les vues françaises en Italie, pouvait compter les États de Modène comme entièrement rattachés à ses intérêts. En raison de cette situation des choses, le gouverneur de Milan réclama comme garantie pour l'Espagne la remise d'une place forte dans le Modenais, et en même temps il conduisit des troupes sur le Pô. Francesco se défendit dans un manifeste contre le soupçon du gouverneur, refusa la place qu'on lui demandait, et envoya le comte Bajardi avec huit cents hommes pour s'opposer aux Espagnols. Aussitôt que Caracena eut franchi réellement le Pô, Bajardi força la garnison espagnole de Correggio de se retirer; mais les ennemis se firent jour du côté de Reggio, et assiégèrent la ville pendant quelque temps, jusqu'à ce que Francesco, secondé par ses milices, les contraignit à repasser le Pô. Comme le duc de Modène s'était adressé à Turin et à Paris pour avoir des secours, il semblait que la guerre allait se ranimer dans la haute Italie: car seize mille hommes de pied et sept mille chevaux, sous les ordres du prince Thomas, se mirent en marche de France et de Savoie pour aller soutenir les Modenais, qui au nombre de cinq mille envahirent le Milanais par un autre point. Les deux armées agirent de concert pour le siége de Pavie, et le duc Francesco y reçut une blessure grave; la ville ne put être prise, parce que le prince Thomas lui-même y fit introduire des vivres, et l'arrivée de quelques milliers d'Espagnols à Finale détermina les Français, affaiblis par les maladies et la désertion, à une retraite honteuse le quinze septembre; toute l'entreprise était manquée maintenant, il y fallut renoncer. Le prince Thomas lui-même, atteint de maladie durant les opérations, mourut bientôt après, le vingt-deux janvier seize cent cinquante-six. Le duc Francesco, guéri de sa blessure, s'empressa, de se rendre à Paris.

Pendant que ces événements se passaient dans le Milanais et le Modenais, le duc de Parme avait fait poursuivre par le grand-duc auprès du pape la restitution du du-

des projets bien plus ambitieux que le prince de Condé: au lieu de se jeter dans les rangs de grands seigneurs voulant se saisir d'une plus grande part d'autorité dans leur pays, il ne rêvait rien moins que l'acquisition d'un trône à l'étranger.

(1) Lorsque chaque parti fut demeuré quelque temps obstiné à son choix, toute élection devenant impossible, on vit bien qu'il fallait transiger. Les cardinaux Francesco Barberini et Carlo de'Medici entrèrent en conférence, et convinrent qu'il fallait renoncer de chaque côté à des prétentions exclusives, et choisir un pontife qui, étranger aux passions politiques, méritât les suffrages de l'opinion publique, par l'éminence de son mérite; ils convinrent que nul candidat n'était plus digne que le cardinal Fabio Chigi, recommandé par son mérite, sa vertu et sa pratique des affaires; il s'était d'ailleurs signalé dans les transactions politiques comme nonce au congrès de Munster, et secrétaire du pape Innocent après la mort du cardinal Pancirolo. Il fut élu sans aucune opposition; son élévation satisfit tout le monde, et l'Église se livra à l'espérance de voir soulager les maux qui l'affligeaient. (*Note du traducteur.*)

(2) Qui lui apporta un demi-million de ducats; c'est ainsi sans doute qu'il faut traduire le *mezzo milione d'oro.* — Muratori, vol 16, p. 11.

ché de Castro; mais toutes les démarches à ce sujet restèrent vaines, et le pape refusa aussi toute protection contre les Français, qui voulaient forcer Farnese à se décider pour ou contre eux. Ces négociations avaient déjà répandu quelques semences de divisions entre Florence et Rome. Les esprits s'aigrirent encore lorsque la reine Christine de Suède arriva à Rome, et que son apparition fit prendre un ton plus léger aux jeunes cardinaux, parmi lesquels se trouvait le cardinal Giovanni Carlo de' Medici. Le pape demanda au grand-duc le rappel de ce cardinal à Florence. Carlo de' Medici ne quitta pas pour cela la capitale, et fut d'autant plus déterminé à y rester lorsqu'Alexandre, changeant toute sa manière d'agir, manda ses parents de Sienne auprès de lui. Le frère du pape, Mario de' Chigi et ses deux fils, comme possesseurs de biens considérables dans le Siennois, avaient un grand intérêt à embrasser les vues du grand-duc, et lorsqu'enfin le jeune cardinal Medici quitta la cour de Rome les bons rapports avec Florence furent rétablis. Le grand-duc parvint enfin à démontrer au cabinet espagnol la nécessité de regagner entièrement les Barberini, attendu que l'un d'eux étant resté à la tête du *squadrone volante*, et l'autre conduisant le parti français, il leur serait facile dans le prochain conclave de déterminer un choix entièrement contraire à l'intérêt de l'Espagne. Philippe IV les admit de nouveau dans ses bonnes grâces.

Cependant Francesco de Modène revint de France comme généralissime français, et dans l'été de seize cent cinquante-six il assiégea Valenza avec des troupes modenaises, françaises et savoyardes, s'empara de la place en septembre, quoique le vaillant cardinal Teodoro de' Triulzi, qui était gouverneur de Milan par intérim, sût lui faire subir bien des pertes. L'empereur, sollicité par la cour d'Espagne, envoya contre lui un corps de douze mille hommes, qui par la désertion se réduisit à quatre mille hommes avant d'avoir atteint Milan. Lorsqu'arriva le nouveau gouverneur, le comte de Fuensaldagna, le duc Carlo II de Mantoue vint le joindre dans l'année seize cent cinquante-sept, avec des troupes et quatre mille cinq cents soldats impériaux pour reprendre Valenza; mais le duc de Modène délivra la place au moyen d'une irruption dans le Montferrat, et en mettant le siége devant Alexandrie. A la vérité il lui fallut lever son camp le dix-neuf août; mais au moins Valenza fut maintenue contre le parti espagnol. Au reste les mouvements du duc de Modène avaient enfin amené les Français à évacuer cette année la citadelle de Turin.

Pour forcer Carlo de Mantoue à la neutralité en seize cent cinquante-huit, Francesco de Modène passa le Pô, pénétra dans le Mantouan, et son but fut complétement atteint; mais cette neutralité ne fut pas reconnue par la Savoie, et les troupes savoyardes enlevèrent Trino, tandis que le duc Francesco tombait sur le Crémonais, s'avançait près de Milan, et campait devant Mortara, dont il s'empara le vingt-cinq août. Bientôt après, Francesco fut atteint d'une maladie subite, et mourut le quatorze octobre. Il eut pour successeur son fils Alfonse IV.

Peu de temps après, la paix des Pyrénées termina toutes les hostilités entre la France et l'Espagne en Italie. Tous les princes de la Péninsule qui étaient parties belligérantes, ayant été compris dans le traité comme alliés des deux puissances contractantes, ce pays, par les négociations qui menèrent à l'accord définitif, avait déjà en partie recouvré le repos (1), et là on sut

(1) Ainsi Alfonso de Modène, pour se procurer une situation plus avantageuse, avait déjà conclu le 11 mars, sous la médiation du duc de Guastalla avec le gouverneur un accord par lequel il se détachait de la France, et se déclarait neutre; d'un autre côté il était débarrassé de la garnison espagnole à Correggio, et il reçut l'investiture de l'empereur. Lebret, p. 666. Le grand-duc fut compris ensuite dans le traité, comme allié des deux couronnes qui faisaient la paix, et l'intervention de l'Espagne et de la

admirablement le mettre à profit pour se livrer à des travaux scientifiques, ou s'abandonner au charme des relations sociales (1). La paix fut conclue le sept novembre seize cent cinquante-neuf. Valenza et Mortara passèrent au pouvoir de l'Espagne, Vercelli et Cenghio nelle Langhe retournèrent à la Savoie (1).

Le rétablissement de l'état pacifique conduit ordinairement à de nouvelles alliances de famille; il en fut ainsi dans cette circonstance. Le dix-huit avril seize cent soixante s'accomplit le mariage, négocié depuis la paix, du prince héréditaire de Toscane avec la princesse Marguerite Louise, fille du duc d'Orléans. Une autre union se conclut encore, par suite des négociations de la paix, entre le duc Ranuccio de Parme et la princesse Marguerite de Parme, dès le vingt-neuf avril seize cent soixante.

Maintenant ce qui préoccupait le plus les cours italiennes, c'étaient les manifestations d'irritation de la part du pape contre les

---

France fut promise à la maison Farnese au sujet de Castro. Cet appui donné à son adversaire, et le dédain des puissances contractantes, qui n'avaient point demandé son adhésion à la paix, irritèrent si violemment le pape, qu'en seize cent soixante il déclara Castro bien domanial romain, qui ne pouvait plus être aliéné de l'Église.

(1) Florence était redevenue le centre du mouvement intellectuel; et le sceptre de la science depuis la mort de Galilée était tenu par Évangélista Torricelli, son disciple. Non-seulement les philosophes et les mathématiciens, mais encore les gens du monde se livraient avec ardeur à la recherche des secrets de la nature. Le grand-duc Ferdinando et le prince Leopoldo provoquaient les découvertes, et de grands et nobles travaux se poursuivaient sous leurs yeux tandis que le nord et le midi de l'Italie étaient déchirés par la guerre. Fanciano Michelini et Niccolò Aggiunti faisaient leurs savantes expositions devant la famille souveraine de Toscane; Vincenzo Viviani, Alessandro Marsili, Paolo et Candido del Bueno, Francesco Redi, Lorenzo Magalotti, se réunissaient fréquemment dans le palais, où les princes les écoutaient avidement. La cour de Rome était loin de contrarier ces efforts. La renommée des Toscans comme physiciens se répandait au loin. Pour donner plus de facilité aux recherches, le grand-duc réunit les savants en un corps, mit à leur disposition un vaste local dans le palais Pitti, fournit l'argent nécessaire pour les frais des expériences, traça des règles à cette société, qui, reçut pour président le prince Leopoldo; ce fut la première académie des sciences d'expérimentation, sur le modèle de laquelle se sont formées toutes les autres; elle eut des membres correspondants à l'étranger, et commença ses opérations le dix-neuf juin seize cent cinquante-sept, sous le nom d'*Accademia del Cimento*. Charles Emmanuel de Savoie méditait alors les magnifiques constructions dont il embellit sa capitale; les grands travaux de communication et les lettres italiennes allèrent étendre leur influence sur l'Allemagne. (*Note du traducteur*.)

(1) Voici à peu près les conditions arrêtées entre les deux couronnes relativement à l'Italie : Le roi d'Espagne restituait au duc de Savoie Vercelli et le *Cenghio nelle Langhe;* pour terminer les différends entre la Savoie et Mantoue, les deux ducs seraient obligés de se remettre à la décision de la France et de l'Espagne, qui déclaraient vouloir l'exécution du traité de Cherasco pour le partage du Montferrat; le roi d'Espagne vivrait en paix avec le duc de Modène, et oublierait tout le passé. Les deux rois recommandaient le duc de Parme au pape, suppliant sa sainteté de reculer le délai pour la réunion du duché de Castro aux domaines de l'Église, et de lui donner le temps de satisfaire sa dette envers la chambre apostolique. Le prince de Monaco était remis dans la possession de tous ses biens et revenus, même dans le duché de Milan et le royaume de Naples. Enfin l'on comprit dans la paix les Napolitains qui dans les précédentes révolutions s'étaient éloignés du royaume, ou avaient porté les armes contre leur patrie; un pardon général leur était accordé, et ils rentraient dans leurs biens et leurs honneurs. Ce traité releva le crédit de la France en Italie; c'était pour ainsi dire la première fois qu'elle assurait le sort de ses alliés. (*Note du traducteur*.)

États contractants, parce que dans la paix ses intérêts lui paraissaient avoir été complétement dédaignés. Les prétentions de la maison d'Este sur Comacchio, comme sur un fief impérial, que le pape n'aurait pas eu le droit de réunir aux États pontificaux, ayant été prises en grande considération dans le traité, l'indignation d'Alexandre fut poussée au plus haut degré; lorsque des circonstances accidentelles vinrent lui fournir de nouveaux prétextes, elle éclata d'abord contre le cardinal d'Este, qui donnait asile dans ses remises à un homme poursuivi pour dettes par les tribunaux romains. Comme le cardinal était résolu à se servir de tous ses domestiques armés, et qu'il était soutenu par tous les Français se trouvant en ce moment à Rome, le frère du pape, Mario de' Chigi, qui en ce moment jouissait de la plus haute influence, et qui surtout menait toute cette affaire, n'osa pas engager une lutte ouverte dans Rome.

A la fin, par la médiation des cardinaux de' Pii et de' Barberini, l'on en vint à un accommodement; mais le ressentiment du pape au sujet de la paix se concentra depuis, et se transforma en haine contre la France. Ces mauvaises dispositions furent encore augmentées par la conduite orgueilleuse et menaçante du duc de Créqui, ambassadeur de Louis XIV en seize cent soixante-deux, qui entra dans Rome avec un cortége militaire. Des engagements entre une patrouille papale et des gens de la maison de Créqui provoquèrent la fureur de la garde corse contre les Français; elle attaqua d'abord le Palazzo Farnese où demeurait l'ambassadeur, puis la voiture de l'épouse de Créqui; et, au milieu de tous ces actes de violence, plusieurs personnes périrent des deux côtés. Les Corses coupables furent favorisés dans leur fuite, et Mario de' Chigi fortifia les troupes papales dans Rome; des postes de soldats furent même établis dans le voisinage du Palazzo Farnese; en sorte que Créqui quitta Rome le trente et un août de l'année seize cent soixante-deux, et le nonce apostolique fut congédié de Paris (1).

Dès le seize juillet Alfonso IV, duc de Modène, était mort à l'âge de vingt-huit ans, ne laissant que deux enfants, un fils né le six mars seize cent soixante, Francesco II, et une fille, Béatrice, en sorte que sa veuve Laure prit maintenant les rênes du gouvernement. Le cabinet français s'intéressa pour elle, et dans les négociations que suivit la cour de Florence comme médiatrice entre la France et Rome, les réclamations relatives à Comacchio formèrent un objet principal. Le pape fut jeté dans le plus grand embarras. Les Corses, emportés par leurs propres passions, sans ordre de Mario de' Chigi ni du gouverneur de Rome, le cardinal Imperiali, avaient attaqué les Français; il lui était donc impossible de consentir à une punition particulière envers ces deux personnages accusés personnellement par Créqui. Un congrès, qui fut tenu à cette occasion à San-Quirico, se sépara sans avoir amené de résultat; et, dans l'année seize cent soixante-trois, Louis XIV fit occuper Avignon ainsi que le comtat Vénaissin, et envoya des troupes à Parme et à Modène pour appuyer les maisons d'Este et de Farnese dans leurs réclamations sur Castro et Comacchio. Si les Français avaient provoqué de l'irritation à Rome par l'orgueil de leurs prétentions, le mécontentement excité par la princesse d'Orléans à Florence fut encore plus funeste; Marguerite Louise avait été unie contre son gré à l'héritier du grand-duc. Dans son affection exclusive, aveugle pour la France, elle trouvait toutes choses opposées à ses goûts en Toscane; et son humeur détruisit l'harmonie qui faisait le charme de la famille grand'ducale (2). Après que la princesse

(1) Muratori vol. 16, p. 59 : « Con inviare sotto guardia di cinquanta moschettieri il nunzio pontifizio Piccoluomini fuori del regno. »

(2) Créqui dut la menacer au nom de Louis XIV de lui faire sentir toute l'indignation royale, si

eut mis au monde un fils, le neuf août seize cent soixante-trois, la mésintelligence ne cessa pas encore; une tentative de réconciliation, faite par Créqui dans l'année seize cent soixante-quatre, n'eut pour résultat que d'aigrir encore davantage l'esprit de la princesse; et lorsqu'en seize cent soixante-cinq on prit le parti de l'éloigner enfin de la cour, et de la reléguer à *Poggio à Cajano*, elle s'abandonna à de tels emportements, que son mari étant venu un jour la visiter, elle saisit un couteau, et menaça de le frapper s'il s'approchait; il fallut de longues négociations pour amener une réconciliation au mois de novembre de la même année.

Cependant les débats entre les cours de Rome et de France étaient arrivés à un accommodement. Après l'occupation d'Avignon et l'envoi des troupes françaises en Italie, le pape avait aussi de son côté cherché à mettre une armée sur pied; mais tous les princes italiens repoussaient la guerre de tous leurs vœux. Venise d'ailleurs était engagée dans une lutte avec les Turcs et l'Espagne; et néanmoins on ne pouvait encore espérer une heureuse issue à ce violent conflit des Français et des pontificaux. A la fin, les menaces du roi avaient amené Alexandre à consentir à un nouveau congrès dans Pise; et il voulut bien approuver un traité qui fut arrêté en cette ville le douze février seize cent soixante-quatre. Castro fut de nouveau séparé des domaines de la chambre pontificale, et la maison Farnese eut la faculté de pouvoir dégager ce duché dans l'espace de huit années, avec un million six cent vingt-sept mille sept cent cinquante *scudi* (1). Au sujet de Comacchio, il y eut un accommodement au moyen de sommes d'argent. Le cardinal de' Chigi, nonce du pape, sollicita de la cour de France le pardon de sa famille, mais d'une manière conditionnelle; en demandant cette faveur, il protesta en même temps que les Chigi n'en avaient pas besoin, attendu qu'ils étaient innocents. Mario de' Chigi jura sur son honneur qu'il était complétement étranger à l'attaque des Corses, et Créqui revint à Rome.

Quant aux événements qui suivirent immédiatement, nous nous bornerons à rappeler ici que le duc Carlo II de Mantoue mourut le quinze septembre seize cent soixante-six, laissant pour successeur son fils Ferdinando Carlo, âgé de treize ans, sous la tutelle de sa mère Isabella Clara (1), et qu'Alexandre VII quitta ce monde le vingt-deux mai seize cent soixante-sept, après y avoir assuré de toute manière le bien-être et la prospérité de sa famille (2); nous passons rapidement sur ces faits, afin de reprendre les destinées de Venise depuis le commencement de la guerre avec les Turcs jusqu'à ce moment.

La capture de quelques bâtiments turcs (3)

---

elle ne revenait pas à son devoir. Mais cela l'exaspéra au point qu'elle dissimula sa grossesse durant plus d'un mois, et qu'elle chercha à détruire son fruit par des courses à cheval et les exercices les plus violents. Lebret, p. 673.

(1) Néanmoins le duché ne fut jamais dégagé, n [illegible] c le pape, une fois sa réconciliation opérée avec la France, refusa d'accepter le prix du rachat.

(1) Isabella Clara entra en débats avec la régente de Modène pour quelques points sur lesquels il était impossible de décider en faveur de l'un des deux États; déjà les deux dames avaient levé des armées pour la défense de leurs prétentions, lorsque le gouverneur de Milan parvint à les déterminer à porter l'affaire devant le conseil aulique. Les choses furent arrangées ensuite par un commissaire impérial.

(2) Ce pontife fit élever la colonnade de Saint-Pierre, et réunit la bibliothèque des ducs d'Urbino à celle du Vatican. Lebret, p. 67.

(3) Il s'agissait de quelque chose de bien plus grave que de quelques bâtiments; le chef des eunuques noirs était sur cette flottille avec ses femmes, ses trésors, un juge envoyé au Caire, et une troupe de pèlerins se rendant en pèlerinage à la Mecque, et portant de riches offrandes au tombeau du prophète. Ce pieux convoi fut attaqué par six galères maltaises; ce qui ne périt point en combattant tomba entre les

par une escadre maltaise, qui ensuite alla se rafraîchir dans la rade de Kalismène de Candie, avait excité le grand-seigneur à la vengeance contre les Occidentaux; et, comme la prise de Malte lui paraissait trop difficile, il tourna sa colère contre les maîtres de Candie, et rompit la paix qui régnait depuis longtemps avec la république de Venise (1). Il était poussé surtout par le capudan pacha, Jusuf Dalmate d'Urana (2), qui nourrissait une vieille haine contre Venise. Ce chef fut maintenant placé à la tête de l'armement (3), qui le trente avril seize cent quarante-cinq quitta le port sans qu'il y eût préalablement de déclaration de guerre (4). Ce fut seulement devant Navarin que l'armée embarquée sur la flotte apprit sa destination; de là une division navale fut détachée vers Malte, et le vingt-quatre juin le premier débarquement se fit dans la baie de Gogna, à dix-huit milles au-dessous de la Canea (1); ensuite les Turcs poursui-

---

mains des chevaliers avec trente femmes, trois cents esclaves et de riches trésors. Voyez Joseph de Hammer, *Histoire de Turquie*, traduction de M. Dochez dans la Collection des historiens européens.

(1) Joseph de Hammer, *Histoire de Turquie*, liv. 50.

(2) Il s'appelait originairement Joseph Mascovich, et il était né esclave du seigneur d'Urana et du pays entre Zara et Sebenico.

(3) Joseph de Hammer, liv. 50. Huit galères des barbaresques se réunirent aux soixante-treize qui mirent à la voile de Constantinople; on y joignit encore deux grandes galéasses, un gros galion appelé *Sultan*, dix bâtiments loués à Alexandrie, deux à Tunis, dix en Hollande et en Angleterre, et trois cents tschaiques ou karamursales, comme bâtiments de transport, à bord desquels il y avait sept mille janitschares, quatorze mille sipahis, cinquante mille hommes fournis par les vassaux et trois mille pionniers.

(4) Les Vénitiens s'étaient opposés autant qu'ils avaient pu au débarquement des Maltais, qui n'avaient pris terre que pour un instant; et le baile vénitien à Constantinople, Giovanni Soranzo, avait fort bien justifié la république de toute complicité dans les entreprises des chevaliers. La Porte avait paru satisfaite des explications données par Soranzo, et avait affecté de vouloir détruire le repaire des pirates chrétiens. A Malte, on fit de puissants armements pour soutenir l'attaque. Venise resta un peu dans l'incertitude, malgré les avertissements de Soranzo, qui suppliait le sénat de ne pas croire aux protestations de paix des Turcs. Le sénat se prépara, et sollicita l'appui des princes chrétiens qui d'abord ne lui donnèrent que de vaines paroles. (*Note du traducteur.*)

(1) Les Turcs espéraient d'abord que le pays se déclarerait en leur faveur à cause de la dureté du gouvernement vénitien. En effet les Candiotes se ressentaient encore du genre de féodalité établi par le sénat vénitien lorsqu'il fit l'acquisition de l'île. Candie avait alors été partagée en deux cents fiefs militaires, dont cent cinquante-deux devaient fournir de la cavalerie, et quarante-huit de l'infanterie. Cette organisation avait subi bien des modifications; et voici la description que Botta donne de la situation des choses au moment de l'arrivée des Turcs : « La giustizia e le armi in Candia erano in mano dei Veneziani, quella per mezzo di rettori, queste per mezzo di provveditori mandati da Venezia nelle quattro città principali Candia, Canea, Rettimo e Sittia. Ai rettori assistevano due uomini del paese con titolo di consiglieri. Ai tutti sovrastava un provveditor generale con autorità quasi suprema. Tolta la giustizia e l'indirizzo delle armi, tutte le altre faccende governavano per se medesimi i Candiotti; le imposizioni moderatissime. I nobili erano obbligati ad aver pronto un determinato numero di miliziani, sì per la quiete in pace, come per la difesa in guerra. Felici i Candiotti quando il provveditor generale era buono, infelici quand' era cattivo. Di questa seconda tempera era stato uno degli ultimi, e però erano sorte assai male contentezze. Vi si osservava poi il vizio solito della nobiltà. I Veneziani l'accarezzavano per tener il paese per mezzo loro; ma i popoli gelosi della potenza e delle ricchezze dei nobili, e vivendo in servitù feudataria, speravano in una mutazione di cose, qualunque ella fosse, un più felice destino. Oltre poi alla nobiltà solita dei Greci, faceva qualche sinistra impressione in mezzo a quelle popolazioni di rito greco l'arcivescovo

virent leur route en même temps par terre et par mer vers la Canea, et s'emparèrent du port de ce lieu. Trois jours après commença le siége; et, après que les assaillants eurent encore été fortifiés par une escadre venue d'Alger, la garnison capitula le dix-sept août, à la condition de se retirer librement (1).

Quoique deux flottes vénitiennes croisassent dans les mers de la Grèce, elles n'empêchèrent point le passage de nouveaux renforts qui arrivèrent de Constantinople à l'armée turque, dont s'étaient séparées les troupes d'Alger, de Tunis et de Tripoli. Mais dans le Seraï, le grand vesir dont les vues étaient contraires à toute cette guerre, employa toute son influence auprès du sultan pour renverser le capudan pacha; il y parvint, lorsque le vainqueur envoya de misérables présents au grand-seigneur; cette chute ne satisfit point le ressentiment d'Ibrahim, qui fit étrangler Jusuf au mois de janvier seize cent quarante-six.

Dans ses préparatifs pour repousser les ennemis, Venise avait été soutenue par des contributions pécuniaires de son clergé; l'Espagne et quelques princes italiens lui avaient fourni quelques vaisseaux (1); mais tous les efforts que l'on méditait étaient trop tardifs pour le salut de la Canea. Ensuite le pape accorda la dîme des biens ecclésiastiques à Venise; les particuliers et les établissements, les religieux comme les laïques durent déposer les trois quarts de leurs bijoux, et de leurs vaisselles d'or et d'argent à la monnaie (2). Moyennant de l'argent, on accorda l'entrée dans le conseil aux nobles qui n'avaient pas encore atteint le nombre d'années fixé par la loi pour cela, l'on vendit des emplois et des honneurs nobiliaires (3), et de plus l'on fit un emprunt. A l'aide de ces moyens dans l'automne de seize cent quarante-cinq, un trésor assez considérable se trouva à la disposition des Vénitiens, et pour la conduite de la guerre ils nommèrent un généralissime, Girolamo de' Morosini; mais ce chef dut se borner jusqu'au mois de décembre à ravitailler les places qui tenaient

---

di rito latino, il quale mandato essendo e protetto dal governo, voleva meno e poteva più, che al contentamento del pubblico si convenisse; il che accresceva nel popolo il tedio dell'impero dei Veneziani. S'aggiungeva il terrore delle armi ottomane, il quale era cagione che i popoli pensassero meglio a guadagnarsele non resistendo, che ad asperarle contrastando. » *Storia d'Italia*, lib. 27.

(1) Les Vénitiens firent une noble résistance malgré le peu de concours des Candiotes et le mauvais état des fortifications. La grosse artillerie des Turcs ruina facilement les ouvrages élevés à la hâte; mais la garnison arrosa de son sang chaque pied de terrain qu'elle abandonna. Lorsque l'explosion d'une mine eut ouvert le bastion de San-Demetrio, les Turcs furent encore repoussés avec un grand carnage; deux assauts généraux n'eurent pas plus de succès, et les Ottomans avaient subi des pertes si énormes, que de nouvelles troupes furent demandées à Constantinople. Mais les assiégés ne demandèrent à capituler qu'en voyant les apprêts d'un troisième assaut, qu'ils n'étaient plus en état de soutenir. Ils sortirent de la place en défilant devant les Turcs rangés en bataille, qui honorèrent leur courage. (*Note du traducteur.*)

(1) Le pape fournit cinq galères et cent mille *scudi*, l'Espagne et la Toscane envoyèrent cinq galères, les Maltais six, Parme deux mille fantassins, Gênes ne donna rien, non plus que l'empereur. La cour de France fit passer aux Vénitiens bien secrètement cent mille écus, quatre brûlots, et leur accorda la faculté de lever dans le royaume autant de soldats qu'ils voudraient. (*Note du traducteur.*)

(2) Daru, p. 350.

(3) On vendit des procuratoreries de Saint-Marc et la noblesse, ce qui produisit huit millions de ducats. Il y eut ainsi cinq procurateurs de Saint-Marc de nouvelle création, et quatre-vingts familles furent adjointes à la noblesse. L'accès au patriciat était ouvert même aux étrangers pourvu qu'ils fussent chrétiens. (*Note du traducteur.*)

encore dans l'île de Candie. Comme la difficulté des circonstances réclamait un pouvoir presque illimité pour la direction de cette guerre, le doge Francesco Erizzo fut enfin nommé lui-même capitaine général; et il accepta, quoique cette nomination fût contraire aux principes politiques de Venise, et qu'il eût atteint l'âge de soixante-dix ans; mais il mourut bientôt après, le trois janvier seize cent quarante-six. Il eut pour successeur dans la première magistrature de la république, Francesco Molino, et Giovanni Capello devint capitaine général; mais ce dernier ne se montra nullement digne de son poste élevé, et ne sut amener l'ennemi à une action décisive, même lorsque des bâtiments espagnols et français furent venus à son secours. Le vingt-trois novembre, Rettimo fut aussi emportée d'assaut par les Turcs sous les ordres d'Husein pacha (1). Ensuite Giovanni Capello fut rappelé et condamné à un an d'emprisonnement; Battista Grimani le remplaça (2). Cependant Musa était devenu capudan pacha; sur la route de la Canea à la Morée, il rencontra une flotte vénitienne au mois de janvier seize cent quarante-sept, et périt dans l'action qui s'engagea (3); dès lors Grimani battit les ennemis sur mer presque partout. Faszli pacha fit débarquer en septembre de cette même année une nouvelle armée turque au-dessous de Candie; mais lui-même revint à Constantinople, et Husein pacha poussa les opérations de la guerre dans l'île.

En même temps se poursuivait aussi la guerre entre les Vénitiens et les Turcs du côté de la Dalmatie. Le sandschak de Licca prit Neograd dans l'année seize cent quarante-six; Vodizza, Rasanze et d'autres places passèrent entre les mains des Ottomans. Toutefois les Vénitiens de leur côté firent aussi quelques acquisitions; ils se rendirent maîtres du château de Duare, ce qui détermina les Morlaques de Puncora à leur rendre hommage (1); puis les villes de Zemonico, Polissano, Islam, etc., firent leur soumission. Neograd aussi fut reconquise, ainsi que Nadir, Urana, Velino et Rachinizza. Au mois d'août seize cent quarante-sept arriva le gouverneur de Bosnie, Tekkeli pacha, qui assiégea Sebenico; mais il échoua contre cette place, tandis que la république gagna Enin; plus tard elle réduisit Klis à la soumission.

L'année suivante les Vénitiens furent moins heureux sur mer; au mois de mars seize cent quarante-huit leur flotte fut presque entièrement anéantie près d'Ipsara, Grimani lui-même périt dans les flots, et

---

(1) Les Turcs avaient obtenu déjà une suite de petits succès, et enlevé quelques petits forts, sans que l'amiral vénitien fît de mouvements sérieux contre leurs escadres, et les interrompît dans les siéges qu'ils entreprenaient. Il ne fit pas plus d'efforts pour sauver Rettimo; mais les défenseurs de cette place ne se découragèrent point; le commandant Cornaro fut tué dans l'assaut; la garnison se retira dans le château, et attendit encore l'écroulement du plus fort ouvrage de défense avant de capituler. (*Note du traducteur.*)

(2) Daru, p. 543.

(3) Le combat avait été commencé par la galère de Tommaso Morosini que les vents poussèrent au milieu de quarante-cinq bâtiments turcs; Morosini avait été tué en repoussant l'abordage des infidèles, et son équipage par une défense héroïque donna le temps à Grimani d'arriver pour remporter une victoire complète. Mais il y a ici une confusion avec une action qui s'engagea plus tard contre la flotte turque, où Musa commandait alors comme capudan pacha; Grimani avait réduit Musa à se renfermer dans le port de Napoli di Romania. Musa ne périt point alors, il fut remplacé par Faszli pacha, qui réunissant une flotte immense, força les escadres réunies des Vénitiens, des Maltais et du pape à lui laisser le passage libre après un combat insignifiant le dix-huit août, et vint débarquer les troppes dans l'île de Candie. Voyez de Hammer, liv. 50.

(1) Joseph de Hammer, *Histoire de Turquie*, liv. 50.

bientôt après les Turcs commencèrent le siége de la ville de Candie, qui fut secourue au mois de juillet par dix-sept galères et huit galéasses envoyées par le pape, l'ordre de Malte et le grand-duc de Toscane; mais les Candiotes eurent plus de grâces à rendre encore aux troubles qui éclatèrent à Constantinople, et qui enlevèrent au sultan Ibrahim le trône avec la vie, pour jeter à sa place son fils à peine âgé de sept ans.

Les fonctions de Grimani furent confiées à Luigi Leonardo Mocenigo; il défendit si vaillamment Candie, et les Turcs firent des pertes énormes, sans savoir, depuis la révolution du palais, s'ils pouvaient compter sur des renforts. Mais alors que le moment était favorable, les Vénitiens pensèrent moins à poursuivre vigoureusement la guerre, qu'à obtenir la paix au moyen des négociations. Précédemment, alors que les Turcs ne demandaient pour conclure la paix d'autre condition que l'abandon de l'île, la *signoria* avait proposé au sénat d'acheter le repos à ce prix; maintenant on crut pouvoir traiter sur de meilleurs termes; mais le grand vesir s'indigna si fortement des propositions faites en seize cent quarante-neuf, qu'il fit pendre le premier interprète vénitien, Grillo. Ensuite, lorsque le capudan pacha, Achmed d'Hesargrad, qui commandait à Candie, eut été tué par un éclat d'obuse, et que Buklu Mustafa dut prendre sa place, l'armée turque de l'île se souleva à son tour en août seize cent quarante-neuf, et le second siége de la ville de Candie n'eut pas de plus heureux résultats que le premier.

Ensuite les Turcs résolurent d'élever des forts dans le voisinage de Candie, et jetèrent les fondements du premier au printemps de seize cent cinquante; la ville ainsi resserrée devait être peu à peu réduite à se rendre. Sur ces entrefaites Haideragasade fut mis à la tête de la flotte turque; mais les escadres vénitiennes l'empêchèrent de sortir de l'Hellespont. L'année se passa en entreprises insignifiantes. Du côté de l'Herzegowine et de la Bosnie, les Vénitiens ne furent pas en état non plus de faire de progrès ultérieurs. Au mois de juillet de l'année suivante seize cent cinquante et un, soixante bâtiments vénitiens sous Mocenigo battirent une flotte turque de cent voiles, entre Chios et Naxos; c'était un coup d'autant plus rude porté aux ennemis du nom chrétien, que leur capitale était toujours agitée de troubles politiques, et que le gouvernement était chancelant.

Cependant à Venise on avait nommé Leonardo Foscolo capitaine général à la place de Mocenigo; mais le temps qui suivit immédiatement n'amena aucun événement important. Lorsque les grands dignitaires turcs, dans l'année seize cent cinquante-trois, se montrèrent plus disposés à la paix avec Venise, la république envoya aussitôt Giovanni Capello comme baile à Constantinople. Mais ce négociateur ayant réclamé d'abord des Turcs la restitution des conquêtes faites par eux dans la guerre, il fut repoussé durement, arrêté prisonnier, et il mourut misérablement (1). L'année seize cent cinquante-quatre vit recommencer la guerre avec une nouvelle énergie. Le capudan pacha Murad rencontra le treize mai, en sortant de l'Hellespont, la flotte vénitienne, et remporta la victoire; un second engagement plus insignifiant eut lieu le 12 juin près de Milo (2); le reste de l'été fut employé par les Turcs à des expéditions où ils faisaient du butin.

Les Turcs n'avaient jamais cessé, durant ce temps, de recevoir des renforts; leur armée campait encore devant la ville de Candie, et la république était dans une situation si critique, que, pour obtenir quelque assistance du pape, elle laissa entrer de nouveau les jésuites sur son territoire, toutefois avec de graves restrictions. Au mois de mars

(1) Daru, p. 567.

(2) Joseph de Hammer, *Histoire de l'empire ottoman*, traduction de M. Dochez, dans la Collection des historiens européens, liv. 50.

seize cent cinquante-cinq mourut le doge Francesco Molino, et il eut pour successeur, le vingt-cinq du même mois, Carlo Contarino (1). Girolamo Foscarini fut élevé à la dignité de capitaine général; mais, comme il arriva malade sur la flotte, et mourut bientôt après, les forces navales restèrent encore sous le commandement de Francesco Morosini, qui remporta des avantages signalés sur les ennemis, et finit par gagner une grande bataille le vingt et un juin, près des Dardanelles. Ensuite, Lorenzo Marcello fut envoyé à Candie comme capitaine général. De nouveaux troubles suivirent à Constantinople, et ce fut seulement le vingt-six juin seize cent cinquante-six qu'une flotte turque imposante put faire tête aux Vénitiens, qui essayèrent de lui barrer le passage des Dardanelles. Le capitaine général Marcello périt dans l'action; mais les Vénitiens remportèrent une brillante victoire (2). Lazaro Mocenigo, qui ramena une partie de la flotte triomphante à Venise le premier août, et qui avait perdu un œil dans la bataille, fut nommé capitaine général. L'escadre restée dans les mers de la Grèce enleva aux Turcs Ténédos, Samothrace et Lemnos; mais tous ses efforts se brisèrent sur Malvasia (3).

La chance des armes venait de donner une suite de succès aux Vénitiens, l'année suivante elle se déclara contre eux; ce retour de la fortune se rattachait à l'élévation au vésirat de Mohammed Kœprili, petit-fils d'un Albanais transporté en Asie Mineure. Cet homme sut partout se frayer un chemin, écarter tous ceux qui lui faisaient obstacle, et préparer des armements gigantesques. Soixante bâtiments nouveaux furent construits, et le capudan pacha Topal Mohammed put franchir les Dardanelles avec trente-six galères beaucoup plus tôt que les Vénitiens ne l'avaient attendu, et avant qu'ils ne lui eussent barré le passage. Mocenigo accourut de Candie, et avec dix-neuf galères et seize galéasses il atteignit la flotte turque le deux mai seize cent cinquante-sept, au moment où elle suivait la direction de Samos. Trois jours après, dans le voisinage de Chios, il battit les barbaresques; puis il prit Sugadschik, dans le golfe de Scalanuova; mais d'un autre côté les Turcs obtinrent des avantages à Candie. Enfin le grand vesir se mit en mouvement pour marcher en personne à la guerre, et le dix-sept juillet les flottes turque et vénitienne engagèrent un combat qui se prolongea plusieurs jours (1). D'abord les Vénitiens paraissaient acquérir la supériorité; la victoire semblait de plus en plus se déclarer en leur faveur; mais le troisième jour au soir un coup de canon de l'ennemi mit le feu à la poudrière du vaisseau amiral de Mocenigo (2); le capitaine général Mocenigo

(1) Muratori, XVI, p. 20.

(2) Joseph de Hammer, *Histoire de l'empire ottoman*, l. 50. Ce fut un grand désastre, comme la marine turque n'en avait pas éprouvé depuis la bataille de Lépante, ni même auparavant.

(3) Pendant ce temps il y avait eu deux changements de doges à Venise. Carlo Contarino mourut au commencement de seize cent cinquante-six; son successeur, Francesco Cornaro, ne vécut que vingt jours; puis vint Bertuccio Valiero.

(1) Ils étaient soutenus par les Maltais et les Toscans.

(2) Le grand vesir, débouchant du canal des Dardanelles, tomba d'abord sur une division de la flotte vénitienne, qui se défendit vaillamment, et fit subir des pertes considérables aux Turcs; l'amiral vénitien accourut, et les infidèles furent réduits à se réfugier sous la protection de batteries de terre de l'Anatolie. Le lendemain, l'agitation de la mer ne permit pas aux adversaires de se joindre; vers le soir, Mocenigo entra dans le canal des Dardanelles à la recherche des bâtiments ottomans retirés de ce côté, et rompant leur ligne il allait gagner la mer de Marmara, lorsque le feu se mit à son bord. La chute d'une antenne lui brisa la tête, et, bientôt la poudrière ayant été atteinte par les flammes,

lui-même, ainsi que son frère et son lieutenant Francesco, périrent dans cet instant. Le succès des Vénitiens fut arrêté, et Kœprili sut si bien mettre à profit la catastrophe pour relever la puissance morale de ses équipages, que dans le mois d'août il reprit l'île de Ténédos, et s'empara même de Lemnos en novembre. Sur la frontière de Bosnie, la lutte recommença aussi avec une nouvelle énergie du côté des Turcs. Husein pacha, qui avait si longtemps commandé les Turcs à Candie contre les Vénitiens, devint capudan pacha (1), parce que Kœprili croyait ainsi pouvoir le perdre plus sûrement; le commandement supérieur à Candie, après quelques changements, finit par être remis à Taukdschi Mustafa pacha. Husein ne resta pas longtemps capudan pacha; cette dignité passa encore sur quelques têtes, et fut conférée à Abdalkadir pacha. Celui-ci fut attaqué à la suite d'une tempête, le vingt-six août seize cent soixante et un, près de Milo, par la flotte vénitienne, sous Giorgio Morosini (2), qui le

---

le vaisseau santa; les autres galères s'arrêtèrent, puis se rallièrent à la pointe de Troie, après avoir sauvé les débris du vaisseau amiral, le corps de leur capitaine général, le drapeau et les archives. Les Vénitiens prirent trois bâtiments ennemis, et en détruisirent dix; mais, outre la perte de la galère de l'amiral, ils avaient encore à regretter cinq ou six autres vaisseaux. D'ailleurs Mocenigo ne les animait plus de son courage. Barbaro Badoero, qui prit le commandement, mourut bientôt de maladie. Lorenzo Renieri, qui lui succéda, laissa voir une incapacité qui dégoûta les commandants maltais et pontificaux. La flotte vénitienne se dispersa, et les Turcs se promenèrent librement sur les mers de la Grèce. (*Note du traducteur.*)

(1) Husein ne fournit dans son nouveau commandement aucun prétexte à sa disgrâce; il devint gouverneur de Rumilie, et il occupait ce poste lorsqu'il subit le dernier supplice.

(2) On voit reparaître à chaque page les noms des Morosini et des Mocenigo; ces deux familles soutiennent toute la grandeur de Venise.

défit complétement (1); Kœprili, le grand vesir, mourut le trente octobre de la même année d'hydropisie; avant sa mort, son fils, âgé de vingt-six ans, Achmed Kœprili, avait su soutenir le fardeau des affaires comme kaimakan, et maintenant il obtint la dignité paternelle. Les négociations de paix avec Venise se renouvelèrent (2), mais fu-

---

(1) Dans l'intervalle il ne s'était passé rien de décisif; Kœprili avait offert la paix moyennant la cession de la ville de Candie; mais le procurateur de Saint-Marc, Giovanni Pesaro, empêcha le sénat d'accepter ses propositions. Francesco de' Morosini devint capitaine général des Vénitiens, et lorsque mourut le doge Bertuccio Valiero en seize cent cinquante-huit, il eut pour successeur Giovanni Pesaro, qui mourut dès la fin de seize cent cinquante-neuf, et le commencement de l'année seize cent soixante vit conférer la première magistrature de la république à Domenico Contarino. De petits avantages furent remportés dans ces années, alternativement par les Vénitiens et par les Turcs; il y eut des expéditions entreprises pour faire du butin; dans l'année seize cent soixante, la république reçut un secours assez important de la France, en sorte que Morosini forma le projet de reprendre la Canée; mais cette tentative eut un si triste résultat, qu'il perdit sa place. Giorgio de' Morosini devint son successeur.

(2) De part et d'autre on manquait de confiance dans les négociations; la Porte et le sénat savaient bien que les propositions n'étaient faites que pour sortir d'un embarras présent, ou mieux tirer parti d'une situation nouvelle. Ainsi en seize cent cinquante-huit, lorsque Mohamed Kœprili avait fait des ouvertures à Andrinople, à Bollarini secrétaire du conseil des dix, c'est qu'il méditait alors un grand coup contre l'empire d'Allemagne, et voulait avoir la liberté de porter d'abord tous ses efforts sur la Hongrie, pour revenir ensuite accabler Venise. C'est ce que démontra Giovanni Pesaro. Dans l'année seize cent soixante-deux, Achmed Kœprili avait les mêmes vues que son père. Si Venise elle-même avait pu compter sur les secours de la chrétienté, elle aurait formé les plus vastes desseins contre l'empire ottoman. Ainsi, lors-

rent interrompues par une bataille navale près de Cos, le trente septembre seize cent soixante-deux, dans laquelle les Vénitiens victorieux, gagnèrent un butin immense, où se trouvaient des marchandises précieuses et des présents envoyés à la Mekka. La guerre que les Turcs commencèrent contre la Hongrie, au printemps de seize cent soixante-trois, laissa respirer la république, et lui fit concevoir de nouvelles espérances; mais, lorsqu'après la bataille de Saint-Gothard une paix inattendue, conclue le dix août seize cent soixante-quatre, vint mettre fin aux efforts de l'empire ottoman sur le continent oriental de l'Europe, les Vénitiens essayèrent en vain d'obtenir de nouveau pour eux-mêmes les conditions favorables précédemment offertes par la Porte (1). La république n'accéda point à la cession de Suda, demandée par la Porte (2); la continuation de la guerre fut donc résolue, et l'on s'occupa de la pousser avec une nouvelle vigueur (1). Le grand vesir commanda en personne l'armée qui se mit en mouvement par terre, puis fut embarquée d'Isdin pour l'île de Candie. Achmed Kœprili arriva le trois novembre seize cent soixante-six devant la Canéa, et ne se rendit qu'au bout de deux mois au camp sous les murs de Candie. A la fin de janvier seize cent soixante-sept, la flotte égyptienne parut aussi près de la Canéa; mais elle fut battue par les Vénitiens sous les ordres de Grimani et de Molino, le vingt-six février. On tenta encore de nouer des négociations pour la paix; mais les Turcs élevèrent leurs prétentions plus haut que jamais. Au mois d'avril, le beau-frère du grand vesir, le grand amiral Kaplan Mustafa, apporta sur sa flotte des munitions de toute espèce; et vers le milieu de mai Achmed, réunissant son armée alors de quarante mille soldats, bientôt après portée à soixante-dix mille, sans compter quatre-vingt mille coureurs, connus sous le nom d'Akindschis, la mena contre Candie, qui maintenant fut attaquée du côté de l'ouest; car l'on ouvrit la

---

qu'en seize cent soixante Louis XIV promit des secours plus importants, Venise sentit renaître ses espérances ambitieuses. L'arrivée des Français et d'un régiment allemand envoyé par l'empereur, la formation de nouveaux régiments vénitiens, mirent à la disposition de Morosini une force nouvelle de onze mille fantassins et douze cents cavaliers, avec laquelle il se proposa d'investir la Canée; mais plusieurs échecs partiels réduisirent les chrétiens à se contenter de défendre Candie. (*Note du traducteur.*)

(1) Telles étaient alors, d'après de Hammer, (l. 53), les exigences des Turcs: cent mille ducats une fois payés pour les frais des messagers d'État dont les voyages seraient nécessités par la confirmation des traités; un tribut annuel de douze mille ducats pour la ville de Candie; la remise de Suda; en échange, la Porte consentait à détruire les deux châteaux neufs élevés en face des ouvrages de Candie, et à délivrer les prisonniers renfermés dans les sept tours.

(2) Le sénat, malgré ses craintes, ne se laissait point abattre, parce qu'il venait d'accommoder avec le duc de Savoie des querelles d'étiquette relatives au titre de roi de Chypre que prenait ce souverain; les bons rapports étaient rétablis, et l'on espérait des secours du Piémont. En effet le meilleur général de Charles Emmanuel, le marquis Villa, vint offrir ses services à Venise, au mois d'avril seize cent soixante-cinq; on lui conféra le grade de capitaine général de l'infanterie, il amena avec lui nombre de Piémontais, visita les ouvrages et les garnisons de la Dalmatie, de Corfoue, de Zante, de Paros, et alla prendre le commandement de six mille Vénitiens et Piémontais sous les murs de Candie, où il rendit d'excellents services; la supériorité de l'ennemi le réduisit bientôt à se tenir dans l'enceinte de la place. (*Note du traducteur.*)

(1) Pendant les années seize cent soixante-quatre et seize cent soixante-cinq, et même jusqu'au printemps de seize cent soixante-six, la guerre entre les Turcs et les Vénitiens se continua sans événements importants.

tranchée le vingt-huit mai (1). Pour les détails du siége et de la défense, nous renvoyons au tableau si exact et si complet donné par de Hammer (2). Lorsqu'au mois de novembre les travaux de siége pour l'hiver furent achevés, les Turcs, en six mois et demi, avaient consommé vingt mille quintaux de poudre, et leur perte en hommes était énorme. Cette vaillante défense était conduite par Francesco Morosini, que Venise avait alors nommé capitaine général; il était secondé par le marquis di Villa (3), et devait trouver un appui dans le provéditeur Antonio Barbaro; mais celui-ci entrava si fortement les mouvements du capitaine général, qu'il se fit rappeler vers la fin de l'année, et Bernardo Nani vint prendre sa place. Pendant l'hiver le pape envoya cinq cents hommes au secours des Vénitiens (4); mais au mois de mai seize cent soixante-huit, le duc de Savoie rappela Villa, que la république remplaça par un Français huguenot, le marquis de Saint-André Montbrun, qu'elle nomma général de l'infanterie. Des volontaires français entrèrent maintenant en grand nombre au service vénitien (1); l'empereur envoya trois mille hommes; beaucoup de chevaliers de Malte et de guerriers aventureux accoururent de presque toutes les parties de l'Italie, et les hostilités commencèrent sous d'heureux auspices pour Venise, au mois de mars, par un combat naval près de Fodella, dans lequel les chrétiens enlevèrent six galères ennemies (2). Les fatigues de l'hiver avaient réduit l'armée de siége à quatorze mille combattants; mais bientôt lui arrivèrent de plusieurs points des renforts considérables; la flotte du capudan pacha surtout amena des troupes nombreuses, et dès le commencement de juin le grand vesir se porta aux travaux d'attaque avec une nouvelle ardeur. L'un des premiers boulets tua Bernardo Nani, et

(1) La tranchée fut ouverte sous le feu de trois cents pièces d'artillerie. Les Turcs avaient d'ailleurs établi dans l'Asie des fabriques d'armes et des fonderies de canons.

(2) Joseph de Hammer, *Histoire de l'empire Ottoman*, traduction de M. Dochez, dans la Collection des historiens européens, liv. 55.

(3) Le duc de Savoie avait fourni deux régiments pour combattre sous les ordres de Villa; beaucoup de volontaires français et allemands, particulièrement bavarois, servaient sous la bannière de Saint-Marc. L'Espagne seule restait étrangère à cette lutte. Par suite de la mort de Philippe IV arrivée en avril seize cent soixante-cinq, le roi de France réclamait sa part d'héritage de la reine sa femme, fille de ce prince; et le plus catholique des États chrétiens, affaibli par une régence, assailli par un voisin trop puissant, ne faisait paraître qu'à de rares intervalles un faible bâtiment dans les eaux de Candie, comme pour être informé de la situation des choses. (*Note du traducteur.*)

(4) Alexandre VII était mort depuis le vingt-deux mai seize cent soixant-sept, et la chaire de saint Pierre était alors occupée par Clément IX, qui se montra plus ardent que son prédécesseur pour la défense des Vénitiens; il grossit le nombre des soldats pontificaux qui combattaient pour la république en Dalmatie et à Candie, il fit passer ensuite cinq cents hommes à Morosini, envoya cinquante mille *scudi* recueillis des dîmes imposées pour la guerre de Hongrie. Des galères commandées par le prieur Bichi arrivèrent à Standia, avec celles de Malte sous les ordres du commandeur del Bene; mais ces forces ne purent opérer efficacement contre les assiégeants. (*Note du traducteur.*)

(1) Le gouvernement français, pour ne pas rompre avec la Porte, ne voulut pas soutenir la république autrement que par des permissions d'enrôlements volontaires; mais des centaines d'officiers français se trouvèrent prêts à combattre les infidèles. Un régiment français tout entier, levé sous le nom du duc de Lorraine, servait à Candie.

(2) Ce triomphe parut si brillant, qu'un vaisseau chargé de prisonniers et d'étendards ennemis se rendit à Venise, et que la république nomma le capitaine général Morosini son chevalier.

le kaplan Mustafa fit subir une défaite sur mer à Giorgio Maria Vitali, près de Nio; mais il perdit la vie dans l'action. Dans l'été de seize cent soixante-huit, les attaques des Turcs furent dirigées surtout au nord-est et au nord-ouest sur les forts de Sabionera et de Saint-André. Le premier était défendu par le général Battaglia, le second par le général Cornaro. Le marquis Ghirone di Villa était revenu, mais cette fois comme chef des troupes auxiliaires du pape (1); il acheva bientôt dans cette guerre sa glorieuse carrière. Montbrun fut blessé grièvement; néanmoins la place tint jusqu'en novembre, et la Porte ottomane vit même l'impossibilité de continuer encore un an des efforts comme elle venait d'en faire depuis seize cent soixante-six. Toutefois le grand vesir, autant que ses forces le permettaient, maintint ses positions, et poursuivit les travaux du siége pendant tout l'hiver (2). Le provéditeur Catarino Cornaro fut tué dans le fort Saint-André par l'éclat d'une bombe. A la fin de mai, Saint-André se trouvait en grande partie au pouvoir des infidèles; alors le capitaine général Morosini et le général d'infanterie Montbrun se chargèrent eux-mêmes de continuer à défendre les ouvrages qui restaient encore aux chrétiens. Au mois de juin, les assiégeants furent secourus par la flotte du capudan pacha; une escadre française, commandée par le duc de Noailles, et portant la fleur de la jeune noblesse du royaume, amena des renforts aux Vénitiens (1). Au commencement de juillet, vingt-cinq galères du pape, quinze bâtiments français, sept maltais, quatre dalmates, abordèrent encore aux rivages de Candie; il arriva aussi des aventuriers allemands en grand nombre (2); mais, en dépit de tous ces

(1) Le pape se donnait une peine infinie pour réchauffer l'ardeur de la chrétienté contre les infidèles; il avait fait tous ses efforts auprès du duc de Savoie pour empêcher le rappel de Villa; il obtint au moins que Charles Emmanuel laissât quelques soldats à Candie. Excités par ses instances, le grand-duc de Toscane fit passer son régiment à Candie, le duc de Modène donna cinquante mille livres de poudre, Lucques, la même quantité, l'archevêque de Salzburg soixante mille; Clément IX en fournit cent mille et trente mille *scudi*; l'abbé de Fulda livra mille thalers, et le cardinal Barberini, douze mille *scudi*. L'ordre de Malte, entraîné par l'exemple de la noblesse française, envoya soixante chevaliers avec trois cents soldats choisis et cent vingt-cinq mille livres de poudre. (*Note du traducteur*.)

(2) Une lettre du sultan avait annoncé à Kœprili l'arrivée à Larisse d'un ambassadeur vénitien, et faisait sentir l'impossibilité de continuer les efforts précédents; le grand vesir, accablé de tristesse, écrivit au sultan, au kaimakan, au mufti, au prédicateur de la cour, pour les supplier de ne pas l'abandonner au moment d'achever son entreprise.

(1) Le roi de France envoya sa flotte sous le commandement de François de Vendôme duc de Beaufort, grand amiral; avec des régiments placés sous les ordres du duc de Noailles; et, pour ne pas violer ouvertement la paix avec le grand seigneur, les bâtiments portaient la bannière pontificale. Cinq jours après leur arrivée à Candie, les brillants chevaliers français firent une sortie sur les tranchées sans avoir reconnu le terrain, remportèrent d'abord de grands avantages, puis furent mis en désordre par l'explosion d'une mine. Beaufort disparut ou périt avec d'autres seigneurs des premières maisons de France; les objets précieux recueillis sur le champ de bataille, les bijoux, les anneaux, les pierres précieuses, etc., furent en si grande quantité, que le camp turc, dit un historien ottoman, semblait transformé en boutique de joaillier. (*Note du traducteur*.)

(2) L'arrivée de ces nouveaux renforts détermina un plan d'attaque générale contre les assiégeants; mais au moment où la flotte s'approchait pour appuyer les mouvements des chrétiens, une bombe turque mit le feu à un bâtiment français, qui sauta en l'air; les Vénitiens de la place n'osèrent point sortir; les volontaires français, en trop petit nombre, échouèrent contre la supériorité des Turcs, et le chef des

renforts amenés à leurs ennemis, les Turcs étaient résolus à précipiter par leur énergie la fin de l'entreprise. La mésintelligence se mit entre Morosini et le duc de Noailles, et le dernier, à la fin d'août, quitta Candie avec les bâtiments français, maltais et pontificaux (1); alors Morosini se sentit hors d'état de se maintenir plus longtemps dans la ville avec les ressources qui lui restaient, et négocia avec le grand vesir la remise de la ville, de l'île entière, et la paix fut conclue le six septembre (2). Trois semaines après, la garnison et la population (1) avaient abandonné la ville, et le vingt-sept septembre au matin Achmed Kœprili reçut dans un plat d'argent, sur la brèche de Saint-André, les quatre-vingt-trois clés de la ville, des forts et des édifices publics. La république ratifia le traité de paix (2); mais Morosini dut répondre à une grave accusation (3), et ce fut seulement lorsque de grandes difficultés s'élevèrent sur la fixation des limites de la Dalmatie, et que l'on eut besoin de lui, qu'on lui rendit justice.

La prise de Candie nous présente une sorte de chapitre à part dans les rapports entre les Vénitiens et les Turcs, nous pouvons maintenant reprendre la suite des destinées gé-

---

volontaires allemands brunswickois, le comte de Waldeck, fut tué en repoussant l'ennemi qui se précipitait pour enlever le bastion de Saint-André. Ce malheureux résultat donna un aliment trop puissant à la mésintelligence entre Morosini et le duc de Noailles. (*Note du traducteur.*)

(1) Dans un conseil de guerre où Morosini proposa une sortie générale, maintenant que l'audace offrait la seule chance de succès, Noailles annonça que son intention était de retourner en France; il résista aux représentations de tous les chefs vénitiens, aux supplications du clergé, aux larmes des femmes, aux cris des enfants; et ce déplorable exemple entraîna le départ des Maltais et des pontificaux : Montbrun resta auprès de Morosini jusqu'au départ de la garnison vénitienne; ce fut lui qui remit la place au grand vesir, avec Grimaldi. (*Note du traducteur.*)

(2) Les conférences pour le traité se tinrent dans la campagne entre la ville et le camp ottoman; et pendant que se débattaient les conditions, Morosini repoussa un nouvel assaut livré par les Turcs; enfin l'on arrêta les articles suivants : La place de Candie devait être remise au grand vesir avec tous les canons qui la garnissaient avant la guerre; la république conserverait la possession paisible des forteresses de Suda, Carabase et Spinalunga avec leurs territoires, ainsi que de la place de Clissa et de son territoire, et de toutes les acquisitions faites par les Vénitiens en Dalmatie et en Albanie. Les Vénitiens auraient douze jours pour em- dans l'île au temps de la guerre; après la ratification de la paix, et l'arrivée du ministre vénitien auprès de la Porte, on donnerait la liberté à tous les esclaves et aux prisonniers faits dans cette guerre, etc. (*Note du traducteur.*)

(1) A l'exception de trois prêtres grecs, d'une femme et de trois juifs. Joseph de Hammer, *Histoire de l'empire ottoman*, traduction de M. Dochez dans la Collection des historiens européens, liv. 55.

(2) Le grand vesir passa l'hiver à Candie. A la fin de février, Molino, qui jusqu'alors avait été retenu dans l'île, lui apporta l'acte du doge et de Morosini, en confirmation du traité.

(3) Voici le récit de Muratori (l. c. p. 91) : « Portatone il doloroso avviso (de la reddition) a Venezia, persona assennata, che si trovò allora in quella metropoli, mi assicurò che le parve di vedere il dì del finale giudizio : tanti erano i gemiti, le lagrime e gli urli dell'uno e dell'altro sesso. Andava il popolo fanatico per le contrade deplorando la grande sciagura, vomitando spropositi contro la Providenza, maledizioni contro de' Turchi e villanie senza fine contro del general Morosino, chiamandolo ad alte voci traditore, etc. » Les adversaires du grand homme cherchèrent à tirer parti de cette fureur populaire pour le perdre. Morosini se constitua prisonnier; et, l'avocat public ayant sation, l'affaire fut soumise à une enquête. Il fut absous par une sentence qui proclamait la noblesse de sa conduite.

nérales de l'Italie depuis la mort d'Alexandre VII.

Comme le parti Barberini était de nouveau réconcilié avec l'Espagne et la Toscane, en dépit du parti français, il parvint à élever sur le saint-siége, le vingt juin seize cent soixante-sept, le cardinal Giulo de' Rospigliosi de Pistoja. Le nouveau pontife se nomma Clément IX, et fut très-dévoué à la maison Medici, sous la domination de laquelle il était né. Cette famille n'ayant alors aucun de ses membres dans le sacré collége, le douze décembre il nomma cardinal le frère du grand-duc, Leopoldo (1). L'administration de l'État de l'Église parut vouloir adopter sous ce pontife une marche plus salutaire; car bientôt après son intronisation, Clément sut amener un abaissement dans les impôts, favorisa les fabriques de laine et le commerce, et prit d'autres mesures utiles et profitables. Dans les affaires générales de la chrétienté, il déploya une activité énergique, et non-seulement soutint lui-même les Vénitiens contre les Turcs, mais encore plaida chaleureusement leur cause auprès des cours. La chute de Candie lui porta un coup terrible. Trois jours après avoir reçu la nouvelle de l'abandon de la place, il tomba malade, et mourut le neuf décembre seize cent soixante-neuf (2).

Dans le conclave qui suivit, les partis se dessinèrent autrement que par le passé : les Barberini, auxquels se rattacha comme précédemment le *squadrone volante*, tenaient pour la France; ils avaient pour adversaires les Chigi avec les adhérents de l'Espagne et de la Toscane. Les fractions d'électeurs se balançaient dans de si justes proportions, que la nomination n'avançait point, quoique déjà la clôture des cardinaux durât depuis cinq mois (1); à la fin l'on se réunit pour choisir comme chef de la chrétienté, le vingt-neuf avril seize cent soixante-dix, un vieillard de quatre-vingts ans, Emilio de' Altieri, qui n'avait été nommé cardinal que peu de temps avant l'intronisation du dernier pape. Il prit le nom de Clément X. Le dernier pontife, qui avait des parents, s'était peu occupé de leur élévation: Clément X, qui n'avait pas de famille, adopta celle des Paluzzi, qui lui était alliée par le mariage d'une nièce; et le cardinal Paluzzi, qui avait déjà revêtu la pourpre avant l'intronisation de Clément X, mais qui maintenant prit le nom d'Altieri, obtint l'influence la plus décisive; son neveu, le marquis Gasparo de' Paluzzi (degli Albertoni, maintenant aussi décoré du nom d'Altieri), devint général des forces armées de l'État de l'Église, et commandant du château Saint-Ange; des filles de la mai-

(1) Un autre membre de la famille, Mattia, mourut le onze octobre. L'épouse du prince héréditaire de Toscane remplit de nouveau de troubles la cour de Florence par ses caprices et ses emportements. Elle tenta de s'enfuir, et pratiqua des intelligences à cet effet avec des Bohémiens. Elle essaya de faire disparaître l'effet d'une grossesse par des exercices violents, et comme on l'empêcha elle voulut se laisser mourir de faim. Malgré toutes ces coupables tentatives, elle mit au monde la princesse Anna Maria Luigia. Ensuite le grand-duc eut soin de tenir le prince héréditaire éloigné de la cour, en lui faisant faire des voyages lointains. Lebret, p. 681, 682.

(2) Quant aux changements arrivés à d'autres cours d'Italie durant le règne de Clément IX, il suffit de rappeler le mariage de Ranuccio II de Parme en troisièmes noces avec Maria d'Este, sœur de sa dernière épouse Isabelle d'Este, fille du duc Francesco I[er] de Modène; le mariage se fit le seize mars seize cent soixante-huit, et de cette union naquirent deux princes, Francesco et Antonio. Muratori, p. 85.

(1) Outre l'ennui d'une clôture rigoureuse, les cardinaux avaient beaucoup à souffrir de la chaleur; plusieurs tombèrent malades, celui d'Elci mourut; l'anarchie se faisait sentir. Les deux partis s'entendirent pour prendre un candidat neutre, et ne pas laisser plus longtemps vacante la chaire de saint Pierre.

son Paluzzi furent mariées à des Orsini et à des Colonna.

Un mois après l'avénement d'Altieri, le vingt-quatre mai seize cent soixante-dix, mourut le grand-duc Ferdinando II, au moment où son fils aîné, Cosimo III, revenait de ses voyages auprès de divers cours (1). Maintenant ce prince prit les rênes du gouvernement, et suivit d'abord la même marche que son père, dirigé par son oncle, le cardinal Leopoldo; mais bientôt se produisit de plus en plus le goût du faste et des mœurs étrangères. Au reste l'année seize cent soixante-dix présente peu de choses remarquables.

Le duc de Savoie Charles Emmanuel, à cause du titre de roi de Chypre, s'attribuant la qualité d'altesse royale, les anciennes disputes de rang et de préséance entre la Savoie et la Toscane se renouvelèrent. Les ambassades des deux cours à Rome en seraient venues aux mains sans la médiation du cardinal Altieri.

Le duc Ferdinando Carlo de Mantoue, cédant à l'influence de l'impératrice Eleonora da Gonzaga, épousa Anna Isabella, fille du duc Ferrante da Gonzaga de Guastalla; et comme le fils unique de Ferrante, Cesare, mourut à cette époque, Anna Isabella paraissait avoir un droit héréditaire sur la seigneurie de Guastalla; quoiqu'il existât encore un neveu paternel de Ferrante de Guastalla, Vicenzo da Gonzaga, qui avait des enfants mâles, et possédait des fiefs dans le royaume de Naples (Melfi et Ariano).

(1) Outre Cosimo, Ferdinando avait encore un fils, Francesco Maria, de Vittoria della Rovere. Ferdinando laissa de vifs regrets parmi les savants dont il encourageait si généreusement les travaux; et l'attention qu'il donna aux sciences et aux lettres exerça une heureuse influence sur les mœurs, dont la rudesse et la férocité s'adoucirent. Sous son règne aussi disparurent les dernières traces des habitudes républicaines. (*Note du traducteur*

Les deux années seize cent soixante et onze et seize cent soixante-douze se passèrent sans événement importa ur l'Italie supérieure presque entière; la Toscane vit avec peine la discorde qui agitait toujours le grand-duc et la grande-duchesse, et qui finit par conduire à des négociations pénibles avec la cour de France (1). Dans l'État de l'Église, le pape s'appliqua à diminuer le fardeau des impôts, à faciliter les moyens de réconciliation. Dans le sud, il fallait toujours surveiller les dispositions du peuple à se soulever contre le gouvernement, en cas de disette de grains ou de toutes circonstances critiques et embarrassantes, sans que par ce moyen fût jamais obtenu d'autre résultat que le supplice des mutins qui se signalaient avec le plus de passion. La paix ne fut véritablement rompue qu'entre Gênes et la Savoie.

Déjà nous avons signalé l'état intérieur de Gênes, à l'occasion de la nouvelle constitution de quinze cent soixante-seize, qui mit sur une sorte de pied d'égalité l'ancienne noblesse et la noblesse agrégée de la république. Depuis il s'était formé encore une nouvelle opposition entre la noblesse et les habitants riches non compris dans les rangs des patriciens, qui souvent avaient acquis au dehors des biens nobles et des honneurs avant d'être venus se fixer à Gênes. Comme à Venise, le *nobile* de la république participant à la souveraineté, si pauvre qu'il fût, se sentait dans une position plus haute que le gentilhomme le plus riche, qui n'était pas même compris dans ce patriciat : ainsi à Gênes la noblesse de la république traitait avec un orgueil insultant les riches marchands et propriétaires fonciers qui n'étaient pas en possession de la

(1) Dans l'année seize cent soixante-quinze, la grande-duchesse quitta enfin la Toscane, pour aller vivre dans le couvent de Montmartre. Lebret, lib. IX, p. 13.

noblesse génoise. De nouvelles admissions dans ce corps ancien pouvaient bien se faire d'après la constitution; mais elles étaient très-rares; et, quand de telles faveurs étaient accordées, elles tombaient sur des hommes qui ne pouvaient point espérer de postérité, ou bien sur des citoyens distingués, mais impuissants, à cause de leur pauvreté, à introduire aucun changement dans les vues et la conduite de la noblesse. Au reste la noblesse génoise avait adopté la coutume, alors répandue sur presque toute l'Italie, de porter elle-même toujours des armes, et d'entretenir auprès d'elle des serviteurs armés; les riches marchands et possesseurs de biens nobles, qui néanmoins n'avaient pas la noblesse génoise, ne voulurent pas rester dans une situation inférieure sur ce point. Parmi eux se distinguait par ses richesses et sa résolution Giulio Cesare Vacchero (1), et les nobles lançaient leurs railleries sur les allures de l'orgueilleux bourgeois, qui prit un plus grand nombre de bandits à sa solde, attira chaque jour de ses égaux dans ses intérêts, gagna le peuple par une libéralité immodérée, entra en seize cent vingt-huit en relations plus étroites avec l'ambassadeur savoyard, et forma un atroce complot. Le premier avril, le palais de la république devait être assailli et emporté d'assaut par les conjurés, qui auraient jeté par les fenêtres les sénateurs, et massacré tous les habitants inscrits au livre d'or de la noblesse. Vacchero lui-même voulait se faire proclamer doge sous la protection de la Savoie. Mais un officier piémontais le trahit le trente mars; la plupart de ses complices s'enfuirent; lui-même fut arrêté avec quelques-uns des plus compromis, et malgré toutes les représentations du duc de Savoie, ils furent exécutés.

Quoiqu'à cette époque une intervention bienfaisante eût imposé le calme aux inimitiés de Gênes et de la Savoie, la haine nourrie depuis si longtemps restait au fond des cœurs: lorsqu'en seize cent soixante-douze un banni génois, Raffaele della Torre, représenta comme une chose très-facile à la cour de Turin, de surprendre Savone, et d'enlever cette ville à la république (1), on

(1) La situation de Gênes et les causes qui préparaient des haines profondes, des commotions violentes, ont été exposées précédemment aux années correspondantes, dans des notes assez étendues; la conspiration de Vacchero a été présentée sous un point de vue différent que celui de M. Leo, toujours préoccupé de l'idée de rendre la noblesse plus odieuse. Nous croyons que l'auteur allemand a été égaré par M. de Sismondi; mais nous plaçons en leur lieu les faits tels qu'il les rapporte, afin de laisser son ouvrage dans toute son intégralité. D'ailleurs, que l'on adopte l'opinion du savant professeur ou la nôtre, la marche générale des événements n'en est point affectée; il s'agit ici du rôle joué par la Savoie dans les troubles de Gênes; et dans l'une ou l'autre version la république avait dû conserver de vifs ressentiments contre le gouvernement ducal. (*Note du traducteur.*)

(1) Gênes gardait sans doute rancune à son voisin; quant au duc de Savoie, c'était surtout l'ambition qui l'entraînait; il s'indignait qu'avec une grande étendue de territoires si voisins de la Méditerranée, les possessions génoises l'empêchassent de communiquer largement avec cette mer, sur laquelle il n'avait que le port de Nice; il aurait saisi tous les prétextes pour entrer en guerre avec la république, et saisir la *riviera di Ponente;* des débats sur des limites avaient paru à Charles Emmanuel II une occasion favorable; mais un envoyé extraordinaire du roi de France était venu faire signer, en seize cent soixanne-dix, un accord entre les deux partis. Les grandes guerres de Louis XIV paraissant détourner son attention, et l'Espagne étant impuissante, Charles Emmanuel ralluma la querelle au sujet de Rezzo appartenant à un sujet de la république, et de Ceneva, possession d'un vassal de la Savoie. Les partisans des deux puissances firent des courses les uns contre les autres, et en vinrent aux mains. La cour de Turin s'occupa aussitôt de pratiquer des intelligences à Savone, se flattant, si elle surprenait

adopta aussitôt cette idée, et, quand le plan eut manqué, l'on continua les hostilités contre la république (1). Après que cette lutte eut duré quelque temps, Louis XIV offrit sa médiation; il y eut d'abord une

---

cette ville et la réunissait au Piémont, de tenir dans sa main la *riviera di Ponente*, et de recomposer l'ancien État ligurien. Pour préparer ces desseins, l'on grossit les garnisons de Ceva et d'Alba. C'est alors que Raffaelo della Torre, condamné à la peine de mort pour brigandage, vint mettre ses passions au service de la Savoie. On accepta ses offres, on crut à son crédit sur une partie de la population génoise, ou du moins à son pouvoir pour amener un bouleversement. Un plan d'attaque fut arrêté dans le conseil présidé par le duc. Le principal objet des manœuvres des Piémontais était Savone. Un corps de neuf à dix mille hommes fut réuni dans le marquisat de Ceva, attendant l'effet des intelligences pratiquées dans la place pour s'en approcher, tandis que Raffaello della Torre, avec quelques troupes, appelant à lui tous les hommes perdus de dettes, ou frappés de condamnations judiciaires, se disposait à tenter quelque chose contre Gênes sur un autre point. On concentra des régiments dans le Piémont. Le vingt-quatre juin seize cent soixante-douze, une forte division savoyarde à Salicetto se tenait prête à marcher sous le comte Catalano Alfieri, général éprouvé dans de longues guerres. Pendant ce temps, Torre s'étant transporté dans la *riviera di Levante*, à Chiavari, vingt milles de Gênes, appelait à lui tous les bandits des contrées voisines. Le jour de Saint-Jean-Baptiste fut choisi pour la surprise de Savone par les Piémontais, et le bouleversement de Gênes par Raffaello della Torre. Les Piémontais partirent de nuit de Salicetto, afin d'arriver le lendemain à Savone. La Torre descendit avec sa bande de brigands dans la vallée de Bisagno, espérant que ses complices de Gênes lui ouvriraient la porte de San-Simone, d'où il irait se saisir de celles de San-Giovanni et dell'Acquazzola. Alors il devait mettre le feu aux poudres, lâcher les prisonniers, piller le trésor de Saint-George, les principaux palais, mettre à mort les citoyens les plus importants; il comptait d'ailleurs sur l'arrivée des nouvelles de Savone, qui paralyseraient par la terreur tous les moyens de défense du gouvernement. Mais le principal conjuré de la ville eut des remords, et dévoila tout le complot deux jours avant l'exécution à un sénateur qui en informa son corps. Aussitôt le gouvernement expédia des troupes à Savone, et donna des ordres sages et précis au gouverneur de cette ville pour garantir les abords. Des bâtiments furent équipés pour maintenir les côtes; des soldats furent envoyés vers la vallée de Bisagno; la Torre s'enfuit dans le pays de Plaisance, d'où il expédia un de ses gens vers les Piémontais chargés d'opérer dans la *riviera di Ponente;* cet émissaire fut saisi, conduit à Gênes, où il donna des détails sur les projets des conspirateurs. Les Piémontais avaient été retardés par une indisposition subite survenue à leur chef; la nouvelle de la découverte du complot leur arriva en route; ils continuèrent néanmoins à marcher sur Savone, confiants encore sur leurs intelligences avec des gens de la ville. Mais le gouverneur Spinola avait pris des mesures, et fait occuper les passages qui conduisaient à Savone; à la vue de ses dispositions, les Piémontais renoncèrent à leur entreprise. (*Note du traducteur.*)

(1) Le duc de Savoie, qui voulait absolument arracher quelque lambeau du littoral génois, fit marcher ses troupes vers la Pieve pour s'assurer des salines par la route d'Oneglia; le général piémontais déclara dans un manifeste qu'en occupant la Pieve il ne voulait que protéger les sujets piémontais contre les attaques des Génois. Le doge Alessandro Grimaldi imprima une grande activité aux mesures de défense du gouvernement; le sénat et la noblesse déployèrent un grand zèle. La république reçut de Lucques des offres de service qu'elle n'accepta point tout d'abord, et se plaignit auprès des puissances étrangères de l'attentat du duc de Savoie; mais Clément X fut le seul souverain qui adressa des représentations à l'agresseur. Les deux parties publièrent des manifestes. Gênes demandait que tous les différends relatifs aux délimitations des frontières fussent décidés par le roi de France; mais le duc de Savoie ne voulait plus de cet arbitrage; il avait donc recours à la force, et cherchait en outre à gagner par des présents les sujets de la république. Ses troupes obtinrent de grands avantages dans

trève (1), et l'on convint d'ouvrir des conférences pour la paix à Casale. Mais le roi voulut que la négociation fût suivie à Paris; et il fallut enfin en seize cent soixante-treize se rendre encore à cette orgueilleuse prétention. A Paris furent désignés les princes italiens qui accommodèrent cette affaire au moyen d'un traité (2).

la *riviera di Ponente;* mais ensuite elles furent obligées de céder aux attaques furieuses des soldats corses au service de la république; deux divisions piémontaises qui s'étaient flattées de conquérir toutes les possessions en dehors de Gênes furent tenues séparées par les Génois, et la dernière, commandée par Alfieri, fut presque anéantie à Castelvecchio. Les chefs piémontais furent ensuite condamnés à mort à Turin, et le duc sollicita des secours de tous ses alliés, principalement du roi de France. Les Génois conquirent le marquisat del Maro et le comté de Prelà; ils forcèrent Oneglia à capituler, puis s'étendirent sur les terres du Piémont. Ensuite on combattit sur tous les points des frontières avec des alternatives de succès et de revers. (*Note du traducteur.*)

(1) Louis XIV, se posant lui-même en arbitre, ordonna aux deux parties de déposer les armes, et imposa aux Génois la restitution d'Oneglia. Le duc reprit cette place de vive force avant la conclusion des arrangements, et les choses furent remises comme elles étaient avant la guerre. (*Note du traducteur.*)

(2) Le dix-huit janvier seize cent soixante-treize, le roi décida dans le château de Saint-Germain en Laye, que la suspension d'armes se changerait en une paix solide et durable; que la restitution des places occupées serait maintenue; que, pour les différends relatifs à Cenova et Rezzo, les deux parties s'entendraient dans le délai de deux mois sur le choix d'arbitres en Italie, et que les mêmes juges fixeraient les incertitudes sur la juridiction de divers lieux des frontières respectives; que si dans le terme fixé les deux parties n'avaient pas choisi leurs arbitres, le roi les désignerait, et ferait en sorte que leur décision fût acceptée. Du consentement du duc et du sénat génois, le représentant de la France à Gênes choisit l'université de Ferrare. (*Note du traducteur.*)

La mésintelligence entre le grand-duc et son épouse eut pour conséquence, après l'éloignement de cette princesse en seize cent soixante-quinze, de mettre de l'aigreur dans les rapports de la maison de Medici avec la cour de France; en même temps les palais des souverains de la Toscane perdirent leur plus brillant éclat, lorsque la mort du cardinal Leopoldo de' Medici, arrivée au mois de novembre de la même année, refroidit le zèle et l'admiration pour les travaux scientifiques et les produits de l'intelligence, qui jusqu'alors avaient été comme le patrimoine de l'ancienne maison des Medici (1).

Louis XIV affectait de plus en plus la prétention d'intervenir dans la vie politique de l'Italie. Lorsque les Espagnols, pour détruire l'ancienne constitution libre de Messine, et renverser ainsi un point d'appui offert aux séditions de la Sicile, favorisèrent un parti contre la noblesse de la ville, qui avait la plus grande part dans le gouvernement, une vive fermentation se manifesta; au mois d'août la sédition éclata, et les esprits ne purent être apaisés par les dispositions conciliantes des employés royaux, et encore moins par les concessions du vice-roi de Sicile, marquis Bajona, et du vice-roi de Naples, marquis d'Astorga (2). Les

(1) La réunion de tous les trésors d'art en la possession de la maison Medicis à Florence, l'appel fait à l'académie della Crusca de donner un dictionnaire, l'achat d'un cabinet d'histoire naturelle... toutes ces mesures, que vit le règne de Cosimo III, n'étaient que l'effet du mouvement intellectuel des temps précédents.

(2) Messine vivait sous ses lois particulières dans une entière liberté au sein d'une monarchie absolue; les Messiniens se regardaient comme supérieurs aux autres sujets de l'Espagne, et prétendaient que leur ville était la capitale de la Sicile au de là du Phare; ils étaient toujours prêts à repousser les actes du gouvernement qu'ils croyaient attentatoires à leurs privilèges. Cette situation exceptionnelle se fondait sur un diplôme que leur avait accordé Roger,

insurgés trouvèrent de l'assistance auprès de Louis XIV; lorsqu'ils offrirent, par l'entremise de l'ambassadeur français à Rome, le duc d'Estrées, de se soumettre

---

quinze mars onze cent vingt-neuf, en reconnaissance de leurs services pour l'expulsion des Sarrasins, et dont voici les principaux articles: Les Messiniens ne pouvaient être jugés dans les causes civiles ou criminelles que par les juges de leur choix résidant à Messine; les officiers du fisc ne pouvaient agir contre eux, et les débats avec le fisc devaient être jugés par les tribunaux élus comme ci-dessus; l'autorité royale ne pouvait s'exercer à Messine que dans les limites des lois; tout ordre royal contraire aux lois était comme non avenu; tous les employés publics nommés par le roi devaient être de Messine et plaire aux Messiniens; le roi était réputé citoyen couronné de Messine; dans toutes les assemblées publiques convoquées par le roi, les députés de Messine occuperaient le premier rang; on ne pouvait battre monnaie qu'à Messine; les Messiniens devaient être exempts de toute espèce de gabelles et droits de douane, à Messine et dans tout le royaume; aucun Messinien ne pourrait être forcé au service militaire; dans aucune assemblée convoquée par le roi, où seraient agités les intérêts de Messine, aucune délibération ne pourrait se faire en l'absence du straticon, des juges et autres officiers de la cité. Cette charte avait été confirmée par un diplôme du roi Guillaume, le vingt août douze cent soixante-quatre, Pour récompenser leur fidélité durant les troubles de Palerme et de Naples, tout récemment le roi Philippe d'Espagne avait confirmé les priviléges des Messiniens et leur avait accordé de nouvelles faveurs. Cet accroissement de liberté ne paraissait pas dangereux à l'Espagne, qui voyait dans les Messiniens plus de vanité que de dispositions à la rébellion. Quant au gouvernement municipal, telle était son organisation : la cité était divisée en noblesse, bourgeoisie et peuple; les revenus communaux étaient administrés par un sénat de six membres, quatre nobles et deux bourgeois, élus à la majorité des voix par leur ordre respectif. Dans les cas extraordinaires, le sénat convoquait un grand conseil, où étaient appelés les chefs des métiers, les consuls du consulat de mer; le sénat choisissait les magistrats, administrait les domaines publics, envoyait à l'occasion des ambassadeurs au roi, qui devait les recevoir comme des représentants des puissances extérieures. Pour l'expédition des affaires générales, le roi envoyait à Messine un gouverneur appelé straticon, qui était le premier des dignitaires des provinces espagnoles d'Italie après les deux vice-rois de Naples et de Sicile, et le gouverneur de Milan. Alors le straticon de Messine était Louis dell'Hojo, qui, pour ruiner le pouvoir de la noblesse, se mit à caresser le peuple, à faire voir partout que les nobles et la bourgeoisie tyrannisaient les classes inférieures, qu'il valait mieux se remettre entièrement à l'autorité paternelle du roi d'Espagne. Une grande disette qui se fit sentir en seize cent soixante-dix lui donna occasion d'accuser les nobles et les riches d'avoir accaparé des grains par avarice; et il employa toutes sortes de manœuvres pour accréditer cette opinion. Le sénat prit des mesures pour l'approvisionnement de la population; mais elles furent inefficaces. Le peuple furieux se souleva, et incendia les maisons des sénateurs; il envahit le palais du sénat, qu'il dévasta. Le straticon laissa tout faire; et le tumulte ne fut apaisé que par l'autorité des plus graves citoyens. Dell'Hojo proposa la nomination aux fonctions par moitié entre les nobles et les bourgeois; les désordres ne se renouvelèrent pas avec moins de fureur. Messine était alors divisée en deux partis: d'un côté les nobles avec la plus grande partie des bourgeois et le clergé, attachés à l'ancienne constitution, indisposés contre l'Espagne, dont ils suspectaient les intentions; de l'autre le peuple avec quelques bourgeois et quelques nobles jaloux des sénateurs, amoureux du pouvoir absolu, ou corrompus par l'or du straticon. Les premiers étaient désignés sous le nom de Malvazzi, les autres sous celui de Merli. D'abord les autres villes de Sicile furent insensibles aux misères de Messine; mais ensuite elles lui donnèrent quelques marques d'intérêt; alors le vice-roi, prince de Ligny, inquiet de ces symptômes d'union, vint à Messine avec les galères royales et quelques bâtiments chargés de grains; le straticon et le peuple allèrent au-devant de lui, la noblesse resta dans ses demeures ou s'exila. Le vice-roi rappela les nobles bannis, châtia ceux qui avaient blessé

au roi, bien loin de les refuser, il leur envoya six vaisseaux de guerre avec des munitions de tout genre (1), en sorte que le peuple de la ville arbora la bannière française, et s'empara du fort de San-Salvadore,

---

le peuple par leur orgueil, et ordonna d'abolir les noms de Malvazzi et de Merli. Il renvoya le straticon dell'Hojo; mais le successeur de celui-ci, Diego di Soria, heurta les nobles par ses rigueurs. Au mois d'août seize cent soixante-quatorze, l'élection des six sénateurs satisfit la noblesse et le peuple, et déplut aux Espagnols; et maintenant ces dominateurs eurent contre eux les nobles et le peuple. Des bruits sinistres coururent sur les projets du straticon; la population se mit sous les armes; à la fête de la madonne, dans la procession, les deux partis des Malvazzi et des Merli arborèrent leurs enseignes, et en vinrent aux mains; les Malvazzi vainqueurs forcèrent les Espagnols à se réfugier vers le palais du straticon; celui-ci fut déclaré déchu de sa charge; et néanmoins le parti victorieux protestait de son dévouement au roi d'Espagne, dont il maintint les étendards sur tous les forts dont il était maître. A ces nouvelles, le marquis de Bajona, arrivé à Palerme pour exercer la charge de vice-roi à la place du prince de Ligny, partit pour Messine; il n'y fut point reçu, et appela des troupes à Melazzo pour attaquer la ville rebelle; puis il pria le marquis d'Astorga, vice-roi de Naples, de lui envoyer des secours. Des troupes furent aussitôt expédiées à Melazzo; mais il fallut obtenir des galères de Gênes et de Malte pour tenir la mer. (*Note du traducteur.*)

(1) Les Messiniens, voyant l'Espagne solliciter des secours auprès des étrangers, désespérèrent de pouvoir résister par leurs propres forces. Les efforts extrêmes de leurs dominateurs leur donnaient une idée des vengeances que Messine aurait à subir si elle succombait; ils pensèrent aussi à une assistance extérieure. La France seule leur parut en état de la leur prêter. Il y avait bien des préventions à surmonter pour prendre le parti de s'adresser à cette puissance; depuis les Vêpres siciliennes, il semblait que la haine du nom français avait toujours vécu dans le cœur du peuple. Mais le souvenir si récent de l'orgueil espagnol et l'imminence du danger étouffèrent tout autre sentiment; les principaux promoteurs de l'insurrection agirent vivement auprès de la population; il fut résolu d'implorer l'appui de Louis XIV, et de le reconnaître pour seigneur. Mais on voulut procéder avec prudence, afin de ne pas heurter trop fortement par la précipitation des esprits qui n'avaient pas accepté franchement une telle idée. On affecta de vouloir entrer en conférence avec le vice-roi, et en même temps l'on prétendit envoyer à Rome Antonio Caffaro, fils du sénateur Caffaro, le personnage le plus influent dans cette circonstance, à l'effet de traiter d'un accommodement avec l'ambassadeur d'Espagne près le saint-siége. Mais en réalité Caffaro devait se mettre en rapport avec l'ambassadeur de France dans la capitale du monde chrétien, et aviser avec lui aux moyens de soumettre Messine au roi Louis, tandis que les émissaires du sénat, circulant dans toutes les classes de Messine, les effrayaient de la tyrannie espagnole, et parvenaient à effacer les préventions contre les Français. Le duc et le cardinal d'Estrées reçurent favorablement les ouvertures d'Antonio Caffaro; mais, manquant d'instructions spéciales sur une circonstance imprévue, ils engagèrent l'envoyé messinien à se rendre à Paris, et lui conseillèrent de passer par Toulon, où il pourrait d'abord avoir des conférences avec le duc de Vivonne, commandant des forces maritimes de la France sur la Méditerranée. En même temps ils expédièrent un courrier extraordinaire à la cour de France. Le cabinet français décida que le duc de Vivonne appuierait les Messiniens, mais qu'avant de marcher à leur secours avec toute sa flotte, il détacherait un convoi de navires plus légers pour introduire des vivres et quelques soldats dans la ville rebelle, et prendre des informations exactes sur l'état des choses. Pendant ce temps, les Messiniens ne laissaient pas ralentir leurs efforts; ils s'étaient formés en compagnies, que les nobles les plus ardents exercèrent au maniement des armes; et ils attaquaient sans cesse les postes occupés par les Espagnols. D'abord ils se portèrent contre le palais où s'était réfugié le straticon, et s'en rendirent maîtres par capitulation le trois août; ensuite ils emportèrent d'assaut la forteresse appelée Castellazzo, qui dominait toute la ville, puis investirent le fort de Ma-

qui était encore occupé par les Espagnols. La cour d'Espagne envoya un nouveau vice-roi, le marquis di Villafranca, qui reçut des secours de Catalogne et du Milanais; les Génois et les Maltais servirent aussi les Espagnols (1). Mais le trois janvier seize cent soixante-quinze arrivèrent encore dix-neuf bâtiments français, qui amenaient de nouvelles troupes aux Messiniens; le onze février, le duc de Vivonne lui-même arriva de Toulon avec neuf gros vaisseaux, une frégate, trois brûlots et huit transports, en sorte que les secours consacrés à soutenir les rebelles étaient à peu près aussi imposants que les forces réunies par les Espagnols pour les soumettre. La flotte espagnole fut réduite à se retirer à Naples (2). A la vérité des troupes allemandes et napolitaines renforcèrent les corps espagnols en Sicile (1); mais, au mois de juin, une flotte

---

tagrifone situé dans l'intérieur des murs, et le réduisirent à se rendre, ainsi que le fort de Gonzaga à quelque distance de la ville. Ils attaquèrent ensuite les Espagnols au dehors, et s'emparèrent de divers postes. Alors arriva l'avis d'un prochain secours des Français, et aussitôt les emblèmes de l'Espagne disparurent, et le peuple cria: *Vive la France, mort à l'Espagne.* Le cabinet de Madrid ordonna à la flotte de Catalogne de faire voile pour la Sicile, et fit offrir le pardon aux insurgés; les Messiniens furent sourds aux menaces comme aux sollicitations pacifiques. Alors le nouveau vice-roi, marquis de Villafranca, réunit les forces dont il pouvait disposer, et vint serrer la ville de très-près. Dans ce moment arriva l'escadre française; le commandant Valbelle fut reçu avec les plus grands honneurs, et les bannières de France, par ordre du sénat, furent arborées partout. (*Note du traducteur.*)

(1) Les galères de Malte et de Gênes, à la vue des forces françaises, se séparèrent des Espagnols, et retournèrent dans leurs ports respectifs. (*Note du traducteur.*)

(2) L'arrivée de l'amiral français devenait nécessaire, parce que les Espagnols arrêtaient les convois par mer, et que les Siciliens, d'abord favorables aux Messiniens lorsqu'il s'agissait de repousser l'oppression, leur étaient devenus contraires depuis que la domination étrangère d'une nation odieuse avait été acceptée. La ville souffrait même par la disette de vivres. La flotte espagnole disputa le passage au duc de Vivonne, une furieuse bataille fut livrée, et ce fut après la dispersion des vaisseaux espagnols que l'amiral français entra dans le port. Les honneurs souverains lui furent rendus; car il était décoré du titre de vice-roi. Il annonça que le roi de France avait pris sous sa bienveillante protection la ville de Messine qui désormais devait se considérer comme française; et le vingt-huit avril se fit dans l'église cathédrale la cérémonie du serment d'obéissance au nouveau souverain. Les voûtes retentissaient du cri : *Vive le roi de France !* Les six sénateurs, en vertu des pouvoirs à eux donnés par le grand conseil, jurèrent entre les mains de Vivonne foi et hommage lige au roi de France et de Navarre et à ses successeurs, pour Messine et pour toutes les cités de la Sicile qui secoueraient le joug espagnol. De son côté Vivonne, au nom du roi, jura aux sénateurs d'observer envers la cité de Messine et ses dépendances les priviléges, immunités et libertés accordés par les rois et les empereurs, ainsi que les usages et les coutumes, et même les prérogatives qui pourraient lui être concédées à l'avenir. (*Note du traducteur.*)

(1) Les Espagnols étaient maîtres de la campagne à cause de la haine des habitants contre les Français; ils étaient bien avertis des mouvements de l'ennemi ; tous les passages étaient bien gardés, et ils pouvaient disposer de toutes leurs forces pour combattre. Les Français firent de vains efforts pour attirer Palerme à leur parti. Les trente-six corporations formèrent aussitôt autant de compagnies, qui se réunissant présentèrent une masse de quarante mille hommes; le reste de la population, nobles, religieux et peuple portèrent à quatre-vingt mille le nombre des hommes sous les armes. La flotte française se retira, et alla tenter sans plus de résultats d'autres points de la côte; partout la population accourait pour défendre les approches; les paysans de l'intérieur n'étaient pas moins empressés à venir occuper les passages, ou garnir les hauteurs susceptibles d'offrir de la résistance. Pour détruire l'effet de ce sentiment

française amena aux insurgés des secours bien plus considérables que les précédents, et les Français conquirent Agosta (1). Les Espagnols, désespérant de pouvoir seuls mener cette lutte à bonne fin, recherchèrent l'assistance de la Hollande. Les états généraux envoyèrent le vice-amiral Ruyter avec vingt-quatre bâtiments de guerre dans les eaux de la Sicile, où il se réunit à l'escadre espagnole. Le sept janvier seize cent soixante-seize, dans le voisinage de Stromboli, un furieux combat fut livré à la flotte française, commandée par Duquesne, sans qu'il y eût de résultat décisif. Sur terre les Français et les Messiniens en vinrent aux mains le vingt-huit mars avec les Espagnols, près de San-Basilio, dans le voisinage de Messine, et s'emparèrent de ce couvent. Puis, au mois d'avril, une seconde bataille navale aux environs d'Agosta, laissa les choses à peu près au point où elles étaient après la première; Ruyter, blessé à mort, fut transporté à Syracuse, où il expira. Une flotte française sous les ordres du duc de Vivonne, battit le deux juin les escadres réunies de Hollande et d'Espagne, près de Palerme. Les Hollandais quittèrent la Méditerranée. Maintenant les Français firent aussi des irruptions dans la Calabre. En Sicile, ils conquirent Taormina, Scaletta et d'autres points. Les Messiniens se maintinrent vaillamment jusqu'à ce que Louis XIV, pour faire disparaître les difficultés dans les négociations de Nimègue, sacrifiât ces alliés embarrassants, et rappelât le maréchal de la Feuillade, qui avait succédé à Vivonne en Sicile (1). Sept mille Messiniens qui s'étaient le plus compromis partirent avec la flotte française, abandonnant la ville, qui, manquant de munitions, se trouva maintenant hors d'état d'opposer une

---

de répulsion contre l'étranger, Louis XIV publia un manifeste annonçant ses intentions de soutenir les Siciliens, et de les laisser libres de se choisir un roi de leur sang, qui relèverait l'antique trône national, et accepterait les lois et coutumes adoptées par le pays. (*Note du traducteur.*)

(1) Ce fut à la faveur de quelques divisions intérieures que les Français purent s'établir dans cette ville maritime.

(1) L'Espagne avait fait de nouveaux efforts, et le nouveau vice-roi de Naples, marquis de los Velez, avait obtenu de la noblesse et du peuple napolitains un don de deux cent mille ducats, qui lui permit de bien soutenir les troupes de Sicile. Portocarrero, nommé vice-roi de Sicile en seize cent soixante-dix-sept, avait réparé les désastres maritimes, et les vaisseaux espagnols se préparaient à reprendre la mer. La France était effrayée des sacrifices qu'il lui fallait faire encore pour la Sicile, où elle ne faisait aucun progrès, où les batailles navales les plus sanglantes n'avaient rien décidé. Parmi les Messiniens mêmes se tramaient des complots pour se réconcilier avec l'Espagne. Dans les conférences de Nimègue, l'Angleterre menaçait de se déclarer contre Louis, si ce monarque persistait à occuper un poste aussi redoutable dans la Méditerranée; l'Espagne ne voulait se rendre à aucune proposition avant que les Français n'évacuassent d'abord Messine. Il fut donc résolu, dans les conseils de Louis XIV, de retirer les troupes françaises de cette ville et d'Agosta. Vivonne, qui soupçonna ce dessein, fit entendre qu'il ne voudrait pas servir d'instrument à son exécution. On envoya pour le remplacer le maréchal d'Aubusson de la Feuillade. Celui-ci, en arrivant, affecta de vouloir faire des expéditions contre Catane et Syracuse. Il étourdit les citoyens par le bruit de ses faux préparatifs. Puis tout à coup il appela le sénat, et montra les ordres du roi pour l'abandon de la Sicile. Les sénateurs le supplièrent au moins d'en retarder l'exécution jusqu'à ce qu'ils eussent le temps de pourvoir à leur situation; il resta inexorable. A cette nouvelle, les citoyens se précipitèrent en foule vers la mer pour s'embarquer avec les Français. On n'en put prendre que la charge des bâtiments. Ensuite on repoussa ceux qui voulaient s'élancer encore du rivage, et qui maintenant attendirent, tremblant de crainte, la vengeance de leurs maîtres, irrités d'une rébellion si obstinée. (*Note du traducteur.*

plus longue résistance aux Espagnols. Les habitants invitèrent donc ces anciens maîtres à reprendre possession de la cité, et Vincenzo da Gonzaga, qui sur ces entrefaites était devenu gouverneur, promit une amnistie provisoire; mais ensuite arriva un ordre de la cour de confisquer tous les biens des émigrés, d'élever des monuments expiatoires en souvenir de la rébellion, et d'expulser du pays quiconque aurait occupé un emploi durant la domination française (1). Louis XIV fit entretenir à ses frais les bannis messiniens pendant un an et demi, puis il les expulsa aussi de ses États. Le désespoir en poussa beaucoup à se faire brigands; quinze cents d'entre eux trouvèrent moyen de gagner la Turquie, où ils abjurèrent la foi du Christ. Cinq cents plus audacieux que les autres osèrent rentrer en Sicile; ils furent tous, à l'exception de quatre, condamnés à la potence ou aux galères. Ainsi finit l'insurrection de Messine.

Les affaires d'administration même avaient donné à Louis XIV l'occasion de soutenir d'orgueilleuses prétentions près de la cour de Rome. Au mois de juin seize cent soixante-quatorze, le cardinal Altieri établit un droit de trois pour cent sur tous les articles introduits dans Rome, et il l'étendit selon l'équité, puisque la mesure devait être généralement appliquée aux objets appartenant aux ambassadeurs résidant à Rome. Aux réclamations des ambassadeurs en septembre, il répondit que le pape était maître chez lui (1); et comme ils voulaient s'adresser au souverain pontife, à l'instigation d'Altieri, une audience leur fut refusée; il devint impossible de lui parler à lui-même, et la garde fut renforcée au palais pontifical. Durant les négociations suivies en conséquence de cet incident, l'ambassadeur français reçut de sa cour pour instruction d'insister sur ses anciens privilèges; il fallut en effet qu'Altieri cédât dans l'année seize cent soixante-quinze, et les ambassadeurs furent exemptés du payement du droit. Clément X ne survécut pas longtemps à ces avanies; il mourut le vingt-deux juillet seize cent soixante-quinze, âgé de quatre-vingt-six ans (2).

Dans le conclave qui suivit, le *squadrone volante* était en majorité; il détermina l'élection du cardinal Benedetto de' Odescalchi de Como, qui monta sur la chaire de saint Pierre le vingt et un septembre, et prit le

---

(1) La clémence de Gonzaga déplut à la cour de Madrid, qui le rappela, et envoya à sa place le comte de Santo-Stefano, vice-roi de Sardaigne. Celui-ci ajouta encore à la rigueur des ordres qu'il avait reçus. Il poursuivit les coupables, et persécuta les innocents, abolit le sénat, supprima les franchises et les immunités, démolit le palais de la commune, et sur l'emplacement érigea une colonne portant une inscription insultante pour les Messiniens; il fit fondre la cloche qui appelait les citoyens au conseil, et le métal fournit la matière d'une statue du roi. Il interdit toute réunion, régla les impôts à sa guise, détruisit l'université, dépouilla les archives où se conservaient les priviléges donnés à Messine par la république romaine, l'empereur Arcadius, et les princes normands. Une citadelle fut construite pour tenir à jamais en respect les mécontents. (*Note du traducteur.*)

(1) « Che il papa era padrone in casa sua. » Muratori, l. c., p. 113.

(2) Charles Emmanuel II de Savoie était mort l'année précédente le douze juin, précédé dans la tombe, à la fin de janvier, par le doge de Venise Domenico de' Contarini, qui eut pour successeur, le six février, le procurateur de Saint-Marc, Niccolò Sagredo; celui-ci mourut dès le milieu du mois d'août seize cent soixante-seize. Muratori, l. c., p. 128. Giovanni Sagredo devait lui succéder; mais ce choix déplut au peuple, et l'on prit cette désapprobation en si grande considération, qu'il fut procédé à une nouvelle élection, et Luigi de' Contarini fut nommé. Dans la Savoie, pendant la minorité de Victor Amédée fils du dernier duc, la régence fut dirigée par la mère de ce jeune souverain, Marie Jeanne Battiste, princesse de Nemours.

nom d'Innocent XI. Malgré son âge avancé (il était né en seize cent onze), il était animé de la plus vive ardeur pour le rétablissement de la véritable discipline de l'Église et de la dignité du saint-siége ; et il interdit à son neveu, Livio de' Odescalchi, qui était à Rome, toute participation aux affaires publiques ; à un autre neveu, fils de sa sœur, Antonio Erba, dont il appréciait très-haut la piété et le savoir, il ne permit pas même de venir de Milan à Rome, et aux deux fils de cet Antonio Erba il ne donna plus tard, comme pension annuelle pour les soutenir dans leurs études, que deux cent cinquante *scudi* à chacun (1).

Les hôtels des ambassades à Rome avaient peu à peu obtenu le droit d'asile, parce que l'on n'avait pas osé s'attaquer par la force à la protection qu'assuraient les représentants des puissances étrangères. Cette coutume, sorte d'encouragement au crime, était une cause de tourments pour le nouveau pape, et il déclara que les ambassadeurs devaient renoncer au droit d'asile. Il défendit à personne de placer sur sa demeure ou ses voitures les armes d'un prince étranger, attendu que lui seul était souverain dans Rome. L'ambassadeur espagnol, marquis del Carpio, était en mésintelligence avec la cour pontificale, non pas à cause du droit d'asile, mais par suite d'enrôlements pour la guerre de Sicile; il lui fallut céder. Plus tard il sera question des débats qui s'élevèrent aussi avec la France sur le droit d'asile.

Autant Innocent XI se montrait énergique dans le cercle borné de son pouvoir religieux, autant il était incapable d'embrasser les plans d'une vaste politique. Par le déclin de la puissance espagnole, l'Italie avait été émancipée de l'influence tyrannique des princes de la maison d'Autriche; Louis XIV menaçait de faire prendre à la France la position que l'Espagne avait perdue. Nul moment ne pouvait être plus favorable pour rendre à l'Italie son existence politique, au moyen d'une ligue entre les États italiens, à la tête de laquelle se serait placé le pape. La cour d'Autriche proposa un projet de cette nature en seize cent soixante-dix-neuf; l'Espagne était prête à y acquiescer. Mais le pape déclina toute participation; Venise craignit une union plus étroite de la France avec la Turquie; le gouvernement de Savoie voyait un point d'appui dans Louis XIV; et sans le pape, Venise et la Savoie, une ligue de ce genre eût été dérisoire, et dans tous les cas inutile.

Cependant, après la mort de Ferrante, le duc de Mantoue, Ferdinando Carlo, prit possession de Guastalla comme époux de la fille aînée de ce prince; toutefois cet accroissement de possessions territoriales des Gonzaga était loin de compenser la déconsidération que les mœurs déréglées de la cour de Mantoue attiraient de plus en plus sur la famille ducale.

A cette époque, l'affaire qui attirait le principal intérêt à la cour de Savoie était le mariage futur du duc Victor Amédée ; et sous l'influence française l'union de ce prince fut en effet arrêtée avec une infante de Portugal, qui était considérée comme héritière de ce royaume. La noblesse était mécontente de cette alliance, qui lui semblait devoir abaisser la Savoie et le Piémont au rang des provinces détachées du Portugal, ou les livrer en proie à la France; l'on profita d'une absence de la régente pour éclairer le prince sur les intérêts de ses États, et on lui arracha un ordre d'arrestation contre sa mère; mais, avant que cet ordre pût être exécuté, la duchesse douairière fut avertie, ramena son fils à ses volontés, et fit arrêter les chefs de la noblesse; mais ensuite elle renonça à l'alliance avec le Portugal, quoique mois de juin au mois d'octobre seize cent quatre-vingt-un une flotte portugaise at-

(1) La famille actuelle de' Odescalchi descend de l'un de ces deux Erba; car le neveu du pape, Livio de' Odescalchi, n'ayant pas d'enfant, adopta Baltassare Erba.

tendit à Nice Victor Amédée, qui dut feindre d'être malade (1). Peut-être la détention des nobles n'était qu'un jeu concerté avec eux (2) pour arrêter l'alliance poursuivie si vivement par la France dans son propre intérêt, sans rompre avec Louis XIV, qui intervenait dans les affaires d'Italie avec un orgueil toujours croissant et une violence toujours plus emportée. Comme les Espagnols soutenaient Vincenzo da Gonzaga dans ses prétentions sur Guastalla, le duc Ferdinando Carlo se jeta entièrement dans les bras de la France. Cependant son ministre paraît avoir outre-passé ses pouvoirs en concluant avec la France un traité en vertu duquel les Français devaient obtenir le droit de mettre garnison dans Casale (1). Tandis que le duc protestait contre un tel acte, les Français attirèrent à Pignerol Mattioli, que son maître avait envoyé comme ambassadeur à Turin, l'arrêtèrent prisonnier pour ne jamais le rendre à la liberté (2). Quant

(1) Le roi de France tenait singulièrement à ce projet de mariage du duc de Savoie avec l'héritière de Portugal, espérant que Victor Amédée préférerait son nouveau royaume à ses anciens États héréditaires, et qu'alors la Savoie et le Piémont, dégoûtés d'obéir à un souverain résidant dans un pays si éloigné, se tourneraient du côté d'un roi voisin et capable par sa puissance de garantir leur sécurité. Il avait mené les choses si vivement, que les fiançailles étaient faites, et l'on ne demandait plus que la présence de Victor Amédée à Lisbonne pour la consommation du mariage. Une flotte portugaise était venue à Nice pour le prendre; mais les principaux personnages de l'état se réunirent pour empêcher l'exécution des projets de Louis XIV; le peuple même s'ameuta aux portes du palais, demandant que le duc n'abandonnât pas son antique patrimoine. Toutes les classes étaient donc d'accord sur ce point, et la cour de Turin ne fit que céder à l'opinion en rompant une alliance dont l'instinct national avait deviné les fatales conséquences. Parmi les chefs du complot de la noblesse se trouvait le ministre de la guerre; on peut donc soupçonner que la cour avait bien voulu laisser éclater les manifestations qu'elle feignit ensuite de vouloir punir; mais elle n'osait pas heurter de front la France, dont certaines agitations à Mondovi et sur les frontières du côté de Gênes, relativement à l'impôt du sel, pouvaient lui rendre l'appui nécessaire. (*Note du traducteur.*)

(2) Toutefois le jeu devint sérieux pour quelques-uns des conjurés réels ou apparents; le ministre de la guerre marquis de Pianezza fut renfermé dans le château de Montmellian, et le comte Provana de Druent fut transféré dans la citadelle de Nice.

(1) Il paraît que Mattioli se servit pour traiter avec les Français d'un blanc-seing que lui avait remis le duc soit pour cette affaire, soit pour des intrigues d'une autre nature, dans lesquelles Mattioli ne rougissait pas d'employer ses services. (*Note du traducteur.*)

(2) L'ambassadeur français à Venise, l'abbé d'Estrades, afin d'obtenir Casale, et de rendre la cour de Mantoue dépendante de la France, se mit en rapport dès seize cent soixante dix-sept avec Mattioli, qui avait été professeur à Bologne. Le traité conclu ensuite en secret à Versailles, le huit décembre seize cent soixante-dix-huit, promettait aux Français l'ouverture de Casale, au duc le commandement supérieur des troupes françaises dans le cas d'une guerre en Italie, avec un traitement de cent mille *scudi*. Toutes les dispositions avaient été déjà prises pour l'occupation de Casale, et en dépit de tous les obstacles que soulevèrent l'Autriche et l'Espagne, les actes du traité devaient être ratifiés et échangés à Increa près de Casale, lorsque Mattioli s'arrêta dans cette dernière ville, et le brigadier Catinat qui sortait de Pignerol faillit être tué par les paysans : on sut ensuite que Mattioli en revenant de France en décembre seize cent soixante-dix-huit avait vendu la correspondance relative à cette affaire pour deux mille livres au ministère savoyard, et que pour de l'argent encore il en avait donné communication à l'Autriche, à l'Espagne et à Venise. Estrades, maintenant ambassadeur à Turin, reçut ordre de s'emparer de Mattioli de quelque manière que ce fût; il se trouvait à Turin, et son arrestation sur le territoire savoyard

au duc, comme il consumait sa vie dans la débauche avec des chanteuses, des comédiennes et souvent avec des courtisanes à Venise, et que, pour avoir l'argent nécessaire à ce genre d'existence, il vendait tous les titres et les honneurs qu'on voulait, le cabinet français, avec une somme de cinq cent mille livres, le décida à ouvrir la citadelle de Casale, dont l'occupation eut lieu le trente septembre, et qui reçut pour gouverneur Catinat (1). Ferdinando Carlo, dont la vie était déjà toute souillée, se rendit si méprisable par ce dernier acte, que la noblesse vénitienne rompit tout rapport avec lui; toutefois la république, alors tenue en échec par la Turquie, n'osa point prendre des mesures contre cette prépondérance toujours plus menaçante des Français dans la haute Italie, favorisée par la cour de Savoie. L'Espagne se vit ainsi isolée en Italie en face de Louis XIV, et chercha tantôt par des menaces, tantôt par des caresses, à lier le grand-duc à sa cause; mais elle échoua dans cette tentative. Le grand-duc se contenta d'appuyer Venise et l'empereur dans leur lutte contre les Turcs; encore ne fournit-il pas directement des secours à l'empereur. Pour cette guerre, le pape donna de l'argent et des vaisseaux. Gênes fut le seul État qui, outre l'Espagne, osa opposer des obstacles aux prétentions de Louis XIV: car Victor Amédée, par son mariage avec Anne, fille du duc d'Orléans, paraissait être entièrement dans l'intérêt français. Lorsque les Français voulurent approvisionner avec leur propre sel les troupes de Casale par Savone, la république protesta, et fit équiper de nouvelles galères. Le cabinet français demanda que les Génois dégréassent tous ces bâtiments armés seulement dans l'intérêt espagnol; et le résident français se mit à protéger les criminels, et se fit accuser de pratiquer la contrebande. Ce ne fut pas encore assez: le fils de Colbert, le marquis de Seignelai, qui au mois de mai seize cent quatre-vingt-quatre parut avec une flotte en vue de Gênes, exigea qu'on lui livrât quatre nouvelles galères, et qu'une ambassade allât assurer le roi de l'obéissance de la république. Comme on ne s'inclina pas devant ces hautaines prétentions, l'escadre française bombarda la ville, et jeta les autorités dans un tel effroi, que plus tard, en février seize cent quatre-vingt-cinq, elles

---

ne pouvait plaire à la régente. Comptant sur un payement qu'Estrades lui avait fait promettre par Catinat à Pignerol, Mattioli partit pour cette ville le deux mai seize cent soixante-dix-neuf; mais il fut arrêté en route. Dans l'année seize cent quatre-vingt-un, le gouverneur de Pignerol, Saint-Mars, fut transféré à Exiles, et emmena avec lui Mattioli; vraisemblablement Mattioli suivit encore Saint-Mars plus tard à Sainte-Marguerite, et en seize cent quatre-vingt-dix-huit il fut transporté de là avec ce commandant à la Bastille. Il est très-vraisemblable que le fameux Masque-de-Fer n'est autre que ce ministre mantouan arrêté contre le droit des gens, et dont l'insignifiance personnelle ne justifierait pas la longueur de cette remarque, empruntée à un ouvrage de Bercht, *Archives pour l'histoire et la littérature*, publiées par F. Ch. Schlosser et G. A. Bercht, t. II, p. 193.

(1) Lorsque le traité fut révélé par l'affaire de Mattioli, il y eut une clameur générale parmi les princes: l'Espagne, l'empereur, les Vénitiens surtout exprimèrent hautement leur indignation; le duc désavoua les actes de Mattioli, assurant qu'il ne lui avait pas donné de pouvoirs pour cela. Mais Louis XIV voulait Casale à tout prix; à force de caresses et de menaces, il amena Ferdinando Carlo à lui céder cette place, et l'on arrêta que la citadelle recevrait garnison française; que le duc conserverait la possession de la ville et du château; que certaines sommes seraient payées au moment de l'entrée des troupes royales; qu'une pension serait assurée au duc; que si Ferdinando Carlo avait un fils, la ville lui serait restituée; s'il mourait sans laisser de descendance mâle, le roi aiderait sa fille pour la succession de Guastalla et du Montferrat. (*Note du traducteur.*)

conclurent avec Louis XIV un traité en vertu duquel le doge Francesco Maria degli Imperiali dut se rendre avec quatre sénateurs auprès de la cour de France pour protester de ses regrets d'avoir pu provoquer le mécontentement du roi. Les quatre galères nouvelles furent dégréées, les troupes auxiliaires espagnoles congédiées ; et la république prit à sa charge les indemnités à payer aux établissements religieux endommagés par le bombardement (1). Au milieu de telles circonstances, le grand-duc n'osa présenter à la cour des plaintes contre la conduite hautaine des Français à Livourne que sous une forme suppliante (1). Une négociation touchant le mariage du prince héréditaire de Toscane, Ferdinando, avec la présomptive héritière de Portugal, échoua en seize cent quatre-vingt-six à cause de la prétention du grand-duc, qui voulait que l'infante habitât Florence avec son époux. D'un autre côté l'influence de la maison Medici sur les affaires de Rome fut affermie de nouveau par la décision du souverain pontife, qui conféra la dignité de cardinal au frère du grand-duc, le prince Francesco Maria de' Medici.

Cependant l'orgueil des Français et la persistance du pape dans le maintien de ses droits poussèrent les discussions au plus haut degré d'irritation. Les déclarations d'Innocent XI contre les exemptions des ambassadeurs dans le quartier qu'ils habitaient (2)

---

(1) Les motifs de mécontentement de la France contre Gênes remontaient assez haut. Depuis André Doria, cette république inclinait en général du côté de l'Espagne. L'accueil fait en France aux Fieschi et aux autres familles déclarées ennemies de la république n'avait pas dû changer cette disposition, et les Génois se rappelaient avec amertume que, dans leur guerre avec le duc de Savoie, la France avait favorisé leur adversaire. Louis voulut leur faire sentir son autorité. Son ambassadeur demanda d'abord la restitution des biens des Fieschi au descendant du frère de l'auteur de la fameuse conspiration ; la faculté pour la France d'établir à Savone un dépôt de sel destiné à l'approvisionnement de Casale ; en outre il se plaignait d'une infinité de désagréments qu'il avait à subir dans son poste. La république se fit excuser à Paris de ne pouvoir accéder aux demandes du représentant de la France, et sollicita le rappel de ce diplomate. Le roi d'abord lui nomma un successeur, puis lui ordonna de prendre brusquement ses passe-ports. Il continua néanmoins à protester de sa bienveillance pour la république, tandis que son escadre s'approchait de Gênes. Quatorze vaisseaux, trois frégates, vingt galères, dix bombardes, dix brûlots, avec cent transports, vinrent se ranger devant le port. Les saluts furent donnés et rendus. Le sénat choisit six nobles pour aller complimenter Seignelai, qui tout à coup présenta une suite de griefs contre la république, en exigeant satisfaction et la remise des quatre galères nouvelles. Les députés s'excusèrent, et finirent par déclarer que leur patrie était sous la protection de Dieu. Le sénat décida que l'on devait maintenir l'indépendance de la république. Au bout de cinq heures commença le bombardement, qui fut continué pendant quatre jours. On négocia pendant deux jours, puis les bombes recommencèrent à pleuvoir sur la ville. Néanmoins les Génois refusèrent de rien accorder tant qu'ils seraient sous le feu de l'artillerie. Seignelai regagna les ports de Provence ; mais Louis rejeta la médiation du pape, brava les armements de l'Espagne, et, cette puissance ayant d'ailleurs traité avec lui en août seize cent quatre-vingt-quatre, Gênes se trouvait sans appui. Le sénat se résigna enfin à donner à son ambassadeur à Paris les pouvoirs nécessaires pour souscrire les plus humiliantes conditions. (*Note du traducteur.*)

(1) Quant à la république de Venise, elle avait cessé de vouloir agir sur les rapports de l'Italie avec la France, et rien d'important n'est signalé dans son gouvernement. En seize cent quatre-vingt-quatre, elle perdit son doge, Luigi de' Contarini, le quinze janvier. Le vingt-cinq fut élu Marcantonio de' Giustiniani, qui mourut au printemps de seize cent quatre-vingt-huit, et eut pour successeur Francesco de' Morosini.

(2) Les ambassadeurs soutenaient que non-

avaient déjà conduit à des collisions pénibles, attendu que Louis XIV était résolu à ne point renoncer à ce privilége abusif. Les prétentions du roi relativement à l'administration des biens ecclésiastiques (1), en seize cent quatre-vingt, jetèrent de plus en plus de l'aigreur sur les rapports des deux cours; et, lorsque dans l'année seize cent quatre-vingt-deux, Louis fit adopter entièrement ses vues avec l'assistance des évêques de son royaume, sans se soucier des représentations du pape, et soutint les fameuses libertés de l'Église gallicane, les deux cours en vinrent à un tel point de mésintelligence, que si le pape avait possédé plus de puissance le désaccord eût éclaté en hostilités ouvertes. Cependant le pape, sans employer la force pour réduire les ambassadeurs accrédités à renoncer à leur droit d'asile, n'avait reçu en audience aucun envoyé nouveau qui n'eût abandonné ce privilége; et, au commencement de l'année seize cent quatre-vingt-sept, l'ambassadeur français, le duc d'Estrées, était le seul qui défendît la liberté de son quartier. Il mourut à cette époque; Innocent donna ordre de ne plus respecter à l'avenir aucun droit d'asile de l'ambassadeur français, et abolit complétement l'odieux abus par une bulle, comme mesure générale. Mais le roi de France ne tint aucun compte de cette disposition, et recommanda à son nouvel ambassadeur près la cour de Rome, le marquis Charles de Lavardin, de maintenir par tous les moyens la franchise de son quartier. A son départ, Lavardin avait une suite de trois cents personnes; mais ce cortége grossit jusqu'à ce qu'il atteignît les frontières de l'État de l'Église, par l'adjonction d'une infinité d'officiers qui lui étaient subordonnés, et d'autres militaires. Après son arrivée à Rome, le seize novembre, il occupa le palais Farnese militairement, ainsi que d'autres points qui avaient été compris dans les franchises du quartier français, ou les fit protéger par des patrouilles. Alors il ne put obtenir audience du pape; Innocent interdit même aux cardinaux et à la noblesse romaine tous rapports avec lui, et le considéra comme frappé d'excommunication. L'ambassadeur dédaigna toutes ces décisions, fit escorter, lorsqu'il sortait, sa voiture par deux cents cavaliers, et il eut l'audace la nuit de Noël d'assister au service divin, avec une pompe affectée, dans l'église de Saint-Louis. Le pape mit en interdit l'église et le clergé officiant en ce saint lieu. Afin de pousser plus loin encore ses bravades, le marquis de Lavardin se rendit bientôt dans le temple avec une escorte armée de plusieurs centaines d'hommes; mais tous les prêtres se retirèrent aussitôt. Ensuite Louis XIV fit occuper en seize cent quatre-vingt-huit Avignon et le comtat Vénaissin, et menaça d'un concile général; mais à toutes ces violences Innocent opposa le calme le plus imperturbable, et finit par obtenir ainsi le rappel de Lavardin (1), qui à son retour fut traité comme un excommunié par le clergé toscan. Peu de temps après, le pape, qui était rongé de soucis et miné par la maladie, fut saisi d'une fièvre ardente, et

seulement leurs palais, mais le quartier où ils étaient situés, devaient être exempts des recherches des employés de la justice. Il en résultait que des malfaiteurs se mettaient ainsi à l'abri du châtiment, se retiraient dans le quartier des ambassades, d'où ils sortaient ensuite de nuit pour commettre des vols et des meurtres. Cet abus s'était étendu plus loin : les princes et les cardinaux prétendaient que leurs palais devaient avoir aussi le droit d'asile; et tous ces personnages auraient cru leur dignité abaissée s'ils n'avaient couvert de leur protection les contrebandiers, les voleurs et les assassins. Un el état de choses n'était pas tolérable. (*Note du raducteur.*)

(1) Il s'agissait surtout de la régale.

(1) Le marquis quitta Rome le dernier jour d'avril seize cent quatre-vingt-neuf. Muratori, p. 203.

mourut le douze août seize cent quatre-vingt-neuf (1).

Le grand-duc, qui avait fait toutes sortes de démarches pour rester en faveur auprès de Louis XIV, et qui espérait, par la médiation de la cour de France, marier l'héritier de son pouvoir à la princesse Violante Béatrice de Bavière, se trouva engagé dans les rapports les plus désagréables avec le cabinet de Versailles par les manœuvres odieuses de son indigne épouse. Cette princesse, dont la vie d'intrigues et de débauches dans le couvent de Montmartre avait trop bien justifié les plaintes du grand-duc, maintenant cherchait par des lettres à provoquer son fils Ferdinando contre le grand-duc, mettait secrètement en réserve une partie de sa pension, et, contractant à dessein des dettes, voulait arracher de l'argent à son époux. Le roi soutint les demandes d'argent de la grande-duchesse d'un ton si menaçant, que son époux dut enfin, en seize cent quatre-vingt-huit, se résigner à payer soixante mille livres; et, sans sa bonne intelligence avec le P. la Chaise, le souverain de la Toscane eût vu peut-être se dissiper ses espérances d'alliance avec la Bavière. Comme le goût pour l'éclat extérieur et les libéralités envers l'Église avaient d'ailleurs ruiné les finances de Cosimo, il fallut, presqu'aussitôt après l'arrivée de la jeune épouse de son fils (1), adopter un système d'économie, réformer une infinité de dépenses; ce qui était absolument contraire aux idées du prince héréditaire, opposé d'ailleurs presque en tout point à son père. Une circonstance qui peut caractériser le mieux l'état où en était arrivée la vie de cour en Italie à cette époque, c'est que le grand-duc, pour dompter la résistance de son fils, dont la grossièreté et l'humeu remportée lui faisaient craindre de violents éclats, dut s'adresser à un musicien, Francesco de Castris, et par le moyen de cet homme, auquel il promit une pension mensuelle de mille doublons pour la condescendance volontaire du prince héréditaire, il obtint de celui-ci la promesse de ne plus rien entreprendre contre les réglements de son père.

Ce fut encore dans l'année seize cent quatre-vingt-neuf, selon ce que l'on est autorisé à croire d'après l'effet de l'argent français sur le duc de Mantoue, que Louis XIV, pour le cas où la guerre s'étendrait en Italie,

---

(1) Deux princesses distinguées moururent à la fin du règne de ce pontife à Rome: 1° la duchesse régente de Modène, qui s'était retirée à Rome en seize cent soixante-seize, après la majorité de son fils Francesco II. Dans l'année seize cent soixante-dix-sept, les instances de son fils la décidèrent à revenir à Modène. En seize cent soixante-dix-neuf, elle se rendit à la Haye pour rencontrer sa fille Maria Béatrice, épouse du roi d'Angleterre Jacques II. Ensuite elle resta dans les Pays-Bas jusqu'en seize cent quatre-vingt-quatre. Après son retour en Italie, elle choisit de nouveau Rome pour sa résidence; et quoique Francesco lui-même vint à Rome en seize cent quatre-vingt-six pour la déterminer à revenir à Modène, elle resta dans la capitale du monde chrétien jusqu'à sa mort en juillet seize cent quatre-vingt-sept. 2° La reine Christine de Suède, qui dans les dernières années de sa vie eut besoin d'avances considérables de la cassette papale, et dont la bibliothèque, après sa mort arrivée le dix-neuf avril seize cent quatre-vingt-neuf, fut réunie à celle du Vatican.

(1) La princesse de Bavière arriva dans les derniers jours de décembre seize cent quatre-vingt-huit à Florence, par Bologne. Une seconde princesse bavaroise, Dorothée Sophie de Neuburg dans le Palatinat, fut mariée le trois avril seize cent quatre-vingt-dix au prince héréditaire Odoardo de Parme, fils de Ranuccio II, au milieu des fêtes les plus magnifiques. On peut s'en faire une idée d'après la note suivante : « Si suntuose riuscirone l'opere in musica fatta in quel gran teatro e nel giardino della corte, » etc. Muratori, p. 216. L'électeur du Palatinat, Jean Guillaume, épousa ensuite, en avril seize cent quatre-vingt-onze, la fille du grand-duc Cosimo III, Anna Luigia. Muratori, p. 227.

essaya de se créer dans ce pays un nouveau boulevard pour sa puissance; dans son intérêt, le duc Ferdinando Carlo dut commencer les travaux de la forteresse de Guastalla. Mais aussitôt le gouverneur de Milan, le comte de Fuensalida, accourut avec un corps de troupes, et fit raser les ouvrages entrepris. D'abord le duc se plaignit partout de cet acte de violence; mais bientôt il oublia un affront si cruel dans les bras des esclaves de ses plaisirs (1).

A la cour de Savoie, les instances de Louis XIV avaient, dès l'année seize cent quatre-vingt-huit, déterminé l'adoption de mesures oppressives contre les Vaudois dans les vallées des Alpes piémontaises, et conduit le duc à une situation difficile à cet égard (2); mais plus Victor Amédée croissait en âge et avait la conscience de son état, plus lui paraissait blessante l'attitude orgueilleuse de Louis XIV, qui, par la possession de Pignerol, avait un pied fermement appuyé sur le territoire du Piémont. En seize cent quatre-vingt-dix, le duc était encore en lutte avec les Vaudois (1), et sous le prétexte de cette guerre intérieure, excitée par la France, il lui fut facile de lever des troupes en plus grand nombre sans éveiller l'attention; de plus, le comte de Fuensalida étant occupé alors de grands armements dans le Milanais, il pouvait paraître naturel que la

---

(1) Le duc de Mantoue dépensa la plus grande partie de l'argent dont il lui fut possible de disposer à satisfaire les goûts les plus grossiers, à l'opéra et au théâtre en général. L'opéra concentrait alors si fortement l'intérêt national, que Francesco II de Modène et Ferdinando Carlo rivalisaient de zèle pour favoriser ces distractions de l'art; mais tous deux étaient de beaucoup surpassés par la république de Venise, qui montrait une passion frénétique pour ce genre de divertissement. L'inimitié du prince de Toscane contre son père venait surtout de ce que Cosimo n'avait pas pour cette vie désordonnée des artistes tout le goût que le fils aurait désiré.

(2) Après la révocation de l'édit de Nantes, Louis avait demandé que le duc de Savoie expulsât les Vaudois du Piémont; car il craignait d'avoir ainsi au sud-est de ses États un foyer de rébellion où les réformés de France viendraient puiser de nouvelles forces. La cour de Turin était satisfaite des Vaudois, qui tout récemment l'avaient aidée à réduire les insurgés de Mondovi; elle pria le roi de France de ne pas troubler la paix de ses voisins; Louis XIV menaça de la guerre, il fallut que Victor Amédée abolît le culte des Vaudois, ordonnât le bannissement de leurs ministres et la démolition de leurs temples; ce ne fut point assez pour Louis XIV; sur ses pressantes instances, le duc rendit un nouveau décret, qui prescrivait aux Vaudois de quitter ses États sous le délai de vingt jours. Les Vaudois se retranchèrent dans leurs montagnes pour résister. Louis fournit des secours au gouvernement savoyard. Catinat et la Vieufville entrèrent avec des troupes françaises dans les vallées de la Pérouse et de San-Martino, tandis que Gabriele de Savoie s'avançait du côté de Lucerne. Les paysans surprirent les soldats de la Vieufville; mais Catinat fit tout fuir devant lui. Dans la vallée de Lucerne, les Piémontais et les Français rencontrèrent d'abord une résistance opiniâtre, qui finit par céder à des forces supérieures. Les gens des environs de Lucerne, comme ceux de San-Martino, prirent enfin le parti d'abandonner leurs foyers et de se retirer dans le canton de Berne, où l'ambassadeur de Savoie s'entendit avec le gouvernement du pays pour leur subsistance. (*Note du traducteur.*)

(1) Le duc, qui prévoyait une guerre prochaine avec la France, et qui voulait se ménager des ressources de toute nature pour la soutenir, avait toléré la rentrée des Vaudois dans leurs anciennes demeures; une première colonne était revenue des environs de Lausanne, et, pour céder aux clameurs de Louis XIV, Victor Amédée avait fait barrer le passage à d'autres exilés qui se dirigeaient vers la Savoie, puis il avait dirigé quelques persécutions contre ceux qui avaient repris possession de leurs foyers; il en était résulté de nouveaux troubles et de nouvelles collisions, qui réclamaient la présence de quelques troupes. (*Note du traducteur.*)

cour de Savoie eût aussi des craintes de ce côté. Toutefois le ministère français observa tous ces mouvements du duc de l'œil le plus soupçonneux, et l'impatience de se sentir sous une surveillance continuelle put bien pousser encore Victor Amédée à s'affranchir de cette dépendance politique. Bientôt les Français remarquèrent les bons rapports établis entre le duc et l'empereur, qui accorda enfin à Victor Amédée le titre de roi de Chypre, et lui conféra vingt-quatre fiefs impériaux (1) ; ils virent aussi se former des liens avec Guillaume d'Orange; et alors Louis XIV fit passer les Alpes à une armée de seize mille Français, dont le commandement fut donné à Catinat, gouverneur de Casale, comme lieutenant général. Catinat demanda au duc de lui ouvrir les citadelles de Turin et de Verrua; mais celui-ci s'excusa, cherchant à gagner du temps, jusqu'à ce que les troupes de Fuensalida pussent se joindre aux siennes; et, pour les négociations ultérieures, il prit surtout les conseils de l'abbé Vincenzo de' Grimani, de Venise (2). Le trois juin fut publiée l'alliance de la Savoie avec l'Espagne; le quatre, son traité avec l'empereur; et le vingt octobre, la ligue avec Guillaume

(1) Il s'agit ici du haut domaine, *altum dominium*, sur quelques fiefs impériaux dans la Savoie; moyennant un million de florins que lui donna le duc, l'empereur renonça en sa faveur à un droit dont les Césars ne tiraient aucun profit. (*Note du traducteur.*)

(2) L'ambassadeur français à Turin s'était bien aperçu qu'une correspondance active était entretenue de Venise entre l'empereur et le duc de Savoie. Aussi, lorsque Victor Amédée, pour être plus libre dans ses allures, résolut d'aller à Venise s'entendre avec les représentants des nouveaux alliés auxquels il allait s'unir, l'ambassadeur français lui déclara qu'il l'accompagnerait afin de partager avec lui les plaisirs qu'offrait cette cité voluptueuse. C'est au milieu des danses et des fêtes du carnaval, que le souverain de la Savoie concerta ses projets avec plusieurs princes allemands, se servant pour leurs communications réciproques d'un prêtre vénitien, l'abbé Grimani; tous les points furent convenus dans ces conférences, et le duc revint dans ses États. Mais l'ambassadeur français, qui l'avait suivi à Venise, avait tout observé, tout surpris, et s'était même procuré une copie des conditions, qu'il montra au duc lorsque celui-ci voulut se renfermer dans un système de dénégation absolue. La république de Venise, toujours prudente, s'empressa de détourner les effets de la colère du roi de France, qui aurait pu s'indigner qu'un sujet vénitien eût pris part à toutes les intrigues politiques dirigées contre lui; elle fit citer en justice Grimani, qui ne comparut point, et fut condamné au bannissement et à la confiscation des biens. C'est alors que le gouvernement de France fit marcher le corps de troupes sous les ordres de Catinat. Le général français avait ordre d'exiger la remise des citadelles de Turin et de Verrua, et la soumission du duc aux volontés du roi, ou de le menacer de ravager le Piémont comme on venait de voir désoler le Palatinat. De Pignerol, Catinat fit connaître ses instructions au duc de Savoie, qui, pour gagner du temps, tantôt se montrait disposé à céder, mais à des conditions non acceptables, tantôt prétendait avoir écrit au roi de France et attendre une réponse; Catinat n'osait pas prendre de lui-même la résolution de porter le fer et la flamme dans le Piémont; il en référa donc à sa cour, qui répondit que le duc de Piémont devait s'unir à la France ou voir ses États envahis. Pendant ce temps les Allemands et les Espagnols approchaient pour soutenir Victor Amédée, qui, se croyant en état de repousser la force par la force, déclara la guerre à la France. Il comptait bien encore être soutenu par des subsides d'autres puissances de l'Europe, où ses agents se donnaient beaucoup de mouvement. Catinat parut avoir été joué par le duc; mais, s'il perdit en effet du temps, c'est qu'il hésitait à exécuter les ordres atroces de sa cour; car il montra qu'il s'attendait à la guerre. Le gouvernement français n'avait pas négligé non plus les intrigues; à Turin même, l'ambassadeur de France avait cherché à provoquer une insurrection populaire contre le duc, et il fut arrêté et renfermé à Ivrea. (*Note du traducteur.*)

d'Orange. L'Angleterre et la Hollande promirent trente mille *scudi* par mois ; l'empereur et l'Espagne s'engagèrent à fournir des troupes. En effet du Milanais arrivèrent six mille cavaliers et huit mille fantassins, et quelques régiments impériaux et brandebourgeois se mirent en marche pour l'Italie (1). Le duc était fait généralissime; le prince Eugène de Savoie commandait sous lui les troupes impériales, et dès le mois de juin commencèrent les hostilités; car la ville de Casale fut bloquée par les troupes milanaises.

Cependant le six octobre seize cent quatre-vingt-neuf, dans le conclave tenu après la mort d'Innocent XI, avait été élu chef suprême de l'Église le cardinal Pietro de'Ottobuoni, qui prit le nom d'Alexandre VIII; il sortait d'une famille vénitienne, et son père (2) avait été résident de la république à Florence, où Pietro était né en seize cent dix. A peine élevé sur la chaire de saint Pierre, il avait nommé Antonio de'Ottobuoni, son neveu, général au service de l'État de l'Église, conféré la dignité de cardinal à un petit-neveu paternel, Pietro de' Ottobuoni, et à un petit-fils de sa sœur, l'évêque de Vicence, Giovan Battista de'Rubini. Il maria un autre neveu, Marco de' Ottobuoni, avec une Altiera. En seize cent quatre-vingt-dix, il obtint l'évacuation d'Avignon et du comtat Vénaissin; et Louis XIV, qui, en voyant la guerre embrasser chaque jour un plus grand nombre d'États, devait tenir à se trouver en bons termes avec le pape, finit par céder sur la franchise du quartier de son ambassadeur.

Les hostilités engagées dans la haute Italie amenèrent, le dix-huit août, une bataille près de l'abbaye de Staffarde; Catinat défit complétement les troupes commandées par le duc de Savoie; les Espagnols et les Allemands avaient seuls opposé une vigoureuse résistance aux Français; les Italiens avaient pris lâchement la fuite, et Victor Amédée dut se retirer sur Carignano (1). Saluzzo se rendit aussitôt à Catinat, et la ville, ainsi que les forts de Suse, se trouvèrent avant la fin de l'année au pouvoir des Français. Un autre corps français s'empara de Maurienne et de Tarantaise, et bientôt toute la Savoie fut soumise à l'ennemi, à l'exception de Montmellian, qui tint encore pour le duc. Néanmoins Victor Amédée ne perdit pas courage; il reçut d'Allemagne et du Milanais de nouvelles troupes, et continua résolument la lutte malgré tous les efforts du pape pour l'en détourner (2). A cette époque l'empereur résolut de faire valoir de nouveau son droit de suzeraineté sur l'Italie, et de lui donner une plus grande extension. Une armée impériale dut arracher de tous les princes et seigneurs de ce pays qui tenaient leurs possessions, en totalité ou en partie, en fiefs de l'empire, une contribution pour la guerre contre l'empire, sous le prétexte que c'était un subside que l'empereur avait le droit d'exiger pour ses guer-

(1) Muratori, p. 212.

(2) C'était un de ceux qui durant la guerre de Candie avaient acheté la noblesse vénitienne.

(1) Sans doute les Allemands et les Espagnols, soldats aguerris, montrèrent plus de résolution que les milices italiennes; néanmoins les Piémontais défendirent vigoureusement leurs positions, et ce ne fut qu'après un combat acharné qu'ils lâchèrent pied. Alors ils ne se rallièrent pas facilement. (*Note du traducteur.*)

(2) La désolation de son pays par les Français et la hauteur de ses nouveaux alliés avaient dégoûté Victor Amédée, et à la fin de seize cent quatre-vingt-dix il avait laissé voir à Louis XIV quelque désir de se rapprocher de lui; et des négociations secrètes se poursuivirent encore dans les premiers mois de seize cent quatre-vingt-onze. Mais l'inconstance de Victor Amédée lui fit abandonner ces projets, ou peut-être n'avait-il engagé des correspondances avec la cour de France que pour hâter les secours des alliés, et leur faire sentir son importance. (*Note du traducteur.*)

res contre les Turcs (1). Au milieu de ces préparatifs militaires pour le printemps qui s'approchait, Alexandre VIII mourut le premier février seize cent quatre-vingt-onze, et le vingt et un du même mois s'ouvrit le conclave, dans lequel trois partis se dessinèrent : un français, dirigé par le cardinal Altieri ; un autrichien, conduit par la faction Chigi des cardinaux ; et un troisième, plus religieux que politique, celui des Zelanti. L'élection traîna ainsi en longueur jusqu'au douze juillet, que fut choisi enfin le cardinal Antonio de' Pignatelli, de Naples. Il se nomma Innocent XI.

Cependant le prince Eugène de Savoie tenait investie la garnison française de Casale, et les troupes allemandes de l'armée traitaient fort mal le Montferrat, dont le souverain, à la cour impériale, passait pour un ami des Français. D'un autre côté les Français conquirent, aux mois de mars et d'avril, Nice, Montalbano et Villafranca ; au mois de mai, Avigliana et Rivoli, ensuite Carmagnola. Le prince Eugène les força de lever le siége de Cuneo, et lorsqu'en août huit mille Allemands arrivèrent à Turin, alors le duc fut en état de reprendre la campagne. Le dix-neuf août, le prince électeur de Bavière en personne lui amena des renforts, et en septembre Carmagnola fut attaquée par les Piémontais. Le sept octobre, les Français capitulèrent sous la condition d'une libre retraite. Ensuite Rivoli et Avigliana furent reprises, et Catinat abandonna de lui-même Saluzzo, Savigliano et Fossano. En revanche les Français réduisirent le marquis de Bagnasco à rendre Montmellian le vingt décembre, après une vaillante résistance (1). A la place du comte de Fuensalida, sur la demande du duc de Savoie, Diego Felipe de Guzman, marquis de Leganez, fut nommé dans cette année gouverneur de Milan.

Louis XIV songeait aux moyens de tirer parti du mécontentement provoqué par les demandes d'argent de l'empereur, et l'établissement de troupes allemandes dans les petites principautés, pour amener une ligue de la plupart des vassaux italiens contre l'empire. Déjà en seize cent quatre-vingt-douze, les ducs de Mantoue, de Modène et de Parme avaient pris à cet égard des engagements conditionnels ; mais la Toscane ne voulut adopter ce projet que si le pape s'y rattachait aussi, et si la France déployait des forces assez imposantes en Italie

(1) Mantoue dut payer cinq cent mille *scudi ;* Modène, quatre cent quarante mille ; Parme à cause des fiefs territoriaux des Pallavicini qui lui étaient revenus, deux cent soixante-dix mille, Gênes, cent trente mille ; Lucques, quarante mille. Au sujet de la Toscane, on fut longtemps avant de s'entendre, attendu que le grand-duc ne voulait rien payer pour Florence et son territoire, parce qu'ils étaient entièrement indépendants de l'empire, ni pour Sienne, parce qu'il était tenu, relativement à cette ville, à des prestations féodales envers l'Espagne. Enfin l'on convint qu'il serait donné cent trois mille *scudi*. Un comte Antonio Caraffa fut chargé par la cour autrichienne de lever les contributions.

(1) La perte de Montmellian rejeta encore le duc de Savoie dans ses incertitudes, et il renoua des négociations avec la France ; Louis XIV envoya un agent à Pignerol à cet effet, et, désirant porter toutes ses forces contre l'Allemagne et la Flandre, il se montra bien plus disposé à faire des concessions à Victor Amédée ; il offrait entre autres choses, si le roi d'Espagne mourait sans enfants, d'aider le duc à s'emparer du Milanais, d'accepter la neutralité de l'Italie, de consentir à la démolition des ouvrages de Casale ; le duc, mécontent de voir que le roi voulait garder en séquestre les places piémontaises et savoyardes occupées par les troupes françaises, communiqua les offres de Louis aux alliés, qui lui envoyèrent aussitôt des renforts, et Victor Amédée déclara au négociateur français qu'il ne pouvait entendre à aucune condition, que préalablement ses États conquis ne lui fussent rendus. Alors on ne dut plus songer qu'à combattre. (*Note du traducteur.*)

pour protéger les alliés contre la puissance des Allemands. Le pape déclina toute participation au plan proposé, sous prétexte qu'il devait soutenir Venise contre les Turcs.

Comme le général impérial, le maréchal Caprara, de Bologne, fut retenu longtemps malade à Vérone, la campagne de seize cent quatre-vingt-douze ne s'ouvrit qu'en juillet; alors on résolut une invasion en France, à laquelle prirent part le duc de Savoie, le prince Eugène et même le gouverneur de Milan.

Guilestre, Embrun et Gap furent enlevés brusquement; mais tout à coup le duc fut atteint de la petite vérole, et il fallut le rapporter à Turin; le gouverneur et le comte de Caprara ne voulurent point assumer sur eux une grave responsabilité, et ramenèrent l'armée. L'hiver s'écoula sans diminuer la misère de l'Italie, encombrée de troupes allemandes, pressurée par les collecteurs de contributions nouvelles, qui semblaient autoriser les princes italiens aux vexations les plus dures. En divers lieux, ces mauvais traitements donnèrent lieu à des troubles, et à Castiglione delle Stivere le prince Ferdinando da Gonzaga, auquel appartenait la localité, fut presque immolé, parce que, sous le prétexte de besoins importants à satisfaire, il voulait lever de l'argent pour un voyage de plaisir et de vanité de son épouse (princesse de' Pici de la Mirandola), à Venise, durant les fêtes du carnaval.

A la nouvelle de ces excès, l'empereur ordonna de retenir les nobles époux en état d'arrestation, et de mettre leur seigneurie sous le séquestre, jusqu'à ce que l'enquête entreprise selon ses instructions fût conduite à fin. Vincenzo da Gonzaga, que le duc de Mantoue avait expulsé, trouva dans la guerre l'occasion la plus désirable de se mettre tout à coup en possession de son fief héréditaire; maintenant il réclama encore de Mantoue une indemnité pour les revenus touchés dans l'intervalle, et dut enfin se trouver désintéressé avec Luzzara et Reggiuolo (1).

A cette époque d'oppression pour la haute Italie, le pape, voulant au moins soulager l'État de l'Église et Rome elle-même par quelques bonnes institutions, abolit la vénalité de certaines charges près de la chambre apostolique, et réduisit certains appointements. Depuis seize cent quatre-vingt-treize se rétablissaient de plus en plus avec la France les bons rapports, qui avaient été troublés par les quatre articles de l'Église gallicane. Comme le grand-duc persistait dans son refus d'entrer sans le pape dans une alliance politique avec la France, invoquant d'ailleurs ses devoirs de vassal envers l'empereur et l'Espagne, les Français commencèrent maintenant des hostilités contre les côtes de la Toscane, et troublèrent le commerce de Livourne. En janvier, la Sicile fut ébranlée par un affreux tremblement de terre. Cette année Victor Amédée n'ouvrit que tard la campagne contre les Français; car, à peine rétabli de la petite vérole, il fut atteint au mois de mars d'une autre maladie très-grave (2). Le trente juillet seulement

(1) Quant à ce qui touche les cours de Parme et de Modène, il est à remarquer que le duc Francesco II, le quatorze juillet seize cent quatre-vingt-douze, épousa la fille de Ranuccio II, Margherita Farnese. Muratori, p. 234.

(2) Des négociations s'étaient encore renouées secrètement avant l'entrée en campagne; cette fois les propositions étaient venues de la France, qui offrait la restitution de la Savoie avant la paix générale, des subsides, le mariage du duc de Bourgogne avec la fille du duc et quelques autres avantages; le négociateur français demandait seulement que si, après la paix particulière entre la France et la Savoie, la guerre continuait en Italie, les Piémontais se réunissent aux Français pour contraindre les alliés à consentir à la neutralité de la Péninsule; Victor Emmanuel répondit qu'il voulait l'évacuation immédiate de ses États, et se réserver la faculté de prendre part à la guerre, si elle continuait

il se présenta devant le fort de Santa-Brigita, qui se rendit le quatorze août, puis fut rasé; durant trois jours, le duc bombarda Pignerol; mais le quatre octobre Catinat le défit près d'Orbazzano (1). Néanmoins les Français ne tirèrent d'autre fruit de cette victoire que l'occupation de Saluzzo et de Revel.

Comme durant l'hiver les demandes de contributions et les logements des troupes allemandes accumulaient toujours les maux sur la haute et la moyenne Italie, déjà ruinée par le luxe et les prodigalités de ses princes, par les monopoles et les abus monstrueux de l'administration, et comme les Français saccagèrent aussi les maremmes, la désolation arriva au dernier terme. Les troupes de bandits se multiplièrent, des troubles éclatèrent sur plus d'un point (1). Dans l'année seize cent quatre-vingt-quatorze, il n'y eut pas de combats en Italie entre les Français et les alliés; mais Casale fut resserré plus étroitement, et le fort de San-Giorgio fut enlevé par les alliés. L'hiver ramena le fléau des contributions et des logements des Allemands; les plaintes nombreuses élevées à ce sujet eurent enfin pour résultat de décider l'empereur à l'adoucis-

---

entre la France, l'empire et l'Espagne; et il offrit sa médiation pour obtenir la neutralité de l'Italie. Les choses n'allèrent pas plus loin, et l'on se prépara de part et d'autre à combattre.

(1) C'est la fameuse bataille de la Marsaglia; le duc de Savoie s'y comporta valeureusement, et obtint l'avantage sur les corps qui lui étaient opposés; la défaite de son aile gauche le contraignit à céder; les alliés perdirent dix mille hommes, presque toute leur artillerie et trente drapeaux; le prince Eugène soutint difficilement la retraite avec ses vieux soldats allemands; les Français se répandirent sur les plaines du Piémont qu'ils désolèrent, et s'ils n'occupèrent ensuite que deux places importantes, leur succès eut pour grand résultat d'abattre le courage du duc de Savoie, de mettre un terme à toutes ses ruses, à toutes ses incertitudes, et de le disposer sérieusement à entrer en négociations sincères avec un royaume si prompt à porter des forces écrasantes sur la Savoie et le Piémont. Son ministre fit connaître ses intentions au général français Tessé, qui se rendit à Turin déguisé en postillon, et eut des entrevues avec Victor Amédée. L'on convint que le duc s'efforcerait avant tout de faire accepter sa neutralité par l'empereur, ce qui préparerait à une paix générale; et il y eut une suspension d'armes tacite, en attendant que le cours des choses déterminât le parti qu'il faudrait prendre. (*Note du traducteur.*)

(1) Quant à l'histoire particulière de la Toscane, qui dans ce temps surtout s'appauvrissait de plus en plus, nous dirons encore que la grande-duchesse mère, Vittoria d'Urbino, mourut le six mars seize cent quatre-vingt-quatorze, et qu'ensuite ses biens allodiaux dans le pays d'Urbino furent affectés pour jamais à former l'apanage des princes puînés de la maison Medici. D'abord ils furent donnés au cardinal Francesco Maria. Comme le fils aîné de Cosimo n'avait pas d'enfant de Violante Beatrix de Bavière, l'on pensa à marier le second, Giovan Gaston; sa sœur, l'électrice du Palatinat, proposa la princesse Anna Maria Franziska de Saxe Lauenburg, veuve du frère de l'électeur du Palatinat, Philippe de Neuburg, qui avait des possessions considérables en Bohême. Après de longues négociations, et lorsqu'une partie des domaines allodiaux d'Urbino eut été donnée en apanage au prince Giovan Gaston, le mariage se fit enfin le deux juillet seize cent quatre-vingt-dix-sept; mais, comme le prince était un botaniste ardent, un amateur passionné des fleurs, un antiquaire distingué, un grand connaisseur en art, et qu'il était uni à une femme qui n'aimait que la vie de campagne, la chasse, les courses à cheval, et ne se sentait aucun goût pour la société intelligente et raffinée, les deux époux n'habitèrent pas ensemble. Cependant le prince héréditaire de Toscane menait une sorte de vie brutale; dans le carnaval de seize cent quatre vingt-seize qu'il alla passer à Venise, il fut atteint d'un mal vénérien dont il ne guérit jamais entièrement. Lebret, l. IX, p. 70-76.

sement de ses mesures; il ne persista dans son système qu'à l'égard de Mantoue, dont le duc fut contraint en outre de congédier les envoyés français résidant auprès de lui, et même d'éloigner trois de ses propres ministres. Le six septembre de cette année, Francesco II de Modène était mort de la goutte, qui lui était remontée dans l'estomac, sans laisser d'enfants de Margherita Farnese; il eut donc pour successeur son oncle, le cardinal Rinaldo d'Este (1). Le onze décembre mourut aussi Ranuccio II de Parme; comme il avait été précédé dans la tombe par son fils aîné Odoardo, le cinq septembre seize cent quatre-vingt-treize, et même par Alessandro, fils d'Odoardo, ses États passèrent à son second fils Francesco (2), qui, moyennant une dispense du pape, épousa la veuve d'Odoardo dans l'année seize cent quatre-vingt-quinze. En septembre seize cent quatre-vingt quatorze, Naples fut épouvanté par un grand tremblement de terre.

Dans l'été de seize cent quatre-vingt-quinze, le roi d'Angleterre prit aussi à sa solde des troupes pour les alliés en Italie, et envoya lord Galloway pour les commander. La flotte anglaise, sous les ordres de l'amiral Russel, menaça Nice, et retint ainsi Catinat dans le midi du Piémont. Mais le prince Eugène et Galloway pressaient toujours plus vivement Casale depuis le milieu de juin. Le marquis de Crenant défendit la place avec la plus grande valeur; néanmoins, le neuf juillet, après avoir supporté un long blocus, il lui fallut capituler. La garnison française obtint la faculté de sortir avec les honneurs de la guerre; les ouvrages de fortifications furent rasés, et la ville fut remise au duc de Mantoue (1).

(1) L'année suivante Rinaldo renonça au cardinalat, et le vingt-huit novembre seize cent quatre-vingt-seize il épousa la princesse Charlotte Félicité de Brunswick.

(2) Il en avait encore un troisième, Antonio, et il restait aussi d'Odoardo une fille, qui plus tard devint la reine Élisabeth d'Espagne.

(1) Depuis l'espèce d'accord poursuivi entre le roi de France et le duc de Savoie, l'empereur avait résisté à toutes les instances de l'ambassadeur, piémontais, qui le pressait au nom de son maître de donner la paix à l'Italie; et même il avait menacé de tourner ses forces contre Victor Amédée, si celui-ci laissait douter de sa bonne foi envers les alliés. Le duc, n'osant pas rompre ouvertement, se contentait de n'operer aucun mouvement, et promettait aux généraux français d'empêcher toute action décisive. Il ne prenait pas d'engagement définitif et par écrit avec la France, et il embarrassait les mouvements des confédérés. L'empereur, qui voulait à tout prix enlever Casale aux Français, somma le duc de fournir tous les secours nécessaires pour cette entreprise. Alors Victor Amédée envoya son agent secret auprès de Tessé à Pignerol proposer : que le roi ordonnât au gouverneur de Casale de rendre la place, à la condition de la démolition des ouvrages; le cabinet de Versailles voulait bien se rendre à ce parti; mais il demandait que, pour assurer la démolition des fortifications de Casale, la garnison y restât jusqu'à l'accomplissement de cette œuvre, qu'il y eût en Italie une complète neutralité jusqu'à la fin de novembre, et que si les alliés n'acceptaient pas ces conditions, le duc s'obligeât à se séparer d'eux ouvertement, et réunît ses troupes à celles de Catinat. Il y eut bien des pourparlers, bien des notes échangées à ce sujet; enfin le duc, désirant pardessus tout se délivrer des fortifications de Casale, s'entendit avec les Français, et voici comment Botta raconte la suite de cette affaire : « Convenne (le duc) cupidamente con Tesse, mandandogli sottoscritti di suo pugno i seguenti capitoli segreti : che l'investisse Casale; investito che fosse, e pervenuto sì con le trincee sino allo spaldo, s'intimasse la resa al governatore; che ei rispondesse volere tempo a pensarci; poi, come mosso da se medesimo, proponesse di dare la piazza, si veramente che le fortificazioni della città, cittadella e castello demolite fossero ed intieramente distrutte, nè potesse alcuno dei principi collegati durante la presente guerra rintegrarle; se fare il volessero egli con tutte le sue forze si opporrebbe. Oltre

Quant au pape, entièrement occupé de lois sur l'amélioration des mœurs et de réformes d'ordres, il restait à peu près étranger aux intérêts politiques de l'Italie, se contentant de prêcher la paix à toutes les parties belligérantes. Comme si chaque année les tremblements de terre marchaient du midi au nord, la partie occidentale de l'État de l'Église fut ébranlée, au mois de juin seize cent quatre-vingt-quinze, de violentes commotions souterraines, qui causèrent de grands malheurs.

La perte de Casale, la difficulté de faire parvenir de France presque toutes les munitions de guerre et de bouche, et tous les approvisionnements, aux troupes françaises qui combattaient en Italie, enfin la nécessité où se trouvait Louis XIV de séparer ses ennemis pour avoir des conditions plus avantageuses sur les points essentiels, décidèrent le cabinet français à se montrer plus disposé à une paix avec la Savoie, et la ratification d'un traité particulier, négocié depuis longtemps pendant une suspension d'armes secrètement convenue, se fit enfin entre le duc et le roi le vingt-neuf août (1).

à ciò il duca si obbligava, fede di principe, per questo scritto di osservare e far osservare da' suoi alleati i capitoli mandati dal re, e che si trovano poco sopra espressi. In contraccambio della rimessa e sfasciamento di Casale, il duca prometteva, fede di principe, che nella presente guerra del mille seicento novantacinque, e ciò sino al principio di novembre le sue truppe nè quelle degli alleati non andrebbero a ferire dal lato delle Alpi e territorj del re in che anzi non potrebbero accamparsi suifini di Pinerolo nè di Susa, nè d'alcun altro paese d'el re. Prometteva ancora, e s'obbligava di fare, che i suoi alleati non ritirassero dall'Italia alcun reggimento regolare o di milizia per mandargli alle guerre di Catalogna e d'Allemagna... Concluso quest' accordo, che con molta gelosia si tenne secreto, il re mandò ordine al governatore di Casale di uniformarvisi. Così l'offesa e la difesa di Casale, che tosto sopravvennero, furono anzi apparenza a giuoco, che seria guerra... Instavano presso a Vittorio Amedeo assai più che per lo innanzi non avevano fatto, i collegati, per chè alla fazione contro Casale andasse. Vi si condusse con venticinque mila soldati tra spagnuoli, tedeschi, italiani e piemontesi. Se tirarono grandi cannonate dal campo contro la piazza, dalla piazza contro il campo... brevemente vi era immagine e realtà di una vera oppugnazione, quantunque fosse da burla... quando il fatto si trovò condotto al termine convenuto, e che gli aggressori toccarono la scarpa, Vittorio mandò intimando a Crenant che si arrendesse; quando no, si verrebbe a maggior tempesta, rispose, secondo il concerto, che voleva pensarci: di nuovo si tirarono i cannoni. Infine Crenant disse al duca ciò, che il duca sapeva, che gli voleva dire, cioè che darebbe la piazza a condizione di smantellarla. Gl' imperiali levarono un gran rumore, e di volerla intera protestarono... Finalmente il generalissimo si lasciò intendere che se la capitolazione offerta non si accettasse, ei si sarebbe gettato dalla parte di Francia con abbandonare del tutto gl' interessi della lega. Consentirono per forza: i capitoli si regolarono a quel modo che era stato per lo avanti accordato tra il re e il duca. Si diede opera alla demolizione, la quale essendo in due mesi stata condotta a termine, Crenant sortì con due mila cinque centi soldati, verso Pinerolo incamminossi, dove arrivò ai venticinque de settembre. » Botta, *Storia d'Italia*, l. 32.

(1) Quoique le duc eût pris des engagements avec les Français, et qu'il empêchât même les Allemands et les Espagnols de les attaquer à Pignerol, au mois d'octobre seize cent quatre-vingt-quinze, il avait néanmoins renouvelé les traités avec les alliés. Il voulait à la fois dissiper leurs soupçons, et montrer au roi de France qu'il était fermement appuyé, et en position d'exiger de bonnes conditions. Il expédia donc à Tessé son agent secret pour lui faire savoir qu'il était prêt à rompre avec les alliés si le roi lui donnait une bonne excuse en lui offrant la restitution de Pignerol démantelé. Louis XIV se résigna à ce parti. La république de Venise, ainsi que le souverain pontife Innocent XI, encouragèrent les dispositions pacifiques des deux parties, et le trente mai seize cent quatre-vingt-

Non-seulement le duc recouvra tous ses territoires occupés par les Français, mais il obtint certaines parties cédées depuis longtemps; c'est ainsi qu'il rentra en possession de Pignerol, dont les ouvrages, à la vérité, furent rasés. Maintenant il lui fallut se rattacher décidément à la France contre les alliés. Le trois septembre, Catinat, qui avait reçu de nouveaux renforts de France, s'avança jusque devant Casale, et le seize septembre, aussitôt que fut expirée la trêve dans laquelle aussi les alliés avaient été compris, le duc réunit ses troupes à l'armée de Catinat. Les Français et les Piémontais commencèrent ensemble, le dix-huit septembre, le siége de Valenza. Ce tour que prirent les choses força les Espagnols et l'empereur à consentir que l'Italie en général fût déclarée pays neutre. En vertu d'un traité conclu dans cette pensée, le sept octobre, à Vigevano, les Français et les Allemands durent évacuer l'Italie; mais, pour que l'exécution fût possible relativement aux impériaux, il fallut que les vassaux de l'empire payassent encore une contribution afin d'acquitter la solde des régiments allemands. Le pape fournit généreusement quarante mille *scudi* pour ce payement (1). Il recueillait maintenant le fruit de sa neutralité dans les événements politiques de l'Italie, du repos dans lequel il s'était tenu durant tant d'intrigues et de combats; une chose bien plus importante à ses yeux, c'était d'interdire à ses sujets toute action dans la loterie génoise; le rétablissement bien assuré de Porto d'Anzo avait pour lui bien plus d'intérêt que le jeu des batailles ou des négociations diplomatiques. Tout à coup, dans l'année seize cent quatre-vingt-dix-sept, il fut tiré de son calme politique par un édit de l'empereur, du vingt-neuf avril, qu'osa faire afficher, jusque dans Rome le comte George Adam de Martinitz, cet ambassadeur impérial, qui déjà par son orgueil était devenu à charge à la cour pontificale: dans cet édit, l'empereur, qui depuis plusieurs années avait suivi l'examen de ses priviléges de suzerain en Italie avec tant de succès, demandait une enquête sur le droit et l'état de possession de tous les vassaux de l'empire dans la Péninsule (2). La cour pontificale, qui mesurait bien l'étendue des possessions auxquelles allait porter atteinte l'empereur

---

seize Tessé et l'agent du duc, Gropello, arrêtèrent les préliminaires, dont voici les principaux articles:

Le duc de Savoie s'engageait avec le roi à une ligue défensive et offensive jusqu'à la paix générale. La France cédait Pignerol démantelé avec les vallées de Pragelà et de la Pérouse. Le roi restituait au duc la Savoie, Nice et Suze. L'on traiterait bientôt du mariage du duc de Bourgogne avec Marie Adélaïde, fille aînée du duc. Les ambassadeurs du duc auraient en France le traitement royal. Si les membres de la ligue n'acceptaient pas la neutralité de l'Italie, le duc s'unirait au roi pour les en chasser, et serait généralissime. Dans le cas où l'on ferait des conquêtes dans le Milanais, elles seraient cédées au duc, et si le roi d'Espagne mourait sans enfants le roi aiderait Victor Amédée à s'emparer de ce duché. Il paraît qu'un dernier article secret obligeait le roi à procurer par ses armes au duc la conquête de Genève. Victor Amédée montra d'abord de la répugnance à signer ce traité, parce que Pignerol ne devait lui être rendu qu'à la paix générale, et qu'il en voulait la remise de suite. Néanmoins il sentit quels grands avantages il obtenait du puissant roi de France, et il ratifia le vingt-neuf juin. (*Note du traducteur.*)

(1) L'évacuation de l'Italie par les Allemands et les Français et le licenciement d'une grande partie des troupes milanaises et savoyardes s'opérèrent immédiatement.

(2) « — Un edito — in cui supponendosi molti feudi imperiali in Italia usurpati, ed altri de' quali da lungo tempo i possessori non avevano presa l'investitura, s'intimava a tutti d'esibire i documenti per legitimare i loro possessi e di prenderne o rinovarne l'infeodazione nel termine di tre mesi. » Muratori, p. 264.

dans une telle recherche, fut saisie d'étonnement, et Innocent fit publier un décret opposé, qui menaçait de châtiment quiconque se rendrait aux sommations de l'empereur. Les représentations du nonce à Vienne, et des cours de Turin et de Madrid, qui craignaient de voir troubler les négociations de paix de Riswick par cette conduite de l'empereur, déterminèrent la révocation de l'édit impérial. Mais ces prétentions de l'empire contre les princes italiens étaient maintenant produites, elles reposaient en grande partie sur d'anciens usages, ou du moins étaient sorties d'une sorte de droit coutumier; elles ne disparurent donc point par l'effet de la paix de Riswick, et la conclusion de cette grande pacification n'amena pas de changement essentiel dans l'état de l'Italie. Plus s'approchait la fin du roi Charles d'Espagne, plus aussi les esprits redevenaient attentifs, prompts à la discorde dans la haute Italie, et la Savoie se préparait de nouveau à la guerre; toutefois, les années seize cent quatre-vingt-dix-huit et seize cent quatre-vingt-dix-neuf s'écoulèrent sans amener d'événements ultérieurs importants pour l'Italie elle-même. Au duc Rinaldo d'Este naquit un fils, Francesco Maria, le deux juillet seize cent quatre-vingt-dix-huit. L'année suivante, le duc Victor Amédée eut la joie de voir naître un prince qui reçut le même nom que son père, mais qui mourut dès le mois de mars dix-sept cent quinze. Le pape, malgré son humeur si pacifique, et le vice-roi de Naples, duc de Medina Celi, commencèrent à s'armer; mais le premier ne devait pas voir se rallumer les flammes de la guerre en Italie; car, après avoir eu la satisfaction d'assister aux fêtes religieuses du jubilé, il précéda le roi d'Espagne dans la tombe, et mourut le vingt-sept septembre dix-sept cent.

Avant de terminer ce chapitre, tournons encore une fois nos regards sur Venise, pour considérer la lutte glorieuse que cette république soutenait alors contre l'ennemi de la chrétienté, contre la Porte ottomane. La guerre précédente ne s'était pas terminée par des triomphes; mais elle avait été conduite avec valeur, et la république avait grandi en considération et en honneur parmi les chrétiens et dans le monde mahométan; c'était la supériorité bien notoire des ressources de l'ennemi qui avait lassé tous les efforts de Venise; une longue paix était au moins le fruit que l'on avait acquis aux dépens de quelques sacrifices. Enfin l'insolence des Turcs durant le cours rapide de leurs succès contre l'Autriche, puis les victoires de Sobieski, qui semblèrent présenter une occasion favorable pour la vengeance, tirèrent les Vénitiens de leur attitude pacifique, et les poussèrent à se réunir, le vingt-huit mars seize cent quatre-vingt-quatre, en une sainte ligue avec le pape, l'empereur et le roi de Pologne contre la Porte. Toutes les conquêtes futures des alliés devaient à la paix rester à celui qui les aurait faites (1).

Le vingt-cinq avril de la même année,

---

(1) Des débats s'étaient élevés déjà entre les Turcs et les Vénitiens au sujet de certains dons arrachés aux officiers de la république à Constantinople. Néanmoins la république venait de payer la moitié de l'indemnité convenue de quatre-vingt mille ducats au moment où les Turcs entreprenaient leur campagne contre Vienne; et lorsque les Morlaques, au bruit des succès des Autrichiens, franchirent les limites qui les séparaient des provinces de la Porte, et enlevèrent quelques châteaux sur le territoire ottoman, le sénat ordonna de réprimer ces infractions aux traités. Mais le ton que prirent les Turcs pour se plaindre offensa le gouvernement; et, comme on vit que de toutes ces disputes naîtrait nécessairement la guerre, on crut le moment favorable pour l'entreprendre alors que Sobiesky avait anéanti l'armée des infidèles. Toutefois le sénat fut agité par des opinions contraires avant d'embrasser l'alliance qu'on lui proposait. La première dignité de la république était vacante par la mort du doge Luigi Contarini lorsque fut adoptée cette résolution. On y éleva Marcantonio Giustiniano. (*Note du traducteur.*)

Francesco de' Morosini fut nommé capitaine général; sous lui, le comte Strasoldo du Frioul devait commander les troupes de terre, Alessandro Molino la flotte (1); mais ce fut seulement le quinze juillet que le *baile* vénitien à Constantinople déclara la guerre à la Porte (2), et aussitôt il s'enfuit. A l'instant les Morlaques et les Heiduques commencèrent les hostilités en Dalmatie (3). Bientôt après, Francesco Morosini conduisit la flotte vénitienne, de vingt-quatre vaisseaux de ligne, six galéaces, vingt-huit galères (4), et fortifiée en outre de quelques galères papales, maltaises et toscanes, à Santa-Maura, dont la forteresse se rendit le huit août (5). Molino, qui avait mené une partie de la flotte vers l'Archipel, ne put faire que peu de chose dans ces parages, et souffrit beaucoup par les tempêtes.

Durant l'hiver, les Turcs durent s'armer pour résister à trois puissances et sur trois points : car les Vénitiens pensaient maintenant à la conquête de la Morée, tandis que la lutte se continuait sur les frontières de Dalmatie. Les Morlaques, qui l'année précédente avaient pris Risano et Duare menaçaient, depuis le vingt et un mars, Signo, la clef de l'Herzegowine, sous la conduite du *provveditore* Pietro Valier; mais ils furent défaits par le pacha de Bosnie. Les Mainotes se soulevèrent contre la Porte, et triomphèrent dans un combat acharné du gouverneur de la Morée, Siawusch pacha; les Cimmariotes s'insurgèrent aussi, et se rallièrent aux Vénitiens. Mais, d'un autre côté, les territoires maritimes de la république souffrirent beaucoup des déprédations des pirates de Dolcigno et de Castelnuovo. La guerre dans ces cantons de Dalmatie dégénéra en coup de main et en expéditions, où l'on se proposait surtout le pillage (1).

Le capitaine général Morosini avait épié le moment de débarquer avec une force considérable dans le canton des Mainotes, et de pénétrer ensuite plus avant dans la Morée; mais Ismail pacha tomba sur ce pays au mois de juillet, le dévasta complétement, et entraîna les femmes et les enfants comme otages (2). Alors Morisini se tourna contre Coron, qu'il assiégea en août; il battit une armée qui accourait au secours de la place, et se rendit maître de Coron en septembre (3); ensuite il prit Zernata, et livra un combat au capudan-pacha, qui avait mis à terre les équipages de dix-sept galères. A

(1) La guerre en Dalmatie fut confiée à Aloise Pasquaglio et à Domenico Mocenigo.

(2) Giovanni Capello, secrétaire du *baile*, accompagné de l'interprète Tarsia, fit la déclaration de guerre au kaimakan le jour même où le duc de Lorraine commençait le siége d'Ofen. C'était la première fois que la république prenait ainsi le rôle d'agresseur. A peine Capello se fut-il acquitté de sa mission, qu'il se fit couper la barbe et les cheveux, et s'enfuit secrètement sur une chaloupe à rames de Chios. Les interprètes vénitiens furent arrêtés et renfermés. Joseph de Hammer, *Hist. de l'empire ottoman*, l. 58.

(3) Les Morlaques, déjà maîtres de plusieurs places occupées par eux avant la rupture de la paix, étaient prêts à engager plus sérieusement la guerre, et leurs chefs poussèrent leurs courses au loin dans la Bosnie et l'Albanie. Voyez l'*Hist. de l'empire ottoman*.

(4) Daru, IV, p. 640.

(5) Morosini délivra cent trente esclaves chrétiens, puis soumit le reste de l'île, et devint maître des sept îlots situés dans ce grand golfe derrière Santa-Maura; bientôt suivit la prise de Prevesa, à l'entrée du golfe d'Arta. *Hist. de l'empire ottoman*, dans la Collection des historiens européens, l. 58.

(1) On avait d'abord attribué la lenteur des opérations dans ce pays à Mocenigo, et le sénat le remplaça par Pietro Valier, qui s'était montré partisan fougueux de la guerre. Celui-ci n'obtint pas plus de succès.

(2) Joseph de Hammer, *Hist. de l'empire ottoman*, l. 58.

(3) La ville fut emportée d'assaut, et plus de trois mille Turcs furent immolés.

l'exception de cinq mille Mainotes, il n'y avait pour ainsi dire dans l'armée vénitienne que des Allemands, des Brunswickois et des Saxons, sous les ordres du comte de Degenfeld (1). Le capudan-pacha fut battu; Zernata et Calamata furent rasées, Chielafa et Passava se rendirent, et Lorenzo Venier resta, durant l'hiver, comme *rettore* vénitien auprès des Mainotes. A son retour, Morosini prit encore Gomenizza, et détruisit les ouvrages de la place.

Au printemps de seize cent quatre-vingt-six, le capudan-pacha menaça Chielafa; mais il se retira à l'apparition de Morosini. Au mois de juin, le capitaine général et le comte de Kœnigsmark commencèrent le siége de Navarin (2). Ismail pacha, qui voulut secourir la place, fut battu et mis en fuite par Kœnigsmark. Navarin se rendit. En juillet, Kœnigsmark réduisit aussi Modon à capituler; à la fin d'août, ce général et Morosini avaient tellement resserré Nauplia, qu'il lui fallut aussi s'humilier devant les chrétiens (3).

Par suite de ces conquêtes, Orkadia et Thermis tombèrent au pouvoir des Vénitiens. Dans la même année, Cornaro avait fini par s'emparer de Sign (1), qui fut conservée malgré les attaques dirigées contre cette place l'année suivante par les pachas de Bosnie et d'Herdek.

A la fin de juillet seize cent quatre-vingt-sept, Morosini commença une nouvelle expédition. Cette fois il débarqua près de Patras. Kœnigsmark battit Achmed pacha, qui sur ces entrefaites était venu remplacer Ismail pacha, et força le passage de Lépante; ensuite les Turcs abandonnèrent Patras, Lépante et Corinthe (2). Castel Tornese et Misistra capitulèrent, et Kœnigsmark avec Daniele Delfino assiégea Athènes, mit en fuite Achmed pacha, qui tenta de secourir la place, et s'empara de la ville ainsi que de la citadelle le vingt-neuf septembre (3). Le

---

(1) Dès le commencement de la guerre, Venise se trouvait hors d'état de la soutenir; on manquait d'argent et d'hommes. On mit de nouveaux impôts sur les terres; puis on vendit la procuratorerie de Saint-Marc pour vingt-cinq mille ducats, la noblesse pour cent mille. Les villes de terre ferme et les ecclésiastiques offrirent des sommes considérables; mais les soldats manquaient encore. Le duc de Brunswick en promit deux mille cinq cents, le duc de Saxe autant. Philippe de Savoie vint avec de nombreux volontaires.

(2) Le pape, toujours zélé pour les guerres contre les infidèles, envoya encore de l'argent cette année. Il arriva des bâtiments nouveaux et des troupes fraîches à Corfoue. L'Allemagne, Milan, Naples, fournirent des soldats. La Suisse envoya son général Kœnigsmark, qui fut pris à la solde de Venise. Morosini, plein d'espoir, résolut de conquérir toute la Morée. Fortifié par des secours du pape, de Malte et de la Toscane, il se dirigea sur Navarin. (*Note du traducteur.*)

(3) Napoli ne se rendit qu'après deux défaites subies par le séraskier, qui tenta de délivrer la place.

(1) Valier avait subi une rude défaite sous les murs de cette place en seize cent quatre-vingt-cinq, et le gouvernement, mécontent de lui, l'avait remplacé par Gerolamo Cornaro. Celui-ci deploya une grande activité; et soutenu par le prince de Parme, qui avait amené des bandits des Abruzzes, dont le courage féroce surmontait tous les dangers, il finit par se rendre maître d'une place à laquelle les Turcs attachaient la plus grande importance. En effet les pachas de Bosnie et d'Hersek vinrent l'attaquer au printemps suivant avec huit mille cavaliers et cinq mille fantassins; mais elle fut vaillamment défendue par Bojani et Borri, qui donnèrent le temps à Cornaro et au chef morlaque Janko de la délivrer après un siége de dix-huit jours. Voyez *Hist. de l'empire ottoman.*

(2) La nouvelle de ces succès parvint à Venise au moment où le grand conseil allait élire les magistrats. Les opérations furent interrompues, et l'on alla rendre grâces à Dieu. Puis le sénat décréta que la statue en bronze de Morosini serait placée dans la salle du conseil, portant le titre de *Peloponesiaco.*

(3) Les lions de marbre, gardiens du port, qui

trente septembre, Cornaro prit Castelnuovo en Dalmatie (1).

L'année suivante seize cent quatre-vingt-huit, les Vénitiens se rendirent maîtres de Thèbes; Morosini organisa l'administration de la presqu'île de Morée, maintenant conquise. Quatre districts, Romanie, Laconie, Messénie et Achaïe, avec quatre chefs-lieux, Napoli, Malvasia, Navarin et Patras, durent être placés chacun sous l'autorité d'un *rettore* pour l'ordre civil, et d'un *provveditore* pour les affaires de la guerre. Santa-Maura et Lépante, et tout ce qui fut conquis du continent dans ces parages furent soumis au *provveditore* de Corfoue, Zante et Céphalonie. Morosini lui-même fut nommé doge au printemps de cette année (2), et en reçut la nouvelle le premier juin, tandis qu'il se tenait dans le golfe d'Égine. Il entreprit la conquête de Négrepont, de concert avec Kœnigsmark, durant l'été (3) ; mais il fallut y renoncer dans l'automne, après que Kœnigsmark eut rencontré la fin de sa glorieuse carrière. En dédommagement de cet échec, Knia s'était rendue au général Cornaro, en septembre ; l'ancienne et la nouvelle place d'Obrovacz, ainsi que beaucoup de petits forts de ces cantons, étaient maintenant entre les mains des Vénitiens, et bientôt Verlica, ainsi que la tour de Norin, tombèrent aussi en leur pouvoir.

Dans l'année seize cent quatre-vingt-neuf fut entreprise une attaque sur Napoli di Malvasia ; mais le doge Morosini fut atteint d'une maladie si grave, qu'il lui fallut revenir à Venise, où il arriva vers la fin de l'année. Girolamo Cornaro poursuivit l'expédition de Malvasia comme capitaine général, et il réduisit la place à se rendre le douze août seize cent quatre-vingt-dix, avant que le capudan-pacha fût en état d'amener des secours. Lorsque enfin la flotte turque parut dans les eaux de la Grèce, Cornaro la défit, puis fit voile vers les côtes occidentales, prit Canina, et jeta une si grande terreur parmi les Turcs, qu'ils abandonnèrent d'eux-mêmes Valona, quoique cette place fût très-bien armée pour la défense. Mais à Valona Cornaro tomba malade et mourut. Après tant de pertes, les Turcs trouvèrent un bien faible dédommagement dans l'acquisition de Grabusa, qui leur fut livrée par trahison.

A la place de Cornaro, Domenico Mocenigo fut créé capitaine général, et reçut l'ordre

---

avait été appelé de leur nom, furent transportés devant la porte de l'arsenal de Venise. De Hammer, *Hist. de l'empire ottoman*, l. 58. Ce siége d'Athènes par les Vénitiens causa des dévastations irréparables dans les restes d'antiquités grecques de l'Acropolis; car une poudrière sauta, et beaucoup de bombes tombèrent sur la citadelle.

(1) Les troupes du pape, les Maltais, les Toscans et les Morlaques aidèrent puissamment le général vénitien dans cette conquête. Le pacha de l'Herzegowine tenta de délivrer la place, et fut battu.

(2) Le doge Giustiniano étant mort, l'unanimité des suffrages se porta sur Morosini; on lui expédia aussitôt le secrétaire Giuseppe Zuccaro pour lui porter les insignes de sa dignité nouvelle. On lui désigna pour conseillers Gerolamo Grimani et Lorenzo Donato, afin qu'un homme si puissant fût observé de plus près; tandis qu'il était absent, à sa place siégeaient dans le palais deux conseillers avec un chef des quarante. Botta, *Storia d'Italia*, l. 31.

(3) Morosini se dirigea sur Négrepont avec une flotte de deux cents voiles ; mais les ouvrages de défense étaient formidables. Des maladies contagieuses ravagèrent l'armée, et enlevèrent plusieurs des principaux chefs, entre autres Kœnigsmark. Néanmoins les chrétiens vainquirent le séraskier, qui vint au secours de la place, et emportèrent les retranchements extérieurs; mais ils échouèrent dans un assaut général, et les maladies contagieuses ayant redoublé d'intensité, rien ne put retenir les Allemands. Morosini dut lever l'ancre, emmenant sur sa flotte cinq à six mille Grecs qui, s'étant déclarés pour les chrétiens, redoutaient la vengeance des Turcs. (*Note du traducteur.*)

de tenter une attaque contre Candie; des galères maltaises vinrent se ranger sous ses ordres, dans l'espoir de prendre part à cette entreprise. Les Turcs se préparant à marcher contre Canina et Valona avec des forces supérieures, les Vénitiens abandonnèrent ces deux places, après les avoir tranformées par l'explosion des mines en monceaux de pierres. Comme l'attaque sur Candie n'eut pas le résultat désiré, et que depuis la mort de Kœnigsmark et de Cornaro les Vénitiens n'obtenaient plus de succès dans la guerre, à Venise on soupirait après la paix. Toutefois on rassembla de nouvelles forces pour faire une expédition contre la Canée en seize cent quatre-vingt-douze; mais cette fois encore, après un siége sanglant, il fallut abandonner l'île, et mettre bien vite à la voile pour la Morée, afin de défendre cette péninsule contre une attaque imminente de ce côté. Comme à Venise on attribuait le changement de la fortune au changement de chef, le doge Morosini dut se charger encore une fois de la conduite de la guerre en seize cent quatre-vingt-treize. Il employa l'année tout entière sur le territoire grec-vénitien à préparer une nouvelle attaque sur Négrepont; mais il tomba malade, et mourut le six janvier seize cent quatre-vingt-quatorze, à Nauplia. A sa place furent élevés Salvestro Valier, comme doge, et Antonio Zeno comme capitaine général. En Dalmatie, le *provveditore* Giovanni Delfino prit Gabella, qu'il sut conserver, puis Klobusk; mais il ne put enlever Dolcigno. Quant à la flotte, elle arriva à Chios en septembre; Antonio Zeno la commandait; elle était renforcée par des bâtiments pontificaux et maltais; en moins de huit jours, l'île fut prise. Dans l'année seize cent quatre-vingt-quinze, les principales opérations tournèrent autour de la Morée : le général Steinau de l'isthme de Corinthe poussa des courses vers la Livadie. Molino *provveditore* des îles, défendit Lépante contre les entreprises des Turcs. On se disputa aussi la possession de Chios. La flotte ottomane, sous le capudan-pacha, attaqua les vaisseaux vénitiens près de Chios, et fit subir une défaite à ses ennemis. Chios ne pouvant être conservée, on fit sauter les ouvrages de défense; Antonio Zeno fut chargé de fers à Venise, et mourut pendant l'enquête poursuivie sur sa conduite. Alessandro Molino devint capitaine général. Comme le capudan-pacha Mezzomorto ne se laissa engager dans aucune action importante, l'année seize cent quatre-vingt-seize s'écoula pour Venise sans événement décisif à la guerre; il en fut de même en seize cent quatre-vingt-dix-sept. En septembre seize cent quatre-vingt-dix-huit, Delfino parut enfin avoir réduit le capudan-pacha à en venir aux mains; mais le dernier rompit bientôt la ligne de bâtiments qui l'arrêtaient, et les deux flottes s'attribuèrent la victoire.

Cependant les Anglais et les Hollandais avaient pris le rôle de médiateurs de la paix entre l'empereur et Venise d'un côté, et la Porte de l'autre, afin de ne pas laisser Louis XIV acquérir, par la continuation de la guerre des Turcs, une prépondérance menaçante dans l'Europe occidentale. En octobre seize cent quatre-vingt-dix-huit, les choses étaient si avancées que les plénipotentiaires des Vénitiens, des Polonais, des Russes et de l'empereur, et ceux des Turcs se réunirent à Carlowicz avec les envoyés anglais et hollandais. Les négociations furent extrêmement difficiles, et le devinrent plus encore par les exigences des Vénitiens. Enfin, le vingt-six janvier seize cent quatre-vingt-dix-neuf, les représentants des puissances, à l'exception de celui de Venise qui n'avait pas encore d'instructions, signèrent les traités de paix, par lesquels il fut décidé relativement à Venise, que les Turcs conserveraient tout le pays contre Gabella et Castelnuovo, que la Morée vénitienne serait limitée près d'Hexamilon; que les Vénitiens devraient évacuer Lépante, raser Prevesa et les châteaux du détroit conduisant au golfe de Lépante, restituer des îles de l'Archipel toutes celles qui étaient aux Turcs

avant la guerre, et conserver toutes celles qui avant ce temps appartenaient à Venise. Le tribut pour Zante était aboli; la ligne de frontières en Dalmatie était tirée sur les montagnes à l'orient de Knise, Verlica, Sign, Delovar, Zadvar et Bergorac jusqu'à Gabella; en outre Cattaro restait aux Vénitiens; les prisonniers furent échangés, et les deux parties avaient le droit de réparer les places dans la possession desquelles elles étaient maintenues.

Ces traités furent confirmés dans le délai d'un mois par Venise; et à la fin du dix-septième siècle cette république se trouvait encore brillante de l'éclat de ses triomphes militaires, et jouissait d'une haute considération parmi les puissances européennes. Mais c'était pour la dernière fois.

CHAPITRE III.

COUP D'OEIL RAPIDE SUR LES DESTINÉES DES ÉTAS ITALIENS DE DIX-SEPT CENT A DIX-SEPT CENT SOIXANTE-CINQ.

Lorsque Innocent XII mourut le vingt-sept septembre dix-sept cent (1), la lutte politique qui se préparait dans l'Europe occidentale faisait désirer que l'Église eût bientôt un nouveau chef. Toutefois ce fut seulement à la nouvelle de la mort du roi d'Espagne, que les cardinaux songèrent sérieusement dans le conclave à s'accorder sur un choix : Gian Francesco degli Albani d'Urbino fut élu; mais d'abord, comme il y avait alors encore trente cardinaux plus âgés que lui, il ne voulut point accepter la dignité suprême, et ne montra de la condescendance qu'au bout de trois jours, lorsqu'il ne lui resta plus aucun doute sur les sentiments de la France. Le vingt-trois novembre, il siégea sur le trône de Saint-Pierre, et prit le nom de Clément XI.

Cependant des troupes impériales filaient vers les frontières des territoires espagnols en Italie, afin de les occuper pour l'un des fils de l'empereur (1), au mépris des dernières dispositions du roi Charles II, qui avait fait donation à Philippe d'Anjou de la monarchie espagnole dans toute son intégrité (2): d'un autre côté le grand-duc Co-

(1) Voici ce que dit Botta de ce pontife : «Addi ventisette di settembre era passato all'altra vita il pontifice Innocenzo XII in età di ottantasei anni, pontifice buono, alieno dai piaceri, assiduo alle faccende, amatore più de' suoi popoli che dei nepoti, cui non volle mai veder eccedere il grado privato. Lasciò magnifiche memorie del suo regno. Gli acquidotti di Civittavecchia e il porto d'Anzio vicino a Nettuno, il palazzo di monte Citario in Roma, gli uffici pe' notaj e pe' giudici, la dogana di terra e quella di Ripagrande, l'ospizio contiguo di San Michele a Ripa, attestano ed attestaranno ai posteri, che sulla fine del secolo decimosettimo regnò in Roma un papa, in cui la santità della vita s'accoppiò all'amore, non solo del grande, ma ancora del grandioso, e ciò, che vale meglio ancora, dell' utile. » *Storia d'Italia*, l. 33.

(1) Plus tard on décida oue c'était pour l'archiduc.

(2) Nous passons oans l'histoire de la guerre de la succession d'Espagne tout ce qui ne se rattache pas étroitement aux affaires d'Italie, supposant que la marche générale des événements est assez connue.

simo sollicita de Philippe l'investiture de Sienne et de Portoferrajo ; les trois républiques d'Italie, ainsi que la Savoie, reconnurent la royauté du prince de Bourbon (1), et le pape fit de même ; mais, quoique Naples rendît de suite hommage au nouveau souverain, Clément XI en retarda l'investiture (2). Le cabinet français proposa une ligue entre les États d'Italie, pour exclure les troupes allemandes du pays, et s'engageait, en cas d'exécution de ce traité, à ne pas laisser non plus de soldats français fouler le sol de l'Italie. Mais les États d'Italie, qui n'avaient

---

(1) L'autorité de Philippe fut reconnue sans difficulté dans les possessions espagnoles d'Italie. Le prince de Lorraine, Vaudémont, qui gouvernait Milan pour Charles II, étant confirmé dans sa dignité par le roi Philippe, et se voyant d'ailleurs l'objet de prévenances de la part de la cour de France, avait fait proclamer à Milan la souveraineté du prince de Bourbon, sans rencontrer aucune répugnance dans la population. Le testament du roi Charles ayant été lu, le sénat, c'est-à-dire le tribunal suprême de judicature, et les décurions ou le corps municipal de la cité, prêtèrent serment au nouveau roi. Le duc de Medina Celi, vice-roi de Naples, fit aussi publier le testament, et les peuples s'empressèrent de se conformer aux dernières volontés de Charles II. Le duc de Veraguaz, vice-roi de Sicile, fit reconnaître dans cette île l'autorité de Philippe V. La Sardaigne céda au mouvement général. Botta, *Storia d'Italia*, l. 34.

(2) Innocent XII s'était occupé de former une ligue entre les princes italiens afin de prévenir les invasions des étrangers dans la Péninsule, et sa mort avait fait évanouir ce projet. Clément vit bien qu'il fallait renoncer à de pareilles idées : car on ne pouvait mettre aucune confiance dans le duc de Savoie ; Venise paraissait incapable de prendre une résolution ; la Toscane s'enveloppait dans sa neutralité ; Mantoue, Parme et Modène avaient trop peu d'importance ; Naples et Milan se rattachaient à une puissance étrangère. Il lui parut que le rôle de médiateur convenait mieux à sa situation. Il écrivit d'abord à l'empereur pour lui prêcher la paix, et il envoya à Vienne le nonce Davia offrir sa médiation, et faire des propositions d'accommodement en demandant d'abord que Léopold n'envoyât pas de troupes en Italie. L'empereur rejeta la responsabilité de la guerre qui allait éclater sur le roi de France, et déclara qu'il ne ferait point passer de soldats en Italie si la France rappelait les siens ; et qu'il était prêt à permettre le séquestre du Milanais, de Naples et de la Sicile entre les mains du pape et des Vénitiens jusqu'à la décision des débats. Le pape envoya encore des nonces aux autres cours étrangères sans obtenir aucun succès. Les ambassadeurs de France et d'Espagne le pressaient de donner l'investiture du royaume des Deux-Siciles à Philippe. Le représentant de l'empereur lui faisait la même demande dans l'intérêt de l'archiduc Charles. Des deux côtés on lui offrait le tribut de la haquenée. Le pape opposa un refus aux deux prétendants, attendant que le sort des armes eût prononcé. Les ambassadeurs de France et d'Espagne offrirent pour prix de l'investiture la propriété des deux provinces des Abruzzes et d'autres avantages encore : Clément ne montra pas plus de complaisance. L'ambassadeur d'Espagne reçut ordre de sa cour de présenter l'hommage et le tribut quelle que fût la disposition du pontife. Clément, prévenu de ce dessein, fit des représentations. Alors l'agent d'Espagne à Rome introduisit dans le palais du pontife une misérable bête derrière une charrette, et la laissa en ce lieu avec le tribut. Le pontife s'indigna d'une telle supercherie. L'ambassadeur de l'empereur offrit encore de son côté le tribut, qui ne fut pas mieux accueilli. Ensuite Clément fit proposer à Venise de s'unir pour empêcher les Allemands de descendre en Italie. Mais le sénat observa qu'alors il faudrait embrasser le parti de la France, et que la république était trop épuisée pour se lancer dans une guerre nouvelle. La France et l'empereur envoyèrent aussi des ambassadeurs à Venise sans pouvoir tirer la république de sa neutralité. Le sénat répondit qu'il espérait qu'en cas de rupture entre les princes les États d'une république amie seraient respectés et tenus à l'abri de toute atteinte. Botta, *Storia d'Italia*, l. 34.

point d'intérêt immédiat dans les débats relatifs à la succession, ne voulurent en aucune façon entendre parler de ligue, et cherchèrent à se maintenir avec les deux prétendants en des rapports bien mesurés, sans prendre part à la guerre.

Comme le duc de Modène dans la haute Italie se montrait plus dévoué aux intérêts impériaux, le cabinet français demanda que Cosimo laissât traverser la Lunigiana aux troupes françaises qui marcheraient sur Modène, et que d'un autre côté il interdît l'entrée de Livourne aux Hollandais et aux Anglais. De telles prétentions poussèrent Cosimo vers la cour impériale, qui le traitait avec une plus haute considération que le cabinet de Versailles; mais sur ces entrefaites la France, par le mariage de Philippe V avec Marie Louise Gabrielle, fille du duc Victor Amédée de Savoie, et par la nomination du duc comme généralissime français en Italie, acquit un champion vigoureux et résolu. Le ressentiment de la perte de Guastalla, Luzzara et Reggiuola, ainsi que son besoin continuel d'argent, et les vues courtes, la bassesse des sentiments de ses ministres, jetèrent le duc de Mantoue entièrement dans les bras de Louis XIV (1). Conformément à un traité secret, au mois d'avril dix-sept cent un, quinze mille hommes de troupes françaises parurent devant Mantoue, qu'ils menacèrent; le duc les laissa entrer dans la ville et les forts, et cria à la violence. Cependant Catinat était arrivé par la Savoie, et malgré la neutralité de Venise il occupa les passages de Vérone (1). Mais le prince Eugène, qui commandait l'armée impériale à Trente, franchit les montagnes, s'avança sur Vicence, et fit passer l'Adige au général Palfi le seize juin, au-des-

(1) Le duc se trouvait à Venise avec ses belles courtisanes, lorsque vinrent les envoyés du roi de France et de l'empire. L'importance militaire de sa capitale le fit rechercher de chaque parti. L'empereur craignait qu'il ne vendît Mantoue aux Français comme il avait déjà vendu Casale. Les Vénitiens s'efforçaient de le déterminer à remettre la défense de Mantoue à des troupes de princes neutres d'Italie. Il finit par faire déclarer au pape qu'il n'admettrait dans sa capitale aucune garnison de prince ultramontain. Dans ce moment il entrait en négociations plus sérieuses avec l'ambassadeur de France, malgré toutes les menaces de l'ambassadeur impérial, et en même temps il feignait de traiter avec le pape et Venise pour introduire dans Mantoue des soldats pontificaux et vénitiens, comme si lui-même était impuissant à se défendre. Clément se disposait à faire partir des troupes pour Mantoue, lorsqu'il apprit que le duc avait conclu un accommodement particulier avec les Français. Ferdinando consentait à recevoir garnison française dans Mantoue, pourvu que le roi de France lui payât trente-six mille *scudi* par mois et lui donnât de suite une somme de soixante mille *scudi*. Pour mettre à couvert l'honneur du duc, il fut convenu que les Français se présenteraient devant Mantoue avec des forces telles qu'il parût céder à la nécessité. Botta, *Storia d'Italia*, l. 34.

(1) La situation de Catinat était difficile; il avait reçu un accueil honorable du duc de Savoie; mais ce prince ne lui prêtait pas un concours sincère, et s'excusait de venir prendre le commandement des confédérés. A Milan, le général français ne s'était pas trouvé d'accord avec le gouverneur Vaudémont sur les opérations de la guerre, et il sentait que les peuples du Milanais étaient en général attachés à la maison d'Autriche. En s'étendant vers l'Adige, il n'avait pas les mouvements libres, et il n'osa pas d'abord mettre le pied sur les territoires appartenant à Venise, parce qu'il avait ordre de ménager la république. Son adversaire, le prince Eugène, ne subissait pas la même contrainte. Il savait avec certitude que le sénat n'éprouverait aucun ressentiment si le territoire vénitien servait de passage aux Allemands. Le prince fit à travers les montagnes une marche inespérée, qui le conduisit dans la plaine de Vérone, et bientôt la rive gauche de l'Adige fut dévastée par les Allemands, tandis que la rive droite était ravagée par les Français. (*Note du traducteur.*)

sous de Legnano. Le neuf juillet, les confédérés subirent une défaite près de Carpi, et les Français et les Espagnols se retirèrent sur la rive droite du Mincio. Catinat et le duc de Savoie en vinrent à de vifs débats pour savoir s'il fallait ou non disputer le passage du Mincio au prince Eugène (1). Le vingt-huit, Eugène jeta en effet un pont sur la rivière (2), et le cinq août il se trouva en possession de Castiglione delle Stiviere, de Solferino et Castel Giuffrè (3). Les impériaux levèrent à leur aise des contributions sur le Mantouan.

Afin de mettre un terme aux débats avec le duc de Savoie, Louis XIV choisit le maréchal de Villeroi pour remplacer Catinat, et le nouveau chef arriva au camp le vingt-deux août avec des renforts considérables. Le prince Eugène était maintenant de moitié plus faible que l'ennemi; mais son coup d'œil militaire valait une armée. Malgré toutes les protestations des Vénitiens (1), il se retrancha près de Chiari dans le pays de Brescia. Attaqué dans ce poste le premier septembre par Villeroi, il repoussa les assaillants avec un plein succès. Ensuite le duc de Savoie se dirigea vers le Piémont pour aller faire prendre des quartiers d'hiver à ses troupes. Villeroi gagna le Crémonais, et les impériaux occupèrent Borgoforte, Guastalla, Ostiglia, Ponte Molino et Mirandola. Après l'arrivée de nouvelles troupes d'Allemagne, ils prirent aussi possession de Canneto et de Marcaria, et Mantoue fut bloquée.

Cependant Clément continuait à refuser de donner à Philippe l'investiture de Naples, où il n'y avait presque pas de troupes espagnoles, et le vice-roi, duc de Medina Celi, maintenait avec peine l'autorité du prince français (2). Le cardinal Grimani, dont les

---

(1) D'abord ces discussions se soutenaient par des lettres et des messages; car le duc de Savoie n'avait pas joint l'armée, et n'y avait pas même envoyé de troupes. Les manœuvres de ce prince tendaient à empêcher les Bourbons de s'établir fermement dans le Milanais, parce qu'il se serait ainsi trouvé enserré par la France. Catinat donnait avis à sa cour des soupçons que lui inspirait la conduite de Victor Amédée; mais la duchesse de Bourgogne, fille de ce prince, détruisait tout l'effet des rapports du général français. Enfin le duc joignit l'armée franco-espagnole avec sept mille hommes, lorsque les affaires des confédérés furent en assez mauvais état pour qu'il ne redoutât plus la colère des Bourbons; et toutefois, avant de partir de sa capitale, il eut soin de faire célébrer les fiançailles de sa fille avec le roi Philippe V. A son arrivée, la discorde fut plus grande que jamais entre tous les chefs. (*Note du traducteur.*)

(2) Lorsque le duc de Savoie reçut avis du passage des Allemands, au lieu d'envoyer des renforts à l'officier qui voulait s'opposer à ce mouvement, il lui ordonna de se retirer.

(3) Muratori, p. 302.

(1) Les parties belligérantes disposaient à leur gré des territoires vénitiens pour alimenter leurs troupes, et saisissaient les points fortifiés qui pouvaient leur servir de défense. Les confédérés s'étaient ainsi maintenus sur la rive droite de l'Oglio, et s'étaient logés dans Palazzolo, en dépit de toutes les réclamations de Venise, qui prévoyait que les Allemands agiraient ensuite avec la même liberté. Venise, ayant voulu observer la neutralité au milieu d'ennemis puissants, voyait ainsi ses possessions de terre ferme livrées en proie aux Français, aux Espagnols, aux Piémontais et aux Allemands, et les plaintes du sénat étaient tournées en dérision. (*Note du traducteur.*)

(2) Le caractère de Medina Celi fut bien aussi pour quelque chose dans cette situation. Le vice-roi était dominé par une violente passion pour une cantatrice, Angelina Giorgina, qu'il avait amenée de Rome comme suivante de sa femme. Par elle passaient toutes les grâces, se donnaient toutes les places, et à son influence étaient attribuées toutes les injustices et les dilapidations des deniers publics. Lebret, p. 93.

Le refus d'investiture de la part du pape fit naître des pensées de troubles dans les esprits. On allait répétant que, faute de la collation par le pontife, l'autorité de Philippe n'était pas légi-

représentations avaient en grande partie déterminé la conduite du pape relativement à Naples, et le marquis de Pescara, marquis d'Avalos, fortifièrent secrètement le parti impérial dans le royaume, et firent corrompre le maître d'armes des pages du vice-roi, ainsi que le cocher de ce seigneur, qui s'engagèrent à tuer leur maître. On prépara encore d'autres mesures, on tint des conférences sur ce qu'il y aurait à faire après cet assassinat. Mais le plan d'un soulèvement arrêté de cette manière fut trahi au vice-roi, qui aussitôt, au milieu même de la nuit, fit appliquer le maître d'armes et le cocher à la torture, et fit prendre des dispositions en conséquence de leurs aveux (1). Ensuite il se rendit au Château-Neuf, où l'*eletto* du peuple l'assura de la fidélité des habitants, tandis qu'une partie des conjurés croyait encore pouvoir gagner quelque chose s'ils proclamaient ouvertement l'empereur pour leur maître. Sur le couvent de San-Lorenzo flottait une bannière impériale; des prisons furent forcées, le palais de la vicairie fut enlevé, et d'autres désordres furent commis; mais le lendemain matin, don Rustan Cantelmo duc de Pepoli se mettant à la tête de quelques soldats espagnols, et fortifié par un grand nombre de nobles et de bourgeois, rétablit le repos, et pointant des canons contre le couvent de San-Lorenzo menaça de le foudroyer, ce qui détermina tous les révoltés à se disperser. Le marquis de Pescara et le prince de Caserta furent accusés de haute trahison et déclarés dépouillés de tous leurs biens. Le cardinal Grimani reçut une réprimande du pape; quelques-uns des rebelles, saisis par la justice, furent exécutés. Toutefois le cabinet français reconnut très-bien que la personne de Medina Celi provoquerait toujours de nouveaux mécontentements; ce seigneur fut donc rappelé; et à sa place vint le vice-roi de Sicile, duc d'Escalona. Mais cela ne parut point encore assez à Louis XIV pour assurer les intérêts des Bourbons en Italie, et Philippe V vint en personne à Naples, à Pâques de dix-sept cent deux. Afin de gagner le peuple, l'on adopta des adoucissements dans le système des impôts; pour attacher la noblesse à Philippe, des récompenses extraordinaires furent distribuées; le prince de Montesarchio, don Andrea d'Avalos, quoique très-suspects, furent élevés à la grandesse d'Espagne; on espérait ainsi leur inspirer plus de fidélité; mais, comme leurs dispositions ne devinrent pas meilleures, comme les récompenses en général ne firent qu'exciter la jalousie et l'envie, on fit ainsi peu de progrès; si par les réductions d'impôts l'on se rendit le peuple favorable, l'on ne parvint pas néanmoins à le gagner entièrement; et les fermiers des impôts subirent des pertes considérables. Bientôt vin-

time, et que l'on pouvait sans félonie songer à se donner un autre maître. Des religieux et des théologiens soutenaient cette opinion. Francesco Spinelli, duc della Castelluccia, et Girolamo Acquaviva, déclarèrent dans une réunion publique, au duc de Medina Celi, qu'il n'avait plus aucune autorité depuis la mort de Charles II, et que le pouvoir était passé aux *seggi* et à l'*eletto* du peuple. Le vice-roi supporta patiemment cet acte d'audace par crainte du peuple. Puis vinrent des jurisconsultes qui défendirent la liberté; Medina Celi leur opposa d'autres jurisconsultes qui soutinrent l'autorité de Philippe. Ensuite parut un livre qui cherchait à prouver que Rome n'avait aucun droit sur le royaume de Naples. Rome répondit par un autre livre. Partout était la perturbation. Les barons goûtaient peu la domination espagnole, qui leur avait enlevé leur importance. La dispute de succession fournissait une occasion de laisser éclater leurs ressentiments; et plusieurs songeaient à secouer le joug de l'Espagne. La maison d'Avalos, des marquis del Vasto et di Pescara, se montrait surtout disposée en faveur de l'Autriche. Le marquis Cesare se mit en relations avec la cour de Vienne. Le prince de Cisterna, Francesco Gaetani, offrit aussi ses services à la maison d'Autriche. Ces deux seigneurs prétendaient qu'il serait facile de mettre les troupes impériales en possession de Naples.

(1) Lebret, p. 91.

rent les recherches vexatoires sur une prétendue conjuration parmi quelques membres de la haute noblesse; enfin, lorsque Philippe V se rembarqua au commencement de juin pour Finale, il laissa au moins autant d'éléments de troubles et d'irritation qu'il y en avait à son apparition.

Cependant, comme les Français avaient tenté dans la haute Italie de s'emparer du fort modenais de Brescello, Eugène, les prévenant, se fit ouvrir de force les portes de cette place en janvier dix-sept cent deux (1), en sorte que les Français cessèrent de respecter la neutralité de Modène. Le duc Francesco de Parme déclara, lorsque Eugène lui proposa de se prêter à un traitement analogue, qu'il ne pouvait agir sans l'agrément préalable du pape son suzerain, et fit en sorte d'établir des garnisons papales dans ses places, dont quelques-unes arborèrent la bannière de l'Église. Mais les impériaux occupèrent aussi une partie de ses États, Borgo San-Donnino, Busseto, Corte Maggiore, Rocca Bianca, et quelques autres points. D'accord avec le prieur de Santa-Maria Nuova, Eugène tenta de se glisser de nuit dans Crémone (2), mais il ne parvint pas à en chasser les Français; seulement Villeroi se laissa prendre; du reste l'entreprise manqua(1).

A la place de Villeroi, le duc de Vendôme fut envoyé en Italie, et l'armée française reçut des renforts si considérables, que le nouveau général fut en état de détachèr des troupes fraîches vers Mantoue, et de reprendre Castiglione delle Stiviere. Mais d'ailleurs des ordres supérieurs le réduisirent à l'inaction dans la Lombardie jusqu'à l'arrivée de Philippe V.

Cependant la maison de' Medici paraissait aussi s'être décidée pour Philippe V; en se rendant à Finale, il passa par Livourne, où il fut reçu au milieu des plus grandes pompes. Le cardinal Medici, précédemment nommé protecteur pour l'Espagne et pour l'empire, renonça à cette qualité quant à ce qui regardait la maison d'Autriche, et se chargea en échange de protéger les intérêts français à la cour pontificale. De Finale, Philippe se rendit à Acqui, où il trouva Victor Amédée, et le dix-huit juin il fit son entrée solennelle dans Milan.

Aussitôt après l'arrivée du roi à l'armée commencèrent enfin les opérations offensives de Vendôme contre Eugène, qui, hors d'état de conserver la ligne entre Borgoforte et Ustiano, sut au moins se maintenir dans une forte position près de Borgoforte même. Mantoue fut de nouveau ravitaillée par les Français, et trois régiments de cuirassiers, qu'Eugène avait détachés vers Santa-Vittoria,

---

(1) Après l'affaire de Chiari, les Français avaient repassé l'Oglio, sans être poursuivis par leurs adversaires; mais l'on a vu que les impériaux avaient ensuite bloqué Mantoue, où se tenait Tessé, tandis que le duc Ferdinando, avec ses courtisanes, était retiré à Casale dans le Montferrat. Eugène décida sans beaucoup de peine le duc de Modène à lui livrer Brescello. C'est alors qu'il dirigea toutes ses manœuvres contre le duc de Parme, pour le décider à laisser établir les Allemands dans Plaisance. Botta, *Storia d'Italia*, l. 34.

(2) Les impériaux s'introduisirent par un aqueduc, dont l'ouverture donnait près de la maison du curé de l'église de Santa-Maria Nuova di Cremona. Le curé obtint du gouverneur de faire enlever la grille qui fermait cet aqueduc à l'intérieur, sous prétexte que les immondices arrêtées par cette grille faisaient refluer les eaux vers sa maison. Six cents hommes entrèrent par ce conduit, et ouvrirent les portes aux troupes d'Eugène; mais les Irlandais eurent le temps d'arrêter le jeune prince de Vaudémont, qui venait du Parmesan pour franchir le Pô. Botta, *Storia d'Italia*, l. 34.

(1) Les troupes irlandaises au service des Français combattirent avec un courage extraordinaire. Muratori, p. 314. Toutefois la première résistance fut opposée par le régiment français du marquis d'Entragues.

sous les ordres d'Annibale de' Visconti, y furent surpris le vingt-six juillet, et subirent une perte d'autant plus sensible, qu'Eugène devait résister seulement avec trente mille hommes à l'armée franco-espagnole, qui en réunissait environ quatre-vingt mille. Le vingt-neuf juillet, les Français occupèrent Reggio; le duc s'enfuit à Bologne; Modène, Carpi et Correggio durent aussi se rendre aux Français. Le prince de Mirandola reçut les Français dans ses forteresses; la Garfagna fut le seul point des territoires modenais qui opposa encore de la résistance. Eugène, voyant ses magasins de Luzzara fortement exposés, marcha contre l'armée de Vendôme qui le croyait encore à Borgoforte, et il attaqua ses adversaires le quinze août près de Luzzara. La nuit mit fin au combat sans que l'action fût décidée; mais Luzzara tomba entre les mains des Français; Guastalla dut aussi se rendre le neuf septembre à Vendôme, qui remit cette ville au duc de Mantoue. Brescello fut bloqué; les impériaux se virent obligés aussi d'évacuer Borgoforte; puis ils préparèrent leurs quartiers d'hiver dans les environs de Mirandola et dans le Mantouan, et firent servir le pont près d'Ostiglia aux communications entre les divisions de l'armée.

Après la prise de possession de Guastalla, Philippe V avait de nouveau quitté l'armée; le six novembre, il partit de Milan pour Gênes, où il reçut un accueil brillant de la république. De là il s'embarqua pour la Catalogne.

Sur la demande adressée de Vienne, en l'année dix-sept cent trois, aux cours italiennes, de reconnaître maintenant l'archiduc Charles (1) comme roi d'Espagne, le pape, Venise et le grand-duc répondirent d'une manière évasive. Ensuite il fut question de prononcer le retrait de Sienne contre le grand-duc, sous le prétexte que ce fief impérial, par la mort de Charles II d'Espagne, était retourné à l'Allemagne; en même temps l'on réclama des contributions des vassaux de l'empire en Italie et aussi du grand-duc, parce que l'empire d'Allemagne avait déclaré la guerre à la France. Cosimo essaya de se dégager de tous ces embarras, malgré la situation critique où il se trouvait, sans renoncer entièrement à son attitude de neutralité, et il y parvint en effet, avec l'aide de l'électeur du Palatinat.

Quant aux événements de la guerre, l'année dix-sept cent trois commença sous d'heureux auspices pour les impériaux, que dirigeait le comte de Stahremberg durant un voyage d'Eugène à la cour de Vienne; les progrès ultérieurs des Français furent arrêtés. La seule place de Brescello tomba entre leurs mains après un long siége, et les Français firent raser les ouvrages de fortification. Une attaque que Vendôme entreprit en août sur le Tyrol échoua complétement, grâce à la défense de Trente par le général impérial Solari, et le passage du duc de Savoie dans le parti impérial fit perdre d'un seul coup tous les petits avantages gagnés par les troupes franco-espagnoles. Le comte d'Auersberg avait négocié très-secrètement à Turin un traité avec le duc de Savoie; celui-ci se sépara de la France (1),

(1) L'empereur et son fils aîné Joseph lui cédèrent, le douze septembre, leurs droits à la monarchie espagnole.

(1) Victor Amédée était mécontent de n'avoir pas obtenu dans les armées confédérées l'autorité qu'il avait espérée; il était blessé de la hauteur avec laquelle Philippe V l'avait traité dans les entrevues d'Acqui et d'Alexandrie, et surtout des manières importantes de Villeroi. D'ailleurs il espérait de meilleures conditions de l'empereur, auquel il était plus nécessaire, et envers lequel il pourrait se maintenir plus indépendant. Il se promettait de plus gros subsides de l'Angleterre et de la Hollande confédérées contre Louis XIV; et il était convaincu que la France voulait se servir de lui sans avoir l'intention de contribuer ensuite à son agrandisse-

parce que Louis XIV avait cessé de le traiter comme généralissime, et, peu satisfait de la lutte soutenue en Italie, avait encore attaqué les États héréditaires de l'empereur, et par ses efforts pour dominer également sur les contrées entre le Danube et le Pô (1), menaçait aussi la Savoie (2). L'alliance offensive avec l'empereur ne devait durer que jusqu'au moment où serait rétabli l'équilibre de puissance entre ce monarque et Louis, de telle sorte que la Savoie n'eût plus rien à craindre de la France.

Aussitôt qu'il eut avis de ce changement dans la politique savoyarde, Vendôme revint du Tyrol vers la Lombardie, et fit désarmer quelques milliers de soldats savoyards qui se trouvaient encore dans son armée. De son côté, le duc exerça des représailles en se saisissant des magasins d'armes des Français, en tenant sous une surveillance rigoureuse les ambassadeurs de France et d'Espagne, et faisant arrêter tous les Français sur son territoire.

Tandis que Vendôme croyait encore Stahremberg dans ses quartiers d'hiver dans le Modenais et le Mantouan, celui-ci, franchissant la Secchia la nuit de Noël avec dix mille fantassins et quatre mille chevaux, et traversant le pays de Reggio et de Parme, marchait vers le duc de Savoie, avec lequel il fit sa jonction le treize janvier dix-sept cent quatre, afin d'opposer en commun une vigoureuse résistance aux Français, qui avaient repris la Savoie presque jusqu'à Montmélian.

Afin de pouvoir vivre avec plus de dignité dans l'État de l'Église (1), le duc de Modène, par la médiation de la cour de Rome, avait obtenu de la France une rente de dix mille doublons, qui lui fut accordée moyennant le consentement à l'occupation de la Garfagnana.

Vendôme avait essayé d'abord de poursuivre Stahremberg; mais, comme il se fa-

ment. Déjà l'année précédente il avait pratiqué de secrètes intelligences avec le prince Eugène, qui, dans son voyage à Vienne, fit sentir à l'empereur qu'il n'y avait pas de succès durable à espérer en Italie tant que le duc de Savoie serait allié des Français. Des agents secrets furent envoyés à Turin à cet effet. L'ambassadeur français à Turin perça le mystère des conférences; mais il crut que c'était une ruse de Victor Amédée pour tirer plus d'argent des deux rois ses alliés. Les Autrichiens, afin de pousser le duc à des démarches décisives, répandirent le bruit qu'il avait déjà traité avec l'empereur. La cour de France le pressa si vivement, qu'il lui fallut se déclarer; et, comme les impériaux étaient maîtres du passage du Pô, il espérait recevoir des secours avant que les Français fussent en état de l'accabler. (*Note du traducteur.*)

(1) Une expédition avait été tentée dans ces contrées dans l'intérêt du duc de Bavière, que le roi de France voulait attacher plus fortement à sa cause. (*Note du traducteur.*)

(2) L'adhésion formelle de la Savoie à la ligue contre les Bourbons eut lieu le huit novembre. Muratori, p. 327, 328. « In esso strumento si vede promesso al duca Vittorio Amedeo tutto il Monferrato, spettante al duca di Mantova con Casale e in altro Alessandria, Valenza, la Valsesia e la Lomellina con obbligo di demolir le fortificazioni di Mortara. Promettevano in oltre le potenze maritime (l'Angleterre et la Hollande) un sussidio mensuale di ottanta mila ducati di banco ad esso principe durante la guerra. Fu poi aggiunto un altro alquanto imbrogliato articolo della cessione ancora del vigevanasco, per cui col tempo seguirono molte dispute colla corte di Vienna. » Le duc obtint aussitôt cent mille doublons de ses nouveaux alliés, et le comte de Stahremberg le soutint avec de la cavalerie; de son côté, il s'était obligé à entretenir vingt mille hommes.

(1) Les Français, qui ne déclarèrent la guerre formellement à la Savoie que le trois décembre, avaient déjà commencé à occuper des portions de ce pays en novembre. Le huit décembre ils mirent le séquestre sur tous les revenus du duc de Modène, parce que son envoyé à Vienne était allé présenter ses hommages à l'archiduc Charles.

tigua ainsi en vains efforts, il prit le parti d'attendre les renforts qui lui venaient de Provence; puis il fit prendre Revere par une division sous les ordres de son frère, et parvint ainsi à isoler le canton de Mirandola, qui était au pouvoir des impériaux. Alors, non-seulement le duc de Mirandola se déclara pour les Français, mais par un manifeste il se détacha de l'empereur, et fit porter contre lui l'accusation de félonie. Néanmoins les Allemands, en dépit d'un siége rigoureux, se maintinrent dans la Mirandola durant l'été suivant. Le reste de l'armée des impériaux dans ces cantons inférieurs du Pô fut refoulé sur le Ferrarais, où les Français le suivirent. Le pape demanda l'évacuation, menaçant d'attaquer ceux qui ne se soumettraient pas à ses injonctions. Les deux partis obéirent, et les Allemands se retirèrent dans le pays de Trente, parce que dans les derniers jours (1), où ils se croyaient à l'abri par un traité, ils avaient trop souffert d'une attaque subite faite par les Français, pour être en état de se maintenir plus longtemps dans le Mantouan (2) ou sur le territoire vénitien. Aussitôt que des renforts furent venus par le Tyrol se réunir à cette division de l'armée impériale, elle pénétra de nouveau dans le pays de Brescia, vers Gavardo et Salo; et, comme le sénat de Venise refusa d'en poursuivre l'évacuation, le grand prieur Vendôme traita les territoires de la république en ennemis, particulièrement les localités de Montechiaro, Calcinato, Carpanedolo, Defenzano et Sermiano.

Dans la haute Italie occidentale, Vendôme avait ouvert la campagne au mois de mai, avec environ trente-six mille hommes, passant le Pô en vue de l'armée austro-savoyarde près de Trino, et commençant le siége de Vercelli. Les commandants des forts, en les rendant, n'eurent pas même le courage de stipuler la liberté de se retirer, et Vendôme fit raser les ouvrages de Vercelli aussitôt qu'ils furent en sa possession. Le duc de la Feuillade amena dix mille hommes du Dauphiné, prit Suse au mois de juillet, força ensuite les Vaudois à observer la neutralité dans la lutte, et fit sa jonction avec Vendôme sous les murs d'Ivrea. Cette ville tomba, ainsi que la citadelle, entre les mains des Français, qui firent la garnison prisonnière de guerre. Bientôt après succombèrent aussi Aosta et Bard, en sorte que le duc se trouva coupé de la Suisse, où il faisait ses plus importants recrutements. Enfin, lorsque la saison était déjà fort avancée, Vendôme menaça encore Verrua, parut vers le milieu d'octobre devant Gherbignano, s'empara bientôt après de ce point, et alors attaqua directement Verrua, qu'il était impossible de prendre tant que restait libre la communication de la place avec l'armée du duc de Stahremberg près de Crescentino. Cette communication ne put être coupée que le premier mars dix-sept cent cinq; et alors le commandant fit sauter la plus grande partie des ouvrages, et se rendit le neuf avril (1). L'armée austro-savoyarde avait

(1) C'était à peu près à la Saint-Jean.

(2) Ferdinando Carlo de Mantoue reçut le vain titre de généralissime français en Italie. Son épouse, Anna Isabella, était morte en dix-sept cent trois; pendant un séjour qu'il fit à la cour de France en dix-sept cent quatre, il se fiança à Suzanne Henriette de Lorraine, fille du duc Charles d'Elbeuf. Le mariage fut accompli le huit novembre en Toscane.

(1) Le siége de Verrua fut l'un des plus pénibles que la guerre eût encore offerts. Les Français y déployèrent une constance à laquelle l'Italie n'était point accoutumée, et le duc de Savoie fit tous ses efforts pour soutenir la brave garnison de la place. Le vingt-six décembre dix-sept cent quatre, ayant concerté un mouvement avec le gouverneur d'Allery, il fit franchir le Pô à deux colonnes d'infanterie, une de cavalerie, qui assaillirent le camp des Français à dos et sur les flancs, tandis que la garnison de Verrua attaquait les tranchées. Une grande partie du camp était déjà entre les mains des

marché sur Chivasso. Après la prise de Verrua, les armes se reposèrent jusques au commencement de juin; puis Vendôme attaqua Chivasso. Le vingt-neuf juillet, la place fut évacuée par les Savoyards. La Feuillade s'avança vers la Veneria, et disposa le siége de Turin; mais Louis XIV voulut ajourner cette entreprise. La Feuillade avait déjà enlevé Villafranca et pris Nice en novembre, à l'exception de la citadelle, qui ne se rendit qu'au mois de décembre. La situation critique du duc avait enfin déterminé la cour de Vienne à envoyer de nouveau le prince Eugène en Italie avec un corps d'armée. Cependant la Mirandola s'était rendue le dix mai; ainsi Eugène marcha par Salo droit sur la Lombardie; il en vint aux mains avec l'ennemi le seize août, près de Cassano; mais l'action resta indéciso, et l'armée autrichienne se trouva si affaiblie, qu'Eugène ne fut plus en état de rien entreprendre cette année.

Cependant un changement essentiel avait été apporté dans la situation du pape par la mort du faible empereur Léopold au mois de mai dix-sept cent cinq; car le successeur de ce monarque, Joseph I[er], était irrité au plus haut degré de la conduite du pape qui, affectant l'apparence de la neutralité, favorisait néanmoins visiblement les Bourbons (1). L'ambassadeur impérial quitta Rome, et le nonce pontifical partit de Vienne. Toutefois, en raison de la faiblesse où les armées impériales parurent être réduites en Italie, cette mésintelligence n'entraîna pas immédiatement de graves conséquences.

D'après les plans des opérations militaires en Italie pour l'année dix-sept cent six, le cabinet français se proposait d'enlever Turin au duc de Savoie, et de le dépouiller en peu de temps de tous ses États. Après le milieu de mai, la Feuillade ouvrit le siége de Turin. La capitale avait été abandonnée par la famille ducale, qui s'enfuit à Gênes; mais elle fut défendue vaillamment par le comte Daun et le marquis di Caraglio. Le duc, qui s'était arrêté quelque temps à Cuneo, chercha, au moyen de la petite guerre, à faire autant de mal que possible à l'ennemi; et pour cette entreprise il trouva de fidèles et vaillants soutiens dans les Vaudois qu'il alla joindre dans la vallée de Lucerne.

Cependant, dans la seconde moitié d'avril, Vendôme était allé avec vingt-cinq mille hommes à la rencontre du prince Eugène, qui attendait des convois d'Allemagne dans le Tyrol italien. Le général Reventlow, d'après les instructions d'Eugène, devait assurer, avec environ douze mille hommes près de Calcinato et de Lonato, les abords dans les plaines de la Lombardie; mais le dix-neuf avril, Vendôme le contraignit à se retirer sur Gavardo (1). Alors Eugène aban-

---

Piémontais et des Allemands; le feu était aux fascines, les canons s'enclouaient, lorsque Vendôme accourut de son quartier, arrêta ses troupes en fuite, et força ceux qui se croyaient vainqueurs à battre en retraite. Bien des ouvrages avaient été détruits; mais les Français les réparèrent avec persévérance, remirent des canons en batterie, et endurèrent sous la tente les rigueurs de l'hiver. Après la chute de la place, la résistance qu'elle avait opposée avait laissé une telle impression sur les esprits, que l'*assedio di Verrua* devint en Piémont une expression proverbiale, désignant une entreprise longue et difficile. (*Note du traducteur.*)

(1) Le pape s'était montré impartial entre les puissances belligérantes; car les Français et les Autrichiens ayant mis le pied sur le territoire de l'Église, du côté de Ferrare, et n'ayant pas voulu d'abord se retirer sur les remontrances qui leur furent adressées, il excommunia les uns et les autres. Ensuite le territoire envahi se trouva évacué parce que le sort des armes força les Autrichiens à se retirer, et les Français s'étendirent sur les terres des Vénitiens, qu'ils traitèrent en pays ennemi, malgré toutes les plaintes du sénat. (*Note du traducteur.*)

(1) Vendôme surprit Reventlow, qui eut à peine le temps de ranger ses troupes en bataille. Cette affaire de Montechiaro ou de Calcinato coûta aux Allemands deux mille morts et au-

donna les passages du bord occidental du lac de Garda, pénétra tout à coup dans le pays de Vérone, et fit passer l'Adige, le six juillet, à une division de ses troupes près de Pettorazza, tandis que Vendôme, en accusant Venise d'accord secret avec l'Autriche, et menaçant immédiatement Vérone, faisait de vains efforts pour tirer la république de son attitude de neutralité. Aussitôt que toute l'armée impériale, forte d'environ trente mille hommes, eut franchi l'Adige, les troupes françaises, à la tête desquelles vint se mettre alors le duc d'Orléans (1), se retirèrent vers le Mantouan. Eugène passa le Pô le dix-sept juillet près de Polesella, prit Carpi, et entra le treize août dans Reggio, après avoir fait occuper tous les points importants par des garnisons. En attendant l'arrivée de renforts du Piémont, le duc d'Orléans avait établi son quartier général à San-Benedetto; mais, voyant maintenant que les impériaux avaient en vue la délivrance de Turin, il repassa le Pô près de Guastalla, afin de rappeler Eugène sur la rive opposée. L'armée impériale arriva en Piémont par Stradella, vers la fin d'août. Un convoi français, enlevé le cinq septembre dans le Val di Susa, soulagea la pénurie de vivres, et après la jonction des troupes savoyardes avec les soldats d'Eugène une bataille fut résolue, pour le sept septembre, contre toutes les forces ennemies. En effet le duc d'Orléans, laissant seulement un corps dans le pays de Brescia pour empêcher la marche des Hessois du Tyrol dans la Lombardie, avait mené toute son armée devant Turin, où il se réunit à la Feuillade. Comme un ordre de la cour interdit aux généraux français de lever le siége, ils furent attaqués dans leurs tranchées entre la Dora et la Stura, et après une lutte acharnée de deux heures, les troupes brandebourgeoises, sous le prince d'Anhalt, parvinrent enfin à pénétrer dans les retranchements français, et décidèrent ainsi la journée. Toute résistance concertée devint impossible, et bientôt l'armée franco-espagnole prit la fuite dans toutes les directions. Elle laissa plus de quatre mille hommes sur le champ de bataille, et sept mille prisonniers restèrent entre les mains des vainqueurs (1). Cent cinquante canons et soixante mortiers devinrent la proie du duc de Savoie; en outre, on s'empara des munitions de guerre, de la vaisselle d'argent, de la caisse militaire, du camp tout entier, et le prince Eugène fit son entrée dans Turin le même jour au milieu des acclamations des habitants.

Deux jours après, une division de l'armée impériale qui sous le prince Frédéric de Hesse-Cassel avait pénétré dans le Mantouan, subit une rude défaite près de Castiglione delle Stiviere de la part des troupes laissées dans ces cantons par le duc d'Orléans; mais comme le général victorieux, le comte de Medavi, fut déterminé par la nouvelle du triomphe d'Eugène à se diriger vers Milan, le prince Frédéric de son côté put se mettre en marche pour aller joindre la grande armée impériale, et pendant ce temps une plus faible division allemande aux ordres du général Wenzel bloqua Modène.

Le conseil de guerre tenu par le duc d'Orléans après la défaite de Turin, n'ayant pas jugé qu'il fût prudent de se diriger du côté de Milan, le duc mena les débris de son armée vers le Dauphiné.

---

tant de prisonniers. Tous les bagages, plusieurs drapeaux tombèrent entre les mains des vainqueurs, qui s'emparèrent de Montechiaro. (*Note du traducteur.*)

(1) Vendôme fut rappelé pour aller défendre la France contre Marlborough.

(1) Dans ces sept mille hommes, il faut comprendre les prisonniers faits dans Montagna et Chieri, et la garnison de Chivasso.

Dans la haute Italie, les places se rendaient successivement aux impériaux. Chivasso, Ivrea, Trino, Verrua, Crescentino, Asti, Vercelli, enfin tous les points occupés par les Français en Piémont, à l'exception de Nice, Villafranca et Suse, rentrèrent au pouvoir du duc.

Dans le Milanais, le prince Eugène ne rencontra pas plus de résistance. Le vingt septembre, Novara ouvrit ses portes; le gouverneur espagnol de Milan, le prince de Vaudémont, se retira sur Mantoue, et Eugène reçut le vingt-quatre septembre les clefs de Milan (1) : le château seul tint encore. Lodi, Vigevano, Cassano, Arona, Trezzo, Secco, Soncino, Como, et toutes les petites localités de ces cantons rendirent hommage à l'archiduc Charles, comme roi d'Espagne. A Pavie, la garnison voulut se maintenir; mais les habitants la forcèrent à capituler, et ensuite Eugène et le duc se réunirent de nouveau pour assiéger Pizzighettone. L'explosion accidentelle d'un magasin à poudre contraignit la garnison d'Alexandrie à se rendre le vingt et un octobre. La garnison de la citadelle de Tortone, qui ne voulut point capituler, fut taillée en pièces; le vingt-neuf octobre, Pizzighettone se rendit aussi, et la garnison eut la liberté de se retirer sur Crémone. Victor Amédée et Eugène, nommé gouverneur de Milan pour Charles, parurent devant Casale, qui le seize novembre se remit au pouvoir du duc. Le vingt novembre, les impériaux revinrent aussi sur Modène, où la citadelle tint encore pour les Français; mais en janvier dix-sept cent sept le duc Rinaldo lui-même arriva de Bologne à Modène, et le sept février la garnison lui remit les forts, en obtenant de se retirer avec les honneurs de la guerre. Les autres places occupées encore par les Français dans le Modenais se rendirent dans les premiers jours de mars, et le duc recouvra ses États. Ensuite le treize mars intervint à Milan, entre l'empereur et son fils Charles d'un côté, Louis XIV et Philippe de l'autre, un traité en vertu duquel les Français et les Espagnols attachés aux Bourbons, évacueraient la haute Italie, et même les places qui tenaient encore (1); en reconnaissance, les troupes françaises eurent la liberté de se retirer vers leur pays avec les honneurs de la guerre. De toutes ses conquêtes de ce ce côté, Louis ne conserva que celles qu'

---

(1) Le Milanais était l'objet principal des vues du prince Eugène; c'est de ce côté surtout qu'il attendait le prix de son triomphe. Le bruit des désastres des Français avait agité le peuple et la noblesse, dont les dispositions parurent des plus menaçantes; en sorte que Vaudémont et Medavi sentirent qu'ils seraient hors d'état de conserver Milan aux Bourbons. En effet, à la première sommation qu'Eugène envoya faire après la prise de Novara, le peuple se réunit en tumulte, et la noblesse déclara qu'il valait mieux ouvrir les portes aux troupes allemandes que d'exposer la ville aux hasards d'un siége et aux conséquences d'un assaut. Alors Vaudémont et Medavi sortirent avec les troupes espagnoles et françaises, se dirigeant le premier vers Pavie, le second du côté de Pizzighettone, après avoir laissé toutefois une forte garnison dans le château de Milan. Les députés de la noblesse et du peuple allèrent au-devant des impériaux, qui entrèrent au bruit des acclamations dans la capitale de la Lombardie. Les Milanais jurèrent fidélité à l'empereur, et Eugène promit la conservation des immunités et priviléges accordés jadis par Charles V. Quant au commandant du château, marquis della Florida, il se défendit contre les attaques des Austro-sardes, sut arracher même des vivres aux habitants de Milan, et se maintint dans la place jusqu'au traité qui intervint l'année suivante pour l'évacuation de l'Italie par les Espagnols et les Français. (*Note du traducteur.*)

(1) C'étaient le château de Milan, Crémone, Mantoue, Mirandola, Sabbioneta, Valenza et Finale sur la côte de Gênes. Muratori, p. 368.

avait faites sur le duc Victor Amédée, c'est-à-dire la Savoie même, Nice, Villafranca et Suse. Mais le duc reçut un grand dédommagement; car l'empereur Joseph lui conféra Casale avec tout le Montferrat arraché aux Mantouans, Alexandrie, Valenza, la Lomellina, la Valsesia et quelques fiefs dans les Langhe. Les autres princes de la haute Italie, qui n'avaient pas été dépouillés de leurs fiefs impériaux comme les ducs de Mantoue et de Mirandola (1), en conséquence de leur adhésion à la France (2), avaient dû se résigner à payer des contributions de guerre, et à voir les troupes impériales prendre des quartiers d'hiver dans leurs États. Le grand-duc Cosimo s'é-

(1) Ferdinando Gonzaga, prince de Castiglione delle Stivere, subit le même sort.

(2) Le duc Ferdinando Carlo s'était réfugié à Venise; son épouse se rendit à Paris, où le roi lui fit une pension, et elle mourut en décembre dix-sept cent dix. Le duc, déclaré coupable de félonie, et dépouillé de tous ses États, la précéda dans la tombe. Il mourut le cinq juillet dix-sept cent huit. L'héritier de ses États aurait dû être le duc Vincenzo da Gonzaga de Guastalla; mais celui-ci ne put jamais obtenir des tribunaux de l'empire qu'une portion de ses domaines, Bozzolo, Sabbioneta, Ostiano et Pomponesco. Muratori, p. 380.

Avant d'être condamné par le tribunal de l'empire, Ferdinando Carlo avait eu le chagrin de se voir trahi par son allié Louis XIV, qui avait disposé du Mantouan et du Montferrat au profit de ses ennemis, afin d'en obtenir des conditions moins dures pour lui-même. Le départ de son épouse, qui partit ensuite avec Vaudémont, le remplit de colère, et au bout de quelques mois il mourut à Padoue.

La confiscation de Mantoue au profit de l'empereur remplit Venise d'alarmes; le sénat sollicita vivement l'empereur pour qu'il en donnât l'investiture au duc de Guastalla; mais Joseph, sans vouloir rejeter à l'instant une demande appuyée par la Hollande et l'Angleterre, résolut de ne point lâcher un point qui assurait sa domination en Italie, et liait la Lombardie à l'Allemagne.

tait attiré le ressentiment de la reine Anne, par sa conduite envers un officier de la marine anglaise, qui avait porté atteinte aux droits du port franc de Livourne en attaquant des vaisseaux français; il ne trouva d'appui auprès du cabinet anglais, comme à la cour impériale qui lui était également hostile, que dans les états généraux, dont il avait pris en main les intérêts, en exerçant son influence sur le pape à l'occasion de l'occupation de l'évêché de Munster. Néanmoins, Sienne étant considéré alors comme fief impérial, Cosimo dut payer cent cinquante mille doublons pour frais de guerre supporté par l'empire (1). Le pape avait combattu la disposition du duc de Parme à payer quatre-vingt-dix mille doublons pour les impôts de la guerre supportée par l'empire (2); il avait lancé l'excommunication contre quiconque demanderait cette somme, ou aiderait à la percevoir; et il avait fait attaquer les troupes impériales qui s'étaient établies dans le Ferrarais et le duché de Parme; en sorte que les impériaux se tournèrent maintenant contre lui, et chassèrent ses soldats du Parmesan (3). Une

(1) La Toscane n'eut pas à subir des quartiers d'hiver; le grand-duc osa même ne pas reconnaître encore, par acte authentique, l'archiduc Charles comme roi d'Espagne. Son ambassadeur seulement dut lui donner ce titre. Lebret, p. 112.

(2) Le duc de Parme, pour ce payement, demanda le concours du clergé de ses domaines. Voyez Milbiller, *Histoire d'Allemagne au dix-huitième siècle*, première partie, p. 208, où l'on trouve aussi bien exposées des querelles d'une autre nature entre le pape et l'empereur.

(3) Les causes de cette lutte entre les pontificaux et les impériaux dans le Parmesan remontaient un peu plus haut, et Clément pouvait justifier son intervention dans es affaires de Parme, sur lesquelles il avait droit d'exercer son autorité. On a vu que dès le commencement de la guerre le duc de Parme, pour préserver ses États, avait fait arborer dans les lieux

conspiration, appuyée par une flotte anglo-hollandaise, qui avait pour but de faire tomber aussi la Sicile entre les mains de l'archiduc Charles, fut étouffée par le vice-roi de los Balbases. Dans la Sardaigne au contraire, la conduite du vice-roi, marquis de Valero, poussait les esprits à des pensées de changement, et lorsqu'il fit arrêter et transporter en France un juge de la *real udienza*, don Salvador Locchi, et don Giuseppe Zatrillas, marquis da Villaclara, parce qu'ils lui paraissaient suspects, le mécontentement s'accrut dans la noblesse (1). D'ailleurs les Sardes et les Espagnols étaient depuis longtemps irrités de l'intervention des hommes d'État français dans les affaires de l'Espagne. Le vice-roi ayant eu par hasard entre les mains une liste de tous les gentilshommes de Sardaigne attachés aux Autrichiens, quoique nulle mesure ne fût prise en conséquence d'une telle découverte, ceux-ci conçurent de vives inquiétudes; ainsi l'on n'attendait dans l'île que le moment favorable pour se révolter contre Philippe.

Cependant une attaque sur le Dauphiné et le Lyonnais, que méditaient Eugène et le duc de Savoie, se réduisit par l'influence du cabinet anglais en une tentative sur Toulon; en effet un corps de troupes alliées s'avança contre cette ville en juillet dix-sept cent sept, en passant par Fréjus; mais le vingt-quatre juillet un puissant renfort était entré dans la place, et les alliés ne parurent aux environs que le vingt-six. L'attaque échoua complétement, et dans la nuit du vingt et un au vingt-deux les alliés se retirèrent. A peine la moitié de leurs troupes repassa le Var. Ensuite les alliés se tournèrent contre Suse; le vingt-deux septembre, la ville se rendit; le quatre octobre, la citadelle fit de même, et la garnison resta prisonnière de guerre.

Dès le mois de mai, le vaillant défenseur de Turin, le comte Daun, s'était mis en mouvement vers Naples avec neuf mille hommes. On fit solliciter auprès du pape, par le cardinal Grimani, le consentement

---

publics les bannières pontificales. Lorsque les troupes du prince Eugène prirent des quartiers dans ce pays si riche et si bien ménagé, les désordres des soldats amenèrent une convention en vertu de laquelle le duc s'engagea, pour les obligations féodales de Parme et de Plaisance, à payer les quatre-vingt-dix mille doublons dont il est question ci-dessus. Ensuite on réduisit la somme à quatre-vingt-cinq mille doublons, sur lesquels il fut stipulé que les ecclésiastiques en payeraient vingt et un mille deux cent cinquante. A cette nouvelle, le pape déclara qu'un tel traité violait les droits du saint-siége, en consacrant les obligations féodales du duc envers l'empereur, et les immunités ecclésiastiques, en imposant une taxe aux ecclésiastiques. Lorsqu'il apprit ensuite que les membres du clergé qui refusaient de se soumettre à la taxe étaient maltraités par des soldats envoyés pour les contraindre, il lança l'excommunication contre les envahisseurs des terres de Parme et de Plaisance soumises immédiatement au saint-siége, et contre ceux qui avaient exigé des contributions des ecclésiastiques. En même temps il déclara nulle la convention faite sans l'agrément, et même contre l'opposition du pontife de Rome, auquel appartenait la souveraineté des États sur lesquels on avait traité. L'empereur répondit par une déclaration à la bulle du pape, et des deux côtés se publièrent des traités pour la défense des prétentions respectives du vicaire de Jésus-Christ et du successeur des Césars. (*Note du traducteur.*)

(1) Le mécontentement avait déjà été provoqué par certaines particularités : le marquis da Laconi, don Francesco de Castelvi, était devenu grand d'Espagne, poussé par le parti des Bourbons. Don Artal d'Alagon, marquis de Villasor, se crut rabaissé par l'élévation de Castelvi. L'héritier de la maison de Villasor était alors don Giuseppe da Sylva, comte de Montesanto, frère du comte Cifuentes. Ces trois seigneurs, Villasor, Montesanto et Cifuentes, nourrirent le mécontentement de la noblesse autant qu'ils purent. Voyez l'*Histoire ancienne et moderne de Sardaigne*, par Mimaut. Cifuentes se distingua en Espagne à la tête du parti autrichien, et fut élevé à la grandesse par Charles.

au passage des troupes; mais, comme le pontife ne répondit pas d'une manière positive, on le laissa se livrer à ses réflexions; et Daun traversa la Romagne et la Marche, s'avança en vue de Rome, et, passant par Tivoli et Palestrina, il se dirigea vers les frontières napolitaines, qu'il atteignit le vingt-quatre juin (1). Le vice-roi, duc d'Escalona, n'avait que peu de troupes à sa disposition; il les concentra dans Naples, et arma les habitants pour défendre la capitale. A la vérité don Tommaso d'Acquino, prince de Castiglione, et don Niccolò Pignatelli, duc de Bisaccia, menèrent quelques milliers d'hommes contre les Allemands; mais ils se replièrent bien vite sur Naples, sans essayer d'en venir aux mains. Daun occupa Capoue et Aversa sans tirer l'épée, et le sept juillet il arriva devant Naples, d'où le vice-roi s'était enfui à Gaëte. Naples aussi se rendit (1); et le comte Martinitz fut

(1) Le pape avait essayé de détourner cette expédition, et, n'ayant pu y parvenir, il entama diverses négociations pour obtenir au moins que les Allemands prissent une direction dont il eût moins à souffrir. Mais les impériaux ne montrèrent pas beaucoup de respect pour ses désirs.

Voici un récit présenté par Botta, qui peut donner une idée du dédain, des façons irrévérentes du pouvoir militaire envers le souverain pontife, et des dispositions de la apitacle du monde chrétien à cette époque :

«Gli Austriaci intanto camminavano, verso l'ubertosa Napoli i passi volgendo. Quando furono arrivati a Jesi, in vece d'indirizzarsi a stanca, presero a diritta, e il generale Wetzel andò a Roma pei cavalli delle poste, per accordare col pontefice la norma del passaggio. Ammesso all'udienza domandò che, lui permettente, potesse attraversare coll'esercito la campagna di Roma, e passare il tevere a Pontemolle. La condizione parve assai dura al papa; ma riflettendo che domandavano pregando ciò che potevano da per se stessi fare senza pregare, e considerato ancora che sotto Clemente XI avrebbe potuto, se a contrasto si venisse, succedere à Roma ciò che ella aveva patito sotto Clemente VII, diede l'assenso, solo ricercando l'Austriaco, il che gli venne consentito facilmente, che non a Pontemolle, come troppo vicino alla città, ma a Castelnuovo lo passassero. Gl' imperiali allogiarono due notti nelle campagne di monte rotondo e di Tivoli, dove le dame, i cavalieri ed un immenso popolo, disavvezzi da lungo tempo dal vedere simili spettacoli, concorsero a veder gli. Piacque la novità, come scrive l'Ottieri, concui i soldati alzavano le tende nell'arrivare, come si riposavano poi fumando il tabacco, come le mogli facevano la cucina, e come allestivano quando bisignava per comodo proprio e de' mariti. Le dame e i cavalieri furono accolti con dimostrazioni di stima, e con molta cortesia dagli ufficiali primarj e dai soldati. Indi a pochi giorni arrivò in Roma il generale Daun già famoso per la difesa di Torino, e che andava, come comandante supremo dei Cesarei, al conquisto del regno. Non volendo provocar se lo inimico, Clemente il ricevette con isquisti onori. » Botta, *Storia d'Italia*, l. 36.

(1) Ce ne fut point une conquête : la population tendait les bras aux envahisseurs : « Vennero al felice campo gli eletti della città di Napoli; offrironne le chiavi a Daun, et la conservazione dei privilegi addomandarono. Ciò fu loro senza esitazione consentito in su quei primi momenti di letizia. Dichiarossi dal Martinitz in nome del re Carlo : che la città di Napoli, e tutto il regno fossero restituiti negli antichi privilegi conceduti da Carlo V, Filippo IV, ed altri principi della casa d'Austria; che a Salerno si cavasse un porto franco per beneficio della navigazione e del commercio; che fosse lecito ad ognuno di armar navi per commercio; che vente navi regie, altre le galere, fossero sempre in pronto per convogliare le navi mercantili; che il re fondasse fortezze ai confini, massime verso lo Stato ecclesiastico, e la guardia ne fosse data, per metà ciascuno, ai soldati nazionali ed esteri; che i forti di Napoli a spese regie si risarcissero; che Luca Puato, eletto del popolo, godesse dei privilegi di gentiluomo, non potesse essere ministro del re, ma si della città, e fosse in facoltà del popolo di conferirgli qualche carica d'importanza; che i beni dati dai re predecessori sino alla morte di Carlo II, ai regnicoli, o provenissero da confiscazioni, a da altre cause qualsivogliano, fossero conservati nei pos-

nommé vice-roi. Le peuple brisa les statues de bronze de Philippe V et les jeta à la mer; les châteaux capitulèrent au bout de quelques jours. Le prince de Castiglione fut pris à Salerne; et à l'exception des Abruzzes, où le duc d'Atri tenta encore quelque résistance, le royaume tout entier rendit hommage à l'archiduc Charles, comme à son souverain. Ensuite le général Wenzel soumit aussi les Abruzzes. Pescara, la dernière place, tint jusques au commencement de septembre. Daun assiégea Gaëte en personne; ses troupes emportèrent la ville d'assaut le trente septembre, et la saccagèrent horriblement. Le vice-roi se réfugia dans le château, et se rendit bientôt après avec le duc de Bisaccia et le prince de Castellamare. La guerre terminée, Martinitz fut rappelé, et Daun devint vice-roi de Naples.

Afin de poursuivre les conquêtes faites en Italie sur les Bourbons, le général Wenzel fut envoyé dans l'année dix-sept cent huit, avec un corps contre le Stato de' Presidi, et il parvint bientôt à réduire San-Stefano et Orbitello. La ville et le château de Piombino se rendirent aussi peu de temps après. Portercole et Portolongone tenaient seuls encore; le gouverneur de Portolongone fit même en novembre une tentative pour se ressaisir d'Orbitello.

En Sardaigne, le mécontentement grandissait chaque jour contre le gouvernement des Bourbons. A la place de Valero avait été institué un nouveau vice-roi dans l'île, don Pedro de Portugall y Colomb, marquis de la Jamaïca, qui pénétra bien les vues du parti autrichien, et néanmoins lui laissa la liberté d'agir, manquant de force pour le contenir. Il était si peu soutenu par la France et par l'Espagne, que l'ambassadeur français à Madrid lui fit savoir que s'il perdait l'île faute de troupes, le roi accueillerait ses excuses (1). Une tentative pour faire soulever Gallura, et surtout la capitale de cette province, Tempio, ne put réussir; mais les découvertes amenées par cet échec, consternèrent le marquis de la Jamaïca, et, pour nourrir encore quelque espoir de conserver l'île, il dut songer à gagner le parti mécontent de la noblesse. Déjà il avait favorisé le comte de Montesanto, qui pourtant dirigeait secrètement les trames ourdies contre les Bourbons; maintenant il proposa au roi le marquis de Villasor comme candidat à la grandesse. Mais déjà celui-ci avait reçu de l'archiduc Charles la promesse d'être élevé à ce haut rang, et il resta fidèle au parti autrichien. Bientôt après, le douze août dix-sept cent huit, la flotte anglaise sous l'amiral Lake parut devant Cagliari pour installer Cifuentes, nommé vice-roi par l'archiduc, et mettre à terre un régiment levé à Barcelone. Toutes les mesures avaient été si bien prises par les conjurés, que le vice-roi lui-même ne put rien leur opposer, et la populace en tumulte s'écria qu'il fallait ouvrir les portes. Tandis que le vice-roi négociait pour la capitulation, Lake fit lan-

sessori, ed a niun modo potessero esserne spotestati; che i benefizj ecclesiastici potessero investir si solamente nei regnicoli, e in nissun altro. Intanto un popolo infinito era concorso, anche da luoghi lontani a fare ala da una parte e dall' altra agli Austriaci, mentre pel grande e bello stradone s'incamminavano à Napoli. Moltissimi nobili a cavallo con ricchi arredi, e ciascuno colla sua divisa tra quella immensa folla risplendivano. Ognuno a vicenda celebrava il nuovo re, e pareva che fra la comune allegrezza fossero spente le antiche emulazioni e discordie fra la nobiltà e il popolo. Precedeva la moltitudine dei popolari, parte alla rinfusa, e parte divisa in isquadriglie, ed armata con bandiere spiegate, dipinta vi l' aquila imperiale con motti che esprimevano la contentezza; confuse ed alte grida ferivano l' aria: *Viva l'imperatore! viva il re Carlo!* l' allegra comitiva fece l' ingresso in Napoli il dì sette di luglio, al suono incessante delle campane, dei cannoni e delle acclamazioni del popolo. I plebei poi facevano mille lazzi, e dicevano motti e idiotismi all' uso del paese, parte sciocchi, parte spiritosi. » Botta, *Storia d'Italia*, l. 36.

(1) Mimaut, pag. 85.

cer quelques bombes sur la ville, le treize août avant la naissance du jour; la terreur saisit tous les esprits; le marquis de la Jamaïca fut bientôt si complétement abandonné, qu'il ne se trouva plus que trois personnes auprès de lui dans l'un des bastions extérieurs; les troupes de débarquement se rendirent maîtresses de la ville et des fortifications, et les rebelles saisirent dans son palais le vice-roi, que Lake fit ensuite transporter à Alicante. Sur une circulaire du nouveau vice-roi Cifuentes, l'île entière se soumit.

En Sicile, le vice-roi de los Balbases, averti à temps par la cour de Rome, avait pu étouffer encore une conspiration par la terreur (1). Lake, en s'approchant avec sa flotte, ne put faire éclater aucun soulèvement, et bientôt après il quitta ces eaux.

L'union des cours d'Autriche et de Savoie avait été sur le point de se rompre, lorsque le cabinet de Vienne refusa au duc Vigevano et le territoire en dépendant, qui devaient lui être remis selon les traités précédents. Les Hollandais et l'Angleterre se déclarèrent pour la Savoie, et le duc s'abstint pendant quelque temps de toute hostilité contre les Bourbons, exigeant avant tout l'exécution des promesses qui lui avaient été faites. Enfin il se laissa fléchir; le comte Daun prit le commandement des troupes impériales dans le Piémont, et le résultat de cette campagne de quelques semaines fut la conquête des places frontières appartenant aux Français, Perosa, Exilles et Fenestrelles. La dernière capitula le vingt et un août.

Après que, par la conquête de Naples, la puissance de la maison d'Autriche se fut trouvée fermement établie en Italie, le cabinet de Vienne en revint à incriminer la conduite du pape si favorable aux Bourbons, si hostile aux intérêts impériaux, et déclara repousser les prétentions pontificales, et ne plus vouloir considérer Naples comme un fief de l'Église romaine. Rome se vit ainsi menacée dans une infinité de rapports avantageux avec le clergé napolitain. En outre, l'empereur au nom de l'empire annonça qu'il allait faire revivre des droits, 1° sur Comacchio qui, ayant été reconnu fief impérial depuis treize cent cinquante-quatre, n'avait pu être légalement arraché par la daterie féodale de Rome à la maison d'Este; 2° sur Parme et Plaisance, attendu que c'était également un fief impérial, comme ayant fait partie de l'ancien duché de Milan. Dès le quatorze mai, Comacchio avait été occupé par les impériaux, et le sénat de Milan reçut ordre de signifier au duc de Parme qu'il eût à venir recevoir à Milan, dans le délai de quatorze jours, l'investiture pour son duché, comme fief impérial relevant de Milan (1).

(1) Il envoya à la potence quelques scélérats qui avaient fait le complot de l'assassiner, et fit trancher la tête au prince de Paligonia, et étrangler deux religieux qui avaient des intelligences avec les ministres de Naples.

(1) Le mauvais vouloir de l'empereur contre le pape venait surtout de ce que Clément XI s'était refusé à reconnaître l'archiduc Charles comme roi sans réserve. Une fois maître de Naples, Joseph s'indigna que le pape résistât encore à sa puissance; et c'est alors qu'il prétendit que Comacchio était un État distinct et séparé de Ferrare, un fief de l'empire, et non pas de l'Église. Ensuite il ordonna de faire avancer des troupes, qui, se présentant comme pour opérer un paisible passage, se saisirent furtivement de Comacchio. Le pape, blessé d'un tel acte de violence, adressa un monitoire à l'empereur pour l'engager à renoncer à sa résolution. Mais Joseph répondit par un décret dans lequel, justifiant sa propre conduite, il se plaignait vivement de celle du pape, et il adressa ce décret à tous les cardinaux. Le collége sacré, convoqué par le pape, fit une déclaration collective pour appuyer les droits du saint-siége dans l'affaire de Parme et Plaisance, et dans celle de Comacchio. L'empereur, loin de se rendre à la raison, s'irrita plus encore, et il résolut de traiter Clément en ennemi, lorsqu'il le vit refuser les bulles d'institution aux sujets

Le pape essaya de repousser ces prétentions par la force : il réunit quinze mille hommes; Louis XIV et Philippe V lui promirent quinze mille auxiliaires; mais les parents du pape voyaient à regret employer l'argent à des préparatifs de guerre. Pendant ce temps Daun marcha vers le Ferrarais, se saisit le vingt-sept octobre à Bondeno de mille soldats du pape, contraignit les autres à lever le blocus de Comacchio, et occupa Cento. Le général pontifical, comte Ferdinando de' Marsigli, revint à Pesaro, abandonna Imola et Faenza aux impériaux, et les laissa investir Ferrare et Forte Urbano.

Cependant le grand-duc de Toscane était devenu maladif et infirme; ses États étaient frappés d'une décadence bien sensible, et sa caisse se trouvait réduite à un tel épuisement par les subsides de guerre des dernières années, qu'il lui fallut engager une partie de ses joyaux. Le prince héréditaire Ferdinando gisait dans un état désespéré, rongé par des maladies suites de ses débauches; Giovan Gaston vivait depuis une suite d'années en rupture ouverte avec son épouse, et maintenant il se tenait à Florence, tandis que la princesse était restée en Bohême. On prévoyait l'extinction de la maison Medici, et il ne restait qu'une seule espérance, le mariage du cardinal Francesco Maria; mais il était bien difficile de déterminer ce prince à renoncer aux riches bénéfices, à la grande influence dont il jouissait comme cardinal, et au moment où les raisons politiques venaient enfin de le décider à faire un tel sacrifice, sous la réserve toutefois de ses revenus ecclésiastiques, il tomba malade, fut menacé de mort, et son mariage avec Éléonore, fille du duc Vincenzo de Guastalla, ne put avoir lieu qu'en juillet dix-sept cent neuf. Mais tel était alors le mauvais renom des princes de Toscane, qu'Éléonore, redoutant le mal vénérien, ne voulut en aucune façon se prêter à l'accomplissement des devoirs conjugaux. D'ailleurs son époux était atteint d'hydropisie.

L'hiver fut excessivement rigoureux dans plusieurs contrées de l'Italie, et particulièrement en Toscane les oliviers et d'autres productions méridionales souffrirent des dommages irréparables, ce qui accrut encore la misère. Du moins à Rome se poursuivirent des négociations (1), et enfin le quinze

---

pourvus d'évêchés ou d'abbayes à Naples par la nomination royale, sous le prétexte que Charles n'avait pas reçu l'investiture. Des ordres parvinrent à Naples et à Milan pour que désormais les fruits des bénéfices et les pensions ne parvinssent point aux titulaires qui resteraient hors du royaume et du duché. Il fut même interdit aux sujets des deux États de tirer de l'argent pour le transporter à Rome, soit en espèces métalliques, soit au moyen de lettres de change. Les revenus des biens ecclésiastiques furent séquestrés et déposés dans les caisses publiques. Le pape fit écrire aux archevêques de Naples et de Milan de s'opposer aux mesures du roi et de l'empereur, qui violaient la juridiction ecclésiastique. A Naples, bien des prélats excommunièrent les exécuteurs des ordres royaux. A Milan, les choses se passèrent plus tranquillement, et l'on se soumit presque sans murmure à l'autorité impériale. La nomination du cardinal Grimani comme vice-roi de Naples fit concevoir quelque espérance au pape; mais le cardinal se montra avant tout sujet dévoué de Charles. Alors Clément convoqua les cardinaux, et l'on s'occupa d'organiser une résistance matérielle aux empiétements de la maison d'Autriche. (*Note du traducteur.*)

(1) Malgré la conviction de son bon droit, le pape dut se résigner à traiter; car ses sujets étaient frappés de terreur, et ses troupes, fuyant de tous côtés, méritèrent dès lors ce mauvais renom qui leur attira les railleries de toute l'Europe guerrière. Daun n'était venu du Piémont qu'avec six mille hommes, et lorsqu'il mit le pied dans la Romagne, Marsigli et ses soldats se retirèrent. Les Autrichiens prirent Imola, Faenza, Forli, Cesena, Rimini, la Cattolica. Les pontificaux ne voulurent pas défendre Ancône; et, lorsque l'on apprit que les ennemis

janvier dix-sept cent neuf le pape consentit à un traité en vertu duquel fut levé le séquestre apposé sur les revenus de l'Église romaine dans le royaume de Naples et dans le duché de Milan; les troupes impériales évacuèrent les territoires de l'Église, à l'exception de Comacchio, où resta une garnison allemande, et la décision sur les rapports féodaux de Comacchio, Parme et Plaisance, ainsi que sur les droits reproduits par la maison d'Este relativement à Ferrare, fut remise à un congrès qui devait se réunir à cet effet (1). Par un article secret, le pape s'obligea à la reconnaissance de l'archiduc Charles comme roi d'Espagne. Quoique Clément reconnût aussi en même temps Philippe V comme souverain de fait de l'Espagne, les ambassadeurs des Bourbons quittèrent Rome, ce qui détermina le rappel du nonce apostolique d'Espagne.

Les armes se reposèrent en Italie durant presque toute l'année dix-sept cent neuf, parce que le duc de Savoie persistait encore dans son ressentiment au sujet de la retenue de Vigevano. Le comte Daun poursuivit seul la lutte en Savoie avec les troupes impériales, et prit Annecy; mais il ne put se maintenir contre le duc de Berwick, et se retira sur l'Italie. Dans l'année suivante le duc, atteint de maladie, eut un nouveau motif pour s'abstenir d'appuyer activement les opérations de Daun. Vers le milieu du mois de juillet, celui-ci mena une armée dans la vallée de Barcelonette; mais cette fois encore il lui fallut se retirer devant Berwick et regagner le Piémont.

Afin de remplir le vide des caisses impériales, on mit en vente le duché de Mirandola et le marquisat de Concordia, que Francesco Maria de' Pici avait perdus par forfaiture, et ils furent adjugés au duc de Modène (1), moyennant deux cent mille doublons. D'ailleurs l'Italie ne vit cette année aucun changement digne de remarque; un seul fait à citer, c'est que l'un des champions les plus ardents du parti impérial, le cardinal Grimani, mourut en septembre, et qu'il eut le comte Carlo de' Borromei pour successeur comme vice-roi de Naples.

Nous passons ici les négociations relatives à la paix, qui appartiennent plutôt à l'histoire générale de la diplomatie européenne. Toutefois certaines parties qui s'y rattachent sont pour nous d'un plus grand intérêt, parce qu'elles regardent la Toscane. Le trois février dix-sept cent onze mourut le ci-devant cardinal Francesco Maria de' Medici, sans laisser de postérité de son mariage si récemment conclu, et il n'y avait plus de doute sur l'extinction prochaine de la maison Medici. Comme l'institution de l'empereur Charles V relativement à Florence s'appliquait exclusivement à la ligne masculine de la famille Medici, en tant qu'elle venait de Giovanni, père de Cosimo l'ancien, on ne pouvait songer qu'à trois partis : 1° ou bien l'empereur disposerait de Florence comme d'un fief impérial, et en investirait de nouveau une maison princière; et depuis longtemps les Florentins travaillaient à empêcher les choses de prendre une telle direction: car ils persistaient à maintenir l'exemption jadis achetée de l'empire, et ne reconnaissaient la suzeraineté

étaient logés à Jesi, le pape prépara sa retraite dans le château Saint-Ange. La marche d'un corps de troupes impériales arrivant de Naples augmenta l'effroi; car les Autrichiens commettaient toutes sortes d'excès, se livraient à d'effroyables actes de cruauté, et il semblait que fussent revenus les temps du connétable de Bourbon. Au même instant Ferrare, pressée vivement, était prête à se rendre : des négociations secrètes s'ouvrirent; elles furent traversées par les ambassadeurs de France et d'Espagne et par le maréchal de Tessé, arrivé à Rome pour travailler à une ligue générale entre les princes d'Italie et Louis XIV. Les promesses des deux rois jetèrent Clément dans de grandes hésitations; mais Daun marcha sur Rome, et il fallut traiter. (*Note du traducteur.*)

(1) Lebret, p. 125. Milbiller, p. 209. Le congrès se réunit l'année suivante à Rome; mais ses longues conférences n'eurent aucun résultat.

impériale que pour Arezzo, Sienne et quelques autres points. 2° Ou bien on laisserait se relever la constitution républicaine de Florence, telle qu'elle existait avant la domination des princes de Medici; 3° ou enfin les Florentins, qui pouvaient invoquer une sorte de précédent dans l'élévation de Cosimo Ier, auraient la liberté de choisir un nouveau grand-duc parmi les parents des Medici de la ligne féminine.

Le grand-duc Cosimo lui-même était pour le rétablissement de la république, et à cet effet il s'adressa à la puissance qui jusqu'alors lui avait montré des sentiments de la plus sincère amitié, aux états généraux des Pays-Bas. Le pensionnaire Heinsius accueillit avec empressement la proposition du grand-duc, que lui transmit le marquis Rinuccini (1); toutefois il signala les difficultés qui embarrasseraient l'existence de Florence, si les territoires siennois, soumis à d'autres relations féodales, étaient séparés du nouvel État républicain, pour être attribués à la maison de Bourbon ou à celle de Farnese. Afin d'assurer au plan plus de chances de succès, on y gagna aussi le ministère anglais qui, à cause du commerce de Livourne, avait un égal intérêt à l'existence républicaine de Florence.

Cependant la cour impériale continuait à exiger des subsides de guerre de ses vassaux italiens sur les territoires desquels étaient campées des troupes allemandes, et cherchait surtout, à force de vexations, à contraindre le grand-duc à la reconnaissance formelle de l'archiduc Charles comme roi d'Espagne. Néanmoins l'on conservait encore quelque espoir que la liberté de Florence et de son territoire avec Pise et Livourne serait reconnue par l'empereur après l'extinction des Medici, lorsque tout à coup Joseph Ier mourut le dix-sept avril dix-sept cent onze de la petite vérole, laissant ses États héréditaires à son frère Charles, qui bientôt lui succéda aussi dans la dignité impériale. Tandis que l'on s'occupait encore de l'élection à Frankfurt, Rinuccini dut s'adresser au collége des électeurs pour les affaires de Toscane, afin d'obtenir une garantie de la liberté de Florence, et en même temps une détermination des subsides de guerre faite par une autorité constituée, de sorte qu'à l'avenir on ne fût plus soumis à l'arbitraire et aux caprices du souverain. En effet il fut inséré dans la capitulation d'élection que désormais l'empereur ne pourrait exiger des grands vassaux de l'empire des subsides plus élevés que ne le permettaient les lois de l'empire, et le collége des électeurs donna sous forme de requête une indication plus précise, tandis que l'envoyé autrichien s'efforçait de défendre le pouvoir illimité de l'empereur à cet égard.

Le douze octobre, Charles revint d'Espagne en Italie, et prit terre à Vado sur la côte génoise; le lendemain il rencontra Victor Amédée à Ceva, Rinaldo de Modène près de Pavie, et reçut à Milan la nouvelle de son élection comme empereur romain. Gênes, Lucques, Venise, le grand-duc et le duc de Parme le reconnurent maintenant comme roi d'Espagne. Mais il exigea du grand-duc que celui-ci prît de lui le fief de Sienne, et en novembre il fit encore marcher neuf mille hommes sur la Toscane, afin de contenir plus fortement le grand-duc, et en même temps pour arracher aux Bourbons Porterçole et Portolongone. En voyant les dispositions de l'empereur Charles contre lui, le grand-duc ne pouvait plus songer à une délibération libre sur la succession dans le duché et sur le rétablissement de la république.

Le dix novembre Charles quitta Milan, et passant par Mantoue et le Tyrol il regagna

(1) Ce diplomate avait été envoyé auprès des états généraux et de plusieurs cours allemandes, afin de faire obtenir, dans la paix que l'on espérait, la remise des ports espagnols sur la côte siennoise au grand-duc, comme une indemnité des énormes contributions que la Toscane avait dû payer. Lebret.

l'Allemagne. Pendant ce temps l'électeur du Palatinat s'était employé de tous ses moyens en faveur du grand-duc; mais maintenant il trouva la cour impériale résolue à soutenir la suzeraineté à l'égard de Florence, et la légitimité des subsides de guerre précédemment exigés. Seulement quant aux subsides fixés pour les deux années suivantes, la moitié en fut remise au grand-duc par une déclaration de l'ambassadeur impérial, comte de Zinzendorf, du neuf janvier dix-sept cent douze, à la condition que le grand-duc ne prendrait sur la succession aucune résolution préjudiciable à l'empereur.

Pendant l'année dix-sept cent onze, les entreprises militaires du duc de Savoie et de Daun avaient été plus importantes. Au commencement de juillet, ils s'étaient avancés avec toutes leurs troupes vers Maurienne et Tarantaise, avaient pris Annecy et Chambéry, mais n'avaient point osé attaquer le duc de Berwick près de Barreaux. Vers la fin de la saison, ils ramenèrent leurs troupes en Piémont. L'année suivante Victor Amédée, voyant les négociations de paix prendre un ton déterminé, n'entra pas en campagne, et Daun se contenta d'arrêter les progrès de Berwick, qui avait pénétré dans le Val d'Oulx.

Vers la fin de janvier dix-sept cent douze, à Utrecht s'était réuni un congrès auquel d'abord prirent part seulement les envoyés de France, d'Angleterre, de Savoie et des Pays-Bas, mais où se trouvèrent aussi les représentants de l'empereur et des autres princes intéressés. Les puissances liguées contre les Bourbons se divisèrent de plus en plus durant le cours de si longues négociations, en sorte que l'on vit se préparer des traités séparés. Les choses allèrent si loin, que le quatorze mars dix-sept cent treize, par une convention entre l'Autriche et la France fut assurée la neutralité de l'Italie; le onze avril de la même année la France conclut la paix avec l'Angleterre, les Pays-Bas, la Savoie, le Portugal et la Prusse, et quoique la guerre continuât encore avec l'empereur Charles, l'état de paix ne se trouva pas moins complétement établi pour l'Italie, qui avait déjà été garantie par le traité de neutralité.

Victor Amédée recouvra de la France tous les points encore occupés en Savoie, et de plus acquit la possession d'Exilles, de Fenestrelles, Château Dauphin et du comté de Nice. Il obtint en outre la promesse du royaume de Sicile, et en vertu du traité conclu le treize août entre l'Espagne et la Savoie, la délivrance de cette île, ainsi que la garantie des acquisitions savoyardes dans le Montferrat et dans le Milanais, et l'assurance de la réserve de ses droits à la monarchie espagnole, pour le cas où s'éteindrait la branche de Philippe V. Le vingt-deux septembre la maison de Savoie solennisa pompeusement son élévation au rang des maisons royales, et le prince héréditaire, nommé aussi Victor Amédée, qui jusque-là s'était appelé prince de Piémont, prit le titre de duc de Savoie, en même temps que son père se parait de la dignité de roi de Sicile. Après cette fête, le nouveau roi de Sicile se rendit à Nice, où il s'embarqua avec sa cour sur une escadre anglaise, qui le conduisit à Palerme au commencement d'octobre. Le dix de ce mois, le vice-roi de los Balbases lui remit les clefs des forts. Le vingt et un décembre se fit la bénédiction solennelle du roi et de la reine, et le vingt-quatre le couronnement par les mains de l'archevêque de Palerme.

Les troupes autrichiennes, qui en vertu des conventions arrêtées durent évacuer la Catalogne, arrivèrent vers le milieu de juillet à Vado sur la côte de Gênes; avec elles se trouvaient beaucoup d'Espagnols appartenant en partie à la première noblesse, qui avaient embrassé la cause de l'empereur. De Vado, les Autrichiens entrèrent dans le Milanais. L'empereur Charles, ayant dû renoncer à l'espoir de conserver l'Espagne par la paix, prit le parti d'aliéner d'anciens fiefs espagnols en Italie; c'est ainsi qu'il vendit aux Génois Finale, le vingt août dix-sept cent treize, moyennant six millions de *lire* de

Gênes, sous la condition toutefois que cette place et son territoire resteraient fief de l'empire, même étant sous le pouvoir de Gênes. Au reste il n'y a nul événement important pour l'Italie à signaler cette année, si ce n'est la mort de Ferdinando de' Medici, prince héréditaire de Toscane, qui succomba enfin le trente octobre à ses maladies vénériennes.

Un article secret dans le traité de paix entre l'Espagne et l'Angleterre (1) avait réservé la suzeraineté de Sienne à la couronne d'Espagne, et assuré à la reine Anne que le roi Philippe, après l'extinction de la ligne masculine des Medici, donnerait l'investiture de Sienne et de son territoire à l'électrice du Palatinat ou à ses héritiers, et que Sienne serait transmise à l'avenir toujours sous les mêmes conditions que Florence (2). En soutenant que le sénat des quarante-deux de Florence avait le droit, à l'extinction de la ligne masculine des Medici, de choisir le successeur, Cosimo crut maintenant aussi pouvoir amener la Toscane entière sous le pouvoir de l'électrice du Palatinat et de l'héritier par elle désigné; car il fit annuler en secret par le sénat les lois qui excluaient la descendance féminine, et confirmer un acte *motu proprio* en vertu duquel l'électrice fut appelée à la succession. Cette dernière résolution fut ensuite notifiée à toutes les cours; mais l'empereur déclara l'ensemble de tous ces actes opposé à la constitution de l'empire.

(1) Lebret le rapporte textuellement, p. 144.

(2) «...Ut status Senensis in perpetuum adhæreat et unitus maneat, ideo rex catholicus suo et successorum suorum nomine promittit, se et Hispaniarum reges suos successores concessuros esse investituram sub iisdem conditionibus et clausulis in præcedentibus oppositis domus magni ducis in dominio Florentino successoribus masculis eosque in status Senensis possessione collocaturos atque tuituros, dummodo coronæ Hispanicæ coronæque Britannicæ sint amici, etc...»

De nouvelles complications furent apportées dans les affaires d'Italie par le mariage du roi Philippe V d'Espagne avec Élisabeth (1), fille du prince Odoardo da Farnese, future héritière de Parme, Plaisance, et des prétentions des Farnese à la succession de Toscane. Cosimo, qui avait un grand respect pour cette princesse, chercha par son crédit à gagner entièrement la cour d'Espagne à ses vues. Mais d'un autre côté l'empereur avait maintenant fermement établi son pouvoir en Italie; car la paix de Rastadt, qui fut conclue le six mars, lui laissa le duché de Milan, à l'exception des cessions qui avaient été faites en vertu de traités à la Savoie, et lui transmit en outre le Stato de' Presidi, dans lequel Portercole avait été conquis par les impériaux avant la déclaration de neutralité; enfin Naples et la Sardaigne. De plus il avait confisqué Mantoue comme fief impérial tombé en forfaiture, et il ne le rendit pas à la ligne de Guastalla. Le duc Vincenzo, qui avait réclamé cet héritage, mourut le vingt-huit avril dix-sept cent quatorze, laissant pour successeur son fils aîné, Antonio Ferdinando.

La constitution religieuse et la dépendance féodale de la Sicile donnèrent lieu à une suite de débats des plus pénibles entre le pape et le nouveau roi, et les deux parties montrèrent beaucoup d'obstination et d'aigreur dans leurs prétentions respectives (2). Au reste le roi Victor Amédée re-

(1) La cérémonie eut lieu à Parme le seize septembre dix-sept cent quatorze. Muratori, p. 436.

(2) Le gouvernement espagnol avait laissé de graves débats à terminer avec le saint-siége. A l'occasion de droits perçus sur des fruits apportés à l'évêque de Lipari, droits qui d'ailleurs avaient été restitués, une querelle s'était engagée entre les autorités spirituelle et temporelle : le juge de la monarchie de Sicile ayant relevé les collecteurs d'impôts d'une excommunication lancée contre eux par l'évêque de Li-

vint de Sicile en Piémont, dans l'automne de dix-sept cent quatorze (1), et le premier novembre il fit une entrée solennelle dans Turin.

A peine la cessation de la guerre de la succession d'Espagne avait ramené le calme dans l'occident de l'Italie, que l'État dont les possessions mettaient principalement la Péninsule en rapports avec l'Orient, Venise, qui avait maintenu avec tant de peine sa neutralité dans la dernière lutte, se vit entraînée dans une guerre contre la Porte ottomane (2). Les Turcs se sentaient attirés par la faiblesse que Venise avait laissé voir dans la guerre d'Occident, et d'ailleurs ils

---

pari, une lutte s'était engagée entre plusieurs prélats siciliens et le vice-roi, et au moment où la Sicile passait au duc de Savoie, l'archevêque de Messine, les évêques de Catane et d'Agrigente avaient été expulsés de l'île par le vice-roi, et le royaume était frappé d'interdit par le pape, qui avait proclamé que lui seul pouvait relever de l'excommunication. Victor Amédée, comme duc de Savoie, était déjà en état de rupture avec Rome au sujet d'immunités ecclésiastiques et de juridictions féodales. Le duc avait fait arracher les monitoires affichés dans ses États par ordre du pape, et Clément avait lancé l'excommunication contre les instruments d'un tel outrage à l'autorité du saint-siége. Victor Amédée, voulant gagner les Siciliens, ne voulut pas renoncer à la liberté que leur donnait en matière religieuse le *tribunal de la monarchie*, institué en vertu d'une bulle de mil quatre-vingt-dix-neuf par les rois de Sicile, comme investis de l'autorité de légats *a latere*, pour exercer cette autorité en leur nom, et connaître des causes ecclésiastiques. Le pape adressa un bref à l'archevêque de Palerme pour faire observer l'interdit lancé sur la Sicile; le roi ne cédant pas, Clément fulmina l'excommunication contre le juge de la monarchie. Victor Amédée essaya d'apaiser le pape. Les rois de France et d'Espagne tentèrent des voies d'accommodement. Le roi offrit des concessions; mais le pape voulait surtout l'abolition du *tribunal de la monarchie*, qui brisait l'unité de l'autorité religieuse en Sicile. Et en effet le dix-neuf février dix-sept cent quinze il en prononça la suppression, et créa des commissaires pour juger en Sicile les affaires portées au tribunal aboli. Les jésuites, s'étant montrés empressés à soutenir ses droits, furent expulsés de Sicile par le roi. Les bulles d'abolition ayant été introduites dans le royaume, les ministres du roi protestèrent; et Victor Amédée exila les prêtres de tous les ordres séculiers et réguliers qui s'étaient soumis à l'interdit lancé par le pontife et les évêques. Il expulsa l'archevêque de Palerme, fit prononcer des exils, des confiscations, des emprisonnements. Les afflictions du clergé sicilien se prolongèrent dans les années dix-sept cent quinze, dix-sept cent seize, dix-sept cent dix-sept et dix-sept cent dix-huit. Clément persistait dans ses rigueurs afin de faire triompher les immunités ecclésiastiques. Il ne fléchit que lorsque la Sicile passa aux mains d'un souverain plus puissant. Sur les instances de l'empereur en dix-sept cent dix-neuf, il leva l'interdit, et prononça l'absolution des censures qui frappaient *les juges de la monarchie*. Toutefois l'affaire resta pendante plusieurs années. Benoît XIII, qui succéda après Innocent XIII à Clément, ordonna aux évêques de Sicile d'observer la bulle de Clément contre le *tribunal de la monarchie*. Ce fut seulement après diverses concessions mutuelles qu'une bulle du trente août dix-sept cent vingt-huit remit les choses dans leur ancien état, et confirma de nouveau le privilége conféré à la Sicile par la bulle d'Urbain II en mil quatre-vingt-dix-neuf. (*Note du traducteur.*)

(1) Sans avoir pu gagner les Siciliens par diverses ordonnances très-sages et très-utiles. Le comte Annibale de' Maffei de Mirandola resta comme vice-roi en Sicile. Au reste l'île paraît avoir conservé toute son ancienne constitution, telle qu'elle avait été rétablie.

(2) Quant aux changements de doges survenus dans l'intervalle, nous dirons que Silvestro Valier était mort le cinq juillet dix-sept cent. Après lui, Luigi Mocenigo dirigea les affaires jusqu'au six mai dix-sept cent neuf, jour de sa mort. Celui-ci eut pour successeur Giovanni Cornaro.

avaient été provoqués par quelques débats relatifs à des captures de bâtiments et de cargaisons, et surtout par la conduite des Montenegrins révoltés (1). Ces derniers, après avoir été battus près de Swornik, furent poursuivis par les Turcs jusque sur le territoire vénitien, où ils se laissèrent atteindre; mais leur chef trouva un accueil dans Cattaro, malgré les engagements de la république, de n'offrir protection à aucun rebelle ottoman. Le refus de l'extradition fournit un prétexte à la guerre que les Turcs déclarèrent par un manifeste du six décembre dix-sept cent quatorze (2). Le sultan en personne et le grand vesir quittèrent Constantinople avec l'armée vers la fin de mars, et marchèrent sur Saloniki, où la flotte se rendit aussi sous le capudan-pacha Dschanum Clodscha. Le premier mai, le sultan était à Larisse, et l'armée se dirigea vers Livadie. Le provéditeur vénitien Balbi remit Tine à la flotte turque, sans faire une tentative de défense (3). Vers le milieu de juin, l'armée arriva sur les frontières de la Morée. Le provéditeur Giovanni Delfino avait reçu le titre de capitaine général; mais on ne lui avait point fait passer de forces suffisantes. Corinthe tomba dès le commencement de juillet (1). Les Vénitiens avaient fait peser une telle oppression sur les Grecs, que ceux-ci devenaient volontiers les sujets des Turcs. Ainsi Égine ne put être maintenue, parce que les habitants eux-mêmes se tournèrent du côté des Ottomans. Napoli di Romania fut trahie par les Grecs; les Turcs l'emportèrent d'assaut, la pillèrent, et n'épargnèrent pas non plus ceux qui les avaient appelés. A la fin de juillet, le capudan-pacha fit voile pour Coron; l'artillerie de siége de Napoli fut transportée à Modon. Les Mainotes se rendirent spontanément; Chielafa et Zernata ouvrirent leurs portes sans résistance. Les Vénitiens abandonnèrent ensuite Navarin et Coron, et résolurent de concentrer leurs forces dans Modon. La flotte turque arriva aussi en vue de cette place. La garnison de la citadelle se mutina bientôt contre Venise, et les commandants vénitiens négocièrent une capitulation. Le grand vesir refusa de l'accepter, afin de ne pas priver l'armée du butin qu'offraient la prise d'assaut et le pillage; les troupes n'opposèrent pas la moindre résistance à l'attaque des Turcs, qui emportèrent la place le dix-sept août. Malvasia, Cerigo, Suda et Spinalonga tombèrent bientôt après la prise de Modon. La Morée et les derniers restes des possessions vénitiennes à Candie étaient passés aux mains des Turcs, sans que la république fût sortie de sa torpeur; preuve évidente que la conquête antérieure de la Morée et les victoires sur les Turcs étaient dues plutôt à ses troupes mercenaires et à ses officiers allemands qu'à ses propres forces (2). En décembre, le grand vesir quitta la Morée avec l'armée.

(1) Joseph de Hammer, *Histoire de l'empire ottoman*, l. 63, dans la Collection des historiens européens, traduction de M. Dochez.

(2) La guerre de Morée parut provoquée par les mêmes causes qui jadis avaient déterminé celle de Candie. Lorsque fut connu le refus d'extradition du chef des Montenegrins, le vesir fit insérer dans un acte authentique la déclaration de l'interprète vénitien, et ce fut cette pièce qui décida la résolution belliqueuse. La guerre fut déclarée dans un manifeste contenant quatorze articles. Le premier grief était la capture d'un bâtiment appartenant au harem d'Hasan pacha; le dernier, l'affaire de Montenegro. Les douze autres concernaient des faits isolés d'avanies, de vexations sur mer, qui étaient représentés comme un système constant de violation de la paix, de conduite hostile contre la Porte. Voyez l'*Histoire de l'empire ottoman*, par J. de Hammer, l. 63.

(3) Les Grecs, qui étaient en grand nombre dans la garnison, déterminèrent le chef vénitien à se rendre.

(1) Ici au moins les Vénitiens attendirent les préparatifs de l'assaut.

(2) Sur l'état misérable de la noblesse ré-

Sur les frontières de Bosnie et de Dalmatie, les Turcs n'avaient pas combattu avec un égal succès. Le *provveditore* Angelo Emo leur avait enlevé les places de Zazuina, Plauno et Stanizza, dans le voisinage de Sing et de Knin; les Turcs avaient été obligés de renoncer au siége de Sing; et les Vénitiens n'avaient abandonné que Santa-Maura, après en avoir fait sauter les fortifications.

Cependant les nouveaux rapports établis en Italie devaient procurer à Venise la puissante alliance de l'empereur : quoique Louis XIV mourût dans ce temps, Charles craignait que, par le mariage de Philippe d'Espagne avec l'héritière de Parme et de Plaisance, qui pouvait aussi prétendre à quelques droits sur la Toscane, la maison de Bourbon n'acquît encore une puissance prépondérante en Italie, et il chercha à s'unir avec Venise (1). Après que le pape eut obtenu du roi Philippe une promesse solennelle que, pendant toute la durée de la guerre contre les Turcs, ce monarque n'entreprendrait rien contre les États de l'empereur en Italie, Charles conclut une alliance offensive et défensive avec Venise, et déclara la guerre aux Turcs le vingt-cinq mai dix-sept cent seize (2). Maintenant le grand vesir marcha contre les Allemands, vers Belgrad; le capudan-pascha dut se porter sur Corfou, et le commandant de la Bosnie, Jusuf pascha le Long, attaquer aussi les Vénitiens sur les frontières bosniennes. Le grand vesir périt dans la bataille de Peterwardein, le cinq août dix-sept cent seize; les Turcs subirent une défaite complète. Chalil, gouverneur de Belgrad, Albanais d'Ilbessan, fut élevé à la dignité de grand vesir. Ensuite le prince Eugène, qui commandait l'armée impériale, conquit aussi Temeswar; les Serviens, conduits par des Allemands, surprirent Bukarest; de ce côté les Turcs subirent des pertes sur presque tous les points.

Le nouveau capitaine général vénitien, Andrea Pisani, aurait pu difficilement sauver Corfoue, si les Vénitiens n'étaient pas revenus à leur précédent système de guerre, d'opposer aux Turcs des soldats allemands sous des officiers allemands. Un comte de Schulenburg défendit Corfoue avec ses gens, contre toutes les attaques du capudan-pascha, occupa Butrinto, et fortifia de nouveau l'île de Santa-Maura, que l'on avait abandonnée précédemment (1). Du côté de la

---

gnante de Venise à cette époque, Daru, t. IV, p. 687, cite un document remarquable d'un rapport de l'ambassadeur français à Venise, M. de la Haye, en dix-sept cent un. Nous lui empruntons les expressions suivantes : « Elle (la noblesse vénitienne) conserve bien toujours cette ancienne fierté qui lui est naturelle, mais elle est glorieuse avec une présomption démesurée; elle est voluptueuse par tous les points; enfin elle est nourrie dans la vengeance, et plongée dans la débauche. »

(1) Pour ne pas interrompre l'exposé des affaires turco-vénitiennes, nous dirons ici que le prince royal de Sicile, duc de Savoie, mourut le vingt-deux mars dix-sept cent quinze de la petite vérole. Son frère puîné, Charles Emmanuel, devint alors duc de Savoie.

(2) La Porte ottomane fit tous ses efforts pour empêcher l'alliance entre l'empire et Venise. Le grand vesir avait adressé un message au prince Eugène pour obtenir que la cour de Vienne observât la neutralité, ainsi qu'elle avait fait durant la guerre avec le czar de Russie; mais Eugène exigea ensuite que l'on réparât tout le tort fait à Venise, et l'on vit bien qu'il fallait se préparer à combattre. On prit donc les armes seize ans après la paix de Carloviz. Voyez l'*Histoire de l'empire ottoman*, de J. de Hammer, traduction de M. Dochez, l. 63.

(1) Justice n'est pas rendue ici à tout le monde; sans doute en Morée les Vénitiens, réduits à leurs propres forces, parurent incapables de tout mouvement de résistance: mais à Corfoue ils contribuèrent autant que les Allemands à repousser les Ottomans. La flotte vénitienne avait remporté un avantage décidé sur la marine turque dès le commencement du siége, et débarqué des secours. Dans les assauts, dans les sorties, les Esclavons déployèrent plus

Dalmatie, les Turcs se bornèrent à des irruptions, le *provveditore* Emo pénétra jusque devant Antivari, et prit Ottovo, Zarine et Popovo. Le capudan-pascha fut déposé à cause de sa malheureuse entreprise sur Corfoue; à sa place fut élevé Ibrahim pascha, le conducteur des caravanes de pèlerins.

L'année suivante, l'empereur poursuivit la guerre contre les Turcs avec les plus brillants succès. Au mois de juin dix-sept cent dix-sept, le prince Eugène campa devant Belgrad. Au commencement d'août parut sous les ordres du grand vesir une armée turque de cent cinquante mille hommes pour délivrer Belgrad, et le seize fut livrée une bataille dans laquelle Eugène obtint un éclatant triomphe. Deux jours après, Belgrad capitula; la garnison se retira enseignes déployées. Le grand vesir perdit sa dignité; il eut pour successeur le Nischandschi pacha Mohammed.

En Dalmatie, Luigi Mocenigo avait pris la place d'Emo, et dans cet été même il avait enlevé Imoschi, forteresse limitrophe de l'Herzegovina. Il avait aussi menacé Antivari, mais sans pouvoir s'en rendre maître. Andrea Pisani conquit Prevesa et Voniza; il y eut plusieurs engagements sur mer, mais sans résultat important pour la marche de la guerre (1). Une suite de désastres, que l'on attribua à la négligence du capudan-pascha, frappa la marine turque, et Ibrahim pascha dut céder de nouveau la place à son prédécesseur en février dix-sept cent dix-huit. Au mois de mai, le grand vesir perdit aussi sa dignité; elle fut conférée à Damad Ibrahim pascha, qui trouva déjà des négociations de paix engagées avec le prince Eugène; peu de temps après l'occupation nouvelle du vesirat, l'on ouvrit un congrès pacifique à Passarowicz, tandis que des deux côtés se faisaient des préparatifs pour la continuation de la guerre. Après de longues conférences, la paix fut conclue enfin le vingt et un juillet; relativement à Venise, on maintint le *statu quo*, sous une seule exception: la république dut restituer Cerigo et quelque territoire qu'elle désirait conserver pour ses places de Dalmatie; il lui fallut aussi

de courage encore que les Allemands. Ils avaient presque déterminé la défaite des assiégeants par une furieuse attaque sur le camp, quand un malentendu les exposa au feu des Allemands, et leur fit regagner l'enceinte de la place. Lorsque les Turcs donnèrent leur dernier assaut, ils délogèrent les Allemands des postes qu'ils occupaient, et ce furent les Italiens et les Esclavons qui les continrent. Enfin, quand l'ennemi paraissait avoir lassé la résistance des défenseurs, que chefs et soldats tombaient épuisés, tandis que la fureur et le nombre des assaillants semblaient s'accroître à chaque instant, ce furent encore des sujets vénitiens qui sortirent, sous la conduite de Schulembourg, et allant tomber sur les derrières des Turcs, en firent un horrible carnage, jetèrent le désordre dans les rangs, et déterminèrent un succès complet. Bientôt l'avis de l'approche d'une flotte espagnole, envoyée par Alberoni au secours des Vénitiens, jeta l'effroi dans le camp des Ottomans; ils s'embarquèrent à la hâte, abandonnant leurs bagages et leur grosse artillerie, laissant quinze mille cadavres sur le terrain de l'île. (*Note du traducteur.*)

(1) Les Vénitiens envoyèrent vingt-sept bâtiments vers les Dardanelles, sous le commandement de Lodovico Flangini, qui alla jeter l'ancre dans le port d'Imbros le six juin. Les Ottomans accoururent, et il y eut plusieurs engagements entre les vaisseaux des chrétiens et des Turcs, jusqu'à ce qu'enfin un grand combat s'engageât le seize; les infidèles, fort maltraités, durent se retirer; mais les Vénitiens eurent besoin aussi de se refaire, et leur commandant mourut des blessures qu'il avait reçues dans l'action.

Le capitaine général Pisani, qui était en station à Corfoue, s'avança aussi dansl es mers du Levant, suivi de vingt-six bâtiments florentins, cinq maltais, quatre pontificaux, sept portugais et sept espagnols. Il en vint aux mains avec l'ennemi près de Cerigo, et le contraignit à se réfugier dans ce port. (*Note du traducteur.*)

rendre aux Turcs une bande de terrain (Zarine, Ottovo et Zubzi) qui paraissait nécessaire pour les rattacher à Raguse. D'ailleurs les Vénitiens gardèrent leurs nouvelles conquêtes, et les Turcs la Morée.

Cependant l'abbé Giulo degli Alberoni de Firenzuola, qui avait été le principal artisan de l'alliance de Philippe V avec la maison Farnese, et qui ensuite avait soutenu habilement la jeune reine Élisabeth par ses conseils, désirait mettre à profit la position qu'il occupait en Espagne pour acquérir un chapeau de cardinal. Il appuyait donc de toutes façons les intérêts de Rome en Espagne, et fit espérer à Clément une flotte espagnole pour la défense de Venise. Les efforts d'Alberoni obtinrent l'objet qu'ils poursuivaient; il fut revêtu de la pourpre en dix-sept cent dix-sept; en même temps d'immenses préparatifs de guerre se faisaient en Espagne. Malgré l'empressement qu'Alberoni avait montré pour secourir les Vénitiens, ces armements provoquaient des inquiétudes; on soupçonnait des projets belliqueux, on pensait qu'il s'agissait peut-être de tentatives pour reconquérir les anciennes possessions espagnoles en Italie; en conséquence le pape avait toujours les yeux ouverts pour pénétrer les vues du cabinet espagnol. Le duc Francesco de Parme et Alberoni le calmèrent; mais tout à coup, au mépris de la parole solennelle donnée naguère par Philippe V, et des protestations d'Alberoni, une flotte espagnole parut en août dix-sept cent dix-sept devant Cagliari, où ne se trouvait qu'une faible garnison impériale (1). Vers le milieu de septembre, l'île entière était rendue aux Espagnols, à l'exception de quelques forts pourvus de garnisons. Le premier octobre, les impériaux sortirent aussi de Cagliari (1). Un renfort d'Autrichiens, qui arriva de Naples à Terranuova, fut égaré et obligé de se rendre au prêtre sarde qui avait servi de guide. Alghero, qui fut assiégé, devait recevoir des secours de Milan; mais ces secours fûrent incomplets; le marquis Rube abandonna la place le vingt et un octobre, et gagna la Corse; don Alonso Cespedes, maintenant chargé de conduire la défense d'Alghero, capitula quelques jours plus tard. A cette nouvelle, Castell' Aragonese, aujourd'hui Castel Sardo, se rendit aussi; ce qui compléta la conquête de l'île. Philippe accorda une amnistie générale, et laissa la liberté de quitter le pays à tous ceux qui en avaient envie (2). Don Jose d'Armendariz devint gouverneur général de l'île, dans laquelle restèrent trois mille hommes de troupes espagnoles. Comme précédemment Alberoni avait été dans la plus haute faveur auprès du pape, que ce cardinal avait médité et poursuivi seul les apprêts de l'expédition de Sardaigne (3),

(1) Depuis que le marquis de Rubi était devenu gouverneur de Sardaigne, une grande partie des troupes logées dans l'île avait été transportée à Naples.

(1) Mimaut, pass. cité, p. 129.

(2) Le général espagnol marquis de Leida, commandant de l'expédition, eut recours à l'adresse pour faciliter la soumission de la Sardaigne; il fit publier que les troupes espagnoles étaient venues pour remettre les Sardes en possession des priviléges et libertés dont leurs ennemis les avaient dépouillés. Aussitôt citadins et paysans s'empressèrent auprès des Espagnols. (*Note du traducteur.*)

(3) Le mystère des projets d'Alberoni avait dû être percé; car ce ministre avait essayé d'attirer à lui Victor Amédée, lui proposant une alliance offensive et défensive entre l'Espagne et la Sicile, à la condition que le royaume de Naples, étant conquis par l'Espagne, Victor Amédée fournirait douze mille fantassins et trois mille chevaux pour aider à la conquête du Milanais, qui resterait à la maison de Savoie; que le roi de Sicile résignerait cette île au roi d'Espagne, qui lui payerait un million d'écus. Victor Amédée avait répondu qu'il lui fallait d'abord le million d'écus, puis sept mille écus par mois; qu'avant d'entreprendre aucune con-

la cour impériale soupçonna que le pape avait été admis dans le secret, et se sentit violemment irritée contre le saint-père. Le nonce pontifical à Vienne n'osa plus paraître à la cour; les revenus de toutes les prébendes dans le royaume de Naples, dont les titulaires résidaient à Rome, furent séquestrés, et l'empereur Charles voulut que Clément mandât Alberoni à Rome, pour rendre compte de toutes ses manœuvres trompeuses (1). Le pape ne voulut pas céder à cette demande; mais il refusa sa confirmation à la nomination d'Alberoni comme archevêque de Séville. Alors le nonce pontifical en Espagne n'osa plus se montrer à la cour, et tous les Espagnols furent rappelés de Rome. En Sardaigne, on s'attendait à une attaque de la part de l'empereur, et de grands armements se faisaient en Espagne.

Une flotte espagnole parut aussi le dernier jour de juin dix-sept cent dix-huit devant Palerme, et la ville accueillit avec joie les Castillans (2). Le vice-roi, comte Maffei, ne pouvant tenir dans Palerme, occupa d'autant plus fortement Syracuse, Messine, Trapani et Melazzo. Catane tomba aussi au pouvoir des Espagnols, qui amenèrent encore de nouvelles troupes de Sardaigne, et Messine fut bloquée, ainsi que Trapani et Melazzo. Non-seulement ces entreprises d'Alberoni remplirent d'inquiétude l'empereur et le roi de Sicile; mais la Hollande et l'Angleterre ne pouvaient désirer voir se relever l'ancienne puissance de l'Espagne. Loin qu'Alberoni tînt compte de toutes les représentations des puissances maritimes, la cour de Madrid prétendit encore exercer de l'influence sur les affaires de France, et par tant de mouvements elle poussa enfin les États voisins les plus puissants à une ligue, qui ne comprit d'abord que l'Angleterre, la France et l'empereur, le deux août dix-sept cent dix-huit, et qui néanmoins est connue sous le nom de quadruple alliance, parce que l'on comptait sur l'accession de la Hollande. Ce traité régla de nouveau les affaires d'Italie; car il assurait à don Carlos, fils de la reine Élisabeth d'Espagne, la succession de Parme et de Plaisance, et même celle de Toscane, et d'un autre côté il devait arracher à l'Espagne la restitution de la Sardaigne et de la Sicile; il déterminait aussi un échange de ces deux îles: la première était attribuée à Victor Amédée, tandis que la seconde passerait sous le pouvoir de l'empereur. Après avoir montré quelque opposition à cet échange, Victor Amédée déclara néanmoins son adhésion aux conditions de la quadruple alliance, le dix-huit octobre

quête, Philippe V devait envoyer douze mille hommes dans l'État de Milan pour être réunis aux Piémontais; qu'après la soumission de Naples, il devrait en envoyer vingt mille; que les places conquises dans le royaume seraient gardées par des Espagnols et des Piémontais en nombre égal; que l'Espagne ne déposerait pas les armes avant que le roi de Sicile fût en pleine possession des États qui lui seraient ainsi attribués. Alberoni vit bien qu'il n'y avait rien à espérer de Victor Amédée, et les choses en restèrent là. (*Note du traducteur.*)

(1) Les menaces de l'empereur allèrent encore plus loin. On les trouve exposées tout au long dans le petit écrit suivant : *Disertacion historica que sirve de explicacion à algunos lugares obscuros, que se encuentran en la historia, cartas, allegaciones y apología que ha dado à luz el cardinal Alberoni* (S. I. E. A.), p. 7.

(2) Les Espagnols avaient des forces tellement imposantes, qu'on ne put songer à se défendre. Alors les magistrats municipaux et le corps de la noblesse allèrent au-devant du marquis de Leide, et lui présentèrent les clefs de la ville, en se soumettant à l'autorité de Philippe V. Pour entretenir les Siciliens dans leurs bonnes dispositions, le cabinet de Madrid publia un manifeste, dans lequel il prétendait que les armées espagnoles avaient été mises en mouvement dans l'intérêt des privilèges de la Sicile, violés par le duc de Savoie; que cette violation avait annulé le traité de cession fait par le roi d'Espagne, qui rentrait dans ses droits. (*Note du traducteur.*)

dix-sept cent dix-huit (1). Déjà une escadre anglaise sous les ordres de l'amiral Bing avait paru dans les eaux de la Sicile; des renforts considérables envoyés par l'empereur étaient arrivés dans l'île, et une tentative de l'amiral espagnol pour pénétrer dans le port de Messine avait complétement échoué. Dès le quinze août, Bing avait battu la flotte espagnole, qui ne put lui tenir tête, et qui subit une suite de pertes énormes dans la chasse que lui donnèrent les Anglais. Malgré cela, le château de Messine dut se rendre aux Espagnols le vingt-neuf septembre, ainsi que le fort de San-Salvadore. Les généraux Caraffa et Veterani voulurent forcer les Espagnols à lever le siége de Melazzo, que ceux-ci entreprirent après la conquête de Messine; mais ils furent défaits le quinze octobre, et se réfugièrent dans la place qu'ils avaient tenté de délivrer. Presque tous les forts où furent reçues des troupes impériales, et Melazzo même arborèrent la bannière de l'empire. Enfin la grande armée impériale se concentra près de Sceletta, dans le voisinage de Messine.

Jusqu'alors Alberoni avait été heureux dans la poursuite de ses plans; mais il échoua dans l'exécution de celui-là même sur lequel reposait la réussite des autres; il ne put parvenir à occuper l'Angleterre et la France par des troubles intérieurs. La suite de ses tentatives fut une déclaration de guerre de ces deux puissances à l'Espagne, le neuf janvier dix-sept cent dix-neuf. La reine Élisabeth se voyant vivement menacée, et ne pouvant détourner le danger qu'en congédiant Alberoni, se laissa engager dans de longues négociations où la Hollande prit le rôle de médiatrice, et se décida enfin à écouter les représentations contre son favori, d'autant plus que le renvoi d'Alberoni exigé comme condition première de la paix, et l'acceptation des articles de la quadruple alliance paraissaient d'un autre côté se lier à des avantages stipulés en faveur de la famille de la princesse (1).

Durant les négociations, la guerre avait été continuée; nous allons seulement rapporter les événements qui ont l'importance la plus immédiate pour l'Italie. Daun était redevenu vice-roi de Naples pour l'empereur; le comte Colloredo avait été élevé à la même dignité à Milan, après la mort du prince de Lœwenstein; tous deux employèrent tous les moyens pour lever des troupes, afin de pouvoir pousser la guerre avec vigueur en Sicile. Au mois de mai, dix mille hommes environ furent embarqués pour l'île; ils prirent terre près de Patti; les Espagnols levèrent le blocus de Melazzo, et se retirèrent sur Francavilla. Les impériaux étaient commandés par le comte de Mercy, qui attaqua les Espagnols le vingt juin sur le Roselino, sans pouvoir les déloger de leur position. Cependant de nouveaux renforts arrivèrent du continent de l'Italie, et l'armée impériale campa devant Messine. Le neuf août, la garnison espagnole fut obligée d'évacuer la ville, et de se retirer dans la citadelle, où Luca Spinola dirigea la défense; cette garnison ne capitula que le dix-huit octobre, et se retira ensuite avec tous les honneurs de la

(1) Par un traité spécial et supplémentaire du vingt-neuf décembre, il fut convenu entre l'empereur et Victor Amédée que les deux parties contractantes s'uniraient pour faire la conquête de la Sardaigne, et que les priviléges des Sardes leur seraient conservés. (*Note du traducteur.*)

(1) Les cours de France et d'Angleterre étaient résolues et s'étaient engagées par la convention de la Haye, arrêtée entre elles en novembre dix-sept cent dix-neuf, à ne consentir à aucun traité de paix, sans que préalablement ne fût obtenu le renvoi d'Alberoni. Un décret royal du cinq décembre dix-sept cent dix-neuf congédia le cardinal, qui dut quitter l'Espagne dans l'espace de trois semaines. Un détachement de troupes françaises le conduisit à la frontière génoise. F. Ch. Schlosser, *Histoire du dix-huitième siècle*, première division, p. 74, 75. Mimaut, pass. cité, p. 139.

guerre (1). Le duc de Monteleone, de la famille Pignatelli, devint vice-roi impérial. La chute de Messine entraîna la reddition de beaucoup d'autres villes (2), et aussitôt que Philippe V eut accepté aussi le vingt-six janvier dix-sept cent vingt les conditions de la quadruple alliance, et qu'il eut conclu la paix avec les alliés le dix-sept février, Mercy fit sommer le général ennemi d'évacuer l'île. Le marquis de Lede ne s'étant pas rendu aussitôt à la sommation, Mercy s'avança vers la fin d'avril jusqu'aux environs de Palerme. Le premier mai seulement, par la médiation de l'amiral anglais Bing, les deux chefs opposés en vinrent à un arrangement pour l'évacuation de l'île, qui eut lieu le vingt-deux juin. Environ cinq centsi ciliens accompagnèrent l'armée espagnole ; leurs biens furent confisqués (3).

Au commencement d'août, don Gonzalez Chacon remit la Sardaigne à Giuseppe de' Medici prince d'Ottaiano, comme commissaire impérial, et celui-ci livra ce royaume au fondé de pouvoir de Victor Amédée, au général Desportes, qui prit possession de l'île le huit août. Depuis elle est toujours restée au pouvoir de la maison de Savoie. Le baron Saint-Remi fut nommé vice-roi, et les Sardes prêtèrent entre ses mains le serment d'hommage et d'obéissance à leur nouveau roi (1).

---

(1) Quant à la ville de Messine, elle fut rudement châtiée de la facilité avec laquelle les autorités avaient reçu les Espagnols. Il fut d'abord question de la livrer au pillage ; mais elle se racheta moyennant un million d'écus d'or. (*Note du traducteur.*)

(2) L'empereur, voyant 'empressement de l'île à reconnaître son autorité, fit promettre par Mercy que les priviléges des Siciliens seraient conservés. Ces belles paroles entraînèrent la soumission du reste de la population, qui d'ailleurs ne pouvait plus rien espérer de la fortune des Espagnols. (*Note du traducteur.*)

(3) L'empereur ne tarda pas longtemps à violer ses promesses et même ses engagements; car, suivant les conventions arrêtées entre les Allemands et les Espagnols, ceux des Siciliens qui voudraient quitter l'île devaient avoir toute liberté pour cela, et un délai de six mois était accordé pour la vente de leurs biens meubles et immeubles. La ville de Palerme, qui ne dissimula pas toute sa répugnance pour le joug allemand, vit s'élever sur une éminence qui la dominait une citadelle destinée à contenir ses saillies d'indépendance. Mercy ne perdit pas un instant pour élever cette garantie de l'obéissance des Palermitains. Cette rigueur froide et inexorable des Allemands irrita les Siciliens, qui aspiraient à se délivrer d'un joug si odieux. Des conspirations se tramèrent. Il s'agissait, disait-on, de nouvelles Vêpres siciliennes. Un prêtre, chef du complot, fut empalé; d'autres subirent aussi le dernier supplice. Le vice-roi, duc de Monteleone, frappa beaucoup de sujets de confiscation, dépouilla des grands des titres qui avaient été donnés depuis la mort de Charles II, puis vendit des honneurs à l'encan. Mais ensuite il changea de manière ; il obtint de la cour de Vienne que le syndic et les sénateurs de Palerme jouissent des honneurs jadis accordés aux grands d'Espagne, et il gouverna l'île avec douceur. Les Siciliens se résignèrent et se tinrent calmes, redoutant maintenant les effets de tout changement. (*Note du traducteur.*)

(1) Mimaut, p. 141.

Les Sardes étaient déjà las du joug espagnol; car les envahisseurs ne continuèrent pas comme ils avaient commencé. L'île s'était trouvée épuisée pour loger et nourrir une armée de vingt mille hommes. Les magistrats des villes étaient jetés en prison, tous les priviléges étaient violés : l'île était traitée en pays conquis. Le plénipotentiaire d'Autriche promit de faire en sorte que les priviléges de la Sardaigne demeurassent intacts, et la cession se fit au représentant de Victor Amédée selon des formes qui paraissaient garantir la constitution sarde. En effet la cérémonie eut lieu en présence des chefs des ordres, ou *estamentos*, ou *brazos, braccj*, de Bernardo di Carignana, archevêque de Cagliari, *prima voce del braccio ecclesiastico*, de Pensa, marquis d'Albi, *prima voce del braccio militare*, et de Felice Eschirro, *prima voce del braccio domaniale;* et le représentant du roi

Les négociations relatives à la succession de Toscane, pour laquelle augmentait chaque jour le nombre des prétendants, avaient été terminées une bonne fois par les dispositions de la quadruple alliance (1); et Cosimo III, tout opposé qu'il fût à une telle conclusion de l'affaire (2), dut encore payer des subsides de guerre pour aider à saisir le but poursuivi par la quadruple alliance, tant que durerait la guerre de l'empereur contre l'Espagne. D'autres démarches que tenta le grand-duc ultérieurement obtinrent si peu de succès, qu'il eut à subir de nouvelles exigences, de nouvelles vexations de la part de l'empereur, relativement à des subsides, à des vivres, à des logements pour les troupes, etc.

Le pape Clément qui, après le renversement d'Alberoni en Espagne, voulut faire sentir à ce ministre tombé tout le poids de

---

promit de confirmer, maintenir et observer les lois, priviléges et statuts du royaume. Quelques jours après, le baron de San-Remi, après avoir reçu l'hommage et la foi des trois états, jura aussi d'observer les lois, priviléges et statuts de la Sardaigne. (*Note du traducteur.*)

(1) Les alliés avaient décidé que la ligne masculine venant à s'éteindre dans les maisons ducales de Toscane et de Parme, le fils aîné d'Élisabeth Farnese, reine d'Espagne, et les descendants mâles de ce prince, ou à leur défaut le fils cadet, ou d'autres fils puînés et leurs descendants, succéderaient dans lesdits États; que le grand-duché de Toscane et le duché de Parme et Plaisance seraient tenus comme fiefs masculins de l'empire, et que l'empereur s'emploierait auprès de la diète pour faire expédier les titres aux appelés, sans attendre l'expiration d'aucun délai. Il fut convenu que, si au bout de trois mois l'Espagne n'adhérait pas à ces conditions, les alliés, avec le consentement de l'empereur, disposeraient de la Toscane et de Parme à l'exclusion des fils de la reine d'Espagne, sous la réserve expresse que dans aucun cas, ni l'empereur, ni aucun prince de la maison d'Autriche possédant des États en Italie, ne pourraient devenir maîtres de la Toscane, de Parme et de Plaisance. Ce qui faisait attribuer la succession de la Toscane et de Parme aux fils d'Élisabeth, c'est que cette princesse était du sang des Farnese, et que Margherita de' Medici, fille de Cosimo II, avait épousé Odoardo Farnese, duquel descendait Élisabeth. (*Note du traducteur.*)

(2) On sait que le grand-duc n'avait jamais voulu reconnaître la suzeraineté de l'empire à l'égard de Florence; car jamais la république, aux droits de laquelle il se trouvait, n'avait été soumise à l'empire, et lui-même prétendait tirer son autorité de la délibération des quarante relative à l'élévation de Cosimo, et du consentement du peuple, plutôt que du diplôme impérial conféré par Charles V au duc Alessandro. Le pape n'était pas moins blessé des décisions des alliés; car le haut domaine de Parme et Plaisance appartenait suivant lui au saint-siége. Cosimo ne resta pas oisif dans cette circonstance; il adressa ses protestations contre le traité à chacune des puissances contractantes; il représenta que, l'État de Florence étant libre et indépendant, l'on ne pouvait admettre d'autre successeur à la souveraineté que celui qui serait élu par le sénat représentant le peuple; que nulle puissance n'avait le droit d'exclure de la succession l'électrice palatine sa fille, choisie solennellement par le sénat, et acceptée par les acclamations du peuple; que la violence seule pouvait imposer des obligations féodales à un État libre. Le grand-duc était fortifié dans son opposition par la résistance de l'Espagne, qui ne se souciait pas de recevoir frappés de devoirs féodaux des pays qu'elle espérait posséder libres par voie de succession légitime. Mais il fut répondu par les alliés que, les États en question devant passer à un prince de la maison de Bourbon, le frein de la féodalité était nécessaire à la tranquillité de l'Italie. L'Espagne, qui voulait surtout la succession, finit par l'accepter avec ses charges, et voulut même envoyer à Florence l'infant destiné à devenir le successeur de Cosimo, et mettre des garnisons espagnoles dans Livourne et Portoferrajo. Cosimo s'indignait de tels procédés, et les choses paraissaient s'embrouiller chaque jour davantage, lorsque s'ouvrirent les conférences de Cambrai. (*Note du traducteur.*)

sa colère, ordonna contre lui une enquête, et prétendit le faire arrêter à Gênes; mais Alberoni se défendit par des écrits, s'échappa de Gênes, et gagna les fiefs impériaux dans les Langhe, et lorsque Clément mourut le dix-neuf mars dix-sept cent vingt et un, Alberoni assista au conclave tenu à Rome. Les cardinaux élurent le huit mai Michel Angelo de' Conti, d'une famille romaine, qui prit le nom d'Innocent XIII (1). Sous ce pontife, le procès d'Alberoni fut abandonné.

Dans un congrès que les membres de la quadruple alliance et l'Espagne voulurent tenir à Cambrai, la reine d'Espagne ainsi que le grand-duc cherchèrent à faire disparaître tout rapport féodal de la Toscane envers l'empire; la reine s'efforça même d'obtenir l'abolition du vasselage de Parme et Plaisance envers le trône des Césars; en même temps le duc de Parme poursuivait encore la restitution de Castro; mais ils échouèrent sur tous ces points (2); toutes les réclamations ne servirent qu'à prolonger l'état de division de l'Italie, même après la paix. Les Espagnols augmentèrent encore les ouvrages de Portolongone; l'empereur renforça les garnisons dans le *Stato de' Presidi*, le pape protesta contre la prétention de traiter Parme et Plaisance en fiefs de l'empire (3); la cour de Vienne travailla au mariage du prince Anton de Parme, espérant, si ce prince avait de la postérité, rendre inexécutables les décisions de la quadruple alliance, et pouvoir exclure ainsi de nouveau l'Espagne de l'Italie; de son côté le cabinet de Madrid ne songea qu'à soutenir ses intérêts même par la force. Afin de ne pas laisser pousser les choses aux dernières extrémités, le roi d'Angleterre offrit sa médiation entre l'Espagne et l'empereur; c'est ainsi que s'écoulèrent les années suivantes, produisant des débats incessants et toujours de nouvelles transactions (1). Cosimo III mourut le trente et un octobre dix-sept cent vingt-trois dans un âge très-avancé, et il eut pour successeur son fils Giovan Gaston; il laissait le pays énormément endetté, appauvri, n'ayant plus qu'une industrie languissante (2). Le nouveau grand-duc éloi-

(1) Innocent XIII s'entendit de suite avec l'empereur, duquel il obtint la restitution de Comacchio; il décida aussi les Farnese à renoncer à leurs prétentions sur le duché de Castro. (*Note du traducteur.*)

(2) A cette époque parurent une infinité de traités et de pamphlets politiques sur la liberté de la ville de Florence et son indépendance féodale. Les plus importants se trouvent dans Lebret, p. 174.

(3) Toutefois cela ne l'empêcha pas de conférer à l'empereur, le neuf juin dix-sept cent vingt-deux, l'investiture de Naples et de la Sicile.

(1) Quant aux circonstances touchant aux relations de famille des princes italiens de cette époque, nous citerons seulement le mariage du prince héréditaire de Modène, Francesco d'Este, avec Charlotte Aglaé, fille du duc Philippe d'Orléans, le douze février dix-sept cent vingt, et le mariage de Charles Emmanuel, duc de Savoie, avec Anne Christine de Sulzbach, en dix-sept cent vingt-deux. Un fils que cette princesse mit au monde mourut dès le mois d'août dix-sept cent vingt-cinq; elle-même ne vécut pas aussi longtemps; car elle ne passa pas le douze mars dix-sept cent vingt-trois. Le doge Giovanni Cornaro mourut aussi le douze août dix-sept cent vingt-deux, et il eut pour successeur le vingt-huit Sebastiano Mocenigo.

(2) Le long règne de Cosimo III fut une calamité pour la Toscane. Alors s'éteignit le flambeau des arts, qui avait fait resplendir toute l'Italie. Cosimo n'était occupé que de détourner toute cause d'agitation, que de maintenir autour de lui le calme, et tout en sacrifiant les besoins du cœur et de l'intelligence il ne fit rien pour la prospérité matérielle.

Voici quelques traits du tableau donné par l'historien Galluzzi de cette époque : « Gli agricoltori erano oppressi dalle gravezze, e frequentemente distrotti dalle missioni, e dagl' intempestivi esercizj di religione, con i quali i frati studiavano di guadagnarsi la venerazione del principe. Il commercio languiva, e il danaro mancava per le cospicue emissioni fatte nel

gna les moines et les corporations religieuses qui entouraient son père, supprima beaucoup de pensions qui avaient été accordées à des hérétiques, à des Turcs et à des juifs convertis, allégea en parti les charges qui pesaient sur ce pays, mais manqua d'énergie pour soulager les plus grands maux (1). Il tint éloignée de lui son épouse allemande, qui maintenant se serait volontiers installée à Florence comme grande-duchesse régnante. Quant à la politique étrangère, il suivit complétement la ligne adoptée par son père. N'espérant atteindre aucun but avec les protestations contre les décisions de la quadruple alliance, tout en les continuant, il songea au moins à bien assurer les propriétés allodiales de la maison Medici, à faire déterminer ce qui devait être donné en dédommagement à l'électrice du Palatinat, puisque le fief était transporté à une autre famille descendant des Medici par les femmes.

Le pape Innocent mourut dès le sept mars dix-sept cent vingt-quatre. Les cardinaux élevèrent pour son successeur Vincenzo Maria degli Orsini, qui n'accepta la première dignité de l'Église qu'avec contrainte, lorsque le général des dominicains, auxquels il appartenait, la lui offrit. Il choisit le nom de Benoît XIII, et l'un de ses premiers actes politiques fut la conclusion d'un traité avec la cour impériale, par lequel le dixième des revenus ecclésiastiques était accordé à l'empereur dans tous ses États, et en échange le pape était confirmé dans la possession de Comacchio, sous la réserve de l'examen ultérieur des droits de l'empereur et de la maison d'Este à ce territoire.

Les affaires de Toscane prirent un nouveau tour en dix-sept cent vingt-cinq; alors on croyait encore que l'infant don Carlos allait venir d'Espagne en Toscane avec un appareil militaire, afin de s'assurer dans tous les cas de la position, de telle sorte qu'il ne pût rien souffrir dans ses droits successifs, ni par les négociations de Cambrai, ni par les prétentions de l'empereur. Mais la cour de Madrid avait envoyé mystérieusement à Vienne le baron de Riperda, Néerlandais de l'esprit le plus délié, converti à l'Église catholique. Ce diplomate parvint à conclure, le trente avril dix-sept cent vingt-cinq, entre l'empereur et Philippe V, un traité séparé dans lequel il fut stipulé, quant à la Toscane et à Parme, que

---

pagare le contribuzioni; le ricchezze si riconcentravano nei monopolisti, e nei possessori dei lati fondi, i quali profittavano nella miseria degli altri. Aggiungevasi a tutto ciò l'asprezza del governo, il despotismo dei frati, l'ignoranza già radicata, gli spiriti oppressi, l'ipocrisia trionfante, e la simulazione divenuta abituale per tutti; un tal governo avendo durato cinquantatrè anni variò affatto i sentimenti e il carattere della nazione, e appena restava la memoria del glorioso regno di Ferdinando secondo. Non è perciò maraviglia, se il gran duca Cosimo fu considerato l'autore di tutti i mali che affliggevano la Toscana, e se fu accompagnato al sepulcro dalle esecrazioni di tutti i sudditi; l'odio pubblico contro di esso estingueva ogni senso di dolore per la mancanza di una famiglia, che troppo ormai aveva degenerato dai suoi autori. L'Italia tutta lo disprezzava, e Roma istessa, per quanto si compiacesse delle di lui bassezze, non lasciava però di deriderlo. »

(1) Si le gouvernement de Cosimo avait desséché les sources de la prospérité publique, Giangastone répandit autour de lui le scandale, et porta au dernier degré la corruption des mœurs. Ce fut surtout pour agir avec plus de liberté qu'il éloigna les prêtres dont s'était entouré son père. Dans sa jeunesse il avait été ami des arts et des études sérieuses; mais ensuite il s'était adonné aux plaisirs les plus infâmes. Lorsqu'il se rendit en Bohême pour son mariage, sa conduite scandalisa la ville de Prague. A Paris, il préféra la fréquentation des tavernes à la cour de Louis XIV. Toutefois il montra quelques qualités lorsqu'il fut parvenu au souverain pouvoir. On vanta sa générosité, sa clémence, qui rappela tous les exilés dans leur patrie, la libéralité de son esprit, qui laissa prendre un nouvel essor à l'imagination des Florentins. (*Note du traducteur.*)

nulle garnison étrangère ne serait introduite dans aucune ville de ces États pour assurer la succession de l'infant don Carlos, et qu'au reste ce prince entrerait en possession du pouvoir suprême, absolument comme il y était autorisé par l'investiture éventuelle qui déjà lui avait été conférée, et conformément aux décisions de la quadruple alliance. Ce traité, qui amena la dissolution du congrès de Cambrai, rassurait le grand-duc contre l'installation violente des Espagnols avant sa mort, et lui permettait de continuer sans trouble sa vie licencieuse (1); mais bientôt de nouvelles défiances s'élevèrent entre les cours de Vienne et de Madrid, et le calme de l'Italie en fut affecté (2).

Lorsque le duc Francesco de Parme mourut le vingt-six février dix-sept cent vingt-sept, l'on s'attendait à voir marier son frère et successeur Antonio, quoique ce prince eût déjà quarante-huit ans, et que son obésité passât toute mesure. La France, l'Angleterre et la Prusse, redoutant une nouvelle union de la puissance de l'Autriche et de l'Espagne, et soupçonnant des projets de mariage d'un infant avec une princesse autrichienne, avaient formé une contre-alliance, et Antonio aurait acquis un puissant appui dans cette alliance, à laquelle se rattachèrent aussi les Pays-Bas, si l'empereur et l'Espagne avaient attaqué les droits de succession de sa postérité. En conséquence il épousa le cinq février dix-sept cent vingt-huit la fille du duc Rinaldo de Modène, Enrichetta d'Este.

Benoît XIII, devenu chef suprême de la chrétienté, se conduisait encore comme un moine prédicant. Il supprima la garde du corps des *lancie spezzate*, se montrait en public sous l'appareil le plus simple, et menait pour ainsi dire une vie mesquine et pauvre; il traitait toujours le général de son ordre comme son supérieur; son neveu, le duc de Gravina, pour lequel il avait une tendre affection, n'acquit cependant sur lui qu'une influence politique insignifiante. Il est assez difficile de s'expliquer un acte de son gouvernement d'une certaine importance pour la situation de l'Italie. Il reconnut spontanément Victor Amédée comme roi de Sardaigne, et abandonna plusieurs points de discussion entre ce prince et le saint-siége (1).

---

(1) Le grand-duc ne montrait pas cependant pour l'affaire de la succession l'indifférence que son amour des plaisirs et son insouciance habituelle auraient pu faire présumer. Il ne voulait se soumettre à aucune des conditions arrêtées par les grandes puissances, et repoussait tout lien féodal, tout héritier imposé, et surtout la présence d'un héritier en Toscane tant que lui-même existerait. Il se refusait donc à tout engagement, et comptait sur les bénéfices du temps. (*Note du traducteur*.)

(2) Les États impériaux en Italie recueillirent des fruits de deux traités de paix et de commerce que l'empereur Charles conclut, le premier avec Tunis le vingt-trois septembre dix-sept cent vingt-six, l'autre, un peu plus tard, avec Tripoli. Néanmoins les barbaresques ne les observèrent pas toujours fidèlement. Muratori, vol. XVII, p. 13. Un troisième traité de même nature fut conclu avec Alger le huit mars dix-sept cent vingt-sept. *Ibid.*, p. 23.

(1) Les rapports de Victor Amédée avec le pape Clément XI avaient été très-pénibles. Le pape, déjà irrité contre le roi au sujet de la Sicile, avait voulu exiger que Victor Amédée reçût de lui l'investiture de la Sardaigne, ce que le nouveau roi avait refusé, soutenant que la Sardaigne n'était pas soumise à la suzeraineté du saint-siége. Les siéges épiscopaux n'étaient pas occupés, et les vicaires qui administraient les diocèses entraînaient des débats entre les deux puissances spirituelle et temporelle. Benoît XIII voulut faire cesser ce désordre, et dans l'année dix-sept cent vingt-six, laissant de côté la question de haut domaine et de l'investiture, faisant toute réserve à ce sujet, il reconnut dans le roi le droit de patronat sur les églises royales, et la faculté de présentation pour les églises métropolitaines, épiscopales et abbatiales. Botta, *Storia d'Italia*, l. 37.

Et de même relativement à la *monarchia siciliana*, et régla les affaires religieuses de cette île par une bulle du trente août dix-sept cent vingt-huit. A ses yeux, une des entreprises les plus importantes de son pontificat fut un voyage qu'il fit en mars dix-sept cent vingt-sept à Bénévent, pour consacrer une église à saint Filippo Neri, auquel il attribuait le salut de ses jours dans une circonstance antérieure; il se rendit aussi à Viterbe, en novembre de la même année, pour conférer les ordres à l'électeur de Cologne, le duc Clément de Bavière. L'on peut dire que Benoît se consacrait entièrement aux intérêts de l'Église.

Dans l'été de l'année dix-sept cent vingt-huit, un congrès se réunit à Soissons, afin d'accommoder tous les sujets de division qui subsistaient encore entre les puissances européennes, et rétablir un état de paix sur des bases plus équitables et plus solides; et cette assemblée eut encore une grande importance politique pour l'Italie, parce que la cour d'Espagne avait élevé de nouveau la prétention d'occuper la Toscane du vivant même de Giovan Gaston. Mais ici les choses se passèrent ainsi qu'il arrive ordinairement dans les réunions de ministres; le point principal ne fut point discuté à Soissons; bien plus avec le temps les négociations auprès des diverses cours intéressées prirent un tour tout différent de celui que semblaient annoncer les conférences ouvertes à Soissons. La cour de Philippe V passa presque toute l'année dix-sept cent vingt-neuf dans l'Espagne méridionale, et le neuf novembre, à Séville, fut conclu entre l'Espagne, la France et l'Angleterre un traité auquel adhérèrent bientôt après les Pays-Bas, et qui régla les affaires de l'Italie sans la participation de l'empereur. Il fut stipulé que six mille hommes de troupes espagnoles seraient reçus dans Livourne, Portoferrajo, Parme et Plaisance, mais sous la condition de prêter serment de fidélité au grand-duc et au duc; toutefois leur établissement avait pour but d'assurer durant la vie de ces princes, la succession à l'infant don Carlos contre la volonté même de l'empereur (1). Quant aux liens féodaux du grand-duché et du duché envers l'empire, il n'en fut nullement question dans le traité.

Maintenant Giovan Gaston négocia pour obtenir qu'à la place d'Espagnols on ne lui donnât que des troupes italiennes entretenues aussi par le roi d'Espagne; mais l'empereur se déclara résolument contre le traité de Séville, et renforça ses armées en Italie (2). Le grand-duc lui-même fit des armements pour le cas d'absolue nécessité, et mit Portoferrajo ainsi que Livourne en meilleur état de défense. Par considération pour l'Espagne, l'empereur n'avait pas insisté si fortement jusqu'alors pour que Giovan Gaston vînt recevoir solennellement à Milan l'investiture de Sienne, que Philippe avait toujours considérée comme un fief relevant de sa couronne; mais maintenant il réclama cet acte du ton le plus absolu, et le cabinet de Madrid déclara de son côté qu'une cérémonie de cette nature lui paraîtrait une déclaration de guerre. Les Espagnols menacèrent d'envoyer une armée entière en Toscane, tandis que le comte Daun, gouverneur de Milan pour l'empereur, mettait en disponibilité trente mille hommes

---

(1) Afin d'adoucir les rigueurs d'une telle mesure, prise pour abattre la résistance de Giangastone, les puissances contractantes déclarèrent que l'on prierait le grand-duc et le duc de Parme d'accueillir paisiblement les garnisons, entretenues d'ailleurs aux frais du roi d'Espagne; que ces troupes jureraient solennellement à Giangastone et à Antonio de défendre leurs personnes, leurs souverainetés, leurs biens, leurs États et leurs sujets, et de ne se mêler directement ni indirectement de ce qui serait relatif au gouvernement de la Toscane ou de Parme et de Plaisance. (*Note du traducteur.*)

(2) Tout en sollicitant ce changement des puissances signataires du traité de Séville, Giovangastone s'adressa aussi à la cour de Vienne dont il espérait du secours contre les violences

sous le comte de Mercy (1), afin d'être en état de prêter leur secours en cas de besoin. Giovan Gaston, qui d'ailleurs se dérobait entièrement aux soucis des affaires, et en laissait tout le poids sur son misérable valet de chambre Giuliano Dami (2), espérait encore échapper aux garnisons espagnoles, et déclarant ne vouloir mettre aucun obstacle à la succession, il se montrait disposé à recevoir dans Florence l'infant don Carlos, et une garde du corps pour ce prince. Cependant la mort du pape apporta quelques changements essentiels dans les affaires (3).

L'imprévoyante charité de Benoît XIII vida les caisses pontificales et entraîna même à des dettes, sans que les trésors ainsi dissipés amenassent un résultat d'une importance générale; au printemps de dix-sept cent vingt-neuf, il fit un second voyage à sa chère ville de Bénévent (1). Le vingt et un février dix-sept cent trente, il mourut âgé de quatre-vingt-un ans, et à peine se répandit la nouvelle de sa mort, que le peuple se leva contre les Bénéventins établis à Rome, qui lui paraissaient jouir d'une trop grande faveur, et qui avaient abusé de la fortune du défunt; beaucoup de ces gens s'enfuirent; d'autres furent soumis à des recherches et à des poursuites judiciaires (2). Le conclave traîna longtemps

---

des alliés. L'empereur ne se souciait nullement que les Bourbons missent des garnisons au centre de l'Italie, et promit son appui au prince italien. Alors les ministres du grand-duc firent des réponses dilatoires aux commissaires de France et d'Angleterre qui vinrent, le six janvier dix-sept cent trente, les sommer d'exécuter les articles relatifs à l'introduction des garnisons et à la succession immédiate de l'infant après la mort de Giovangastone. Les Toscans ne voulaient que gagner du temps; car ils redoutaient autant les Allemands que les Espagnols. (*Note du traducteur.*)

(1) Cette armée était distribuée dans le Milanais, le Mantouan, dans les fiefs de la Luigiana et dans le duché de Massa. Des troupes considérables étaient venues la renforcer depuis les nouveaux débats entre les cours de Vienne et de Madrid; car l'Allemagne était prompte maintenant à verser ses soldats du Tyrol sur l'Italie depuis que Mantoue était soumise à l'empereur. (*Note du traducteur.*)

(2) Ce Dami avait été tiré de la condition la plus humble, et avait acquis l'entière confiance de son maître par son adresse à servir ses plaisirs infâmes. Les longs débats relatifs à la succession avaient augmenté chez le grand-duc le dégoût des affaires, et il se retirait dans les appartements les plus reculés de son palais pour n'en plus entendre parler. Dami réglait tout, et au scandale de la débauche il joignait celui de la vénalité, faisant une sorte de commerce public des emplois et des faveurs. (*Note du traducteur.*)

(3) Nous signalerons encore ici pour l'année dix-sept cent vingt-neuf la mort du duc Antonio Ferdinando de Guastalla et Bozzolo, auquel succéda son frère Giuseppe Maria.

(1) Il avait été précédemment archevêque de Bénévent.

(2) Le successeur de Benoît établit une congrégation spéciale de cardinaux (*la congregatio de nonnullis*), fit frapper des châtiments les plus rigoureux les serviteurs infidèles de Benoît. Le cardinal Coscia surtout eut à subir de terribles poursuites: il dut restituer deux cent mille écus; mais il s'enfuit de Rome le trente et un mars dix-sept cent trente et un, et trouva de l'appui auprès du vice-roi de Naples, le comte Harrach. Le pape lança contre lui dans ce lieu l'excommunication, le vingt-huit mai; mais Coscia ne persista pas moins à se défendre. Lebret, p. 213-221. Muratori, vol. XVII, p. 49. Dans l'année dix-sept cent trente-deux, il revint à Rome, où il vécut renfermé dans le château de Santa-Prassede, jusqu'au jugement rendu le neuf mai dix-sept cent trente-trois. Une captivité de dix années dans le château Saint-Ange et une excommunication qui ne pouvait être levée que par le pape *in articulo mortis*, furent prononcées contre lui, en outre de la perte de tous les bénéfices et de tous les traitements. Il fut aussi privé de sa voix dans les élections à la papauté, fut obligé de restituer les sommes qu'il s'était injustement appropriées, et dut encore payer deux cent mille *scudi*. Muratori, l. c., p. 72.

en longueur; un parti impérial, un parti franco-espagnol, et un parti savoyard conduit par le cardinal Albani, étaient en présence, et leurs efforts opposés eurent d'abord pour résultat d'exclure du pontificat plusieurs des cardinaux les plus capables (1); enfin, le douze juillet, Lorenzo de' Corsini fut élu; né d'une famille florentine, c'était un homme d'État versé dans les affaires, d'un corps sain et d'un esprit vigoureux, quoiqu'il eût atteint l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il se nomma Clément XII.

Clément trouva les affaires politiques de l'Italie dans un tel état de complication, que toute l'ardeur de son zèle, toute l'activité de son intervention pacifique ne pouvaient obtenir un prompt résultat. Giovan Gaston, ne sachant à qui recourir, avait dû enfin se résigner à recevoir l'investiture de Sienne à Milan, et l'on craignait que l'Espagne n'engageât réellement des hostilités (2); mais la médiation du pape et le désir d'épargner l'héritage de l'infant, autant que possible, agirent enfin si puissamment sur la cour d'Espagne, qu'elle déclara vouloir traiter la Toscane en pays neutre, tant que le grand-duc ne recevrait pas lui-même de garnisons impériales dans ses places. Les alliés de l'Espagne ne se croyaient pas tellement engagés par le traité de Séville à combattre l'empereur, qu'ils dussent se laisser entraîner à des hostilités; ils désiraient mener en paix toute l'affaire à sa conclusion. Le vingt janvier dix-sept cent trente et un mourut le duc Antonio di Parma; comme son épouse n'était pas enceinte, ainsi qu'il le croyait au moment de sa mort, rien ne s'opposait à la succession de l'infant; mais l'empereur avait fait occuper le duché pour le cas de grossesse de la veuve (1), de sorte que la

(1) A vrai dire, ce fut la cour de Florence, ou plutôt la princesse Violante, qui dirigea l'élection; elle attira les cardinaux espagnols et les français à son choix en faveur de Lorenzo Corsini; les impériaux, dirigés par le cardinal Cienfuegos repoussaient ce candidat par la seule raison qu'il paraissait convenir aux Bourbons; mais Violante fit entendre à la cour de Vienne que Corsini, possédant des fiefs impériaux, ne pouvait se mettre ensuite en lutte avec les volontés de l'empereur, et elle obtint de Vienne des concessions qui déterminèrent enfin l'élection de Lorenzo Corsini le douze juillet. C'était un grand triomphe pour la famille grand'ducale qu'une telle nomination, alors que l'intervention du souverain pontife pouvait apporter des modifications au système adopté par les grandes puissances alliées relativement à la succession de Toscane; aussi fondait-on de grandes espérances sur le dévouement et la capacité du cardinal florentin élevé sur la chaire de Saint-Pierre. (*Note du traducteur.*)

(2) Giovan Gaston était menacé par l'Espagne comme par l'empire; le cabinet de Madrid exigeait que l'on reçût de suite les garnisons espagnoles; la cour de Vienne signifiait son opposition à cette admission, et ordonnait au grand duc de se rendre aussitôt à Milan pour recevoir l'investiture. Le malheureux prince maudissait les rivalités qui l'empêchaient de jouir en paix des plaisirs que lui offraient son rang et ses richesses. La neutralité absolue n'était point praticable, puisque chacune des deux puissances réclamait des actes de soumission qui portaient atteinte aux volontés de l'autre. Il fallait donc prendre une décision. Les impériaux étaient arrivés dans la Lunigiana et le duché de Massa, tandis que l'expédition espagnole préparée contre Livourne était encore à Barcelone. Giovan Gaston céda au péril le plus prochain, et se rendit à Milan. On comprend la difficulté du rôle du nouveau pontife, et l'inutilité de ses premiers efforts pour amener la concorde entre des princes irrités par de si longues querelles, et le rapprochement entre des puissances séparées par des intérêts si opposés. (*Note du traducteur.*)

(1) Le duc fit un testament par lequel il institua pour héritier son fils posthume, et à défaut de celui-ci l'infant don Carlos. A la nouvelle de la mort d'Antonio, le gouverneur de Milan envoya le comte Stampa à la tête d'un corps de troupes prendre possession des États de Parme et Plaisance au nom de l'infant. La régence instituée par le duc Antonio voulut s'opposer à

succession ne pouvait recevoir son exécution réelle qu'après un accommodement avec Charles VI (1). La cour d'Espagne fut tellement irritée de l'indifférence de ses alliés, qu'elle se déclara entièrement libre des engagements contractés envers eux à Séville. Sans se prononcer d'une manière hostile contre l'Espagne, le roi d'Angleterre conclut ensuite à Vienne avec l'empereur, le seize mars dix-sept cent trente et un, un traité en vertu duquel Charles s'obligea, moyennant la garantie de sa pragmatique sanction, à l'acceptation des dispositions de Séville relativement à Parme et à la Toscane, et consentit à l'occupation des places toscanes par des troupes espagnoles. Après cela Philippe V de son côté déclara le traité de Séville obligatoire à l'égard de l'Angleterre, et au milieu de telles circonstances Giovan Gaston jugea opportun de bien fixer sa situation au moyen d'un arrangement avec l'Espagne. Cet acte fut signé le vingt-cinq juillet, et assura la succession de la Toscane à l'infant don Carlos et à sa descendance, ou, en cas de mort prématurée du prince, au frère qui venait immédiatement après lui (2). Le sénat confirma ces stipulations, et l'Espagne garantit la dette publique de Toscane et l'institution de l'ordre de Saint-Etienne, ainsi que l'organisation de tout le pays, et de chacune de ses parties. D'autres articles réglaient les relations commerciales, les biens allodiaux, la régence, dans le cas où Giovan Gaston décéderait avant la majorité de l'infant, etc. Au reste l'infant devait venir en Toscane, avoir sa garde particulière, sa demeure dans le palais Pitti, et jouir de tous les honneurs et de tous les priviléges de prince héréditaire. En même temps les Espagnols avaient négocié à Vienne, et le vingt-deux juillet ils avaient obtenu de l'empereur, contre la garantie de la pragmatique sanction, les mêmes engagements relativement à l'Italie, que renfermait déjà le traité de l'empereur avec l'Angleterre. Comme dans l'accord du grand-duc avec le roi d'Espagne ne se trouvait pas le consentement à l'introduction de garnisons espagnoles dans les places toscanes, Giovan Gaston dut encore confirmer expressément le traité de Vienne le trente et un décembre (1). Dès le vingt-sept, l'infant

---

l'occupation, sous le prétexte que l'extinction de la ligne masculine des Farnese n'était pas encore un fait accompli, attendu la grossesse de la duchesse; mais Stampa répondit qu'il n'avait pas à examiner la légitimité d'un acte ordonné par l'empereur son maître. Les Allemands entrèrent dans Parme et dans Plaisance, et y proclamèrent le gouvernement de l'infant. (*Note du traducteur*.)

(1) Le pape employa tous les moyens pour faire reconnaître Parme et Plaisance comme fiefs de l'Église; ne pouvant rien obtenir, il rappela le cardinal Grimaldi de Vienne et fit des protestations : c'était là tout ce qu'il pouvait faire en réalité. Ce fut seulement en septembre que l'on déclara que la duchesse n'était pas enceinte.

(2) Le traité fut signé au nom de Giovan Gaston et de sa sœur l'électrice du Palatinat; tous deux consentaient à l'annulation de tout ce qui avait été fait antérieurement de contraire à ces dispositions dans la Toscane, ce qui impliquait l'abolition de l'acte du sénat en faveur de l'électrice; on assura au grand-duc le libre exercice de sa souveraineté durant sa vie; à l'électrice le titre et les honneurs de grande-duchesse, si elle survivait à son frère; elle devait avoir dans ce cas la tutelle de l'infant s'il était encore mineur; l'entrée dans les conseils lorsque ce prince serait arrivé à sa majorité. (*Note du traducteur*.)

(1) Le traité de Florence, en résumé, ne satisfaisait personne : car l'empereur était mécontent que l'on n'eût point fait mention de sa suzeraineté, et l'Espagne regrettait toujours de ne pouvoir introduire des garnisons en Toscane; le dernier jour de septembre dix-sept cent trente et un, les plénipotentiaires de l'Espagne et de l'empire tombèrent d'accord pour décider que le traité de Florence serait regardé seulement comme un pacte de famille par lequel il ne pouvait être préjudicié aux conventions anté-

don Carlos était déjà arrivé à Livourne, et le neuf mars dix-sept cent trente-deux il fit son entrée solennelle dans Florence (1). La duchesse douairière de Parme avait pris la régence le vingt-neuf décembre dix-sept cent trente et un, au nom de l'infant mineur (2) ; les troupes impériales avaient évacué le pays ; le commissaire pontifical, monsignor Jacopo Oddo protesta contre tous ces faits, sans qu'il en résultât rien. Le neuf septembre seulement, Carlos se rendit aussi à Parme.

Durant le cours de ces longues négociations sur la succession de Toscane, l'un des princes les plus puissants de l'Italie, Victor Amédée de Sardaigne, était descendu volontairement du rang des souverains. Après avoir donné à ses États une extension hors de toute proportion avec leur mesure antérieure ; jouissant de la plus haute considération parmi les guerriers et les hommes d'État; voyant les heureux effets de ses améliorations dans le code de son pays, la prospérité du commerce et de l'industrie ; après avoir construit la forteresse presque imprenable de Brunetta, arraché l'éducation scolastique aux jésuites, et fondé l'université de Turin (1) ; à l'âge de soixante-quatre

---

rieures. Quant à Giovan Gaston, il était loin de regarder comme valide un acte qui lui avait été imposé par la force. Obligé de céder malgré toute sa constance en cette affaire, il déposa entre les mains de l'archevêque de Pise une protestation secrète en date du onze septembre dix-sept cent trente et un, dans laquelle il déclarait qu'il avait la pleine conviction de l'atteinte portée aux droits et aux prérogatives de Florence, par l'admission de la suzeraineté impériale, des maux qui en résulteraient pour les peuples, et de son défaut de qualité pour faire les concessions qu'on lui avait arrachées ; qu'il protestait contre les stipulations de Vienne, et que les peuples n'ayant pas donné leur consentement, n'étaient nullement engagés par un tel traité ; que, pour lui, son intention avait été de les laisser dans la pleine liberté et l'indépendance dont ils jouissaient, lorsqu'ils s'étaient placés sous le gouvernement de sa famille. (*Note du traducteur.*)

(1) L'infant avait été précédé par l'arrivée de six mille soldats espagnols et anglais qui débarquèrent le vingt-six octobre à Livourne. Les populations accoururent pour voir ces étrangers, qui furent reçus au milieu de la plus grande pompe, et le gouvernement militaire de Livourne fut donné au comte de Charny, qui avait le commandement des six mille soldats. Quand don Carlos parut conduit par une puissante flotte, les fêtes furent bien plus brillantes à Livourne ; elles se reproduisirent à Florence ; le peuple poussa des acclamations en le voyant s'incliner devant le grand-duc et devant l'électrice, en l'entendant donner le nom de père à Giovan Gaston. (*Note du traducteur.*)

(2) Au commencement de novembre, les représentants de l'infant et de la duchesse Dorothée, comme tutrice, prêtèrent l'hommage lige à l'empereur, qui aussitôt expédia l'acte de possession formelle et effective du duché. La cérémonie se fit avec beaucoup de pompe le vingt-neuf décembre dix-sept cent trente et un. Après que la possession eut été conférée, quatre nobles, quatre membres des autorités dirigeantes, et quatre plébéiens, au nom des villes de Parme et Plaisance, ainsi que les députés des communes de Cortemaggiore, Firenzuola, Borgo di Val di Taro, Bardi, Compiano, Castell' Arquato Castel San-Giovanni, e du Val di Nura, prêtèrent serment de fidélité à l'infant don Carlos d'Espagne, comme successeur et duc de Parme et Plaisance, et comme feudataire de l'empire, entre les mains de la duchesse Dorothée et du plénipotentiaire de Toscane. (*Note du traducteur.*)

(1) Victor Amédée fut un grand protecteur des lettres ; il savait apprécier les services rendus à la science du droit public par les légistes napolitains Nicola Capasso et Gaetano Argento, Piétro Giannone ; à la philosophie, par les hommes éminents sortis du même pays, Telesj, Bruno, Campanella, Tommaso Cornélio, Leonardo da Capua, Camillo Pellegrino ; il voyait les lettres fleurir en Sicile, à Naples, à Bologne, à Venise, en Toscane, à Modène, à Parme, à Plaisance ; il voulut qu'elles fixassent leur principal siége dans le Piémont. Il y appela les savants

ans, il déposa, le trois septembre dix-sept cent trente, dans le palais de Rivoli, la couronne avec le pouvoir suprême, qu'il remit à son fils Charles Emmanuel (1).

---

et les poëtes de tous les points de l'Italie. Puis, voulant établir plus de liberté dans les études, et en même temps se venger des jésuites à cause de l'appui qu'ils avaient prêté au saint-siége dans les querelles élevées jadis avec Clément XI, Victor Amédée interdit aux ordres réguliers la faculté de tenir des écoles publiques de science et de lettres; mais, afin de prévenir les désastreux effets qu'aurait eus pour ses sujets la cessation des leçons des pères de la société de Jésus, il avait eu soin de restaurer, en dix-sept cent vingt, l'université des études à Turin. Voici les détails donnés par Botta sur les soins apportés par ce glorieux prince à la diffusion des lumières : « Adunque Vittorio Amedeo al pascolo intellettuale e morale de' suoi sudditi mirando, quale allo stato e alle famiglie si conveniva, aveva ristorato, già insin dal mille settecento venti l'università degli studi, che profuga e desolata ai tempi delle guerre, ora in questa città ed or in quell' altra aveva veduto, e di non pochi rami d' insegnamento, e di abili professori mancava. Diede le in primo luogo stabile sede in Torino, innalzandole un edifizio magnifico..... chiamovvi dai vicini e dai lontani paesi, e dal Piemonte stesso, uomini egregi per dottrina, e per virtù, Apostolo Zeno, Scipione Maffei, Lodovico Muratori, che però non vennero per avere trovato più grata condizione altrove, Gian Vincenzo Gravina, che non venne perchè morì, quando già era in viaggio per venire. Non tutti nominero; solamente toccherò che allettati dalla voce del piemontese principe si condussero ad insegnare nella rediviva università di Torino Giuseppe Roma, Bearnese, per la fisica, Mario Agostino Campiani da Piperno per gius canonico, Ercolo Corazza, Bolognese, per le matematiche, Bernardo Andrea Lama di Calabria, e Domenico Regolotti da Roma per la rettorica e le umane lettere..... nissun ramo di scienza fu trascurato..... nè bastava che la università instaurata ed ampliata fosse, ma era richiesto, se l'uniformità degli studi, ed il medesimo spirito animatore si voleva nelle province, che la università di Torino, come capo, avesse in quelle le due membra. Così in ciascuna provincia furono ordinati gli studi inferiori in grado; ma in modo composti, che dai primi dipendessero, ad essi corrispondessero, ed ai medesimi, come per accomodata scala conducessero. Sorse per tal maniera gli tutti si stati di terra ferma del re un corpo bene ordinato, e bene subordinato, che dal suo capo, che sedeva nella città capitale, riceva il moto e l'indirizzo. Il capo era un magistrato detto della riforma degli studi, e che uno dei primi luoghi d' onore nello stato occupava. Con esso lui per dovere d' officio corrispondevano i riformatori che in ciascuna provincia esercitavano il magistrato particolare, ed informatori erano, ed esecutori degli ordini del magistrato supremo. Un' animo ed una mente sola tutto il vasto corpo dirigeva..... » A Milan, l'empereur encourageа aussi les lettres et les arts, et il avait plus de facilité pour obtenir des succès, parce qu'il pouvait appeler dans le duché ses sujets du royaume de Naples, pays d'où semblait alors découler la lumière; d'ailleurs il y avait plus de liberté, plus de richesses et plus de loisir à Milan, et la noblesse s'adonnait à l'étude plus qu'aux armes. Au reste, l'Italie se réglait sur les exemples de la France de Louis XIV, et ne se laissait point corrompre par la licence qui scandalisait ce royaume à l'époque de la minorité de Louis XV. Les anciennes croyances n'étaient pas encore ébranlées, du moins aucun philosophe n'osait les attaquer ouvertement. Botta, *Storia d'Italia*, l. 38.

(1) Victor Amédée vécut ensuite à Chambéry, et se repentit bientôt de sa brusque résolution. Au commencement de dix-sept cent trente et un, il éprouva une attaque d'apoplexie, et ensuite il parut ne pas avoir conservé complétement ses facultés intellectuelles. A la fin d'août dix-sept cent trente et un, il revint à Moncalieri, parce que l'air de Chambéry ne lui convenait pas. Là il s'occupa de ressaisir le gouvernement; ce qui détermina son fils, à la suite d'une délibération de son conseil d'État, à le faire transporter au palais de Rivoli, où il fut gardé à vue, quoique sous les formes les plus honorables. Il mourut le trente et un octobre dix-sept cent trente-deux. (*Note de l'auteur.*)

Cette abdication de Victor Amédée provoqua toutes sortes de conjectures en Europe.

Un autre événement qui éclata au printemps de la même année dix-sept cent trente reporte au souvenir des siècles précédents; c'est le soulèvement de la Corse contre Gênes. La domination génoise n'avait pas été propre à gagner les affections des Corses, qui avaient à subir les caprices, la convoitise et les cruautés des gouverneurs. La partie la plus mécontente des habitants, soutenue par une troupe de bannis, prit les armes à un moment convenu, et menaça Bastia. On promit beaucoup de choses aux rebelles; mais ces gens, qui ne déposaient pas les armes sur de pures promesses, les agitèrent de nouveau, lorsqu'ils virent les retards apportés dans l'exécution des engagements pris (1).

On pensa qu'il voulait quitter la scène, laissant dans toute son intégrité sa réputation d'habile politique et de grand capitaine : car il prévoyait qu'une nouvelle lutte allait s'engager entre les maisons d'Autriche et de Bourbon, et il ne savait encore de quel côté se porter. Chaque parti lui faisait les propositions les plus séduisantes : l'empereur lui offrait de l'agrandir avec le Dauphiné et la Provence, la France lui promettait une partie du Milanais, et l'Angleterre qui se rattachait à la France faisait espérer à Victor Amédée la restitution de la Sicile. Le bruit courut qu'il avait accepté de grosses sommes de Charles VI et l'engagement du gouvernement perpétuel de Milan pour lui et ses descendants, à la condition de ne jamais séparer ses intérêts de ceux de l'Autriche, et que peu de jours après il avait promis au ministre d'Espagne de s'unir à la cause des Bourbons, pourvu qu'on lui assurât l'acquisition du Parmesan et du Novarais. Au reste, l'inquiétude de son esprit put le porter à embrasser une vie nouvelle; et, comme pour renoncer plus complétement au rang suprême, il déclara son mariage avec la comtesse de San-Sebastiano qui avait été longtemps sa maîtresse. Ce fut cette femme ensuite qui se plut à irriter ses regrets, et le poussa par ses excitations à tenter de ressaisir le sceptre; elle lui faisait honte de son repos, alors que l'Europe allait retentir du bruit des armes. S'étant transporté à Moncalieri, il ordonna au marquis del Borgo de lui remettre son acte de renonciation, et d'aller annoncer à son fils sa détermination. Del Borgo promit de lui obéir, et courut à Turin porter cette nouvelle. Le conseil se rassembla de nuit. L'archevêque Carlo Arborio Gattinara fit adopter l'avis de maintenir la couronne sur la tête de Charles Emmanuel, et aussitôt arriva un officier annonçant de la part du gouverneur de la citadelle que Victor Amédée s'était présenté à la porte pour qu'elle lui fût livrée. Alors fut résolue l'arrestation du vieux roi. Des troupes furent dirigées sur Moncalieri. Victor Amédée et sa femme furent pris au lit; la marquise fut portée aussitôt dans un carrosse et conduite dans un couvent de religieuses à Carignano, puis au jour dans le château de Ceva. Victor Amédée, réveillé à grand'peine, se répandit en furieuses imprécations; il se défendit des mains, des pieds et des dents; il fallut le traîner de force à la voiture; il fallut faire battre les tambours pour couvrir ses cris et ses allocutions aux soldats. Arrivé à Rivoli, il fut renfermé dans un appartement garni de verrous et de barres de fer, et tenu au secret. Durant quelque temps il se livra à des transports de rage, puis il se calma. Ses partisans furent arrêtés. Des notes furent adressées aux cours étrangères : on représenta l'ex-roi comme affecté dans ses facultés intellectuelles, et il n'y eut aucune réclamation. Quand l'esprit de Victor Amédée fut devenu plus calme, on ne le garda plus si rigoureusement; on lui rendit sa femme, ses courtisans, ses livres. Mais il ne fit plus que languir. (*Note du traducteur.*)

(1) Les insurgés avaient demandé la diminution du tribut annuel et l'abolition d'une taxe vexatoire; le rétablissement des anciennes salines de l'île, afin que les Corses ne fussent pas obligés de s'approvisionner de sel auprès des Génois, et la restitution des armes qu'on leur avait retirées en dix-sept cent quinze; l'admission des nationaux aux emplois, une bonne administration de la justice, l'expédition des procès en six mois, l'abolition des commissariats judiciaires, et la suppression des magistrats prévaricateurs. Toutes ces réclamations étaient justes au fond, et l'évêque de Mariana, Saluzzi, envoyé auprès des insurgés, promit de les appuyer auprès du gouverneur et de la *signoria* de Gênes; alors ces gens se retirèrent dans leurs foyers. A Gênes, on temporisa en attendant des secours étrangers,

A Gênes, on crut que Girolamo Veneroso, qui s'était attiré comme gouverneur l'affection des Corses, comprimerait très-facilement l'insurrection. Mais ses efforts furent impuissants : car d'autres agissaient à côté de lui, et poussaient les Corses à l'exaspération (1). Gênes, où maintenant un parti plus jeune faisait prédominer ses vues, chercha des secours auprès de l'empereur, qui envoya en dix-sept cent trente et un à la république le général Wachtendonk avec huit mille hommes. L'on parvint à faire lever aux rebelles le siége de Bastia, mais dans l'intérieur du pays, les troupes allemandes subirent des pertes irréparables (2), et il fallut à la fin les rembarquer pour Gênes. Un second corps impérial beaucoup plus considérable, sous le prince Louis de Wurtemberg, vint en Corse en dix-sept cent trente-deux, et en même temps Charles VI proposa une amnistie pour les Corses, et un traité entre ces insulaires et Gênes, offrant d'en garantir l'exécution. A la tête des rebelles étaient Luigi Giafferi et Andrea Ciaccaldi, qui en effet firent avec la république un accommodement fort avantageux pour eux-mêmes (3). Mais lorsque la paix parut entièrement rétablie, que les troupes impériales furent retournées en Lombardie, les chefs des insurgés étant venus pleins de confiance à Gênes, furent tout à coup jetés

et le gouverneur voulut exiger les taxes comme s'il n'y avait eu aucune protestation; c'est alors que les Corses poussèrent de nouveaux cris de guerre. (*Note du traducteur.*)

(1) Les insurgés voulaient prendre Veneroso pour leur roi. Le noble génois refusa leurs offres, et, voyant l'inutilité de ses efforts pour dissiper les défiances des insurgés qui voulaient des garanties, s'en retourna à Gênes.

(2) Spécialement dans un combat près de San-Pellegrino, vers la fin d'octobre dix-sept cent trente et un.

(3) Ces deux chefs déployaient la plus grande énergie dans la défense de leur patrie. Ils s'appliquaient surtout à mettre du concert dans les opérations des Corses; élus eux-mêmes dans une réunion de leurs concitoyens, ils appelèrent la nation à un parlement le premier février dix-sept cent trente-deux; et, s'éloignant eux-mêmes pour suivre les expéditions militaires, ils laissèrent aux représentants des divers cantons de l'île la liberté d'élire pour président Aitelli. Diverses mesures furent prises; on adressa des proclamations à tous les Corses qui étaient alors en pays étrangers. Les deux généraux se montrèrent habiles et intrépides dans la résistance aux troupes allemandes. Giafferri obtint de fréquents avantages dans les cantons montagneux où il était posté; Ciaccaldi ne fut pas moins résolu; mais sa position était plus difficile, parce qu'il avait à défendre un pays plus découvert. Le prince de Wurtemberg ne cessait de faire des offres de pardon aux rebelles, aucun secours n'arrivait du dehors; aussi les Corses parurent disposés à écouter les promesses du général de l'empereur; c'est quand ils virent l'appui de la population prêt à leur manquer, que Giafferri et Ciaccaldi envoyèrent le trois mai des députés au camp de Wurtemberg pour offrir de se soumettre sous de justes conditions. Les Génois les reçurent avec dureté, les Allemands leur firent un accueil gracieux. Sous la médiation du prince de Wurtemberg, le onze fut réglé l'accommodement, dont voici les principales conditions: La république remettait aux Corses les tailles et impositions échues; elle consentait qu'il y eût en Corse un ordre de noblesse inscrite en un registre, jouissant des mêmes priviléges que les nobles de terre ferme; elle promettait de ne point s'opposer à l'exaltation des prêtres corses à l'épiscopat, de concourir à la fondation des colléges en Corse pour l'instruction de la jeunesse; l'on confirma l'ancien usage pour la Corse, d'avoir à Gênes un orateur chargé de défendre les intérêts de l'île. L'on régla l'institution de trois promoteurs élus des métiers et du commerce, qui devaient être renouvelés tous les trois ans, et s'entendre avec le gouvernement sur les meilleures mesures à prendre pour les arts, le commerce et l'agriculture. Il fut convenu que l'empereur fonderait à Bastia une chambre de justice, à laquelle on appellerait des violations faites par la république aux articles maintenant arrêtés. (*Note du traducteur.*)

dans les fers (1). Ce fut un nouvel aliment donné à l'irritation des Corses ; le prince Louis de Wurtemberg se plaignit des Génois auprès de la cour impériale, et Charles réclama de la manière la plus pressante la mise en liberté des prisonniers. Les Génois durent céder à ses instances, l'empereur confirma expressément la paix conclue ; mais les Corses conservèrent leur ressentiment contre la république.

Cependant le pape Clément était engagé en de longs débats avec la cour de Turin ; car, depuis le huit janvier dix-sept cent trente et un, il s'élevait contre le concordat conclu par Benoît avec le roi de Sardaigne. Cette affaire ne fut terminée que vers le commencement de l'année dix-sept cent quarante-deux. Nous passons les attentats commis par les Français contre Avignon en dix-sept cent trente-trois : car, si la cour pontificale en fut vivement affectée, ils ne se rattachent pas immédiatement à l'État ecclésiastique en Italie. D'un autre côté Clément se sentit vivement blessé par les déclarations de l'infant don Carlos, qui, probablement en représailles des protestations du pape, ne voulut reconnaître d'autre souverain de Castro et de Ronciglione que lui-même,

Dès le mois de septembre de cette année, le feu de la révolte se ralluma sur plusieurs points de la Corse, et cette fois l'intervention de l'empereur ne fut pas d'un si grand poids auprès des Corses ; car les débats de la succession de Pologne attiraient son attention sur des points bien opposés. Les affaires de Pologne entraînèrent la France à une guerre contre l'empereur. Le roi de Sardaigne réclamait de nouveau Vigevano ; le roi d'Espagne croyait avoir dans la situation de l'infant don Carlos des motifs suffisants de plainte (1) ; ces deux souverains se réunirent avec la France contre l'empereur (2),

(1) D'autres furent expulsés de l'île. C'est à Corte que furent arrêtés Giafferri, Ciaccaldi, Simone Aitelli et Simone Raffaelli, ancien secrétaire du conseil national. Il restait encore quelques troupes allemandes en Corse, et ce fut même le général Wachtendonk qui, sur l'ordre du commissaire génois, opéra l'arrestation. Cet acte donna lieu à de graves accusations contre lui et contre le prince de Wurtemberg ; ils se défendirent, et le prince, pour dissiper tout soupçon, agit puissamment en faveur des captifs auprès de la cour de Vienne. (*Note du traducteur.*)

(1) Ainsi, quoique l'infant eût atteint sa dix-huitième année, l'empereur ne mettait pas fin à la régence de tutelle, et soutenait que, suivant les dispositions des lois, vingt-cinq ans étaient exigés pour constituer la majorité.

(2) Depuis longtemps Charles Emmanuel était sollicité par l'Autriche et par la France. L'empereur, pour l'attirer de son côté, lui offrait une partie du Milanais ; la France s'engageait à lui laisser une forte portion de ce duché, s'il joignait ses forces aux armes françaises. Le roi de Sardaigne proposait d'abandonner à la France la Savoie, si l'on voulait lui laisser prendre tout le Milanais : d'ailleurs il désirait la coopération de l'Espagne ; le cabinet de Madrid consentit à satisfaire Charles Emmanuel, espérant par son concours recouvrer Naples et la Sicile. L'adhésion de l'Autriche aux projets de la Russie sur la Pologne amena une conclusion de toutes les pratiques suivies entre les trois cours de l'Occident. Le vingt-six septembre fut signé un traité d'alliance stipulant que don Carlos, laissant le duché de Parme et Plaisance à son frère puîné, don Felipe, serait mis en possession du royaume des Deux-Siciles ; que tout ce qui pourrait être conquis du Milanais serait cédé en toute souveraineté au roi de Sardaigne ; que ce monarque commanderait comme généralissime, les armées confédérées en Italie... Ce traité fut enveloppé dans un tel mystère, que les Autrichiens n'en eurent pas le moindre soupçon, et qu'ils laissèrent faire des exportations de vivres du Milanais dans le Piémont. Les manifestes des rois de France et de Sardaigne remplirent la cour de Vienne de confusion ; les opérations des alliés furent d'autant plus rapides, que le maréchal de Villars craignait de voir Charles Emmanuel céder à des offres avan-

avant que Charles VI pût s'attendre à une attaque en Occident (1). Une armée française sous le maréchal Villars se mit en marche pour le Piémont vers le milieu d'octobre, fit sa jonction avec l'armée sarde; et toutes ces troupes, placées sous le commandement du roi de Sardaigne comme généralissime, franchirent le vingt-six octobre les frontières du duché de Milan. Daun, qui était gouverneur, pourvut en toute hâte la citadelle d'approvisionnements de bouche; mais il manquait presque entièrement de troupes, car les compagnies n'étaient plus guère que sur les rôles des capitaines, et n'offraient pour ainsi dire point d'effectif. Toute la garnison qu'il put rassembler consistait en quatorze cents hommes. Il en envoya huit cents autres vers Novara, et se replia lui-même sur Mantoue, pour courir ensuite à Vienne.

Dès le vingt-sept octobre, les clefs de Vigevano furent livrées au roi de Sardaigne; le trente et un, Pavie ouvrit ses portes; de Milan des députés allèrent au-devant de Charles Emmanuel, avec les clefs de la ville, et implorèrent sa clémence, ainsi que la confirmation de la constitution de la ville. Dans la nuit du trois novembre, les troupes franco-sardes entrèrent dans Milan. La citadelle défendue par le maréchal impérial, Annibale de' Visconti, fut assiégée par les alliés sous la direction du lieutenant général de Coigny. Lodi se rendit le sept novembre; Novara, Tortona et Pizzighettone furent attaquées. Les impériaux évacuèrent Crémone afin de conserver des moyens suffisants pour maintenir Mantoue. La garnison de' Pizzighettone arbora le drapeau blanc le vingt-huit novembre, et put se retirer librement vers Mantoue. Trezzo et Lecco tombèrent au pouvoir des alliés, sans qu'il fût besoin de tirer l'épée; le fort de Fuentes tenta de se défendre; mais la garnison de soixante hommes dut bientôt capituler. Ensuite, vers le milieu du mois de décembre, le généralissime et Villars lui-même entreprirent le siége de la citadelle de Milan. Malgré sa défense héroïque, Annibale de' Visconti fut réduit à se retirer le deux janvier dix-sept cent trente-quatre avec le reste de la garnison sur Mantoue. La citadelle de Crémone s'était déjà rendue avant la fin de l'année; Novara et Arona furent évacuées en vertu d'une capitulation du neuf janvier, et le vingt-six le comte Palfy quitta aussi Tortona; le château se rendit le neuf février. Une flotte espagnole amena dans le golfe de la Spezzia et à Livourne quatre mille cavaliers avec d'autres troupes sous le comte de Montémar. Le duc de Castro Pignano occupa Massa di Carrara et Lavenza; le vingt-quatre décembre, il avait pris le fort dell' Aulla, tenu par des troupes impériales, et des régiments espagnols pénétrèrent dans le Parmesan. L'infant don Carlos devint généralissime des armées espagnoles en Italie, et prit les rênes du gouvernement à Parme.

Durant le mois de février dix-sept cent trente-quatre des corps de troupes impériales se rassemblèrent dans la partie méridionale du Tyrol sous le comte de Mercy, et à la fin du mois ce général vint avec six mille hommes à Mantoue, où s'étaient concentrés les restes des garnisons de la Lombardie. Mais peu de temps après il fut atteint d'une maladie si grave, que l'on ne pouvait guère espérer lui voir jouer un rôle bien actif. Cependant les Espagnols s'étaient répandus sur le Modenais; il fallut que le duc les reçût aussi dans ses places. Les impériaux se concentrèrent dans Mantoue et autour de cette place, et les gazettes de ce temps font monter leurs forces dans ces lieux à soixante mille hommes (1). L'armée franco-sarde se logea le long de l'Oglio et sur la

tageuses de l'Autriche; le roi de Sardaigne n'était pas moins empressé pour se saisir d'un pays qu'il convoitait depuis si longtemps. (*Note du traducteur.*)

(1) Muratori, p. 90.

(1) Muratori, p. 90.

rive droite du Pô, s'étendant jusque dans le Ferrarais. Dans la nuit du premier au deux mai, le général comte de Ligneville franchit le Pô avec un corps impérial, dans les environs de Benedetto; ensuite Mercy fit construire un pont, et son armée passa le fleuve sans que les Français fussent en état de s'y opposer. Bien plus ces derniers se portèrent de tous les points sur la rive méridionale du Pô vers le Parmesan, et se réunirent près de Sacca. Les Autrichiens occupèrent Mirandola, marchèrent sur Reggio, prirent Guastalla et Novellara, et pénétrèrent jusque dans le Parmesan. Mercy était allé à Padoue pour se faire traiter par les médecins de cette ville, et le prince de Wurtemberg, qui pendant ce temps commandait l'armée impériale, jeta une garnison à Colorno, mais fut forcé le cinq juin par le roi de Sardaigne de se retirer. De retour à l'armée, Mercy fit encore un mouvement rétrograde jusqu'à San-Martino, parce que ses troupes, mécontentes d'être si peu ménagées, ne montraient pas en général un grand empressement à le soutenir.

Le maréchal Villars, à cause de la faiblesse de son âge, avait été rappelé de l'armée (1); il mourut en se rendant à Turin. Comme dans ce temps le généralissime alla visiter sa capitale, l'armée franco-sarde se trouvait sous les ordres des maréchaux de Coigny et de Broglie, lorsque Mercy fit tout à coup un mouvement en avant, cherchant à engager une bataille. Les armées en vinrent aux mains, le vingt-neuf juin, dans le voisinage de Parme; le terrain coupé de fossés ne permettait ni les évolutions de la cavalerie, ni les charges à la baïonnette; Mercy fut tué sans avoir communiqué ses plans au prince Louis de Wurtemberg, qui prit le commandement après lui; néanmoins le feu de la mousqueterie et des pièces de campagne se prolongea jusqu'à ce que la nuit séparât les combattants. Comme le prince Louis était blessé, l'armée impériale se replia dans la nuit sur le pays de Reggio. Le roi de Sardaigne, arrivé à l'issue du combat, fit maintenant occuper Guastalla, et transporta de nouveau son quartier général à San-Benedetto. Le duc de Modène reçut garnison française, même dans la citadelle de sa capitale, et partit pour Bologne le quatorze juillet avec toute sa famille; son fils aîné s'était déjà rendu à Gênes. Outre Modène, les Français et les Sardes occupèrent Reggio, Correggio et Carpi; les Allemands se maintinrent dans Mirandola; la Secchia séparait les deux armées, sans qu'il se passât rien d'important jusqu'au milieu de septembre. A la place de Mercy, la cour de Vienne nomma le comte Joseph de Kœnigsegg général en chef de l'armée; celui-ci surprit le quinze septembre le maréchal de Broglie, et enleva la plus grande partie du corps placé à Quistello. Alors Charles Emmanuel ne laissa qu'une faible garnison à San-Benedetto, et se retira à Guastalla, où se retrancha son armée après avoir abandonné aussi Reggio et Carpi. Un second engagement eut lieu le dix-neuf septembre aux environs de ce camp; le prince Louis de Wurtemberg périt en combattant vaillamment, et le comte de Kœnigsegg se retira en bon ordre. Le reste de l'automne s'écoula sans amener d'événements importants; mais à peine le roi eut-il mené ses troupes dans leurs quartiers d'hiver, les impériaux passèrent l'Oglio, occupèrent Bozzolo, Viadana, Casalmaggiore, Sabbioneta et d'autres lieux.

A peu près vers le même temps où l'on combattait dans la haute Italie pour la possession du Milanais, les armées impériales durent lutter aussi dans le sud de la Péninsule pour le royaume de Naples. Les Espagnols avaient débarqué leurs troupes en Toscane et dans le pays de Gênes, puis ils

(1) Le maréchal était presque toujours en désaccord avec le roi de Sardaigne; il voulait pousser rapidement les Allemands, et les empêcher de recevoir les renforts du Tyrol, tandis que Charles Emmanuel songeait à s'affermir dans ses conquêtes. (*Note du traducteur.*)

les avaient considérablement grossies, et Giulio de' Visconti, vice-roi impérial de Naples, pressait vivement sa cour de lui envoyer des renforts; car il était manifeste que l'armée espagnole était destinée contre le sud. Mais les secours qu'il reçut étaient insignifiants. Au mois de février, l'infant don Carlos vint joindre le comte de Montémar, dont le quartier général était à Sienne, et lorsque le duc de Livia eut amené aussi les troupes espagnoles qui avaient été dispersées dans le Modenais, après la remise des places occupées par elles aux franco-sardes, l'armée tout entière se mit en mouvement dans la direction de Rome. Le quinze mars, elle franchit le Tibre (1). Vers ce temps une flotte espagnole parut près de Civita Vecchia, elle détacha quelques bâtiments qui s'emparèrent le vingt de Procida et d'Ischia. Aucune résistance ne fut opposée non plus à l'armée de terre des Espagnols; en évitant Capoue elle arriva jusqu'à Santo-Angelo di Rocca Canina (1). La ville de Naples étant en fermentation (2), le vice-roi envoya sa famille à Vienne, sa chancellerie à Gaëte, et lui-même se rendit à Avellino et à Barletta (3). Ainsi l'infant arriva sans empêchement à Maddalori, où les députés de Naples lui apportèrent les clefs de la ville. Le dix entrèrent trois mille Espagnols; pendant ce temps l'infant en personne se dirigea vers Aversa. Le vingt-cinq se rendit le château Santo-Ermo, le trois mai le château de l'OEuf, le six mai le Château-Neuf. Le dix mai, l'infant fit son entrée solennelle, et cinq jours après arriva un décret de son père, par lequel il fut déclaré roi des Deux-Siciles (4).

Comme à Bari s'étaient réunis environ sept mille hommes de troupes impériales, le comte de Montémar prit cette direction, et atteignit les impériaux en ordre de bataille

---

(1) Les Espagnols dévastèrent les pays où ils étaient accueillis comme des hôtes; ils saccagèrent les alentours de la Mirandola, puis se saisirent de cette place pour la remettre au duc Pico, qui avait été dépouillé par les impériaux, et qui maintenant servait dans les troupes d'Espagne; la principauté de Piombino, le duché de Massa furent horriblement maltraités; lorsque l'armée de Montémar prit la direction de Rome, la capitale du monde chrétien trembla pour ses palais et ses temples; des commissaires, envoyés par le pape, s'empressèrent de procurer des vivres à ces envahisseurs, qui néanmoins pillèrent la campagne sans scrupule; et, après avoir laissé commettre tant d'excès sur les terres de puissances neutres ou alliées, l'infant don Carlos publia une proclamation dans laquelle il disait que sa majesté catholique, émue de compassion pour les maux des peuples de Naples et de Sicile, envoyait une armée pour les délivrer de l'oppression et de la misère où les tenaient les Allemands; en même temps il promettait à tous les sujets de ce royaume l'oubli du passé, le pardon de l'obéissance prêtée aux oppresseurs, et la confirmation de leurs anciens priviléges. (*Note du traducteur.*)

(1) Le général Caraffa avait voulu réunir les garnisons des places fortes pour combattre; mais le général Traun s'y opposa, parce que l'on devait plutôt chercher à gagner du temps, pour attendre les renforts promis. Muratori, p. 105-106.

(2) Le vice-roi, réduit aux dernières extrémités, finit par appeler sous ses drapeaux tous les bannis et les condamnés pour délits, excepté pour crimes de lèse-majesté, pour homicide et fausse monnaie; de tels moyens devaient augmenter le désordre. (*Note du traducteur.*)

(3) A mesure que Visconti s'éloignait, les populations se levaient derrière lui, proclamant la puissance de l'Espagne.

(4) L'expédition du prince ne fut qu'une marche triomphale; mais la joie des Napolitains s'accrut encore lorsqu'ils apprirent que don Carlos devenait leur roi, et qu'ils ne seraient plus gouvernés par des délégués. Le nouveau monarque montra une grande affabilité pour tous ses sujets, et s'appliqua surtout à satisfaire la noblesse qui embrassa sa cause avec ardeur; en même temps on institua un tribunal pour châtier ceux qui ne se soumettraient pas bien vite. (*Note du traducteur.*)

le vingt-sept, dans les environs de Bitonto. A la première attaque, les Italiens qui se trouvaient sous les bannières de l'empereur prirent la fuite; les Allemands seuls n'étaient pas en état de résister (1). Les habitants de ces cantons embrassèrent bientôt la cause des Espagnols, et le comte de Montémar fut nommé duc de Bitonto et commandant des châteaux de Naples.

Le nouveau roi Carlos marcha en personne contre Gaëte à la fin de juillet. La garnison allemande capitula dès le sept août. Vers la fin du mois, les troupes de Montémar débarquèrent dans les environs de Palerme; les Palermitains envoyèrent des députés au-devant de lui, et le deux septembre il fit son entrée dans cette capitale comme vice-roi de l'île. Les autres villes et châteaux de Sicile se rendirent aussi vite que les places du pays de Naples; ici Capoue seule tint encore jusqu'au vingt-deux octobre, elle avait pour commandant le comte Traun lui-même. En Sicile, le prince Lobkowitz défendit ainsi la citadelle de Messine jusqu'au vingt-deux février dix-sept cent trente-cinq; alors il demanda à capituler; mais il n'évacua les forts que vers la fin de mars. La dernière ville qui se rendit aux Espagnols en Sicile fut Trapani, qui ne planta la bannière espagnole que le vingt et un juin; Syracuse avait tenu jusqu'au seize de ce mois (2).

Dès le mois de mars, le roi don Carlos était arrivé dans l'île, et s'était fait couronner à Palerme le trois juillet; ensuite il revint à Naples. Précédemment encore, en février, Montémar avait marché contre le *Stato de' Presidi*. Il conquit San-Filippo et Portercole, puis s'avança au mois de mai vers la haute Italie, laissant seulement un corps d'observation devant Orbitello, qui se rendit au commencement de juillet.

Cette année-là les Français en Italie étaient commandés par le duc de Noailles; mais la campagne ne fut pas ouverte avant l'arrivée du roi Charles Emmanuel à Crémone le dix mai. Vers la fin du mois, se trouvant à la tête d'une armée de beaucoup supérieure à celle des impériaux, il pénétra dans le Mantouan. Noailles prit Gonzaga; Kœnigsegg laissa les Espagnols de Montémar, qui arrivaient le treize juin, passer librement le Pô, et tira ses troupes de San-Benedetto, Revere, Ostiglia, Governolo et d'autres places de ces cantons. Noailles fran-

(1) Les Allemands, découverts sur leur flanc droit par la fuite des Italiens, ne pouvaient plus espérer le moindre succès; néanmoins ils se défendirent vaillamment, protégés par des fossés, des murs et des accidents du terrain; mais à la fin il leur fallut céder, et le corps de bataille se retira sous les murs de Bitonto; Montémar le réduisit à se rendre, et fit poursuivre leur aile gauche, qui s'était dispersée. Les gens du pays aidèrent la cavalerie à exterminer les fuyards. (*Note du traducteur.*)

(2) Il n'y avait que six mille hommes de troupes allemandes en Sicile, et les Espagnols dirigèrent contre l'île une expédition formidable. De grands armements se firent à Naples et à Barcelone; plus de trois cents bâtiments mirent à la voile de Naples, portant vingt mille hommes de troupes de débarquement outre leurs équipages; l'expédition ayant gagné le large se divisa en deux parties; l'une gouverna droit sur Palerme, l'autre fit un détour pour aller aborder à Messine. Le gouverneur, prince de Lobkowitz, dut se borner à la défense de Messine, Syracuse et Trapani; car il avait peu de monde, et les habitants étaient contre lui: les Siciliens avaient envoyé des députés à don Carlos pour lui offrir leurs biens et leurs personnes. En effet à peine Montémar eut débarqué, les campagnes et les villes se soulevèrent, et reconnurent le pouvoir nouveau. La division dirigée vers Messine, et commandée par le comte de Marsillac, rencontra plus d'obstacles, puisque les Allemands avaient concentré de ce côté leurs moyens; mais la défense de Messine, Syracuse et Trapani n'était qu'une satisfaction donnée à l'honneur militaire, elle ne pouvait influer sur le sort de l'île. *Note du traducteur.*)

chit le Pô près de Sacchetta, et le roi l'Oglio près de Canneto. Kœnigsegg laissa six mille hommes dans Mantoue, se retira sur Véronne, passa l'Adige près de Bussolengo, et mena son armée dans le pays de Trente. Mantoue et Mirandola étaient maintenant les seules places qui eussent des garnisons impériales. La dernière était défendue par le baron de Stenz; Montémar se mit en devoir de l'assiéger vers le milieu de juillet; à la fin d'août, tous les approvisionnements de Mirandola furent tellement épuisés, que la garnison capitula. Ensuite Montémar voulut transformer le blocus de Mantoue en un véritable siége; mais le roi et Noailles ne le soutinrent pas dans ce projet, quoique les maladies contagieuses eussent en partie détruit la garnison impériale; car Charles Emmanuel ne se souciait point de contribuer à fortifier la puissance des Espagnols dans la haute Italie, et la cour de France négociait secrètement avec l'empereur. Les négociations menèrent le seize novembre à un armistice entre l'armée française et le général Khevenhuller, qui alors commandait les troupes impériales; des préliminaires de paix avaient déjà été signés à Vienne le trois octobre entre la France et l'empereur; il y était stipulé, quant à l'Italie, que le roi de Sardaigne, sur les trois villes de Novara, Tortona et Vigevano, en pourrait choisir deux, et que d'un autre côté le reste du duché de Milan serait rendu à l'empereur. Ce monarque devait aussi acquérir le duché de Parme et de Plaisance et ce qui s'y rattachait sous la domination française. A l'extinction de la ligne masculine des Medici, la Toscane devait passer au duc François Étienne de Lorraine; et l'infant don Carlos, en dédommagement de la Toscane et des États des Farnese, devait conserver le royaume des Deux-Siciles, qui était en sa possession, ainsi que le *Stato de' Presidi* et l'île d'Elbe (1).

Le roi de Sardaigne approuva ces traités, choisit Tortona et Novara et déclara officiel-

(1) Telles furent les principales disposition du traité de paix, entre l'empereur Charles VI et le roi Louis XV: Stanislas Leczinski, beau-père du roi, renonçait à la couronne de Pologne et de Lithuanie; l'empereur consentait que Stanislas fût mis en possession du duché de Bar; il était convenu que la Toscane, après la mort du grand-duc actuel, passerait à la maison de Lorraine; que lorsque le grand-duché de Toscane serait dévolu à la maison de Lorraine, Stanislas serait mis en possession du duché de Lorraine avec toutes ses dépendances; et qu'après la mort de Stanislas le duché serait réuni pour toujours à la couronne de France;... que les troupes espagnoles seraient retirées des places fortes de la Toscane, et qu'à leur place serait introduit un nombre égal de soldats impériaux, uniquement pour assurer la succession éventuelle de la maison de Lorraine; que Livourne resterait port franc;... que don Carlos conserverait le royaume des Deux-Siciles, et les ports de l'État de Sienne ainsi que Portolongone; que l'on donnerait au roi de Sardaigne le choix de deux districts du Milanais au delà du Tessin, et la suzeraineté sur les fiefs des Langhe; que l'on rendrait à l'empereur tous les pays conquis sur lui, et qu'il aurait l'État de Parme, mais sans pouvoir réclamer du pape la levée de la confiscation de Castro; que, pour fixer les choses d'une manière définitive, les plénipotentiaires se réuniraient en un congrés, et qu'il y aurait en attendant suspension d'armes. (*Note du traducteur.*)

Comme nous nous sommes attaché principalement à suivre les vicissitudes de la guerre, il nous reste à signaler plusieurs événements intéressant les familles princières. Dans l'année dix-sept cent trente-cinq, le treize janvier, Charles Emmanuel perdit sa seconde épouse, Polixène Christine de Hesse-Rothenburg. Le successeur de Sebastiano Mocenigo dans la dignité de doge (vingt et un mai dix-sept cent vingt-deux), Carlo Ruzzini, mourut le cinq janvier dix-sept cent trente-cinq; après lui vint Luigi Pisani. Le prince Eugène de Savoie mourut le vingt et un avril dix-sept cent trente-six à l'âge de soixante-douze ans. (*Note de l'auteur.*)

lement son adhésion le premier mai dix-sept cent trente-six (1). A la nouvelle de la conclusion de l'armistice, Montémar fut d'autant plus étonné (2), qu'il reçut en même temps de Noailles le conseil de songer à sa sûreté, attendu que les Français n'avaient point mission de l'assister, si les impériaux attaquaient les Espagnols.

Les Allemands descendirent rapidement l'Adige; Montémar repassa le Pô, jeta des renforts vers Mirandola et Parme, et mena son armée du côté du Bolonais, où il la jugeait à l'abri. Mais des hussards impériaux s'étant aussi montrés vers ces cantons, il marcha plus loin vers la Toscane (3). Alors Noailles le détermina facilement, encore bien qu'il n'y eût aucune instruction spéciale de la cour de Madrid, à consentir avec l'armée impériale à une trêve qui comprit le Ferrarais, le Bolonais et la Romagne, et s'étendait jusqu'à la Marche et à l'Ombrie. Les Français évacuèrent complétement le Mantouan en avril dix-sept cent trente-six, et les Espagnols sortirent aussi dans le même mois de Mirandola; un peu plus tard de Parme et de Plaisance, d'où ils enlevèrent toutes les peintures précieuses, les riches objets d'or et les autres effets de la maison Farnese. Ils voulaient aussi emmener toute l'artillerie; mais ils en furent empêchés par les hussards de Khevenhuller. Le trois mars le prince Lubkowitz prit possession des domaines Farnese, au nom de l'empereur. Vers la fin de mai, les Français évacuèrent aussi le Modenais, et le vingt-quatre du même mois le duc Rinaldo revint de Bologne. Des régiments espagnols partirent isolément de la Toscane pour Naples ou la Catalogne. En août commença l'évacuation du Milanais; le sept septembre, deux régiments impériaux rentrèrent dans la ville, et au moyen de l'occupation de Pavie le onze, tout le duché se retrouva entre les mains de l'empereur. Au même temps les Allemands avaient graduellement quitté l'État de l'Église; en Toscane, au contraire, Montémar tenait toujours Pise et Livourne, de sorte que Khevenhuller envoya enfin un corps vers la Lunigiana; mais ce mouvement ne fit rien décider, et la cour d'Espagne ne continua pas moins de négocier, afin de conserver les propriétés allodiales des maisons Farnese et Medici, et d'autres avantages encore, quoique l'empereur eût abandonné Naples et la Sicile sans réserve. La médiation du pape n'était d'aucune importance; car alors était arrivé insensiblement le temps où l'on n'avait de respect que pour la force matérielle (1). L'Espagne ne donna son adhésion

(1) Charles Emmanuel se sentit d'abord blessé de la conduite de la France, qui avait traité des intérêts de la Sardaigne sans le consulter; il était irrité de voir échapper de ses mains des conquêtes qui allaient être assurées par la défaite plus complète des impériaux; il se plaignit, il adressa des reproches à son allié; mais il finit par se soumettre à la nécessité. (*Note du traducteur.*)

(2) Montémar exprima son indignation avec beaucoup moins de ménagement que Charles Emmanuel, et annonça même l'intention de ne tenir aucun compte de la trêve; mais il se vit dans le plus grand embarras : car il se trouva seul contre les forces des Allemands, et ne savait d'ailleurs sur quel point se fortifier de préférence, ignorant la teneur du traité conclu par la France, et quelles parties de l'Italie devaient rester en définitive à l'Espagne; voilà ce qui explique l'hésitation de ses marches et contremarches. (*Note du traducteur.*)

(3) Les Toscans voyant Montémar se fortifier dans le grand-duché, et ne sachant plus que penser sur les articles de Vienne et les dispositions de l'Espagne, restèrent spectateurs passifs, attendant maintenant sans remuer ce qu'il plairait aux grandes puissances de prononcer sur leur sort définitif; ils s'abstinrent de toute manifestation, ignorant s'ils seraient adjugés aux princes de Lorraine ou de Bourbon. (*Note du traducteur.*)

(1) A Rome, le mécontentement causé par les recruteurs espagnols avait poussé en mars dix-sept cent trente-six les Trasteverins à un soulèvement qui, se renouvelant bientôt après, entraîna aussi les Borghigiani (les habitants du

aux préliminaires que le quinze novembre (1); le neuf janvier dix-sept cent trente-sept, Montémar évacua Livourne, où bientôt après entrèrent des troupes impériales sous le général Wachtendonk.

La paix fut suivie de plusieurs circonstances heureuses : dès le mois de février dix-sept cent trente-six avait eu lieu le mariage du futur grand-duc de Toscane, François Étienne de Lorraine, avec la fille de l'empereur, Marie Thérèse. Dans la même année se firent les fiançailles, et en dix-sept cent trente-sept les noces du roi Charles Emmanuel de Sardaigne et d'Élisabeth Thérèse, sœur de François Étienne de Lorraine. A peine put-on regarder comme un triste événement la mort du grand-duc Giovan Gaston, qui, après avoir été tourmenté par des douleurs incessantes de la vessie, vit enfin arriver le terme de ses souffrances le neuf juillet dix-sept cent trente-sept (1).

Borgo, également au delà du Tibre) et les Montigiani (habitants d'un quartier de Rome sur la rive gauche, qui sont comme les Trasteverins renommés pour l'énergie de leurs passions). Ce fut seulement après la mise en liberté de tous les prisonniers arrêtés à cause de l'insurrection précédente, et la promesse d'une amnistie pleine et entière, que le calme put être ramené. Les enrôlements furent interdits. Muratori, p. 137, 138. La cour d'Espagne fut très-irritée de ces mouvements ; les cardinaux Acquaviva et Belluga quittèrent Rome, les nonces pontificaux sortirent de Naples et de Madrid, et le ministère espagnol interdit assez longtemps tous les appels à la daterie. A Velletri, les Espagnols qui se retiraient en étaient venus aux mains avec les habitants; au mois de mai, d'autres troupes espagnoles parurent dans cette ville, et lui arrachèrent une contribution de huit mille *scudi;* d'autres dévastèrent les salines d'Ostia; d'autres encore frappèrent Palestrina d'une taxe de quinze mille *scudi*. Au même temps les impériaux vexaient le pape; et les mauvais rapports avec l'Espagne n'en continuaient pas moins. Peu à peu le bon accord se rétablit entre Madrid et Rome, et les deux cardinaux Acquaviva et Belluga revinrent dans la capitale du monde chrétien. Enfin une réconciliation s'opéra le vingt-sept septembre de cette année.

(1) Heeren, *Manuel de l'histoire du système politique de l'Europe*, 1re partie, p. 315.

L'Espagne avait bien de la peine à renoncer aux acquisitions qu'elle tenait de traités antérieurs, et aux conquêtes plus récentes qu'elle devait à ses armes. C'était la reine Élisabeth surtout qui poussait le cabinet de Madrid à cette conduite envahissante, emportée qu'elle était ellemême par le désir de former des établissements aux infants d'Espagne issus de son Mariage avec Philippe V; elle n'était point satisfaite encore de voir la couronne de Naples parer le front de son fils don Carlos; elle sentait la douleur de perdre Parme, qu'elle regardait comme une propriété de sa famille, et voulait encore saisir les biens allodiaux de la maison de Medici, au mépris des droits d'Anna Luigia de Medici, électrice veuve du Palatinat. C'est parce que Montémar connaissait bien les sentiments de cette princesse qu'il n'avait pu se décider à se soumettre d'abord à l'armistice. L'Espagne était la puissance qui gagnait le plus au traité, et cependant ce fut elle qui fit attendre le plus longtemps son adhésion; elle parut se soumettre à la plus dure nécessité en l'acceptant. On n'attendait que son acquiescement pour transformer les préliminaires en un traité définitif : car le dix-neuf novembre ce traité fut signé à Vienne. (*Note du traducteur.*)

(1) Les derniers efforts de Gian Gastone pour se soustraire aux arrêts des grandes puissances, son agitation inutile à cet effet, la honteuse existence du dernier représentant de la race glorieuse des Medici, sont très-bien exposés par Botta, ainsi que les mesures prises pour assurer à l'avenir l'indépendance des Toscans.

« Il gran duca Gian gastone, quando intese le intenzioni de Francia e d'Austria, ne sentì un sommo dispiacimento e n'empì de querele le corti di Carlo e di Luigi... restando pei nuovi patti annullato il sesto dato alle cose di Toscana dalla quadruplice alleanza e dalla convenzione di Firenze, il gran duca si persuase di essere rimesso nella sua libertà, e pensò si ravvivare l'antico atto del senato a favore dell' elettrice.

Le prince de Craon prit ensuite possession de la Toscane pour François Étienne. Les biens allodiaux passèrent à l'électrice veuve du Palatinat, Anna Luigia de' Medici.

Ma parlava a chi non lo voleva udire, nè altro gli restò o da sperare, o da temere, o da operare, se non che la morte venisse a troncargli una vita oramai nojosa per infermità, par affanni e per cupidini: i Toscani dovevano finalmente pruovare, se chi era uso di parlare tedesco, meglio sapesse procurare la loro felicità, che chi usava la favella italiana.

« Ma qualunque fosse per essere il governo della Toscana sotto i nuovi signori, poco i Toscani avevano da rammaricarsi dell estinzione, che non si vedeva lontana della stirpe medicea. Giangastone vecchio non era più quel giovane, protettore generoso, e coltivatore utile delle scienze, delle lettere e delle arti. Vivevano ancora in lui alcuni segni della natura medicea, questi erano le voglie del comandare serrato, del fare concessione di se stesso al vizio del darsi in preda a quanto la corruttela ha di più schifo e di più abbominevole. Ma la parte migliore della sua casa se n'era, crescendo gli anni, ita in dileguo, nè più a camei, od a quadri, od a statue abbadava, nè più sollecito si dimostrava, o di scrutare gli arcani dell'astrusa natura, o di far cortesia a chi fa belli colle lettere gl'ingegni altrui. L'infame Dami gli aveva posto l'assedio, e niuna cosa che buona o tollerabile fosse, lasciava entrare al suo cospetto, ma solo sospetti e laide contaminazioni, tutte le cose, se non le brutte, il misero Giangastone lasciava portare al caso, ed i ministri governavano a posta loro quando Dami non gli governava esso. Le cariche e le grazie divennero sempre più venali, nè sempre venali erano per denaro, il che era pur già una brutta corruttela, ma qualche volta, e forse spesso, per una corruttela ancor più brutta, che per amor dell' onesto non voglio spiegare. Basterà accennare, che Giuliano Dami neera l'intromettitore ed il ministro. La corte ed i tribunali si riempirono di persone infami, e l'onore e la giustizia erano venuti in mano di chi non ne aveva. Lo stato si aggravò, l'amministrazione si sconvolse, un velenoso, anzi pestilenziale anelito si spandeva dalla corte nei magistrati e nel popolo. Dio volle, che la gentil Toscana passasse prima per atroci casi, poi per laide scene, la speranza stessa si stespegneva nel cuore degli uomini giusti ed onesti, e che la presente generazione dovesse dare luogo ad una migliore, nissuno credeva. Oltre che il cattivo esempio più presto secca la virtù che il buono la rinverde, le cariche ed i magistrati si davano per le medesime corruttele ai sopravviventi, di tal maniera che si prevedeva, che Dami e Giangastone anche dopo la loro morte regnerebbero. Ogni forma di buon governo, come ogni speranza, era pervertita. Accresceva il dolore, non dei perversi e degli sporchi, perchè a costoro, purchè abbiano danaro e peggio, che il mondo vada in rovina, non importe, ma dei buoni e degli amatori della patria i quali vedevano che non solamente la Toscana cadeva in mano, cessata la signoria domestica di un estranio signore, di cui ancora non si conoscevano nè le intenzioni nè le abitudini, ma ancora, che doveva essere data, gli Spagnuoli partendosene, in guardia ai Tedeschi tanto odiosi per le precendenti violenze. Temevano altresì, che siccome già si vedeva in aria, che il duca di Lorena, pel suo sposalizio con Mariateresa austriaca, sarebbe un giorno assunto al grado d'imperatore, così la Toscana si deprimesse alla condizione di una provincia, che dalla lontana Vienna avesse a ricevere e norma e comando. Gli Spagnuoli pero nonpresto se n'andarono, nè i Tedeschi presto vennero; perchè tra il volere e il non volere dei potenti, e di chi dava, e di chi prendeva, e di chi guadagnava e di chi perdeva, erano sorte in scabri negoziati molte difficoltà, e tutti la davano alla lunga. Chi perdeva, voleva perder meno; chi acquistava, voleva acquistar più: nissuno voleva accomodarsi senon per forza. La Spagna massimamente manifestava con aspri stridori la sua mala contentezza... finalmente... le guernigioni spagnuole dalla Toscana se n'andarono, le tedesche sottentrarono.

« Giangastone domandò che la Toscana, devolvendosi alla casa di Lorena, fosse sciolta dal vincolo di feudalità, cui l'impero pretendeva sopra di lei, e che il gran duca s'investisse della qualità di vicario imperiale in Italia, con godere i medesimi diritti i privilegi, che nella qualità medesima si appartenevanoai duchi di Savoja. Ma l'imperatore non prestò orecchie alle istanze del gran duca. Per torre tuttavia quasi

Le vingt-six octobre mourut aussi le duc Rinaldo de Modène dans un âge très-avancé; il eut pour successeur son fils unique, Francesco III, qui, tandis que la guerre désolait les États de son père, était allé avec son épouse, Charlotte Aglaé d'Orléans, de Gênes à Paris, puis avait parcouru les Pays-Bas et l'Angleterre. Il voulait revenir par Vienne; mais il alla combattre en Hongrie avec les impériaux, et ne revint à Modène que le quatre décembre, pour prendre les rênes du gouvernement.

Maintenant il faut encore reporter nos regards sur la Corse, afin de parcourir rapidement les événements de cette île depuis dix-sept cent trente-quatre, avant de poursuivre les destinées ultérieures de l'Italie. L'on a déjà indiqué que la révolte s'était ranimée contre Gênes en septembre dix-sept cent trente-trois (1). Au mois de

---

del tutto ogni aspettativa di regresso all' impero, l'imperatore con diploma imperiale, dato anche per consenso della dieta germanica, ai ventiquattro di gennajo del mille settecento trentasette, statuì, che dopo la morte del gran duca Giangastone, la sovranità, proprietà e possessione della Toscana fossero investite nel duca Francesco di Lorena, e ne' suoi descendenti maschi per ordine di primo genitura, e venendo a mancare la sua discendenza mascolina, si devolvessero al principe Carlo di Lorena, suo fratello, e suoi discendenti maschi con l'istesso ordine di primogenitura; caso poi che ogni discendente maschio mancasse nella stirpe di Lorena, intendeva, decretava, e voleva l'imperatore, che l'eredità del gran ducato si tramandasse alle femmine della medesima stirpe, perchè fosse da esse possedata colle medesime ragioni, diritti, prerogative e privilegi, che spettavano alla prole mascolina.

«... Gli Toscani... perchè... avevano perduto il governo di un principe di sangue toscano, desideravano di conservare al meno un reggimento domestico, affinche sembrasse che la loro patria la sua indépendenza e sovranità propria manteneva. Il gran duca ne fece istanza. I ministri d'Autria e di Lorena risposero..., che non restando la Toscana compresa nella prammatica, nè potendo a forma del trattato di Londra essere incorporata con gli statj ereditarj della casa d'Austria, subito che la successione d'Austria si fosse consolidata nel primogenito del duca Francesco, il gran ducato si trasferirebbe nel secondo genito, o in mancanza di esso nel principe Carlo e suoi discendenti, i quali per satisfare ai desidej dei popoli favebbero il loro ridedio in Toscana.

«... La vita del gran duca Giangastone veniva mancando. Scemato il vigore dello stomaco, gli divenne difficile il potersi nutrire; poi sopraggiunse la febbre, e per le acque ammassate il corpo gli gonfiava. Ai nove di luglio rendè l'anima in età di sessanta sei anni. Il principe di Craon mandato dal duca di Lorena e dall' imperatore per trattare certi interessi sopra gli allodiali dei Medici, spirato Giangastone, prese possesso dello stato, e tutti gli ordini prestarono giuramento di perpetuamente nella fede del nuovo gran duca Francesco duca di Lorena votre sere. » *Storia d'Italia*, l. 41.

(1) L'arrestation des quatre chefs corses avait laissé un profond ressentiment dans le cœur des insulaires, et l'autorité seule de l'empereur leur en imposait encore, en même temps qu'elle contenait l'ardeur de vengeance de Gênes; mais les Génois ne pouvaient s'abstenir de traitements insultants envers les Corses, auxquels ils donnaient trop fréquemment le nom de rebelles. La guerre élevée entre les grandes puissances à l'occasion de la succession de Pologne leur inspirait des craintes. Ils craignaient, sur leur refus d'embrasser l'alliance de l'une des parties, de voir des encouragements donnés à la révolte dans une île si difficile à gouverner. Pour affaiblir le danger, ils envoyaient en exil les hommes qui s'étaient le plus signalés dans les discordes passées, ils violaient les articles du dernier traité, conclu sous la garantie de l'empereur. Ces atteintes à la foi jurée provoquèrent des soulèvements partiels. Ensuite un député alla porter des plaintes à Gênes, et demander le redressement des griefs. Le sénat n'ayant fait qu'une réponse dédaigneuse, le son du cor appela les Corses de leurs retraites dans les montagnes, et ils descendirent attaquer les Génois des plaines. Gênes envoya le sénateur Gene-

février dix-sept cent trente-quatre les rebelles prirent Corte, et ensuite ils battirent les Génois sur plusieurs points. Les rebelles se donnèrent une organisation républicaine, reçurent en secret des secours des puissances étrangères, et réduisirent en dix-sept cent trente-cinq les autorités génoises à conclure une trève avec eux; mais à Gênes cet accord fut rejeté (1). On pourrait insérer parmi les curiosités historiques le rôle si connu que vint jouer dans l'année

---

lamo Pallavicino pour faire des concessions; les Corses devinrent plus audacieux. Le bruit de ces agitations émut les Corses exilés sur le continent. Lorsque les quatre chefs dont l'arrestation avait provoqué tant de réclamations furent mis en liberté, Ciaccaldi avait gagné l'Espagne, où il devint colonel; Simone Raffaelli était allé à Rome, où le pape le fit auditeur du tribunal *di Monte Citerio;* Aitelli et Giafferi s'étaient retirés à Livourne, où le dernier avait pris du service dans les troupes de don Carlos; mais maintenant il quitta les drapeaux du prince de Bourbon, et regagna sa patrie; Aitelli ne tarda pas à l'y joindre. Ces deux exilés enflammèrent encore les passions contre les Génois. Des masses nombreuses se formèrent; sept mille montagnards coururent attaquer Corte. La garnison de la ville et de la citadelle capitula, et gagna San-Pellegrino. Les révoltés, chaque jour plus nombreux, réduisirent les Génois à se renfermer dans les places fortes de Bastia, Calvi, San-Fiorenzo, Bonifazio et Ajaccio. Ramassant des approvisionnements dans les cantons les plus fertiles, ils les transportèrent dans les lieux les plus forts des montagnes, afin de se préparer à une longue défense si leurs maîtres du continent envoyaient contre eux des forces considérables. Pour le moment les Génois ne pouvaient tenir la campagne. *(Note du traducteur.)*

(1) Les insurgés étaient bien persuadés que sans assistance étrangère il leur faudrait en définitive se courber sous le joug de Gênes. Ils ne pouvaient espérer beaucoup dans l'appui de l'empereur, alors engagé dans une guerre difficile contre la France, l'Espagne et la Sardaigne. Ils se défiaient des Français, et se sentaient inclinés vers l'Espagne; aussi dressèrent-ils en plusieurs lieux l'ancien étendard d'Aragon. Aussitôt après la prise de Corte, agissant avec plus de régularité, ils se réunirent en parlement. Là se trouvèrent environ six cents chefs de famille, et il fut résolu qu'on se mettrait sous la protection de l'Espagne. Un député fut envoyé à Madrid pour offrir au roi d'Espagne la souveraineté de l'île, et lui demander des secours. Philippe V songeait alors à la conquête de Naples; mais, voulant dissimuler ses projets, il répondit qu'il ne lui convenait point d'appuyer la rébellion. Les Corses ne se découragèrent point, et lorsque de nouveaux commissaires génois les invitèrent à exposer leurs demandes, ils répondirent qu'ils n'entendraient aucun accommodement s'ils n'étaient assurés de la garantie de l'Espagne, de la France et de la Sardaigne. Puis Giafferi les poussant à réclamer une indépendance entière, une assemblée représentative se tint le trente janvier dix-sept cent trente-cinq à l'effet de régler la forme politique à donner à la Corse. Là on reconnut Giafferi et Ciaccaldi, absent, pour chefs et généraux de la nation. Giafferi se fit donner pour collègue Giacinto Paoli, père de Pasquale Paoli, qui devait plus tard acquérir un si grand renom. Les insurgés choisirent pour protectrice la sainte Vierge Marie, dont ils firent peindre l'image sur leurs drapeaux. Ils décidèrent que toutes les traces de la domination génoise seraient effacées; que les biens des Génois seraient confisqués; que la peine de mort serait portée contre quiconque proposerait de traiter avec Gênes; qu'il y aurait une diète générale, composée des députés de toutes les villes et de tous les villages; qu'à cette assemblée il appartiendrait de décider les affaires, d'établir les impôts, etc... Ensuite les insurgés levèrent des contributions, et pillèrent les partisans de Gênes. L'arrivée de secours de la république leur fit subir des échecs; mais bientôt ils surprirent les Génois à Biguglia, en firent un grand carnage, et réduisirent le reste à se tenir renfermé dans les places fortes. Mais la marine génoise interceptait toute communication avec le dehors. Les rivalités des chefs entraînaient des dissensions sanglantes; Gênes envoya de nouveaux commissaires qui cherchèrent à gagner les esprits. Le conseil des Corses suspendit les hostilités, et

dix-sept cent trente-six le baron westphalien, Théodore Anton de Neuhoff; parti de Tunis avec quelques faibles ressources, soutenu par quelques marchands aventureux, en agissant avec mystère, il sut répandre la croyance qu'il disposait de plus grands moyens. Bientôt après son arrivée, le quinze avril, les Corses le proclamèrent roi. Durant quelque temps, il réussit à bien soutenir son rôle; mais sa détresse personnelle ne tarda pas à faire un plaisant contraste avec ses prétentions à l'obéissance des Corses; il se vit donc naturellement jeté dans les plus pénibles embarras, et l'irritation des Corses, trompés dans leurs espérances, lui fit courir de grands dangers; de sorte qu'à la fin il jugea prudent de s'éloigner, en prétextant qu'il allait presser les secours dont on avait besoin (1). Le quatre novembre, il institua une régence pour le temps de son absence, monta sur un bâtiment, et alla débarquer à

---

proposa des conditions qui furent rejetées par le sénat de Gênes. (*Note du traducteur.*)

(1) Il paraît que ce baron de Neuhoff, fils d'un gentilhomme de la Marche de Westphalie, avait été page de Madame en France, puis lieutenant dans le régiment d'Alsace. Il parcourut bien des pays, changeant de noms et de titres, prétendant appartenir tantôt à une nation, tantôt à une autre. En Espagne, il s'insinua auprès d'Alberoni, puis auprès de Riperda. Ensuite il se mêla de toutes sortes d'affaires, desquelles son honneur ne sortit pas sans tache. Jeté parfois en prison, parfois à l'hôpital, sa connaissance d'une infinité de langues le mettait en rapports avec toute espèce de peuple. A Gênes, il séduisit divers Corses influents, avec lesquels il s'aboucha. Puis il se rendit à Tunis, et persuada au bey de lui fournir les moyens d'établir sa domination dans la Corse. Revêtu d'un costume étranger, ayant une suite de seize personnes, il monta sur un bâtiment anglais, qui le débarqua à Aleria. Ce bâtiment portait en même temps des objets précieux, dix canons, quatre mille fusils, de l'argent, des munitions de guerre et de bouche. L'aspect singulier de l'étranger, les secours qu'il apportait, ses libéralités présentes, l'espoir qu'il donnait de plus grandes encore, séduisirent les esprits du peuple. Les chefs, fatigués de discordes, vinrent lui rendre hommage. On le porta comme en triomphe à Campoloro, où il établit sa résidence dans le palais épiscopal. Les imaginations étaient séduites par sa magnificence et par le mystère qui enveloppait sa vie. Peu de personnes savaient qui il était, d'où il venait, et elles se gardaient de le dire, espérant que cet homme pourrait mettre fin à l'anarchie, puisque les Corses s'inclinaient devant lui. Le dix-sept mars, il appela les chefs de l'île à un conseil à Campoloro. Déjà il exerçait l'autorité souveraine; il choisit Sebastiano Costa pour grand chancelier et garde des sceaux du royaume, Giacinto Paoli pour grand trésorier, Luigi Giafferri pour maréchal, et il nomma des colonels, des capitaines, qu'il chargea de faire des levées, et auxquels il distribua des armes. Quand les soldats furent réunis, il les passa en revue, et en choisit quatre cents pour sa garde. Le quinze avril dix-sept cent trente-six, l'assemblée générale du royaume de Corse, tenue à Alessani au nom du peuple, élut pour roi le baron Théodore de Neuhoff. La dignité royale devait passer à ses descendants mâles, et même aux filles, à défaut de ligne masculine. A l'extinction de sa postérité, la Corse devait rentrer dans sa liberté d'élection. On établit en même temps une constitution, en vertu de laquelle devait être formée une diète de vingt-quatre personnages, les plus distingués par leur mérite et leurs services; trois membres devaient toujours résider à la cour, et le roi ne pourrait sans leur concours prendre aucune détermination concernant les impôts, la paix et la guerre. Tous les étrangers étaient exclus des emplois publics; tous les Génois étaient proscrits; tous les soldats devaient être Corses, à l'exception de la garde royale, que le monarque pourrait composer d'étrangers, pourvu qu'ils ne fussent pas Génois, etc... Théodore jura ces articles; on lui posa une couronne de laurier sur la tête, et l'assemblée, où se trouvaient plus de vingt-cinq mille personnes, le salua roi de Corse. On lui prêta foi et hommage; on le porta sur les épaules par les campagnes; l'île entière retentissait de cris de joie. A ces nouvelles, Gênes s'émerveilla. Le sénat fit pu-

Livourne, déguisé sous le costume de moine; ensuite il se mit en route pour les Pays-Bas, sans être en état de rien entreprendre immédiatement pour son royaume (1).

Trompés dans leur attente relativement à Neuhoff, les Corses n'étaient pas moins résolus à persister dans leur révolte : car les Génois ne se maintenaient plus que sur quelques points fortifiés. D'ailleurs Neuhoff avait encore un parti bien réel dans l'île, et des Pays-Bas il formait des plans pour l'avenir (1). Au milieu de telles circonstances les Génois s'adressèrent enfin à Louis XV, et malgré tous les efforts des Corses pour détourner la cour de Versailles de prêter appui à la république, en dépit du tableau qu'ils présentèrent au cabinet français des mauvais traitements par eux endurés de la part des Génois, le cinq février dix-sept cent trente-huit, trois mille soldats français débarquèrent près de Bastia, sous le comte de Boissieux (2). Les Corses donnèrent des

---

blier un édit dans lequel était rappelée la vie passée de Théodore. Celui-ci déclara que les accusations des Génois n'étaient que de vaines insultes. Il s'intitula Théodore Ier, par la grâce de la très-sainte Trinité et par l'élection des véritables et très-glorieux libérateurs et pères de la patrie, roi de Corse; institua l'ordre de chevalerie *della Liberazione;* créa un grand nombre de marquis, de comtes et de barons, des lieutenants généraux; et puis, annonçant l'arrivée prochaine d'une flotte envoyée par ses alliés, feignant de recevoir de fréquentes dépêches de souverains étrangers, il convoqua les forces des cantons, réunit vingt-cinq mille hommes, fit soumettre la province del Nebbio, s'empara de Santo-Pellegrino, échoua contre Ajaccio, et somma Bastia de se rendre. Mais bientôt des adversaires s'élevèrent contre lui, et une guerre furieuse s'éleva entre les Corses; les partisans de Théodore devinrent mécontents. Le roi proscrivit ceux qui blâmaient hautement sa conduite, et il fallut l'interposition de Giafferri, dévoué à la royauté nouvelle, pour empêcher trois factions corses d'en venir aux mains. Pour raffermir son autorité, Théodore exerça d'horribles cruautés contre les prisonniers génois; mais il vit que les esprits ne croyaient plus en lui, et qu'il allait tomber dans le mépris; c'est alors qu'il réunit un conseil à Sartene, et annonça qu'il allait se rendre auprès des souverains ses amis pour presser l'envoi des secours à lui promis. (*Note du traducteur.*)

(1) En Hollande, ses créanciers le firent mettre en prison; mais ensuite il leur persuada de se servir de son nom pour vendre des approvisionnements aux Corses. On le mit en liberté, et des bâtiments hollandais transportèrent dans l'île où il avait régné des canons, de la poudre et des grains. (*Note du traducteur.*)

(1) Les Corses et les Génois se faisaient une guerre d'extermination, et l'obstination des insulaires était soutenue par les secours expédiés de Hollande; le crédit de Théodore se relevait dans l'île, et la France soupçonnait que la Hollande ou l'Angleterre avait des vues sur ce point de la Méditerranée pour le commerce du Levant. On pensait aussi qu'en raison des anciennes liaisons de Théodore avec Riperda, quelque complot pouvait bien se tramer en faveur de l'Espagne. Gênes, impuissante à soumettre ses sujets rebelles, résolut de profiter des dispositions et des soupçons de la cour de France. Elle envoya donc à Versailles un ambassadeur extraordinaire, et comme au mois de juillet dix-sept cent trente-sept l'empereur et le roi de France s'étaient obligés à ne point souffrir que la Corse échappât à la domination de Gênes, les choses se trouvaient bien disposées. (*Note du traducteur.*)

(2) Il fut convenu que la république de Gênes payerait à la France un subside de sept cent mille *lire*, et que le roi enverrait six bataillons pour remettre l'île sous l'obéissance de Gênes; et que, si ces forces ne suffisaient pas, le roi ferait passer en Corse seize bataillons : dans ce cas, la république payerait deux millions. A cette nouvelle, les chefs des insurgés se réunirent en conseil, et rédigèrent un mémoire dans lequel ils exposaient les torts des Génois, leur perfidie. Ils firent parvenir cette pièce au cardinal Fleury, qui ne voulut point se rendre juge de leurs querelles avec les Génois, et les engagea à préférer la soumission aux maux de la discorde et de la guerre. La république fit connaître aux chefs

otages, et remirent leur sort à la décision de Louis XV; il y eut une trêve, et malgré diverses tentatives de rupture, les accords se maintinrent néanmoins d'abord quant à l'objet principal.

Des prétentions que le nouveau grand-duc François Étienne de Toscane éleva sur Carpegna, Scavolino et Montefeltro, menacèrent en dix-sept cent trente-huit de troubler la paix de l'Italie; mais l'empereur, auquel l'amitié du pape était devenue importante, à cause de la guerre des Turcs, interposa sa médiation, en sorte que le grand-duc laissa reposer ces anciennes réclamations florentines. Au mois de mai de la même année, la princesse Marie Amélie de Pologne et de Saxe fut mariée au roi des Deux-Siciles; le vingt-deux juin, elle arriva à Naples. Le dix-huit novembre fut signé définitivement en cette ville la paix arrêtée précédemment à Vienne.

Ce fut seulement après cette signature, que le vingt janvier dix-sept cent trente-neuf, le grand-duc François et son épouse se rendirent à Florence; mais la grande-duchesse quitta la Toscane dès la fin d'avril, et son époux la suivit bientôt après. Au reste l'histoire de l'Italie dans ce temps est tellement dépourvue d'événements, que la petite souveraineté indépendante de Santo-Marino offre le principal intérêt. Déjà nous avons souvent indiqué comme ce petit État jouissait des immunités ecclésiastiques, formait dans l'acception rigoureuse du mot, une juridiction sous le patronage des comtes de Montefeltro, ducs d'Urbino. Après l'extinction de ces derniers, le pape était devenu le protecteur de la communauté libre de Santo-Marino (1); et dans l'année dix-sept

---

des insurgés qu'elle accepterait les conditions suivantes :

Les Corses pourraient rester armés, et tenir toutes les places de l'île, à l'exception de Bastia. Sur cinq évêchés, les nationaux en occuperaient quatre. La république ferait aux Corses un don de deux millions de *lire*. Mais Théodore écrivit aux régents de persister dans la défense de leur liberté, et que bientôt il arriverait avec des forces qui en imposeraient à tous leurs ennemis. Les régents convoquèrent une diète générale dans Corte pour le vingt-six et le vingt-sept décembre dix-sept cent trente-sept, et là tous les députés renouvelèrent le serment à Théodore, et jurèrent de consacrer leurs biens et leur vie à la défense de ses droits. Giafferri, Paoli et Ornano répandirent des circulaires où ils rappelaient les services de ce monarque, et appelèrent les Corses aux armes. La population tout entière accourut pour s'opposer aux Français. Quand on sut que ces auxiliaires n'étaient que trois mille, les chefs des Corses ne gardèrent que dix mille hommes, qu'ils distribuèrent en dix régiments. En même temps arrivèrent des secours envoyés par Théodore, des canons, des artilleurs, des arquebuses, de la poudre, et quelques officiers allemands. Tout semblait donc s'apprêter pour la guerre; mais le comte de Boissieux fit savoir aux chefs des révoltés qu'il était venu pour une mission pacifique, et les invita à envoyer à Bastia des députés pour traiter de la réconciliation. Les conférences s'ouvrirent au grand dépit du commissaire de Gênes, qui finit par ne plus y assister. L'on convint que Théodore serait reconnu par les Corses pour leur souverain sous la protection de la république et la garantie de la France. Les Corses livrèrent des otages pour garantir leurs engagements de rester en repos; mais ils refusèrent de déposer et livrer leurs armes, comme on l'exigeait. Au reste ces conditions furent arrêtées à l'insu de Gênes, et déplurent à la république comme aux Corses. Les deux parties dissimulaient leur mécontentement par crainte de la France. (*Note du traduc-*

(1) En dix-sept cent trente et un mourut Francesco Maria II della Rovere, dernier duc d'Urbino; en vertu de ses dernières volontés, et du consentement donné par le conseil souverain de la république, la protection de Santo-Marino fut transférée au saint-siége, sous le pontificat de Clément VIII; quoique les territoires de l'Église enveloppassent la montagne [illegible] Marino, les souverains pontifes ne

cent trente-neuf, le légat de Ravenne, le cardinal Giulio Alberoni, représenta que les habitants de Sante-Marino eux-mêmes étaient mécontents de leur constitution. Il reçut pour instruction, dans le cas où les *Santi-Marinesi* seraient disposés à se soumettre spontanément au saint-siége, de les recevoir immédiatement (1). Mais tout à coup ce prélat, prenant avec lui deux cents soldats de Rimini et tous les sbires de la Toscane, alla occuper Santo-Marino, et réclama le vingt-cinq octobre le serment d'hommage pour le pape. Quelques citoyens le prêtèrent, beaucoup le refusèrent (2). Le cardinal n'en maintint pas moins la possession (3), jusqu'à ce que le pape, informé des violences d'Alberoni, envoya bien vite à Santo-Marino le gouverneur de Macerata, Enrico Enriquez ; et, d'après le rapport de cet officier, il rendit à Santo-Marino ses anciens droits et ses anciennes libertés, au commencement de l'année dix-sept cent quarante (1). Peu de temps après mourut Clément XII, le six février de la même année.

Clément XI ouvre cette liste de pontifes, dont les efforts dans les temps modernes ont contribué à grossir les trésors d'art et de littérature que possédait la capitale du monde chrétien. L'on sait comment il enrichit le Vatican par l'achat des manuscrits orientaux d'Abraham Ecchelensis, des manuscrits koptes, arabes, éthiopiens de Pietro della Valle, par la réunion de la bibliothèque particulière de Pie II, et par les acquisitions que dirigèrent avec intelligence Elias et Joseph Simon Assemanni (2). En outre il avait honoré les ouvrages en mosaïque et en tapisserie d'une attention toute particulière, et en général avait favorisé l'essor de l'art et de l'industrie. Son successeur du même nom suivit complétement ses traces. Il fit construire le palais de la Consulta ; la collection d'antiques du Capitole s'augmenta par ses soins, et sous lui le Vatican continua de s'enrichir.

Après la mort de Clément XII, le conclave se prolongea beaucoup, et fut agité en sens divers. Les Corsini, le parti français et le parti espagnol étaient tous pour le cardinal Aldobrandini de Bologne; mais les Zelanti, ayant à leur tête Annibale degli Albani, empêchèrent cette élection, et enfin le seize août fut choisi l'aimable et spirituel cardinal Prospero de' Lambertini de Bologne, qui prit le nom de Benoît XIV, et qui entra presque avec passion dans la voie des encouragements aux productions de l'intelligence (3). Aussitôt après son intronisation,

commirent aucune usurpation sur les droits de la république. (*Note du traducteur.*)

(1) Une grande indifférence pour les affaires publiques avait forcé de réduire le nombre des conseillers; car il n'y avait jamais assez de membres à l'assemblée pour donner de la légalité aux délibérations. Mais bien des citoyens se trouvèrent blessés de l'exclusion; les plus ambitieux désiraient dominer, même avec l'appui d'une force étrangère; la connaissance de cet état des choses et des esprits inspira de sinistres projets au cardinal Alberoni; il se mit en rapport avec les mécontents, qui se plaignaient de voir le gouvernement réduit à une sorte d'oligarchie, et déclarèrent préférer la domination immédiate du saint-siége au joug d'orgueilleux oligarques. Alberoni se mit d'ailleurs en désaccord avec le gouvernement de la république, prétendit qu'elle violait les immunités ecclésiastiques, et finit par obtenir de la cour de Rome l'autorisation dont il est ici question, mais avec la recommandation d'agir avec prudence et modération. (*Note du traducteur.*)

(2) Alberoni arracha des serments à force de menaces.

(3) Il transforma le conseil souverain en conseil municipal, qu'il remplit de partisans de Rome, fit emprisonner les citoyens indociles, et dévaster plusieurs maisons.

(1) Muratori, p. 184.

(2) Fr. Blume, *Iter italicum*, III, p. 65-66.

(3) Le caractère et l'influence de Benoît XIV ont été appréciés d'une manière assez légère par Carlo Botta, comme on peut le voir par le

acheta la riche bibliothèque et la précieuse collection de médailles du cardinal Ottobuoni pour le Vatican (1) ; ce palais reçut encore la bibliothèque Capponi, et d'autres belles acquisitions sous le pontificat de Benoît. Ce pontife lui-même s'était exercé comme écrivain sur les matières religieuses; si les arts trouvèrent en lui un noble protecteur, le pays bénit son gouvernement paternel (2). Il fut heureux surtout dans le choix des hommes auxquels il confia les diverses branches de l'administration publique (3). Quant à l'influence politique des papes sur les destinées générales de l'Europe, sous son règne elle était déjà comme annulée.

Si l'on contemple les orages que la mort de l'empereur Charles VI, et l'avénement du roi Frédéric II accumulèrent alors sur l'Allemagne, l'Italie paraît dans un état relatif de calme et de bonheur, quoiqu'elle ne pût se dérober entièrement à la lutte dans laquelle fut entraînée presque toute l'Europe, à cause de la succession de la maison d'Autriche.

Charles VI, en mourant le vingt octobre dix-sept cent quarante, avait laissé tous ses États héréditaires à sa fille Marie Thérèse, épouse du grand-duc de Toscane; et néanmoins, en dépit de la pragmatique sanction, des points les plus opposés s'élevèrent des prétentions à cet héritage. Nous attacherons un intérêt immédiat seulement à celles de la branche hispano-napolitaine des Bourbons, qui, s'appuyant sur un traité entre l'empereur Charles V et son frère Ferdinand I[er] (traité qui s'appliquait purement à la ligne masculine de la maison de Habsburg en Espagne), réclamait les États de la branche allemande de Habsburg, et entra dans les rangs ennemis de Marie Thérèse. Au mépris de toutes les résignations diplomatiques antérieures, sa majesté catholique songea à se saisir de Milan et de Mantoue, de Parme et de Plaisance; et des armements furent pressés avec ardeur en Espagne comme à Naples. De Barcelone et de Naples depuis le mois de novembre dix-sept cent quarante et un, des troupes et des munitions de guerre furent transportées vers le Stato de' Presidi, et le neuf décembre, le duc de Montémar débarqua comme généralissime désigné à Orbitello. En même temps on essaya d'obtenir à Rome le libre passage de douze mille hommes expédiés du royaume de Naples. La France ne voulait pas laisser échapper son droit de retour sur la Lorraine; aussi mit-elle des entraves aux Bourbons d'Espagne, quant aux vues qu'ils paraissaient avoir sur la Toscane; alors les forces militaires rassemblées dans le Stato de' Presidi durent être dirigées contre la Lombardie. Mais le grand-duc fit occuper plus fortement Livourne, et se mit en mesure, en cas de nécessité, de pouvoir défendre la

---

passage suivant : « La suprema sede certamente ei meritava per bontà, per dottrina, per ingegno, e per quella sopportazione delle cose del mondo, che nasce per esperienza in chi il mondo conosce; dopo Marcello Cevini, troppo presto tolto alla cristianità, nissum papa era salito al seggio di Roma, che per ingegno e per prudenza fosse con Lambertini da paragonarsi, sebbene per l'integrità della vita molti l'aguagliassero, cardinale era già conosciuto di facile e mansueta natura, nè cambio stile nella novella dignità. Trovò modo, che per mantenere le ragioni, il miglior mezzo è il non irritare gli avversarj. Egli fu papa, quale il secolo il voleva. Le controversie con Roma non furono più ostilità, ma discussioni, e l'incredulità che pur troppo andava serpendo fra le generazioni, in cospetto di un papa amabile e spiritoso, s'arestava. Come adirarsi contro il grazioso Benedetto ?... » *Storia d'Italia*, l. 41.

(1) La bibliothèque Ottobuoni renfermait seule trois mille trois cents manuscrits. Blume, l. c., p. 71.

(2) On trouve rassemblé dans Muratori, p. 494-495, du moins quant aux objets principaux, ce que Benoît fit durant son règne pour l'embellissement de Rome et pour les arts.

(3) Il défendit à son neveu, Egano de' Lambertini, sénateur de Bologne, de venir à Rome sans y être appelé; et jamais il ne l'appela. Muratori, p. 196.

Toscane. En même temps la cour de Vienne chercha, par des négociations, à gagner le roi Charles Emmanuel de Sardaigne. Ce prince avait bien voulu, après la mort de l'empereur Charles, se rapprocher des Espagnols; mais le cabinet de Madrid pensant qu'il ne lui était pas nécessaire pour la conquête de la partie autrichienne de la Lombardie, et croyant n'avoir pas à le craindre comme allié de Marie Thérèse, avait prêté peu d'attention à ses tentatives de rapprochement, et s'était borné à lui faire espérer une faible partie du Milanais avec une indemnité proportionnée à l'importance de son appui. Charles Emmanuel, s'unit ensuite plus étroitement à la cour de Vienne (1), quoique le lien de parenté ou d'alliance qui le rattachait à la maison d'Autriche fût rompu par la mort de son épouse, arrivée le trois juillet (2).

En février dix-sept cent quarante-deux, les troupes des Bourbons rassemblées dans le Stato de' Presidi se mirent en mouvement, et s'avancèrent à travers l'État de l'Église, par Foligno et Pesaro. Dans la direction de Pesaro marchèrent aussi les régiments partis de Naples, et appartenant à cette armée, conduits par le duc de Castropignano. De nouvelles troupes arrivées encore d'Espagne furent débarquées sur la côte de Gênes.

Cependant Charles Emmanuel s'était préparé; par un manifeste dans lequel il élevait des prétentions sur le Milanais, comme descendant de l'infante Cattarina, fille de Philippe II, il laissait encore les esprits dans le doute sur le parti qu'il embrasserait. Marie Thérèse savait à quoi s'en tenir; elle venait de conclure avec lui le premier février, un traité dans lequel il s'engageait à la défense de la Lombardie contre toute attaque étrangère (1). Au mois de mars, une partie de l'armée sarde entra dans le pays de Plaisance; en même temps le gouverneur de Milan, comte Traun, somma le duc de Modène de recevoir, dans les cantons de Correggio et de Carpi, les régiments autrichiens qu'il y envoyait pour former un cordon sur la Secchia jusque dans le pays de Reggio. Le duc Francesco de Modène avait à repousser les prétentions des descendants de la maison Pico, et les réclamations relatives à Massa; des contestations menaçaient la possession de Novellara; il craignait donc les décisions des tribunaux de l'empire, et l'empereur Charles VII, rival de Marie Thérèse. Ses inclinations le portaient à se rattacher aux Espagnols, et à leur mener ses troupes, fortes d'environ sept mille hommes (2); mais ces dispositions furent trahies

---

(1) Charles Emmanuel se tint d'abord sur la réserve, afin de prendre plus tard le parti le plus sûr et le plus utile à ses intérêts; puis il parut disposé à l'adoption d'un traité qui devait partager les États autrichiens d'Italie entre lui et les Bourbons; mais la hauteur de l'Espagne le rebuta; d'ailleurs il craignait d'être resserré en Italie par les Bourbons; il céda donc aux instances de l'Angleterre, aux offres de l'Autriche; et, le premier février dix-sept cent quarante-deux, un traité fut signé, d'après lequel l'Autriche et la Sardaigne uniraient leurs forces pour empêcher les Espagnols d'envahir les duchés de Milan, de Parme et de Plaisance; les troupes du roi Charles Emmanuel seraient reçues dans les places fortes de ces pays, et les deux parties remettraient à faire décider leurs prétentions relatives au Milanais après la guerre générale. (*Note du traducteur.*)

(2) Au mois de septembre dix-sept cent quarante et un, Rinaldo d'Este, héritier du duc Francesco II de Modène, épousa la fille d'Aledrano (Malaspina Cybo), duc de Massa et Carrara, laquelle hérita le duché.

(1) In tale trattato comparve la rara avvedatezza del marchese d'Ormea suo primo ministro, perchè restò esso re di Sardegna colle mani sciolte, cioè in libertà di ritirarsi, quando a lui piacesse, colla sola intimazione di un mese innanzi, dall' alleanza della regina. » Muratori, p. 223.

(2) Le duc aurait préféré observer la neutralité; mais la brutale insolence de Traun lui avait

à la cour de Vienne, ou à celle de Turin; l'armée espagnole mit beaucoup de lenteur dans sa marche sur Rimini; les troupes débarquées dans le pays de Gênes, au lieu de s'avancer vers Plaisance, marchèrent paisiblement à travers la Toscane dans la direction de Rimini, et Charles Emmanuel vint en personne à Parme, le trente avril. Au milieu de ces circonstances, le duc Francesco se rendit à Rivalta, eut une conférence en ce lieu avec le marquis d'Ormea, premier ministre du roi de Sardaigne, et parut chanceler dans ses résolutions; mais il cherchait à gagner du temps.

Sur ces entrefaites Montémar était resté avec son armée plusieurs semaines à Forli et autour de cette place, menant joyeuse vie, tout occupé de musique et d'opéras (1). Il n'arriva dans le canton de Castelfranco que les derniers jours de mai. Traun mettant le temps à profit avait occupé les rives inférieures du Panaro avec douze mille Autrichiens, et Charles Emmanuel s'était avancé dès le dix-neuf mai près de Modène, pour couvrir aussi les cantons supérieurs du fleuve. Son armée, forte de près de vingt mille hommes, tenait aussi Reggio. Francesco III ne s'était encore déclaré pour aucun parti; il avait trois mille hommes dans la citadelle de Modène, cinq mille dans celle de Mirandola, et refusait l'ouverture des deux places au roi de Sardaigne. Lui-même se retira enfin à Venise (2) avec sa famille, laissant le gouvernement à un conseil tiré de la noblesse et des plus hauts employés, qui traita avec le roi Charles Emmanuel, et lui ouvrit la ville de Modène. Le roi commença les hostilités le douze contre la citadelle, dont le commandant (le Génois del Nero) se rendit le vingt-neuf; ensuite le roi prit par intérim le gouvernement du duché.

Montémar n'avait pas fait le moindre mouvement pour délivrer la citadelle; jusqu'au dix-huit juin, il était resté près de Castelfranco, puis il se tourna vers San-Giovanni et Cento; enfin le vingt-six juin il vint à Bondeno, fit passer une partie de ses troupes au-delà du Panaro; mais il ne secourut point pour cela Mirandola où le *cavaliere* Martinoni, qui commandait, appelait son assistance. Le treize juillet, les Autrichiens et les Sardes ouvrirent le siége de Mirandola, dont la garnison capitula le vingt-deux, voyant qu'elle n'avait rien à espérer de Montémar. Alors le général espagnol se retira précipitamment vers les États vénitiens; les Autrichiens et les Sardes le poursuivirent; le trente et un juillet son armée se retrouvait à Rimini, où elle se retrancha; mais à peine les ennemis se montrèrent aux environs le dix août, qu'elle s'éloigna brusquement du côté de Pesaro et de Fano pour gagner ensuite le pays de Spolète. Là, par considération pour le pape, on la laissa en repos. Les Autrichiens et les

laissé un vif ressentiment, et le voisinage des Espagnols lui faisait espérer de prompts secours.

(1) La conduite de Montémar paraît inexplicable, quand on se rappelle la rapidité de ses mouvements dans la conquête de Naples; peut-être attendait-il pour agir, des nouvelles de l'infant don Felipe, qui devait venir avec des troupes espagnoles envahir la Savoie par les Alpes, peut-être aussi ne voulut-il point appuyer le duc de Modène, parce qu'il savait que ce prince négociait avec la France pour être élevé à la dignité de généralissime.

(2) La république de Venise ne se laissa tirer de sa neutralité par aucune offre brillante; l'ambassadeur d'Espagne espérait la tenter par la possession de Mantoue, si elle voulait embrasser l'alliance de Philippe V, et fournir douze mille soldats pour la conquête du Milanais; l'Autriche et la Sardaigne firent les plus grands efforts pour l'attacher à leur cause; le sénat s'excusa par des paroles gracieuses, et répondit que tous ses soins, toutes ses pensées étaient appliqués à la prospérité de ses peuples. En même temps il mit en bon état de défense ses possessions de terre ferme. (*Note du traducteur.*)

Sardes revinrent sur le Panaro, et après que Charles Emmanuel fut resté à Reggio jusque dans le mois de septembre, les événements de Savoie le rappelèrent à Turin (1). Quelques régiments de ses troupes demeurèrent dans le Modenais, sous le comte d'Aspremont, et ils se fortifièrent sur la rive droite du Panaro, ainsi que les troupes de Traun, particulièrement à Buonporto.

Cependant une flotte anglaise avait paru devant Naples, menaçant d'un bombardement dans le cas où le roi, refusant de rappeler ses troupes de l'armée de Montémar, ne maintiendrait point la paix avec Marie Thérèse. Deux heures seulement avaient été accordées au roi pour une réponse définitive; il s'était bien vite déterminé à rappeler le duc de Castropignano avec ses troupes, et à se déclarer neutre. En conséquence dans le pays de Spolète, les Napolitains se séparèrent des Espagnols, et ces derniers, au nombre d'environ dix-huit mille hommes, prirent des quartiers dans les cantons de Perugia, Assissi et Foligno. Montémar fut frappé de disgrâce; à sa place vint don Juan de Gages, d'origine néerlandaise. Celui-ci ramena ses troupes en septembre sur Fano, et vers le milieu d'octobre il était près de la *Certosa* de Bologne, où il se retrancha; ses adversaires se tenaient tout contre lui à Vignola et Spilamberto; le quartier général de Traun était à Carpi.

Au commencement de février, de Gages voulut surprendre un des quartiers ennemis; mais Traun fut informé à temps de Bologne, fit évacuer Finale, réunit toutes ses troupes et celles d'Aspremont, et marcha le huit février au-devant des Espagnols; le combat s'engagea à la clarté de la lune, et se prolongea dans la nuit pendant trois heures; ensuite les Espagnols se retirèrent dans leur camp avec perte (1). L'armée austro-sarde avait aussi beaucoup souffert, et Aspremont, blessé mortellement dans la bataille, expira le vingt-sept du même mois. Traun ayant reçu d'Allemagne des renforts considérables, de Gages dut craindre de voir ses communications coupées avec Naples, et le vingt-six mars il se retira dans la direction de Rimini. Francesco III de Modène, qui maintenant dépouillé de tous ses États vivait à Venise, reçut du roi d'Espagne le titre de généralissime de ses armées d'Italie, avec un traitement correspondant à cette dignité. Son épouse vint joindre l'armée à

(1) L'infant don Felipe était venu d'Espagne avec une armée de quinze mille hommes, qui peu à peu s'était avancée dans la Provence; ces troupes firent dès les mois de juillet et d'août des tentatives pour franchir le Var, ou pénétrer dans la vallée de Demont; mais les passages étaient si bien gardés, que toutes les tentatives échouèrent; d'ailleurs, le succès était d'autant plus difficile, qu'une flotte anglaise se trouvait aux environs. Tout à coup, au commencement de septembre, l'infant se tourna, avec ses troupes commandées par le comte de Glimes, contre la Savoie, prit Chambéry le dix, et réclama des habitants l'hommage et des subsides. Cette attaque détermina le retour d'Emmanuel du Modenais; à peine se mit-il en mouvement de Turin avec des forces vers la Savoie, que l'infant se réfugia sous les murs de Barreau. Le roi ne le poursuivit point sur le territoire français; mais il arma ses Savoyards, et s'occupa d'ailleurs de la défense de la province. En décembre, l'armée espagnole reçut des renforts, et le marquis de la Mina vint remplacer de Glimes. Le nouveau général pénétra dans la Savoie, et le roi, qui connaissait la difficulté d'une campagne d'hiver dans ces contrées, regagna le Piémont, et rentra dans Turin, le trois janvier dix-sept cent quarante-trois. Muratori, p. 241-243.

(1) La bataille livrée à Campo Santo fut très-sanglante; les Allemands furent repoussés, et la première division piémontaise commençait à plier, lorque la seconde vint la soutenir. Les Espagnols reculèrent, et les ténèbres mirent fin à l'effusion du sang; les deux partis s'attribuèrent la victoire. (*Note du traducteur.*)

Rimini, puis traversa la Toscane pour se rendre en France, afin d'implorer l'assistance de Louis XV (1); lui-même n'arriva que le neuf à Rimini. Les hostilités furent suspendues pendant le temps qui suivit immédiatement, parce que Charles Emmanuel, afin de disposer Marie Thérèse à lui assurer des avantages importants pour une assistance ultérieure, négociait aussi avec l'Espagne et la France (2). Enfin, le treize septembre, il conclut avec la reine de Hongrie et le roi d'Angleterre, à Worms, un traité par lequel furent assurés à Charles Emmanuel après la paix, le canton de Vigevano, et tout le pays à l'ouest du lac Majeur et sur la rive droite du Tessino jusqu'à Pavie, ainsi que Plaisance avec le territoire en dépendant au delà du Pô jusqu'à la Nura (3).

(1) A Versailles se fit ensuite, à la fin de l'année dix-sept cent quarante-quatre, le mariage de sa fille aînée, Félicité d'Este, avec Louis de Bourbon, duc de Penthièvre.

(2) Il écoutait les offres de l'Espagne relativement au Milanais, mais sans avoir intention de se laisser attirer par cette puissance et par la France, sachant bien que la ruine de l'Autriche le mettrait lui-même à la discrétion des Bourbons.

(3) Dans ce traité d'alliance entre l'Autriche, l'Angleterre et la Sardaigne, il fut stipulé : que le roi de Sardaigne reconnaîtrait l'ordre de succession de la maison d'Autriche fixé par la pragmatique sanction, et abandonnerait à Marie Thérèse toutes ses prétentions sur le Milanais, s'obligeant à défendre la Lombardie avec quarante-cinq mille hommes; que la reine joindrait à ces forces trente mille soldats, et céderait à perpétuité à la maison de Savoie le haut Novarais, le pays au delà du Pô, Plaisance avec une partie du Plaisantin sur la gauche de la Nura; qu'elle abandonnerait encore au roi de Sardaigne tous droits sur le marquisat de Finale, et que l'Angleterre appuierait par ses flottes sur la Méditerranée les armes du roi et de Marie Thérèse; qu'elle payerait au roi durant la guerre un subside annuel de quatre millions de *lire* piémontaises. A la nouvelle de ce traité, le roi de France conclut une alliance offensive et défensive avec l'Espagne. (*Note du traducteur.*)

Les Espagnols voyant tous les passages bien gardés, ne se hasardèrent point à s'avancer au delà de la Savoie; laissant donc environ quatre mille hommes dans cette contrée, ils cherchèrent au mois de septembre à pénétrer de Briançon dans la vallée de Casteldelfino (1). Charles Emmanuel réunit son armée autour de Saluzzo et marcha à leur rencontre. Les Espagnols parvinrent jusques à Pont au commencement d'octobre, mais bientôt aux approches des neiges ils se retirèrent avec perte.

Traun avait été rappelé en Allemagne le douze septembre, et remplacé par le prince Christian de Lobkowitz. Celui-ci marcha au commencement d'octobre contre les Espagnols à Rimini; mais ils ne l'attendirent pas, et cherchèrent à se fortifier dans Pesaro. Comme le terrain n'était pas favorable pour les manœuvres de la cavalerie, Lobkowitz ne poussa pas plus loin son attaque, et les deux armées ne se livrèrent plus ensuite qu'à la petite guerre. Durant l'hiver, Lobkowitz reçut des renforts considérables d'Allemagne, et l'armée espagnole au contraire, éprouvant toutes sortes de privations, se fondait chaque jour davantage. Aussitôt que l'armée autrichienne se mit en mouvement au commencement de mars, les Espagnols se replièrent sur Sinigaglia, harcelés par la cavalerie légère, puis sur Loreto; aux environs de cette ville, ils furent attaqués le treize mars par cinq mille Autrichiens; incommodés par les canons des bâtiments anglais, ils continuèrent leur retraite sur Recanati; leur arrière-garde fut attaquée encore une fois le seize; enfin le dix-huit ils franchirent le Tronto, et prirent leurs quartiers dans les Abruzzes; là ils étaient à l'abri : car le roi, en dépit de sa neutralité, se montra résolu à repousser l'ennemi du

(1) Alors des troupes françaises étaient jointes aux Espagnols. Le trente septembre, la France déclara formellement la guerre à la Sardaigne. (*Note du traducteur.*)

sol napolitain. Les Autrichiens restèrent dans la Marche, jusqu'à ce qu'en avril arriva de la cour l'ordre de s'avancer vers Naples (1). Un corps que Lobkowitz envoya au delà du Tronto, fut presque joyeusement accueilli dans les Abruzzes; le général lui-même s'avança plus loin à l'ouest avec la plus grande partie de son armée, afin de pénétrer dans le royaume du côté de San-Germano; mais les Napolitains marchèrent contre lui pour arrêter sa marche dans leur pays, et le poursuivirent à Ceperano, à Frosinone, Vico-Varo, et jusque sur le Tibre.

Cependant le vingt-quatre mai Lobkowitz était arrivé à Rome (1), et de là il alla occuper les montagnes du Latium (2). Les ennemis étaient campés en partie près d'Anagni sous les ordres du roi de Naples en personne, en partie près de Valmontone sous le duc de Modène, en partie sous de Gages à Montefortino; et, comme Lobkowitz fit mine de vouloir s'avancer vers Velletri, les trois corps se réunirent en ce lieu. Les deux armées restèrent quelque temps en face l'une de l'autre, se cannonèrent, et de Gages enleva le dix-sept juin une des meilleures positions des Autrichiens, la hauteur de la Fajola. Jusqu'au dix août, les forces ennemies se retrouvèrent en présence, comme précédemment; mais, dans la nuit du dix au onze, Lobkowitz fit des préparatifs pour surprendre Velletri, et réussit pleinement à la naissance du jour; le roi de Naples et le duc de Modène échappèrent à grand'peine aux mains des Allemands. Mais, tandis que les troupes qui avaient pénétré dans la ville se livraient au pillage, une partie des ennemis reprit courage, et les Autrichiens furent chassés de Velletri (3). Ensuite les deux armées restèrent encore assez longtemps dans leur campement, sans qu'il se passât rien

(1) Le roi de Naples était bien disposé à empêcher la ruine complète des Espagnols; car il sentait que si les Bourbons d'Espagne comme ceux de France étaient exclus de l'Italie, sa couronne ne resterait pas longtemps sur sa tête et qu'on lui enlèverait les Deux-Siciles; d'un autre côté, il se rappelait toujours les menaces de l'amiral anglais en dix-sept cent quarante-deux, et voyait l'artillerie des escadres de la Grande-Bretagne prête à foudroyer sa capitale. Il résolut donc de temporiser, mais d'accueillir les débris des troupes espagnoles et de les défendre sur le sol napolitain si l'on venait les y attaquer; il ne voulut pas prendre décidément l'offensive; mais il se prépara contre les hostilités. Le prince de Lobkowitz ne se souciait pas d'envahir le royame de Naples : il savait qu'une telle entreprise ne convenait point au roi de Sardaigne qui, pendant l'éloignement de ses alliés, se trouverait seul exposé aux coups des troupes franco-espagnoles. Le général autrichien aurait voulu se transporter dans la Lunigiana pour tenir en respect les Génois et donner la main à Charles Emmanuel; mais l'ambition de Marie Thérèse ne put se laisser retenir par toutes ces considérations; elle aspirait à la possession de Naples, et crut que le moment était venu de saisir ce royaume. D'ailleurs elle croyait à toutes les assurances de quelques bannis et mécontents napolitains. Elle fit elle-même de grandes promesses pour gagner les populations, parla dans un manifeste de chasser les juifs, de distribuer des honneurs et des récompenses, de soulager les dettes, de pardonner à tous les partisans de l'Espagne; puis elle ordonna de commencer aussitôt le mouvement d'invasion. (*Note du traducteur.*)

(1) Comme le saint-siége n'avait plus aucune influence politique, les habitants de Rome, complétement désintéressés dans la querelle entre les deux maisons d'Autriche et de Bourbon, s'occupaient des événements de la guerre comme de purs sujets d'entretien; lorsqu'arriva l'armée de Lobkowitz, ils coururent en foule à son camp de Tivoli pour voir tous ces soldats de costumes et de langues divers. (*Note du traducteur.*)

(2) A Remi était le quartier-général. Cependant le corps qui avait pénétré dans les Abruzzes prit Aquila, Teramo et Città di Penna.

(3) Ce fut le duc de Castropignano qui, laissé par le roi auprès des troupes surprises dans Velletri, parvint, à force de sang-froid et de courage à rallier quelques régiments.

d'important; seulement le roi de Naples envoya des corps de troupes contre les Autrichiens qui avaient pénétré dans les Abruzzes, et ces derniers furent contraints de se retirer du royaume. Vers la fin d'octobre, Lobkowitz prépara sa retraite, et l'opéra le premier novembre. Son armée franchit le Tibre près de Ponte Molle et au-dessus; les Espagnols et les Napolitains s'avancèrent jusque sur la rive gauche de ce fleuve; mais le duc de Modène resta seul avec l'armée; le roi regagna son royaume (1). Les deux armées se dirigèrent vers l'Ombrie, en se tenant à une certaine distance l'une de l'autre; celle des Autrichiens franchit le pas de Furlo, s'étendant vers Urbino et la Romagne, en sorte que le quartier général était à Imola. Gages choisit pour quartier d'hiver à ses troupes le Patrimoine de Saint-Pierre, établissant son quartier général à Viterbe.

Cependant, au commencement du printemps, les Espagnols qui menaçaient le roi de Sardaigne avaient été joints par une armée française sous les ordres du prince de Conti, et ils avaient tenté de pénétrer du côté de Nice. A peine avaient-ils paru près de cette ville, que les habitants vinrent leur apporter les clefs. Les ouvrages de défense de Villafranca et de Montalbano ne tinrent pas non plus, et les garnisons les rendirent aussitôt après que l'armée campée aux environs eut été battue (2). Le six juin, une partie de l'armée hispano-française occupa Oneglia, et le vingt juillet ces troupes descendirent du Col dell' Agnello et d'autres points dans les vallées du Piémont, s'emparèrent des ouvrages près de Monte-Cavallo et de Casteldelfino; le dix-sept août, Demont se rendit, après quoi Cuneo fut assiégé; quelques milliers de Vaudois, le marquis d'Ormea et son fils, le marquis Ferrario avec les milices de Mondovi vinrent au secours de la place. Malgré cela les assiégeants ouvrirent la tranchée le treize septembre, et poursuivirent leurs travaux; alors le roi de Sardaigne hasarda le trente septembre une bataille, qui se prolongea dans la nuit, et ne décida rien (1); toutefois il parvint à introduire des renforts considérables dans Cuneo (2); enfin les Espagnols et les Français renoncèrent à leur projet, et se retirèrent le vingt-deux octobre sur Demont (3). Après avoir fait sauter les ouvrages de cette place, ils l'abandonnèrent également ainsi que toute la vallée.

Bientôt après le commencement de mars de l'année dix-sept cent quarante-cinq, de Gages, qui avait reçu des renforts d'Espagne et de Naples, passa les Apennins; ses troupes parurent le dix-huit près de Pesaro; les Autrichiens évacuèrent Rimini. Le cinq avril Lobkowitz traversa Bologne et marcha dans la direction de Samoggia dans le Modenais. Cependant le duc Francesco revint aussi de Venise joindre l'armée espagnole qui, le

(1) Don Carlos se rendit à Rome, où il fut reçu en grande pompe; des fêtes furent données en son honneur. Un accueil non moins gracieux avait été fait au prince de Lobkowitz à son passage.

(2) Le colonel Keller et le marquis de Suze, qui défendaient ces lignes, furent faits prisonniers. Les troupes qui avaient tenu sur d'autres points, gagnant ensuite le rivage, s'embarquèrent sur les vaisseaux de l'amiral anglais Mathews et furent transportées à Onegaglia.

(1) Charles Emmanuel, qui avait reçu de Lobkowitz un renfort de quatre mille Allemands et Croates, fut repoussé dans toutes ses attaques contre les lignes hispano-françaises, et il profita de la nuit pour opérer sa retraite; toutefois les vainqueurs avaient été trop maltraités pour être en état de le poursuivre. (*Note du traducteur.*)

(2) Tandis que le combat était engagé avec le plus de fureur, quelques troupes légères introduisirent un convoi de vivres dans la ville, et en même temps entrèrent quinze cents hommes de troupes fraîches, qui remplacèrent les blessés et les bouches inutiles.

(3) Le temps des pluies et des neiges étant arrivé, il n'était plus possible de tenir la campagne.

treize avril, franchit le Panaro près de Spilamberto; bientôt ses avant-postes s'étendirent jusqu'à Formigine, à quatre milles de Modène, tandis que Lobkowitz s'établit entre la citadelle de Modène et la Secchia. Tout à coup les Espagnols se tournèrent du côté de la Garfagnana, franchirent de nouveau les Apennins près de San-Pellegrino, vers la fin d'avril, au milieu des plus grandes difficultés, prirent Montalfonso et Verucola, dont les commandants autrichiens n'étaient préparés à rien, et en quelques instants Francesco se vit remis en possession de toute la Garfagnana. L'armée qu'il dirigeait entra ensuite dans le pays de Lucques, s'étendit vers Massa, et parut vouloir prendre sa direction vers les États de Gênes, où sur la *riviera di Ponente* se formait une seconde armée française. Lobkowitz, pénétrant les vues de Francesco, avait marché sur Parme, et cherchait maintenant, en envoyant des détachements vers la Lunigiana, à empêcher le passage de la Magra par l'armée ennemie; mais il n'y parvint pas. Il dut borner ses succès à faire subir une perte considérable aux Espagnols, qui se reposèrent ensuite près de Gênes, et trouvèrent dans la république une alliée sur laquelle ils ne comptaient pas (1). Au mépris de la vente du marquisat de Finale, faite jadis à Gênes par l'empereur, sous la réserve de la propriété de ce domaine comme fief de l'empire, Charles Emmanuel avait soutenu que l'empereur n'avait eu aucun droit de disposer de ce fief, sur lequel la maison de Savoie élevait de justes prétentions, et en effet dans le traité de Worms, outre les territoires à lui abandonnés, dont il a déjà été question, on avait dû lui assurer Finale. De quelque secret qu'on eût enveloppé cet article, les Génois en furent bientôt informés, et alors, sous prétexte de mettre leurs frontières à l'abri au milieu de la guerre qui retentissait

(1) Les Espagnols avaient espéré trouver un concours sincère dans la république, et c'est par là que l'infant don Felipe comptait gagner le duché de Parme. Voilà pourquoi des ordres étaient venus de Madrid à de Gages, et au duc de Modène de ne point poursuivre leurs succès contre Lobkowitz, et de venir donner la main à l'infant: car une partie des troupes alliées avait continué sa route en partant de Nice, tandis que l'autre avait suivi le prince de Conti dans son expédition contre Demont et Cuneo. L'Espagne et la France étaient autorisées à croire que Gênes se tournerait de leur côté. En effet l'on a vu que par le traité de Worms le marquisat de Finale, jadis acquis de l'empire par les Génois moyennant douze cent mille écus, avait été cédé au roi de Sardaigne. Lorsque la république fit demander des explications sur cette partie du traité, les ministres de Vienne se contentèrent d'abord de simples dénégations, puis ils donnèrent des explications dérisoires; alors on écouta les instances des cabinets de Versailles et de Madrid qui offraient des secours à la république, si elle se trouvait exposée aux attaques des Sardes et des Autrichiens, par suite de son inclination pour la maison de Bourbon. L'affaire fut agitée dans le petit conseil, appelé *Consiglietto*. Les avis se partagèrent: les uns pensaient que Gênes était trop faible pour se jeter au milieu de si grandes querelles, qu'elle ne devait songer qu'à la prospérité de son commerce, et supporter patiemment une perte qui n'affectait pas son existence; d'autres au contraire pensaient qu'il était temps de prendre une résolution énergique, que le roi de Sardaigne pouvait établir un port franc à Finale, et ruiner la capitale; que d'ailleurs, en se résignant à la perte de Finale, on ne saurait pas encore si l'on avait comblé la mesure des sacrifices; que l'Autriche avait chaque jour des prétentions plus hautes, et que l'on pouvait en se reportant au passé, augurer de ce que l'on avait à craindre pour l'avenir; que dans des traités antérieurs elle s'était fait céder des terres de la république, et que par la manière dont elle avait disposé de Finale on devait penser qu'elle n'aurait aucun scrupule pour satisfaire ses convenances; que, pour le roi de Sardaigne, ses intentions n'étaient pas douteuses; qu'il proclamait déjà son droit de propriété sur le golfe de la Spezia, comme dépendance du pays de Plaisance, et préparait des attaques contre des

aux alentours, ils formèrent une armée (1). Il leur devint facile, en se rattachant aux Bourbons, d'obtenir de ces princes la garantie de Finale, et l'assurance d'autres avantages en cas de conquêtes, lorsque plus tard se conclurait la paix (2). Maintenant les troupes génoises se réunirent aux forces espagnoles (3).

Cependant l'armée espagnole sous l'infant Felipe s'était encore fortifiée dans la Provence; de grands approvisionnements de guerre avaient été envoyés vers le comté de

---

terres dépendant de la république; qu'il fallait se rattacher aux princes de Bourbon, qui, voulant créer une principauté à l'infant don Felipe en Italie, seraient reconnaissants de l'appui fourni par Gênes. Une décision fut prise conformément à cette opinion, et le premier mai dix-sept cent quarante-cinq un traité fut signé à Aranjuez entre la république et les rois de France, d'Espagne et de Naples : ces monarques garantirent à Gênes ses États et spécialement Finale, à la condition qu'elle unirait à leurs forces un corps de dix mille auxiliaires, et fournirait un train d'artillerie. (*Note du traducteur.*)

(1) Ils prirent toutes les mesures nécessaires pour défendre leur territoire, envoyèrent cinq mille soldats à Finale, deux mille à Savone, fortifièrent les passages qui pouvaient livrer l'entrée de leur pays aux Sardes.

(2) Ils eurent à supporter de suite des pertes assez graves dans leur commerce. L'amiral anglais Mathews écrivit au gouvernement pour lui demander des explications sur ses armements; on lui répondit que Gênes voulait faire respecter sa neutralité, et que le traité de Worms avait dû apprendre au sénat qu'il était dangereux de se livrer à une trop grande sécurité. L'amiral anglais, piqué de cette déclaration, se mit à courir sur les bâtiments génois, à insulter le littoral et parfois même il lança, comme par divertissement, des boulets sur la ville. (*Note du traducteur.*)

(3) Comme dans les temps qui vont suivre Gênes réparut sur la scène politique pour jouer encore une fois un rôle important, il me semble à propos de donner ici, d'après Lebret, p. 297, un aperçu de sa constitution, telle qu'elle s'était maintenue jusqu'alors. Un doge, élu tous les deux ans, était à la tête de l'État, et le représentait. Il était choisi par le grand conseil, et devait être âgé de cinquante ans. Après l'accomplissement de son temps de dignité, il entrait comme *procuratore perpetuo* dans le collége des finances de la république. Le sénat, qui avait l'administration de la justice, et de concert avec le doge réglait une grande partie des affaires de la police, particulièrement lorsqu'il fallait agir avec promptitude, était composé de douze membres ou *governatori*, qui changeaient tous les deux ans, et parmi lesquels il y en avait toujours deux qui résidaient au palais pendant quatre mois. Le conseil de finances qui administrait les deniers publics, était composé de tous les anciens doges comme membres viagers ou *procuratori perpetui*, et en outre de huit procureurs qui se renouvelaient tous les deux ans. Le pouvoir politique proprement dit était exercé collectivement par le sénat et le collége des finances, qui dans leurs séances formaient un grand sénat appelé à Gênes *i collegj*. Les affaires mêmes sur lesquelles ils ne pouvaient prendre de décision passaient d'abord par ces colléges qui les préparaient et les portaient au petit conseil. Le *minor consiglio* consistait en deux cents nobles génois, qui devaient avoir plus de quarante ans, et qui exerçaient en quelque sorte le pouvoir suprême de l'État, le droit de paix et de guerre, d'alliance, etc.; ils ne pouvaient prendre une résolution que si cent trente d'entre eux étaient présents, et si les quatre cinquièmes des assistants l'adoptaient. Le doge et les colléges faisaient partie de ce petit collége comme du grand qui était composé de tous les nobles âgés de vingt-deux ans, qui n'étaient ni prêtres, ni serviteurs d'un État étranger, ou membre d'un ordre de chevalerie. Le grand conseil fut maintenu dans son intégrité numérique, et purgé de ses membres indignes au moyen de trente citoyens choisis chaque année au mois de décembre par le petit conseil; des employés tout spéciaux étaient les *supremi sindicatori*, qui avaient les contrôles d'État; les *inquisitori di stato*, qui avaient la police d'État; les *inquisitori di guerra*, auxquels était confié l'état militaire; les inspecteurs des approvisionnements de grains, etc... Outre les employés de l'État, il y avait encore les employés de la banque de Saint-Georges.

Nice; et une armée française sous le marquis de Maillebois (1) devait se réunir de ce côté avec les troupes espagnoles (2). L'armée commandée par le duc de Modène marcha vers la Bocchetta, et de ce point menaça de s'ouvrir un passage dans le Piémont; de tous côtés des orages se formaient contre Charles Emmanuel. Lobkowitz avait été rappelé, et après son départ les troupes autrichiennes, qui maintenant étaient commandées par le comte de Schulenburg, avaient marché au secours du roi, et occupé Novi (3); en sorte que Charles Emmanuel, moins inquiet des mouvements des Génois et de l'armée du duc de Modène, put se tourner entièrement du côté de l'infant et de Maillebois. Au commencement de juillet, le duc Francesco repoussa les Autrichiens sur Rivalta; en même temps l'infant marcha de la *riviera di Ponente* vers le Piémont, prit Acqui; et Maillebois pénétra dans la vallée de la Bormida : ce qui força le général sarde, Sinsan de Garessio, à se retirer sur Bagnasco pour couvrir Ceva. Ensuite le duc marcha sur Capriata, l'infant et Maillebois se tournèrent contre Alexandrie. Schulenburg ayant réuni à ses troupes une grande partie des forces savoyardes, les conduisit vers Montecastello et Bassignana, dans un camp fortifié couvert par Alexandrie, le Pô et le Tanaro (1). D'un autre côté tous les corps ennemis se réunirent vers le vingt-trois juillet, et s'établirent entre Bosco et Rivalta, descendant jusqu'à Voghera. Le marquis Gianfrancesco Brignole, avec des troupes génoises, assiégea Serravalle. D'ailleurs il ne fut entrepris rien d'important, jusqu'après la prise de Serravalle ; alors une partie de l'armée hispano-franco-génoise, vers le milieu d'août, parut aussi devant Tortona (2). Le commandant abandonna la ville au bout de quelques jours, et remit la citadelle le trois septembre (3). Un détachement sous le duc de Vieville, prit aussi le cinq septembre Plaisance, qui était faiblement occupée; la garnison sarde se retira dans le château, et ne se rendit que le treize. Le seize, un dé-

---

(1) Ce général avait remplacé le prince de Conti.

(2) Gênes ayant fait entendre qu'elle ne se déclarerait franchement contre l'Autriche et le Piémont qu'après avoir vu les forces des deux rois en état de la protéger contre les forces de ses deux puissants voisins, la jonction des troupes des Bourbons était d'autant plus importante. Aussi la cour de Madrid avait donné l'ordre au duc de Modène, son généralissime, de s'avancer rapidement vers les États de Gênes, afin de s'y rencontrer avec les troupes de Maillebois et de l'infant, qui viendrait par Nice. Voilà ce qui détermina la marche du duc de Modène qui a été décrite ci-dessus.

(3) La république de Gênes avait mis de l'hésitation à joindre ses troupes à celles des Espagnols; l'envahissement de son territoire l'avait effrayée, et elle pressait Maillebois d'accélérer sa marche; avant tout, les princes de Bourbon demandèrent que les auxiliaires génois aidassent les Espagnols à chasser les gens de Schulenburg, de Voltaggio et de Novi; le sénat se détermina enfin, et publia un manifeste pour exposer les motifs de son alliance avec les Bourbons, les atteintes portées à la sécurité de la république par le traité de Worms, etc.... Alors Autrichiens, Sardes et Anglais agirent franchement en ennemis déclarés de Gênes. (*Note du traducteur.*)

(1) Le duc de Modène et le général espagnol de Gages ayant chassé les Autrichiens de Voltaggio, de Novi, et nettoyé toutes les rives de Luemmo, Schulemberg se vit réduit à concentrer ainsi ses forces sur un point d'une défense plus facile.

(2) Serravalle et le marquisat d'Oneglia furent abandonnés aux Génois par les Français et les Espagnols.

(3) La citadelle ne fut rendue qu'après avoir été réduite en un amas de ruines; le commandant espérait toujours être secouru par le roi; mais les forces supérieures des Français et des Espagnols ne permirent pas à Charles Emmanuel de tenter la délivrance de la place.

tachement prit possession de Parme, et le marquis de Castellar se saisit au nom de la reine Élisabeth du gouvernement des anciens domaines de la maison Farnese. Non loin de Belgiojoso, de Gages fit passer le Pô à trois mille grenadiers; ce qui détermina Schulenburg à détacher aussitôt de son camp quatre mille hommes pour couvrir Milan. Mais les grenadiers se tournèrent tout à coup contre Pavie, y surprirent cinq cents Sclavons, et s'emparèrent de la ville dans la nuit du vingt et un au vingt-deux septembre. La conséquence de ce revers détermina la levée du camp austro-sarde et la séparation des troupes (1); Charles Emmanuel resta près de Bassignana; Schulenburg passa le Pô. Alors les ennemis attaquèrent le roi le vingt-sept septembre, à la naissance du jour. Celui-ci, ne voulant pas exposer le noyau de ses troupes, se retira en bon ordre, en partie vers Valenza, en partie sur Alexandrie (2).

Dans ce temps une flotte anglaise fit une vaine démonstration de bombardement contre Gênes et Finale. Elle eut plus de succès contre San-Remo, qui fut presque réduit en cendres (3).

(1) Il y eut encore un motif plus grave qui détermina Schulenburg à décamper; le duc de Vieville, ayant reçu un renfort de six mille hommes, avait poussé des partis vers Milan; et cette ville, se voyant menacée, fit porter ses clefs à Vieville par des députés. Le duc ne voulait pas se hasarder si loin avec des forces si peu considérables; mais de telles démonstrations durent inspirer à Schulenburg des craintes pour le duché. (*Note du traducteur.*)

(2) L'aile gauche du roi de Sardaigne fut mise dans une déroute complète; la droite se défendit mieux, grâce à l'arrivée de cinq bataillons autrichiens envoyés à la hâte par Schulenburg. Ce général accourut lui-même au bruit du canon; mais l'affaire était déjà décidée: au reste les pertes furent considérables de part et d'autre. (*Note du traducteur.*)

(3) Les Anglais avaient commencé en juillet par lancer des bombes sur Savone; ils espéraient par leurs menaces détacher cette ville de la république; mais rien ne bougea, et après avoir causé quelque dégât dans la ville, la flotte se retira pour se diriger vers d'autres points; le vingt-sept septembre, elle parut en vue de Gênes; mais déjà l'on s'était préparé contre son approche, et les batteries génoises la tinrent à une distance telle, qu'elle ne put causer aucun dégât aux maisons contre lesquelles elle dirigeait son feu. A Finale elle n'eut guère plus de succès, et fut incommodée par les décharges de la forteresse : elle alla porter sa vengeance sur la ville de San-Remo, moins capable de se défendre. Les habitants voulant détourner ce désastre, envoyèrent à l'amiral anglais des députés pour lui représenter qu'ils étaient, non pas sujets de la république, mais *popoli convenzionali*. Les Anglais repoussèrent durement ces explications, et commencèrent aussitôt leur feu. Soixante et dix maisons de San-Remo furent renversées. (*Note du traducteur.*)

Les Autrichiens et les Sardes réunirent de nouveau leurs forces près de Casale, tandis que les Espagnols et les Français commençaient le siége d'Alexandrie. Le douze octobre, le marquis de Carraglio abandonna la ville, et se retira dans la citadelle, dont les alliés ne firent à vrai dire que le blocus (1). Mais d'un autre côté ils s'avancèrent sur Valenza, dont ils commencèrent le siége le dix-sept. Le marquis de Balbiano se glissa furtivement hors de la place avec ses troupes, dans la nuit du vingt-neuf au trente, ne laissant que cent hommes en ce lieu (2).

Cependant à la tête de l'armée autrichienne était venu se placer le prince Wenzel de

(1) L'évêque et les habitants ouvrirent les portes de la ville après la retraite du marquis de Carraglio, en se recommandant à la clémence des vainqueurs; les Espagnols prirent possession d'Alexandrie comme d'une dépendance du duché de Milan.

(2) Le marquis ne prit ce parti qu'après avoir opposé la résistance réclamée par l'honneur militaire; au reste la place n'était pas tenable. La garnison de Valenza opéra très-bien sa retraite, et arriva saine et sauve à Casale où le roi l'avait appelée.

Lichtenstein; ce général, ainsi que le roi, franchit le Pô, et se retira sur Crescentino. Le cinq novembre les ennemis s'emparèrent de la ville de Casale, et entreprirent le siége de la citadelle. Des pluies continues rendirent alors toutes les routes impraticables; le Pô sortit de son lit; les Espagnols et les Français se virent hors d'état de transporter de l'artillerie de siége à Casale; le roi se retira vers Trino et Vercelli. Cependant les Français prirent Asti; la citadelle capitula le dix-huit; peu de temps après se rendit celle de Casale; et Maillebois prit possession de ces deux places et d'Acqui au nom du roi de France.

Les Espagnols s'étaient aussi emparés de Mortara et de tout le Lomellino, et l'infant don Felipe, ainsi que le duc Francesco, marchèrent maintenant vers Pavie. On crut qu'ils se tourneraient du côté de Modène; mais un ordre de la cour leur donna la direction de Milan (1). Les citoyens, à la première nouvelle du mouvement de Gages, envoyèrent les clefs de la ville, et le seize décembre les Espagnols s'y établirent paisiblement. Le dix-neuf arrivèrent don Felipe et le duc Francesco, et les Milanais, qui maintenant espéraient voir transformer leur pays en un duché indépendant, les reçurent avec de grandes acclamations de joie. Lodi, Como ne furent pas gagnées aussi facilement; Lichtenstein n'opposa nul obstacle à tous ces progrès, et se tint dans le Novarais sur la rive droite du Tessino; de Gages établit ses troupes en face de lui sur la rive gauche. Dans cette situation des choses, et durant l'hiver, la cour de France fit toutes sortes de tentatives pour détacher le roi de Sardaigne de Marie Thérèse; mais Charles Emmanuel resta inébranlable à toutes les offres (1). Le château de Milan fut seulement bloqué, parce que le mauvais état des

(1) Le général français fit de vains efforts pour empêcher cette séparation des Espagnols, qui allait l'exposer à supporter les efforts de toute la puissance sarde.

(1) Charles Emmanuel, mécontent de ses alliés, qui l'avaient abandonné à la Bassignana, effrayé d'ailleurs de la situation où le réduisaient ses revers continuels, pensa lui-même à s'accommoder avec la France. Il fit donc quelques démarches auprès du roi de Prusse pour qu'il se portât médiateur de la paix entre la Sardaigne et la France. Déjà les préliminaires étaient convenus entre le ministre des affaires étrangères de Charles Emmanuel et le résident de France à Gênes, venu furtivement à Turin à cet effet, lorsque la paix de Dresde conclue entre Marie Thérèse, le roi de Prusse et le roi de Pologne, fit changer les idées de Charles Emmanuel; car maintenant l'impératrice disposait de forces plus considérables qu'elle envoyait en Italie, et d'ailleurs le général Schulenberg, objet principal des plaintes du roi, venait d'être remplacé par Lichtenstein. Charles Emmanuel pensa que maintenant c'était à lui de se faire solliciter par la France, qui aurait besoin de son appui, et le payerait plus cher. En effet le roi de France fit proposer un projet qui parut avantageux au souverain piémontais, et qui devait assurer la tranquillité de l'Italie. Les préliminaires de paix entre la France et la Sardaigne furent signés à Paris entre les représentants des deux souverains, le dix-sept février dix-sept cent quarante-six. Telles étaient les conditions du projet de pacification générale : On donnait à l'infant don Felipe les duchés de Parme et Plaisance, plus le Crémonais avec Pizzighettone et la partie du Mantouan entre le Pô et l'Oglio; au roi de Sardaigne tout le Milanais avec ses dépendances sur la rive droite du Pô jusqu'à la Scrivia; à la république de Gênes, Serravalle et Oneglia avec les fiefs impériaux situés entre le pays de Tortone et le territoire génois; le duc de Modène était réintégré dans ses États, auxquels était ajoutée la partie de Mantouan située sur la rive droite du Pô; on lui accordait le droit de succéder au duché de Guastalla. Pour attirer les Vénitiens à cet arrangement, on leur offrait la partie du Mantouan située sur la rive gauche du Pô et de l'Oglio, en sorte qu'ils se trouveraient en possession de la ville de Mantoue. S'ils refusaient, alors la partie qu'on leur réservait serait

chemins ne permettait pas de faire venir de l'artillerie de siége. L'infant don Felipe se divertit à Milan, s'occupant de fêtes et d'opéra, et le duc Francesco se rendit à Venise où il resta jusqu'au mois de février. Marie Thérèse envoya des renforts de toute espèce dans le Mantouan, ce qui força les généraux espagnols à fixer leur attention sur la défense de Parme, Plaisance et Guastalla, dont ils avaient pris aussi possession.

Le roi de Sardaigne ouvrit la campagne de l'année 1746, en faisant attaquer Asti le cinq mars; au bout de trois jours, la ville fut en son pouvoir. Les Français quittèrent spontanément Alexandrie (1). La nouvelle de l'approche du général Bœrenklau de Pizzighettone sur Lodi, et l'apparition de quelques hussards devant les portes, épouvantèrent l'infant et le duc, qui s'enfuirent de Milan le dix-neuf mars au point du jour; deux heures après les Autrichiens se retrouvèrent maîtres de la ville. Comme les Espagnols devaient tenir des garnisons au delà du Pô dans toutes les places fortes depuis Asti jusqu'à Reggio, et en deçà du fleuve à Pavie, Lodi, et dans les forts sur l'Adda, leurs forces étaient très-dispersées. Faute de secours, la garnison espagnole de Guastalla fut obligée de se rendre prisonnière; les Espagnols évacuèrent d'eux-mêmes Reggio; le comte de Martinenghi di Barco prit sur eux Ponte d'Enza, et les rejeta sur Parme.

A la fin de mars Charles Emmanuel avait repris Casale aux Français, et menaçait maintenant les Napolitains et les Espagnols dans Valenza. Sur un autre point, Parme était bloquée par les Autrichiens depuis le commencement d'avril, et sur les deux rives opposées du Taro, les Autrichiens et les Espagnols étaient postés en face les uns des autres. Lichtenstein, qui avait laissé dans le Milanais tout juste autant de troupes qu'il en fallait, en apparence, pour protéger le pays contre la garnison de Pavie, arriva le onze avril au camp sur le Taro, et prit le commandement supérieur de toute l'armée. Le mouvement avait déterminé les

divisée également entre le roi de Sardaigne et l'infant don Felipe. On restituait au roi de Sardaigne et au duc de Modène tout ce qu'ils avaient perdu dans la guerre. Ce projet contenait en outre une ligue entre tous les princes italiens, qui fourniraient un contingent de soldats pour se réunir aux troupes de France et de Sardaigne, et conquérir sur l'Autriche les pays dont on faisait la distribution; de plus il y avait une confédération italienne à l'instar de la confédération germanique. La France ne demandait qu'un petit territoire sur les Alpes. Mais déjà Charles Emmanuel était revenu à ses idées de persister dans l'alliance autrichienne, et il ne laissa plus s'ouvrir des conférences à Rivoli que pour se jouer de la France; car alors ses troupes marchaient contre les Français. (*Note du traducteur.*)

(1) Les Autrichiens agirent alors de concert avec le roi; deux corps de leurs troupes marchèrent de Vercelli, l'un vers la Lomellina pour y occuper les Français, l'autre vers Montalvo, tandis que les Piémontais se porteraient sur Asti. Le marquis de Maillebois, voyant que toutes ces attaques tendaient à la délivrance d'Alexandrie, appela les secours des Espagnols; mais la défiance inspirée par les conférences de Rivoli empêcha de Gages d'envoyer des troupes du Parmesan et du Milanais, et le détermina ainsi à laisser accabler ses alliés. Maillebois tint ferme contre les Autrichiens, et courut pour soutenir Asti; mais le marquis de Montal, qui commandait ce lieu, céda aux premières attaques; cinq officiers généraux, trois cent soixante officiers et cinq mille soldats furent livrés comme prisonniers de guerre. Maillebois, arrêté dans sa marche par cette nouvelle, pressa de nouveau les Espagnols de le soutenir; mais ceux-ci pensèrent que la reddition d'Asti était le résultat de combinaisons arrêtées à Rivoli, se répandirent en reproches, rappelèrent leurs troupes plus près du Parmesan, et retirèrent les Napolitains et les Génois d'Alexandrie; alors les Français durent se hâter de quitter cette ville et de lever le blocus de la citadelle. (*Note du traducteur.*)

Espagnols à évacuer Pavie le cinq. A l'exception de huit cents hommes qui restèrent dans le château, le marquis de Castellar, la nuit du dix-huit au dix-neuf avril emmena aussi toute la garnison de Parme, et la conduisit vers la Lunigiana. Dès le vingt les Autrichiens occupèrent de nouveau la ville, et bientôt après furent maîtres aussi de la citadelle. Le deux mai, le roi de Sardaigne acquit Valenza par capitulation. Le trois mai, le camp espagnol sur le Taro fut levé, et l'armée se retira sur la Nura et au delà de cette rivière, où fut établi de nouveau un camp retranché entre Plaisance et le *Seminario di San-Lazaro;* les Autrichiens s'avancèrent sur Borgo San-Donnino, et poussèrent jusqu'à la Nura. De l'autre côté du Pô, le général Pignatelli, sortant de Plaisance, surprit une division de l'armée autrichienne à Codogno, et enleva tout ce qui ne périt pas dans le combat. Enfin les Autrichiens s'avancèrent contre le *Seminario di San-Lazaro*, qui ayant à soutenir une canonnade continuelle fut très-fortement endommagé, et plus tard s'écroula presque entièrement; de ce point ils bombardèrent ensuite la ville vers la fin de mai. Le quatre juin, ils prirent le fort Rivalta, et Montechiaro se rendit à eux. Vers le milieu du mois, Maillebois vint avec toutes ses troupes au secours des Espagnols, refoulés de tous les points jusque dans Plaisance (1), et le quatorze juin il entra heureusement dans la ville. Lichtenstein qui pour cause de santé était allé à Firenzuola, et avait laissé le commandement supérieur pour quelque temps au chevalier de Malte, général d'artillerie, Antoniotto Botta Adorno, revint à l'armée. Au milieu de la nuit du quinze au seize, les Espagnols et les Français se rangèrent en ordre de bataille, et pendant les ténèbres mêmes s'engagea une affaire d'avant-poste, qui bientôt devint une bataille, et se prolongea jusqu'au soir. Lichtenstein, Bœrenklau et Adorno du côté des Autrichiens, firent tout ce que l'on pouvait attendre de généraux habiles; et, en dépit de la valeur de quelques divisions de l'armée ennemie, ce jour-là les troupes de Marie Thérèse remportèrent un triomphe éclatant (1). Espagnols et Français furent refoulés sur la rive droite du Pô, et poussés dans Plaisance; et, comme toute communication avec les États de Gênes leur était coupée, il leur fallut chercher à se maintenir en faisant fourrager et lever des contributions sur la rive gauche. Vers le milieu de juillet, le roi de Sardaigne arriva sur la Trebbia avec la plus grande partie de ses troupes; là il fit sa jonction avec l'armée de Lichtenstein, et l'on tenait conseil sur les opérations ultérieures contre les Français et les Espagnols, lorsque la nouvelle de la mort du roi Philippe vint annoncer une suite de changements diplomatiques. Il eut pour successeur en Espagne son fils du premier mariage avec Marie Louise

(1) A peine fut-il parti, que les troupes piémontaises occupèrent Novi, où elles levèrent des contributions.

Maillebois, malgré toute son habileté, était réduit, depuis la capitulation d'Asti, à évacuer successivement toutes les places, afin de concentrer ses forces; c'est ainsi qu'il avait abandonné Moncalvo, Casale, qu'il s'était retiré derrière le Tanaro, puis derrière la Bormida, derrière la Scrivia. Posté sur le haut Monferrat, il faisait tête de son mieux au roi de Sardaigne, lorsque don Felipe lui demanda des secours de son camp de Plaisance; il en envoya, et, sur les instances de l'infant, il accourut ensuite avec toutes ses forces. (*Note du traducteur.*)

(1) La victoire fut disputée vivement; la confusion causée par les ténèbres ayant fait manquer les mouvements de deux corps espagnol et français, les Autrichiens profitèrent habilement de cet instant. Toutefois Maillebois maintint encore le combat, et, lorsque les alliés furent rentrés dans leurs lignes, ils parurent encore redoutables, quoique le roi de Sardaigne arrivât alors renforcer les Autrichiens; c'était la marche de ce prince qui avait décidé de Gages et Maillebois à tenter le sort des armes avant son arrivée. (*Note du traducteur.*)

Gabrielle de Savoie, Ferdinand VI, et la reine Élisabeth, qui jusqu'alors avait déterminé la direction politique de l'Espagne, vit s'éteindre son influence.

Tandis que se trouvaient maintenant suspendus les secours sur lesquels les généraux espagnols avaient compté en Italie, les Autrichiens et les Sardes s'étaient approchés toujours davantage de Parme. Enfin le neuf août les Espagnols et les Français marchèrent sur le château San-Giovanni. Contrairement à leurs instructions, les généraux Botta Adorno et Gorani attaquèrent avec quelques faibles troupes les ennemis qui se retiraient près de Rottofreddo; et quoiqu'ils ne pussent arrêter entièrement leur marche sur San-Giovanni, ils leur firent subir une perte considérable (1). Mais un tel avantage pour les Autrichiens fut largement compensé par la mort du général Bœrenklau. Plaisance fut aussitôt occupée par les Autrichiens et les Sardes.

L'armée qui opérait sa retraite ne se composait plus que d'environ quatorze mille Espagnols et Napolitains, et six mille Français; toujours harcelée par les troupes légères des Autrichiens, elle parvint à Voghera. Les Piémontais n'attendirent pas un ennemi si supérieur dans Novi, d'autant moins que le marquis de Mirepoix s'avançait au-devant de ce corps vers Gavi, avec environ huit mille Français et Génois; la retraite devait donc se continuer avec facilité; de Gages et Maillebois voulaient s'arrêter à Voghera; mais tout à coup arriva de la cour le marquis de la Mina qui, prenant le commandement des Espagnols avec une autorité décisive, quoique sous l'infant don Felipe, les ramena vers Gênes, puis tournant brusquement du côté de Nice, abandonna l'Italie. L'infant et le duc de Modène durent se résigner à suivre sa direction, et Maillebois, incapable de se maintenir seul, se soumit à la force des circonstances.

Cependant les Autrichiens et les Sardes, qui avaient continué leur marche jusqu'à Voghera, résolurent en ce lieu de se tourner contre Gênes. Tortona fut bloquée. Novi et Serravalle tombèrent bientôt au pouvoir des vainqueurs, et maintenant suivant le plan arrêté les Autrichiens durent s'avancer vers Gênes par Voltaggio, et les Sardes marcher du côté de Savone et de Finale par la vallée de la Bormida et de l'Orba. Le général Piccoluomini resta devant Gavi; le passage par la Bocchetta fut forcé, et les allocutions de Maillebois purent seules soutenir les Génois après le départ des Espagnols. Mais bientôt les Génois le virent lui-même regagner la France. Le quatre septembre, le quartier général autrichien était déjà près de *San-Pier d'Arena*.

Dans cette situation des choses, les autorités de Gênes auraient encore pu disposer de moyens suffisants pour défendre leur ville, si elles n'avaient pas manqué de courage (1); elles ne trouvèrent d'autres ressources que des négociations avec l'en-

(1) L'avantage dont il est ici question fut obtenu seulement sur les Espagnols et les Napolitains; les Français avaient déjà exécuté leur mouvement sur San-Giovanni au moyen de marches et contre-marches qui acquirent à Maillebois la plus haute renommée militaire en Italie. Il s'en alla ravager les rives de l'Adda, prit Lodi, et dévasta le pays jusqu'au Lambro. Alors le roi de Sardaigne, qui se trouvait sur la gauche de la Trebia, passa le Pô et courut après Maillebois. Mais le général français, qui n'avait d'autre but que de séparer les Piémontais des Allemands, et de s'ouvrir le chemin vers Voghera et Novi, repassa brusquement le Pô, et gagna les rives du Tidone; il recueillit la garnison de Plaisance, qui avait évacué cette ville conduite par le marquis de Castellar, et arriva enfin à Castel San-Giovanni. (*Note du traducteur.*)

(1) Ce découragement venait des sentiments que l'on supposait aux habitants placés en dehors de l'ordre de la noblesse; on les redoutait extrêmement en cas d'attaque de l'ennemi. Muratori, p. 366.

nemi (1). Sur la demande de Botta Adorno, la porte de San-Tommaso lui fut livrée, et le lendemain une capitulation fut conclue. Toutes les portes devaient être occupées par les Autrichiens, et toutefois cette condition ne fut exécutée que pour la porte de San-Tommaso et celle de la Lanterne ; toutes les troupes génoises devaient être prisonnières de guerre; tous les arsenaux et les approvisionnements militaires, les magasins de vivres et de fourrages devaient être livrés aux Autrichiens. En outre on devait livrer aussi Gavi, et le doge Brignole avec six sénateurs était obligé, dans le délai d'un mois, de se rendre à Vienne auprès de Marie Thérèse, pour implorer le pardon des torts de la république envers sa majesté impériale (2). Tous les prisonniers de guerre se trouvant au pouvoir de la république devaient être mis en liberté, et cinquante mille *genovine* (3) devaient être payées immédiatement à l'armée autrichienne, sans préjudice des contributions que l'on exigerait ultérieurement. La capitulation ne pouvait avoir une pleine valeur que par la ratification à Vienne.

Les contributions exigées ensuite par le comte Chotek au nom de l'impératrice s'élevèrent à trois millions de *genovine* (4), en sorte que les plus riches familles et la banque de Saint-George durent intervenir de leurs ressources pour aider à effectuer les payements réclamés aussitôt, sous peine de pillage.

Cependant le huit septembre l'armée parvint aussi sur la côte, et le neuf, le roi appelé par l'évêque et les autorités, fit son entrée dans Savone. Le château voulut tenir; il avait pour commandant un Adorno digne de ses vaillants ancêtres. Finale au contraire se rendit à l'instant, ville et citadelle, et le quinze, lorsqu'arriva Charles Emmanuel, il fut reçu au bruit des acclamations d'une population qui saluait en lui son futur maître. En général le gouvernement génois était odieux à ses sujets. Toute la *riviera di Ponente*, à l'exception de Ventimiglia, Villafranca, et Montalbano qu'il fallut assiéger, se rangea ensuite sous le pouvoir du roi. Les Français repassèrent le Var le dix-huit octobre, et Ventimiglia se rendit le vingt-trois aux troupes sardes. Les puissances alliées contre la maison de Bourbon renoncèrent à un projet de conquête de Naples (1), conçu à

---

(1) Des patriciens furent envoyés auprès de l'avant-garde des Autrichiens, dont les chefs repoussèrent les députés avec colère et mépris. Botta ne voulut écouter non plus aucune supplication. Il fallait subir la loi qu'il imposait; les colléges n'osaient en prendre la responsabilité; on assembla un conseil de guerre, qui déclara l'impossibilité absolue de toute résistance. Le gouvernement se courba sous la nécessité; il consentit aux conditions du vainqueur; le petit conseil les approuva. Botta, *Storia d'Italia*, l. 44.

(2) Cette humiliation fut ensuite épargnée.

(3) Une *genovina* vaut trois florins.

(4) Le commissaire impérial près de l'armée arriva le lendemain de l'entrée de Botta dans Gênes; il déclara aux patriciens mandés auprès de lui que l'impératrice voulait bien laisser aux Génois leur État et leurs lois; mais que, leur pays ayant servi de passage pour introduire les Français et les Espagnols dans la Lombardie, ils devaient subir les peines d'une guerre si calamiteuse; mais que S. M., dans sa clémence, daignait se contenter de trois millions de *genovine*, dont un million sous quarante-huit heures, le second dans huit jours, et le troisième dans quinze. Botta, *Storia d'Italia*, l. 44.

(1) Vers la fin de l'année, des troubles éclatèrent à Naples, parce que les évêques du pays, et à leur tête l'archevêque de Naples, avaient introduit une sorte d'inquisition, ce qui paraissait au peuple une oppression; mais nous nous bornons à signaler ces agitations, attendu qu'elles n'eurent d'autre résultat que de déterminer le roi à céder aux représentations de l'*eletto*, qui lui demandait l'abolition du redoutable tribunal. En reconnaissance, le peuple lui offrit un don de trois cent mille ducats. Muratori, p. 409.

Vienne, pour s'attacher en définitive à un plan d'invasion en Provence, conçu par les Anglais; et Charles Emmanuel se rendit à Nice pour faire les préparatifs nécessaires. Pendant son séjour en cette ville, Montalbano capitula, et Villafranca finit aussi par se rendre le quatre novembre. Maintenant de toutes les places occupées par les Français, ils ne conservaient plus que la citadelle de Tortona, qui tint jusqu'au vingt-cinq novembre. Ce jour-là, Charles Emmanuel fut attaqué de la petite vérole, et resta malade assez longtemps.

Vers le milieu de novembre, le comte Broune était aussi arrivé à Nice pour prendre le commandement du corps autrichien destiné à l'expédition de Provence. Une flotte anglaise devait soutenir l'armée de terre. A la fin de novembre, trente-cinq mille hommes se trouvèrent rassemblés à Nice; un tiers était composé de troupes sardes sous le marquis di Balbiano. Il n'y eut qu'une faible résistance à surmonter pour franchir le Var. Ensuite Broune transporta le quartier général à Cannes; ses troupes s'avancèrent sur Castellane et Draguignan; Grasse et Vence furent occupées, on bloqua la ville et le port d'Antibes. Le quinze décembre on prit aussi Fréjus, et bientôt après Broune fit occuper les îles Saint-Honoré et Sainte-Marguerite. Tout marchait vers une complète réussite, lorsque l'ancienne nature valeureuse et dure du peuple de Gênes se réveilla encore une fois, et arrêta les alliés dans leurs progrès de la manière la plus inattendue.

Près de Gênes étaient restés environ huit mille Autrichiens, à San-Pietro d'Arena, sur la *riviera di Levante*, à Sarzana, Spezzia, etc. La *riviera di Ponente* se trouvait, à l'exception de la citadelle de Savone, en partie entre les mains des Sardes, en partie entre celles des Autrichiens; Gavi était occupée par les derniers. La république, ainsi enserrée, avait conservé sa constitution. Au sentiment d'oppression générale causée par les contributions forcées, vint bientôt se joindre l'indignation provoquée par l'insolence des soldats qui entraient isolément dans la ville, et par la dépendance absolue dont le poids était accablant. Après avoir obtenu près de deux millions de *genovine*, Chotek insista sur un troisième, y ajoutant de nouvelles exigences pour les droits d'administration et autres de cette nature (1). Botta Adorno demanda de la grosse artillerie pour l'expédition de Provence, et le gouvernement ne consentant pas à la fournir librement, il la fit emmener par ses gens (2).

Au milieu de telles circonstances dut être facilement accueilli le bruit que les Impériaux avaient l'intention en définitive de piller la ville (3). Le cinq décembre, un dé-

---

(1) Le pape Benoît XIV avait fait un appel à la clémence de Marie Thérèse, et l'impératrice avait annoncé qu'elle ferait remise de ce troisième million; mais Chotek le réclama plus instamment que jamais.

(2) Il faut joindre à ces vexations, des mépris et des insultes de tous les instants, particulièrement de la part de Chotek, et les exigences monstrueuses de Botta: « Les tribunaux civils n'osaient pas prononcer contre celui qui obtenait sa protection. L'un des avocats les plus honorables dut renoncer à une affaire, parce que Botta était opposé à l'une des parties, qui s'était procuré des recommandations à Vienne. L'on donnait des passe-ports et des saufs-conduits à des débiteurs et à des marchands qui s'étaient fait un jeu de déclarer leur banqueroute, etc. » Lebret, p. 320.

(3) En réalité la ville était livrée à un pillage régulier. Les Autrichiens prenaient sans payer, tout ce qui était à leur guise. Le roi de Sardaigne, jaloux de ses alliés, voulut aussi avoir sa part dans les dépouilles de Gênes; l'amiral anglais envoya dans le port un vaisseau avec un chebec, qui se saisirent de tous les bâtiments marchands à leur portée, le tout au profit de Charles Emmanuel. Botta n'osait pas s'opposer à cette espèce de piraterie exercée sous ses yeux, parce que lui-même s'abandonnait à toutes sortes de déprédations. (*Note du traducteur.*)

tachement autrichien voulant enlever un gros mortier de la ville, et ayant enfoncé sous le poids de cet équipage un égout pratiqué sous la rue, une grande foule de bas peuple se rassembla, et fut bientôt forcée par les soldats de fournir son assistance. L'un des Autrichiens osa employer le bâton pour exciter les travailleurs; à l'instant un jeune garçon lui lança une pierre, et d'autres suivant cet exemple, les soldats durent prendre la fuite. Dans la nuit, la populace fit retentir dans les rues le cri : *All' armi!* et *Viva Maria!* les Autrichiens s'en moquèrent en répondant : *Viva Maria Theresa!* Les autorités de la république essayèrent de rétablir l'ordre; mais les rassemblements grossirent (1); le lendemain, le peuple demanda des armes (2), s'empara des portes qui n'étaient pas occupées par les Autrichiens, pilla les boutiques des armuriers, attaqua ensuite la porte de San-Tommaso, jusqu'à ce que quelques fortes patrouilles de cavalerie autrichienne dispersèrent les attroupements.

Pendant la nuit suivante de plus grandes masses de peuple barricadèrent les rues, firent des bâtiments des jésuites le centre de leurs entreprises (3), et placèrent en ce lieu un commissaire général avec plusieurs lieutenants généraux qu'elles élurent, et instituèrent des autorités. En même temps ce peuple déclara nulle et de nulle valeur la capitulation conclue par la noblesse seule.

Le général Botta Adorno fit appeler à Gênes toutes les troupes dispersées dans les villes du littoral; en attendant leur arrivée, il voulait se borner à défendre les points qui étaient en sa possession. Cependant le sept décembre, les habitants de la vallée da Bisagno se rallièrent au peuple (1), ainsi que les habitants du quartier de San-Vincenzo, emmenèrent des canons, et se mirent à tirer sur les ennemis. Le huit des marchands et de riches artisans se joignirent aussi aux insurgés; et l'ordre vint régler toute l'entreprise. Durant quelque temps les révoltés et les Autrichiens se canonnèrent dans la *strada Balbi*, puis on négocia (2). Le peuple demanda que les Autrichiens abandonnassent les portes, s'abstinssent de toute exigence ultérieure, et restituassent

---

(1) Elles envoyèrent un patricien informer Botta de ce qui se passait, et le prier de renoncer à l'enlèvement de l'artillerie, s'il voulait que le peuple se calmât; mais le général répondit qu'il enverrait le lendemain un plus nombreux détachement enlever le mortier, et qu'il méprisait toutes les clameurs de la populace.

(2) Le gouvernement fit entourer de doubles gardes le palais où étaient déposées les armes; et, voyant le peuple dresser des échelles pour entrer par les fenêtres de l'arsenal, les autorités ordonnèrent que les armes fussent transportées ailleurs par des soldats réguliers; en même temps elles envoyèrent encore des messagers à Botta pour l'avertir et le prier d'agir avec prudence; mais leur médiation pacifique fut impuissante contre des passions déchaînées.

(3) Ce fut le seul édifice dont elles forcèrent l'entrée; elles laissèrent les nobles, renfermés dans leurs palais, se dérober à tous les regards, et n'exercèrent sur eux aucun acte de violence pour en obtenir quelque assistance. (*Note du traducteur.*)

(1) Les autorités régulières de Gênes avaient donné ordre aux capitaines des vallées de Bisagno et de Polcevera de maintenir les populations de ces cantons dans la tranquillité, et de leur défendre, sous peine de galères, de prendre les armes. Botta espérait même que le gouvernement de Gênes ferait attaquer le peuple par les soldats réguliers de la république; mais ce gouvernement ne descendit point jusqu'à ce degré de concession. (*Note du traducteur.*)

(2) C'étaient toujours les patriciens qui se portaient pour médiateurs entre les parties; ils redoutaient les commotions et les combats. Un armistice fut obtenu facilement, parce que Botta espérait voir arriver les troupes appelées par lui des environs, et parce que le peuple désirait s'armer plus convenablement; mais des deux côtés on n'attendait que le moment d'en venir aux mains avec plus d'avantage, ce qui faisait trembler les nobles Génois. (*Note du traducteur.*)

l'artillerie enlevée. Mais Botta Adorno ne put consentir à l'évacuation des portes, et la négociation se prolongea jusqu'au neuf décembre. Les Autrichiens attendaient l'arrivée de leurs détachements rappelés à Gênes; les Génois élevèrent des barricades, des retranchements, des batteries; des armes et des munitions de guerre étaient maintenant en assez grande quantité entre les mains du peuple, qui n'accorda plus au général ennemi qu'un court délai jusqu'au matin du dix décembre, pour faire des réflexions et prendre un parti. Au temps fixé retentit le tocsin de San-Lorenzo et de tous les clochers de la ville, et à l'instant s'engagea une vive canonnade. Maintenant Botta Adorno voulut bien remettre les portes au sénat; mais le peuple déclara ne point vouloir accepter de telles aumônes, et commença la lutte avec une nouvelle ardeur. Enfin les Autrichiens quittèrent le voisinage de la ville, et se dirigèrent vers la Bocchetta. Le peuple se mit à leur poursuite, et en saisit beaucoup marchant isolément ou par petites troupes (1). Tous les magasins, une grande partie des bagages des officiers tombèrent entre les mains des Génois. La nouvelle de cette fuite se répandit rapidement sur le littoral, et les Piémontais se hâtèrent avant tout de renforcer leur garnison dans la ville de Savone. La citadelle dut capituler le dix-neuf décembre, voyant toutes ses communications du côté de la mer coupées par la flotte anglaise (2).

La révolution de Gênes fit échouer complétement l'expédition de Provence; car les transports de vivres et de munitions sur lesquels on avait compté ne purent se faire, ou furent arrêtés en route. Le corps austro-sarde se maintint bien encore pendant le mois de janvier dix-sept cent quarante-sept; mais en supportant les plus grandes privations, manquant des objets les plus nécessaires à la vie. Une grande partie de l'armée déserta du côté des Français; le reste fut frappé par les maladies. Aussitôt que le duc de Bellisle eut reçu des renforts suffisants des Pays-Bas, il fit chasser le comte Neuhaus de Castellane; Brouno se replia sur Grasse, et au commencement de février les restes de la cavalerie de ce corps d'armée repassèrent le Var.

Marie Thérèse fut dédommagée en quelque sorte de la perte de Gênes par la mort du duc Giuseppe Maria de Guastalla, qui arriva le quinze août dix-sept cent quarante-six. La survivance sur Guastalla même appartenait au comte de Paredes, de la maison de la Cerda, parce qu'il descendait d'une femme de la branche des Gonzaga de Guastalla. Mais l'impératrice fit occuper à l'instant tout le pays, laissant le conseil aulique produire de vaines réclamations. En outre les troupes autrichiennes traitèrent en pays conquis tous les États du duc de Modène, ainsi que le duché de Massa appartenant à son épouse; elles mirent même le séquestre sur les possessions de la maison d'Este dant l'État de l'Église.

Relativement à Gênes, Marie Thérèse prit des mesures encore plus violentes, frappant de confiscation tous les biens des Génois qui se trouvaient dans ses États; plus tard elle reconnut les droits des propriétaires, mais se saisit des revenus courants, afin de les appliquer aux frais de la guerre. Botta Adorno atteint de maladie, avait demandé et obtenu son congé; Brouno fut rappelé parce qu'il

---

(1) La perte des Autrichiens ne fut pas d'abord aussi grande, parce qu'ils répandirent le bruit que leur retraite était déterminée par un traité en vertu duquel ils retournaient dans leur patrie.

(2) Les Génois avaient senti combien il était important pour eux de délivrer cette place, et le gouvernement populaire réunit des troupes pour les envoyer de ce côté; mais il y avait peu de soldats réguliers, et la canaille qui s'y était réunie ayant commencé à piller dans San-Pier d'Arma, tous les rangs se rompirent, et il n'y eut plus moyen de rien entreprendre. (*Note du traducteur.*)

représentait le siége et la réduction de Gênes comme une entreprise extraordinairement difficile. Schulenburg vint prendre sa place. Mais les Génois, soutenus par les Français qui leur fournirent de l'argent et d'habiles officiers, ne perdirent par courage (1). L'on prétendit qu'à Toulon et à Marseille environ six mille hommes étaient embarqués pour venir à leur secours; et en effet peu à peu arrivèrent à peu près quatre mille hommes par divers chemins. Le dix avril l'armée autrichienne se mit en mouvement par la Bocchetta, et poussa bientôt jusqu'à Decimo. Le quinze, un officier vint sommer la république de se soumettre sans résistance, et de reconnaître ses torts, si elle ne voulait pas que l'on agît contre la ville avec la dernière rigueur. Les Génois rejetèrent de pareilles prétentions, et répondirent qu'ils espéraient se maintenir dans la liberté où Dieu les avait fait naître.

Cependant des troupes légères d'Autrichiens s'avançaient aussi de Massa contre la *riviera di Levante*, qui avait été évacuée après le soulèvement de Gênes; mais elles furent incapables de la ramener à la sou-

(1) Le cabinet français hésita d'abord dans sa conduite envers Gênes, à cause des désordres où cette ville était jetée par suite de l'influence de la populace. Les nobles s'étaient renfermés dans leurs palais durant le combat, et ne s'étaient montrés qu'après le départ de l'ennemi; le peuple seul avait brisé le joug étranger, il était naturel qu'il prétendît maintenant diriger ses affaires. L'ancien gouvernement de droit subsistait encore, mais sans action; les chefs institués par le peuple pendant la lutte conduisaient tout; mais on trouvait que leur autorité se prolongeait trop, et l'on demandait des nominations plus régulières. L'on voulait aussi qu'un plus grand nombre de citoyens prît part aux affaires publiques. D'ailleurs, on prétendait que les chefs actuels s'étaient attribué une énorme portion de butin. Le dix-sept décembre se tint une réunion du peuple, sur la place *della' Nunziata*, à ciel découvert. On abolit les premiers magistrats du *quartier général*, et l'on créa un nouveau conseil, auquel fut donné le nom de *députation*; il devait être composé de trente-six membres, tous du peuple: douze artisans tirés au sort; huit parmi les avocats, notaires et marchands; douze des ouvriers, parmi les premiers qui avaient pris les armes; et quatre parmi les habitants de Polcevera et de Bisagno. Des règlements furent établis pour la tranquillité publique et l'armement de la population. Mais la multitude tourmentait les nouveaux magistrats par ses caprices. Les désordres se reproduisant à chaque instant, les *popolari* appelèrent d'abord deux anciens sénateurs au quartier général, puis ils appelèrent les autres. Les compagnies des arts et métiers, organisées et armées, reçurent dans leurs rangs les patriciens; le doge fut élu colonel des quatre compagnies du quartier du château; pour régulariser les mouvements de Polcevera et de Bisagno, on envoya aussi des patriciens qui déployèrent un grand zèle pour la cause publique. Mais les Autrichiens, qui entretenaient des correspondances à Gênes, firent semer des défiances contre la noblesse. Le peuple pensa qu'elle était disposée à s'entendre avec l'ennemi, et se porta contre elle à des excès. Alors les citoyens amis de l'ordre sentirent la nécessité de revenir à l'ancienne forme du gouvernement. Le doge, les colléges et les autres magistratures rentrèrent dans l'exercice de leurs fonctions; et l'on ne laissa plus au *quartier général* du peuple qu'une sorte de surveillance sur les affaires de la guerre. Après la disparition des périls extérieurs, cette autorité cessa complétement, et les anciennes magistratures furent remises en possession de la plénitude de leurs droits. L'union étant rétablie, les Génois dirigèrent plus habilement leurs forces pour repousser les attaques de l'ennemi. Les puissances étrangères virent qu'elles pouvaient traiter avec un gouvernement régulier. Les rois de France et d'Espagne donnèrent des encouragements aux Génois attaqués par les forces considérables des Autrichiens et des Sardes, et le trois février quelques officiers et ingénieurs français entrèrent dans le port de Gênes, apportant quelque argent, la nouvelle des échecs des Austro-sardes sur le Var, et l'espérance de prompts secours de la part de Louis XV et de Ferdinand VI. (*Note du traducteur.*)

mission (1). Les troupes de Schulenburg ne purent causer que de faibles dommages à la ville : car, quoiqu'elles se fussent emparées des forts Creto et Diamant, elles manquaient encore trop complétement de grosse artillerie pour tirer un grand parti de ces positions. Le trente avril arriva le duc de Boufflers pour prendre le commandement des Français envoyés à Gênes. Un renfort assez considérable venu des États sardes dans les lignes des Autrichiens, n'avança pas beaucoup leurs affaires (2).

Au commencement de juin, Bellisle franchit le Var, s'empara de Nice, peu de temps après de Montealbano et de la citadelle de Villafranca; il s'avança jusques auprès de Ventimiglia, avant de rencontrer un corps sarde de quelque importance. Voulant l'envelopper, il attira les troupes sardes en se retirant, et parut de nouveau devant le château de Ventimiglia, qui se rendit le deux juillet. Un corps hispano-français plus considérable, sous l'infant don Felipe et le duc de Modène franchit également le Var dans cette direction, s'avança jusqu'à Oneglia, puis revint sur le Var.

Cependant l'armée autrichienne, ne pouvant rien exécuter du côté de Polcevera, s'était tournée davantage vers Bisagno; mais là aussi elle rencontra une résistance vigoureuse préparée par les soins de Boufflers (1), et continua toujours de souffrir par le manque d'artillerie de siége, qui devait venir de *Sestri di Ponente* sur des transports anglais.

Un second corps hispano-français sous Bellisle et la Mina menaçant la vallée de Demont, et pouvant être facilement renforcé par celui de l'infant, à la fin de juin Charles Emmanuel rappela ses troupes de l'armée autrichienne devant Gênes. Comme cette armée avait souffert des pertes considérables par les maladies et par une suite de petits combats qui ne décidaient rien, Schulenburg se vit hors d'état de continuer le siége. Dès le deux juillet toutes les dispositions furent prises pour le départ; les Anglais rembarquèrent l'artillerie qu'ils avaient apportée, et dans la nuit du cinq au six le siége fut entièrement levé. Les Autrichiens allèrent à Novi et à Gavi; les Piémontais gagnèrent par mer *Sestri di Ponente*, sans être inquiétés ensuite dans leur marche.

Jusqu'au dix-neuf juillet les Français n'entreprirent plus rien contre le Piémont. Ce jour-là, le frère du maréchal de Bellisle tenta de s'emparer du passage par le *Colle dell' Assietta*, entre Exiles et Fenestrelle; mais il y perdit la vie. La malheureuse issue de cette attaque paraît avoir déterminé les Français à ne plus rien faire ensuite de ce côté. Ce fut seulement en septembre qu'un corps hispano-français descendit de la côte de Gênes dans le Val di Taro; mais tout le résultat se borna à quelques contributions.

Cependant le roi de Sardaigne s'était emparé de nouveau de la ville de Ventimiglia, et fit bloquer le château. Mais cette place

(1) Les paysans de ces cantons harcelaient sans cesse les Autrichiens et les affrontaient même en ligne; ils causèrent des pertes énormes à l'ennemi, et traitaient sans pitié tous les soldats qui leur tombaient entre les mains.

(2) Ces secours étaient tardifs : car il y avait peu d'harmonie entre les généraux autrichiens et Charles Emmanuel; ce roi ne s'était décidé à envoyer ses troupes, qu'après un nouvel arrangement avec un négociateur de Marie Thérèse. Il fut convenu que Gênes resterait libre, mais sans territoire, et comme ville anséatique; que la *riviera di Ponente* appartiendrait au roi, celle *di Levanti* à l'impératrice, à l'exception des golfes de la Spezia et de Sarzana, qui passeraient sous l'autorité du grand-duc de Toscane. (*Note du traducteur*.)

(1) Sur cette ligne il y eut des engagements sanglants dans lesquels les paysans rivalisèrent de courage et d'obstination avec les troupes suisses et françaises au service de Gênes. Les officiers espagnols montrèrent aussi une brillante valeur.

fut délivrée le vingt octobre par les forces réunies de Bellisle, de la Mina, de don Felipe et du duc de Modène, et la ville fut aussi bientôt perdue pour les Piémontais.

Boufflers était mort de la petite vérole (1); le duc de Richelieu vint prendre à sa place le commandement des troupes françaises à Gênes; les auxiliaires s'emparèrent de Bobbio, et s'avancèrent jusqu'aux environs de Plaisance, sans toutefois vouloir se maintenir dans ces cantons.

Tandis que les Autrichiens se trouvaient bien établis en Lombardie dans l'hiver de dix-sept cent quarante-sept à dix-sept cent quarante-huit, ils reçurent d'Allemagne de puissants renforts en tout genre, et pour la première campagne leur principale attention se dirigea sur la *riviera di Ponente*. Le duc de Richelieu chercha de son côté à contrarier leurs projets de toutes manières, réparant et améliorant les fortifications de ces cantons, jetant des garnisons françaises dans les places, établissant des détachements sur plusieurs points de la Lunigiana, et spécialement à Massa. Au commencement du printemps, un corps autrichien s'avança vers Varese; mais le mouvement de la grande armée fut arrêté par le manque de moyens de transports, qui ne permit pas de passer les Alpes.

Cependant à Aix-la-Chapelle, dans les premiers mois de cette année s'étaient rassemblés les plénipotentiaires des puissances belligérantes pour suivre des négociations de paix, et ils avaient ouvert les conférences en avril. Marie Thérèse n'avait pas voulu admettre les envoyés du duc de Modène, ni ceux de la république de Gênes; mais à la fin elle avait consenti à les laisser paraître, et le trente avril, les représentants de France, d'Angleterre et de Hollande présentèrent un projet de paix, qui bientôt fut approuvé par Marie Thérèse, et obtint aussi l'agrément des rois d'Espagne et de Sardaigne. Les hostilités avec les Autrichiens sur les frontières de Gênes, des Anglais le long du littoral, se prolongèrent jusqu'au vingt-cinq mai, alors que fut déclarée l'adhésion de la cour d'Autriche aux préliminaires de paix; bientôt se fit un armistice, et enfin le dix-huit octobre dix-sept cent quarante-huit fut conclue définitivement la paix à Aix-la-Chapelle; tels sont en substance les articles concernant l'Italie (1) : en général les choses doivent se rétablir dans l'état où elles étaient avant la guerre; toutefois les duchés de Parme (avec Plaisance), et de Guastalla passent à l'infant don Felipe, pour lui et sa descendance mâle, sous la réserve du droit de retour pour l'Autriche, en cas d'extinction de la ligne masculine de Felipe. Naturellement par ces conditions le roi de Sardaigne perdait sa part dans le Plaisantin (2).

(1) Ce général avait su gagner les affections de toutes les clases de la population par sa générosité, sa douceur, ses talents et son courage; sa maladie et sa mort causèrent une désolation générale. Tel est le tableau présenté par un auteur anonyme. « Dato col suono delle campane di tutte le chiese il segno di sua agonia, non può facilmente esprimersi la comune afflizione e l'affollamento ne sacri tempj, ove da ciascheduno si porgevano a dio ardentissimi voti per la conservazione di una vita tanto cara e benemerita della repubblica finchè sparsasi dopo breve tempo la nuova d'aver egli renduto al creatore lo spirito., tante e così universali furono le lagrime, ed i sinceri segni dell'acerbissomo dolore, che a prevenire le commozioni e lo smarrimento del popolo, fu saggiamente preso il partito d'impiegar l'opera di varie prudenti persone, che nel pubblicare el funesto caso, procurassero insieme di consolare gli animi, e di assicurargli da que' timori, che per l'inaspettata deplorabile sciagura fossero per avventura in istato di concepire. » Le grand conseil décida que le fils de Boufflers et tous ses descendants seraient inscrits sur le livre d'or, et qu'ils pourraient écarteler leurs armes de celles de la république.

(1) Muratori, p. 482.

(2) Mais sous la réserve d'une indemnité; il

Un congrès devant s'ouvrir à Nice quinze jours après la ratification de cette paix, aurait à régler toutes les réclamations particulières, et spécialement l'indemnité que le duc de Modène poursuivait pour les fiefs hongrois confisqués sur lui, et pour les biens allodiaux de Guastalla qui lui revenaient d'après le droit d'héritage.

Comme le congrès de Nice ne termina pas ses travaux avant la fin de l'année, l'état de guerre pesa encore de tout son poids sur l'Italie, quoiqu'il n'y eût plus d'hostilités. Enfin Marie Thérèse parvint à se ressaisir des fiefs de Francesco déjà aliénés en Hongrie; elle les remit à ce duc auquel furent attribués aussi les biens allodiaux de Guastalla, et ainsi à partir du mois de février dix-sept cent quarante-neuf commença l'évacuation des cantons occupés en diverses circonstances, et alors reparurent aussi les bienfaits de la paix. Toute l'Italie jouit d'un calme qui se prolongea plusieurs années; la Corse seule continuait à être agitée par des troubles que nous devons reprendre de plus haut.

En dernier lieu nous avons rapporté comment les Français étaient venus au secours des Génois; le comte de Boissieux qui commandait les troupes françaises de l'île, fit tout son possible en dix-sept cent trente-huit, afin de rétablir la paix au moyen des négociations; mais toutes ces tentatives échouèrent parce que l'on exigea des Corses la remise de leurs armes (1), et Boissieux, voulant alors en décembre de ladite année imposer la soumission par la force, subit une défaite complète. Lorsqu'il mourut bientôt après, il fut remplacé par le marquis de Maillebois qui amena de nouvelles troupes dans l'île, en soumit une portion considérable dans l'été de dix-sept cent trente-neuf, puis noua de nouvelles négociations avec les chefs des rebelles qui, dans l'espoir de passer sous la domination française, déposèrent les armes et s'éloignèrent du pays (1). Quiconque ensuite était

---

ne la reçut toutefois qu'en dix-sept cent soixante-trois, et en fixant une réduction.

(1) Les esprits étaient encore agités, lorsqu'au mois d'août dix-sept cent trente-huit le baron de Drost, neveu de Théodore, débarqua dans le port d'Aleria avec des munitions de guerre et de bouche, annonçant la prochaine arrivée de son oncle; en effet, le treize septembre, Théodore vint aborder à Aleria, suivi de trois vaisseaux de ligne et de bâtiments de transport sous pavillon hollandais, portant des canons, des fusils et des munitions de guerre. Il annonça aux Corses que sa flotte avait été dispersée par la tempête, mais qu'elle arriverait bientôt; que pour lui il ne voulait pas descendre à terre avant de savoir si ses sujets étaient décidés à secouer le joug ennemi. Aussitôt les Corses coururent lui rendre hommage. Les menaces de Boissieux ramenèrent à la raison les cantons en deçà des monts; mais les autres voulurent avoir recours aux armes. Toutefois le nombre de ceux-ci ne parut point suffisant à Théodore, qui se rembarqua, gagna Portolongone, puis Naples et enfin la Hollande. Les Français pensèrent maintenant que l'île allait se pacifier; et en effet plusieurs cantons acceptèrent des conditions réglées entre la France et Gênes pour une amnistie; mais les troupes françaises envoyées pour faire déposer les armes furent surprises à Borgo, et rentrèrent à Bastia après avoir subi des pertes énormes. Les esprits des insulaires furent encore enflammés par de nouveaux secours que leur expédiait Théodore, et par la nouvelle apparition de ce souverain; et, quoiqu'il se hasardât peu dans l'intérieur de l'île, il séduisit encore assez vivement les esprits, pour que les Corses, dans une assemblée tenue le six janvier dix-sept cent trente-neuf à Tavagna, lui décernassent le titre de roi, et lui prêtassent un nouveau serment d'obéissance. Toutefois, dans une assemblée convoquée par les deux généraux de la nation, Giafferri et Paoli, il ne fut plus question de ce monarque. (*Note du traducteur.*)

(1) D'après les conseils de Giacinto Paoli, qui vint faire sa soumission accompagné de ses deux fils, Clemente et Pasquale, depuis si fameux, Maillebois, après avoir dompté la partie basse

trouvé avec des armes à feu, Maillebois le faisait pendre; l'île parut soumise. Mais les Français ne l'évacuèrent point encore pour longtemps. Lorsque Neuhoff parut encore dans l'île en dix-sept cent quarante-trois, comme en passant, la révolte ne se ranima point (1). Enfin les Génois eux-mêmes parvinrent à calmer les appréhensions que les Corses avaient nourries sur le retour de leur domination, et à la fin de l'année susdite les meilleurs rapports paraissaient rétablis (2). Mais à peine la guerre du continent vint gronder plus près de Gênes, alors que les Français se trouvèrent trop occupés d'un autre côté, on crut pouvoir compter sur quelque assistance de la part des Anglais, et la révolte éclata de nouveau. En novembre dix-sept cent quarante-cinq, les Anglais bombardèrent Bastia, et le commandant génois se retira entièrement de ce lieu, lorsque bientôt après s'approchèrent trois mille Corses révoltés, conduits par Domenico Rivarola. Durant les désastres dont Gênes fut ensuite accablée, il était naturel que l'on ne songeât guère à l'assujettissement des Corses. Le soulèvement s'étendit toujours davantage; les Génois perdirent même la ville et la citadelle de Calvi, ainsi que les forts de San-Fiorenzo (1), dans l'année dix-sept cent quarante-six, et il fallut le retour de la paix sur le continent pour leur laisser la liberté d'agir contre les insulaires. Mais ils étaient épuisés; la médiation française était trop faiblement appuyée pour que les choses ne dussent pas encore traîner beaucoup en longueur, et de tout cela il devait résulter diverses complications politiques (2).

---

de l'île, se présenta dans la partie montagneuse avec les seules troupes françaises; car l'aspect des Génois poussait les Corses à une résistance désespérée. Sur les invitations de Paoli, les autres chefs vinrent se remettre à la discrétion du vainqueur. Parmi ces chefs se trouvait le baron de Drost, neveu de Théodore, qui s'était mis en correspondance avec le général français. Tous s'embarquèrent pour Portolongone, d'où ils passèrent à Naples. La résistance se prolongea dans le canton sauvage de Ziccavo; les montagnards, animés par Jean Frédéric Neuhoff, autre neveu de Théodore, livrèrent de furieux combats avant de se soumettre. Neuhoff, avec quelques hommes déterminés, gagna les montagnes inaccessibles, d'où il descendait parfois attaquer les Français ou les Génois; enfin dompté par la France, il capitula et obtint la permission de s'embarquer avec quinze de ses compagnons les plus féroces. (*Note du traducteur.*)

(1) Théodore se présenta comme allié de Marie Thérèse; mais il n'inspira plus de confiance. Il retourna en Angleterre, où il fut emprisonné pour dettes, et mourut enfin à Londres en dix-sept cent cinquante-six.

(2) Le retour à des sentiments plus doux fut dû principalement à l'administration du commissaire génois Spinola, qui maintint l'exécution des conditions des capitulations et de l'amnistie, et se montra équitable et bienveillant envers les Corses.

(1) Rivarola, qui jadis avait volé une caisse; puis, obligé de s'enfuir, avait servi le roi de Sardaigne comme officier recruteur, s'établit fortement à Bastia et Torrione di San-Fiorenzo, et s'efforça d'établir une république sous une forme analogue à celle de Gênes. Il était secondé dans d'autres parties de l'île par Giampietro Gafforio et Aurio Francesco Matra, qui étaient à la tête des insurgés. Les chefs tombèrent bientôt dans une telle discorde, qu'ils en vinrent à des luttes sanglantes. Pendant ces désordres, les habitants de Bastia rappelèrent d'eux-mêmes les Génois. Lebret, p. 303.

Rivarola se maintint encore dans le pays. Il alla mourir en Piémont, et Charles Emmanuel fit passer ensuite des troupes en Corse; il y eut une suite d'engagements entre ces auxiliaires des révoltés, et des Français et des Espagnols venus au secours du parti génois.

(2) Les chefs des troupes françaises, qui depuis quelques années étaient revenues en Corse, déterminèrent en juillet dix-sept cent cinquante et un une réunion des principaux citoyens des communes rebelles, et les décidèrent, sous la promesse de certaines conditions avantageuses, à reconnaître de nouveau la souveraineté de la république; mais les communes ne ratifièrent pas cet engagement, et la révolte continua. Le roi de France, ne voyant pour lui aucun profit

Pendant les quinze années qui s'écoulèrent depuis la conclusion du congrès de Nice, jusqu'à l'année dix-sept cent soixante-cinq nous n'avons plus guère à signaler que des affaires de famille pour les maisons princières de l Italie: car pour que le calme maintenant rétabli fût assuré, il n'y eut plus besoin que du traité d'Aranjuez, du quatorze juin dix-sept cent cinquante-deux, dans lequel l'Autriche, l'Espagne et la Sardaigne s'unirent à Naples et à Parme, à l'effet de garantir la paix en Italie.

La maison d'Autriche jeta encore dans l'année dix-sept cent cinquante-trois les bases d'un agrandissement important de sa puissance en Italie. Le prince héréditaire de Modène vivait en mésintelligence avec son épouse, et n'avait d'elle qu'une petite fille de trois ans; on doutait que ce mariage produisît de nouveaux fruits. Marie Thérèse conclut les fiançailles de son fils l'archiduc Léopold, auquel fut substitué dans la suite avec les mêmes vues le frère puîné, l'archiduc Ferdinand, avec la petite princesse de Modène dont il vient d'être question (1).

Le pape Benoît XIV, qui avait su très-bien se tenir en dehors de la guerre, lorsque tout le sol de l'Italie était ébranlé, survécut encore de longues années à la conclusion de la paix, cultivant les muses et répandant toutes sortes de bienfaits sur ses États; mais à partir de dix-sept cent cinquante-six un mal de nez vint l'affecter péniblement; au printemps de l'année dix-sept cent cinquante-huit, la fièvre se déclara, et cette infirmité le conduisit au tombeau le trois mai, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Le quinze mai s'ouvrit le conclave; mais ce fut seulement le six juillet, après de longues hésitations, que les cardinaux élurent le cardinal Carlo Rezzonico de Venise, qui s'appela Clément XIII. Ce choix fut d'autant plus heureux, que Benoît en partageant le patriarchat d'Aquilée en deux archevêchés (2) était arrivé à une sorte d'état hostile avec Venise, et que de part et d'autre on se livrait à une suite de petites attaques. Clément XIII mit aussitôt fin à cette sorte de rapports.

Le dix août dix-sept cent cinquante-neuf mourut le roi d'Espagne; il eut pour successeur son frère le roi de Naples, qui, avant de quitter son ancienne capitale, conclut le trois octobre avec la cour d'Autriche un traité d'après lequel la couronne d'Espagne et celle des Deux-Siciles ne devaient jamais être réunies, à moins qu'il ne restât un seul descendant mâle de cette branche des

---

dans cette guerre qui paraissait éternelle, rappela ses troupes de l'île au mois de mars dix-sept cent cinquante-trois, et le soulèvement s'étendit avec une nouvelle énergie; mais en même temps les chefs des rebelles se livrèrent entre eux des combats sanglants. En dix-sept cent cinquante-six, les Génois obtinrent du roi qu'il envoyât encore en Corse trois mille hommes sous le comte de Vaux, pour occuper une partie déterminée du littoral et les places de Calvi, Ajaccio et San-Fiorenzo; mais ces troupes n'arrivèrent qu'en novembre. L'année précédente, les rebelles avaient élu pour chef Pasquale Paoli, fils de Giacinto Paoli, qui avait été au service de Naples, et qui s'était trouvé en état d'établir un certain ordre dans leurs affaires. Ensuite il obtint de tels succès, que les Génois se virent en danger de perdre l'île entière. Comme la France devait à la république des sommes considérables, il fut convenu que, pour s'acquitter, elle enverrait sous les ordres du comte de Marbeuf un nouveau corps qui occuperait Bastia, Ajaccio, Calvi, Algajola et San-Fiorenzo, au nom de Gênes, mais sans que ce corps prît d'ailleurs part à la guerre; il devait se borner en quelque sorte à couvrir les derrières des Génois dans leurs entreprises.

(1) Annali d'Italia dal mille settecento cinquanta, compilati da A. Coppi, tom. 1 (Roma mille ottocento ventiquattro), p. 20. A la promesse de mariage, il fut ajouté que l'archiduc fiancé serait gouverneur général de la Lombardie, et que durant sa minorité le duc de Modène exercerait les fonctions de cette dignité.

(2) L'un pour les parties vénitiennes du diocèse d'Aquilée dans Udine, l'autre pour les parties autrichiennes dans Gœrtz.

Bourbons ; mais dans ce cas même elles devaient ensuite être séparées de nouveau, aussitôt que par la naissance d'un prince, qui ne serait pas héritier présomptif de l'Espagne, la possibilité matérielle se présenterait. En échange la maison d'Autriche renonça au droit de retour sur Parme, réservé précédemment dans la paix d'Aix-la-Chapelle; le roi de Naples abandonna toute prétention sur les biens allodiaux des Medici, qu'il avait toujours réclamés.

Comme le fils aîné du roi de Naples était imbécile, le second devint héritier présomptif d'Espagne. Au troisième Ferdinando fut attribué, par une déclaration du six octobre, le royaume des Deux-Siciles, qui venait sous Carlos de traverser un âge d'or comparativement à ses destinées antérieures sous les vice-rois. Ferdinando n'était âgé que de neuf ans, le père institua pour lui une régence (1), qui devait gouverner jusqu'à sa seizième année accomplie, âge fixé comme le terme de la majorité pour les rois de Naples. Immédiatement après cette transmission de la dignité royale, Carlos s'embarqua pour l'Espagne.

Des désordres de contrebandiers avaient amené des débats entre Charles Emmanuel et la cour de France ; lorsqu'ils furent accommodés, le roi de Sardaigne voulut en prévenir le renouvellement à l'avenir par une délimitation mieux déterminée des frontières. Cette opération se fit en dix-sept cent soixante. Ses soins se portèrent d'ailleurs de préférence sur la fortification des passages des Alpes.

Les années suivantes jusqu'en dix-sept cent soixante-cinq s'écoulèrent dans le repos, sans amener d'événements remarquables, si l'on fait abstraction des faits concernant l'ordre des jésuites, que nous passons ici comme n'appartenant pas à vrai dire à l'histoire politique de l'Italie.

---

(1) Les affaires furent dirigées, comme elles l'avaient été sous le règne de Charles, pendant la régence, par le marquis Tanucci; l'éducation de Ferdinando fut remise au prince de San-Nicandro. Coppi, p. 47. Tanucci était venu de Toscane à Naples avec Carlos; il avait été professeur de droit public à Pise.

CHAPITRE IV.

DEPUIS LA FORMATION DU GRAND-DUCHÉ DE TOSCANE EN UN APANAGE DE BRANCHE CADETTE AUTRICHIENNE JUSQU'A L'ACTION DES ÉVÉNEMENTS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES D'ITALIE.

L'empereur François Ier, qui etait en même temps grand-duc de Toscane, mourut d'apoplexie à Inspruck; son fils aîné l'archiduc Joseph avait été élu l'année précédente, le vingt-sept mars dix-sept cent soixante-quatre, comme roi des Romains. Maintenant il lui succéda comme empereur sous le nom de Joseph II.

Pour son second fils l'archiduc Pierre Léopold, et pour les descendants mâles de ce prince, François par une déclaration du quatorze juillet dix-sept cent soixante-trois, avait érigé son grand duché de Toscane en un apanage autrichien affecté à la branche cadette, de sorte qu'il ne pût jamais être placé sous le pouvoir du souverain des autres États autrichiens. Joseph avait confirmé ces actes avant la mort de son père, et Léopold, auquel avait été assuré du vivant de François le gouvernement de la Toscane, épousa l'infante Marie Louise d'Espagne. Aussitôt que par la mort de son père il fut devenu en réalité grand-duc de Toscane, il se mit en route pour Florence, où il arriva le treize septembre, à la grande satisfaction des Toscans qui, après avoir subi plusieurs mauvais princes, devaient maintenant être gouvernés plus longtemps par un souverain absent, et par conséquent prenant peu d'intérêt au pays.

On ne pouvait se dissimuler que l'époque prolongée de princes défiants, tyranniques, avides et débauchés, avait accumulé sur le pays une masse de lois et de dispositions dont on ne peut trouver l'explication que dans le but tout personnel poursuivi par ceux qui les avaient établies; il faut reconnaître aussi que, pour arriver à ce but, on avait pu tirer parti de certains articles spéciaux de la constitution qui étaient destinés à maintenir les droits des villes, des cantons et des classes. Le Pisan vivait d'après un autre droit que le Florentin; le Siennois payait d'autres impôts que l'habitant de la Lunigiana; la noblesse jouissait de privilèges importants; le clergé lui-même était protégé

dans les abus criants par la constitution (1).

Le malheur, maintenant c'est que l'on considéra le mauvais usage qui avait été fait de ces dispositions toutes spéciales et ses conséquences, comme des propriétés inhérentes à leur nature; et qu'en général on se tourna contre la forme particulière, sans laquelle une existence politique organisée n'a jamais été possible. Beaucoup de relations spéciales, qui n'étaient nullement mauvaises, furent supprimées; et parce que là en Toscane par cet envahissement sur la vie particulière, on est parvenu à faire disparaître en effet beaucoup de choses mauvaises, et qu'un état plus florissant, plus libre, a remplacé l'ancien ordre de choses, on a beaucoup cité ces réformes toscanes, considérées du point de vue de la politique mécanique, comme un exemple que le bonheur des peuples repose sur les ruines des relations transmises par les siècles antérieurs.

Bientôt après son arrivée à Florence, Léopold s'appliqua aux affaires publiques avec la plus grande ardeur (1). Aux remarques précédentes sur son action dans les rapports généraux nous allons joindre quelques détails présentés, non point d'après un ordre chronologique, mais selon que le sujet les appelle (2).

Léopold voulut supprimer autant que possible, toutes charges particulières qui pesaient sur les propriétés foncières. Ainsi il abolit les pâtures communes, insista sur les facilités de l'aliénation, nommément sur les baux héréditaires des terrains communaux, et accorda aux biens des particuliers le droit de clôture; ce qui en Toscane, où les pièces de terre sont déjà si bien arrondies, était d'une exécution plus facile. Il fit disparaître bien des entraves à la prospérité territoriale, et limita les fidéicommis.

Quant à l'industrie des villes, il la favorisa en renversant une infinité de restrictions (3), et donna plus de mouvement aux relations commerciales, en facilitant les moyens de communication (4). Là où la nature

---

(1) Les vices de cet ancien ordre de choses ont été exagérés par Carlo Botta, qui les a considérés d'un point de vue étroit. Il n'a pas recherché les causes ni les effets d'ensemble; toutefois il faut reconnaître qu'il y a beaucoup de vérité dans le tableau ci-dessous. (*Note du traducteur*.)

« Erano prima di Leopoldo le leggi di Toscana parziali, intricate, incommode, improvvide, siccome quelle che parte erano state fatte ai tempi della reppublica di Firenze, tumultuaria sempre e piena d'umori di parti, e parte fatte dopo, ma non consuonanti con le antiche, le quali tuttavia sussitevano. Altre ancora erano per Firenze, altre per contado, queste per Pisa, quelle per Siena, poche o nissune generali. Sorgevano incertezze di foro, contese di giurisdizione, lunghezze d'affari, un tacersi per istracchezza dei poveri, un procrastinare a posta dei ricchi, ingiustizie facili, ruine di famiglie, rancori inevitabili. » *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814, libro primo.

(1) Coppi, 1, p. 78.

(2) D'après l'*Histoire d'Italie* de Carlo Botta, de dix-sept cent quatre-vingt-neuf à dix-huit cent quatorze; et d'après Coppi, p. 196 et suiv.

(3) Esentò i comuni dai fori privilegiati gli, rendi libri nel governo dei loro beni, diè loro facoltà non solamente di esaminare, ma ancora di giudicare dell' opportunità delle pubbliche gravezze, per modo che il corpo loro venne a formare nel gran ducato a certi determinati effetti una rappresentanza nazionale. » Botta, *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814, libro primo.

(4) Botta. Léopold abolit les fermes des impôts, si pesantes pour le peuple; beaucoup de prohibitions furent levées, comme celle de la vente du tabac, de l'eau-de-vie et du fer; ajoutez à celà que les douanes intérieures disparurent, que de nouvelles routes furent ouvertes, des canaux creusés, des ports et des lazarets remis en état, ou établis de nouveau; que la liberté du culte religieux fut accordée aux étrangers à Livourne; que les corporations des artisans furent supprimées; que dans les circonstances difficiles des récompenses, des franchises d'impôts furent

du sol, comme dans les maremmes de Sienne, et en d'autres cantons de la Toscane, sur le littoral, ou dans quelques vallées, s'opposait à l'agriculture, Léopold venait à son secours au moyen de travaux exécutés sur une grande échelle, et dans cette route il suivit les traces des meilleurs souverains parmi les Medici.

Léopold opéra des réformes d'une plus grande portée par la suppression d'offices de judicature privilégiée, et par l'abolition de divers abus dans la justice; mais il se laissa aussi aller à cette délicatesse, à cette exagération de sensibilité qui se manifestait alors, et relâcha les rigueurs de l'ancienne jurisprudence criminelle. Des dispositions de la nature la plus diverse, et la confection d'un nouveau code par *l'auditore di rota*, Vernaccini et le conseiller Ciani, entrèrent dans le cadre de tous ces changements, et furent entrepris dans le même esprit (1). De louables mesures furent prises pour les écoles publiques, pour les universités de Pise et de Sienne (1), et dans le compte rendu de l'administration, Léopold saisit un moyen infaillible de gagner le respect et l'amour de ses sujets (2). Mais la plus grande partie du bien qui fut accompli tenait à cette manière étroite, peu élevée, toute matérielle de considérer les choses, qui dominait dans la dernière moitié du siècle précédent, et qui a fait parvenir à un degré d'importance exagérée les classes auxquelles la situation bornée, les intérêts mesquins de leurs membres n'auraient jamais dû faire accorder la faculté de porter un jugement public sur les affaires générales; à cause d'une telle connexion, on reconnaîtra que ces améliorations ont causé des maux infinis, si l'on veut bien étendre ses regards au delà du cercle de la Toscane.

L'impulsion dut être plus vive encore, lorsque, suivant les mêmes procédés qu'il avait adoptés dans les rapports matériels, Léopold entreprit aussi de réformer les choses appartenant au domaine spirituel. Dans le pays même il trouva beaucoup d'appui: car longtemps avant qu'il arrivât à cette partie de ses réformes en dix-sept cent quatre-vingt-sept, en Toscane, parmi le clergé, s'étaient répandus venant de France et d'Allemagne, des principes et des opinions qui étaient entièrement opposés à l'Église, telle qu'elle existait alors. Des cinquante-sept articles que Léopold proposa dans cette

---

attribuées particulièrement à la culture de la soie et du coton.

(1) « Circa i criminali ordini, annullò altresi ogni immunità e parzialità di foro; aboli la pena di morte, aboli la tortura, il crimenlese, la confisca dei beni, il giuramento dei rei; statui le querele doversi dare per formale istanza, e dovere stare il querelante per la verità dell'accusa; restituissersi i contumaci all' integrità delle difese; del ritratto delle multe e pene pecuniarie, cosa degna di grandissima lode, si formasse un deposito separato a beneficio e sollievo di quegl' innocenti, che il necessario e libero corso della giutizia sottopone talvolta alle molestie di un processo, ed anche del carcere, non meno che per soccorrere i danneggiati per deletti altrui; il che fondò, cosa maravigliosa, un fisco, che dava, in vece di torre; le pene stabiliò proporzionate al delitto. » Botta, *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814, libro primo.

(2) « Gli studj di Pisa e di Siena meglio s'ordinavano; nuovi palazzi fondavansi, gli antichi s'abbelivano, nuovi passagi si aprivano, le librerie s'arrichivano, il gabinetto di fisica s'accresceva, ed un orto botanico si piantava. ».Botta, *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814, libro primo.

(1) On voit, par les paroles suivantes de Botta, que le prince était poussé dans cette démarche par le désir de la popularité: « Tra mezzo a tutto questo il principe, siccome quello che giusto era e sincero, non volle starsene oscuro; e pero fe' pubblicare la dimostrazione per entrata e per uscita delle rendite dello stato dal mille settecento sessantacinque fino al mille settecento ottanta nove. In questo quasi specchio dell' economia di Toscana vedon si ed i risparmj fatti, e le imposizioni moderate, ed il denaro convertito in cose pietose di sollievo, d'ornamento pubblico. » Ibid.

année dix-sept cent quatre-vingt-sept au clergé toscan, beaucoup furent agréés, en partie immédiatement, en partie avec quelques modifications. La pensée générale de la réforme consistait à augmenter les cures, à limiter les couvents, à rendre l'Église toscane plus indépendante (1) et annihiler le tribunal de l'inquisition. Dans ces réformes ecclésiastiques, le grand-duc se servit de Scipio de' Ricci, évêque de Pistoja, tour à tour pour attirer à ses vues, et pour les appliquer. Ce prélat essaya de maintenir dans l'Église un système d'épiscopat indépendant du pape, et voulut lui donner tant d'extension (1), que Pie VI se vit enfin poussé à

(1) Les détails se trouvent dans Coppi, et aussi dans Botta. Voici ce que dit ce dernier à ce sujet: « Stabilì, le parocchie dessersi a concorso, s'aumentassero i redditi loro, veruna tassa più non pagassero ai vescovi forestieri, annullasservi le pensioni di qualunque sorte sopra i benefizj curati, permutassesi la destinazione dei fondi vincolati ad usi religiosi, o indifferenti, o poco utili, ed il provento di tali capitali in aumento delle scarse congrue dei parochi più bisognosi s'impiegasse; con questo, ed in compenso di tali concessioni, i rettori delle cure dall' esazione delle decime, e da altri emolumenti di stola desistessero; i parochi alla residenza obbligati fossero; niuno più di un benefizio goder potesse, ancorchè semplice, massimamente se residenziale fosse; tutti i sacerdoti che benefizio residenziale avessero, fossero alla chiesa, ov'era fondato, in cardinati, e tutti i sacerdoti simplici, alla chiesa parrochiale, dove abitassero, e ciò con dipendenza dal paroco, ed obbligo di ajutar lo nel pio suo offizio; i benefizj tanto di collazione ecclesiastica, quanto di nomina regia, a chi servito avesse od attualmente servisse la chiesa, solo ed unicamenta si conferissero; i regolari ed i canonici dal paroco dipendessero, e ad ajutarlo in tutto che abbisognase obbligati fossero; alla susistenza degli ecclesiastici opoveri, od infirmi provvedessesi; i romiti, salvo quelli che utili fossero, abolissersi; tutte le compagnie, congregazioni, e confraternite sopprimessersi; le chiese, oratorj, refettorj, e stanze delle compagnie soppresse ai parochi gratuitamente si consegnassero; i religiosi regolari dal vescovo dipendessero; l'abito non vestissero prima dei diciott' anni, non professassero prima dei ventiquattro; le religiose non prima dei venti vestissero, non prima dei trenta professassero; il tribunal del sant'officio s'annullasse; le censure di Roma, per quanto si risolvono in pene temporali ed i monitorj di scomunica, senza il regio consenso no s'eseguissero, nè pubblicarsi, nè intimarsi, nè attendersi nel foro esterno potessero; s'intendesse abolito il privilegio degli ecclesiastici di tirar i laici al foro loro, e nelle cause criminali in tutto e per tutto ai laici parificati fossero; le curie ecclesiastiche e delle cause meramente spirituali conoscessero, e pene puramente spirituali definissero; gli ordinarj ogni due anni il sinodo diocesano, per conservare la purità della dottrina e la santità della disciplina, convocassero. » Botta, *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814, libro primo.

(1) « Statuì poi nel suo sinodo, avere il vescovo da Cristo immediatemente tutte le facultà necessarie al buon governo della sua diocesi, nè potersi le facoltà medesime od alterare od impedire, e poter sempre, e dovere un vescovo ne' suoi diritti originarj ritornare, quando l'esercizio loro fu per qualsivoglia cagione interrotto, se il maggior bene della sua chiesa il richiegga. » Ibid. Sans doute les vues d'Hontheim et la conduite de Joseph II dans les États héréditaires autrichiens avaient eu l'influence la plus décidée sur les idées de Ricci, dans les réformes ultérieures, et surtout dans les réformes ecclésiastiques. Léopold céda souvent à l'impulsion de son frère Joseph (Voyez Coppi, p. 163). Le clergé en Toscane était d'ailleurs généralement opposé aux innovations; en sorte que Léopold se décida en dix-sept cent quatre-vingt-sept à congédier les prélats toscans qui devaient s'assembler (Coppi, p. 167). Bien plus à Prato le peuple se livra à une émeute contre Ricci. En réalité les princes dans leurs tendances réformatrices se souciaient fort peu de la véritable opinion de ceux dont ils prétendaient améliorer les rapports, et ne se laissaient guère arrêter par les droits bien acquis des autres; on le voit par la suppression du tribunal de la nonciature à Florence en dix-sept cent quatre-vingt-huit.

condamner en dix-sept cent quatre-vingt-quatorze, comme erronés et schismatiques, plusieurs des principes posés par lui. L'audacieux réformateur de Pistoja attaqua même la doctrine des indulgences de l'Église et le culte rendu à Dieu en langue étrangère, ainsi que beaucoup d'autres points appartenant à l'Église romaine, et dans un synode il fit adopter les quatre articles de l'Église gallicane. Naturellement tous ces faits accomplis dans le système public de la Toscane provoquèrent l'attention de toute l'Italie; et comme il est facile de diriger des préventions contre de vieilles institutions qui, ayant été appliquées longtemps à des hommes, portent nécessairement dans plusieurs parties des traces d'égoïsme; que l'on provoque un intérêt d'autant plus passionné lorsqu'on s'adresse à des masses d'individus à demi civilisés qui, n'ayant rien pénétré à fond, se tiennent toujours à ces lumières répandues seulement sur les surfaces; les réformes religieuses de Léopold acquirent en Italie autant de popularité que ses réformes civiles.

Cependant des intérêts analogues avaient été mis en mouvement à Naples. Ce royaume après avoir été administré une longue suite d'années comme un État accessoire par des gouverneurs, était maintenant devenu le partage d'une branche cadette. Le roi Ferdinando était parvenu au trône avant d'avoir atteint l'âge de l'adolescence, puis retenu par son éducation dans des occupations insignifiantes, il continuait à rester, quant aux affaires politiques, dans une sorte de minorité.

Cette disposition laissait à ses ministres une liberté d'action extraordinaire, et le marquis Tanucci qui avait été si longtemps à la tête de l'administration dès le temps même du père de Ferdinando, suivait un plan de réforme absolument semblable à celui de Léopold; rêvait un intérêt également opposé à Rome, et qui, en raison de rapports politiques tout particuliers, menaçait encore de plus près l'autorité du souverain pontife (1). A Naples et en Sicile, il ne fallait pas songer à détruire la constitution féodale (2); mais Tanucci fit tout son possible pour empiéter sur les droits des barons, pour attirer ces seigneurs eux-mêmes à la cour, bannir de leur cœur cet orgueil que leur inspirait leur existence princière, et y substituer des sentiments plus convenables à des nobles réduits à la dépendance. Comme Tanucci était trop dévoué aux Bourbons pour se maintenir longtemps en faveur (3),

(1) Tanucci était d'ailleurs personnellement excité contre Rome, parce qu'un livre de lui sur le droit d'asile avait été interdit.

(2) « I baroni, possessori dei feudi, nemici egualmente dell'autorità regia, e del popolo, quella disprezzavano, questo tiranneggiavano. Oltre i soliti bandi della caccia, della pesca, dei forni, dei mulini, essi nominavano i giudici delle terre, essi i governatori delle città; per loro erano le prime messi, per loro le prime vendemmie, per loro le prime ricolte degli olj, delle sete, e delle lane, per loro ancora i dazj d'entrata nelle terre, i pedaggi, le gabelle, le decime, ed i servigi feudatarj. In somma erano i popoli vessati, l'erario povero, l'autorità regia manca, etc... » Ceci est un peu exagéré. Nous avons déjà présenté le tableau de ce qu'il fallait offrir sur les produits naturels, lorsque nous avons traité plus au long de la situation des paysans en Italie; au reste les barons de Naples se trouvaient à beaucoup d'égards envers le roi dans les mêmes rapports que les princes d'Allemagne envers l'empereur; et ils avaient attiré à eux une grande partie des droits de souveraineté dans leurs territoires. Cette autorité était pour eux fort précieuse, et se trouvait d'accord avec le droit.

(3) Voici la cause de la chute de Tanucci. La reine de Naples avait mis au monde un prince en dix-sept cent soixante-quatorze, et par là, suivant l'ancienne coutume du royaume elle avait acquis le droit de paraître et d'émettre son opinion dans le conseil d'État. Son influence imposa des limites bien dures à Tanucci jusqu'alors tout-puissant, et, comme il ne montra pas assez de souplesse, il lui fallut se retirer en dix-

après que son jeune maître eut épousé une princesse autrichienne, il lui fallut céder la place, en dix-sept cent soixante-seize, à un homme plus incliné vers l'Autriche, au marquis della Sambuca, de Palerme. Mais, comme la tendance réformatrice de Tanucci s'accordait bien avec les mouvements d'un royaume mécaniquement organisé, elle survécut à son influence, et son successeur s'y laissa entraîner (1). Nous nous approchons toujours plus rapidement de l'époque où disparaissent les larges vues, les mobiles profonds, où à leur place surgissent des passions agissant pour leur propre satisfaction, où dominent les préoccupations des besoins les plus vulgaires, la crainte d'offenser un simple individu en favorisant une noble pensée, où l'on adopte l'opinion qu'il faut se décider à voir des milliers de braves gens dupés par les tours d'adresse de fripons habiles, de crainte qu'un seul de ces misérables ne soit exposé à perdre un cheveu par l'effet d'un abus de pouvoir de la justice; opinion qui faisait craindre à Mœser que par pure humanité on ne déclarât tous les filous hommes d'honneur. En un mot, nous allons au-devant d'une époque où naquit cette fausse sensibilité corrompue dans son germe, ce produit enfanté dans le péché, sorti de pères énervés et de mères impudiques, pour lequel notre siècle a payé son expiation.

Ce débordement des fausses idées a tout envahi, il a causé plus de désastres que les plus grossières débauches des Medici, et les plus sombres cruautés des Farnese; il était alimenté surtout par le courant venant de France; mais deux Italiens, pleins de talent, n'ont pas peu contribué à renverser les digues qui pouvaient le contenir, et l'ont aidé à faire disparaître les résistances qu'il aurait rencontrées dans les anciennes mœurs et les vieilles coutumes. Le premier, c'est Cesare, marquis de Beccaria, né à Milan en dix-sept cent trente-cinq et mort en dix-sept cent quatre-vingt-treize, dont l'ouvrage des délits et des peines exerça une influence immédiate sur les réformes de la justice criminelle en Toscane, et qui en partie, comme professeur d'économie politique, et plus encore au moyen de ses grands emplois publics, agit puissamment sur le milieu dans lequel il vivait, sur la Lombardie. Le second est le *cavaliere* Gaetano Filangieri, né en dix-sept cent cinquante-deux à Naples, mort en dix-sept cent quatre-vingt-huit, qui, par le tour de ses idées peut faire nettement saisir les tendances de Tanucci, et l'influence de ce ministre sur Naples. Sa *Scienza della legislazione* fut accueillie par

---

sept cent soixante-seize. Un peu avant de quitter le ministère, Tanucci avait engagé une lutte pénible avec la cour de Rome. Le grand connétable de Naples, prince Colonna, présentait annuellement au saint-père la veille de la Saint-Pierre une haquenée blanche avec le subside féodal pour Naples. Une dispute de préséance entre le *governatore* de Rome et l'ambassadeur d'Espagne, dans cette circonstance, fournit un prétexte à Tanucci, en dix-sept cent soixante-seize, pour se prononcer en général contre cette cérémonie, et l'année suivante, lorsque le roi Ferdinando fit présenter la haquenée, elle fut offerte ainsi que l'argent, non point comme un tribut féodal, mais comme une offrande de pure courtoisie. Mais Pie VI, loin d'accepter la prestation dans cette forme, déclara expressément qu'il n'y voyait qu'un acte d'hommage de son vassal. Enfin, en dix-sept cent quatre-vingt-huit, Ferdinando au lieu de faire présenter la haquenée et l'argent (sept mille ducats) solennellement, les fit remettre en particulier, afin que de cette manière la chose tombât en désuétude, ou qu'elle perdît au moins sa signification politique. Pie VI protesta contre une telle conduite; le roi Ferdinando cessa de fournir la prestation. (*Note du traducteur.*)

(1) En Sicile, où l'administration était dirigée par des lois spéciales, le système ancien se maintenait avec plus de force; les barons conservaient leur prépondérance, et le vice-roi Caraccioli n'osait les attaquer que d'une manière détournée. Les opinions nouvelles n'avaient pas beaucoup pénétré dans l'île. (*Note du traducteur.*)

des éloges presque unanimes. L'ordre des choses subsistant y était attaqué presque sur tous les points, et l'on ne peut se dispenser d'accorder un talent distingué à Filangieri. Beccaria et Filangieri, et surtout le premier, s'étaient formés à l'exemple des Français, et se rattachaient à Voltaire et aux encyclopédistes.

La Toscane dans l'Italie centrale, et Naples à l'extrémité méridionale de la Péninsule, s'avançaient vers une révolution complète; le duché de Milan suivait en quelque sorte la même route. A la vérité dans cette contrée, depuis les siècles du moyen âge, on avait travaillé à faire disparaître toutes particularités dans les formes politiques, et Marie Thérèse, puis Joseph II, trouvèrent le champ libre; nulle part pour ainsi dire il n'y eut d'efforts à faire. La tendance politique déjà signalée se manifesta surtout ici, parce que tout ce qu'il y avait eu de bon dans le passé était depuis longtemps effacé, parce que tout déjà même dans les sciences qui fleurissaient en ces lieux, l'histoire naturelle, la médecine, l'économie politique et l'économie rurale, avait été tourné au sensualisme, et que l'on agissait logiquement en s'appliquant à déterminer des produits dignes de cette philosophie (1). Après ce tableau général de la politique mécaniquement sensualiste en Italie, entre les années dix-sept cent soixante-cinq et dix-sept cent quatre-vingt-dix, nous allons nous borner à signaler çà et là quelques faits remarquables tirés de l'histoire de ce temps.

Dans l'année dix-sept cent soixante-cinq, l'infant don Felipe, duc de Parme, Plaisance et Guastalla, mourut de la petite vérole le dix juillet. Son fils Ferdinando lui succéda, à peine âgé de quatorze ans, en sorte que durant sa minorité les affaires furent conduites par le même homme qui déjà sous son père avait eu l'influence prépondérante, par du Tillot (1), marquis di Felino. Comme la cour de Parme, depuis le règne de Felipe, tirait des sommes importantes d'Espagne, dans le nouvel ordre de choses, le pays se trouva réduit à une pénible situation (2). Parme et Plaisance suivirent aussi le mouvement de réforme en Italie : car lorsqu'en novembre de l'année dix-sept cent soixante-sept le royaume des Deux-Siciles, à l'exemple de l'Espagne, eut fait enlever tous les jésuites, qui furent jetés sur les États de l'Église, le gouvernement de Parme adopta le même système, et chassa également les jésuites au commencement de dix-sept cent soixante-huit; mais déjà dans les années précédentes la liberté de tester en faveur de l'Église avait été limitée, et certaines dispositions avaient d'ailleurs été prises, qui attaquaient les intérêts de Rome. Par exemple, aucune ordonnance de Rome, aucun bref ne pouvait être publié sans l'*exequatur* ducal (3), et du Tillot lutta de tous ses efforts contre les prétentions de la cour de Rome à la suzeraineté de Parme, renouvelées à la mort de Felipe (4).

Le cardinal secrétaire d'État Torregiani, crut pouvoir laisser éclater contre le faible duc de Parme, l'indignation qu'avait provoquée en lui les dispositions hostiles à

(1) Ce fut surtout sous le gouvernement du comte Firmian, au temps de Joseph II, que la Lombardie prit cette couleur ou cet aspect dont il est question dans ce texte.

(1) Il était d'une humble origine, de Bayonne.

(2) Botta, qui éprouve beaucoup de sympathie pour les travaux de réforme qui précédèrent immédiatement la révolution française, donne des éloges extraordinaires à l'administration de du Tillot; il le loue d'avoir réuni à Parme les esprits les plus libres de ce temps parmi le clergé, d'avoir amélioré l'université, fondé une académie des beaux-arts et une belle bibliothèque. Mais avant il convient d'examiner dans quel esprit les choses ont été faites.

(3) Coppi, p. 83.

(4) Botta, *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814, libro primo.

Rome, de la plupart des cours d'Italie, et le trente janvier, sur ses instances, le pape lança un bref qui s'opposait aux innovations de Parme, engageant le clergé à ne point s'y conformer, et prononçait des peines religieuses contre tous les chrétiens qui avaient pris part aux atteintes portées à l'Église (1). Mais du Tillot trouva de l'appui auprès de toutes les cours des Bourbons (2). Louis XV fit occuper Avignon et le comtat Venaissin, le roi de Naples, ou plutôt Tanucci, Bénévent et Pontecorvo, de sorte qu'à la fin le pape dut solliciter la médiation de Marie Thérèse, qui se tint sur une grande réserve. Venise même, patrie du saint-père, se rallia aux réformateurs ennemis de l'Église, interdit dès la fin de dix-sept cent soixante-sept les donations d'immeubles au clergé (3), ainsi que la réception de novices dans les ordres religieux; cette dernière interdiction ne fut enfin modifiée qu'au mois de septembre. Au milieu de ces débats très-compliqués, auxquels on ne pouvait nullement prévoir une heureuse issue, Clément XIII mourut subitement le deux février dix-sept cent soixante-neuf au soir.

A cette époque les événements de Corse prirent une direction plus fixe et plus déterminée. Le traité précédemment rappelé, suivant lequel des troupes françaises tenaient occupées certaines places en Corse, expira en août dix-sept cent soixante-huit, sans que cependant les Génois eussent acquis une grande prépondérance sur les insurgés. Au contraire, les derniers avaient pris le dessus, et avaient occupé l'île de Capraja en dix-sept cent soixante-sept (1). Convain-

(1) « A questo tempo sorse una grave controversia tra il governo del duca e la corte di Roma; imperciocchè avendo il duca mandato fuori una sua prammatica intorno alle mani morte ed un editto, che le obbligava al pagamento delle gravezze pubbliche, il papa Clemente XIII pubblicò in Roma un breve monitorio, con cui dichiarò nulle quelle ordinazioni sovrane di Parma, come provenienti da autorità non idonea a farle, e lesive dell' immunità ecclesiastica, ammonendo eziandio, che tutti coloro, che cooperato vi avevano, erano incorsi nelle censure ecclesiastiche... » Botta. Ibid.

(2) D'abord le duc interdit sévèrement le monitoire du pape dans ses États; puis le six avril il fit présenter au saint-père, par les trois ministres de France, d'Espagne et de Naples, une remontrance dans laquelle il protestait contre la décision du pontife, et soutenait avoir usé de son droit souverain en rendant les décrets condamnés par la cour de Rome. (*Note du traducteur.*)

(3) Le sénat alla plus loin; il décida que lorsqu'il y aurait lieu à imposer le clergé pour l'ordinaire, il n'y aurait pas besoin de solliciter l'approbation du pape; que l'on aurait recours au saint-père seulement en cas de contribution extraordinaire; il arrêta en outre que les charges de recteurs, procurateurs et provinciaux ne pourraient se donner qu'à des sujets de la république, et que pour le temporel les religieux reconnaîtraient la juridiction des magistrats. Ces délibérations se firent en septembre dix-sept cent soixante-huit. (*Note du traducteur.*)

(1) La supériorité des Corses était due entièrement à la direction donnée par Pasquale Paoli. Il avait fait cesser l'anarchie et institué un gouvernement régulier. Le pouvoir avait été divisé en législatif, exécutif et judiciaire. La première branche était représentée par la *consulta generale* formée de cinq cents membres élus; chaque commune ayant un juge envoyait ainsi un *procuratore* à l'assemblée générale, les élections étaient annuelles. Le clergé de chaque *pieve* ou canton avait un représentant, ainsi que chaque église collégiale. L'assemblée, par ses commissions, nommait les magistrats, ainsi que les membres du pouvoir exécutif, au nombre de neuf. Paoli en était le président; trois membres seulement à la fois exerçaient le pouvoir, conjointement avec lui, pendant quatre mois; Paoli avait le titre de *generale del regno e capo del magistrato supremo di Corsica.* A vrai dire, son pouvoir était absolu; une loi de la *consulta generale* défendait, sous les peines les plus graves, que personne parlât ou écrivît contre le conseil suprême et surtout contre le

cus qu'il leur serait impossible de maintenir seuls la Corse, les Génois conclurent à l'avance, le onze mai un nouveau traité avec Louis XV. Ce monarque devait faire occuper tous les forts et les ports de l'île, et en général tous les points dont l'occupation serait jugée nécessaire pour empêcher les insurgés d'offenser les Génois; tous ces lieux seraient possédés pleinement par Louis, jusqu'à ce que la république lui eût remboursé les frais de guerre. Seulement il ne pourrait en disposer en faveur d'un tiers sans l'agrément de la république, et il remettrait les Génois en possession de l'île de Crapaja dans un délai qui ne pouvait s'étendre au delà de dix-sept cent soixante et onze (1).

D'après ce traité, les Génois évacuèrent pleinement la Corse; mais les insulaires continuèrent la lutte contre la France (2). Au printemps de dix-sept cent soixante-neuf, le lieutenant général de Vaux vint dans l'île avec un corps de troupes considérable (3), et fit marcher ses forces en trois divisions simultanément contre les insurgés. Après divers combats, Paoli fut réduit à se retirer en désordre sur Rostino; mais là encore il fut battu, et il perdit Corte, place principale des insurgés, que les Français occupèrent le dix-neuf mai. Plusieurs chefs des insurgés s'enfuirent en Toscane, et Paoli lui-même dut prendre en définitive le même parti. Au milieu de juin, il s'embarqua de Porto Vecchio pour Livourne, puis pour

---

général. Mais les provinces et les communes avaient les mouvements libres; les magistrats municipaux, élus par leurs concitoyens, gouvernaient les affaires communales. Paoli voulut aussi adoucir la rudesse de ses compatriotes; et, après avoir demandé des lois pour la Corse à Jean-Jacques Rousseau, il n'admit pas les principes de ce philosophe de Genève sur l'importance de l'ignorance pour le bonheur des hommes, et fonda une université à Corte. Il avait peu de ressources pour satisfaire aux besoins publics, car tous les impôts montaient à peine à un million de *lire;* et il lui fallait surmonter bien des obstacles; il n'était pas toujours en bons rapports avec Rome, parce que les prélats, en général dévoués à Gênes, ayant quitté leurs siéges, l'épiscopat était comme suspendu en Corse. Les Génois faisaient leurs efforts pour rompre les liens des rebelles avec le saint-siége; mais le pape Clément envoya un délégué qui vint réorganiser l'administration des diocèses. Les autorités corses se prêtèrent à soutenir les mesures prises par ce visiteur apostolique; et comme les Génois avaient tenté d'empêcher le passage du prélat dans l'île, les débats s'engagèrent entre Gênes et le saint-siége; Gênes se plaignait que, par l'envoi d'un légat dans l'île, le pape eût reconnu en quelque sorte le gouvernement des rebelles; mais Clément ne fit pas moins continuer l'œuvre pastorale de son légat, ce qui donna une nouvelle ardeur aux Corses. Les tentatives de Gênes pour ramener les insurgés ou exciter leurs soupçons contre Paoli restèrent sans effet. C'est alors que Gênes, désespérant de pouvoir rien accomplir, fit avec le roi de France le traité dont il a déjà été question en 1760. Les chefs des troupes françaises essayèrent de pacifier les esprits; mais les Corses demandaient l'indépendance, et Gênes n'y voulant pas consentir, après la rupture de quelques négociations relatives aux conditions de la reconnaissance de la Corse en État souverain, les insurgés s'emparèrent de l'île de Capraja. (*Note du traducteur.*)

(1) Pour amener les Génois à cette espèce d'abandon, les Français avaient pris le prétexte de l'arrivée des jésuites en Corse, où les Génois leur donnaient asile, pour quitter peu à peu les points qu'ils occupaient; les insulaires s'en saisissaient aussitôt; et de la sorte, la république voyant que tout allait lui échapper, les Français affectant d'être las de leur intervention dans les affaires de Corse, ils parurent se décider avec peine à prendre l'île sous leur domination. (*Note du traducteur.*)

(2) Ils obtinrent même de brillants succès; Paoli défit plusieurs fois Marbeuf et Chauvelin, surtout à Mariana.

(3) Il commandait plus de vingt-deux mille hommes.

l'Angleterre. La Corse entière se soumit aux Français (1).

Un changement important, déjà signalé, s'était opéré en dix-sept cent soixante-huit relativement à Naples, dont le jeune monarque avait épousé l'archiduchesse Marie Caroline, fille de Marie Thérèse; par cette union se confondirent en quelque sorte les intérêts des gouvernements des Bourbons et des princes de Lorraine-Habsburg en Italie. Depuis près de trois siècles, les papes avaient su au moins détourner une telle fusion, si d'ailleurs ils s'étaient toujours trouvés politiquement dans un triste état de faiblesse; maintenant parut décidé le sort de l'Église, le destin lui ordonnait de céder à toutes les exigences des puissances temporelles. Depuis les temps de Nicolas II, jamais la situation d'un pape, s'il voulait dignement remplir ses devoirs, n'avait été aussi difficile qu'au moment où les cardinaux se réunirent en conclave, le quinze février dix-sept cent soixante-neuf. Bientôt ils se divisèrent en deux partis, *in due parti delle de' zelanti e delle corone*. Après de longues hésitations, fut enfin élu le dix-neuf mai le cardinal Ganganelli, fils d'un médecin de San-Arcangelo, près de Rimini, qui, pour honorer son protecteur Clément XIII, prit le nom de Clément XIV.

Le nouveau chef de la chrétienté fut obsédé par les Bourbons et la cour de Portugal pour supprimer enfin entièrement l'ordre des jésuites; et il ne savait comment combattre ces puissances de la terre; qu'opposer à la violence de leurs injonctions? Il les priait de lui laisser le temps de la méditation. Lui-même s'abstint de renouveler la bulle *In cœna Domini*, qui avait blessé si vivement les gouvernements temporels; et en général, d'après son attitude, on put croire qu'il était disposé à céder sur plus d'un point à la tendance réformatrice de l'époque, à laquelle Clément XIII avait opposé un calme imperturbable (1). Toutefois les réformes ne s'opéraient point partout sans contradiction comme en Toscane. Du Tillot s'était attiré par sa conduite de si nombreux ennemis, que les sujets commencèrent à s'agiter; ce qui détermina l'envoi de commissaires d'Espagne et de France pour examiner l'état des choses. Ces délégués congédièrent du Tillot, sans contrarier par cette disposition les inclinations du jeune duc, et mirent à la place du ministre disgracié un Espagnol, appelé de Lano qui, sous l'autorité du duc Ferdinando devenu majeur, et contraire maintenant aux réformes antireligieuses (2), dirigea les affaires de Parme, Plaisance et Guastalla.

Dans ce temps les États du roi de Sardaigne ne restèrent point en arrière dans le mouvement qui menait à des progrès réels, et néanmoins on ne vit point là, comme en tant d'autres parties de l'Italie, sous prétexte de combinaisons supérieures, tous les objets déplacés, emportés comme par une impulsion mécanique, pour aller se heurter de plus en plus et se confondre. Charles Emmanuel opérait effectivement beaucoup d'améliorations dans les codes et dans l'administration de la justice; mais il laissa au droit

(1) L'histoire ultérieure de la Corse étant unie intimement à celle de France, nous considérons dès ce moment l'île comme séparée de l'Italie.

(1) Clément commença par suspendre le monitoire lancé contre le duc de Parme, et rendit à ce prince les bénédictions de l'Église; il fit aussitôt part de cette résolution à la cour de France, dans l'espoir qu'on lui restituerait Avignon; mais les Bourbons songeaient alors à lui arracher d'autres décisions. (*Note du traducteur.*)

(2) Le jeune duc se réconcilia pleinement avec la cour de Rome, et rétablit même l'inquisition à Parme; mais il suivit cette voie nouvelle avec tant de douceur, que personne ne put se trouver blessé des moyens employés pour maintenir le respect du culte extérieur. (*Note du traducteur.*)

constitutif sa valeur, et lui conserva le droit commun comme auxiliaire. Dans les affaires ecclésiastiques, il fit aussi quelques changements, mais de concert avec la cour de Rome (1). Il essaya d'alléger les charges résultant de la féodalité, ou même de les faire disparaître; mais sans pour cela insulter aux anciennes institutions, sans même les signaler comme opposées à la raison, et en tout il procéda dans la meilleure intelligence avec la noblesse de ses États (2).

Le seize octobre dix-sept cent soixante et onze s'accomplit aussi à Milan le mariage de l'archiduc Ferdinand, et de la princesse Maria Beatrice Ricciarda d'Este, présomptive héritière de Modène. Le père de la princesse s'était si fortement prononcé contre cette union, depuis longtemps arrêtée, que le duc régnant dut le faire retenir enfermé jusqu'à ce que la cérémonie des noces fût consommée.

L'année dix-sept cent soixante-douze, d'ailleurs si mémorable dans l'histoire géné-

(1) Le pape corrigea pour la Savoie les abus des asiles religieux. (*Note du traducteur.*)

(2) La loi de Savoie, sur la suppression des charges féodales, peut être regardée comme un modèle à suivre pour des cas analogues. On en trouve un court résumé dans Coppi, p. 101.

Voici les détails donnés par Botta, sur ce sujet «: Erano in Savoja le mani morte a guisa dell'antico reame di Borgogna, di cui il primitivo dominio della casa di Savoja fu membro. Queste mani morte di due sorti si numeravano o delle persone. Il supremo dominio di quelle terre apparteneva al signore feudatario, o laico si fosse o ecclesiastico, l'utile al' attuale possessore spettava, il quale se senza prole virile moriva, la terra ritornava in arbitrio dell' alto signor feudatario col carico pero di dotare le figliuole e pagare i debiti dell' ultimo possessore. Quanto alle persone o erano servi additti alla gleba, privi di ogni libertà personale se non quella di lavorare le terre del signore, od almeno soggetti a taglia a sua volontà. L'uso, la civiltà cresciuta, la tolleranza dei signori, alcuni editti dei sovrani avevano già mitigato, anzi quasi totalmente estirpato le servitù personali, ma sussistevano ancora le reali con evidente pregiudizio della comune prosperità.

« Gia il re insin dall'anno 1762, abolite in Savoja le antiche servitù cioè le mani morte sopra deffinite, nelle terre di dominio regio, aveva esortato i signori feudatarj, acciocchè pigliando l'esempio imitativo da lui, nelle proprie terre le estinguessero. Nè volle, che a titolo gratuito le mani morte acquitassero la libertà, ma bensi dando un compenso, di cui egli determinato aveva l'importare. Sulle prime non consegui il fine, che desiderava, sia perchè fra i signori feudatarj molti non si curarono di seguitare la benigna intenzione del re, sia perchè fra coloro stessi, che a quel modo di feudalita erano sottoposti, non pochi amarono meglio nell'antica condizione, da cui poco si sentivano gravati, perseverare, che dare un compenso, per molti gravoso, per alcuni insopportabile; costoro non avevano voluto riscattarsi per le terre o vidersi eziandio alcuni, che non si vollero nemmeno riscattare per le persone, perchè da una vita certa, quantunque non libera, non volevano passare ad una vita incerta e forse più nojosa, ancorchè libera fosse divenuta.

« Cosi passarono le cose sino al 1771, e il pregiudizio, che pe le terre vincolate sentivano e i popoli e lo stato, era il medesimo; il re nel 1771 venne sforzando le ritrose volontà con avere ordinato, chè ad ogni modo le feudali servitù si riscattassero cosi delle terre, come delle persone, riducendole alla stima di una rendita, cui il gravato, per divenire svincolato doveva pagàre all' antico signore, moltiplicata venticinque volte; privati uomini e comunità erano tocche da queste feudalità; per facilitare i pagamenti del riscatto fu ordinato, che i beni soggetti pagassero una imposta, e quanto essa gettase depositato fosse in una cassa particolare, che presterebbe, mediante un interesse, ai gravati le somme, di cui bisogno avevano per liberarsi; il re volle finalmente, chè affinchè i patrimonj dei signori feudatorj non si minorassero, i capitali ritratti dai gravati riscattatisi in luoghi fermi e non soggiacenti a fallire a loro profitto s'investissero. Venutosi ai conti, si rinvenne, che questi gravami feudali sommavano a dodici milioni di lire e di vantaggio. »

rale de l'Europe, n'offre rien d'important pour les destinées de l'Italie. L'année dix-sept cent soixante-treize présente des circonstances d'autant plus graves. Le roi Charles Emmanuel était depuis longtemps hydropique ; son âge avancé accéléra les progrès du mal ; il mourut le vingt et un février, laissant pour successeur son fils Victor Amédée, prince doué de sentiments généreux développés par une bonne éducation, mais qui était adonné outre mesure à ces parades militaires alors en si grande vogue en Allemagne. Frédéric II de Prusse était un modèle qu'il s'efforçait d'imiter en plusieurs points extérieurs ; il aspirait même à le surpasser : car il disait parfois en plaisantant, qu'un tambour lui était plus précieux qu'un savant (1), quoiqu'en réalité il appréciât beaucoup la science. Par amour pour les revues et les représentations guerrières, il dissipa le trésor paternel, augmenta les impôts, et porta la dette du pays à un taux inconnu jusqu'alors (2). A l'exemple de ce qui se faisait en Prusse, les nobles seuls occupèrent les places d'officiers, et presque tous les emplois civils, contre tous les usages d'Italie, furent exclusivement réservés à la noblesse. Au reste Victor Amédée s'appliqua toujours à éviter tous débats avec l'Église de Rome.

En admettant même que bien des raisons pressantes s'élevassent contre les jésuites, Clément XIV ne se serait jamais laissé persuader de les supprimer ; mais il finit par céder aux menaces des Bourbons et de la cour de Portugal, et le vingt-trois juillet dix-sept cent soixante-treize, il abolit l'ordre poursuivi, par un bref qui ne fut publié à Rome que le seize août. En même temps le général des jésuites, Ricci, et quelques autres chefs de la société furent menés comme prisonniers dans le château Saint-Ange. Ce n'est point le fond même de la conduite du saint père en cette occasion qui est blâmable ; car le pape avait le droit d'abattre l'ordre, et il pouvait voir dans les intérêts de l'Église, des raisons suffisantes pour justifier cette destruction ; mais qu'un souverain pontife ait pu oublier à ce point le principe qui avait jadis élevé Rome au-dessus du monde, qu'il ait cédé aux instances des puissances temporelles produites sous une forme insultante, voilà ce qui fait apparaître en réalité le saint-siége descendu à un état de faiblesse dont la raison n'est pas tout entière dans les circonstances générales ; la faute en est en partie à l'homme qui l'occupait sans avoir la nature héroïque réclamée par cette haute position (1).

A la vérité Clément recueillit aussitôt des fruits temporels en assez grande quantité : car le duc de Parme interposa sa médiation pour lui auprès des Bourbons, et dès la fin de l'année, le roi Ferdinando de Naples restitua Bénévent et Pontecorvo au saint-siége. En avril dix-sept cent soixante-quatorze, Louis XV ordonna l'évacuation d'Avignon et du comtat Vénaissin. Clément XIV

(1) Botta, *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814, libro primo.

(2) Elles s'élevaient en dix-sept cent quatre-vingt-neuf à plus de cent vingt millions de francs

(1) Les gouvernements séculiers acceptèrent en général les bénéfices de la bulle d'abolition des jésuites, mais ne se soumirent point à la disposition qui appliquait les biens de la compagnie à des fondations religieuses. Ainsi en Italie le sénat de Venise investit le patriarche de la faculté d'exécuter le bref quant à la partie spirituelle, mais il fit prendre possession des biens de l'ordre au nom de la république. Les colléges de Gênes s'emparèrent, par un décret spécial, de tous les biens-fonds, des biens meubles, des revenus, des bijoux, etc., appartenant aux jésuites dans l'étendue de la république. Le roi de Piémont lui-même fit sentir au souverain pontife qu'il ne lui appartenait pas de prononcer sur la destination des biens de l'ordre supprimé, que par là il empiétait sur les droits de la souveraineté temporelle. Le roi de Naples montra plus de condescendance. (*Note du traducteur.*)

fut comblé de joie de voir la bonne harmonie rétablie avec les cours naguère menaçantes; mais il n'en jouit pas longtemps. Toujours tremblant de crainte, toujours en garde contre des tentatives d'empoisonnement, il paraît qu'il s'administra certains antidotes, et affaiblit ainsi son corps au point qu'il succomba ensuite à un mal peu grave. Selon toute apparence, ayant ressenti au cou une légère douleur rhumatismale, il appliqua les sangsues, sans consulter les médecins, parce qu'il les redoutait, éprouva bientôt une prostration complète de forces, et fut saisi par la fièvre le dix septembre dix-sept cent soixante-quatorze. Le mal s'aggrava, et une inflammation de bas-ventre se déclara; le vingt-deux Clément mourut. Son corps était dans un tel état, que malgré tous les soins pris pour l'embaumer, il fut frappé d'une entière dissolution. On a prétendu que les jésuites l'avaient empoisonné; mais s'ils avaient eu ce dessein, ils l'auraient exécuté avant leur suppression.

En septembre dix-sept cent soixante-treize, il y eut encore un tumulte populaire à Palerme au sujet des grains. Le vice-roi marquis Lagliani manquait de courage; il laissa les troupes sans ordre, et les choses allèrent si loin, que le peuple le renvoya. L'archevêque Filangieri rétablit l'ordre et dirigea les affaires de la ville qui souffrit peu de ces désordres. Le roi finit par accorder la grâce aux révoltés, et tout rentra dans l'ordre accoutumé. D'ailleurs Tanucci persista dans la route déjà signalée.

Après la mort de Clément, le conclave s'ouvrit le cinq octobre, mais ce fut seulement le quinze février dix-sept cent soixante-quinze que s'accomplit l'élection du cardinal Giovanni Angelo de' Braschi, d'une noble famille de Cesena. Il se nomma Pie VI, et pressa aussitôt le procès des jésuites encore retenus dans le château Saint-Ange. Comme il ne se trouva aucune charge réelle contre eux, ils furent remis en liberté vers la fin de l'année dix-sept cent soixante-quinze et au commencement de la suivante; mais déjà le général de l'ordre, Ricci, était mort dans sa captivité.

Le principal motif qui avait déterminé l'élection de Pie VI, c'est que sa manière d'être formait un contraste frappant avec l'élocution embarrassée et l'apparence chétive de Clément XIV. Pie VI était éloquent, plein de dignité, doué d'un esprit cultivé et de belles manières; mais en même temps il était vain, opiniâtre et irritable. Il se serait volontiers appliqué à relever l'influence politique du saint-siége; mais, quoique le cardinal Orsini formât le projet de réunir les États italiens en une ligue, sous une sorte de présidence du pape, on voyait qu'il n'y avait pas la moindre chance de succès pour de tels projets. Pie voulut aussi, par des entreprises dans l'État de l'Église, acquérir quelque renommée comme prince séculier; et ne pouvant, en raison de sa position, entrer dans la voie où les princes recueillaient alors de la gloire, ne pouvant se lancer dans les réformes (telles qu'on les demandait pour qu'il y eût matière à éloges), il choisit pour lui une grande tâche administrative, le desséchement des marais Pontins; car des entreprises de cette nature étaient aussi dans l'esprit du temps. Rapini, que Pie VI avait pris pour conduire ces travaux, traça la *linea pia* (nouveau canal), fit creuser les lits des rivières Uffente et Amazeno, rendit de nouveau praticable un ancien canal connu sous le nom de fleuve Sisto, et fit conduire à la mer les eaux ainsi recueillies par le canal Badino (1). Ces travaux assainirent en partie les terrains marécageux, ou empêchèrent à l'avenir les eaux de s'arrêter ainsi dans les bas-fonds et d'y croupir (2).

(1) Botta, *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814, libro primo.

(2) Quant au parti que l'on tira des terrains ainsi gagnés, Coppi dit, page 124: « I terreni asciugati si concesseron inenfiteusi; il duca Braschi nepote del papa ebbe 2905 rubbia di terre

En se livrant à cette activité administrative, Pie VI n'oublia pas les beaux-arts, dont il voulut répandre l'éclat sur sa résidence. Déjà lorsqu'il était *tresoriere della camera apostolica*, nommé par Clément XIV, il avait déterminé ce pontife à former une vaste collection d'antiques au Vatican. Maintenant il donna à cet établissement une extension extraordinaire, et il peut être considéré comme le véritable restaurateur, ou plutôt le fondateur du Museo Pio Clementino; mais si Pie VI accomplit réellement, dans la voie où il était lancé, des œuvres imposantes, et pour ainsi dire inexécutables, il faut reconnaître qu'il ne donna pas le moindre soulagement aux maux de l'Église, qu'il ne détourna nullement les dangers qui menaçaient le saint-siége; et néanmoins c'eût été là sa véritable mission.

Les années qui suivirent immédiatement l'élection de Pie VI s'écoulèrent sans événements importants. Dans l'année dix-sept cent quatre-vingt, la même qui vit mourir Marie Thérèse, le duc Francesco II de Modène sortit de cette vie à l'âge de quatre-vingt-deux ans; il s'éteignit le vingt-deux février. Il avait aussi durant son gouvernement doté son pays de nouveaux codes, et malgré sa malheureuse expérience de la guerre il s'était aussi complu à faire parader des soldats pour la ruine de ses sujets, accablés de ce fardeau. Il eut pour successeur son fils, dernier rejeton de l'ancienne maison d'Este, le duc Ercole III. Rinaldo, véritable enfant de son époque, armé contre le système féodal, plein de dédain pour l'Église lorsqu'elle voulait mettre des bornes au pouvoir temporel; ce prince reconnut toutefois les approches de l'orage alors qu'il allait fondre sur sa tête.

Lorsque la mort de Marie Thérèse laissa les mouvements plus libres à Joseph II, non-seulement il s'avança dans les voies de la réforme en Italie, où il était entré depuis longtemps, mais bientôt il devança dans cette carrière tous les princes de son temps, et anéantit entièrement le faible reste de respect pour les souvenirs historiques qui survivaient encore çà et là dans le cœur du peuple. Voyant que nulle considération n'était prêtée à ses représentations contre la conduite de l'empereur dans les affaires religieuses, Pie VI eut assez de confiance dans son intervention toute personnelle, pour croire qu'en se montrant il changerait les dispositions de Joseph. Il tenta donc un voyage à Vienne, au risque d'affaiblir encore son autorité s'il n'obtenait aucun résultat; il courut ces hasards malgré les avis de cardinaux plus prévoyants. Le vingt-sept février dix-sept cent quatre-vingt-deux, il quitta Rome; passant par Loreto, Cesena, Ferrara, Udine, il arriva le vingt-deux mars à Vienne, et partout sur sa route il fut reçu avec la plus grande pompe et les plus grands témoignages d'honneur. L'empereur lui-même lui montra extérieurement le plus profond respect, tandis qu'il voyait d'un œil satisfait se répandre des écrits hostiles au pontife. Quant au but principal du voyage, Pie VI vit bientôt qu'il était complétement manqué (1). Dès le vingt-deux avril, il son-

coltivabili, e 1000 rubbia di bosco, pagandone però il canone eguale a quello che pagarono tutti gli altri. » Pour entreprendre l'œuvre entière du dessèchement, Pie VI fut réduit à augmenter les dettes de l'État à un tel point que les intérêts à payer pour cette augmentation s'élevèrent à quarante-huit mille cent soixante-dix-neuf *scudi*; l'entretien de l'ouvrage coûta ensuite annuellement douze mille *scudi*: tout ce que l'administration tira du terrain gagné se porte à trente-deux mille six cents *scudi*, de sorte que la caisse de l'État se trouva en grande perte sur l'entreprise; le duc Braschi seul en tira un profit immédiat et personnel.

(1) Partout sur son passage accoururent les populations pour lui rendre hommage; à Vienne, l'empereur le visitait fréquemment; ses sujets s'agenouillaient devant le saint-père. Pie VI, charmé de cet accueil, en rendit grâces à l'em-

gea au retour, refusa la dignité de prince de l'empire, offerte à son neveu Luigi de' Braschi; et, se dirigeant par Munich, il gagna bientôt Venise; de là il s'achemina vers Rome, en traversant Ferrare, Bologne et Ancône, et arriva le treize juin dans sa résidence. Joseph, qui avait déjà établi la tolérance légale de toutes les sectes religieuses dans ses États héréditaires, qui ne laissait publier dans les pays soumis à son sceptre aucun bref sorti de Rome sans un exéquatur de lui-même ou de ses autorités, qui avait soumis les moines à l'évêque diocésain, et interdit leurs communications avec les chefs supérieurs des ordres, avait supprimé beaucoup de couvents, et avait attribué les affaires de mariage à l'évêque diocésain, avec interdiction de s'adresser à Rome pour ces causes, et qui avait fait encore bien d'autres choses de ce genre, Joseph ne changea rien à toutes ses institutions, et distribua également de nouveau, de sa pleine autorité, les diocèses des évêques de ses États italiens; supprima tous les séminaires ecclésiastiques, et à leur place institua des maisons d'enseignement, où les sujets destinés au sacerdoce devaient être formés selon ses idées. Enfin il réclama le droit de nommer l'archevêque de Milan, et prescrivit en outre ou interdit tant de choses, toujours dans un but réformateur, que de toutes ces ordonnances devait résulter en définitive une sorte de suspension, sinon l'abolition de l'Église catholique romaine.

Joseph II était sans doute bien pénétré du sentiment de son droit en agissant ainsi; ce qui le prouve clairement c'est que vers le commencement de l'année dix-sept cent quatre-vingt-quatre il fit un voyage en Italie, et alla visiter deux fois la capitale du monde catholique, en se rendant à Naples et au retour (1); et quoiqu'on ne pût lui persuader de quitter l'incognito dans lequel il s'enveloppait (2), néanmoins ses conférences avec Pie VI lors de son second séjour à Rome donnèrent lieu à un concordat sur les affaires religieuses des États lombards, qui démontre d'une manière irréfragable combien le pape était maintenant humble et timide. Malgré toute sa supériorité personnelle, si on le compare à Clément XIV, il faut reconnaître que Pie II n'était soutenu ni par le sentiment de sa dignité, ni par le courage de ses devanciers. Il concéda à l'empereur, comme duc de Milan, la nomination aux évêchés et aux bénéfices de la Lombardie autrichienne (3).

Cette époque est remarquable encore

pereur, dans un consistoire public tenu dans le palais impérial; mais rien ne put détourner Joseph de ses entreprises réformatrices. A Rome, on se plaignit des princes de la maison d'Autriche, on blâma Pie VI d'avoir compromis la tiare, et de l'avoir exposée dans un état d'infériorité en face de César. (*Note du traducteur.*)

(1) A Naples, il rechercha les philosophes, s'entretint souvent avec Filangieri, et accueillit très-familièrement les ministres réformateurs Tanucci et Carlo di Marco. Alors s'abolissaient les priviléges des barons, alors se supprimaient les appels à Rome, le tribunal de la nonciature; alors était renversé à jamais le tribunal de l'inquisition. On parlait de supprimer les couvents inutiles. En Sicile, on avait cessé de remplacer les inquisiteurs à mesure que la mort les enlevait. En dix-sept cent quatre-vingt-deux, une décision du souverain avait mis fin au saint-office; le vice-roi de l'île, Caraccioli, travaillait avec persévérance à réduire le pouvoir exhorbitant des barons, et à le balancer par celui des deux autres ordres. Il soulagea les vassaux accablés par leurs seigneurs; mais il blessa souvent les sentiments religieux du peuple par son dédain pour les choses sacrées, et son affectation d'incrédulité religieuse. (*Note du traducteur.*)

(2) Cet incognito lui était plus commode, surtout pour ses relations avec les savants. Il visita avec un soin particulier l'université de Pavie, illustrée alors par Scarpa, Spallanzani, Gregorio Fontana, Volta, Scopoli, Franck, Tamburini, Mascheroni, etc.

(3) Coppi, p. 152.

parce que la république de Venise, qui, alors affaissée sous le poids des années, semblait retenue dans le repos de la faiblesse, essaya de sortir de cette immobilité; elle voulut défendre, les armes à la main, ses intérêts contre le dey de Tunis (1), qui demandait une indemnité pour les pertes subies par ses sujets sur deux bâtiments vénitiens qui avaient été brûlés. L'affaire se suivait depuis bien longtemps; un envoyé de la république au dey avait été insulté par les habitants de Tunis. Enfin Angelo Emo fut envoyé avec une flotte contre Tunis, bombarda la Goulette et deux autres forts, tandis qu'une autre escadre croisait dans l'Archipel; mais ce déploiement de forces amena en résumé si peu de résultats, qu'à la fin la république dut se résigner à faire de nouveaux payements au dey pour assurer son commerce. Afin de satisfaire cet unique adversaire, il fallut encore plus tard, en dix-sept cent quatre-vingt-douze, que la république révoquât la prohibition de l'exportation des bois de construction des équipements maritimes et des munitions de guerre pour les ports des Barbaresques (2).

Les années qui s'écoulèrent immédiatement après dix-sept cent quatre-vingt-quatre furent stériles en événements pour l'Italie; il faut dire toutefois que dans cette époque les réformes furent poursuivies avec la plus vive ardeur en Toscane, à Naples et en Lombardie. Alors se formèrent les écoles pour recevoir les enseignements que les Français répandirent aussitôt après, et qui l'emportèrent au moins par l'immensité des conséquences.

Le grand-duc Léopold fut arraché à son activité réformatrice par la mort de son frère l'empereur, qui arriva le vingt février dix-sept cent quatre-vingt-dix. Le premier mars, Léopold quitta Florence pour aller succéder à Joseph dans les États héréditaires de l'Autriche, et bientôt aussi dans la dignité impériale. En exécution des dispositions relatives à la Toscane, il transmit cet État à son second fils l'archiduc Ferdinand. Il unit à Marie Thérèse son fils aîné François, qui avait été déjà marié une fois, et le nouveau grand-duc épousa Louise Amélie: les deux princesses étaient filles du roi Ferdinando de Naples. Le prince héréditaire de Sicile, Francesco, fut fiancé à l'archiduchesse Marie Clémentine (1); et ainsi la maison de Bourbon de Naples fut rattachée par de triples liens aux intérêts autrichiens en Italie.

Avant d'arriver aux guerres qui sortirent du sein de la révolution française et se répandirent sur l'Italie, nous avons encore quelques remarques à faire sur les années qui les précédèrent. En dix-sept cent quatre-vingt-onze mourut la fille du dernier duc de Massa, de la maison Malaspina Cybo, la duchesse Maria Teresa de Modène, qui laissa son duché de Massa à sa fille Maria Beatrice Ricciarda, épouse de l'archiduc Ferdinand (2).

Dans la même année dix-sept cent quatre-vingt-onze, les États du roi de Sardaigne sur le continent italien commencèrent à ressentir des ébranlements de la révolution qui remuait la France. Dans le Chablais, il y eut une espèce de soulèvement; dans la Savoie se répandit le mécontentement. Un tumulte d'étudiants à Turin agita la ville entière pendant plusieurs jours. Partout on signalait

(1) Il y avait eu presque toujours de petites hostilités entre la république et les Barbaresques; nous les avons négligées comme trop peu importantes.

(2) Nous complétons ici la liste des doges de Venise: Luigi Pisani; 1741, Pietro Grimani; 1752, Francesco Loredan; 1762, Marco Foscarini; 1763, Luigi (Aloysio) Mocenigo; 1779, Paolo Renier; 1788, Luigi Manini.

(1) Petite-fille de Léopold par son fils François.

(2) Ce fut seulement à la mort de cette princesse à Vienne, en dix-sept cent vingt-neuf, que le duché de Massa fut entièrement réuni avec les États de Modène.

un état de discorde. A la vérité le calme fut rétabli facilement en Savoie au moyen des troupes; à Turin, à l'aide d'une douceur bien entendue; mais le gouvernement sentit bien que le sol était miné sous ses pas, que lui-même était exposé aux premières attaques de la France, et chercha maintenant à pousser à des mesures de précaution les autres cours italiennes, qui par leur conduite antérieure avaient préparé le terrain à recevoir les semences de la révolution française (1); il essaya de les réunir dans une ligue dont le but principal aurait été de se préserver de l'influence de la France (2). Partout, excepté à Naples, on regarda les craintes de la cour de Turin comme exagérées, et l'on ne voulut pas reconnaître qu'au sort du Piémont étaient attachées les destinées du reste de l'Italie. Lorsqu'en dix-sept cent quatre-vingt-douze les circonstances devinrent plus pressantes, et que le cabinet des Deux-Siciles présenta au roi de Sardaigne et à Venise un semblable plan, qui maintenant s'appliquait plutôt à la défense militaire de l'Italie, la république persista encore dans sa lâche immobilité, et le roi Ferdinando lui-même, que les intérêts politiques de son épouse avaient particulièrement poussé contre la France, fut bientôt réduit à l'inaction, à la neutralité, comme nous allons le voir. Telle était donc la situation isolée du royaume de Sardaigne en Italie, lorsque dans l'année dix-sept cent quatre-vingt-douze le roi Victor Amédée se rattacha aux princes alliés contre la France, spécialement à l'Autriche (1), et rompit tous les rapports diplomatiques avec ses voisins livrés à la démagogie (2). Il avait une armée assez importante quant au nombre des troupes, mais formée seulement aux spectacles militaires, aux corps de garde et aux parades. Dix mille hommes, sous le vieux comte de' Lazzari et le vieux marquis de Cordon, furent destinés pour la Savoie; huit mille, sous Curten, général octogénaire, pour le comté de Nice. Le reste des soldats devait rester en Piémont, afin de pouvoir être employés selon les besoins et les volontés de la cour.

De leur côté les Français rassemblèrent huit mille hommes sur le Var, et quinze mille dans le Dauphiné sous le général Montesquiou; puis, le quinze septembre, attendu que le roi de Sardaigne avait accueilli favorablement les émigrés, et refusé au contraire d'admettre le plénipotentiaire français Sémonville, et avait persécuté les amis de la liberté dans ses États, ils lui déclarèrent la guerre. Dès le dix, Montesquiou avait reçu ordre de tomber sur la Savoie et d'occuper cette province pour la France.

Le pape s'était montré le plus fai-

(1) Si toute l'histoire en général présente le plus magnifique commentaire à cette parole de la Sagesse : Chacun sera puni par où il a péché, on le trouve surtout dans l'histoire de l'Italie, à l'époque où nous sommes arrivés, et dans celle qui suit immédiatement.

(2) Coppi, p. 232. « In tale stato di cose pertanto essere indispensabile di formarsi fra le potenze Italiane una lega, la quale, escluso ogni altro oggetto politico mirasse soltanto a preservare i respettivi territorj dalla corruzione e dalle insidie degli emissarj francesi, a communicarsi scambievolmente tutte le cognizioni, e le misure a tal proposito relative, ed a soccorrersi nel caso che qualche esplosione in uno o nell'altro de' rispettivi dominj richiedesse la sumministrazione di uomini o di danaro. »

(1) Outre que ses États étaient le plus exposés aux attaques de la France, Victor Amédée était entouré d'émigrés français qui l'excitaient; d'ailleurs une étroite alliance de famille rattachait sa cour à la maison royale de France.

(2) Sémonville, qui était destiné à l'ambassade de Turin, devait tout observer dans ce lieu, entretenir les éléments révolutionnaires, pousser le roi à une ligue avec la France contre l'Autriche. Mais, lorsqu'il était déjà arrivé à Alexandrie, le roi envoya l'ordre de lui faire rebrousser chemin.

ble de tous les princes italiens ; quoiqu'il se trouvât, par ses rapports religieux et à cause de la perte de la partie de l'État ecclésiastique située en France, dans une collision très-vive avec les révolutionnaires français, et qu'il tînt à leur égard un langage hostile, néanmoins, remarquant en Italie une trop grande sympathie pour les principes de la révolution, il essaya de les rendre inoffensifs à l'Église pour l'avenir, en favorisant des vues qui en réalité offraient, autant que cela est possible, un amalgame de principes chrétiens et jacobins (1). De cette manière on croyait gagner l'opinion publique en faveur de l'Église, sans penser que lorsqu'on fait un compromis avec le diable, et qu'on lui présente le doigt, il saisit la main tout entière.

(1) Ma siccome questa era una guerra non solamente di armi, ma ancora di opinioni, così si pensò a Roma ad un rimedio singolare per fermar in suo favore quelle che si erano tanto dilatate, e che minacciavano sì grave ruina ai principi; conciossiachè temendosi di qualche sbocco di Francesi in Italia, fu creduto utile il preoccupare il passo, con fare che la religione santificasse certi principj politici, acciochè non facessero più forza contro di lei, ed al tempo stesso, il che era più importante, si pruovasse, ch'ella era il mezzo più efficace, anzi il solo che fosse abile a prevenir gli abusi, che sogliono spingere i popoli a trascorrere contro i principi. Così ammessa e conciliata la radice politica con la religione, si toglieva, speravano, agli avversarj quell' arma tanto potente delle opinioni, che allora più che nei tempi passati erano prevalse, e si confermava vieppiù l'imperio della religione. Adunque, ed a questo fine si diede opera, che uno Spedalieri, uomo molto dotto e di non mediocre ingegno, stamposse nel 1791 in assisi un libro intitolato i dritti dell' uomo. Questo libro fu dedicato al cardinale Fabbrizio Ruffo, allora tesoriere generale della camera apostolica, e Pio sesto ne nominò l'autore beneficiato di san Pietro. Afferma in questa sua opera lo Spedalieri, che la società umana, ossia il patto che unisce gli uomini nello stato civile, è formato direttamente e immediatamente dagli uomini stessi, che è tutto loro, che Dio non vi ha parte con volontà particolare diretta ed immediata, ma soltanto come primo ente e primo movente, cioè a dire che il patto sociale viene da Dio come vengano da lui tutti gli effetti naturali delle cause seconde. Afferma encora, che il governo dispotico non è governo legittimo, ma abuso di governo, e che la nazione, che ha formato il patto sociale, è in diritto di dichiarare decaduto il sovrano, se questo, in vece di eseguire le condizioni sotto le quali gli è stata affidata la sovranità, le viola tirannicamente. Quindi l'autore spiega i caratteri per cui si viene a conoscere la tirannide, e che adducono il caso della decadenza e queste sue proposizioni corrobora con l'autorità di san Tommaso, il quale nel suo opusculo latino intitaloto: De regimine principum ad regem Cypri, ne dimostra la verità. Finalmente lo Spedalieri pruova, che la religione cristiana è la più sicura custode del patto sociale, e dei diritti dell' uomo in società, e che anzi ella è l'unica capace di produrre un tanto effetto. Botta, *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814.

CHAPITRE V.

DESTINÉES DE L'ITALIE JUSQU'AU CONGRÈS DE VIENNE.

Au moment où la France faisait sa décla-ration de guerre, les troupes sardes en Savoie étaient distribuées de la manière la moins appropriée aux circonstances. On ne s'était pas attendu à un mouvement si rapide de l'ennemi, et l'on n'avait pas jugé nécessaire de prendre des dispositions propres à le repousser. A peine Montesquiou eut reçu ordre de commencer les hostilités, qu'il détacha le général Anselme au delà du Var pour attaquer Nice; et Anselme, soutenu par le contre-amiral Truguet, qui méditait une descente près de Monaco, ne rencontra point d'obstacles à ses progrès. Montesquiou lui-même, avec le reste de ses troupes, marcha contre le fort de Barraux sur les frontières de la Savoie, forma le plan de faire occuper ensuite le passage de Montmeillan par un détachement, et barrer la route de Maurienne par un second; et ces deux opérations n'ayant pu s'exécuter à cause du mauvais temps dans la nuit du vingt et un septembre, il fit surprendre dans les gorges de Mians les troupes ennemies, qui furent chassées de leurs positions. Les Sardes se retirèrent si rapidement de tous les points, que Montesquiou, craignant des embûches, n'osa pas faire occuper aussitôt Chambéry lorsque ses troupes eurent pénétré brusquement jusque devant cette ville. Le pas de Montmeillan avait été aussi abandonné par les troupes sardes.

Lorsqu'Anselme eut franchi le Var, les troupes sardes montrèrent de ce côté la même mollesse, et quittèrent Nice sans résistance, le vingt-trois septembre. Villafrancha se rendit sans qu'une épée eût été tirée, et les Français se saisirent d'une grande quantité de canons, d'une frégate, d'une corvette et des magasins royaux. Bientôt après, le château de Montalbano capitula. Un renfort de troupes autrichiennes ne put mettre encore les Sardes en état de reprendre Nice, et les deux armées ennemies restèrent en présence près de Saorgio. Oneglia, ayant tiré sur une chaloupe de la flotte de Truguet qui voulait mettre des négociateurs à terre, fut canonnée par les bâtiments, puis emportée, saccagée, et ensuite abandonnée, parce qu'elle offrait une position trop peu importante.

Aussitôt que Montesquiou fut informé des succès des armes françaises dans le comté de Nice, il résolut de purger toute la Savoie de troupes sardes; et en peu de jours la province, d'ailleurs toute dévouée à la

France, fut entièrement en son pouvoir. L'hiver amena forcément une suspension d'armes dans les montagnes de la Savoie et dans les Alpes maritimes; mais les désastres qui avaient frappé l'armée, et qui avaient fait retomber des charges si pesantes sur l'État, provoquèrent en Piémont les plaintes les plus violentes contre les chefs tirés des classes supérieures, contre la noblesse en général et contre le gouvernement. Sans l'amour que l'on portait à la maison royale, ici comme en Savoie l'on serait allé joyeusement au-devant des Français.

Dans ses embarras le gouvernement n'obtint d'appui et de troupes que de l'Autriche; plus tard il reçut de l'argent d'Angleterre. Venise n'envoya rien. La seule puissance d'Italie qui avait eu la judicieuse pensée de se lier avec la Sardaigne, la cour de Naples, sur son refus de recevoir un ambassadeur français, avait été forcée par le contre-amiral Latouche, qui parut devant la capitale le seize décembre avec neuf vaisseaux de ligne et quatre frégates, à la reconnaissance du gouvernement actuel en France et à la neutralité (1); mais la convention nationale réunit à la France, vers la fin de dix-sept cent quatre-vingt-douze, le comté de Nice comme département des Alpes maritimes, et le duché de Savoie sous le nom de département du Mont-Blanc.

Il importait surtout aux puissances liguées contre la France de déterminer Venise à renoncer à sa neutralité; mais ni les succès des Français contre les Sardes, ni les représentations du cabinet impérial, ne produisirent aucun effet sur les résolutions de cette république. Seulement un parti, à la tête duquel se trouvait le procurateur de Saint-Marc, Francesco Pesaro, pensait qu'à tout événement la république devait chercher à remplir le trésor, à équiper une flotte, à former une armée, tandis qu'un autre parti ne jugea point de telles mesures convenables, et fit adopter son opinion. Gênes persista également dans une neutralité calme et confiante.

Pour la campagne de l'année dix-sept cent quatre-vingt-treize le roi de Sardaigne, outre l'appui qui lui vint des troupes autrichiennes sous le général Devins (1), fut encore favorisé par la réaction de la France méridionale contre la convention; et ces mouvements étaient concertés en partie avec la cour de Turin (2). Les royalistes français demandaient qu'on les soutînt par une marche rapide sur Lyon; mais tel ne fut point l'avis de Victor Amédée, qui avant tout voulait délivrer le comté de Nice, dont les habitants lui étaient restés fidèles, et manifestaient leur esprit d'hostilité contre les Français. Cependant la convention nationale mit à la tête des armées de Nice ou d'Italie, et de Savoie ou des Alpes, le général Kellermann, et porta les forces de ces deux corps jusqu'à cinquante mille hommes.

Kellermann établit son quartier général dans la vallée de Queiras, fortifia Termignone, Saint-Jean de Maurienne et Moustiers de Tarentaise, laissa un corps considérable près de Conflans, et à son aile droite, appuya sa principale ligne de défense sur la hauteur de Fogasso. De cette manière il avait la liberté de se diriger selon les circonstances vers le sud ou le nord avec la plus forte partie de ses troupes; mais, avant que la lutte pût s'engager sur les Alpes, Truguet mit à la voile de Toulon avec une flotte beaucoup plus considérable que l'année précédente, portant six mille hommes de troupes de débarquement, et parut dès le vingt-quatre janvier dix-sept cent quatre-

(1) Coppi, p. 244 et suivantes.

(1) Qui prit ensuite le commandement supérieur des troupes sardes.

(2) Le roi Victor Amédée conçut contre les Savoyards, à cause de leur empressement à s'attacher à la France, une haine violente et personnelle.

vingt-treize dans le port de Cagliari (1). Comme à Oneglia, on tira sur la chaloupe qui devait mettre à terre des négociateurs français, et Truguet fit bombarder Cagliari; mais en échange de ses bombes il reçut des boulets rouges. Les montagnards sardes accoururent au secours de la capitale. La flotte française avait souffert extraordinairement par la canonnade; les troupes débarquées furent repoussées avec une grande perte sur les vaisseaux. Truguet dut se retirer au bout de quelques jours, et fut forcé par les murmures de ses gens et par une tempête de rentrer à Toulon.

Sur le continent de l'Italie la crainte d'un débarquement d'Espagnols ou d'Anglais (2) poussa les Français à engager une action dans le comté de Nice, où commandait le général Brunet sous Kellermann. Il avait devant lui les généraux sardes Colli et Dellera. Après avoir divisé son armée en plusieurs détachements, il voulut chasser les ennemis des hauteurs qu'ils occupaient. Le huit juin commença l'attaque, et toutes les positions furent emportées, à l'exception de celle de Raus; là, en dépit de leur valeur impétueuse, les Français subirent un échec : dans une seconde attaque sur cette position, le douze juin, ils furent encore repoussés avec perte.

Alors Kellermann se rendit en personne dans le comté, pour reconnaître l'état de choses qui faisait reprendre un nouveau courage aux troupes sardes, et afin de pouvoir porter du secours là où il y en aurait besoin; il fit occuper fortement les hauteurs qui séparent les vallées de la Tinea et de la Vesubia. Un grand corps d'Autrichiens et de Sardes se réunit dans le voisinage de Saluzzo.

Cependant l'apparition d'une flotte anglaise dans la Méditerranée donna au cabinet de Naples le courage de prendre encore une attitude hostile à la France (1), de fermer aux bâtiments français les ports du royaume, et de promettre aux alliés, surtout à l'Angleterre, un contingent militaire de six mille hommes de troupes de terre, plus des forces navales, quatre vaisseaux de ligne, quatre frégates et quatre bâtiments de moindre tonnage. Le pape lui-même promit des troupes auxiliaires (2).

(1) Ce qui déterminait la flotte française à se porter sur la Sardaigne, c'est que Paoli, rappelé en Corse par la constituante, avait cédé aux instigations des puissances alliées, et poussé les insulaires à la révolte contre la France. Le gouvernement conventionnel voulait s'appuyer sur la Sardaigne pour soumettre ses sujets rebelles; voilà pourquoi tout récemment il avait offert à Victor Emmanuel de lui abandonner l'État de Gênes, si ce monarque s'alliait à la France et lui cédait la Sardaigne. (*Note du traducteur.*)

(2) Une alliance entre la Sardaigne et l'Angleterre avait été conclue le vingt-cinq avril dix-sept cent quatre-vingt-treize; le roi de Sardaigne s'était engagé à soutenir, avec cinquante mille hommes, la guerre contre la France; le roi d'Angleterre devait payer annuellement deux cent mille livres sterlings à la Sardaigne pendant la durée des hostilités, et soutenir la guerre avec une flotte dans la Méditerranée. Coppi, p. 275, 276.

(1) La conclusion d'une alliance entre Naples et l'Angleterre contre la France eut lieu le douze juillet dix-sept cent quatre-vingt-treize. L'anglais Acton était alors, par la faveur de la reine, à la tête du ministère de Naples. Coppi, p. 277, 280.

(2) Malgré toutes les atteintes des révolutionnaires français à la constitution de l'Église, malgré toutes leurs insultes au pape lui-même, et la prise d'Avignon ainsi que du comtat Vénaissin, il y avait encore un consul français à Rome. Mais, lorsque celui-ci voulut arborer les armes de la république sur sa demeure, le pape s'y opposa le huit janvier dix-sept cent quatre-vingt-treize, et reproduisit tous ses griefs. Alors l'ambassadeur français à Naples déclara par une note au cardinal secrétaire-d'État Zellada, que le consul devait arborer les armes, soit que le pape reconnût, soit qu'il ne reconnût pas la république. A cette nouvelle, le peuple de Rome se leva plein de fureur, et le gouvernement, avant de donner une réponse officielle à la note de l'ambassadeur, avertit deux agents français qui étaient alors à Rome, Laflotte et Basville, de n'entre-

Si la Toscane et Gênes ne firent pas de même, c'est que divers motifs les empêchèrent, et que d'ailleurs on fut blessé des prétentions et de la hauteur du plénipotentiaire anglais à Florence et près de la république (1). Dans leur dédain pour ces petits États, les Anglais ne gardaient aucun ménagement; ainsi dans le port neutre de Gênes ils se saisirent d'une frégate française, et mirent à mort l'équipage; il en résulta que la France exigea de Gênes comme satisfaction une déclaration de guerre contre l'Angleterre. Néanmoins la république protesta de sa résolution à vouloir persister dans la neutralité; et à Venise, malgré leurs représentations faites d'un ton menaçant, les Anglais ne purent non plus rien obtenir (1). D'un autre côté le grand maître de Malte, à l'instigation du roi de Sicile, éloigna tous les agents français du territoire soumis à son autorité, ferma ses ports aux bâtiments de France, et déclara ne pas vouloir reconnaître la république française (2).

Les hostilités des alliés contre la Savoie ne s'engagèrent qu'en août. L'armée destinée à la conquête de cette contrée était commandée par le duc de Montferrat, troisième

---

prendre rien de nouveau sur ces entrefaites, afin de ne pas irriter le peuple davantage. Mais ceux-ci se montrèrent publiquement avec les insignes tricolores, les plaçant de manière à frapper l'attention. Le peuple les siffla et leur jeta des pierres; à leur tour ils déchargèrent un pistolet, et ils furent poursuivis dans une maison aux cris de *Viva san Pietro!* Basville, qui ne voulut plus se défendre, reçut d'un barbier un coup de rasoir dans le ventre, et mourut le lendemain; les autres furent sauvés par l'intervention de la troupe accourue en nombre suffisant. Le peuple fit des dégâts aussi à l'académie de France. On eut de la peine à l'apaiser. Coppi, p. 254, 261.

(1) Venise, Gênes et la Toscane avaient résolu de persister dans la neutralité, et c'est pour les faire sortir de cet état que les agents diplomatiques de l'Angleterre prirent un ton menaçant, dont l'effet fut contraire à leurs vues. Harvey, ministre anglais à Florence, écrivit au chef du gouvernement du grand-duc que, si dans douze heures son altesse n'avait pas expulsé le chargé d'affaires français, la flotte anglaise attaquerait Livourne; que le meilleur moyen de prévenir l'inimitié de l'Angleterre était d'exécuter ponctuellement et à l'instant ce qu'elle demandait; c'est-à-dire de chasser le résident de la république et de se réunir à la ligue. Le ministre toscan répondit que des ordres étaient donnés pour faire partir de la Toscane le chargé d'affaires de France; mais il ne dit rien sur la ligue et sur la guerre avec la France. En même temps le ministre anglais Drake déclarait à Gênes qu'il fallait expulser à l'instant le résident français, accepter l'amitié de l'Angleterre et recevoir dans ses ports les flottes des alliés. (*Note du traducteur.*)

(1) A Venise, le résident anglais Worsley fut moins insolent; ses demandes dans le sénat furent présentées même sous la forme de conseils. Il s'efforça d'amener la république à la cause des alliés, en lui exagérant tous les torts des Français; il déclara que si le sénat congédiait l'ambassade française, et proscrivait les transports d'armes et de vivres faits aux Français par le commerce, les alliés seraient satisfaits. Pour donner plus de poids à ses paroles, il déclara faire les propositions au nom du roi d'Angleterre, de l'impératrice de Russie, de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse. Le sénat répondit qu'il voulait conserver la neutralité entière; que sa seule concession aux alliés serait d'appeler le résident, dont on demandait l'expulsion, chargé d'affaires de la nation française, au lieu de chargé d'affaires de la république française. (*Note du traducteur.*)

(2) Monaco, depuis l'extinction de la ligne masculine princière des Grimaldi en dix-sept cent trente et un, était passé par l'héritière de cette maison Louise Hippolyta, à son époux François Leonor de Goyon-Matignon; cette petite principauté, placée sous la protection de la France depuis seize cent quarante et un, entra dans les phases de sa révolution, et fut réunie à la France par la Convention Nationale le quatorze février dix-sept cent quatre-vingt-quatorze. Coppi, p. 294.

fils du roi Victor Amédée, qui lui-même s'avança sur Maurienne. Le général Cordon pénétra dans la Tarentaise. Un troisième corps menaça Faucigny et l'extrême gauche des Français. Kellermann ayant été obligé d'envoyer une partie de ses troupes contre Lyon, les Autrichiens et les Sardes réussirent à se faire jour jusqu'à Beaufort et Aigueblanche, s'appuyant à droite sur Salanche, à gauche sur la Maurienne. Les Français se maintinrent à Conflans. A la fin d'août, Kellermann accourut du siége de Lyon avec la garde nationale des départements limitrophes, appela des troupes de son aile droite, et au trente septembre il était redevenu maître de la position de Montcornet. Cordon dut se retirer d'Aigueblanche dans la nuit du premier au deux octobre, et fut rejeté ensuite par Kellermann sur le petit Saint-Bernard. Le duc de Montferrat fut ensuite obligé d'abandonner la Maurienne, et de se diriger sur Termignon, où il arriva le huit octobre.

En septembre, le général Devins descendit avec la plus grande partie de ses troupes la vallée de la Tinea jusqu'à Glans, où le second fils du roi, le duc d'Aoste, vint le joindre avec quatre mille hommes, après avoir contraint les Français à se retirer de Cantasca sur Utelle. Le roi lui-même était à l'armée, et voulait, ainsi que le duc, marcher en avant et descendre rapidement le Var; mais Devins prétendit que l'on manquait d'approvisionnements, hésita et perdit du temps. Sur ces entrefaites, Dugommier était venu remplacer Brunet; et lorsqu'enfin Devins se fut résolu au siége du château de Gilette, le général français l'attaqua en ce lieu le dix-neuf octobre, et lui fit lever son camp, où fut abandonnée la plus grande partie des munitions de guerre. Deux jours après, le général sarde comte de Saint-André voulut surprendre les Français; mais il n'eut aucun succès.

Cependant Dugommier remit le commandement de l'armée d'Italie à Dumerbion; et celui-ci envoya le quatorze novembre le brigadier général Masséna contre la position de Château Gineste, où les alliés s'étaient retranchés. Les troupes de Masséna l'enlevèrent à la baïonnette, délogèrent les Autrichiens et les Sardes d'une seconde position avantageuse, et ruinèrent ainsi toutes les espérances que Victor Amédée avait fondées sur son comté de Nice.

Au commencement de l'année dix-sept cent quatre-vingt-quatorze, l'armée d'Italie fut grossie par une partie des troupes qui avaient été employées contre Toulon; mais du côté des Sardes toutes les mesures tendirent aussi à faire pousser la guerre avec plus d'énergie. Le duc de Montferrat avait cependant évacué la Savoie, et commandait un corps dans le val d'Aoste. Le poste de Cordon avait été donné au colonel Chino, et celui-ci se plaça sur le mont Cenis. Provera commandait dans le Piémont proprement dit et dans les hauts cantons du Pô; Colli était en face des Français dans les montagnes du comté de Nice. L'armée française des Alpes se trouvait sous le commandement supérieur du général Dumas. Dès le mois d'avril, celui-ci fit marcher le général Basdelaune de la Tarentaise contre certains retranchements que défendait un officier suisse au service du roi de Sardaigne. Au moyen de la corruption, Basdelaune se mit en possession des retranchements, en sorte que le passage par le petit Saint-Bernard se trouva livré aux Français. Leur marche vers Aoste ne fut arrêtée que par le duc de Montferrat près du *Campo del principe Tommaso*, position très-forte et d'une facile défense.

Au commencement de mai, les Français s'avancèrent aussi par le mont Cenis jusqu'au fort de la Brunetta. Dumas lui-même, partant de Briançon, s'empara d'Oulx et du fort de Mirabouc; mais il fut repoussé d'Aoste par le duc.

Dès le mois de mars, Napoléon Bonaparte, sorti d'une ancienne famille toscane établie en Corse, unie à celle de Paoli par l'amitié, et qui avait reçu en France son éducation militaire, s'était déjà rendu à l'armée d'Italie comme général d'artillerie. Il conçut pour

la prochaine campagne un plan qui obtint l'approbation presque entière de Dumerbion, mais qui ne tenait plus compte de la neutralité de Gênes, tandis que le roi de Sardaigne tout récemment encore avait rejeté la proposition d'établir un camp fortifié entre la Noja et Nervia, parce qu'une telle entreprise portait atteinte au droit des nations (1). Les députés de la convention près l'armée d'Italie, Salicetti, Robespierre jeune et Ricard, déclarèrent le trente mars à la république de Gênes, que l'on connaissait en France les plans des alliés pour se saisir du territoire génois dans l'intérêt de la guerre contre la France, et pour le soumettre au roi de Sardaigne; que le soin de sa propre sûreté imposait à la France l'obligation de faire occuper une partie de la côte de Gênes par des troupes fraçaises (2).

Dumerbion fit attaquer le six avril par les généraux Bizanetti et Macquart les alliés près de Saorgio, tandis que Masséna avec le noyau de l'armée marchait sur Oneglia; le huit, cette ville fut occupée. Ensuite Masséna parut devant Loano, inclina vers la gauche, délogea le général Argentan, qui s'était retranché avec deux mille Autrichiens près de Ponte di Nova, et entra le dix-sept dans Ormea, dont la citadelle se rendit le lendemain. Colli ne se crut plus en sûreté dans Saorgio, et fit un mouvement en arrière, mais de telle sorte que son aile droite était encore appuyée sur cette ville. Le vingt-sept, Dumerbion fit attaquer par Macquart la position de Raus, et toutes les gorges par Masséna. Les généraux français triomphèrent des deux côtés. Le chevalier de Saint-Amour, qui devait défendre Saorgio pour les Sardes, fut complétement déconcerté par ces succès, abandonna la place, et tenta de se sauver avec la garnison par le col de Tende. A Briga, sur le col même, où avaient été faits des ouvrages considérables, les troupes des alliés s'arrêtèrent et se maintinrent jusqu'au huit mai contre les attaques répétées de Masséna; mais Macquart s'étant emparé des hauteurs voisines, les Austro-sardes craignirent enfin d'être enveloppés, et se retirèrent. Afin de pouvoir encore empêcher une jonction des armées d'Italie et des Alpes par la vallée de Barcelonnette, Colli traça un camp entre la Stura et le Gesso, près de Borgo San-Dalmazzo, s'appuyant à droite sur Demonts, à gauche sur Cuneo. Durant quelque temps il réussit à contenir ainsi l'ennemi; mais le quatorze juillet les Français prirent Vernante, le quinze Roccavione; et comme le trois de ce mois quatre mille Piémontais avaient déjà dû abandonner la position de Pietra, près de Loano, les Français virent ouvert devant eux le chemin de la Lombardie. Au milieu de ces conjonctures, dix mille Autri-

---

(1) Depuis la prise d'une frégate française par les Anglais dans le port de Gênes, les rapports avaient été difficiles, et Gênes avait dû apaiser la Convention en payant quatre millions de livres. La bonne harmonie s'était rétablie; aussi les commissaires français prétendirent que l'armée de la Convention venait pour préserver les États de Gênes des complots des tyrans. (*Note du traducteur.*)

(2) Coppi, p. 305. La république de Gênes avait été traitée avec la dernière insolence par le ministre anglais François Drake, qui avait menacé, si elle ne renonçait pas à sa neutralité, de faire bloquer le port par une escadre anglaise. Néanmoins Gênes se maintint dans la neutralité, et lorsque son territoire eut cessé d'être respecté par les Français, elle déclara même alors que tout cela se faisait contre la volonté expresse de la république, forma une milice bourgeoise, et afin de protéger au moins la ville en cas d'extrémité, elle prit des mercenaires à son service. Pour ajouter encore aux embarras et aux maux de Gênes, arriva maintenant une déclaration de guerre des Corses, qui, arrachés pour quelque temps à la France par Paoli, s'étaient placés sous la protection anglaise. Les hostilités furent conduites avec la fureur d'une guerre de vengeance, dans laquelle se satisfaisaient des haines nationales et séculaires.

chiens, sous le général Wallis, arrivèrent au secours des alliés. Au commencement de septembre Wallis, parvenu à Dego, se mit en communication par l'aile droite avec Argentan, qui était à Mondovi, et fit occuper à gauche par Colloredo certaines positions fortifiées dans la direction de Finale. Dumerbion, toujours dirigé par Napoléon, essaya de gagner Savone avant que cette place ne tombât entre les mains des Autrichiens, fit attaquer Argentan et Colloredo, rejeta le dernier sur Cairo, et détermina ainsi Wallis à prendre plus tôt des quartiers d'hiver dans le pays d'Alexandrie (1).

Tandis que se soutenait cette lutte désastreuse contre les Français, Victor Amédée avait à gémir sur d'autres peines causées par ses propres sujets. L'un de ses médecins, Barolo, avait dirigé une conspiration qui avait pour but de mettre à mort toute la famille royale, et de livrer Turin aux Français. Heureusement elle fut découverte à temps. Les Sardes, pour défendre plus activement leur île, demandèrent l'abolition des abus, une concession de droits et de libertés, et à cet effet réclamèrent immédiatement une réunion des trois ordres de l'île ; mais la cour retint plus de six mois la députation envoyée à Turin pour présenter cette requête, puis la congédia avec des paroles bienveillantes, sans que rien eût été décidé. Indignés de cette conduite du roi, les Sardes s'agitèrent ; et le vingt-huit avril la fermentation devint telle à Cagliari, que les autorités firent arrêter plusieurs personnes et mettre la garnison sous les armes ; mais de telles mesures exaspérèrent le peuple, qui s'arma à son tour et prit la résolution d'expulser les Piémontais qui occupaient des emplois. La garnison se défendit plusieurs heures dans les rues ; mais à la fin elle succomba sous la supériorité du nombre et fut désarmée. Le vice-roi Balbiano fut assiégé dans le palais. Les personnes arrêtées précédemment furent délivrées ; lors même que les principaux habitants eurent rétabli l'ordre, le vice-roi resta sans pouvoir, et s'embarqua le lendemain avec tous les fonctionnaires piémontais. L'*udienza reale*, autorité judiciaire toute nationale, prit provisoirement le gouvernement de la ville et de son territoire ; et les autres cités de l'île ayant suivi l'exemple de la capitale, les trois états, sans avoir été convoqués par le roi, se réunirent pour s'occuper des affaires publiques. Le six septembre arriva de Turin le marquis de Vivalda comme nouveau vice-roi ; il fut reçu avec tous les témoignages d'honneur par les Sardes, qui protestèrent de leur fidélité envers le roi ; mais il lui fallut laisser l'administration publique entre les mains des états. Au résumé l'île était tout ébranlée dans un moment où l'on manquait absolument de force armée.

Le royaume de Naples éprouva aussi des agitations. Là, depuis le temps de Tanucci, le gouvernement avait continué à miner le respect pour l'Église et pour la constitution féodale ; mais Filangieri par ses écrits avait poussé plus puissamment à ce double but. Les principes de la révolution française trouvèrent bien des adhérents dans ce royaume. Les loges de francs-maçons surtout firent là tout leur possible pour favoriser le mouvement hostile à l'Église et à la féodalité ; en sorte que leurs réunions prirent de plus en plus un caractère politique, grâce surtout à l'influence française, jusqu'à

(1) *Mémoires de Napoléon*, par Montholon, vol. III, p. 61. Napoléon employa le reste de l'automne à faire armer de bonnes batteries de côtes les promontoires, depuis Vado jusqu'au Var, afin de protéger la navigation de Gênes à Nice. A cause de projets formés plus tard par Napoléon dans l'hiver, pour mettre des magasins d'armes et de poudre à l'abri de la Société populaire, ce général fut accusé comme ennemi de la liberté, et fut en danger de payer de sa vie les soupçons qu'il avait provoqués. Toutefois il sut échapper aux poursuites, en faisant déclarer aux députés près l'armée d'Italie que sa présence était indispensable sur ce point ; l'affaire tomba dans l'oubli, et les accusateurs retirèrent eur dénonciation.

ce qu'au mois de mars de l'année dix-sept cent quatre-vingt-quatorze ces menées furent dénoncées; par suite d'une enquête, en octobre trois membres de ces loges furent condamnés à mort, et d'autres à des peines diverses. Pour se prémunir contre une attaque de la part des Français, le ministère voulut former, en s'adressant à la noblesse et aux propriétaires fonciers du royaume, une milice volontaire de soixante bataillons, chacun de huit cents hommes; sur le reste de la population on leva des recrues, et dans les mois de juillet et d'août l'on envoya trois régiments de cavalerie sous le prince Cuto en Lombardie (1). La république de Venise, avertie par la conduite de la France envers Gênes, avait pris la résolution de mettre sur pied quarante mille hommes pour maintenir sa neutralité, et placer les forteresses en bon état de défense. Toutefois le parti de l'opposition (2) sut encore si bien faire valoir le manque de ressources pécuniaires que la décision fut rapportée.

Les Français commencèrent l'année dix-sept cent quatre-vingt-quinze en Italie par des propositions de paix qu'ils firent présenter au roi de Sardaigne par leurs chargés d'affaires en Suisse. Ils demandaient un libre passage vers la Lombardie autrichienne, et promettaient d'indemniser Victor Amédée de la perte des provinces réunies à la France par des portions de la Lombardie. Naturellement Victor Amédée rejeta de telles offres. Le grand-duc au contraire,

(1) Afin de pouvoir exécuter ces préparatifs militaires, on prit une suite de mesures financières qui n'étaient pas des plus recommandables: « Impose une tassa di un sette per cento sopra beni ecclesiastici e prese gli orj e gli argenti non necessarj, che servivano di mero ornamento alle chiese promettendo ai sovvenitori l'interesse del tre e mezzo pr. c. tolse inoltre il danaro depositato ne' banchi pubblici cambiandolo con corta monetata, che denominavano fedi di credito. » Coppi, p. 316.

D'abord on avait imposé aux barons, aux nobles et aux riches une contribution de cent vingt mille ducats par mois. (*Note du traducteur.*)

(2) Sorse di nuovo in senato il procurator Pesaro, al quale s'aggiunse il suo fratello Pietro, uomo anch' egli di molta autorità, con efficacissime parole: dimostrando essere semplicità non comportévole il prestar fede al soave parlare di Francia... Che già le Alpi erano superate, che già l'Italia udiva il rimbombo delle artiglierie barbare... Ch' era oggimai tempo di svegliar si dall' imbelle sonno, e di non restar più disarmati a discrezione d'altrui. Sorse in senato un' aspra contesa discrepando con parole veementi dalla volontà del Pesaro la parte contraria, nella quale mostravano maggior ardore Girolamo Giuliani, Antonio Ruzzini, Antonio Zeno, Zaccaria Valaresso, Francesco Battuglia, Alessandro Marcello primo, sclamando tutti che l'armarsi non era possibile, perchè l'erario era esausto non a tempo, perchè prima le genti forestiere sarebbero su i territorj della repubblica, che i soldati, e l'armi pronte; inutile, perchè la massa sarebbe di gente fresca ed inesperta, più atta a crescere disordine, che ad allontanarlo; non aversi per la lunga pace capi di sperimentato valore... Dopo molte contese fu vinto il partito posto dal Pesaro con cento dieci nove voti favorevoli e sessanta sette contrarj. Decretossi chiamassersi le truppe, si a piede che a cavallo, dalla Dalmazia; perchè venissero ad assicurare la terra ferma; le reclute degli Schiavoni si ordinassero, le cerne in Istria si levassero, le leve in terra ferma per riempire i reggimenti italiani si facessero, le compagnie dalle quarantotto alle cento teste, quelle degli Schiavoni alle ottanta accresces sero; finalmente l'erario con le tasse si riempisse. Volle inoltre il senato che si rendessero sicure con le navi della repubblica le navigazioni sul golfo infestato da corsari africani e francesi... Ma i savj del consiglio, ai quali apparteneva la esecuzione del partito vinto dal Pesaro, essendo la maggior parte di contraria sentenza, tanto fecero, scusandosi con la penuria delle finanze, che, eccettuata una massa di sette mila soldati, nissun effetto ebbe la deliberazione del senato, sclamando sempre in contrario il procurator Pesaro. Botta, *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814, libro quarto.

dès l'année précédente, avait fait négocier par le secrétaire de son conseil d'État, Neri Corsini, avec la république française, un traité de paix et d'amitié. En novembre dix-sept cent quatre-vingt-quatorze, il envoya le comte Carletti à Paris pour amener à fin le traité qu'il conclut le neuf février dix-sept cent quatre-vingt-quinze. Le grand-duc se détacha entièrement des alliés, et obtint en conséquence la reconnaissance de sa neutralité (1); ce qui devait encore plus abattre le courage de Victor Amédée c'étaient les négociations de Bâle et les traités qui en résultèrent : néanmoins il continua la lutte avec vigueur.

Cette année-là Kellermann avait reçu de nouveau le commandement supérieur des armées des Alpes et d'Italie (2). Moulins dirigeait sous lui la division des Alpes, de quinze mille hommes, qui occupait les passages du petit Saint-Bernard jusqu'à la vallée de Queiras. L'armée d'Italie était divisée en quatre corps, et s'étendait de San-Stefano sur la Tinea jusqu'à Vado. L'extrême gauche de cette armée (quatre mille hommes) était sous les ordres de Garnier, et se liait avec un second corps de sept mille hommes sous Macquart; un troisième et un quatrième, sous Masséna et Serrurier, composaient une force de dix-neuf mille hommes, répartie sur les montagnes de la Ligurie et sur la côte. En face de ces armées de la république étaient les troupes sardes, autrichiennes et napolitaines, au nombre de soixante-cinq mille hommes environ. Malgré cette supériorité de forces, Devins ne tenta rien de décisif. Au commencement de la campagne, il avait son quartier général à Cairo. Les Autrichiens et les Napolitains étaient sous ses ordres immédiats. Colli tenait encore les positions de Ceva et de Cuneo; huit mille hommes étaient dans la vallée de la Stura; le duc d'Aoste occupait les vallées d'Oulx et de Susa, le duc de Montferrat, la vallée d'Aoste (1).

Les entreprises de l'armée des Alpes furent de peu d'importance (2). Devins n'ouvrit la campagne contre l'armée d'Italie que vers la fin de juin. Le vingt-quatre, il occupa la forte position *della Madona del Monte*, entre Savone et Vado; et le lendemain il fit attaquer les Français sur trois points. Argentan prit Settepani et Melagno; Colli s'avança contre Spinardo et Garessio; un troisième corps, que le généralissime dirigeait en personne, enleva S.-Giacomo près de Finale. Les jours suivants les alliés obtinrent encore des succès, prirent le camp retranché de Spinardo, et forcèrent enfin Kellermann à concentrer ses forces, et à marcher contre eux entre Borghetto et Collo di Terme. Devins transporta son quartier général à Savone, où il pouvait être soutenu par la flotte anglo-napolitaine; mais il ne livra plus d'engagement important; il n'y eut désormais qu'une suite d'escarmouches.

Cependant la paix conclue avec l'Espagne laissait à la république française une plus grande liberté de mouvements. Douze mille

(1) Entre Léopold et la république française il n'y avait jamais eu de véritables motifs de haine; les principes révolutionnaires étaient moins hostiles au grand-duc qu'à tout autre souverain; le rapprochement s'opéra facilement, et la nouvelle de la paix fut accueillie joyeusement par les Toscans, et surtout par les habitants de Livourne. (*Note du traducteur.*)

(2) Napoléon fut rappelé de l'armée d'Italie. *Mémoires de Napoléon*, par Montholon, vol. III, pag. 72.

(1) Coppi, p. 337.

(2) Le dix-huit avril, trois bataillons français attaquèrent le Col del Monte, au débouché supérieur du Val d'Aoste : repoussés d'abord, ils renouvelèrent l'attaque, et cette fois réussirent, le douze mai. En juillet, août et septembre, il y eut quelques engagements sur le mont Cenis, et le quatorze octobre les Français s'emparèrent du village de Novalesa. Les troupes sardes échouèrent dans une tentative faite en août contre les positions fortifiées des Français sur le mont Cenis.

hommes des Pyrénées allèrent joindre l'armée d'Italie qui, dans l'automne, passa sous le commandement supérieur de Scherer. Kellermann ne conserva que l'armée des Alpes. Le dernier tint les ennemis en haleine jusqu'à la fin de novembre, en menaçant le col d'Argentère et la vallée d'Oulx; et Scherer marcha de nouveau sur la *riviera di Ponente* contre les alliés. Tandis que Serrurier occupait l'attention des troupes de Colli dans le canton d'Ormea, et que Masséna attaquait Argenteau près de Rocca Barbena et de Bardinetto, Scherer en personne s'avança le vingt-trois novembre jusque près de Loano contre Devins, et chassa les Autrichiens de Moncalvo et de Loano. Des attaques heureuses de Masséna forcèrent Devins à rappeler son aile gauche de la côte sur les hauteurs, et ce corps fut pressé par Augereau et par Masséna. Devins dut transporter son quartier général à Acqui, et Argenteau fut obligé de venir chercher un abri sous Ceva, où maintenant Colli se retira également. Tous les avantages obtenus dans l'été par les alliés étaient perdus de nouveau, et Devins remit le commandement supérieur des troupes à Wallis.

A ces revers de la guerre se joignirent de nouvelles disgrâces en Sardaigne; lorsque enfin dans l'été de dix-sept cent quatre-vingt-quinze le commandant de la faible troupe que l'on avait reformée, le marquis de Planargia et l'intendant général, cavaliere Pizzolo, voulurent mettre fin à l'anarchie, le peuple de Cagliari s'insurgea de nouveau le six juillet. L'intendant fut tué, Planargia arrêté, puis arraché de sa prison le vingt-deux par le peuple en fureur, qui le fusilla. Sassari, épouvantée par ces cruautés, se détacha des révoltés et voulut se mettre en rapports directs avec la cour; mais le peuple des campagnes pénétra en armes dans la ville vers la fin de décembre, emmena le gouverneur et l'archevêque à Cagliari, et la plus grande partie de la noblesse établie à Sassari s'enfuit en Corse ou à Livourne. A Naples, cette année de nouvelles arrestations avaient été opérées en partie parmi la haute noblesse, sans que l'on eût trouvé d'indices déterminés de conspiration. A Palerme, un complot tendant à révolutionner l'île, et à y établir un État sur le modèle de la république française, se termina par l'arrestation et la condamnation des coupables.

La cour de Vienne confia la direction suprême de ses armées en Italie au général Beaulieu, guerrier beaucoup plus audacieux que Devins, mais dont les manières soldatesques ne convinrent pas aux Piémontais; en sorte que l'harmonie nécessaire ne régna pas entre lui et Colli. En outre il ne s'accommodait pas trop bien non plus du séjour d'Argenteau à l'armée. C'étaient là autant de circonstances qui compensaient au moins les avantages personnels de Beaulieu, et le nombre des troupes autrichiennes n'était pas suffisant non plus pour former un corps d'armée (1).

Le directoire de la république française mit au printemps de dix-sept cent quatre-vingt-seize, à la place de Scherer, le commandant des forces employées naguère pour maintenir les esprits dans l'intérieur de la France, Napoléon Bonaparte, qui vint se placer à la tête de l'armée d'Italie. Cette armée consistait en quatre divisions d'infanterie et deux de cavalerie, sous Masséna, Augereau, Laharpe, Serrurier, Stengel et Kilmaine, formant ensemble environ vingt-cinq mille fantassins, deux mille cinq cents

---

(1) L'opinion de Botta, qui porte le corps auxiliaire autrichien de trente à quarante mille hommes, est opposée à ce que dit Napoléon: « L'armée ennemie était munie de tout ce qui pouvait rendre redoutable; elle était double en nombre de l'armée française, et devait s'accroître successivement des contingents de Naples, du pape, de Modène et de Parme. » *Mémoires de Napoléon*, par Montholon, vol. III, p. 143. Napoléon évalue le corps autrichien à quarante-cinq mille hommes, les Sardes à vingt-cinq [illegible]

cavaliers et deux mille cinq cents artilleurs. La cavalerie était dans l'état le plus misérable ; les arsenaux de Nice et d'Antibes étaient bien pourvus; mais on manquait des moyens de transports, et environ huit mille hommes devaient être employés à fournir les garnisons des points fortifiés dans le comté de Nice et des passages des Alpes maritimes. L'argent manquait presque entièrement ; et, au milieu de la disette de toutes choses qu'éprouvait le soldat, il n'y avait rien à espérer de la France. Dans cette malheureuse situation, où l'on ne pouvait compter pour se maintenir que sur les secours de la victoire, Napoléon prit le commandement en chef le vingt-sept mars à Nice.

Aussitôt il transporta le quartier général de Nice à Albenga, montra à l'armée les magnifiques plaines d'Italie, où elle devait faire une abondante moisson de gloire et de richesses, et ordonna tout pour ouvrir la campagne (1). Ses mouvements menacèrent Gênes particulièrement ; le résident français près de cette république demanda le passage par la Bocchetta et l'ouverture du fort de Gavi, parce que Napoléon voulait s'avancer sur la Lombardie. Beaulieu courut aussitôt au secours de Gênes, transporta son quartier général à Novi, et partagea son armée en trois divisions : l'une, sous Colli, devait défendre la Stura et le Tanaro ; elle avait son point d'appui principal à Ceva ; la seconde, sous Argenteau, concentrait ses forces à Sasello ; elle s'avança dans la direction de Montenotte, pour couper les Français qui marcheraient contre Gênes ; Beaulieu lui-même commandait le troisième corps, qu'il avait destiné à pénétrer du côté de Voltri par la Bocchetta, et à protéger Gênes.

Le dix avril, Beaulieu attaqua Cervoni devant Voltri ; celui-ci tint toute la journée, puis se replia sur la division de Laharpe ; mais Napoléon dirigea sa principale attaque sur Argenteau, contre lequel il lança Augereau et Masséna ; le dernier le tourna vers Montenotte : et le douze Argenteau se vit assailli de front par Rampon et Laharpe, et sur le flanc par Masséna : il subit une perte énorme et une défaite complète.

Cependant les Français avaient évacué Voltri, que Beaulieu occupa aussitôt ; la flotte anglaise, sous Nelson, s'était approchée de ces lieux ; mais, à la nouvelle de la défaite d'Argenteau, le général autrichien dut se retirer ; ne voulant pas perdre ses magasins, il opéra son mouvement lentement. Le corps d'Argenteau s'était retiré sur Dego ; près de Millesimo se trouvait un corps piémontais, auquel vint bientôt se joindre Colli avec toutes les troupes dont on pouvait se passer à l'aile droite. Le corps de Beaulieu prit également sa route vers Dego. Une brigade sarde fut placée sur les hauteurs de Biestro, pour assurer les communications entre Millesimo et Dego. Ainsi les routes de la Lombardie et du Piémont paraissaient au moins couvertes. Mais le quatorze Augereau attaqua Millesimo, Masséna Dego, et Laharpe se porta sur les hauteurs, dans la direction de Cairo. Le général autrichien Provera fut encore coupé le treize, et dut déposer les armes le quatorze. Masséna et Laharpe prirent Dego ; Ménard et Joubert, les hauteurs de Biestro ; les Autrichiens s'enfuirent sur Acqui après une grande perte. Colli fut aussi repoussé, et marcha vers Ceva pour couvrir Turin. Les deux corps d'armée, autrichien et sarde, étaient entièrement séparés. A la vérité une division de grenadiers autrichiens, sous Weckassowicz, qui arriva de Voltri, reprit Dego le quinze ; mais ensuite elle succomba

(1) Nous aimons mieux représenter la position donnée à l'armée par Napoléon, avec ses propres paroles : « Serrurier prit position à Garessio avec sa division, pour observer les camps de Colli près de Ceva ; Masséna et Augereau, à Loano, Finale et Savone. Laharpe était placé pour menacer Gênes ; son avant-garde, commandée par le général de brigade Cervoni, occupait Voltri. » L. c., p. 147.

et fut presque entièrement taillée en pièces ou prise.

Aussitôt que Serrurier eut avis, à Garessio, du résultat des combats de Montenotte et de Millesimo, il marcha sur Ceva. Le dix-sept, Colli dut se retirer, et perdit son artillerie. L'armée française franchit le Tanaro, et mit le pied sur les plaines du Piémont. Colli se retira sur Mondovi, et repoussa encore une fois Serrurier, près de S.-Michele; mais attaqué par ce général, par Masséna et par Napoléon en personne, le vingt-deux, il subit une défaite complète près de Mondovi, perdit trois mille morts, quinze cents prisonniers, huit canons et dix étendards. Napoléon marcha ensuite sur Chierasco (1); Serrurier, sur Fassano; Augereau, sur Albâ. Une diversion que Beaulieu avait voulu tenter d'Acqui, en faveur de l'armée sarde, s'était opérée trop tard, et un armistice conclu à Chierasco par Napoléon, avec la cour de Turin, détermina Beaulieu à se retirer entièrement sur le Pô (2).

Après la défaite de Mondovi, Colli s'était posté à Carignano, croyant encore couvrir ainsi Turin; mais dans le Piémont même fermentaient des éléments d'une nature analogue à ceux de la révolution française, et la cour perdit tout courage pour opposer une résistance énergique à des ennemis triomphants (3), quoique Drake, le résident anglais à Gênes, qui était venu à Turin, et l'ambassadeur autrichien, marquis Gherardini, fissent tous leurs efforts pour maintenir le roi Victor Amédée fermement dans l'alliance, et qu'ils fussent en effet parvenus à pousser son fils, le prince de Piémont, à des résolutions énergiques (1). Les représentations opposées de l'archevêque de Turin, du cardinal Costa, déterminèrent à la paix avec la France (2). Des commissaires se rendirent à Paris pour y négocier un traité; et Colli dut solliciter de Napoléon la suspension des hostilités. Cette demande fut accordée, après que le roi eut consenti que les Français occupassent Ceva, Cuneo et Tortona; que toute l'artillerie et tous les magasins qui se trouvaient dans ces places fussent mis à leur disposition; que les Français d'Italie se missent en libre communication militaire avec la France par le Piémont; que les Napolitains évacuassent Valenza pour y laisser entrer les Français; enfin que les milices piémontaises fussent licenciées, et les troupes de ligne entièrement dispersées dans les garnisons. Ainsi les Autrichiens furent complétement isolés dans la haute Italie; le quinze mai se conclut définitivement à Paris la paix entre la république et le roi de Sardaigne, et ce traité assura encore plus fortement que l'armistice la dépendance du monarque vaincu envers la France (3).

---

(1) Napoléon fit attaquer Chierasco le vingt-cinq, et le commandant ne défendit point la place, bien fortifiée et bien pourvue.

(2) Napoléon, *Mémoires*, l. c., p. 156.

(3) Le directoire avait donné ordre de lancer partout des prédicateurs d'égalité en Italie; quoique le Piémont ne fût guère préparé à recevoir et pratiquer ces doctrines, le roi était effrayé de se voir ainsi attaqué par toutes sortes d'armes. (*Note du traducteur.*)

(1) Botta, *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814, libro sesto.

(2) Le roi de Sardaigne, pressé d'en finir, avait envoyé en toute hâte des commissaires à Gênes auprès de Faipoult, ministre plénipotentiaire de France; celui-ci n'ayant pas d'instructions pour négocier les adressa au directoire, et ils partirent à l'instant pour Paris. (*Note du traducteur.*)

(3) *Mémoires de Napoléon*, l. c., p. 167: Par ce traité les places d'Alexandrie et de Coni (Cuneo) furent remises à l'armée d'Italie; Suse, la Brunette, Exilles démolies, et les Alpes ouvertes; ce qui mit le roi à la disposition de la république, n'ayant plus d'autres points fortifiés que Turin et le fort de Bard. Naturellement la Savoie ainsi que Nice restèrent à la république; on ne changea rien aux conditions de la trêve, ni à l'occupation de Ceva et de Tortona. Tous

L'accord de Chierasco avait fait croire aux Autrichiens que Napoléon franchirait le Pô dans les environs de Valenza; ils furent confirmés dans cette opinion par certaines mesures, et par certaines demandes adressées avec intention au gouvernement sarde. En conséquence Beaulieu, dont les troupes étaient fortifiées par l'arrivée de nouveaux bataillons, les plaça entre le Tessino et la Sesia, et dans un camp fortifié près de Valeggio. Napoléon continuait à l'entretenir dans de fausses conjectures. Avec la partie de son armée destinée à franchir le Pô, il s'avança à marches forcées sur Plaisance, où il fit aussitôt après son arrivée passer la rivière à son avant-garde le sept mai. Des transports enlevés aux Autrichiens facilitèrent l'opération. Deux escadrons de hussards, qui se trouvaient seuls sur l'autre rive, ne présentaient qu'un trop faible obstacle. Le soir du même jour, Laharpe prit son quartier à Emetri, entre le Fombio et le Pô, et le général autrichien Liptay arriva trop tard le lendemain à Fombio; il fut battu et repoussé avec une grande perte. Laharpe occupa Codogno, et périt bientôt après par l'effet d'une malheureuse méprise de la part de ses troupes.

L'arrivée des troupes françaises sur le territoire de Parme détermina aussitôt le duc à solliciter un traité. Le neuf au matin fut conclu un armistice qui mit toutes les ressources du pays à la disposition de Napoléon (1).

Le dix mai, l'armée française s'avança de Casal-Pusterlengo sur Lodi, où Beaulieu avait réuni un corps important, tandis que Colli, qui était entré au service autrichien, et Weckassowicz, devaient marcher sur Milan et Cassano. Une division de grenadiers autrichiens fut rejetée sur Lodi par les Français. Les vainqueurs entrèrent pêle-mêle dans la ville avec les fuyards. Le corps de Beaulieu se trouvait sur la rive gauche de l'Adda, dont le pont était défendu contre les Français par des batteries de quarante canons; mais après quelques heures de repos, les grenadiers français franchirent le pont sous le feu de l'ennemi, et les Autrichiens subirent alors une défaite complète. Colli et Weckassowicz, ayant déjà opéré leur mouvement de retraite sur Brescia, l'armée française se tourna contre Pizzighettone, qui se rendit à l'instant. Crémone fut prise par la cavalerie française. Beaulieu se retira derrière le Mincio.

---

les émigrés durent quitter les États du roi; tous les procès pour opinion politique devaient cesser. Dans les localités occupées par les Français, le roi conservait le gouvernement civil; mais il s'obligeait à payer la solde des troupes, et à fournir à l'armée républicaine des vivres et des fourrages. »

(1) *Mémoires de Napoléon*, l. c., p. 173 : « Le duc paya deux millions en argent (un peu moins, six millions de *lire* parmesanes), versa dans les magasins de l'armée une grande quantité de blé, d'avoine, etc., fournit seize cents chevaux d'artillerie ou de cavalerie, et s'engagea à défrayer toutes les routes militaires et les hôpitaux qui seraient établis dans ses États. C'est dans cette occasion que Napoléon imposa une contribution d'objets d'art pour le musée de Paris. C'est le premier exemple de ce genre qu'on rencontre dans l'histoire moderne. » Afin de pouvoir conserver parmi les tableaux choisis, le saint Jérôme da Correggio, le duc de Parme offrit deux millions de francs. Mais Napoléon refusa, disant que l'argent serait bientôt dépensé, tandis que la possession d'un pareil chef-d'œuvre à Paris ornerait cette capitale, et enfanterait d'autres chefs-d'œuvre. Après la conclusion de cette trêve, le duc de Parme envoya le comte Politi et Luigi Bolla à Paris, afin d'y négocier la paix qui fut arrêtée le cinq novembre, sur les bases de l'armistice, par la médiation de l'ambassadeur d'Espagne, marquis del Campo. Tous les émigrés furent exclus par la paix du territoire parmesan; ce territoire devait être considéré comme neutre; toutefois les Français pourraient le traverser; mais les ennemis n'auraient pas la même faculté. Coppi, p. 400.

A Milan, par suite des progrès des Français et des désastres des Autrichiens, tout était dans le désordre et l'agitation. L'archiduc Ferdinand, qui était gouverneur, ne pensait pas à la possibilité d'une résistance de ce côté, et il quitta la ville pour se retirer à Mantoue, ou même en Allemagne; mais, afin de préserver Milan de l'anarchie, avant son départ il organisa une milice bourgeoise, et institua pour l'administration une *giunta provisoria*. Dans la citadelle resta une garnison de deux mille huit cents hommes. Les Français occupèrent Milan le treize. Napoléon avait été déjà salué à Marignano par une députation, à la tête de laquelle se trouvait le comte Melzi; il fit son entrée au milieu des acclamations des partisans de la révolution française, qui étaient nombreux aussi à Milan.

Les armées se reposèrent quelques jours. Les troupes de la république devaient respirer et se refaire. Il fallait soulager leur dénûment et les mieux équiper aux dépens des Italiens. Le territoire de Milan paya vingt millions de francs de contributions (1). La *giunta* laissée par l'archiduc fut dissoute, et une *congregazione di stato* prit sa place pour gouverner Milan selon les volontés des généraux français.

Le vingt-quatre mai, Napoléon revint à Lodi, laissant le général Despinois chargé du blocus de la citadelle de Milan. Durant son séjour dans la capitale de la Lombardie, le général en chef avait aussi conclu le vingt mai un armistice avec le duc de Modène comme avec Parme (1). Des troubles et des émeutes rappelèrent Napoléon pour quelques jours à Milan et à Pavie; puis il courut joindre son armée à Soncino sur l'Oglio. Les troupes de Beaulieu étaient postées entre Goito et Peschiera. Durant quelques jours Napoléon, qui avait marché sur Brescia, fit mine de vouloir attaquer les Autrichiens près de Peschiera; mais tout à coup il tourna vers Borghetto. Les ennemis n'opposèrent que de faibles obstacles à son passage par le Mincio, abandonnèrent aussi Peschiera, qu'ils avaient saisie sur Venise, et se retirèrent vers le Tyrol. Napoléon occupa Peschiera et Vérone (2), posta la division

(1) Napoléon fit déduire la valeur de l'argenterie des églises enlevée par ses ordres. Le peuple fut bientôt prononcé contre les Français. Coppi, p. 379. Le vingt-quatre mai, le peuple de Pavie se souleva et fit prisonniers les soldats de la faible garnison française. Huit à dix mille paysans armés vinrent le soutenir. A Milan, il y eut aussi quelques mouvements. Napoléon revint dans cette ville, fit fusiller plusieurs mutins et disperser par Lannes une masse de gens armés près de Binasco; prit ensuite Pavie, dont les habitants se battirent encore dans les rues; et cette défense donna lieu à d'affreuses dévastations, à de terribles fusillades.

(1) *Mémoires de Napoléon*, l. c., p. 184: « Il (le duc de Modène) paya dix millions de francs, donna des chevaux, des subsistances de toute espèce et un certain nombre de chefs-d'œuvre. Il envoya des plénipotentiaires à Paris pour traiter de la paix; mais elle ne fut point conclue; les négociations languirent et enfin furent rompues. » La trève fut conclue par un frère naturel du duc Ercole, le commandeur d'Este. Le duc lui-même avec ses trésors se rendit à Venise, laissant provisoirement l'administration de l'État à un *consiglio digoverno*. Napoléon élève trop haut la somme de la contribution de Modène. Coppi, qui d'ailleurs commet des négligences dans les relations diplomatiques, ne cite que sept millions cinq cent mille francs, p. 401.

(2) Les représentations des *provveditori* vénitiens pour faire respecter la neutralité de leur république furent aussi vaines auprès de Napoléon qu'auprès de Beaulieu.

Le gouvernement français affectait une grande irritation contre Venise, qui avait laissé passer les Autrichiens sur ses territoires; mais il savait bien que la république de Saint-Mar en était réduite à de vaines protestations; il reprochait aussi au sénat d'avoir donné asile au comte de Provence ou de Lille (depuis le roi de France Louis XVIII). Le *provveditore* Fos-

de Masséna prés de Rivoli, et avec le reste de l'armée se dirigea vers Mantoue; manquant d'artillerie de siége, il fit bloquer la place par Serrurier.

Les succès de Napoléon dans la haute Italie frappèrent la cour de Naples de consternation. On leva bien de nouvelles troupes, et l'on chercha à se procurer de l'argent par tous les moyens; mais en même temps le prince de Belmonte Pignatelli fut député auprès de Napoléon afin de traiter avec lui comme avaient déjà fait le roi de Sardaigne et les ducs de Modène et de Parme. Le cinq juin, l'on convint à Brescia des conditions du traité, et l'on arrêta qu'entre la France et le royaume de Naples toutes les hostilités cesseraient; que les troupes napolitaines se trouvant encore avec l'armée autrichienne devraient la quitter, comme les bâtiments napolitains se séparer de la flotte anglaise (1). Un plénipotentiaire du roi se rendit à Paris pour conclure la paix avec la république, et les articles furent enfin souscrits le onze octobre (2).

Depuis la retraite des Autrichiens sur le Tyrol jusqu'à l'apparition de plus grandes forces destinées à combattre les Français en Italie, il s'écoula un temps que Napoléon mit à profit en partie pour organiser le pays nouvellement conquis en Italie; et c'était bien l'homme qu'il fallait pour une telle œuvre. Comme tout le mouvement du siècle tendait à établir partout des rapports selon des idées absolues, et à briser pour cette fin les anciennes entraves, Napoléon ne manqua ni de la pénétration nécessaire pour saisir ces idées, ni de ce dédain de toutes choses indispensable pour appliquer de tels systèmes et les réduire en une sorte d'ordre civil mécaniquement organisé. A la vérité, Napoléon avait à lutter en Italie contre bien des obstacles attachés à ce pays; bien des opinions et des coutumes particulières étaient encore fortement enracinées, malgré les efforts des gouvernements précédents; mais, d'un autre côté, des milliers d'esprits secondaient ses idées. Il avait surtout pour lui les vœux de la classe moyenne éclairée. Au mois d'octobre, Napoléon avait déjà accompli tant de choses, que dans le Milanais, à la place d'une autorité presque militaire sous laquelle tout venait se ranger, une administration civile se forma, et les affaires furent dirigées par un *consiglio di stato*, qui resta bien toujours dépendant du général en chef de l'armée française, mais qui régla tous les rapports et gouverna selon la pensée de la révolution française. Une légion lombarde de trois mille cinq cents hommes fut formée sous les ordres de Lahoz. Mais, avant de parler des institutions de Napoléon dans les provinces de la rive droite du Pô, il est nécessaire de suivre la marche ultérieure des événements de la guerre.

Lorsque vers le commencement de juillet Napoléon fut pourvu de grosse artillerie, il transforma le blocus de Mantoue en un siége régulier (1). Déjà Augereau avait passé le

carini, pour apaiser le général français, fit sortir de Vérone la garnison composée de Sclavons, et ordonna aux autorités de la ville d'aller au-devant des vainqueurs. Les Français entrèrent dans Vérone le premier juin.

(1) Copp, p. 406.

(2) Par cette paix, le roi des Deux-Siciles entra parmi les puissances neutres. Les autres conditions concernaient surtout les Français établis dans les États napolitains. Mais il y avait encore des articles secrets: « Si convenne inoltre che il re avrebbe pagato alla repubblica otto millioni di lire; ed il governo francese non avrebbe fatto avanzare truppe nello stato pontificio (oltre Ancona) fin tanto chè fossero terminate le questioni pendenti con Roma, e si più non avrebbe in alcun modo favorito le innovazioni che i popoli dell' Italia meridionale potessero desiderare contra i loro governi. » Coppi, 407-408.

(1) Dans l'intervalle, le vingt-quatre juin, le château de Milan avait capitulé. La garnison devint prisonnière de guerre. Dans ce temps-là il y eut une petite guerre à soutenir contre les bandes

Pô le quatorze juin, près de Borgoforte, et s'était emparé des légations de Bologne et de Ferrare, ainsi que de Ravenne. Napoléon qui, de Milan où il s'était arrêté quelque temps, s'était rendu à Modène par Tortona le dix-neuf juin, fit employer tous les moyens pour empêcher les habitants du duché de se détacher ouvertement et d'une manière décisive de leur souverain. A Bologne, il fut reçu avec des acclamations, et ce fut surtout des places de l'État de l'Église que le général français tira l'artillerie nécessaire pour le siége de Mantoue. Le pape était si effrayé des succès de Napoléon, qu'il fit comme les autres princes de l'Italie, et sollicita un armistice afin de pouvoir négocier ensuite de la paix à Paris. L'armistice fut convenu le vingt-trois juin par la médiation de l'envoyé d'Espagne, Azara, et les Français se trouvèrent provisoirement en possession des deux légations, ainsi que de la place d'Ancône (1). Bologne s'était organisée comme État libre, sous la protection française, et se flattait avec un si puissant appui d'être reconnue comme tel dans la paix qui allait intervenir.

A peine les rapports avec l'Église étaient en quelque sorte réglés, que Napoléon s'occupa d'enlever aux Anglais le point d'appui qu'ils avaient dans le port libre de Livourne. Il avait fait marcher de Plaisance par Modène une division de son armée sous le général Vaubois; et tandis que lui-même s'arrêtait à Bologne, ce corps s'avança jusque devant Pistoja, où Napoléon le rappela, et il rendit de grands honneurs à l'évêque de cette ville, qui avait fait tant de bruit par son opposition contre le saint-siége. Le premier ministre du grand-duc, Manfredini, accourut auprès de Napoléon, et fut rassuré quant aux vues des Français sur la Toscane; car le général lui protesta qu'il voulait s'avancer par Sienne, et marcher plus loin vers le sud. Mais tout à coup Murat, qui commandait l'avant-garde, tourna vers Livourne, d'où heureusement la plupart des négociants anglais avaient eu le

qui s'étaient formées dans les fiefs impériaux des Apennins. L'ambassadeur autrichien à Gênes, Gerola, avait poussé les fiefs impériaux à l'insurrection, et organisé des corps francs qui se fortifièrent avec des restes de détachements battus de l'armée autrichienne, avec des prisonniers échappés et des déserteurs sardes. Lannes fut particulièrement chargé de cette guerre. Il prit Arquata, extermina une partie des bandes qu'il y trouva, et fit raser le fort du marquis Spinola. Murat obséda le sénat de Gênes pour faire éloigner Gerola et tous les agents autrichiens, et obtint en outre que des troupes génoises rétablissent la sûreté des routes.

(1) « Qu'il livrerait cent objets d'art au choix des commissaires français, pour être envoyés au musée de Paris. » (*Mémoires de Napoléon*, l. c., p. 215.) Dès le commencement de juin, Pie VI avait fait négocier auprès de Napoléon, à Milan, par le marquis Gandi; mais Napoléon avait fait traîner les négociations jusqu'après l'occupation des légations. Alors on emmena de ces légations beaucoup de trésors en objets d'art. Bologne dut payer quatre millions de contribution. La trêve imposa aussi la condition de la mise en liberté de tous les sujets pontificaux arrêtés pour opinions politiques; plus une satisfaction pour le meurtre de Basseville, l'ouverture des ports des États de l'Église pour les vaisseaux français. Enfin, outre cent tableaux ou statues, l'on demanda cent codices et vingt et un millions de fr., savoir quinze millions cinq cent mille francs en argent, et le reste en effets. Le pape dut aussi promettre aux troupes le passage, toutes les fois qu'il serait demandé. Coppi, p. 410-411. Cependant les habitants de Lugo furent bientôt fatigués des vexations des Français; ils se soulevèrent et mirent sur pied une armée pontificale. Le cardinal Chiaramonti, évêque d'Imola, les exhorta à renoncer à leur projet; mais ils le traitèrent de jacobin. Un petit détachement qu'Augereau envoya contre eux fut battu et repoussé. Le huit juillet, le général marcha lui-même contre Lugo avec un bataillon, deux canons et deux cents hommes de cavalerie, prit la ville, la livra à ses soldats, et il écrasa l'insurrection d'une manière impitoyable

temps de s'enfuir et de gagner la Corse avec leur fortune; les autres furent arrêtés, leurs biens mis sous le séquestre, ainsi que ceux des Autrichiens et des Russes. Ensuite Napoléon se rendit de Livourne à Florence sans escorte militaire. De Pistoja, il avait encore écrit au grand-duc que le drapeau français et les propriétés des Français étaient exposés à Livourne aux insultes des Anglais; que la Toscane était trop faible pour se maintenir dans une véritable neutralité; qu'il était chargé par le directoire de repousser à Livourne la force par la force. Le grand-duc lui avait répondu courtoisement, et maintenant même, durant le séjour du général à Florence, il le traita de la manière la plus amicale. Cependant Vaubois demeurait avec deux mille huit cents hommes à Livourne, et le duché de Massa Carrara, qui n'était pas compris dans le traité conclu avec Modène, fut maintenant occupé également ainsi que toute la Lunigiana (1). D'un autre côté Nelson se saisit du port de Portoferrajo dans l'île d'Elbe; Napoléon, qui apprit cet événement à Florence, trouva une compensation dans la nouvelle de la reddition de la citadelle de Milan, qu'il reçut aussi dans la capitale de la Toscane; puis il revint par Bologne vers Mantoue, dont le siége au dix-huit juillet avait été poussé avec tant de succès, que les tranchées étaient ouvertes, et que le bombardement commença.

Cependant l'armée de Napoléon avait reçu des renforts considérables, afin de protéger le siége contre toute attaque de la part des Autrichiens; le général en chef laissa Masséna près de Rivoli, et plaça le corps d'Augereau près de Legnago, la division de Sauret sur la rive occidentale du lac de Garda. Le cabinet autrichien avait réuni de nouveau une armée d'environ cinquante mille hommes dans le Tyrol; et au lieu de Beaulieu, dépouillé du commandement supérieur, il avait mis à la tête de ses troupes Wurmser en lui donnant mission de délivrer Mantoue.

Le vingt-neuf, Wurmser commença les attaques contre les Français. Son aile gauche sous Davidovicz marcha le long de la rive gauche de l'Adige sur Dolce et Vérone; le centre dirigé par lui-même s'avança entre l'Adige et le lac de Garda, tandis que son aile droite, forte de vingt-huit bataillons et dix-huit escadrons, sous Quosdanovicz, devait se porter sur Brescia en tournant le lac de Garda. Masséna fut repoussé jusqu'à Peschiera; Sauret fut battu près de Salo, et Quosdanovicz occupa Brescia, dont la garnison fut prise avec Murat, Lannes et Lanusse.

Au milieu de telles conjonctures, Napoléon leva le siége de Mantoue et concentra ses forces sur le Chiese, tandis que Wurmser entrait dans Mantoue, ruinait les travaux de siége, et se tournait ensuite vers Goito, pour se réunir à Quosdanovicz, qui avait poussé jusqu'à Montechiari. Mais avant que cette jonction pût s'opérer, Napoléon battit Quosdanovicz le trente et un juillet près de Montechiari et Lonato, et le réduisit à se replier sur Gavardo. Vainement Wurmser remporta quelques avantages le deux août près de Castiglione, vainement Quosdanovicz s'avança de nouveau vers Lonato; Napoléon défit celui-ci le trois, chassa ensuite l'avant-garde de Wurmser de Castiglione, attaqua le cinq le corps entier de Wurmser entre Zolferino et Guidizzolo, et le rejeta sur le Tyrol. Le sept au soir, Napoléon revint à Vérone, replaça les corps de Masséna et d'Augereau sur le lac de Garda, vers les débouchés du Tyrol, et ramena le reste de l'armée devant Mantoue, qu'il fit de nouveau bloquer par le général Sahuguet.

Les progrès de Wurmser avaient provoqué çà et là dans la Lombardie des émeutes et quelques actes de violence contre les Français; ainsi à Crémone, Casalmaggiore, etc. La défaite du général autrichien ramena tout à la soumission. Casalmaggiore dut

---

(1) Botta, *Storia d'Italia*, dal 1789 al 1814, libro settimo.

payer un million de francs, et quelques rebelles furent fusillés.

Les deux généraux ennemis reçurent bientôt de leurs gouvernements respectifs des renforts considérables, et Wurmser reprit l'offensive au commencement de septembre. Il devait laisser Davidowicz avec vingt mille hommes sur l'Adige, afin d'occuper l'attention des Français de ce côté; avec les autres vingt-cinq mille hommes, il voulait marcher de Trente sur Mantoue par Bassano et Legnago.

Aussitôt qu'il eut avis de ce partage des forces ennemies, Napoléon, disposant de Vaubois et de Guyeux qui étaient postés sur la rive occidentale du lac de Garda, les dirigea par Riva contre Roveredo. Il fit observer le corps de Wurmser par Augereau, et lui-même avec la division de Masséna remonta rapidement l'Adige. Dès le trois septembre, de concert avec Vaubois et Guyeux, il attaqua près d'Ala et de Torbole, Davidowicz, qui en peu de jours fut rejeté sur Roveredo et plus loin encore. Le cinq, les Français étaient à Trente, et le corps de Davidowicz se retirait partout devant eux.

Déjà Wurmser avait pénétré jusqu'à Bassano, lorsque le six septembre il eut avis de la retraite de Davidowicz, il dut faire halte; et le même jour Napoléon, laissant Vaubois seul à Lavis, redescendit l'Adige avec la division de Masséna, fit sa jonction à Levico avec Augereau, et tomba sur les derrières de Wurmser. Le huit, il attaqua l'armée ennemie près de Bassano; ses troupes pénétrèrent heureusement dans la ville, et tandis que Quosdanowicz se dirigeait ensuite avec une division vers le Frioul, Wurmser avec dix mille fantassins et quatre mille chevaux marcha sur Vicence, puis sur Legnago, franchit l'Adige en ce lieu, et après avoir soutenu quelques combats parvint heureusement à Mantoue le treize septembre. Là il avait encore à peu près vingt-sept mille hommes à sa disposition, et il voulut continuer les opérations contre les Français; mais Napoléon, qui ramena de suite les divisions de Masséna et d'Augereau, le réduisit bientôt à se renfermer dans la place; ensuite il établit un blocus régulier sous le général Kilmaine, fit couvrir de nouveau les passages de l'Adige par Augereau, la route de la Brenta par Masséna, et surtout observer tous les débouchés du Tyrol.

L'Autriche n'était pas encore découragée. Sous les ordres du feld-maréchal Alvinzi, quarante-cinq mille hommes furent rassemblés dans les provinces limitrophes de l'Italie, et ces forces durent s'avancer sur Vérone en deux divisions, puis, opérant leur jonction, marcher sur Mantoue. Le quatre novembre, Alvinzi arriva sur la Brenta; Davidowicz devait descendre l'Adige et en forcer le passage. Mais Napoléon resta fidèle à son système de battre isolément les corps séparés des Autrichiens, et c'est ainsi qu'il triompha d'armées de beaucoup supérieures par le nombre. De Montebello, où il réunit les corps de Masséna et d'Augereau, il marcha contre Alvinzi vers la Brenta; après quelques engagements dont l'issue ne fut pas décisive, il revint sur Vérone, parce que le huit Davidowicz s'était avancé jusqu'à Rivoli. Alvinzi se mit sur les traces de Davidowicz, et marcha rapidement jusqu'à Caldiero; les deux corps autrichiens n'étaient plus séparés que par quelques lieues. Mais le douze Napoléon arrêta Alvinzi près de Caldiero par un combat meurtrier, appela du corps posté devant Mantoue quelques milliers d'hommes, qu'il laissa pour garnison dans Vérone, passa l'Adige dans la nuit du quatorze près de Ronco au-dessous de Vérone, et le quinze attaqua les Autrichiens du côté où, en raison du terrain marécageux, tout coupé de fossés, l'on ne pouvait combattre que sur les digues, en sorte que la supériorité du nombre n'était plus d'aucun avantage. Dans cet engagement Napoléon lui-même courut le plus grand danger, et il ne fut sauvé que par la valeur des siens. Le quinze il se retira sur la rive droite, laissant sur la gauche tout juste assez de troupes pour

observer le pont. Le seize, il ordonna de répéter l'attaque de la même manière, et le dix-sept il fit menacer les Autrichiens par une partie de son armée à la droite au point de l'embouchure de l'Alpone; en même temps la garnison de Legnago devait sortir pour inquiéter les derrières de l'ennemi, tandis qu'une autre division de ses troupes défendrait les digues dont on vient de parler, et marcherait sur Arcole. Repoussés sur ce point, menacés sur les deux ailes, les Autrichiens finirent par abandonner la place; le dix-huit, Alvinzi se retira sur Montebello, afin de marcher par une autre route vers Davidowicz, qui depuis le seize avait attaqué la position de Rivoli et s'était approché de Vérone. Par la retraite d'Alvinzi, Napoléon put disposer des divisions de Masséna et d'Augereau; le dix-huit, il les mena contre Davidowicz, repoussa également celui-ci, ce qui décida Alvinzi à se porter sur Bassano. Alors l'armée française put enfin reprendre haleine et se reposer de ses fatigues. Mantoue commençant à éprouver les effets de la disette et des maladies contagieuses, était réduite à de dures extrémités; il n'y avait guère lieu de penser qu'une nouvelle armée autrichienne tenterait pendant l'hiver de marcher sur l'Italie.

Maintenant que nous avons mené si loin les événements de la guerre, nous pouvons revenir aux relations intérieures des provinces au sud du Pô, tombées en la puissance des Français. Après que le duché de Massa Carrara eut été occupé par les Français, dans la nuit qui suivit le vingt-cinq août une masse de révolutionnaires se leva dans Reggio, demandant que la ville et le territoire, au mépris du traité conclu entre Napoléon et le duc, se constituassent en république démocratique (1). La petite garnison ducale fut chassée de la ville; une députation alla réclamer protection auprès de Napoléon. Le général exhorta les républicains au repos; mais ils cherchèrent à s'unir d'intérêt avec les révolutionnaires de Milan, et firent en sorte que l'insurrection s'étendit sur tout le pays de Reggio et sur la Garfagnana; puis ils marchèrent en armes contre Modène; mais quelques décharges de la garnison les mirent en fuite. De Venise où il était, le duc offrit de supporter avec ses biens personnels une grande partie des charges qui pesaient sur le pays, et les Modenais se tinrent calmes et tranquilles. Mais au commencement d'octobre, Napoléon informa le directoire que les Modenais n'avaient été contenus que par la force; que l'on pouvait regarder les achats de vivres faits dans le Modenais pour Mantoue comme une rupture de la trève précédemment conclue, et qu'en raison des contributions qui restaient encore à payer l'on était en droit d'occuper le pays. Sans attendre la réponse du directoire, il fit occuper Modène, déclara la trève rompue, et prit Reggio ainsi que Modène sous la protection française. Lorsque arrivèrent les ordres du directoire contraires à ces mesures, il exprima ses regrets en disant qu'il était trop tard.

Des habitants de la Garfagnana et de la Lunigiana voulurent s'opposer à ce nouvel ordre de choses, et tentèrent une résistance active en novembre sous la conduite du franciscain Mazzesi; mais le général Rusca les eut bientôt dispersés, et beaucoup furent fusillés.

Cependant les négociations du directoire avec le pape avaient été conduites si loin, que l'on présenta au souvrain pontife un projet de traité qui l'eût complétement dépouillé de sa dignité aux yeux de l'Église, le menaçant, en cas de refus d'acceptation, de recourir aux armes à l'instant. Le pape rejeta les articles proposés, mais chercha encore à négocier; et, comme le directoire voulait à la fin de septembre rompre brusquement tous les rapports avec le chef de l'Église, Napoléon avertit son gouvernement que l'influence du pape sur le peuple en Italie était encore incalculable, et que par une

(1) Coppi, p. 401.

rupture ouverte on ne ferait que fortifier l'Autriche. Le directoire reconnut la justesse des observations du général, et lui confia toute la négociation avec le pape, lui donnant plein pouvoir en cas de besoin de recourir aux armes (1). Le pape chercha de son côté à gagner du temps; car, si la fortune favorisait les armes autrichiennes, il espérait alors être en état de prononcer en arbitre. L'année s'écoula sans amener de conclusion. Mais pendant ce temps les deux légations de Bologne et de Ferrare s'étaient, comme Reggio et Modène, organisées en république sous la protection de la France. Une *giunta* de sûreté commune s'occupa des moyens de mettre sur pied une force armée dans ces quatre districts, et de poursuivre les opinions contre-révolutionnaires. Un congrès de cent députés se réunit, proclama les droits de l'homme, et décréta la formation d'une légion italienne de trois mille hommes. Au mois de janvier dix-sept cent quatre-vingt-dix-sept, on était allé déjà si loin, que ces quatre districts s'érigèrent en une république cispadane; puis au mois de mars ils adoptèrent une constitution analogue à celle de France, et Bologne fut déclarée capitale du nouvel État (2).

Tandis que ces choses se passaient dans les légations, le pape, tout en continuant les négociations, avait fait des préparatifs de guerre, et était entré en rapports plus intimes avec la cour de Vienne. Des offrandes volontaires affluèrent, on fournit de l'argent et des chevaux (3); des hommes même s'enrôlèrent spontanément; tout était en mouvement.

Mais, si le pape éprouvait de grands embarras, une situation bien plus difficile en face des républicains modernes était celle des deux républiques du moyen âge, Gênes et Venise, tandis que Lucques par son insignifiance échappait à presque toutes les trames. Le onze septembre dix-sept cent quatre-vingt-seize, les Anglais prirent sur la rade de S.-Pier d'Arena une tartane française, et les Génois, afin de faire au moins quelque chose pour attester leur résolution de défendre leur neutralité, tirèrent quelques coups de canon sur les Anglais. Nelson déclara que c'était là une attaque, et demanda satisfaction, tandis que le résident français Faypoult prononça que la neutralité était violée. Pour se tirer de cette situation doublement menaçante, la république ferma provisoirement ses ports aux Anglais, qui n'avaient pas respecté sa neutralité. Alors Nelson, pour se venger, prit aux Génois l'île de Capraja (1). Par un traité avec la France, les Génois déclarèrent ensuite, le neuf octobre, que l'exclusion des bâtiments anglais durerait jusqu'à la paix, et ils résolurent pour leur défense de recevoir même des troupes auxiliaires françaises. La république française promit sa protection, garantit le territoire génois, et la suppression à la paix de tous les rapports féodaux de certaines parties du territoire envers l'empire; elle promit également sa médiation pour une paix avec la Sardaigne. Gênes donna deux millions de francs à la France, et lui en prêta autant sans intérêt jusqu'à la paix générale.

Quoique les Français eussent pour la neutralité de Venise aussi peu de respect que les Autrichiens, le directoire était néanmoins bien éloigné de céder aux instances de Napoléon, qui aurait voulu frapper la république de Saint-Marc d'une contribution de

(1) Coppi, p. 418.

(2) *Mémoires de Napoléon*, l. c., p. 365. « Les trois directeurs que nommèrent, le 26 avril, les conseils législatifs, étaient Ignazio Magnani, Lodovico Ricci et Giovanbattista Guastavillani. »

(3) « E fra gli altri segnalossi il principe Filippo Colonna, il quale regalò un reggimento di cavalleria. » Coppi, p. 419. 'était un présent digne d'un tel châtelain.

(1) Coppi, p. [illegible].

cinq millions de francs; il fut même recommandé expressément au général d'éviter une rupture déclarée, et l'on invita Venise à entrer avec la France, l'Espagne et la Porte, dans une alliance qui serait dirigée contre l'Autriche, la Russie et l'Angleterre. Mais, quoique Venise se trouvât dans la situation la plus périlleuse, placée entre les armées françaises et autrichiennes, que la cour de Madrid et le reis-effendi appuyassent les propositions de la France, la république après une longue délibération déclara ne vouloir nullement s'écarter du système si heureusement suivi dans les derniers temps de renonciation à tous projets ambitieux (1). Venise refusa également une alliance proposée par l'ambassadeur prussien à Paris, pour appuyer au moins la neutralité sur la puissance de la Prusse. L'on se contenta de faire quelques travaux pour assurer Venise contre une attaque du côté du continent, de rassembler une certaine quantité de petits bâtiments, et de mettre sur pied six mille Sclavons dans les lagunes. Quelques nouveaux impôts, et quelques offrandes volontaires couvrirent les dépenses nécessaires pour ces mesures.

Victor Amédée ne survécut pas longtemps à la paix conclue avec la France. Le quinze octobre, il fut frappé d'apoplexie à Moncalieri; le seize, il mourut dans la soixante-dixième année de son âge. Avant sa mort, il avait encore eu la joie de voir l'ordre rétabli dans l'île de Sardaigne; l'archevêque de Cagliari, d'accord avec les états, s'était rendu à Rome, et avait sollicité la médiation du pape, qui avait consenti à l'interposer, et le roi avait accordé une amnistie générale, la convocation régulière des cortès au moins tous les dix ans, la nomination de Sardes de naissance aux emplois de l'île, à l'exception de la dignité de vice-roi, enfin l'établissement d'un conseil d'État pour siéger à côté de ce représentant du souverain. Il confirma tous les droits et toutes les libertés de l'île et de ses habitants, et tout rentra dans l'ordre. A Victor Amédée succéda l'aîné de ses fils, Charles Emmanuel IV.

La détresse de Mantoue détermina l'Autriche à tenter encore quelque chose au milieu de l'hiver pour délivrer cette place. Le sept janvier dix-sept cent quatre-vingt-dix-sept, Alvinzi fit avancer le général Provera de Padoue vers Legnano, tandis que lui-même marchait sur Roveredo, et qu'un troisième corps était dirigé de Bassano sur Vérone. Le douze, Alvinzi rejeta le corps de Joubert de Montebaldo sur Rivoli; Napoléon accourut aussitôt de Bologne, et rencontra Alvinzi le quatorze près de Rivoli. Vers le soir, les Autrichiens furent contraints à la retraite. Le dix, Provera avait pénétré jusqu'à Legnano, et le quinze il parvint près du faubourg S.-Giorgio de Mantoue, que le général Miollis occupait pour les Français; afin de l'appuyer, Wurmser tenta une sortie; mais en ce moment Napoléon revenait en toute hâte de Vérone, et Wurmser fut repoussé dans la ville, après avoir vaillamment combattu; le seize Provera dut capituler avec sa division. Alvinzi se retira sur la Piave. Masséna occupa Bassano, Augereau Trévise, Joubert Trente. Wurmser, ne pouvant plus tenir, devait s'ouvrir un passage vers la Romagne; mais sa garnison était dévorée par les fièvres et les maladies contagieuses, et les soldats qui survivaient étaient presque tous à l'hôpital ou exténués. Au milieu de telles circonstances, il ne restait plus qu'à traiter de la reddition de la place. La capitulation se fit le deux février à des conditions honorables. Le lendemain, les Français occupèrent la place, dans laquelle ils trouvèrent cinq cents canons.

Les Autrichiens, ayant perdu dans Mantoue leur point d'appui en Italie, plaçaient

(1) « C'était la plus pitoyable déclaration de nullité politique; on ne voulait pas faire tomber le fardeau d'une guerre sur les sujets, et d'ailleurs les faibles ressources de Venise n'auraient été d'aucun secours aux trois autres puissances. » Coppi, p. 433-434.

maintenant toutes leurs espérances dans l'archiduc Charles, jusqu'alors toujours victorieux, et qui devait conduire encore une armée contre Napoléon. Mais à la fin de février les Français avaient réuni dans la vallée de l'Adige vingt mille hommes, et quarante mille sur les frontières du Frioul.

Cependant à la cour d'Espagne, où le prince de la Paix était tout-puissant, l'on avait conçu le projet de procurer à la ligne parmesane de la maison d'Espagne la dignité royale, d'amener sous ce nouveau sceptre l'État de l'Église, et de transporter au pape l'île de Sardaigne. Napoléon parut adopter ces idées; mais il n'en traita pas moins le duc avec l'orgueil et le dédain dont il accablait les autres princes d'Italie, et le directoire se montra entièrement opposé à de tels projets; le duc lui-même, animé d'une piété sincère, manifesta le plus grand effroi lorsqu'il fut informé d'un complot qui insultait à tous les droits.

Il transpira quelque chose de ces plans, et le pape fut naturellement rattaché de plus près encore à la cause de l'Autriche, qui, pour soutenir les intérêts du pape, demanda Ferrare et Comacchio. Cependant le général Colli fut envoyé à Rome avec quelques autres officiers. Au commencement de janvier, Napoléon fit enlever à une poste autrichienne des dépêches qui l'instruisirent complétement de ce qui se tramait entre Vienne et Rome; aussitôt il fit publier une partie du contenu de ces dépêches par les journaux, rappela de Rome le chargé d'affaires français, et forma un corps français et cispadan pour attaquer l'État de l'Église. Le premier février, il lança un manifeste sur la conduite perfide de Rome; puis il se mit en mouvement contre les États pontificaux, qui devaient être défendus par neuf mille hommes sous les ordres de Colli, mais répandus dans Rome, Civita Vecchia, les Marches et la Romagne. Le capitaine Lopez, chargé de défendre le pont de Sennio entre Imola et Faenza avec quatre canons, après quelques décharges donna, le deux février, le signal de la fuite, qui se continua et entraîna tous les corps plus considérables établis dans ces cantons; les Français arrivèrent au pas de course le neuf sous Ancône. Le général Bartolini abandonna aussi cette ville, ne laissant que le major Mileto dans le fort, et le major Borodini avec mille hommes, posté sur une élévation dominant les environs. Ces derniers jetèrent leurs armes après une courte résistance; le fort se rendit sans qu'une épée eût été tirée. Napoléon détacha aussitôt Marmont vers Loreto pour piller l'église; mais le trésor avait été sauvé. On ne trouva que des objets de moindre valeur, et l'image de la mère de Dieu, que, dans le triomphe de l'impiété, l'on osa envoyer à Paris. De Livourne, les Français allèrent aussi occuper Perugia; d'Ancône ils marchèrent sur Macerata, Tolentino, Camerino et Foligno, dont ils prirent possession. Colli était à Terni avec les troupes de Rome et de Civita Vecchia; il rallia les fuyards des Marches, et occupa les gorges des montagnes tournées vers Spoleto. Mais le pape, qui n'avait jamais possédé beaucoup de courage, perdit encore le peu qui lui restait, et prépara sa fuite vers Naples. La nouvelle de la capitulation de Mantoue lui enleva toute espérance. Le prince de Belmonte, ambassadeur napolitain à Rome, fit des propositions de paix à Napoléon à Ancône, menaçant de la colère de son roi, qui ferait marcher des troupes; mais on l'éconduisit ironiquement; une réponse officielle rejeta toutes les fautes sur Rome, et laissa toutefois quelque espoir de la paix.

Avant que cette réponse fût connue à Rome, Pie VI avait déjà chargé le cardinal Mattei, le prélat Caleppi, le duc Luigi de' Braschi et le marquis Camillo Massini de conclure la paix. Ces députés trouvèrent Napoléon à Tolentino, au moment même où le général apprenait l'arrivée de l'archiduc Charles à Trieste, et se trouvait par là plus disposé à la paix; toutefois les conditions ne furent pas moins dures et moins humiliantes pour le successeur de saint Pierre,

Elles furent signées le dix-neuf février (1).

Afin de remplir les vides causés dans les finances du pape par l'accomplissement de ces conditions, le gouvernement exigea le onze août de tous les biens ecclésiastiques un sixième à titre d'emprunt. Les anciens impôts furent grossis, de nouveaux furent établis; et il fallut en outre ordonner la vente de la cinquième partie des biens de l'Église, des propriétés communales, et de celles qui, ayant appartenu aux jésuites, n'avaient pas été données en emphytéose. Tout le papier monnaie pontifical, comprenant plus de cent *scudi* sur un seul titre, dut être retiré de la circulation, et ne put valoir désormais que pour l'acquisition des biens en question. On espérait ainsi relever le crédit; mais avant que ces mesures et d'autres pussent être exécutées, de nouveaux événements politiques se pressèrent.

Cette paix conclue, Napoléon revint bien vite sur le territoire vénitien. Le dix mars, il dirigea la division de Masséna de Bassano sur Feltre et Bellune; lui-même, avec les corps de Serrurier, d'Augereau et de Bernadotte, s'avança dans les plaines du Frioul vers la Piave. Le douze, ses troupes franchirent la Piave; et l'archiduc se retirant toujours, elles passèrent, le seize, le Tagliamento, et, le dix-neuf, l'Isonzo. Dès le vingt-trois, Trieste fut occupée par la cavalerie française, et Bernadotte se montra devant Gœrtz et Laybach. Guyeux et Masséna prirent Corpanetto et Tarvis; et l'archiduc ayant voulu faire occuper de nouveau ces points importants par une division de ses troupes, les Autrichiens furent repoussés. En même temps Joubert était arrivé par Botzen, Brixen et la vallée de Puster à Billach; les Autrichiens se retirèrent sur Klagenfurth. Napoléon lui-même avait marché sur Billach; il battit les ennemis au commencement d'avril près de Friesach, et poussa jusqu'à Judenburg et Knittelfeld. L'avant garde était près de Léoben. Il se trouvait dans ces cantons lorsque le sept avril au soir il consentit à une suspension d'armes que lui demandèrent les Autrichiens (1). Le neuf, Napoléon transporta son quartier général à Léoben; ses avant-postes étaient à Bruck. Le treize mai arrivèrent le comte Meerveldt et l'envoyé napolitain marquis di Gallo, comme plénipotentiaires de l'empereur François II. L'armistice fut prolongé jusqu'au vingt; et aussitôt que fut arrivé le

(1) Telles furent les conditions (Coppi, II, p. 130) : « Le pape renonce à toute alliance contre la France, et cinq jours après la ratification de la paix, congédie toutes les troupes qu'il a levées depuis la trêve de Bologne. Les ports du pape sont fermés à tous les bâtiments armés des États ennemis de la France, et la république française rentre, à Rome et dans l'État de l'Église, dans tous les droits dont la France y avait joui. En outre, le pape abandonne à la France Avignon et le comtat Venaissin, les légations de Bologne et de Ferrare, ainsi que la Romagne. Ancône reste occupée par les Français jusqu'à la paix générale sur le continent. Le gouvernement papal payera à la France, avant le six mai, à Foligno, quinze millions de francs, savoir dix millions en argent, et cinq millions en diamants et en objets précieux; de plus, il payera encore en argent et en objets précieux, en mars dix millions, et en avril cinq millions; il livrera aussi beaucoup de productions naturelles. Les objets d'art et les manuscrits exigés lors de la trêve, et qui n'ont pas encore été livrés, le seront avant peu, et jusqu'à l'accomplissement de ces conditions l'armée française restera sur le territoire pontifical. Toutes les personnes poursuivies pour opinions politiques, dans l'État de l'Église, seront mises en liberté, et l'on doit payer trois cent mille francs comme indemnités aux personnes qui ont souffert par suite du meurtre de Basville. »

(1) *Mémoires de Napoléon*, vol. IV, p. 84. « Tout le pays jusqu'au Simmering fut occupé par l'armée française. Grætz, une des plus grandes villes de la monarchie autrichienne, lui fut remise avec sa citadelle. »

baron de Saint-Vincent, avec de pleins pouvoirs plus étendus, les négociations marchèrent si rapidement, que le dix-huit furent signés les préliminaires de paix (1).

Relativement à l'article qui fixait un congrès à Berne vers la fin d'avril, l'empereur exprima par son plénipotentiaire le désir de pouvoir négocier auparavant une paix définitive et séparée avec la France dans une ville d'Italie. Le directoire y consentit, et donna des pleins pouvoirs à cet effet à Napoléon et au général Clarke. Meerveldt et le marquis di Gallo restèrent chargés de soutenir les intérêts de l'Autriche; et la première conférence s'ouvrit le vingt-cinq mai à Montebello, où Napoléon tenait une sorte de cour. Cependant les Français, comme nous le montrerons plus tard, avaient déjà occupé toute la terre ferme de Venise; et l'on posa maintenant comme base de la négociation « que tout le territoire vénitien à la gauche de l'Adige passerait sous la domination autrichienne, à la droite de ce fleuve serait à la disposition des Français pour la nouvelle république italienne. » La prétention de la cour de Vienne d'obtenir Mantoue et Brescia fit traîner la négociation en longueur; ce qui entrait dans le plan de l'Autriche. Peu de temps après s'évanouit l'espoir d'une paix générale. Des changements qui s'opéraient dans le directoire eurent pour suites le rappel de Clarke et l'accroissement de l'influence de Napoléon. L'Autriche se montra plus disposée à faire des concessions dans les négociations qui furent continués à Udine (1), et auxquels prit part aussi le comte de Cobentzel. Dans la nuit du dix-sept au dix-huit octobre fut enfin signée la paix à Campo Formio entre Udine et Passeriano (2).

(1) Selon ces préliminaires, les plénipotentiaires des puissances belligérantes devaient se réunir à Berne, et conclure, dans le délai de trois mois, une paix définitive. Cependant les hostilités devaient cesser, l'empereur devait céder à la France les anciens Pays-Bas autrichiens, et reconnaître cette république dans ses limites actuelles. En Italie, l'empereur devait renoncer à tout ce qu'il avait possédé sur la rive droite de l'Oglio et du Pô. D'un autre côté, les troupes françaises devaient évacuer la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le Tyrol et le Frioul; l'Autriche devait conserver la Dalmatie et l'Istrie vénitiennes, et de la terre ferme, ce qui était situé entre l'Oglio, le Pô et les États héréditaires. Le territoire vénitien entre l'Adda, le Pô, l'Oglio, la Valteline et le Tyrol passerait à la France. Venise devait être indemnisée avec les légations de Bologne, Ferrare et la Romagne; Forte Urbano ou Castelfranco resterait seul en la possession des Français dans ces cantons. Une république devait être formée avec les territoires cédés à la France à l'ouest de l'Oglio par l'empereur et la république de Venise, et le duc de Modène serait dédommagé de son duché perdu à la paix générale.

(1) Napoléon se tenait à Passeriano, les négociateurs autrichiens restaient à Udine. Coppi, II, p. 25.

(2) Relativement à l'Italie, cette paix contenait les conditions suivantes : La France acquiert sur les territoires vénitiens, Corfoue, Zante, Céphalonie, Santa-Maura, Cerigo, et les dépendances de ces îles : Butrinto, Urta, Bonizza, et tous les établissements vénitiens au-dessous du golfe de Lodrina. L'Autriche acquiert sur les territoires vénitiens l'Istrie, la Dalmatie, les îles de la mer Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise avec les lagunes, et tous les cantons entre les États héréditaires autrichiens, l'Adige, le Tartaro, le canal di Polisella, le Pô et la mer Adriatique. La nouvelle république italienne (la Cisalpine) obtient sur Venise le reste des cantons de terre-ferme, et elle est reconnue par l'empereur, qui cède le Brisgau au duc de Modène, en dédommagement des États que celui-ci perd en Italie. Dans des articles secrets, l'empereur s'oblige encore à ne pas troubler la république française dans ses dispositions relativement aux anciens fiefs impériaux au midi du Pô, et à s'employer auprès de l'empire pour la renonciation aux droits de suzeraineté en Italie.

Après avoir suivi de la sorte les événements de la guerre jusqu'à leur conclusion, il est nécessaire de jeter aussi un regard sur la situation politique de la haute Italie. Bientôt après l'élection des nouveaux directeurs cispadans, Napoléon leur écrivit le dix-neuf mai, que lui et la Romagne désiraient la réunion de cette province à la république cispadane; mais que, d'un autre côté, Modène et Reggio devaient en être séparées pour être incorporées, ainsi que Massa et Carrara, à la république cisalpine, établie dans la Lombardie.

Une telle manière d'agir inspirait trop d'effroi pour que l'on ne se conformât point à la volonté du général; mais partout se manifesta le désir (1) de voir aussi les trois légations réunies à la république cisalpine. Le directoire de Paris n'était pas disposé à favoriser ce projet; il refusa de s'y prêter jusqu'en juillet; puis il céda, et transmit à Napoléon des pleins pouvoirs pour la réunion; ce qui mit fin à la république cispadane.

Cependant des portions du pays des confédérés avaient été travaillées par un agent français, Comeyras; et dès le mois de mai la Valteline, Borenio et Chiavenna s'étaient soulevés contre la confédération. Les deux partis qui étaient aux prises sollicitèrent la médiation de Napoléon, et le général déclara, le dix octobre, que la manière dont les insurgés avaient été traités les affranchissait des traités antérieurs, et les replaçait dans le droit naturel; qu'ils pouvaient, selon leurs désirs, se réunir à la république cisalpine. La république cisalpine déclara les cantons révoltés parties intégrantes et inséparables de son territoire.

Dans le traité de Campo Formio, la circonscription territoriale de la république cisalpine, après ces événements, put maintenant se déterminer de telle sorte, qu'elle comprît:

1° Les anciennes possessions autrichiennes en Italie à l'occident de l'Adige;

2° Les anciens territoires modenais, et Massa Carrara;

3° Les trois légations;

4° Les territoires vénitiens à l'ouest de l'Adige;

5° Campione, Macagno et d'autres fiefs de l'empire, qui se trouvaient dans la Lunigiana et les enclaves de la Toscane et de Parme;

6° La Valteline, Bormio et Chiavenna.

Le neuf novembre, on y joignit encore:

7° Quelques territoires du Parmesan sur la rive gauche du Pô.

Quant à ce qui regarde l'organisation intérieure de cette république, divers comités à Milan travaillant, naturellement sous la direction suprême de Napoléon, avaient si bien avancé les choses jusqu'au huit juillet, qu'en résumé la constitution suivante put être publiée:

La république cisalpine, une et indivisible, se divise en circonscriptions administratives appelées *dipartimenti, distretti* et *communità*.

Les citoyens de chaque *distretto* se réunissent tous les ans, le vingt et un mars, en assemblées primaires, et y choisissent un juge de paix et un électeur sur deux cents citoyens.

Tous les ans le neuf avril se réunissent les électeurs de chaque *dipartimento* en une *assemblea elettorale*, pour y choisir un membre du corps législatif, de la cour de cassation, du collége des *alti giurati* (1)

(1) Seulement les esprits religieux redoutaient les Lombards, dont les opinions étaient plus hardies.

(1) La *alta corte di giustizia* avait à prononcer sur les plaintes que le corps législatif

et des administrateurs de département; plus le président, l'accusateur public, le chancelier du tribunal criminel et les juges du tribunal civil.

Le corps législatif se compose d'un *consiglio di seniori* de quarante membres au moins et soixante au plus, et d'un *gran consiglio* de quatre-vingts membres au moins et de cent vingt au plus. Le premier corps a l'initiative dans la législature, le second la confirmation.

Le pouvoir exécutif est confié à un directoire de cinq membres, que choisit le corps législatif.

Le directoire nomme les ministres.

L'armée ne doit qu'obéir.

Les impôts publics sont décrétés annuellement par le corps législatif.

Un institut scientifique doit être formé, et l'on doit avoir la liberté de parler, d'écrire et d'imprimer sur tous les sujets.

Napoléon nomma les premiers directeurs de la nouvelle république (1); ce furent Serbelloni, Alessandri, Moscati, Paradisi et Containi Costabili. Sommariva devint secrétaire d'État (2). En dépit de la déclaration que la république française renonçait à son droit de conquête, et reconnaissait la Cisalpine comme État indépendant, la plus grande partie de l'armée française resta sur le territoire de cet État. Le Corse Fiorella fut mis à la tête de la force armée de la république, et beaucoup de Français y occupèrent des postes importants. Le peuple fut extrêmement mécontent de cet état de choses; les impôts étaient plus élevés que jamais; tout ce qui était sacré aux yeux des habitants se trouvait abattu, ou exposé aux outrages; et à Bologne, à Lodi, à Monza et Pavie, il y eut des scènes de violence; il en fut de même dans les territoires détachés des Grisons; mais partout les mouvements furent étouffés par la force. Les cours de Turin, Florence et Parme reconnurent naturellement la république; et le pauvre pape, s'arrêtant dans une trop longue hésitation, fut menacé de la manière la plus insolente et la plus grossière; il endura ces affronts, et se résigna aussi à une reconnaissance le premier décembre (1).

Nous avons fait connaître les nouvelles puissances qui s'élevèrent en grande partie sur le sol dépendant de Venise; maintenant nous allons tourner nos regards à l'orient,

---

portait contre ses propres membres ou ceux du Directoire.

(1) Coppi, II, 39.

(2) Napoléon fit aussi modifier le code civil selon son opinion; par exemple, supprimer les fidéicommis, etc.

(1) Peut-être n'est-ce pas ici le moment de poursuivre en détail l'histoire des nouvelles républiques éphémères d'Italie; toutefois, relativement aux destinées immédiates de la Cisalpine, on peut remarquer que là, un parti ayant voulu se former pour l'indépendance à l'égard de la France, Berthier reçut pour instruction de l'étouffer, même par la force. Les députés de la Cisalpine à Paris, Visconti, Serbelloni (qui avait abandonné sa place dans le directoire) et Rangoni, conclurent, le vingt et un février dix-sept cent quatre-vingt-dix-huit, avec Talleyrand, une alliance entre les deux républiques, par laquelle la Cisalpine était rendue entièrement tributaire de la France. Les hommes, dans la Cisalpine, qui s'opposèrent à la ratification, furent persécutés et privés de leurs emplois. Un traité de commerce fut également conclu dans la même pensée; puis, par l'entremise de l'envoyé français, Trouvé, quelques changements furent opérés dans la constitution de la Cisalpine décrétée par Napoléon, parce que Larévellière-Lepaux était jaloux de la gloire du général. Brune tenta de protéger par la force l'ancienne constitution, le trente octobre dix-sept cent quatre-vingt-dix-huit; mais il fut rappelé par le directoire de Paris, et envoyé en Hollande. La Cisalpine resta fille obéissante du directoire. Coppi, II, p. 159-171.

pour contempler la ruine de cette antique république.

Dès la fin de l'année précédente, dans le pays de Bergame et de Brescia, des clubs s'étaient formés avec les idées révolutionnaires françaises, et avaient rempli de terreur les autorités supérieures de Venise (1). Le gouverneur de Bergame se crut menacé de si graves dangers, que, dans la nuit du onze au douze mars, il fit ranger devant son palais la garnison vénitienne de six cents hommes, et ordonna que des patrouilles parcourussent les rues de la ville. Il y avait aussi une garnison française dans la ville, et elle se mit sous les armes (2). Une fermentation générale agita Bergame, et les membres de l'association révolutionnaire se réunirent dans le *palazzo del commune*, où il élurent des officiers municipaux et proclamèrent la liberté (3). Les troupes vénitiennes de leur côté n'osèrent point, à cause des Français, se servir de leurs armes, et les déposèrent lorsqu'elles se virent menacées par les rebelles.

Les révolutionnaires de Brescia, ayant à leur tête les frères Lecchi, appelèrent maintenant des secours de Bergame; dans la nuit du dix-huit au dix-neuf mars, ils allèrent au-devant de leurs alliés, et annoncèrent au gouverneur Mocenigo l'arrivée des troupes auxiliaires venues aussi de Milan. Ce gouverneur et le *provveditore* Battaglia, ne voulurent à aucun prix s'engager en de mauvais rapports avec les Français quoi qu'il pût arriver, et ne firent rien. Les rebelles proclamèrent la liberté, la garnison vénitienne déposa les armes. Le vingt-huit, Crema se révolta aussi, et bientôt tout le territoire vénitien à la droite du Mincio fut en insurrection.

La république de Venise se plaignit à Paris, et députa auprès de Napoléon Francesco Pesaro et Giambattista Cornaro, pour faire un appel à son équité, et le prier, comme témoignage de sa désapprobation, de faire au moins restituer les citadelles de Brescia et de Bergame à Venise. Mais Napoléon répondit à Gœrtz, où les députés l'atteignirent sur la route d'Autriche, que les Français n'avaient pris aucune part aù soulèvement des sujets de Venise, et que d'ailleurs, en cas de retraite, il devait avoir les deux citadelles à sa disposition. Au reste il essaya de calmer les inquiétudes de la république, afin de maintenir ses derrières bien libres, et Venise dut se résigner à lui payer un million de francs par mois, pour délivrer son territiore des vexations qu'il subissait de la part des troupes françaises, et mettre un terme à leurs extorsions.

Alors seulement à Venise l'on ouvrit les yeux et l'on reconnut le danger sous lequel on se trouvait; l'on songea enfin aux moyens de préserver la capitale; on réunit dix mille Sclavons et trois mille cinq cents hommes de troupes italiennes; l'on posta deux cent six bâtiments armés dans les lagunes, l'on rétablit les anciennes batteries, l'on en éleva de nouvelles, on se procura des vivres et de l'eau douce. Les paysans montagnards au nord de Bergame, de Brescia et de Vérone, qui étaient soumis à Venise, se trouvaient animés de sentiments hostiles aux Français; déjà ils s'étaient armés spontanément contre eux; maintenant ils furent équipés plus complétement, et formés en milices. Ces gens descendirent des vallées de Trompia, Sabbia et Canonica dans les vastes plaines, et tombèrent partout sur les détachements disper-

(1) Napoléon avait établi à Milan une espèce de comité directeur, qui imprimait le mouvement à tous les clubs chargés de révolutionner les États vénitiens. (*Note du traducteur.*)

(2) Les Français étaient au nombre de quatre mille, et comme les conjurés paraissaient s'appuyer sur cette force, les troupes vénitiennes n'osèrent point s'opposer à leur mouvement.

(3) Les nouveaux magistrats municipaux publièrent aussitôt un manifeste adressé au peuple souverain; puis, au nom de ce peuple souverain de Bergame, on écrivit à la république Cispadane pour annoncer le triomphe de la liberté, et le désir d'entrer en confédération. (*Note du traducteur.*)

sés des Français. Ils pénétrèrent jusque sous les murs de Bergame et de Brescia. Les habitants de la première ville tinrent bon, et furent soutenus par les Français, qui repoussèrent les paysans dans les gorges des montagnes. Mais le second corps de montagnards qui s'était avancé contre Brescia sous les ordres du comte Fioravante, commença le quatre avril à tirer sur la ville. Le cinq, ces bandes furent aussi mises en fuite par les Bresciens, et poursuivies jusqu'à Salo ; mais là Fioravante opposa une vigoureuse résistance, et enveloppa les Bresciens. L'un des Lecchi, chef de ces bourgeois, fut pris et emmené à Venise, tandis que Lahoz avec des troupes lombardes dispersait enfin les paysans. Salo fut saccagée le quatorze avril par les auxiliaires de la démocratie.

Cependant la haine contre les Français avait emporté, dans le reste du pays vénitien, les habitants à bien des violences, et ces mouvements n'avaient pas peu contribué à faire accepter si promptement à Napoléon l'armistice proposé par les Autrichiens. Lorsque tout à coup, par la retraite de l'Autriche, la république se vit isolée dans l'arène, elle essaya, en exprimant sa désapprobation des soulèvements, qu'elle avait considérés jusqu'alors d'un œil complaisant, de se représenter de nouveau comme fixée dans la neutralité. Mais aussitôt après la concession de l'armistice, Napoléon avait investi Kilmaine du commandement supérieur des troupes restées en Italie, et adressé à Victor l'ordre de s'avancer de la Romagne où il se trouvait dans le pays de Venise. L'ambassadeur français à Venise, Lallemant, dut requérir la république de déclarer, sous un délai de douze heures, si elle voulait la paix ou la guerre. Dans le dernier cas, il devait partir à l'instant; si au contraire on se décidait pour la paix, il devait exiger que toutes les personnes arrêtées pour cause d'opinions politiques fussent mises en liberté, et les paysans désarmés; enfin que la république acceptât la médiation de la France pour arranger ses différends avec Bergame et Brescia. En même temps Junot était chargé de présenter au doge une lettre qui devait être lue dans le sénat, et de réclamer une réponse sous vingt-quatre heures; mais la lettre était conçue en termes si menaçants, que les nobles, agités des plus vives terreurs, répondirent aussitôt d'un ton humble et pacifique. On envoya de nouveau deux députés à Napoléon, Francesco Donato et Leonardo Giustiniani.

Pendant ce temps les passions populaires ajoutaient aux embarras du sénat. A Vérone, il y avait sous le marquis Maffei Muridei, et sous les comtes Nogarola, Giusti et Marescalchi, mille hommes de troupes de ligne, deux mille Sclavons et quelques milliers de miliciens. Un corps autrichien était revenu par les montagnes du Tyrol jusque dans les environs de la ville. Tout cela encouragea les Véronais excités déjà contre les Français, et deux jours après la lecture de la lettre de Napoléon dans le sénat, le quatorze avril au soir, le peuple et les Français en vinrent aux mains dans la ville. Environ quatre cents Français furent massacrés; neuf cents à peu près, retirés dans le *palazzo del commune*, furent protégés par les magistrats; d'autres parvinrent à se réfugier dans la citadelle. Les forts qui étaient au pouvoir des Français furent attaqués aussi, mais sans succès, tandis que de ces positions les Français canonnaient la ville. Cet état de choses dura cinq jours; le dix-huit, le podestat vénitien Contarini, et le *provveditore* Giovanelli, s'étaient retirés de Vérone à Vicence. Le soulèvement de Vérone trouva des approbateurs à Venise, et le vingt Contarini et Giovanelli revinrent avec deux mille hommes pour attaquer régulièrement les forts. Mais pendant ce temps Lahoz avec des troupes lombardes, Chabran avec trois mille Français, étaient arrivés à marches forcées; les Vénitiens et les Véronais furent bientôt eux-mêmes serrés de très-près. Lorsque le vingt-deux arriva la nouvelle de la conclusion de la paix, les autorités vénitiennes

conclurent avec les commandants français un armistice, à l'effet de négocier. Mais le général Balland demandant, le vingt-trois, que l'on se rendît à merci, les *provveditori* Erizzo et Giovanelli rejetèrent ces conditions, abandonnèrent Vérone la nuit suivante, et de Padoue ils écrivirent au sénat qu'ils avaient dû se dérober à la vue du peuple, et se soustraire à la fureur des Français. A la nouvelle de la fuite honteuse des *provveditori*, les Véronais conclurent, le vingt-quatre, un accord avec Balland tel que ce général l'avait proposé aux autorités vénitiennes, et payèrent quarante mille ducats pour racheter leurs vies et leurs biens. La garnison vénitienne fut prisonnière de guerre; les Français occupèrent la ville, et une nouvelle municipalité prit la place des anciennes autorités; mais, dans le premier emportement de la passion, les troupes françaises commirent des atteintes à l'ordre, et Kilmaine, à son arrivée, demanda encore cent vingt mille ducats de rançon. Ensuite Napoléon en exigea cinquante mille, et bien d'autres choses, l'argenterie des églises, tous les chevaux de carrosse et de selle de la ville, etc... Beaucoup de Véronais furent arrêtés; on en fusilla plusieurs.

Le vingt avril, un bâtiment français armé s'était approché du port de Venise, et en avait été repoussé, sous le prétexte que nul vaisseau armé ne pouvait être admis, à quelque nation qu'il appartînt. Le commandant français Laugier voulut braver toutes les défenses, en sorte que les batteries du fort Saint-André finirent par tirer sur le vaisseau. L'on en vint à un engagement; Laugier périt, et des Albanais abordant le bâtiment le pillèrent. Le gouvernement blâma ce dernier acte, et restitua ce qui avait été pris.

Lorsque Napoléon reçut les députés vénitiens Donato et Giustiniani, le vingt-cinq avril, à Grœtz, après la conclusion de la paix avec l'Autriche, il ne savait encore rien de la mort de Laugier. Il s'entretint avec eux comme s'il admettait pour Venise une existence durable, sous la réserve de nom- modifications de territoire et de constitution. Mais aussitôt après toute la terre ferme fut occupée par les Français et les Autrichiens. De partout l'on chassa les autorités vénitiennes, on séquestra les biens des nobles; enfin Venise fut comme bloquée du côté de terre. Telle était la situation des choses, lorsque le trente arriva le rapport des députés de Grœtz. Le doge Luigi Manini appela une délibération extraordinaire de quarante-trois nobles, qui occupaient les plus hauts emplois de la république; et d'après leur avis il déclara, le premier mai, au grand conseil, que dans la déplorable situation où l'on était réduit, il fallait investir de pleins pouvoirs les délégués qui se trouvaient auprès de Napoléon. Le grand conseil donna les pouvoirs réclamés, et Aluisio Mocenigo fut adjoint aux députés déjà nommés.

Mais maintenant, lorsque les négociations furent reprises, Napoléon demanda l'arrestation et la punition des inquisiteurs d'État qui partout avaient favorisé et provoqué les soulèvements contre les Français, ainsi que du commandant qui avait ordonné les mesures prises contre Laugier; déclarant qu'il voulait bien encore suspendre les hostilités jusqu'au sept mai. Le deux mai, la *consulta* du doge prit la résolution de représenter au grand conseil la nécessité absolue de se soumettre. Le quatre mai, le grand conseil décréta l'arrestation des inquisiteurs Barberigo, Cornaro, Gabrielli, du commandant du château du Lido (Pizzamano), et la mise en liberté de toutes les personnes poursuivies pour opinions politiques. La république espérait ainsi, à force de lâcheté, prolonger son existence.

Le huit mai, Napoléon fit paraître un manifeste dans lequel il reproduisait encore ses reproches contre les actes de perfidie exercés par les Vénitiens sur les derrières de l'armée Sous vingt-quatre heures, tous les employés vénitiens devaient quitter la terre ferme; l'ambassadeur français devait aussi

partir de Venise, et l'armée vénitienne être traitée en ennemie. Le général écrivit au directoire qu'il fallait effacer le nom de Venise de la terre. L'ambassadeur vénitien à Paris n'eut plus qu'à prendre ses passe-ports. Déjà toutes les troupes vénitiennes de terre ferme étaient au pouvoir des Français, lorsque des députés vénitiens, venant trouver Napoléon à Milan, lui communiquèrent les lâches résolutions de leur gouvernement. Il se décida à une trêve, afin de négocier sur les changements démocratiques à opérer dans l'État vénitien. Tandis que des conférences se tenaient à Milan, déjà il était bien connu à Venise même comment, dans la paix de Léoben, l'on avait disposé des territoires de la république. La ville était bloquée, la noblesse, tenue en crainte par la prise de possession de ses propriétés; des agitateurs dressaient la tête; les Sclavons, qui depuis longtemps n'avaient pas reçu de solde, menaçaient. Condulmer, qui commandait dans les lagunes, et Morosini dans la ville, déclarèrent qu'ils n'avaient pas les moyens de résister en cas de nécessité. Dès le cinq, toute force morale était abattue, au point que Condulmer reçut pour instruction, en cas d'attaque, de traiter pour l'occupation pacifique de la ville. Le huit, le doge parla de déposer sa dignité, et ne la conserva que sur des instances pressantes. Les préparatifs de défense de la ville paraissant en tous points insuffisants, l'on prit la résolution de licencier les Sclavons. La lâcheté de Morosini entraîna la république plus loin encore; il ne rêvait que plans, complots effroyables, tramés par les habitants mêmes de Venise, disposés en faveur des Français (1). Il s'adressa donc à un révolutionnaire à peine relâché, Giovan Andrea Spada, le priant de s'employer auprès de son parti pour prévenir des désastres. Celui-ci entra en conférence avec un noble influent, Francesco Battaglia, puis alla trouver le secrétaire de la légation française resté dans la ville. Le diplomate indiqua les moyens pour le gouvernement de regagner la confiance du peuple et du général français. Les propositions étaient en partie monstrueuses; néanmoins, après quelque hésitation, on les adopta (1). On

(1) Il paraîtrait, d'après le tableau suivant donné par Botta, que les craintes de Morosini n'étaient pas entièrement dénuées de motifs: « A questo fine ancora Villetard, e gli altri repubblicani rimasti in Venezia, menavano un romore incredibile contro l'aristocrazià, come se ella fosse la maggior peste che sia al mondo, esaltavano la democrazià, accennavano che il solo mezzo di placare lo sdegno di Buonaparte era di ridurre il governo alla democrazià; a questo fine altresì dai medesimi continuamente si animavano e si concitavano contro le antiche forme gli amatori di novità, ed eglino confortati dall' aspetto delle cose ai disegni loro tanto favorevole, più apertamente insidiavano, e minacciavano lo stato: al medesimo intento finalmente si spargevano ad arte voci di congreghe' segrete, di congiure occulte, di armi preparate. Il terrore era grande, le fazioni accese, i malvagi trionfavano... » *Storia d'Italia*, dal 1789 *al* 1814, libro decimo.

(1) Toutefois, il paraît que le sénat en corps aurait défendu les anciennes coutumes; les meneurs agirent de telle sorte que l'on ne fit point décider la question par son autorité. Le doge et ses conseillers, les trois chefs des quaranties, les juges actuels, les juges de terre-ferme, les juges sortis de charge, et les trois chefs du conseil des dix, délibérèrent sur ce qu'il convenait de faire dans la situation lamentable où la république était réduite. Les avis se partagèrent; les uns voulaient que l'on cherchât les moyens de regagner la bienveillance des Français, d'autres que l'on se défendît jusqu'à la dernière extrémité; mais un messager ayant apporté la nouvelle que les Français cherchaient à s'approcher, la terreur se mit dans l'assemblée. Il fut décidé que le doge demanderait au grand conseil le pouvoir d'altérer la constitution. Le lendemain, premier mai, le doge exposa la situation de la république au grand conseil; on n'entendit d'abord que des gémissements, puis cinq cent quatre-vingt-dix-huit voix contre

proclama la démocratie (1), et l'on invita le commandant de l'armée de blocus à faire occuper la ville après le départ des Sclavons. En attendant l'entrée des troupes françaises, quelques troubles éclatèrent; mais on possédait encore assez de moyens pour les étouffer. Baraguay d'Hilliers fit occuper les forts le quinze mai, et le seize la ville, qui depuis sa fondation n'avait jamais été souillée par la présence d'un soldat ennemi. Le doge informa le peuple que le gouvernement était remis à une autorité municipale, et que le grand conseil s'était de lui-même dessaisi de son pouvoir.

Napoléon reçut le quatorze à Milan la nouvelle des dernières résolutions du grand conseil pour le changement de la constitution; le seize, il fit un traité de paix et d'amitié avec les députés vénitiens. Cet acte réglait ce que les circonstances avaient déjà établi (2). Des articles secrets obligeaient d'ailleurs Venise à consentir aux changements de territoire que proposerait la France, à payer trois millions de francs en argent et trois millions en équipements maritimes, à livrer trois vaisseaux de guerre et deux frégates, vingt tableaux et cinq cents manuscrits, comme Napoléon les ferait choisir. En outre Baraguay d'Hilliers prit à Venise tous les biens des Anglais, des Russes et des Portugais, et ce qui appartenait au duc de Modène (1).

Après que la flotte française sous les ordres de Brueys dans l'Adriatique eut été fortifiée par les vaisseaux vénitiens, elle prit possession des îles Ioniennes. Sur le continent italien, les communes jusqu'alors soumises à Venise refusèrent d'obéir à la municipalité de cette ville, en sorte que toutes les parties du territoire de la république se détachèrent. Au mois de juin, les Au-

---

vingt et une décidèrent qu'il fallait s'humilier devant les vainqueurs. (*Note du traducteur.*)

(1) Tandis que le grand conseil délibérait (il s'agit ici de la seconde délibération du grand conseil sur les articles mêmes de la nouvelle constitution, le douze mai), quelques Sclavons, joyeux de retourner bientôt dans leur patrie, déchargèrent leurs armes; les *nobili* rassemblés, s'imaginant que c'était une insurrection populaire qui éclatait, décrétèrent la démocratie par cinq cent douze voix contre vingt; il y eut cinq voix douteuses. Coppi, p, 75-77. Le peuple, au contraire, était disposé en faveur de l'ancienne Venise, et cria: *Vive Saint-Marc*, lorsque les révolutionnaires criaient: *Vive la liberté*. Il s'agita même contre eux, les maltraita, et pilla leurs maisons.

(2) « Si stipulava da ambe le parti il giorno sedici maggio in Milano un trattato di pace e d'amicizia, tra la repubblica francese et la Veneziana; cessassero tra di loro tutte le offese; rinunziasse da parte sua il gran consiglio al suo diritto di sovranità, ordinasse l'annullazione dell' aristocrazià ereditaria, riconoscesse la sovranità dello stato consistere nell' universalità dei cittadini; a tutte queste cose consentisse con patto che il nuovo governo guarantisse il debito pubblico, il vivere dei patrizj poveri, le provvisioni a vita, la repubblica francese concedesse, siccome ne era stata richiesta, una schiera di soldati a Venezia, acciochè vi conservasse intero l'ordine e la tranquillità, vi tutelasse le persone e le proprietà, procurasse la esecuzione delle prime risoluzioni del governo nuovo; questi soldati partissero da Venezia, tosto che il nuovo governo dichiarasse non averne più bisogno; le altre troppe francese sgombrassero gli altri territorj veneti, tosto che la pace del continente fosse conclusa; si facesse sollecitamente il processo agl' inquisitori di stato, e dal comandante del Lido. La repubblica francese perdonasse ad ogni altro veneziano. » Botta, *Storia d'Italia*, libro decimo.

(1) L'on prit à ce prince, et l'on enleva de la demeure de l'ambassadeur autrichien cent quatre-vingt-dix mille sequins qu'il y avait mis à l'abri. Coppi, p. 82. Au lieu de trois millions stipulés d'abord à Milan, l'on en demanda cinq, desquels on déduisit l'argenterie des églises et les gages enlevés du mont-de-piété. Le séquestre des biens des nobles fut levé, mais après qu'on leur eut causé des dommages considérables. Le livre d'or fut brûlé.

trichiens occupèrent l'Istrie et la Dalmatie. Après la paix de Campo Formio la municipalité de Venise pensa un instant à s'opposer par les armes aux dispositions du traité en ce qui touchait la république, et l'un des membres de ce corps, Dandolo, fit prononcer le peuple sur la question de savoir s'il voulait maintenir sa liberté! Il fut répondu affirmativement, et des représentations furent adressées dans ce sens à Napoléon; mais le général français déclara au milieu de novembre ne pouvoir rien faire pour Venise. La municipalité se convainquit que la résistance était impossible et se déclara dissoute. Les républicains les plus déterminés se rendirent sur le territoire cisalpin, et une commission gouverna la ville, jusqu'à ce que les Autrichiens en prissent possession au mois de janvier dix-sept cent quatre-vingt-dix-huit.

Dans cette même année disparut une autre création du moyen âge, la république de Gênes, la seconde en importance politique sur le territoire italien.

A Gênes, depuis longtemps l'ambassadeur français Faypoult avait entretenu des éléments révolutionnaires. L'annonce de la chute imminente de l'aristocratie de Venise enflamma les démocrates qui se rassemblèrent effrontément dans la boutique d'un ancien apothicaire, Morando, et jetèrent de plus en plus la ville dans la discorde. Napoléon exprima le désir de voir Gênes partager le destin de Venise. Ni les prières officielles, ni les pouvoirs extraordinaires conférés aux inquisiteurs d'État à Gênes ne sauvèrent l'aristocratie. Par crainte de la France, on ne prit pas les moyens convenables; et néanmoins on aurait dû avoir de la confiance: car les révolutionnaires de la boutique de Morando étaient si lâches, qu'une fois ils s'enfuirent et se cachèrent, parce que par hasard deux membres de leur société avaient été arrêtés. Enfin Gianluca Durazzo et Francesco Cattaneo furent députés à Faypoult par le gouvernement pour lui porter des plaintes sur sa conduite. Mais le représentant français les accueillit avec une dédaigneuse ironie. Ensuite le vingt et un mai les révolutionnaires demandèrent tumultueusement la délivrance des deux patriotes arrêtés. Ils furent refusés, et implorèrent la médiation de Faypoult. Environ huit cents personnes se montrèrent le vingt-deux avec la cocarde tricolore, délivrèrent les armes à la main les deux captifs, s'emparèrent de la porte de l'arsenal maritime et d'autres points importants de la ville. Les troupes de la république, comme le peuple de la ville, étaient prêtes à défendre le gouvernement; le peuple s'arma et menaça ceux qui avaient arboré les trois couleurs. Par l'intervention de Faypoult, les révolutionnaires envoyèrent quatre députés auprès du gouvernement; mais cette démarche n'amena aucun résultat, et, d'après les conseils du ministre français, les autorités supérieures déclarèrent maintenant qu'elles étaient prêtes à un changement de constitution dans l'intérêt de l'État. Mais, lorsque Faypoult voulut quitter le palais pour communiquer cette résolution, le peuple en fureur se rua contre lui, et des coups de feu furent tirés.

Tandis que les autorités continuaient à délibérer, le peuple engagea la lutte, qui dura jusqu'au lendemain, et se termina par la défaite complète des révolutionnaires. Les persécutions suivirent le triomphe; puis le peuple des campagnes se leva en armes en faveur de la constitution existante. Après avoir reçu des rapports sur tout cela, Napoléon écrivit au doge Giacomo Brignole; qu'il fallait songer au repos de Gênes, à la sûreté des Français en cette ville et aux intérêts de la France; que, sous vingt-quatre heures, tous les Français arrêtés devaient être relâchés, le peuple désarmé, ses chefs punis; sinon, que le résident français quitterait Gênes, et la France commencerait la guerre. L'adjudant de Napoléon, Lavalette, lut cette lettre le trente mai dans le sénat. Comme les sénateurs désiraient aussi le désarmement du peuple, ils se conformèrent facilement à cette demande, ainsi qu'à la dé-

livrance des Français arrêtés; ils eurent plus de peine à se rendre aux exigences de Faypoult, qui voulait faire arrêter les deux inquisiteurs d'État, Francesco Maria Spinola et Francesco Grimaldi, ainsi que le noble Niccolò Cattaneo, comme chef reconnu du peuple. Toutefois l'on finit encore par céder sur ce point, et l'on envoya Michel Angelo Cambiaso, Luigi Carbonara et Girolamo Serra, revêtus des pouvoirs les plus étendus, auprès de Napoléon, pour travailler à une nouvelle constitution; l'Église et la propriété privée devaient seules être à l'abri de toute atteinte.

Les conférences de ces députés avec Napoléon commencèrent le quatre juin à Montebello, et bientôt l'on convint que désormais la souveraineté appartiendrait, non plus exclusivement à une aristocratie, mais à tous les habitants du territoire génois. Un corps législatif en deux conseils, l'un de cent cinquante membres, l'autre de trois cents, fut institué; le pouvoir exécutif fut attribué à un sénat de douze membres sous un doge. A partir du quatorze juin, une commission d'État composée du doge et de vingt-deux membres devait exercer le gouvernement, et une commission spéciale allait élaborer tous les détails d'une nouvelle constitution, qui devait garantir la religion catholique, le port franc, la dette publique et la banque de Saint-George. D'ailleurs la république française accordait amnistie à la république de Gênes.

Napoléon lui-même, par une note adressée au doge, nomma les membres de la commission du gouvernement provisoire, qui entra en fonctions le quatorze juin, et proclama la démocratie (1). Les fiefs impériaux dans les montagnes de la Ligurie, Arquata, Ronco, Torriglia, etc., furent incorporés à la république de Gênes. La nouvelle constitution que l'on élabora était entièrement semblable à celle de la Cisalpine, et l'on s'éloigna si fort des bases arrêtées précédemment, que l'on confisqua les biens de l'Église au profit de l'État. La noblesse, le clergé et le peuple s'indignaient du pouvoir qu'allait exercer la bourgeoisie, seule protégée par les étrangers, si cette constitution était proclamée. Lorsqu'ensuite au commencement de septembre quelques nobles furent arrêtés sous prétexte de leurs sentiments d'opposition, la noblesse et le peuple des campagnes de la vallée de Bisagno coururent aux armes; la ville fut menacée de tous les points. Le général Duphot, que Napoléon avait envoyé à Gênes, réunit quelques milliers d'hommes pris en partie dans les troupes disciplinées, en partie dans les partisans des Français, et battit les paysans accourus de la vallée de Bisagno le cinq, tandis que ceux de la vallée de Polcevera prenaient le fort de l'Éperon et plusieurs batteries importantes. L'archevêque Lercari se mit à traiter de la paix avec ceux-ci, et pendant ce temps une troisième masse attaqua le fort de San-Benigno. Maintenant Duphot tourna ses efforts contre ces derniers et les défit; puis il chassa ceux qui avaient occupé le fort de l'Éperon. Beaucoup tombèrent entre les mains des vainqueurs, et quelques-uns considérés comme chefs furent fusillés. Le treize, Lannes arriva avec deux bataillons d'infanterie et un escadron de cavalerie (1); l'on fit

(1) Il y avait même dans la classe élevée des partisans très-ardents des idées révolutionnaires françaises. Aussi, après la proclamation de la démocratie, on vit bien des citoyens arborer les trois couleurs; des dames mêmes d'un rang supérieur se coiffèrent du bonnet de la liberté. On alla chercher le livre d'or déposé dans le palais, on le livra aux flammes, ainsi que l'urne où se déposaient les noms des sénateurs pour les élections. (*Note du traducteur.*)

(1) Lannes ne s'occupa nullement des discussions politiques; il se contenta de loger ses soldats dans la ville, et de contenir à la fois dans le calme et le silence les nobles et les prêtres, les

quelques changements dans la constitution; l'on ne décida rien sur les biens de l'Église, et l'on établit un corps législatif en deux conseils, de trente et de soixante membres, et un directoire de cinq membres. Les fidéicommis, les droits d'aînesse, etc., furent supprimés (1). Le deux décembre, cette constitution reçut l'approbation des assemblées populaires ou primaires (2), et à partir du premier janvier dix-sept cent quatre-vingt-dix-huit la constitution de la nouvelle république ligurienne eut force exécutoire. Les premiers directeurs furent Molfino, Maglione, Corvetto, Cittardi et Costa (3).

Quant au reste de l'Italie, il y a peu de choses à en dire à partir de l'année dix-sept cent quatre-vingt-dix-sept. En vertu d'un traité, les Anglais évacuèrent le seize avril Porto-Ferrajo et les Français Livourne. Ces derniers tirèrent encore un million de *lire* du grand-duc. Après la paix de Campo-Formio, qui d'ailleurs laissa la Toscane intacte, Ferdinando II dut se résigner à une seconde contribution de deux millions de francs.

Le roi Charles Emmanuel de Sardaigne continua d'être inquiété par des mouvements et des conspirations révolutionnaires, que l'augmentation du prix des vivres rendait d'autant plus redoutables. Des bandes de révolutionnaires parcouraient le pays, dans la vue, pour la plupart, d'exploiter le désordre au profit de leurs intérêts. Elles attaquèrent les autorités royales à Cortemiglia, Monsiglio et Ceva; puis en juillet l'esprit de rébellion se répandit sur une grande partie du pays; mais, comme en général le peuple était pour le gouvernement, les troupes se rendirent bien maîtresses des provocateurs de troubles (1). Là Napoléon ne favorisa point les révolutionnaires; lui et le directoire avaient fait suivre des négociations pour un traité qui devait attacher entièrement le roi aux intérêts de la France; ce traité conclu par Clarke le cinq avril ne fut ratifié qu'en septembre. Napoléon détermina dans ce temps le directoire à la ratification, parce qu'il craignait alors une rupture des bons rapports avec l'Autriche; et il connaissait si bien l'attachement des Piémontais pour leur roi, qu'il avait coutume de dire que le Piémont n'était pas encore mûr pour la révolution (2).

L'État de l'Église devait encore éprouver cette année de pénibles agitations. Le commandant de la citadelle d'Ancône favorisait les menées des gens animés de sentiments révolutionnaires dans la ville. Ceux-ci se soulevèrent, proclamèrent la liberté le cinq juin, et installèrent des officiers municipaux. Il en résulta des troubles et des désordres de plus d'une espèce. Malgré toutes les représentations de la cour pontificale, Napo-

---

plébéiens et les patriotes. (*Note du traducteur.*)

(1) La république fut divisée en quinze départements, del Centro, di Bisagno, del Golfo Tigulio, della Cerusa, del Lemmo, dei Monti Liguri Orientali, dei Monti Liguri Occidentali, delle Palme, dell' Entella, della Vara, del Letimbro, della Maremola, della Spezia, del Capo Verde, e della Polcevera; la magistrature judiciaire, les autorités de districts et des municipalités, tout fut organisé à la française. (*Note du traducteur.*)

(2) Il y eut cent mille votes approbatifs, et dix-sept mille contraires.

(3) Coppi, p. 105.

(1) Toutefois il y eut des mouvements fort graves à Racconigi, Carignano, Chieri, Moreta, Asti, Cavale, Alba, Mondovi, Novara, même à Moncalieri.

(2) Le roi de Sardaigne faisait presser le directoire de conclure avec lui une alliance, et de lui garantir ses États; il aurait voulu les aggrandir aux dépens de plusieurs puissances italiennes, et surtout des républiques nouvelles; d'ailleurs il se montrait fort disposé à soutenir la France contre l'Autriche; le directoire ne répondit pas à ses avances; mais le roi avait un ardent intercesseur dans le général Bonaparte, qui entretenait une correspondance avec un des [illegible]. (*Note du traducteur.*)

léon ne fit rien pour comprimer ce soulèvement, et tint Ancône occupée même après la paix de Campo Formio. Le dix-neuf novembre, les habitants proclamèrent Ancône république indépendante, obtinrent de l'appui de la république cisalpine, et avec cette assistance ils révolutionnèrent en décembre Sinigaglia et Pesaro. Le général polonais Dombrowski, entré au service de la république cisalpine avec un corps entier de Polonais émigrés, réduisit S.-Leo à se rendre.

Cependant à Paris le directoire était revenu plusieurs fois au projet, en cas de vacance du saint-siége, d'empêcher l'élection d'un nouveau pape, et de mettre le temps à profit pour révolutionner Rome. D'un autre côté, à Rome même il y avait un parti entièrement adonné aux principes de la révolution française, et qui ne voulait en aucune façon supporter une si longue attente. Dès le mois de juin, ces gens s'adressèrent à Napoléon, et parlèrent si hautement de leur espoir et de leur impatience, que le gouvernement, au commencement d'août, fit arrêter les plus fougueux. L'ambassadeur français Cacault, et le frère de Napoléon, Joseph Bonaparte, qui était aussi à Rome en mission publique, s'employèrent pour eux. Les autres révolutionnaires, à la tête desquels étaient le statuaire Ceracchi et le notaire Pérugin Agretti, se réunirent en armes dans la nuit du vingt-sept au vingt-huit décembre, sur le Monte-Pincio, pour arborer le drapeau de la liberté; mais ils furent dispersés par une patrouille. Le vingt-huit, inquiétés, poursuivis, ils cherchèrent asile et protection auprès de l'ambassadeur de France dans le palais Corsini, quartier de Trastevere. Joseph Bonaparte les renvoya du palais, et plusieurs officiers français voulant appuyer l'exécution de ses ordres, lui-même empêcha une telle intervention; au milieu de tous ces mouvements vint à passer une patrouille de cavalerie qui fit feu pour effrayer les révolutionnaires; mais un piquet d'infanterie accourut, et se tint à la *porta settimiana;* les révolutionnaires se précipitèrent sur l'escalier du palais, et Bonaparte voulut parler à l'officier du piquet. Aussitôt les soldats pontificaux lui firent place; mais les fuyards, recouvrant leur audace, élevèrent de nouveau la voix avec menaces, ce qui poussa les soldats à tirer sur eux. Le général Duphot, alors à Rome, menaça les soldats, et ceux-ci, le prenant pour un ami des rebelles, le tuèrent. L'ambassadeur demanda par un billet insolent que le secrétaire d'Etat cardinal Doria se rendît à l'instant sur les lieux; et, ce dignitaire ne s'étant pas présenté, Cacault dans une seconde note réclama ses passe-ports et partit la nuit même pour Florence.

Cependant Napoléon avait abandonné l'Italie dès le milieu de novembre. Le directeur Laréveillère reçut la nouvelle de la mort de Duphot avec joie, car il espérait des succès éclatants pour la république française en Italie, et la fin prochaine du gouvernement pontifical. Napoléon dut instruire aussitôt Berthier, qui, s'attendant à quelque chose de semblable, s'était mis en marche d'Ancône sur Rome dès la fin de janvier dix-sept cent quatre-vingt-dix-huit. A Loreto, il fit prisonniers deux cents soldats du pape, qui n'opposèrent aucune résistance, non plus que toutes les troupes pontificales. Cette attitude passive leur avait été recommandée. Le pape essaya encore de se tirer d'embarras au moyen des négociations; mais Berthier refusa de rien écouter. Le dix février, les Français arrivèrent sur le Monte-Mario, et demandèrent la remise du château Saint-Ange, ce qui eut lieu aussitôt. Le lendemain ils occupèrent paisiblement tous les points importants de la ville, dans laquelle les révolutionnaires dressèrent la tête (1). Le douze, Berthier

(1) D'abord Berthier agit avec beaucoup de réserve, et envoya même un officier présenter ses hommages au pape, et lui donner toutes sortes d'assurances pour la conservation de son antique souveraineté. Le général français avait

fit désarmer les troupes du pape, et arrêter le prélat Consalvi, ainsi que le gouverneur de Rome et quelques autres (1).

Le quinze, une masse de révolutionnaires se forma sur le Forum, et là en présence de Murat et du général Cervoni elle fit dresser, par le ministère de trois notaires, un acte dans lequel on déclarait le gouvernement papal aboli, et l'on reprenait possession des droits imprescriptibles de l'homme. Après que sept consuls eurent été nommés par Cervoni, la masse marcha sur le Capitole, et y planta un arbre de liberté. Berthier entra lui-même en triomphe dans la ville, le front paré d'une couronne de laurier, et déclara au Capitole que les enfants de la Gaule arrivaient avec le rameau d'olivier pour relever les autels de la liberté fondés par le premier Brutus. Il fit publier que la république française reconnaissait la république romaine indépendante. Les otages furent mis en liberté, et le dix-huit à Saint-Pierre fut chanté un *Te Deum* où les cardinaux assistèrent.

A la nouvelle de l'érection de la république romaine, Pie VI avait déclaré que son droit venait de Dieu, qu'il ne pouvait y renoncer, et qu'un vieillard octogénaire n'avait plus rien à craindre en ce monde. Par suite de cette déclaration, le dix-huit il reçut l'injonction de quitter Rome sous deux jours, et le vingt au matin il se mit en route avec une faible escorte pour la Toscane. Il resta trois mois dans un couvent d'augustins à Sienne; puis le trente mai il se rendit à la *certosa* de Florence. Au commencement de mars, les cardinaux restés à Rome furent arrêtés, embarqués à Civita Vecchia, et dispersés en Toscane, dans les Deux-Siciles et sur le territoire vénitien. Les cardinaux Altieri et Antici, pour échapper à cette destinée et à la confiscation des biens, résignèrent leur dignité. Tous les ecclésiastiques étrangers durent quitter Rome. On comprend de suite que le pays fut accablé de réquisitions; l'argenterie fut enlevée des églises des Portugais et des catholiques anglais, et même d'autres temples. Comme malgré tout cela les officiers français étaient sans solde, que les soldats manquaient de vêtements, que Masséna, odieux aux troupes, devait venir remplacer Berthier, un certain nombre d'officiers se réunit le vingt-quatre février dans le Panthéon, et déclara que l'armée n'avait pris aucune part aux spoliations commises dans les maisons particulières, qu'il fallait châtier les coupables, et leur payer à eux-mêmes ce qu'on leur devait.

Tandis qu'ils négociaient encore avec Masséna et Berthier, la plus grande partie des Romains qui détestaient les Français, crut avoir trouvé l'occasion favorable pour se révolter contre eux, et les Trasteverins éclatèrent le vingt-cinq. Mais, avant que le soulèvement pût s'étendre plus loin, et que les *montigiani* fussent en état de venir à leur secours, les Français avaient déjà dispersé les insurgés. Aussitôt que le mouvement fut étouffé, les officiers reproduisirent leurs demandes. Masséna se retira à Monterosi, Berthier se rendit en Lombardie. Enfin l'on paya les officiers; mais leur conduite agit aussi sur les troupes de la Cisalpine, et l'on eut de la peine à calmer l'armée.

Des soulèvements en faveur du pape, dans les montagnes du Latium, furent étouffés par Murat; et après le retour de Masséna, au commencement de mars, des commissaires français apportèrent à la nouvelle république une constitution formée d'après le modèle qui servait alors pour tous les États (1). Masséna la fit promulguer. La ré-

peu de goût pour les démocrates, et il cédait à une impulsion étrangère en leur donnant des encouragements; mais bientôt il fut entraîné par les événements. (*Note du traducteur.*)

(1) Il prit en outre comme otages quatre cardinaux et quatre princes romains, demanda deux cent mille *scudi* de contribution, séquestra les biens des cardinaux Busca et Albani et tous les biens des Anglais, des Russes et des Portugais. Coppi, p. 178

(1) Seulement on avait appliqué aux choses

publique d'Ancône fut réunie à celle de Rome; mais Pesaro et S.-Leo demeurèrent à la Cisalpine. Tout le pouvoir réel à Rome resta aux chefs des troupes françaises établies dans cette ville, et la pauvre république romaine dut faire, selon les circonstances, d'énormes payements que l'on ne pouvait effectuer qu'en portant d'effroyables atteintes à la propriété particulière. La détresse fut augmentée par le papier-monnaie émis au moment de l'entrée des Français, jusqu'à la somme de vingt-sept millions de *scudi;* la dépréciation de cette valeur croissait chaque jour, d'autant plus qu'en général on avait horreur d'acheter les biens des églises et des couvents, dont un grand nombre avait été supprimé pour que leurs propriétés tombassent dans le domaine public. L'État et les particuliers éprouvèrent les plus grands embarras, et à tant de calamités vint se joindre une disette de grains (1).

Dès le mois d'avril, un soulèvement éclata en Ombrie contre la république romaine. Les insurgés, conduits par un certain Bernardini, prirent Città di Castello, massacrèrent la garnison française et toutes les personnes connues pour avoir des opinions républicaines. Puis ils s'emparèrent de *S.-Angelo in Vado*, d'Urbania, et assiégèrent Urbino au commencement de mai. Dans le cours de ce mois, le soulèvement fut étouffé par les Français. En juillet, la révolte éclata dans les environs de Rome; mais par la prise de Ferentino, Frosinone et Terracina, les Français mirent également fin à ces actes hostiles.

Cependant le roi de Naples avait fait occuper en avril Bénévent et Pontecorvo, et rassembler une armée dans la *Terra di Lavoro* et les Abruzzes. La prise de Malte par les Français provoqua encore des réclamations de la part de Naples, et en Sicile les Français devinrent si odieux, que des gens appartenant aux équipages de bâtiments français, et qui étaient descendus à terre à Trapani et à Girgenti, furent massacrés par les habitants. Après de tels actes, il fallait s'attendre à une guerre prochaine avec la France, et la cour de Naples se lia étroitement avec les puissances ennemies de ce pays. Dès le dix-neuf mai, le duc di Campochiaro conclut avec le baron Thugut à Vienne une alliance défensive entre l'Autriche et les Deux-Siciles (1). Une ligue avec la Russie fut négociée ensuite et arrêtée le vingt-neuf novembre à Pétersbourg par l'ambassadeur napolitain, Serra Capriola. A Naples même, on travailla à un traité avec l'Angleterre, et le premier décembre le marquis de Gallo et Hamilton avaient avancé les choses au point que le traité put être signé (2).

Toutes ces alliances ne pouvaient préserver les territoires napolitains des attaques des républicains. Le gouvernement de Naples recourant à des moyens violents, à peu près comme les Français, s'était procuré l'argent nécessaire pour réunir sur la frontière environ quarante-huit mille hommes bien équipés et approvisionnés. Comme on man-

---

quelques noms antiques, par exemple le conseil des anciens était appelé le sénat, celui des jeunes hommes le tribunat, les cinq directeurs portaient le titre de consuls. Les premiers consuls que nomma le général français Dallemagne, furent Angelucci, de Mattheis, Panazzi, Reppi et Visconti. On forma neuf départements, del Tevere, del Cimino, del Circeo, del Clitunno, del Metauro, del Musone, del Trasimeno et del Tronto.

(1) Cette détresse semblait être la suite de l'abolition du système féodal, des fidéicommis, des entraves apportées à la presse, etc... Les dispositions du peuple, la complication des affaires, l'avidité des commissaires français éloignèrent même les révolutionnaires du nouvel état de choses.

(1) On trouve les détails de ces négociations et de cette ligue dans Coppi, p. 204-7. Au mois de janvier de l'année suivante, la cour de Naples fit un traité avec la Porte contre la France.

(2) Ce fut la nouvelle de la bataille d'Aboukir et du triomphe des Anglais qui détermina Ferdinando.

quait d'un chef napolitain habile, le général autrichien Mack entra au service de Naples. Le roi lui-même se rendit à l'armée, et de son camp de S.-Germano lança un manifeste dans lequel il annonçait sa résolution de rétablir l'ancien ordre de choses à Rome, déclarant qu'il ne voulait faire la guerre qu'à ceux qui s'opposeraient par la force à ce dessein. Le vingt-trois novembre, l'armée passa la frontière. Micheroux avec mille huit cents hommes franchit le Tronto vers Fermo; S.-Filipo marcha d'Aquila sur Rieti avec neuf mille hommes; Moesk, à la tête de cinq mille soldats, s'avança de Sulmona sur Tagliacozzo et Tivoli; enfin Mack, avec quinze mille hommes, fit son mouvement de S.-Germano par Frosinone dans la direction de Rome, et le duc de Saxe, avec neuf mille hommes, se porta de Sessa par Terracina aussi vers la capitale du monde chrétien.

A la tête des forces françaises sur le territoire de la république romaine était alors Championet. A la nouvelle de la marche de l'ennemi, ce général fit aussitôt assurer la route par Spoleto, arrêta avec Mack une convention, et dans la nuit du vingt-quatre au vingt-cinq il se retira de Rome, où ne resta que la garnison française du château. Civita Vecchia fut aussi évacuée. Dès le vingt-six, le peuple éclata, brisa les insignes de la république, et un certain Gennaro Valentino arbora la bannière napolitaine. Le repos fut rétabli à coups de fusil, et l'on traîna des otages dans le château. Le vingt-sept au soir, l'avant-garde napolitaine entra dans la ville; la place de Civita Vecchia fut occupée par un détachement. Le vingt-neuf arriva le roi Ferdinando IV en personne, et alors fut nommée une commission pour l'administration de la ville; des révolutionnaires signalés furent poursuivis par la populace. Partout le peuple se leva dans les villes contre les autorités républicaines, surtout à Viterbe et Nepi (1).

Presque tous les soldats napolitains n'ayant jamais pris part à une guerre, leur marche ultérieure devait rencontrer des difficultés extraordinaires. Micheroux près de Fermo fut repoussé sur le Tronto par des Français et des Cisalpins de beaucoup inférieurs en nombre à ses troupes. Deux régiments furent complétement défaits entre Rieti et Terni; un petit corps polonais battit une forte division napolitaine près de Magliano. Mack avait détaché quatre colonnes pour opérer de manière à rejeter en arrière Macdonald, qui était posté près de Citta-Castellana avec des Français et des Polonais; elles furent elles-mêmes repoussées. Le six décembre, Moesk s'empara d'Otricoli; mais Macdonald reprit la place, et Moesk fut réduit à se rendre prisonnier le neuf. Mack désespéra de pouvoir exécuter quelque chose; le roi revint à Caserta, et les Napolitains évacuèrent Rome le douze; Viterbe se soumit de nouveau, et les consuls romains revinrent de Perugia où ils s'étaient réfugiés.

L'armée napolitaine se retira jusqu'à Capoue. Le général français Mathieu marcha le vingt-huit décembre par le Garigliano sur S.-Germano, où au bout de deux jours il fut joint par Macdonald et par Championet. Lemoine prit Aquila, Duhesme Pescara. La cour de Naples se crut trahie par son ministre de la guerre Ariola, et le fit arrêter; ensuite le roi appela les Abruzzes à une levée en masse; les populations de ces provinces répondirent à son appel, et assaillirent Lemoine et Duhesme, qui s'étaient réunis à Popoli, dans leur marche sur Capoue. Les habitants de Naples étaient aussi dans l'agitation; le hasard voulut qu'un courrier adressé à Nelson avec des dépêches fût pris pour un Français et massacré. Ferdinando IV redouta son propre peuple, comme il craignait déjà bien

(1) Ensuite Nepi fut reprise par les Français le deux décembre, et tout ce qui ne s'était pas enfui fut taillé en pièces. Coppi, p. 213.

des membres de la noblesse, et il résolut d'aller en Sicile. L'administration de Naples fut remise à Francesco Pignatelli di Strongoli, et la cour s'embarqua dans la nuit du vingt-trois au vingt-quatre décembre sur un vaisseau anglais faisant voile pour Palerme (1). Les officiers municipaux de Naples apaisèrent le peuple, et instituèrent une garde bourgeoise.

Le trois janvier dix-sept cent quatre-vingt-dix-neuf, Macdonald arriva près de Capoue, et fit aussitôt une attaque sur le camp retranché de Mack; mais il fut repoussé. Cependant le général français Rey, s'était avancé de Terracina contre Gaëte, et quelques grenades suffirent pour déterminer le commandant à capituler. Le neuf, Championet se trouvait près de Venafro; mais le peuple armé soutenait une terrible guerre de partisans.

Cependant à Naples la fermentation s'était accrue, et par suite des débats entre les autorités urbaines et Pignatelli sur la juridiction, elle devenait menaçante. Maintenant les révolutionnaires dressèrent la tête. L'approche des Français faisait mépriser Mack; la discipline se relâchait de plus en plus; tout tendait à l'anarchie, et pour la dompter Pignatelli rechercha un armistice. Championet, quoiqu'entouré de périls ne voulut y consentir que si Capoue lui était remise, et si ses adversaires évacuaient en outre une grande étendue de territoire (1). Capoue fut abandonnée le onze; les communications avec Rome furent protégées par Rey. Broussier s'avança par Maddalone sur Bénévent, et dans le camp français fut formé pour Naples un comité révolutionnaire sous la direction du Napolitain Laubert, réfugié auprès de Championet. La conclusion de l'armistice avait provoqué tous les éléments de fermentation, et lorsque le commissaire français Arcambal vint à Naples, le quatorze, pour recevoir le premier payement stipulé dans l'armistice, les lazzaroni se soulevèrent en poussant des cris de fureur. Le vice-roi Pignatelli fit échapper bien vite Arcambal; mais le soulèvement ne s'apaisa point pour cela; l'archevêque cardinal Capece Zurlo n'y put rien non plus. Les prisons furent forcées, le peuple s'empara des châteaux, où l'on trouva des armes en assez grande quantité. Mack n'eut plus d'autre ressource que de s'enfuir dans le camp français, et l'armée se dispersa entièrement, à l'exception de quelques compagnies sous le duc de Salandra. L'autorité du vice-roi était arrivée aussi à son terme (2); le peuple éleva par acclamation Girolamo Pignatelli, prince de Moliterno, au commandement suprême.

(1) On chargea sur des vaisseaux anglais et portugais, la partie la plus précieuse du mobilier des palais de Caserta et de Naples, on emporta les joyaux de la couronne, le trésor de Saint-Janvier contenant plus de vingt millions monnayés, une quantité considérable de vaisselle d'or et d'argent; Ferdinando en emportant ses richesses, et abandonnant ses sujets, avait laissé à Pignatelli les pouvoirs nécessaires pour traiter avec les Français; le vingt-quatre au matin, il était encore en vue du port, lorsque Nelson fit mettre le feu à tous les bâtiments Napolitains qui ne pouvaient tenir la mer, et aux magasins de l'arsenal. (*Note du traducteur.*)

(1) Il fut en outre demandé que les ports de Naples fussent considérés comme neutres, et que le roi Ferdinando envoyât aussitôt des négociateurs à Paris. Naples devait aussi payer aux Français dix millions de livres tournois, moitié le quinze et moitié le vingt-cinq janvier. Coppi, p. 300.

Championet devait se trouver bien heureux que l'on vînt lui faire des propositions d'accommodement; car alors les Abruzzes et l'ancien Samnium étaient soulevés; le général Rey avait éprouvé un échec près de Guarigliano; Macdonald avait donné un assaut inutile à Capoue; mais Pignatelli et Mack manquèrent à leur situation.

(2) Pignatelli s'enfuit en Sicile; le roi qui

Celui-ci, avec l'assistance des autorités urbaines, essaya de rétablir le calme (1), et envoya des députés à Championet (2). Aussitôt que cela fut connu, le peuple l'injuria, s'écria qu'il était un traître, et cessa de lui obéir, ainsi qu'aux autorités municipales. Le dix-neuf, un farinier, Paggio, et un *facchino*, Michele *il Pazzo* furent mis à la tête des affaires. Le pillage et le meurtre furent exercés contre les personnes attachées d'opinion aux Français (3). L'archevêque voulut calmer l'irritation au moyen d'une procession solennelle. Enfin, le vingt, le peuple marcha contre les Français, mais il fut complétement battu entre Aversa et Capoue (4).

Un second comité révolutionnaire avait été formé à Naples de concert avec celui qui se tenait dans le camp français, et la nuit qui suivit la défaite, les révolutionnaires s'emparèrent du château Saint-Elme où ils arborèrent le drapeau tricolore (1). Luttant à tous les instants contre les lazzaroni, les Français s'avancèrent sur la ville le vingt et un; et toujours combattant ils y pénétrèrent le vingt-deux; toutes les négociations furent repoussées, et l'on continua de se battre encore la nuit suivante. Enfin le vingt-trois les Français et les révolutionnaires voulant triompher à tout prix, chassèrent les lazzaroni. Michele il Pazzo fut pris, et sur l'assurance de Championet que les Français respecteraient l'Église et Saint-Janvier, il proclama la république, et ordonna de déposer les armes à ceux qui se défendaient encore. Les Français devinrent maîtres de la ville et des châteaux.

Une commission extraordinaire du vingt-cinq novembre, formée en partie de révolutionnaires, en partie d'anciens fonctionnaires, se chargea provisoirement de l'administration de Naples déclarée libre (2); mais elle ne pouvait rien faire sans l'agrément du général français. Le peuple fut désarmé. Ensuite Championet réclama non-seulement le reste de la contribution de la capitale, mais encore quinze millions de *lire* des provinces, ainsi que les impôts ordinaires. Faypoult, en qualité d'agent du directoire, prétendit que les domaines royaux, ceux de l'ordre de Malte, toutes les antiquités d'Herculanum et de Pompéi, ainsi que d'autres richesses devaient appartenir à la France, comme prix de la

---

avait refusé de ratifier l'accord fait avec Championet, fit enfermer son vice-roi dans la forteresse de Girgenti.

(1) Le prince de Moliterno fit dresser d'énormes potences en plusieurs lieux, menaçant d'y faire pendre quiconque s'agiterait sans son ordre.

(2) Il se rendit lui-même aux conférences d'Aversa pour s'entendre avec Championet; car il était effrayé déjà de la fureur sauvage de la populace. Lorsqu'il revint annoncer que le général français ne voulait écouter aucune proposition d'accommodement si avant tout on ne lui abandonnait pas les châteaux, et si l'on ne retirait pas les armes à tout ce qui n'était pas soldat, peu s'en fallut qu'on ne le mît en pièces. (*Note du traducteur.*)

(3) Le peuple massacra le duc della Torre, son frère Clementè Filomarino, un officier de marine anglais, et voulait mettre à mort l'ambassadeur français, Lacombe Saint-Michel.

(4) Le combat dura trois jours; il fallut la supériorité de la tactique militaire des Français et leur brillante valeur pour triompher de la fureur des lazzaroni.

(1) Moliterno était d'accord avec les révolutionnaires; il avait introduit dans les châteaux Saint-Elme et de l'Œuf des soldats dévoués à ses projets; et il avait employé des agents secrets pour déterminer la marche du peuple sur Aversa, afin de pouvoir plus sûrement disposer des forts. (*Note du traducteur.*)

(2) L'État de Naples fut divisé en onze départements: della Pescara, del Garigliano, del Volturno, del Vesuvio, del Sangro, dell' Ofanto, del Sele, dell' Idro, del Brendano, del Crati, della Sagra; on les subdivisa en districts, en communes; et la république fut appelé Parthénopéenne. (*Note du traducteur.*)

conquête; mais Championet expulsa Faypoult de Naples, afin de ne pas irriter le peuple davantage pour le moment. La plus grande partie des provinces resta en état d'insurrection ouverte contre le nouvel ordre de choses (1). Nous passons la description de cette petite guerre, ainsi que les tentatives des Français pour l'étouffer, et s'emparer des villes isolément dans les provinces. Après la bataille de Vérone, dont il sera question plus tard, Macdonald reçut ordre de ramener ses troupes vers la haute Italie. Car ce général avait été substitué à Championet mis en accusation à cause de l'expulsion de Faypoult (2). Des troupes anglaises et napolitaines débarquèrent à Castellamare, et les lazzaroni eux-mêmes ne furent contenus qu'à grande peine par l'influence de Michele il Pazzo. Macdonald parvint encore à chasser, le vingt-huit avril, les ennemis qui avaient débarqué; mais au commencement de mai les Français se concentrèrent à Caserta; la république de Naples fut déclarée entièrement indépendante; il ne resta que de faibles garnisons seulement à Saint-Elme, Capoue et Gaëte, et le sept mai le reste de l'armée se mit en marche pour Rome, luttant à chaque pas contre les insurgés, dont le nombre croissait journellement. Toutefois les Napolitains maintinrent la forme républicaine, instituèrent dans leur ville une garde nationale, et constituèrent le gouvernement provisoire, en partie comme commission législative, en partie comme directoire exécutif (1). On mit aussi sur pied six mille hommes de troupes régulières, et l'on trouva encore moyen de soulager la détresse des classes pauvres. L'organisation féodale et les fidéicommis furent aussi abolis; on forma des clubs patriotiques; les propriétés royales furent aliénées comme biens nationaux; l'archevêque lui-même favorisa toutes ces mesures, les prêtres prêchèrent que le Christ avait été démocrate.

Cependant le cardinal Ruffo s'approchait à la tête de son armée antidémocratique (2). Au commencement de juin, il était déjà près d'Ariano avec un corps considérable (3). Micheroux débarqua près de Manfredonia avec quelques canons, deux compagnies de grenadiers siciliens et cinq cents Russes et Turcs (4), alla joindre l'armée chrétienne et

(1) Dans les Abruzzes se distinguèrent comme chefs de bandes, Salomon (précédemment intendant), Pronio (tout récemment détenu) et Giustini nommé Sciabolone; dans la *Terra di Lavoro*, Michele Pezza, nommé Fra Diavolo, et Mammone (précédemment meunier à Sora). Coppi, p. 313. Ces bandes étaient à vrai dire des hordes de brigands. Dans les environs de Tarente et de Brindisi, le hasard fit que deux Corses, Giambattista de'Cesari et Gianfrancesco de Boccheciampe se mirent à la tête des bandes. La cour envoya le cardinal Fabrizio Ruffo lui-même en Calabre pour diriger le peuple. Coppi, p. 314, 315.

(2) Il paraîtrait aussi que Championet méditait une expédition en Sicile, et que Talleyrand, alors ministre des affaires étrangères en France, ne voulait pas que les Bourbons de Naples fussent poursuivis dans leur dernière retraite.

(1) Les membres de ce directoire étaient: Agnese, Abamonti, Albanese, Ciaja et Delfico Coppi, p. 32.

Ce fut le commissaire du directoire de France, Abriol, qui donna cette organisation; il avait été envoyé à Naples pour mettre fin aux discordes; mais il était trop tard.

(2) Dans ces troupes se signalaient comme chefs de bandes, Rodio, jeune noble de Cantazaro; Gualtieri, surnommé Pane di Grano, et Pansanera. Coppi, p. 327.

(3) L'archevêque de Naples, Capece, combattait de tout son pouvoir l'influence de Ruffo.

(4) La paix ayant été conclue entre la Russie et la Turquie, une escadre russe avait franchi les Dardanelles, et, se réunissant à la flotte du sultan, s'était emparée de toutes les îles vénitiennes de l'Archipel et de la mer Ionienne. Les succès de ces nouveaux alliés enflammaient encore davantage un peuple fanatisé, qui se

maintenant avec Ruffo marcha sur Nola. Caserta se souleva contre la république ; des bandes se réunirent de tous côtés. Salerno était déjà en pleine révolte ; Ischia et Procida furent occupées par des Siciliens et des Anglais. Les républicains disposèrent tout à Naples pour la défense, et instituèrent un tribunal révolutionnaire. Mais à l'approche de Ruffo, le treize juin, le peuple laissa les républicains sans appui. Les Russes et les Turcs qui faisaient partie de l'expédition de Micheroux soutinrent vivement l'attaque de Ruffo, et sur le soir des bandes pénétrèrent dans la ville. La lutte se prolongea le jour suivant ; des lazzaroni et des brigands se livrèrent au pillage ; tout était dans l'anarchie ; le désordre et les actes de cruauté durèrent jusqu'au dix-sept. Enfin Ruffo ayant fait proclamer le pardon pour tous ceux qui déposeraient les armes, la tranquillité fut rétablie par le moyen des troupes étrangères. Le château Neuf et le château de l'OEuf capitulèrent aussi. Le trente, Ferdinando IV, avec son ministre Acton, arriva dans la rade de Naples, et sans descendre à terre il enleva à la ville de Naples ses droits et sa constitution, supprima les *seggi* de la noblesse, érigea un tribunal (*una giunta di stato*) pour rechercher les traîtres, et forma une commission à l'effet de purger le royaume de jacobins (1). Alors les bandes se mirent à piller dans la ville ; au milieu de ce tumulte, Michele il Pazzo fut immolé comme suspect d'amitié pour les Français. On ne vit que poursuites judiciaires, exécutions. Les Français de Saint-Elme capitulèrent le onze juillet et se retirèrent ; Capoue se rendit le vingt-huit ; Gaëte, le trente. Au commencement d'août, tout le royaume était rentré sous le pouvoir de Ferdinando, qui sur ces entrefaites était retourné à Palerme après avoir nommé le cardinal Ruffo capitaine général et vice-roi de Naples.

Cependant la république romaine, après le départ des Napolitains avait encore eu à lutter contre bien des insurrections sur son territoire. Quoique Civita Vecchia, Tolfa, Subiaco fussent assujetties par la force, tout était encore prêt à secouer le joug ; et, après le départ des Français pour la haute Italie, ces cantons furent aussi bientôt remplis de bandes qui s'avancèrent des Abruzzes dans les Marches, et de la *Terra di Lavoro* vers la campagne de Rome. Le général cisalpin Lahoz, voyant qu'il était devenu suspect aux Français, passa dans les rangs des bandes des Marches, et se mit à leur tête avec le dessein de former une force militaire italienne entièrement indépendante. En outre le dix-sept mai parut une flotte russo-turque devant Ancône.

Par suite de ces événements, bientôt la misère et la famine se firent sentir à Rome. Lorsqu'ensuite la Toscane fut occupée aussi par les alliés, Garnier, qui commandait les Français restés dans la capitale de la chrétienté, déclara Rome en état de siége, déposa les consuls, sénateurs et tribuns le vingt-quatre juillet, établit un comité provisoire, et organisa tout militairement. Cependant Orvieto, Viterbe et Ronciglione se révoltèrent. Cette dernière ville fut reprise par les Français, incendiée et détruite. A la fin de juillet, Ruffo envoya sous Rodio un détachement contre Rome. Ces troupes délivrèrent au commencement d'août Anagni, Palestrina, Zagaloro, et parvinrent à Frascati le neuf ; les montagnards du Latium les appuyèrent ; mais le vingt Garnier les battit, et les rejeta sur le Garigliano. Cependant des bandes d'Aretins et des troupes autrichiennes

---

trouva bientôt en communication avec les flottes combinées, et en reçut des secours. (*Note du traducteur.*)

(1) On sait que ce fut l'amiral Nelson qui détermina le roi à refuser la ratification du traité fait avec les républicains ; le cardinal Ruffo fit de vaines représentations à ce sujet. L'amiral anglais, entrant dans le port avec la flotte, déclara les républicains prisonniers de guerre ; puis il leur fit subir toutes sortes d'outrages. (*Note du traducteur.*)

avaient pris Perugia et en dernier lieu Citta Castellana. Des fourrageurs autrichiens poussèrent jusqu'aux environs de Rome. Rodio revint à Frascati; Fra Diavolo avec ses bandes gagna Velletri. Au milieu de septembre, Ruffo envoya quelques milliers de soldats réguliers contre Rome. Une escadre anglaise parut devant Civita Vecchia.

Au milieu de telles conjonctures, Garnier capitula le vingt-neuf septembre. Il obtint pour lui et ses troupes, françaises, italiennes ou polonaises, libre retraite, et pour les républicains romains la permission de le suivre. Corneto et Civita Vecchia furent remises aux Anglais le vingt-neuf, Rome fut livrée aux Napolitains le trente. Une *giunta suprema* se mit à la tête du gouvernement de Rome. Perugia, l'Ombrie et le Patrimoine furent administrés par le général autrichien Frœhlich, qui au mois d'octobre se dirigea vers les Marches, afin d'aider au siége d'Ancône. Après une longue et vaillante défense, Monnier capitula le treize novembre avec Frœhlich, qui aussitôt fit occuper la place pour l'Autriche. S.-Leo était tombée précédemment entre ses mains. Une régence autrichienne provisoire dirigea maintenant au nom de l'Autriche l'administration de l'Ombrie, du Patrimoine et des Marches.

Les bandes sortirent peu à peu du reste du territoire romain, un État régulier s'organisa; mais le souverain légitime ne revint pas; les Français l'avaient emmené militairement, le vingt-sept mars, de la Certosa près de Florence, à Parme, puis l'avaient traîné à Turin, à Briançon, pour le déposer enfin en juillet à Valence; là il tomba malade, et mourut le vingt-neuf août au matin. Il avait recommandé que l'on tînt le conclave là où se trouverait le plus grand nombre de cardinaux. Ce fut donc à Venise que le doyen du sacré collége, Albani, convoqua le conclave. Avec l'agrément de l'empereur, l'assemblée se tint dans le cloître de S.-Giorgio Maggiore, et fut ouverte le deux décembre par trente-quatre cardinaux (1). Mais reportons encore nos regards sur l'année dix-sept cent quatre-vingt-dix-huit, afin de poursuivre maintenant les événements plus décisifs de la haute Italie.

Au printemps de dix-sept cent quatre-vingt-dix-huit, le roi de Sardaigne avait eu aussi à lutter contre des bandes d'émigrés piémontais, qui de temps en temps, sortant de la Lombardie, franchissaient les frontières du Piémont (2). Une de ces bandes fut poursuivie jusque sous les murs de la place ligurienne de Gavi; et, comme le combat continua aussi sur ce territoire, les Liguriens tirèrent sur les deux partis, mais finirent par protéger les émigrés (3). Ensuite le gouvernement génois déclara, le six juin, que le territoire ligurien avait été violé, qu'une atteinte avait été portée à la dignité de la république, et en conséquence quelques bataillons liguriens allèrent grossir la bande révolutionnaire, et passèrent la

(1) Coppi, p. 359.

(2) Les représentants français en Italie avaient mission de miner les gouvernements monarchiques tout autour d'eux; ils encourageaient donc les révolutionnaires qui pouvaient aider à renverser le trône de Charles-Emmanuel. Les bannis piémontais trouvaient en outre de l'appui auprès des deux républiques voisines. (*Note du traducteur.*)

(3) Un combat acharné s'était livré précédemment entre les démocrates et les troupes royales à Ornavasso; les premiers avaient été complétement défaits, et les principaux prisonniers avaient été fusillés à Casale; deux d'entre eux étaient des Français, ce qui avait irrité le directoire contre le roi de Sardaigne; le général français Brune était donc disposé à provoquer des mouvements en Piémont; il encourageait les Liguriens à seconder les proscrits piémontais. Ceux-ci trouvaient donc un refuge, des armes et des alliés sur le territoire ligurien. Le gouvernement du roi de Sardaigne, voyant que le directoire de Gênes ne maintenait pas sa neutralité, prit le parti de poursuivre ses ennemis dans leurs retraites. (*Note du traducteur.*)

frontière piémontaise avec une troupe de volontaires. Alors des troupes piémontaises prirent Pieve et Porto Maurizio; mais bientôt après le directoire imposa la paix, et les deux partis obéirent. Le marquis de S.-Marzano, comme député royal auprès du général Brune à Milan, conclut avec celui-ci, à la fin de juin, une convention pour le maintien du repos sur le territoire sarde, et en reconnaissance le roi céda pour quelque temps la citadelle de Turin aux Français, qui l'occupèrent le trois juillet (1). Déjà le vingt-neuf juin, Charles Emmanuel avait promis amnistie à tous les révolutionnaires; mais ceux-ci n'en devenaient que plus insolents. Une bande vint de Carosio avec quatre canons, et pénétra jusqu'à Marengo; mais là elle fut complétement défaite par des troupes piémontaises et par des paysans (2). Ensuite le repos fut maintenu à grand'peine, jusqu'à ce que des troupes de la garnison française, au mois de septembre, insultèrent par une mascarade les autorités sardes à Turin; alors la discorde se réveilla de nouveau, et des actes de violence furent commis des deux côtés. On était encore dans cet état d'irritation, lorsque s'engagea la guerre avec Naples, et les Français réclamèrent un contingent piémontais. Le roi ne le refusa pas, mais il demanda du temps pour le fournir (3), et les Français regardèrent cette réponse comme suspecte; le général Joubert à Milan déclara, le cinq décembre, que le roi de Sardaigne avait enfin jeté le masque, et que des troupes françaises occuperaient le Piémont. Le six, il fit passer le Tessino à la division de Victor, ainsi qu'à un autre corps sous Dessolles, et ordonna de surprendre Novara; les commandants des forts d'Alexandrie, Cuneo, Susa, occupèrent les villes auxquelles ils touchaient; le commandant de la citadelle de Turin se saisit de Chivasso. Partout les soldats sardes furent faits prisonniers de guerre. Le roi s'adressa à Paris, et rechercha la médiation de l'ambassadeur d'Espagne; mais, comme de tous les points des troupes françaises marchaient sur Turin, et qu'il reçut la déclaration de guerre de la république française du six décembre, motivée sur le manque de fidélité de ce prince envers la France; que l'ambassadeur français Eymar lui conseilla d'abandonner ses états sur le continent, Charles Emmanuel perdit tout courage, et fit arrêter une convention dans laquelle il abandonnait ses possessions aux Français, et recommandait à ses sujets de se soumettre à la France, aux troupes de se considérer comme une partie de l'armée française; de cette manière il obtint pour lui et sa famille la liberté de se retirer par Parme en Sardaigne. La convention fut signée par le roi le neuf décembre (1); dans la nuit, il se

(1) Après que toutes les conditions de la pacification furent arrêtées, Brune exigea encore ce dernier sacrifice du roi de Sardaigne, et publia ensuite dans un manifeste que c'était un gage de paix remis entre les mains des Français; les ministres de Russie, de Portugal et d'Angleterre songèrent alors à quitter Turin, où le roi n'était plus que l'esclave de la France. (*Note du traducteur.*)

(2) Après la défaite des républicains, les paysans s'acharnèrent sur les fuyards, qu'ils massacrèrent sans pitié à mesure qu'ils leur tombaient entre les mains; ils en fusillèrent durant deux jours. (*Note du traducteur.*)

(3) On demanda au roi six mille hommes, et il donna des ordres pour les réunir; on exigea de plus la remise de l'arsenal de Turin entre les mains des Français; il répondit que cela n'était point stipulé dans le traité d'alliance, et qu'il avait dépêché un courrier à Paris afin de s'entendre sur cet incident avec le directoire. (*Note du traducteur.*)

(1) Les républicains firent en sorte que l'acte d'abdication fût signé également par le fils du roi, le duc d'Aosta; les stipulations avaient été arrêtées entre le général Clausel pour la France, et Raimondo di S.-Germano pour le roi. On pressa le départ, de crainte que le directoire ne fît mener la famille royale prisonnière en France. Charles Emmanuel, reconnaissant des

mit en route pour Parme avec la famille royale. Passant par Livourne, il arriva le trois mars dix-sept cent quatre-vingt-dix-neuf à Cagliari, où il protesta aussitôt contre la convention qui lui avait été arrachée par la force.

Cependant Joubert établit un gouvernement provisoire pour le Piémont et le Montferrat (1). Çà et là, surtout dans le Montferrat, éclatèrent des mouvements populaires; mais ils étaient bientôt étouffés. Les grandes puissances préparaient une nouvelle lutte contre la France en Italie. C'est à l'histoire générale qu'il appartient de rapporter par quelles circonstances l'Autriche et la Russie, d'accord avec l'Angleterre, furent déterminées à porter leurs armées contre la république française, et comment celle-ci déclara la guerre à l'Autriche le vingt février dix-sept cent quatre-vingt-dix-neuf. En Italie, la lutte ne s'engagea que plus tard. Scherer arriva le onze mars à Milan, pour prendre le commandement supérieur; aussitôt il envoya Gauthier avec une division pour occuper la Toscane, Dessolles avec une seconde vers la Valteline. Il réunit environ quarante-cinq mille hommes le vingt et un, entre le Mincio et l'Adige. En face de lui se trouvaient les Autrichiens en nombre à peu près égal, sous les ordres de Kray pendant l'absence de Mélas.

Scherer fit faire une attaque simulée sur Vérone par Moreau avec trois divisions, tandis que lui-même, à la tête de trois autres, voulait se porter contre l'aile droite des Autrichiens sur le lac de Garda; en effet il attaqua le vingt-six; mais l'aile gauche des Autrichiens s'avança de Legnago. Scherer ne se sentit pas assez fort contre l'ennemi, et ordonna un monvement rétrograde. La division Serrurier, qui devait le couvrir, fut presque anéantie près de Vérone, et maintenant Kray à son tour prépara tout pour attaquer Scherer. Celui-ci, en voulant prévenir son adversaire, fut complétement défait dans une bataille près de Vérone, ou plutôt près d'Isola della Scala. Laissant dix mille hommes sous le général Foissac Latour à Mantoue, il ramena bientôt les restes de son armée sur l'Adda. Kray, se tenant encor lui-même près d'Isola della Scala, envoy son avant-garde contre Mantoue, et Bellegarde, arrivant du Tyrol, occupa Rocca d'Anfo. Ses troupes légères poussèrent leurs courses jusqu'à Brescia. Tel était l'état des choses, lorsque Kray déposa le commandement entre les mains de Mélas, le onze avril. Souwarow arriva le quatorze avec l'avant-garde russe, et prit la direction suprême de la guerre.

Disposant maintenant d'une force de quatre-vingt mille hommes, il marcha rapidement en avant, passa le Mincio, et se trouva le dix-neuf sur le Chiese. Le général Klenau, avec un corps franchit le Pô près de Borgoforte, et prit Mirandola le vingt et un. Le même jour Kray avec un autre corps s'empara de Brescia. Souwarow arriva sur l'Oglio. Hohenzollern marcha sur Crémone, Kaim sur Plaisance. Scherer, afin de pou-

procédés de Clausel, lui offrit le fameux tableau de la Femme hydropique, de Gérard Dow, que l'on voit maintenant à la galerie du Louvre à Paris. (*Note du traducteur.*)

(1) Il n'y avait à vrai dire qu'une autorité militaire en Piémont, et ce pays gémissait sous le joug le plus dur; les palais, les musées, les bibliothèques étaient spoliés; les principaux personnages étaient transportés comme prisonniers en France; les militaires incorporés dans les troupes françaises étaient humiliés. Les ressources étaient épuisées, les billets de crédit se trouvaient réduits au tiers. On abolit les fidéicommis, les droits d'aînesse; les titres de noblesse furent brûlés sur la place de Turin. Bientôt on se fatigua d'être traité en pays conquis; le gouvernement demanda la réunion à la France; la municipalité de Turin adopta ce parti; des commissaires allèrent recueillir les avis des provinces, qui se rallièrent au sentiment de la capitale. Des députés coururent porter cette résolution à Paris. Un commissaire français vint organiser l'administration à la française. (*Note du traducteur.*)

oir opposer seulement quelque résistance, ppela Macdonald de Naples, Gauthier de Toscane, Dessolles de la Valteline; mais en même temps il sollicita son congé du directoire, et remit le commandement à Moreau, qui s'efforça de se maintenir sur Adda jusqu'à l'arrivée des troupes rappelées par son devancier. Mais Souwarow parut en face de lui dès le vingt-cinq avril.

Le général russe dirigea aussitôt Wukassowicz et Rosenberg sur Lecco, Zopff et Ott sur Vaprio, Mélas sur Cassano. Seckendorf prit Crema; Bagration arriva jusque devant Como. Dans la nuit du vingt-six au vingt-sept, plusieurs corps passèrent l'Adda; après une résistance acharnée près de Cassano, et sur d'autres points, Moreau n'avait plus d'autre parti à prendre que de ramener l'armée, qui avait fait d'énormes pertes en morts et en prisonniers, et qui comptait de nombreux blessés. Laissant le général Bechand avec treize cents hommes dans la citadelle de Milan, il abandonna cette ville le vingt-huit. Son armée se dirigea vers l'ouest en partie par Plaisance, en partie par Voghera, en partie par Vigevano, sur Turin. Moreau augmenta les approvisionnements de la citadelle de Turin, laissa le général Fiorella pour commandant, et réunit le reste de son armée de vingt-six mille hommes entre Alexandrie et Tortona. Beaucoup de membres des autorités cisalpines, et tous ceux qui s'étaient compromis par leur attitude hostile contre l'Autriche, étaient venus se mettre sous la protection de l'armée française à Milan. Le clergé et l'ancien corps municipal des décurions, qui reprit ses fonctions, reçurent les alliés le vingt-neuf. La Lombardie fut occupée de nouveau au nom de l'empereur; toutes les personnes connues pour leur républicanisme, et qui ne s'étaient pas enfuies, furent arrêtées. Sur beaucoup de points de la Cisalpine et du Piémont, les habitants se soulevèrent contre les Français.

Souwarow mit à profit cette disposition du peuple, laissa un corps pour le siége du château de Milan, et détacha des divisions contre Chiavenna et Bellinzona. Wukassowicz, avec l'aide des habitants, s'empara de Novara, Vercelli, des places de Bard, Ivrea, et vint jusqu'à Chivasso. De Pavie, Souwarow dirigea un corps principal de son armée sur Tortona, un second dans la Lomellina; ces deux premiers corps passèrent le Pô entre Borgo Franco et Magarone, mais furent repoussés le douze mai. Des fourrageurs poussèrent jusque dans le Modenais. Tortona fut prise avec l'aide des habitants.

De son côté Moreau ayant appelé des renforts, fit occuper par le général Pérignon la Bocchetta, ainsi que les autres passages conduisant à la côte de Ligurie, et tanta de se maintenir sur la rive droite de la Bormida; mais il fut rejeté au delà de cette rivière, et alors il envoya une partie de son armée sous Victor, dans la *riviera di Ponente;* lui-même avec le reste tourna brusquement le dix-huit vers Turin, et se posta entre Moncalieri, Carmagnola, Racconigi et Savigliano. Il parvint ainsi à gagner du temps, et les Français purent faire passer heureusement le mont Cenis à de longs convois chargés des dépouilles de l'Italie (1).

Le dix-neuf, Souwarow s'avança vers Turin. Un corps fut détaché pour le siége de la citadelle d'Alexandrie. Le vingt-quatre capitulèrent les châteaux de Milan et de Ferrare. Ravenne, Imola, Forli, Cesena, Rimini furent occupées par les Autrichiens sous Klenau, Forte Urbano fut assiégé, Bologne observée.

Le vingt-six, l'avant-garde de Souwarow, conduite par Wukassowicz, arriva près de Turin; la garde nationale la seconda en désarmant les postes français, et le général russe entra dans la ville, où il fut reçu avec joie (2).

---

(1) Les mouvements de Moreau étaient fort embarrassés ici. De toutes parts les populations se soulevaient contre les Français; dans le Canavese, à Mondovi, Fossano, Cherasco, Ceva, Alba, Asti. (*Note du traducteur.*)

(2) De Voghera, Souwarow avait adressé aux

Pour se venger, Fiorella fit tirer à boulets rouges sur la ville, jusqu'à ce qu'il s'interdît de tels moyens par une convention le vingt-sept (1). Souwarow rétablit l'ancien gouvernement au nom du roi de Sardaigne, et nomma un *consiglio supremo* pour le diriger. Le roi confirma le président de ce conseil comme son représentant (2).

Cependant Moreau s'étant retiré vers la *riviera di Ponente*, fit couvrir par Grouchy les passages conduisant de ces cantons dans le Piémont; mais tout le Piémont passa sous le pouvoir de Souwarow (3). Le vingt-deux juillet, le général Gardanne capitula aussi dans la citadelle d'Alexandrie; le vingt-huit, la garnison de Mantoue fit de même; le corps chargé du siége se dirigea en partie vers la Toscane.

Sur ces entrefaites le directoire rappela Moreau, et lui donna le commandement en chef sur le Rhin; à sa place fut mis Joubert, qui arriva le cinq août à Gênes, où s'était dirigé aussi Macdonald au commencement de juillet avec toutes ses troupes, et où étaient parvenus des renforts considérables de France. Championet, qui avait rassemblé environ quinze mille hommes à Grenoble, dut menacer Turin; Joubert chercha à délivrer la citadelle de Tortona. Tous deux devaient se réunir près de Cuneo. Joubert pénétra en effet jusqu'à Novi; là il fut attaqué le quinze août par Souwarow, et périt dans l'action. Moreau, qui se trouvait encore auprès de lui, reprit le commandement, et il lui fallut opérer sa retraite vers le soir; le désordre se mit dans une partie de son ar-

---

Piémontais un manifeste au nom des empereurs de Russie et d'Autriche, pour annoncer qu'il venait remettre le roi légitime sur le trône de ses ancêtres, et rendre à la religion sa puissance; il les appelait donc aux armes, leur promettant assistance, et menaçant les jacobins endurcis des plus terribles châtiments. Une horrible guerre civile désola les alentours de Turin; des bandes de paysans grossissaient les troupes de Wukassowicz, lorsqu'il entra dans la capitale du Piémont avec l'avant-garde. (*Note du traducteur.*)

(1) Dès le vingt juin, Fiorella dut capituler. Coppi, p. 261. Partout retentissaient les cris: Mort aux jacobins! Vive le roi! Si un homme suspect de républicanisme tombait entre les mains des paysans, il était immolé à l'instant. (*Note du traducteur.*)

(2) Au mois de septembre, il alla même en Toscane; mais, sur les avis de la cour de Vienne, il regagna l'île de Sardaigne.

(3) Les troupes des deux parties belligérantes étaient alors distribuées ainsi qu'il suit (Coppi, p. 263-264). Alliés: vingt mille hommes devant Mantoue; onze mille cinq cents dans les montagnes qui limitent l'Italie du côté de la Suisse et de la France; quarante mille entre le Pô et le Tanaro; vingt mille sous Bellegarde devant les citadelles d'Alexandrie et de Tortona; huit mille cinq cents dans Plaisance, Parme, Reggio, Modène, et dans l'Apennin, entre Bobbio et Pontremoli; six mille sur le Panaro, dans le Ferrarais et la Romagne. Français et Cisalpins: Moreau avec vingt-six mille dans le pays de Gênes; Montrichard avec une division chargé de la communication avec Bologne, Gauthier avec une seconde devait attendre en Toscane Macdonald revenant de Naples. Macdonald était le 24 mai à Florence; au commencement de juin, réuni à Gauthier, il campait près de Pistoja; de là il fit prendre Pontremoli par Dombrowsky, comme Moreau fit occuper Bobbio par Lapoype. Ensuite le sept juin Macdonald quitta Pistoja, et marcha sur Modène; Dombrowsky et Victor s'avancèrent sur Reggio, Montrichard et Rusca sur Bologne. Klenau fut rejeté sur Ferrare; les autres généraux autrichiens dans ces cantons durent aussi opérer un mouvement de retraite. Le quatorze, Macdonald réunit les trois corps à Reggio, marcha sur Parme, Plaisance, et son avant-garde se trouva le dix-sept en face de Souwarow sur le Tidone. Le dix-huit, on en vint aux mains; le combat fut acharné, se prolongea le dix-neuf, et la nuit qui suivit Macdonald dut se retirer sur Lucques et Pistoja, vivement poursuivi par Souwarow. Toutes les places perdues, et même Bologne, furent recouvrées par les Autrichiens. Forte Urbano capitula.

mée, qui s'enfuit à la débandade. Le lendemain elle était ralliée, et prit position entre Millesimo et la Bocchetta. Comme la citadelle de Tortona était déjà convenue de recevoir une garnison de troupes alliées si elle n'était pas secourue dans l'espace de vingt jours, Moreau fit encore un mouvement sur Novi le sept septembre; mais il lui fallut se retirer le dix. La citadelle de Tortona fut rendue le onze. Bientôt après Championet prit le commandement supérieur en Ligurie, à la place de Moreau qui partait.

Toutes les tentatives des généraux français pour pénétrer de la Savoie ou des cantons suisses en Italie, restèrent sans résultat. Souwarow lui-même, vers le milieu de septembre, conduisit ses troupes russes en Suisse, où nous ne voulons pas le suivre. Mélas, à la tête de l'armée autrichienne, conserva le commandement en chef en Italie, et se flatta de chasser aussi les Français de la côte de Ligurie. Klenau s'avança au commencement d'octobre sur la *riviera di Ponente* jusqu'à Chiavari; mais Saint-Cyr, que Championet envoya contre lui vers les sources de la Vara, força par sa marche Klenau à se retirer sur la Magra. Alors Championet voulut s'avancer sur le Piémont, et le quatre novembre son armée en vint aux mains avec celle de Mélas près de Genola, Fossano et Savigliano; les Autrichiens remportèrent une victoire complète. Le lendemain, ils poursuivirent les Français jusqu'à Vignola; Championet se retira sur Borgo S.-Dalmazzo, et dut ensuite franchir les montagnes, dont les Autrichiens enlevèrent les points culminants. Il y eut encore plus tard de petites entreprises. Cuneo capitula le trois décembre. Klenau revint à Chiavari, et le quinze décembre s'avança jusque sous les murs de Gênes; mais cette fois encore il se retira sur la Magra. Ainsi s'écoula l'année dix-sept cent quatre-vingt-dix-neuf (1).

Quant à la Toscane, elle avait été occupée en mars par les Français, parce que la conduite du grand-duc n'avait pas inspiré de confiance en lui; le vingt-cinq mars, Gauthier entra dans Florence et enjoignit au grand-duc de quitter le pays, ce qui se fit le vingt-sept. Un gouvernement provisoire, que le commissaire français Reinhart composa de Chiarenti, de Gores et Puntelli, administra le pays, qui fut traité par les Français comme le reste de l'Italie. Les biens allodiaux du grand-duc, les propriétés de l'ordre de Malte furent vendues. Les marchandises anglaises et portugaises à Livourne confisquées, des objets d'art enlevés du palais Pitti. Comme il n'y avait plus en Toscane de féodalité ni aucune institution de ce genre, la révolution ne trouva presque rien à faire dans l'intérieur; néanmoins le peuple était généralement animé de sentiments de haine contre les Français. De petits soulèvements à Pistoja et Florence furent étouffés; mais le six mai un homme complétement inconnu,

(1) Dans cette année Lucques n'avait plus été, comme précédemment, épargnée par les Français. Il lui avait fallu payer des contributions, qui peu à peu s'élevèrent à trois millions de francs, et répondre à beaucoup de réquisitions. Là aussi des révolutionnaires s'étaient levés contre l'aristocratie, et sur la demande de Serrurier l'ancienne constitution avait été abolie; le quatre février, Serrurier imposa l'acceptation provisoire de la constitution ligurienne. Serrurier avait été remplacé par Miollis, lorsque le parti démocrate du pays de Lucques exigea l'abolition de la noblesse et l'attribution de la souveraineté au peuple lucquois. On élut douze députés pour organiser une constitution démocratique, et tout fut arrangé à la française; il y eut deux conseils avec un directoire; mais ensuite les uns voulaient rester indépendants, tandis que d'autres demandaient la réunion à la Cisalpine, ou même à la France. L'arrivée des Autrichiens mit l'accord entre tous ces partis. Le dix-sept juillet, les Français avaient de nouveau évacué la ville; le dix-huit arrivèrent les Autrichiens, qui mirent à la tête de l'administration une commission aristocratique, Coppi, p. 290-292.

portant la bannière autrichienne, parcourut à cheval une partie des environs d'Arezzo, proclama que les Français avaient été battus partout, et aussitôt le peuple se leva contre les nouvelles institutions républicaines. A la tête du mouvement se mit le capitaine Mari de Montevarchi ; la garnison française fut chassée, et un détachement polonais, accouru de Perugia, fut repoussé avec perte le quatorze mai. L'arrivée de Macdonald arrêta les progrès rapides du soulèvement ; mais le neuf juin les Arétins prirent Cortona ; un petit corps auxiliaire autrichien vint les joindre; des troupes toscanes grossirent ces forces, qui le vingt-neuf s'emparèrent de Sienne. Plus tard les Français évacuèrent même la Toscane septentrionale qu'ils tenaient encore occupée. Le seize, ils capitulèrent dans Livourne, et le gouvernement grand-ducal fut rétabli au nom de Ferdinando.

Durant les événements de la dernière année, Napoléon était revenu de son expédition d'Égypte en France, avait renversé le directoire; et maintenant, revêtu du pouvoir suprême sous le titre de consul, il dirigeait la république française. Tout en paraissant rechercher la paix, il prépara tout pour une campagne décisive. Championet étant mort durant l'hiver, Masséna fut envoyé à sa place en Ligurie. Aussitôt il divisa son armée en deux corps : le premier, placé entre Recco, la Bocchetta et Savone, fut mis sous les ordres de Soult; le second, entre Noli et Nice, était commandé par Suchet. Chacun d'eux était fort de douze mille hommes. Il y avait en outre cinq mille hommes sous Miollis entre Recco et le Col di Toriglia, chargés de protéger l'aile droite. Marbot était à Gênes à la tête d'une réserve de cinq mille hommes (1).

Du côté des alliés, l'empereur Paul de Russie avait rappelé son armée. Les choses se trouvaient à peu près au même point où elles étaient lorsque Napoléon parut pour la première fois comme général en Italie. Mélas était en face de l'armée en Ligurie ; à sa gauche commandaient Ott et Hohenzollern ; au centre Bellegarde et Saint-Julien; à la droite Elsnitz, Morzin et Lattermann. Le six et sept avril dix-huit cent, il fit attaquer et menacer les Français presque sur tous les points, s'avança lui-même sur Savone, et sépara ainsi les deux corps français. La Bocchetta fut occupée, et du côté de Gênes les Français furent repoussés jusque sous les murs de la ville. Une flotte anglo-napolitaine empêcha aussi par mer les communications entre les deux corps.

Le trente, Gênes fut attaquée de tous côtés, par terre et par mer ; le matin les assaillants obtinrent des succès ; mais, après midi, Masséna et Soult étant venus prendre part à la lutte, les Autrichiens furent partout repoussés, et Mélas convertit ensuite le siége en un blocus, qui, en raison du manque de vivres dans la ville, paraissait devoir amener la reddition (1). La division chargée d'observer Gênes, fut laissée sous le commandement du général Ott, et Mélas marcha vers le Var. Le sept mai, il fit attaquer les hauteurs de S.-Bartolommeo, et Suchet dut se retirer derrière la Taggia, puis sur le Var. Des garnisons restèrent à Ventimiglia, Villafranca et Montalbano. Le onze mai, Mélas entra dans Nice, où il resta quelque temps, se proposant de franchir le Var, lorsqu'il fut rappelé tout à coup par la nouvelle que Napoléon venait de passer le Saint-Bernard (2).

Cependant à Gênes la famine se faisait horriblement sentir; l'âme impitoyable de Masséna n'était nullement touchée de la détresse des habitants; il rejeta les offres de capitulation du général Ott, et laissait, sans

(1) *Mémoires de Napoléon*, par le général Gourgaud, vol. I, p. 160.

(1) Coppi, p. 386. *Mémoires de Napoléon*, l. c., p. 170.

(2) *Mémoires de Napoléon*, l. c., p. 175.

s'émouvoir, les Anglais lancer des bombes sur la ville. Ayant vérifié qu'en réduisant les distributions de vivres à la portion la plus rigoureusement indispensable, elles ne pourraient suffire à ses troupes que jusqu'au quatre juin, il proposa à ses officiers de s'ouvrir la route de Nice les armes à la main; mais ceux-ci représentèrent que l'on était réduit à huit mille hommes affamés, avec lesquels une telle entreprise n'était point praticable. Alors il se résigna enfin à engager des négociations. Les Autrichiens entrèrent volontiers en conférences (1), parce que le danger les menaçait d'un autre côté. Dans la nuit du trois au quatre juin fut conclue une capitulation, qui laissait aux troupes de Masséna, la liberté de se retirer sur Nice, assurait des transports pour les soldats qui ne pouvaient marcher, ainsi que pour l'artillerie et les bagages, et promettait des vivres à Gênes. Le quatre au soir, Masséna signa, et le même jour la porte de la Lanterne fut remise aux Autrichiens. Le six, les Français se retirèrent. Une garnison autrichienne de dix mille hommes sous Hohenzollern resta dans la ville.

Dès le mois d'avril, une armée dite de réserve avait été formée sous le commandement de Berthier; son point de réunion devait être Dijon. Napoléon dirigeait tout, mais voulait détourner l'attention publique de son entreprise. Il y parvint, tant ce corps offrait un pitoyable aspect; le sept mai, le premier consul fit passer à Dijon l'inspection de sept à huit mille hommes de troupes misérablement habillées, et mal équipées. Mais pendant ce temps l'armée s'était formée en petites divisions sur divers points; les mesures les plus sages avaient été prises pour qu'elle fût bien pourvue; et lorsque le treize mai Napoléon passa en revue l'avant-garde de l'armée réelle à Lausanne, ses troupes présentaient un effectif de trente mille bons soldats, ayant pour chefs Lannes, Victor, Murat, Monnier, et autres guerriers renommés (1). Le premier consul leur fit passer le Saint-Bernard, du dix-sept au vingt mai. Lannes, avec l'avant-garde, était déjà le dix-neuf à Aosta, où Napoléon arriva le vingt et un, avec l'arrière-garde. Tout à coup le fort de Bard opposa à la marche ultérieure de plus grands obstacles que le Saint-Bernard. Il n'y avait pas d'autre route que par la petite ville qui était sous le fort, et entièrement commandée par lui. Ici encore le génie de Napoléon trouva des ressources. Le vingt-cinq, à l'entrée de la nuit, il fit livrer l'assaut à la ville. Les Autrichiens soutinrent le feu la moitié de la nuit, tandis que l'infanterie et la cavalerie filaient par un chemin que l'on n'aurait jamais cru praticable pour la cavalerie, à côté du fort; la marche continua ainsi les nuits suivantes, l'artillerie fut transportée par les rues, que l'on avait recouvertes de fumier, afin d'étouffer le bruit; le commandant du fort ne s'aperçut de rien, et assura toujours Mélas dans ses lettres, qu'il ne laisserait point passer un torchon.

Le vingt-deux, Lannes parut devant Ivrea, où se trouvaient cinq à six mille hommes. Il attaqua la ville, et la prit ainsi que la citadelle. Le ving-six, il défit la garnison, qui s'était retirée sur Romano, et la poussa vers Turin. Le vingt-huit, Napoléon put passer la revue de son avant-garde à Chivasso, tandis que l'armée était déjà à Ivrea.

Cependant Mélas avait établi son quartier général à Turin; des renforts considérables lui arrivèrent encore de la *riviera di Ponente*. Napoléon se tourna sur Milan, d'où, en cas de désastre, la retraite lui était toujours ouverte sur la Suisse. Le vingt-sept, Murat passa la Sesia près de Vercelli. Le trente et un, Napoléon se trouvait sur le Tessino; en face de lui étaient de fortes mas-

(1) On avait déjà reçu l'ordre de lever le blocus, et de conduire ses troupes sur le Pô. *Mémoires de Napoléon*, p. 179.

(1) *Mémoires de Napoléon*, I., p. c. 205.

ses autrichiennes, formées de plusieurs petits corps d'observation. L'adjudant général Gérard fit d'abord passer une division sous un feu vivement nourri; bientôt suivit toute l'armée, et le deux juin Napoléon entra dans Milan, dont il fit aussitôt investir le château. Lannes était déjà arrivé par d'autres chemins à Pavie, le premier. Partout l'on trouva des magasins et des munitions de guerre. Le quatre, Duhesme occupa Lodi; Pizzighettone fut investie le quinze; on s'empara de Cremone. Mantoue fut saisie d'effroi; car il n'y avait dans cette place, ni vivres en assez grande quantité, ni garnison suffisante. Le général Moncey amena par la Suisse quinze mille hommes à Napoléon, et le trente et un mai il était déjà à Bellinzona.

Ott se porta rapidement de Gênes sur Plaisance, avec dix-huit mille hommes. Le huit juin, il rencontra les Français près de Montebello; car Murat avait passé le Pô à Plaisance, Duhesme à Cremone, Lannes à S.-Cipriano. Le neuf, il fut obligé de se retirer par Voghera sur Alexandrie, où Mélas réunit ensuite toutes ses forces qui n'étaient pas dispersées dans les places. Napoléon concentra environ trente mille hommes près de Stradella, et, voyant Mélas rester immobile, il passa la Scrivia le treize, et s'avança jusqu'aux environs de Marengo.

Dès le onze le général Desaix, de retour d'Égypte, était arrivé au quartier général, brûlant de venger sur l'ennemi les revers que lui avaient fait éprouver les Anglais (1). Napoléon, étonné de l'inaction du général autrichien, envoya Desaix avec une division vers la route entre Novi et Alexandrie, et Victor avec une seconde, du côté de Marengo. Le dernier chassa trois à quatre mille Autrichiens de Marengo, et augmenta les inquiétudes de Napoléon, en rapportant que l'on ne pouvait apercevoir nulle part le gros de l'armée des Autrichiens.

(1) *Mémoires de Napoléon*, l. c., p. 226.

Mais, dans un conseil de guerre, Mélas avait pris la résolution de s'ouvrir un passage les armes à la main. L'aspect de son armée avait été caché aux Français par Alexandrie. Le quatorze au matin, Mélas fit franchir à ses troupes la Bormida sur trois points; il éprouva une vive résistance de la part des Français, et Napoléon, au premier bruit du canon, rappela Desaix auprès de lui à S.-Giuliano. Lorsque Napoléon arriva sur le champ de bataille entre S.-Giuliano et Marengo, Victor avait été chassé de ce dernier lieu, Lannes se battait encore dans le voisinage de Marengo, et les Autrichiens déployaient toute la puissance de leur aile gauche. Lannes se retira lentement et en bon ordre; Desaix n'arriva qu'à trois heures de l'après-midi, au moment où Mélas, se croyant assuré de la victoire, revenait fatigué vers Alexandrie, laissant la poursuite de la bataille au chef de son état-major, le général Zach. Cependant la division Victor, mise en fuite le matin, s'était ralliée, brûlant du désir d'effacer sa défaite.

Au moment où Zach, avec six mille grenadiers, voulait aussi s'emparer de S.-Giuliano, Napoléon donna l'ordre à Desaix de charger sur ces troupes. Desaix avait déjà commandé l'attaque, lorsqu'il tomba frappé d'une balle; sa troupe ne triompha pas moins; en une demi-heure les six mille grenadiers furent dispersés, Zach et tout l'état-major ennemi faits prisonniers. Lannes, Victor et Cara Saint-Cyr culbutèrent tout devant eux, et bientôt Napoléon eut remporté une victoire complète. L'armée autrichienne en pleine déroute fut rejetée au delà de la Bormida.

Le quinze au matin parut un négociateur pour solliciter un armistice de Napoléon. Berthier se rendit à cet effet à Alexandrie, et le seize fut arrêtée la convention suivante (1):

Entre les deux armées, il y aura trève jusqu'à

(1) Coppi, p. 405. *Mémoires de Napoléon*, l. p., c. 237.

l'arrivée d'ordres de Vienne ; mais dans le délai de quatre jours les Autrichiens remettront aux Français les places de Tortona, Alexandrie, Turin, Milan, Pizzighettone, Arona et Plaisance ; de plus, avant le vingt-quatre juin, celles de Cuneo, Ceva, Savone, Gênes, et avant le vingt-six Forte Urbano. Ils évacueront le Piémont, la Ligurie, le Milanais, et se retireront sur le Mincio, de manière à ne garder que Peschiera, Mantoue et Borgoforte (1), ainsi que le Ferrarais, Ancône et la Toscane. Ils emmèneront leur artillerie ; mais ils laisseront la moitié de leurs munitions aux Français. Quels que soient les ordres venus de Vienne, les hostilités ne pourront recommencer que dix jours après la dénonciation de ces ordres.

Après que Napoléon eut ainsi enlevé aux Autrichiens, par une seule victoire, le fruit de presque tous leurs succès antérieurs ; il laissa le commandement supérieur à Masséna, se tint quelques jours à Milan, et à la fin de juin il retourna en France par Turin et le mont Cenis.

Les armes se reposèrent maintenant en Italie jusqu'à ce que les événements militaires en Allemagne tournèrent si complétement contre l'Autriche, qu'un nouvel armistice relativement à l'Italie fut conclu pour quarante-cinq jours le vingt-neuf septembre à Castiglione, entre les deux généraux ennemis. A l'expiration de cette suspension d'armes, Brune, qui était venu occuper la place de Masséna, avait en Italie quatre-vingt-dix mille hommes sous ses ordres. Macdonald était avec quinze mille hommes dans le canton des Grisons, et couvrait l'aile gauche ; Miollis, établi en Toscane avec six mille soldats, protégeait la droite.

L'armée autrichienne en Italie était commandée par Bellegarde, et présentait encore une force de soixante-dix mille hommes le long du Mincio, sur une ligne partant de Borgoforte sur le Pô, et allant jusqu'à Desenzano sur le lac de Garda. Un corps d'observation occupait le Ferrarais ; Ancône aussi avait une garnison considérable sous le général Sommariva. Cependant la Toscane avait été évacuée ; Napoléon avait demandé l'adhésion de la cour d'Espagne à la cession du pays de Parme, sous la condition d'un échange contre un plus grand territoire, et il avait proposé la Toscane. Le duc de Parme et le grand-duc voulurent s'opposer l'un et l'autre à cet arrangement. En Toscane, les troupes autrichiennes étaient commandées par Sommariva, qui se fortifia de six mille Italiens. Au commencement d'octobre, Brune, d'après les instructions de Napoléon, réclama de Sommariva la dispersion des troupes par lui rassemblées ; et sur le refus de ce chef il fit marcher le général Dupont, par Bologne, vers la Toscane. Celui-ci occupa, le quinze octobre, sans effusion de sang, Florence ; le seize, Livourne. Les Anglais se saisirent de nouveau de Porto-Ferrajo, et Sommariva se retira sur Ancône, où il désarma et licencia les troupes toscanes. Arezzo seule résista encore aux Français ; le général Monnier prit cette ville d'assaut le dix-neuf, et ensuite Dupont, laissant le général Miollis, revint en Lombardie.

Jusqu'au commencement de décembre, les armées de Brune et de Bellegarde restèrent inactives en face l'une de l'autre, entre le Mincio et l'Oglio. Ensuite Bellegarde reçut ordre d'opérer sa retraite par suite de la campagne si désastreuse pour l'Autriche au midi de l'Allemagne. Afin de se retirer avec honneur, il fit attaquer les ennemis le dix-sept décembre sur toute la ligne entre le lac de Garda et le Pô. Les troupes du Ferrarais s'avancèrent jusqu'au Panaro ; Sommariva occupa Pesaro et Rimini ; mais durant ce mouvement général, Bellegarde fit retirer son armée principale en deçà du Mincio. Les Français le suivirent ; près de Pozzuolo, il y eut encore un rude engagement. Des garnisons restèrent à Mantoue, Peschiera et Sermione ; Bellegarde franchit

(1) Le pays entre Chiese et le Mincio ne devait être occupé ni par les Français ni par les Autrichiens.

l'Adige pour marcher sur Vérone, et Brune passa également le fleuve près de Bussolenzo le premier janvier dix-huit cent un. Par suite de la convention de Styrie, Bellegarde proposa aussi une suspension d'armes ; mais les prétentions de Brune furent telles, que Bellegarde ne crut pas pouvoir y céder sans autorisation supérieure. Il laissa donc des garnisons dans les places de Vérone et de Legnago, et se dirigea sur la Piave par la Brenta. Dans cette marche, il reçut de Vienne les instructions qu'il désirait ; le seize fut signé à Trévise un armistice qui suspendait les hostilités jusqu'au vingt-cinq, et décidait qu'à l'expiration de ce terme elles ne pourraient recommencer que quinze jours après avoir été dénoncées. L'armée française devait rester sur la Livenza depuis son embouchure jusqu'à sa source, et sur une ligne tirée depuis ces sources passant par le Monte Maura jusqu'au point de rencontre avec le territoire d'Allemagne. A l'armée autrichienne étaient fixés des quartiers sur la rive gauche du Tagliamento jusqu'au Monte Maura. Elle devait remettre aux Français les places de Peschiera, Sermione, Vérone, Legnago, Ferrare et Ancône. Mantoue devait rester bloquée; mais elle serait ravitaillée tous les quinze jours.

Le vingt-six janvier fut signé à Lunéville un traité qui livra aussi Mantoue aux Français, et prolongea l'armistice, pendant lequel furent continuées les négociations de paix ouvertes auparavant ; elles se terminèrent le neuf février par une paix définitive (1).

Un corps napolitain, conduit par Damas, avait voulu marcher au secours des Autrichiens, et pendant la première trêve il était resté dans le voisinage de Rome. Lorsqu'en décembre dix-huit cent les Autrichiens recommencèrent les hostilités, ce corps s'était avancé sur Sienne, et Miollis, laissant une faible garnison dans Florence, avait concentré ses forces près de Pise. Le quatorze janvier dix-huit cent un il avait marché du côté de Sienne, et rejeté les Napolitains sur la ville; puis il les avait encore chassés de cette position, et poursuivis dans la direction de Rome. Cependant Murat avait franchi les Alpes avec dix mille hommes destinés pour le midi de l'Italie, et il marcha aussitôt vers la Toscane. Brune lui donna encore deux divisions, et près de Foligno il réunit des forces imposantes. Sur ces entrefaites, la médiation russe ayant amené des négociations pour une suspension d'armes, Micheroux fut envoyé au camp français, et le dix-huit février fut conclu un armistice qui obligeait les Napolitains à évacuer l'État de l'Église dans le délai de six jours. Les Français devaient s'établir le long de la Nera jusqu'à son embouchure dans le Tibre, sans pouvoir s'étendre au delà de ce fleuve. Les ports de Naples et de Sicile devaient être fermés aux Anglais et aux Turcs, les prisonniers français mis en liberté. En outre il y eut plusieurs stipulations en faveur d'individus poursuivis pour cause politique à Naples. Bientôt cet armistice fut suivi d'une paix signée à Florence le vingt-huit mars par Alquier, du côté des Français, et par Micheroux pour le gouvernement napolitain. La fermeture des ports aux bâtiments anglais et turcs y fut confirmée. Le roi céda à la France le *Stato de' Presidi* et la suzeraineté sur la principauté de Piombino, promit amnistie à tous les proscrits, et une indemnité de cinq cent mille francs aux agents

(1) En ce qui concerne l'Italie, nous remarquons les stipulations suivantes (Coppi, vol. III, p. 4-6) : Relativement à l'État vénitien et à Modène, les articles de la paix de Campo Formio sont renouvelés; le grand-duc renonce à la Toscane et à ses dépendances; le tout est donné au duc de Parme. Le grand-duc obtient des indemnités en Allemagne. L'empereur reconnaît de nouveau la république cisalpine et la république ligurienne, et renonce aux fiefs impériaux.

français qui avaient éprouvé des pertes par suite des événements antérieurs à Naples, Viterbe et autres lieux. Il s'engagea de plus à reconnaître les républiques appelées à l'existence par la France (1).

Nous avons suivi les événements militaires jusqu'à leur conclusion; il nous reste maintenant à signaler les institutions civiles, telles qu'elles se formèrent durant ce temps.

Immédiatement après les circonstances qui rendirent à Napoléon la domination du Piémont et de la Lombardie, un de ses soins fut de calmer les inquiétudes inspirées aux Italiens par l'esprit frivole et irréligieux des Français. Après avoir ordonné de raser les places de l'État ecclésiastique hostiles à la France, il prit des mesures relativement aux places de l'Italie réputée comme française par ses opinions, mais qui pouvaient servir de points d'appui contre la France même, telles que Bard, Arona, Cuneo, Ceva, Tortona et Serravalle; les ouvrages de la ville de Turin furent démolis (2), ainsi que ceux de la citadelle de Milan et de Forte Urbano.

Pour faire établir les rapports judiciaires et administratifs, Napoléon nomma à Milan une commission extraordinaire; il confia le pouvoir exécutif à un ministre français, Pelet (3), et la république cisalpine maintenant rétablie, dut payer à la république française, deux millions de subsides mensuels. En septembre dix-huit cent, il fixa la Sesia comme limite future de la république cisalpine. Relativement au Piémont, Napoléon laissa quelque temps dans le doute s'il ne serait pas restitué à son ancien maître (1). Cependant, en juillet dix-huit cent, il y nomma aussi un ministre français, Jourdan, pour exercer le pouvoir exécutif, et institua une commission. Dès le mois d'octobre, ce gouvernement provisoire subit des modifications dans la forme, et d'autres encore à la fin de l'année. Le Piémont dut payer à la France, d'abord un million et demi, et plus tard un million de subsides mensuels. A Gênes, Napoléon envoya comme ministre, Dejean, et là aussi il institua une commission comme en Piémont et dans la Cisalpine.

Par un décret consulaire du deux avril dix-huit cent un, le Piémont fut enfin entièrement organisé à la française; Jourdan resta avec six conseillers, à la tête du pays, qui fut considéré par la France comme un district militaire (subdivisé en six départements), sans être incorporé à la république. Mais des lois et une administration françaises y furent introduites, et même on y appliqua la conscription en dix-huit cent deux. La ville de Gênes (mais non le territoire ligurien) fut évacuée en mai dix-huit cent un par les Français (2); la Ligurie et la Cisal-

---

(1) Coppi, III, p. 12 et 13. Par des articles secrets, il fut encore stipulé que quatre mille Français occuperaient la côte des Abruzzes jusqu'au Sangro, douze mille la province d'Otrante jusqu'au Brandano, et qu'ils y resteraient en attendant la paix entre la France, la Porte et l'Angleterre; que ces troupes seraient entretenues par le royaume de Naples. Soult les conduisit dans le mois d'avril.

(2) La citadelle fut conservée.

(3) Ce commissaire rouvrit l'université de Pavie, qu'avaient fermée les Autrichiens, et assigna des revenus considérables aux professeurs; mais il n'y eut plus d'encouragements, comme par le passé, pour les révolutionnaires; les faveurs tombaient sur les hommes à tendance aristocratique. (*Note du traducteur.*)

(1) Il paraît même qu'après la victoire de Marengo il avait offert à Charles-Emmanuel la restitution de son trône, si ce monarque voulait renoncer à la Savoie et au comté de Nice. Ensuite il songea à réserver le Piémont pour la France, en attribuant la Cisalpine à Charles Emmanuel; mais ce prince ne voulut se prêter à aucun de ces accommodements. Tant d'incertitude donnait à l'administration une marche embarrassée, et jetait le désordre au sein des populations. (*Note du traducteur.*)

(2) Gênes n'avait pas été plus heureuse que les autres capitales des divers États italiens. En

pine (qui mit sur pied une force militaire de vingt-deux mille hommes) étaient ainsi redevenues en apparence des républiques indépendantes, tandis que le Piémont était réduit à la forme d'une province française.

Quant à l'État de l'Église, le conclave tenu à Venise lui avait donné un nouveau maître. Après de longues hésitations, surtout entre les cardinaux Mattei et Bellisomi, les voix se portèrent à la fin sur Chiaramonti, qui déclina cet honneur dans des temps si difficiles. Enfin il céda aux représentations du cardinal Ruffo et du prélat Consalvi, et, aussitôt que l'on fut assuré de son acceptation, il fut élu le quatre mars dix-huit cent, et prit le nom de Pie VII; il nomma *pro segretario di stato* le prélat Consalvi.

Il voulait partir aussitôt pour Rome, et prendre en main l'administration de l'État ecclésiastique; mais cela n'entrait dans les plans ni de l'Autriche, ni de Naples; car ces puissances désiraient occuper les États pontificaux jusqu'à la paix. Enfin, aussitôt après avoir obtenu l'adhésion du roi Ferdinando, Pie VII envoya les cardinaux Albani, Roverella et della Somaglia à Rome, pour se faire remettre la partie de l'État ecclésiastique que les Napolitains tenaient occupée. Les progrès des Français disposèrent aussi les Autrichiens à l'évacuation; le vingt-deux juin, les Napolitains remirent les cantons où ils étaient logés; le vingt-cinq les Autrichiens livrèrent l'Ombrie et le Patrimoine. Dès le neuf juin, Pie VII s'était embarqué à bord d'une frégate, et le dix-sept il était descendu à terre à Pesaro. Le trois juillet, il entra dans Rome, au bruit des acclamations des habitants. Il rétablit à peu près complétement les anciens rapports, et accorda une amnistie générale. Au mois d'août, il nomma son principal conseiller, Consalvi, cardinal et secrétaire d'État effectif.

Napoléon lui-même proposa au pape de négocier une convention, à l'effet de pouvoir rétablir entièrement en France le culte catholique; en conséquence Pie VII envoya l'archevêque de Corinthe, le prélat Spina, à Paris, et des relations beaucoup plus amicales s'engagèrent avec Napoléon (1). Les affaires de l'État ecclésiastique à l'intérieur furent maintenant d'autant plus faciles à régler, que pendant l'existence de la république le papier-monnaie avait été englouti dans une sorte de banqueroute; toutefois les finances étaient encore dans un grand désordre, et l'on ne pouvait y remédier que par de nouvelles dispositions dans le système d'impôts. Les frais de la cour pontificale furent réduits; on essaya de venir au secours du commerce, et l'on parvint en effet à refaire une administration régulière (2).

---

vertu de la capitulation d'Alexandrie, Hohenzollern s'était retiré, mais en exigeant des soixante négociants les plus riches un million à titre de prêt. Les Français entrèrent dans Gênes sous la conduite de Suchet. Ensuite Napoléon y institua une commission de gouvernement sous Dejean; l'administration fut plus décidée que dans le Piémont, parce que l'existence de la république ligurienne n'était pas en question; mais Gênes succombait à sa misère. L'amiral anglais Keith tenait la mer, et ne laissait rien entrer dans les ports. (*Note du traducteur.*)

(1) En juin dix-huit cent un, ces négociations avaient été poussées si loin, que Consalvi lui-même vint à Paris. Le quinze juillet fut ensuite conclu un concordat, dont les articles n'ont point ici pour nous un intérêt immédiat. Coppi, l. c., p. 88 et suiv.

(2) Nè molto tempo corse, che volendo provvedere dall' uno de' lati alla camera, dall' altro all' interesse dei comuni e dei particolari, tolse alcune tasse, nuove ne pose. Volle che i comuni si liberassero dai debiti, sulla camera pontificia trasferendogli, salvo i debiti contratti per l'annona, e gl' interessi corsi dei debiti anteriori: liberava i comuni dai luoghi di monte, sullo stato investendogli; ma al tempo medesimo statuiva, che finchè l'erario non fosse ristorato, solo i due quinti del frutti dei monti si pagassero. Comandava che i quatro quinti si corrispondessero ai possessori dei monti vacabili, e che i luoghi di monte si perpetui che vacabili fossero

Cependant, par suite de la paix de Lunéville, *le* vingt et un mars dix-huit cent un, la république française avait arrêté avec la cour de Madrid une convention par laquelle, en raison de l'opposition du duc de Parme à l'échange des territoires dont il a déjà été question, la Toscane et le *Stato de' Presidi* (à l'exception de Piombino) étaient transmis à son fils Lodovico, époux de l'infante Marie Louise, qui depuis dix-sept cent quatre-vingt-quatorze, vivait à Madrid (1). Il en fit prendre possession le deux août, et le douze il fit lui-même son entrée solennelle dans Florence. Mais des garnisons françaises restèrent à Livourne et à Pise. Toutefois on laissa au duc Ferdinando III, père du roi Lodovico, la jouissance de Parme. Ensuite il mourut subitement d'une colique, dans la nuit du huit au neuf octobre dix-huit cent deux. Le vingt-trois du même mois, les Français prirent possession du duché, qui, sous la direction de Moreau de S.-Mery, fut administré longtemps, à la manière du Piémont, comme province française.

Les efforts de Napoléon pour être nommé consul à vie de la république française, et sa proclamation, qui se fit en effet au mois d'août dix-huit cent deux, exercèrent une influence décisive sur les États d'Italie, attendu que Napoléon prit des allures monarchiques chaque jour plus décidées. Le Piémont fut entièrement réuni à la France le vingt et un septembre (1). Quant à la Cisalpine, dès le mois de novembre de l'année précédente, Napoléon avait appelé à Lyon une commission pour améliorer sa constitution. A cet effet quatre cent cinquante députés se rassemblèrent; dans leurs discussions et leurs travaux, Talleyrand avait la présidence; les choses traînèrent en longueur. Napoléon lui-même vint à Lyon en janvier dix-huit cent deux, et Talleyrand abandonna la présidence à un Cisalpin, Marescalchi; alors cette commission déclara, le vingt-quatre janvier, « que sa patrie, comme une jeune république, dans laquelle se croisaient encore bien des intérêts opposés, avait besoin de la protection française; que Napoléon devait faire à la Cisalpine l'honneur de la diriger complétement à l'avenir. » Napoléon accepta cette offre le vingt-six, et en qualité de président il nomma Melzi pour son vice-président (2). L'État dont il était le chef

---

esenti da ogni qualunque tassa o contribuzione. Aboliva le gabelle privilegiate, dico quella dei bargelli, del bollo estinto, dei cavalli morti, o le trasferiva a beneficio dei comuni. L'opera poi delle contribuzioni indirizzava a più generale ed uniforme condizione : creava due tasse, abolito ogni privilegio e consuetudine antica che fosse contraria. Chiamò l'una reale; l'altra dativa... Botta, *Storia d'Italia,* dal 1789 al 1814.

(1) L'île d'Elbe tout entière, la partie toscane, aussi bien que la partie dépendante du *Stato de' Presidi* et de la seigneurie d'Appiano, resta séparée de la Toscane, et assurée à la France, quoiqu'elle fût en réalité entre les mains des Anglais, où elle demeura jusqu'à la paix d'Amiens. Le vingt-six août dix-huit cent deux, elle fut réunie à la France. Quant à la principauté de Piombino, les Français tirèrent parti des termes vagues de la paix de Florence, et considérèrent comme abandonnés à la France, non-seulement les droits de suzeraineté, auxquels le roi de Naples seul pouvait renoncer, mais aussi la principauté entière, sans se soucier en aucune façon des droits et prétentions du prince de Piombino de la maison Buoncompagni.

(1) La maison souveraine de Savoie subit alors bien des vicissitudes. Le roi Charles-Emmanuel perdit en mars dix-huit cent deux son épouse, Marie Clotilde, fille du dauphin Louis, fils de Louis XV. Abattu par cette perte, Charles Emmanuel, qui déjà était d'une santé chancelante, résigna sa couronne le quatre juin à Rome, où il se trouvait, en faveur de son frère Victor Emmanuel, alors duc d'Aosta. Deux autres frères, le duc de Montferrat et le comte de Maurienne, moururent dans cette année. Le cinquième frère, duc de Genevais, épousa plus tard, le six avril dix-huit cent sept, la princesse Marie Christine de Sicile.

(2) Napoléon fut d'abord proclamé président

devait désormais s'appeler république italienne; l'Église, entièrement indépendante de l'État, comme en France, entra dans la constitution par une loi organique, et une nouvelle constitution fut proclamée à Milan le quinze février (1).

De même que la république italienne s'était formée monarchiquement par la nomination de Napoléon pour président, ainsi la république de Ligurie se plia aussi de plus en plus à des allures monarchiques, en recevant dans l'année dix-huit cent deux une nouvelle constitution qui plaçait un doge à sa tête (1); Napoléon nomma d'abord à cette dignité Francesco Cattaneo, puis, après la résignation de celui-ci, Girolamo Durazzo, et en réalité ces dignitaires n'étaient que ses représentants. La république de Lucques se réorganisa également, mais suivant des formes qui rappelaient l'ancienne existence communale de la Toscane. Le pouvoir exécutif fut remis à un *collegio* de douze *anziani*, qui élisait un de ses membres tous les deux mois pour président, sous le titre de gonfalonier. On laissa la petite république agir à sa guise, on savait bien qu'il lui faudrait se soumettre au premier instant.

Après la paix d'Amiens, les troupes françaises établies sur les côtes de l'Adriatique, entre le Tronto et le Brandano, avaient évacué le royaume. Lorsque la guerre éclata de

---

pour dix années, avec la faculté d'être réélu à l'expiration du terme.

(1) Si l'on veut apprendre à connaître la constitution, les codes et l'administration de ces républiques éphémères de l'Italie, on trouvera des détails dans Coppi, p. 65-87. Botta analyse aussi celle de Gênes dans son *Histoire d'Italie*, de 1789 à 1814, l. 21. « Importava la constituzione, che un senato reggesse con potestà esecutiva la repubblica; presiedesse lo un doge; dividessesi in cinque magistrati, il magistrato supremo, quello di giutizia e legilazione, quello dell' interno, quello di guerra e mare, quello di finanza; trenta membri il componessero; ufficio suo fosse presentare ad una consulta nazionale le leggi da farsi, eseguire le fatte; eleggesse il doge sopra una lista triplice presentata dai collegj.

« Il doge presiedesse il senato ed il magistrato supremo; stesse in carica sei anni; rappresentasse, quanto alla dignità ed agli onori, la repubblica; se' desse al palazzo nazionale; la guardia del governo gli obbedisse; un delegato del magistrato supremo in ogni suo atto l'assistesse. Fosse il magistrato supremo composto del doge, dei presidenti, degli altri quattro magistrati, e di quattro altri senatori; il senato gli eleggesse; gli s'appartenesse specialmente l'esecuzione delle leggi e dei decreti; pubblicasse gli ordini e gli editti che credesse convenienti; tutti i magistrati amministrativi a lui subordinati s'intendessero; reggesse gli affari esteri... Provvedesse alla salute sì interna che esterna dello stato; vegliasse che la giustizia rettamente e secondo le leggi si ministrasse;.... comandasse all' esercito....

« Stanziò il consolo che vi fossero i tre collegj dei possidenti, dei negozianti, dei dotti, dai quali ogni potestà suprema, o politica, o civile, o amministrativa come da fonte comune derivasse; eleggessero, ogni due anni, i colleggj un sindacato di sette membri; in potestà del sindacato case censurare due membri del senato, due della consulta nazionale, due di ogni consulta giurisdizionale, due di ogni tribunale, e chi fosse censurato, immantinente perdesse la carica; le giurisdizioni o distretti nominassero ciascuno una consulta giurisdizionale; le consulte giurisdizionali i membri della consulta nazionale eleggessero; sedesse in questa la potestà legislativa. »

Au reste, si la concentration du pouvoir entre les mains du chef du gouvernement causa des regrets aux amis des libertés démocratiques, les populations trouvèrent des consolations dans la prospérité qui reprit son cours, dans les travaux qui embellirent les villes. Là où était la citadelle de Milan on vit s'étendre une place magnifique, à laquelle fut donné le nom de Forum; le dôme, entrepris depuis plusieurs siècles, se poursuivit avec activité.

(1) Les membres du gouvernement de Gênes prirent l'initiative, et demandèrent à Napoléon une constitution rapprochée de la forme aristocratique. (*Note du traducteur.*)

nouveau avec l'Angleterre, Napoléon réclama la faculté d'occuper de nouveau ces côtes (toujours aux frais de Naples) comme un droit, et la cour de Naples se soumit à cette exigence par une convention du vingt-cinq juin dix-huit cent trois. D'ailleurs Ferdinando IV se déclara neutre, et mit à profit l'état de paix dont ses territoires continuèrent à jouir, pour cicatriser d'anciennes blessures; il s'occupa surtout de la diminution de la dette publique. La république italienne au contraire, son armée et ses finances étaient à la discrétion de Napoléon, qui ne cessa de s'en servir dans sa nouvelle guerre. Le seize septembre, la précédente loi organique sur l'Église dans la république cisalpine fut abolie par l'effet d'un concordat avec le pape (1), et la liberté de la presse fut soumise à quelques restrictions (2).

Quant au reste de l'Italie, il est à observer que le roi Lodovico d'Étrurie mourut dès le vingt-sept mai dix-huit cent trois. Il eut pour successeur son fils Carlo Ludovico, auquel sur son lit de mort il donna sa mère pour tutrice et régente (3). Le quatorze octobre Ercole Rinaldo III, ancien duc de Modène, mourut aussi à Trévise dans un âge avancé. Ses possessions, ses droits et ses prétentions passèrent à son beau-fils l'archiduc Ferdinand.

L'année suivante amena des événements importants, mais qui n'intéressèrent l'Italie qu'indirectement. Napoléon, qui aspirait toujours au pouvoir monarchique, atteignit enfin son but par un sénatus-consulte organique, qui le nomma empereur des Français le dix-huit mai dix-huit cent quatre, et l'empereur électif François II, qui pouvait bien pressentir la fin prochaine de l'empire romain, s'attribua la qualité d'empereur d'Autriche héréditaire par une déclaration du douze août. Nous passons la reconnaissance et les suites de l'élévation de Napoléon comme empereur auprès des cours de l'Europe; car nous devons exclure tout ce qui ne se rattache pas rigoureusement à l'histoire d'Italie, quoique la plus grande partie de ce pays dans ce temps reçût entièrement sa direction politique des résolutions de Napoléon. De toutes les contrées de la Péninsule liées aux destinées de la France, la république ligurienne seule se trouva immédiatement affectée par la guerre avec l'Angleterre; en conséquence d'une convention du vingt octobre dix-huit cent quatre, elle dut fournir à la France six mille hommes pour le service de matelots, et tenir à la disposition de l'empereur tous ses chantiers et ses arsenaux maritimes. En échange, elle obtint quelques avantages commerciaux et la protection du drapeau français (1).

Alors se développait de plus en plus au sein de l'Église romaine un principe corrupteur, capable de provoquer la haine contre tout le système catholique. Ainsi l'on croyait tirer parti des circonstances et les dominer en faisant des concessions appa-

(1) L'on trouve les détails de ce concordat dans Coppi, l. c., p. 129 et suiv. Le concordat ne fut promulgué à Milan que le vingt-six janvier dix-huit cent quatre, et alors seulement la loi précédente cessa d'avoir force exécutoire.

(2) Dans l'État vénitien, l'administration fut aussi définitivement organisée par les Autrichiens. Ils divisèrent le pays en sept provinces, Venise, Udine, Trévise, Padoue, Vicence, Vérone et Bassano, et chacune de ces provinces eut un capitaine général chargé de l'administration et de l'exercice de la police. Les tribunaux ne reçurent qu'une organisation provisoire. Coppi, p. 125.

(3) Le sénat florentin, les magistrats, les députés des principales villes jurèrent fidélité à Carlo Lodovico; mais en réalité le pouvoir était exercé par les Français; Murat établi à Livourne, commandait à des troupes qui occupaient tout le littoral de la Toscane et imposaient les volontés de Napoléon à tout le pays. (*Note du traducteur.*)

(1) Coppi, p. 155.

rentes aux exigences du temps, et relever une hiérarchie empreinte d'ailleurs d'un caractère de force et de grandeur; de la sorte on est arrivé à ce phénomène incompréhensible de notre temps, à l'union du libéralisme et du jésuitisme, qui peut servir seulement à faire paraître comme quelque chose, sinon de menaçant, au moins de fort suspect, comme le produit d'un rêve pénible, le rôle actif et l'attitude de la cour de Rome, qui d'ailleurs domina si puissamment la vie politique de l'Europe. Après avoir manqué de courage pour défendre les jésuites dans leurs droits contre les cours, on se trouva la force de favoriser de nouvelles associations jésuitiques. Ainsi la société de la foi de Jésus, qui dès l'année dix-sept cent quatre-vingt-dix-sept jeta ses bases à Rome, adopta la règle de saint Ignace, et conformément aux dispositions de Pie VI fut réunie par le Tyrolien Niccolò Paccanari à la société du cœur de Jésus, fondée dans l'Allemagne méridionale par des émigrés français. Dans la Pologne, une branche de l'ordre des jésuites, favorisée par un concours d'heureuses circonstances, s'était maintenue, et fut confirmée par Pie VII en dix-huit cent un; à Naples, malgré l'opposition d'Acton, l'ordre fut rétabli par la reine Caroline, armée d'un bref du pape du trente juillet dix-huit cent quatre. Mais, tandis que par de tels actes Pie VII s'imaginait donner de nouveaux boulevards à l'Église, il cédait si complétement aux désirs de Napoléon, qu'il se rendit à Paris, et couronna le nouvel empereur le deux décembre, dans l'espoir d'obtenir de lui certains avantages pour l'Église romaine. Il arriva en effet à quelques résultats pour les choses secondaires; mais sur les points principaux il n'obtint rien. Le quatre avril dix-huit cent cinq il quitta Paris, et se trouva de retour à Rome le seize mai.

Cependant Napoléon avait chargé le vice-président de la république italienne, Melzi, de s'entendre avec les fonctionnaires et les députés venus à Paris pour la cérémonie du couronnement, à l'effet de former un plan relativement aux destinées futures de la république. L'on comprit bien ce langage, et après quelques éclaircissements préalables on proposa, le quinze mars, de transformer la république en un royaume d'Italie, et de nommer Napoléon roi héréditaire, mais à des conditions telles que sous ses descendants la France et l'Italie formassent des États séparés, gouvernés par différents princes. Le dix-sept mars, Napoléon accepta cette couronne qui lui était offerte, et le dix-huit Melzi et les autres Italiens qui l'accompagnaient prêtèrent serment de fidélité. La constitution fut formée entièrement sur le modèle de celle de France; des grands dignitaires du nouveau royaume furent nommés; Melzi devint chancelier et garde des sceaux de la couronne. Pour se faire couronner dans son nouveau royaume, Napoléon partit de Paris le deux avril, arriva le huit mai à Milan, et se couronna lui-même dans le dôme le vingt-six. Le sept juin, il nomma son beau-fils Eugène Beauharnais pour son vice-roi, et à cette époque non-seulement il opéra diverses modifications dans la constitution, mais prit encore des dispositions nouvelles dans les rapports de l'Église, en violation du concordat qui venait d'être conclu. A partir du dix juin, il se mit à parcourir diverses contrées du royaume, ordonna des travaux publics, des canaux, des routes..... et s'occupa d'améliorations dans l'administration. Le doge de la république ligurienne, qui était venu à Milan aux fêtes du couronnement, comprit maintenant sans peine qu'il ne restait plus à l'État dont il était le chef qu'à solliciter la réunion avec la France. La demande fut produite, accueillie, et la Ligurie fut divisée en trois départements, de Gênes, de Montenotte et des Apennins. Le doge devint préfet provisoire (1).

---

(1) D'abord les entretiens de Napoléon avec le doge et les députés liguriens ne roulèrent que sur les moyens à prendre pour préserver et développer la prospérité de la république, mais

Par un simple décret de Napoléon au mois de mars dix-huit cent cinq, la principauté de Piombino avait été donnée à sa sœur Marianne, qui venait de prendre le nom d'Élisa, et avait épousé Pasquale Bacciochi. Le gonfalonier Belluomini et les *anziani* de Lucques, venus également aux fêtes du couronnement à Milan, durent aussi se rendre à l'invitation d'abolir leur république le quatre juin. Napoléon réunit leur territoire dans le même mois à la principauté de Bacciochi. Le quatorze juillet, le couple princier parut à Lucques, au moment où Napoléon s'occupait de son retour en France.

La conduite de Napoléon quant à la Péninsule contribua fortement à l'engager dans une nouvelle guerre avec les principales puissances du continent, et l'Italie se trouva mêlée en partie à ces mouvements, puisque dans cette contrée les États de Napoléon touchaient aux territoires Autrichiens. Les préparatifs militaires dans les pays de Venise donnèrent à l'empereur des Français un motif de demander des explications sur la nouvelle attitude de l'Autriche; de là des manifestes, puis des démonstrations hostiles en Allemagne, enfin le brusque mouvement de Napoléon vers l'Allemagne méridionale, et le commencement des hostilités.

ensuite des émissaires de l'empereur allèrent répandre dans les provinces l'opinion que l'on ne pouvait garantir la sécurité que par une réunion avec la France: on en fit faire la demande par toutes les autorités, et Napoléon envoya Lebrun préparer l'organisation nouvelle de Gênes; ensuite il se rendit lui-même dans cette ville le trente juin, et fut reçu avec des transports de joie. Après avoir assisté à de pompeuses fêtes, et fait relever la statue d'Andrea Doria jadis renversée par les jacobins, il partit pour la France. Lebrun s'occupa pendant plusieurs mois de la nouvelle organisation, appliqua un soin tout particulier à l'encouragement des lettres; et le quatre octobre la réunion de Gênes à la France fut décrétée définitivement. (*Note du traducteur.*)

Napoléon, par un traité conclu avec Naples le vingt et un septembre à Paris, eut soin d'assurer ses derrières en Italie. Le royaume de Naples fut déclaré neutre pour la durée de la guerre, et le roi s'engagea de ce côté à repousser toute diversion d'une puissance belligérante. Napoléon fit retirer ses garnisons du royaume, aussitôt que ce traité fut ratifié le neuf octobre par Ferdinando IV. Dans leur marche vers la haute Italie, tout à coup ces troupes surprirent Ancône. Au reste Napoléon plaça sous le commandement supérieur de Masséna les forces d'Italie, consistant en cinquante-cinq mille Français et seize mille Italiens.

Lorsque après le milieu d'octobre les hostilités s'engagèrent aussi sur le versant italien des Alpes, Masséna avait déjà réuni cinquante-deux mille hommes aux environs de Zevio, avec lesquels il méditait de passer le Pô dans le voisinage de Vérone. Il n'y parvint que vers la fin du mois, et l'archiduc Charles se retira sur la forte position de Caldiero; Masséna l'y attaqua le trente, mais fut repoussé. La marche des événements de la guerre en Allemagne força l'armée autrichienne d'Italie, forte de quatre-vingt mille hommes, à se retirer, et elle opéra ce mouvement à partir de la nuit du premier au deux novembre. Le trois, Masséna vint à Montebello; le lendemain, il prit Vicence; le cinq, il passa la Brenta, et fit occuper Bassano ainsi que Padoue. Laissant une garnison dans Venise, l'archiduc se retira ensuite jusque derrière le Tagliamento, quitta même cette position le douze, abandonna l'Italie, et se trouva le vingt-sept à Cilli. Masséna s'était avancé jusqu'à Gœrtz, d'où il fit occuper aussi Trieste. Venise fut bloquée par Saint-Cyr. Un corps autrichien, qui voulut pénétrer du Tyrol du côté de Venise, força Masséna de revenir de Gœrtz; il parvint à envelopper le corps ennemi, et le contraignit à déposer les armes le vingt-quatre.

Cependant les événements d'Allemagne amenèrent un armistice; puis conduisirent

à une paix, qui fut signée le vingt-six décembre à Presburg. Dans ce traité, François II reconnut toutes les dispositions que Napoléon avait prises en Italie, et renonça aux territoires vénitiens qu'il avait acquis par les traités de Campo Formio et de Lunéville. Ces cantons furent incorporés au royaume d'Italie.

Durant le cours des événements qui amenèrent cette conclusion, treize mille Anglais, Russes et Monténégrins se montrèrent en vue de Naples où ils furent accueillis avec empressement, mépris du traité de Paris. La cour de Naples, prit même aussitôt les mesures les plus opportunes pour soutenir la guerre, et mit son armée sous les ordres d'un général russe. Aussitôt que la trêve eut suspendu les hostilités en Allemagne, Napoléon fit marcher contre Naples les troupes qui s'étaient rassemblées à Bologne (1). Il y avait cinq divisions d'infanterie (Duhesme, Reynier, Verdier, Partouneaux, Lecchi) et trois divisions de cavalerie (Mermet, Dombrowsky, d'Espagne), toutes sous les ordres du frère de Napoléon, Joseph (2), auquel fut adjoint Masséna, au commencement de janvier dix-huit cent six. Dès les premiers jours de février, Masséna, réunissant les troupes qui s'étaient le plus avancées, forma dix-neuf mille hommes dans les environs de Rome; six mille restèrent à Rieti sous Lecchi. Cependant Naples avait été évacuée par les Russes, qui déclarèrent être venus en Italie seulement en qualité d'alliés des Autrichiens; les Anglais s'embarquèrent pour la Sicile. Au milieu de telles circonstances, la cour désespéra de pouvoir tenir par les armes contre Napoléon; le cardinal Fabrizio Ruffo dut solliciter un armistice auprès des généraux français; mais ses démarches furent inutiles, ainsi que toutes les tentatives pour engager des négociations. La cour avait de nouveau quitté Naples le vingt-trois janvier, pour se rendre à Palerme, où l'on transporta aussi les objets précieux, et les œuvres d'art les plus importantes; le prince royal resta comme vice-roi, ainsi que son frère Leopoldo. Civitella del Tronto, Pescara et Gaëte furent occupées; ce qui restait en outre de troupes fut envoyé sous Damas vers la Calabre. Dans cette province se rendirent aussi bientôt le prince royal et son frère. A Naples demeura seulement une régence, et les provinces septentrionales du royaume furent exhortées à se soumettre paisiblement lorsqu'arriveraient les Français.

Cependant Masséna, après avoir reçu des renforts considérables, avait fait pénétrer son armée en trois divisions dans les États napolitains. L'une se dirigea par Terracina sur Gaëte; la seconde prit à gauche du côté des montagnes; le général en chef mena lui-même la troisième par Ferentino vers S.-Germano et Capoue, et arriva devant cette ville le douze février. La régence sollicita un armistice de deux mois, moyennant la cession des provinces septentrionales avec les places; mais ses démarches furent repoussées, et elle ne put obtenir que des capitulations militaires pour Capoue, Naples et Pescara. Le quatorze, les Français entrèrent paisiblement dans Naples; le quinze, Joseph Bonaparte y arriva. Cependant Lecchi avait pénétré dans les Abruzzes, et il occupa Pescara le dix-neuf février. Civitella del Tronto se défendit jusqu'au vingt mai.

De Naples, Saint-Cyr se dirigea vers Tarente et Otrante; Reynier du côté de Salerne et de la Calabre. Il était facile de pénétrer

(1) Il attribuait avec raison à la reine tous les mouvements hostiles de Naples contre lui; maintenant il déclara que la rupture de la neutralité serait le dernier des attentats commis par cette reine, et que la dynastie de Naples avait cessé de régner.

(2) Vers cette époque, dans les contrées centrales, presque entièrement dépourvues de garnisons, éclata un soulèvement qui commença dans le château de S.-Giovanni dans le Plaisantin, s'étendit au loin, et ne fut étouffé qu'en janvier dix-huit cent six par des troupes envoyées de Gênes.

dans la dernière province ; car l'annonce de l'approche des Français répandit l'effroi parmi les troupes régulières, de sorte que Damas put retenir à peine quelques milliers d'hommes réunis, avec lesquels il lui fallut se retirer devant Reynier sur Campotenese. Là il y eut un engagement le neuf mars ; les Napolitains finirent par prendre la fuite ; la moitié de leur monde fut tuée ou prise, le reste se dispersa. Quelques hommes échappés au désastre s'embarquèrent pour la Sicile, à Cotrone avec Damas, ou avec le prince royal entre Bagnara et Reggio. Saint-Cyr se mit presque sans obstacle en possession de Tarente et d'Otrante. Gaëte seule, où le prince de Hesse Philippsthal commandait une garnison de quatre mille hommes, opposa de la résistance aux Français. Masséna dirigea le siége en personne ; le dix juillet, le prince de Hesse fut grièvement blessé, et le dix-huit, tout étant prêt pour l'assaut, la place capitula.

Ainsi la résistance des troupes régulières dans le royaume de Naples fut facilement surmontée, ainsi qu'il était toujours arrivé, lorsque des armées étrangères marchèrent sur ce royaume ; mais bientôt commença la guerre populaire soutenue par des bandes ; guerre parfaitement appropriée au caractère des peuples méridionaux, dont les individus ont une conscience plus intime de leur force personnelle que les hommes du Nord, et qui sentent intérieurement leur valeur et leur courage brisés par la subordination, l'ordre et les exercices régulièrement prescrits : dans ce genre de lutte, l'individu, avec sa résolution prompte comme la foudre, a une haute importance, dans les opérations régulières au contraire son action se perd dans celle de la masse. D'anciens chefs de bandes, comme Pansanera et Pane di Grano, des nouveaux, tels que Mecco, Santoro, Falsetti, se présentèrent dans l'arène. Pour soutenir cette petite guerre, le général Stuart débarqua le premier juillet quatre mille huit cents Anglais près de Santa-Eufemia, puis quelques centaines de Siciliens. Reynier réunit ses troupes près de Catanzaro; et, afin de s'opposer aux Anglais, il se tourna contre le Lamato, mais il fut repoussé sur Catanzaro. Toute la Calabre se souleva contre les Français ; une guerre populaire s'engagea, guerre atroce, dans laquelle furent détruits tous les postes isolés des Français. Stuart prit Maida, Reggio, Castello di Scilla. Le général Verdier se retira sur Matera, Reynier sur Cassano.

Après la chute de Gaëte, Masséna conduisit seize mille hommes contre la Calabre. Au commencement d'août, il attaqua les insurgés près de Lauria et sur le *Monte Cocuzzo*, prit Lauria, qu'il détruisit. Murano et Castrovillari se soumirent. Masséna transporta son quartier général à Cosenza, d'où il dirigea Reynier contre Monteleone, Franceschi sur Catanzaro, Gardanne le long de la côte. Partout des deux côtés fut déployée la plus grande fureur. Au commencement de septembre, Stuart dut revenir en Sicile ; il ne resta de garnisons que dans Reggio et Castello di Scilla. Mais beaucoup d'autres points, tels que Fiume, Freddo, Amantea, Cariati, furent défendus ; et Masséna se vit arrêté presque à chaque pas. Là où il tenait de fortes masses réunies, il avait à redouter les attaques d'un ennemi attaché à ces contrées, les épidémies.

Dans les Abruzzes aussi, Rodio avait tenté de provoquer une guerre populaire ; mais il fut pris et aussitôt exécuté ; Donatis subit le même sort. Sciabolone et Ermenegildo Piccioli se maintinrent quelque temps avec de petites bandes, puis firent leur soumission pour se sauver. Dans la *Terra di Lavoro*, Fra Diavolo opposa une plus longue résistance ; mais, attaqué brusquement en septembre, il prit la fuite, fut abandonné de tous ses gens, pris dans Baronissi, et pendu à Naples le onze novembre. Vers la fin de l'année, Masséna quitta Naples et l'Italie ; Reynier prit ensuite le commandement supérieur.

Cependant, par un décret du trente mars, Napoléon avait élevé son frère Joseph au trône de Naples, attribuant la succession à

sa descendance mâle suivant le droit de primogéniture. Ce décret rencontra le nouveau souverain à Bagnara le treize avril; Joseph entra le treize mai comme souverain dans Naples; aussitôt il déploya un luxe au-dessus de ses ressources, et s'abandonna aux excès d'une vie molle et sensuelle. Le royaume fut entièrement organisé à la française; des Français furent mis à la tête de toutes les branches de l'administration (1). Le système des impôts fut refondu, et comme sous les vice-rois Espagnols, et plus récemment encore une partie des reveuus publics avait été aliénée à des particuliers, ces *arrendamenti* furent supprimés, et à la place d'une infinité de droits directs fut établi un impôt unique sur les terres, les maisons, les papiers de l'État et les capitaux employés à des opérations. Les biens féodaux furent également soumis à cet impôt, et les droits de suzeraineté, ainsi que les avantages particuliers attachés aux fiefs, furent abolis d'un seul coup (2). En outre cette loi, par son application brutale, prit encore un caractère plus violent et plus révolutionnaire; car une commission spéciale, de laquelle on ne pouvait appeler, était investie du pouvoir de décider dans toutes les choses qui se rapportaient à l'abolition du système féodal. Une grande partie de la noblesse fut précipitée ainsi avec iniquité dans la détresse.

Tandis que cela se passait dans le royaume de Naples, Napoléon avait encore pris certaines mesures relatives au royaume d'Italie, auquel était maintenant incorporé l'ancien territoire vénitien, à l'exception des îles Ioniennes. Il réunit Massa Carrara et la Garfagnana, jusqu'aux sources du Serchio, avec la principauté de Lucques, introduisit le code Napoléon et le système monétaire de France dans le royaume et à Lucques, et soumit cette dernière principauté au concordat italien. A sa sœur Pauline, qui était mariée au prince Borghese, il avait donné Guastalla, comme duché héréditaire, selon le droit de primogéniture. Il se réserva de disposer ainsi de Parme et de Plaisance. Quant à Naples, il s'attribua certains revenus et certains droits, et fonda dans ce royaume six fiefs français, et douze dans le royaume d'Italie. A la vérité, ces établissements étaient bien différents dans leur constitution, de ce que l'on désignait autrefois par le nom de fiefs (1). Plus tard on disposa de Parme et de Plaisance; Cambacérès re-

(1) Dumas devint ministre de la guerre, Miot, de l'intérieur, Rœderer des finances, Saliceti de la police. Le marquis de Gallo reçut le portefeuille des affaires étrangères, et Ricciardi fut secrétaire-d'État. Coppi, p. 261. Un conseil d'État de vingt-quatre membres fut institué; le royaume fut divisé en quatorze provinces, et à la tête de chacune fut placé un intendant. On s'efforça aussi de refaire une armée napolitaine. Le cardinal Luigi Ruffo, archevêque de Naples, ayant refusé de prêter serment de fidélité, fut obligé de quitter le pays. Les jésuites furent chassés au commencement de juillet.

(2) Il y avait des corvées, des services de toute nature, des prélèvements sur les fruits, des droits de pacage qui jetaient de la confusion dans les pâtures, des droits de prise d'eau, de mouture, de haute et basse justice, etc... Déjà Tanucci avait bien resserré les priviléges de la noblesse, et avait su dans quelques endroits les diminuer. En dix-sept cent quatre-vingt-onze, les droits d'escorte furent supprimés; tous les fiefs retournés à l'État furent dépouillés de leurs propriétés féodales; en dix-seot cent quatre-vingt-douze, il fut ordonné que tous les biens chargés de servitudes fussent partagés entre le possesseur et le seigneur féodal, et de cette manière les droits féodaux devaient être abolis. Les choses étaient donc déjà bien préparées.

(1) Le pouvoir politique, ainsi que l'administration, la justice et la puissance législative restaient entièrement au souverain. Les possesseurs des fiefs reçurent donc seulement un titre auquel était attaché un revenu que l'État même était chargé de payer. Ces dix-huit fiefs furent distribués à des généraux et à des hommes d'État français; mais cette disposition fut sans influence sur les rapports du pays.

çut le premier de ces États, et Lebrun le second; mais de la même manière que d'autres Français obtinrent d'autres fiefs en Italie, sans aucun droit princier, sans aucune collation de suzeraineté. Napoléon prit au pape Bénévent et Pontecorvo, et les conféra comme de véritables fiefs français, avec des droits princiers, à Talleyrand et à Bernadotte.

Depuis la brusque occupation d'Ancône par les Français, lors de leur retraite du royaume de Naples, un esprit d'aigreur et d'hostilité s'était manifesté de plus en plus dans les rapports entre le pape et l'empereur des Français. Pie VII avait protesté hautement contre cette occupation, le treize novembre dix-huit cent cinq, et avait demandé l'évacuation de la place, menaçant en cas de refus de rompre toutes relations diplomatiques. Le sept janvier, Napoléon lui répondit, « que l'occupation d'Ancône n'était que la conséquence de la mauvaise organisation militaire de l'État de l'Église; car le pape n'aurait pu défendre la place, ni contre les Anglais, ni contre les Russes et les Turcs. S'il plaisait à Pie VII de ne plus rester uni avec lui par des liens diplomatiques, de son côté il pouvait se rattacher aux chalifes. » Il écrivit au cardinal Fesch, « que le pape devait désormais se résigner à faire tout ce que lui, Napoléon, et lui seul exigerait; qu'il se considérait à son égard dans les mêmes rapports où s'était trouvé Charlemagne envers les prédécesseurs du pontife actuel. » Après de telles déclarations, Pie VII dut changer de ton. Napoléon déclara encore le treize février, « que le pape était souverain de Rome, mais que lui, Napoléon, était empereur, et qu'il importait au pape d'être d'accord avec l'empereur; qu'il ne devait plus y avoir à Rome aucun agent sarde, suédois, russe, anglais; que nul bâtiment appartenant à ces nations ne devait plus être admis dans un port pontifical. » Après avoir pris le conseil des cardinaux, Pie VII répondit le vingt et un mars, « qu'il était contraire à ses devoirs religieux de prendre une pareille attitude en face des nations qu'on lui désignait. Que le pape ne connaissait personne qui, outre lui, possédât les droits de suzeraineté dans l'État de l'Église. Que Napoléon n'était pas empereur de Rome; qu'il n'en existait plus. Que les droits des empereurs romains étaient passés au roi de l'Allemagne, et qu'ainsi Napoléon ne pouvait en être investi. » Cependant des troupes françaises n'hésitèrent point à traverser l'État de l'Église. Pour être en état de supporter les dépenses occasionnées par ces menaces, le gouvernement pontifical augmenta les impôts, promettant de les réduire, si Napoléon remboursait les frais avancés. Celui-ci déclara qu'une telle conduite était une offense; qu'on voulait le rendre odieux dans l'État de l'Église. Au mois de juin, il prit au pape Bénévent et Pontecorvo. Bientôt après, il fit occuper toutes les villes du littoral de l'État de l'Église, et menaça de pousser plus loin ses envahissements, si le pape ne cédait pas absolument à ses volontés. Ses exigences devinrent chaque jour plus insolentes. Des débats religieux amenèrent à Lucques et dans la haute Italie, de nouvelles complications; Pie VII n'avait pas même négligé de rappeler son droit de suzeraineté sur Naples, et il reproduisit avec plus de vivacité ce souvenir, lorsque Napoléon prétendit le repousser avec dédain. Ces rapports menaçants se prolongèrent jusque dans l'année suivante; l'hostilité venait surtout des prétentions de Napoléon à la suzeraineté impériale dans toute l'Italie. Ces prétentions qui se manifestaient contre l'État de l'Église par des déclarations, il les fit valoir en Étrurie, en mettant des garnisons françaises à Pise et à Livourne (1). Comme dé-

(1) Quant aux coups frappés sur les maisons princières de l'Italie, nous n'avons à citer que la mort de l'archiduc Ferdinand, héritier du dernier duc de Modène de la maison d'Este. L'héritier de Ferdinand fut son fils aîné François

dommagement, le traité que Napoléon conclut le vingt-sept octobre dix-huit cent sept avec l'Espagne contre le Portugal, décida que la province entre Duero y Minho serait donnée au roi d'Étrurie avec le titre de roi de Lusitanie, attendu que ce monarque avait cédé le royaume d'Étrurie à Napoléon. En conséquence de ce traité, Napoléon fit aussitôt occuper l'Étrurie, et avant que la reine tutrice eût reçu un avis de la cour d'Espagne, sur la sommation du chargé d'affaires français, du vingt-trois novembre, il lui fallut quitter Florence le dix décembre dix-huit cent sept, pour se rendre en Espagne par la France (1). Ainsi la maison Farnese était donc aussi entièrement expulsée de l'Italie. Le pape était maintenant le seul des anciens princes d'Italie qui fût encore conservé, et lui-même se trouvait dans un état de pénible oppression. Dès le commencement de l'année, les troupes françaises avaient mis à exécution sur le littoral les mesures rendues nécessaires par le système continental de Napoléon ; comme partout, elles furent inefficaces. En septembre dix-huit cent six, le ministère des cultes dans le royaume d'Italie avait proposé à la confirmation du pape des évêques pour plusieurs siéges; le pontife avait déclaré que la proposition était conforme au concordat; mais que Napoléon ayant violé ce concordat aussitôt après sa promulgation, à Rome on ne le reconnaissait plus, qu'il n'y avait point lieu à confirmation, etc... Sur l'invitation du souverain des français, Pie VII voulut bien négocier sur cette affaire; mais alors Napoléon repoussa l'un après l'autre tous les personnages désignés comme négociateurs (1), et Champagny déclara, le vingt et un août dix-huit cent sept, au cardinal-légat, que le pape devait choisir entre la perte de la Marche d'Ancône et de Camerino, ou un changement dans sa politique envers la France. Sans attendre l'arrivée du cardinal de Bayanne, envoyé par Pie VII, Napoléon fit entrer le général Lemarois dans les Marches le premier novembre, et celui-ci se proclama *governatore generale* des territoires d'Ancône, Macerato, Urbino et Fermo; en même temps il demanda que toutes les troupes papales dans ces cantons eussent à se soumettre à son autorité. Aussitôt le pape révoqua les pleins pouvoirs de ses légats chargés de négocier auprès de Napoléon, et celui-ci demanda le neuf janvier dix-huit cent huit, entre autres choses, que le pape nommât des cardinaux français agréables à l'empereur, en assez grand nombre pour qu'ils formassent un tiers du sacré collége, qu'il reconnût Joseph Bonaparte comme roi de Naples, et qu'en outre il éloignât de Rome le consul sicilien. En dépit des menaces qui accompagnaient ces demandes, le pape refusa de prononcer sur la dernière, et répondit que la première était inouïe. Alors Miollis réunit à Terni six mille hommes tirés de la Toscane et d'Ancône, et le deux février occupa militairement Rome, ainsi que le château Saint-Ange. Pie VII ne céda point encore, et l'ambassadeur français quitta Rome. Miollis expulsa de Rome six cardinaux et tous les prélats napolitains; bientôt après, il éloigna encore dix princes de l'Église, et il finit par chasser presque tous les cardinaux et les prélats. Le pape rappela son plénipotentiaire de Paris, pour le cas où

---

co IV, qui devint duc de Modène à la restitution de cet État. Coppi, p. 324.

(1) Aussitôt une commission nommée par l'empereur organisa la Toscane à la française; les tribunaux, l'administration furent institués à l'instant; on soumit de suite les Toscans à la conscription. Les contributions furent assises avec modération. La commission s'occupa de fondations d'intérêt général, d'instruction, de grands travaux publics, et toutes choses étaient entrées dans une voie régulière, lorsque le pouvoir fut remis entre les mains d'Élisa et de Bacciochi. (*Note du traducteur.*)

(1) A l'exception du cardinal de Bayanne (*Francese e sordissimo*), qui fut ensuite accepté par Napoléon. Coppi, p. 302.

Napoléon ne ferait pas évacuer Rome; mais celui-ci déclara que, si le pape voulait se rattacher à lui comme prince allié, il déférerait à ses désirs, sinon qu'il commencerait la guerre. La veille, le deux avril, Napoléon, comme successeur de Charlemagne, avait révoqué la donation de cet empereur, dont on avait abusé au profit des ennemis de la véritable Église chrétienne, des Anglais. Il réunit définitivement les territoires d'Ancône, de Macerata, Urbino et Fermo au royaume d'Italie. A cette nouvelle, Pie VII interdit aux évêques des Marches toute prestation de serment au nouveau souverain, déclarant que quiconque aiderait ce gouvernement intrus, assumerait la responsabilité de sa conduite, et se rendrait coupable de trahison.

Le général Miollis procéda sans pitié contre les cardinaux et les prélats investis de fonctions publiques, les expulsa ou les mit en surveillance, sans aucun respect pour le droit, même pour les convenances sociales. Il fallut que Pie VII protégeât personnellement le cardinal Pacca. Enfin Miollis retira au pape tous ses gardes, à l'exception des Suisses. Il voulut même soumettre ces mercenaires à l'autorité militaire française; mais ils s'y refusèrent. Le général français tenta de former une garde bourgeoise; mais Pie VII interdit aux Romains d'en faire partie, en sorte qu'il ne s'y trouva que le rebut de la population. Partout le pape protesta, et partout inutilement. Il ne voulut point profiter d'une occasion de s'enfuir à Palerme. L'année s'accomplit sans qu'un changement se fût opéré dans sa situation. Les premiers mois de dix-huit cent neuf s'écoulèrent de la même manière. Enfin, le dix juin fut publié un décret de Napoléon du dix-sept mai, dont la teneur était : que Charlemagne et Pepin avaient concédé des terres au pape seulement comme à leur vassal, que l'État de l'Église était un fief, que lui Napoléon réclamait comme successeur de Charlemagne, attendu que la réunion des puissances temporelle et spirituelle entraînait de la confusion; qu'il érigeait Rome en ville libre impériale, et déclarait la dette publique romaine dette de l'empire; que le pape jouirait d'une rente annuelle de deux millions de francs. A son tour le pontife lança une bulle par laquelle il excommuniait tous ceux qui porteraient atteinte aux possessions et immunités ecclésiastiques.

Ensuite on prit pour prétexte la possibilité d'une lutte qui pourrait s'engager entre les gardes suisses et les Français, et Miollis reçut la mission d'emmener le pape de Rome. Cet enlèvement se fit dans la nuit du cinq au six juillet. Sur l'ordre de Miollis, le pape fut saisi tout à coup dans le Quirinal par le général Radet, qui lui laissa le choix de résigner le pouvoir temporel dans l'État de l'Église, ou de le suivre auprès de Miollis. Le pape fit une réponse digne de sa haute position et de ses plus nobles devanciers; le malheur l'avait relevé, et l'avait doué d'une force héroïque. Radet le transporta, ainsi que Pacca, dans une voiture qui fut fermée à clef, se plaça lui-même sur le devant, et emmena le pontife hors de la ville. Traversant Radicofani, la Toscane et le Piémont, le pape arriva enfin le vingt et un juillet à Grenoble.

Napoléon ne fut pas entièrement satisfait de la conduite de ses généraux en Italie dans cette circonstance. Il fit ramener Pie VII à Savone, où il arriva le dix-sept août; mais on ne put le décider à sortir de son domicile. Tous les dignitaires qui entouraient le pape, sur l'ordre de Napoléon, furent transportés à Paris, autant que cela était possible. La partie de l'État de l'Église qui n'était pas encore réunie au royaume d'Italie fut maintenant divisée en deux départements français, du Tibre (chef-lieu Rome), et du Trasimène (chef-lieu Spoleto), administrés à la française (1).

Reportons-nous maintenant à l'année dix-huit cent sept, qui nous fournit quelque

chose à dire sur Naples. La guerre populaire y continua. Amantea se rendit aux Français après une vaillante défense, le vingt janvier. Ensuite Fiume Freddo tomba au pouvoir de Reynier. Au printemps, le prince de Hesse Philippsthal ramena encore quelques troupes régulières de Sicile en Calabre. Les chefs de bande Santoro, Pane di Grano et Francatrippa l'accompagnaient; mais il ne fut pas en état de tenir tête à Reynier. Nous devons passer les détails de cette guerre, qui se perdent en une infinité de petites entreprises.

Durant ces opérations le roi Joseph supprima, le treize février, tous les ordres religieux de la règle de Saint-Benoît et de Saint-Bernard, et réunit leurs biens au domaine de la couronne. On laissa subsister les ordres mendiants. Le quinze mars, le roi abolit les substitutions par fidéicommis.

Vers la fin de l'année, la haute Italie reçut une nouvelle visite de l'empereur. Le vingt et un novembre, il vint à Milan, de là se rendit à Venise, dans le Frioul, puis à Mantoue, et revint à Milan le quinze décembre. Il prit une suite de mesures, surtout relativement aux affaires religieuses de Venise, etc. Le vice-roi reçut le titre de prince de Venise, et l'une de ses filles celui de princesse de Bologne. A Melzi fut conférée la qualité de duc de Lodi. Après son retour en France, Napoléon nomma, le sept février dix-huit cent huit, son beau-frère, le prince Borghèse, gouverneur de l'ancienne partie sarde et génoise de son empire. Puis le vingt-quatre mai il réunit à la France Parme et Plaisance comme département du Taro; il prit la même décision à l'égard de la Toscane, qu'il divisa en trois départements.

La guerre commencée contre l'Espagne ayant amené Napoléon à nommer son frère Joseph roi de ce pays, il conféra le trône de Naples, devenu vacant le quinze juillet, à l'époux de sa sœur Caroline, Joachim Murat, toujours sous la stipulation d'hérédité selon le droit de primogéniture pour la descendance mâle, ainsi qu'il avait été réglé précédemment pour son frère. Joachim arriva le six septembre à Naples, et s'appliqua aussitôt à gagner la faveur du peuple, ce qui lui fut plus facile qu'à Joseph (1). Les Anglais ayant occupé Caprée sous Hudson Lowe, il les fit déloger de l'île du quatre au dix-sept octobre, puis proclama une amnistie. Comme à ce moment la Calabre était soumise en totalité, et n'était plus agitée que par quelques brigands isolés, Joachim prit la résolution d'attaquer la Sicile elle-même. Cependant la cour de Palerme avait conclu, le trente mars, avec l'Angleterre, une alliance offensive et défensive, qui obligeait spécialement les Anglais à la défense de Messine et d'Augusta, ainsi qu'au payement de subsides au roi Ferdinando.

Dans l'année dix-huit cent neuf, la haute Italie ne fut agitée que pour peu de temps par la guerre qui avait éclaté de nouveau entre Napoléon et l'Autriche. Comme cette campagne fut sans importance pour les affaires d'Italie, nous en passons les détails. Le vice-roi, dont l'armée fut d'abord repoussée, se retira jusqu'à Caldiero; là il rassembla toutes ses forces; et comme Napoléon poursuivit sa marche triomphante en Allemagne, que l'archiduc Ferdinand, qui commandait en Italie, dut se replier vers le nord-est, Eugène Beauharnais put facilement reprendre ce qu'il avait perdu. Il poursuivit les Autrichiens, qui, le trois mai, repassèrent la Brenta, franchit la Piave, et poussa les ennemis sur Conegliano. Le onze il se trouva au delà du Tagliamento, le quatorze au delà de l'Isonzo, et s'avança même ensuite jusqu'à Laybach.

En même temps une expédition anglo-sicilienne, partant de la Sicile, devait menacer Naples; mais les préparatifs se ralentirent, de sorte que les Français avaient rem-

(1) Parmi les moyens qu'il employa, Coppi, l. c., p. 425, cite le suivant: « Accrebbe pertanto le rendite e gli onori al capitolo della cappella del patrono S. Gennaro. »

porté en Allemagne victoire sur victoire lorsque cette expédition se mit réellement en mouvement. Huit mille Anglais et douze mille Siciliens, sous le commandement supérieur de Stuart, furent embarqués le onze juin ; le prince Léopold de Sicile les accompagnait. En même temps une bande de fugitifs passait de Sicile en Calabre, et prenait Reggio. Une partie des troupes anglaises débarqua près de Castello di Scilla et l'assiégea. De petits corps furent mis à terre sur divers points. L'armée principale arriva le vingt-quatre dans le golfe de Naples, et débarqua sans trouver de résistance à Ischia et Procida. Joachim avait pris partout ses mesures. Partouneaux, avec cinq mille Français, commandait en Calabre ; dix mille Français et autant de Napolitains étaient postés près de Salerne. Le roi fit avancer ces troupes plus près de la capitale, et voulut faire attaquer les ennemis, qui étaient débarqués, par des chaloupes canonnières et d'autres petits bâtiments ; mais presque toute cette flottille fut enlevée par les Anglais. Quelques bandes se formèrent dans l'intérieur du pays ; Partouneaux se replia sur Castrovillari ; mais il chassa les Anglais qui étaient devant Scilla ; et à la nouvelle de l'armistice qui mit fin à la guerre en Allemagne toute l'expédition se rembarqua et regagna la Sicile. Par suite de la paix avec l'Autriche, Napoléon sépara de nouveau les anciennes provinces veneto-dalmates du royaume d'Italie, et y réunissant d'autres cantons enlevés à l'Autriche, il en forma les provinces Illyriennes. Antérieurement (le deux mars) il avait érigé les départements toscans de la France en un fief de l'empire, dont le possesseur devait porter le titre grand-ducal, et le trois mars il l'avait conféré à sa sœur, la princesse de Lucques et Piombino, avec quelques droits administratifs. La princesse, à partir du premier avril, établit sa résidence à Florence. En compensation de la Dalmatie, séparée du royaume d'Italie, Napoléon réunit en février dix-huit cent dix à ce royaume une partie du Tyrol.

Au reste, dans les années dont il vient d'être question, les débats continuèrent avec le pape, qui pour les matières religieuses persista dans ses droits, et qui jeta Napoléon en d'assez grands embarras. Nous passons les détails de cette lutte, attendu qu'ils ne se rattachent point immédiatement aux destinées de l'Italie. Toutefois Napoléon se permit aussi bien des envahissements dans les affaires spirituelles de la Péninsule. Le dix-sept février de cette année il avait réuni à la France Rome et le territoire rattaché à cette ville et à Spoleto, et déclaré Rome elle-même seconde ville de l'empire ; mais ces décisions, pas plus que les diverses ordonnances relatives à l'administration, ne pouvaient arrêter la ruine de la capitale de la chrétienté, conséquence nécessaire de l'éloignement du pape (1).

Au commencement de l'année, Joachim introduisit à Naples la conscription, et prépara tout au printemps pour une expédition contre la Sicile. Il y eut ensuite quelques engagements maritimes, et ce fut seulement dans la nuit du seize au dix-sept septembre que Joachim crut pouvoir tenter le passage ; lors même que les troupes étaient embarquées, il les fit déposer à terre, sur l'avis qu'un corps d'anglais commandé par Campbell se mettait en mouvement vers S.-Paolo ; et les détachements qui déjà avaient traversé le détroit et se trouvaient dans le voisinage de S. Paolo, revinrent vers la côte de Calabre, ou furent pris ; de sorte qu'il fallut renoncer à toute l'expédition (2). Les brigands

(1) L'administration française fit tous ses efforts pour réparer les monuments, entreprendre de grands travaux d'utilité publique, encourager les lettres et les arts ; une attention toute particulière fut appliquée au collége de la Propagande. (*Note du traducteur.*)

(2) Murat n'obtint pas pour cette entreprise le concours de son beau-frère ; Napoléon ne fournit point de troupes au roi de Naples, parce qu'il était alors en négociations secrètes avec la reine Caroline de Sicile. Cette princesse, ...

qui restaient encore en Calabre furent comprimés par les cruautés tyranniques que l'on exerçait contre tous les habitants sur le moindre prétexte. Les menaces dirigées contre la Sicile eurent au moins un bon résultat politique: comme la cour désirait gagner les habitants de l'île, les anciens États et leurs assemblées reprirent une grande importance.

L'année suivante dix-huit cent onze n'a d'importance pour l'histoire de l'Italie que par la formation du carbonarisme, et par le commencement des luttes du roi de Sicile avec ses états. Quant au carbonarisme, ce fut un officier français à Capoue qui donna cette direction politique à la franc-maçonnerie, qui imagina ce nom, et qui rapporta une telle institution à un roi Henri de France, sans le désigner plus particulièrement. Plus tard cette direction fut attribuée à un ermite français du onzième siècle (1), et on la rattachait au culte d'Isis et de Mithra. Les rapports politiques en auraient été corrompus; mais la charbonnerie conduirait les hommes à l'amour du prochain, à la haine du despotisme, et au dévouement à l'intérêt public. Cette société secrète s'attribuait le droit de prononcer sur la vie et la mort des hommes; elle se développa sous une hiérarchie, sous des expressions mythiques, en loges particulières.

Les débats de Ferdinando avec ses états venaient de ce que les sommes accordées par les assemblées dans l'année précédente ne suffisaient pas pour les besoins publics (2), en sorte que le r fit aliéner des biens communaux et des biens de couvents, en stipulant naturellement des indemnités pour les propriétaires actuels. Les états soutenaient avec raison que par cette conduite le roi violait leurs priviléges, et ils protestèrent le vingt-quatre avril. Le roi regarda la protestation comme non avenue, et dans la nuit du dix-huit au dix-neuf juillet (1) il fit arrêter cinq barons, et les déporta sur de petites îles voisines. Bentinck, qui sur ces entrefaites était devenu ministre plénipotentiaire de l'Angleterre en Sicile, empêcha d'autres arrestations. Pour avoir des instructions, ce diplomate partit à la fin d'août pour Londres, et reçut pour mission d'occuper l'île militairement. Après son retour, il demanda au commencement de dix-huit cent douze la mise en liberté des cinq barons, et le commandement supérieur de toutes les troupes de l'île. Le roi, ne pouvant rien opposer à ces exigences, remit les affaires de l'État à son fils aîné Francesco, et se retira dans ses maisons de campagne aux environs de Palerme. Ensuite Francesco concéda ce que Bentinck demandait, et supprima l'impôt qui avait donné lieu aux débats avec les états. Puis le premier mai il convoqua les états, non-seulement pour s'occuper des besoins du moment, mais aussi pour les consulter sur des améliorations et de grandes modifications aux institutions. La session fut ouverte le dix-huit juin, et elle eut pour résultat l'établissement d'une constitution, qui se modela en beau-

---

tiguée de la direction anglaise, aspirant à un pouvoir plus absolu, était disposée, pour l'obtenir, à s'entendre avec son ennemi le plus acharné. Mais les Anglais surprirent le secret de ces relations, et préparèrent l'éloignement de la reine. (*Note du traducteur.*)

(1) Coppi, IV, p. 61.

(2) Il y avait beaucoup de causes de ressentiment dans la Sicile; les cruautés exercées par les ministres de la justice de Caroline à Messine avaient soulevé l'indignation générale; comme cette partie de l'île était menacée par Murat, qu'il y entretenait des intelligences, la reine ne mettait pas de bornes à ses soupçons, et les suspects étaient traités en criminels. En même temps la cour de Palerme fomentait aussi la révolte de la Calabre, de sorte que son système de justice et ses dépenses produisaient le désespoir et la misère. (*Note du traducteur.*)

(1) Deux jours auparavant était mort le ministre Acton. Coppi, p. 60.

coup de points sur celle de l'Angleterre (1). Le six novembre, l'assemblée constituante fut dissoute, et le prince héréditaire vice-régent confirma la constitution par des déclarations du neuf février et du vingt-cinq mai dix-huit cent treize (2).

Au mois de juin de l'année dix-huit cent douze, Napoléon avait fait transporter de Savone à Fontainebleau le pape alors malade, afin de l'empêcher, prétendait-il, d'être enlevé par les ennemis de la France. Les désastres de Napoléon en Russie et en Pologne le rendirent moins arrogant; il essaya de négocier avec Pie VII sur d'autres bases que précédemment, et trouva le pontife si bien disposé, que dès le vingt-cinq février dix-huit cent treize furent arrêtés des articles préliminaires. Les cardinaux qui étaient captifs recouvrèrent la liberté, et obtinrent tous la permission de se réunir à Fontainebleau auprès du souverain pontife; mais dans la poursuite ultérieure de la négociation s'élevèrent bientôt des obstacles insurmontables.

Le roi Joachim, qui avait accompagné son beau-frère dans la campagne de Russie, revint à Naples vers la fin de janvier dix-huit cent treize; comme il avait quitté l'armée contre la volonté de Napoléon, la mésintelligence se mit entre eux pour quelque temps. Joachim se sentait vivement blessé par les prétentions de son épouse et de l'empereur; le caractère dominateur de Caroline surtout pesait sur lui d'autant plus péniblement, qu'il était enclin à la jalousie et à l'ambition.

Bientôt la marche des événements militaires ébranla de nouveau l'Italie. Au mois de mai, Napoléon avait envoyé le vice-roi en Italie pour y former une seconde armée de quatre-vingt mille hommes. Au bout de trois mois, Eugène n'avait pu mettre sur pied que quarante-cinq mille hommes, qu'il divisa en trois corps, sous les généraux Grenier, Verdier et Pino. Le dix août, son quartier général était à Udine; l'armée se trouvait entre Fiume et Tarvis, en sorte que Verdier commandait le centre, Pino la gauche et Grenier la droite. Les Autrichiens opposèrent à cette armée cinquante mille hommes sous Hiller en Styrie; au milieu d'août ce général déploya ses forces sur une ligne entre Villach et Agram. Les provinces illyriennes furent bientôt en pleine insurrection contre les Français; les Autrichiens vinrent le vingt-sept août à Fiume. La plus grande partie de septembre s'écoula sans engagement décisif; enfin, au commencement d'octobre, l'armée du vice-roi commença ses mouvements de retraite; l'armée autrichienne la suivit pas à pas. A la fin d'octobre, le vice-roi était sur la Piave, occupait Venise et d'autres points; puis il se retira sur Vérone où il n'avait plus que

(1) La religion catholique romaine devait être la religion de l'État. Le parlement seul devait avoir le pouvoir de faire des lois et d'établir des impôts; mais il fallait en outre la sanction du roi. Le parlement devait être composé d'une chambre des pairs (*pari*) et d'une chambre des communes (*comuni*). La première comprenait soixante et un membres ecclésiastiques et cent vingt-quatre laïques; le roi avait le droit de nommer de nouveaux pairs. La chambre des communes devait consister en cent cinquante-quatre représentants des villes et des campagnes de l'île, et ces représentants devaient être élus par des sujets possédant un certain revenu. Le roi seul avait le droit de convoquer, de dissoudre et de proroger le parlement; mais il était obligé à le convoquer tous les ans. Les lois financières devaient être portées d'abord à la Chambre des communes; la personne du roi était sacrée. Voyez tous les détails dans Coppi, IV, p. 108-112. Des troupes siciliennes se réunirent aux Anglais à la fin de l'année dans la guerre d'Espagne; ces derniers disposaient des forces de l'île.

(2) Il fallut toute l'autorité de Bentinck pour déterminer le prince à confirmer cette constitution; sa mère l'en détournait par tous les moyens; mais les Anglais intéressèrent les divers ordres à cette cause, et Francesco céda. Caroline se retira à Castelvetrano. (*Note du traducteur.*)

trente-deux mille hommes. Les Autrichiens s'avancèrent par la vallée de l'Adige, et la situation avantageuse de Vérone put seule mettre l'armée franco-italienne en état de se maintenir. Le dix décembre un corps autrichien occupa Ravenne, marcha vers la fin de l'année sur Cervia et Forli, et poussa jusqu'à Rimini et Faenza. Dès le milieu de décembre, Bellegarde avait été investi du commandement supérieur à la place de Hiller. D'un autre côté, à la fin de l'année le vice-roi avait encore réuni quarante et un mille hommes. Le dix décembre, les Anglais avaient débarqué sur les derrières du vice-roi près de Viareggio environ mille hommes, qui surprirent Lucques; mais ils furent bientôt rejetés sur Livourne.

Tandis que de part et d'autre, à la fin de dix-huit cent treize, on prévoyait des événements décisifs, l'on observait aussi que les nations qui avaient tenu constamment l'Italie sous leur dépendance depuis les trois derniers siècles, que les Allemands, les Français et les Espagnols étaient complétement occupés pour leur propre compte. Bien des esprits qui pensaient que le bonheur et l'existence de l'Italie tenaient à sa puissance extérieure, et que cette puissance devait résulter de la réunion de toute la Péninsule en un royaume indépendant, crurent que le moment le plus opportun était arrivé d'entreprendre quelque chose. Le prince le plus favorablement placé pour réunir tous les Italiens en un peuple sous sa bannière paraissait à tous le roi Joachin, et les carbonari, qui s'étaient répandus dans le royaume de Naples, firent tendre leurs efforts à cette union et à cet affranchissement de l'Italie. Déjà maint appel avait été fait à Joachim; mais, dominé sur plusieurs points par son épouse, il ne savait prendre aucun parti avec résolution. D'abord il se mit à négocier avec l'Autriche, puis repoussa la demande des Anglais relativement à l'abandon de Naples, moyennant un dédommagement, et finit par aller joindre l'armée de Napoléon en Allemagne. Afin de ne point laisser fortifier le vice-roi par une armée napolitaine, après la bataille de Leipzig, les Anglais avaient renoncé à leur demande. Alors Joachim négocia de nouveau avec l'Autriche. Napoléon, voulant le maintenir dans la fidélité, lui envoya Fouché; mais le roi de Naples se laissa entraîner en même temps dans toutes les directions. Au mois de novembre, il renonça au maintien du système continental, et proposa aux Autrichiens de partager l'Italie. Cependant il fit avancer quatre divisions pour occuper l'Italie jusqu'au fleuve du Pô, et en même temps il employa tous les moyens pour populariser l'idée de l'unité de l'Italie sous son gouvernement.

En Sicile, le roi Ferdinando avait repris les rênes du gouvernement depuis le neuf mars dix-huit cent treize; ensuite Bentink voulut le contraindre à déposer la couronne; le roi ne put être amené à ce parti; mais, le vingt-neuf du même mois, il remit de nouveau la direction des affaires entre les mains de son fils. Comme la reine était entièrement opposée à l'influence anglaise, Bentink la réduisit à quitter la Sicile au mois de juin. Elle gagna Vienne par Constantinople et Odessa (1). Afin de porter remède aux embarras financiers, le prince royal convoqua le parlement en avril. La session s'ouvrit le huit juillet, et les débats furent orageux. Deux partis étaient en présence dans l'île, l'un du roi et de l'ancienne constitution, l'autre des institutions nouvelles. Les adhérents du dernier étaient appelés les *cronici*, d'après le titre d'un journal la *Cronica*, les autres les *anticronici*. Cette division entravant complétement la marche des affaires, le prince royal fit dissoudre le parlement le trente octobre (2).

La marche des événements militaires hors

(1) Elle y mourut dans la nuit du sept au huit septembre dix-huit cent quatorze.

(2) Ce qui ralliait des partisans à l'ancien ordre

de l'Italie dans l'année dix-huit cent quatorze détermina aussi le sort des diverses parties de la Péninsule. Par suite des négociations des alliés avec Napoléon sur son abdication, l'on forma des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, un établissement pour son épouse, en vertu d'un traité qui fut signé le onze avril (1). Par le même traité, l'empereur déchu reçut lui-même en toute souveraineté la principauté de l'île d'Elbe. Une convention arrêtée le trente mai laissait Louis XVIII en possession des sous-préfectures de Chambéry et Annecy, et les rapports de la France avec la principauté de Monaco maintenant rétablie furent remis sur l'ancien pied. Avignon et le comtat vénaissin restèrent aussi à la France. Par des articles secrets, il fut décidé que le roi de Sardaigne, outre ses ancien États sur le continent d'Italie, aurait encore celui de Gênes et que, d'un autre côté, les cantons au nord du Pô et à l'ouest du Tessino passeraient à l'Autriche.

Cependant l'Italie elle-même avait été le théâtre de bien des opérations militaires, de bien des mouvements diplomatiques. Ce pays concentrait naturellement son attention politique sur le roi de Naples, qui avait la plus haute importance aux yeux des cours étrangères, et auquel se rattachaient les espérances de la nation. Au commencement de l'année dix-huit cent quatorze, l'Autriche fit déclarer à Naples que si le traité d'alliance n'était pas conclu dans le délai de quatre jours, elle rappellerait son ambassadeur. Le onze janvier fut arrêtée une convention par laquelle Joachim se détachait de son beau-frère, et s'unissait à l'Autriche. Dans un article secret, l'Autriche s'engageait à obtenir, s'il était possible, une renonciation formelle du roi de Sicile à Naples, et de négocier pour Joachim une paix avec l'Angleterre. Avant que la ratification pût être donnée par l'Autriche, l'Angleterre demanda la garantie d'une indemnité pour le roi de Sicile, à laquelle Joachim devait aussi contribuer. Le roi de Naples donna son adhésion à cette stipulation. François II ratifia le vingt-quatre février; mais les autres alliés n'approuvèrent pas le traité. Seulement Bentink, au nom de l'Angleterre, avait conclu le vingt-six janvier une trêve avec Naples.

Durant tout ce temps, Joachim tenta aussi de ne pas rompre entièrement avec Napoléon. L'ancien État de l'Église était occupé par ses troupes, à l'exception de la Romagne et de la légation de Ferrare : Bologne même était entre ses mains; il y vint le premier février, et fut reçu comme le libérateur de l'Italie. Dans le Patrimoine, une troupe de patriotes leva la bannière italienne, mais ce ne fut que pour peu de jours. Dans la première moitié de février, Florence et Lucques furent occupées aussi par les Napolitains. Ancône et toutes les places de ces cantons furent évacuées par les Français.

D'un autre côté, Bellegarde annonça aux Italiens, par un manifeste du cinq février, que les alliés se proposaient de rétablir, autant que possible, les choses dans l'état où elles étaient avant les envahissements de Napoléon. Quelques jours après, le vice-roi s'était retiré de Vérone, Bellegarde s'avança jusque près de Plaisance; toutefois il ne fut pas encore soutenu par les Napolitains. Déjà une partie de son armée passait le Mincio près de Borghetto, lorsque tout à coup le vice-roi se tourna contre lui. Sur les deux rives du fleuve, on en vint aux mains; l'engagement assez vif resta indécis, et les jours suivants les deux armées se tinrent en face l'une de l'autre. Enfin, le quinze février, le roi de Naples déclara la guerre à la France, et prit des me-

---

de choses, c'est que la nouvelle constitution était due à une influence étrangère, et que les Anglais avaient introduit dans les élections la corruption de leur pays. D'ailleurs Bentinck entretenait une police aussi ombrageuse que celle de la reine Caroline. (*Note du traducteur.*)

(1) Et elle devait avoir ces duchés avec tous les droits de souveraineté. Coppi, p. 213.

sures pour passer le Pô près de Sacca ; mais ses dispositions se firent avec beaucoup de lenteur et de négligence, et pendant ce temps le vice-roi parvint à forcer Bellegarde à se retirer sur l'Adige. Enfin le quatre mars, la ratification de l'empereur d'Autriche étant arrivée, Joachim intervint d'une manière active. A ce moment descendirent aussi à Livourne sept mille Siciliens et Anglais sous Bentink, ce qui mécontenta vivement le roi de Naples ; car il n'avait aucune connaissance de ce plan, dont l'exécution menaçait de lui enlever la Toscane. Il refusa d'évacuer cette contrée ; Bentink se montra envers lui plein de rigueur et d'orgueil, il fallut à la fin que Bellegarde intervînt. Toutefois dès ce moment Joachim retomba dans ses lenteurs ; la guerre fut suspendue par une trêve conclue le seize avril, dans le château de Schiarino-Rizzino. En vertu de cette convention, les troupes françaises du vice-roi se dirigèrent vers la France ; les Italiens conservèrent encore les points qui n'étaient pas occupés par les alliés, à l'exception des places situées à l'est de l'Adige, ainsi que de Veni e, qui furent remises aux Autrichiens le vingt.

Lorsqu'un peuple a conservé le souvenir d'un état de choses particulièrement adapté à ses intérêts divers, et que la dissolution n'a pas encore frappé les éléments qui le composent, les circonstances toutes administratives résultant d'un mouvement purement mécanique dans lequel on l'a fait entrer, n'excitent en lui que du mécontentement et du dégoût. Ainsi, dans la haute Italie, le peuple s'était rendu étranger à l'existence de son royaume, même à la personne du vice-roi entièrement dévoué aux Français. Aussitôt que les triomphes des alliés eurent brisé la puissance de Napoléon, l'amour pour les anciennes existences particulières des villes avec leurs territoires séparés, la haine contre la France et ses dons funestes, purent éclater en toute liberté. Dans la haute Italie, la pensée d'unité et d'existence politique indépendante du pays gagnait çà et là quelques esprits ; mais le peuple en masse y restait indifférent. Un faible parti sous des officiers supérieurs, tels que Fontanelli et Zucchi, désirait aussi conserver le vice-roi comme souverain indépendant. Melzi essaya d'amener le sénat du royaume à ce plan ; mais il échoua. Le sénat arrêta qu'une députation irait solliciter la paix auprès des alliés, et demanderait uue existence indépendante pour le royaume. Les députés partirent le dix-neuf avril de Milan ; mais le même jour beaucoup de Milanais influents déclarèrent que le sénat ne convenait plus aux circonstances, et que l'on ne pouvait approuver ses démarches. Lorsque le sénat se réunit le vingt, son palais fut entouré par un peuple tumultueux, parmi lequel Federigo Gonfalonieri se faisait surtout remarquer par sa violence. Des sénateurs isolés furent insultés, et partout l'on entendait crier : « Plus de vie-roi ! à bas les Français ! un roi indépendant ! une constitution ! » Enfin le peuple pénétra dans le palais, dans la salle même des séances, et demanda le rappel de la députation. Le président accorda la demande et leva la séance. Le portrait de Napoléon fut arraché et jeté par la fenêtre ; ensuite la foule courut à la maison du ministre des finances Prina et la détruisit. Tous les efforts des généraux Peyri et Pino pour rétablir le repos furent inutiles. Enfin Prina fut trouvé caché dans une cheminée, maltraité, précipité d'un balcon dans la rue, caché dans une maison voisine, puis saisi encore dans cette retraite, garotté, traîné par les rues, foulé aux pieds, battu ; ensuite on lui laissa quelque répit pour faire sa confession dans un cabaret, et il fut tué à coups de marteau. La populace exerça encore quelque temps des actes de vengeance sur son cadavre. Quelques voix se firent entendre pour proclamer roi le général Pino ; d'autres crièrent : Liberté, égalité ! Enfin la garde bourgeoise put à grand' peine rétablir la tranquillité, et le conseil communal nomma une régence provisoire. On s'efforça dans plusieurs réunions politiques, et dans des assemblées d'électeurs, de prendre des résolutions sur le sort

futur du royaume d'Italie. Mais les événements de Milan déterminèrent le vice-roi à une nouvelle convention avec Bellegarde le vingt-trois avril, par laquelle il remettait entre les mains du général autrichien tout le royaume à la disposition des alliés. Mantoue fut ensuite occupée; le général autrichien Sommariva prit possession pour les alliés le vingt-six, à Milan, de toute la partie du royaume qui n'était pas encore occupée, et le vingt-huit les troupes autrichiennes entrèrent paisiblement à Milan (1). Par une dépêche de l'empereur François, du quatorze mai, Bellegarde fut investi de l'administration des contrées d'Italie occupées par les troupes autrichiennes. Bellegarde laissa subsister la régence provisoire de Milan, en se mettant à sa tête. Enfin, par un manifeste du douze juin, il fit connaître que le Pô et le Tessino avaient été fixés par le traité de Paris comme limites de l'Autriche. Beaucoup d'officiers quittèrent l'armée italienne, lorsqu'elle fut organisée à l'autrichienne; et la plupart de ces militaires se rallièrent ensuite au grand parti patriote italien, dont les espérances étaient tournées vers Joachim.

Cependant Bentinck, quittant la Toscane, s'était dirigé vers l'État de Gênes, alors faiblement occupé. Le dix-sept avril, il parut devant la ville; le peuple n'était pas disposé à se laisser bloquer; bientôt l'abdication de Napoléon fut connue. Ainsi le général Fresia se vit réduit à capituler. Bentinck entra, et les Génois lui exprimèrent le désir de recouvrer leur ancienne constitution. D'abord le général anglais accueillit favorablement cette demande, et rétablit le vingt-six avril l'ancienne république sous la protection de l'Angleterre; mais avec une administration provisoire, dont Girolamo Serra prit la présidence. Toutes les tentatives des Génois pour obtenir ensuite la reconnaissance de la part des alliés restèrent sans résultat.

Les Français avaient aussi évacué le Piémont, et remis aux alliés les places de cette contrée. Le comte Bubna devint gouverneur militaire, et le marquis di S.-Marzano gouverneur civil du pays, et président du conseil de régence. Le roi Victor Emmanuel arriva de Cagliari par Gênes à Turin le vingt mai, et par un édit du vingt et un il rétablit autant que possible l'ancien état de choses. Quant aux impôts et au système monétaire, il se réserva de prendre des mesures spéciales. Une armée royale sarde fut reformée, et les Autrichiens lui remirent toutes les places du pays, à l'exception de Novara et d'Alexandrie.

Vers le milieu de mai, Joachim avait ramené toutes ses troupes vers les Marches, et les Autrichiens avaient occupé entièrement le Bolonais, le Modenais et le Parmesan. Le six juin, il fut annoncé aux habitants des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla que l'ex-impératrice était leur souveraine, et un gouvernement provisoire fut institué, d'abord sous la présidence du comte Cesare Ventura, puis du comte Ferdinando Marescalchi; ici les institutions françaises furent en partie conservées. La régence provisoire fut, en juillet, remplacée par un conseil d'État sous la présidence du comte de Magawly Cerati. Francesco IV (1) arriva le seize juillet à Modène en qualité de duc de Modène et de Reggio; et, par les décrets rendus le vingt-huit août, il rétablit l'ancien état de choses. Les fidéicommis et la torture restèrent seuls

(1) Des députés de diverses villes du royaume d'Italie, Fé de Brescia, Gonfalonieri, Ciani, Litta, Ballabio, Simaglia de Milan, Someni de Crema, Bellaria de Pavie, se rendirent à Paris auprès de l'empereur François pour demander l'indépendance du royaume, une constitution libre et un prince autrichien; l'empereur répondit que ses armées avaient conquis la Lombardie, que les députés n'avaient qu'à s'en retourner à Milan, où ils apprendraient ce qu'il aurait ordonné. (*Note du traducteur.*)

(1) Il était marié à Maria Beatrix, fille de Victor Emmanuel de Sardaigne. Coppi, p. 276.

supprimés. Le duché de Massa Carrara fut restitué à la mère de Francesco, la veuve de l'archiduc Ferdinand.

Dès le milieu d'avril, le prince Joseph Rospigliosi, au nom de son maître l'ancien grand-duc Ferdinando de Toscane, avait réclamé de Joachim l'entière évacuation de ce pays. Le premier mai, la Toscane lui fut remise; d'abord sous l'administration de Rospigliosi on laissa subsister les relations existantes; mais lorsque revint le grand-duc en personne le dix-sept septembre, toutes choses reprirent à peu près leur ancienne allure.

Après l'évacuation de leur ville par les troupes napolitaines, les Lucquois s'étaient soulevés le quatre mai, dans l'espérance de pouvoir rétablir leur république; mais le lendemain arrivèrent de la Toscane des troupes autrichiennes sous les ordres de Stahremberg, qui s'installa comme gouverneur. Pour les légations, les Autrichiens avaient formé une commission de gouvernement provisoire à Bologne sous la présidence du comte Giulio di Strasoldo. Quant au pape, Napoléon dans sa détresse lui avait offert des conditions de plus en plus avantageuses, et Pie VII rejetait toutes les propositions; l'empereur humilié avait fini par le faire reconduire à Savone, où le pontife arriva le seize février; le dix-neuf mars, il put continuer librement sa route. Le vingt-cinq, il se trouvait auprès des avant-postes autrichiens sur le Taro; puis il entra comme en triomphe dans Parme. Il se rendit à Cesena, passant par Modène et Bologne. Joachim, quoique le pape ne le reconnût pas, lui restitua néanmoins l'ex-partie française de l'État de l'Église, Rome, le Patrimoine et l'Ombrie, ainsi qu'une portion des Marches. Ensuite Pie VII annonça son arrivée prochaine, comme prince, aux Romains, par un bref du quatre mai, et envoya le prélat Rivarola comme son délégué. Celui-ci, par un édit du treize, abolit les codes et les institutions françaises; et le trente juillet furent aussi rétablis les anciens rapports des vassaux et des suzerains. Une commission a prit la direction des affaires. Pie VII fit le vingt-quatre mai son entrée solennelle dans la capitale de l'État de l'Église. Consalvi redevint secrétaire d'État. Il y eut plus d'obstacles au rétablissement de l'ordre des jésuites le sept août, et par cet acte on reconnut que, malgré l'énergie et la vigueur puisées par le digne souverain spirituel au milieu de mille souffrances, l'Église resterait encore affectée par les infirmités déjà signalées.

Après la chute de Napoléon, Joachim vit bien qu'il lui fallait renoncer à tous ses vastes plans; que, par toutes ses irrésolutions, il était parvenu à se rendre suspect auprès des alliés, et qu'en présence des réclamations de la maison de Bourbon il lui serait très-difficile de se maintenir même au prix de grands services. Metternich déclara sans détours au plénipotentiaire napolitain, qu'à l'exception du cabinet de Vienne toutes les cours étaient contraires à son roi. On fit des tentatives pour obtenir du pape la reconnaissance, même l'investiture; car Joachim se résignait maintenant à cet acte de soumission; tout fut inutile. Dans l'intérieur du royaume, l'esprit jacobin était favorisé par l'entière abolition du système féodal, et nourri par les carbonari; la réclamation d'une participation constitutionnelle du peuple au gouvernement était encore un genre d'obsession pour le roi. Le dix-sept mars, les carbonari des Abruzzes avaient à peu près résolu d'arracher une constitution par la force. Mais il n'y eut un commencement d'exécution à ce projet que dans Civita S.-Angelo et Città di Penna, et bientôt il fut complétement arrêté. Il eut pour conséquences des supplices, des exils, et le vingt-quatre avril la proscription de la charbonnerie.

Alors les généraux des deux divisions napolitaines dans les Marches s'adressèrent à Bentinck afin d'arracher avec son assistance une constitution au roi; Bentinck déclara qu'il voulait bien aider à chasser le roi, mais que pour autre chose il ne prêterait aucun secours. Joachim, ayant eu avis de ces manœuvres, se montra mieux disposé en faveur

d'une constitution après son retour à Naples; toutefois il ne fit rien pour réaliser les espérances qu'il donnait, et tenta plutôt les moyens de gagner le peuple; ainsi il supprima la conscription, diminua quelques impôts, etc.

En Sicile le roi Ferdinando, avec l'agrément des Anglais, reprit le cinq juillet la direction du gouvernement; et Bentinck résigna dans le même mois le commandement supérieur des troupes siciliennes entre les mains du prince héréditaire. Un parlement que le roi fit ouvrir en juillet se trouva trop incomplet, dans la chambre des communes, et il fut dissous de nouveau. Le vingt-deux octobre, Ferdinando en ouvrit un nouveau, auquel il recommanda l'amélioration de la constitution, et l'examen des besoins de l'État.

Ainsi, dans l'été de dix-huit cent quatorze, sur presque toute la surface de l'Italie, au moyen de mesures provisoires, se reformait un état de choses analogue à celui qui avait précédé la domination française. Tous ces rapports ne furent réglés définitivement que par le congrès de Vienne, dont nous passons ici les actes, parce qu'ils appartiennent à l'histoire générale de l'Europe. Nous nous bornons à en donner les résultats pour les affaires de l'Italie, ceux du moins qui furent confirmés par l'acte de clôture du neuf juin dix-huit cent quinze:

1° Le roi de Sardaigne céda une portion de la Savoie (1) à la Suisse. La plus grande partie du reste de cette contrée (au nord d'Ugine) devait être un pays neutre comme la Suisse; et, en cas de guerre dans le voisinage de la Suisse, elle devait être évacuée par les troupes sardes, et occupée par des troupes de la confédération. Suivant les dispositions du traité de Paris, un tiers de la Savoie était attribué à la France. A l'égard de Parme et de Plaisance, les frontières de dix-sept cent quatre-vingt-douze étaient rétablies. L'État de Gênes, avec les fiefs de l'empire enclavés et l'île de Capraja, passaient à la Sardaigne (1). Plus tard, par le traité du vingt novembre, le roi de Sardaigne recouvra la partie de la Savoie acquise par la France; et les frontières furent rétablies du territoire de Genève jusqu'à la Méditerranée, comme elles étaient en dix-sept cent quatre-vingt-dix.

2° L'empereur d'Autriche obtint Chiavenna, Bormio et la Valteline, plus le Milanais, le Mantouan, l'État vénitien, même une partie du Parmesan et du Ferrarais; enfin les territoires au nord du Pô et à l'orient du Tessino. Dès le sept avril, l'empereur François avait érigé avec toutes ces provinces le royaume lombardo-vénitien, qui devait être partagé en deux gouvernements par le Mincio, et gouverné par un vice-roi. A la tête de chaque circonscription devait être un *governatore*, s'appuyant sur un *collegio governativo*. Afin que l'on pût connaître les besoins et les idées des habitants, deux assemblées devaient être formées des diverses classes de la population à Milan et à Venise.

3° L'archiduc Francesco IV recouvra Modène, Reggio et Mirandola, ainsi que les territoires en dépendant, avec la délimitation telle qu'elle était fixée au moment de la paix de Campo Formio. Sa mère, Maria Beatrice d'Este, obtint Massa et Carrara, ainsi que les fiefs impériaux qui s'y rattachaient dans la Lunigiana.

4° L'archiduc Ferdinando recouvra la Toscane avec ses frontières, comme avant la paix de Lunéville. Il y joignit le *Stato' de Presidi*, les fiefs impériaux de Vernio, Montauto, S.-Maria, et, après le retour de

(1) « Tra l'Arve,, il Rodano, i confini della porzione ceduta alla Francia col trattato di Parigi e la montagna di Saleve sino a Veiry; e di più quella che è compresa fra la strada del Sempione il lago di Ginevra e l'hermanance, » Coppi, p. 837, 833.

(1) Le gouvernement provisoire de Gênes fit de vaines protestations contre cette disposition; le commandant des troupes anglaises remit la ville aux députés du roi Victor Emmanuel. (*Note du traducteur.*)

Napoléon en France, l'île d'Elbe, ainsi que la suzeraineté sur Piombino restituée au prince Lodovico de' Buoncompagni.

5° Après de longs débats avec le plénipotentiaire espagnol (qui à la fin ne souscrivit pas à la disposition arrêtée), il fut décidé, quant à la branche des Bourbons de Parme, que l'infante Marie-Louise aurait pour elle et sa descendance mâle, la principauté de Lucques avec le titre ducal; que la constitution de cet État serait semblable à celle de Lucques en dix-huit cent cinq. En outre cette branche de Bourbons, jusqu'à ce que l'on eût pu s'entendre pour lui former un meilleur établissement, devait recevoir annuellement de la Toscane et de l'Autriche cinq cent mille francs, et les seigneuries palatino-bavaroises en Bohême serviraient de gages à cette rente. Si la branche des Bourbons de Lucques venait à s'éteindre, ou si on trouvait moyen de lui donner d'autres satisfactions, Lucques devait être réunie à la Toscane, à l'exception de Fivizzano, Pietra-Santa, Borgo, Castiglione, Gallicano, Minucciano et Monteignoso, qui alors échoiraient à Modène.

6° Relativement à Naples, il y eut des débats longs et pénibles; car des documents trouvés à Paris démontraient clairement les intentions perfides de Joachim envers les alliés. Lorsque Napoléon voulut quitter l'île d'Elbe, et la quitta en effet, la conduite de Joachim présenta le caractère de l'incertitude. Plus tard nous examinerons ces faits. Toutefois l'Autriche, qui avait persisté à soutenir Joachim, dut rompre enfin avec lui, et lui déclara la guerre le dix avril. Dès lors rien n'empêchait plus le congrès de disposer de Naples. Ce royaume fut de nouveau attribué au roi Ferdinando. Déjà celui-ci s'était mis en possession, lorsque le congrès le déclara réintégré dans ses droits, et le douze juin les plénipotentiaires autrichiens et napolitains conclurent une alliance définitive pour les États d'Italie. Toutefois Ferdinando dut contribuer de cinq millions de francs pour l'indemnité du ci-devant vice-roi d'Italie.

7° Le vingt-deux mars, le pape laissant à Rome une *giunta di stato*, à la tête de laquelle se trouvait le cardinal della Somaglia, était parti pour Florence, Savone, Parme, Modène, tandis que des troupes napolitaines étaint entrées dans l'État de l'Église. Partout lui furent rendus les plus grands honneurs. À son retour à Rome le sept juin, il trouva ses domaines évacués, et le neuf, l'acte de clôture du congrès de Vienne décida que l'État de l'Église serait rétabli dans ses anciennes frontières; que les Marches d'Ancône et de Camerino, le duché de Bénévent et la principauté de Pontecorvo seraient entièrement restitués au pape, ainsi que les légations, à l'exception du Ferrarais sur la rive gauche du Pô, qui resta à l'Autriche, et sous la réserve du droit de garnison dans les places de Ferrare et de Comacchio, qui fut également attribué à l'Autriche. Le quatorze juin, Consalvi, au nom du pape, adressa ses remercîments aux monarques alliés; mais en même temps il protesta contre la rétention de la portion du Ferrarais, ainsi que d'Avignon et du comtat vénaissin, et contre le droit de garnison de l'Autriche. Dans les légations, le gouvernement papal rétablit autant que possible toutes choses comme elles étaient avant la domination française. Les fidéicommis supprimés ne recouvrèrent pas leur valeur; mais il devint possible d'en instituer de nouveaux. La torture resta abolie.

Ayant ainsi présenté les résultats du congrès de Vienne, et la manière dont les affaires d'Italie furent définitivement réglées, nous allons reprendre rapidement les événements qui renversèrent Joachim, et qui procurèrent au roi de Sardaigne la restitution de toute la Savoie.

Lorsque, dans le temps où Joachim était encore incertain des résolutions que l'on adopterait à Vienne, parvint à Naples la nouvelle de l'évasion de Napoléon de l'île d'Elbe, Joachim fit assurer l'Autriche, aussi bien que l'Angleterre, de son dévouement

profond et sincère; et deux jours après son armée recevait ordre de se mettre en mouvement vers la haute Italie, pour engager les hostilités contre la première puissance. Le dix-sept mars, Napoléon recevait de lui la promesse d'une attaque contre les Autrichiens. Joachim demanda au pape libre passage, attendu que la cause de Napoléon était la sienne, et qu'il prouverait qu'il n'en avait jamais été autrement. En même temps il donna l'ordre de se saisir du pape, et de l'amener prisonnier à Gaëte. Mais Pie VII refusa le passage, déclara sa neutralité violée, lorsque les Napolitains franchirent les frontières, et comme on l'a déjà dit, partit de Rome avant l'arrivée des Napolitains. Bientôt suivit aussi la déclaration de guerre dont il a déjà été question, et Ferdinando IV de Sicile prépara également une expédition contre Naples (1).

Au mois de mars, Joachim avait dans les Marches sous Carascosa, d'Ambrosio et Lecchi, trois divisions réunissant environ trente mille hommes. Il y avait à peu près six mille hommes en Toscane sous Livron et Pignatelli Strongoli. Aussitôt que le roi de Naples lui-même eut joint son armée, il répandit un manifeste où il disait : « que maintenant était arrivé le temps de l'existence indépendante de l'Italie! » mais qui pouvait avoir confiance à un traître tombé dans la détresse?

Le vingt-neuf mars, il occupa Rimini, puis Ravenne, le trente et un Forli, le deux avril Bologne, d'où Carascosa s'avança contre Modène. Sur le Panaro, il rencontra le général autrichien Bianchi; Joachim lui-même accourut, et après un assez vif engagement Bianchi dut se replier sur Borgoforte. Ensuite Ferrare aussi fut occupée, la citadelle investie. En Toscane, les troupes toscanes et autrichiennes s'étaient rassemblées près de Pistoja, et ne permirent pas à Livron et à Pignatelli de continuer leur marche sur Bologne. Les Napolitains avaient compté sur des volontaires italiens; à peine en virent-ils arriver un assez grand nombre pour composer un bataillon.

Cependant le général de cavalerie Frimont avait rassemblé son armée entre Piadena, Casalmagiore et Borgoforte. Il rallia des troupes modenaises et parmesanes. Le dix avril, il prit Carpi; bientôt Joachim dut penser à concentrer ses troupes dans les légations; car il fut serré de près. De la Toscane il les appela à Pesaro. En peu de jours, il se trouva dans une situation des plus critiques, et voulut négocier; mais toutes ses tentatives furent vaines. Frimont entra le seize avril dans Bologne, et fit avancer Neipperg à la poursuite de l'armée napolitaine. Un autre corps sous Bianchi pénétra par la Toscane, un troisième sous Nugent marcha vers Rome.

Joachim évacua les légations; enfin le vingt-neuf avril il se retira sur Ancône. Il laissa Carascosa dans le voisinage de cette ville pour arrêter Neipperg. Lui-même, avec d'Ambrosio et Lecchi, se réunit à Macerata aux troupes qui sortirent de la Toscane. Une division nouvellement formée, de cinq mille hommes sous les généraux Pignatelli Cerchiora et Manhes, se tenait à Fondi et S.-Germano. Mais pendant ce temps les Autrichiens s'avançaient de Rome jusques aux portes d'Aquila; Bianchi arrivait à Foligno; le deux mai, Joachim le combattit avec suc-

(1) Un manifeste de Ferdinando, en date du premier mai, contenait les paroles suivantes : il promettait aux Napolitains : « La più piena e la più perfetta amnistià a tutti, e la conservazione ai militari dei soldi, dei gradi e degli onori che godevano. » Le vingt, il disait dans un nouveau manifeste : « Assicurare la libertà individuale e civile. Le proprietà essere inviolabili e sacre, irrevocabile la vendita dei beni dello stato. Le imposizioni si sarebbero decretate secondo le forme che dalle leggi si sarebbero prescritte. Guarantire il debito pubblico. Conservare la nobiltà antica e nuova. Ogni Napolitano essere ammissibile agl' impieghi civili e militari. » Coppi, p. 357, 358.

cès près de Foligno; le lendemain, malgré la supériorité du nombre des Autrichiens, le roi de Naples renouvela l'attaque; mais maintenant il lui fallut céder, la nuit suivante une partie de ses troupes se dispersa.

Ensuite l'armée napolitaine se retira sur le Tronto; la dissolution se manifestait de plus en plus dans ses divisions. Bianchi et Neipperg firent leur jonction; les Napolitains abandonnèrent aussi les positions sur le Tronto et sur la Pescara; près de Roccarosa et de Castel di Sangro, ils essayèrent encore quelque résistance; enfin tous les débris de leur armée se réunirent près de Capoue. Là Joachim remit le commandement supérieur à Carascosa, revint à Naples le dix-huit mai, et fit une dernière tentative de négociations, ce fut encore en vain. Ensuite Carascosa conclut à Casa Lanza, le vingt, avec le général Neipperg, une convention par laquelle toutes les places du royaume furent remises aux alliés pour Ferdinando IV, à l'exception de Gaëte, Pescara, et du château d'Ancône encore occupé par les Napolitains (1). La guerre cessa. Dans la nuit qui précéda le vingt-trois, et ce jour-là même, les Autrichiens entrèrent à Naples.

Dès le vingt au matin, Joachim s'était embarqué à Miniscola près de Baja sur un petit bâtiment; d'abord il voulut gagner Gaëte; ensuite, de crainte des Anglais, il se dirigea vers Ischia. Le jour suivant il monta un petit bâtiment fin voilier, qui devait transporter en France le général Manhes et d'autres fugitifs. Le vingt-cinq, il débarqua près de Cannes en Provence (2).

Cependant le prince Leopoldo était entré à Naples avec les Autrichiens; des troupes siciliennes abordèrent le vingt-quatre. Le parlement de Sicile, qui s'était livré à des délibérations longues et animées, mais qui n'avait point accordé de subsides, reçut du roi Ferdinando, le trente avril, l'ordre de terminer ses travaux dans le délai de six jours, et se conforma en effet aux volontés du roi. Néanmoins il ne fut dissous que le quinze mai. Le lendemain, Ferdinando partit pour Messine,

(1) Relativement à ces places, Neipperg soutint ne pouvoir rien décider, parce qu'elles n'étaient pas dans sa ligne d'opération. Coppi, p. 372. A la nouvelle de la convention de Casa Lanza, Ancône et Pescara se rendirent aussitôt. Begani tint dans Gaëte jusqu'au huit août.

(2) Il s'adressa tour à tour à Napoléon et à Louis XVIII, et leur offrit ses services; mais ce fut en vain. Bientôt il ne fut plus en sûreté auprès du peuple, qui le croyait en possession d'immenses trésors. Il se cacha; des officiers royaux le cherchèrent pour le saisir. Enfin il parvint, dans la nuit du vingt et un au vingt-deux août, à s'embarquer sur un petit bâtiment pour Bastia. Beaucoup d'anciens militaires se rassemblèrent en Corse autour de lui. Pendant que les alliés à Paris lui assuraient un asile dans l'une des provinces septentrionales de l'Autriche, il forma le plan de reparaître à Naples, réunit deux cent cinquante hommes, fit imprimer des proclamations, fréta quelques bâtiments et partit dans la nuit du vingt-huit au vingt-neuf septembre. Ses bâtiments furent dispersés par la tempête. Avec les deux qui lui restaient, il s'approcha de S.-Lucido. Quelques hommes qu'il envoya à terre furent saisis aussitôt. Il essaya ensuite de débarquer près d'Amantea; mais là il fut abandonné par un troisième bâtiment qui l'avait joint; ce qui abattit tellement son courage, que maintenant il voulait profiter des dispositions des alliés, et se rendre à Trieste. Le capitaine de ses bâtiments s'y opposa, en disant qu'il ne pourrait gouverner dans l'Adriatique par une saison si orageuse. Alors il voulut approcher de Pizzo et se procurer un bâtiment plus fort. Comme les habitants lui étaient opposés, il revint vers Monteleone avec le projet d'y provoquer un soulèvement; mais il fut poursuivi par les Pizziens; il tenta de se rembarquer et de s'échapper; mais, après quelque résistance de ses gens, il fut pris. Traduit devant un conseil de guerre par ordre de Ferdinando, il répondit qu'il était Joachim Murat, roi des Deux-Siciles; alors ce tribunal le condamna à mort sous la qualité de général Murat, comme violateur de la paix, et le treize octobre au soir il fut fusillé.

après avoir installé une commission pour élaborer la constitution sur les bases fixées par lui. A Messine, il nomma le prince héréditaire vice-roi de Sicile, s'embarqua à la fin de mai, et aborda le trois juin près de Baja. Il ne fit son entrée solennelle à Naples que le dix-sept. Pour le moment il confirma l'état de choses existant. Parmi ses conseillers, ceux qui acquirent la plus grande influence furent le ministre des finances, Luigi de' Medici, et le ministre de la justice, marquis Donato Tommasi; il rendit les biens confisqués aux Napolitains émigrés en Sicile (1), et déclara frappés de nullités les donations faites par Joseph et Joachim. Bientôt les Autrichiens évacuèrent le pays; seize mille d'entre eux seulement, sous le général Mohr, restèrent à la disposition de Ferdinando.

Quant à ce qui regarde les affaires de Sardaigne, il convient de dire que Napoléon, après son retour de l'île d'Elbe, avait formé deux armées vers les frontières d'Italie, une de quinze mille hommes en Savoie sous Suchet, et une aux ordres de Brune sur le Var. Soixante-quinze mille Autrichiens commandés par Frimont, et dix-huit mille Sardes sous la conduite du général della Torre, marchèrent contre les corps français. Lorsque Suchet se mit en mouvement le quinze juin de Chambéry, les régiments sardes étaient encore presque tous près de Turin, les Autrichiens sur la rive gauche du Tessino. Suchet rejeta facilement les petites garnisons de la Savoie sarde sur le Saint-Bernard et le mont Cenis. Alors les Autrichiens s'avancèrent rapidement, et le vingt-cinq ils étaient déjà au delà de l'Arve. Bientôt après arriva la nouvelle de la bataille de Waterloo, et les Français évacuèrent Faucigny, le Chablais et Carouge. Près de Conflans, il y eut un vif engagement, et les Français se retirèrent sur Faverge. Bubna et della Torre avaient passé le mont Cenis, et arrivèrent le premier juillet à Montmélian. Le trois, les alliés entrèrent à Chambéry. Della Torre franchit ensuite les limites de la Savoie, et prit Grenoble le neuf par capitulation. Frimont marcha sur Lyon, qui fut occupé le onze juillet. Suchet se retira dans l'intérieur de la France.

Par suite de ces événements, la Savoie entière rentra sous la domination du roi de Sardaigne, qui, pour déterminer ses frontières d'une manière plus précise, signa le seize mars dix-huit cent seize une convention avec les Suisses. Les Anglais évacuèrent l'État de Gênes au mois de février de la dernière année, et les Autrichiens quittèrent le trente et un mars Alexandrie, la dernière place occupée par eux sur le territoire sarde.

(1) S'ils étaient vendus, il indemnisait les acquéreurs.

CHAPITRE VI.

EXPOSÉ RAPIDE DES MODIFICATIONS OPÉRÉES DANS LA SITUATION DE L'ITALIE DEPUIS LE CONGRÈS DE VIENNE.

Le congrès de Vienne prétendit fixer un état de choses, avec lequel il fût possible d'établir de nouveau, et de conserver en Europe, des rapports sociaux et des règles de conduite, qui pénétrassent davantage dans les esprits et déterminassent des habitudes. Si un tel but a été atteint, le congrès a une haute signification dans l'histoire générale, il porte un caractère éminemment bienfaisant, encore bien qu'il offre une infinité de contradictions de détail, que souvent il semble travailler contre son but, ainsi qu'il arrive presque toujours dans les actes des hommes. En Italie jusqu'alors on n'est point parvenu à détruire entièrement cette œuvre; on devait pourtant bien être préparé à des tentatives de renversement; car trop longtemps tout ce qui était sacré avait été foulé aux pieds, tout ce qui était enraciné avait été ébranlé. Attendu que nous considérons le tableau des rapports intérieurs actuels comme appartenant entièrement à la statistique, nous allons nous borner à un exposé sommaire des événements extérieurs jusqu'à l'année dix-huit cent trente. Nous r appellerons seulement encore de l'année dix-huit cent seize que l'empereur d'Autriche introduisit le code autrichien dans ses États d'Italie, et que Pie VII divisa l'État de l'Église, indépendamment de Rome, en dix-neuf délégations, sous le point de vue administratif. Le pape éprouva la mortification de voir le roi de Naples refuser la haquenée comme autrefois. Le monarque laissa subsister à Naples les divisions françaises; et, comme elles étaient avantageuses au pouvoir royal, il essaya aussi de les appliquer à la Sicile; il abolit le système féodal, et fixa comme permanent et immuable le quantum d'impôts que le parlement avait accordé en dix-huit cent treize, déclarant que jusqu'à ce chiffre et au-dessous le roi pourrait lever des contributions, même sans le concours du parlement (1).

Par une convention du dix juin dix-huit

(1) Cela signifie véritablement qu'il abolit e parlement dans l'année dix-huit cent dix-huit; il se mit aussi à réduire les fidéicommis et les majorats existants, et apporta de grandes restrictions à la faculté d'en ériger de nouveaux.

cent dix-sept, conclue à Paris, l'Espagne obtint enfin satisfaction des cinq grandes puissances alliées, au sujet de Parme. L'état de possession de Parme, Plaisance et Guastalla, ainsi que de Lucques, devait rester tel qu'il avait été indiqué d'abord; mais après la mort de l'épouse de Napoléon, Marie-Louise, l'infante Marie-Louise, ou son fils Carlo Lodovico, devait recuillir les duchés. Quant à l'État de Lucques, il était destiné à retourner à la Toscane et à Modène. L'empereur d'Autriche conservait le droit de mettre garnison dans la citadelle de Plaisance. En cas d'extinction de la descendance de Carlo Lodovico, le sort du duché de Parme serait réglé selon les dispositions de dix-sept cent quarante-huit, c'est-à-dire que Parme ferait retour l'Autriche, Plaisance à la Sardaigne.

Le vingt-deux novembre, Lucques fut remise par un commissaire autrichien à un représentant de l'infante qui le sept décembre se rendit.de Rome à son duché.

Dans la nuit qui suivit le vingt-quatre juin de la même année, les carbonari des Marches (ils s'étaient répandus dans ces cantons,ainsi que dans les légations,par l'impulsion des Napolitains) tentèrent un soulèvement à Macerata; mais ils reculèrent eux-mêmes d'effroi devant leur entreprise, lorsqu'ils se virent en si petit nombre, et les carabiniers pontificaux firent le reste. Treize révolutionnaires furent condamnés à mort; Pie VII les grâcia tous. Les troupes autrichiennes évacuèrent Naples en juillet et août.

A ne considérer que les manifestations politiques extérieures, l'année dix-huit cent dix-huit fut insignifiante pour l'Italie. L'archiduc Rainier fut nommé vice-roi du royaume lombardo-vénitien. Dans ces contrées aussi s'étendirent peu à peu les carbonari, et à partir de dix-huit cent dix-neuf, qu'on les découvrit, ils furent persécutés par la police.

Charles Emmanuel, qui avait résigné la couronne de Sardaigne, et qui, au printemps de dix-huit cent quinze s'était fait jésuite, vivait depuis lors paisiblement à Rome; il finit par devenir aveugle, et mourut le seize octobre dix-huit cent dix-neuf. Le roi Ferdinando de Sicile, appelé depuis dix-huit cent seize Ferdinando I[er], donna cette année à ses États un nouveau code, qui reproduisait les principes fondamentaux des codes napoléoniens. Ainsi les institutions françaises, dans toutes les sphères, furent transportées aussi dans l'île de Sicile.

En présence d'une telle disposition du gouvernement, et avec un système d'impôts écrasant, il était naturel que les carbonari gagnassent chaque jour du terrain dans le royaume des Deux-Siciles. La révolution d'Espagne en dix-huit cent vingt leur donna enfin une impulsion puissante; ils résolurent de réaliser leurs plans. Un lieutenant de cavalerie à Nole, Michele Morelli, et un prêtre de cette ville, Lodovico Minichini, provoquèrent un soulèvement en ce lieu le deux juillet. Morelli gagna ses cavaliers; il parcourut avec eux les rues, en criant: *Dieu, le roi et la constitution!* Minichini et d'autres carbonari se joignirent à lui, et ainsi l'on marcha sur Avellino, où commandait le lieutenant-colonel Lorenzo de Conciliis; celui-ci s'entendit avec eux à Mercogliano; bientôt aussi fut gagnée la garnison d'Avellino. Le trois, Morelli entra dans la ville. A cette nouvelle, on résolut à Naples d'envoyer des troupes contre les rebelles; mais presque tous les généraux étaient irrités de ce que le roi Ferdinando avait donné au général autrichien Nugent le commandement supérieur des troupes sicilo-napolitaines; et ainsi, malgré toutes les mesures, l'insurrection gagna Salerne le cinq. A Naples, le général Guglielmo Pepe se mit à la tête de plusieurs mécontents, emmena ses dragons hors de la ville, puis prit le commandement supérieur de toute l'armée révolutionnaire. La défection devint générale, et le seul régiment encore fidèle au roi, ainsi que la garde bourgeoise, supplièrent le monarque par des députés de céder aux désirs du peuple. Après une

longue délibération dans le cabinet, le roi donna le six, par une proclamation, la promesse d'une constitutoin. Un nouveau ministère fut formé, ayant à sa tête le duc de Campo Chiaro ; mais la masse des insurgés voulait quelque chose de plus net et de plus décidé ; elle réclama la constitution des cortès espagnoles de dix-huit cent douze, et cela dans les vingt-quatre heures. Dans cette situation, le roi eut recours à un moyen déjà bien souvent employé en Sicile ; il remit la direction des affaires au prince héréditaire, le duc de Calabre ; mais les insurgés lui arrachèrent à lui-même l'engagement de reconnaître et d'exécuter ce que son fils accorderait. Cependant Nugent s'était enfui à Rome ; Guglielmo Pepe prit sa place. Non-seulement les provinces du royaume, mais encore Bénévent et Pontecorvo se rattachèrent à la révolution. Les autorités papales furent chassées ; toutefois les habitants de ces cantons n'obtinrent point du régent l'incorporation au royaume de Naples.

Le treize juillet, le roi, le prince héréditaire et le prince Leopoldo (duc de Salerne) jurèrent la constitution des cortès. Quelques désordres extérieurs, des dépositions et des installations de fonctionnaires, de nouveaux journaux pleins de violence, furent les conséquences nécessaires de ces événements. Le parlement fut convoqué le premier octobre.

La nouvelle des agitations de Naples avait mis tout en mouvement dans la Sicile depuis le quatorze juillet. Au lieu des trois couleurs italiennes, ici en furent arborées quatre ; l'on demanda un parlement sicilien et le maintien de la séparation constitutive à l'égard de Naples, séparation qui avait subsisté depuis des siècles, et que l'on avait fait disparaître tout récemment (1). Le commandant de Palerme, le général Church, qui excita contre lui l'indignation du peuple, dut prendre la fuite (1). Les efforts du lieutenant général Naselli pour rétablir a tranquillité furent inutiles. Le peuple s'empara des forts Savita et Castellamare (2), s'arma, força les prisons (3) et, se mettant sous la conduite d'un franciscain, il battit les

---

(1) Tout était disposé pour que les nouvelles de Naples agissent rapidement sur les Siciliens. Le peuple était réuni à Palerme pour la célébration de la fête de sainte Rosalie, et l'exaltation politique se trouva fortifiée par le fanatisme religieux. On cria d'abord : *Vive la constitution espagnole!* et le peuple parut ne songer qu'à seconder l'élan des Napolitains ; mais ensuite des esprits plus sérieux songèrent à tirer parti des circonstances au profit de l'indépendance sicilienne, et l'on se para du ruban jaune, sur lequel était imprimé l'aigle sicilien. La prolongation des fêtes de sainte Rosalie ajouta encore à l'ivresse populaire. (*Note du traducteur.*)

(1) Le général Church avait été envoyé à Palerme par le roi pour y diriger les opérations de la conscription. Cette mission l'avait rendu odieux à la multitude ; d'ailleurs il montra au milieu de l'agitation des Palermitains un orgueil qui parut intolérable même aux soldats. Sa voiture fut assaillie, et il allait être immolé, lorsque le général sicilien Goglitoro se jeta au-devant du fer levé sur l'Anglais. (*Note du traducteur.*)

(2) Le peuple commença par brûler les papiers trouvés dans les bureaux du timbre ; car c'était là un nouvel impôt qui paraissait odieux à la Sicile ; ensuite il se porta au palais du général Naselli commandant pour le roi qui se confondit en vagues promesses. Les Palermitains demandèrent que le fort de Castellamare fût livré aux chefs des métiers et corporations, qui y monteraient la garde conjointement avec la troupe napolitaine. Naselli finit par y consentir. Le commandant du fort, serré de près, fit demander des renforts. Naselli promit de se rendre sous peu auprès de lui ; au milieu de toutes ces hésitations, la garnison se découragea, et laissa pénétrer dans le fort les insurgés, qui trouvèrent là des armes pour quatorze mille hommes. (*Note du traducteur.*)

(3) Le cardinal archevêque de Palerme échoua lui-même, lorsqu'il voulut ramener le peuple à l'ordre ; le signe de la rédemption ne

troupes dans la ville (1), pilla et dévasta ensuite avec une fureur destructive. Beaucoup de personnages éminents furent immolés; Naselli s'enfuit vers Naples avec quelques soldats (2). Les autorités de la ville et les corps de métiers ne parvinrent que le dix-huit à faire prêter quelque obéissance à une *giunta* provisoire sous le cardinal archevêque Gravina, et pendant l'absence de celui ci sous son représentant le prince de Villafranca; cette *giunta* rétablit l'ordre jusqu'à un certain point (3).

Ensuite la *giunta* divisa l'île militairement, prit des mesures pour reformer une armée sous les ordres du marquis de S.-Cataldo, et leva un emprunt forcé. Messine et Trapani s'opposèrent à ce début, et, après avoir été dompté à Palerme, le désordre domina sur l'île entière (1). A Naples aussi, les députés de la *giunta* furent mal accueillis; car on ne voulait pas entendre parler d'une organisation à part pour la Sicile. La théorie jacobine des carbonari était inséparable de l'application absolue de l'unité politique. Les Siciliens invoquaient les priviléges de leur île, qui venaient d'être rétablis. Enfin après de longues négociations une expédition de quatre mille hommes environ sous le général Florestan Pepe partit pour soumettre l'île, et débarqua près de Melazzo. Plusieurs villes se rallièrent aux Napolitains, et la guerre civile, qui depuis la révolution déchirait la Sicile, déploya plus de fureur. Pepe soumit Termini; les bâtiments des Palermitains se rendirent à une escadre napolitaine, et lorsqu'enfin la *giunta* voulut négocier avec Pepe le peuple se souleva de nouveau; le franciscain Vaglica, qui avait continué de le diriger, mit à la place de la *giunta* une nouvelle régence sous la présidence du prince de Paterno. Enfin, le vingt-cinq septembre, les Napolitains forcèrent l'entrée de Palerme les armes à la main; mais ensuite ils furent repoussés. Le vingt-huit, ils commencèrent à bombarder la ville, et enfin le cinq octobre une capitulation qui institua une nouvelle *giunta* en conservant la présidence au prince

---

fut pas respecté par ces furieux. (*Note du traducteur.*)

(1) D'abord la collision avec les troupes fut évitée, grâce aux efforts des consuls des corporations et des maîtrises pour former des compagnies de garde civique, et à un accord qui remit la garde du palais aux citoyens et aux soldats conjointement. Plusieurs palais furent pillés par le peuple, la maison de jeu fut brûlée. Une *giunta* de sept barons voulut abolir la conscription, le timbre, l'enregistrement, etc., le lieutenant général, qui la présidait, éluda les partis décisifs; on prit des mesures pour retirer les armes des mains de la populace, et les confier aux citoyens qui offraient de la responsabilité. Mais Naselli voulut tromper les Palermitains, gagner du temps, et user des moyens rigoureux. Le combat s'engagea, et, pour grossir ses rangs, la populace enfonça les prisons; les troupes napolitaines furent défaites sur tous les points. Le franciscain Vaglica fut nommé colonel par acclamation, en récompense de la valeur qu'il avait déployée dans cette circonstance. (*Note du traducteur.*)

(2) Naselli perdit courage en voyant le peuple maître de l'artillerie des forts, vainqueur des troupes, et fortifié par les secours arrivés de Montreal, la Bagherie, Copace, Carini, Mesirmeri, Parco, etc.

(3) La *giunta* tenait ses séances sous la surveillance des consuls des corporations et de la populace dont les cris annonçaient à chaque instant de nouveaux massacres et dictaient souvent d'odieuses mesures. (*Note du traducteur.*

(1) Messine se prononça pour le maintien de l'ancien ordre de choses; Catane, Syracuse, Caltanisseta, Trepani restèrent neutres; Girgenti entra avec enthousiasme dans la cause de l'indépendance. Cefalu, Montreal, Partenico, Corleone, Bisacquino, Termini, Caccamo, Gangi, Castro Reale, Mistretta, Caltagirone, Vizzine, Nicosia, Trojna, Canicatti, Licata, Naro, Sciacca, Comiso, Marsala, Mazzara, Castel Vetrano, Partanna, Salemi, Alcamo, Calatafimi, Mussome Prazza, Castrogiovanni, Terranova, Mazarino, se rangèrent sous l'étendard national.

de Paterno, mit fin aux hostilités. Mais, comme cette capitulation remettait la séparation politique de l'île du continent à la décision d'un parlement sicilien, l'assemblée tenue à Naples depuis le premier octobre refusa de la ratifier, et le général Coletta fut chargé de dompter les Palermitains et d'exiger de la ville une très-forte contribution de guerre.

Le vieux roi avait juré la constitution à l'ouverture du parlement; Guglielmo Pepe avait ensuite remis ses pouvoirs comme généralissime entre les mains du souverain; tout paraissait donc suivre la marche la plus favorable à l'intérieur, lorsque fut opérée aussi la soumission de la Sicile. Mais les plus grands dangers menaçaient du dehors; les grandes puissances de l'Europe étaient résolues à maintenir leur œuvre, et à ne point laisser se développer de nouveaux éléments de révolution. Le cabinet autrichien en particulier se prononça d'une manière très-décisive, et le prince Ruffo, ambassadeur de Naples à Vienne refusa obéissance au nouveau gouvernement napolitain. Le prince de Cariati et le duc de Serra Capriola, qui se rendirent à Vienne chargés de missions extraordinaires, ne purent arriver à aucun résultat. Le duc di Gallo, qui devait remplacer Ruffo, trouva en arrivant à Klagenfurt l'ordre de rebrousser chemin. L'empereur de Russie refusa également de recevoir un nouvel ambassadeur napolitain.

Cependant le parlement essayait de remédier aux embarras financiers par des ventes de domaines, puis par un emprunt; mais la guerre qui menaçait d'éclater augmentait les besoins outre mesure, et le peuple restait étranger à l'ardeur des carbonari pour de vaines formes et des vues abstraites. L'adoption d'un armement national était contraire à toutes les habitudes, à toute la manière d'être des Napolitains des classes inférieures, et contre de tels obstacles naturels les déclamations dans les journaux et les théâtres ne faisaient rien. Alors se produisirent des propositions révolutionnaires : tous les biens des couvents devaient être vendus, les majorats entièrement supprimés sans exception.

Mais les inquiétudes sur la guerre étrangère devenaient chaque jour plus vives; par un manifeste du vingt novembre, les monarques alliés invitèrent le roi Ferdinando à un nouveau congrès à Laybach. L'Angleterre seule se déclara opposée à cette réunion. Ensuite un message royal fit connaître au parlement le sept décembre, que le roi Ferdinando, malgré son grand âge, se rendrait au congrès de Laybach. En même temps, pour tranquilliser le parlement sur ses desseins, le roi fit donner les assurances les plus positives de ses sentiments constitutionnels, et demanda même à être accompagné par une commission du parlement; mais le parlement repoussa le projet entier le huit décembre, et refusa son consentement au voyage. Le roi n'insista point, reforma son ministère dans le sens de la révolution, et chercha par des négociations à obtenir le consentement du parlement à son départ. Ce consentement ne fut donné que le treize décembre, mais en des termes tels que, durant l'absence du roi, le pouvoir souverain tout entier devait être déposé entre les mains du prince royal. Après avoir renouvelé ses assurances et ses protestations, Ferdinando s'embarqua le quatorze sur un vaisseau anglais, et arriva le dixneuf à Livourne.

Le dix-huit, le prince héréditaire avait juré de nouveau la constitution comme régent; le parlement poursuivit ses travaux révolutionnaires, et avant la fin de l'année il abolit complétement en Sicile les restes de la constitution féodale. Cependant Ferdinando continuait sa route par Florence; le duc di Gallo, qui l'accompagnait, ne put entrer à Laybach, où le roi arriva le huit janvier dix-huit cent vingt et un. Le prince Ruffo vint occuper auprès du roi la place du duc di Gallo; le congrès fut ouvert le treize, et le trente le duc di Gallo fut chargé d'aller déclarer à

Naples qu'il ne fallait pas songer à voir se prolonger plus longtemps en paix l'existence de l'œuvre du carbonarisme. Le trente et un janvier fut prononcée la clôture du parlement. Depuis l'arrivée à Naples, le sept février, d'une lettre de Ferdinando du vingt-huit janvier, les dispositions militaires formaient presque exclusivement l'objet des soins de la commission permanente du parlement. L'ambassadeur autrichien déclara, le neuf février, que l'armée autrichienne occuperait Naples de gré ou de force; que si les troupes de l'Autriche ne suffisaient pas, celles de la Russie viendraient concourir au même but. L'effroi s'empara de tous les esprits; la capitale était en état de fermentation, et s'il n'y eut pas d'explosion, c'est que le prince royal déclara qu'il exposerait lui-même sa vie pour la défense des droits et de l'indépendance de Naples. Les ambassadeurs d'Autriche, de Russie et de Prusse quittèrent Naples. Le parlement fut de nouveau convoqué, et ouvert le treize février; le quinze, il rejeta les demandes du congrès. L'on prit une suite de mesures de sûreté, l'on établit des moyens de défense. Mais réellement tout cela était aussi vain, aussi vide de sens que les nouveaux noms des bataillons de milices, les Brutiens, les Samnites, etc...

Dès le quatre février, Frimont annonça de Padoue le passage du Pô par son armée; et le mouvement s'opéra le lendemain. A Bologne, l'armée se partagea en deux corps; l'un prit par la Toscane et le territoire romain (par Tivoli, Frascati, Albano), l'autre traversa les Marches. Le pape avait accordé le passage. Une bande de carbonari qui, vers le milieu du mois, pénétra des Abruzzes dans l'État de l'Église, n'eut pas le moindre succès. Cependant Ferdinando se rendit à Florence, pour montrer qu'on ne lui avait fait aucune violence à Laybach. Le vingt-sept février, Frimont était à Foligno, et de là il sommait les Napolitains, par une proclamation, de se soumettre de nouveau à leur roi Ferdinando.

L'armée napolitaine était disposée en deux corps: l'un, sous Carascosa, était posté près de S.-Germano, étendant son aile gauche sur Gaëte; l'autre, sous Guglielmo Pepe, se tenait dans les Abruzzes. A peine arrivé le vingt février dans la ville d'Aquila, Pepe s'avança vers Rieti à la rencontre des Autrichiens; mais il fut repoussé par la cavalerie ennemie; et en même temps l'aile gauche des Autrichiens sous Wallmoden, quittant les Marches, l'aile droite sous Stutterheim se mettant en mouvement du territoire romain, s'avancèrent vers les Abruzzes. Le sept mars, Pepe attaqua encore une fois; mais le soir il fut battu, le désordre se mit dans ses troupes, qui finirent par prendre la fuite, et furent poursuivies jusqu'à Civita Ducale. Maintenant les Napolitains, ne pouvant plus se maintenir sur le Vellino, se retirèrent sur Antrodocco; puis ils s'enfuirent, et de ce côté il n'y eut plus personne pour opposer une résistance sérieuse aux Autrichiens. Les Abruzzes furent entièrement occupées par eux; Pepe ne put rallier d'armée, ni à Sulmona, ni à Castel di Sangro; il revint à Salerne, puis à Naples.

Le prince régent voulut se rendre en personne à l'autre armée; mais Carascosa, craignant d'être débordé, à la nouvelle de la défaite de Pepe, s'était retiré de S.-Germano. Sur la route de Capoue, un adjudant de Carascosa conseilla au prince de retourner à Naples; il prit ce parti. Mais à Naples on ne savait quelle direction suivre, et l'on voulait les choses les plus contradictoires. Enfin Guglielmo Pepe fut destitué.

Le parlement, voyant les choses prendre cette tournure, résolut, dans une séance secrète le onze mars, de s'adresser par écrit au prince royal, et de le prier d'interposer sa médiation auprès de son père, qui alors se trouvait à Florence. Le prince dépêcha son adjudant Fardella au roi, qui le reçut gracieusement le dix-sept, mais évita de se prononcer sur quoi que ce fût.

Ce jour-là, de Conciliis tenta encore d'opposer quelque résistance près de Ceperano. Carascosa se retira sur Mugnano, où tout était en désordre, où toute trace de disci-

pline disparut. La garde royale seule suivit encore Carascosa à Capoue. Le vingt, toutes les hostilités avaient cessé. Une convention du vingt-trois assura aux Autrichiens la remise de la capitale et des places de Gaëte et de Pescara. Guglielmo Pepe et beaucoup d'autres personnages des plus compromis reçurent des passe-ports afin de pouvoir se soustraire au châtiment. Le vingt-quatre, le parlement fut dissous, et bientôt après les troupes autrichiennes entrèrent dans Naples.

Par un décret du roi, le marquis di Circello fut placé à la tête d'une régence provisoire. Les milices furent désarmées, les troupes napolitaines furent distribuées dans les garnisons à côté de détachements autrichiens plus considérables. Morelli, de Conciliis et Minichini voulurent encore tenir avec des bandes; mais ce genre de lutte eut bientôt un terme, et le pape recouvra Bénévent et Pontecorvo. D'un autre côté, une nouvelle insurrection éclata dans Messine, où le général Rossaroli proclama la république, et rencontra d'abord de la sympathie dans les habitants et les soldats. Mais un débarquement qu'il tenta en Calabre échoua complètement, et maintenant Messine lui ferma les portes. Il lui fallut, ainsi que Guglielmo Pepe et d'autres Napolitains et Siciliens compromis, s'enfuir en Espagne. A Naples, la régence provisoire érigea quatre *giunte* de censures pour les diverses parties du royaume, chargées de faire des enquêtes rigoureuses sur la conduite de tous les prêtres, fonctionnaires et pensionnés durant la révolution. Une surveillance sévère fut exercée sur les écrits et sur l'enseignement; et en général on déploya la plus grande rigueur, jusqu'à ce que le roi à son arrivée adoucit un peu certaines mesures. Des peines sévères restèrent attachées à la possession d'armes prohibées, et au recèlement des hommes proscrits par le pouvoir. Le quinze mai, Ferdinando revint à Naples. Néanmoins on érigea postérieurement encore des conseils de guerre, pour rechercher et punir les militaires compromis dans la révolution, et plusieurs membres du parlement, ainsi que d'autres personnes qui avaient joué un rôle actif dans la révolution, furent bannis ou transportés dans des forteresses de Bohême ou de Hongrie. Par un décret du seize mai, un conseil d'État fut ensuite institué, l'administration de la Sicile fut séparée de celle de Naples, et d'autres mesures furent adoptées pour ramener le calme dans le royaume, et lui donner une direction régulière. Un second décret, du premier juillet, licencia l'armée, et congédia sans pension tous les officiers au-dessous du grade de colonel. Dans les provinces, ces dispositions et l'accroissement des impôts excitèrent une grande irritation; les carbonari continuèrent à faire des progrès, malgré toutes les poursuites de la police (1); mais les troupes autrichiennes restées dans le royaume contenaient l'explosion du mécontentement. Par un traité du vingt-huit octobre, le séjour de cette armée étrangère dans les États napolitains fut fixé à trois années. Une partie des troupes autrichiennes sous Wallmoden était passée en Sicile, où les gardes nationaux furent également désarmés dans le mois de décembre.

Les agitations de Naples venaient maintenant de ce que le roi Ferdinando, en se rattachant aux opinions françaises, d'un côté nourrissait, faute de savoir et d'intelligence, l'esprit d'innovation, et de l'autre irritait diverses classes de ses sujets. Dans les États sardes du continent, il arrivait absolument le contraire. La réhabilitation absolue et complète de l'état de choses antérieur à la domination française excitait un grand mécontentement, et il y avait à cela d'autant plus de danger, qu'ici l'on touchait immédiatement à la France; on parlait de conquérir l'unité et l'indépendance pour l'Italie, et ces idées étaient naturellement bien accueillies par des esprits mécontents de la situation actuelle;

(1) Souvent les Autrichiens accordèrent leur protection contre les iniquités de cette police.

en même temps un but en apparence si noble élevait le parti des mécontents au-dessus de la sphère commune, et attirait à leurs plans, non pas seulement l'approbation, mais l'adhésion du prince de Savoie Carignan, d'un fils du ministre S.-Marzano, et d'autres jeunes gens des premières familles. Les soulèvements de l'Espagne et de Naples avaient causé une excitation générale; l'on comptait sur la résistance des Napolitains, sur les concours de la Lombardie, des Vénitiens, des légations et des Marches. Ainsi le soulèvement devait éclater, si l'armée autrichienne s'arrêtait sur les frontières de Naples; on l'aurait ainsi réduite à la retraite, ou enveloppée.

Des tumultes d'étudiants servirent de prélude; le douze janvier, les exhortations du ministre de l'intérieur, comte Balbo, n'ayant produit aucun effet, l'on en vint aux mains dans le palais de l'université; le tout se termina par la dispersion des étudiants et l'arrestation de quelques-uns d'entre eux. Ensuite le calme se rétablit; mais on blâma généralement la rigueur du gouvernement, quoiqu'il eût montré bien de la patience et de la longanimité. Le bruit se répandit que les Autrichiens demandaient pendant leur expédition contre Naples à occuper les places du Piémont, et l'irritation fut plus vive des deux côtés. Lorsque, vers la fin de février, à l'instigation de l'Autriche, se firent quelques arrestations, du marquis di Prio, du comte de Peron et du prince de Cisterno, les principaux officiers d'accord pour tremper dans une révolution virent bien qu'ils étaient dans une fausse situation, et pensèrent à différer le soulèvement convenu; mais les conjurés plus éloignés de Turin se sentaient déjà compromis, et le comte Santa-Rosa, le jeune comte de S.-Marzano, le comte Lisio et le chevalier Provanza di Collegno quittèrent Turin et se rendirent les uns à Vercelli, les autres à Pignerol.

Ensuite le comte Palma le dix mars à deux heures du matin, proclama dans Alexandrie, à la tête d'un régiment, la constitution espagnole; quelques officiers tentèrent vainement de s'y opposer; la garnison, sauf quelques exceptions, donna son adhésion à l'entreprise. Le même jour après midi, le comte Lisio, arrivant à Pignerol, y proclama également la constitution espagnole à la tête d'un régiment de cavalerie légère. Mais à Vercelli S.-Marzano n'avait pu gagner son régiment, et il alla rejoindre Lisio et Santa-Rosa dans Asti. A Alexandrie, ils instituèrent une *giunta* provisoire sous le lieutenant-colonel Ansaldi, et cherchèrent à étendre la révolution à Casale.

Cependant le roi était accouru de Moncalieri à Turin; mais il abandonna la résolution de marcher à la tête de ses troupes de la capitale sur Alexandrie. Le commandant Ferrero, qui fut détaché vers Carignano, en route gagna ses soldats, revint sur Turin, reçut des renforts considérables avec lesquels il entra dans la ville, aux cris de: *Vivent le roi et la constitution espagnole!* Toutes les mesures que des hommes isolés voulurent prendre contre Ferrero, restèrent sans effet; les étudiants se réunirent aux insurgés. Toutefois Ferrero ne put exciter de mouvement général, et il jugea prudent de se rendre aussi à Alexandrie.

Le treize entre midi et une heure, trois coups de canon de la citadelle donnèrent le signal, annonçant qu'elle était entre les mains des révolutionnaires; six officiers d'intelligence avec eux leur avaient procuré ce succès. Maintenant la révolution éclata aussi à Turin, et partout le peuple associa dans ses cris la constitution espagnole avec le roi. Sur l'ordre du roi, le prince de Carignan devait aller reconnaître la citadelle; mais de tous les rangs lui parvenaient des prières d'appuyer la cause publique auprès du roi. Au moment même le comte de S.-Marzano, ministre des affaires extérieures, arrivait de Laybach, et ses représentations déterminèrent Victor Emmanuel, dans cette situation pénible, à résigner la couronne en faveur de son frère puîné, Charles Félix, duc de Genevais, qui était alors à Modène,

hors du pouvoir des insurgés. Cet acte d'abdication se fit dans la nuit. et fut notifié aux ambassadeurs étrangers. Victor Emmanuel congédia aussi son ministère, puis il quitta la ville avec son épouse sous la protection du régiment de Savoie, et se mit en route pour Nice, où sa présence empêcha le soulèvement d'éclater.

Le prince de Carignan, Charles Emmanuel Albert, avait été nommé régent jusqu'à l'arrivée du nouveau roi, et quoique la nouvelle du départ de Victor Emmanuel eût d'abord surpris tout le monde, la révolution n'en poursuivit pas moins son cours sans empêchement. Le prince régent voulut résister pendant quelque temps, du moins en apparence; des tumultes populaires lui arrachèrent l'acceptation de la constitution espagnole. Des démonstrations de joie de toute espèce éclatèrent aussitôt. Une *giunta* fut instituée pour préparer l'adoption de la constitution, et une amnistie générale fut proclamée. Dès le premier jour de la session de la *giunta*, le prince jura la constitution espagnole, et prêta serment de fidélité au roi Charles Félix.

Cependant le duc de Genevais déclara bientôt ne pas vouloir prendre le titre de roi, avant que son frère le lui accordât d'un lieu où l'on pourrait le considérer comme libre, et que dans aucun cas lui Charles Félix ne consentirait aux choses demandées par les révolutionnaires. Il convoqua tous les sujets sardes contre la rébellion, et confia au comte Salier della Torre, gouverneur de Novara, le commandement de l'armée antirévolutionnaire.

Alors la *giunta* de Turin résolut d'envoyer une députation au duc, pour lui exposer combien il se trompait sur les événements; le prince donna aussi son approbation à ce parti. Mais rien ne put l'amener à une organisation active de la nouvelle armée, à une déclaration de guerre contre l'Autriche, et à d'autres mesures de ce genre, que désiraient les révolutionnaires. Il fallut provoquer des tumultes populaires pour contraindre l'ambassadeur d'Autriche à partir dans la nuit du dix-neuf. Santa-Rosa, Lisio et Collegno vinrent d'Alexandrie à Turin, pour décider le prince à la guerre; la *giunta* s'y résolut. Santa-Rosa devint ministre de la guerre; maintenant les révolutionnaires crurent avoir tout gagné; mais le prince régent s'échappa le vingt-deux mars, courut à Novara auprès de la Torre, et là il déclara se démettre de la régence.

Cette fuite effraya beaucoup de chefs de la révolte, jeta de l'hésitation parmi quelques-uns, et enleva toute énergie aux mouvements ultérieurs. Toutefois Santa-Rosa représenta le roi Charles Félix comme prisonnier de l'Autriche, et appela les sujets de ce prince aux armes contre ses oppresseurs.

A Gênes, les déclarations du roi Charles Félix provoquèrent des mouvements tumultueux. L'on s'était rallié volontiers à la révolution, mais avec calme; la désapprobation de cette révolution par le roi excita le mécontentement. Par suite d'une émeute, le gouverneur général fut sur le point de perdre la vie; alors il déposa son pouvoir, et institua une commission de gouvernement qui rétablit l'ordre.

Ce soulèvement à Gênes ranima maintenant le courage de la *giunta* de Turin, et elle nomma pour les provinces des chefs auxquels furent subordonnées toutes les autorités, à l'exception des magistrats, et qui furent investis de presque tout le pouvoir politique. Mais un nouvel abattement s'empara des esprits à la nouvelle des défaites des Napolitains, et de la réunion d'une armée autrichienne sur le Tessino, sous les ordres du comte Bubna. Les efforts de la Torre pour rétablir l'ordre en Piémont au moyen d'une contre-révolution, sans l'intervention de cette armée, furent déjoués par les mesures de Santa-Rosa; ainsi il ne restait plus qu'à recourir à la force. Charles Félix, le trois avril, déclara traîtres tous ceux qui prétendaient apporter des changements à l'état des choses antérieur au treize mars, et somma les troupes piémontaises de se ral-

lier à l'armée royale de la Torre. Cette armée, passant la Sesia, arriva le quatre avril à Vercelli. Un corps de révolutionnaires de six mille hommes environ, sous le colonel Regis, était posté près de Casale, et s'avança maintenant sur Vercelli. Le comte de la Torre se retira, tandis que les Autrichiens, dans la nuit du sept au huit avril, franchissaient le Tessino, afin d'aller, ainsi que le disait le manifeste de Bubna, soutenir l'armée du roi légitime.

Dans sa marche vers Novara, le corps révolutionnaire arriva sur les hauteurs de S.-Martino, et attaqua les troupes royales; mais celles-ci furent soutenues par quelques régiments autrichiens. Ensuite l'armée révolutionnaire se retira vers le pont de l'Agogna, puis se livra au désordre, et finit par prendre la fuite. Tout se débanda, tout fut frappé de dissolution. La défaite anéantit tout moyen de résistance, au point que les Autrichiens s'étant avancés aussi contre Casale et Voghera, la *giunta* se sépara, et le ministre de la guerre remit la citadelle de Turin à la garde nationale, et congédia la garnison. Les personnes les plus compromises se sauvèrent presque toutes, les unes par Gênes en Espagne, les autres en Suisse. Turin fut occupé paisiblement par la Torre.

Par un nouvel acte de Victor Emmanuel du dix-neuf avril, Charles Félix conserva la dignité royale; mais celui-ci resta jusqu'en octobre à Modène, et nomma Thaon de Revel, comte de Pratolongo, pour son représentant.

Plusieurs des fugitifs furent exécutés en effigie; d'autres, moins heureux, subirent le supplice. Les châtiments de toute espèce furent accumulés. Par une convention du seize juillet, il fut décidé que douze mille Autrichiens resteraient en Piémont, à Stradella, Voghera, Tortona, Alexandrie, Valenza, Casale et Vercelli jusqu'en septembre dix-huit cent vingt-deux (1). Au mois de septembre fut supprimée la commission d'enquête pour les poursuites contre les révolutionnaires, et le trente du même mois une amnistie fut proclamée. Les sociétés secrètes furent proscrites. Charles Félix n'entra dans Turin que le dix-sept octobre.

Dans le royaume lombardo-vénitien se continuaient les persécutions contre le carbonarisme; en septembre, le pape lança une bulle d'excommunication contre cette association. Le duc de Modène la proscrivit également.

Une nouvelle conspiration, des persécutions, des supplices, tels sont les tristes événements amenés en Sicile par l'année dix-huit cent vingt-deux. Sur le continent se présentent des tableaux de même genre; toutefois la persécution des carbonari et des anciens révolutionnaires fut suivie enfin, le vingt-huit septembre, d'un décret d'amnistie pour ceux qui avaient été membres de la charbonnerie, ou s'étaient révoltés contre le gouvernement avant le vingt-quatre mai dix-huit cent vingt et un, mais avec de nombreuses exceptions nominatives.

Le vingt-deux octobre, le roi Ferdinando de Sicile (1) se rendit au congrès de Vérone, dont nous passons l'histoire, comme nous avons fait pour celle du congrès de Vienne, et par des motifs analogues. De Vérone il partit ensuite pour Vienne, et ne revint à Naples que le quatre août dix-huit cent vingt-trois.

Après son retour fut formé un nouveau ministère, à la tête duquel se trouva placé Luigi de' Medici. Une partie des garnisons autrichiennes quitta le royaume. Pie VII, en

(1) L'évacuation n'eut pas lieu à cette époque; par une nouvelle convention du quatorze décembre dix-huit cent vingt-deux, il fut décidé qu'elle s'opérerait en trois fois; la dernière époque était le trente et un octobre dix-huit cent vingt-trois.

(1) Dans son royaume, les procès contre les révolutionnaires continuèrent jusque dans l'année dix-huit cent vingt-trois, même en dix-huit cent vingt-quatre.

se levant de la table de travail le six juillet au soir, se laissa tomber, se brisa la hanche, et mourut des suites de cette fracture le vingt août. Le conclave était divisé en un parti ardent, attaché fortement aux doctrines de l'Église, et un parti plus calme et plus enclin à faire des concessions à l'esprit du temps. Le vingt-huit septembre, le cardinal della Genga, du pays de Spoleto, et du parti des zélateurs, fut élu, et prit le nom de Léon XII. Plus rigoureux que son prédécesseur, sans pour cela manquer d'intelligence, il se mêla des affaires intérieures de l'État de l'Église; la justice criminelle fut maintenue avec sévérité.

Dans l'année dix-huit cent vingt-quatre, cinq mille Autrichiens sortirent encore du royaume de Naples; le reste devait y demeurer jusqu'au mois de mai dix-huit cent vingt-six, en vertu d'une convention du trente et un août. Les poursuites contre les carbonari se continuèrent dans presque toute l'Italie. La Toscane perdit son grand-duc Ferdinando le dix-huit juin. Son fils Leopoldo II lui succéda, sans qu'il s'opérât aucun changement. Victor Emmanuel, le ci-devant roi de Sardaigne, mourut dans la même année, le dix janvier. L'année suivante dix-huit cent vingt-cinq, le trois janvier, mourut le roi Ferdinando de Sicile de mort subite; son fils Francesco Ier lui succéda, fit le cinq mars son entrée solennelle, et pendant une visite de l'empereur à Milan le vingt-huit mai, conclut avec ce monarque une convention pour le séjour des troupes autrichiennes. Le lendemain de son retour, le dix-huit juillet, il rendit trois décrets qui apportaient des adoucissements aux peines de certains individus condamnés pour délits politiques et nominativement désignés. En octobre, il y eut encore d'autres dispositions portant un caractère de clémence.

Le neuf avril dix-huit cent vingt-six, l'île de Sicile fut entièrement évacuée par les troupes autrichiennes. Au mois de mai, l rendit une nouvelle bulle contre les carbonari qui furent encore traqués de toutes manières à Naples, et poursuivis. De janvier à mars dix-huit cent vingt-sept, les Autrichiens sortirent aussi des provinces du continent napolitain. L'ordre et la tranquillité avaient été maintenues par ces troupes avec la plus grande habileté; s'il y avait encore quelques restes d'agitation, ils n'étaient plus soutenus que par des bandes de brigands. Un soulèvement à Bosco, qui éclata dans le sens des carbonari, eut pour conséquence l'anéantissement total de la plus importante des bandes, qui voulut seconder le mouvement

Les hordes de brigands, qui sous le gouvernement de Pie VII avaient si fortement troublé l'État de l'Église, disparurent presque toutes durant l'administration vigoureuse de Léon; l'ordre fit également des progrès sensibles dans l'administration des deniers publics. Les finances du royaume de Sardaigne s'étaient aussi relevées à un tel degré, que l'armée sarde put être rétablie sur le même pied où elle avait été avant la dernière révolution.

Une inflammation du canal de l'urètre, qui entraîna de violentes convulsions, causa la mort de Léon XII le dix février dix-huit cent vingt-neuf. Le trente et un mars, il eut pour successeur le cardinal Castiglioni de Cingoli dans la Marche. Le nouveau pontife prit le nom de Pie VIII qui fut considéré à Rome comme le présage d'un gouvernement plus doux; ce fut en effet le système que Pie VIII adopta.

Ainsi nous prenons congé de l'Italie dans l'année dix-huit cent trente, qui a jeté de nouveau sur l'Europe tant d'éléments de révolution, que selon toute apparence ce serait une tâche des plus difficiles pour la politique de maintenir l'œuvre du congrès de Vienne, au moins quant aux objets principaux. En Italie, où après les explosions signalées tout à l'heure et leurs suites, le sud aussi bien que le nord paraissent avoir été guéris des inclinations révolutionnaires, on est parvenu jusqu'ici à ramener aussi à l'ordre les contrées centrales plus exaltées ou

à les y maintenir. Fasse le ciel que l'on obtienne autant de succès à l'avenir : car si l'Italie manque d'élan, si l'esprit italien ne peut prendre un essor qui lui soit propre, ce ne sont point les théories politiques qui le lui donneront; l'art de la guerre des temps modernes ne lui viendra pas non plus en aide; le temps écoulé depuis dix-sept cent quatre-vingt-douze jusqu'en dix-huit cent quinze l'a suffisamment démontré.

FIN DU TOME TROISIÈME ET DERNIER.

TABLE DES MATIÈRES.

TABLE

GÉNÉRALE ET ANALYTIQUE

DES MATIÈRES,

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

Le chiffre romain indique le tome, le chiffre arabe la page.

A.

B.

C.

II.

E.

F.

G.

H.

I.

J.

K.

L.

M.

N.

O.

P.

Q.

R.

vient comme roi à Naples, perd de

S.

T.

U.

V.

W

Z.

FIN DE LA TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES.

ERRATA

DU TROISIÈME VOLUME.

Pag. 3, col. 1, lig. 40, *Au lieu de*, Alfonso ; *lisez*, Fernando.

Pag. 9, col. 1, l. 24, *Au lieu de*, le cardinal de' Silvio Passerini ; *lisez*, le cardinal Silvio de' Passerini.

Pag. 12, col. 2, l. 11, *Au lieu de*, qui séparait ; *lisez*, lequel séparait.

Pag. 62, col. 1, l. 4, *Au lieu de*, le cardinal Ippolito d'Este ; *lisez*, le cardinal Ippolito de' Medici.

Pag. 236, col. 1, l. 22, *Au lieu de*, Innocent IX ; *lisez*, Innocent X.

Pag. 287, col. 1, l. 14, *Au lieu de* Innocent XI ; *lisez*, Innocent XII.

